This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,094,367

B 1,094,367

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

PAR

ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE.

CONSEILLER AULIQUE AU MINISTÈRE I^R et R^I DE LA MAISON IMPÉRIALE ET ROYALE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME VINGT-TROISIÈME.

DE LA SÉRIE COMPLÈTE DU RECUEIL ÉDITÉ JUSQU'ICI PAR LÉOPOLD BARON DE NEUMANN ET ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE.

VIENNE.

IMPRIMERIE DE LA COUR I^LE ET R^LE DE CARL FROMME, ÉDITEUR.

1904.

stria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

PAR

ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE.
CONSEILLER AULIQUE AU MINISTÈRE I^L et R^L DE LA MAISON IMPÉRIALE ET ROYALE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME DIX-SEPTIÈME.

VIENNE.
IMPRIMERIE DE LA COUR I^LE ET R^LE DE CARL FROMME, ÉDITEUR.
1904.

IX
Y·23

513454-013

2230.

18 décembre 1893.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce supprimant l'ordonnance des Ministres du commerce et des finances du 10 décembre 1890 (R. G. Bl. Nr. 213) et modifiant les mesures d'exécution de la loi du 26 juin 1890 (R. G. Bl. Nr. 132) concernant la statistique du commerce avec l'étranger.

R. G. Bl. 1893, Nr. 177.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 18. December 1893, mit welcher unter gleichzeitiger Aufhebung der bisher in Geltung gestandenen diesbezüglichen Verordnung der Minister des Handels und der Finanzen vom 10. December 1890 (R. G. Bl. Nr. 213) abgeänderte Durchführungsbestimmungen zu dem Gesetze vom 26. Juni 1890 (R. G. Bl. Nr. 312), betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, erlassen werden.

In Durchführung des Gesetzes vom 26. Juni 1890 (R. G. Bl. Nr. 132), betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, wird, unter Aufhebung der bisher in Geltung gewesenen diesbezüglichen Verordnung der Minister des Handels und der Finanzen vom 10. December 1890 (R. G. Bl. Nr. 213), verordnet, wie folgt:

§ 1.

Statistische Anmeldepflicht.

Alle Waaren und Gegenstände, welche im Handelsverkehre mit dem Zollauslande in der Ein-, Aus- oder Durchfuhr bei einem k. k. Zoll- oder Postamte zollämtlich erklärt, beziehungsweise abgefertigt werden, sind nach Gattung, Menge, Herkunfts- und Bestimmungsland für die Zwecke der ämtlichen Handelsstatistik anzumelden (§ 1 des Gesetzes).

1893 Diese Anmeldung erfolgt bei den Zollämtern, hinsichtlich des Verkehres auf Nebenwegen bei den Finanzwachorganen, rücksichtlich der Postausfuhr bei den Aufgabepostämtern und liegt demjenigen ob, welcher bei einem k. k. Zoll- oder Postamte, beziehungsweise bei einem Finanzwachorgane die Zollerklärung abgibt oder die zollämtliche Abfertigung veranlasst (§§ 3 und 4 des Gesetzes).

Der zur Erstattung der statistischen Anmeldung Verpflichtete ist auch für die Richtigkeit und Vollständigkeit derselben verantwortlich (§ 5 des Gesetzes).

§ 2.

Von der statistischen Anmeldung befreite Gegenstände.

Von der Verpflichtung zur statistischen Anmeldung sind befreit:

1. Postsendungen in der Ein- und Ausfuhr einschliesslich des Vormerkverkehres, die nicht mehr als 250 Gramm wiegen und zollfrei sind, dann alle Durchfuhrsendungen überhaupt.

2. Die nachfolgenden Artikel in der Ein- und Durchfuhr, jedoch nur dann, wenn für dieselben jene Voraussetzungen zutreffen, welche deren bedingte Zollfreiheit im Falle ihrer Einfuhr begründen würden:

a) Die für den unmittelbaren Gebrauch Seiner Majestät des Kaisers bestimmten Gegenstände oder welche im Allerhöchsten Auftrage versendet werden;

b) Gegenstände, welche zum unmittelbaren Gebrauche der am k. und k. Hofe accreditirten diplomatischen Personen bestimmt sind oder von diesen in das Ausland gesendet werden werden, nach Maassgabe der besonderen Vorschriften;

c) Militäreffecten, als: Monturen, Rüstungsstücke, Waffen, Munition, Heeresgeräthe (wozu auch Betterfordernisse, ärztliche und Spitalrequisiten gehören), dann Pferde im Verkehre zwischen Truppenkörpern oder Marine-Etablissements in und ausser dem Zollgebiete, ferner Sprengmittel und Explosivstoffe zu militärtechnischen Versuchen der Heeresverwaltung;

d) Amtserfordernisse, welche von Staatsbehörden aus den Freigebieten in das Zollgebiet oder umgekehrt versendet werden;

e) Reise-, Uebersiedlungs-, Ausstattungs- und Erbschaftseffekten, ferner Habschaften der Ein- und Auswanderer, und zwar in der Einfuhr dann, wenn hinsichtlich dieser Artikel die für deren zollfreie Abfertigung vorgeschriebenen Bescheinigungen vorliegen, in der Aus- und Durchfuhr jedoch auch ohne Beibringung dieser Bescheinigungen;

f) Leichen; 1893
g) Gegenstände gerichtlicher Verhandlungen;
h) verliehene Ordenszeichen und Ausstellungsmedaillen;
i) wirklich zur Beförderung dienende Transportmittel jeder Art sammt deren Zugehör, sowie vom wirklichen Gebrauche (zollfrei) zurückkehrende Transportmittel oder auch von solchen herrührende und nach dem wirklichen Gebrauche wenn auch einzeln (zollfrei) rückkehrende Ersatz- und Bestandtheile oder sonstiges Zugehör derselben, mit Ausnahme jener Wasserfahrzeuge, welche in zerlegtem Zustande Werkholz liefern, und der im Vormerkverkehre behandelten Transportmittel;
j) der Proviant der ein- und auslaufenden Schiffe;
k) Musterkarten und Muster in Abschnitten und Proben, welche nur zum Gebrauche als solche geeignet sind, jedoch unter Ausschluss aller Proben von Tabak und Consumtibilien;
l) Umschliessungen und Behältnisse, in denen Waaren verpackt sind (Emballagen);
m) Waaren, die weniger als 25 Gramm wiegen, oder von denen im Falle der Einfuhr die einzuhebende Zollgebühr weniger als 2 kr. betragen würde;
n) Waaren, welche in ämtlichen Niederlagen gänzlich verdorben sind, so dass sie keinem Zwecke mehr dienen können;
o) alte, Merkmale des Gebrauches an sich tragende Gegenstände, welche mittellose Personen zum Geschenke aus dem Auslande erhalten, beziehungsweise welche an solche Personen ins Ausland gesendet werden;
p) Gegenstände des nach den Zollvorschriften oder auf Grund von Verträgen zollfrei stattfindenden landwirthschaftlichen Verkehres auf Landgütern oder Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze durchschnitten sind, insbesondere das dazu gehörige Wirthschaftsvieh und Wirthschaftsgeräthe, sowie die Aussaat zum Feldbaue, dann die auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht u. dgl., wobei für die Befreiung von der statistischen Anmeldepflicht die thatsächliche wirthschaftliche Zusammengehörigkeit der Grenzgrundstücke maassgebend ist;
q) in dem nach den Zollvorschriften oder auf Grund von Verträgen zollfrei zulässigen Grenzverkehre das zur Weide, Stallfütterung oder zur Arbeit über die Grenze ein- und austretende, beziehungsweise wiederein- und wiederaustretende Vieh, einschliesslich der während der Weide, Stallfütterung oder Arbeit von demselben gewonnenen Erzeugnisse und des in der Zwischenzeit zuge-

1893 wachsenen jungen Viehes, ferner die Aussaat zum Anbaue und die zur vorübergehenden Benützung dienenden landwirthschaftlichen Maschinen und Arbeitsgeräthschaften.

3. Bei gemeinsamen Grenz- und Betriebswechselstationen der Eisenbahnen die zu deren und der inländischen Anschlussstrecke Bauuausführung und Instandhaltung, Betriebseinrichtung und Betriebsdienst erforderlichen, beim Grenzübertritte zollfrei zu behandelnden Materialien und Gegenstände, einschliesslich der Uebersiedlungseffecten und Dienstesutensilien der zugehörigen Beamten und Bediensteten.

4. Der inländische Streckenzugsverkehr (Versendungen aus dem Zollgebiete durch das Zollausland in das Zollgebiet), wenn die dieser Verkehrsart entsprechende Zollerklärung ordnungsmässig abgegeben wurde, ferner der durch verkehrsbegünstigte Dampfer zwischen inländischen Häfen vermittelte Streckenzugsverkehr (Verordnungen der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 23. Juni 1891, R. G. Bl. Nr. 78, Abschnitt VI und vom 13. Juli 1892, R. G. Bl. Nr. 115).

5. Aus dem Auslande stammende und an den Aufgabsort selbst zurückkehrende Waaren, welche die inländische ämtliche Niederlage nicht verlassen haben.

6. Aus dem Inlande stammende Möbelwägen, welche behufs zollfreier Rückkehr aus dem Auslande dem Begleitscheinverfahren unterzogen werden.

7. Erzeugnisse des Fischfanges, welche auf Fischerfahrzeugen im frischen Zustande von der See oder von Grenzgewässern durch inländische Fischer zollfrei eingebracht werden.

8. Waaren und Gegenstände, welche bei einem Zollamte in den Ländern der ungarischen Krone, in Bosnien oder der Hercegovina bereits der Zollamtshandlung unterzogen wurden.

9. Der wechselseitige Durchfuhrverkehr zwischen dem Triester Freigebiete einerseits und den in Triest befindlichen Privat- (Contirungs-, Verschluss-) Magazinen und dem alten Triester Hafen andererseits über das Zollgebiet.

§ 3.

Art der Anmeldung.

Die statistische Anmeldung erfolgt (§ 2 des Gesetzes):

1. In der Regel schriftlich durch Ausfüllung und Abgabe eines oder mehrerer statistischer Anmeldescheine;

2. bei der Ein- und Ausfuhr mittelst der Post durch Ausfüllung und Abgabe von entsprechend ergänzten Duplicaten der schriftlichen Zolldeclarationen;

3. mündlich in jenen Fällen, in welchen diese Art der Anmeldung nach § 13 dieser Verordnung zulässig ist.

Jede statistische Anmeldung darf nur den Inhalt einer 1893
declaration oder des an deren Stelle tretenden Fracht-
mentes zum Gegenstande haben. (§ 7 des Gesetzes.)

§ 4.

rschiedene Farben der Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr im freien Verkehre, sowie für die Durchfuhr.

Für die Einfuhr im freien Verkehre sind statistische An-
descheine von weisser, für die Ausfuhr aus dem freien
kehre solche von hellgrüner und für die Durchfuhr solche
hellrother Farbe zu verwenden.

rscheidungsmerkmale der Anmeldescheine für den Seeverkehr bei der Ein- und Ausfuhr im freien Verkehre und bei der Durchfuhr.

Für die statistische Anmeldung der über österrei-
sche oder ungarische Seehäfen stattfindenden Ein-
Ausfuhr im freien Verkehre und Durchfuhr gelangen
meldescheine in den gleichen, für diese Verkehrsrichtungen
stehend bezeichneten drei Farben zur Verwendung, jedoch
diese Anmeldescheine behufs Unterscheidung von jenen,
für den Verkehr zu Lande und auf Flüssen zu gebrauchen
d, durch ein Zeichen, bestehend in dem Bilde eines See-
iffes, sowie durch einen am oberen und unteren Rande
ndlichen marineblauen Streifen kenntlich gemacht.

Begriff des „freien Verkehres".

Im Sinne dieser Verordnung ist unter „freier Verkehr"
ner Verkehr zu verstehen, der nicht „Vormerkverkehr" ist.

Farben der Anmeldescheine für den Vormerkverkehr.

Im Vormerkverkehre (d. i. im Veredlungs-, Reparaturs-
nd Losungsverkehre, im Verkehre mit Leihwaggons, Mustern
er Handlungsreisenden, Ausstellungsgegenständen etc.) sind
r die Einfuhr statistische Anmeldescheine von violetter, für
e Wiedereinfuhr solche von brauner, für die Ausfuhr solche
on hellblauer und für die Wiedereinfuhr solche von grauer
arbe zu gebrauchen.

§ 5.

halt der Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr im freien Verkehre, sowie für die Durchfuhr.

Die statistischen Anmeldescheine für die Ein- und Aus-
hr im freien Verkehre, sowie für die Durchfuhr enthalten:

I. Am Fusse:

a) die Bezeichnung: „statistische Anmeldung";
b) die Bezeichnung der Verkehrsrichtung und des Trans-
portweges, für welche der Anmeldeschein zu verwenden

1893 ist, durch die Worte: „für die Einfuhr", beziehungsweise „für die Ausfuhr im freien Verkehre" oder „für die Durchfuhr" mit dem weiteren Zusatze „zu Lande oder auf Flüssen", beziehungsweise „zur See über österreichische oder ungarische Häfen";

c) die Anmeldescheine für die Ein-, beziehungsweise Ausfuhr zur See über österreichische oder ungarische Häfen den Vordruck: „eingetreten", beziehungsweise „ausgetreten über das Zollamt in . . ", hingegen die Anmeldescheine für die Durchfuhr zur See über österreichische oder ungarische Häfen den Vordruck: „Transportweg: eingetreten" und „ausgetreten: $\frac{\text{zu Lande oder auf}}{\text{zur See über das}}$ Flüssen;" Zollamt in . . . . .";

d) die Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr den Vordruck: „Amtsstempel des Zollamtes", jene für die Durchfuhr: „Amtsstempel des anweisenden Zollamtes und Name des Austrittszollamtes";

e) den Vordruck: „Raum zum Aufkleben der statistischen Gebührenmarken". Die Anmeldescheine für die Durchfuhr enthalten statt dessen das Wort: „Gebührenfrei";

f) die Vordrucke: „Ort und Datum der Ausstellung des Anmeldescheines" und „Unterschrift des Anmeldenden".

II. Die Rubriken:

1. Nummer, sowie

2. Benennung der Waaren und Gegenstände nach Anleitung des statistischen Waarenverzeichnisses für die Ein-, beziehungsweise Aus- oder Durchfuhr;

3. Anzahl, Gattung und Bezeichnung der Colli, beziehungsweise Anzahl und Gattung der Fahrzeuge, auf denen verladen geschüttete oder sonstige ledige Waare (in der Einfuhr) zu dem Zollamte gelangt ist, beziehungsweise (in der Ausfuhr) bei der Amtshandlung vorgefunden wird; die Anmeldescheine für die Durchfuhr enthalten diese Rubrik nicht;

4. Menge mit den weiteren Subrubriken: (bei der Ein- und Ausfuhr) „Gewicht (Kilogramm, Gramm)", ferner „Angabe, ob brutto (ledig) oder netto", (bei der Durchfuhr) „Bruttogewicht (Kilogramm, Gramm)", (bei der Ein-, Aus- und Durchfuhr) „Stück" und „Tonnentragfähigkeit";

5. Land der Herkunft, beziehungsweise der Bestimmung; die Anmeldescheine für die Durchfuhr weisen Rubriken für die beiden Länder auf;

6. die Anmeldescheine für die Einfuhr: Zollsatz;

7. die Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr: Registergattung und Expeditionsnummer;

8. die Anmeldescheine für die Durchfuhr: 1893
a) Verbuchungsdaten des anweisenden Zollamtes (Registergattung, Expeditionsnummer);
b) Verbuchungsdaten des Austrittszollamtes (Registergattung, Expeditionsnummer).

III. Auf der Rückseite:

Die Anleitung zur Ausfüllung des bezüglichen Anmeldescheines.

(Formulare — sammt Musterbeispielen für deren Ausfüllung im Sinne der Bestimmungen dieser Verordnung — in den Beilagen Nr. 1 bis 6.)

§ 6.

Inhalt der Anmeldescheine für den Vormerkverkehr.

Die statistischen Anmeldescheine für die Einfuhr und Wiedereinfuhr, beziehungsweise für die Ausfuhr und Wiederausfuhr im Vormerkverkehre (§ 4 der Verordnung) enthalten ähnliche, jedoch dieser Verkehrsart angepasste Vordrucke und Rubriken, wie jene für die Ein-, beziehungsweise Ausfuhr im freien Verkehre, demnach ist in denselben auch diejenige der eben genannten vier Verkehrsrichtungen bezeichnet, für welche der Anmeldeschein zu verwenden ist, dagegen ist in den Rubriken „Nummer" und „Benennung der Waaren und Gegenstände", hinsichtlich der Einfuhr und Wiederausfuhr das statistische Waarenverzeichnis für die Einfuhr, hinsichtlich der Ausfuhr und Wiedereinfuhr jenes für die Ausfuhr als maassgebend berufen und statt der zwei Mengensubrubriken „Gewicht (Kilogramm, Gramm)" und „Angabe ob brutto (ledig) oder netto" die eine Subrubrik „Nettogewicht (Kilogramm, Gramm) eingestellt. Es entfällt ferner in den Anmeldescheinen für die Einfuhr und Wiedereinfuhr die Rubrik „Zollsatz", hingegen ist in den Anmeldescheinen für die Einfuhr und Ausfuhr im Vormerkverkehre die Rubrik „Art der an den Waaren vorzunehmenden Veredlung oder Reparatur, beziehungsweise Veranlassung des sonstigen Vormerkverfahrens", in den für die Wiedereinfuhr und Wiederausfuhr bestimmten Anmeldescheinen die Rubrik „Art der an den Waaren vorgenommenen Veredlung oder Reparatur, beziehungsweise Veranlassung des sonstigen Vormerkverfahrens", aufgenommen.

Die Anmeldescheine für die Wiederausfuhr enthalten überdies die Rubriken: „Menge der in den wiederausgeführten Waaren enthaltenen ausländischen Stoffe" und „inländischen Zuthaten", ferner „Nummer und Jahrgang der Eingangsvormerkregisterpost, unter welcher, sowie Name jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Eingangszollamtshandlung hinsicht-

1893 lich der ausländischen Stoffe stattgefunden hat"; die Anmeldescheine für die Wiedereinfuhr enthalten in analoger Weise die Rubriken: „Menge der in den wiedereingeführten Waaren enthaltenen inländischen Stoffe" und „ausländischen Zuthaten" ferner „Nummer und Jahrgang der Ausgangsvormerkregisterpost, unter welcher, sowie Name jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Ausgangszollamtshandlung hinsichtlich der inländischen Stoffe stattgefunden hat".

Besondere Formulare für den Vormerkverkehr zu Lande und auf Flüssen einerseits und zur See andererseits, wie dies bei der Ein- und Ausfuhr im freien Verkehre, sowie bei der Durchfuhr der Fall ist, bestehen nicht und ist daher statt dessen auf allen Anmeldescheinen für den Vormerkverkehr der Vordruck: „Transportweg: eingetreten (wiederausgetreten), beziehungsweise „ausgetreten (wiedereingetreten) zu Lande / zur See / oder auf Flüssen ___ " / über das Zollamt in . . ." vorhanden. Die Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr im Vormerkverkehre bestehen überdies aus zwei, durch perforirten Rand getrennten, beiderseits dieselben eben bezeichneten Rubriken enthaltenden Blättern (Hälften), von denen das eine als „Duplicat" bezeichnet ist. (Formulare — sammt Musterbeispielen für deren Ausfüllung — in den Beilagen Nr. 7 bis 10.)

Für Beipackungen sind besondere Anmeldescheine, und zwar bei deren Einfuhr weisse und bei deren Ausfuhr hellgrüne Anmeldescheine (§ 4 der Verordnung) abzugeben, und sind demnach die Mengen der Beipackungen nicht mittelst der Anmeldescheine für den Vormerkverkehr zur Anmeldung zu bringen.

§ 7.

Ausfüllung der Anmeldescheine:

Die Anmeldescheine (Beilagen 1 bis 10) sind in nachstehender Weise deutlich auszufüllen.

a) seitens der Parteien anzugebende Daten.

a) Die Parteien (§ 1, alin. 2 der Verordnung) haben anzugeben:

1. die Nummer, sowie
2. die Benennung der Waaren und Gegenstände nach Anleitung des statistischen Waarenverzeichnisses für die Ein-, beziehungsweise Aus- und Durchfuhr (gemäss § 17 der Verordnung);
3. Anzahl, Gattung und Bezeichnung der Colli, beziehungsweise Anzahl und Gattung der Fahrzeuge, auf denen verladen geschüttete oder sonstige ledige Waare (in der Ein-

fuhr) zu dem Zollamte gelangt ist oder (in der Ausfuhr) der 1893
Amtshandlung zugeführt wird.

Die Ausfüllung dieser Rubrik im Anmeldescheine hat immer derart zu geschehen, dass genau ersichtlich ist, in welchen Colli oder Fahrzeugen sich die in den nebenstehenden Rubriken verzeichneten Waaren befinden. Wird somit in einer Querspalte eines Anmeldescheines der Inhalt eines oder mehrerer Colli oder Fahrzeuge angemeldet, so hat die Angabe der Anzahl, Gattung etc. derselben immer in dieser Querspalte zu erfolgen. Ist der Inhalt eines Collo oder Fahrzeuges oder mehrerer Colli oder Fahrzeuge (unter Zusammenziehung der in denselben vorhandenen gleichartigen Waaren, soweit dies nach § 9, letzter Absatz und § 10 der Verordnung gestattet ist) in mehreren Querspalten verzeichnet, so hat die Angabe der Anzahl, Gattung etc. der Colli und Fahrzeuge in jener Querspalte zu erfolgen, in welcher die auf sie bezughabende Anmeldung beginnt;

4. die Menge (gemäss § 17 der Verordnung) in den entsprechenden Subrubriken, bei der Wiederausfuhr im Vormerkverkehre auch die Menge der in den wiederausgeführten Waaren enthaltenen ausländischen Stoffe und inländischen Zuthaten, sowie die Nummer und den Jahrgang der Eingangsvormerksregisterpost, unter welcher, endlich den Namen jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Eingangszollamtshandlung hinsichtlich der eben bezeichneten ausländischen Stoffe stattgefunden hat, bei der Wiedereinfuhr im Vormerkverkehre auch die Menge der in den wiedereingeführten Waaren enthaltenen inländischen Stoffe und ausländischen Zuthaten, sowie die Nummer und den Jahrgang der Ausgangsvormerkregisterpost, unter welcher, endlich den Namen jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Ausgangszollamtshandlung hinsichtlich der eben genannten inländischen Stoffe stattgefunden hat;

5. das Land der Herkunft, beziehungsweise der Bestimmung oder beide Länder (gemäss §§ 11, 15 und 16 der Verordnung);

6. beim Vormerkverkehre den Transportweg, d. h. den Umstand, ob die Waare zu Lande oder auf Flüssen, beziehungsweise zur See über österreichische oder ungarische Häfen eingetreten (wiederausgetreten) oder ausgetreten (wiedereingetreten) ist und bei den Anmeldescheinen für die Durchfuhr zur See, auf welchem dieser Transportwege die Waare ein- und ausgetreten ist; dies hat durch deutliche Streichung des nicht zutreffenden Theiles des bezüglichen Vordruckes zu geschehen. In allen den Seeverkehr betreffenden Anmeldescheinen ist ferner das Ein-, beziehungsweise Austrittszollamt an der See anzugeben;

1893 7. beim Vormerkverkehre die Art oder die etwaigen mehreren Arten der an den Waaren vorzunehmenden (vorgenommenen) Veredlung oder Reparatur, beziehungsweise die Veranlassung des sonstigen Vormerkverfahrens.

Bei der Ein- und Ausfuhr im Vormerkverkehre ist die statistische Anmeldung in zweifacher gleichlautender Ausfertigung unter Benützung der im § 6 der Verordnung bezeichneten Doppelformulare abzugeben.

Die Anmeldescheine sind unter Beisetzung des Ortes und Datums der Ausstellung derselben von den anmeldepflichtigen und hiefür verantwortlichen Parteien (§§ 4 und 5 des Gesetzes) deutlich zu unterschreiben. Wenn die Anmeldung durch einen ausgewiesenen Bevollmächtigten oder Stellvertreter geschieht, so ist neben dem anzusetzenden Namen (Firma) des Vollmachtgebers die Unterschrift des Bevollmächtigten oder Stellvertreters mit einem diese Eigenschaft der letzteren ausdrückenden Beisatze abzugeben.

b) seitens der Zollämter zu ergänzende Daten.

b) Die Zollämter (Expositurен) ergänzen diese Angaben (bei der Ein- und Ausfuhr im Vormerkverkehre auch in den anhaftenden Duplicaten der Anmeldescheine) durch:

1. Den Zollsatz, welcher zur Anwendung kommt. Wenn es sich um die zollfreie Einfuhr von Schiffsbau- und Schiffsausrüstungsgegenständen (Gesetz vom 30. März 1873, R. G. Bl. Nr. 51) handelt, so ist von den Zollämtern in die Rubrik „Zollsatz" die diesen Zweck des Bezuges ausdrückende Bemerkung zu setzen: „zollfrei zu Schiffsbauzwecken". Wenn sonst zollpflichtige Waaren aus irgend einem anderen Grunde in der Einfuhr zollfrei abgefertigt werden, so ist von den Zollämtern in die Rubrik „Zollsatz" das Wort „zollfrei" einzusetzen und der die Zollfreiheit begründende Umstand anzugeben;

2. die Registergattung und Expeditionsnummer;

3. den Namen des Zollamtes mittelst Aufdrückung des Amtsstempels, beziehungsweise bei der Durchfuhr überdies handschriftlich den Namen des Austrittszollamtes.

§ 8.

Querspalten der Anmeldescheine.

Die in den §§ 5 und 6 genannten Anmeldescheine für die Ein-, Aus- und Durchfuhr (einschliesslich des Vormerkverkehres) umfassen fünf untereinander liegende Querspalten.

Anmeldung von Waaren und Gegenständen, welche verschiedenen Nummern, beziehungsweise verschiedenen Alinea einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehören. 1893

Waaren und Gegenstände, welche im statistischen Waarenverzeichnisse durch Einreihung unter verschiedene Nummern, beziehungsweise verschiedene Alinea einer Nummer auseinandergehalten werden, dürfen auch in der Anmeldung nicht zusammengezogen werden, sondern sind in verschiedenen Querspalten, sei es desselben Anmeldescheines, sei es mit Zuhilfenahme mehrerer Anmeldescheine, getrennt zur Anmeldung zu bringen.

Einfacher Gebührensatz bei der schriftlichen Anmeldung.

Der einfache Gebührensatz, der zugleich das Mindeste darstellt, was für jeden Anmeldeschein zu entrichten ist, der nicht einen Fall der gebührenfreien Anmeldung (§ 25 der Verordnung) betrifft, beträgt fünf Kreuzer.

§ 9.

Bemessung der statistischen Gebühr bei der schriftlichen Anmeldung. Einzelne unverpackte (ledige) Stücke oder Colli.

Grundsätzlich ist für jedes unverpackte (ledige) Stück oder jedes Collo ein eigener Anmeldeschein zu benützen. Sofern die fünf Querspalten eines Scheines mit Rücksicht auf die Zahl der im Collo enthaltenen Waarengattungen zur vollständigen vorschriftsmässigen Anmeldung im Sinne des § 8, Absatz 2, nicht ausreichen, sind weitere Anmeldescheine zu verwenden.

Bedingungen für die Anmeldung mehrerer unverpackter (lediger) Stücke oder mehrerer Colli auf einem Anmeldescheine; Höhe der Gebühr.

Mehrere unverpackte, ledige Stücke oder mehrere Colli, welche den Inhalt einer Zolldeclaration oder eines an deren Stelle tretenden Frachtdocumentes bilden (§ 3 der Verordnung), können, wofern nicht überhaupt die Erleichterungen nach § 10 dieser Verordnung platzgreifen, im Interesse der Vereinfachung auf einem Anmeldescheine zur Anmeldung gebracht werden. Für jeden derart verwendeten Anmeldeschein ist eine nach der Zahl der Colli, welche derselbe betrifft, vervielfachte Gebühr zu entrichten.

Colli, die nicht bloss Waaren einer Gattung enthalten, dürfen jedoch nur dann mit anderen Colli auf einem Anmeldeschein gemeinsam angemeldet werden, wenn eine Zusammenziehung der in einem Collo enthaltenen Mengen mit den in einem anderen Collo befindlichen, wenngleich durchaus gleichartigen Waaren nicht stattfindet, sondern der Inhalt eines

1893 jeden Collo gesondert in der erforderlichen Zahl von Querspalten angegeben wird.

Ausnahmsweise ist eine Zusammenziehung der Mengen gleichartiger Waaren aus mehreren Colli, die nicht bloss Waaren einer Gattung enthalten, dann gestattet (und zwar unter Entrichtung der Gebühr für jedes Collo), wenn in allen Colli zusammen nicht mehr als fünf Waarengattungen vorkommen, und auf dem Anmeldescheine lediglich diese Colli angemeldet werden, endlich auch in der Zollerklärung (wie es z. B. bei der Versendung von Nähmaschinen und Nähnadeln vorkommt) die Menge jede dieser Waarengattungen mit einer Summe angegeben erscheint.

§ 10.

Anmeldung von gemeinsam auf einem Fahrzeuge verladenen Waaren einer Sendung.

Waaren, welche gemeinsam auf einem Fahrzeuge (Schiff, Wagen, Waggon, Floss, Schlitten) verladen, in der Einfuhr beim Amte einlangen, beziehungsweise in der Ausfuhr bei der Ausfuhrsamtshandlung vorgefunden werden, können in vereinfachter Weise nach Maassgabe der nachstehenden Bestimmungen zur Anmeldung gebracht werden.

Mehrere so verladene Colli oder unverpackter Stücke, welche einer Sendung angehören (d. h. den Inhalt einer Zolldeclaration oder eines an deren Stelle tretenden Frachtdocumentes bilden und in der Einfuhr nur für einen Empfänger bestimmt sind, in der Ausfuhr nur von einem Absender herrühren), können nämlich auf einem Anmeldescheine angemeldet werden, und zwar:

1. Wenn sämmtliche Waaren einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehören.

1. Wenn sie einzeln und zusammengenommen nur aus Gegenständen bestehen, die einer und derselben Nummer des statistichen Waarenverzeichnisses angehören, unter Entrichtung der einfachen Gebühr, was hier auch dann gilt, wenn die Gegenstände, weil unter verschiedene Alinea der betreffenden Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses fallend, gemäss der im § 8, Absatz 2 dieser Verordnung gegebenen Regel, in verschiedenen Querspalten des Anmeldescheines nachzuweisen sind;

2. Wenn die Stücke oder Colli nur je einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehören, diese Nummer aber nicht bei allen Stücken oder Colli die nämliche ist.

2. wenn sie jedoch einzeln nur aus Waaren bestehen, welche einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses

angehören, zusammengenommen aber Gegenstände darstellen, 1893
die in verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses eingereiht erscheinen, unter Benützung der entsprechenden Anzahl von Querspalten des Anmeldescheines gemäss der im § 8, Absatz 2 dieser Verordnung gegebenen Regel und unter Entrichtung einer nach der Zahl der Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses, denen die angemeldeten Gegenstände angehören, vervielfachten Gebühr.

Ausschluss von Colli mit gemischtem, d. h. verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehörendem Inhalte von den vorstehenden Bestimmungen.

Auf Colli, deren Inhalt schon einzeln genommen verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, finden daher die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung. Solche Colli sind immer nach den im § 9 dieser Verordnung enthaltenen Vorschriften anzumelden, denen gemäss auch die Bemessung der Gebühr stattfindet.

Waaren, die mit verschiedenen Stammerklärungen eingelangt sind. Nachweis der Bedingungen für die gebührenbegünstigte Anmeldung.

Waaren, welche den Inhalt mehrerer Stammerklärungen mit verschiedenen Einlagerungsdaten bilden, werden insolange nicht als auf einem Fahrzeuge eingelangt angesehen, als nicht die Partei den Nachweis dieses Umstandes und damit der Erfüllung der im ersten Absatze dieses Paragraphen vorgezeichneten Bedingung für die gebührenbegünstigte Anmeldung erbringt. Dieser Nachweis kann auch in anderen zweifelhaften Fällen verlangt werden.

Anmeldung von auf mehreren Fahrzeugen verladenen Waaren einer Sendung.

Unter Beobachtung des Ausschlusses von Colli, deren Inhalt, schon einzeln genommen, verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, ist es ferner zur Vereinfachung der Anmeldung von Waaren, die im Sinne der obigen Bestimmungen einer Sendung angehören, jedoch auf mehreren Fahrzeugen verladen erscheinen, unter Bemessung der Gebühr nach der Anzahl der Fahrzeuge gestattet:

a) Wenn sämmtliche Waaren einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehören.

a) Solche Waaren, wenn sie sämmtlich einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehören, auf einem Anmeldescheine in einer Querspalte, und wenn diese Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses in mehrere Alinea zerfällt, eventuell in mehreren Querspalten desselben Anmeldescheines zur Anmeldung zu bringen, und

1893 *b)* Wenn die einzelnen Fahrzeuge zwar nur je eine Gattung von Waaren enthalten, jedoch nicht alle die nämliche Gattung.

b) die Ladung von mehreren Fahrzeugen, die je eine Gattung von Waaren enthalten, unter Zuhilfenahme der erforderlichen Anzahl von Querspalten eines Anmeldescheines anzumelden.

Anmeldung der Ladungen von Fahrzeugen, die nicht bloss je eine Waarengattung enthalten.

Hingegen ist es, den Fall sub *a* ausgenommen, nicht gestattet, wenn die einzelnen Fahrzeuge einer Sendung nicht bloss je eine Waarengattung enthalten, die in den verschiedenen Fahrzeugen vertretenen Mengen gleicher Waarengattung durch Zusammenziehen unter einem auszuweisen, sondern ist die Ladung jedes Fahrzeuges (unter Entrichtung der auf jedes einzelne nach § 9 der Verordnung oder nach Z. 2 dieses Paragraphen entfallenden Gebühr) gesondert anzumelden.

Die thatsächliche Verladung einer Waare ist bei Anwendung der vorstehenden Bestimmungen maassgebend.

Maassgebend für die Anwendung vorstehender Bestimmungen ist, auf welchem Fahrzeuge (Schiff, Wagen, Waggon, Floss, Schlitten) verladen die Waare im Falle der Einfuhr beim Amte einlangt, oder im Falle der Ausfuhr bei der Ausfuhrsamtshandlung vorgefunden wird; eine Umrechnung von Wagen- oder Schlitten- auf Waggonladungen oder von Waggonladungen auf Schiffsladungen etc. ist nicht gestattet.

Ausnahme hiervon bei der Ausfuhr zur See über Triest.

Eine Ausnahme von dieser Regel wird in Berücksichtigung der herrschenden Localverhältnisse nur bei der Ausfuhr zur See über Triest gestattet, bei welcher, wenn die Zufuhr von Waaren oder Gegenständen zum Schiffe mittelst Wagen bewerkstelligt wird, die statistische Gebühr derart zu bemessen ist, dass für die gesammte Ladung dieses Schiffes die einfache Gebühr, beziehungsweise, wenn diese Ladung mehreren Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, eine nach der Zahl dieser Nummern vervielfachte Gebühr zur Einhebung gelangt. Auf Colli, deren Inhalt verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, ist die Anwendung der vorstehenden Bestimmung jedoch ausgeschlossen und sind solche Colli stets nach den allgemeinen Grundsätzen zu behandeln.

Die zur Verhinderung eines Missbrauches der oben bezeichneten localen Begünstigung erforderlichen Controlsmaassregeln hat die k. k. Finanzdirection in Triest anzuordnen.

Besondere Bestimmungen: getragene Gegenstände, Viehtriebe, Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.). 1893

Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Paragraphen macht es keinen Unterschied, ob bei den Wagen und Schlitten Zugvieh in Verwendung steht oder nicht. In Körben und ähnlichen Behältnissen getragene, unverpackte Gegenstände werden wie eine Wagenladung behandelt. Desgleichen finden die obigen Bestimmungen über Waggon-, Schiffs- etc. Ladungen auch Anwendung auf Viehtriebe einer Sendung (nicht verladen). Für die nach § 2, lit. *i*, dieser Verordnung als Werkholz anzumeldenden Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.) ist ohne Unterschied, ob dieselben beladen sind oder nicht, eine statistische Gebühr, und zwar bemessen nach der Zahl dieser Fahrzeuge, zu entrichten. Die etwaige Ladung derselben ist überdies nach den hiefür geltenden vorstehenden Vorschriften besonders anzumelden und zu behandeln.

§ 11.

Gesonderte Nachweisung von Ein- und Ausfuhrwaaren verschiedener Provenienz oder Destination.

Waaren, welche einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses, beziehungsweise demselben Alinea einer Nummer angehören, jedoch verschiedener Provenienz oder Destination sind, dürfen nicht in einer Querspalte angemeldet werden, sondern ist für jedes Herkunfts- oder Bestimmungsland eine eigene Querspalte zu benützen und eventuell zum Zwecke der getrennten Nachweisung eine Untertheilung der Querspalten vorzunehmen. In keinem Falle wird jedoch hiedurch die nach den obigen Vorschriften zu bemessende statistische Gebühr berührt; nur hat in solchen Fällen die Partei auf dem Anmeldescheine die Anmerkung zu machen, dass diese Waaren zu einer Stammerklärung (einem Frachtbriefe) gehören.

Ausnahmsweise gemeinsame Nachweisung der verschiedene Transportwege benützenden Ein- und Ausfuhrwaaren.

Wenn ein Collo oder eine aus nur einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehörigen Waaren bestehende Ladung eines Fahrzeuges zur Anmeldung gelangt und die darin enthaltenen Waaren theils zu Lande oder auf Flüssen, theils zur See über österreichische oder ungarische Häfen eingetreten sind, so kann, falls die sonstigen Bedingungen zur Anmeldung auf einem Anmeldescheine, beziehungsweise in einer Querspalte eines solchen (§ 9 erster Absatz und § 10 erster, zweiter und dritter Absatz der Verordnung) vorhanden sind, ausnahmsweise nach Wahl der Partei und

1893 *b)* Wenn die einzelnen Fahrzeuge zwar nur je eine Gattung von Waaren enthalten, jedoch nicht alle die nämliche Gattung.

b) die Ladung von mehreren Fahrzeugen, die je eine Gattung von Waaren enthalten, unter Zuhilfenahme der erforderlichen Anzahl von Querspalten eines Anmeldescheines anzumelden.

Anmeldung der Ladungen von Fahrzeugen, die nicht bloss je eine Waarengattung enthalten.

Hingegen ist es, den Fall sub *a* ausgenommen, nicht gestattet, wenn die einzelnen Fahrzeuge einer Sendung nicht bloss je eine Waarengattung enthalten, die in den verschiedenen Fahrzeugen vertretenen Mengen gleicher Waarengattung durch Zusammenziehen unter einem auszuweisen, sondern ist die Ladung jedes Fahrzeuges (unter Entrichtung der auf jedes einzelne nach § 9 der Verordnung oder nach Z. 2 dieses Paragraphen entfallenden Gebühr) gesondert anzumelden.

Die thatsächliche Verladung einer Waare ist bei Anwendung der vorstehenden Bestimmungen maassgebend.

Maassgebend für die Anwendung vorstehender Bestimmungen ist, auf welchem Fahrzeuge (Schiff, Wagen, Waggon, Floss, Schlitten) verladen die Waare im Falle der Einfuhr beim Amte einlangt, oder im Falle der Ausfuhr bei der Ausfuhrsamtshandlung vorgefunden wird; eine Umrechnung von Wagen- oder Schlitten- auf Waggonladungen oder von Waggonladungen auf Schiffsladungen etc. ist nicht gestattet.

Ausnahme hiervon bei der Ausfuhr zur See über Triest.

Eine Ausnahme von dieser Regel wird in Berücksichtigung der herrschenden Localverhältnisse nur bei der Ausfuhr zur See über Triest gestattet, bei welcher, wenn die Zufuhr von Waaren oder Gegenständen zum Schiffe mittelst Wagen bewerkstelligt wird, die statistische Gebühr derart zu bemessen ist, dass für die gesammte Ladung dieses Schiffes die einfache Gebühr, beziehungsweise, wenn diese Ladung mehreren Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, eine nach der Zahl dieser Nummern vervielfachte Gebühr zur Einhebung gelangt. Auf Colli, deren Inhalt verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, ist die Anwendung der vorstehenden Bestimmung jedoch ausgeschlossen und sind solche Colli stets nach den allgemeinen Grundsätzen zu behandeln.

Die zur Verhinderung eines Missbrauches der oben bezeichneten localen Begünstigung erforderlichen Controlsmaassregeln hat die k. k. Finanzdirection in Triest anzuordnen.

Besondere Bestimmungen: getragene Gegenstände, Viehtriebe, Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.). 1893

Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Paragraphen macht es keinen Unterschied, ob bei den Wagen und Schlitten Zugvieh in Verwendung steht oder nicht. In Körben und ähnlichen Behältnissen getragene, unverpackte Gegenstände werden wie eine Wagenladung behandelt. Desgleichen finden die obigen Bestimmungen über Waggon-, Schiffs- etc. Ladungen auch Anwendung auf Viehtriebe einer Sendung (nicht verladen). Für die nach § 2, lit. *i*, dieser Verordnung als Werkholz anzumeldenden Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.) ist ohne Unterschied, ob dieselben beladen sind oder nicht, eine statistische Gebühr, und zwar bemessen nach der Zahl dieser Fahrzeuge, zu entrichten. Die etwaige Ladung derselben ist überdies nach den hiefür geltenden vorstehenden Vorschriften besonders anzumelden und zu behandeln.

§ 11.

Gesonderte Nachweisung von Ein- und Ausfuhrwaaren verschiedener Provenienz oder Destination.

Waaren, welche einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses, beziehungsweise demselben Alinea einer Nummer angehören, jedoch verschiedener Provenienz oder Destination sind, dürfen nicht in einer Querspalte angemeldet werden, sondern ist für jedes Herkunfts- oder Bestimmungsland eine eigene Querspalte zu benützen und eventuell zum Zwecke der getrennten Nachweisung eine Untertheilung der Querspalten vorzunehmen. In keinem Falle wird jedoch hiedurch die nach den obigen Vorschriften zu bemessende statistische Gebühr berührt; nur hat in solchen Fällen die Partei auf dem Anmeldescheine die Anmerkung zu machen, dass diese Waaren zu einer Stammerklärung (einem Frachtbriefe) gehören.

Ausnahmsweise gemeinsame Nachweisung der verschiedene Transportwege benützenden Ein- und Ausfuhrwaaren.

Wenn ein Collo oder eine aus nur einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehörigen Waaren bestehende Ladung eines Fahrzeuges zur Anmeldung gelangt und die darin enthaltenen Waaren theils zu Lande oder auf Flüssen, theils zur See über österreichische oder ungarische Häfen eingetreten sind, so kann, falls die sonstigen Bedingungen zur Anmeldung auf einem Anmeldescheine, beziehungsweise in einer Querspalte eines solchen (§ 9 erster Absatz und § 10 erster, zweiter und dritter Absatz der Verordnung) vorhanden sind, ausnahmsweise nach Wahl der Partei und

1893 *b)* Wenn die einzelnen Fahrzeuge zwar nur je eine Gattung von Waaren enthalten, jedoch nicht alle die nämliche Gattung.

b) die Ladung von mehreren Fahrzeugen, die je eine Gattung von Waaren enthalten, unter Zuhilfenahme der erforderlichen Anzahl von Querspalten eines Anmeldescheines anzumelden.

Anmeldung der Ladungen von Fahrzeugen, die nicht bloss je eine Waarengattung enthalten.

Hingegen ist es, den Fall sub *a* ausgenommen, nicht gestattet, wenn die einzelnen Fahrzeuge einer Sendung nicht bloss je eine Waarengattung enthalten, die in den verschiedenen Fahrzeugen vertretenen Mengen gleicher Waarengattung durch Zusammenziehen unter einem auszuweisen, sondern ist die Ladung jedes Fahrzeuges (unter Entrichtung der auf jedes einzelne nach § 9 der Verordnung oder nach Z. 2 dieses Paragraphen entfallenden Gebühr) gesondert anzumelden.

Die thatsächliche Verladung einer Waare ist bei Anwendung der vorstehenden Bestimmungen maassgebend.

Maassgebend für die Anwendung vorstehender Bestimmungen ist, auf welchem Fahrzeuge (Schiff, Wagen, Waggon, Floss, Schlitten) verladen die Waare im Falle der Einfuhr beim Amte einlangt, oder im Falle der Ausfuhr bei der Ausfuhrsamtshandlung vorgefunden wird; eine Umrechnung von Wagen- oder Schlitten- auf Waggonladungen oder von Waggonladungen auf Schiffsladungen etc. ist nicht gestattet.

Ausnahme hiervon bei der Ausfuhr zur See über Triest.

Eine Ausnahme von dieser Regel wird in Berücksichtigung der herrschenden Localverhältnisse nur bei der Ausfuhr zur See über Triest gestattet, bei welcher, wenn die Zufuhr von Waaren oder Gegenständen zum Schiffe mittelst Wagen bewerkstelligt wird, die statistische Gebühr derart zu bemessen ist, dass für die gesammte Ladung dieses Schiffes die einfache Gebühr, beziehungsweise, wenn diese Ladung mehreren Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, eine nach der Zahl dieser Nummern vervielfachte Gebühr zur Einhebung gelangt. Auf Colli, deren Inhalt verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, ist die Anwendung der vorstehenden Bestimmung jedoch ausgeschlossen und sind solche Colli stets nach den allgemeinen Grundsätzen zu behandeln.

Die zur Verhinderung eines Missbrauches der oben bezeichneten localen Begünstigung erforderlichen Controlsmaassregeln hat die k. k. Finanzdirection in Triest anzuordnen.

Besondere Bestimmungen: getragene Gegenstände, Viehtriebe, Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.). 1893

Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Paragraphen macht es keinen Unterschied, ob bei den Wagen und Schlitten Zugvieh in Verwendung steht oder nicht. In Körben und ähnlichen Behältnissen getragene, unverpackte Gegenstände werden wie eine Wagenladung behandelt. Desgleichen finden die obigen Bestimmungen über Waggon-, Schiffs- etc. Ladungen auch Anwendung auf Viehtriebe einer Sendung (nicht verladen). Für die nach § 2, lit. *i*, dieser Verordnung als Werkholz anzumeldenden Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.) ist ohne Unterschied, ob dieselben beladen sind oder nicht, eine statistische Gebühr, und zwar bemessen nach der Zahl dieser Fahrzeuge, zu entrichten. Die etwaige Ladung derselben ist überdies nach den hiefür geltenden vorstehenden Vorschriften besonders anzumelden und zu behandeln.

§ 11.

Gesonderte Nachweisung von Ein- und Ausfuhrwaaren verschiedener Provenienz oder Destination.

Waaren, welche einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses, beziehungsweise demselben Alinea einer Nummer angehören, jedoch verschiedener Provenienz oder Destination sind, dürfen nicht in einer Querspalte angemeldet werden, sondern ist für jedes Herkunfts- oder Bestimmungsland eine eigene Querspalte zu benützen und eventuell zum Zwecke der getrennten Nachweisung eine Untertheilung der Querspalten vorzunehmen. In keinem Falle wird jedoch hiedurch die nach den obigen Vorschriften zu bemessende statistische Gebühr berührt; nur hat in solchen Fällen die Partei auf dem Anmeldescheine die Anmerkung zu machen, dass diese Waaren zu einer Stammerklärung (einem Frachtbriefe) gehören.

Ausnahmsweise gemeinsame Nachweisung der verschiedene Transportwege benützenden Ein- und Ausfuhrwaaren.

Wenn ein Collo oder eine aus nur einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehörigen Waaren bestehende Ladung eines Fahrzeuges zur Anmeldung gelangt und die darin enthaltenen Waaren theils zu Lande oder auf Flüssen, theils zur See über österreichische oder ungarische Häfen eingetreten sind, so kann, falls die sonstigen Bedingungen zur Anmeldung auf einem Anmeldescheine, beziehungsweise in einer Querspalte eines solchen (§ 9 erster Absatz und § 10 erster, zweiter und dritter Absatz der Verordnung) vorhanden sind, ausnahmsweise nach Wahl der Partei und

1893 *b*) Wenn die einzelnen Fahrzeuge zwar nur je eine Gattung von Waaren enthalten, jedoch nicht alle die nämliche Gattung.

b) die Ladung von mehreren Fahrzeugen, die je eine Gattung von Waaren enthalten, unter Zuhilfenahme der erforderlichen Anzahl von Querspalten eines Anmeldescheines anzumelden.

Anmeldung der Ladungen von Fahrzeugen, die nicht bloss je eine Waarengattung enthalten.

Hingegen ist es, den Fall sub *a* ausgenommen, nicht gestattet, wenn die einzelnen Fahrzeuge einer Sendung nicht bloss je eine Waarengattung enthalten, die in den verschiedenen Fahrzeugen vertretenen Mengen gleicher Waarengattung durch Zusammenziehen unter einem auszuweisen, sondern ist die Ladung jedes Fahrzeuges (unter Entrichtung der auf jedes einzelne nach § 9 der Verordnung oder nach Z. 2 dieses Paragraphen entfallenden Gebühr) gesondert anzumelden.

Die thatsächliche Verladung einer Waare ist bei Anwendung der vorstehenden Bestimmungen maassgebend.

Maassgebend für die Anwendung vorstehender Bestimmungen ist, auf welchem Fahrzeuge (Schiff, Wagen, Waggon, Floss, Schlitten) verladen die Waare im Falle der Einfuhr beim Amte einlangt, oder im Falle der Ausfuhr bei der Ausfuhrsamtshandlung vorgefunden wird; eine Umrechnung von Wagen- oder Schlitten- auf Waggonladungen oder von Waggonladungen auf Schiffsladungen etc. ist nicht gestattet.

Ausnahme hiervon bei der Ausfuhr zur See über Triest.

Eine Ausnahme von dieser Regel wird in Berücksichtigung der herrschenden Localverhältnisse nur bei der Ausfuhr zur See über Triest gestattet, bei welcher, wenn die Zufuhr von Waaren oder Gegenständen zum Schiffe mittelst Wagen bewerkstelligt wird, die statistische Gebühr derart zu bemessen ist, dass für die gesammte Ladung dieses Schiffes die einfache Gebühr, beziehungsweise, wenn diese Ladung mehreren Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, eine nach der Zahl dieser Nummern vervielfachte Gebühr zur Einhebung gelangt. Auf Colli, deren Inhalt verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehört, ist die Anwendung der vorstehenden Bestimmung jedoch ausgeschlossen und sind solche Colli stets nach den allgemeinen Grundsätzen zu behandeln.

Die zur Verhinderung eines Missbrauches der oben bezeichneten localen Begünstigung erforderlichen Controlsmaassregeln hat die k. k. Finanzdirection in Triest anzuordnen.

Besondere Bestimmungen: getragene Gegenstände, Viehtriebe, Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.). 1893

Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Paragraphen macht es keinen Unterschied, ob bei den Wagen und Schlitten Zugvieh in Verwendung steht oder nicht. In Körben und ähnlichen Behältnissen getragene, unverpackte Gegenstände werden wie eine Wagenladung behandelt. Desgleichen finden die obigen Bestimmungen über Waggon-, Schiffs- etc. Ladungen auch Anwendung auf Viehtriebe einer Sendung (nicht verladen). Für die nach § 2, lit. *i*, dieser Verordnung als Werkholz anzumeldenden Wasserfahrzeuge (Flösse, Plätten etc.) ist ohne Unterschied, ob dieselben beladen sind oder nicht, eine statistische Gebühr, und zwar bemessen nach der Zahl dieser Fahrzeuge, zu entrichten. Die etwaige Ladung derselben ist überdies nach den hiefür geltenden vorstehenden Vorschriften besonders anzumelden und zu behandeln.

§ 11.

Gesonderte Nachweisung von Ein- und Ausfuhrwaaren verschiedener Provenienz oder Destination.

Waaren, welche einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses, beziehungsweise demselben Alinea einer Nummer angehören, jedoch verschiedener Provenienz oder Destination sind, dürfen nicht in einer Querspalte angemeldet werden, sondern ist für jedes Herkunfts- oder Bestimmungsland eine eigene Querspalte zu benützen und eventuell zum Zwecke der getrennten Nachweisung eine Untertheilung der Querspalten vorzunehmen. In keinem Falle wird jedoch hiedurch die nach den obigen Vorschriften zu bemessende statistische Gebühr berührt; nur hat in solchen Fällen die Partei auf dem Anmeldescheine die Anmerkung zu machen, dass diese Waaren zu einer Stammerklärung (einem Frachtbriefe) gehören.

Ausnahmsweise gemeinsame Nachweisung der verschiedene Transportwege benützenden Ein- und Ausfuhrwaaren.

Wenn ein Collo oder eine aus nur einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehörigen Waaren bestehende Ladung eines Fahrzeuges zur Anmeldung gelangt und die darin enthaltenen Waaren theils zu Lande oder auf Flüssen, theils zur See über österreichische oder ungarische Häfen eingetreten sind, so kann, falls die sonstigen Bedingungen zur Anmeldung auf einem Anmeldescheine, beziehungsweise in einer Querspalte eines solchen (§ 9 erster Absatz und § 10 erster, zweiter und dritter Absatz der Verordnung) vorhanden sind, ausnahmsweise nach Wahl der Partei und

1893 ohne Erhöhung der statistischen Gebühr ein für den Land- oder Seeverkehr bestimmtes Blankett zur Anmeldung benützt werden, jedoch ist auf demselben nach Thunlichkeit durch eine entsprechende Anmerkung der auf den Land- und Seeverkehr bezügliche Antheil der betreffenden Sendung ersichtlich zu machen; anderenfalls ist das jenem der beiden genannten Transportwege entsprechende Blankett zu benützen, auf welchen der grössere Antheil der Sendung entfällt. In den den Vormerkverkehr betreffenden Anmeldescheinen ist demgemäss im ersteren Falle die gleiche Anmerkung zu machen, im letzteren jedoch die auf den kleineren Theil der Sendung passende Angabe in dem im § 6, Absatz 3 dieser Verordnung bezeichneten Vordrucke zu streichen.

§ 12.

Ausfüllung der Durchfuhranmeldescheine.

Zur statistischen Anmeldung der Durchfuhr sind die im obigen § 5 erwähnten, hiefür bestimmten Anmeldescheine in der Weise zu benützen, dass in je einer Querspalte derselben nur Waaren und Gegenstände, welche derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses für die Durchfuhr angehören und dasselbe Herkunfts- und Bestimmungsland haben, angemeldet werden; hierbei ist es gleichgiltig, ob diese Waaren und Gegenstände in einem oder mehreren Colli verpackt oder auch unverpackt sind. Zum Zwecke dieser getrennten Nachweisung können erforderlichenfalls auch Untertheilungen der Querspalten vorgenommen werden.

Gesonderte Nachweisung der verschiedene Transportwege benützenden Durchfuhrwaaren.

Durchfuhrwaaren, welche zu Lande oder auf Flüssen ein- und austreten, dürfen mit solchen, welche zur See über österreichische oder ungarische Häfen eintreten oder austreten, nicht gemeinschaftlich auf einem Anmeldescheine angemeldet werden.

Die Durchfuhr-Anmeldescheine für den Seeverkehr (§ 5 der Verordnung) sind nicht nur dann zu benützen, wenn die Durchfuhrwaaren zur See ein- und austreten, sondern auch, wenn nur der Eintritt oder nur der Austritt über einen österreichischen oder ungarischen Seehafen erfolgt.

§ 13.

Fälle der mündlichen statistischen Anmeldung.

Die mündliche statistische Anmeldung (§ 2, lit. c des Gesetzes) findet statt:

1. Grenzverkehr. 1893

1. Beim Grenzverkehre, d. i. dem wechselseitigen Ein- und Ausfuhrverkehre zwischen Bewohnern anstossender Grenzbezirke mit Waaren und Gegenständen, welche für ihren oder ihrer Familien Lebensbedarf bestimmt sind, oder zum persönlichen Gebrauche derselben, zum Betriebe ihrer eigenen Hausindustrie, eigenen bäuerlichen Landwirthschaft oder ihres eigenen Kleingewerbes dienen, und zwar, insoferne es sich um Waaren handelt, welche im Falle der Einfuhr nach den hierländischen Vorschriften einem Eingangszoll unterliegen, bis zu einer Gesammtmenge, von welcher der Eingangszoll nicht mehr als 5 fl. Gold beträgt, insoferne jedoch Artikel in Frage kommen, welche im Falle der Einfuhr zollfrei sind, bis zum Umfange einer Wagenladung im Maximalgewichte von 25 metrischen Centnern. Derselbe Maassstab gilt auch bei in der Ausfuhr vorkommenden Waaren, je nachdem dieselben in der Einfuhr zollpflichtig oder zollfrei wären.

Die mündliche Anmeldung ist jedoch in allen obigen Fällen nur unter der weiteren Voraussetzung zulässig, dass dieser Grenzverkehr nicht mittelst der Post oder im Frachtenverkehre der Eisenbahnen oder Schiffahrtsunternehmungen stattfindet.

Begriff des Grenzbezirkes.

Unter „Grenzbezirk" ist hier die in den Zollvorschriften und Handelsverträgen als solcher festgesetzte beiderseitige Grenzzone und in Ermangelung einer derartigen Bestimmung eine beiderseits der Landesgrenze (oder auch der etwa durch einen Fluss gebildeten Zollgrenze) gelegene, 10 Kilometer breite Grenzzone zu verstehen. Hierbei macht es keinen Unterschied, ob der wechselseitige Verkehr zwischen den Bewohnern dieser anstossenden Grenzbezirke zu Lande oder zu Wasser stattfindet.

Der wechselseitige Verkehr zwischen dem Triester Freigebiete und dem angrenzenden Zollinlande ist mangels eines anstossenden fremdländischen Grenzbezirkes nicht als „Grenzverkehr" im Sinne dieser Verordnung zu betrachten. Demnach findet die mündliche statistische Anmeldung im Sinne der vorstehenden Bestimmungen auf diesen Verkehr keine Anwendung.

2. Veredlungs- und Reparatursverkehr der Hausindustriellen oder Kleingewerbetreibenden.

2. Beim Veredlungs- und Reparatursverkehre zum Betriebe der Hausindustrie oder eines Kleingewerbes, wenn der Bezug oder die Versendung von den Hausindustriellen oder Kleingewerbetreibenden selbst angemeldet wird, beziehungs-

1893 weise beim Stickereiveredlungsverkehre auch wenn die Anmeldung durch die im § 3 der Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. März 1890, R. G. Bl. Nr. 56, genannten Arbeitsvermittler (Factoren, Fergger) erfolgt.

Begriff der Hausindustrie und des Kleingewerbes.

Für die Zwecke der vorstehenden unter Z. 1 und 2 getroffenen Bestimmungen ist unter „Hausindustrie" eine von Personen nach örtlicher Gewohnheit in ihren Wohnstätten entweder allein oder unter Mitwirkung der Angehörigen des eigenen Hausstandes, demnach mit Ausschluss der Beihilfe gewerblicher Hilfsarbeiter (Gehilfen, Gesellen, Lehrlinge) ausgeübte gewerbliche Productionsthätigkeit, ferner unter „Kleingewerbe" eine solche gewerbliche Thätigkeit zu verstehen, bei welcher eine handwerksmässige Verarbeitung von Gegenständen ohne oder mit nur wenigen gewerblichen Hilfsarbeitern stattfindet. Demnach sind jedenfalls alle Waaren und Gegenstände, welche für Zwecke der Grossindustrie (Fabriken, Bergwerke, Bau- und andere grosse Unternehmungen) oder des Handels (mit alleiniger Ausnahme des nachfolgend angeführten Detailmarktverkehres) bestimmt sind, stets schriftlich statistisch anzumelden.

3. Detailmarktverkehr.

3. Beim Detailmarktverkehre im oben (Z. 1) bezeichneten Grenzbezirke, d. i. bei der Ein- und Ausfuhr (mit Ausschluss des Falles eines Vormerkverfahrens) marktgängiger Artikel aus dem einen Grenzbezirke auf einen Jahr- oder Wochenmarkt im anstossenden anderen Grenzbezirke zum Verkaufe im Kleinen daselbst, insoferne die Zufuhr der Waaren zum Markte, beziehungsweise die Rückfuhr der Waaren vom Markte innerhalb 48 Stunden vor Beginn, beziehungsweise nach Beendigung des Marktes erfolgt und die Erklärung für das Zollverfahren mündlich abgegeben wird.

4. Holztriftungen.

4. Bei Holztriftungen in einzelnen Stämmen oder Stücken, mit Ausnahme der Flösse (§ 2, lit. *i* und § 10, letzter Absatz der Verordnung).

5. Verkehr der Reisenden.

5. Beim Verkehre der Reisenden, insoweit derselbe nicht nach § 2 lit. *e* der Verordnung von der Verpflichtung zur statistischen Anmeldung befreit ist.

Schriftliche statistische Anmeldung in allen anderen Fällen, auch wenn die Erklärung für das Zollverfahren mündlich abgegeben wird.

In allen anderen als den oben unter Z. 1 bis 5 angeführten Fällen haben die Bestimmungen über die schriftliche

statistische Anmeldung selbst dann Anwendung zu finden, 1893
wenn auch die Erklärung für das Zollverfahren mündlich abgegeben wird.

Nachweisung der Bedingungen für die mündliche Anmeldung.

Die Zollämter und Finanzwachorgane sind befugt, von den Parteien in zweifelhaften Fällen die Nachweisung zu verlangen, dass die Erfordernisse für die Abgabe einer mündlichen statistischen Anmeldung vorhanden sind.

Statistische Gebühr bei der mündlichen Anmeldung.

Für jede einzelne mündliche Anmeldung, welche nur dem Inhalt einer Zolldeclaration oder des an deren Stelle tretenden Frachtdocumentes zum Gegenstande haben darf (§ 7 des Gesetzes), beträgt in den Fällen der Absätze Z. 3, 4 und 5 dieses Paragraphen ohne Rücksicht auf den Inhalt dieser Anmeldung die zu entrichtende statistische Gebühr zwei Kreuzer (§ 9 des Gesetzes).

§ 14.

Ersatz der Anmeldescheine beim Postverkehre durch Duplicate der Zolldeclarationen.

Bei der Ein- und Ausfuhr (einschliesslich des Vormerkverkehres) mittelst der Post vertritt die Stelle des statistischen Anmeldescheines ein Duplicat der den Postsendungen beizufügenden schriftlichen Zolldeclaration (§ 2, lit. *b* des Gesetzes). Zu diesem Zwecke ist den Postsendungen, welche der statistischen Anmeldepflicht unterliegen, nebst den für die Zollbehandlung erforderlichen Zolldeclarationsexemplaren noch je ein weiteres Zolldeclarationsexemplar seitens der Aufgabeparteien beizugeben. Bei der Postausfuhr ist zu letzterem Zwecke ein behufs leichterer Unterscheidung in graublauer Farbe hergestelltes und mit den für die statistische Anmeldung erforderlichen Ergänzungsrubriken versehenes Formular zu benützen.

Ergänzung des zu statistischen Zwecken dienenden Zolldeclarationsduplicates.

In der zu statistischen Zwecken bestimmten Zolldeclaration sind von der anmeldepflichtigen Partei das Herkunfts-, beziehungsweise Bestimmungsland, die genaue Bezeichnung des Inhaltes der Sendung, nämlich Benennung und Nummer der Waaren nach Anleitung des statistischen Waarenverzeichnisses, sowie deren Menge nach den Bestimmungen des § 17 dieser Verordnung, endlich beim Vormerkverkehre auch die für diesen Verkehr bei der schriftlichen Anmeldung vorgeschriebenen Daten einzutragen, beziehungsweise zu ergänzen.

1893 § 15.

Begriff des Herkunftslandes.

Als Land der Herkunft ist jenes Land anzumelden, aus welchem die Waare oder der Gegenstand ursprünglich herstammt. Ist dieses Land der anmeldenden Partei unbekannt, so ist jenes Land, aus dessen Handel die Waare oder der Gegenstand herkommt, und falls auch dieses letztere von der anmeldenden Partei nicht angegeben werden könnte, jenes Land anzuführen, in welchem die Waare oder der Gegenstand für die Einfuhr nach dem österreichisch-ungarischen Zollgebiete aufgegeben wurde.

Begriff des Herkunftslandes bei der Wiedereinfuhr im Vormerkverkehre.

Bei der Wiedereinfuhr im Veredlungs- und Reparatursverkehre ist als Land der Herkunft jenes anzumelden, in welchem die Veredlung oder die Reparatur vorgenommen wurde, bei der Wiedereinfuhr in den sonstigen Fällen des Vormerkverkehres aber jenes Land, welches beim ursprünglichen Austritte der Waare als Bestimmungsland angegeben worden war.

Begriff des Bestimmungslandes.

Als Land der Bestimmung ist jenes Land anzumelden, für dessen Consum die Waare oder der Gegenstand bestimmt ist. Ist das Consumtionsland dem Anmeldenden unbekannt, so ist jenes Land zu bezeichnen, welches das letzte, dem Aufgeber bekannte Ziel der Versendung bildet. Wird in letzterem Falle das eigentliche Consumtionsland dem Anmeldepflichtigen später bekannt, so hat er hierüber eine gebühren-

Nachtragsanmeldung des eigentlichen Consumtionslandes.

freie Nachtragsanmeldung zu erstatten, welche bei einem beliebigen k. k. Zollamte oder auch unmittelbar bei dem k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) eingebracht werden kann. Diese Nachtragsanmeldung hat, wenn sie nicht durch Vorlage einer das eigentliche Consumtionsland ersichtlich machenden Abschrift des ursprünglichen Anmeldescheines geschieht, jedenfalls die nöthigen Angaben über Anzahl, Gattung und Bezeichnung der Colli (Fahrzeuge), Gattung und Menge der Waaren, das Zollamt, wo die statistische Anmeldung ursprünglich erfolgte, das Datum der letzteren und den Namen des ursprünglich Anmeldenden zu enthalten, damit der Zusammenhang zwischen dem ursprünglich abgegebenen Anmeldescheine und der Nachtragsanmeldung erkennbar ist.

Portofreiheit solcher Nachtragsanmeldungen.

Zu diesem Zwecke können auch bei den Zollämtern unentgeltlich Blankette und die Portofreiheit gewährende Cou-

wurts behoben werden. Solche Nachtragsanmeldungen geniessen 1893
überhaupt bei der Beförderung durch die Post die Portofreiheit, wenn auf dem Couvert die Bemerkung „über ämtliche Aufforderung" angebracht ist und die Sendung, welche selbstverständlich nichts anderes enthalten darf, an ein k. k. Zollamt oder an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) adressirt ist.

Begriff des Bestimmungslandes bei der Ausfuhr im Vormerkverkehre.

Bei der Ausfuhr im Vormerkverkehre ist als Land der Bestimmung jenes anzumelden, in welchem die Veredlung, die Reparatur, der Consum (Verkauf) der auf Losung ausgeführten Waare, die Benützung der Leihwaggons oder der Muster, die Ausstellung etc. stattfinden soll.

§ 16.

Aufzählung der anzumeldenden Herkunfts- und Bestimmungsländer.

Als Herkunfts- und Bestimmungsländer sind nachfolgende Staaten, beziehungsweise Gebiete jedenfalls anzumelden:

Europa.

1. Belgien,
2. Bremen (Freibezirk),
3. Britische Besitzungen am und im Mittelländischen Meere (Gibraltar, Malta, Cypern),
4. Bulgarien (mit Ostrumelien),
5. Dänemark (mit Island und Grönland),
6. Deutsches Reich (mit Luxemburg, jedoch ohne die Freibezirke Hamburg und Bremen),
7. Fiume (Freigebiet),
8. Frankreich (mit Monaco und Andorra),
9. Griechenland,
10. Grossbritanien und Irland,
11. Hamburg (Freibezirk),
12. Italien (mit San Marino),
13. Montenegro,
14. Niederlande,
15. Norwegen,
16. Portugal (mit den Azoren und Madeira),
17. Rumänien,
18. Russland (europäisches und asiatisches mit Finland),
19. Schweden,
20. Schweiz,
21. Serbien,
22. Spanien (mit den Kanarischen Inseln),
23. Triest (Freigebiet),
24. Türkei (europäische, asiatische und afrikanische),

1893

Asien.

25. Britisch-Indien,
26. China,
27. Französisch-Indochina,
28. Japan,
29. Niederländisch-Indien,
30. Persien.

Afrika.

31. Aegypten,
32. Algier,
33. Deutsche Schutzgebiete in Afrika,
34. Kapland (mit Natal),
35. Kongostaat,
36. Marokko,
37. Tunis.

Amerika.

38. Argentinische Republik,
39. Brasilien,
40. Britisch-Westindien,
41. Chile,
42. Columbia,
43. Cuba (mit Puerto-Rico),
44. Kanada (mit Neufundland),
45. Mexiko,
46. Peru,
47. Vereinigte Staaten von Amerika.

Australien.

48. Britisch-Australien.

Für die hier nicht genannten Staaten und Gebiete der betreffende Erdtheil anzugeben; doch bleibt es der meldepflichtigen Partei (§ 1, Alinea 2 der Verordnung) benommen, an Stelle dieser allgemeinen Bezeichnung stimmte Staaten oder Gebiete anzuführen.

Oesterreich-Ungarn als Herkunftsland bei Retourwaaren.

Bei thatsächlich aus dem österreichisch-ungarischen Z gebiete ursprünglich herstammenden Waaren und Geg ständen (Retourwaaren) — mit Ausnahme der Wiedereinf im Vormerkverkehre (§ 15, zweites Alinea der Verordnu — ist dieses Gebiet als Herkunftsland anzumelden.

Anmeldung der Freigebiete von Triest und Fiume als Herkunfts- oder stimmungsländer.

Die Freigebiete von Triest und Fiume dürfen als H kunfts- oder Bestimmungsländer nur dann angemeldet werd

wenn dem Anmeldenden das ursprüngliche Herkunfts- oder 1893
das wirkliche Consumtionsland (§ 15 der Verordnung) unbekannt ist und eines dieser Freigebiete den letzten dem Anmeldenden bekannten Versendungsort bildet. Hierbei findet die im obigen § 15 dem Anmeldenden auferlegte Pflicht zur nachträglichen Anmeldung des eigentlichen Consumtionslandes insbesondere Anwendung.

§ 17.

Die Reihenfolge der Waaren hat in der statistischen Anmeldung in der Regel die gleiche zu sein wie in der Zollerklärung.

Die Anmeldung der Waaren und Gegenstände für die Statistik des auswärtigen Handels hat in den einzelnen Querspalten des Anmeldescheines in derselben Reihenfolge zu geschehen, in welcher dieselben in der für das Zollverfahren abgegebenen Erklärung (dem Begleitscheine, dem Vormerkscheine etc.) aufgeführt sind, unbeschadet der in den §§ 9 und 10 der Verordnung eingeräumten Erleichterung des Zusammenziehens der Waarenmengen, jedoch nur insoweit, als ein Abweichen von dieser Reihenfolge zur Durchführung dieser Zusammenziehung erforderlich ist.

Benennung der Waaren nach dem statistischen Waarenverzeichnisse.

Die Benennung der Waaren und Gegenstände hat dem durch eine besondere Verordnung kundgemachten statistischen Waarenverzeichnisse für die Ein-, beziehungsweise Aus- oder Durchfuhr entsprechend zu erfolgen.

Beim Vormerkverkehre ist hinsichtlich der Einfuhr und Wiederausfuhr die Nummer und Benennung der Waaren stets nach Anleitung des statistischen Waarenverzeichnisses für die Einfuhr, dagegen hinsichtlich der Ausfuhr und Wiedereinfuhr immer nach jenem für die Ausfuhr anzugeben.

Abgekürzte Bezeichnung der Waaren nach dem Zolltarife.

Wenn sämmtliche in einer Nummer des Zolltarifes aufgeführte Waaren und Gegenstände mit den in einer, nur aus einem Alinea bestehenden Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses enthaltenen Waaren und Gegenständen sich vollständig decken, so ist den Parteien zum Zwecke der Vereinfachung der Anmeldung gestattet, ihrer Anmeldepflicht in der Rubrik „Benennung der Waaren und Gegenstände nach Anleitung des statistischen Waarenverzeichnisses" durch Ansetzung der der Waare oder dem Gegenstande nach dem Zolltarife zukommenden allgemeinen Benennung, z. B. Leinenwaare, sowie der betreffenden Nummer des Zolltarifes nachzukommen.

1893 **Angabe der Mengen nach (Brutto-, Netto-)Gewicht, Stückzahl, Tonnen-Tragfähigkeit.**

Die Menge der Waaren und Gegenstände ist in der Regel in Kilogramm und Gramm, ausnahmsweise, wo dies im statistischen Waarenverzeichnisse besonders bemerkt ist (entweder nebstbei oder allein), nach der Stückzahl oder nach Tonnen-Tragfähigkeit anzumelden; das Gewicht ist bei der Einfuhr je nach den für das Zollverfahren geltenden Bestimmungen des Zolltarifes entweder in Brutto oder in (wirklich erhobenem oder durch Abzug der Tara berechnetem) Netto, dagegen im gesammten Vormerkverkehr stets in Netto, bei der Aus- und Durchfuhr immer in Brutto anzumelden, mit der einzigen Ausnahme jedoch, dass bei der Ausfuhr von Zucker und Branntwein gegen Ausfuhrbonification (Steuerrestitution) stets das Nettogewicht anzugeben ist. Bei nach obiger Vorschrift in Brutto anzumeldenden Waaren ist, wenn dieselben ledig verladen vorkommen, in der hierzu bestimmten Subrubrik der Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr im freien Verkehre (§ 5, Z. 4 der Verordnung) das Wort „ledig" einzusetzen.

Wenn in einem Collo verschiedenen Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehörige und brutto anzumeldende Waaren vorkommen, so ist die in der grössten Menge vorhandene Waare in Brutto, die übrigen Waaren aber in Netto anzumelden.

Einsichtnahme in das statistische Waarenverzeichnis und Bezug desselben.

Das statistische Waarenverzeichnis kann bei allen k. k. Zoll- und Postämtern von den Parteien eingesehen und auch von der k. k. Hof- und Staatsdruckerei in Wien käuflich bezogen werden.

§ 18.

Abgabe, Prüfung und Ergänzung der Anmeldescheine: *a)* bei den Zollämtern

Bei der schriftlichen statistischen Anmeldung sind die Anmeldescheine von den Parteien den k. k. Zollämtern (beziehungsweise auch deren Expositurен) zu übergeben, welche die Uebereinstimmung derselben mit dem Zollamtsbefunde und dem statistischen Waarenverzeichnisse hinsichtlich der Nummer, Benennung und Menge der Waaren und Gegenstände, sowie auch die angegebenen Vormerkverkehrsdaten zu controliren, die Angaben über Herkunfts-, beziehungsweise Bestimmungsland, sowie über den Transportweg, Anzahl, Gattung und Bezeichnung der Colli, beziehungsweise Fahrzeuge mit den Frachtpapieren und sonstigen vorhandenen Behelfen zu vergleichen und die Anmeldescheine sohin eventuell zu berichtigen, sowie im Sinne des § 7, lit. *b* dieser Verordnung zu ergänzen haben.

Mindere Unrichtigkeiten sind von den Zollämtern selbst 1893
zu beseitigen; wegen erheblicher materieller oder formeller Gebrechen haben dieselben die Vervollständigung des überreichten oder die Vorlage eines neuen statistischen Anmeldescheines, sowie die entsprechende Vergebührung desselben durch die Partei zu verlangen.

Radirte Anmeldescheine sind stets, corrigirte jedoch nur dann zurückzuweisen, wenn die Correcturen nicht derart angebracht sind, dass die ursprünglichen Eintragungen auch nachträglich deutlich leserlich bleiben.

b) bei den Finanzwachorganen.

Bei dem nach den Zollvorschriften zulässigen Verkehre auf Nebenwegen können die statistischen Anmeldescheine auch bei den Finanzwachorganen abgegeben werden, welche dieselben dann in der gleichen obigen Weise wie die Zollämter zu behandeln haben.

Diese Anmeldescheine sind von den Finanzwachabtheilungen am 1. eines jeden Monates, geordnet nach den fortlaufenden Nummern des betreffenden Zollregisters, demjenigen Zollamte zu übergeben, welchem sie in zollämtlicher Beziehung zugewiesen sind oder zu diesem Zwecke von der leitenden Finanzbehörde zugewiesen werden.

Die Zollämter haben die ihnen von den Finanzwachabtheilungen zugekommenen Anmeldescheine hinsichtlich der richtigen Ausfertigung und Vergebührung zu überprüfen und spätestens am 6. jedes Monates an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) abzusenden.

Erleichterungen hinsichtlich der schriftlichen, statistischen Anmeldungen beim Verkehre auf Nebenwegen.

In jenen Fällen, in welchen der Verkehr auf Nebenwegen mit Waaren und Gegenständen, welche der schriftlichen statistischen Anmeldung unterliegen, ohne jede Zollamtshandlung und ohne Stellung zu einer Finanzwachabtheilung gestattet ist, und die Abgabe der statistischen Anmeldescheine in Folge localer Verhältnisse mit grossen Schwierigkeiten für die Parteien verbunden wäre, haben die leitenden Finanzbehörden anderweitige, entsprechende Vorsorge zu treffen, damit die auf diesen Verkehr bezüglichen Anmeldescheine den Zollämtern so rechtzeitig zukommen, dass auch rücksichtlich dieser Anmeldescheine die wöchentlichen Einsendungstermine (§ 21 der Verordnung) eingehalten werden können.

Die leitenden Finanzbehörden werden ferner ermächtigt, im Inlande, nahe der Landesgrenze befindlichen Fabriken und sonstigen Unternehmungen, welche Waaren auf Nebenwegen aus dem Auslande beziehen oder dahin versenden dürfen, zu

1893 gestatten, für die zwischen ihnen und den mit ihnen in Geschäftsverbindung stehenden Ausländern auf Nebenwegen stattfindenden wechselseitigen Bezüge und Sendungen ordnungsmässig ausgestellte und vergebührte Anmeldescheine den zuständigen Zollämtern oder Finanzwachabtheilungen statt einzeln, gesammelt am Schlusse eines jeden Tages oder nach Umständen auch einer jeden Woche zu übergeben.

Im Falle eines Missbrauches dieser Begünstigung ist dieselbe zu entziehen und im Sinne der allgemein geltenden Vorschriften die Einzelabgabe der Anmeldescheine bei einer Finanzwachabtheilung oder einem Zollamte von Fall zu Fall, und zwar in solchen Zeitpunkten anzuordnen, in welchen eine wirksame Controle der Anmeldungen noch möglich ist, also jedenfalls in der Einfuhr vor Abladung der Waaren von den Transportmitteln und in der Ausfuhr vor Ueberschreitung der Zolllinie.

Diesbezügliche Ueberwachungspflicht der Finanzwachorgane.

Die Finanzwachorgane haben von Zeit zu Zeit und gelegentlich ihrer anderweitigen Dienstesverrichtungen die richtige und vollständige Ausstellung und Vergebührung der bei ihnen oder bei den Zollämtern auf die in den vorhergehenden drei Absätzen dieses Paragraphen bezeichnete Weise eingereichten Anmeldescheine zu controliren (§ 28 der Verordnung).

Die von den leitenden Finanzbehörden hinsichtlich der statistischen Erfassung des Verkehres auf Nebenwegen zu treffenden obigen Vorkehrungen unterliegen der vorgängigen Genehmigung der k. k. Ministerien der Finanzen und des Handels.

§ 19.

Behandlung der Durchfuhranmeldescheine.

Bei der Durchfuhr, sei es, dass dieselbe mit Quittungen über die erlegte Zollsicherstellung (bei der Durchfuhr auf kurze Strecken) oder mit Begleitscheinen oder auch im Ansageverfahren stattfindet, sind die statistischen Anmeldescheine von den Parteien beim Grenzzollamte oder jenem Innerlandszollamte, bei welchem die Anmeldung zur Durchfuhr erfolgt, zu überreichen. Diese Anmeldescheine sind von den dieselben entgegennehmenden Grenz- oder Innerlandszollämtern durch die Daten über den wirklich erfolgten Austritt, beziehungsweise die geänderte Bestimmung der Sendungen, oder im Falle von erhobenen Anständen durch die Daten des Inhaltsbefundes zu ergänzen, welche diesen Aemtern seinerzeit von den betreffenden Austrittszollämtern mitgetheilt werden.

Wenn zollfreie Waaren, ohne Einleitung des Anweisverfahrens statistisch zur Durchfuhr angemeldet werden, so hat sich der abfertigende Zollbeamte durch Einsichtnahme in den Frachtbrief die Ueberzeugung zu verschaffen, dass diese Waaren thatsächlich zur Durchfuhr bestimmt sind und dies auf dem Anmeldescheine durch den von ihm zu unterfertigenden Beisatz zu bestätigen: „laut Frachtbrief Durchfuhrwaare". Wenn in solchen Fällen bei der Durchfuhr auf kurze Strecken kein Frachtbrief vorhanden ist, so ist dieser Umstand auf dem Anmeldescheine anzugeben. 1893

§ 20.

Verpflichtungen der öffentlichen Transportanstalten.

Die öffentlichen Transportanstalten, welche Güter zu Lande oder zu Wasser gewerbsmässig befördern, haben der ihnen gesetzlich auferlegten Pflicht (§ 6 des Gesetzes), nach dem Zollauslande gerichtete Sendungen nur dann zum Transporte zu übernehmen, oder falls ihnen die Bestimmung der Waaren nach dem Zollauslande erst während des Transportes bekannt wird, weiter zu befördern, nachdem ihnen die zur richtigen statistischen Anmeldung erforderlichen Daten bekannt gegeben worden sind, dadurch zu genügen, dass sie sich von den aufgebenden Parteien bei Uebernahme von Ausfuhrgütern, beziehungsweise sobald ihnen die Bestimmung der Güter nach dem Zollauslande bekannt wird, mit den erforderlichen Daten ordnungsmässig ausgefüllte Anmeldescheine überreichen lassen und sich die Ueberzeugung verschaffen, dass die angegebenen Daten ihrem Inhalte nach mit den Frachtbriefen und Zolldeclarationen übereinstimmen, oder dass sie die Ausfertigung der Anmeldescheine auf Grund der Parteienangaben besorgen. Die ausgefüllten Blankette haben die Ausfuhrgüter bis zu jenem Zollamte zu begleiten, bei welchem die Ausfuhramtshandlung stattfindet. Eine Gebührenpflicht tritt grundsätzlich nur dann ein, wenn eine Abgabe der Anmeldescheine bei einem k. k. Zollamte stattfindet.

Bestätigung der erfolgten statistischen Anmeldung auf den Frachtbriefen oder Zollpaketen seitens der Zollämter.

Um den öffentlichen Transportanstalten bei Uebernahme von gemäss den Frachtbriefen nach dem Auslande adressirten Gütern zum Weitertransporte die Prüfung des Umstandes zu ermöglichen, beziehungsweise zu erleichtern, ob dieselben bereits der statistischen Anmeldung unterzogen wurden (§ 6 des Gesetzes), haben die k. k. Zollämter die erfolgte Abgabe und Uebernahme der statistischen Anmeldescheine in allen jenen Fällen, in welchen dieser Umstand aus den Begleit-

1893 documenten deshalb nicht zweifellos erkannt werden kann, weil die bezüglichen statistischen Anmeldescheine zollämtlicherseits bereits eingezogen wurden und die letzteren demnach die Güter nicht bis zu ihrem Austritte in das Ausland begleiten (wie z. B. bei zollfrei abgefertigten, statistisch zur Durchfuhr angemeldeten Waaren oder, wenn Güter der Ausfuhramtshandlung bei einem Innerlandszollamte unterzogen wurden) durch die Anmerkung: „statistischer Anmeldeschein übernommen" auf den Frachtbriefen oder den den letzteren beigegebenen Zollpaketen (auf dem Couvert) unter Beisetzung des Namens des übernehmenden Zollamtes, sowie des Datums der Uebernahme und der Unterschrift des betreffenden Zollbeamten ersichtlich zu machen.

Eine solche Anmerkung ist im Begleitscheinverfahren nicht erforderlich, weil das Vorhandensein des Begleitscheines die erfolgte zollämtliche Abfertigung und demnach auch die statistische Anmeldung unzweifelhaft darthut.

Statistische Anmeldung der aus den Ländern der ungarischen Krone oder aus Bosnien-Hercegovina stammenden Ausfuhrgüter.

Wenn die Aufgabe der Ausfuhrgüter bei einer Station in den Ländern der ungarischen Krone, in Bosnien oder der Hercegovina stattfand und diese Güter über ein k. k. Zollamt austreten sollen, so ist, falls dieselben bereits bei einem königlich ungarischen oder bosnisch-hercegovinischen Zollamte zollämtlich behandelt und statistisch erfasst wurden, ein statistischer Anmeldeschein überhaupt nicht zu fordern (§ 1 des Gesetzes und § 2, Z. 8 der Verordnung); falls diese letzteren Amtshandlungen von einem königlich ungarischen oder bosnisch-hercegovinischen Zollamte nicht vorgenommen wurden, ist ein gebührenfreier Anmeldeschein zu verlangen (§ 11, Z. 3 des Gesetzes und § 25, Z. 2 der Verordnung).

Berichtigende Erklärungen im Falle geänderter Transportbestimmung bei Aus- oder Durchfuhrgütern.

Im Falle Waaren, welche zur Ausfuhr oder (nach § 19 zweiter Absatz der Verordnung) zur Durchfuhr bereits statistisch angemeldet wurden, in Folge geänderter Bestimmung im Inlande verbleiben und seitens der öffentlichen Transportanstalten ohne Intervention eines Zollamtes den Parteien ausgefolgt werden dürfen, haben die Parteien bei Mittheilung der bezüglichen abändernden Verfügung an die Transportanstalt, jedenfalls aber vor Rücknahme solcher Waaren den Transportanstalten eine von ihnen zu unterfertigende, die ursprüngliche statistische Anmeldung berichtigende schriftliche Erklärung zu übergeben, welche, wenn nicht eine vollständige Abschrift des ursprünglichen Anmeldescheines beigeschlossen

wird, jedenfalls die Zahl, Gattung und die Bezeichnung der 1893
Colli (Fahrzeuge), die Gattung und Menge der darin enthaltenen Waaren oder Gegenstände, ferner das Zollamt, wo die statistische Anmeldung ursprünglich erfolgte und das Datum dieser früheren Anmeldung, endlich den Namen des ursprünglich Anmeldenden zu enthalten hat, damit der Zusammenhang zwischen der früher abgegebenen statistischen Anmeldung und der berichtigenden Erklärung erkennbar ist. Diese Erklärung ist nebst ihrer etwaigen Beilage seitens der dieselbe übernehmenden Dienststelle (Station) direct an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) einzusenden und geniessen derartige Sendungen, welche nichts anderes enthalten dürfen, bei der Beförderung durch die Post die Portofreiheit, wenn auf dem Couvert die Bemerkung „über ämtliche Aufforderung" angebracht ist.

§ 21.

Vorlage der Anmeldescheine seitens der Zollämter.

Die Zollämter haben die statistischen Anmeldescheine (mit Ausnahme jener, welche ihnen von den Finanzwachabtheilungen im Sinne des § 18 der Verordnung zukommen) am 8., 16., 24. und letzten Tage jedes Monates, nach den fortlaufenden Nummern der betreffenden Zollregister geordnet, dem k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) vorzulegen.

§ 22.

Verfahren bei der mündlichen statistischen Anmeldung.

Im Falle mündlicher statistischer Anmeldung nehmen die Zollämter und Expositurен oder Finanzwachorgane seitens der Parteien die Angaben über Gattung, Menge, Herkunft und Bestimmung der Waaren und Gegenstände und über den Transportweg (zu Lande und auf Flüssen einerseits, beziehungsweise zur See anderseits) entgegen, überzeugen sich von der Richtigkeit der Anmeldung, erforderlichenfalls durch weiteres Befragen und ergänzen eventuell diese Daten durch die von amtswegen stattzufindende Erhebung (Waarenbeschau) über Gattung und Menge der Waare oder des Gegenstandes (§ 17 der Verordnung), sowie beim Veredlungs- und Reparatursverkehre (§ 13, Z. 2 der Verordnung) über die Art der vorzunehmenden oder vorgenommenen Veredlung oder Reparatur und die sonstigen hinsichtlich dieser Verkehrsarten bei der schriftlichen statistischen Anmeldung anzugebenden Daten (§ 7, Z. 4 und 7 der Verordnung).

Monatliche Auszugsbögen.

Auf Grund dieser Parteienangaben und ämtlichen Erhebungen, sowie der Eintragungen in das Zollregister und

1893 der etwaigen schriftlichen zollämtlichen Erklärungen der Parteien haben die Zollämter monatlich Auszugsbögen zu verfassen und dieselben längstens am 6. des darauffolgenden Monates an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) abzusenden.

Erleichterung bei der Führung der Auszugsbögen.

Die leitenden Finanzbehörden werden ermächtigt, jenen Zollämtern (Expositurен, Finanzwachorganen), bei welchen zahlreiche mündliche gebührenfreie statistische Anmeldungen (§ 13, Z. 1 der Verordnung) von Waaren gleicher Gattung in kleinen Mengen und in kurzen Zeiträumen hintereinander täglich oder periodisch vorkommen, ausnahmsweise zu gestatten, über diese mündlichen gebührenfreien Anmeldungen Vormerke zu führen und aus diesen letzteren am Ende jedes Tages die Uebertragung des Gesammtgewichtes jeder Waarengattung in die Auszugsbögen mit einer einzigen Post zu bewirken.

Mündliche statistische Anmeldung bei den Finanzwachorganen.

Die Finanzwachorgane haben die aus den mündlichen statistischen Anmeldungen erhobenen Daten in die Notizregister einzutragen und letztere demjenigen Zollamte am 1. eines jeden Monates zur Benützung für die Auszugsbögen vorzulegen, welchem sie in zollämtlicher Beziehung zugewiesen sind, oder zu diesem Zwecke von der leitenden Finanzbehörde zugewiesen werden.

Erleichterungen hinsichtlich der mündlichen statistischen Anmeldungen beim Verkehre auf Nebenwegen.

In jenen Fällen, in welchen der Verkehr auf Nebenwegen mit statistisch mündlich anzumeldenden Waaren und Gegenständen ohne jede Zollamtshandlung und ohne Stellung zu einer Finanzwachabtheilung gestattet ist und die Abgabe der mündlichen statistischen Anmeldungen in Folge localer Verhältnisse mit grossen Schwierigkeiten für die Parteien verbunden wäre, haben die leitenden Finanzbehörden anderweitige geeignete Vorsorge dafür zu treffen, dass die derart in einem Monate ein- und ausgeführten Waarenmengen den Zollämtern, in deren Bezirk der Verkehr stattfand, längstens am 1. des darauffolgenden Monates behufs Aufnahme in die Auszugsbögen zur Kenntnis kommen.

Zu diesem Zwecke kann den Finanzwachoberen aufgetragen werden, verlässliche Erhebungen über den ebengenannten Waarenverkehr auf Nebenwegen zu pflegen und die hierüber zu führenden Vormerkungen den zuständigen Zollämtern behufs Aufnahme in die Auszugsbögen am 1. eines jeden Monates zu übergeben.

Hinsichtlich des Verkehres über die Grenze gegen das 1893
Deutsche Reich und Italien können auf Grund des § 4 der Zollkartelle zu den mit diesen Staaten abgeschlossenen Handelsverträgen vom 6. December 1891 (R. G. Bl. Nr. 15 und Nr. 17 ex 1892) die nachzuweisenden Waarenmengen auch durch Einsichtnahme in die Zollregister der deutschen und italienischen Zollämter erfasst werden.

Die leitenden Finanzbehörden werden ferner ermächtigt, einzelnen darum ansuchenden, vertrauenswürdigen Geschäftsleuten, welche nahe der Landesgrenze im Inlande Verkaufsstellen besitzen, zu bewilligen, an Stelle ihrer Consumenten (Kunden) die statistischen mündlichen Anmeldungen über die von ihnen im Grenzverkehre (§ 13, Z. 1 der Verordnung) abgesetzten Waarenmengen täglich oder wöchentlich den Zollämtern oder Finanzwachabtheilungen oder den bei ihnen erscheinenden Finanzwachangestellten durch Abgabe eines gebührenfreien (§ 25, Z. 3 der Verordnung) Verzeichnisses zu erstatten, in welch letzterem die an je einem Tage abgesetzten Gesammtmengen jeder einzelnen Waarengattung getrennt anzuführen wären. Der Inhalt dieser Verzeichnisse ist in die Auszugsbögen aufzunehmen und diese Verzeichnisse beim Amte ein Jahr lang aufzubewahren.

Diese Begünstigung ist jedoch im Falle eines Missbrauches sogleich zu widerrufen.

Diesbezügliche Ueberwachungspflicht der Finanzwachorgane.

Der Finanzwache wird es zur Pflicht gemacht, gelegentlich ihrer Streifungen dem Waarenverkehre auf Nebenwegen auch rücksichtlich der Beachtung der vorstehenden handelsstatistischen Anmeldevorschriften ihre Aufmerksamkeit zuzuwenden (§ 28 der Verordnung).

Die von den leitenden Finanzbehörden hinsichtlich der statistischen Erfassung des Verkehres auf Nebenwegen oder bezüglich der statistischen Anmeldung mittelst der angeführten gebührenfreien Verzeichnisse zu treffenden obenerwähnten Vorkehrungen unterliegen der vorgängigen Genehmigung der k. k. Ministerien der Finanzen und des Handels.

§ 23.

Aufgaben der Zollämter hinsichtlich der statistischen Erfassung der Posteinfuhr, des postalischen Vormerkverkehres und der Postausfuhr in gewissen Fällen.

Bei der Posteinfuhr, sowie bei dem gesammten durch die Postanstalt vermittelten Vormerkverkehre, ferner bei der Postausfuhr jener Waaren und Gegenstände, deren Austritt nachgewiesen werden muss oder welche in der Ausfuhr zoll-

1893 pflichtig sind, haben die Zollämter die im § 18 dieser Verordnung vorgeschriebene Controls- und Ueberwachungspflicht auch rücksichtlich der an die Stelle der statistischen Anmeldescheine tretenden Duplicate der Zolldeclarationen auszuüben. Als durch die Postanstalt vermittelt (Posteinfuhr) ist eine Waareneinfuhr (einschliesslich einer solchen im Vormerkverkehre) auch dann anzusehen, wenn die Eingangsverzollung nicht durch die Postanstalt, sondern durch die Parteien bewirkt wird. Sollte eine mit der Waarenbeförderung berufsmässig sich nicht beschäftigende Partei ausser Stande sein, die im § 14 dieser Verordnung vorgezeichneten Angaben zu machen, so sind die für die statistische Erfassung der Waaren erforderlichen Daten und insbesondere die betreffenden Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses, sowie im Falle des Ein- oder Austrittes zur See dieser Umstand und das betreffende Ein- oder Austrittszollamt in die Beschaubefunde aufzunehmen.

Monatliche Auszugsbögen.

Die aus den Zolldeclarations-Duplicaten, aus den Zollregistern oder schriftlichen Zollerklärungen oder auch durch den Zollbefund gewonnenen Angaben sind von den Zollämtern in besondere monatliche Auszugsbögen zusammenzufassen und diese letzteren unter Anschluss der dazugehörigen Zolldeclarationsduplicate längstens am 6. des darauf folgenden Monates an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) abzusenden.

Consignationen über nicht angenommene Postsendungen.

Nicht angenommene, von der Postanstalt der Zollamtshandlung bereits zugeführte und in das Ausland thatsächlich zurückgekehrte Postsendungen sind seitens der k. k. Zollämter in Consignationen nach Inhalt, Menge etc. (§ 14 der Verordnung) specificirt, monatlich zusammenzustellen und ehestens dem k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) vorzulegen.

§ 24.

Aufgaben der Postämter hinsichtlich der statistischen Erfassung der Postausfuhr.

Bei der Postausfuhr (ausser den im § 23 genannten Fällen) haben die Aufgabepostämter die an Stelle der statistischen Anmeldescheine tretenden Duplicate der Zolldeclarationen in Bezug auf deren formelle Richtigkeit, sowie Vollständigkeit hinsichtlich der im § 14 dieser Verordnung angeführten Erfordernisse zu prüfen und hierbei wahrgenommene Fehler

durch Berichtigung oder Vervollständigung der überreichten Declarationen, nöthigenfalls durch Ausfertigung neuer Declarationen seitens der Aufgabeparteien beheben zu lassen. 1893

Diese Duplicate sind sodann mit den Sendungen an die Auswechslungspostämter zu leiten, welche dieselben zu sammeln und am 8., 16., 24 und letzten Tage jedes Monates dem k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H.St.) vorzulegen haben.

§ 25.

Befreiung von der statistischen Gebühr.

Von jeder statistischen Anmeldung ist in der Regel eine statistische Gebühr zu entrichten (§ 8 des Gesetzes).

Von dieser Gebühr sind befreit (§ 11 des Gesetzes):

1. die zur Durchfuhr gelangenden Waaren und Gegenstände:

2. die direct nach den Ländern der ungarischen Krone, nach Bosnien und der Hercegovina eingeführten oder von dort direct ausgeführten Waaren und Gegenstände, wenn sie auch bei einem k. k. Zollamte zollämtlich erklärt, beziehungsweise abgefertigt werden;

3. der Grenzverkehr (§ 13, Z. 1 der Verordnung);

4. der Veredlungs- und Reparatursverkehr zum Betriebe der Hausindustrie oder eines Kleingewerbes in dem im § 13, Z. 2 dieser Verordnung bezeichneten Umfange;

5. die Postsendungen.

Zur Nachweisung der im vorliegenden Paragraphe unter Z. 2 angeführten directen Ein- und Ausfuhr behufs Gebührenbefreiung genügt die Vorzeigung des im Auslande, beziehungsweise in den Ländern der ungarischen Krone, in Bosnien oder der Hercegovina ausgestellten Originalfrachtbriefes.

§ 26.

Verschleiss der statistischen Anmeldescheine und Gebührenmarken.

Die Formulare für die schriftliche statistische Anmeldung (statistischen Anmeldescheine) und die ämtlichen Marken zur Entrichtung der statistischen Gebühr werden vom k. k. Handelsministerium bei allen k. k. Zollämtern (Expositurен) und nach Maassgabe des erwiesenen Bedarfes auch bei Finanzwachabtheilungen und anderen Stellen in Verschleiss gebracht.

Die ämtlichen Gebührenmarken werden bei den obigen Verschleissstellen um den darauf ersichtlichen Preis verkauft.

Die ämtlich aufgelegten, mit dem Wasserzeichen H. St. in Italienneschrift von 39 Millimeter Höhe und der registrirten Marke der betreffenden Papierfabrik versehenen Blankette der statistischen Anmeldescheine sind bei den

1893 genannten Verschleissstellen um den Preis von $^1/_2$ Kreuzer für je ein Stück einzeln oder auch in grösseren Mengen erhältlich.

Ausschliessung der in privaten Druckereien hergestellten Blankette vom Gebrauche.

Die Verwendung anderer als der ämtlich aufgelegten Anmeldescheinblankette zur statistischen Anmeldung ist nicht gestattet und sind demnach in privaten Druckereien hergestellte solche Blankette vom Gebrauche ausgeschlossen.

Inwieweit die handschriftliche Ausfüllung der Anmeldescheine vorgeschrieben ist.

Die Einsetzung der Daten in die statistischen Anmeldescheine mit Ausnahme der jedenfalls handschriftlich auszufüllenden Rubrik, betreffend die Waarenmenge und der ebenso abzugebenden Unterschrift des Anmeldenden kann auch durch Druck, Lithographie oder durch jede sonstige, chemische oder mechanische Vervielfältigungsart erfolgen, bei welcher die Eintragungen deutlich sind und bleiben.

Entrichtung der statistischen Gebühr mittelst eigener Marken.

Bei der schriftlichen Anmeldung geschieht die Entrichtung der statistischen Gebühr durch Aufkleben der erforderlichen Anzahl von Gebührenmarken seitens der Parteien an der hierzu bestimmten Stelle (nöthigenfalls auch auf der Rückseite) der Anmeldescheine vor deren Abgabe, bei der mündlichen Anmeldung hingegen werden die von den Parteien beizubringenden Gebührenmarken von den Zollämtern oder Finanzwachorganen in das für die zollämtliche Verbuchung der Waaren oder Gegenstände im betreffenden Falle vorgeschriebene und zu benützende Register neben der Verbuchungsstelle eingeklebt.

Perforirung etc. der Marken.

Das Durchlöchern (Perforiren) der Gebührenmarken mit kleinen Buchstaben oder sonstigen Zeichen, oder das Einpressen von Hochdruckbuchstaben oder -Zeichen mittelst Stanzen in dieselben zur Kenntlichmachung des Eigenthümers ist gestattet, soferne hierdurch die bereits erfolgte Verwendung einer Marke nicht verdeckt werden kann.

Marken, deren Perforirung oder Hochdruckbezeichnung eine solche Verdeckung ermöglicht oder von welchen die weissen Randzacken abgeschnitten wurden oder endlich solche, welche beschädigt sind oder bereits aufgeklebt waren, sind ungiltig und dürfen zur Gebührenentrichtung nicht verwendet werden.

1893

Nichtauswechslung verdorbener Marken und Blankette.

Eine Auswechslung verborbener Gebührenmarken und Anmeldungsblankette findet nicht statt.

Ungültigkeit der bisher in Verwendung gewesenen Marken und Anmeldescheine.

Der Verkauf und die Benützung des vorhandenen Vorrathes der bisher in Verwendung gewesenen statistischen Gebührenmarken und Anmeldescheine, auch jener mit eingedruckter Gebührenmarke, ist vom 1. Januar 1894 an nicht mehr gestattet, mit welchem Tage dieselben ihre Giltigkeit verlieren.

Termin für die Auswechslung der alten Marken und Anmeldescheine.

Vom 1. Januar bis letzten Juni 1894 können die von Parteien angekauften und nicht verwendeten alten Gebührenmarken, sowie mit eingedruckter Gebührenmarke versehenen Anmeldescheine gegen neuartige Gebührenmarken des gleichen Nominalwerthes bei den ämtlichen Verschleissstellen (Zollämtern, Expositurен, Finanzwachabtheilungen) umgetauscht werden, jedoch ist ein solcher Umtausch, sowie der Verkauf der neuartigen Gebührenmarken und Anmeldescheine auch vor dem 1. Januar 1894 gestattet.

Nach Ablauf des obigen Termines findet ein derartiger Umtausch nicht mehr statt.

Der Umtausch von alten Anmeldeschein-Blanketten (mit eingedruckter Gebührenmarke oder ohne solche) gegen neue Blankette ist nicht zulässig.

§ 27.

Beschreibung der Marken.

In den ämtlichen statistischen Gebührenmarken, welche in viereckiger Form mit ausgezackten schwarzen Rändern und im Flachdrucke ausgeführt sind, befinden sich in schwarzer Farbe der kaiserliche Doppeladler mit der Ueberschrift „K. k. statstische Gebühr" und die Bezeichnung des Werthbetrages von 2, 5, 10 und 50 Kreuzer österreichischer Währung.

Die 2 Kreuzer-Marken haben grünen, die 5 Kreuzer-Marken rothen, die 10 Kreuzer-Marken blauen und die 50 Kreuzer-Marken hellgelben Untergrund.

Ueberstempelung der Marken.

Die zur statistischen Vergebührung dienenden, aufgeklebten Marken sind von den Zollämtern zum Zeichen ihrer Verwendung zu überstempeln.

1893

§ 28.

Ueberwachung der Beobachtung der handelsstatistischen Vorschriften seitens der Zollämter und Finanzwachorgane.

Den Zollämtern und Finanzwachorganen obliegt es, dem wechselseitigen Waarenverkehre mit dem Auslande, einschliesslich jenes auf Nebenwegen, auch bezüglich der Beobachtung der Vorschriften, betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, insbesondere der Anmeldevorschriften ihre Aufmerksamkeit zuzuwenden und darüber zu wachen, dass der Auslandsverkehr nicht zum Theile der statistischen Erfassung und Gebührenentrichtung entgehe.

Die auf Bahnhöfen und Dampfschifffahrtsstationen an der Grenze aufgestellten Zollämter werden die Ueberwachung, dass Waaren, welche zur Ausfuhr bestimmt sind, nicht ohne Abgabe der statistischen Anmeldung austreten, am besten dadurch ausüben, dass sie sich vor dem Abgange der Züge oder Schiffe in das Ausland die Begleitpapiere vorlegen lassen und durch Einsichtnahme in dieselben erheben, ob jene Waaren, welche beim Grenzzollamte zur Ausfuhr statistisch nicht angemeldet wurden, dieser Anmeldung bei Zollämtern im Inneren des Zollgebietes bereits unterzogen wurden.

Die Finanzwachorgane sowohl im Inneren des Landes (auf Bahnhöfen, Landungsplätzen etc.) als auch an der Grenze werden auch weiters die Befolgung jener Bestimmung zu überwachen haben, nach welcher die öffentlichen Transportanstalten und diejenigen Personen, welche Güter zu Wasser oder zu Lande gewerbsmässig befördern, nach dem Zollauslande gerichtete Sendungen nur dann zum Transporte übernehmen oder weiterbefördern dürfen, nachdem ihnen die zur richtigen statistischen Anmeldung erforderlichen Daten bekanntgegeben worden sind (§ 6 des Gesetzes und § 20 der Verordnung).

§ 29.

Aufnahme von Thatschriften über Ordnungsstraffälle.

Die Ordnungsstraffälle (§ 13 des Gesetzes) werden von demjenigen Zollamte (Expositur, Finanzwachabtheilung) oder Postamte, bei welchem die statistische Anmeldung zu geschen hat, durch Aufnahme einer Thatschrift constatirt, in welcher die den Straffall begründenden und erweisenden Umstände, ferner die von der Partei hierüber abgegebene Rechtfertigung oder sonstige Erklärung zu verzeichnen sind. In der Thatschrift ist auch das vom Amte gefällte Erkenntnis (Freispruch, beziehungsweise Ordnungsstrafe und etwa auferlegter Ersatz der verkürzten statistischen Gebühr) anzuführen.

Im Falle die Thatschrift seitens einer Finanzwachabtheilung aufgenommen wurde, ist dieselbe an das zur Bemessung der Ordnungsstrafe berufene Zollamt (§ 13 des Gesetzes) behufs Fällung und Eintragung des Erkenntnisses in die Thatschrift zu leiten. 1893

Sicherstellungen.

Eine Sicherstellung für die Zahlung der verkürzten statistischen Gebühr und der muthmaasslichen Ordnungsstrafe darf von einer Partei nicht gefordert, wohl aber seitens derselben freiwillig erlegt werden.

Wenn demnach seitens der beschuldigten Partei eine derartige Sicherstellung freiwillig geleistet wird, so haben die Zollämter (Expositurен), beziehungsweise Finanzwachabtheilungen den Umstand, dass eine Sicherstellung erlegt wurde, sowie die Höhe derselben in der Thatschrift zu constatiren. Ueber die geleisteten Strafsicherstellungsbeträge und sicherstellungsweise in Barem eingehobenen statistischen Gebühren sind den Parteien von den Zollämtern (Expositurен) oder Finanzwachabtheilungen, welche dieselben entgegennehmen, Quittungen aus dem vorgeschriebenen juxtirten Register für Baareinzahlungen zu behändigen.

Sofortiger Erlag der Ordnungsstrafe.

Ist die Partei (§ 1, alin. 2 der Verordnung) bereit, die vom Amte verhängte Ordnungsstrafe nebst der etwa als verkürzt erkannten statistischen Gebühr (§ 13 des Gesetzes) unter Anerkennung der Richtigkeit des erhobenen Thatbestandes und unter Verzichtleistung auf jede weitere Verständigung, sowie auf jedes weitere Verfahren und Rechtsmittel zu zahlen, so hat sie eine diesbezügliche, in der Thatschrift anzusetzende Erklärung zu unterfertigen und den Betrag der Strafe und der als verkürzt erkannten statistischen Gebühr gegen Amtsquittung sofort zu erlegen.

Contumaz-Strafverfahren.

Wenn eine behufs Aufnahme der Thatschrift vorgeladene Partei, trotz ausgewiesener, ordnungsmässiger Zustellung der Vorladung beim Amte nicht erscheint und eine triftige Entschuldigung ihres Ausbleibens seitens derselben nicht vorliegt, so kann, wenn der strafbare Thatbestand klar erhellt, das Strafverfahren auch ohne Einvernahme der beschuldigten Partei durchgeführt und das Erkenntnis auch in Abwesenheit der Partei gefällt werden. In solchen Fällen ist das Zutreffen aller obigen, für ein derartiges Contumazerkenntnis erforderlichen Voraussetzungen in der Thatschrift zu bestätigen.

1893 **Fälle der Ausfertigung von Zahlungsaufträgen (Bescheiden).**

Wenn eine trotz Vorladung ausgebliebene Partei im Sinne der Bestimmungen des vorstehenden Absatzes ohne vorgängige Einvernahme oder eine Partei auf Grund einer von einer Finanzwachabtheilung aufgenommenen Thatschrift von einem Zollamte (Expositur) in ihrer Abwesenheit zu einer Ordnungsstrafe nebst etwaigem Ersatze der verkürzten statistischen Gebühr verurtheilt wurde oder die bei Fällung des Erkenntnisses anwesende Partei sich durch das Straferkenntnis für beschwert erachtet, so hat das Amt einen schriftlichen Zahlungsauftrag (Bescheid) auszufertigen und der Partei gegen Empfangsbestätigung zuzustellen. Im Zahlungsauftrage (Bescheide) ist die strafbare Zuwiderhandlung unter kurzer Anführung des Sachverhaltes und der Beweisgründe genau zu bezeichnen und der Partei die Zahlung der auferlegten Ordnungsstrafe (nebst der etwa verkürzten statistischen Gebühr) nach Eintritt der Rechtskraft des Zahlungsauftrages bei sonstiger Hereinbringung im administrativen Executionswege aufzutragen. Wenn eine Sicherstellung geleistet worden, so ist im Zahlungsauftrage (Bescheide) auszusprechen, dass dieselbe zur Deckung der verhängten Geldstrafe verwendet wird und demnach der Partei nur die Zahlung des den Sicherstellungsbetrag übersteigenden Strafbetrages bei sonstiger Execution aufzutragen, beziehungsweise im umgekehrten Falle dieselbe aufzufordern, den etwaigen Ueberschuss des geleisteten Sicherstellungsbetrages binnen einem Jahre von der Zustellung an beim Amte gegen stempelfreie Quittung zu beheben, widrigenfalls derselbe zu Gunsten des Fondes zur Bedeckung der Kosten der ämtlichen Handelsstatistik verfallen und eingezogen werden würde. Auch ist der Partei im Zahlungsauftrage (Bescheide) ausdrücklich der binnen dreissig Tagen beim erkennenden Amte einzubringende und an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) zu richtende Recurs gegen denselben frei zu lassen.

Zustellung von Vorladungen oder Zahlungsaufträgen (Bescheiden).

Hinsichtlich der Zustellung von Vorladungen oder Zahlungsaufträgen (Bescheiden) an Parteien in Fällen verweigerter oder auf sonstige Weise vereitelter Entgegennahme sind die diesbezüglichen für die Zoll- und Postämter geltenden Vorschriften zu beobachten.

Executive Einbringung der Ordnungsstrafen; Verfahren gegen Ausländer.

Die Einbringung rechtskräftig verhängter Ordnungsstrafen, sowie unberechtigter statistischer Gebühren geschieht bei Verweigerung der Zahlung im administrativen Executions-

wege. Das Strafverfahren wegen Zuwiderhandlungen gegen 1893
die Vorschriften, betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, gegen im Auslande wohnhafte oder daselbst befindliche Personen, demnach auch die Zustellung von Vorladungen und Zahlungsaufträgen an dieselben kann nur bei deren Betretung im Inlande, die executive Eintreibung rechtskräftig verhängter Ordnungsstrafen oder unberichtigter statistischer Gebühren von solchen Personen aber auch dann stattfinden, wenn diese Personen ein executionsfähiges Vermögen im Inlande besitzen, alles dies jedoch nur, insolange die einjährige Verjährungsfrist (§ 13 des Gesetzes) nicht abgelaufen ist.

Verjährungsfrist und Unterbrechung derselben.

Die Verjährungsfrist eines Ordnungsstraffalles beginnt mit dem Tage der Begehung der Zuwiderhandlung und wird diese Frist durch ämtliche Untersuchungsschritte unterbrochen, jene der rechtskräftig zuerkannten Ordnungsstrafe mit dem Tage der Fällung, beziehungsweise Zustellung des Straferkenntnisses (Zahlungsauftrages, Bescheides) und wird diese letztere Frist durch Executionsschritte nicht unterbrochen.

Ausdehnung der Zollkartelle auf Uebertragung der handelsstatistischen Vorschriften.

Bei solchen Staaten, mit welchen ein Zollkartell abgeschlossen wurde, sind die darin vorgesehenen Bestimmungen über die wechselseitige Unterstützung zur Verhütung, Entdeckung, Verfolgung und Bestrafung von Uebertretungen der Vorschriften, betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, entsprechend anzuwenden, sofern eine diesbezügliche Ausdehnung des Zollkartells ausdrücklich vereinbart wurde.

Quittungen über Strafbeträge etc.

Für die im Sinne dieses Paragraphen erlegten oder executiv eingetriebenen (Straf-, Ergänzungsstraf- und statistischen Gebühren-) Beträge sind den Parteien von den Zollämtern (Expositurен) Quittungen aus dem vorgeschriebenen juxtirten Register für Baareinzahlungen zu behändigen.

§ 30.

Recurse gegen Zahlungsaufträge (Bescheide).

Gegen die Zahlungsaufträge (Bescheide), und zwar sowohl gegen die verhängten Ordnungstrafen, als auch gegen den auferlegten Ersatz verkürzter statistischer Gebühren können die Parteien (§ 1, alin. 2 der Verordnung) binnen einer Frist von dreissig Tagen bei dem Amte, welches den Zahlungsauftrag (Bescheid) erlassen hat, den Recurs an das

1893 k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) einbringen, welch letzteres hierüber in zweiter und letzter Instanz entscheidet. Diese Frist beginnt mit dem der Zustellung des Zahlungsauftrages (Bescheides) nächstfolgenden Tage und sind bei Berechnung derselben die Tage des Postenlaufes in dem Falle nicht zu zählen, wenn der betreffende Recurs der Postanstalt gegen eine ämtliche Uebernahmsbestätigung (Aufgabsschein, Recepisse etc.) übergeben worden ist. Fällt der letzte Tag der Frist auf einen Sonn- oder allgemeinen Feiertag, so endigt dieselbe erst mit dem nächsten Werktage.

Dem k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) steht auch die Milderung oder gänzliche Nachsicht der Ordnungsstrafen zu.

§ 31.

Concurrenz handelsstatistischer Zuwiderhandlungen mit anderen strafbaren Handlungen.

In jenen Fällen, in welchen das allgemeine Strafgesetz oder das Gefällsstrafgesetz oder auch diese beiden Gesetze Anwendung finden (§ 12 des Gesetzes), werden etwa concurrirende Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften, betreffend die Statistik des auswärtigen Handels (§ 13 des Gesetzes) ohne Rücksicht auf die anderweitige Strafbehandlung geahndet.

§ 32.

Die gegenwärtige Verordnung tritt am 1. Januar 1894 in Wirksamkeit.

Geltungsbeginn der Verordnung.

Mit diesem Tage treten alle auf Grund der bisher in Geltung gewesenen Vorschriften in einzelnen Fällen gewährten Erleichterungen und ergangenen Verfügungen, insoferne dieselben mit den Bestimmungen der vorliegenden Verordnung im Widerspruche stehen, ausser Kraft.

Uebergangsbestimmung.

Vor dem Beginne des Jahres 1894 seitens einer öffentlichen Transportanstalt zur Beförderung in das Zollausland übernommenen und nicht später als am 31. Januar 1894 zur zollämtlichen Erklärung, beziehungsweise Abfertigung gelangenden Ausfuhrwaaren ist der Austritt auch auf Grund der bisherigen, statistischen Anmeldevorschriften und Anmeldescheine zu gestatten.

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

2231. 1893

21/9 décembre 1893.

Convention de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. Conclue à Bucarest; ratifiée à Budapest, le 9 juin 1894; ratifications échangées à Bucarest, le 14/2 juin 1894.

R. G. Bl. 1894, Nr. 116.

Handelsconvention vom 21./9. December 1893 zwischen Oesterreich-Ungarn und Rumänien.

(Geschlossen zu Bukarest am 21./9. December 1893, von Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Budapest am 9. Juni 1894, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 14./2 Juni 1894 zu Bukarest stattgefunden hat.)

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie,

et

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

le Sieur Agénor Comte Gołuchowski, Son Chambellan, Chevalier de 1ère classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de Fer, Commandeur avec plaque de l'Ordre Impérial de François Joseph etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

le Sieur Alexandre N. Lahovari, Grand' Croix de Son Ordre de la Couronne de Roumanie etc., etc., Son Ministre Secrétaire d'Etat au département des Affaires Etrangères.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Les ressortissants, les bâtiments et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

1893 Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans les territoires des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

Article 2.

Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Monarchie austro-hongroise qui seront importés en Roumanie et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés dans la Monarchie austro-hongroise, destinés soit à la consommation, soit à la mise en entrepôt, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, en particulier, ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Monarchie austro-hongroise il ne sera pas perçu en Roumanie, et à l'exportation pour la Roumanie il ne sera pas perçu dans la Monarchie austro-hongroise des droits de sortie autres ni plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce puissance.

Les marchandises de toute nature provenant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant, seront exemptes, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Article 3.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque de leurs pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit qui ne soient appliquées en même temps à toutes les autres nations, ou du moins à toutes celles qui se trouveraient dans les mêmes circonstances.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, l'importation, l'exportation et le transit des provisions de guerre pourront être défendus sans égard à la disposition précédente.

Article 4. 1893

Les négociants, fabricants et autres industriels qui pouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou dans les locaux de vente publics, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, il ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce), munis d'une carte de légitimation industrielle, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être délivrées conformément au modèle ci-annexé.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent être observées par les titulaires de ces cartes pour l'exercice de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes, n'exerçant ni commerce ni industrie.

En ce qui concerne les formalités quelconques auxquelles les voyageurs de commerce sont ou seront soumis dans les territoires des Parties contractantes, les Autrichiens et les Hongrois en Roumanie et les Roumains dans la Monarchie austro-hongroise jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés dans la Monarchie austro-hongroise par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce roumains, et en Roumanie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce autrichiens ou hongrois seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en en-

1893 trepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou règlements qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, dans les territoires de l'autre, de tout service ou impôt militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 7.

La présente Convention s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Article 8.

Les Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention, moyennant un avertissement de douze mois à l'avance.

Article 9.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest, le plus tôt possible.

Elle entera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets respectifs.

Fait en double expédition, à Bucarest, le vingt-un (neuf) décembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) *Gołuchowski* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König von Rumänien

von dem gleichen Wunsche beseelt, die Entwicklung der Handelsbeziehungen zwischen Ihren Staaten zu begünstigen, haben beschlossen, zu diesem Behufe eine Convention zu beschliessen, und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

Den Herrn Agenor Grafen Gołuchowski, Allerhöchst 1893
ihren Kämmerer, Ritter I. Classe des kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone, Comthur mit dem Sterne des kaiserlichen Franz Josephs-Ordens etc. etc., ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Könige von Rumänien,

Seine Majestät der König von Rumänien:

Den Herrn Alexander N. Lahovari, Grosskreuz des Ordens der Krone von Rumänien etc. etc., Allerhöchst Ihren Minister-Staatssecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten,

welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich mitgetheilt, über Folgendes übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Angehörigen, die Schiffe und die Boden- oder Gewerbserzeugnisse eines der vertragschliessenden Theile werden in den Gebieten des anderen alle Privilegien, Freiheiten und Vortheile geniessen, welche der meistbegünstigten Nation zukommen.

Durch die vorstehende Bestimmung soll den besonderen Gesetzen, Verordnungen und Reglements, welche in den Gebieten der vertragschliessenden Theile in Bezug auf Handel, Gewerbe, Polizei und allgemeine Sicherheit bestehen und auf alle Fremden im Allgemeinen Anwendung finden, kein Eintrag geschehen.

Artikel 2.

Alle Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie der österreichisch-ungarischen Monarchie, die in Rumänien eingeführt werden, und alle Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie Rumäniens, die in die österreichisch-ungarische Monarchie eingeführt werden, seien sie zum Verbrauche, zur Lagerung in einem Entrepot, zur Wiederausfuhr oder zur Durchfuhr bestimmt, sollen während der Dauer der gegenwärtigen Convention der Behandlung auf dem Fusse des meistbegünstigten Landes unterworfen werden und insbesondere weder höheren noch anderen Zöllen unterliegen als denjenigen, die von den Erzeugnissen oder Waaren der meistbegünstigten Nation erhoben werden.

Für die Ausfuhr nach der österreichisch-ungarischen Monarchie sollen in Rumänien und für die Ausfuhr nach Rumänien sollen in der österreichisch-ungarischen Monarchie weder andere noch höhere Ausfuhrzölle erhoben werden, als für die Ausfuhr der gleichen Artikel nach dem in dieser Hinsicht meistbegünstigten Staate.

1893 Jeder der vertragschliessenden Theile verpflichtet sich demnach, dem anderen sogleich jede Begünstigung und alle Vorrechte oder Zollermässigungen zu gewähren, die er einer dritten Macht schon gewährt hat oder in den genannten Beziehungen künftig noch gewähren könnte.

Waaren aller Art, die aus den Gebieten des einen vertragschliessenden Theiles ausgeführt oder dort eingeführt werden, sollen in dem Gebiete des anderen von jedem Durchfuhrzolle frei sein. Für alles, was die Durchfuhr betrifft, ist jedem der vertragschliessenden Theile gegenseitig die Behandlung der meistbegünstigten Nation zugesichert.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Gebieten durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbot zu hemmen, welches nicht gleichzeitig auf alle anderen Nationen oder doch auf alle diejenigen zur Anwendung gebracht wird, welche sich in denselben Verhältnissen befinden.

Unter aussergewöhnlichen Umständen kann jedoch ohne Rücksicht auf die vorhergehende Bestimmung die Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr von Kriegsbedürfnissen verboten werden.

Artikel 4.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch Vorlegung einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Handels- oder Gewerbetriebe berechtigt sind und die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Theiles bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waaren produciren, Waareneinkäufe zu machen. Sie sollen ferner befugt sein, bei Kaufleuten oder anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waaren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen, auch unter Mitführung von Mustern, aufzusuchen. Weder im einen noch im anderen Falle sollen sie hiefür eine besondere Abgabe entrichten müssen.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen wohl Waarenmuster, aber keine Waaren mit sich führen.

Die Gewerbelegitimationskarten sind nach dem in der Anlage enthaltenen Muster auszufertigen.

Die vertragschliessenden Theile werden sich gegenseitig 1893
Mittheilung darüber machen, welche Behörden zur Ausfertigung der Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karten bei Ausübung ihres Gewerbebetriebes zu beobachten sind.

Die obigen Bestimmungen finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, einschliesslich des Hausirhandels und des Aufsuchens von Bestellungen bei Personen, welche nicht Handel oder Gewerbe treiben.

Hinsichtlich der Formalitäten aller Art, denen die Handlungsreisenden in den Gebieten der vertragschliessenden Theile unterworfen sind oder unterworfen sein werden, geniessen die Oesterreicher und die Ungarn in Rumänien und die Rumänen in der österreichisch-ungarischen Monarchie die Behandlung der meistbegünstigten Nation.

Artikel 5.

Die einem Einfuhrzolle unterliegenden Waaren, die als Muster dienen und von rumänischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handlungsreisenden in die österreichisch-ungarische Monarchie oder von österreichischen oder ungarischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handlungsreisenden in Rumänien eingeführt werden, sollen gegenseitig, unter den zur Sicherung ihrer Wiederausfuhr oder Niederlegung in ein Entrepot nöthigen Zollformalitäten, zeitweilig zollfrei zugelassen werden. Diese Formalitäten sollen gemäss den Gesetzen oder Vorschriften erfüllt werden, die in den betreffenden Gebieten entweder schon bestehen oder noch erlassen werden.

Artikel 6.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen von jedem Militärdienst oder jeder Militärsteuer und allen ausserordentlichen Requisitionen befreit sein, die infolge ausserordentlicher Umstände angeordnet werden.

Ausgenommen hiervon sind jedoch die Auflagen, welche an den Besitz eines Grundstückes geknüpft sind, sowie die militärischen Leistungen und Requisitionen, zu denen alle Einheimischen als Eigenthümer, Pächter oder Miether von Immobilien angehalten werden können.

Artikel 7.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die mit einem der vertragschliessenden Theile gegenwärtig oder künftig zollgeeigneten Länder oder Gebiete.

1893

Artikel 8.

Die vertragschliessenden Theile behalten sich gegenseitig das Recht vor, durch eine zwölf Monate zuvor erfolgende Mittheilung die gegenwärtige Convention jederzeit zu kündigen.

Artikel 9.

Die gegenwärtige Convention soll ratificirt, und es sollen die Ratificationsurkunden sobald als möglich in Bukarest ausgetauscht werden.

Sie tritt mit dem Tage des Ratificationsaustausches in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten sie unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bukarest am 21. (9.) December 1893.

(L. S.) *Gołuchowski* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

Annexe 1893
(Modèle)

Carte de légitimation pour voyageurs de Commerce.

pour l'année No. de la carte.

(Armoiries).

Valable dans la Monarchie austro-hongroise et en Roumanie.

Porteur.
(Prénom et nom de famille.)
Fait à . . . . . le (jour, mois, année.)
(Sceau.) (Autorité compétente.)
Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte
{ possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . . .
{ sous la raison . . . . . .
{ est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison . . . . .
{ . . . . . à . . . . . qui y possède un (désignation de
{ la fabrique ou du commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que $\frac{\text{de la maison suivante}}{\text{des maisons suivantes}}$ (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . . . .

Il est certifié, en outre, que $\frac{\text{ladite maison est tenue}}{\text{lesdites maisons sont tenues}}$ d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de $\frac{\text{son}}{\text{leur}}$ commerce (industrie).

Signalement du porteur:

Signes particuliers:
Age:
Taille:
Cheveux:

Signature.
. . . . . .

Avis.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes et faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de $\frac{\text{la maison susmentionnée.}}{\text{les maisons susmentionnées.}}$ Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque État.

Nota. Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

Gołuchowski m. p. *Al. Lahovari* m. p.

1893

Anlage
(Muster).

Gewerbe-Legitimationskarte für Handlungsreisende.

Für das Jahr . . . . . Nr. der Karte . . . . . .

(Wappen.)

Giltig in der österreichisch-ungarischen Monarchie und in Rumänien.

(Vor- und Zuname)

(Ortsname), den . . . . . (Tag, Monat, Jahr)

(Siegel) (Behörde)
Unterschrift.

Es wird hiermit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte

{ eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) . . . . . unter der Firma . . . . . besitzt,

{ als Handlungsreisender im Dienste der Firma . . . . . in . . . . . steht, welche eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) daselbst besitzt.

Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem nachfolgender $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) in . . . . . Waarenbestellungen aufzusuchen und Waareneinkäufe zu machen beabsichtigt, bescheinigt, dass für den Gewerbebetrieb vorgedachter $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben zu entrichten sind.

Bezeichnung der Person des Inhabers:

Alter:
Gestalt:
Haare:
Besondere Kennzeichen:

Unterschrift.

. . . . . .

Zur Beachtung.

Inhhaber dieser Karte ist ausschliesslich im Umherziehen und ausschliesslich für Rechnung der vorgedachten $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ berechtigt, Waarenbestellungen aufzusuchen und Waareneinkäufe zu machen. Er darf nur Waarenmuster, aber keine Waaren mit sich führen. Ausserdem hat er die in jedem Staate giltigen Vorschriften zu beachten.

Anmerkung. Von den Doppelzeilen wird in das Formular, welches dafür den entsprechenden Raum zu gewähren hat, die obere oder untere Zeile eingetragen, je nachdem es den Verhältnissen des einzelnen Falles entspricht.

Goluchowski m. p. *Al. Lahovari* m. p.

(Traité) 1893

Article additionnel.

Pour donner au trafic des districts limitrophes les facilités exigées par les besoins courants des habitants, les Hautes Parties contractantes sont convenues de l'article additionnel qui suit:

1. Resteront libres de tout droit de douane et de timbre relatif aux opérations douanières à l'importation et à l'exportation, par la frontière commune:

a) toute quantité de marchandises pour laquelle la somme totale des droits à prélever n'atteint pas le chiffre de deux Kreuzer ou de cinq centimes;

b) l'herbe pour la nourriture du bétail, le foin, la paille, la fane, la mousse pour emballage et calfatage; les fourrages, roseaux ordinaires, les plantes vivantes en tant qu'elles sont admises à la libre circulation par les règlements internationaux en vigueur; les céréales en gerbes ou en épis, les plantes légumineuses, le chanvre et le lin non teillés;

c) les ruches avec abeilles vivantes;

d) le sang animal;

e) le lait, frais et caillé (Topfen);

f) les cendres végétales et de houilles, lessivées, les vinasses, les lavures, la drêche, le marc, les balayures, les tessons d'objets en pierre ou en argile, les lavures d'or et d'argent, le limon;

g) Pour les besoins courants de chaque famille domiciliée près de la frontière et sous réserve des contrôles destinés à prévenir des abus: le pain et la farine, jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes inclusivement,
les pommes de terre jusqu'à concurrence de 50 kilogrammes inclusivement,
le son jusqu'à concurrence de 50 kilogrammes inclusivement,
les œufs de toute sorte jusqu'à concurrence de 60 pièces.
le fromage, jusqu'à concurrence de 2 kilogrammes inclusivement,
le beurre frais, jusqu'à concurrence de 2 kilogrammes inclusivement.

2. Seront également exempts des droits d'importation et d'exportation, et pourront passer la frontière même en dehors des routes douanières: les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans domiciliés aux extrêmes frontières importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles, ou par suite de changement de domicile.

1893 3. Les produits du sol provenant de parties de propriétés qui se trouveraient séparées par la frontière des fermes ou maisons d'habitation pourront être transportés dans ces fermes ou maisons d'habitation en franchise de tout droit d'entrée ou de sortie.

4. Toutefois, les faveurs accordées aux Nos. 1, 2 et 3 sont limitées aux habitants et aux produits d'une zône, le long de la frontière, qui ne s'étend pas au delà de 10 kilomètres de la frontière.

5. Sera admis en franchise temporaire des droits d'entrée et de sortie, conformément aux ordonnances douanières, et avec l'obligation de le faire retourner: le bétail conduit d'un territoire à l'autre au pacage ou à l'hivernage. Pourront de même être reconduits en franchise douanière les produits du bétail conduit au pâturage ou à l'hivernage, tels que: le lait le beurre, le fromage, la laine, les animaux mis bas dans l'intervalle, mais toujours en quantité proportionnée au nombre du bétail et à la durée effective du pâturage. La franchise de droits de douane s'applique également aux effets et au mobilier des paysans ou pasteurs qui accompagnent les bestiaux.

Il est entendu que pour les bêtes qui ne retournent pas, excepté celles qui seraient mortes pendant le pacage, on paiera, au retour des troupeaux, les droits d'importation respectifs.

6. Les stipulations des Nos. 2, 3 et 5 ne dérogent pas au droit de chacune des Parties contractantes de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour des raisons de police vétérinaire et pour exercer le contrôle douanier.

7. Les Parties contractantes s'entendront sur les mesures à observer afin de pouvoir accorder, dans des cas particuliers, pour certaines localités où on le jugera nécessaire, le libre passage, en dehors des routes douanières, des objets affranchis de droit dans la Monarchie austro-hongroise et en Roumanie, tant à l'entrée qu'à la sortie.

8. Sont exempts de droits de douane à l'entrée et à la sortie dans la circulation par les frontières communes:

a) Les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que: linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage et dans une quantité correspondante aux circonstances.

b) Les voitures servant effectivement au transport des marchandises, les charrettes, les paniers et appareils similaires pour le transport, tous ces objets déjà employés, usagés, non destinés à la vente et servant pour le transport ou l'emballage des effets ou marchandises; les bêtes de somme et de trait, les embarcations avec in-

ventaire régulier. Pour assurer la réexportation de 1893
voitures et autres véhicules neufs, des bêtes de somme et de trait le dépôt d'une caution pourra être exigé conformément aux lois des pays respectifs.

c) Les provisions des navires, tant pour le navire que pour le personnel effectif de l'équipage et pour les voyageurs se trouvant à bord, le tout sous contrôle douanier. Il est entendu que les articles qui forment l'objet d'un monopole d'État ne seront admis que dans les conditions prévues par les lois et sous contrôle des organes compétents.

Le présent article additionnel aura la même force, valeur et durée que la Convention de commerce en date de ce jour.

Fait, en double expédition, à Bucarest, le vingt et un (neuf) décembre mil huit cent quatre-vingt treize.

(L. S.) *Gołuchowski* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

(Uebersetzung.)

Zusatzartikel.

Um dem Verkehre der Grenzgebiete jene Erleichterungen zu gewähren, welche die laufenden Bedürfnisse der Bewohner erfordern, sind die vertragschliessenden Theile über den folgenden Zusatzartikel übereingekommen:

1. Im Verkehre über die gemeinsame Grenze sind von allen Einfuhrzöllen sowohl, als auch von Ausfuhrzöllen und von der Stempelpflicht aus Anlass der Zollamtshandlungen befreit:

a) Alle Waarenmengen, für welche die Gesammtsumme der einzuhebenden Gebühren weniger als zwei Kreuzer oder fünf Centimes beträgt;

b) Gras, Heu, Stroh, Streu, Moos zum Einpacken und Kalfatern, Futterkräuter, gemeines Rohr, lebende Pflanzen, soweit dieselben nach den in Kraft stehenden internationalen Vorschriften zum freien Verkehre zugelassen sind, Getreide in Garben und Aehren, Hülsenfrüchte im Kraut, ungebrochener Hanf und Flachs;

c) Bienenkörbe mit lebenden Bienen;

d) thierisches Blut;

e) Milch, frische und geronnene (Topfen);

f) ausgelaugte, vegetabilische und Steinkohlenasche, Hefenschlempe, Spülicht, Treber und Trester, Kehricht, Scherben von Stein- und Thonwaaren, Gold- und Silberkrätze, Schlamm;

g) für den laufenden Bedarf jeder an der Grenze sesshaften Familie und vorbehaltlich der gegen Missbrauch anzuordnenden Controlen:

1893 Brot und Mehl bis zur Menge von höchstens 10 Kilogramm,

Kartoffeln bis zur Menge von höchstens 50 Kilogramm,

Kleie bis zur Menge von höchstens 50 Kilogramm,

Eier aller Art bis zur Menge von höchstens 60 Stück,

Käse bis zur Menge von höchstens 2 Kilogramm,

frische Butter bis zur Menge von höchstens 2 Kilogramm.

2. Ferner wird Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen, sowie freier Verkehr ausser den Zollstrassen zugestanden: für Arbeitsvieh, für Ackerbauwerkzeuge, dann für Geräthschaften und Effecten, welche von den an der äussersten Grenze wohnenden Landleuten zum Behufe der Feldarbeit oder aus Anlass von Uebersiedlungen über die Zolllinie ein- oder ausgeführt werden.

3. Auch sind die Naturerzeugnisse jenes Theiles von Besitzungen, welcher durch den Zug der Grenze von den Wohn- oder Wirthschaftsgebäuden getrennt ist, beim Transporte in diese Wohn- und Wirthschaftsgebäude ein- und ausgangszollfrei.

4. Die unter 1, 2 und 3 zugestandenen Begünstigungen sind jedoch auf die Bewohner und Erzeugnisse einer Zone längs der Grenze beschränkt, welche sich nicht über 10 Kilometer von der Grenze erstreckt.

5. Für Vieh, welches zur Weide oder zur Ueberwinterung von einem Gebiete in das andere getrieben wird, wird gegen Verpflichtung der Rückfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften die zeitweilige zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden. Ebenso können zollfrei zurückgeführt werden die Erzeugnisse vom Vieh, das auf Weiden oder zur Ueberwinterung getrieben wurde, als: Milch, Butter, Käse, Wolle und das in der Zwischenzeit zugewachsene junge Vieh, jedoch immer nur in einer der Stückzahl und der thatsächlich zugebrachten Weidezeit angemessenen Menge. Die Zollfreiheit erstreckt sich in gleicher Weise auf die Effecten und Geräthschaften der Landleute oder Hirten, welche das Vieh begleiten.

Man ist einverstanden, dass für jene Thiere, welche nicht zurückkehren, ausgenommen jene, welche während der Weide eingehen, die Eingangszölle bei der Rückkehr der Herde zu zahlen sind.

6. Durch die Verabredungen der Nummern 2, 3 und 5 soll dem jedem der vertragschliessenden Theile zustehenden Rechte, jene Maassregeln zu treffen, welche ihm aus veterinärpolizeilichen Gründen oder zur Ausübung der Zollcontrole nothwendig erscheinen, kein Eintrag geschehen.

7. Die vertragschliessenden Theile werden sich über Massnahmen verständigen, gegen deren Beobachtung — in gewissen Gegenden, wo dies nothwendig befunden wird — solchen Gegenständen, welche in der österreichisch-ungarischen Monarchie und in Rumänien sowohl in der Ein- als Ausfuhr zollfrei sind, der Grenzübertritt ausser den Zollstrassen von Fall zu Fall gestattet werden kann. 1893

8. Von Ein- und Ausfuhrzöllen im Verkehre über die gemeinschaftliche Landesgrenze sind befreit:

a) Effecten der Reisenden, Schiffer, Fuhrleute und Handwerker, als: Wäsche, Kleidungsstücke, Reisegeräthe, Werkzeuge und Instrumente, für deren eigenen Gebrauch und in einer den Umständen angemessenen Menge;

b) die zum Personen- oder Waarentransporte thatsächlich dienenden Wagen, Karren, Körbe und ähnliche Vorrichtungen zum Transporte, alle diese Gegenstände, wenn sie schon verwendet und gebraucht, nicht zum Verkaufe bestimmt sind und für den Transport oder die Verpackung von Effecten oder Waaren dienen; Zug- und Tragthiere, Wasserfahrzeuge mit dem ordentlichen Inventar. Zur Sicherung der Wiederausfuhr neuer Wagen oder anderer Fahrzeuge, dann der Zug- und Tragthiere kann die Erlegung einer Caution in Gemässheit der Gesetze des bezüglichen Staates gefordert werden;

c) die Schiffsvorräthe, ebenso wohl für den Bedarf des Schiffes selbst, als für die effective Bemannung und für die an Bord befindlichen Reisenden, all dies unter Zollcontrole. Man ist einverstanden, dass die Artikel, welche den Gegenstand eines Staatsmonopoles bilden, nur unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen und unter Controle der competenten Organe zur Einfuhr zugelassen werden sollen.

Der gegenwärtige Zusatzartikel wird die gleiche Geltung, Bedeutung und Dauer haben, wie die Handelsconvention vom heutigen Tage.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bukarest am 21. (9.) December 1893.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour, entre la Monarchie austro-hongroise et la Roumanie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la Convention même:

1893 I. Les dispositions de l'article 2 de la présente Convention de commerce ne dérogent point:

a) aux faveurs qui sont accordées à d'autres États limitrophes pour faciliter le commerce de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par des engagemeuts d'une union douanière, contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

II. Sont autorisés dans la Monarchie austro-hongroise l'entrée et le transit des conserves alimentaires en boîtes hermétiquement fermées.

Les viandes fraîches et les viandes séchées, fumées ou salées, transportées en droiture dans des wagons mis sous plombs seront admises au transit à travers la Monarchie austro-hougroise par toutes les voies ferrées servant au trafic direct aux conditions suivantes:

a) Ces wagons devront être construits de manière à ce qu'il ne soit pas nécessaire d'ouvrir les compartiments qui contiennent la viande fraîche ou la viande séchée, fumée ou salée, pour renouveler, s'il y a lieu, la matière réfrigérante pendant le passage sur les territoires autrichiens ou hongrois.

b) Il devra être attesté que le pays destinataire permet l'importation.

c) Si, malgré cette autorisation, l'envoi était refusé à la frontière du pays destinataire, il sera traité selon les réglements de police sanitaire autrichiens ou hongrois en vigueur.

Dans le cas où la peste bovine se déclarerait en Roumanie, le transit des viandes fraîches et des viandes séchées, fumées ou salées pourra être limité ou défendu temporairement.

III. 1° La laine lavée dans des établissements industriels et emballée dans des sacs clos, les boyaux séchés ou salés, en caisses ou en barils clos, le suif fondu, le lait cuit ou caillé, la caillebotte seront admis dans la Monarchie austro-hongroise à l'entrée et au transit sans être accompagnés de certificats de santé. Toutefois, l'entrée et le transit de ces articles pourront être restreints à certaines stations d'entrée spécialement désignées à cet effet et qui feront l'objet de notes à échanger entre les Parties contractantes au moment de la signature de la Convention.

2° La laine non lavée dans des établissements industriels ou pas du tout lavée, pourvu qu'elle soit emballée dans des sacs clos, les os, les cornes et les ongles, secs, ainsi que les peaux entièrement sèches, les poils de bêtes bovines et caprines et la soie de porc, seront admis dans la Monarchie

austro-hongroise, à l'entrée et au transit par les stations 1893
d'entrée dont il est fait mention au point premier aux conditions suivantes:

a) Ces envois doivent être accompagnés d'un certificat qui sera produit au passage de la frontière, attestant que les objets susindiqués proviennent d'une contrée exempte de toute maladie contagieuse d'animaux dans un rayon de 30 kilomètres.

b) Si, lors de l'inspection à la frontière, des peaux, des os et des cornes secs destinés à l'importation ou au transit, une seule pièce est trouvée en état frais, tout le transport doit être refoulé.

L'entrée et le transit des objets mentionnés sous 2 pourront être limités ou prohibés temporairement dans le cas où la peste bovine se déclarerait en Roumanie.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Bucarest, le vingt-un (neuf) décembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) *Gołuchowski* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung der Handelsconvention, welche am heutigen Tage zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Rumänien abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die folgenden Erklärungen abgegeben, welche einen integrirenden Theil des Vertrages selbst bilden sollen:

I. Durch die Bestimmungen des Artikels 2 der gegenwärtigen Handelsconvention soll kein Eintrag geschehen:

a) den Begünstigungen, welche anderen Nachbarstaaten zur Erleichterung des Grenzverkehres zugestanden sind;

b) den Verpflichtungen, welche einem der vertragschliessenden Theile durch eine schon bestehende oder etwa künftig eintretende Zolleinigung auferlegt sind.

II. Conserven in hermetisch verschlossenen Büchsen werden in der österreichisch-ungarischen Monarchie zur Ein- und Durchfuhr zugelassen.

Frisches, getrocknetes, geräuchertes oder gesalzenes Fleisch, welches in Waggons mit Plombenverschluss im directen Verkehr befördert wird, ist auf allen für den directen Verkehr bestimmten Eisenbahnlinien unter den nachfolgenden

1893 Bedingungen zur Durchfuhr durch die österreichisch-ungarische Monarchie zugelassen:

a) Die Waggons müssen derart eingerichtet sein, dass es nicht erforderlich ist, die Abtheilungen, welche das frische, getrocknete, geräucherte oder gesalzene Fleisch enthalten, zu öffnen, wenn eintretendenfalls während des Aufenthaltes im österreichischen oder ungarischen Gebiete das Kühlungsmittel erneuert werden soll;

b) es muss bescheinigt sein, dass das Bestimmungsland die Einfuhr gestattet;

c) wenn trotz dieser Gestattung die Sendung an der Grenze des Bestimmungslandes zurückgewiesen wird, so soll der Transport nach den in Oesterreich oder Ungarn giltigen sanitäts-polizeilichen Vorschriften behandelt werden.

Für den Fall des Auftretens der Rinderpest in Rumänien kann die Durchfuhr von frischem, getrocknetem, geräuchertem oder gesalzenem Fleisch zeitweise beschränkt oder verboten werden.

Für den Fall des Auftretens der Rinderpest in Rumänien kann die Durchfuhr von frischem, getrocknetem, geräuchertem oder gesalzenem Fleisch zeitweise beschränkt oder verboten werden.

III. 1. Fabriksmässig gewaschene und in geschlossenen Säcken verpackte Wolle, getrocknete oder gesalzene Därme in geschlossenen Kisten oder Fässern, geschmolzener Talg, gesottene oder geronnene Milch, sowie Topfen werden zur Einfuhr und Durchfuhr in die österreichisch-ungarische Monarchie ohne Beibringung eines Gesundheitspasses zugelassen. Jedoch kann die Ein- und Durchfuhr dieser Artikel auf bestimmte speciell hierzu ermächtigte Eintrittsstationen beschränkt werden, und werden sich die vertragschliessenden Theile bei Unterzeichnung der Convention diese Stationen mittelst Noten bekanntgeben.

2. Wolle, welche nicht fabriksmässig oder überhaupt nicht gewaschen, jedoch in geschlossenen Säcken verpackt ist, trockene Knochen, Hörner und Klauen, ganz trockene Häute, Rinds- und Ziegenhaar und Schweinsborsten sind über die im Punkt 1 erwähnten Eintrittsstationen unter den folgenden Bedingungen zur Ein- und Durchfuhr in der österreichisch-ungarischen Monarchie zugelassen:

a) Diese Sendungen müssen von einem Certificat begleitet sein, welches beim Ueberschreiten der Grenze vorzuweisen ist und bezeugt, dass die angeführten Gegenstände aus einer Gegend stammen, in welcher in einem Umkreise von 30 Kilometer keine ansteckende Krankheit unter den Thieren herrscht.

b) Wenn bei der Untersuchung an der Grenze unter den 1893
getrockneten Häuten, Knochen und Hörnern, welche zur Einfuhr oder zum Transit bestimmt sind, nur ein Stück in frischem Zustande befunden wird, so ist der ganze Transport zurückzuweisen.

Im Falle des Auftretens der Rinderpest in Rumänien kann die Ein- und Durchfuhr der unter 2 erwähnten Gegenstände zeitweilig beschränkt oder verboten werden.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratification durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratificationen der Convention, auf welche es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Theilen gebilligt und genehmigt anzusehen ist, wurde in doppelter Ausfertigung zu Bukarest am 21. (9.) December 1893 vollzogen.

(L. S.) *Gołuchowski* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

Die vorstehende Handelsconvention sammt Anlage, Zusatzartikel und Schlussprotokoll wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Wien, am 16. Juni 1894.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p. *Bacquehem* m. p.
Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

2232.

27 décembre 1893.

Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce concernant l'augmentation des frais d'entretien alimentaire pour les personnes indigentes à rapatrier sur des navires marchands nationaux.

R. G. Bl. 1893, Nr. 188.

Verordnung des Handelsministeriums vom 27. December 1893, betreffend die Erhöhung der für die Heimführung mittelloser Personen auf einheimischen Seehandelsschiffen entfallenden Verköstigungsgebühr.

Im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern, dem Finanzministerium, dem Ministerium für Landesvertheidigung und dem Reichs-Kriegsministerium wird die mit der Verordnung des Marineministeriums vom 30. Juni 1863 (R. G. Bl. Nr. 60) für die, über Auftrag eines k. und k. Consularamtes bewerkstelligte Heimführung von mittellosen Personen auf

1893 einheimischen Seehandelsschiffen auf 40 kr. ö. W. in Silber per Tag und Kopf festgesetzte Verköstigungs-(Panatica-) Gebühr auf 50 kr. per Tag und Kopf erhöht.

Die erhöhte Berechnung der betreffenden Ersätze hat bezüglich aller vom 1. Januar 1894 an Heimgesendeten stattzufinden, so dass in allen Fällen, in denen die Einschiffung früher erfolgte, die bisherige Gebühr zu berechnen ist.

Diese Bestimmung hat jedoch auf die Dampfschifffahrtsgesellschaften, mit welchen diesbezüglich besondere Vereinbarungen getroffen wurden, keine Anwendung zu finden.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1894 in Wirksamkeit.

Wurmbrand m. p.

2233.

27 décembre 1893.

Loi sur la protection de la marine marchande.

R. G. Bl. 1893, Nr. 198.

Gesetz vom 27. December 1893, betreffend die Unterstützung der Handelsmarine.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel I.

Dampfer und Segelschiffe, welche während der Geltungsdauer des gegenwärtigen Gesetzes im österreichischen Schiffsregister für die weite Fahrt oder die grosse Küstenfahrt eingetragen sind, haben nach Maassgabe der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen Anspruch auf:

a) Einen Betriebszuschuss,

b) einen Reisezuschuss seitens des Staates.

Artikel II.

Jedes der im Artikel I erwähnten Dampf- oder Segelschiffe erhält den Betriebszuschuss, wenn:

1. dasselbe wenigstens zu zwei Dritttheilen Eigenthum österreichischer Staatsangehöriger ist,

2. seit der Zeit seines Stapellaufes nicht mehr als 15 Jahre verflossen sind,

3. dasselbe die Classe *A*, I. oder II. Kategorie des österreichisch-ungarischen „Veritas" oder einer anderen heimischen Anstalt von gleichem Werthe besitzt.

1893

Artikel III.

Der Betriebszuschuss wird bis zum Ablaufe des 15. Jahres, vom Tage des Stapellaufes gerechnet, erfolgt und beträgt im ersten Jahre nach dem letzteren für jede Tonne des Netto-Raumgehaltes:

1. 6 fl. für Dampfer aus Eisen und Stahl,
2. 4 fl. 50 kr. für Segelschiffe aus Eisen und Stahl,
3. 3 fl. für Segelschiffe aus Holz oder gemischter Construction.

Diese Beträge werden mit Beginn des zweiten Jahres um fünf Procent derselben jährlich vermindert.

Artikel IV.

Der Betriebszuschuss wird für Schiffe aus Eisen oder Stahl, welche nach dem 1. Januar 1894 auf inländischen Werften erbaut werden, um zehn Prozent und, wenn sie wenigstens zur Hälfte aus inländischem Materiale hergestellt sind, um 25 Procent erhöht.

Artikel V.

Der Betriebszuschuss für Schiffe, welche später als im ersten Jahre nach ihrem Stapellaufe den Anspruch auf denselben erwerben, wird für das erste Jahr ihres Anspruches unter Abschlag jener Summe bemessen, welche bei Anwendung des im Artikel III festgestellten Procentualabzuges auf die Zeit vom Stapellaufe bis zum Erwerbe der Anspruchsberechtigung entfällt.

Diese Abzüge finden hierauf bis zum Ablaufe des 15. Jahres nach dem Stapellaufe statt, nach welchem der Bezug des Zuschusses aufhört.

Artikel VI.

Alle am 1. Juli 1893 im Schiffsregister für weite Fahr- oder für grosse Küstenfahrt eingetragenen Schiffe, seit deren Stapellauf mehr als 15 Jahre verstrichen sind, erhalten vom 1. Januar 1894 an auf die Dauer von fünf Jahren einen Amortisirungszuschuss von einem Gulden jährlich per Netto-Tonne Raumgehalt unter der Voraussetzung, dass sie wenigstens die Classe *B*, I, I beim österreichisch-ungarischen „Veritas" oder eineranderen heimischen Anstalt von gleichem Werthe besitzen.

Artikel VII.

Den Reisezuschuss erhalten die im Artikel I bezeichneten Schiffe für Reisen ausserhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt (Gesetz vom 7. Mai 1879, [R. G. Bl. Nr. 65] über die Registrirung der Seehandelsschiffe) von oder nach öster-

1893 reichischen Häfen, wenn diese Reisen im Interesse des einheimischen Handels und Verkehres nicht mit Dampfern neben einer von der Staatsverwaltung subventionirten regelmässigen Linie unternommen werden.

Der Reisezuschuss beträgt für je 100 Seemeilen Fahrt per Netto-Tonne Raumgehalt je fünf Kreuzer.

Die zur Anrechnung kommende Meilenzahl wird nach der kürzesten maritimen Distanz bemessen.

Artikel VIII.

Wenn ein Schiff mehr als sechs Monate ununterbrochen sich in Abrüstung befindet oder handelsunthätig ist, verliert es für den betreffenden Zeitabschnitt den Anspruch auf den Betriebszuschuss, beziehungsweise die Prämie (Artikel IV) oder den Amortisirungszuschuss (Artikel VI).

Artikel IX.

Alle Seehandelsschiffe werden vom 1. Januar 1894 an auf die Dauer von fünf Jahren von der Entrichtung der Erwerb- und Einkommensteuer befreit. Während der Geltungsdauer dieses Gesetzes wird allen auf inländischen Werften neuerbauten Seehandelsschiffen auf die Dauer von fünf Jahren, vom Tage der Ausfertigung des Registerbriefes des betreffenden Schiffes gerechnet, die Befreiung von der Entrichtung der Erwerb- und Einkommensteuer gewährt.

Artikel X.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes finden keine Anwendung auf Schiffe:

a) welche einem von der k. k. Staatsverwaltung bereits gesetzlich subventionirten Unternehmen angehören;

b) welche in bestimmten regelmässigen Fahrten verwendet werden, die auf Grund besonderer Verträge mit der k. k. Postverwaltung stattfinden;

c) welche einem industriellen Etablissement angehören, und von letzterem nur für die Zufuhr des eigenen Materiales benützt werden.

Artikel XI.

Der Anspruch auf die Flüssigmachung des Betriebszuschusses wird am Schlusse jedes einzelnen Jahres — vom Tage des Stapellaufes an gerechnet — jener auf die Flüssigmachung des Reisezuschusses nach Vollendung der betreffenden Reise, und in beiden Fällen ausserdem nach erbrachtem Nachweise über die Anspruchsberechtigung fällig.

1893

Artikel XII.

Schiffe, welche im Auslande erbaut wurden und nach Artikel I oder Artikel V dieses Gesetzes einen Betriebszuschuss beziehen, müssen, wenn sie vor Ablauf von drei Jahren seit dessen Genusse an eine fremde Flagge übergehen, den ganzen bisher bezogenen Betrag an die k. k. Staatsverwaltung zurückstellen. Schiffe dagegen, welche auf einer inländischen Werfte erbaut wurden und einen Betriebszuschuss beziehen, müssen, wenn sie an eine fremde Flagge übergehen, den ganzen bisher bezogenen Betrag an die k. k. Staatsverwaltung rückerlegen, wenn die Veräusserung schon im zweiten Jahre des Genusses erfolgt.

Artikel XIII.

Die Rheder, welche die durch das gegenwärtige Gesetz gewährten Begünstigungen für ihre Schiffe geniessen, insoferne dieselben sich nicht bloss auf die Befreiung von der Steuerentrichtung beziehen (Artikel IX), sind verpflichtet, diese Schiffe der k. k. Staatsverwaltung im Kriegs- und Mobilisirungsfalle über Aufforderung gegen entsprechende Vergütung zur Verfügung zu stellen.

Artikel XIV.

Die Bestimmungen zur Ausführung dieses Gesetzes werden im Verordnungswege erlassen.

Artikel XV.

Das Gesetz vom 19. Juni 1890 (R. G. Bl. Nr. 130), betreffend die zeitliche Befreiung von der Entrichtung der Erwerb- und Einkommensteuer für den Betrieb der Schifffahrt zur See mit Dampfern oder eisernen oder stählernen Segelschiffen, welche im Inlande erbaut wurden, tritt, unbeschadet der auf dessen Grund bereits erworbenen Rechte, mit dem Inslebentreten dieses Gesetzes ausser Kraft.

Artikel XVI.

Das gegenwärtige Gesetz tritt mit 1. Januar 1894 in Wirksamkeit und bleibt durch zehn Jahre in Kraft.

Artikel XVII.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind Mein Handelsminister und Mein Finanzminister beauftragt.

Wien, am 25. December 1893.

Franz Joseph m. p.

Windisch-Graetz m. p. *Wurmbrand* m. p. *Plener* m. p.

1893 **2234.**

27 décembre 1893.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant l'exécution de la loi sur la protection de la marine marchande.

R. G. Bl. 1893, Nr. 190.

Verordnung des Handelsministeriums und des Finanzministeriums vom 27. December 1893, zur Durchführung des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 189), betreffend die Unterstützung der Handelsmarine.

Zur Durchführung des Gesetzes vom 27. December 1893, betreffend die Unterstützung der Handelsmarine, werden folgende Bestimmungen erlassen:

Zum Artikel I.

Der Anspruch auf den Betriebs- oder Reisezuschuss muss vom Rheder oder dessen Bevollmächtigten unter Nachweis der gesetzlichen Voraussetzungen geltend gemacht werden.

Ueber die Zuerkennung des betreffenden Zuschusses entscheidet die Seebehörde.

Gegen deren Entscheidung steht die Beschwerde an das Handelsministerium binnen 14 Tagen nach erhaltener Verständigung zu.

Zum Artikel II.

Wer den Anspruch auf den Betriebszuschuss erhebt, hat bei der Seebehörde eine Eingabe zu überreichen, mit welcher die Titel des Anspruches zu begründen und die vom Gesetze erforderten Thatumstände zu erweisen sind.

Zum Nachweis der Staatsbürgerschaft der österreichischen Rheder sind Heimatscheine jüngsten Datums vorzulegen.

Der Tag des Stapellaufes ist für im Inlande erbaute Schiffe durch eine Bestätigung des zuständigen Hafencapitanates, für im Auslande erbaute Schiffe durch eine auf glaubwürdige Documente gegründete Bescheinigung des k. und k. Consularamtes, in dessen Amtssprengel die betreffende Werfte gelegen ist, nachzuweisen.

Die Classification des Schiffes ist durch Beibringung des vom österreichisch-ungarischen „Veritas" oder einer anderen heimischen Anstalt von gleichem Werthe ausgefertigten Certificates oder, wenn das Schiff sich auswärts befinden sollte, durch eine von der Certificationsanstalt abgegebene Erklärung festzustellen.

Die **Entscheidung** darüber, ob und welche Anstalt als 1893
dem österreichisch-ungarischen „Veritas" gleichwerthig anzusehen sei, **steht** dem Handelsministerium zu.

Zum Artikel III.

Die Seebehörde entscheidet auf Grund der nachgewiesenen Thatumstände und nach Prüfung des Schiffsregisters über die Anspruchsberechtigung des Schiffes.

Bei Berechnung des Betriebszuschusses wird zuerst der nach dem Registertonnengehalte entfallende Stammbetrag ermittelt.

Schiffe, welche während der Geltungsdauer des Gesetzes vom Stapel gegangen sind und den Betriebszuschuss zuerkannt erhielten, bekommen den vollen Stammbetrag als erste Jahresquote nach Ablauf eines Jahres vom Tage des Stapellaufes an gerechnet. Vom zweiten Jahre ab findet dann der Abzug von je fünf Procent per Jahr statt.

Wird die Anspruchsberechtigung zuerkannt, so ist im Schiffsregister von amtswegen vorzumerken, dass das Schiff im Genusse eines Betriebszuschusses steht. Derselbe Vormerk wird auch im Registerbrief unmittelbar von der Seebehörde oder im Wege des hierzu delegirten Hafen- oder k. und k. Consularamtes eingetragen.

Ueber die im Genusse eines Betriebszuschusses stehenden Schiffe wird beim Schiffsregisteramte der Seebehörde ein abgesondertes Register geführt.

Ueber die Zuerkennung des Betriebszuschusses erhält der Rheder ein eigenes Certificat.

Bei Entscheidung über den Anspruch wird die Höhe des für das Schiff jährlich entfallenden Betriebszuschusses bemessen und dieselbe sammt den einzelnen Jahresquoten dem Gesuchsteller bekanntgegeben.

Zum Artikel IV.

Wenn für ein Schiff auf den Zuschlag zum Betriebszuschusse wegen Erbauung im Inlande Anspruch gemacht wird, so hat dessen Rheder dies durch Vorlage des Beibriefes zu erweisen.

Die beabsichtigte Verwendung inländischen Materiales, behufs Erlangung des 25%igen Zuschlages ist bei der Baulegung des betreffenden Schiffes vom Rheder, für dessen Rechnung das Schiff gebaut wird, bei der Seebehörde anzumelden und wird während der Bauführung durch ein von derselben fallweise zu bestimmendes behördliches Organ controliert.

1893

Zum Artikel V.

Für Schiffe, welche vor dem 1. Januar 1894 vom Stapel gingen, wird der Stammbetrag des Betriebszuschusses zwar in derselben Weise, wie oben zum Artikel III angegeben, berechnet; es werden jedoch von diesem Stammbetrage vorweg sovielmal fünf Procente abgezogen als der Anzahl der vollen Jahre entsprechen, welche seit dem Stapellaufe verstrichen sind. Für das noch nicht vollendete Jahr wird dann der Betriebszuschuss nach dem entfallenden Procentualabzuge berechnet, jedoch nur mit jener Summe liquidirt, welche vom Erwerbe der Anspruchsberechtigung bis zum Schlusse des im Laufe befindlichen Altersjahres pro rata entfällt.

Zum Artikel VI.

Der Amortisirungszuschuss wird für alle hierzu berechtigten Schiffe vom 1. Januar 1894 ab berechnet. Der Anspruch muss mittelst einer an die Seebehörde gerichteten Eingabe angemeldet werden. Dem Gesuche ist der Nachweis des Eigenthumes und das Classificationscertificat, beziehungsweise eine entsprechende Erklärung der Classificationsanstalt beizulegen. Für das Alter ist die betreffende Eintragung im Schiffsregister maassgebend.

In Erledigung der Eingabe erhält der Rheder eine Bescheinigung. Sowohl im Schiffsregister als im Registerbriefe wird eine Anmerkung in ähnlicher Weise wie beim Betriebszuschusse gemacht. Ebenso werden auch die mit dem Amortisirungszuschusse bedachten Schiffe in das zum Artikel III erwähnte besondere Register eingetragen.

Zum Artikel VII.

a) Der Reisezuschuss kommt jedem Schiffe zu, welches in einem oder mehreren österreichischen Häfen eine Ladung nimmt, die zum mindesten ein Viertheil der Tragfähigkeit des Schiffes beträgt, und welches die in diesen Häfen genommene Ladung nach einem oder mehreren ausländischen Häfen verführt.

Die Reise zählt von jenem österreichischen Hafen ab, in welchem mit der Ladung begonnen wurde, bis zu jenem ausländischen Hafen, in welchem der Rest der ursprünglich in Oesterreich aufgenommenen Ladung gelöscht wird, woferne dieser Rest noch ein Viertel der Tragfähigkeit beträgt.

Zwischenhäfen kommen bei der Distanzbemessung nur in Betracht, wenn in denselben Waaren gelöscht wurden, die in einem österreichischen Hafen geladen worden sind und ihrer Menge nach wenigstens ein Achttheil der Tragfähigkeit betrugen;

b) ein Schiff, welches nach einem oder mehreren österreichischen Häfen bestimmt ist, erhält den Reisezuschuss von jenem ausländischen Hafen ab, in welchem es eine Ladung von wenigstens einem Viertheil der Tragfähigkeit mit der Bestimmung nach österreichischen Häfen eingenommen oder auf diese Menge ergänzt hat, bis nach jenem österreichischen Hafen, in welchem die Löschung vollendet wird. 1893

Zwischenhäfen kommen bei der Distanzmessung nur in Betracht, wenn in denselben eine nach österreichischen Häfen bestimmte Ladung von mindestens einem Achttheil der Tragfähigkeit des Schiffes aufgenommen wurde;

c) bei Schiffen, welche ausschliesslich zum Passagiertransporte bestimmt sind, kommen dieselben Grundsätze zur Anwendung, welche ad *a* und *b* für Waaren aufgestellt sind.

Der vollen Tragfähigkeit des Schiffes wird hierbei jene Anzahl von Passagieren gleichgeachtet, welche für das betreffende Schiff als Maximalzahl nach Artikel 11 der Ministerialverordnung vom 1. September 1883 (R. G. Bl. Nr. 143), womit Sicherheitsvorschriften für Seeschiffe, welche Reisende befördern, erlassen werden, bestimmt worden ist;

d) Dampfer in periodischer Fahrt nach einem im vorhinein angekündigten und von der Seebehörde genehmigten Fahrplane erhalten den Reisezuschuss für die Reise von einem österreichischen Ausgangshafen bis in denselben zurück mit Einschluss der Zwischenhäfen;

e) als Reisen, welche mit von der Staatsverwaltung subventionirten Fahrten concurriren, werden jene betrachtet, welche zwischen den durch eine regelmässige Linie verbundenen Häfen geschehen;

f) wer Anspruch auf den Reisezuschuss erhebt, hat bei Antritt der betreffenden Reise ein gehörig ausgefülltes Reisejournal nach dem beiliegenden Formulare, dem Hafen- oder k. und k. Consularamte des Abfahrtshafens zur Beglaubigung vorzulegen, welch letztere von amtswegen auf Grund der Ladungsdocumente vorgenommen wird. Dasselbe hat in jedem Hafen zu geschehen, in welchem eine Operation vorgenommen wird, welche den Anspruch auf den Reisezuschuss begründet.

Nach Vollendung der Reise ist die mit den ämtlichen Beglaubigungen versehene Juxte des Reisejournals abzutrennen und der Eingabe um Liquidirung des Reisezuschusses für die betreffende Reise anzuschliessen.

Befindet sich in einem ausländischen Hafen kein k. und k. Consularamt, so ist die Beglaubigung bei der Hafenbehörde einzuholen.

1893 Wer das Reisejournal für die ganze Reise zu führen unterlässt, verliert den Anspruch auf den Reisezuschuss.

Zum Artikel VIII.

Um zu constatieren, ob der im Artikel VIII vorgesehene Fall der mehr als sechsmonatlichen Abrüstung oder Handelsunthätigkeit eines Schiffes eingetreten sei, ist ein Verwendungsausweis des Schiffes vorzulegen, dessen Uebereinstimmung mit dem Schiffstagebuche im Inlande von einem Hafenamte, im Auslande von einem k. und k. Consularamte bestätigt sein muss. Dieser Ausweis hat nur in übersichtlicher Fassung die Thätigkeit des Schiffes in Bezug auf die im Gegenstandsjahre hinterlegten Reisen darzustellen.

Zum Artikel XI.

Die Flüssigmachung des Betriebszuschusses muss bei der Seebehörde unter Namhaftmachung der im Inlande gelegenen Zahlstelle und des etwa zur Empfangnahme bevollmächtigten Vertreters des Rheders angesucht werden.

Hierbei ist insbesondere auch zu erweisen, dass bei dem Schiffe während des Bezugsjahres keine, die Anspruchsberechtigung oder den Umfang derselben abändernde Thatsache sich ergeben hat.

Die Seebehörde verfügt nach geschehener Prüfung die Zahlungsanweisung.

Ist ein Schiff durch Schiffbruch oder in anderer Weise verloren gegangen, wird der Betriebszuschuss nur bis zum Tage des Verlustes liquidirt.

Ist ein Schiff verschollen, so findet die Liquidation nur bis zu jenem Tage statt, an welchem das Schiff nachweisbar den letzten Hafen verlassen hat, unbeschadet nachträglicher Ansprüche, wenn das Schiff wieder aufgefunden werden sollte.

Ist das Schiff bei Ablauf seines Betriebsjahres auf der Reise, so findet die Liquidation nur bis zu jenem Tage statt, an welchem das Schiff nachweisbar seine letzte Reise angetreten hat und kann die Liquidation des restlichen Betrages später abgesondert oder am Schlusse des darauffolgenden Betriebsjahres angesucht werden.

Der Amortisirungszuschuss wird mit Ende des Kalenderjahres, im Uebrigen aber in derselben Weise wie der Betriebszuschuss liquidirt.

Die Flüssigmachung des Reisezuschusses kann vom Rheder nach jeder einzelnen anspruchberechtigenden Reise oder aber auch nach mehreren solchen Reisen angesucht werden.

Die bezügliche Eingabe ist an die Seebehörde unter Anschluss der vom competenten Hafen-, beziehungsweise k. und k.

Consularamte auf Grund der Ladungsdocumente beglaubigten 1893
Jute des Reisejournales zu richten. In der Eingabe ist die
im Inlande gelegene Zahlungsstelle und eventuell der zur
Empfangnahme Bevollmächtigte anzugeben.

Geht ein Schiff während der Reise durch Schiffbruch oder in anderer Weise verloren, so gebührt der Reisezuschuss nur bis zum Tage des Verlustes. Ist ein Schiff verschollen, so gebührt der Reisezuschuss nur für die Fahrt bis zu jenem Hafen, welcher von dem Schiffe nachgewiesenermaassen zuletzt berührt worden ist.

Die Zahlung der Staatszuschüsse erfolgt jederzeit in inländischer Valuta.

Zum Artikel XII.

Das der Staatsverwaltung auf Grund des Gesetzes zukommende Rückforderungsrecht im Falle des Ueberganges eines im Genusse des Betriebszuschusses stehenden Schiffes an eine fremde Flagge innerhalb des im Artikel XII des Gesetzes festgestellten Zeitraumes, wird im Schiffsregister, im Registerbriefe, sowie in dem zum Artikel III vorgesehenen Certificate angemerkt. Hierbei ist der Tag, mit welchem dieser Zeitraum abläuft, anzugeben.

Hinsichtlich der dem Rheder zukommenden Anzeigepflicht sind die Bestimmungen des Gesetzes vom 7. Mai 1879 über die Registrirung der Seehandelsschiffe (R. G. Bl. Nr. 65) maassgebend.

Zum Artikel XIII.

Die Vergütung für die Heranziehung eines Schiffes zur Dienstleistung im Mobilisirungs- oder Kriegsfalle wird auch mit Rücksicht auf die dem betreffenden Schiffe etwa schon obliegenden privatrechtlichen Verpflichtungen fallweise von der Seebehörde im Einvernehmen mit der betreffenden Militärbehörde bemessen.

Die Heranziehung eines Schiffes zu einer derartigen Verwendung soll womöglich einige Zeit vorher dem Rheder avisirt werden.

Die Vergütung erstreckt sich auch auf die durch die Einberufung nach der Heimat oder überhaupt nach einem bestimmten Hafen erforderliche Reise, woferne hiefür keine Ladung gegen genügende Fracht genommen werden kann.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1894 in Wirksamkeit.

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

1893

2235.

27 décembre 1893.

Loi autorisant le Ministère des royaumes et pays représentés au Reichsrat à supprimer l'article XVI de l'union commerciale et douanière conclue avec le Ministère des pays de la couronne hongroise (Loi du 27 juin 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] et du 21 mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48]), et à le remplacer par l'article XVI contenu dans le § 1 de la présente loi.

R. G. Bl. 1893, Nr. 191.

Gesetz vom 27. December 1893, wodurch das Ministerium der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder ermächtigt wird, den Artikel XVI des mit dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses (Gesetze vom 27. Juni 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] und vom 21. Mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48]) ausser Kraft zu setzen und durch den im § 1 des gegenwärtigen Gesetzes enthaltenen Artikel XVI zu ersetzen.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Das Ministerium der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder wird ermächtigt, den Artikel XVI des mit dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses (Gesetze vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 62, und vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 48) mit 31. December 1893 einvernehmlich mit der königlich ungarischen Regierung ausser Kraft zu setzen und denselben durch den nachfolgenden Artikel XVI zu ersetzen:

1. Erfindungen und Gebrauchsmuster werden in beiden Staatsgebieten gesetzlichen Schutz geniessen.

2. Die Angehörigen des einen Staatsgebietes, sowie Personen, welche in diesem Staatsgebiete ihren Wohnsitz oder ihre Niederlassung haben, werden in dem anderen Staatsgebiete in allem, was den Schutz der Erfindungen und Gebrauchsmuster betrifft, dieselben Rechte wie die eigenen Angehörigen geniessen.

3. Wird eine in dem einen Ländergebiete angemeldete Erfindung binnen 90 Tagen nach dem Tage der Ertheilung des Patentes oder ein in dem einen Staatsgebiete angemeldetes Gebrauchsmuster binnen der gleichen Frist nach dem Tage

der Anmeldung auch in dem anderen Staatsgebiete als Erfindung, beziehungsweise als Gebrauchsmuster angemeldet, so soll diese spätere Anmeldung nach jeder Richtung dieselbe Wirkung haben, als wenn sie im Zeitpunkte der ersten Anmeldung geschehen wäre. 1893

4. Der Schutz einer in dem einen Staatsgebiete auf Grund dieses Artikels angemeldeten Erfindung oder eines Gebrauchsmusters kann in diesem Staatsgebiete keinen ausgedehnteren Umfang oder eine längere Dauer besitzen als in jenem Staatsgebiete, wo die Erfindung oder das Gebrauchsmuster zuerst angemeldet wurde.

5. Die Einfuhr einer in dem einen Staatsgebiete hergestellten Waare in das andere Staatsgebiet soll in dem letzteren nachtheilige Folgen für das auf Grund einer Erfindung oder eines Gebrauchsmusters gewährte Schutzrecht nicht nach sich ziehen.

6. Die von den Patentbehörden des einen Staatsgebietes herausgegebenen Ausfertigungen und Publicationen bedürfen, wenn sie bei den Patentbehörden des anderen Staatsgebietes zur Verwendung gelangen, keiner Beglaubigung.

7. Die bisher im gemeinsamen Einvernehmen ertheilten Privilegien behalten, solange sie keiner Umwandlung im Sinne neuer gesetzlicher Bestimmungen unterzogen wurden, während ihrer Dauer auch fernerhin in beiden Staatsgebieten Geltung. Die Verlängerung, sowie Ungiltigkeitserklärung solcher Privilegien erfolgt im gegenseitigen Einvernehmen der Handelsministerien der beiden Staatsgebiete.

Versagt das Handelsministerium des einen Staatsgebietes die Zustimmung zu der Verlängerung, so tritt das Privilegium für dieses Staatsgebiet ausser Wirksamkeit.

Wird die Zustimmung zu der in dem einen Staatsgebiete ausgesprochenen Ungiltigkeitserklärung verweigert oder binnen drei Monaten nach Zustellung des Antrages nicht ertheilt, so tritt das Privilegium für jenes Staatsgebiet und in jenem Umfange ausser Kraft, welches die Ungiltigkeit ausgesprochen hat.

Alle übrigen ein solches Privilegium berührenden Angelegenheiten werden sich die Handelsministerien der beiden Staatsgebiete gegenseitig mittheilen.

Für die Erwirkung der Verlängerung eines solchen Privilegiums in dem anderen Staatsgebiete gebührt demselben eine Registrirungsgebühr im Betrage von 25 Procent der bisherigen Privilegientaxe.

8. Insolange in dem einen oder anderen Staatsgebiete neue gesetzliche Bestimmungen über den Erfindungsschutz nicht in Wirksamkeit treten, bleiben dort die bisherigen Vorschriften maassgebend.

1893 § 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches am 1. Januar 1894 in Wirksamkeit tritt, ist Mein Gesammtministerium beauftragt.

Wien, am 27. December 1893.

Franz Joseph m. p.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p.
Welserheimb m. p. *Bacquehem* m. p.
Schönborn m. p. *Wurmbrand* m. p.
Madeyski m. p. *Plener* m. p.
Jaworski m. p.

2236.

27 décembre 1893.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux concernant l'exécution de la loi du 27 décembre 1893 (R. G. Bl. Nr. 191) relative à l'article XVI de l'union douanière et commerciale conclue avec le Ministère des pays de la couronne hongroise. (Lois des 27 juin 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] et 21 mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48].)

R. G. Bl. 1893, Nr. 192.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 27. December 1893 zur Durchführung des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 191), betreffend den das Privilegienwesen regelnden Artikel XVI des mit dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses (Gesetze vom 27. Juni 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] und vom 21. Mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48]).

In Durchführung des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 191), betreffend den das Privilegienwesen regelnden Artikel XVI des zwischen dem Ministerium der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses (Gesetze vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 62 und vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 48) wird Nachstehendes angeordnet:

§ 1.

Der Schutz der Erfindungen ist mit 1. Januar 1894 für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder gesondert anzusuchen und wird daselbst nur für dieses Staatsgebiet ertheilt.

§ 2. 1893

Die im Einvernehmen mit dem königlichen ungarischen Handelsminister vor dem 1. Januar 1894 bereits ertheilten oder auf Grund eines vor dem 1. Januar 1894 überreichten Gesuches noch zu ertheilenden Privilegien haben während ihrer Dauer, solange sie nicht im Sinne eines neuen Patentgesetzes unter Ausfertigung neuer Patenturkunden in Patente neuer Ordnung umgewandelt wurden, in beiden Staatsgebieten Geltung.

§ 3.

Für die Rechte und Pflichten der Besitzer der im § 2 bezeichneten Privilegien bleiben während ihrer Dauer die bisher bestandenen Vorschriften bis zu einer allfälligen Abänderung im Gesetzgebungswege maassgebend.

§ 4.

Sollte die Ertheilung eines noch vor dem 1. Januar 1894 angesuchten und auf Grund der bisher geltenden Vorschriften im Einvernehmen mit dem königlichen ungarischen Handelsministerium zu ertheilenden Privilegiums seitens des genannten Handelsministeriums verweigert werden, so wird dasselbe bloss für das diesseitige Staatsgebiet ertheilt.

In diesem Falle wird dem Gesuchsteller die erlegte, 25 Procent der Privilegiumstaxe betragende Registrirungsgebühr zurückerstattet.

§ 5.

Die am 1. Januar 1894 oder nach diesem Tage in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern von In- oder Ausländern angesuchten Privilegien werden nach Maassgabe der Bestimmungen des kaiserlichen Patentes vom 15. August 1852, R. G. Bl. Nr. 184, und der Vollzugsvorschrift zu demselben lediglich für dieses Staatsgebiet ertheilt.

Für solche Privilegien wird daher insbesondere bloss die Privilegientaxe ohne Registrirungsgebühr, demnach im Ausmaasse von:

21	fl.	—	kr.	österr.	Währ.	für	das	1. Jahr,
21	„	—	„	„	„	„	„	2. „
21	„	—	„	„	„	„	„	3. „
21	„	—	„	„	„	„	„	4. „
21	„	—	„	„	„	„	„	5. „
31	„	50	„	„	„	„	„	6. „
36	„	75	„	„	„	„	„	7. „
42	„	—	„	„	„	„	„	8. „
47	„	25	„	„	„	„	„	9. „
52	„	50	„	„	„	„	„	10. „

1893 63 fl. — kr. österr. Währ. für das 11. Jahr,
73 „ 50 „ „ „ „ „ 12. „
84 „ — „ „ „ „ „ 13. „
94 „ 50 „ „ „ „ „ 14. „
105 „ — „ „ „ „ „ 15. „
zu entrichten sein.

§ 6.

Den am 1. Januar 1894 oder nach diesem Tage in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern von In- oder Ausländern angesuchten Privilegien ist die daselbst mit dem Zeitpunkte der Ueberreichung der Erfindungsbeschreibung erlangte gleiche Priorität der Erfindung in den Ländern der ungarischen Krone gesichert, soferne spätestens 90 Tage nach dem Tage der Ertheilung des Privilegiums, als welcher der Tag der Zustellung der Privilegienurkunde angesehen wird, auch in den Ländern der ungarischen Krone um das Privilegium angesucht wird.

Umgekehrt geniessen die am 1. Januar 1894 oder nach diesem Tage in den Ländern der ungarischen Krone von In- oder Ausländern angesuchten Privilegien die daselbst erlangte Priorität der Erfindung auch in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern, soferne spätestens 90 Tage nach dem Tage der Ertheilung des Privilegiums, als welcher der Tag der Zustellung der Privilegienurkunde angesehen wird, auch in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern um das Privilegium angesucht wird.

Der für solche Erfindungen (Privilegien) auf Grund der in dem einen Staatsgebiete erfolgten Anmeldung auch in dem anderen Staatsgebiete erlangte Prioritätszeitpunkt gilt nach jeder Richtung als Anmeldezeitpunkt der Erfindung in diesem Staatsgebiete und bleibt daselbst insbesondere für die Beurtheilung der Neuheit der Erfindung, sowie für den Vorrang derselben gegenüber einer daselbst später angemeldeten gleichen Erfindung maassgebend.

§ 7.

Den im § 6 genannten Privilegiengesuchen, welche in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern behufs Zuerkennung der für die gleiche Erfindung in den Ländern der ungarischen Krone erlangten Priorität überreicht werden, sind folgende Nachweise anzuschliessen:

a) eine vom kön. ungar. Handelsministerium beglaubigte Abschrift (Nachzeichnung, Muster) der in den Ländern der ungarischen Krone überreichten, die Grundlage des daselbst ertheilten Privilegiums bildenden Beschreibung

(Musters) der Erfindung und soferne die Beschreibung 1893
dortselbst nicht in deutscher Sprache überreicht worden sein sollte, auch eine beglaubigte deutsche Uebersetzung derselben;

b) dann die für jene Erfindung ausgestellte ungarische Privilegienurkunde mit daraus zu entnehmender Angabe des Tages der Anmeldung dieser Erfindung, sowie des Tages der Ertheilung des ungarischen Privilegiums oder in Ermanglung derselben eine Bescheinigung über den Tag der Anmeldung dieser Erfindung, sowie endlich

c) eine Bescheinigung über den Tag der Zustellung der für diese Erfindung ausgestellten ungarischen Privilegienurkunde.

Letzteres Erfordernis *(c)* entfällt, wenn am Tage der Anmeldung der Erfindung im diesseitigen Staatsgebiete noch nicht 90 Tage seit dem aus der k. ungar. Privilegien-Urkunde ersichtlichen Ertheilungstage abgelaufen sind.

§ 8.

Der Schutz einer in dem einen Staatsgebiete auf Grund des § 6 angemeldeten Erfindung kann in diesem Staatsgebiete keinen ausgedehnteren Umfang oder eine längere Dauer besitzen als in jenem Staatsgebiete, wo die Erfindung zuerst angemeldet wurde.

§ 9.

Jene Personen, welche vom 1. Januar 1894 an in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern um ein Privilegium ansuchen und zur Zeit dieses ihres Ansuchens ihren Wohnsitz oder ihre Niederlassung in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern nicht besitzen, haben gleichzeitig mit dem Ansuchen um das Privilegium einen daselbst wohnhaften Bevollmächtigten mittelst ordnungsmässig ausgestellter Vollmacht zu bestellen und müssen, solange sie ihren Wohnsitz oder ihre Niederlassung nicht in die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder verlegt haben, während der Dauer ihres Privilegiums durch einen solchen Bevollmächtigten daselbst vertreten sein.

Unter den erwähnten Voraussetzungen trifft die Verpflichtung zur Bestellung eines solchen Bevollmächtigten in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern auch die Besitzer jener Privilegien, welche noch im Einvernehmen mit dem k. ungar. Handelsministerium ertheilt wurden, jedoch nachträglich lediglich in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern in Geltung blieben.

§ 10.

Gesuche und Klagen, welche ein noch im Einvernehmen mit dem Handelsministerium des anderen Staatsgebietes er-

1893 theiltes Privilegium betreffen, sind bei der zuständigen Behörde jenes Staatsgebietes zu überreichen, in welchem um die Ertheilung des Privilegiums ursprünglich und zuständigerweise angesucht wurde.

Zur Erledigung aller in die Competenz der Handelsministerien fallenden, ein solches Privilegium betreffenden Gesuche und Klagen (Erlöschungs- und Nichtigkeitsklagen) bleibt das Handelsministerium jenes Staatsgebietes ausschliesslich berufen, in welchem die Ertheilung des Privilegiums ursprünglich und zuständigerweise angesucht wurde.

Nur die Verlängerung, dann die Erlöschungs- und Nichtigerklärung solcher Privilegien erfolgt im gegenseitigen Einvernehmen der Handelsministerien beider Staatsgebiete.

Versagt das Handelsministerium des einen Staatsgebietes die Zustimmung zu der Verlängerung, so tritt das Privilegium für dieses Staatsgebiet ausser Wirksamkeit.

Die Registrirungstaxe wird in solchen Fällen zurückerstattet.

Wird die Zustimmung zu der in dem einen Staatsgebiete ausgesprochenen Ungiltigkeitserklärung in dem anderen Staatsgebiete verweigert oder binnen drei Monaten nach Zustellung des Antrages nicht ertheilt, so tritt das Privilegium für jenes Staatsgebiet ganz oder theilweise ausser Kraft, welches die gänzliche oder theilweise Ungiltigkeit ausgesprochen hat.

In diesen beiden Fällen wird ein solches bloss für ein Staatsgebiet aufrecht gebliebenes Privilegium sowohl hinsichtlich der Competenz der Behörden, als auch rücksichtlich der Rechte und Pflichten der Privilegienbesitzer als ein für jenes Staatsgebiet selbstständig ertheiltes Privilegium behandelt.

§ 11.

Ausländer haben mit 1. Januar 1894 gleich den Inländern um die Erlangung von Privilegien (Patenten) für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder gesondert anzusuchen.

§ 12.

Die den Ausländern auf Grund der Staatsverträge eingeräumten besonderen Rechte bleiben unberührt.

§ 13.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1894 in Wirksamkeit.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p.
Welsersheimb m. p. *Bacquehem* m. p.
Schönborn m. p. *Wurmbrand* m. p.
Madeyski m. p. *Plener* m. p.
Jaworski m. p.

2237.

1893

27 décembre 1893.

Loi autorisant le gouvernement I[1] R[1] à régler, d'une manière provisoire, les relations commerciales avec l'Espagne.

R. G. Bl. 1893, Nr. 202.

Gesetz vom 27. December 1893, womit die Regierung zur provisorischen Regelung der Handelsbeziehungen mit Spanien ermächtigt wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Regierung ist ermächtigt, den Verkehr mit Spanien in der mit Verordnung des Gesammtministeriums vom 30. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 235) auf Grund des Gesetzes vom 28. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 233) angeordneten oder in anderer zweckentsprechender Weise zu behandeln, beziehungsweise Vereinbarungen mit Spanien zu treffen und in Kraft zu setzen, mit der Maassgabe jedoch, dass, insoferne und insoweit diese Vorkehrungen oder Vereinbarungen ihre Wirkung über den 31. December 1894 hinaus erstrecken sollten, dieselben jedenfalls vorgängig der verfassungsmässigen Behandlung zu unterziehen sein werden.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches am 1. Januar 1894 in Kraft tritt, ist Mein Gesammtministerium beauftragt.

Wien, den 27. December 1893.

Franz Joseph m. p.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p.
Welsersheimb m. p. *Bacquehem* m. p.
Schönborn m. p. *Wurmbrand* m. p.
Madeyski m. p. *Plener* m. p.
Jaworski m. p.

2238.

31 décembre 1893.

Publication du président du conseil I[1] R[1] par laquelle l'article XVI de l'union douanière et commerciale conclue entre le Ministère des royaumes et pays représentés

1893 au Reichsrat et le Ministère des pays de la couronne hongroise est remplacé par l'article XVI contenu dans le § 1 de la loi du 27 décembre 1893 (R. G. Bl. Nr. 191).

R. G. Bl. 1893, Nr. 211.

Kundmachung des k. k. Ministerpräsidenten vom 31. December 1893, womit der Artikel XVI des zwischen dem Ministerium der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses ausser Kraft gesetzt und durch den im § 1 des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 191) enthaltenen Artikel XVI ersetzt wird.

Auf Grund der im § 1 des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 191) enthaltenen Ermächtigung wird einvernehmlich mit der königlich ungarischen Regierung der Artikel XVI des zwischen dem Ministerium der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses (Gesetze vom 27. Juni 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] und vom 21. Mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48]) ausser Kraft gesetzt und durch den im § 1 des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 191) enthaltenen Artikel XVI ersetzt.

Windisch-Graetz m. p.

2239.

31 décembre 1893.

Ordonnance des Ministères I^aux^ R^aux^ concernant le traitement douanier des provenances espagnoles à leur entrée sur le territoire douanier d'Autriche-Hongrie.

R. G. Bl. 1894, Nr. 2.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 31. December 1893, betreffend die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet.

Auf Grund des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 202) und der mit der königlich spanischen Regierung getroffenen Vereinbarung wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien bis auf weiteres verordnet, dass die mit der Verordnung des Gesammtministeriums vom 5. Februar 1892 (R. G. Bl Nr. 30) in Hinsicht

auf die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr 1893
in das österreichisch-ungarische Zollgebiet getroffenen Bestimmungen aufrecht bleiben.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p.
Welsersheimb m. p. *Bacquehem* m. p.
Schönborn m. p. *Wurmbrand* m. p.
Madeyski m. p. *Plener* m. p.
Jaworski m. p.

2240.

31 décembre 1893.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, du commerce et des finances concernant la révocation des défenses d'entrée et de transit de certaines marchandises provenant des ports français du golfe de Lyon et des départements limitrophes Hérault et Gard ainsi que de la Roumanie (les ordonnances du 21 juillet 1893 [R. G. Bl. Nr. 120] et du 27 septembre 1893 [R. G. Bl. Nr. 147]) et concernant quelques mesures prohibitives à l'égard de la Turquie.

R. G. Bl. 1894, Nr. 3.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 31. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 120) und vom 27. September 1893 (R. G. Bl. Nr. 147) erlassenen Verbote der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren aus den französischen Häfen im Golfe von Lyon und aus den an dieselben grenzenden Departements Herault und Gard, dann aus Rumänien, ferner die Erlassung von Verbotsbestimmungen gegenüber der europäischen und asiatischen Türkei.

Mit Rücksicht auf die derzeitigen Gesundheitsverhältnisse im Auslande werden im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die mit den Verordnungen vom 21. Juli 1893 (R. G. Bl. Nr. 147) erlassenen Verbote der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren aus den französischen Häfen im Golfe von Lyon und aus den Departements Herauld und Gard, sowie aus Rumänien aufgehoben.

Hingegen werden die auf Grund der Verordnung vom 3. Juni 1893 (R. G. Bl. Nr. 88) gegenüber Russland bestehenden Verbote auf die europäische und asiatische Türkei ausgedehnt.

1893 Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Bacquehem m. p. *Wurmbrand* m. p. *Plener* m. p.

2241.

20 janvier 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce apportant quelques facilités au traitement douanier dans le commerce de perfectionnement des broderies.

R. G. Bl. 1894, Nr. 29.

Verordnung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 20. Januar 1894, betreffend einige Erleichterungen in der zollämtlichen Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres.

Im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung wird in theilweiser Abänderung der §§ 10 und 35 der Ministerialverordnung vom 27. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 56), betreffend die zollämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres die Geltungsdauer der Identitätsbezeichnungen im Stickereiveredlungsverkehre von einem halben Jahre auf ein ganzes Jahr ausgedehnt und wird demzufolge der Amtsstempel für die Identificirung der Gewebe in diesem Veredlungsverkehre bei allen Zollämtern gleichmässig ganzjährig (am 1. Januar) der Farbe nach gewechselt.

Im Uebrigen bleiben die Anordnungen dieser Paragraphe unverändert in Geltung, nur wird das Beispiel in Alinea 3 des § 10 sinngemäss dahin zu modificiren sein, dass ein z. B. am 2. Januar 1894 eingeführtes Gewebe längstens bis 30. Juni 1895 zur Ausfuhr zu gelangen hat.

Die Bestimmungen der obigen Verordnung über die Abrechnung werden nach der geänderten Bestimmung über die Dauer der Einfuhrsperiode sinngemäss zu modificiren sein.

Die mit der Verordnung vom 18. November 1893 (R. G. Bl. Nr. 165) für die Bezeichnung der Gewebe im Stickereiveredlungsverkehre eingeführte grüne Stempelfarbe wird bis Ende December 1894 in Verwendung bleiben.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

2242.

1894

22 janvier 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des billes de billard dégrossies.

R. G. Bl. 1894, Nr. 31.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. Januar 1894, betreffend die Zollbehandlung von roh vorgedrechselten Billardballen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden nachstehende Ergänzungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses verfügt:

„In dem dritten Alinea der Anmerkung 2 zum Schlagworte „Drechsler- und Schnitzstoffe" ist nach den Worten „u. dgl." einzuschalten: „roh vorgedrechselte Billardballen".

Ferner ist am Schlusse des Schlagwortes „Billardbälle, Billardkugeln" die folgende Berufung aufzunehmen: „S. die Anmerkung 2 zum Schlagworte „Drechsler- und Schnitzstoffe".

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2243.

31 janvier 1894.

Ordonnance Ire par laquelle les restrictions apportées à la juridiction des tribunaux consulaires d'Autriche-Hongrie ainsi que le transfert partiel de cette juridiction aux nouveaux tribunaux mixtes érigés en Egypte sont prolongés sur la base de la loi du 16 décembre 1890 (R. G. Bl. Nr. 218).

R. G. Bl. 1894, Nr. 30.

Kaiserliche Verordnung vom 31. Januar 1894, wodurch auf Grund des Gesetzes vom 16. December 1890 (R. G. Bl. Nr. 218), betreffend die Consulargerichtsbarkeit in Aegypten, die Einschränkung der Gerichtsbarkeit der österreichisch-ungarischen Consulargerichte und deren theilweise Uebertragung an die in Aegypten errichteten gemischten Gerichte verlängert wird.

§ 1.

Die mit der kaiserlichen Verordnung vom 18. December 1875 (R. G. Bl. Nr. 153) über die Aenderungen in der Ge-

1894 richtsbarkeit der österreichisch-ungarischen Consulargerichte in Aegypten erlassenen Bestimmungen bleiben in weiterer Verlängerung des mit der kaiserlichen Verordnung vom 29. Januar 1891 (R. G. Bl. Nr. 15) zuletzt angesetzten Termines vorläufig bis 1. Februar 1899 in Geltung.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieser Verordnung ist Mein Justizminister beauftragt.

Budapest, am 31. Januar 1894.

Franz Joseph m. p.

Windisch-Graetz m. p. *Schönborn* m. p.

2244.

31 janvier 1894.

Publication des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant la convention entre le Gouvernement I^l R^l autrichien et le Gouvernement I^l russe au sujet du règlement du service douanier sur la voie ferrée entre les stations autrichienne et russe de Nowosielitza.

R. G. Bl. 1894, Nr. 32.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 31. Januar 1894, betreffend das Uebereinkommen zwischen der k. k. österreichischen und kaiserlich russischen Regierung hinsichtlich Regelung des Zollabfertigungsdienstes auf der Eisenbahnlinie zwischen Oesterreichisch- und Russisch-Nowosielizta.

(Urtext.)

En exécution de la disposition de l'article 16 de la Convention signée à Kiew, le 2/14 janvier 1893, relativement à la jonction des chemins de fer, les Gouvernements autrichien et russe sont convenus de régler de la manière suivante le service douanier sur la voie ferrée entre les stations autrichienne et russe de Nowosielitza qui traverse la ligne douanière commune.

§ 1.

La voie de raccordement entre la station autrichienne et la station russe de Nowosielitza sera considérée comme route de douane et il sera accordé aux marchandises le droit de franchir la frontière de jour, et aux voyageurs tant de jour que de nuit, les dimanches et les jours fériés non exceptés

Resteront en vigueur les prescriptions spéciales de cha- 1894
n des deux pays pour tout ce qui n'a pas été expressément
é par le présent arrangement, et notamment pour ce qui
cerne les prohibitions ou les restictions de l'importation,
l'exportation et du transit.

§ 2.

Les deux administrations de chemins de fer devront in-
rmer les administrations douanières respectives, le plus tôt
ssible et au moins huit jours à l'avance, de tout change-
ent qu'elles voudront introduire dans les réglements con-
ernant les heures de départ, de passage à la frontière et
arrivée des trains circulant de jour et de nuit.

Cette dispositon ne s'applique pas aux trains de mar-
handises facultatifs ou supplémentaires qui jouiront des faci-
tés ci-dessus mentionnées toutes les fois que leur expédition
ura été signalée en temps utile aux bureaux douaniers res-
ectifs.

§ 3.

Les bureaux de douane établis dans la station autri-
hienne et dans la station russe de Nowosielitza feront,
hacun en ce qui le concerne, les opérations relatives aux
marchandises d'importation, d'exportation et de transit.

Les dits bureaux seront pourvus des autorisations néces-
saires afin de pouvoir, autant que possible, tenir compte dans
leurs opérations des intérêts du trafic et du commerce inter-
national.

Pour faciliter le trafic local entre les deux stations-fron-
tière, les deux Gouvernements se déclarent disposés à y
envoyer, respectivement à y admettre des organes de la
douane et de la garde des finances (gardes-frontière) pour
procéder dans ces stations au dédouanement des marchan-
dises qui y ont été embarquées et qui sont destinées à entrer
dans l'autre Etat ou à transiter par son territoire. Les ad-
ministrations des chemins de fer respectifs mettront à la
disposition de ces agents les locaux nécessaires pour ces
opérations douanières.

Les agents de douane et des finances (gardes-frontière)
appelés à faire les opérations de révision en question pourront,
pour se rendre de l'une des stations-frontière à l'autre et
vice-versa, se servir gratuitement des trains réguliers de
voyageurs ou de marchandises.

Les formalités à observer dans ces opérations seront
fixées d'un commun accord entre les chefs des bureaux de
douane respectifs et seront introduites immédiatement après
avoir reçu l'approbation des deux administrations douanières.

1894 Les deux Gouvernements se réservent le droit, de retirer, après avis donné six semaines à l'avance, ces facilités dans le cas, où il aurait été constaté des abus ayant pour but d'introduire des marchandises en fraude.

Ce retrait, par l'une des administrations douanières, des facilités dont il s'agit, entraîne la même mesure de la part de l'autre, à moins que cette dernière ne déclare expressément son intention de maintenir unilatéralement ces facilités.

§ 4.

En ce qui concerne les formalités à observer par rapport à la révision douanière et à l'expédition des bagages des voyageurs, ainsi que des marchandises d'importation, d'exportation ou de transit, les deux Gouvernements se donnent mutuellement l'assurance qu'ils ne traiteront pas moins favorablement les lignes de chemins de fer faisant l'objet du présent arrangement que toute autre de leurs voies ferrées aboutissant à la frontière et qu'ils admettront en même temps, dans l'intérêt du commerce, toute facilité et toute simplification compatibles avec les lois en vigueur dans leurs Etats respectifs.

Chaque train doit être accompagné de tous les documents requis par les règlements en vigueur dans l'Etat respectif.

Les marchandises expédiées à grande vitesse, par des trains de voyageurs, seront soumises aux conditions et formalités prescrites pour les objets transportés par les trains de marchandises.

§ 5.

Les trains circulant sur la section entre les deux gares-frontière devront la parcourir sans aucun arrêt.

Dans le cas où les administrations douanières de deux pays jugeront nécessaire de faire escorter les trains par leurs agents, ceux-ci pourront accompagner les trains dans les deux sens d'une gare-frontière à l'autre.

Dans ce cas, les agents d'escorte auront droit au parcours gratuit, tant à l'aller qu'au retour, et prendront place, soit sur les plates-formes, soit dans les wagons de marchandises, soit dans les voitures à voyageurs de la classe à laquelle ils ont droit selon leur grade.

§ 6.

Les wagons de marchandises circulant sur la ligne de chemin de fer reliant les deux stations de Nowosielitza devront être construits de manière que leur plombage pourra s'effectuer en conformité des dispositions en vigueur dans chacun des deux Etats.

Il est loisible à l'administration douanière de chacun des 1894
u pays de faire apposer les plombs par ses employés ou
nts accompagnant les trains aux wagons chargés de mar-
ndises à destination de son pays, même quand ces wagons
trouvent encore sur le territoire (dans la station) de
utre pays.

§ 7.

Au passage de la frontière, il ne devra se trouver dans
wagons de voyageurs que de petits objets qui se portent
la main ou que les voyageurs ont l'habitude de garder
près d'eux.

La visite des bagages des voyageurs s'effectuera dans
aque Etat conformément aux conditions et formalités qui
sont prescrites. Il sera tenu compte autant que possible des
soins d'un transport rapide.

§ 8.

Les deux Gouvernements affranchiront de la formalité
u passe-port les agents de finances (gardes-frontière) et les
mployés des deux Etats qui se légitimeront comme tels, soit
r leur uniforme, soit par les certificats de leurs supérieurs,
rsque, par suite du service résultant du présent arrange-
ent, ils auraient à franchir la frontière.

Les dits agents ou employés auront le droit de porter
s armes faisant partie de leur tenue d'uniforme.

§ 9.

L'approbation des certificats de sortie ou d'entrée rela-
ifs aux marchandises qui entrent ou sortent par le bureau
e l'autre Etat se fera, de la manière la plus expéditive, par
xemple par une simple annotation sur les papiers du bureau
e l'autre Etat.

§ 10.

Les bureaux de douane des deux Etats se communique-
ront mutuellement, de la manière la plus expéditive, leurs
bservations sur les faits qui ont porté ou qui pourraient
porter préjudice aux intérêts douaniers réciproques ou bien
aux mesures prohibitives en vigueur dans l'un ou dans l'autre
Etat, par rapport à l'importation, à l'exportation et au transit.

Les employés supérieurs de l'administration douanière et
les chefs de chacun des deux bureaux de douane pourront
prendre connaissance de tous les registres douaniers de
l'autre bureau et en tirer des copies ou des extraits.

1894 § 11.

Les deux Gouvernements s'engagent à veiller récip quement à ce que les administrations de chemins de n'accordent sciemment ni emploi, ni travail, dans les ga de frontière et sur la ligne de jonction, aux individus auraient été légalement condamnés pour contrebande ou fractions graves aux lois douanières et fiscales.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

(Uebersetzung.)

In Durchführung des Artikels 16 der Eisenbahnanschlu Convention bei Nowosielitza ddo. Kiew, 2./14. Januar 18 wird in Ansehung des Zollabfertigungsdienstes auf der beiderseitige Zolllinie überschreitenden Eisenbahn zwisch Oesterreichisch-Nowosielitza und Russisch-Nowosielitza v der k. k. österreichischen und der kaiserlich russischen gierung Folgendes vereinbart:

§ 1.

Die Eisenbahnlinie zwischen Oesterreichisch-Nowosielit und Russisch-Nowosielitza wird als Zollstrasse erklärt u dürfen Güter die Grenze bei Tag, Reisende sowohl bei T als bei Nacht und an Sonn- und Feiertagen überschreit

Soweit durch das gegenwärtige Uebereinkommen nic Besonderes vorgesehen ist und namentlich in Bezug auf V bote oder Beschränkungen der Ein-, Aus- und Durchfu bleiben die besonderen Vorschriften jedes der beiden V tragsstaaten in Kraft.

§ 2.

Die beiderseitigen Bahnverwaltungen haben die betr fenden Zollbehörden von allen Aenderungen, welche sie Bezug auf die Regelung der Abfahrts- und Ankunftszeit u des Grenzüberganges der Tages- und Nachtzüge einzuführ beabsichtigen, sobald als möglich, spätestens aber acht Ta vorher in Kenntnis zu setzen.

Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf facultati oder nach Erfordernis verkehrende Güterzüge, welche d vorerwähnten Erleichterungen gleichfalls theilhaftig sein soll sobald die Einleitung derselben den betreffenden Zollämte rechtzeitig bekannt gegeben worden ist.

§ 3.

Die in den Grenzbahnhöfen zu Oesterreichisch-Now sielitza und Russisch-Nowosielitza bestehenden Zollämt werden, jedes für seinen Dienstbereich, die auf die Ei

Aus- und Durchfuhr der Waaren bezüglichen Amtshandlungen 1894
vornehmen.

Die genannten Aemter werden mit den erforderlichen Befugnissen versehen werden, um bei ihren Amtshandlungen den Interessen des internationalen Handels und Verkehres soviel wie möglich Rechnung tragen zu können.

Um den Localverkehr zwischen den beiden Grenzstationen zu fördern, erklären sich die beiderseitigen Regierungen bereit, Organe der Zollverwaltung und der Finanzwache (Grenzwache) in die auf dem Gebiete des anderen Staates gelegene Station zu dem Zwecke zu entsenden, beziehungsweise einzulassen, um schon in diesen Stationen die daselbst zur Aufgabe gelangenden, zum Eintritte in den anderen Staat oder zur Durchfuhr durch denselben bestimmten Güter zollämtlich abfertigen zu können.

Die zu diesen Abfertigungen etwa nothwendigen Räumlichkeiten sind seitens der betreffenden Bahnverwaltungen beizustellen: die Beförderung der designirten Zoll- und Finanzwach- (Grenzwach-) Organe zu und von der gegenüberlegenden Station hat unentgeltlich mit den fahrplanmässig verkehrenden Personen- oder Lastzügen zu geschehen.

Die näheren Modalitäten dieser Abfertigung sind zwischen den Vorständen der betreffenden Zollämter einvernehmlich zu entwerfen und ist nach deren Genehmigung durch die beiderseitigen Zollverwaltungen diese Abfertigungsart ungesäumt zu activiren. Beide Regierungen behalten sich das Recht vor, diese Begünstigung im Falle constatirten Missbrauches derselben für Zwecke von Zollhinterziehungen gegen sechswöchentliche Kündigung zurückzunehmen. Wird aber diese Begünstigung seitens einer Zollverwaltung zurückgenommen, so hört sie auch auf Seite der anderen Zollverwaltung in dem Falle auf, wenn die andere Zollverwaltung nicht ausdrücklich erklärt, dass sie gegen den einseitigen Fortbestand der in Rede stehenden Abfertigungsart nichts einzuwenden findet.

§ 4.

In Betreff der Förmlichkeiten der zollämtlichen Revision und Abfertigung des Passagiergepäckes, sowie der Ein-, Aus- und Durchfuhrgüter ertheilen die hohen vertragschliessenden Theile sich gegenseitig die Zusage, dass sie die den Gegenstand des gegenwärtigen Uebereinkommens bildenden Bahnlinien nicht ungünstiger als jede andere ihrer an der Grenze ausmündenden Eisenbahnlinien behandeln, und dass sie zugleich im Interesse des Verkehres jede nach den in ihren respectiven Staaten bestehenden Gesetzen zulässige Erleichterung und Vereinfachung zugestehen werden.

1894 Jeder Zug muss von allen Documenten, welche nach den bestehenden Reglements der betreffenden Staaten erforderlich sind, begleitet sein.

Die mit Personenzügen beförderten Eilgüter unterliegen denselben Bedingungen und Formalitäten, welche für die mit Güterzügen beförderten Waaren vorgeschrieben sind.

§ 5.

Auf der zwischen den beiderseitigen Grenzbahnhöfen gelegenen Bahnstrecke dürfen die Züge keinerlei Aufenthalt nehmen.

Soferne die Zollverwaltungen der beiden Staaten eine Begleitung der Züge durch ihre Organe für nothwendig erachten sollten, ist es den letzteren gestattet, die Züge nach beiden Richtungen von einem Grenzbahnhofe zum anderen zu begleiten.

Die begleitenden Organe haben in diesem Falle Anspruch auf unentgeltliche Beförderung bei der Hin- und Rückfahrt und können auf den Plattformen, den Güterwagen oder in den Personenwagen jener Classe, auf welche sie nach ihrem Dienstrange Anspruch haben, Platz nehmen.

§ 6.

Die auf der Strecke von Oesterreichisch-Nowosielitza nach Russisch-Nowosielitza und umgekehrt in Verwendung befindlichen Waggons müssen zur Anlegung des zollämtlichen Verschlusses nach den in beiden Staaten bestehenden Vorschriften eingerichtet sein.

Der Zollverwaltung eines jeden der beiden Staaten steht es frei, die für den Eintritt in denselben bestimmten, beladenen Güterwaggons noch auf dem Gebiete (in der Station) des anderen Staates durch seine zur Zugsbegleitung bestimmten Organe unter zollämtlichen Verschluss legen zu lassen.

§ 7.

Beim Ueberschreiten der Grenze dürfen sich in den Personenwagen nur solche Gegenstände geringen Umfanges befinden, welche in der Hand getragen oder von den Reisenden gewöhnlich bei sich behalten werden.

Die Revision des Passagiersgepäckes wird in beiden Staaten nach den daselbst vorgeschriebenen Bedingungen und Formalitäten stattfinden, wobei dem Bedürfnisse rascher Beförderung nach Möglichkeit Rechnung getragen werden soll.

§ 8. 1894

Die beiden Regierungen werden die beiderseitigen Finanz- (Grenz-) Wachbediensteten und Staatsbeamten, welche sich als solche durch ihre Uniform oder durch Certificate ihrer Vorgesetzten legitimiren, von den Passförmlichkeiten befreien, wenn dieselben in Folge der aus dem gegenwärtigen Uebereinkommen sich ergebenden Dienstesverrichtungen die Grenze zu überschreiten haben.

Die erwähnten Beamten und Bediensteten sind berechtigt, die einen Bestandtheil ihrer Uniformirung bildenden Waffen zu tragen.

§ 9.

Die Bestätigung über die Ausgangs- oder Eintrittsabfertigung der über das Amt des anderen Staates ein- oder ausgehenden Güter hat auf dem kürzesten Wege, wie beispielsweise mittelst einfachen Ansatzes auf dem Papiere des anderen Amtes zu erfolgen.

§ 10.

Die Aemter der beiden Staaten werden sich gegenseitig ihre Wahrnehmungen über Vorgänge, welche eine Verletzung der gegenseitigen Zollinteressen oder der in einem oder anderem Staate bestehenden Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote erkennen oder vermuthen lassen, im kürzesten Wege mittheilen.

Die Oberbeamten der Zollverwaltung und die Vorstände jedes der beiden Zollämter sind berechtigt, in sämmtliche Zollregister des anderen Amtes Einsicht zu nehmen und daraus Abschriften oder Auszüge zu erheben.

§ 11.

Die beiderseitigen Regierungen leisten sich gegenseitig die Zusage, darüber zu wachen, dass seitens der Eisenbahnverwaltungen solchen Individuen, welche wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt worden sind, wissentlich keine Anstellung oder Arbeit in den Grenzbahnhöfen oder auf der Verbindungslinie gewährt werde.

Diese Kundmachung tritt sofort in Wirksamkeit.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

1894

2245.

1 février 1894.

Publication du Ministère I^l R^l du commerce apportant quelques facilités au commerce réciproque des chemins de fer d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suisse, relativement aux objets admis conditionnellement au transport par la convention internationale sur le transport par chemins de fer du 14 octobre 1890 (R. G. Bl. No. 186 ex 1892).

R. G. Bl. 1894, Nr. 25.

Kundmachung des Handelsministeriums vom 1. Februar 1894, womit erleichternde Vorschriften für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Eisenbahnen Oesterreich-Ungarns, Deutschlands, der Niederlande und der Schweiz rücksichtlich der nach dem internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahn-Frachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) bedingungsweise zur Beförderung zugelassenen Gegenstände erlassen werden.

Die nachstehenden zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, den Niederlanden und der Schweiz vereinbarten erleichternden Vorschriften für den wechselseitigen Verkehr der Eisenbahnen rücksichtlich der bedingungsweise zur Beförderung zugelassenen Gegenstände (§ 1, letzter Absatz der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahn-Frachtenverkehr [R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892]) werden hiermit mit dem Beifügen kundgemacht, dass diese Vorschriften sich nicht auf den Wechselverkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und Deutschland beziehen, für letzteren lediglich die am 20. December 1892 kundgemachte Specialvereinbarung nebst Nachträgen (R. G. Bl. Nr. 226 vom Jahre 1892 und Nr. 43 und 137 vom Jahre 1893) maassgebend, bleibt:

A.

Zu § 1, Ziffer 1, 2 und 3 der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen.

Vorschriften über die Beförderung von Kostbarkeiten und Kunstgegenständen, sowie von Leichen.

1.

Gold- und Silberbarren, Platina, Geld, geldwerthe Münzen und Papiere, Documente, Edelsteine, echte Perlen, Pretiosen und andere Kostbarkeiten, ferner Kunstgegenstände, wie

Gemälde, Gegenstände aus Erzguss, Antiquitäten, werden im 1894
internationalen Verkehr auf Grund des im Berner Uebereinkommen vorgesehenen internationalen Frachtbriefes, und zwar entweder nach Maassgabe von Vereinbarungen zwischen den Regierungen der betheiligten Staaten, oder von Tarifbestimmungen, welche von den dazu ermächtigten Bahnverwaltungen aufgestellt und von allen zuständigen Aufsichtsbehörden genehmigt sind, zugelassen.

Zu den Kostbarkeiten sind beispielsweise auch besonders werthvolle Spitzen und besonders werthvolle Stickereien zu rechnen.

II.

Leichentransporte werden auf Grund des internationalen Frachtbriefes unter folgenden Bedingungen zugelassen:

1. Die Beförderung erfolgt als Eilgut.
2. Die Transportgebühren sind bei der Aufgabe zu entrichten.
3. Die Leiche muss während der Beförderung von einer dazu beauftragten Person begleitet sein.
4. Die Beförderung unterliegt im Gebiete jedes einzelnen Staates den daselbst in polizeilicher Beziehung geltenden Gesetzen und Verordnungen, soweit nicht unter den betheiligten Staaten besondere Abmachungen getroffen sind.

B.

Zu Anlage 1 der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen.

Vorschriften über bedingungsweise zur Beförderung zugelassene Gegenstände.

I.

Petarden für Knallhaltesignale auf den Eisenbahnen müssen fest in Papierschnitzel, Sägemehl oder Gips verpackt oder auf andere Weise so fest und getrennt gelegt sein, dass die Blechkapseln sich weder selbst untereinander, noch einen anderen Körper berühren können. Die Kisten, in denen die Verpackung geschieht, müssen von mindestens 26 Millimeter starken, gespundeten Brettern angefertigt, durch Holzschrauben zusammengehalten, vollständig dicht gemacht und mit einer zweiten dichten Kiste umgeben sein, dabei darf die äussere Kiste keinen grösseren Raum als 0·06 Kubikmeter haben.

Die Annahme zur Beförderung erfolgt nur dann, wenn die Frachtbriefe mit einer ämtlichen Bescheinigung über die vorschriftsmässig ausgeführte Verpackung versehen sind.

1894

II.

Zündhütchen für Schusswaffen und für Geschosse, Zündspiegel, nicht sprengkräftige Zündungen und Patronenhülsen mit Zündvorrichtungen müssen sorgfältig in feste Kisten oder Fässer verpackt und jedes Collo muss mit einem besonderen, je nach dem Inhalte die Bezeichnung „Zündhütchen" oder „Zündspiegel" etc. tragenden Zettel beklebt sein.

III.

Streichhölzer und andere Reib- und Streichzünder (als Zündlichtchen, Zündschwämme etc.) müssen in Behältnisse aus starkem Eisenblech oder aus festgefügtem Holz von nicht über 1·2 Kubikmeter Grösse sorgfältig und dergestalt fest verpackt sein, dass der Raum der Behältnisse völlig ausgefüllt ist. Die hölzernen Behältnisse sind äusserlich deutlich mit dem Inhalte zu bezeichnen.

Bei Streichhölzern, deren Zündköpfe ein Gemisch von gelbem Phosphor und chlorsaurem Kali enthalten, darf der Gehalt der chemisch trockenen Zündmasse an Phosphor 10 Procent, derjenige an chlorsaurem Kali 40 Procent nicht übersteigen. Jeder derartigen Sendung muss eine vom Fabrikanten ausgestellte Bescheinigung, dass diese Grenzen eingehalten sind, beigefügt werden.

IV.

Sicherheitszünder, d. h. solche Zündschnüre, welche aus einem dünnen, dichten Schlauche bestehen, in dessen Innerem eine verhältnismässig geringe Menge Schiesspulver enthalten ist, unterliegen den unter Nr. III (Absatz 1) gegebenen Vorschriften.

V.

Bucher'sche Feuerlöschdosen in blechernen Hülsen werden nur in höchstens 10 Kilogramm enthaltenden Kistchen, welche inwendig mit Papier verklebt und ausserdem in gleichfalls ausgeklebten, grösseren Kisten eingeschlossen sind, zum Transporte zugelassen.

VI.

Gewöhnlicher (weisser oder gelber) Phosphor muss mit Wasser umgeben, in Blechbüchsen, welche höchstens 30 Kilogramm fassen und verlöthet sind, in starke Kisten fest verpackt sein. Die Kisten müssen ausserdem zwei starke Handhaben besitzen, dürfen nicht mehr als 100 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „gewöhnlichen gelben (weissen) Phosphor enthaltend" und mit „oben" bezeichnet sein.

Amorpher (rother) Phosphor ist in gut verlöthete Blechbüchsen, welche in starke Kisten mit Sägespänen eingesetzt sind, zu verpacken. Diese Kisten dürfen nicht mehr als 90 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „rothen Phosphor enthaltend" bezeichnet sein. 1894

VII.

Rohes, unkrystallisirtes Schwefelnatrium wird nur in dichten Blechbehältern, raffinirtes, krystallisirtes Schwefelnatrium nur in wasserdichte Fässer oder andere wasserdichte Behälter verpackt zur Beförderung übernommen.

Gebrauchte eisen- oder manganhaltige Gasreinigungsmasse wird — sofern sie nicht in dichte Blechbehälter verpackt zur Aufgabe gelangt — nur in eisernen Wagen zur Beförderung übernommen. Falls diese Wagen nicht mit festschliessenden eisernen Deckeln versehen sind, ist die Ladung mit Wagendecken, welche so präparirt sind, dass sie durch directe Berührung mit Flammen nicht entzündet werden, vollständig einzudecken. Der Absender und der Empfänger hat das Auf-, beziehungsweise Abladen selbst zu besorgen. Auch hat der Absender auf Verlangen der Bahnverwaltung die Wagendecken selbst zu beschaffen.

Unter gleichen Bedingungen, wie rohes unkrystallisiertes Schwefelnatrium, werden Natroncoaks (ein bei der Bereitung der Theeröle erhaltenes Nebenproduct) zur Beförderung übernommen.

VIII.

Celloïdin, ein durch unvollständiges Verdunsten des im Collodium enthaltenen Alkohols hergestelltes, seifenartig aussehendes, im wesentlichen aus Collodiumwolle bestehendes Präparat, wird nur zur Beförderung angenommen, wenn die einzelnen Celloïdinplatten so verpackt sind, dass das Vertrocknen derselben vollständig verhindert wird.

VIII *a*.

Schwefeläther wird nur befördert entweder

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem oder geschweisstem Eisenblech mit höchstens 500 Kilogramm Inhalt oder

2. in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas von höchstens 60 Kilogramm Bruttogewicht, deren Verpackung nachstehenden Vorschriften entspricht:

a) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen sie in starke Holzkisten mit Stroh, Heu,

1894 Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

b) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder ähnlichem Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein.

Bei Blech- und Metallgefässen beträgt die höchste zulässige Füllung ein Kilogramm Flüssigkeit für je 1·55 Liter Fassungsraum des Behälters. Beispielsweise darf also ein Metallbehälter, der 15·50 Liter Wasser fasst, nicht mehr als 10 Kilogramm Schwefeläther enthalten.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

IX.

Flüssigkeiten, welche Schwefeläther in grösseren Quantitäten enthalten (Hoffmannstropfen und Collodium), dürfen nur in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas versendet werden, deren Verpackung nachstehende Beschaffenheit haben muss:

1. Werden mehrere Gefässe mit diesen Präparaten in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

2. bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 60 Kilogramm nicht übersteigen.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

X.

Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol) wird ausschliesslich auf offenen Wagen ohne Decken befördert und nur

entweder

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem Eisenblech bis zu 500 Kilogramm Inhalt,

oder

2. in Blechgefässen von höchstens 75 Kilogramm Brutto, 1894
welche oben und unten durch eiserne Bänder verstärkt sind. Derartige Gefässe müssen entweder von geflochtenen Körben oder Kübeln umschlossen oder in Kisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen verpackt sein,

oder

3. in Glasgefässen, die in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen eingeführt sind.

Bei Blechgefässen beträgt die höchste zulässige Fassung ein Kilogramm Flüssigkeit für je 0·825 Liter Fassungsraum des Behälters.

Schwefelkohlenstoff im Gewichte von höchstens zwei Kilogramm darf mit anderen bedingungslos zur Eisenbahnbeförderung zugelassenen Gegenständen zu einem Frachtstück vereinigt werden, wenn der Schwefelkohlenstoff sich in dicht verschlossenen Blechflaschen befindet und mit dem übrigen Inhalte des Frachtstückes in eine starke Kiste mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl oder anderen lockeren Stoffen fest eingebettet ist. Das Frachtstück darf nur in offenen Wagen ohne Decken befördert werden, und auf dem Frachtbriefe muss besonders bemerkt sein, dass das Frachtstück Schwefelkohlenstoff enthält.

XI.

Holzgeist in rohem und rectificirtem Zustande und Aceton werden — sofern sie nicht in besonders dazu construirten Wagen (Bassinwagen) oder in Fässern zur Aufgabe gelangen — nur in Metall- oder Glasgefässen zur Beförderung zugelassen. Diese Gefässe müssen in der unter Nr. IX vorgeschriebenen Weise verpackt sein.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

XII.

Grünkalk wird nur auf offenen Wagen befördert.

XIII.

Chlorsaures Kali und andere chlorsaure Salze müssen sorgfältig in dichte, mit Papier ausgeklebte Fässer oder Kisten verpackt sein.

XIV.

Pikrinsäure wird nur gegen eine von einem der Bahn bekannten Chemiker auf dem Frachtbriefe auszustellende Be-

1894 scheinigung über die Ungefährlichkeit der aufgegebenen Pikrinsäure befördert.

Blei darf zur Verpackung von Pikrinsäure nicht verwendet und nicht mit Pikrinsäure zusammen in demselben Wagen verladen werden. Mit Blei ausgekleidete oder mit Blei gedeckte Wagen dürfen zur Beförderung nicht verwendet werden.

XV.

Flüssige Mineralsäuren aller Art (insbesondere Schwefelsäure, Vitriolöl, Salzsäure, Salpetersäure, Scheidewasser), sowie Chlorschwefel unterliegen nachstehenden Vorschriften:

1. Falls diese Producte in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt werden, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein.

Falls dieselben in Metall-, Holz- oder Gummibehältern versendet werden, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

2. Vorbehaltlich der Bestimmungen unter Nr. XXXV müssen diese Stoffe stets getrennt verladen und dürfen namentlich mit anderen Chemikalien nicht in einen und denselben Wagen gebracht werden.

3. Die Vorschriften unter Ziffer 1 und 2 gelten auch für die Gefässe, in welchen die genannten Gegenstände transportirt worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

XVI.

Aetzlauge (Aetznatronlauge, Sodalauge, Aetzkalilauge, Pottaschenlauge), ferner Oelsatz (Rückstände von der Oelraffinerie) und Brom unterliegen den Vorschriften unter Nr. XV, 1 und 3 (mit Ausnahme der bei 3 angezogenen Bestimmung unter 2).

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

XVII.

Auf den Transport von rother, rauchender Salpetersäure finden die unter Nr. XV gegebenen Vorschriften mit der Maassgabe Anwendung, dass die Ballons und Flaschen in den Gefässen mit einem mindestens ihrem Inhalte gleichkommenden Volumen getrockneter Infusorienerde oder anderer geeigneter trockenerdiger Stoffe umgeben sein müssen.

XVIII. 1894

Wasserfreie Schwefelsäure (Anhydrit, sogenanntes festes Oleum) darf nur befördert werden:

entweder

1. in gut verlötheten, starken, verzinnten Eisenblechbüchsen,

oder

2. in starken Eisen- oder Kupferflaschen, deren Güsse luftdicht verschlossen, verkittet und überdies mit einer Hülle von Thon versehen sind.

Die Büchsen und Flaschen müssen von einem fein zertheilten anorganischen Stoffe wie Schlackenwolle, Infusorienerde, Asche oder dergleichen umgeben und in starke Holzkisten fest verpackt sein.

Im übrigen finden die Bestimmungen unter Nr. XV, 2 und 3, Anwendung.

XIX.

Für Firnisse und mit Firnis versetzte Farben, ferner ätherische und fette Oele, sowie für sämmtliche Aetherarten, mit Ausnahme von Schwefeläther (vgl. Nr. VIII *a*) und von Petroleumäther (vgl. Nr. XXII), für absoluten Alkohol, Weingeist (Spiritus), Sprit und andere unter Nr. XI nicht genannte Spirituosen sind, sofern sie in Ballons, Flaschen oder Kruken zur Beförderung gelangen, die Vorschriften unter Nr. XV 1, Absatz 1, maassgebend.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

XX.

Petroleum, rohes und gereinigtes, sofern es bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von mindestens 0·780 hat, oder bei einem Barometerstande von 760 Millimeter (auf die Meereshöhe reducirt) im Abelschen Apparat nicht unter 21 Grad Celsius entzündliche Dämpfe gibt (Testpetroleum);

die aus Braunkohlentheer bereiteten Oele, sofern dieselben mindestens das vorgenannte specifische Gewicht haben (Solaröl, Photogen etc.);

ferner Steinkohlentheeröle (Benzol, Toluol, Xylol, Cumol etc.), sowie Mirbanöl (Nitrobenzol)

unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen, sofern nicht besonders dazu construirte Wagen (Bassinwagen) zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

1894 oder

b) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Schilf, Rohr oder ähnlichem Materiale besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf bei Verwendung von Glasgefässen 60 Kilogramm und bei Verwendung von Gefässen aus Steinzeug 75 Kilogramm nicht übersteigen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

6. Aus dem Frachtbriefe muss zu ersehen sein, dass die im Absatz 1 und 2 dieser Nummer aufgeführten Gegenstände ein specifisches Gewicht von mindestens 0·780 haben, oder dass das Petroleum der im Eingang angeführten Bestimmung, betreffend den Entflammungspunkt entspricht. Fehlt im Frachtbriefe eine solche Angabe, so finden die Beförderungsbedingungen unter Nr. XXII (betreffend Petroleumäther etc.) Anwendung.

XXI.

Petroleum, rohes und gereinigtes, Petroleumnaphtha und Destillate aus Petroleum und Petroleum-

naphtha, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein spe- 1894
cifisches Gewicht von weniger als 0·780 und mehr als 0·680 haben (Benzin, Ligroin und Putzöl),

unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen, sofern nicht besonders dazu construirte Wagen (Bassinwagen) zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

oder

b) in dichten, widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

6. Bei der Verladung und Entladung dürfen die Körbe oder Kübel mit Glasballons nicht auf Karren gefahren, noch auf der Schulter oder dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

1894 7. Die Körbe und Kübel sind im Eisenbahnwagen sicher zu lagern und entsprechend zu befestigen. Die Verladung darf nicht übereinander, sondern nur in einer einfachen Schicht nebeneinander erfolgen.

8. Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten. An den Wagen ist ein rother Zettel mit der Aufschrift „Vorsichtig rangiren" anzubringen.

9. Aus dem Frachtbriefe muss zu ersehen sein, dass die im Absatz 1 dieser Nummer aufgeführten Gegenstände bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger als 0·780 und mehr als 0·680 haben. Fehlt im Frachtbrief eine solche Angabe, so finden die Beförderungsbedingungen unter Nr. XXII (betreffend Petroleumäther etc.) Anwendung.

XXII.

Petroleumäther (Gasolin, Neolin etc.) und ähnliche aus Petroleumnaphtha oder Braunkohlentheer bereitete leicht entzündliche Producte, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von 0·680 oder weniger haben, unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstande dürfen nur befördert werden:
entweder
a) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen,
oder
b) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug, in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:
aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Streu, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;
bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Schilf, Rohr oder ähnlichem Materiale besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen;
c) in luftdicht verschlossenen Kessel-(Bassin-)Wagen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vor-

handenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich 1894
verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

6. Bei der Verladung und Entladung dürfen die Körbe oder Kübel mit Glasballons nicht auf Karren gefahren, noch auf der Schulter oder dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

7. Die Körbe und Kübel sind im Eisenbahnwagen sicher zu lagern und entsprechend zu befestigen. Die Verladung darf nicht übereinander, sondern nur in einer einfachen Schicht nebeneinander erfolgen.

8. Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen; Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten. An den Wagen ist ein rother Zettel mit der Aufschrift „Vorsichtig rangiren" anzubringen.

XXIII.

Die Beförderung von Terpentinöl und sonstigen übelriechenden Oelen, desgleichen von Salmiakgeist, findet nur in offenen Wagen statt.

Diese Bestimmung gilt auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vgl. Nr. XXXV.

XXIV.

Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säure (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rothes Arsenik (Realgar), Scherbenkobalt (Fliegenstein) etc., werden nur dann zum Transport vorgenommen, wenn:

1. Auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte: „Arsenik (Gift)" angebracht sind, und

1894 2. die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a) in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem, trockenem Holze gefertigt und inwendig mit dichter Leinwand oder ähnlichen dichten Geweben verklebt sein müssen,

oder

b) in Säcken von getheerter Leinwand, welche in einfache Fässer von starkem, trockenem Holze verpackt sind,

oder

c) in verlötheten Blechcylindern, welche mit festen Holzmänteln (Ueberfässern) bekleidet sind, deren Böden mit Einlagereifen gesichert sind.

XXV.

Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure, unterliegen den Bestimmungen unter XXIV, 1, und unter XV, 1 und 3 (mit Ausnahme der bei 3 angezogenen Bestimmungen unter 2).

XXVI.

Andere giftige Metallpräparate (giftige Metallfarben, Metallsalze etc.), wohin insbesondere Quecksilberpräparate, als Sublimat, Kalomel, weisses und rothes Präcipitat, Zinnober, ferner Kupfersalze und Kupferfarben, als Kupfervitriol, Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente, desgleichen Bleipräparate, als Bleiglätte (Massikot), Mennige, Bleizucker und andere Bleisalze, Bleiweiss und andere Bleifarben, auch Zinkstaub, sowie Zink- und Antimonasche gehören, dürfen nur in dichten, von festem, trockenem Holze gefertigten, mit Einlagestreifen, beziehungsweise Umfassungsbändern versehenen Fässern oder Kisten zum Transporte aufgegeben werden. Die Umschliessungen müssen so beschaffen sein, dass durch die beim Transporte unvermeidlichen Erschütterungen, Stösse etc. ein Verstauben der Stoffe durch die Fugen nicht eintritt.

XXVII.

Hefe, sowohl flüssige als feste, ist in Gefässen, welche nicht luftdicht geschlossen sind, zur Beförderung aufzugeben. Falls die Eisenbahnverwaltung die Aufgabe in anderen Gefässen gestattet, ist dieselbe berechtigt, von dem Absender zu verlangen, dass er sich verpflichtet:

1. keinerlei Ansprüche zu erheben, dass derartige Sendungen von den Anschlussbahnen zurückgewiesen werden; 1894

2. für allen Schaden aufzukommen, der anderen Gütern oder dem Material in Folge dieser Transportart erwächst, und zwar gegen Vorlage einer einfachen Kostenrechnung, deren Richtigkeit in jeder Beziehung ein- für allemal zum voraus anerkannt wird;

3. keinerlei Ansprüche wegen der in Folge der fraglichen Transportart an den Gefässen oder an deren Inhalt entstehenden Beschädigungen oder Abgängen zu erheben.

Auf Presshefe finden obige Transportbeschränkungen keine Anwendung.

XXVIII.

Kienruss und andere pulverförmige Arten von Russ werden nur in dichten, gegen Durchstäuben Sicherheit gewährenden Umhüllungen (Säcken, Fässern, Kisten u. dgl.) verpackt zur Beförderung zugelassen.

Befindet sich der Russ in frisch geglühtem Zustande, so sind zur Verpackung kleine, in dauerhafte Körbe verpackte Tönnchen oder Gefässe zu verwenden, welche im Innern mit Papier, Leinwand oder ähnlichen Stoffen dicht verklebt sind.

Aus dem Frachtbriefe muss ersichtlich sein, ob der Russ sich in frisch geglühtem Zustande befindet oder nicht, andernfalls wird er als frisch geglüht behandelt.

XXIX.

Gemahlene oder körnige Holzkohle wird nur verpackt zur Beförderung zugelassen.

Befindet sie sich in frisch geglühtem Zustande, so sind zur Verpackung zu verwenden:

entweder

a) luftdicht verschlossene Behälter aus starkem Eisenblech,

oder

b) luftdichte, aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen, gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer), deren beide Enden mit eisernen Reifen versehen, deren Bodenstücke aus starkem, abgedrehtem Holze mittelst eiserner Holzschrauben an die eisernen Reifen geschraubt und deren Fugen mit Papier- oder Leinwandstreifen sorgfältig verklebt sind.

Wird gemahlene oder körnige Holzkohle zum Transport aufgegeben, so muss aus dem Frachtbriefe zu ersehen sein, ob sie sich in frisch geglühtem Zustande befindet oder nicht. Fehlt im Frachtbriefe eine solche Angabe, so wird ersteres angenommen und die Beförderung nur in der vorgeschriebenen Verpackung zugelassen.

1894

XXX.

Die hochbeschwerten Cordonnet-, Souple-, Bourre de soie- und Chappe-Seiden in Strängen werden nur in Kisten zum Transport zugelassen. Bei Kisten von mehr als 12 Centimeter innerer Höhe müssen die darin befindlichen einzelnen Lagen Seide durch zwei Centimeter hohe Hohlräume von einander getrennt werden. Diese Hohlräume werden gebildet durch Holzroste, welche aus quadratischen Latten von zwei Centimeter Seite im Abstand von zwei Centimeter bestehen und durch zwei dünne Querleisten an den Enden verbunden sind. In den Seitenwänden der Kisten sind mindestens ein Centimeter breite Löcher anzubringen, welche auf die Hohlräume zwischen den Latten gehen, so dass man mit einer Stange durch die Kiste hindurchfahren kann. Damit die Kistenlöcher nicht zugedeckt und dadurch unwirksam werden können, sind aussen an den Rand jeder Seite zwei Leisten anzunageln.

Wird Seide zum Transport aufgegeben, so muss aus dem Frachtbriefe zu ersehen sein, ob sie zu den vorbezeichneten Arten gehört oder nicht. Fehlt im Frachtbriefe eine solche Angabe, so wird ersteres angenommen und die Beförderung nur in der vorgeschriebenen Verpackung zugelassen.

XXXI.

Wolle, Haare, Kunstwolle, Baumwolle, Seide, Flachs, Hanf, Jute im rohen Zustande, in Form von Abfällen vom Verspinnen und Verweben, als Lumpen oder Putzlappen; ferner Seilerwaaren, Treibriemen aus Baumwolle und Hanf, Weber-, Harnisch- und Geschirrlitzen (wegen gebrauchter Putzwolle vgl. Absatz 3) werden, wenn sie gefettet oder gefirnisst sind, nur in bedeckt gebauten oder in offenen Wagen unter Deckenverschluss befördert.

Die genannten Gegenstände werden stets als gefettet oder gefirnisst behandelt, wenn nicht das Gegentheil aus dem Frachtbriefe hervorgeht.

Gebrauchte Putzwolle wird nur in festen, dichtverschlossenen Fässern, Kisten oder sonstigen Gefässen zum Transporte zugelassen.

XXXII.

Fäulnisfähige thierische Abfälle, wie ungesalzene frische Häute, Fette, Flechsen, Knochen, Hörner, Klauen, nicht gekalktes frisches Leimleder, sowie andere im besonderen Grade übelriechende und ekelerregende Gegenstände, jedoch mit Ausschluss der unter Nr. LII und LIII aufgeführten, werden nur unter nachstehenden Bedingungen angenommen und befördert:

1. Genügend gereinigte und trockene Knochen, abgeresster Talg, Hörner ohne Schlauch, d. h. ohne den Hornrtsatz des Stirnbeines, in trockenem Zustande, Klauen, d. h. e Hornschuhe der Wiederkäuer und Schweine ohne Knochen nd Weichtheile, werden in Einzelsendungen, in gute Säcke erpackt, zugelassen. 1894

2. Einzelsendungen der vorstehend unter Ziffer 1 nicht enannten Gegenstände dieser Kategorie werden nur in feste, cht verschlossene Fässer, Kübel oder Kisten verpackt zulassen. Die Frachtbriefe müssen die genaue Bezeichnung r in den Fässern, Kübeln oder Kisten verpackten Gegenände enthalten. Die Beförderung hat nur in offenen Wagen erfolgen.

3. Frische Flechsen, nicht gekalktes frisches Leimleder, wie die Abfälle von beiden, desgleichen ungesalzene frische äute, sowie ungereinigte, mit Haut- und Fleischfasern beftete Knochen unterliegen bei der Aufgabe in Wagendungen folgenden Bestimmungen:

a) In der Zeit vom 1. März bis zum 31. October müssen diese Gegenstände in starke, nicht schadhafte Säcke verpackt sein, die derart mit verdünnter Carbolsäure angefeuchtet sind, dass der faulige Geruch des Inhaltes nicht wahrnehmbar ist. Jede Sendung muss mit einer Decke aus starkem Gewebe (sogenanntem Hopfentuche), die mit verdünnter Carbolsäure getränkt ist, und diese wieder mit einer grossen, wasserdichten, nicht getheerten Wagenplane vollständig bedeckt sein. Die Bedeckung hat der Absender zu stellen.

b) In den Monaten November, December, Januar und Februar ist eine Verpackung in Säcke nicht erforderlich. Die Sendung muss jedoch ebenfalls mit einer Decke aus starkem Gewebe (Hopfentuch) und diese wieder mit einer grossen, wasserdichten, nicht getheerten Wagenplane vollständig bedeckt sein. Die untere Decke ist nöthigenfalls derart mit verdünnter Carbolsäure anzufeuchten, dass ein fauliger Geruch nicht wahrnehmbar ist. Die Bedeckung hat der Absender zu stellen.

c) Solche Sendungen, bei denen der faulige Geruch durch Anwendung von Carbolsäure nicht beseitigt werden kann, müssen in feste, dicht verschlossene Fässer oder Kübel derart verpackt werden, dass sich der Inhalt des Gefässes nicht durch Geruch bemerklich macht.

4. Die Beförderung der vorstehend unter Ziffer 3 nicht genannten Gegenstände dieser Art in Wagenladungen findet n offenen Wagen unter Deckenverschluss statt. Die Bedeckung hat der Absender zu stellen.

1894 5. Die Eisenbahn kann Vorausbezahlung der Fracht verlangen.

6. Die Säcke, Gefässe und Decken, in und unter denen Gegenstände dieser Art befördert worden sind, werden nur dann zum Transporte zugelassen, wenn sie durch entsprechende Behandlung mit Carbolsäure den fauligen Geruch verloren haben.

7. Die Kosten etwa nöthiger Desinfection fallen dem Absender, beziehungsweise dem Empfänger zur Last.

XXXIII.

Schwefel wird nur in bedeckt gebauten oder in offenen Wagen unter Deckenverschluss befördert.

XXXIV.

Gegenstände, welche durch Funken der Locomotive leicht entzündet werden können, wie Heu, Stroh (auch Mais-, Reis- und Flachsstroh), Rohr (ausschliesslich spanisches Rohr), Borke, Torf (mit Ausnahme von sogenanntem Maschinen- oder Presstorf), ganze (unzerkleinerte) Holzkohlen (vergleiche Nr. XXIX), vegetabilische Spinnstoffe und deren Abfälle, Papierspäne, Holzmehl, Holzzeugmasse, Holzspäne etc., sowie durch Vermischung von Petroleumrückständen, Harzen und dergleichen Stoffen mit lockeren, brennbaren Körpern hergestellte Waaren; desgleichen Gips, Kalkäscher und Trass, werden in unverpacktem Zustande nur vollständig bedeckt und unter der weiteren Bedingung zum Transport zugelassen, dass der Absender und der Empfänger das Auf- und Abladen selbst besorgen. Auch hat der Absender auf Verlangen der Verwaltung die Bedeckung dieser Gegenstände selbst zu beschaffen.

XXXV.

Falls die unter VIII *a*, IX, XI, XV, XVI, XIX bis XXIII einschliesslich, sowie unter *L* aufgeführten Chemikalien in Mengen von nicht mehr als je 10 Kilogramm zum Versandt kommen, ist es gestattet, die unter VIII *a*, IX, XI, XVI (mit Ausnahme von Brom), XIX bis XXIII einschliesslich, sowie unter *L* aufgeführten Körper einerseits, und die unter XV (mit Einschluss von Brom bis zum Gewicht von 100 Gramm) anderseits sowohl miteinander als mit anderen, bedingungslos zum Eisenbahntransport zugelassenen Gegenständen in ein Frachtstück zu vereinigen. Jene Körper müssen in dicht verschlossenen Glas- oder Blechflaschen mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen in starke Kisten fest eingebettet und im Frachtbriefe namentlich aufgeführt sein.

XXXVI. 1894

Fertige Patronen für Handfeuerwaffen, welche ntweder Schwarzpulver oder andere Schiessmittel enthalten, dern letztere in den am Eisenbahntransporte betheiligten taaten zugelassen werden, und zwar:

1. **Metallpatronen** mit ausschliesslich aus Metall bestehenden Hülsen,

und

2. **Patronen**, deren Hülsen nur zum Theil aus Metall bestehen,

werden unter folgenden Bedingungen befördert:

a) Bei den Metallpatronen müssen die Geschosse mit den Metallhülsen so fest verbunden sein, dass ein Ablösen der Geschosse und ein Ausstreuen der Schiessmittel nicht stattfinden kann. Patronen, deren Hülsen aus Pappe und einem metallenen äusseren oder inneren Mantel hergestellt sind, müssen derart beschaffen sein, dass die ganze Menge des Schiessmittels sich in dem metallenen Patronenuntertheil befindet und durch einen Pfropfen oder Spiegel abgeschlossen ist. Die Pappe der Patrone muss von solcher Beschaffenheit sein, dass ein Brechen beim Transporte ausgeschlossen ist;

b) die Patronen sind zunächst in Blechbehälter, Holzkistchen oder steife Cartons derart fest zu verpacken, dass sie sich darin nicht verschieben können. Die einzelnen Behälter u. s. w. sind sodann dicht neben- und übereinander in gut gearbeitete feste Holzkisten von 15 Millimeter Wandstärke zu verpacken und etwa leer bleibende Räume mit Pappe, Papierabfällen, Werg oder Holzwolle — alles völlig trocken — derart fest auszufüllen, dass ein Schlottern in der Kiste während des Transportes ausgeschlossen ist. Bei Kisten mit Blecheinsatz darf die Wandstärke der Holzkiste 10 Millimeter betragen;

c) das Gewicht einer mit Patronen gefüllten Kiste darf 100 Kilogramm nicht übersteigen. Kisten, deren Gewicht 10 Kilogramm übersteigt, müssen mit Handhaben oder Leisten zur leichteren Handhabung versehen sein;

d) der Verschluss der Kisten darf nicht mittelst eiserner Nägel erfolgen. Die Kisten sind mit einer den Inhalt deutlich kennzeichnenden Aufschrift zu versehen. Ausserdem sind sie mit einem Plombenverschlusse oder mit einem auf zwei Schraubenköpfen des Deckels angebrachten Siegel (Abdruck oder Marke), oder mit einem über Deckel und Seitenwände der Kiste geklebten, die Schutzmarke enthaltenden Zeichen zu versehen;

1894 *e)* der Absender hat im Frachtbriefe eine von ihm unterzeichnete Erklärung abzugeben, worin auch das Zeichen der Plombe, des Siegels, der Siegelmarke oder der Schutzmarke angegeben ist.

Die Erklärung hat zu lauten:

„Der Unterzeichnete erklärt, dass die in diesem Frachtbriefe angegebene, mit dem Zeichen . . . . verschlossene Sendung in Bezug auf Beschaffenheit und Verpackung der zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, den Niederlanden, sowie der Schweiz zur Anlage 1 des internationalen Uebereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr abgeschlossenen Vereinbarung unter Nr. XXXVI entspricht."

XXXVII.

Kugelzündhütchen und Schrotzündhütchen (Flobert-Munition).

1. Kugelzündhütchen sind in Pappschachteln, Blechschachteln, Holzkästchen oder starken Leinensäckchen zu verpacken.

2. Schrotzündhütchen sind in Blechbehälter, Holzkistchen oder steife Cartons derart fest zu verpacken, dass sie sich darin nicht verschieben können.

Die einzelnen Behälter für Kugelzündhütchen und für Schrotzündhütchen müssen sorgfältig in feste Kisten oder Fässer verpackt und jedes Collo muss mit einem besonderen, je nach dem Inhalte die Bezeichnung: „Kugelzündhütchen" oder „Schrotzündhütchen" tragenden Zettel beklebt sein. Das Gewicht einer Kiste oder eines Fasses darf 100 Kilogramm nicht übersteigen.

Für Flobertzündhütchen ohne Kugel und Schrot gelten dieselben Verpackungsbedingungen wie für Schrotzündhütchen.

XXXVIII.

Feuerwerkskörper, welche aus gepresstem Mehlpulver und ähnlichen Gemischen bestehen, werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselben dürfen keine Mischungen von chlorsauren Salzen mit Schwefel und salpetersauren Salzen, ferner von chlorsaurem Kali und Blutlaugensalz, sowie kein Quecksilbersublimat, keine Ammonsalze jeder Art, keinen Zinkstaub und kein Magnesiumpulver, überhaupt keine Stoffe enthalten, welche durch Reibung, Druck oder Schlag leicht zur Entzündung gebracht werden können oder gar der Selbstentzündung unterliegen. Sie sollen vielmehr nur aus gepresstem Mehlpulver oder aus ähnlichen, wesentlich aus Salpeter, Schwefel und Kohle bestehenden Mischungen, ebenfalls in

1894 *c)* der Absender hat im Frachtbriefe eine von ihm unterzeichnete Erklärung abzugeben, worin auch das Zeichen der Plombe, des Siegels, der Siegelmarke oder der Schutzmarke angegeben ist.

Die Erklärung hat zu lauten:

„Der Unterzeichnete erklärt, dass die in diesem Frachtbriefe angegebene, mit dem Zeichen . . . . verschlossene Sendung in Bezug auf Beschaffenheit und Verpackung der zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, den Niederlanden, sowie der Schweiz zur Anlage 1 des internationalen Uebereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr abgeschlossenen Vereinbarung unter Nr. XXXVI entspricht."

XXXVII.

Kugelzündhütchen und Schrotzündhütchen (Flobert-Munition).

1. Kugelzündhütchen sind in Pappschachteln, Blechschachteln, Holzkästchen oder starken Leinensäckchen zu verpacken.

2. Schrotzündhütchen sind in Blechbehälter, Holzkistchen oder steife Cartons derart fest zu verpacken, dass sie sich darin nicht verschieben können.

Die einzelnen Behälter für Kugelzündhütchen und für Schrotzündhütchen müssen sorgfältig in feste Kisten oder Fässer verpackt und jedes Collo muss mit einem besonderen, je nach dem Inhalte die Bezeichnung: „Kugelzündhütchen" oder „Schrotzündhütchen" tragenden Zettel beklebt sein. Das Gewicht einer Kiste oder eines Fasses darf 100 Kilogramm nicht übersteigen.

Für Flobertzündhütchen ohne Kugel und Schrot gelten dieselben Verpackungsbedingungen wie für Schrotzündhütchen.

XXXVIII.

Feuerwerkskörper, welche aus gepresstem Mehlpulver und ähnlichen Gemischen bestehen, werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselben dürfen keine Mischungen von chlorsauren Salzen mit Schwefel und salpetersauren Salzen, ferner von chlorsaurem Kali und Blutlaugensalz, sowie kein Queksilbersublimat, keine Ammonsalze jeder Art, keinen Zinkstaub und kein Magnesiumpulver, überhaupt keine Stoffe enthalten, welche durch Reibung, Druck oder Schlag leicht zur Entzündung gebracht werden können oder gar der Selbstentzündung unterliegen. Sie sollen vielmehr nur aus gepresstem Mehlpulver oder aus ähnlichen, wesentlich aus Salpeter, Schwefel und Kohle bestehenden Mischungen, ebenfalls in

gepresstem Zustande, hergestellt sein. Gekörntes Pulver darf 1894
der einzelne Feuerwerkskörper nur höchstens 30 Gramm enthalten.

2. Das Gesammtgewicht des Satzgemenges der Feuerwerkskörper, welche zu einem Frachtstück verpackt sind, darf 20 Kilogramm, das gekörnte Pulver, welches sie enthalten, 2·5 Kilogramm nicht übersteigen.

3. Die einzelnen Feuerwerkskörper müssen, jeder für sich, in mit festem Papier umhüllte Cartons oder in Pappe oder starkes Packpapier verpackt und die Zündstellen jedes einzelnen Körpers mit Papier oder Kattun überklebt sein, und zwar derart, dass jedes Stauben der Feuerwerkssätze ausgeschlossen erscheint. Die zur Verpackung dienenden Kisten müssen vollständig ausgefüllt und etwaige Lücken mit Stroh, Heu, Werg, Papierspänen oder dergleichen so ausgestopft sein, dass eine Bewegung der Pakete auch bei Erschütterungen ausgeschlossen ist. Diese Ausfüllmaterialien müssen vollkommen rein und trocken sein, es darf daher zum Beispiel frisches Heu oder fettes Werg zur Festlagerung der Feuerwerkskörper nicht verwendet werden. In Kisten, welche Feuerwerkskörper enthalten, dürfen andere Gegenstände nicht verpackt werden.

4. Die Kisten müssen aus mindestens 22 Millimeter starken Brettern gefertigt, die Seitenwände durch Zinken miteinander verbunden, Boden und Deckel aber durch genügend lange Schrauben befestigt sein; im Innern sind die Kisten mit zähem, festem Papier vollständig auszukleben. Die Aussenwände der Kisten müssen vollständig frei von anhaftenden Sätzen oder Satzkrusten der Feuerwerkskörper sein. Der Fassungsraum einer Kiste darf 1·2 Kubikmeter, das Bruttogewicht 75 Kilogramm nicht übersteigen. Aeusserlich sind die Kisten mit der deutlichen Aufschrift „Feuerwerkskörper aus Mehlpulver" und dem Namen des Absenders zu versehen. Auch sind die Sendungen mit der Declaration der einzelnen Arten von Feuerwerkskörpern zu versehen, wie Raketen, Feuerräder, Salonfeuerwerk u. s. w.

5. Jeder Sendung muss eine vom Absender ausgestellte, amtlich beglaubigte Bescheinigung über die Beachtung der oben unter 1 bis 4 getroffenen Vorschriften beigegeben werden.

XXXIX.

Gepresste Schiessbaumwolle mit mindestens 15 Procent Wassergehalt wird unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselbe ist in wasserdichte, haltbare, starkwandige Behälter fest zu verpacken. Diese Behälter müssen mit der

1894 deutlichen Aufschrift „Nasse, gepresste Schiessbaumwolle" versehen sein. Das Bruttogwicht eines Collo darf 90 Kilogramm nicht überschreiten.

2. Die Aufgabe und Beförderung als Eilgut ist ausgeschlossen. Die Beförderung darf niemals mit Personenzügen, mit gemischten Zügen aber nur auf solchen Strecken erfolgen, auf welchen keine Güterzüge verkehren.

3. Auf dem Frachtbriefe muss vom Absender unter ämtlicher Beglaubigung der Unterschrift bescheinigt sein, dass die Beschaffenheit und die Verpackung der zu versendenden Schiessbaumwolle den oben getroffenen Bestimmungen entspricht.

4. Die Schiessbaumwolle darf nur mit solchen Gütern in demselben Wagen verladen werden, welche nicht leicht entzündlich sind.

5. Eine Unterbringung von Patronen für Handfeuerwaffen, Feuerwerkskörpern, Zündschnüren oder Zündungen mit Schiessbaumwolle in demselben Wagen ist untersagt.

6. Zur Beförderung von Schiessbaumwolle verwendete offene Wagen sind mit Decken zu versehen.

XL.

Schiessbaumwolle in Flockenform und Kollodiumwolle werden, sofern sie mit mindestens 35 Procent Wasser angefeuchtet sind, in luftdichten Gefässen, die in dauerhafte Holzkisten fest verpackt sind, zur Beförderung angenommen.

Auf dem Frachtbriefe muss vom Absender und von einem der Bahn bekannten Chemiker unter ämtlicher Beglaubigung der Unterschriften bescheinigt sein, dass die Beschaffenheit der Waare und die Verpakung obigen Vorschriften entspricht.

XLI.

Knallbonbons werden zum Transporte zugelassen, wenn dieselben zu 6 bis 12 Stück in Cartons liegen, welche dann in Holzkisten zusammengepackt sind.

XLII.

Bengalische Schellackpräparate ohne Zünder (Flammenbücher, Salonkerzen, Fackeln, Belustigungshölzchen, Leuchtstangen, bengalische Streichhölzer und dergleichen) müssen in Behälter aus starkem Eisenblech oder aus festgefügtem Holze von nicht über 1·2 Kubikmeter Grösse sorgfältig und dergestalt fest verpackt sein, dass der Raum der Behälter völlig ausgefüllt ist. Die Behälter sind äusserlich mit dem Inhalte zu bezeichnen.

XLIII. 1894

Knallerbsen werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselben sind höchstens zu je 1000 Stück, welche im Ganzen nicht mehr als 0·5 Gramm Knallsilber enthalten dürfen, in mit Papier umhüllte Pappschachteln zwischen Sägemehl zu verpacken.

2. Die Schachteln sind in Behälter von starkem Eisenblech oder in feste hölzerne Kisten, beide von nicht über 0·5 Kubikmeter Inhalt, ohne Beilegung anderer Gegenstände dergestalt zu verpacken, dass zwischen den Wänden des Behälters und seinem Inhalte ein Raum von mindestens 30 Millimeter mit Sägemehl, Stroh, Werg oder ähnlichem Material ausgefüllt und eine Bewegung oder Verschiebung der Schachteln bei Erschütterungen ausgeschlossen ist.

3. Die Behälter müssen neben der Angabe des Inhaltes die deutliche Bezeichnung des Absenders und der Fabrik tragen.

4. Jeder Sendung muss eine vom Fabrikanten und einem der Bahn bekannten Chemiker ausgestellte Bescheinigung über die Beachtung der vorstehend unter 1 bis 3 getroffenen Vorschriften beigegeben werden.

XLIV.

Verflüssigte Gase — Kohlensäure, Stickoxydul, Ammoniak, Chlor, wasserfreie schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd (Phosgen) — unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Stoffe dürfen nur in Behältern aus Schweisseisen, Flusseisen oder Gussstahl, Chlorkohlenoxyd (Phosgen) ausserdem auch in kupfernen Behältern zur Beförderung aufgeliefert werden. Die Behälter müssen:

a) bei ämtlicher, für Kohlensäure, Stickoxydul und Ammoniak alle drei Jahre, für Chlor, schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd jedes Jahr zu wiederholender Prüfung einen inneren Druck, dessen Höhe unter 2 näher angegeben ist, ohne bleibende Veränderung ihrer Form und ohne Undichtigkeit zu zeigen, ausgehalten haben;

b) einen ämtlichen, in dauerhafter Weise an leicht sichtbarer Stelle angebrachten Vermerk tragen, welcher das Gewicht des leeren Behälters, einschliesslich des Ventils nebst Schutzkappe oder des Stopfens, sowie die zulässige Füllung in Kilogramm nach Maassgabe der Bestimmungen unter 2 und den Tag der letzten Druckprobe angibt;

c) aus dem gleichen Stoffe, wie die Behälter selbst, hergestellte und fest aufgeschraubte Kappen zum Schutze der Ventile tragen.

1894 Bei den kupfernen Versandtgefässen für Chlorkohlenoxyd (Phosgen) können jedoch auch schmiedeiserne Schutzkappen verwendet werden.

Die Behälter müssen mit einer Vorrichtung versehen sein, welche das Rollen derselben verhindert.

Ferner dürfen die Behälter für Chlorkohlenoxyd (Phosgen) anstatt mit Ventilen auch mit eingeschraubten Stopfen ohne Schutzkappe verschlossen werden. Diese Stopfen müssen so dicht schliessen, dass sich der Inhalt des Gefässes nicht durch Geruch bemerklich macht.

Sofern die Behälter fest in Kisten verpackt sind, ist das Anbringen von Kappen zum Schutze der Ventile, sowie von Rollkränzen nicht erforderlich.

2. Der bei jeder Prüfung der Behälter anzuwendende innere Druck und die höchste zulässige Füllung betragen:

a) für Kohlensäure und Stickoxydul: 250 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 1·34 Liter Fassungsraum des Behälters. Beispielsweise darf also ein Behälter, welcher 13.40 Liter fasst, nicht mehr als 10 Kilogramm flüssiger Kohlensäure oder Stickoxydul enthalten;

b) für Ammoniak: 100 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 1·86 Liter Fassungsraum des Behälters;

c) für Chlor: 50 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 0·9 Liter Fassungsraum;

d) für schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd (Phosgen): 30 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 0·8 Liter Fassungsraum.

3. Die mit verflüssigten Gasen gefüllten Behälter dürfen nicht geworfen werden und sind weder der Einwirkung der Sonnenstrahlen noch der Ofenwärme auszusetzen.

4. Zur Beförderung sind nur bedeckt gebaute Wagen oder besonders dazu eingerichtete Kesselwagen, welche mit einem hölzernen Ueberkasten versehen sein müssen, zu verwenden.

XLV.

Verdichteter Sauerstoff, verdichteter Wasserstoff und verdichtetes Leuchtgas werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Diese Stoffe dürfen höchstens auf 200 Atmosphären verdichtet sein und müssen in nahtlosen Cylindern aus Stahl oder Schmiedeisen von höchstens 2 Meter Länge und 21 Centimeter innerem Durchmesser zur Beförderung aufgeliefert werden. Die Behälter müssen:

a) bei ämtlicher, alle 3 Jahre zu wiederholender Prüfung, ohne bleibende Aenderung der Form und ohne Undichtigkeit zu zeigen, das Doppelte des Druckes ausgehalten

haben, unter dem die Gase bei der Auflieferung zur Beförderung stehen; 1894

b) einen ämtlichen, an leicht sichtbarer Stelle dauerhaft angebrachten Vermerk tragen, der die Höhe des zulässigen Druckes und den Tag der letzten Druckprobe angibt;

c) mit Ventilen versehen sein, die, wenn sie im Innern des Flaschenhalses angebracht sind, durch einen aufgeschraubten, nicht über den Rand des Flaschenhalses seitlich hervorragenden Metallstöpsel von mindestens 25 Millimeter Höhe, oder, wenn sie sich ausserhalb des Flaschenhalses befinden, und wenn die Behälter unverpackt aufgeliefert werden, durch fest aufgeschraubte, aus Stahl, Schmiedeisen oder schmiedbarem Gusse hergestellte Kappen zu schützen sind;

d) falls sie in Wagenladungen unverpackt aufgeliefert werden, so verladen sein, dass ein Rollen unmöglich ist. Nicht in Wagenladungen aufgegebene Behälter müssen mit einer das Rollen wirksam verhindernden Vorrichtung versehen sein.

Erfolgt die Auflieferung in Kisten, so müssen diese die deutliche Aufschrift „Verdichteter Sauerstoff", „Verdichteter Wasserstoff" oder „Verdichtetes Leuchtgas" tragen.

2. Jede Sendung muss durch eine mit einem richtig zeigenden Manometer ausgerüstete und mit dessen Handhabung vertraute Person aufgeliefert werden. Diese Person hat auf Verlangen das Manometer an jedem aufgelieferten Behälter anzubringen, so dass der annehmende Beamte durch Ablesen an dem Manometer sich davon überzeugen kann, dass der vorgeschriebene höchste Druck nicht überschritten ist. Ueber die vorgenommene Probe ist von dem Abfertigungsbeamten ein kurzer Vermerk in dem Frachtbriefe zu machen.

3. Die mit verdichteten Gasen gefüllten Behälter dürfen nicht geworfen, auch der Einwirkung der Sonnenstrahlen oder der Ofenwärme nicht ausgesetzt werden.

4. Zur Beförderung sind bedeckt gebaute Wagen zu verwenden; die Verladung in offene Wagen ist nur dann zulässig, wenn die Auflieferung in zur Beförderung auf Landwegen besonders eingerichteten, mit Planen bedeckten Fahrzeugen erfolgt.

XLVI.

Chlormetyl wird nur in luftdicht verschlossenen, ämtlich auf 12 Atmosphären geaichten Metallgefässen und auf offenen Wagen befördert. In den Monaten April bis October einschliesslich sind derartige Sendungen von dem Absender mit Decken zu versehen, falls nicht die Gefässe in Holzkisten verpackt sind.

1894

XLVII.

Phosphortrichlorid, Phosphoroxychlorid und Acetylchlorid dürfen nur befördert werden:

entweder

1. in Gefässen aus Blei oder Kupfer, welche vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sind;

oder

2. in Gefässen aus Glas; in diesem Falle jedoch unter Beobachtung folgender Vorschriften:

a) Zur Beförderung dürfen nur starkwandige Glasflaschen verwendet werden, welche mit gut eingeschliffenen Glasstöpseln verschlossen sind. Die Glasstöpsel sind mit Paraffin zu umgiessen; auch ist zum Schutze dieser Verkittung ein Hut von Pergamentpapier über den Flaschenhals zu binden.

b) Die Glasflaschen sind, falls sie mehr als 2 Kilogramm Inhalt haben, in metallene, mit Handhaben versehene Behälter zu verpacken und darin so einzusetzen, dass sie 30 Millimeter von den Wänden abstehen; die Zwischenräume sind mit getrockneter Infusorienerde dergestalt auszustopfen, dass jede Bewegung der Flaschen ausgeschlossen ist.

c) Glasflaschen bis zu 2 Kilogramm Inhalt werden auch in starken, mit Handhaben versehenen Holzkisten zur Beförderung zugelassen, welche durch Zwischenwände in so viele Abtheilungen getheilt sind, als Flaschen versandt werden. Nicht mehr als vier Flaschen dürfen in eine Kiste verpackt werden. Die Flaschen sind so einzusetzen, dass sie 30 Millimeter von den Wänden abstehen; die Zwischenräume sind mit getrockneter Infusorienerde dergestalt vollständig auszustopfen, dass jede Bewegung der Flaschen ausgeschlossen ist.

d) Auf dem Deckel der unter *b* und *c* erwähnten Behälter ist neben der Angabe des Inhaltes das Glaszeichen anzubringen.

XLVIII.

Phosphorpentachlorid (Phosphorsuperchlorid) unterliegt den vorstehend unter Nr. XLVII gegebenen Vorschriften mit der Maassgabe, dass die unter 2 *b* angeordnete Verpackung erst bei Glasflaschen von mehr als 5 Kilogramm Inhalt erforderlich ist. Bei Flaschen bis zu 5 Kilogramm Inhalt genügt die Verpackung nach 2 *c*.

XLIX.

Wasserstoffsuperoxyd ist in Gefässen, welche nicht luftdicht verschlossen sind, aufzugeben und wird nur in ge-

deckt gebauten oder in offenen Wagen mit Deckenverschluss 1894
befördert.

Falls dieser Stoff in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt wird, so müssen die Behälter wohlverpackt und in besondere mit Handhaben versehene starke Kisten oder Körbe eingeschlossen sein.

L.

Präparate, welche aus Terpentinöl oder Spiritus einerseits und Harz anderseits bereitet sind, wie Spirituslacke und Siccative, unterliegen den nachstehenden Vorschriften:

1. Wenn diese Präparate in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt werden, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein.

Wenn die Versendung in Metall-, Holz- oder Gummibehältern erfolgt, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

2. Die aus Terpentinöl und Harz bereiteten übelriechenden Präparate dürfen nur in offenen Wagen befördert werden.

3. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

LI.

Mit Fett oder Oel getränktes Papier, sowie Hülsen aus solchen werden nur in bedeckt gebauten oder in offenen Wagen unter Deckenverschluss befördert.

LII.

Stalldünger, sowie andere Fäcalien und Latrinenstoffe werden nur in Wagenladungen und unter nachstehenden weiteren Bedingungen zur Beförderung angenommen:

1. Die Beladung und Entladung haben Absender und Empfänger zu bewirken, welchen auch die jedesmalige Reinigung der Ladestellen nach Maassgabe der von der Verwaltung getroffenen Anordnung obliegt.

2. Trockener Stalldünger in losem Zustande wird in offenen Wagen mit Deckenverschluss befördert, welchen der Absender zu beschaffen hat.

3. Andere Fäcalien und Latrinenstoffe dürfen, sofern nicht besondere Einrichtungen für deren Transport bestehen, nur in ganz festen, dicht verschlossenen Gefässen und auf offenen Wagen, sowie in Kesselwagen befördert werden. In jedem Falle sind Vorkehrungen zu treffen, welche das Herausdringen der Masse und der Flüssigkeit verhindern und die

1894 Verbreitung des Geruches thunlichst verhüten. Auf letzteres ist auch für die Art der Beladung und Entladung Bedacht zu nehmen.

4. Das Zusammenladen mit anderen Gütern ist unstatthaft.

5. Die Eisenbahn kann die Vorausbezahlung der Fracht bei der Aufgabe verlangen.

6. Die Kosten etwa nöthiger Desinfection fallen dem Absender, beziehungsweise dem Empfänger zur Last.

7. Diese Transporte unterliegen im übrigen den in jedem Staate geltenden polizeilichen Vorschriften.

LIII.

Frische Kälbermagen werden nur in wasserdichte Behälter verpackt und unter folgenden Bedingungen angenommen

1. Sie müssen von allen Speiseresten gereinigt und derart gesalzen sein, dass auf jeden Magen 15 bis 20 Gramm Kochsalz verwendet ist.

2. Bei der Verpackung ist auf dem Boden des Gefässes, sowie auf die oberste Magenschicht je eine etwa 1 Centimeter hohe Schicht Salz zu streuen.

3. Im Frachtbriefe ist von dem Absender zu bescheinigen, dass die Vorschriften unter 1 und 2 beobachtet sind.

4. Die Eisenbahn kann die Vorausbezahlung der Fracht bei der Aufgabe verlangen.

5. Die Kosten etwa nöthiger Desinfection fallen dem Absender, bziehungsweise dem Empfänger zur Last.

Schlussbestimmung.

In Anwendung des § 1, letzter Absatz, der Ausführungsbestimmungen kann die bedingungsweise Beförderung von Gütern, welche nach Ziffer 4 des gedachten Paragraphen vom Transporte ausgeschlossen sind, oder die Bewilligung leichterer Bedingungen als der in Anlage 1 vorgeschriebenen, für den Verkehr zweier oder mehrerer Vertragsstaaten festgesetzt werden, entweder:

1. durch Vereinbarung der Regierungen der betheiligten Staaten, oder

2. durch Tarifbestimmungen der betheiligten Eisenbahnen, vorausgesetzt, dass

a) die Beförderung der betreffenden Gegenstände oder die hiefür in Aussicht genommenen Bedingungen nach den internen Reglements zulässig sind, und

b) die von den dazu ermächtigten Bahnen aufzustellenden Tarifbestimmungen von allen zuständigen Aufsichtsbehörden genehmigt werden.

Die vorstehenden Vorschriften treten mit 1. März 1894 in Kraft.

Wurmbrand m. p.

2246.

1894

15 février 1894.

Publication des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant la liste des États les plus favorisés; en forme d'annexe au tarif douanier général pour le territoire douanier d'Autriche-Hongrie du 25 mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 49).

R. G. Bl. 1894, Nr. 35.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 15. Februar 1894, betreffend das zur Durchführungsvorschrift zum allgemeinen Zolltarife des österreichisch-ungarischen Zollgebietes vom 25. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 49) gehörige Verzeichnis der meistbegünstigten Staaten.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird bekannt gegeben, dass in dem mit der Kundmachung vom 25. Mai 1892 (R. G. Bl. Nr. 79) verlautbarten, zu § 1 der Durchführungsvorschrift zum allgemeinen Zolltarife des österreichisch-ungarischen Zollgebietes vom 25. Mai 1882 gehörigen Verzeichnisse der meistbegünstigten Staaten die Worte „(Für die auf türkischen Fahrzeugen eingeführten türkischen Boden- oder Industrieerzeugnisse)" zu entfallen haben.

Diese Anordnung tritt sofort in Wirksamkeit.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2247.

9 mars 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des appareils magnétiques servant à dépurer le blé et la farine.

R. G. Bl. 1894, Nr. 46.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 9. März 1894, betreffend die Zollbehandlung von Magnetapparaten zum Entfernen von Eisentheilen aus Getreide und Mehl.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird hinsichtlich der Zollbehandlung von Magnetapparaten zum Entfernen von Eisentheilen aus Getreide und Mehl verordnet, wie folgt:

Das Schlagwort „Magnetapparate" des alphabetischen Waarenverzeichnisses (Seite 318 der Ausgabe vom 1. Sep-

1894 tember 1892) in seiner dermaligen Fassung ist zu streichen; dasselbe hat in neuer Fassung zu lauten:

„Magnetapparate, für Mühlen zum Entfernen von Eisentheilen aus Getreide und Mehl, einzeln im Gewichte von 20 Kilogramm und mehr, nach Classe XL; leichtere nach Beschaffenheit des Materiales.

Siehe auch die Instruction über die Zollbehandlung von Maschinen und Apparaten."

Auf Magnetapparate der Tarifnummer 287 hat der für Müllereimaschinen bestehende vertragsmässige Zollsatz von 5 fl. per 100 Kilogramm keine Anwendung zu finden.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2248.

15 mars 1894.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances autorisant le bureau de douane de Ière classe à Bozen à traiter en franchise de vieux meubles.

R. G. Bl. 1894, Nr. 57.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. März 1894, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes I. Classe in Bozen zur zollfreien Behandlung von Uebersiedlungseffecten.

Das k. k. Hauptzollamt I. Classe in Bozen wird ermächtigt, Reisenden, welche sich durch längere Zeit in Oesterreich-Ungarn aufzuhalten gedenken und diese Absicht glaubwürdig darthun, den in Artikel IX, Z. 1, Alinea 2 des Gesetzes vom 25. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 47), betreffend den allgemeinen Zolltarif, vorgesehenen zollfreien Bezug von gebrauchten Hausgeräthen und Einrichtungsstücken zu bewilligen.

Plener m. p.

2249.

19 mars 1894.

Loi autorisant le Gouvernement I[1] R[1] à régler, d'une manière provisoire, les relations commerciales avec la Russie.

RUSSIE.

R. G. Bl. 1894, Nr. 49. 1894

Gesetz vom 19. März 1894, womit die Regierung zur provisorischen Regelung der Handelsbeziehungen mit Russland ermächtigt wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Regierung ist ermächtigt, die Handelsbeziehungen mit Russland für die Zeit bis längstens 31. December 1894 auf dem Fusse der Meistbegünstigung oder in anderer zweckentsprechender Weise zu regeln.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage seiner Kundmachung in Kraft tritt, ist Mein Gesammtministerium beauftragt.

Wien, am 19. März 1894.

Franz Joseph m. p.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p.
Welsersheimb m. p. *Bacquehem* m. p.
Schönborn m. p. *Wurmbrand* m. p.
Madeyski m. p. *Plener* m. p.
Jaworski m. p.

2250.

25 mars 1894.

Publication du Ministère I^l R^l du commerce apportant quelques modifications à la liste des chemins de fer visés par la convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890 (R. G. Bl. 1892, Nr. 186).

R. G. Bl. 1894, Nr. 65.

Kundmachung des Handelsministeriums vom 25. März 1894, betreffend Aenderungen in der Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

In der Liste der dem internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 unter-

1894 worfenen Eisenbahnen (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892 und Nr. 87 ex 1893) sind die folgenden Aenderungen vorzunehmen:

Oesterreich-Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder (einschliesslich Liechtenstein).

A. Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich-Ungarn betrieben werden.

Unter „16. Südbahn-Gesellschaft etc." ist als dem internationalen Uebereinkommen nicht unterstellte Bahn einzutragen:

„I) Kapfenberg—Seebach-Au".

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

Unter „III. Russische Verwaltungen" ist nachzutragen:

„47. bei Nowosielitza bis Nowosielitza".

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 27. Februar 1894.)

II. Ungarn.

Infolge der Betriebsübernahme durch die Kaschau—Oderberger Bahn ist zu streichen:

„9. Localbahn im Poprádthale".

Deutschland.

Unter *A.* I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen sind in Nummer 5 die Worte: „mit Ausschluss der Linien", sowie die unter den Buchstaben *b)* bis einschliesslich *p)* daselbst aufgeführten Eisenbahnstrecken zu streichen.

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 3. August 1893.)

Unter *A.* II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung ist:

1. nachzutragen: „14. *a*[1] Blankensee-Woldegk—Strassburger Eisenbahn";

2. in der Nummer 17 die in Klammern beigefügte nähere Bezeichnung „Hennef—Waldbroel" zu streichen;

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 3. August 1893);

3. nachzutragen: „62. *a)* [1]. Röthenbach b. L.—Weiler Eisenbahn".

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 13. September 1893.)

Frankreich. 1894

Unter *A.* Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken
die Linie d'intérêt général
ist Nachstehendes einzutragen:
„9. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.
10. Der Eisenbahngesellschaft von Somain nach Anzin und bis zur belgischen Grenze."
Die Linien von localer Bedeutung:
1. Der Gesellschaft der Departementalbahnen.
2. Der Eisenbahn von Marlieux nach Châtillon-sur-Chalaronne."

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 24. Februar 1894.)

Italien.

Die nachstehenden Linien der Nord Milano-Eisenbahnen in Mailand sind einzutragen:

Mailand—Erba mit Zweiglinie S. Pietro—Camnago, Mailand—Saronno, Saronno—Laveno, Como—Varese, Novara—Saronno—Seregno, Saronno—Como.

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 1. September 1893.)

Russland.

Die Bezeichnung der Eisenbahnen unter Nummer 33 ist abzuändern in „Kiew—Woronesch—Eisenbahn".
Einzutragen sind die „Südost-Bahnen",
welche den Betrieb der in der Liste aufgenommenen Bahnen, und zwar Grjasy—Zarizyn Eisenbahn, Koslow—Woronesch—Rostower Eisenbahn, Orel—Grjasy Eisenbahn und Liwny Eisenbahn führen.

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 16. August 1893.)

Schweiz.

Die Bezeichnung der Eisenbahn unter Nummer 10 ist abzuändern in „Schweizerische Seethalbahn".
Einzutragen sind:
„Thunerseebahn,
Bödelibahn".

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 27. Mai 1893.)

Der wirkliche Eintritt der neu angemeldeten Eisenbahnen in den internationalen Transportdienst erfolgt nach Maass-

1894 lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement de n'accorder aucun abaissement de taxe, privilège, faveur ou immunité quelconque aux sujets ou aux produits d'un autre Etat en ce qui concerne les droits de douane, à l'entrée et à la sortie par les frontières de terre ou de mer, droits d'importation, d'exportation et autres, qui ne soit aussi et à l'instant, étendu sans condition aux nationaux et aux produits respectifs de leurs pays; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, l'entrepôt, la réexportation, les droits locaux, le courtage, les tarifs et les formalités de douane, de même que pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce et de l'industrie, à la navigation, à l'acquisition et la possession de propriétés de tout genre les Autrichiens ou Hongrois en Russie et les Russes dans la Monarchie austro-hongroise jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

La Monarchie austro-hongroise s'engage à ne prélever pendant toute la durée de la présente Convention, sur les céréales russes à leur importation en Autriche-Hongrie des droits autres ni plus élevés que ceux qui sont inscrits dans le tarif général douanier austro-hongrois en vigueur au moment de la signature de la présente Convention (classe VI, Nos. 23, 23 bis, 24 et 26).

La Russie s'engage à ne prélever pendant toute la durée de la présente Convention sur les articles énumérés dans le tarif *A* annexé au Traité de commerce et de navigation, conclu le 10 février/29 janvier 1894 entre la Russie et l'Allemagne, à leur importation de la Monarchie austro-hongroise en Russie, des droits autres ni plus élevés que ceux qui sont inscrits dans le dit tarif *A*.

Article 3.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions de la présente Convention:

1° les obligations imposées à l'une des Hautes Parties contractantes par les engagements d'une union douanière, notamment les faveurs accordées par la Monarchie austro-hongroise, de ce chef, à la Principauté de Liechtenstein, à la Bosnie et à l'Herzégovine;

2° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient 1894
être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local dans une zône frontière s'étendant jusqu'à quinze kilomètres de largeur;

3° les facilités douanières qui ne sont pas applicables dans la Monarchie austro-hongroise aux pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée, notamment:

les facilités douanières appliquées, en vertu du tarif général austro-hongrois, à l'importation dans la Monarchie austro-hongroise du pétrole brut roumain de production indigène, dans une quantité maximum de 200.000 quintaux métriques par an, en tant que ces facilités se rapportent exclusivement à la Roumanie,

les facilités douanières accordées par la Monarchie austro-hongroise à la Serbie en vertu de l'article III de l'annexe *C* au Traité du 9 août 1892 relativement à l'importation des céréales et autres produits agricoles serbes dans le territoire douanier austro-hongrois,

les facilités douanières accordées à l'importation dans la Monarchie austro-hongroise de vins italiens de production nationale, en tant que ces facilités se rapportent exclusivement à l'Italie,

les facilités douanières accordées par la Monarchie austro-hongroise à l'Italie et à la Suisse en vertu des traités du 6 et du 10 décembre 1891 pour certains articles d'origine locale, en tant que les facilités susmentionnées se rapportent exclusivement à l'Italie, respectivement à la Suisse, et que l'importation de ces articles ne dépasse pas les conditions ni les quantités prévues par les traités respectifs;

4° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement relativement à l'importation ou à l'exportation aux habitants du Gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Il est bien entendu, en outre, que les dispositions de l'article Ier de la présente Convention ne s'appliquent ni aux stipulations contenues dans le Traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le 26 avril/5 mai 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront dans aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les Hautes Parties contractantes par le Traité du 2/14 septembre 1860 et par la présente Convention.

1894

Article 4.

La présente Convention est destinée à remplacer les dispositions correspondantes, notamment les articles XII et XX du Traité de commerce et de navigation du 2/14 septembre 1860. Les dispositions de ce Traité, en tant qu'elles ne sont pas dérogées par la présente Convention, resteront en vigueur jusqu'à leur révision sur laquelle les Hautes Parties contractantes s'entendront dans un délai plus ou moins rapproché.

Article 5.

La présente Convention s'étend aux pays appartenant aux territoires douaniers des Hautes Parties contractantes. Elle entrera en vigueur le 13/1 juillet 1894 ou plus tôt si faire se peut et restera exécutoire jusqu'au 31/18 décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets de la Convention, celle-ci continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St. Pétersbourg, aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg, le 18/6 Mai 1894.

(L. S.) *A. Wolkenstein* m. p. (L. S.) *Giers* m. p.
(L. S) *Serge Witte* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen,

von dem Wunsche geleitet, die Entwicklung der Handelsbeziehungen zwischen Ihren Gebieten zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Behufe eine besondere Convention abzuschliessen und zu diesem Zwecke zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Grafen Anton von Wolkenstein-Trostburg, Allerhöchst Ihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser aller Reussen

und

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen: 1894

den Herrn Nikolaus Giers, Allerhöchst Ihren wirklichen Geheimrath, Staatssecretär, Senator und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, und

Herrn Sergius Witte, Allerhöchst Ihren Geheimrath und Finanzminister,

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Theile verpflichten sich gegenseitig, keinerlei Abgabenermässigung, Vorrecht, Begünstigung oder Befreiung welcher Art immer den Angehörigen oder Erzeugnissen irgend eines anderen Staates in Betreff der Zollgebühren bei der Ein- und Ausfuhr zu Lande oder zu Meer, der Einfuhrs-, Ausfuhrs- oder sonstigen Abgaben zuzugestehen, die nicht auch, und zwar sofort und bedingungslos auf die Angehörigen und gleichartigen Erzeugnisse ihrer Gebiete ausgedehnt würden, da es der Wille der hohen vertragschliessenden Theile ist, dass in Betreff alles dessen, was sich auf Einfuhr, Ausfuhr, Durchfuhr, Lagerung, Wiederausfuhr, örtliche Abgaben, Vermittlung, Zollgebühren und Zollförmlichkeiten, sowie ferner auf Ausübung von Handel und Gewerbe, auf Schifffahrt und auf Erwerbung und Besitz von Eigenthum aller Art bezieht, die Oesterreicher und Ungarn in Russland und die Russen in der österreichisch-ungarischen Monarchie die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation geniessen sollen.

Artikel 2.

Die österreichisch-ungarische Monarchie verpflichtet sich von der Einfuhr russischer Cerealien nach Oesterreich-Ungarn während der ganzen Dauer der gegenwärtigen Convention keine anderen noch höheren Zölle zu erheben, als jene, welche in dem zur Zeit des Conventionsabschlusses in Kraft stehenden allgemeinen österreichisch-ungarischen Zolltarife (Classe VI, Nr. 23, 23 bis, 24 und 26) vorgeschrieben sind.

Russland verpflichtet sich, von den in der Tarifanlage *A* zum Handels- und Schifffahrtsvertrage vom 10. Februar/29. Januar 1894 zwischen Russland und dem Deutschen Reiche enthaltenen Artikeln bei deren Einfuhr aus der österreichisch-ungarischen Monarchie nach Russland während der ganzen Dauer der gegenwärtigen Convention keine anderen noch höheren Zölle zu erheben, als jene, welche in der erwähnten Tarifanlage *A* vorgeschrieben sind.

1894

Artikel 3.

Die Bestimmungen der gegenwärtigen Convention berühren nicht:

1. Die Verpflichtungen, welche einem der hohen vertragschliessenden Theile zufolge einer Zolleinigung auferlegt werden, insbesondere die Begünstigungen, welche von der österreichisch-ungarischen Monarchie aus diesem Titel dem Fürstenthum Liechtenstein, dann Bosnien und der Hercegovina gewährt werden;

2. die Begünstigungen, welche anderen angrenzenden Staaten zur Erleichterung des örtlichen Verkehres innerhalb einer Grenzzone bis zu 15 Kilometer Breite gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten;

3. die Zollerleichterungen, welche in der österreichisch-ungarischen Monarchie auf die auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelten Staaten nicht anwendbar sind, insbesondere:

Die Zollerleichterung, welche rumänisches Rohpetroleum dortiger Erzeugung auf Grund des allgemeinen österreichisch-ungarischen Zolltarifes bei der Einfuhr in die österreichisch-ungarische Monarchie bis zu einer Maximalmenge von 200.000 Metercentner per Jahr geniesst, insolange diese Erleichterung sich ausschliesslich auf Rumänien bezieht,

die Zollerleichterungen, welche seitens der österreichisch-ungarischen Monarchie an Serbien in Gemässheit des Punktes III der Anlage *C* zum Vertrage vom 9. August 1892 für serbisches Getreide und andere serbische landwirthschaftliche Producte bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet eingeräumt sind,

die Zollerleichterungen, welche für die Einfuhr von italienischen Weinen dortiger Erzeugung in die österreichisch-ungarische Monarchie zugestanden sind, insoferne diese Erleichterungen sich ausschliesslich auf Italien beziehen,

die Zollerleichterungen, welche seitens der österreichisch-ungarischen Monarchie gegenüber Italien und der Schweiz in Gemässheit der Verträge vom 6. und 10. December 1891 für gewisse Artikel localen Ursprunges eingeräumt sind, insoferne die betreffenden Erleichterungen sich ausschliesslich auf Italien, beziehungsweise auf die Schweiz erstrecken und die Einlassung dieser Artikel die in den betreffenden Verträgen vereinbarten Bedingungen und Mengen nicht überschreitet;

4. die Begünstigungen, welche für die Einfuhr oder Ausfuhr den Bewohnern des Gouvernements Archangel sowie für die nördlichen und östlichen Küsten des asiatischen Russlands (Sibirien) gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten.

Es ist ausserdem wohl verstanden, dass die Bestimmungen 1894
des Artikels 1 der gegenwärtigen Convention weder auf die besonderen Abmachungen des Vertrages zwischen Russland und Schweden und Norwegen vom 26. April/15. Mai 1838, noch auf diejenigen Vereinbarungen Anwendung finden sollen, welche die Handelsbeziehungen mit den angrenzenden Staaten und Ländern Asiens regeln oder regeln werden. Diese Abmachungen dürfen in keinem Falle angerufen werden, um die Handels- und Schifffahrtsverhältnisse, wie sie zwischen den beiden vertragschliessenden Theilen durch den Vertrag vom 2./14. September 1860 und durch die gegenwärtige Convention hergestellt sind, abzuändern.

Artikel 4.

Die gegenwärtige Convention ist bestimmt, an Stelle der einschlägigen Bestimmungen, insbesondere der Artikel XII und XX des Handels- und Schifffahrtsvertrages vom 2./14. September 1860 zu treten. Insoferne die Bestimmungen des letzteren Vertrages durch die gegenwärtige Convention nicht berührt werden, bleiben dieselben bis zu einer Revision, über welche sich die hohen vertragschliessenden Theile binnen kürzerer oder weiterer Frist verständigen werden, in Kraft.

Artikel 5.

Die gegenwärtige Convention erstreckt sich auch auf die Länder, welche den Zollgebieten der hohen vertragschliessenden Theile angehören. Dieselbe wird am 13./1. Juli 1894 oder womöglich früher in Kraft treten und bis zum 31./18. December 1903 in Geltung bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor dem Eintritt des letzteren Termines seine Absicht, die Wirkungen der Convention aufhören zu lassen, kundgibt, soll diese in Geltung bleiben bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, wo der eine oder der andere der vertragschliessenden Theile sie gekündigt haben wird.

Artikel 6.

Die gegenwärtige Convention soll ratificirt und die Ratifications-Urkunden sollen in St. Petersburg sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu St. Petersburg den 18./6. Mai 1894.

(L. S.) *A. Wolkenstein* m. p. (L. S.) *Giers* m. p.
(L. S.) *Sergius Witte* m. p.

1894 Die vorstehende Handelsconvention wird nach erfolgter Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Wien, am 9. Juli 1894.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p. *Wurmbrand* m. p.
Plener m. p.

2254.

17 mai 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux^ R^aux^ des finances et du commerce concernant le traitement douanier de riz mondé et bris.

R. G. Bl. 1894, Nr. 88.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 17. Mai 1894, betreffend die Zollbehandlung von geschältem Reis und Bruchreis.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird die Verordnung vom 4. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 212), betreffend die Zollbehandlung von geschältem Reis und Bruchreis aufgehoben.

Die gegenwärtige Verordnung tritt am 20. Mai 1894 in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2255.

20 mai 1894.

Ordonnance du Ministère I^l^ R^l^ de la justice, de concert avec les Ministères I^aux^ R^aux^ de l'intérieur et du commerce, concernant le traité entre l'Autriche-Hongrie et la Grande Bretagne sur la protection réciproque de la propriété artistique et littéraire.

R. G. Bl. 1894, Nr. 90.

Verordnung des Justizministeriums im Einvernehmen mit den Ministerien des Innern und des Handels vom 20. Mai 1894, betreffend den mit Grossbritannien abgeschlossenen Staatsvertrag über den Urheberrechtsschutz bei Werken der Literatur oder Kunst.

Der zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland am 24. April 1893 abgeschlossene Staatsvertrag, betreffend

den gegenseitigen Schutz der Urheber von Werken der Literatur oder Kunst und der Rechtsnachfolger der Urheber (R. G. Bl. Nr. 77 ex 1894), ist in den Staatsgebieten der vertragschliessenden Theile am 1. Mai 1894 verlautbart worden und somit gemäss Artikel XI dieses Vertrages am 11. Mai 1894 in Wirksamkeit getreten. 1894

Zur Durchführung desselben wird im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Innern und des Handels mit Wirksamkeit vom Kundmachungstage angeordnet, wie folgt:

1. Die Aufnahme des im Artikel VIII des bezeichneten Staatsvertrages unter lit. *A* vorgesehenen Inventares und die Stempelung der daselbst erwähnten Gegenstände hat in Folge eines Anmeldungsgesuches der betheiligten Partei durch die politische Bezirksbehörde des Ortes, wo die betreffenden Gegenstände sich befinden, zu erfolgen.

2. Die Partei hat mit der Anmeldung ein zweifach ausgefertigtes Verzeichnis vorzulegen und in diesem die der Amtshandlung zu unterziehenden Gegenstände einzeln und genau mit den zur Identificirung dienenden Bezeichnungen anzuführen.

3. In das Verzeichnis können alle unter die Bestimmungen des Staatsvertrages fallenden Exemplare von Werken der Literatur oder Kunst und Vorrichtungen zur Vervielfältigung solcher Werke aufgenommen werden, welche vor dem 11. Mai 1894 hergestellt worden sind, sofern deren Herstellung bisher erlaubt war.

Den betheiligten Parteien ist es übrigens freigestellt, auch später hergestellte Exemplare von Werken der Literatur oder Kunst anzumelden, jedoch nur dann, wenn die zur Herstellung dieser Exemplare benützten Vorrichtungen in Gemässheit der Bestimmungen dieser Verordnung inventarisirt und gestempelt worden sind.

4. Die Behörde hat sich von der Richtigkeit des vorgelegten Verzeichnisses zu überzeugen und zu prüfen, ob das Verzeichnis den vorstehend unter Zahl 3 getroffenen Anordnungen entspricht, Exemplare und Vorrichtungen, welche diesen Anordnungen zuwider angemeldet wurden, sind aus dem Verzeichnisse auszuscheiden.

5. Die rechtmässig angemeldeten Exemplare und Vorrichtungen sind von der Behörde einzeln mit dem in passender Weise anzubringenden Amtssiegel zu versehen. Ein Pare des vorgelegten und erforderlichen Falles richtiggestellten Verzeichnisses ist von der Behörde aufzubewahren, das andere unter Bestätigung des Tages der Ueberreichung der Partei zurückzustellen.

6. Die im ersten Absatze der vorstehenden Zahl 3 bezeichneten Exemplare und Vorrichtungen sind bei Vermeidung

1894 der aus Artikel VIII des Staatsvertrages sich ergebenden Rechtsfolgen spätestens bis einschliesslich 10. August 1894 zur Anmeldung zu bringen. Die Anmeldung der im zweiten Absatze der Zahl 3 bezeichneten Exemplare ist auch nach diesem Zeitpunkte, jedoch nur mit der Beschränkung statthaft, dass die Aufnahme des Inventars und die Stempelung der angemeldeten Exemplare spätestens am 10. Mai 1898 zu erfolgen hat.

7. Verspätete Anmeldungen sind nicht zu berücksichtigen und den Parteien als zur Anmeldung nicht geeignet zurückzustellen.

Schönborn m. p. *Bacquehem* m. p. *Wurmbrand* m. p.

2256.

27 mai 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier de certains carbonates de soude.

R. G. Bl. 1894, Nr. 98.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. Mai 1894, betreffend die Zollbehandlung des gelben und rothen blausauren Natrons (Ferrocyannatrium, Ferridcyannatrium).

Auf Grund des Artikels IV des Zollgesetzes vom 25. Mai 1882 werden im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien nachstehende Abänderungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses verfügt:

— Beim Schlagworte „Natron" ist zwischen der vorletzten und letzten Alinea einzuschalten:

— blausaures siehe blausaures Natron.

Als neue Schlagworte sind aufzunehmen:

1. unmittelbar vor dem Schlagworte „Blaustärke":

„Blausaures Natron, gelbes und rothes (Ferrocyannatrium, Ferridcyannatrium) wie blausaures Kali.

Anmerkung. Gelbes und rothes blausaures Natron sind dem gelben, beziehungsweise rothen Blutlaugensalze im Aussehen und chemischen Verhalten sehr ähnlich.

Gelbes blausaures Natron bringt in eisenoxydhältigen Flüssigkeiten (Eisenchloridlösung), rothes blausaures Natron in eisenoxydulhältigen Flüssigkeiten (Eisenvitriollösung) tiefblaue Niederschläge hervor.

Blausaures Natron unterscheidet sich von blausaurem 1894
Kali (Blutlaugensalz) dadurch, dass in wässerigen Lösungen letzteres mit Weinsäure einen bläulich gefärbten Niederschlag gibt, ersteres dagegen nicht.

2. Unmittelbar hinter dem Schlagworte „Cyaneisenkali": „Cyaneisennatron siehe blausaures Natron".

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

2257.

30 mai 1894.

Publication des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant l'établissement d'une succursale douanière à Aquiléja avec service de port et de santé.

R. G. Bl. 1894, Nr. 105.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 30. Mai 1894. betreffend die Errichtung einer Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst zu Aquileja.

Zu Aquileja im Küstenlande wird eine Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst errichtet, welche ihre Wirksamkeit am 1. Juni d. J. beginnen wird.

Diese Expositur wird mit denselben Verzollungsbefugnissen ausgestattet, welche derlei Exposituren im Küstenlande (R. G. Bl. Nr. 154 ex 1891, Verzeichnis der für das österreichisch-ungarische Zollgebiet aufgestellten Zollämter, VIII. Z. 23) eingeräumt sind.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2258.

1 juin 1894.

Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce, de concert avec les Ministères I^aux R^aux de l'intérieur et des finances, concernant le règlement de port pour le port I^l R^l de Brigance sur le lac de Constance, et les atterrissages publics de Hard, Fussach et Lochau.

R. G. Bl. 1894, Nr. 114.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit den Ministerien des Innern und der Finanzen vom 1. Juni 1894, womit eine Hafenordnung für den k. k. Bodenseehafen von

1894 *Bregenz, sowie Bestimmungen für die öffentlichen Anlandestellen von Hard, Fussach und Lochau erlassen werden.*

A.

Hafenordnung für den k. k. Bodenseehafen von Bregenz.

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1.

Hafenbereich.

Als Bereich des k. k. Bodenseehafens von Bregenz im Sinne dieser Verordnung ist anzusehen:

1. Das vom Gütermolo, vom Eisenbahndamme und vom Reservemolo umschlossene Hafenbecken. In demselben befinden sich der Personenmolo, die Haltestelle Bregenz-Hafen, der Trajectsteg und der Hafensteg.

2. Das Zollgütermagazin am Gütermolo, die am Hafen befindlichen Anlege- und Lagerplätze, der Gütermolo, der Reservemolo, das Trockendock und der Schiffswerkstättenrayon.

3. Der vor der Hafeneinfahrt liegende Seeraum, insoweit derselbe für den ungehinderten Schifffahrtsbetrieb freigehalten und überwacht werden muss.

§ 2.

Handhabung der Hafenordnung.

Die Handhabung der Hafenordnung im Hafenbereiche von Bregenz steht dem k. k. Hafencommissär zu.

Als k. k. Hafencommissär hat im übertragenen Wirkungskreise der jeweilige Vorstand der Bodensee-Schifffahrtsinspection der k. k. Generaldirection der österreichischen Staatsbahnen zu fungiren, welchem zur Durchführung und Ueberwachung des äusseren Dienstes ein Hafenmeister und die erforderliche Anzahl Hafenmatrosen aus dem Stande des Schifffahrtspersonales der k. k. Staatsbahnen beigegeben sind.

An den k. k. Hafencommissär sind alle im Artikel 12 der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867 vorgeschriebenen Meldungen zu erstatten.

Bei allen Verfügungen, welche das zollämtliche Interesse berühren, hat der k. k. Hafencommissär stets im Einvernehmen mit dem Vorstande des k. k. Hauptzollamtes in Bregenz vorzugehen.

II. Bestimmungen über den Hafendienst. 1894

§ 3.

Instandhaltung der Hafenanlagen.

Der k. k. Hafencommissär überwacht die richtige Instandhaltung der gesammten Hafenanlagen. Er erstattet Anträge bezüglich nothwendig werdender Neueinrichtungen, Abänderungen oder Zubauten an den Hafenanlagen. Ein besonderes Augenmerk ist darauf zu richten, dass das Hafenbecken jederzeit die für den ungestörten Schiffsbetrieb erforderliche Wassertiefe besitze. Die Anlegeplätze der Schiffe sind in gutem Zustande zu erhalten, und ist jeweilig für die gefahrlose Benützbarkeit der Schiffszugänge, insbesondere zur Winterszeit Sorge zu tragen.

§ 4.

Beleuchtung des Hafens.

Mit Eintritt der Dunkelheit wird täglich das aus zwei übereinander stehenden weissen Bogenlichtern bestehende Hafenfeuer angezündet und nach Eintreffen des letzten angemeldeten Dampfschiffes gelöscht. Des Morgens wird das Hafenfeuer täglich vor dem Ein- oder Auslaufen des ersten Cursdampfers angezündet und brennt bis Tagesanbruch. Die an den beiden Hafenköpfen befindlichen Hafenlichter (am Gütermolokopf weisses und am Reservemolokopf rothes Licht) brennen die ganze Nacht hindurch.

Die zur Beleuchtung der Schiffsanlegeplätze dienenden Laternen werden je nach Bedürfnis angezündet und haben nach eingetretener Dunkelheit bis Tagesanbruch während der Dauer des angemeldeten Dampferverkehres zu brennen.

§ 5.

Signaldienst.

Bei unsichtigem Wetter werden den einlaufenden Fahrzeugen vom Kopfe des Gütermolos aus die im Abschnitte I, Punkt 7 der Signalordnung für die Bodenseeschifffahrt (Anlage III der Ministerialverordnung vom 29. October 1892, R. G. Bl. Nr. 188) vorgeschriebenen Nebelsignale mit dem Nebelhorn und der Nebelglocke gegeben. Ueberdies wird bei sehr dichtem Nebel den Personendampfern nach dem Passiren der Hafeneinfahrt im Bedarfsfalle auch noch die Lage des Personenmolos durch Abgabe von Signalstössen mit einem Nebelhorne markirt. Bei Schneesturm sind den einlaufenden Schiffen, wenn thunlich, zur Kennzeichnung der Hafeneinfahrt vom Kopfe des Gütermolos aus Kanonenschüsse zu lösen.

1894 Einlaufenden Schiffen, welchen nicht schon ein für allemale die Anlegeplätze im vorhinein angewiesen sind, wird im Bedarfsfalle der einzunehmende Anlegeplatz schon während des Einlaufens, bei Tag durch Schwenken einer weissroth gestreiften Flagge, bei Nacht durch Schwenken eines rothen Lichtes signalisirt.

Das auf der Untiefe von Mehrerau aufgestellte Glockenschlagwerk hat während der Nebelperiode täglich ab 4 Uhr Nachmittags in Betrieb gesetzt zu werden und bis nach dem Einlaufen des letzten Cursdampfers oder Trajectzuges in Thätigkeit zu verbleiben.

Die von den Schiffen gegebenen Nothsignale sind zum Zeichen, dass man selbe verstanden habe und dass Hilfe sofort abgesendet wird, im Sinne des Abschnittes III, Punkt 15 der Signalordnung für die Bodenseeschifffahrt mit Kanonenschüssen, beziehungsweise mit Blickfeuer zu beantworten.

§ 6.

Rettungsdienst.

Im Hafen von Bregenz hat ein mit allen erforderlichen Ausrüstungsgegenständen ausgestattetes Boot für Rettungszwecke stets bereit zu liegen. Zur Bemannung desselben werden im Bedarfsfalle die Hafenmatrosen und die im Augenblicke disponiblen Matrosen der nächstliegenden Schiffe herangezogen. Am Personen- und Gütermolo sind an zweckentsprechenden Orten Rettungsringe, Stangen mit Haken und Lebensrettertaue zur allsogleichen Verwendung bereit zu halten.

Sobald der k. k. Hafencommissär Kenntnis erhält, dass sich ein in See stehendes Schiff oder Boot in Gefahr befinde, wird er die erforderlichen Maassnahmen zur raschesten Hilfeleistung treffen. In solchen Fällen steht ihm das Recht zu, eines oder mehrere der im Hafen befindlichen Dampfschiffe (oder andere hierzu geeignete Fahrzeuge) sofort zur Hilfeleistung abzusenden. Der k. k. Hafencommissär leitet die Hilfsaction und sorgt eventuell für die Bergung der Schiffsladung, sowie für die zollämtliche Ueberwachung und Behandlung derselben.

Er stellt die stattgefundenen Schäden fest und berichtet über den ganzen Vorfall an die k. k. Bezirkshauptmannschaft in Bregenz.

§ 7.

Freihaltung der Molen, Anlegeplätze u. s. w.

Es ist jederzeit dafür zu sorgen, dass auf den Molen der Verkehr der Personen und Güter in keiner Weise behindert

werde, dass die Zugänge zu den Personenschiffen und zu den 1894
an den Molen befindlichen Bootsstiegen freibleiben und dass der Trajectsteg und der neue Hafensteg vom Publicum nicht betreten werden.

Das Betreten des Personenmolos wird zwar gestattet, die denselben betretenden Personen haben jedoch vor der Ankunft eines jeden Personendampfschiffes diesen Personenmolo zu verlassen. Diejenigen Personen, welche auf dem Molo verbleiben, werden so wie alle, welche zollpflichtige Gegenstände bei sich haben, zollämtlich als mit dem Dampfschiffe angekommene Passagiere angesehen, haben sich der zollämtlichen Revision zu unterziehen und die Folgen dieser Revision unweigerlich zu tragen. Das Zudrängen von Zuschauern beim Ein- und Aussteigen der Reisenden in, beziehungsweise aus den Dampfschiffen ist nicht gestattet.

Güter jeder Art auf den Lagerplätzen und Anlegestellen der Schiffe ohne Erlaubnis des k. k. Hafencommissärs lagern zu lassen, ist strengstens untersagt.

Die auf diesen Plätzen lagernden Güter werden zwar der allgemeinen Hafenaufsicht unterstellt, die Hafenbehörde übernimmt aber keinerlei Verantwortung für dieselben.

Das Befahren des Personenmolos mit Personenwägen ist nur zum Zwecke des Transportes von Kranken zu und von den Schiffen nach vorher beim Hafenmeister eingeholter Bewilligung gestattet.

Das Unterhalten von offenen Feuern auf den Molen oder Lagerplätzen ist verboten. Das Schiessen mit Gewehren oder anderen Schusswaffen ist im ganzen Hafengebiete, das Angelfischen vom Personenmolo aus untersagt.

Das Waschen von Wäsche ist an den Molen und Anlegeplätzen der Schiffe nicht gestattet.

Betrunkene oder Unbehilfliche ohne entsprechende Begleitung sind aus dem Hafengebiete zu verweisen.

§ 8.

Freihaltung des Hafenbeckens, Verbot der Verunreinigung und Verstellung desselben.

Das Hafenbecken ist für den Schiffsverkehr stets frei zu halten. Das Ankern ist daher einlaufenden Schiffen im Hafenbecken nur im Nothfalle zu gestatten, und haben dieselben sobald als nur thunlich sich nach den ihnen angewiesenen Plätzen zu verholen. Flösse dürfen unter keinen Umständen in das Hafenbecken eingebracht werden.

Im Winter ist das Hafenbecken zur Aufrechthaltung des Schiffsverkehres thunlichst von dem sich in demselben bildenden Eise zu befreien.

1894 Das Baden ist innerhalb des Hafenbeckens auf das strengste verboten.

In das Hafenbecken dürfen weder schwimmende, noch sinkende Gegenstände geworfen, überhaupt darf dasselbe in keiner Weise verunreinigt werden. Das Auswerfen von Russ, Schlacken, Asche, Küchenabfällen, Koth von Thieren ist innerhalb des Hafenbeckens und von der Hafeneinfahrt strengstens untersagt.

Wenn bei dem Aus- oder Einladen, oder sonst zufällig Gegenstände in das Wasser fallen, welche die Schifffahrt hindern könnten, muss der Schuldtragende unter Haftung des Schiffsführers diese Gegenstände ungesäumt aus dem Hafenbecken wieder entfernen lassen. Geschieht dies nicht binnen der vom k. k. Hafencommissär zu bestimmenden Zeit, so hat die Wegschaffung auf Kosten des Schuldigen, abgesehen von der letzteren treffenden Ordnungsstrafe, zu geschehen.

Wenn Fahrzeuge oder andere Flottanten im Hafenbecken oder an einer Stelle innerhalb des Hafenbereiches sinken und hierdurch der Schifffahrtsbetrieb gehindert erscheint, ist in gleicher Weise vorzugehen.

§ 9.

Beschädigung der Hafenanlagen.

Jede Beschädigung der Hafenbauten und Ufer, der aufgestellten Bezeichnungen, der Haft- und Schutzpfähle, der Hafenkrahne, der Geländer, Stiegen, Bänke, Wege, Bäume, Anpflanzungen, der Laternen und aller anderen zur Hafenanlage gehörigen Gegenstände ist untersagt und hat nebst der allfälligen Bestrafung die Ersatzpflicht zur Folge.

Die Schiffsführer werden insbesondere angewiesen, dahin zu wirken, dass die Schiffsbediensteten beim Gebrauche der Schalterstangen nicht muthwillige Beschädigungen anrichten.

§ 10.

Verhalten in aussergewöhnlichen Fällen.

Bei Erhalt von Meldungen über aussergewöhnliche Vorkommnisse (Artikel 12 der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867) wird der k. k. Hafencommissär wenn nöthig sofort den Thatbestand feststellen, die Festnahme Schuldverdächtiger einleiten und der k. k. Bezirkshauptmannschaft in Bregenz unverweilt Bericht erstatten. In dringenden Fällen ist der k. k. Hafencommissär ermächtigt, ausserordentliche, dem Gebote des Augenblickes entsprechende Anordnungen innerhalb des Hafenbereiches zu treffen.

1894

III. Der Schiffsverkehr im Hafenbereiche.

§ 11.

Ueber den Schiffsverkehr im Allgemeinen.

Für den Schiffsverkehr im Hafenbereiche von Bregenz gelten im Allgemeinen die für die Schifffahrt auf dem Bodensee erlassenen Bestimmungen.

Der k. k. Hafencommissär hat demnach darüber zu wachen, dass die im Hafen verkehrenden Schiffe nach Vorschrift gehalten und ausgerüstet sind, dass sich die Mannschaft derselben im dienstfähigen Zustande befinde, und dass die gesetzlich zulässige Belastung der Schiffe nicht überschritten werde.

Wahrgenommene Mängel oder Anstände sind bei Fahrzeugen der Vereinigten Dampfschifffahrtsverwaltungen für den Bodensee und Rhein der betreffenden Verwaltung, bei anderen Fahrzeugen der zuständigen Behörde des Heimatsstaates bekannt zu geben und ist in zweckentsprechender Weise auf die Behebung derselben hinzuwirken. Nur in jenen Fällen, wo zufolge dieser Mängel oder Anstände eine directe Gefahr für Leben und Gesundheit der an Bord befindlichen Personen, oder für die Sicherheit des Schifffahrtsbetriebes im Allgemeinen zu besorgen ist, wird der k. k. Hafencommissär direct einschreiten und auf die allsogleiche Behebung der festgestellten Mängel dringen, eventuell das Schiff bis zur Behebung der bestehenden Mängel im Hafen zurückbehalten.

Von den in solchen Fällen getroffenen Maassnahmen ist bei Fahrzeugen der Vereinigten Dampfschifffahrtsverwaltungen für den Bodensee und Rhein der betreffenden Verwaltung, bei anderen Fahrzeugen der zuständigen Behörde des Heimatsstaates sofort Mittheilung zu machen und unter allen Umständen der Bezirkshauptmannschaft in Bregenz Anzeige zu erstatten.

§ 12.

Verkehr mit kleinen Fahrzeugen. Fischerboote.

Der Verkehr mit kleinen Ruder- und Segelbooten, welche lediglich zu Fahrten zwischen naheliegenden Uferplätzen oder zu Vergnügungsfahrten dienen, wird durch besondere Vorschriften geregelt.

Die Fischerboote dagegen unterliegen den Bestimmungen der Hafenordnung.

1894

§ 13.

Einlaufen der Schiffe in den Hafen.
Meldung derselben an das k. k. Hauptzollamt.

Allen Schiffen ohne Unterschied ist das Einlaufen und der Aufenthalt im Hafen von Bregenz bei Tag und auch zur Nachtzeit gestattet. Dampfschiffe haben ihre Ankunft in Bregenz dem k. k. Hafencommissär mindestens eine Stunde früher schriftlich oder telegraphisch anzumelden. Bei den regelmässigen Cursfahrten der Bodensee-Dampfschifffahrtsanstalten ersetzt die rechtzeitige Uebersendung der veröffentlichten Fahrpläne und Graphicons diese Anmeldungen einfür allemale. Bei Fahrten mit Dampfbarkassen oder Motorenbooten kann diese Anmeldung unterbleiben.

Die einlaufenden Segelschiffe haben sich nach Ankunft beim Hafenmeister zu melden und ihm die gesetzlich vorgeschriebenen Auskünfte über das Nationale und die Schiffsladung zu geben.

Der k. k. Hafencommissär versieht das k. k. Hauptzollamt Bregenz mit der erforderlichen Anzahl von Bodensee-Fahrplänen, gibt demselben rechtzeitig Kenntnis von den angemeldeten Sonderfahrten der Dampfschiffe und sorgt dafür, dass der Hafenmeister sofort die vorgeschriebenen Meldungen über die eingelaufenen Segelschiffe dem k. k. Hauptzollamte erstatte.

§ 14.

Anlegeplätze der Schiffe.

Im Hafen von Bregenz sind für die in demselben verkehrenden Schiffe nachstehende Anlegeplätze vorgeschrieben:

der Personenmolo,
der Gütermolo,
der Trajectsteg,
der Reservemolo sammt dem Hafenstege.

Allen einlaufenden Schiffen und sonst wie in den Hafen verbrachten Flottanten werden die Anlegeplätze vom k. k. Hafencommissär oder in seinem Auftrage vom Hafenmeister angewiesen, und zwar den Personencursdampfern zu Beginn jeder Fahrplanperiode ein- für allemale und den Extradampfern, Trajectzügen und Segelschiffen fallweise beim Einlaufen durch Abgabe der im § 5 festgesetzten Signale.

Für die Verwendung der oben genannten Anlegeplätze gelten die nachstehenden Normen:

a) Der Personenmolo ist ausschliesslich für die Abwicklung des Personenverkehres bestimmt, und haben daher alle im Personendienste stehenden Schiffe (auch Dampfbarkassen und Motorenboote) behufs Ein- oder Ausschiffung

der Reisenden und des Reisegepäckes dort anzulegen. 1894
Personendampfer, welche in Bregenz einen längeren Aufenthalt nehmen, können nach Ausschiffung der Reisenden und deren Effecten für die Dauer ihres Aufenthaltes im Hafen nach einem anderen Anlegeplatze dirigirt werden.

Motorenbooten kann über Ansuchen, zur gesetzlichen Tageszeit, das ist von Sonnenauf- bis Untergang, von der k. k. Finanzbezirksdirection Feldkirch die Bewilligung zum Anlegen und Ausschiffen der vom Auslande kommenden Passagiere in dem Gondelhafen gegen Widerruf unter der Bedingung ertheilt werden, dass dieselben keine zollpflichtigen Gegenstände bei sich haben und in den Motorenbooten selbst keinerlei Reisegepäck oder Frachtgut mitgeführt wird.

b) Der Gütermolo ist für die Abwicklung des Güterverkehres bestimmt, und haben daher alle den Güterdienst besorgenden Schiffe an demselben anzulegen.

Personenschiffe, welche Güter, Fahrzeuge, Leichen oder lebende Thiere aus- oder einzuladen haben, müssen zu diesem Zwecke nach bewirkter Ausschiffung der Reisenden ebenfalls an dem Gütermolo anlegen. Eine Ausnahme hiervon ist nur gestattet, wenn Cursdampfer eine geringe Anzahl Güterstücke oder lebende Kälber ein- oder auszuladen haben.

In diesen Fällen kann das Ein- und Ausladen der Güterstücke oder Kälber auch an dem Personenmolo geschehen. Diese ausgeladenen Güterstücke oder Kälber haben durch Bedienstete der k. k. Bodensee-Schifffahrtsinspection unter Aufsicht von Finanzorganen entweder über den Trajectsteg oder mittelst Boot vom Personenmolo in das Zollgütermagazin überführt zu werden.

c) Längs des Trajectsteges haben sich die zum Ein- und Austrajectiren bestimmten Trajectkähne zu vertäuen.

d) Die Anlegeplätze des Reservemolos und des Hafensteges sind ausschliesslich zum Anlegen der ausser Dienst stehenden Fahrzeuge der k. k. Bodensee-Schifffahrtsinspection bestimmt. Andere Fahrzeuge dürfen in der Regel nicht an diesen Plätzen vertäut werden. Beladene Fahrzeuge dürfen daher unter keiner Bedingung an diesen Plätzen anlegen, und ist das Ein- und Ausladen von Gütern jeder Art an denselben strengstens untersagt.

An anderen Orten des Hafenbereiches darf ein Schiffsführer ohne besondere Erlaubnis zur Löschung seiner Ladung nur dann anlegen, wenn Naturereignisse oder Beschädigungen des Schiffes die Fortsetzung der Fahrt unmöglich machen.

Der Schiffsführer ist verpflichtet, in solchen Fällen dem k. k. Hafencommissär ehethunlichste Anzeige zu erstatten

1894 und muss sich bis zum Eintreffen der ihm ertheilten Verhaltungsmassregeln jeder für die Sicherheit des Schiffes und der Ladung nicht dringlich nöthigen Handlung enthalten. Bezüglich der Anzeige an das k. k. Hauptzollamt wird auf die einschlägige Bestimmung des Abschnittes V verwiesen.

§ 15.

Aus- und Einladen der Schiffe.

Dampf-, Schlepp- und Segelschiffe kommen nach der Reihenfolge ihrer Ankunft zum Ausladen. Bei öffentlich bekanntgemachten Cursfahrten der Dampfschiffe wird denselben der Vorrang eingeräumt und beim Zusammentreffen mehrerer solcher Dampfschiffe entscheidet die fahrplanmässige Abfahrtszeit.

Jeder Schiffsführer ist befugt, das Ein- und Ausladen durch seine eigene Mannschaft oder durch andere hierzu aufgenommene Leute besorgen zu lassen.

Die Benützung der Hafenkrahne darf nur unter Aufsicht des Hafenpersonales stattfinden und ist beim Hafenmeister anzumelden. Den Schiffs- und Waarenführern ist die Benützung der Krahne freigestellt mit der Maassgabe, dass der Aus- und Einladung der für den regelmässigen Güterverkehr bestimmten Fahrzeuge gegenüber den Privatfahrzeugen der Vorrang gebührt.

In den übrigen Fällen entscheidet die Reihenfolge der Anmeldung.

Eine Gebühr für die Benützung der Krahne wird nicht erhoben, dagegen sind die zum Treiben derselben, sowie die zum Aus- und Einladen erforderlichen Arbeiter von dem die Krahne benützenden Schiffsführer oder Frächter beizustellen.

Die Maximaltragfähigkeit ist auf den Krahnen angeschrieben und darf unter keinen Umständen überschritten werden.

Für Beschädigungen, welche beim Ein- oder Ausladen mittelst der Hafenkrahne sowohl an den Gütern, wie auch an den Schiffen oder Wägen vorkommen sollten, übernimmt die Hafenverwaltung keinerlei Haftung.

Dem Einladen von Gütern hat jedesmal das Ausladen und dem Einsteigen der Reisenden das Aussteigen derselben voranzugehen. Bevor nicht die Verbindung zwischen Ufer und Schiff fest und in einer die volle Sicherheit gewährenden Weise hergestellt ist, darf der Uebertritt der Reisenden nicht stattfinden.

Bei der Aus- und Einladung, sowie beim Transporte von gefährlichen Stoffen haben die Schiffsführer die hiefür erlassenen besonderen Bestimmungen auf das strengste einzuhalten.

1894

§ 16.

Verhalten der Schiffe während des Aufenthaltes im Hafenbereiche.

Die Führer der an den Anlageplätzen vertäut liegenden Schiffe haben dafür zu sorgen, dass die ein- und auslaufenden Schiffe durch sie nicht unnöthigerweise behindert werden. Die Vertäuung der Schiffe hat stets den herrschenden Witterungsverhältnissen entsprechend vorgenommen zu werden. Der angewiesene Anlegeplatz darf ohne vorher eingeholte Bewilligung nicht mit einem anderen vertauscht werden. Während des Ein- und Auslaufens von Dampfschiffen ist das Verholen von Fahrzeugen in den für den Schiffsverkehr bestimmten Hafentheilen verboten. Das Ankern im Hafenbereiche, insbesondere vor der Hafeneinfahrt ist ohne vorher eingeholte Erlaubnis nur im Falle der Noth gestattet.

Wenn Schiffe sich nach eingetretener Dunkelheit im Hafen verholen oder mittelst Maschinenkraft ihren Anlegeplatz wechseln, haben sie die für die Fahrt bei Nacht vorgeschriebenen Positionslichter zu führen. Die längs des Gütermolos und am Personenmolo vertäut liegenden Schiffe haben nach eingetretener Dunkelheit die ganze Nacht hindurch einlaufenden Dampfschiffen und Trajectzügen an den der Hafeneinfahrt zugekehrten Schiffstheilen (Heck und Radkasten oder Bug und Radkasten) helle weisse Lichter zu zeigen. Alle Fahrzeuge, welche an nicht beleuchteten Anlegeplätzen vertäut liegen und eine Landungstreppe ausgesetzt haben, müssen die Nacht über den Schiffseingang mit einem weissen Lichte beleuchten. Auf jedem im Hafen vertäuten oder im Hafenbereiche verankerten Fahrzeuge soll eine Schiffswache aufgestellt sein, welche für die Sicherheit des Schiffes zu sorgen hat.

Das Unterhalten von offenen Feuern, sowie das unvorsichtige Hantiren mit Feuer und Licht ist auf den im Hafenbereiche vertäuten Schiffen aufs strengste verboten.

§ 17.

Schiffsunfälle und aussergewöhnliche Vorkommnisse im Hafenbereiche.

Die Führer der im Hafenbereiche von Bregenz befindlichen Schiffe sind verpflichtet, von Unfällen oder Beschädigungen, welche den Schiffen, deren Ladung oder den auf den Schiffen befindlichen Personen während des Aufenthaltes im Hafenbereiche zustossen, dem k. k. Hafencommissär sofort Meldung zu erstatten.

1894 In analoger Weise sind dem k. k. Hafencommissär auf den Schiffen ausgebrochene Streithändel, Raufereien u. s. w. zu melden, wenn selbe derartigen Umfang annehmen, dass ein Einschreiten nothwendig erscheint.

IV. Uebertretungen, Strafen und Strafverfahren.

§ 18.

Art der Strafen.

Die Nichtbefolgung der in gegenwärtiger Hafenordnung gegebenen Vorschriften und die Uebertretung der darin ausgesprochenen Verbote wird ausser dem von dem Schuldtragenden zu leistenden vollen Schadenersatze mit einer nach der grösseren oder geringeren Absichtlichkeit, Schädlichkeit oder Gefährlichkeit des Vergehens zu bemessenden Geldstrafe oder, wenn diese uneinbringlich wäre oder sich nach den obwaltenden Umständen als nicht angemessen zeigen sollte, mit verhältnismässigem Arreste geahndet.

§ 19.

Strafausmaass.

Die Geldstrafen sind mit Rücksicht auf Grösse, Absichtlichkeit und Gefährlichkeit der Uebertretung, sowie nach der Grösse des Fahrzeuges mit 1 bis 20 fl., bei Dampfschiffen mit 10 bis 100 fl. ö. W. zu bemessen.

Wenn statt der Geldstrafe Arreststrafe verhängt wird, so ist dieselbe für je fünf Gulden mit Arrest von Einem Tage zu bemessen; die geringste Arreststrafe hat Einen Tag zu betragen.

Im zweiten Betretungsfalle desselben Vergehens ist die Strafe, welche im ersten Falle verhängt wurde, innerhalb des Maximums von 20, rücksichtlich 100 fl., zu verdoppeln. — Fernere Uebertretungsfälle werden innerhalb des vorerwähnten Maximums mit schärferer Strafe geahndet.

§ 20.

Verwendung der Strafgelder.

Die auf Grund dieser Hafenordnung eingehenden Geldstrafen haben in den Localarmenfond von Bregenz zu fliessen.

§ 21.

Einleitung von Untersuchungen.

Kein Schiffsführer soll in Folge einer gegen ihn oder gegen seine Mannschaft eingeleiteten Untersuchung, soferne es sich

zur um eine polizeilich strafbare Uebertretung handelt, an 1894
der Fortsetzung seiner Reise gehindert werden. Die Untersuchung in vorkommenden Uebertretungsfällen ist möglichst kurz und summarisch zu führen. Bei diesem Verfahren findet die Anheischung von Stempeln oder Taxen nicht statt. Die Betheiligten haben keine anderen Kosten zu tragen als solche, die durch Zeugen oder Sachverständige und deren Vorladung, durch Zustellung, Porto u. dgl. veranlasst werden.

§ 22.

Freisprechung.

Der Schiffer wird von Schuld und Strafe freigelassen, wenn derselbe nachweist, dass ausserordentliche Naturereignisse oder ein anderer unvorhergesehener und unüberwindlicher Zufall die Erfüllung der durch die Hafenordnung auferlegten Verpflichtungen unmöglich gemacht hat.

§ 23.

Ausübung des Strafbefugnisses.

Die Bestrafung der im Hafenbereiche vorkommenden Uebertretungen und Nichtbefolgungen der in der Hafenordnung festgesetzten Bestimmungen steht dem k. k. Hafencommissär zu.

§ 24.

Entscheidungsrecht bei Streitigkeiten.

Der k. k. Hafencommissär erkennt auch über Streitigkeiten wegen Zahlung der für Benützung der Hafenanstalten zu entrichtenden Gebühren, wegen Beleg und Zahlung von Lotsen, Bergelohn und anderen Hilfsvergütungen, über Streitigkeiten wegen Beschädigungen der Hafenbauten und über Excesse, welche die zur Bemannung der Fahrzeuge gehörenden Personen gegen die in Ausübung ihres Amtes begriffenen Hafenaufsichtsorgane begehen, soferne solche Excesse nicht zur Competenz der allgemeinen Strafbehörde gehören.

§ 25.

Recurse.

Recurse gegen Straferkenntnisse des k. k. Hafencommissärs sind an die k. k. Bezirkshauptmannschaft in Bregenz zu richten. Bestätigt oder mildert die letztere das Erkenntnis des k. k. Hafencommissärs, so ist eine weitere Berufung unzulässig.

1894 Das Schliessen und Oeffnen der Ausgänge wird von Organen der k. k. Finanzwache besorgt. Das Gitterthor, welches vom Personenmolo zum Kohlendepot führt, hat in der Regel geschlossen zu sein und wird nur im Bedarfsfalle den Bediensteten der k. k. Bodensee-Schifffahrtsinspection geöffnet.

§ 30.

Zollämtliche Behandlung des mit Dampfschiffen nach inländischen Stationen abgehenden oder von ausländischen Stationen ankommenden Reisegepäckes.

Das nach inländischen Stationen mit Dampfschiff abgehende Reisegepäck wird auf Verlangen der Reisenden vor Eintritt in das Schiff von Finanzwachorganen mittelst einer aufzuklebenden Papiervignette unter zollämtlichen Verschluss gelegt.

Alle auf diese Weise zollämtlich geschlossenen Gepäcksstücke müssen auf dem Dampfschiffe den Reisenden sofort abgenommen und von den Schiffsbediensteten an einem abgesonderten Orte verwahrt werden. Die so behandelten Reisegepäcksstücke dürfen den Reisenden unter persönlicher Verantwortung des Capitäns und des Schiffscassiers erst bei Ankunft in der Bestimmungsstation ausgefolgt werden.

Beim Verlassen des Schiffes ist solches Gepäck sofort in die Revisionshalle zu bringen und daselbst dem dienstthuenden Functionär vorzuweisen, welcher sich zu überzeugen hat, ob der zollämtliche Verschluss in Ordnung ist. Ist dies der Fall, so entfällt die zollämtliche Revision des betreffenden Gepäcksstückes, der Functionär nimmt den Verschluss ab und gibt das Gepäcksstück frei.

Ist jedoch der zollämtliche Verschluss an einem Gepäcksstücke beschädigt oder abgerissen, so hat die zollämtliche Revision des letzteren durchgeführt zu werden.

§ 31.

Bestimmungen für das Verhalten der Gepäcksträger und Hoteldiener.

Die ankommenden Dampfschiffe dürfen zum Zwecke des Wegtragens von Reisegepäck von niemand als den im § 29 genannten Personen betreten werden.

Die abgehenden Dampfschiffe dürfen von Gepäcksträgern, Dienstmännern u. s. w. betreten werden, um Reisegepäck u. dgl. nach denselben zu verbringen.

Die Gasthofportiere haben sich bei ankommenden Dampfschiffen an den ihnen vom Hafenmeister angewiesenen Plätzen aufzustellen und dort die Reisenden zu erwarten.

1894

B.

Besondere Bestimmungen für die öffentlichen Anlandestellen von Hard, Fussach und Lochau.

I. Für die öffentliche Anlandestelle in Hard.

§ 32

Hafenbereich.

Als Hafenbereich von Hard im Sinne dieser Bestimmungen sind anzusehen:

1. Der alte Segelschiffmolo, der neue Dampfermolo und der Anlandesteg der Dampfsäge, sammt den von denselben eingeschlossenen und den an denselben angrenzenden Seetheilen, der Winterhafen, sowie das Ufer bis zur Mündung des Lauteracherbaches.

2. Die auf den genannten Molen und dem angrenzenden Seeufer befindlichen Anlege- und Lagerplätze.

3. Der Seeraum vor den beiden Molen, soweit derselbe für den freien Verkehr der ein- und auslaufenden Schiffe erforderlich ist.

§ 33.

Handhabung der Hafenordnung.

Die Handhabung der Hafenordnung im Bereiche der Anlandestelle von Hard steht dem k. k. Hafencommissär von Bregenz zu. Mit der Durchführung und Ueberwachung des äusseren Dienstes ist ein Organ der k. k. Finanzwache betraut und hat dasselbe dementsprechend als Hafenmeister von Hard zu fungiren. In dieser Eigenschaft erhält dasselbe alle auf den Hafendienst Bezug habenden Weisungen vom k. k. Hafencommissär im Wege seines vorgesetzten Abtheilungsleiters und erstattet auch in derselben Weise die den Hafendienst betreffenden Meldungen an den k. k. Hafencommissär. Das für den Dampfschiffsverkehr erforderliche Anbindepersonale wird von der Gemeindevorstehung Hard beigestellt und untersteht dasselbe in allen den Hafendienst betreffenden Angelegenheiten dem als k. k. Hafenmeister fungirenden k. k. Finanzwachorgane.

§ 34.

Instandhaltung der Hafenanlagen.

Der k. k. Hafencommissär überwacht die richtige Instandhaltung der Hafenanlagen und deren Einrichtungen.

1894 insoweit derselbe für das unbehinderte Manöver der ankommenden und abgehenden Schiffe erforderlich ist, anzusehen.

§ 40.

Handhabung der Hafenordnung.

Die Handhabung der Hafenordnung im Bereiche der Anlandestelle Fussach steht dem k. k. Hafencommissär von Bregenz zu. Mit der Durchführung und Ueberwachung des äusseren Dienstes ist ein Organ der k. k. Finanzwache betraut, welches daher als Hafenmeister von Fussach zu fungiren hat.

Dasselbe erhält im Wege seines Abtheilungsleiters vom k. k. Hafencommissär die auf den Hafendienst Bezug habenden Weisungen und erstattet im gleichen Wege die den Hafendienst betreffenden Meldungen an den k. k. Hafencommissär.

§ 41.

Instandhaltung der Hafenanlagen.

Der k. k. Hafencommissär überwacht die richtige Instandhaltung des Molos und der Anlandevorrichtungen und berichtet über wahrgenommene Mängel an die k. k. Bezirkshauptmannschaft Bregenz.

§ 42.

Zoll- und gefällsämtlicher Dienst.

An der Anlandestelle Fussach wird der Verkehr der Schiffe mit dem Lande in nachstehender Weise festgestellt:

a) Der Verkehr ist nur zur gesetzlichen Tageszeit, das ist von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang gestattet.

b) Nur solche Personen, welche keinerlei zollpflichtige Gegenstände mit sich führen, dürfen landen; Reisegepäck darf unter keinen Umständen von Schiffen ans Land gebracht werden.

c) Von Gütern dürfen nur unbedingt zollfreie ein- und ausgeladen werden.

III. Für die öffentliche Anlandestelle in Lochau.

§ 43.

Hafenbereich.

Als Hafenbereich von Lochau im Sinne dieser Bestimmungen ist anzusehen:

1. Der alte Hafen.

2. Der Bootssteg beim Gasthause zum Anker. 1894

3. Das Ufer vom alten Hafen bis zum sogenannten Kohlplatz und die an demselben gelegenen Anlandestellen und Lagerplätze.

Ohne vorher eingeholte gefällsämtliche Bewilligung ist Fahrzeugen jeder Art ausserhalb dieses Gebietes das Anlanden oder Abfahren nicht gestattet.

§ 44.

Handhabung der Hafenordnung.

Die Handhabung der Hafenordnung im Bereiche der Anladestelle Lochau obliegt dem k. k. Hafencommissär von Bregenz, die Aufsicht und Ueberwachung des Schiffsverkehres ist dem dienstthuenden Organe der k. k. Finanzwache übertragen.

§ 45.

Zoll- und gefällsämtlicher Dienst.

An der Anlandestelle Lochau werden für den Verkehr der Schiffe mit dem Lande nachstehende Bestimmungen festgesetzt:

a) Der Verkehr ist nur zur gesetzlichen Tageszeit, das ist von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang gestattet.

b) Nur solche Personen, welche keinerlei zollpflichtige Gegenstände mit sich führen, dürfen landen. Reisegepäck darf unter keinen Umständen aus Schiffen ans Land gebracht werden.

c) Von Gütern dürfen nur unbedingt zollfreie von den Schiffen aus-, beziehungsweise in die Schiffe eingeladen werden.

Vor dem Ausladen sind diese Güter bei dem k. k. Nebenzollamte Unterhochsteg vorschriftsmässig anzumelden.

IV. Gemeinsame Bestimmungen für die drei Anladestellen.

§ 46.

Im Uebrigen haben bezüglich der Erhaltung des freien Fahrwassers in den Hafenbereichen von Hard, Fussach und Lochau, betreffs der Maassnahmen bei constatirten Beschädigungen oder Verunreinigungen der Hafenanlagen, für das Verhalten in aussergewöhnlichen Fällen, bezüglich des Schiffsverkehres, der Strafen und des Strafverfahrens, sowie bezüglich des zoll- und gefällsämtlichen Dienstes die Bestimmungen der Hafenordnung für den k. k. Bodenseehafen von Bregenz sinngemäss zur Anwendung zu kommen.

1894

C.

Schlussbestimmungen.

§ 47.

Die Bestimmungen dieser Verordnung treten mit 1. October 1894 in Wirksamkeit.

Mit demselben Zeitpunkte tritt die mit Ministerialverordnung vom 6. April 1870 (R. G. Bl. Nr. 49) erlassene Hafenordnung für den k. k. Bodenseehafen von Bregenz, sowie die in Ergänzung und Abänderung dieser Hafenordnung ergangene Ministerialverordnung vom 8. October 1891 (R. G. Bl. Nr. 153) ausser Kraft.

Wurmbrand m. p. *Bacquehem* m. p.

Plener m. p.

2259.

14 juin 1894.

Publication des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce formant annexe à l'ordonnance ministérielle du 23 juin 1891—VI (R. G. Bl. Nr. 78) sur les facilités de commerce accordées aux bateaux à vapeur desservant périodiquement le littoral.

R. G. Bl. 1894, Nr. 159.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 14. Juni 1894, betreffend Ergänzung der Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 23. Juni 1891—VI (R. G. Bl. Nr. 78) über Verkehrserleichterungen für die periodische Fahrten unternehmenden Küstendampfer.

Im Einvernehmen mit dem k. k. Handelsministerium und den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die in den Ministerialverordnungen vom 23. Juni 1891—VI (R. G. Bl. Nr. 78) und vom 13. Juli 1892 (R. G. Bl. Nr. 115) den periodische Fahrten unternehmenden Seedampfschiffen zugestandenen Verkehrserleichterungen an die weitere Bedingung gebunden, dass die als Proviant an Bord solcher Schiffe mitgeführten Nahrungsmittel, gleichwie die übrige Schiffsladung nur aus inländischen und solchen ausländischen Waaren bestehen dürfe, welche durch irgend ein Zolldocument gedeckt sind.

Derlei verkehrsbegünstigten Dampfschiffen wird übrigens 1894
das Anlaufen der dem Verkehre im Allgemeinen nicht geöffneten sogenannten todten) Häfen insoweit gestattet, als es sich um die im genehmigten Fahrplane genannten derlei Häfen handelt.

Ferner wird § 4 der Ministerialverordnung vom 23. Juni 1891—VI dahin ergänzt, dass in jenen Fällen, in welchen die Dampfer der um die Bewilligung der fraglichen Erleichterungen einschreitenden Schiffsunternehmungen auf ihren fahrplanmässigen Fahrten zum Gebiete beider Staaten der Monarchie gehörige Häfen berühren, vorerst das Einvernehmen der beiderseitigen interessirten k. k. Finanz-Landesbehörden und königlich ungarischen Finanzbehörden bezüglich der Anstandslosigkeit der Fahrordnung zu pflegen ist, wonach die Bewilligung der Verkehrserleichterungen im Einvernehmen der beiderseitigen Finanzministerien von dem Finanzministerium jenes Staatsgebietes ertheilt wird, in welchem die betreffende Unternehmung ihren Sitz hat.

Diese Verordnung tritt sofort in Wirksamkeit.

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

2260.

19 juin 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture concernant l'entrée de certains engrais chimiques à l'usage de l'agriculture.

R. G. Bl. 1894, Nr. 134.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 19. Juni 1894, betreffend die Einfuhr von Dungsalzen (Abraumsalzen und Abfallsalzen der Fabriken und Salzsudwerke und von künstlichen Düngungsmitteln aus Salzgemengen) zu landwirthschaftlichen Düngungszwecken.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen im Abschnitte I der Durchführungsvorschrift zu der Verordnung vom 13. August 1892, betreffend die Einfuhr von Dungsalzen (Abraumsalzen der Fabriken und Salzsudwerke und von künstlichen Düngungsmitteln aus Salzgemengen), sowie von Duplicatsalz aus dem Auslande (R. G. Bl. Nr. 138, V. Bl. Nr. 41 ex 1892) in nachstehender Weise erweitert:

1894 Die im ersten Absatze vorbezeichneter Durchführungsvorschrift angeführten Dungsalze können aus einem und demselben ausländischen Salzsudwerke oder Fabriksetablissement, wenn die sonstigen Bedingungen vorhanden sind, auch von mehreren Landwirthen gemeinschaftlich (cumulativ) durch den Obmann einer landwirthschaftlichen Vereinigung bezogen werden, in deren Bezirke die zu düngenden Grundstücke gelegen sind, gleichviel, ob die einzelnen Landwirthe Mitglieder dieser Vereinigung sind oder nicht.

Der betreffende Vereinsobmann hat zu diesem Behufe die von den zum gemeinschaftlichen Dungsalzbezuge sich vereinigenden Landwirthen zusammen beanspruchte Dungsalzmenge bei jenem ausländischen Salzsudwerke oder Fabriksetablissement, aus welchem das Dungsalz bezogen werden soll, mittelst eines besonderen „Bestellscheines", genau nach dem in der Anlage *A* vorgezeichneten Muster zu bestellen. Dieser Bestellschein muss jedoch vorher in der aus dem Muster ersichtlichen Weise von derjenigen der in der Anlage *B* verzeichneten landwirthschaftlichen Corporationen bestätigt sein, in deren Bezirke das Dungsalz verwendet werden soll.

Die in der Colonne 10 des vorerwähnten Musters (Anlage *A*) geforderte eigenhändige Unterschrift jedes einzelnen Landwirthes — an deren Stelle, falls der Betreffende des Schreibens unkundig sein sollte, dessen von zwei Zeugen bestätigtes Handzeichen einzusetzen ist — kann eventuell auch erst nachträglich anlässlich der Ausfolgung des Dungsalzes an die einzelnen Landwirthe in der unten angegebenen Weise eingeholt, respective beigebracht werden.

Bezüglich der Effectuirung einer solchen Cumulativbestellung seitens des betreffenden ausländischen Salzsudwerkes oder Fabriksetablissements, sowie hinsichtlich der Behandlung der diesfälligen Einfuhrssendungen seitens der k. k. Zollämter gelten die in den Punkten 2 bis 7 des Abschnittes I obcitirter Durchführungsvorschrift enthaltenen Bestimmungen mit folgenden Abweichungen:

Constatirt das betreffende Eingangszollamt bei der Prüfung der jede solche Dungsalzsendung begleitenden Documente, dass einer oder mehrere der im Cumulativbestellscheine aufgeführten Landwirthe bereits wegen eines Missbrauches mit Dungsalz einer schweren Gefällsübertretung schuldig erkannt worden sind, so hat das genannte Amt in jenem Cumulativbestellschein die betreffenden Postnummern zu durchstreichen und bei denselben in Colonne 11 die Bemerkung: „Zum Bezuge von Dungsalz nicht berechtigt" nebst Datum, Unterschrift und Siegel anzusetzen.

Das vom Zollamte dem Vereinsobmanne, der die betreffende Dungsalzpartie bestellt hat, übermittelte Pare der

„Bescheinigung" (Punkt 2. I oberwähnter Durchführungs- 1894
vorschrift) hat dieser Obmann so lange aufzubewahren, bis er die von ihm übernommene Dungsalzmenge vollständig vertheilt hat.

Auch bei Cumulativbestellungen hat das Zollamt, gleichwie dies in den vorcitirten Bestimmungen bei Einzelbestellungen vorgeschrieben ist, das zweite Pare der Bescheinigung zurückzubehalten, den Bestellschein aber als „Aviso" gleichzeitig mit der Abfertigung der betreffenden Einfuhrspartie an die in diesem Scheine bezeichnete, beziehungsweise an die dem Bestimmungsorte nächstgelegene k. k. Finanzwach-Controlsbezirksleitung oder Finanzwachabtheilung zu senden.

Bei cumulativen Dungsalzbezügen tritt nämlich an Stelle des Verwendungsortes derjenige Ort als „Bestimmungsort", an welchem der Vereinsobmann, der das Dungsalz bestellt hat, oder dessen Vertreter dasselbe zur Vertheilung an die einzelnen Landwirthe übernimmt.

Die Constatirung des richtigen Eintreffens solcher Dungsalzsendungen am Bestimmungsorte, dann die Abnahme des gefällsämtlichen Verschlusses und die Uebergabe des Dungsalzes daselbst an den vorbezeichneten Vereinsobmann oder dessen Vertreter kann anstatt durch die competente Finanzwach-Controlsbezirksleitung auch durch die nächstgelegene Finanzwachabtheilung erfolgen.

Diese oder jene hat, falls in dem ihm vom Eingangszollamte als Aviso zugesendeten „Cumulativbestellschein" einer oder mehrere jener Landwirthe, für die das Dungsalz vom Vereinsobmanne bestellt worden ist, als „zum Bezuge von Dungsalz nicht berechtigt" bezeichnet worden sein sollten, hiervon diesen Obmann bei der Uebergabe des Dungsalzes mit dem Bemerken in Kenntnis zu setzen, dass er den betreffenden Landwirthen kein Dungsalz ausfolgen dürfe.

Der betreffende Vereinsobmann, beziehungsweise dessen Vertreter hat die ihm zur Vertheilung übergebene, von ihm gehörig aufzubewahrende Dungsalzmenge binnen kürzester Frist an die einzelnen, im Cumulativbestellscheine verzeichneten Landwirthe — jene ausgenommen, welche ihm vom oberwähnten Finanzwachorgane als „zum Bezuge solchen Dungsalzes nicht berechtigt" angegeben worden sind — nach Maassgabe ihrer Bestellungen genau in den im Bestellscheine eingetragenen Theilmengen zu vertheilen. Zu diesem Behufe soll sich daher jeder Vereinsobmann, der einen Bestellschein zum cumulativen Bezuge von Dungsalzen ausfertigt, vor dessen Einsendung an das betreffende ausländische Salzsudwerk oder Fabriksetablissement eine Abschrift dieses Bestellscheines für seinen eigenen Gebrauch zurückbehalten.

1894 Anlage A.

(Muste

Bestell-

zum cumulativen Bezuge ausländischer Dungsalze gemäss des

1	2	3	4	5
Desjenigen, der das Dungsalz bestellte				
Vor- und Zuname	Bezeichnung des landwirthschaftlichen Vereines, dessen Obmann der Besteller ist	Wohnort, und zwar Gemeinde, politischer Bezirk, Kronland	Gesammtanzahl der innenverzeichneten Landwirthe	Bezeichnung des ausländischen Salzsudwerkes oder Fabriksetablissements, aus welchem das Dungsals bezogen wird

№

Bestätigung.*)

Die gefertigte landwirtschaftliche Corporation bestätigt hiermit, dass der Besteller derzeit Obmann des ..... (Bezeichnung des betreffenden Vereines)..... ..... ist, ferners, dass die innenverzeichneten ..... (Anzahl) Landwirthe die von denselben in dieser Consignation angegebenen Grundstücke als Besitzer, Pächter oder Verwalter bewirthschaften, und dass die von denselben bestellte (eventuell von der Gefertigten restringirte) Dungsalzmenge von zusammen ..... Kilogramm dem Umfange und den Culturverhältnissen der angegebenen Grundstücke entspricht.

(Ort und Datum.) (Name der Corporation, Unterschrift und Siegel.)

*) Bei Platzmangel kann diese „Bestätigung" auch auf der Rückseite des Bestellscheines angesetzt werden.

n

ıisterialverordnung vom 19. Juni 1894 (R. G. Bl. Nr. 134).

7	8	9	10
den innenverzeich- Landwirthen zu- men bestellten ;salzes (Abraum- :: Abfallsalzes)	Genaue Angabe des „Bestimmungsortes", das ist jenes Ortes (Gemeinde, politischer Bezirk und Kronland), an welchem der sub Colonne 1—3 genannte Vereinsobmann die Dungsalzsendung zur Vertheilung an die einzelnen Landwirthe übernehmen will	Standort jener k. k. Finanzwachabtheilung, die das Eintreffen der Dungsalzsendung am Bestimmungsorte zu constatiren und den gefällsämtlichen Verschluss abzunehmen hat	Sonstige Bemerkungen
ng Menge (mit Buchstaben und Ziffern anzugeben) in Kilogramm			

Erklärung.

Der gefertigte Besteller verpflichtet sich hiermit, obige Dungsalzmenge ·lonne 6 und 7) nach deren Eintreffen am Bestimmungsorte und Ueber- ·e durch die zuständige k. k. Finanzwachabtheilung (Colonne 8 und 9) an die in dieser Consignation verzeichneten Landwirthe — ausgenommen e, die etwa vom Eintrittszollamte als zum Bezuge solcher Dungsalze ht berechtigt bezeichnet worden sind — nach Maassgabe ihrer innen an- ·ebenen Bestellungen zu vertheilen.

(Ort, Datum und eigenhändige Unterschrift des in Colonne 1 bis 3 angegebenen Bestellers sammt Siegel des Vereines.)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Postnummer	Jedes einzelnen, Dungsalz bestellenden Landwirthes			Bezeichnung des Gutes, auf dem das vom neben genannten (Colonne 2) Landwirthe bestellte Dungsalz verwendet werden soll		Des vom nebengenannten Landwirthe bestellten Dungsalzes (Abraum- oder Abfallsalzes)		Eigenhändige Unterschrift (eventuell von zwei Zeugen bestätigtes Handzeichen) des in Colonne 2 genannten Landwirthes, womit derselbe erklärt, dass er am Orte seiner in Colonne 5 und 6 bezeichneten Landwirthschaft keinen Salzhandel betreibt und sich verpflichtet, das an ihn zur Ausfolgung gelangende Dungsalz nur zu Düngungszwecken im eigenen Wirthschaftsbetriebe zu verwenden und an keine andere Person (weder entgeltlich noch unentgeltlich) abzutreten		Anmerkung (zur eventuellen Benützung für das Eintrittszollamt bestimmt)	Postnummer
	Vor- und Zuname	Eigenschaft, und zwar ob er das in Col. 5 u. 6 bezeichnete Gut als Eigenthüm., Pächter od. Verwalter bewirthschaftet	Wohnort, und zwar Gemeinde, politischer Bezirk und Kronland	Besondere Benennung oder Bezeichnung desselben	Lage, und zwar Gemeinde, politischer Bezirk und Kronland	Gattung	Menge in Kilogramm	Datum	Unterschrift		

Anlage *B.* 1894

Verzeichnis

der zur Bestätigung der nach dem Muster unter Anlage *A* ausgestellten Bestellscheine ermächtigten landwirthschaftlichen Corporationen.

Niederösterreich	Die k. k. Landwirthschafts-Gesellschaft in Wien.
Oberösterreich	Der Landesculturrath für Oberösterreich in Linz.
Salzburg	Die k. k. Landwirthschafts-Gesellschaft in Salzburg.
Tirol	Die zwei Sectionen des Landesculturrathes in Tirol zu Innsbruck und Trient.
Vorarlberg	Vorarlberger Landwirthschafts-Verein in Bregenz.
Steiermark	Die k. k. Landwirthschafts-Gesellschaft in Graz.
Kärnten	Die k. k. Landwirthschafts - Gesellschaft in Klagenfurt.
Krain	Die k. k. Landwirthschafts - Gesellschaft in Laibach.
Triest, Görz und Gradisca, Istrien.	Die k. k. Ackerbau-Gesellschaft in Triest und Görz und der Landesculturrath für Istrien in Parenzo.
Dalmatien	Der Landesculturrath für Dalmatien in Zara.
Böhmen	Die beiden Sectionen des Landesculturrathes für das Königreich Böhmen.
Mähren	Die k. k. mährische Gesellschaft zur Beförderung der Landwirthschaft, der Natur- und Landeskunde.
Schlesien	Die östereichisch-schlesische land- und forstwirthschaftliche Gesellschaft in Troppau und der land- und forstwirthschaftliche Verein für das nordwestliche Schlesien in Barzdorf (Weidenau).
Galizien	Die k. k. galizische Landwirthschafts-Gesellschaft in Lemberg und die k. k. Landwirthschafts-Gesellschaft in Krakau.
Bukowina	Der Landesculturverein für das Herzogthum Bukowina in Czernowitz.

1894 Anlage C.

Erklärung.

. . . . (Vor- und Zuname des Landwirthes) . . . in . . . . (Wohnort) . . . . (Eigenthümer) / (Pächter oder Verwalter) . . . . des . . . . (nähere Bezeichnung des Gutes*) . . . . . erklärt hiermit, dass er am Orte der vorbezeichneten Landwirthschaft keinen Salzhandel betreibe und sich verpflichte, die von ihm durch Vermittlung des . . . . . (Name und Wohnort des betreffenden Vereinsobmannes) . . . . Obmannes der/des . . . . . (Bezeichnung des betreffenden landwirthschaftlichen Vereines) . . . . . bezogenee Muge von . . . Kilogramm . . . . . (Gattung des Dungsalzes) . . . . . nur zu Düngungszwecken im eigenen Wirthschaftsbetriebe zu verwenden und an keine andere Person weder entgeltlich noch unentgeltlich abzutreten.

(Ort und Datum der Ausfertigung dieser Erklärung.)

(Eigenhändige Unterschrift, eventuell von zwei Zeugen bestätigtes Handzeichen.)

*) Hier ist dasjenige Gut anzuführen, auf welchem das Dungsalz verwendet werden soll.

2261. 1894

20 juin 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture concernant le règlement de l'importation de brebis et de porcs provenant de Roumanie dans les royaumes et pays représentés au Reichsrath.

R. G. Bl. 1894, Nr. 115.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Justiz, des Handels und des Ackerbaues vom 20. Juni 1894, betreffend die Regelung der Einfuhr von Schafen und Schweinen aus dem Königreiche Rumänien in die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder.

Um bei der Einfuhr von Schafen und Schweinen aus dem Königreiche Rumänien in die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder die Einschleppung und Verbreitung von Seuchen hintanzuhalten, findet das Ministerium des Innern im Einvernehmen mit den Ministerien der Justiz, des Handels und des Ackerbaues im Grunde der §§ 3 letztes Alinea, 4 und 5 des allgemeinen Thierseuchengesetzes, beziehungsweise der §§ 7 und 40 des Rinderpestgesetzes vom 29. Februar 1880 und der zugehörigen Durchführungsverordnungen vom 12. April gl. J. (R. G. Bl. Nr. 35 bis 38) folgende veterinärpolizeiliche Anordnungen zu treffen:

§ 1.

Aus dem Königreiche Rumänien ist die Einfuhr von Schafen und Schweinen nur mittels der Eisenbahn über das k. k. Hauptzollamt Itzkany—Bahnhof gestattet.

Schafe dürfen täglich, Schweine hingegen nur am Montage und Dienstage jeder Woche eingeführt werden.

§ 2.

Ueber die zur Einfuhr gelangenden Schafe und Schweine müssen Viehpässe beigebracht werden, welche von der Vorstehung der Herkunftsgemeinde auszustellen sind.

Aus denselben muss die Ursprungsgemeinde, die zuständige königlich rumänische politische Bezirksbehörde, der Tag der Ausstellung, die Zahl der Viehstücke, deren genaue Beschreibung hinsichtlich des Geschlechtes und des Alters, der Haarfarbe, Abzeichen und besonderer Merkmale (Ohrschnitte, Tättowirmarken) entnommen werden können.

Sind die Viehpässe nicht in deutscher Sprache ausgefertigt, so muss die Partei dafür sorgen, dass denselben spätestens in der Grenzstation Itzkany eine ämtlich beglaubigte Uebersetzung in diese Sprache beigefügt werde.

1894 Die ämtliche Beglaubigung dieser Uebersetzung wird anerkannt, wenn sie von solchen Personen oder Behörden und Eisenbahnstationsämtern ausgestellt wird, welchen die Führung eines Dienstsiegels zusteht.

§ 3.

Vor der Verladung von Schaf- oder Schweinetransporten in rumänischen Eisenbahnstationen müssen die betreffenden Thiere, wenn deren Einfuhr nach Oesterreich erfolgen soll, durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Thierarzt rücksichtlich ihres seuchenunbedenklichen Gesundheitszustandes untersucht werden.

Der hierbei ermittelte Befund ist auf der Rückseite des Viehpasses zu vermerken.

Die Dauer der Giltigkeit dieses Zeugnisses beträgt acht Tage. Läuft diese Frist während des Transportes der Thiere auf rumänischem Gebiete ab, so müssen die Thiere von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Thierarzt neuerdings untersucht werden. Auch dieser Befund, welcher für weitere acht Tage Giltigkeit hat, ist in der obigen Weise zu vermerken.

§ 4.

Beim k. k. Hauptzollamte Itzkany—Bahnhof müssen die zur Einfuhr gelangenden Schafe und Schweine innerhalb des Amtsplatzes ausgeladen und Stück für Stück einer genauen thierärztlichen Untersuchung unterzogen werden.

Diese Ausladung hat während der Tages- und Amtsstunden in Anwesenheit des untersuchenden österreichischen Thierarztes stattzufinden.

Die Schafe sind überdies einer zwölfstündigen Observation und während dieser Zeit auch der Beobachtung bei der Fütterung und Tränkung zu unterziehen.

Der amtirende österreichische Thierarzt ist verpflichtet, den ermittelten Untersuchungsbefund auf der Rückseite der betreffenden Viehpässe zu bescheinigen, im Beschauprotokoll einzutragen und dem Grenzzollamte sofort mitzutheilen.

§ 5.

Jene Transporte von Schafen oder Schweinen, unter welchen bei der grenzthierärztlichen Untersuchung, beziehungsweise zwölfstündigen Beobachtung auch nur Ein Thier mit einer Krankheit behaftet gefunden wird, welche nach den österreichischen veterinär-polizeilichen Vorschriften die Anzeigepflicht begründet, dürfen zur Einfuhr nicht zugelassen, sondern müssen mit dem nächsten Lastenzuge wieder

über die Grenze in das Königreich Rumänien zurückgewiesen 1894
werden.

Von einer solchen Zurückweisung hat das k. k. Hauptzollamt Itzkany—Bahnhof sofort die k. k. Landesregierung in Czernowitz und das königlich rumänische Ministerium des Innern telegraphisch in Kenntnis zu setzen.

§ 6.

Ergibt sich bei der Beschau, beziehungsweise während der zwölfstündigen Beobachtung der Schafe kein Anstand, so können dieselben ins Inland abgetrieben oder verfrachtet werden; die Schweinetransporte hingegen, bei deren Beschau sich kein Anstand ergibt, dürfen vorerst nur in die Schweine-Confinirungsanstalt in Krakau mittelst Eisenbahn dirigirt werden und findet sohin auf dieselben die Ministerialverordnung vom 15. Mai 1893 (R. G. Bl. Nr. 83) volle Anwendung.

§ 7.

Diese Verordnung tritt am 25. Juni 1894 in Wirksamkeit.

Bacquehem m. p. *Wurmbrand* m. p.
Schönborn m. p. *Falkenhayn* m. p.

2262.

24 juin 1894.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] des finances concernant le cautionnement à fournir pour le payement exact de la restitution éventuelle des bonifications à l'occasion de l'exportation du sucre de la campagne 1894—95.

R. G. Bl. 1894, Nr. 131.

Erlass des Finanzministeriums vom 24. Juni 1894, betreffend das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung des Bonificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betriebsperiode 1894—95.

Auf Grund des § 3 des Zuckersteuergesetzes vom 20. Juni 1888 (R. G. Bl. Nr. 97) wird im Einvernehmen mit dem königlich ungarischen Finanzministerium die Sicherstellung der richtigen Einzahlung des allfälligen Bonificationsrückersatzes in der Zuckererzeugungsperiode 1894/95 für jede Erzeugungsstätte von Zucker der im § 1, Z. 1 des Zuckersteuergesetzes bezeichneten Art mit jenem, um 16 Procent erhöhten Betrage festgesetzt, welchen dieselbe als Ausfuhrbonifications-Rückersatz bezüglich der Zuckerausfuhr in der Erzeugungsperiode 1892/93 zu leisten hatte.

1894 Jedoch ist der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag derart abzurunden, dass Beträge unter 50 fl. auf 50 fl., Beträge über 50 fl. auf 100 fl. erhöht werden.

Für jene Zuckererzeugungsstätten, welche in der Erzeugungsperiode 1892/93 noch nicht im Betriebe waren, wird die erwähnte Sicherstellung mit je 22.000 fl. (zwanzigzweitausend Gulden) österreichischer Währung festgesetzt.

Plener m. p.

2263.

27 juin 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture concernant le traitement douanier de vieux bouchons de liège, destinés à l'amélioration des vignes.

R. G. Bl. 1894, Nr. 160.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 27. Juni 1894, betreffend die Zollbehandlung gebrauchter Korkstöpsel zur Rebenveredlung.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird angeordnet, dass gebrauchte, zur Rebenveredlung bestimmte Korkstöpsel im Falle des Bezuges durch Weinbauer gegen Certificat einer inländischen landwirthschaftlichen Vereinigung über die Verwendung der zu beziehenden Korkstöpsel zur Rebenveredlung nach Tarifnummer 95 *a* (zollfrei) abgefertigt werden.

Die erwähnten Certificate, welche seitens der Weinbauer dem ausländischen Absender zu übermitteln sind, müssen dem die Sendung begleitenden Frachtbriefe angeschlossen sein und haben die Zollämter nur die in Begleitung solcher Bescheinigungen anlangenden Sendungen nach Tarifnummer 95 *a* abzufertigen.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.
Falkenhayn m. p.

1894

2264.

3 juillet 1894.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances autorisant le bureau principal de douane de IIème classe à Méran à traiter en franchise de vieux meubles.

R. G. Bl. 1894, Nr. 147.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 3. Juli 1894, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. Classe in Meran zur zollfreien Behandlung von Uebersiedlungseffecten.

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe in Meran wird ermächtigt, Reisenden, welche sich durch längere Zeit in Oesterreich-Ungarn aufzuhalten gedenken und diese Absicht glaubwürdig darthun, den in Artikel IX, Z. 1, Alinea 2 des Gesetzes vom 25. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 47), betreffend den allgemeinen Zolltarif, vorgesehenen zollfreien Bezug von gebrauchten Hausgeräthen und Einrichtungsstücken zu bewilligen.

Plener m. p.

2265.

10 juillet 1894.

Publication des Ministères I[aux] R[aux] des finances et du commerce concernant la liste des États les plus favorisés, ainsi que le traitement douanier des oeufs de volaille.

R. G. Bl. 1894, Nr. 143.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. Juli 1894, betreffend Ergänzung des Verzeichnisses der meistbegünstigten Staaten, dann betreffend die Zollbehandlung von Geflügeleiern.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird mit Beziehung auf die nunmehr in Kraft getretenen Handelsverträge mit Rumänien (R. G. Bl. Nr. 116) und Russland (R. G. Bl. Nr. 142) angeordnet, dass diese beiden Staaten in das mit der Ministerialverordnung vom 25. Mai 1892 (R. G. Bl. Nr. 79) verlautbarte Verzeichnis der meistbegünstigten Staaten aufgenommen werden.

Zugleich wird angeordnet, dass die zufolge § 4 der Durchführungsvorschrift zum Zwecke der Erlangung der vertragsmässigen Zollbegünstigung noch erforderlichen Ursprungs-

1894 zeugnisse für Geflügeleier bis auf Weiteres nicht mehr beizubringen sind.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

2266.

15 juillet 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant les tares du tarif douanier général d'Autriche-Hongrie.

R. G. Bl. 1894, Nr. 151.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 15. Juli 1894, betreffend die Regelung der Tarasätze zum allgemeinen Zolltarife des österreichisch-ungarischen Zollgebietes.

Im Grunde des Artikels XVII des Gesetzes vom 25. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 47), betreffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarischen Zollgebietes, wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien angeordnet, dass an die Stelle der bisher geltenden Tarasätze die aus der Anlage ersichtlichen, mit Berücksichtigung der dermalen im Verkehre üblichen Verpackungsarten und deren Gewichtsverhältnisse ermittelten Tarasätze zu treten haben.

Im Einzelnen wird hierzu Folgendes bemerkt:

Bei jenen Tarasätzen für Säcke oder Ballen, wo zwischen leichten und starken Säcken (Ballen) unterschieden wird, haben die Zollämter diese Unterscheidung an der Hand der denselben mitgetheilten Typen von leichten und starken Säcken vorzunehmen. In Zweifelsfällen sind jene Säcke (Ballen) als starke anzusehen, von denen ein Gewebeausschnitt von 100 Quadratcentimetern 4·25 Gramm oder mehr wiegt.

Säcke, deren obbezeichneter Gewebeausschnitt unter 4·25 Gramm wiegt, gelten für die Tarabemessung als leichte.

Die in der Tabelle mit mehr als 4 Procent festgesetzte Ballentara ist im Sinne der Bestimmungen des § 12, lit. *a)* der Durchführungsvorschrift zum allgemeinen Zolltarife zuzugestehen, d. h. die höhere Tara als 4 Procent ist nur für eine wenigstens doppelte Umschliessung einzuräumen. Ballen in einfacher Umschliessung mit eisernen Reifen werden den Ballen in doppelter Umschliessung gleichgestellt.

Unter den bei den Tarifnummern 9—16 (Südfrüchte) angeführten kleinen Kistchen sind jene zu verstehen, die aus Brettchen von der Beschaffenheit und Dicke jener zusammengesetzt sind, aus denen gewöhnlich hölzerne Schachteln verfertigt zu werden pflegen. 1894

Diese Verordnung tritt am 1. August 1894 in Kraft.

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

1894 Anlage.

Tarasätze

zum allgemeinen Zolltarife des österr.-ungarischen Zollge

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
1	Cacao-Bohnen und -Schalen	13 in Fässern mit Dauben von Holze und Kisten, 10 in anderen Fässern, 9 in Körben, 1 in einfachen leichten Säcken (2 in anderen Säcken (Ballen).
2a	Kaffee, roh	17 in Kisten von hartem Holz 200 Kilogramm, 16 in Kisten von weichem Holz 200 Kilogramm, 10 in Kisten von 200 Kilogra darüber, dann in Fässe Dauben von hartem Hol Böden von hartem oder Holze, 8 in anderen Fässern. In sogenannten Patentfäss cylindrischer Form und leichter 8 mit Dauben und Böde hartem Holze, 7 mit Dauben von harte Böden von weichem Holz 5 mit Dauben und Böde weichem Holze. 7 in Körben, 2 in Fardi und doppelten Säcken (Ballen), 1·5 in einfachen starken od leichten Säcken (Ballen), 0·8 in einfachen leichten (Ballen), 0·6 in Säcken aus Baumwolle
2b	Kaffee, gebrannt	17 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 2 in Ballen.
3	Thee	23 in Kisten.
4 5 6 7 8	Pfeffer etc. Zimmt aller Art Sternanis etc. Muscatnüsse etc. Cardamomen etc.	18 in Kisten, 12 in Fässern, 6 in Körben, 5 in Ballen aus Matten, 2 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
9b 10 11 13 14 16	Feigen, getrocknete Weinbeeren etc. Citronen etc. Datteln etc. Mandeln etc. Pinienkerne etc.	20 in mit Heu u. dgl. emballirten (jedoch nicht bloss mit Matten oder Leinwand umhüllten) Kisten oder Fässern. 11 in anderen Kisten und Fässern, 6 in Körben, 1 in einfachen leichten Säcken (Ballen), 3 in anderen Säcken (Ballen), 9 in hölzernen Schachteln oder derlei kleinen Kistchen, 10 in hölzernen Schachteln oder derlei kleinen Kistchen mit einer weiteren Emballage von Leinwand, Schilf-, Stroh- oder Bastmatten. Befinden sich die in hölzernen Schachteln oder derlei kleinen Kistchen verpackten Gegenstände noch in einer weiteren Umschliessung von Kisten, Fässern oder Körben, so sind auch die hiefür oben festgesetzten Taraprocente, und zwar vom Gesammt-Bruttogewicht in Abzug zu bringen. Für Datteln und Mandeln: 13 in Kisten und Fässern, auch mit Matten oder Leinwand umhüllt.
17 18 19	Rohzucker etc. Raffinirter Zucker Zuckerlösungen etc.	Für Rohzucker und Farin (Zuckermehl), sowie gestossenen Zucker: 13 in Kisten, 12 in Fässern mit Dauben von hartem Holze, 10 in anderen Fässern, 8 in aussereuropäischen Rohrgeflechten (Kanassers, Kranjans), 7 in anderen Körben, 1 in einfachen leichten Säcken (Ballen), 4 in anderen Säcken (Ballen), Für anderen Zucker: 14 in Fässern mit Dauben von hartem Holze, 10 in anderen Fässern und Kisten, 7 in Körben, 2 in Ballen.
20	Syrup etc.	11 in Ueberfässern.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
21	Tabak, roh etc.	12 in Kisten, Fässern, Seronen und Kanasserkörben, 9 in anderen Körben, 4 in Ballen.
22	Tabakfabrikate etc.	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen. Für Cigarren und Cigaretten: 24 in kleinen Holzkistchen, 12 in Holzspanschachteln, Pappkästchen und Körbchen, Befinden sich die in kleinen Holzkistchen, Holzspanschachteln, Pappkästchen oder Körbchen verpackten Cigarren oder Cigaretten noch in einer weiteren Umschliessung von Kisten, Fässern, Körben oder Ballen, so ist nebst dem Gesammtbruttogewichte der Cigarren oder Cigaretten gesondert das Bruttogewicht der kleinen Holzkistchen, Holzspanschachteln, Pappkästchen oder Körbchen zu erklären, und ist die Tara nur mit 24, beziehungsweise 12 Procent zu bemessen. Einzelne, bloss mit Leinwand überzogene Kistchen, Holzspanschachteln, Pappkästchen oder Körbchen werden nicht als Ballen behandelt.
27	Mehl etc.	13 in Kisten, Fässern und Körben, 2 in Säcken.
29	Weintrauben etc.	16 in Kisten, 20 in Kisten und zugleich in Kork-, Holz-, Sägespänen u. dgl. eingelegt, 11 in unvollständigen Kisten (Gitterkisten, Kisten mit Bohrlöchern, Kisten mit Deckeln von Zeugstoff etc.), dann in Körben, 9 in hölzernen Schachteln und derlei kleinen Kistchen.
30 31 32b 35	Nüsse etc Feine Tafelgemüse etc. Gemüse etc. Frische Zierblumen etc.	16 in Kisten und Fässern, 20 in Kisten und Fässern und zugleich in Kork-, Holz-, Sägespänen u. dgl. eingelegt,

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
		11 in unvollständigen Kisten und Fässern (Gitterkisten, Kisten mit Bohrlöchern, Kisten mit Deckeln von Zeugstoff etc.), dann in Körben, 9 in hölzernen Schachteln und derlei kleinen Kistchen. Für Nüsse und Haselnüsse: 2 in Ballen.
38	Hopfen etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 4 in Ballen.
50b	Wildpret und Geflügel aller Art, todt	16 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 4 in Ballen.
52	Muschel- oder Schalthiere etc.	13 in Kisten, Fässern und anderen hölzernen Gefässen (Bottichen u. dgl.) mit Deckeln, 10 in offenen hölzernen Gefässen ohne Deckel, 9 in Körben, 4 in Ballen.
57	Honig	Für Honig in Waben: 20 in Kisten, 13 in Körben, 11 in Kübeln. Für Honig, ausgelassen, beim Eingange in Büchsen etc. 20 in Kisten, 13 in Körben.
58	Wachs etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 4 in Lederballen und Fardi, 2 in anderen Ballen.
59	Bade- und Pferdeschwämme	20 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
65 66	Butter etc. Schweine- etc. Fett etc.	16 in Töpfen, 13 in Fässern sowie in Küb Eimern von hartem Holze, 11 in Kübeln und Eimern von Holze, 7 in Körben, 6 in Häuten, Wammen und
67 68	Stearinsäure etc. Ceresin etc.	13 in Kisten und Fässern. Für Paraffin: 2 in Ballen.
74	Oele, fette, in Flaschen etc.	20 in Kisten, 16 in Körben.
75 b	Bier in Flaschen etc.	20 in Kisten, 12 in Körben.
76 77	Gebrannte geistige Flüssigkeiten etc. Wein etc.	18 in Kisten } nur b 10 in Körben } Eingan Flasc 6 in Ueberfässern. (Tarazuschlag für Wei Einlangen in Cisternenwaggo anderweitige Umschliessung: 17 I
77 Anmerkung	Weinmaische etc.	Für Weinmaische: 11 in Ueberfässern. Für Weintrauben zur W bereitung: 11 in Fässern von wenigstens liter Rauminhalt,
78 b	Speiseessig in Flaschen etc.	18 in Kisten, 10 in Körben.
80	Brot etc.	13 in Kisten, Fässern und Kö 2 in Ballen.
81	Sago etc.	8 in Kisten und Fässern, 5 in Körben, 2 in Ballen.
82	Teigwerk etc.	14 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 4 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
83 84	Fleisch etc. Fleischwürste	14 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 1 in einfachen leichten Säcken (Ballen), 2 in anderen Säcken (Ballen).
85	Käse	14 in Kisten unter 50 Kilogramm, 11 in Kisten von 50 Kilogramm und darüber, 13 in Kübeln von 100 Kilogramm und darunter, 9 in Kübeln über 100 Kilogramm bis einschliesslich 150 Kilogramm 6 in schwereren Kübeln, 8 in Fässern, 5 in Körben, 1 in Ballen.
87 88	Fische, nicht besonders benannte etc. Fische, zubereitet etc.	13 in Kisten, Fässern und anderen hölzernen Gefässen (Bottichen und dergl.) mit Deckeln, 10 in offenen hölzernen Gefässen ohne Deckel, 9 in Körben, 4 in Ballen.
89	Caviar etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 4 in Ballen.
90	Kaffeesurrogate etc.	13 in Kisten und Fässern, 2 in Ballen.
91	Cacao, gemahlen etc.	16 in Kisten von hartem Holze und Fässern, 11 in Kisten von weichem Holze, 9 in Körben, 4 in Ballen.
92 93	Alle in Büchsen etc. Esswaaren, nicht besonders benannte	16 in Kisten und Fässern, 10 in Körben, 6 in Ballen. Für Fleischextract: 50 in Kisten und Fässern mit Tiegeln (Töpfen), 30 in Kisten und Fässern mit Blechbüchsen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
104 105	Süssholzsaft etc. Ambra etc.	12 in Kisten und Fässern, 6 in Körben, 3 in Ballen.
106 107 108	Lavendel- etc. Wasser Aetherische Oele etc. Essige, parfümirte etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben.
114 117	Theer etc. Terpentin etc.	Tarazuschlag beim Einla Cisternenwaggons ohne ander Umschliessung: für Steinkohlentheer 18 Procent, für Terpentinöl: 22 Procent.
119	Mineralöl etc.	20 in Fässern, 16 in Kisten oder Körben mit geschirren, Flaschen und Kr 7 in Karnistern, Flaschen und F
120	„	15 in Fässern beim Sporcog von über 300 Kilogramm pe 18 in Fässern von und unter 30 gramm sporco per Fass, in anderen Verpackungen Nr. 119.
121a	„	16 in Fässern, sonst wie bei Nr
121b	„	17 in Fässern, sonst wie bei N.
121c	„	wie bei Nr. 120.
Anmerkung 2	„	13 in Fässern, in anderen Verpackungen Nr. 119.
Anmerkung 3	„	wie bei Nr. 120.
123	Baumwollwatte	18 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 4 in Ballen.

1894

	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
	Baumwollgarne etc.	16 in Kisten, 13 in Fässern, 10 in Körben, 3 in einfachen Ballen, 6 in anderen Ballen.
	Baumwollgarne für den Detailverkauf etc.	15 in Kisten und Fässern, 10 in Körben, 3 in einfachen Ballen, 6 in anderen Ballen.
	Baumwollwaaren: gemeine, glatte etc. gemeine, gemusterte etc. gemeine, dichte etc. feine etc. feinste etc. gestickte etc. Sammte etc.	15 in Kisten und Fässern, 8 in Körben, 3 in einfachen Ballen, 6 in anderen Ballen.
	Dochte etc.	18 in Kisten und Fässern, 10 in Körben, 2 in Ballen.
7b c d	Leinengarne: einfach, gebleicht etc. gezwirnt Leinengarn etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
8b	Jutegarne, gezwirnt etc.	11 in Kisten und Fässern, 7 in Körben, 2 in einfachen Ballen, 4 in anderen Ballen.
39 40 41 42 43	Leinenwaaren: graue Packleinwand etc. ungemustert, roh etc. ungemustert, gebleicht etc. gemustert etc. über 20 Kettenfäden	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
44 45 46	Battiste etc. Waaren in Verbindung etc. Spitzen etc.	18 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
147 148 149 150	Sammtartige Gewebe etc. Sack- und Packstoffe aus Jute etc. Möbel- und Bekleidungsstoffe etc. Jutegewebe, nicht besonders benannte etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
151 a b	Seilerwaaren: Seile etc. alle anderen	10 in Kisten und Fässern, 6 in Körben, 2 in Ballen.
153	Woll- und Haartafeln etc.	18 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 7 in Ballen.
154a	Wollengarne etc.	16 in Kisten und Fässern, 11 in Körben, 6 in Ballen.
154c d e f Anmerkungen	Wollengarne nicht besonders benannte etc.	16 in Kisten und Fässern, 11 in Körben, 6 in Ballen. Für Garne auf vollständi Papierhülsen (Cannette 25 in Kisten und Fässern, 20 in Körben.
155 156a	Kotzen etc. Fussteppiche aus Hundshaaren etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
156b 157 158 159 160 161	Fussteppiche andere etc. Gurten Wollene Webewaaren, nicht besonders benannte Sammte etc. Bedruckte wollene Webewaaren Shawls etc.	18 in Kisten, 13 in Körben, 6 in Ballen.
162 a	Filze etc.: grobe etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
162b c	Filze andere etc. bedruckt	18 in Kisten, 13 in Körben, 6 in Ballen.
164	Seidenwatte	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 7 in Ballen.
165b 166b 167	Seide, weiss gemacht etc. Floretseide, gefärbt etc. Nähseide etc.	16 in Kisten und Fässern, 11 in Körben, 6 in Ballen.
168 169	Seidenwaaren etc. Ganzseidenwaaren etc.	22 in Kisten und Fässern, 13 in Ballen.
170	Halbseidenwaaren etc.	20 in Kisten, 7 in Ballen.
Anmerkung 1	Ganz grobe Gewebe etc.	13 in Kisten, 9 in Körben, 6 in Ballen.
171 172 173 174 Anmerkung	Künstliche Blumen etc. Bestandtheile künstlicher Blumen Herrenhüte aus Seide etc. Herrenhüte aus Filz etc. Hutstumpen etc.	20 in Kisten, 11 in Körben, 6 in Ballen.
176	Kleidungen etc.	20 in Kisten, 11 in Körben, 4 in Ballen.
177 178	Gemeine Bürsten etc. Hölzerne Siebe etc.	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.
179	Nicht besonders benannte Bürstenbinderwaaren etc.	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.
180b	Stuhlrohr, gebeizt etc.	16 in Kisten und Fässern, 12 in Körben, 6 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
181 b 182 183	Fussdecken etc., gefärbt Grobe Waaren etc. Flechtwaaren etc.	16 in Kisten und Fässern, 12 in Körben, 4 in Ballen.
184	Flechtwaaren, feinste etc.	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 9 in Ballen.
189 190 191 192 193 194 195 196	Papier, ungeleimtes etc. Papier, nicht besonders benanntes Lithographirtes etc. Goldpapier etc. Formerarbeiten etc. Papierwaaren etc. Luxuspapeterien etc. Spielkarten	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.
199	Hartgummi in Platten etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
200	Schläuche etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 2 in Ballen.
201 202	Schuhwaaren etc. Kinderspielwaaren	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.
203 und Anmerkung	Waaren aus weichem Kautschuk	14 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 4 in Ballen.
204 205 206	Gewebe mit Kautschuk etc. Kleidungen etc. Elastische Gewebe etc.	13 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
207	Hartgummiwaaren	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.
208 209 210 211 212	Wachstuch etc. Wagendecken etc. Dicke Fussbodenbeläge etc. Wachstuch, nicht besonders benanntes etc. Wachstaffet	10 in Kisten und Fässern, 7 in Körben, 3 in Ballen.

1894

...if-...r.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
...ner-...ng	Leder, gemeines etc. Schaffelle etc. Sohlleder etc. Leder, feines etc. Lederwaaren, gemeine etc.	16 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen. Für Sohlleder und Sohlleder-abfälle, sowie für Treibriemen. 1 Ballen.
7 8 9	Lederwaaren, feine etc. Schuhwaaren aller Art etc. Handschuhe etc.	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 6 in Ballen.
20 a b 21 a b	Pelzwerk, nicht confectionirt: aus gemeinen Fellen aus feinen Fellen Pelzwerk, confectionirt: aus gemeinen Fellen aus feinen Fellen	13 in Kisten und Fässern, 10 in Körben, 4 in Ballen.
222c 223 a b	Gemeinste Holzwaaren, gefärbt etc. Hölzerne Möbel: feine etc. gefärbt etc.	16 in Kisten und Fässern, 10 in Körben und Halbkisten, 6 in Ballen, hölzernen Rahmen oder Verschlägen.
223c d 224 225	Gepolsterte Möbel ohne Ueberzug Gepolsterte Möbel mit Ueberzug Feine Holzwaaren etc. Holzwaaren mit fein eingelegter Arbeit etc.	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben und Halbkisten, 7 in Ballen, hölzernen Rahmen oder Verschlägen.
225 bis a	Korbflechterwaaren: gemeine etc.	16 in Kisten und Fässern, 10 in Körben und Halbkisten, 6 in Ballen, hölzernen Rahmen oder Verschlägen.
225 bis b 227 228 b	Korbflechterwaaren: feine etc. Fourniere, eingelegte Kork: -Stöpsel, -Sohlen etc.	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben und Halbkisten, 7 in Ballen, hölzernen Rahmen oder Verschlägen. Für Korkstöpsel: 5 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
229a	Hölzernes Spielzeug, grobes etc.	16 in Kisten und Fässern, 10 in Körben und Halbkisten, 6 in Ballen, hölzernen Rahm Verschlägen.
229b	Hölzernes Spielzeug, anderes	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben und Halbkisten, 7 in Ballen, hölzernen Rahm Verschlägen.
230 a b Anmerkung	Beinwaaren: Fischbein etc. nicht besonders benannte Stücke zur weiteren Verarbeitung etc.	20 in Kisten und Fässern, 8 in Körben und Halbkisten, 5 in Ballen, hölzernen Rahm Verschlägen. Für Hornstäbe: 10 in Kisten und Fässern.
234 237 239 242 243	Hohlglas, weisses etc. Tafelglas aller Art, geschliffen etc. Gläser für Taschenuhren etc. Glas, farbig etc. Glas- und Emailwaaren etc.	23 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, Gestellen un schlägen.
244 *bis* c	Nicht besonders benannte Arbeiten aus Alabaster etc. geschliffen etc.	16 in Kisten, 10 in Fässern.
245 *ter* a b	Asbestwaaren: Asbestpapier etc. dergleichen geformt etc.	13 in Kisten, 9 in Körben, 6 in Ballen, dann in Stös Schutzbrettern an den Köp Papierpappe an den Seit Stricken kreuzweise verschn
245 *ter* c d e	Asbestwaaren: Asbestgespinnste etc. Asbestgewebe etc. andere Asbestwaaren etc.	16 in Kisten, 9 in Körben, 6 in Ballen.
246 *bis*	Künstlich gefärbte Erden etc.	12 in Kisten und Fässern, 8 in Körben und Papierfässe 6 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
247	Steinwaaren, feine etc.	16 in Kisten und Fässern, 12 in Körben, 6 in Ballen.
248	Steine, echte etc.	16 in Kisten und Fässern.
254 255 256	Thonwaaren, nicht besonders benannte etc. Porzellan etc. Thonwaaren in Verbindung etc.	23 in Kisten und Fässern, 13 in Körben.
259b	Eisen etc., façonnirt	5 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.
261	Blech und Platten etc.	3 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.
261*bis*	Draht etc.	4 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.
262 b c 263 in 268	Gemeiner Eisenguss: gescheuert etc. abgeschliffen etc. Eisenwaaren	5 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.
269 269*bis*	Schwarze Sägen etc. Blanke Sägen etc.	7 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 iu Ballen.
270 in 272*bis*	Feine Eisen- und Stahlwaaren	9 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.
273b	Blei, gegossenes etc.	6 in Kisten und Fässern, 1 in Ballen.
274c 275b 276b c d	Zink in Drähten etc. Zinn in Stangen etc. Kupfer etc. in groben Gussstücken etc. gezogen, gestreckt etc. Bleche und Drähte etc.	5 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
276e 278 279 280 281	Plattirte Drähte etc. Metallwaaren, gemeine etc. Metallwaaren, feine etc. Metallwaaren, feinste etc. Metalltücher, etc.	8 in Kisten und Fässern, 2 in Körben, 1 in Ballen.
282 283 284a 284*bis* in 287	Maschinen, Apparate etc.	13 in Kisten und Fässern, 8 in Halbkisten, 6 in Körben, 4 in Ballen, hölzernen Rahmen oder Verschlägen.
299	Instrumente für den allgemeinen Gebrauch	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 8 in Ballen.
300	Musikalische Instrumente	23 in Kisten und Fässern, 9 in Ballen.
304 305	Uhrfournituren Uhren und Uhrwerke, nicht besonders benannte	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 7 in Ballen.
306	Thurmuhren etc.	10 in Kisten und Fässern, 6 in Körben, 4 in Ballen.
307 in 315	Kurzwaaren	20 in Kisten und Fässern, 13 in Körben, 9 in Ballen.
320*bis*	Schwefelsäure	Tarazuschlag für Schwefelsäure beim Einlangen in Cisternenwaggons ohne anderweitige Umschliessung: 15 Procent.
322	Alaune etc.	Tarazuschlag für rohe Carbolsäure beim Einlangen in Cisternenwaggons ohne anderweitige Umschliessung: 22 Procent.
324 324*bis*	Aetzkali etc. Holzessigsaures Blei etc.	10 in Kisten und Fässern, 6 in Körben und Papierfässern, 3 in Ballen.

1894

Tarif-Nr.	Waare	Tarasätze in Procenten des Bruttogewichtes
25 *bis*	Zubereitete Schwärzen etc.	Für zubereitete Schwärzen in Blechdosen etc. und Schuhwichse: 13 in Kisten und Fässern.
26	Leim etc.	10 in Kisten und Fässern, 8 in Körben, 3 in Ballen.
28	Stärke etc.	10 in Kisten und Fässern, 3 in Ballen.
29 in 333	Chemische Producte	12 in Kisten und Fässern, 6 in Körben und Papierfässern, 3 in Ballen, 9 in Ueberfässern.
334 in 337	Oel- und Lackfirnisse, Arznei- und Parfümeriewaaren	16 in Kisten und Fässern, 9 in Körben und Papierfässern, 6 in Ballen, 11 in Ueberfässern.
339 340 341	Unschlittkerzen Wachskerzen etc. Kerzen etc.	16 in Kisten, 9 in Körben, 6 in Ballen.
342 a b	Seife: gemeine feine	13 in Kisten, 9 in Körben, 6 in Ballen.
343 344 345	Zündwaaren etc. Feuerwerkskörper etc. Zündhütchen etc.	16 in Kisten und Fässern, 9 in Körben, 6 in Ballen.
346 347	Schiessmittel etc. Alle nicht unter Nr. 346 begriffenen Sprengmittel etc.	16 in Fässern.

1894

2267.

1 août 1894.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce apportant quelques modifications à l'ordonnance du 1 aout 1893 (R. G. Bl. Nr. 126) sur le transport de matières explosibles par chemins de fer.

R. G. Bl. 1894, Nr. 166.

Verordnung des Handelsministers vom 1. August 1894, womit einige Bestimmungen der Verordnung vom 1. August 1893 (R. G. Bl. Nr. 126), betreffend die Regelung des Transportes explosiver Gegenstände auf Eisenbahnen, abgeändert, beziehungsweise ergänzt werden.

In der Verordnung vom 1. August 1893 (R. G. Bl. Nr. 126), betreffend die Regelung des Transportes explosiver Gegenstände auf Eisenbahnen, werden mit Giltigkeit vom 1. September 1894 die nachstehend bezeichneten Bestimmungen ergänzt, beziehungsweise abgeändert, wie folgt:

§ 6.

Zahl 7, lit. a, Ziffer 5 hat zu lauten:

„5. Die einzelne Kiste darf an Sprengkapseln nicht mehr als 20 Kilogramm enthalten. Kisten, deren Gewicht zehn Kilogramm übersteigt, müssen mit Handhaben oder Leisten zur leichteren Handhabung versehen sein."

Zahl 7, lit. a, Ziffer 6 hat zu lauten:

„6. Der Frachtbrief jeder Sendung muss eine vom Absender ausgestellte Bescheinigung über die Beachtung der vorstehenden unter Ziffer 1 bis 5 getroffenen Vorschriften enthalten."

Zahl 7, lit. b, Ziffer 2 hat zu lauten:

„2. (1) Die elektrischen Zündungen an langen Guttaperchadrähten, Bändern oder Stäben sind, höchstens zehn Stück zusammengebunden, in Pakete zu vereinigen, von welchen jedes nicht mehr als 100 Stück Zündungen enthalten darf. Die Zünder müssen abwechselnd an das eine und an das andere Ende des Paketes zu liegen kommen. Von diesen Paketen sind je höchstens zehn zusammengebunden, in starkes Papier gewickelt und verschnürt, in eine Holz- oder starke Blechkiste zu verpacken, welche mit Heu, Stroh oder ähnlichem Material auszufüllen ist. Diese Kiste ist in eine hölzerne Ueberkiste zu verpacken, deren Wandstärke nicht unter 25 Millimeter betragen darf.

(2) Die sogenannten Abegg'schen Zünder sind in hölzerne Kisten von mindestens 12 Millimeter Deckel-, Boden- und Seitenwandstärke und mindestens 20 Millimeter Stirnwandstärke, deren Länge um 8 Centimeter grösser ist als die der Zünder, derart zu verpacken, dass die Kiste höchstens 100 Zünder enthält und dass an jeder Stirnwand die Hälfte der Zünder mit Drähten sicher befestigt ist, so dass kein Zünder einen anderen oder die Wandungen berühren und ein Schlottern nicht eintreten kann. Höchstens je zehn solche Kisten sind in eine hölzerne Ueberkiste zu verpacken." 1894

§ 10.

In **Zahl 7, lit. b** ist an Stelle der Worte: „Einfuhr in dieses Geltungsgebiet" zu setzen:

„Ein-, Aus- und Durchfuhr."

§ 26.

Im Absatz 1 sind die Worte: „leere oder mit nicht leicht feuerfangenden Gegenständen beladene gedeckte Wagen folgen; dieselben" zu streichen und an deren Stelle ist zu setzen:

„(offene oder gedeckt gebaute) Wagen folgen. Von diesen dürfen die offenen Wagen nur mit nicht brennbaren, die gedeckt gebauten Wagen dagegen auch mit nicht leicht feuerfangenden Gegenständen beladen sein; die Wagen . . . ."

Der königlich ungarische Handelsminister, mit welchem ich diesfalls das Einvernehmen gepflogen habe, trifft die gleiche Anordnung für die Eisenbahnen der Länder der ungarischen Krone.

Wurmbrand m. p.

2268.

7 août 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des pelleteries.

R. G. Bl. 1894, Nr. 172.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 7. August 1894, betreffend die Zollbehandlung von Kürschnerwaaren.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird nachstehende Abänderung des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife verfügt:

1894 Beim Schlagworte „Kürschnerwaaren", Anmerkung 1 *b*, Alinea 2 sind die Worte „mit seidenen Ueberzügen", sowie „mit anderen als seidenen Ueberzügen" zu streichen und erstere durch die Worte „in Verbindung mit Seidenwaaren", letztere durch die Worte „in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren überhaupt" zu ersetzen.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2269.

15 août 1894.

Publication du Ministère I[1] R[1] du commerce apportant des modifications à la liste des chemins de fer visés par la convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892).

R. G. Bl. 1894, Nr. 180.

Kundmachung des Handelsministeriums vom 15. August 1894, betreffend Aenderungen in der Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

In der Liste der dem internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 unterworfenen Eisenbahnen (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892, Nr. 87 ex 1893 und Nr. 65 ex 1894) sind die nachfolgenden Aenderungen vorzunehmen:

Oesterreich-Ungarn.

II. Ungarn.

Dem internationalen Uebereinkommen sind neu unterstellt worden:

I. Die im Betriebe der königlich ungarischen Staatsbahnen befindlichen Linien:

1. Localbahn Szentes—Hódmezövásárhely;
2. „ Balaton—Szent—György—Somogy—Szobb;
3. „ Zsebely—Csákovar;
4. „ im Muránythal;
5. „ Békés—Csanád;
6. „ Hidegkut—Gyönk—Tamási;
7. die slavonische Localbahn, und

8. die auf ungarischem Gebiete gelegene Theilstrecke der 1894
Linie von Szakolcza nach Sudoměřitz — Petrau in Mähren, welch' letztere Eigenthum des Staates ist.

II. Die im Betriebe der k. k. priv. Kaschau—Oderberger-bahn stehenden Localbahnen:

9. Késmárk—Szepesbéla und

10. Szepesbéla—Podolin.

III. Die schmalspurige Localbahn Nagy Károly—Somkut, und

IV. die Localbahn Eperjes—Bártfa.

Ferner sind folgende Berichtigungen in der Liste vorzunehmen:

a) In Ziffer 1 (Ungarische Staatsbahnen) sind als Linien, welche dem internationalen Uebereinkommen nicht unterstehen, zu nennen:

die schmalspurige Linie Garam — Berzencze — Selmeczbánya,

die normalspurige Localbahn Soroksár—Szt. Lörincz und die schmalspurige Localbahn im Taraczthal.

b) Die in derselben Ziffer 1 unter *d* aufgeführte Eisenbahn Arad—Temesvár und die unter *aa* aufgeführte Localbahn Rétszilas—Szegszárd sind, da beide im Eigenthume des Staates, zu streichen.

c) Die unter *f, l, r, gg, kk, mm* genannten Localbahnen erhalten die Bezeichnung:

(f) Debreczen—Hajdunánás,

(l) Csáktornya—Zágráb (in Zagorien),

(r) Héjasfalva—Székelyudvarhely (Székelybahn),

(gg) Esztergom—Almás—Füzitö,

(kk) Debreczen — Füzes — Abony und Ohát—Polgár,

(mm) Marmaros—Szigetkamara—Nagy Bocskó—Kis Bocskó und Szigetkamara—Szlatina.

d) Die unter *p* und Ziffer 7 aufgeführten Bahnen sind keine Localbahnen, weshalb das Wort „Localbahn" durch das Wort „Eisenbahn" zu ersetzen ist.

e) Die unter *v* und *w* aufgeführten Localbahnen sind, da die erstere zu den unter *hh* aufgeführten Localbahnen jenseits der Donau, die letztere dagegen zu den unter *mm* aufgeführten Localbahnen Marmaros — Szigetkamara — Nagy Bocskó — Kis Bocskó und Szigetkamara—Szlatina gehört, zu streichen.

f) Die unter *ff* aufgeführte Mohács — Pécser-Eisenbahn ist unter diesem Littera zu streichen und unter Ziffer 9 als selbstständige Eisenbahn einzutragen.

g) Die unter *nn* aufgeführten Linien gehören zwei verschiedenen Gesellschaften an und sind zu bezeichnen mit:

1894 *α)* Die Linie Nagy Szeben—Felek der Localbahn Nagy Szeben—Vöröstorony,
β) die Localbahn Felek—Fogaras.

h) Die unter Ziffer 9 aufgeführte Localbahn im Poprádthal ist, nachdem sie in den Betrieb der Kaschau—Oderberger Bahn übergegangen ist, zu streichen und bei dieser Bahn unter Ziffer 4 einzutragen.

Auf Grund dieser Neuaufnahmen, Berichtigungen und Abänderungen erhält die Liste der dem Uebereinkommen unterstellten Eisenbahnen Ungarns folgende Fassung:

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich oder in Ungarn betrieben werden:

1. Ungarische Staatsbahnen, mit Ausnahme:

der schmalspurigen Linie Garam — Berzencze — Selmeczbánya,

der normalspurigen Localbahn Soroksár — Szt. Lörincz und der schmalspurigen Localbahn im Taraczthal;

dagegen mit Einschluss folgender von der Staatsbahnverwaltung betriebener Linien:

a. von der rumänischen Grenze bis Predeál,
b. „ „ Grenze bei Zimony bis Belgrád,
c. „ Bród bis Bosna-Bród,
d. der Localbahn Békés—Földvár—Békés,
e. „ „ Debreczen—Hajdúnánás,
f. „ „ Nagy Várad—Belényes—Vaskoh,
g. „ „ Puszta Tenyö—Kun—Szt. Márton,
h. „ „ Ujszász—Jász Apáti,
i. „ „ Mezö—Tur—Turkeve,
j. „ „ Czáktornya—Zágráb (von Zagorien),
k. „ „ Vinkovce—Brčka,
l. „ „ Maros-Vásárhely—Szasz-Régen,
m. „ „ von Mátra,
n. „ Eisenbahn Bánréve—Ozd,
o. „ Localbahnen von Bihar,
p. „ Localbahn Héjasfalva—Székelyudvarhely (Szekelybahn),
q. „ „ Maros Ludas—Besztercze,
r. „ „ Ruma—Vrdnik,
s. „ „ Szombathely—Pinkafö,
t. „ „ Szatmár—Nagybánya,
u. „ „ von Szilágyság,
v. „ „ Nyiregyháza—Mátészalka,
w. „ „ Budapest—Lajosmizse,
x. „ „ Kisujszállás—Dévaványa—Gyoma,

1894 8. Die auf ungarischem Gebiete gelegene Strecke der Eisenbahnlinie Göding—Holics.

9. Eisenbahn Mohács—Pecs.

10. Die schmalspurige Localbahn Nagy—Károly—Somkut.

11. Localbahn Eperjes—Bártfa.

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 21. März 1894.)

Deutschland.

Unter „*A.* II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung" ist

1. als 61 *a* nachzutragen:

Rhein—Ettenheimmünster'er Localbahn;

2. die unter Nr. 46, 50 und 56 aufgeführten Eisenbahnen: Mecklenburgische Südbahn (Parchim—Neubrandenburg), Neustrelitz — Warnemünder-Eisenbahn und Parchim — Ludwigsluster-Eisenbahn sind zu streichen, nachdem dieselben in die Verwaltung der grossherzoglich mecklenburgischen Friedrich Franz-Eisenbahn (*A.* I, Nr. 10 der Liste) übergegangen sind;

3. die unter Nr. 41 *a* 1 und 51 aufgeführten Eisenbahnen: Blankensee — Woldegk—Strassburg und Neustrelitz —Wesenberg — Mirow sind zu streichen. Dafür ist als Nr. 46 die Mecklenburgische Friedrich Wilhelm-Eisenbahn, unter welcher Bezeichnung diese Bahnen zu einem Unternehmen vereinigt sind, einzutragen.

Die unter 1 bezeichnete Eisenbahn wird von dem Vorstande der Localbahn Rhein — Ettenheimmünster in Freiburg i. B., die Mecklenburgische Friedrich Wilhelm-Eisenbahn von der Direction dieser Bahn in Wesenberg betrieben.

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 21. April 1894.)

Frankreich.

Unter „*A* von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken" ist einzutragen:

Die Linien von allgemeinem Interesse:

11. der Gesellschaft des Médoc.

Die Linien von localer Bedeutung:

3. von Castelnau nach Margaux und von Pauillac nach Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 16. Juni 1894.)

Italien.

Unter „*A.* königlich italienische Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken" ist bei Ziffer 3 (sämmtliche von

der Gesellschaft des sicilianischen Netzes betriebenen Linien) 1894
beizufügen:

„einschliesslich der Strecke über die Meerenge von Messina."

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 21. April 1894.)

Russland.

In Folge der Verstaatlichung der Linien der Donetzschen Eisenbahngesellschaft stehen die gesammten Strecken dieser Linien seit dem 1. Januar 1884 in dem Betriebe von zwei Staatseisenbahnen, und zwar:

1. die Strecken Popasnaia—Lisitchansk,
Kramatorowka—Warwaropolie,
Stoupki—Bachmout und
Konstantinowka—Jasinowataia
im Betriebe der Kursk—Kharkow—Asower-Eisenbahn;

2. die Strecken Warwaropolie—Zwierewo,
Lougansk—Debaltzewo—Jasinowataia,
Chatzepetowka—Nikitowka,
Jasinowataia—Marioupol und
Krinitchnaia—Changenkowo
im Betriebe der Catherinen-Eisenbahn.

Die bezeichneten Strecken sind wie alle anderen im Staatsbetriebe stehenden russischen Linien dem internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr unterstellt worden.

(Benachrichtigungsschreiben des Centralamtes in Bern vom 7. April 1894.)

Der wirkliche Eintritt der neu angemeldeten Eisenbahnen in den internationalen Transportdienst erfolgte nach Maassgabe des Artikels 58, Absatz 2 des internationalen Uebereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr einen Monat vom Datum des bei den einzelnen Vertragsstaaten bezogenen Benachrichtigungsschreibens des Centralamtes in Bern.

Wurmbrand m. p.

2270.

27 août 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier de certaines huiles destinées à la fabrication de savons.

94 R. G. Bl. 1894, Nr. 184

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Hand vom 27. August 1894, betreffend die Verzollung des zur Seif fabrication bezogenen Sulphuröles, dann des aus den Rü ständen von der Ricinusölfabrication erzeugten unreinen Ricin öles zum Satze von 80 kr. per 100 Kilogramm ohne Denaturiru

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich un rischen Ministerien wird gestattet, dass das für Zwecke Seifenfabrication bezogene grüne und gelbe Sulphuröl z Satze der Anmerkung zur Tarifnummer 72 (80 kr. per 100 logramm) ohne Denaturirung abgefertigt werden darf.

Sulphuröl ist das aus den Rückständen von der Oliv ölpressung durch Extraction mit Schwefelkohlenstoff gew nene Oel von grünlicher oder gelblicher Farbe, welcl wegen seines widerlichen Geruches und unangenehmen schmackes zum menschlichen Genusse nicht geeignet erschei

Weiter wird gestattet, dass im vertragsmässigen Verkel das aus den Rückständen von der Ricinusölfabrication erzeu unreine, dunkelbraune, dickflüssige, zum menschlichen Genu ungeeignete Ricinusöl ohne Denaturirung zum Begünstigun satze von 80 kr. per 100 Kilogramm abgefertigt werde.

Die Abfertigung beider Oele ist nicht auf die zur günstigten Verzollung von denaturirtem Olivenöl und R nusöl ermächtigten Aemter beschränkt, sondern kann n Maassgabe der allgemeinen Befugnisse der Aemter zur V zollung von Oelen der Tarifnummer 72 und 73 erfolgen.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmach in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2271.

30 août 1

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finan du commerce concernant le traitement douani tablettes en papier.

R. G. Bl. 1894,

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des vom 30. August 1894, betreffend die Zollbehandl Papiertassen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königli rischen Ministerien wird nachstehende Ergänzung betischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife verf

Beim Schlagworte: „Tassen" ist zwischen dem zweiten 1894
und dritten Alinea aufzunehmen:

„Anmerkung. Aus Holzfasermasse durch Stangendruck erzeugte . . . . . T. Nr. 194 – 15 fl."

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

2272.

10 septembre 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier d'ornements de cercueils.

R. G. Bl. 1894, Nr. 191.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. September 1894, betreffend die Zollbehandlung von Sargverzierungen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird nachstehende Ergänzung des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife verfügt:

Beim Schlagworte „Sargverzierungen" ist nach dem ersten Alinea aufzunehmen:

„Anmerkung. Unter den nach T. Nr. 192*a* zu verzollenden Streifen aus gepresstem, durchgeschlagenem Gold- und Silberpapier sind nur solche aus einfachem Gold- und Silberpapier hergestellte Streifen mit geradlinigen Rändern zu verstehen, während alle façonnirten, sowie durch Cachirung hergestellten Artikel zur T. Nr. 195 gehören."

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2273.

10 octobre 1894.

Ordonnance du Ministère I^1 R^1 du commerce apportant des modifications à l'ordonnance du 15 décembre 1875 (R. G. Bl. Nr. 152) sur les droguiers à bord des navires marchands, et supprimant l'ordonnance du 15 avril 1887 (R. G. Bl. Nr. 35) sur la même matière.

R. G. Bl. 1894, Nr. 195.

Verordnung des Handelsministeriums vom 10. October 1894, mit welcher die Verordnung vom 15. December 1875 (R. G. Bl.

1894 R. G. Bl. 1894, Nr. 21

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Hand vom 31. October 1894, betreffend die Errichtung einer Zo expositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst in Teodo.

In Teodo, Bezirk Ragusa, ist eine Zollexpositur mit Hafe und Seesanitätsdienst errichtet worden, welche ihre Wir samkeit am 1. October 1894 begonnen hat.

Diese Expositur ist mit den Befugnissen eines Nebe zollamtes II. Classe ausgestattet und ausserdem ermächtig

1. Zur zollfreien Abfertigung von alten, gebrauchten, m den Zeichen einer inländischen Firma signirten Fässern al retourgehende Emballage inländischer Exportsendungen;

2. zur Beamtshandlung der Anmeldungen für die Brannt weinerzeugung (Annahme der Anmeldungen, Ausstellun der Bolletten und Einhebung der Productionsabgabe);

3. zur Vornahme der Amtshandlungen der bestehenden Waarencontrole im Grenzbezirke;

4. zur selbstständigen Verrechnung der statistischen Werthzeichen nach dem § 14 der Verordnung vom 18. December 1893 (V. Bl. Nr. 59).

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2275.

9 novembre 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant la position „crosses de fusils" du tarif douanier.

R. G. Bl. 1894, Nr. 222.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 9. November 1894, betreffend die Aenderung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Gewehrschäfte".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Gewehrschäfte" dahin abgeändert, dass an Stelle des ersten Absatzes dieses Schlagwortes folgende zwei neue Absätze zu treten haben:

ewehrschäfte aus Holz, bloss roh vorgearbeitet, behauen, 1894
gesägt, jedoch nicht weiter bearbeitet (Gewehrschaft-
hölzer) . . . . . 95 *a* oder *b* frei.
weiter bearbeitet, gehobelt etc., jedoch weder gefärbt etc.,
noch in Verbindung mit anderen Stoffen 222 *a* 1 fl. 50 kr."
Die übrigen Absätze bleiben unverändert.
Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2276.

24 novembre 1894.

rdonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et u commerce sur la position „acide phénique" du tarif douanier.

R. G. Bl. 1894, Nr. 234.

erordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels m 24. November 1894, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des amtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Carbolsäure".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungaschen Ministerien werden die Bestimmungen des ämtlichen phabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim chlagworte „Carbolsäure", wie folgt, abgeändert:

Carbolsäure (Phenylsäure", Phenol) rohe, T.-Nr. 322, 1 fl. 50 kr.
- gereinigte (auf Grund des Artikels IV des Zollgesetzes), T.-Nr. 324 . . . . . 4 fl. — kr.
- reine (feste und flüssige), T.-Nr. 329 . . . 10 fl. — kr.

Anmerkung:

Die Carbolsäure kommt im Handel hauptsächlich in dreilei Beschaffenheit vor: als rohe, reine und gereinigte Carolsäure.

Die rohe Carbolsäure ist eine dunkelbraune Flüssigkeit n stark empyreumatischem, steinkohlentheerartigem Geruch; wird bei der Kohlentheerdestillation aus dem bei 150 bis 0° C. überdestillirenden Antheile gewonnen und gelangt in r Regel in hölzernen Fässern zur Einfuhr.

Die reine Carbolsäure bildet eine weisse oder röthlich färbte feste Krystallmasse oder eine durchsichtige, farblose, ch röthliche Flüssigkeit von charakteristischem Geruch; wird durch Rectificirung aus der rohen Carbolsäure gennen und gelangt in der Regel in Blechgeschirren, aschen oder ähnlichen Gefässen zur Einfuhr. Die reine,

1894 feste (krystallisirte) Carbolsäure schmilzt bei einer Temperatur von 35 bis 44° C. und verwandelt sich dabei in eine durchsichtige, stark lichtbrechende Flüssigkeit. Die reine, flüssige Carbolsäure (erzeugt aus der festen durch einen Zusatz von circa 10% Wasser oder Alkohol) erstarrt, bis 5—6° C. abgekühlt, zu einer festen Krystallmasse, welche bei 17—18° C. wieder schmilzt.

Die gereinigte Carbolsäure ist im frisch bereiteten Zustande eine farblose, durchsichtige, später gelbe oder braune Flüssigkeit; sie wird ebenfalls durch Rectificirung aus der rohen Carbolsäure gewonnen; sie enthält stets noch geringe Mengen von Naphthalin und flüssigen Kohlentheerölen und riecht in der Regel nach Naphthalin und Phenol zugleich.

Geschmolzene oder bereits flüssige reine und gereinigte Carbolsäure gibt mit dem gleichen Volumen Glycerin geschüttelt eine klare oder doch nur schwach opalisirende Flüssigkeit, die auch bei längerem Stehen sich nicht entmischt, während rohe Carbolsäure mit dem gleichen Volumen Glycerin geschüttelt eine stark trübe Flüssigkeit (milchige, dunkelgefärbte Emulsion) bildet, die sich beim Stehen in zwei Schichten trennt, indem sich die in der rohen Carbolsäure stets vorhandenen Kohlenwasserstoffe (Kohlentheeröle) an der Oberfläche der Flüssigkeit abscheiden.

Die Unterscheidung der reinen Carbolsäure von der gereinigten ergibt sich auf folgende Art:

Man mischt 50 Kubikcentimeter der zu prüfenden Carbolsäure mit 100 Kubikcentimeter klarer Natronlauge vom specifischen Gewichte 1·35, schüttelt eine Minute lang kräftig durch und kühlt auf circa 10° R. ab. Reine Carbolsäure gibt hierbei eine klare, nur von Luftbläschen durchsetzte Flüssigkeit, während gereinigte Carbolsäure unter diesen Verhältnissen eine trübe Lösung gibt, die nach dreistündigem Stehen stets von mehr oder weniger reichlichen glänzenden Schuppen von Naphthalin durchsetzt ist, ohne jedoch zwei Schichten zu bilden, wie dies (eine untere Schicht von in Natronlauge gelösten Phenolen und eine obere Schicht von mit Natronlauge nicht mischbaren Kohlentheerölen) beim Mischen von Rohcarbolsäure mit Natronlauge der Fall ist.

Als gereinigte Carbolsäure ist somit nach Tarif-Nr. 324 nur solche zu behandeln, bei welcher nach Vornahme der obigen Probe die Ausscheidung von Naphthalinschuppen eintritt".

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

1894

2277.

30 novembre 1894.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, des finances et du commerce concernant la prohibition de l'entrée, de la fabrication et du trafic de certains liquides destinés à l'augmentation des degrés des boissons spiritueuses.

R. G. Bl. 1894, Nr. 221.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 30. November 1894, betreffend das Verbot der Einfuhr, der gewerbsmässigen Erzeugung, des Vertriebes und des Zusatzes der sogenannten Verstärkungsessenzen für gebrannte geistige Getränke.

Im Grunde der Bestimmung des § 6 der Ministerialverordnung vom 1. Mai 1866 (R. G. Bl. Nr. 54) wird die Einfuhr, die gewerbsmässige Erzeugung, der Vertrieb und der Zusatz von sogenannten Verstärkungsessenzen für gebrannte geistige Getränke, welche stark reizende, insbesondere aus scharfen Gewürzen und Vegetabilien, wie Pfeffer, Paprika, Meerzwiebel u. dgl. gewonnene Substanzen oder narkotische Stoffe oder Amylalkohol (Fusel) enthalten und dazu bestimmt sind, den gebrannten geistigen Getränken zugesetzt, die reizende oder berauschende Wirkung derselben zu erhöhen, wegen ihrer, dem Fachgutachten des obersten Sanitätsrathes zu Folge gesundheitsschädlichen Wirkung im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung verboten.

Als Arznei- oder diätetische Mittel sich darstellende alkoholische Zubereitungen werden von diesem Verbote nicht getroffen.

Uebertretungen dieser Verordnung, welche nicht unter das allgemeine Strafgesetz fallen, sind nach Maassgabe der Ministerialverordnung vom 30. September 1857 (R. G. Bl. Nr. 198) zu bestrafen.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Bacquehem m. p. *Plener* m. p.

Wurmbrand m. p.

1894

2278.

30 novembre 1894.

Publication du Ministre Président I[1] R[1] à l'égard du traité austro-hongrois-anglais du 24 avril 1894 sur la protection des droits d'auteurs.

R. G. Bl. 1894, Nr. 225.

Kundmachung des k. k. Ministerpräsidenten im Einvernehmen mit dem Justizminister vom 30. November 1894, betreffend die Ausdehnung des Geltungsgebietes des mit Grossbritannien über den Urheberrechtsschutz bei Werken der Literatur und Kunst abgeschlossenen Staatsvertrages.

Der hiesige königlich grossbritannische Botschafter hat im Auftrage seiner Regierung dem k. und k. Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern mitgetheilt, dass das Kaiserthum Indien, dann die Colonien von Newfoundland, Natal, Victoria, Queensland, Westaustralien und Neu-Seeland dem am 24. April 1893 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Grossbritannien abgeschlossenen Staatsvertrage, betreffend den gegenseitigen Schutz der Urheber von Werken der Literatur oder Kunst und der Rechtsnachfolger der Urheber (R. G. Bl. Nr. 77 ex 1895), beigetreten sind.

Dies wird mit dem Beifügen kundgemacht, dass in Folge der angeführten Erklärung gemäss Artikel IX des bezogenen Staatsvertrages die Bestimmungen desselben auch auf die bezeichneten Colonien und auswärtigen Besitzungen Grossbritanniens zur Anwendung gelangen.

Windisch-Graetz m. p. *Schönborn* m. p.

2279.

5 décembre 1895.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances à l'égard de la couleur des marques d'identité à appliquer aux tissus dans le trafic d'amélioration.

R. G. Bl. 1894, Nr. 226.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 5. December 1894, betreffend die Festsetzung der Farbe für die im Stickereiveredlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identitätsbezeichnungen.

Mit Beziehung auf die Ministerialverordnungen vom 27. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 56) und vom 20. Januar 1894

(R. G. Bl Nr. 29), betreffend die zollämtliche Behandlung des 1894
Stickereiveredlungsverkehres, wird angeordnet, dass in der Zeit vom 1. Januar bis 31. December 1895 an den im Stickereiveredlungverkehre einzuführenden Geweben die Identitätsstempel in schwarzer Farbe anzubringen sind.

Plener m. p.

2280.

21 décembre 1894.

Loi sur le règlement provisoire des rapports commerciaux avec l'Espagne.

R. G. Bl. 1894, Nr. 240.

Gesetz vom 21. December 1894, womit die Regierung zur weiteren provisorischen Regelung der Handelsbeziehungen mit Spanien ermächtigt wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Regierung ist ermächtigt, den Verkehr mit Spanien auf die Dauer bis längstens 30. Juni 1895 in der mit Verordnung des Gesammtministeriums vom 31. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 2 ex 1894) auf Grund des Gesetzes vom 27. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 202) angeordneten oder in anderer zweckentsprechender Weise zu behandeln.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches am 1. Januar 1895 in Kraft tritt, ist mein Gesammtministerium beauftragt.

Wien, am 21. December 1894.

Franz Joseph m. p.

Windisch-Graetz m. p. *Falkenhayn* m. p.
Welsersheimb m. p. *Bacquehem* m. p.
Schönborn m. p. *Wurmbrand* m. p.
Madeyski m. p. *Plener* m. p.
Jaworski m. p.

ESPAGNE.

1894

2281.

22 décembre 1894.

Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier des provenances espagnoles.

R. G. Bl. 1894, Nr. 241.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 22. December 1894, betreffend die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet.

Auf Grund des Gesetzes vom 21. December 1894 (R. G. Bl. Nr. 240) und der mit der königlich spanischen Regierung getroffenen Vereinbarung wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien bis auf weiteres, für die Zeit bis längstens 30. Juni 1895 verordnet, dass die mit der Verordnung des Gesammtministeriums vom 5. Februar 1892 (R. G. Bl. Nr. 30) in Hinsicht auf die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet getroffenen Bestimmungen aufrecht bleiben.

Windisch-Graetz m. p.
Welsersheimb m. p.
Schönborn m. p.
Madeyski m. p.
Falkenhayn m. p.
Bacquehem m. p.
Wurmbrand m. p.
Plener m. p.
Jaworski m. p.

2282.

6 janvier 1895.

Publication du Ministre Président I[1] R[1] sur l'accession de la colonie de l'Australie du Sud au traité conclu avec la Grande-Bretagne à l'égard de la protection des droits d'auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques.

R. G. Bl. 1895, Nr. 15.

Kundmachung des k. k. Ministerpräsidenten im Einvernehmen mit dem Justizminister vom 6 Januar 1895, betreffend den Beitritt der Colonie Südaustralien zu dem Staatsvertrage mit Grossbritannien über den Urheberrechtsschutz bei Werken der Literatur oder Kunst.

Unter Bezugnahme auf die Kundmachung vom 30. November 1894 (R. G. Bl. Nr. 225), betreffend die Ausdehnung des Geltungsgebietes des mit Grossbritannien über den Urheberrechtsschutz bei Werken der Literatur oder Kunst

abgeschlossenen Staatsvertrages, wird kundgemacht, dass in 1895
Folge einer weiteren von dem hiesigen königlich grossbritannischen Botschafter im Auftrage seiner Regierung gemachten Mittheilung nunmehr auch die Colonie Südaustralien dem bezeichneten Staatsvertrage (R. G. Bl. Nr. 77 ex 1894) beigetreten ist.

Demgemäss haben die Bestimmungen dieses Staatsvertrages im Hinblick auf Artikel IX desselben auch auf die Colonie Südaustralien zur Anwendung zu gelangen.

Windisch-Graetz m. p. *Schönborn* m. p.

2283.

14 janvier 1895.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce sur le transport sur le lac Constance de matières explosibles.

R. G. Bl. 1895, Nr. 12.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 14. Januar 1895, betreffend Bestimmungen über die Beförderung gefährlicher Stoffe auf dem Bodensee.

Auf Grund der zwischen den Regierungen der Bodensee-Uferstaaten getroffenen Vereinbarungen werden in theilweiser Abänderung der Bestimmungen der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867, R. G. Bl. Nr. 19 ex 1868, nachstehende Bestimmungen über die Beförderung von gefährlichen Stoffen auf dem Bodensee erlassen:

A. Die Beförderung von explosiven Gegenständen (Sprengstoffen).

I. Zum Verkehre auf dem Bodensee sind folgende explosive Gegenstände zugelassen:

1. Pulver — Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter — (ein sehr inniges Gemisch aus neutral reagirenden Salpeterarten und Kohle oder Stoffen, deren wesentliche Bestandtheile Kohlenstoff, Wasserstoff und Sauerstoff sind, mit oder ohne Schwefel);

2. folgende Nitroglycerin enthaltende Präparate:

a) Dynamit I (ein bei mittlerer Temperatur plastisches, nicht abtropfbares Gemisch von Nitroglycerin mit pulverförmigen, an sich nicht sprengkräftigen und nicht selbstentzündlichen Stoffen),

1894

2281.

22 décembre 1894.

Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier des provenances espagnoles.

R. G. Bl. 1894, Nr. 241.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 22. December 1894, betreffend die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet.

Auf Grund des Gesetzes vom 21. December 1894 (R. G. Bl. Nr. 240) und der mit der königlich spanischen Regierung getroffenen Vereinbarung wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien bis auf weiteres, für die Zeit bis längstens 30. Juni 1895 verordnet, dass die mit der Verordnung des Gesammtministeriums vom 5. Februar 1892 (R. G. Bl. Nr. 30) in Hinsicht auf die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet getroffenen Bestimmungen aufrecht bleiben.

Windisch-Graetz m. p.
Welsersheimb m. p.
Schönborn m. p.
Madeyski m. p.
Falkenhayn m. p.
Bacquehem m. p.
Wurmbrand m. p.
Plener m. p.
Jaworski m. p.

2282.

6 janvier 1895.

Publication du Ministre Président I[1] R[1] sur l'accession de la colonie de l'Australie du Sud au traité conclu avec la Grande-Bretagne à l'égard de la protection des droits d'auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques.

R. G. Bl. 1895, Nr. 15.

Kundmachung des k. k. Ministerpräsidenten im Einvernehmen mit dem Justizminister vom 6 Januar 1895, betreffend den Beitritt der Colonie Südaustralien zu dem Staatsvertrage mit Grossbritannien über den Urheberrechtsschutz bei Werken der Literatur oder Kunst.

Unter Bezugnahme auf die Kundmachung vom 30. November 1894 (R. G. Bl. Nr. 225), betreffend die Ausdehnung des Geltungsgebietes des mit Grossbritannien über den Urheberrechtsschutz bei Werken der Literatur oder Kunst

abgeschlossenen Staatsvertrages, wird kundgemacht, dass in 1895
Folge einer weiteren von dem hiesigen königlich grossbritannischen Botschafter im Auftrage seiner Regierung gemachten Mittheilung nunmehr auch die Colonie Südaustralien dem bezeichneten Staatsvertrage (R. G. Bl. Nr. 77 ex 1894) beigetreten ist.

Demgemäss haben die Bestimmungen dieses Staatsvertrages im Hinblick auf Artikel IX desselben auch auf die Colonie Südaustralien zur Anwendung zu gelangen.

Windisch-Graetz m. p. *Schönborn* m. p.

2283.

14 janvier 1895.

Ordonnance du Ministère I^1 R^1 du commerce sur le transport sur le lac Constance de matières explosibles.

R. G. Bl. 1895, Nr. 12.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 14. Januar 1895, betreffend Bestimmungen über die Beförderung gefährlicher Stoffe auf dem Bodensee.

Auf Grund der zwischen den Regierungen der Bodensee-Uferstaaten getroffenen Vereinbarungen werden in theilweiser Abänderung der Bestimmungen der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867, R. G. Bl. Nr. 19 ex 1868, nachstehende Bestimmungen über die Beförderung von gefährlichen Stoffen auf dem Bodensee erlassen:

A. Die Beförderung von explosiven Gegenständen (Sprengstoffen).

I. Zum Verkehre auf dem Bodensee sind folgende explosive Gegenstände zugelassen:

1. Pulver — Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter — (ein sehr inniges Gemisch aus neutral reagirenden Salpeterarten und Kohle oder Stoffen, deren wesentliche Bestandtheile Kohlenstoff, Wasserstoff und Sauerstoff sind, mit oder ohne Schwefel);

2. folgende Nitroglycerin enthaltende Präparate:

a) Dynamit I (ein bei mittlerer Temperatur plastisches, nicht abtropfbares Gemisch von Nitroglycerin mit pulverförmigen, an sich nicht sprengkräftigen und nicht selbstentzündlichen Stoffen),

1895 *b)* Dynamit II und III (Kohlendynamit, ein Gemisch von Nitroclycerin mit schiesspulverähnlichen Gemengen),

c) Sprenggelatine (ein bei mittlerer Temperatur zähelastisches Gemisch, bestehend aus Nitroglycerin, welches durch Nitrocellulose gelatinirt ist, mit oder ohne kohlensauren Alkalien [beziehungsweise alkalischen Erden] oder neutral reagirenden Salpeterarten),

d) Gelatinedynamit (ein bei mittlerer Temperatur plastisches Gemisch, bestehend aus Nitroglycerin, welches durch Nitrocellulose gelatinirt ist, und Holzmehl, Salpeter und kohlensauren Alkalien [beziehungsweise alkalischen Erden]),

e) Carbonit (ein Gemisch von Nitroglycerin mit schiesspulverähnlichen Gemengen und mit flüssigen, an sich nicht sprengkräftigen oder nicht selbstentzündlichen Stoffen);

3. Nitrocellulose (lockere mit mindestens 20 Procent Wassergehalt, und gepresste, nicht gelatinirte), insbesondere Schiessbaumwolle und Collodiumwolle, sowie Gemische von Nitrocellulose mit neutral reagirenden Salpeterarten;

4. folgende Gemische, welche Nitroverbindungen von Stoffen der aromatischen Reihe enthalten:

a) Securit (ein Gemenge von Ammoniaksalpeter, Kalisalpeter und Dinitrobenzol oder ähnlichen Stoffen),

b) Roburit (ein Gemisch von Chlordinitrobenzol, Chlornitronaphhalin oder Nitrochlorbenzol und Ammoniaksalpeter);

5. Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörper, sprengkräftige Zündungen, welche zum Entzünden von Ladungen dienen (z. B. Sprengkapseln), Zündplättchen (amorces);

6. alle jeweilig zur Versendung auf den Eisenbahnen und Wasserstrassen der Bodensee-Uferstaaten zugelassenen explosiven Gegenstände.

Schiffe welche explosive Gegenstände führen, müssen beim Einlaufen in die Bestimmungsstation dieser Stoffe bereits mit den nach den Vorschriften des Uferstaates der Bestimmungsstation erforderlichen Begleitpapieren versehen sein.

II. Nachstehende Stoffe werden, insoferne dieselben in der für den Eisenbahnverkehr vorgeschriebenen Weise verpackt sind und insbesondere ein Schlottern oder Ausrinnen des Inhaltes ausgeschlossen ist, nicht als explosive Gegenstände behandelt:

1. Die in dem Heere und der Marine eines der Uferstaaten vorgeschriebenen, nicht sprengkräftigen Zündungen,

2. die für Feuerwaffen benützten Zündhütchen, Zündspiegel und Patronen für Feuerwaffen,

3. Zündschnüre.

III. Vom Verkehre auf dem Bodensee sind ausgeschlossen die nicht nach Ziffer I zugelassenen explosiven Gegenstände, insbesondere:

1. Nitroglycerin als solches und in Lösungen; 1895

2. Knallgold, trocken in fester oder Pulverform, Knallquecksilber, Knallsilber und die damit dargestellten Präparate;

3. Nitrozuckerarten, Nitrostärkearten und die damit hergestellten Gemische;

4. Gemische, welche Nitroglycerin abtropfen lassen;

5. explosive Gegenstände, welche entweder

a) sauer reagiren [mit Ausnahme des Pulvers, Sprengsalpeters und brennbaren Salpeters (I, 1), des Securits (I, 4*a*) und des Roburits (I, 4*b*)], oder

b) bei einer Temperatur bis zu + 40 Grad C. zur Selbstzersetzung neigen, oder

c) welche enthalten:

aa) chlorsaure Salze [mit Ausnahme der Sprengkapseln und Zündplättchen (I, 5)] oder

bb) pikrinsaure Salze, oder

cc) Phosphor [mit Ausnahme der Zündplättchen (I, 5)], oder

dd) Schwefelkupfer;

6. explosive Gegenstände in Patronenhüllen, sofern diese äusserlich mit Nitroglycerin (Ziffer 1) oder mit anderer Sprengflüssigkeit benetzt, oder äusserlich mit festen explosiven Gegenständen behaftet sind;

7. Sprengpräparate, bei welchen die einzelnen an und für sich nicht sprengkräftigen Bestandtheile in einem geschlossenen Behälter durch leicht brechbare Scheidewände oder Hahnvorrichtungen solange getrennt gehalten werden, bis die Explosion durch Zertrümmerung, Verschiebung der Scheidewände oder Oeffnen der Hahnvorrichtungen veranlasst, stattfinden soll;

8. geladene Schusswaffen.

IV. Auf Schiffen, welche Personen befördern, sowie auf Flössen dürfen explosive Gegenstände nicht transportirt, an Schiesspulver und Feuerwerkskörpern darf jedoch so viel mitgeführt werden, als zur Abgabe von Signalen nothwendig ist.

Eine Ausnahme findet nur statt, wenn in dringenden Fällen allgemeiner Gefahr, z. B. bei Eisstopfungen, die nöthigen Sprengbüchsen und das zu deren Füllung erforderliche Material unter zuverlässiger Begleitung in kürzester Frist nach dem Bestimmungsorte geschafft werden soll.

Jedes zur Beförderung von explosiven Gegenständen verwendete Schiff muss einen Rettungsnachen mit sich führen.

V. Die explosiven Gegenstände sind in hölzerne, haltbare und dem Gewichte des Inhaltes entsprechend starke Kisten oder Tonnen, deren Fugen so gedichtet sind, dass ein Ausstreuen nicht stattfinden kann, und welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, fest zu verpacken. Statt

1895 Holzunterlagen gegen jede rollende Bewegung verwahrt werden. Ist ausnahmsweise das Anbinden einzelner Versendungsstücke nothwendig, so darf dies nur mittelst Seilen und nie mit Ketten geschehen. Alle Eisenbestandtheile, welche während der Fahrt mit den Versendungsstücken in Berührung kommen könnten, sind mit Werg, Stroh oder Lappen zu umwickeln.

Offene Boote, in denen explosive Gegenstände befördert werden, müssen mit einem dichtschliessenden Plantuche (z. B. imprägnirte Leinwand) überspannt sein.

Weder in den so benützten, noch in den unmittelbar daran stossenden Räumen dürfen Zündhütchen und Zündschnüre (II, 2 und 3) verpackt sein.

Leicht entzündliche oder selbstentzündliche Stoffe, zu welchen Steinkohlen und Kokes nicht gerechnet werden, sind von der gleichzeitigen Beförderung überhaupt ausgeschlossen.

X. Die Beförderung von explosiven Gegenständen ist nur bei Tag und bei sichtigem Wetter gestattet.

Auf Schiffen, welche explosive Gegenstände führen, ist das Anzünden von Licht und Feuer nur dann, wenn das Schiff einen abgeschlossenen Feuerraum hat und nur in letzterem gestattet.

XI. Fahrzeuge, welche explosive Gegenstände in Mengen von mehr als 35 Kilogramm Bruttogewicht führen, haben bei der Fahrt, dem Aufenthalte und Anlanden Folgendes zu beobachten:

1. Die Fahrzeuge müssen als Warnungszeichen eine von weitem erkennbare, stets ausgespannt gehaltene schwarze Flagge mit einem weissen P führen;

2. sie dürfen niemals ohne Bewachung bleiben;

3. sie haben sich möglichst entfernt von anderen Fahrzeugen zu halten;

4. besteht ein Transport aus mehreren Fahrzeugen, so müssen diese während der Fahrt eine Entfernung von mindestens 50 Meter untereinander innehalten;

5. wenn das Fahrzeug, welches explosive Gegenstände führt, unterwegs in der Nähe des Landes einen Aufenthalt von mehr als zwei Stunden macht, so ist eine Entfernung von mindestens 300 Meter von Fabriken, Werkstätten und bewohnten Gebäuden einzuhalten.

Die zuständige Polizeibehörde darf, falls eine geeignete Haltestelle in solcher Entfernung nicht zu finden ist, gestatten, dass eine Haltestelle in einer geringeren, wenn aber nicht ein anderer Schutz geboten ist, mindestens 200 Meter betragenden Entfernung von Fabriken, Werkstätten und bewohnten Gebäuden gewählt wird.

Bei einem Aufenthalte von mehr als zwei Stunden in 1895
der Nähe von Ortschaften ist überdies der zuständigen Polizeibehörde thunlichst schleunig Anzeige zu erstatten; die zuständige Polizeibehörde hat darauf die ihr nothwendig erscheinenden Vorsichtsmaassregeln zu treffen.

Soll das Anlegen in einem Hafen geschehen, so ist die Hafenbehörde vorher in Kenntnis zu setzen und sind von dieser die im Interesse der Sicherheit erforderlichen Anordnungen, geeignetenfalls im Benehmen mit der zuständigen Polizeibehörde, zu treffen;

6. geräth eine Sendung mit explosiven Gegenständen unterwegs in einen Zustand, dass der weitere Versandt bedenklich erscheint, so hat die zuständige Polizeibehörde des nächsten Ortes, welcher von dem Transportführer thunlichst schleunig Anzeige zu erstatten ist, die zur gefahrlosen weiteren Behandlung der Sendung nöthigen Anordnungen zu treffen, und zwar je nach den Umständen unter Zuziehung eines auf ihre Aufforderung von dem Absender zu entsendenden Sachverständigen.

Ist Gefahr im Verzuge, so erfolgt die Vernichtung der explosiven Gegenstände durch die zuständige Polizeibehörde auf Kosten des Absenders ohne vorherige Benachrichtigung desselben, wenn möglich nach der Angabe und unter Aufsicht eines Sachverständigen.

Ist an dem betreffenden Orte ein Hafen, so sind die erforderlichen Anordnungen, soweit das Hafengebiet in Betracht kommt, von der Hafenbehörde, geeignetenfalls im Benehmen mit der zuständigen Polizeibehörde, zu treffen.

XII. Fahrzeuge, welche an einem mit der Flagge nach Ziffer XI, Punkt 1 versehenen Schiffe in einer Entfernung von weniger als 300 Meter vorüberfahren, haben die Feuer zu bergen, Dampfschiffe überdies die Rauchregister entsprechend zu handhaben.

B. Die Beförderung von feuergefährlichen, nicht zu den explosiven Gegenständen gehörenden Stoffen.

I. Als feuergefährlich gelten folgende Gegenstände:

a) Rohpetroleum und dessen Destillationsproducte (Petroleumäther, Gasolin, Neolin, Benzin, Ligroin, Naphtha, Petroleumessenz, gereinigtes Petroleum, Putzöl, Schmieröle u. s. w.);

b) alle aus Theer oder Theerölen (Harz-, Steinkohlen-, Braunkohlen-, Torf- und Schiefertheer) bereiteten flüchtigen Stoffe;

c) Schwefeläther (Aethyläther), Collodium und Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol);

d) rothe rauchende Salpetersäure;

1895 *e)* weisser und gelber, sowie rother (amorpher) Phosphor;
f) Bucher'sche Feuerlöschdosen.

Die in lit. *a)* und *b)* bezeichneten Gegenstände werden in drei Classen eingetheilt, je nachdem sie bei 17·5 Grad C. ein specifisches Gewicht haben von:

(Classe I) mindestens 0·780 (sogenanntes Testpetroleum, Benzol, Toluol, Xylol, Cumol, Mirbanöl, Solaröl, Photogen u. s. w.),

(Classe II) weniger als 0·780 und mehr als 0·680 (Benzin, Ligorin, Putzöl u. s. w.),

(Classe III) 0·680 oder weniger (Petroleumäther, Gasolin, Neolin u. s. w.).

II. Die in lit. *a)* und *b)* genannten Gegenstände dürfen auf dem Bodensee nur befördert werden entweder;
a) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen, oder
b) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug;
die Gegenstände der Classen I und II ausserdem
c) in besonders guten, dauerhaften Fässern.

Bei der Beförderung in Gefässen aus Glas oder Steinzeug sind noch folgende Vorschriften zu beachten:

1. Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstücke vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein.

2. Bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer guten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einer gleichartigen Materie unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf für die Stoffe der Classe I bei Verwendung von Glasgefässen 60 Kilogramm, bei Verwendung von Gefässen aus Steinzeug 75 Kilogramm und für die Stoffe der Classen II und III bei Verwendung beider Arten von Gefässen 40 Kilogramm nicht übersteigen.

Jedes Frachtstück, welches Gegenstände der II. und III. Classe enthält, ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug, welche Gegenstände der Classen II und III enthalten, haben ausserdem die Aufschrift: „Muss getragen werden" zu erhalten.

III. Schwefeläther (Äthyläther) sowie Collodium (I, lit. *c)* dürfen nur in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas versendet werden. Die Verpackung dieser Gefässe, und zwar sowohl der Metall- wie der Glasgefässe,

muss bei Vereinigung mehrerer Gefässe in einem Frachtstücke 1895
den in II, Ziffer 1, und bei Einzelverpackung den in II, Ziffer 2 gegebenen Vorschriften entsprechen, mit der Maassgabe, dass bei Einzelverpackung das Bruttogewicht des einzelnen Collo 60 Kilogramm nicht übersteigen darf.

IV. Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol) (I, lit. *c)* darf nur befördert werden entweder:

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem Eisenblech bis zu 500 Kilogramm Inhalt; oder

2. in Blechgefässen von höchstens 75 Kilogramm brutto, welche oben und unten durch eiserne Bänder verstärkt sind. Derartige Gefässe müssen entweder von geflochtenen Körben oder Kübeln umschlossen oder in Kisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen verpackt sein; oder

3. in Glasgefässen, die in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen eingefüttert sind.

V. Die Beförderung der rothen rauchenden Salpetersäure (I, lit. *d)* unterliegt folgenden Vorschriften:

Falls dieselbe in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt wird, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein. Die Ballons und Flaschen müssen in den Gefässen mit einem mindestens ihrem Inhalte gleichkommenden Volumen getrockneter Infusorienerde oder anderer geeigneter, trockenerdiger Substanzen umgeben sein.

Falls dieselbe in Metallbehältern versendet wird, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

VI. Weisser und gelber Phosphor (I, lit. e*)* muss mit Wasser umgeben in Blechbüchsen, welche höchstens 30 Kilogramm fassen und verlöthet sind, in starke Kisten fest verpackt sein. Die Kisten müssen ausserdem zwei starke Handhaben besitzen, dürfen nicht mehr als 100 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „gewöhnlichen gelben (weissen) Phosphor enthaltend" und mit „oben" bezeichnet sein.

Rother (amorpher) Phosphor (I, lit. *e)* ist in gut verlötheten Blechbüchsen, welche in starke Kisten mit Sägespänen eingesetzt sind, zu verpacken. Diese Kisten dürfen nicht mehr als 90 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „rothen Phosphor enthaltend" bezeichnet sein.

VII. Bucher'sche Feuerlöschdosen (I, lit. *f)* dürfen nur in blechernen Hülsen befördert werden. Diese Hülsen müssen in Kistchen eingestellt werden, welche höchstens 10 Kilogramm fassen und inwendig mit Papier verklebt sind.

1895 Diese Kistchen müssen sodann in grössere, gleichfalls mit Papier ausgeklebte Kisten verpackt werden.

VIII. Falls die in Ziffer II und III aufgeführten Chemikalien in Mengen von nicht mehr als 10 Kilogramm zum Versandt kommen, ist es gestattet, sie sowohl miteinander als mit anderen, weder zu den Explosivstoffen noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück zu vereinigen. Sie müssen dabei in dicht verschlossenen Glas- oder Blechflaschen mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen in starke Kisten fest eingebettet sein.

Die rothe rauchende Salpetersäure darf in der gleichen Weise nur mit gleichen Mengen anderer Mineralsäuren, mit Ausnahme von Brom, und mit anderen, weder zu den Explosivstoffen noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück vereinigt werden.

Schwefelkohlenstoff im Gewichte von höchstens zwei Kilogramm darf mit anderen, weder zu den Explosivstoffen noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen zu einem Frachtstück vereinigt werden, wenn der Schwefelkohlenstoff sich in dicht verschlossenen Blechflaschen befindet und mit dem übrigen Inhalte des Frachtstückes in eine starke Kiste mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl oder anderen lockeren Substanzen fest eingebettet ist.

Die Vereinigung von Phosphor und Bucher'schen Feuerlöschdosen mit anderen Gegenständen zu einem Frachtstücke ist auch in kleinen Mengen nicht statthaft.

IX. Die in Ziffer II bis VIII genannten Behälter (Gefässe aus Metall, Fässer, Kisten, Kübel und Körbe) müssen auf den Schiffen so verstaut sein, dass sie weder aneinanderstossen noch herabfallen können.

X. Feuergefährliche Gegenstände dürfen auf Dampfschiffen nur auf dem Verdeck, auf Schiffen, welche zur Personenbeförderung dienen, überhaupt nicht verladen werden.

XI. Schiffsräume, in welchen feuergefährliche Gegenstände untergebracht sind, dürfen nur mit Sicherheitslampen betreten und es darf in ihnen nicht geraucht werden. Liegen solche Räume unter Deck, so müssen sie eine wirksame Oberflächenventilation haben.

Offenes Feuer darf auf Fahrzeugen, welche feuergefährliche Gegenstände geladen haben, nicht brennen.

Die Schornsteine der unter Deck befindlichen Feuerstätten solcher Fahrzeuge müssen mit Funkenfängern versehen sein.

Auf Deck verladene feuergefährliche Gegenstände sind mit dichtschliessenden Plantüchern bedeckt zu halten.

XII. Fahrzeuge, welche feuergefährliche Stoffe geladen 1895
haben, sollen bei Tag eine blaue Flagge mit einem grossen weissen F (lateinische Druckschrift), bei Nacht eine blaue Laterne führen; dieselben müssen mindestens vier Meter über Bord am Maste oder an einer Stange befestigt sein.

Solche Fahrzeuge dürfen nur in einer Entfernung von mindestens 150 Meter von anderen Fahrzeugen oder von bewohnten Gebäuden anlegen, soferne nicht von der Hafenbehörde und ausserhalb der Häfen von der Ortspolizeibehörde das Anlegen in einer grösseren Entfernung vorgeschrieben oder in einer kleineren Entfernung gestattet wird.

Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf Fahrzeuge, welche nur kleine Mengen (bis zu 10 Kilogramm, beziehungsweise bei Schwefelkohlenstoff bis zu 2 Kilogramm, vergl. Ziffer VIII) der einzelnen feuergefährlichen Stoffe, sei es in vorschriftsmässiger Einzelpackung, sei es in vorschriftsmässiger Zusammenpackung mit anderen Gegenständen (Ziffer VIII) mit sich führen, unter der Voraussetzung, dass das Gesammtgewicht der so mitgeführten kleinen Mengen feuergefährlicher Stoffe 40 Kilogramm nicht erreicht.

XIII. Sobald ein mit feuergefährlichen Gegenständen beladenes Fahrzeug seinen Bestimmungsort erreicht hat, muss der Führer die geladenen feuergefährlichen Gegenstände ihrer Menge und Art nach der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde unverzüglich angeben und sein Fahrzeug sogleich auf die angewiesene Liegestelle legen.

XIV. Soll ein Fahrzeug feuergefährliche Gegenstände laden oder solche löschen, so hat der Führer davon der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde vorher Anzeige zu machen.

Diese Behörde bezeichnet die Liegestelle, wo das Laden oder Löschen vorzunehmen und die Frist, binnen welcher es zu beginnen und zu beenden ist. Die Liegestelle soll von bewohnten Gebäuden möglichst entfernt sein. Ohne geschäftliche Veranlassung ist der Zutritt zur Liegestelle nicht gestattet.

Beim Laden und Löschen darf nicht geraucht, auf dem Fahrzeuge und in der Nähe des Liegeplatzes auch weder Feuer gemacht, noch offenes Licht gebraucht werden.

Bei Dunkelheit ist das Laden und Löschen nur mit besonderer Erlaubnis und nur unter Beleuchtung mit feststehenden Laternen, die mindestens zwei Meter über dem Arbeitsboden angebracht sind, gestattet.

Bei der Ladung wie beim Löschen dürfen die Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug, welche Stoffe enthalten, die zu den Classen II und III der in Ziffer I, lit. *a)* und *b)* bezeichneten Gegenstände gehören, nicht auf Karren gefahren, noch auf Schulter oder auf dem Rücken, sondern

1895 nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

C. Die Beförderung von ätzenden und giftigen Stoffen.

1. Sollen mit anderen Schiffen, als denen der staatlichen oder staatlich concessionirten Dampfschifffahrtsunternehmungen ätzende Stoffe, wie Säuren u. s. w. transportirt werden, so hat im einzelnen Falle die Polizei- oder Hafenbehörde des Einladeortes zu bestimmen, ob diese Stoffe auf besonderen Fahrzeugen zu führen sind oder mit anderen Gütern verladen werden dürfen. Gestattet sie die Verladung mit anderen Gütern, so hat sie zugleich die erforderlichen Vorsichtsmaassregeln anzuordnen, denen sich der Schiffer unterwerfen muss. Ueber die von ihr getroffenen Anordnungen ertheilt sie dem Schiffer eine besondere Bescheinigung, welche dieser auf Erfordern den Polizei-, Hafen-, Zoll- und Wasserbaubeamten vorzeigen muss.

2. Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säure (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rothes Arsenik (Realgar), Scherbenkobalt (Fliegenstein) dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte „Arsenik (Gift)" angebracht sind und die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a) in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem, trockenem Holze gefertigt und inwendig mit dichter Leinwand oder ähnlichen dichten Geweben verklebt sein müssen;

oder

b) in Säcken von getheerter Leinwand, welche in einfache Fässer von starkem, trockenem Holze verpackt sind;

oder

c) in verlötheten Blechcylindern, welche mit festen Holzmänteln (Ueberfässern) bekleidet sind, deren Böden mit Einlagereifen gesichert sind.

3. Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure, dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn:

a) auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte „Arsenik (Gift)" angebracht sind;

b) bei Verschickung in Ballons, Flaschen oder Kruken diese Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in beson-

dere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sind; 1895

c) bei Verschickung in Metall-, Holz- oder Gummibehältern diese Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sind.

Diese Vorschriften gelten auch für die Gefässe, in welchen flüssige Arsenikalien transportirt worden sind.

4. Andere giftige Metallpräparate (giftige Metallfarben, Metallsalze u. s. w.), wohin insbesondere Quecksilberpräparate, als: Sublimat, Calomel, weisses und rothes Präcipitat, Zinnober, ferner Kupfersalze und Kupferfarben, als: Kupfervitriol, Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente, desgleichen Bleipräparate, als: Bleiglätte (Massicot), Mennige, Bleizucker und andere Bleisalze, Bleiweiss und andere Bleifarben, auch Zinkstaub, sowie Zinn- und Antimonasche gehören, dürfen nur in dichten, von festem, trockenem Holze gefertigten, mit Einlagereifen, beziehungsweise Umfassungsbändern versehenen Fässern oder Kisten versendet werden. Die Umschliessungen müssen so beschaffen sein, dass durch die beim Transport unvermeidlichen Erschütterungen, Stösse u. s. w. ein Verstauben der Stoffe durch die Fugen nicht eintritt.

5. Wenn solche Giftstoffe (nichtflüssige und flüssige Arsenikalien und andere giftige Metallpräparate) in Mengen von 5000 und mehr Kilogramm versendet werden sollen, so dürfen sie in Schiffen, welche andere Güter enthalten, nur in besonderen, wasserdicht abgeschlossenen Abtheilungen derselben verladen werden. Vor der Verladung muss der Schiffer der Polizei- oder Hafenbehörde Anzeige erstatten. Diese hat sich davon zu überzeugen, dass die zur Aufnahme der Giftstoffe bestimmten Abtheilungen des Schiffes wirklich wasserdicht abgeschlossen sind.

Ingleichen ist, falls solche Giftstoffe in Mengen unter 5000 Kilogramm zusammen mit anderen Gegenständen transportirt werden sollen, darauf zu achten, dass die Giftstoffe abgesondert von Nahrungs- und Genussmitteln gestaut werden. Ueber die von der Polizei- oder Hafenbehörde getroffenen Anordnungen hat sie dem Schiffer eine Bescheinigung zu ertheilen.

6. Die Polizei- oder Hafenbehörde des Absendungsortes hat die Verladung zu untersagen, wenn die Colli Beschädigungen erlitten haben, welche ohne deren Eröffnung wahrzunehmen sind.

Vorstehende Bestimmungen treten mit 1. Februar 1895 in Wirksamkeit.

AUTRICHE-HONGRIE.

1895 Mit demselben Zeitpunkte treten die Bestimmungen des Artikels 14 der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867, R. G. Bl. Nr. 19 ex 1868, ausser Kraft.

Mit der unmittelbaren Handhabung und Ueberwachung der gegenwärtigen Verordnung ist, insoweit es sich nicht um Angelegenheiten handelt, welche gemäss der Ministerialverordnung vom 1. Juni 1894, R. G. Bl. Nr. 114, dem als Hafencommissär im k. k. Bodenseehafen von Bregenz fungirenden Vorstande der Bodensee-Schifffahrtsinspection der k. k. Generaldirection der österreichischen Staatsbahnen zugewiesen sind, die k. k. Bezirkshauptmannschaft in Bregenz betraut, welche in nautisch-technischer Beziehung stets im Einvernehmen mit dem genannten Hafencommissär vorzugehen hat.

Bacquehem m. p. *Wurmbrand* m. p.

2284.

14 janvier 1895.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce, portant complètement et abrogation de quelques dispositions du Règlement international de navigation et des ports sur le Lac Léman du 22 septembre 1867 et de l'ordonnance ministérielle du 29 octobre 1892 à l'égard du même sujet.

R. G. Bl. 1895, Nr. 13.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 14. Januar 1895, betreffend die Ergänzung und Abänderung einzelner Bestimmungen der internationalen Schiffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867 (R. G. Bl. Nr. 19 ex 1868), sowie der mit Ministerialverordnung vom 29. October 1892 (R. G. Bl. Nr. 188) erlassenen Vorschriften zum Zwecke der Sicherheit der Schiffahrt auf dem Bodensee.

Auf Grund der zwischen den Regierungen der Bodensee-Uferstaaten getroffenen Vereinbarungen wird verordnet, wie folgt:

§ 1.

Wo überhaupt in der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867, R. G. Bl. Nr. 19 ex 1868, sowie in den mit der Ministerialverordnung vom 29. October 1892, R. G. Bl. Nr. 188, erlassenen

Vorschriften zum Zwecke der Sicherheit der Schifffahrt auf 1895
dem Bodensee von Segelschiffen die Rede ist, sind darunter solche Schiffe verstanden, welche zu ihrer Fortbewegung in der Regel der Segel sich bedienen und dementsprechend eingerichtet sind, so zwar, dass diese Schiffe die Eigenschaft als Segelschiffe behalten, auch wenn sie zeitweilig durch Rudern oder Schalten oder auch durch einen Hilfsmotor fortbewegt werden.

Hinsichtlich der Ausweichregel des § 11, Ziffer 4, erster Absatz der vorerwähnten Ministerialverordnung vom 29. October 1892, R. G. Bl. Nr. 188, sind alle im gegebenen Falle unter Segel gehenden Fahrzeuge ohne Unterschied der Grösse gleich den Segelschiffen zu behandeln.

Die Vorschrift im dritten Absatze der Ziffer 4 des obcitirten § 11 hat jedoch für alle kleineren Fahrzeuge auch dann Geltung, wenn sie unter Segel gehen, insbesondere auch für die Vergnügungs- und Sportszwecken dienenden Segelboote (Segeljachten u. dgl.).

§ 2.

Die in der Signalordnung für die Bodenseeschifffahrt (Anlage III der Ministerialverordnung vom 29. October 1892, R. G. Bl. Nr. 188) unter „I. Nebelsignale" aufgeführten Erkennungssignale sind fortan folgendermaassen abzugeben:

das Erkennungssignal 2 *a)*:

ᴗᴗ ᴗᴗ ᴗᴗ

dreimal in der Minute zwei kurze, rasch aufeinander folgende Pfiffe;

das Erkennungssignal 2 *b)*:

ᴗᴗᴗ ᴗᴗᴗ ᴗᴗᴗ

dreimal in der Minute drei kurze, rasch aufeinander folgende Pfiffe.

§ 3.

Vorstehende Bestimmungen treten mit 1. Februar 1895 in Wirksamkeit.

Mit der unmittelbaren Handhabung und Ueberwachung der gegenwärtigen Verordnung ist, insoweit es sich nicht um Angelegenheiten handelt, welche gemäss der Ministerialverordnung vom 1. Juni 1894, R. G. Bl. Nr. 114, dem als Hafencommissär im k. k. Bodenseehafen von Bregenz fungirenden Vorstande der Bodensee-Schifffahrtsinspection der k. k. Generaldirection der österreichischen Staatsbahnen zugewiesen sind,

1895 die k. k. Bezirkshauptmannschaft in Bregenz betraut, welche in nautisch-technischer Beziehung stets im Einvernehmen mit dem genannten Hafencommissär vorzugehen hat.

Bacquehem m. p. *Wurmbrand* m. p.

2285.

20 janvier 1895.

Ordonnance du Ministère I^l R^l des finances, du commerce et de l'agriculture concernant le traitement en douane des vins importés de San-Sévéro et Barletta avec certificats d'origine.

R. G. Bl. 1895, Nr. 16.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 20. Januar 1895, betreffend die Zollbehandlung der mit Ursprungscertificaten von San-Severo und Barletta zur Einfuhr gelangenden Weine.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird mit Beziehung auf die Ministerialverordnungen vom 10. August und 1. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 125 und 201), betreffend die Bedingungen der zollbegünstigten Behandlung von Wein in Fässern aus bestimmten Gegenden Italiens bekannt gegeben, dass die Vorlage von Ursprungscertificaten, welche über solchen Wein in San-Severo und Barletta ausgestellt erscheinen, für die zollbegünstigte Behandlung nicht als ausreichend angesehen werden kann.

Die Parteien müssen in jedem einzelnen Falle den Beweis der Richtigkeit der Angaben der betreffenden Certificate durch Vorlage von auf den Ankauf der betreffenden Weine Bezug nehmenden Correspondenzen etc. erbringen. Die Entscheidung hierüber steht dem Finanzministerium zu, an welches die vorgelegten Behelfe seitens der betreffenden k. k. Zollämter ungesäumt zu leiten sind.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p. *Falkenhayn* m p.

2286.

15 février 1895.

Publication du Ministère I^l R^l du commerce concernant l'arrangement relatif à certaines facilités à introduire

dans le trafic par chemins de fer entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne par rapport aux marchandises exclues du transport ou conditionnellement admises en vertu de la convention internationale du 14 octobre 1890. 1895

R. G. Bl. 1895, Nr. 24.

Kundmachung des Handelsministeriums vom 15. Februar 1895, betreffend die Vereinbarung erleichternder Vorschriften für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Eisenbahnen Oesterreich-Ungarns einerseits und Deutschlands andererseits rücksichtlich der nach dem internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890 von der Beförderung ausgeschlossenen oder bedingungsweise zugelassenen Gegenstände.

Die zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, den Niederlanden und der Schweiz, wie auch Belgien und Luxemburg zur Zeit in Geltung stehende Vereinbarung erleichternder Vorschriften rücksichtlich der nach dem internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890 von der Beförderung ausgeschlossenen oder bedingungsweise zugelassenen Gegenstände (R. G. Bl. Nr. 25 und 81 ex 1894), welche bisher auf den Wechselverkehr zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits und Deutschland andererseits sich nicht bezogen hat, findet nunmehr mit den nachstehenden Zusätzen auch auf diesen Verkehr Anwendung.

Zu A. II.

(§ 1, Ziffer 3 der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen.)

Für Leichentransporte bleibt die Vereinbarung zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche über die gegenseitige Anerkennung von Leichenpässen vom 12. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 46) in Kraft. Solche Transporte werden auch auf Grund eines Beförderungsscheines angenommen.

Zu B.

(Anlage 1 der Ausführungsbestimmungen.)

Als XV *a*.

ist einzuschalten:

Abfallschwefelsäure aus Nitroglycerinfabriken wird nur dann zur Beförderung zugelassen, wenn sie nach einer von dem Fabrikanten auf dem Frachtbriefe ausgestellten Bescheinigung vollständig denitrirt worden ist. Im übrigen finden die Vorschriften unter XV Anwendung.

1895

Als XXXV *a*.

ist einzuschalten:

1. Fertige (das heisst mindestens mit dem Schiessmittel geladene) Patronen für Handfeuerwaffen, welche entweder Schwarzpulver oder andere in Oesterreich und Ungarn zum Eisenbahntransporte besonders zugelassene Schiessmittel enthalten, jedoch mit Ausnahme der unter XXXVI aufgeführten Patronen;

2. Feuerwerkskörper, insoweit sie nicht Stoffe enthalten, welche nach § 1, Ziffer 4 der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr von der Beförderung überhaupt ausgeschlossen sind (wegen Feuerwerkskörper aus Mehlpulver und ähnlichen Gemischen siehe XXXVIII und wegen bengalischer Schellackpräparate XLII);

3. Zündschnüre mit Ausnahme der Sicherheitszünder (wegen dieser siehe IV);

4. Nitrocellulose, insbesondere Schiessbaumwolle, Collodiumwolle und Pyropapier, soferne diese Stoffe mit mindestens 20 Procent Wasser angefeuchtet sind, ferner Patronen aus gepresster Schiessbaumwolle mit einem Paraffinüberzuge (wegen gepresster Schiessbaumwolle mit mindestens 15 Procent Wassergehalt und wegen Schiessbaumwolle in Flockenform, sowie wegen Collodiumwolle, beide mit mindestens 35 Procent Wassergehalt, siehe XXXIX und XL);

5. Sprengkräftige Zündungen, als Sprengkapseln (Sprengzündhütchen) und Minenzündungen, welche durch Elektricität oder durch Reibung zur Wirkung gebracht werden,

unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

A. Verpackung.

Zu 1.

(1) Fertige Patronen für Handfeuerwaffen, mit Ausnahme der unter XXXVI angeführten, sind zunächst partienweise in Cartons von steifer Pappe derart fest zu verpacken, dass ein Verschieben in den Cartons nicht eintreten kann. Die einzelnen Cartons mit Patronen sind sodann neben- und übereinander in gutgearbeitete, dem Gewichte des Inhaltes entsprechend starke Holzkisten oder Tonnen, deren Fugen so gedichtet sind, dass ein Ausstreuen nicht stattfinden kann, und welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, fest zu verpacken. Statt der hölzernen Kisten oder Tonnen können auch aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (so-

genannte amerikanische Fässer) verwendet werden. Der Ver- 1895
schluss der Kisten darf nicht mittelst eiserner Nägel erfolgen.

(2) Das Gewicht der in einem Behälter befindlichen Patronen darf 60 Kilogramm, das Bruttogewicht eines Behälters 90 Kilogramm nicht überschreiten.

(3) Die Behälter müssen mit der deutlichen, gedruckten oder schablonirten Aufschrift „Patronen für Handfeuerwaffen, geladen mit . . . . . ." versehen sein.

Zu 2.

(1) Feuerwerkskörper sind in hölzerne, haltbare und dem Gewichte des Inhaltes entsprechend starke Kisten oder Tonnen, deren Fugen so gedichtet sind, dass ein Ausstreuen nicht stattfinden kann, und welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, fest zu verpacken. Statt der hölzernen Kisten oder Tonnen können auch aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer) verwendet werden. Der Verschluss der Kisten darf nicht mittelst eiserner Nägel erfolgen.

(2) Das Bruttogewicht eines Behälters darf 90 Kilogramm nicht übersteigen.

(3) Die Behälter müssen mit der deutlichen, gedruckten oder schablonirten Aufschrift „Feuerwerkskörper" versehen sein.

Zu 3.

(1) Zündschnüre (ausschliesslich Sicherheitszünder) sind in hölzerne, haltbare und dem Gewichte des Inhaltes entsprechend starke Kisten oder Tonnen, deren Fugen so gedichtet sind, dass ein Ausstreuen nicht stattfinden kann, und welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, fest zu verpacken. Statt der hölzernen Kisten oder Tonnen können auch aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer) verwendet werden. Der Verschluss der Kisten darf nicht mittelst eiserner Nägel erfolgen.

(2) Das Gewicht der in einem Behälter befindlichen Zündschnüre darf 60 Kilogramm, das Bruttogewicht eines Behälters 90 Kilogramm nicht überschreiten.

(3) Die Behälter müssen mit der deutlichen, gedruckten oder schablonirten Aufschrift „Zündschnüre" versehen sein.

Zu 4.

(1) Nitrocellulose, insbesondere Schiessbaumwolle, Collodiumwolle und Pyropapier — soweit derlei Präpa-

1895 rate nicht durch besondere Bestimmungen vom Eisenbahntransporte ausgeschlossen sind — sind in hölzerne, haltbare und dem Gewichte des Inhaltes entsprechend starke Kisten oder Tonnen, welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, so fest zu verpacken, dass eine Reibung des Inhaltes nicht stattfinden kann. Statt der hölzernen Kisten oder Tonnen können auch aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer) verwendet werden. Der Verschluss der Behälter darf nicht mittelst eiserner Nägel erfolgen.

(2) Mit einem Ueberzuge von Paraffin versehene Patronen aus gepresster (gemahlener) Schiessbaumwolle sind vor ihrer Einlage in die Behälter durch eine feste Umhüllung von Papier in Pakete zu vereinigen.

(3) Diese Patronen, sowie Schiessbaumwolle und andere Nitrocellulose dürfen weder mit Zündungen versehen, noch mit solchen in dieselben Behälter oder in denselben Wagen verpackt werden. Schiessbaumwolle sowie andere Nitrocellulose muss in wasserdichte Behälter verpackt sein.

(4) Das Bruttogewicht eines mit Schiessbaumwolle oder anderer Nitrocellulose gefüllten Behälters darf 90 Kilogramm, das Bruttogewicht eines Schiessbaumwollepatronen enthaltenden Behälters 35 Kilogramm nicht übersteigen.

(5) Die Behälter müssen je nach ihrem Inhalte mit der deutlichen, gedruckten oder schablonirten Aufschrift „Schiessbaumwolle" oder „Schiessbaumwollepatronen" u. s. w. versehen sein.

Zu 5.

Sprengkräftige Zündungen, als Sprengkapseln (Sprengzündhütchen) und Minenzündungen, welche durch Elektricität oder durch Reibung zur Wirkung gebracht werden.

a) Sprengkapseln (Sprengzündhütchen).

1. (1) Sprengkapseln (Sprengzündhütchen) sind nebeneinander mit der Oeffnung nach oben in starke Blechbehälter, von welchen jeder nicht mehr als 100 Stück enthalten darf, dergestalt zu verpacken, dass eine Bewegung oder Verschiebung der einzelnen Kapseln auch bei Erschütterungen ausgeschlossen ist.

(2) Der leere Raum ist in den einzelnen Kapseln und zwischen denselben bei Sendungen nach Deutschland mit trockenem Sägemehl oder einem ähnlichen sandfreien Stoffe vollständig auszufüllen, sofern nicht die Einrichtung

der Kapseln, z. B. durch eine den Sprengsatz sicher ab- 1895
schliessende innere Schutzkapsel, Gewähr dafür bietet, dass der Sprengsatz bei der Beförderung nicht gelockert wird. Bei Sendungen nach Oesterreich-Ungarn ist der leere Raum in und zwischen den einzelnen Kapseln frei zu lassen und der nach dem Einlegen der letzteren leerbleibende Theil des Behälters mittelst Stückchen sandfreien trockenen Löschpapieres auszufüllen.

(3) Der Boden und die innere Seite des Deckels sind mit einer Filz- oder Tuchplatte, die inneren Seitenwände der Behälter mit Cartonpapier dergestalt zu bedecken, dass eine unmittelbare Berührung der Sprengkapseln mit dem Bleche ausgeschlossen ist.

2. (1) Die so gefüllten Blechbehälter sind Stück für Stück mit einem haltbaren Papierstreifen derart zu umkleben, dass dadurch der Deckel so fest auf den Inhalt gepresst wird, dass sich beim Schütteln kein Geräusch von locker gelagerten Sprengkapseln wahrnehmen lässt.

(2) Die Behälter sind sodann in eine festgearbeitete Holzkiste von wenigstens 22 Millimeter Wandstärke oder in eine starke Blechkiste derart einzuschliessen, dass die offenen Stirnenden der Sprengkapseln gegen den Kistendeckel gerichtet sind, und dabei Hohlräume zwischen den Schachteln, sowie diesen und den Kistenwänden möglichst vermieden werden. Nur am Umfange je eines oder auch mehrerer Behälter jeder Schicht, am besten an einer Kistenwand, ist behufs Erleichterung des Entleerens der Kiste durch den Oeffnenden ein solcher Hohlraum vorzusehen, dass durch die in letzteren eingebrachten Fingerspitzen die betreffende Schachtel bequem erfasst werden kann.

(3) Dieser Hohlraum ist gleich den sonstigen unbeabsichtigten Hohlräumen in der Kiste mit Papierstückchen, Stroh, Heu, Werg oder Holzwolle — alles völlig trocken — auszustopfen, worauf der Deckel der Kiste, sofern diese Kiste aus Blech besteht, aufgelöthet, sofern sie von Holz ist, mittelst Messingschrauben oder verzinnter Holzschrauben befestigt wird, für welche die Führungen im Deckel und in den Kistenwänden schon vor dem Füllen der Kiste vorgebohrt werden müssen.

3. (1) Diese Kiste, deren Deckel den Inhalt so niederzuhalten hat, daß ein Schlottern des letzteren nicht eintreten kann, ist nach dem Bekleben des Deckels mit einer Belehrung*) über das Oeffnen der Sprengkapselkiste in eine

*) Anmerkung: Die oben erwähnte Belehrung über das Oeffnen von Sprengkapselkisten hat zu lauten: „Sprengkapselkisten sind derart zu öffnen, dass zuerst aus dem Deckel der äusseren Kiste die Schrauben mittelst Schraubenzieher entfernt werden, wobei das Umstürzen der Kiste in Folge etwa zu

1895 solid gearbeitete und mittelst Messingschrauben oder verzinnter Holzschrauben zu verschliessende hölzerne Ueberkiste von wenigstens 25 Millimeter Wandstärke mit dem Deckel nach aufwärts einzulegen.

(2) Der Raum zwischen Kiste und Ueberkiste muss mindestens 30 Millimeter betragen und mit Sägespänen, Stroh, Werg, Holzwolle oder Hobelspänen ausgefüllt sein.

4. Nach Befestigung des zweiten Deckels, der die innere Kiste unverrückbar niederzuhalten hat, wird dieser äussere Deckel gleichfalls mit der erwähnten Belehrung und mit einem Zettel beklebt, der die Worte „Sprengkapseln — nicht stürzen" auffällig zu tragen hat.

5. Die einzelne Kiste darf an Sprengkapseln nicht mehr als 20 Kilogramm enthalten. Kisten, deren Gewicht 10 Kilogramm übersteigt, müssen mit Handhaben oder Leisten zur leichteren Handhabung versehen sein.

6. Der Frachtbrief jeder Sendung muss eine vom Absender und einem der Bahn bekannten Chemiker ausgestellte Bescheinigung über die Beachtung der vorstehenden, unter Ziffer 1 bis 5 getroffenen Vorschriften enthalten.

b) Elektrische Minenzündungen.

1. (1) Die elektrischen Zündungen mit kurzen Drähten oder festem Kopf sind in starke Blechbehälter,

---

starken Auflehnens des den Schraubenzieher Handhabenden zu verhindern ist.

Nach Freilegung des inneren Kistendeckels ist auch die Innenkiste mit Beobachtung derselben Vorsicht und in gleicher Weise zu öffnen, worauf sowohl der Schraubenzieher, als auch die mittelst desselben aus den Kistenwänden gezogenen Schrauben beiseite zu schaffen sind. In der inneren Kiste wird am Umfange eines oder mehrerer die Sprengkapseln enthaltenden, in Papier eingeschlagenen Blechbehälter der obersten Schicht ein mit Papierstücken, Stroh, Heu oder Werg ausgestopfter Hohlraum wahrzunehmen sein.

Nach vorsichtiger Entnahme des Füllmittels aus diesem Hohlraume — wobei durch Niederhalten der nächstliegenden Behälter ein Herausreissen derselben mit dem Füllmateriale verhindert werden muss — sind zuerst die hierdurch freigelegten Behälter mittelst der Fingerspitzen und hierauf erst die übrigen Behälter dieser Lage nach Bedarf zu entfernen.

Die Entnahme jeder weiteren Schicht von Behältern ist auf dieselbe Weise vorzubereiten und zu bewirken, wobei das frühere vorsichtige Entfernen der in sonstigen kleineren Hohlräumen befindlichen Füllmittel vortheilhaft mitwirken kann.

Das Oeffnen einzelner Blechbehälter hat abseits des übrigen Sprengkapselvorrathes zu geschehen und es müssen die zum Ausfüllen der Hohlräume in den Behältern verwendeten Stücke Löschpapiers gleicherweise zuerst entfernt werden, bevor die Sprengkapseln mit den Fingern erfasst werden können.

Ein anderes Werkzeug als der Schraubenzieher (Brustleier) darf zum Oeffnen der Kisten nicht verwendet werden und sich auch nicht gleich anderen losen Metallgegenständen in der Nähe befinden; überhaupt ist mit der grössten Vorsicht und ohne Anwendung von Gewalt, Schlag und Stoss zu hantiren."

von welchen jeder nicht mehr als 100 Stück enthalten darf, 1895
aufrecht gestellt zu verpacken. Die Behälter sind mit Sägemehl oder ähnlichem Material vollständig auszufüllen.

(2) Statt der Blechbehälter können auch Schachteln aus starkem und steifem Pappdeckel zur Verwendung kommen. Die gefüllten Behälter sind in eine Holz- oder starke Blechkiste und diese wiederum in eine hölzerne Ueberkiste zu verpacken. Die Wandstärke der inneren Holzkiste darf nicht unter 22 Millimeter, die der Ueberkiste nicht unter 25 Millimeter betragen.

2. (1) Die elektrischen Zündungen an langen Guttaperchadrähten oder Bändern sind, höchstens zehn Stück zusammengebunden, in Packete zu vereinigen, von welchen jedes nicht mehr als 100 Stück Zündungen enthalten darf. Die Zünder müssen abwechselnd an das eine und das andere Ende des Packetes zu liegen kommen. Von diesen Packeten sind je höchstens 10 zusammengebunden, in starkes Papier gewickelt und verschnürt, in eine Holz- oder starke Blechkiste zu verpacken, welche mit Heu, Stroh oder ähnlichem Material auszufüllen ist. Diese Kiste ist in eine hölzerne Ueberkiste zu verpacken, deren Wandstärke nicht unter 25 Millimeter betragen darf.

(2) Die elektrischen Zündungen an Holzstäben sind in hölzernen Kisten von mindestens 12 Millimeter Deckel-, Boden- und Seitenwandstärke und mindestens 20 Millimeter Stirnwandstärke, deren Länge um 8 Centimeter grösser ist als die der Zünder, derart zu verpacken, dass die Kiste höchstens 100 Zünder enthält, und dass an jeder Stirnwand die Hälfte der Zünder mit Drähten sicher befestigt ist, so dass kein Zünder einen anderen oder die Wandungen berühren und ein Schlottern nicht eintreten kann. Höchstens je zehn solcher Kisten sind in eine hölzerne Ueberkiste zu verpacken.

3. Im Uebrigen finden die vorstehenden Bestimmungen unter *a)* 3 bis 6 sinngemäss Anwendung.

c) Frictionszünder

sind in nachstehender Weise zu verpacken:

1. Das Reiberdrahtende eines jeden Frictionszünders ist mit einer Papierverklebung derart zu versehen, dass dieselbe über die Reiberdrahtöse greift.

2. Höchstens 50 Stück Frictionszünder sind in ein Bündel zu vereinigen. Diese Bündel sind am Zünderkopfende in Holzwolle (Wollin) und darüber in Papier zu schlagen, wogegen deren umgebogene Reiberdrahtenden zuerst in eine aufgebundene, ungefüllte und darüber in eine zweite mit Holzwolle gefüllte Papierkappe zu legen sind. Hierbei muss jedoch genau darauf gesehen werden, dass in keinem Falle die Holzwolle

1895 in directe Berührung mit den Reiberdrähten kommen kann, um ein Hängenbleiben oder Herausreissen des Reiberdrahtes beim Herausnehmen der Zünder oder bei Herabnahme der Papierkappe zu verhüten.

3. Mehrere auf diese Art hergerichtete Bündel sind in eine einfache Kiste zu legen, deren Bruttogewicht 20 Kilogramm nicht übersteigen darf.

4. Die Hohlräume in den Kisten sind mit Papierabfällen oder Holzwolle mit grosser Sorgfalt dicht auszufüllen.

5. Die Kiste selbst, deren Länge sich nach der Länge der Frictionszünder richtet, muss mindestens aus 22 Millimeter starken Bretterwänden bestehen, welche weder Risse noch Astlöcher aufweisen und welche zur Erzielung der nöthigen Haltbarkeit durch Verzinkung miteinander zu verbinden sind.

6. Ueber Deckel und Seitenwände der Kiste ist endlich ein die Schutzmarke enthaltendes Fabrikzeichen zu kleben.

B. Aufgabe.

(1) Die Aufgabe und Beförderung als Eilgut ist ausgeschlossen.

(2) Bei Annahme einer Sendung ist thunlichst darauf Bedacht zu nehmen, dass die Weiterbeförderung von der Grenzstation ab in unmittelbarem Anschlusse stattfinden kann.

(3) Die Annahme von Sendungen nach solchen Stationen und Bahnstrecken, auf denen die Beförderung explosiver Gegenstände ausgeschlossen ist, ist unstatthaft. Ist die Sendung für eine Station einer solchen österreichischen oder ungarischen Bahn oder Strecke bestimmt, auf welcher reine Güterzüge nur nach Zulässigkeit verkehren, so muss dieselbe an einen Empfänger in der Ausgangsstation dieser Bahn oder Strecke adressirt sein, welcher die Sendung aus den Bahnhofsräumen ohne Verzug zu entfernen und für die Neuaufgabe derselben nach Zulässigkeit des Zugverkehres weitere Sorge zu tragen hat.

(4) Die Frachtbriefe dürfen keine anderen Gegenstände umfassen. Die darin enthaltene Bezeichnung des Gegenstandes ist mit rother Tinte zu unterstreichen. Die Frachtbriefe müssen nebst Anzahl, Gattung, Zeichen und Nummer der Gefässe auch das Bruttogewicht jedes einzelnen derselben enthalten und sind für Nitrocellulose abgesondert auszufertigen.

(5) Solche Frachtbriefe dürfen die Bezeichnung „bahnlagernd" nicht tragen.

(6) Auf dem Frachtbriefe muss vom Absender unter ämtlicher (polizeilicher oder notarieller) Beglaubigung der Unterschrift bescheinigt sein, dass die Beschaffenheit und die Ver-

packung der zu versendenden Gegenstände den bestehenden 1895
Vorschriften entspricht.

(7) Die Frachtgebühren sind bei der Aufgabe zu entrichten. Mit Nachnahme belastete Sendungen sind vom Transporte ausgeschlossen. Auch ist die Declaration des Interesses an der Lieferung nicht zulässig.

C. Transportmittel.

(1) Zur Beförderung dürfen nur gedeckte Güterwagen mit elastischen Stoss- und Zugapparaten, fester, sicherer Bedachung, dichter Verschalung und gut schliessenden Thüren, in der Regel ohne Bremsvorrichtung verwendet werden.

(2) Güterwagen, in deren Innerem eiserne Nägel, Schrauben, Muttern u. s. w. hervorstehen, dürfen zur Beförderung nicht verwendet werden.

(3) Die Wagenthüren und die etwa vorhandenen Fenster sind unter Verschluss zu halten und zu dichten. Papier darf hierzu nicht verwendet werden.

(4) Für derartige Transporte dürfen weder Wagen, deren Achslager kürzlich erneuert worden sind, noch solche, welche demnächst zur Revision in der Werkstätte bestimmt sind, zur Verwendung kommen.

(5) Eine Umladung von explosiven Gütern in andere Eisenbahnwagen darf unterwegs nur im Falle unabweislicher Nothwendigkeit stattfinden. Die Eisenbahnverwaltungen haben daher Vereinbarungen zu treffen, dass solche Sendungen in demselben Wagen von der Aufgabe bis zur Bestimmungsstation befördert werden.

D. Verladen.

(1) Die Behälter (Kisten, Tonnen) sind in den Eisenbahnwagen so fest zu lagern, dass sie gegen Scheuern, Rütteln, Stossen, Umkanten und Herabfallen aus den oberen Lagen gesichert sind. Insbesondere dürfen Tonnen nicht aufrecht gestellt werden, müssen vielmehr gelegt, parallel mit den Längsseiten des Wagens verladen und durch Holzunterlagen unter Haardecken gegen jede rollende Bewegung verwahrt werden.

(2) Die Wagen dürfen nur bis zu zwei Dritttheilen ihres Ladegewichtes beladen werden. Auch dürfen nicht mehr als drei Schichten übereinander gelagert werden.

(3) Es dürfen nur Mengen von höchstens 100 Kilogramm mit anderen Gütern und auch nur dann verladen werden, wenn die letzteren nicht leicht entzündlich sind und nicht früher als die explosiven Gegenstände zur Ausladung kommen sollen.

95 (4) Es ist untersagt, in den mit Schiessbaumw
oder anderer Nitrocellulose befrachteten Wagen zug
Patronen für Handfeuerwaffen, Feuerwerkskö
Zündschnüre oder Zündungen unterzubringen (w
nasser, gepresster Schiessbaumwolle vergleiche XXXIX

E. Sonstige Bestimmungen.

Im Uebrigen sind zu beachten:

a.

Für die Beförderung auf den österreichischen E
bahnen die sonstigen Bestimmungen der Verordnung des
Handelsministers vom 1. August 1893, R. G. Bl. Nr.
betreffend die Regelung des Transportes explosiver G
stände auf Eisenbahnen, und zwar:

Rücksichtlich der Aufgabe: § 8, Absatz 1 und 2, un
Absatz 1;

rücksichtlich der Transportmittel: § 17, Absatz 2,
§ 18;

rücksichtlich des Verladens: die §§ 19 und 24 mi
Maassgabe, dass bei dem Uebergange aus Deutschlan
blaugedruckten Zettel, welche in grosser Schrift den I
angeben, von der Grenzstation anzukleben sind;

rücksichtlich der Zugformirung: §§ 25 bis 28:

rücksichtlich der Vorsichtsmaassregeln in den B
höfen und während der Fahrt: die §§ 35, 36 un
letzterer jedoch mit der Maassgabe, dass im Falle des
bezuges auf keinen Fall eine Rückstellung der Sendu
den im Auslande befindlichen Absender stattfindet.

b.

Für die Beförderung auf den ungarischen Eise
die entsprechenden Bestimmungen der Verordnung des
ungarischen Handelsministers vom 1. August 1893.

c.

(1) Für die Beförderung der in der Eingangsbe
unter 1, 2, 3, 4 aufgeführten Artikel auf den d
Eisenbahnen die sonstigen in der Verkehrsordnu
Eisenbahnen Deutschlands getroffenen Bestimmun
sondere Anlage *B*, XXXV*a*.

B. Aufgabe, Absatz 8 und 9;

C. Transportmittel, Absatz 6;

D. Verladen, Absatz 5, 6 und 7;

E. Vorsichtsmaassregeln in den Bahnhöfen
der Fahrt;

1895 jenigen Druckes ausgehalten haben, unter welchen di Kohlensäure oder das Grubengas bei ihrer Auflieferung stehen Jeder Behälter muss mit einer Oeffnung, welche die Besich tigung seiner Innenwandungen gestattet, einem Sicherheits ventil, einem Wasserablasshahn, einem Füll-, beziehungsweis Ablassventil, sowie mit einem Manometer versehen sein un muss alljährlich auf seine gute Beschaffenheit ämtlich geprüf werden. Ein an leicht sichtbarer Stelle angebrachter ämt licher Vermerk auf dem Behälter muss deutlich erkenne lassen, wann und auf welchen Druck die Prüfung desselbe stattgefunden hat. In dem Frachtbriefe ist anzugeben, das der Druck der aufgelieferten Kohlensäure oder des Gruben gases auch bei einer Temperatursteigerung bis zu 40 Gra Celsius den Druck von 20 Atmosphären nicht übersteige kann. Die Versandtstation hat sich von der Beachtung vo stehender Vorschriften und insbesondere durch Vergleichun des Manometerstandes mit dem Prüfungsvermerk davon z überzeugen, dass die Prüfung der Behälter auf Druck in aus reichendem Maasse stattgefunden hat.

XLVI

hat zu lauten:

Chlormetyl wird nur in luftdicht verschlossenen starke Metallgefässen und auf offenen Wagen befördert. In de Monaten April bis October einschliesslich sind derartig Sendungen von dem Absender mit Decken zu versehen, fall nicht die Gefässe in Holzkisten verpackt sind.

Als XLIX a

ist einzuschalten:

Natriumsuperoxyd ist in starken Blechbüchsen m verlöthetem Deckel, die in eine mit verlöthetem Blecheinsat ausgestattete starke Holzkiste verpackt sind, aufzugeben.

Als L a

ist einzufügen:

(1) Gefettete Eisen- und Stahlspäne (Dreh-, Bohr und dergleichen Späne) und Rückstände von der Redu tion des Nitrobenzol aus Anilinfabriken werden, sofern sie nicht in luftdicht verschlossenen Behältern aus starke Eisenblech verpackt zur Aufgabe gelangen, nur in eiserne Wagen mit Deckeln oder unter Deckenverschluss beförder

(2) Aus dem Frachtbriefe muss ersichtlich sein, ob di Eisen- und Stahlspäne gefettet sind oder nicht, anderenfall werden sie als gefettet behandelt.

Die vorstehende Vereinbarung tritt am 1. April 1895 in Kraft. Gleichzeitig tritt die Vereinbarung vom Jahre 1892 (R. G. Bl. Nr. 226) nebst den beiden Nachträgen vom Jahre 1893 (R. G. Bl. Nr. 43 und 137) ausser Wirksamkeit. 1895

Wurmbrand m. p.

2287.

18 février 1895.

Publication du Ministère I^l R^l du commerce concernant la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale sur le transport par chemins de fer.

R. G. Bl. 1895. Nr. 25.

Kundmachung des Handelsministeriums vom 18. Februar 1895, betreffend die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

Die Liste jener Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet, hat unter Berücksichtigung der mit den Kundmachungen vom 3. Juni 1893 (R. G. Bl. Nr. 87), vom 25. März 1894 (R. G. Bl. Nr. 65) und vom 15. August 1894 (R. G. Bl. Nr. 180) veröffentlichten und unter Einbeziehung der seither eingetretenen weiteren Aenderungen zu lauten wie folgt:

Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr Anwendung findet.

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Belgische Staatsbahnverwaltung.
2. Belgische Nordbahn.
3. Grosse Belgische Centralbahn.
4. Lüttich—Maestricht.
5. Gent—Terneuzen.
6. Mecheln—Terneuzen.
7. Westflandrische Eisenbahn.
8. Eisenbahn von Chimay.

1895 9. Gent—Eecloo—Brügge.
10. Termonde—St. Nicolas.
11. Hasselt—Maeseyck.
12. Antwerpen—Gent (Waes).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Niederländischer Verwaltungen.

13. Die von der Gesellschaft zum Betriebe der Niederländischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Achel bis Lüttich-Vivegnis, Ans (Etat) und Flémalle Grande.

II. Deutscher Verwaltungen.

14. Die von den königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Bleyberg bis Bleyberg.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der französischen Nordbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:
15. bei Comines bis Comines.
16. bei Halluin bis Menin.

IV. Luxemburgischer Verwaltungen.

Die von der luxemburgischen Prinz Heinrich-Bahn betriebenen Strecken von der belgisch-luxemburgischen Grenze:
17. bei Pétange bis Athus.
18. bei Clémency bis Autel-Bas.

Anmerkung: Betreffend die Bahnstrecken, welche von belgischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 112, 113.
Frankreich, Ziffer 15, 16, 17, 18, 19.
Niederlande, Ziffer 12, 13, 14, 15, 16, 17.

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsass-Lothringen.
2. Militäreisenbahn,
3. Königlich Preussische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden Preussischen Privateisenbahnen, mit Ausschluss:

a) der oberschlesischen schmalspurigen Zweigbahn. 1895

4. Königlich Bayerische Staatseisenbahnen mit Ausschluss:

b) der von ihnen betriebenen Augsburger Localbahn.

5. Königlich Sächsische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden sächsischen Privateisenbahnen.

6. Königlich Württembergische Staatseisenbahnen.

7. Grossherzoglich Badische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden badischen Privateisenbahnen.

8. Main-Neckar-Eisenbahn nebst der Linie Eberstadt—Pfungstadt.

9. Grossherzoglich Oberhessische Eisenbahnen.

10. Grossherzoglich Mecklenburgische Friedrich-Franz-Eisenbahn, mit Ausschluss:

c) der Doberan—Heiligendammer Eisenbahn.

11. Grossherzoglich Oldenburgische Staatsbahnen, mit Ausschluss:

d) der Ocholt—Westersteder Eisenbahn.

II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung.

12. Alt-Damm—Colberger Eisenbahn.
13. Altona—Kaltenkirchener Eisenbahn.
14. Arnstadt—Ichtershausener Eisenbahn.
15. Boizenburger Stadt- und Hafenbahn.
16. Braunschweigische Landeseisenbahn.
17. Bregthalbahn (Donaueschingen—Furtwangen).
18. Breslau—Warschauer Eisenbahn.
19. Broelthal-Eisenbahn.
20. Crefelder Eisenbahn.
21. Cronberger Eisenbahn.
22. Dahme—Uckroer Eisenbahn.
23. Deggendorf—Mettener Eisenbahn.
24. Dessau—Wörlitzer Eisenbahn.
25. Dortmund—Gronau—Enscheder Eisenbahn.
26. Eckernförde—Kappelner Schmalspurbahn.
27. Eisenberg-Crossener Eisenbahn.
28. Eisern—Siegener Eisenbahn.
29. Ermsthalbahn (Metzingen—Urach).
30. Eutin—Lübecker Eisenbahn.
31. Flensburg—Kappelner Eisenbahn.
32. Frankfurter Verbindungsbahn (Frankfurt a. M.).
33. Fürth-Zirndorf—Cadolzburger Eisenbahn.
34. Georgs-Marienhütte Eisenbahn.
35. Gernrode—Harzgeroder Eisenbahn.
36. Gotteszell—Viechtacher Eisenbahn.
37. Halberstadt—Blankenburger Eisenbahn.
38. Hessische Ludwigs-Eisenbahn.

1895 39. Hohenebra—Ebelebener Eisenbahn.
40. Hoyaer Eisenbahn (Hoya—Eystrup).
41. Ilmenau—Grossbreitenbacher Eisenbahn.
42. Kerkerbachbahn.
43. Kiel—Eckernförde—Flensburger Eisenbahn.
44. Kirchheimer Eisenbahn.
45. Königsberg—Cranzer Eisenbahn.
46. Kreis Altenaer Schmalspurbahnen.
47. Lübeck—Büchener und Lübeck—Hamburger Eisenbahn.
48. Ludwigs-Eisenbahn (Nürnberg—Fürth).
49. Mannheim — Weinheim — Heidelberg — Mannheimer Eisenbahn.
50. Marienburg—Mlawkaer Eisenbahn.
51. Mecklenburgische Friedrich Wilhelm-Eisenbahn.
52. Meppen—Haselünner Eisenbahn.
53. München—Wolfrathshausener Eisenbahn.
54. Murnau—Garmisch—Partenkirchener Eisenbahn.
55. Neubrandenburg—Friedländer Eisenbahn.
56. Neuhaldensleber Eisenbahn.
57. Oberdorf—Füssener Eisenbahn.
58. Osterwieck—Wasserlebener Eisenbahn.
59. Osthofen—Westhofener Eisenbahn.
60. Ostpreussische Südbahn, einschliesslich der Fischhausen—Palmnickener Eisenbahn.
61. Paulinenaue—Neu-Ruppiner Eisenbahn.
62. Peine—Ilseder Eisenbahn.
63. Pfälzische Eisenbahnen.
64. Prignitzer Eisenbahn (Perleberg—Wittstock).
65. Reinheim—Reichelsheimer Eisenbahn.
66. Rhein—Ettenheimmünster'er Localbahn.
67. Rhene—Diemelthal-Eisenbahn (Bredelar—Martenberg).
68. Ronsdorf—Müngstener Eisenbahn.
69. Röthenbach b. L. — Weil'er Eisenbahn.
70. Ruhlaer Eisenbahn (Wutha—Ruhla).
71. Saaleisenbahn.
72. Schaftlach—Gmunder Eisenbahn.
73. Schleswig—Süderbrarup.
74. Sonthofen—Oberstdorfer Eisenbahn.
75. Sprendlingen—Wöllsteiner Eisenbahn.
76. Stargard — Cüstriner Eisenbahn (einschliesslich der Glasow—Berlinchener Eisenbahn).
77. Stendal—Tangermünder Eisenbahn.
78. Warstein—Lippstadter Eisenbahn.
79. Weimar—Geraer Eisenbahn.
80. Wermelskirchen—Burger Eisenbahn.
81. Werra-Eisenbahn.

82. Wittenberge—Perleberger Eisenbahn. 1896
83. Worms—Offsteiner Eisenbahn.
84. Zell-Todtnauer Eisenbahn.
85. Zschipkau—Finsterwalder Eisenbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe ausserdeutscher Bahnverwaltungen befinden.

I. Russischer Verwaltungen.

86. Die von der St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Eydtkuhnen bis Eydtkuhnen.

87. Die von den Südwestbahnen betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Prostken bis Prostken.

88. Die von der Weichselbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Illowo bis Illowo.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

89. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Myslowitz bis Myslowitz.

90. Die von der Oesterreichischen Nordwestbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Wichtstadtl bis Mittelwalde.

91. Die von der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Mittelsteine bis Mittelsteine.

Die von der Süd-norddeutschen Verbindungsbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

92. bei Liebau bis Liebau.
93. bei Seidenberg bis Seidenberg.

94. Die von der Böhmischen Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach bis Ebersbach.

Die von der Buschtěhrader Eisenbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

95. bei Reitzenhain bis Reitzenhain.
96. bei Klingenthal bis Klingenthal.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

97. bei Hennersdorf bis Ziegenhals.
98. bei Niklasdorf bis Ziegenhals.
99. bei Furth i. W. bis Furth i. W
100. bei Passau bis Passau.
101. bei Braunau bis Simbach.
102. bei Lochau bis Lindau.

1895

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Schweizerischen Nordostbahn betriebenen Strecken von der schweizerisch-deutschen Grenze:

103. bei Konstanz bis Konstanz.
104. bei Rielasingen bis Singen.
105. bei Waldshut bis Waldshut.

IV. Französischer Verwaltungen.

Die den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen gehörigen, von der Französischen Ostbahn mitbetriebenen Strecken von der französisch-deutschen Grenze:

106. bei Altmünsterol bis Altmünsterol.
107. bei Avricourt bis Deutsch-Avricourt.
108. bei Chambrey bis Chambrey.
109. bei Novéant bis Novéant.
110. bei Amanweiler bis Amanweiler.
111. bei Fentsch bis Fentsch.

V. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der niederländisch-deutschen Grenze:

112. bei Aachen bis Aachen.
113. bei Dalheim bis Dalheim.

VI. Niederländischer Verwaltungen.

114. Die von der Nordbrabant-Deutschen Bahn betriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gennep bis Wesel.

115. Die von der Holländischen Eisenbahngesellschaft betriebene und von der Gesellschaft zum Betrieb der Niederländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Cranenburg bis Cleve.

116. Die von der Gesellschaft zum Betrieb der Niederländischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Emmerich bis Emmerich.

117. Die von der Gesellschaft zum Betrieb der Niederländischen Staatseisenbahnen betriebene und von der Holländischen Eisenbahngesellschaft mitbetriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gronau bis Gronau.

118. Die von der Holländischen Eisenbahngesellschaft betriebene und von der Gesellschaft zum Betrieb der Niederländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gildehaus bis Salzbergen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von deutschen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Belgien, Ziffer 14.
Frankreich, Ziffer 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Luxemburg, Ziffer 2, 3. 1895
Niederlande, Ziffer 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Oesterreich, Ziffer 25 bis und mit 44.
Russland, Ziffer 38, 39, 40, 41, 42, 43.
Schweiz, Ziffer 17, 18, 19, 20, 21, 22.

Frankreich.

A. Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

Die Linien d'intérêt général:

1. Der Nordbahn.

2. Der Ostbahn, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Linien von Monthermé nach Monthermé, Vrigne-Meuse nach Vrigne-aux-Bois, Carignan nach Messempré, Charmes nach Rambervillers, Avricourt nach Blamont und Cirey, Saint-Dizier nach Vassy, Vassy nach Doulevant-le-Château.

3. Der Westbahn.

4. Der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Linie des alten Hafens in Marseille und derjenigen von Arles nach Saint-Louis.

5. Der Orléansbahn, einschliesslich der Localbahnen der Sarthe.

6. Der Südbahn.

7. Der Staatsbahnen, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Localbahnen von Ligré-Rivière nach Richelieu und von Barbezieux nach Châteauneuf.

8. Die beiden Ringbahnen von Paris, einschliesslich der strategischen Linie von Valenton nach Massy-Palaiseau.

9. Der Gesellschaft für Departementaleisenbahnen.

10. Der Eisenbahngesellschaft von Somin nach Anzin und bis zur belgischen Grenze.

11. Der Gesellschaft des Médoc.

Die Linien von localer Bedeutung:

12. Der Gesellschaft für Departementaleisenbahnen.

13. Der Eisenbahn von Marlieux nach Châtillon-sur-Chalaronne.

14. Von Castelnau nach Margaux und von Pauillac nach Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

1895 15. bei Treignes bis Vireux.
16. bei Doissche bis Givet.
17. Die von der Belgischen Nordbahn betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Heer-Agimont bis Givet.
18. Die von der Westflandrischen Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Abeele bis Hazebrouck.
19. Die von der Eisenbahngesellschaft von Chimay betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Momignies bis Anor.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die der französischen Ostbahn gehörigen, von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen mitbetriebenen Strecken von der deutsch-französischen Grenze:
20. bei Altmünsterol bis Petit-Croix.
21. bei Deutsch-Avricourt bis Igney-Avricourt.
22. bei Chambrey bis Moncel.
23. bei Novéant bis Pagny-sur-Moselle.
24. bei Amanweiler bis Batilly.
25. bei Fentsch bis Audun-le-Roman.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Jura-Simplonbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:
26. bei Delle bis Delle.
27. bei Vallorbes bis Pontarlier.
28. bei Verrières bis Pontarlier.

IV. Italienischer Verwaltungen.

29. Die von der Italienischen Gesellschaft der Mittelmeerbahnen betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Modane bis Modane.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von französischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 15, 16.
Deutschland, Ziffer 106, 107, 108, 109, 110, 111.
Italien, Ziffer 6.
Schweiz, Ziffer 23, 24, 25, 26.

Italien.

A. Von italienischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Sämmtliche von der Gesellschaft des mittelländischen Netzes betriebenen Linien.

2. Sämmtliche von der Gesellschaft des adriatischen Netzes betriebenen Linien. 1895

3. Sämmtliche von der Gesellschaft des sicilianischen Netzes betriebenen Linien einschliesslich der Strecke über die Meerenge von Messina.

4. Die von der Società Veneta per Imprese e Costruzioni pubbliche, mit Sitz in Padua, betriebenen Linien:

a) Padua—Bassano,
b) Vicenza—Treviso,
c) Vicenza—Schio,
d) Cividale—Portogruaro,
e) Parma—Suzzara,
f) Bologna S. V.—Portomaggiore,
g) Budrio—Massalombarda,
h) Arezzo—Stia und
i) Conegliano—Vittorio.

5. Die Nord—Mailand-Eisenbahnen in Mailand, nämlich:

k) Mailand—Bovisa—Erba mit Abzweigungen von Bovisa nach Mailand—Librera und von S. Pietro nach Camnago,
l) Mailand—Bovisa—Sarrono,
m) Sarrono—Malnate—Varese—Laveno,
n) Como—Camerlata—Grandate—Malnate mit Abzweigung von Camerlata nach Albate—Camerlata,
o) Novara-Busto Arsizio—Saronno—Seregno und
p) Sarrono—Grandate.

B. Bahnstrecken, welche im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen sich befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

6. Die von der Französischen Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Ventimiglia bis Ventimiglia.

II. Schweizerischer Verwaltungen.

7. Die von der Gotthardbahn betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Pino bis Luino.

III. Oesterreichischer Verwaltungen.

8. Die von den k. k. Oesterreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Italien mitbetriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze bei Pontafel bis Pontebba.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von italienischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Frankreich, Ziffer 29.
Oesterreich, Ziffer 22, 23, 24.
Schweiz, Ziffer 27.

1895

Luxemburg.

A. Von luxemburgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Prinz Heinrich-Bahn, mit Einschluss der Linie von Wasserbillig nach Grevenmacher.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

2. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebenen sämmtlichen Linien der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn.
3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-luxemburgischen Grenze bei Ulflingen bis Ulflingen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von luxemburgischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Belgien, Ziffer 17, 18.

Niederlande.

A. Von niederländischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Gesellschaft zum Betriebe der Niederländischen Staatseisenbahnen.
2. Holländische Eisenbahngesellschaft.
3. Niederländische Centraleisenbahngesellschaft.
4. Nord-Brabant-Deutsche Eisenbahngesellschaft.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den grossherzoglich Oldenburgischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-niederländischen Grenze bei Neuschanz bis Neuschanz.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-niederländischen Grenze:

6. bei Borken bis Winterswyk.
7. bei Bocholt bis Winterswyk.
8. bei Elten bis Zevenaar.
9. bei Straelen bis Venloo.
10. bei Kaldenkirchen bis Venloo.
11. bei Dalheim bis Vlodrop.

II. Belgischer Verwaltungen. 1895

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken:

12. von der belgisch-niederländischen Grenze bei Hamont bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Dalheim.

13. von der belgisch-niederländischen Grenze bei Lanaeken bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Aachen.

14. von der belgisch-niederländischen Grenze bei Weelde-Merxplas bis Tilburg.

15. Die von der Lüttich-Maestrichter Eisenbahn betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Visé bis Meastricht.

16. Die von der Mecheln-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei La Clinge bis Terneuzen.

17. Die von der Gent-Terneuzen-Eisengesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Selzaete bis Terneuzen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von niederländischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 13.
Deutschland, Ziffer 114, 115, 116, 117, 118.

Oesterreich-Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder (einschliesslich Liechtenstein).

A. Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich-Ungarn betrieben werden.

1. K. k. Generaldirection der österreichischen Staatsbahnen, mit Einschluss der auf fürstlich Liechtenstein'schem Gebiete gelegenen Strecke der Linie Feldkirch-Buchs; — dagegen mit Ausschluss:
der Dalmatiner Staatsbahn:
a) Spalato—Siveric—Knin,
b) Perkovic—Slivno—Sebenico,
dann der Kolomeaer Localbahnen:
c) Kolomea—Sloboda rungurska nebst Abzweigung,
d) Nadwornianski przedmiescie—Szeparowce Kniazdwór,
sowie:
e) der schmalspurigen Localbahn Unzmarkt—Mauterndorf (Murthalbahn),
und endlich der Flügelbahnen:
f) Podlece—Niepolomice,
g) Wama—Russ Moldawitza und
h) Lititz—Nürschan.

1895 2. Aussig—Teplitzer Eisenbahn.
3. Böhmische Commercialbahnen.
4. Böhmische Nordbahn.
5. Bozen—Meraner Eisenbahn.
6. Buschtěhrader Eisenbahn.
7. Kaiser Ferdinands-Nordbahn.
8. Kaschau—Oderberger Bahn (österreichische Strecke).
9. Kremsthalbahn.
10. Localbahn Mori—Arco—Riva am Gardasee.
11. Neutitscheiner Localbahn.
12. Oesterreichische Nordwestbahn.
13. Oesterreichisch-Ungarische Staatseisenbahngesellschaft.
13 *a*. Localbahn Přivos—Mährisch-Ostrau—Witkowitz.
14. Salzburger Eisenbahn- und Tramwaygesellschaft.
15. Salzkammergut-Localbahn.
16. Südbahn-Gesellschaft (österreichische Linien), mit Ausschluss der schmalspurigen Localbahnen:
i) Mödling—Hinterbrühl nächst Wien (mit elektrischem Betriebe),
k) Preding—Wieselsdorf—Stainz,
l) Pöltschach—Gonobitz,
m) Kapfenberg—Seebach—Au.
17. Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn.
18. Standing—Stramberger Localbahn.
19. Die von den königlich Ungarischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von Lawocne bis an die ungarische Grenze der k. k. Staatsbahn Stryj—ungarische Grenze bei Beskid.
20. Eisenbahn Wien-Aspang.
21. Wiener Verbindungsbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Bahnverwaltungen befinden.

I. Italienischer Verwaltungen.

Die durch die Italienische Adria-Eisenbahn-Gesellschaft betriebenen Strecken von der italienisch-österreichischen Grenze:
22. bei Cormons bis Cormons.
23. bei Pontebba bis Pontafel in der Richtung aus Italien.
24. bei Peri bis Ala.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die durch die Königlich Bayerischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:
25. bei Kiefersfelden bis Kufstein.
26. bei Salzburg bis Salzburg.
27. bei Waldsassen bis Eger.

28. bei Schirnding bis Eger. 1895
29. bei Asch bis Eger.

Die durch die Königlich Sächsischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

30. bei Brambach bis Eger.
31. bei Bärenstein bis Weipert.
32. bei Moldau bis Moldau.
33. bei Schöna bis Bodenbach
34. bei Schöna bis Tetschen.
35. bei Neusalza-Spremberg bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Taubenheim.
36. bei Alt- und Neu-Gersdorf bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach.
37. bei Seifhennersdorf bis Warnsdorf.
38. bei Gross-Schönau bis Warnsdorf.
39. bei Zittau bis Reichenberg.

Die durch die Königlich Preussischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

40. bei Neusorge bis Halbstadt.
41. bei Jägerndorf bis Jägerndorf.
42. bei Oderberg bis Oderberg.
43. bei Goczalkowitz bis Dzieditz.
44 bei Neuberun bis Oswiecim.

III. Russischer Verwaltungen.

Die durch die Verwaltung der Russischen Südwestbahnen in der Richtung aus Russland betriebenen Strecken von der russisch-österreichischen Grenze:

45. bei Radziwilow bis Brody.
46. bei Woloczysk bis Podwoloczyska.
47. bis österreichisch Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von österreichischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 89 bis und mit 102.
Italien, Ziffer 8.
Russland, Ziffer 44, 45, 46, 47.
Schweiz, Ziffer 15, 16.

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich oder in Ungarn betrieben werden.

1. Ungarische Staatsbahnen, mit Ausnahme:
der schmalspurigen Linie Gran—Bresnitz—Schemnitz,
der normalspurigen Localbahn Soroksár—Szt.-Lörincz
und der schmalspurigen Localbahn im Taraczthal;

dagegen mit Einschluss folgender von der Staatsbahnverwaltung betriebenen Linien:

1895 *a)* von der rumänischen Grenze bis Predeál,
b) von der Grenze bei Semlin bis Belgrad,
c) von Bród bis Bosna-Bród,
d) der Localbahn Békés—Földvár—Békés,
e) „ „ Debreczin—Hajdúnánás,
f) „ „ Grosswardein—Belényes—Vaskoh,
g) „ „ Puszta-Tenyö—Kun-Szt.-Márton,
h) „ „ Kun-Szt.-Márton—Szentes,
i) „ „ Ujszász—Jász-Apáti,
j) „ „ Mezö-Tur—Turkeve,
k) „ „ Csakathurn—Agram (von Zagorien),
l) „ „ Vinkovce—Brcka,
m) „ „ Maros-Vásárhely—Szász-Régen,
n) „ „ von Mátra,
o) „ Eisenbahn Bánréve—Ozd,
p) „ Localbahnen von Bihar,
q) „ Localbahn Teufelsdorf — Székelyudvarhely (Szek
Eisenbahn),
r) „ „ Maros-Ludas—Bistritz,
s) „ „ Ruma—Vrdnik,
t) „ „ Steinamanger—Pinkafeld,
u) „ „ Szatmár—Nagybánya,
v) „ „ von Szilágyság,
w) „ „ Nyiregyháza—Mátészalka,
x) „ „ Budapest—Lajosmizse,
y) „ „ Kisujszállás—Dévaványa—Gyoma,
z) „ Localbahnen in Bács—Bodrogh,
a¹) „ Eisenbahn Fünfkirchen—Barcs,
b¹) „ Localbahn Gran—Almás-Füzitö,
c¹) „ Localbahnen jenseits der Donau,
d¹) „ Localbahn Kaschau—Torna,
e¹) „ „ Debreczin—Füzes-Abony—Ohat—Pol
f¹) „ „ des Békéser Comitates,
g¹) „ „ Marmaros—Szigetkamara—Nagy-Bocsk
Kis-Bocskó und Szigetkamara—Szlat
h¹) die Linie Hermannstadt—Felek der Localbahn Herma
stadt—Rothenthurmpass,
i¹) der Localbahn Felek—Fogaras,
j¹) „ „ Kronstadt—Háromszék,
k¹) „ „ Somogy-Szobb—Barcs,
l¹) „ „ Warasdin—Golubovecz,
m¹) „ „ Gross-Kikinda—Gross-Becskerek,
n¹) „ „ von Torontál,
o¹) „ „ Szentes—Hódmezövásárhely,
p¹) „ „ Balaton-Szent-György—Somogy-Szobb,
q¹) „ „ Zsebely—Csákovár,
r¹) „ „ im Muránythal,

1895

Russland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Nicolaibahn.
2. Zweigbahn nach dem Hafen (Zweigbahn der Nicolaibahn).
3. Nowotorschoker Eisenbahn.
4. St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn.
5. Baltische Eisenbahn (mit Ausnahme der II. Section) und Pskow—Riga und Riga-Tuckumer Eisenbahnen.
6. Riga—Orel (gebildet aus der Dwinsk—Witebsker, der Orel—Witebsker, der Riga—Dwinsker und der Mitauer und Boldéraa Eisenbahn).
7. Moskau—Kursk, Moskau—Nijninowgorod und Muromer Eisenbahn (unter einheitlicher Verwaltung vom Staate betrieben).
8. Sysran—Wjasma Eisenbahn.
9. Catherine Eisenbahn.
10. Südwestbahnen.
14. Libau—Romny Eisenbahn.
15. Warschau—Terespoler Eisenbahn.
16. Kharkow—Nicolajew Eisenbahn.
17. Kursk—Kharkow—Asower Eisenbahn.
18. Losowo — Sebastopoler und Djankoï — Theodosie Eisenbahn.
19. Samara—Zlatoousk und Orenburger Eisenbahnen.
20. Polessier Eisenbahn.

B. Von Privatverwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

21. Rybinsk—Bologoe Eisenbahn.
22. Schuja—Ivanowo Eisenbahn.
23. Moskau—Jaroslawl—Kostroma Eisenbahn
24. Moskau—Brester Eisenbahn.
25. Moskau—Kasan Eisenbahn.
26. Rjasan—Uralsk Eisenbahn.
27. Südostbahnen.
28. Warschau—Wien Eisenbahn.
29. Lodser Eisenbahn.
30. Kiew—Woronesch Eisenbahn.
32. Weichselbahn.
33. Ivangorod—Dombrowo Eisenbahn.
34. Wladikaukaser Eisenbahn.
35. Fastower Eisenbahn.
36. Schmalspurige Eisenbahn von Nowgorod.
37. Jaroslawl—Vologda Eisenbahn.

(Die Nummern 11, 12, 13 und 31 bleiben offen.)

C. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden. 1895

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

38. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.

39. bei Ottloschin bis Alexandrowo.

40. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oderufer Eisenbahn).

41. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).

42. Die von der Ostpreussischen Südbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Prostken bis Grajewo.

43. Die von der Marienburg-Mlawkaer Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Illowo bis Mlawa.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

44. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze bei Szczakowa bis Granica.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Russland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

45. bei Brody bis Radziwilow.

46. bei Podwoloczyska bis Woloczysk.

47. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 86, 87, 88.
Oesterreich, Ziffer 45, 46, 47.

Schweiz.

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Centralbahn.
2. Gotthardbahn.
3. Jura-Simplonbahn.
4. Schweizerische Nordostbahn.
5. Vereinigte Schweizerbahnen.
6. Neuenburger Jurabahn.
7. Emmenthalbahn.
8. Langenthal—Huttwylbahn.
9. Tössthalbahn.
10. Schweizerische Seethalbahn.

1895 11. Schweizerische Südostbahn.
12. Rorschach-Heidenbahn.
13. Sihlthalbahn.
14. Bödelibahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Oesterreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. Oesterreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-schweizerischen Grenze:
15. bei Buchs bis Buchs.
16. bei St. Margarethen bis St. Margarethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Grossherzoglich Badischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-schweizerischen Grenze:
17. bei Gottmadingen bis zur schweizerisch-deutschen Grenze bei Wilchingen.
18. bei Stetten bis Basel.
19. bei Leopoldshöhe bis Basel.
20. bei Grenzbach bis Basel.
21. Die von den grossherzoglich Badischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Verbindungsbahn vom badischen Bahnhof bis zum Centralbahnhof in Basel.
22. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebene Strecke von der deutsch-schweizerischen Grenze bei St. Ludwig bis Basel.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:
23. bei St. Gingolph bis Bouveret.
24. bei Chêne-Bourg bis Genf-Eaux-Vives.
25. bei La Plaine bis Genf-Cornavin.
26. bei Col-des-Roches bis Locle.

IV. Italienischer Verwaltungen.

27. Die von den italienischen Gesellschaften des Mittelmeer- und des Adriatischen Netzes betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Chiasso bis Chiasso.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von schweizerischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 103, 104, 105.
Frankreich, Ziffer 26, 27, 28.
Italien, Ziffer 7.

Wurmbrand m. p.

ALLEMAGNE.

1895

2288.

22 février 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, de l'intérieur et du commerce sur les conditions auxquelles est soumise l'importation de l'étranger du sérum-anti-diphthérique.

R. G. Bl. 1895, Nr. 37.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Innern und des Handels vom 22. Februar 1895, betreffend die Bedingungen für den Bezug des Diphtherie-Heilserums aus dem Auslande.

Auf Grund des Artikels VI des Zollgesetzes vom 25. Mai 1882 wird einvernehmlich mit den k. k. Ministerien des Innern und des Handels, sowie mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien bis auf weiteres angeordnet, dass Sendungen von Diphtherie-Heilserum, welches im Sinne der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife als „Impfstoff" nach T.-Nr. 64 zollfrei zu behandeln ist, von den Zollämtern nur im Falle des Bezuges aus den seitens des Ministeriums des Innern als oberster Sanitätsbehörde für zulässig bezeichneten Bezugsquellen, für Apotheken, für wissenschaftliche Institute der medicinischen Facultäten und für die das Oeffentlichkeitsrecht besitzenden Krankenanstalten mit Ausschluss jeder Mittelsperson abgefertigt werden dürfen.

Insoweit es sich jedoch um den Bezug dieses Impfstoffes für einen in den Ländern der ungarischen Krone gelegenen Ort handelt, hat die zollämtliche Abfertigung, beziehungsweise Anweisung an ein königlich ungarisches Zollamt überdies noch bei Sendungen für Privatkrankenanstalten und Municipien gleichfalls mit Ausschluss jeder Mittelsperson stattzufinden.

Hinsichtlich des directen Bezuges dieses Heilmittels durch Aerzte oder Privatpersonen haben die Bestimmungen des § 16 der Durchführungsvorschrift zum Zolltarife in Absicht auf den Bezug zubereiteter Arzneiwaaren aus dem Auslande sinngemässe Anwendung zu finden. Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem dieselbe den Zollämtern bekannt wird, in Kraft.

Bacquehem m. p. *Plener* m. p.
Wurmbrand m. p.

1895

2289.

25 février 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances concernant le timbre à apposer aux obligations (lots) du premier emprunt d'état russe.

R. G. Bl. 1895, Nr. 38.

Verordnung des Finanzministeriums vom 25. Februar 1895, betreffend die Abstempelung von Obligationen (Losen) der Russischen ersten Staats-Prämienanleihe vom Jahre 1864 aus Anlass des Umtausches der alten Obligationen gegen neue Stücke.

Auf Grund des Gesetzes vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 32), betreffend die Schuldverschreibungen mit Prämien, wird Nachstehendes verordnet:

1. Die Abstempelung der neuen Obligationen (Lose) der Russischen ersten Staats-Prämienanleihe vom Jahre 1864 im Nominalbetrage zu 100 Rubel in Silber, welche von der kaiserlich russischen Regierung an Stelle der bisher im Verkehr gewesenen gleichartigen Obligationen mit gleicher Serien- und Nummernbezeichnung ausgefolgt werden, wird mit der im § 3 des Gesetzes vom 28. März 1889 vorgesehenen Rechtswirkung unter den folgenden Bedingungen bewilligt.

2. Die Abstempelung ist nur bezüglich jener Stücke zulässig, welche an Stelle von Losen der im Punkte 1 bezeichneten Prämienanleihe, die der im § 5 des Gesetzes vom 28. März 1889 angeordneten Abstempelung seinerzeit nachweisbar unterzogen worden sind, mit der gleichen Serien- und Nummernbezeichnung ausgefolgt werden.

Stücke, welche an Stelle nicht abgestempelter Lose ausgegeben werden, bleiben von der Abstempelung ausgeschlossen.

3. Für die Abstempelung ist zufolge § 5, Absatz 4 des Gesetzes vom 28. März 1889 und Postnummer 13 des Verzeichnisses A zur Verordnung des Finanzministeriums vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) eine Stempelgebühr von 1 fl. 25 kr. für jedes auf einen Nominalbetrag von 100 Rubel in Silber lautende Los zu entrichten.

4. Als Abstempelungsstelle für die nach den Punkten 1 und 2 abzustempelnden neuen Lose wird das k. k. Central-Stempelamt in Wien, I. Riemergasse Nr. 7, bestimmt.

5. Die Parteien, welche die Abstempelung in Anspruch zu nehmen beabsichtigen, haben die in ihrem Besitze befindlichen alten, nach dem Gesetze vom 28. März 1889 gestempelten Lose der im Punkte 1 bezeichneten Prämienanleihe, unter Anschluss eines deutlichen Serien- und Nummernver-

zeichnisses in zweifacher Ausfertigung, welches von der 1895
Partei mit ihrem Vor- und Zunamen unter Angabe ihres Standes, Wohnortes und ihrer Wohnung zu unterfertigen ist, bis längstens 31. Mai in Wien dem k. k. Central-Stempelamte, in anderen Städten, wo Stempelämter aufgestellt sind, diesen Aemtern, sonst aber den Steuer-, beziehungsweise Hauptsteuerämtern vorzulegen.

Die Einsendung der Lose durch die Post ist unzulässig und ist daher die Annahme von Postsendungen mit solchen Losen von Seite der Stempel- und Steuerämter zu verweigern.

6. Das Amt hat bei strenger Verantwortung unverweilt noch in Gegenwart der Partei die Serien- und Nummernverzeichnisse auf ihre Richtigkeit und Deutlichkeit durch Vergleichung mit den Originallosen zu prüfen, ferner genau zu untersuchen, ob jedes der vorgelegten Lose mit Stempelmarken der mit der Finanzministerial-Verordnung vom 6. Januar 1888 (R. G. Bl. Nr. 5) angeordneten Emission im Betrage von 1 fl. 25 kr. gestempelt ist, ob die Marken von einem hierzu berechtigten Amte vorschriftsmässig überstempelt erscheinen und ob kein Verdacht einer Gesetzesübertretung vorliegt.

7. Liegt ein solcher Verdacht vor, so ist das betreffende Los unter Angabe der Verdachtsgründe mit aller Beschleunigung der Finanzbehörde I. Instanz zur weiteren Amtshandlung vorzulegen; bei sonstigen Anständen sind die Lose unter Bekanntgabe der Gründe ohne Amtshandlung zurückzuweisen.

Ergibt sich kein Anstand, so hat das Amt auf beiden Exemplaren des Serien- und Nummernverzeichnisses die Bestätigung anzusetzen, dass die darin verzeichneten Lose der Russischen ersten Staats-Prämienanleihe vom Jahre 1864 untersucht und nach Vorschrift des Gesetzes vom 28. März 1889 gestempelt befunden wurden. Dieser Bestätigung ist die Bemerkung, dass die entsprechenden neuen Stücke bis längstens 31. August 1895 zur Abstempelung zu überreichen sind, ferner das Datum beizusetzen, worauf die Bestätigung von zwei Oberbeamten unter Beidrückung des Amtssiegels zu unterfertigen ist.

Sohin sind die Lose mit dem einen Exemplare des bestätigten Verzeichnisses der Partei zurückzustellen, welcher es obliegt, den Umtausch der alten gegen die neuen Stücke termingemäss zu erwirken.

Das zweite Exemplar des Verzeichnisses ist von dem Amte sorgfältig zu verwahren.

Die ämtliche Bestätigung der Verzeichnisse ist nach Tarifpost 117, lit. *m* Geb.-Ges. bedingt gebührenfrei.

1895 8. Bis längstens 31. August 1895 sind die neuen Stücke bei demselben Amte, welchem die alten Stücke in Gemässheit des Punktes 5 vorgelegt worden sind, von der Partei sammt dem in ihren Händen befindlichen Exemplare des ämtlich bestätigten Verzeichnisses zur Abstempelung einzureichen, nachdem die der gesetzmässigen Gebühr (Punkt 4) entsprechenden Stempelmarken auf demselben nach Vorschrift des Punktes 5 der Verordnung des Finanzministeriums vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) befestigt worden sind.

In Postsendungen einlangende Lose werden zur Abstempelung nicht zugelassen (Punkt 5, Schlussabsatz).

9. Das Amt prüft die Uebereinstimmung der Serien- und Nummernbezeichnung der neuen Stücke mit den beiden Exemplaren des Verzeichnisses, dann die Beschaffenheit der befestigten Stempelmarken und bestätigt, wenn sich hierbei kein Anstand ergibt, der Partei auf dem von ihr überbrachten Exemplare des Verzeichnisses den Empfang der Lose.

Das andere Exemplar des Verzeichnisses, dann die Lose sendet das Amt sohin binnen längstens 24 Stunden im Postwege an das k. k. Central-Stempelamt in Wien.

Werden die Lose von der Partei beim k. k. Central-Stempelamte selbst eingereicht, so hat, wenn die Abstempelung sofort vollzogen werden kann, eine Empfangsbestätigung über die eingereichten Lose zu unterbleiben.

10. Das Central-Stempelamt vollzieht die Abstempelung auf die im Punkte 16 der Verordnung des Finanzministeriums vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) vorgeschriebene Art und sendet die von anderen Aemtern eingeschickten Lose unter Zurückbehaltung der Originalverzeichnisse, jedoch unter Anschluss einer Abschrift derselben als Consignation an die betreffenden Aemter zurück.

11. Die abgestempelten Lose sind der Partei gegen Rückstellung des in ihren Händen befindlichen und von ihr zu quittierenden Verzeichnisses auszufolgen.

12. Sollte aber eine Partei das ihr ausgefolgte, mit der ämtlichen Empfangsbestätigung versehene Verzeichnis beizubringen nicht in der Lage sein, oder sich binnen 14 Tagen nach erhaltener Verständigung zur Uebernahme der Lose nicht melden, so werden die betreffenden Lose nebst einer Abschrift des zweiten Verzeichnisexemplars für die Partei zu Gerichtshanden erlegt.

13. Ueber das Geschäft der Abstempelung hat das k. k. Central-Stempelamt ein Journal nach Vorschrift des Punktes 21 der Verordnung des Finanzministeriums vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) zu führen, welches sammt allen beim Central-Stempelamte aufbehaltenen Verzeichnissen und allfälligen Bestätigungen über den gerichtlichen Erlag von

Losen (Punkt 12) bis längstens 30. September 1895 im 1895
Wege des Rechnungsdepartements der k. k. Finanz-Landesdirektion in Wien an das Fach-Rechnungsdepartement II des Finanzministeriums zu leiten ist.

An dieses Fach-Rechnungsdepartement haben die Stempel- und Steuerämter ausserhalb Wiens binnen desselben Termins die von den Parteien quittierten Verzeichnisexemplare, eventuell die Bestätigungen über den gerichtlichen Erlag von Losen (Punkt 12) direct einzusenden.

Plener m. p.

2290.

23 mars 1895.

Ordonnance du Ministre I^l R^l des finances concernant la levée de la défense d'exportation des mulets.

R. G. Bl. 1895, Nr. 50.

Verordnung des Finanzministeriums vom 23. März 1895, betreffend die Aufhebung des Verbotes der Ausfuhr von Maulthieren.

In Folge Ministerrathsbeschlusses wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Verordnung vom 15. Juni 1878 (R. G. Bl. Nr. 57) erlassene Verbot der Ausfuhr von Maulthieren aufgehoben.

Diese Verordnung trifft sofort in Kraft.

Plener m. p.

2291.

4 avril 1895.

Ordonnance du Ministre I^l R^l du commerce concernant la modification des dispositions du § 11 chiffre 9 de l'ordonnance ministérielle du 29 octobre 1892 à l'égard de la navigation sur le lac Leman.

R. G. Bl. 1895, Nr. 53.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 4. April 1895, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des § 11, Ziffer 9 der Ministerialverordnung vom 29. October 1892 (R. G. Bl. Nr. 188) erlassenen Vorschriften zum Zwecke der Sicherheit der Schiffahrt auf dem Bodensee.

Auf Grund der zwischen den Regierungen der Bodensee-Uferstaaten getroffenen Vereinbarung wird verordnet, dass

1895 der § 11, Ziffer 9 der mit Ministerialverordnung vom 29. Oktober 1892 (R. G. Bl. Nr. 188) erlassenen Vorschriften zum Zwecke der Sicherheit der Schifffahrt auf dem Bodensee fortan zu lauten hat, wie folgt:

§ 11, Ziffer 9.

„Erscheint es veranlasst, die Art und Weise des Ausweichens bekannt zu geben, so sind hiefür die in der Signalordnung (Anlage III) vorgesehenen Cursänderungssignale anzuwenden."

Vorstehende Bestimmung tritt mit 1. Mai 1895 in Wirksamkeit.

Bacquehem m. p. *Wurmbrand* m. p.

2292.

11 avril 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur un complètement de la position „acide carbonique" du tarif douanier.

R. G. Bl. 1895, Nr. 57.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 11. April 1895, betreffend die Ergänzung des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Kohlensäure".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlichen ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife für das österreichisch-ungarische Zollgebiet beim Schlagworte „Kohlensäure" in nachstehender Weise ergänzt:

Nach dem Worte „Anmerkung" ist zu setzen:

„1.)";

als neue Anmerkung ist einzufügen:

„2.) Bei der Einfuhr von flüssiger Kohlensäure in den erwähnten eisernen Behältnissen ist der nach der tarifmässigen Beschaffenheit der letzteren (in der Regel T.-Nr. 265 *bis* 8 fl. 50 kr. vertragsmässig 7 fl. 50 kr. per 100 Kilogramm) für das Bruttogewicht entfallende Zollbetrag einzuheben.

„Die Rückerstattung der sich hieraus ergebenden Differenzen gegenüber dem Zolle der T.-Nr. 322 (1 fl. 50 kr. per 100 Kilogramm brutto) findet nur dann statt, wenn die über Ansuchen der Partei beim Eingange ämtlich identificirten Behältnisse längstens binnen Jahresfrist im entleerten Zu-

stande zur Ausfuhr aus dem österreichisch-ungarischen Zoll- 1895
gebiete gelangen.

„Die Zolldifferenz ist in solchen Fällen als Zollsicherstellung zu behandeln und finden die Vorschriften über das Eingangsvormerkverfahren zollpflichtiger Gegenstände sinngemässe Anwendung."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

2293.

1 mai 1895.

Ordonnance du Ministre I[1] R[1] du commerce portant modification et complètement de quelques dispositions de l'ordonnance du 1 aout 1893 relatives au règlement du transport par chemins de fer de matières explosibles.

R. G. Bl. 1895, Nr. 61.

Verordnung des Handelsministers vom 1. Mai 1895, womit einige Bestimmungen der Verordnung vom 1. August 1893 (R. G. Bl. Nr. 126), betreffend die Regelung des Transportes explosiver Gegenstände auf Eisenbahnen, abgeändert, beziehungsweise ergänzt werden.

In der Verordnung vom 1. August 1893 (R. G. Bl. Nr. 126), betreffend die Regelung des Transportes explosiver Gegenstände auf Eisenbahnen, werden mit Giltigkeit vom 1. Juni 1895 die nachstehend bezeichneten Bestimmungen ergänzt, beziehungsweise abgeändert, wie folgt:

§ 1.

1. In der Eingangsbestimmung ist anstatt „Nr. XXXVI" zu setzen „XXXV a".

2. Ziffer 3, Absatz 1, hat zu lauten:

„Fertige (das heisst mindestens mit dem Schiessmittel geladene) Patronen für Handfeuerwaffen etc."

3. In Ziffer 3, Absatz 2 ist anstatt „Nr. XXXVII, beziehungsweise XXXVII a" zu setzen: „Nr. XXXVI, beziehungsweise Nr. XXXVII".

4. In Ziffer 6, Absatz ist vor den Worten: „35 Procent" einzuschalten das Wort: „mindestens".

§ 6.

5. In Ziffer 3, Absatz 1 ist vor den Worten: „Patronen für Handfeuerwaffen" einzuschalten das Wort: „fertige".

1895 6. In den Ziffern 4 und 5 ist am Schlusse des Absatzes 1 nachstehender Satz beizufügen:

„Der Verschluss der Kisten darf nicht mittels eiserner Nägel erfolgen".

7. In Ziffer 6 ist der zweite Satz des Absatzes 2 als Absatz „3" und sind die beiden folgenden Absätze 3 und 4 als Absätze „4" und „5" zu bezeichnen.

8. In Ziffer 7, a, 1 ist am Schlusse des Absatzes 2 nachstehender Satz beizufügen:

„sofern nicht die Einrichtung der Kapseln, z. B. durch eine den Sprengsatz sicher abschliessende innere Schutzkapsel, Gewähr dafür bietet, dass der Sprengsatz bei der Beförderung nicht gelockert wird".

§ 9.

9. In Absatz 2 ist der letzte Satz, beginnend mit den Worten: „Nur nasse gepresste Schiessbaumwolle etc." zu streichen.

Der königlich ungarische Handelsminister, mit welchem ich diesfalls das Einvernehmen gepflogen habe, trifft die gleiche Anordnung für die Eisenbahnen der Länder der ungarischen Krone.

Wurmbrand m. p.

2294.

27 mai 1985.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur la tare fixée pour les acides de palmitine et de stéarine.

R. G. Bl. 1895, Nr. 70.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. Mai 1895, betreffend die Festsetzung eines Tarasatzes für Palmitinsäure und Stearinsäure in Ballen (Säcken).

Auf Grund des Artikels XVII des Gesetzes vom 25. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 47), betreffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarischen Zollgebietes, wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien der Tarasatz für Palmitin- und Stearinsäure in Ballen (Säcken) mit zwei Procent des Bruttogewichtes festgesetzt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den Zollämtern bekannt wird, in Kraft.

Wurmbrand m. p. *Plener* m. p.

1895

2295.

8 juin 2895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture sur les conditions auxquelles est subordonné le traitement favorisé en douane de certains vins italiens en fûts.

R. G. Bl. 1895. Nr. 71.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 8. Juni 1895, betreffend die Modalitäten der zollbegünstigten Abfertigung von Wein in Fässern aus bestimmten Weinbaugebieten Italiens.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird in Ergänzung der Verordnungen vom 10. August und 1. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 125 und 201) und vom 1. Februar 1893 (R. G. Bl. Nr. 12), betreffend die Modalitäten der zollbegünstigten Behandlung von Wein in Fässern aus bestimmten Weinbaugebieten Italiens Folgendes bekanntgegeben, beziehungsweise angeordnet:

Im Sinne der obcitirten Verordnungen ist die zollbegünstigte Behandlung von Wein in Fässern aus bestimmten Weinbaugebieten Italiens an mehrfache Bedingungen, unter anderem auch an die Beibringung von Ursprungszeugnissen gebunden.

Um Unzukömmlichkeiten bei Ausstellung und Verwendung dieser Zeugnisse, sowie die Hinausgabe von nicht ganz regelrechten Documenten zu vermeiden, wurden einerseits die in Betracht kommenden italienischen Organe und andererseits die k. und k. Consularämter in Italien mit neuerlichen Weisungen, die in den Beilagen 1 und 2 enthalten sind, versehen.*)

Diese Weisungen beziehen sich sowohl auf die Ausstellung und die Vidierung der Ursprungszeugnisse, als auch auf die Festhaltung der Identität der certificirten Sendungen bis zu ihrem Eintritte in die österreichisch-ungarische Monarchie.

Im Verfolge dieser neuen Anordnungen haben die in Betracht kommenden Zollämter ihre Aufmerksamkeit insbesonders auf Folgendes zu richten:

Die Ursprungszeugnisse müssen nach den vorgeschriebenen Formularien auf Ausschnitten juxtirter Register ausgestellt und mit fortlaufenden Nummern bezeichnet sein.

*) Circularverordnung der königl. ital. Regierung. Circularerlass an die k. und k. Consulate.

1895 Duplicate von Ursprungszeugnissen dürfen nur dann angenommen werden, wenn sie von demjenigen Organe, welches das Original ausgefertigt hat, ebenfalls auf einem Ausschnitte des juxtirten Registers ausgestellt, mit einer eigenen Nummer versehen, ausdrücklich als Duplicat bezeichnet sind und die Angabe der Nummer des Originalcertificates enthalten.

Die Duplicate müssen, falls das Original nicht von einem k. und k. Consularamte ausgestellt war, mit dem Visum desjenigen Consularamtes versehen sein, welches das Original vidirt hat.

Falls die Sendung vom Versandtorte früher als an dem Tage abgegangen ist, an welchem das Original-Ursprungscertificat vidirt, beziehungsweise ausgestellt worden ist, ist das Certificat nicht zu berücksichtigen. Die Eintrittszollämter haben den Abgangstag, welcher aus den von der Partei beizubringenden Frachtpapieren zu entnehmen ist, auf dem Ursprungszeugnisse anzumerken, gleichviel ob die Sendung bei denselben zur Verzollung oder zur Anweisung an ein anderes Zollamt erklärt worden ist.

Das Abfertigungszollamt hat die Zeichen und Nummern der Fässer mit den bezüglichen Angaben des Ursprungszeugnisses und der italienischen Ausfuhr-Zollbollette zu vergleichen und diejenigen Fässer, bei welchen sich diesbezüglich Differenzen ergeben, von der zollbegünstigten Behandlung auszuschliessen. Falls gemäss der Bestätigung auf der Rückseite des Ursprungscertificates nicht die ganze Anzahl der im Certificate selbst angegebenen Fässer zur Versendung gelangt, gilt das Certificat für die in dieser Bestätigung angegebenen Fässer.

Die Prüfung der Unverletztheit des in Zukunft an die zur Entnahme des Weines bestimmten Oeffnungen eines jeden einzelnen Fasses in Italien anzubringenden Siegelabdruckes, sowie die Constatirung des Umstandes, dass die Fässer keinerlei vorschriftswidrig vermachte Oeffnungen aufweisen, wird den Zollämtern zur besonderen Verpflichtung gemacht.

Fässer, bei welchen Oeffnungen vorgefunden werden, die nicht in der vereinbarten Art versiegelt sind, dürfen zum Begünstigungszollsatze nicht abgefertigt werden.

Wenn bei Weinsendungen einzelne Fässer vorkommen, bei welchen die Siegel beschädigt sind, oder der Siegelabdruck die Bezeichnung des siegelnden Organes nicht entnehmen lässt, so ist das Ursprungszeugnis als Grundlage der zollbegünstigten Abfertigung für die ganze Sendung nur in dem Falle anzunehmen, wenn das abfertigende Amt die Ueberzeugung gewinnt, dass die Siegelverletzung oder Unleserlichkeit des Siegelabdruckes auf einen Zufall während des Transportes zurückzuführen ist.

Um in dieser Beziehung nachträgliche Reclamationen zu 1895
vermeiden und die Parteien in die Lage zu versetzen, sich an den an der Beschädigung der Siegel eventuell Schuld tragenden Personen schadlos halten zu können, kann eine äussere Beschau der Fässer und der Siegel über Antrag der Partei sowohl beim Eintritts- als auch beim angewiesenen Zollamte auch vor Ueberreichung der Zolldeclaration geschehen, wobei der diesfällige Befund auf dem Ursprungscertificate anzusetzen ist.

Bei Prüfung des Umstandes, ob es sich um einen Zufall im Transporte handelt, ist auf die Lage der Fässer, Dauer des Transportes, Witterungsverhältnisse u. dgl. gewissenhaft Rücksicht zu nehmen und sind in Zweifelsfällen Aufklärungen von der Partei zu verlangen.

Handelt es sich um Transporte mittelst Dampfer einer Schifffahrtsgesellschaft, so ist, wenn das Schiff während der Fahrt bloss italienische, österreichische oder ungarische Häfen oder Rheden berührt hat, der Zufall im Transporte dann als erwiesen anzusehen, wenn eine mit dem Bordjournale übereinstimmende Bestätigung des betreffenden Schiffscapitäns von der Partei beigebracht wird, dass der fragliche Dampfer seit dem Auslaufen aus dem Abfahrtshafen oder der Abfahrtsrhede während der ganzen Fahrt an kein Schiff angelegt hat und dass er entweder keinen Hafen oder Rhede angelaufen hat, oder dass in den angelaufenen Häfen keine Operationen mit den zum Ursprungszeugnisse gehörigen Fässern vorgenommen worden sind, immer vorausgesetzt, dass sich hierbei kein Zweifel in die Richtigkeit der Erklärung des Schiffscapitäns ergibt.

Rücksichtlich der Zollabfertigung derjenigen Weinsendungen, bei denen einzelne Fässer mit verletzten oder unleserlichen Siegeln angekommen sind, und wobei das Zollamt nicht die Ueberzeugung gewonnen hat, dass die Beschädigung der Fasssiegel, oder die Unleserlichkeit der Siegelabdrücke nur durch einen Zufall während des Transportes erfolgte, hat das Zollamt zu unterscheiden, ob die Sendung mit oder ohne Analysencertificat eingetroffen ist.

Handelt es sich um Sendungen mit Analysencertificaten, so sind nach Constatirung der Uebereinstimmung der Sendung mit den in Ordnung befundenen Ursprungs- und Analysencertificaten die mit unverletzten Siegeln vorgefundenen Fässer ohne Verzug zum zollbegünstigten Satze abzufertigen; aus den Fässern mit beschädigten Siegeln sind hingegen nach der Verordnung vom 1. December 1892 Muster behufs Prüfung durch eine hierzu berufene Versuchsanstalt zu entnehmen und sofort nach Vorschrift an die letztere einzusenden. Ist das Ergebnis dieser Prüfung für die Partei günstig, so sind die

1895 Fässer so anzusehen, wie wenn sie mit unverletzten Siegeln angekommen wären — im entgegengesetzten Falle sind diese Fässer von der zollbegünstigten Behandlung auszuschliessen. Handelt es sich um Sendungen ohne Analysencertificat, so sind die mit beschädigtem oder unleserlichem Siegelabdruck eingetroffenen Fässer von der Zollbegünstigung auszuschliessen, doch gilt das Ursprungscertificat für alle mit unverletztem, leserlichem Siegelabdruck eingelangten Fässer.

Rücksichtlich der zwischen den Angaben im Ursprungscertificate und dem Ergebnisse der zollämtlichen Abwage etwa vorkommenden Gewichtsdifferenzen wird angeordnet, dass noch bei einem Mehrbefunde bis zu zwei Procent des Bruttogewichtes das Ursprungscertificat als Deckung für die ganze Sendung angenommen werde; übersteigt der Befund die im Certificate angegebene Menge um mehr als zwei Procent, so ist die gesammte über die certificirte hinausgehende Menge von der zollbegünstigten Behandlung auszuschliessen.

Besondere Bestimmungen für den mittelst Tinenschiffen in die punti franchi von Triest und Fiume zur Einfuhr gelangenden Wein.

Das nach den eigens hierzu vorgeschriebenen Formularien ausgestellte Ursprungszeugnis muss, abgesehen von den sonstigen Angaben, mit der Bestätigung des königlich italienischen Ausfuhrzollamtes über die vorschriftsmässige Uebernahme des Weines und die Ueberfüllung desselben in die an Bord des Schiffes befindlichen Behältnisse versehen sein.

Auf dem Tinenschiffe darf ausser der in dem betreffenden Ursprungszeugnisse angegebenen Weinmenge nur noch soviel Wein vorhanden sein, als für den Bedarf der Schiffsbemannung erforderlich ist.

Die ober Deck befindlichen Behältnisse müssen stets vom königlich italienischen Zollamte gesiegelt sein — die unter Deck befindlichen Behältnisse können nach Wahl des italienischen Zollamtes unter Collo- oder Raum- (Luken-) Verschluss gelegt werden. Wird während der Fahrt in italienischen Territorialgewässern ein solches Schiff von einem königlich italienischen Organe visitirt und hierbei der Lukenverschluss eröffnet, so wird dieses Organ nach der Visitation neuerlichen Lukenverschluss anlegen und diesen Umstand am Ursprungszeugnisse anmerken.

Bei Prüfung der angelegten Collo- und Raumverschlüsse im Ankunftshafen ist seitens des Zollamtes mit besonderer Genauigkeit vorzugehen und insbesondere bei den unter Lukenverschluss anlangenden Tinenschiffen mit aller Sorgfalt zu untersuchen, ob nicht Spuren der Entfernung von ein-

zelnen Brettern des Verdeckes oder der Seitenwände wahr- 1895
nehmbar sind.

Nach anstandslosem Befunde der Siegel und Verschlüsse sind die Fässer und die Luken zu entsiegeln, das Schiff selbst ist aber bis zur Löschung der ganzen Weinmenge unter permanente Controle zu stellen.

Ergeben sich bei der zollämtlichen Revision der im Schiffsraum nicht unter Luken-, sondern unter Collienverschluss eingelagerten Behältnisse wegen zu dichter Ladung Schwierigkeiten, so hat der Schiffsführer dafür zu sorgen, dass die Vornahme der Revision ermöglicht werde. Derlei Vorkommnisse sind vom Zollamte ungesäumt der Finanzdirection anzuzeigen.

Auch bei Tinenschiffen gelten rücksichtlich der Beschau der gesiegelten Behältnisse und der Constatirung des Umstandes, ob die vorgefundenen Siegelbeschädigungen auf Zufälligkeiten im Transporte zurückzuführen sind, die vorausgeschickten Anordnungen. Die zu Gunsten der Dampfer der Schifffahrtsgesellschaften zugelassene besondere Beweisart über die stattgefundene zufällige Siegelbeschädigung findet jedoch auf die Tinenschiffe selbstverständlich keine Anwendung.

Mit Lukenverschluss abgelassene Tinenschiffe dürfen im Falle der Havarie behufs Verhütung des gänzlichen oder theilweisen Verlustes der Ladung den Verschluss allerdings entfernen, doch muss diese Eröffnung im Bordjournal vorgemerkt und unmittelbar nach der Ankunft im Bestimmungshafen der Seebehörde und dem Zollamte gemeldet werden. Wird die Havarie seitens der Seebehörde anerkannt, so ist dieselbe auch für die Zollbehandlung als erwiesen anzunehmen und aus dem Grunde der Entfernung der Verschlüsse die zollbegünstigte Behandlung nicht zu verweigern. Jeder Fall, in welchem ein Tinenschiff mit abgenommenem Lukenverschluss ankommt, ist der Finanzdirection zu melden; sollten sich derlei Fälle mehren, so hat diese Behörde hiervon an das Finanzministerium Anzeige zu erstatten.

Schlussbestimmungen.

Die vorstehenden Bestimmungen sind auf alle jene Sendungen italienischen Weines anzuwenden, welche mit Ursprungscertificaten eintreffen, die *vom 1. Juli 1895* angefangen zur Ausstellung gelangen. Dagegen sind jene italienischen Weinsendungen, welche mit Ursprungszeugnissen eintreffen, die vor diesem Zeitpunkte ausgestellt worden sind, nach den bisherigen Bestimmungen zu behandeln.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.
Falkenhayn m. p.

1895

Beilage 1.

Circularverordnung des königlich italienischen Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel an die königlichen Präfecturen vom 8. Juni 1895, Z. 886.

Behufs Vermeidung von Unzukömmlichkeiten, welche unserem gesammten Weinhandel Schaden verursachen könnten, erachtet dieses Ministerium es für geboten, einige neue Vorschriften zu erlassen, durch welche die Ausstellung von Ursprungszeugnissen für die nach Oesterreich Ungarn importirten Weine mit grösseren Garantien umgeben werden soll.

Es muss vorausgeschickt werden, dass die Ausstellung der erwähnten Zeugnisse laut des Circulares vom 1. December 1892, Nr. 34.849, entweder durch die Ortsbehörden (Sindaci) des Erzeugungsortes der Weine, oder durch einige besonders angeführte Präfecturen oder Unterpräfecturen, oder endlich seitens der österreichisch-ungarischen Consularämter zu erfolgen hat.

§ 1. Das Ministerium hat wahrgenommen, dass seitens unserer Behörden die Führung eines Verzeichnisses über die von ihnen ausgestellten Zeugnisse oft unterlassen wird. Ich finde mich demnach bestimmt, anzuordnen, dass die Ursprungszeugnisse — wie dies bei den von den hierzu ermächtigten wissenschaftlichen Instituten ausgestellten Analysencertificaten der Fall ist — gleichfalls auf Juxten und fortlaufenden Nummern versehenen Formularien auszufertigen sind.

Hierdurch werden sowohl die Vergleichbarkeit und Authenticirung erleichtert, als auch die Beibringung von nicht vollkommen regelrechten Documenten vermieden werden.

§ 2. Dem oberwähnten Circulare vom 1. December 1892 waren die von den Regierungen einvernehmlich festgestellten Formularien für die Ursprungszeugnisse beigeschlossen.

Zufolge neuer Vereinbarungen sind nun an diesen Formularien einige kleine Aenderungen zu dem Ende vorgenommen worden, damit dieselben den Anforderungen unserer Weinbaukunde und des Handels besser entsprechen. Von diesen neuen Formularien, welche im Anschlusse (Beilagen *A* und *B*) mitfolgen, ist das erste für die Benutzung seitens der Sindaci, das zweite für die Präfecturen und Unterpräfecturen bestimmt.

Es ist wohl überflüssig, hervorzuheben, dass ein Abweichen von diesen Formularien, sowohl bezüglich der äusseren Form, als auch insbesondere bezüglich ihres Inhaltes, unstatthaft ist.

§ 3. In Gemässheit der Bestimmungen des vorerwähnten Circulares vom 1. December 1892 haben die zur Ausstellung der Ursprungszeugnisse ermächtigten Behörden sich auf

Grund der gehörig zu pflegenden Erhebungen von der Richtigkeit der von ihnen zu bestätigenden Angaben zu vergewissern. 1895

Es ist jedoch bekannt, dass diese Vorschrift nicht überall gleichmässig ausgelegt und dass die erforderlichen Erhebungen nicht immer auf gleiche Art gepflogen worden sind.

Von nun an haben sich daher die Sindaci, sowie die Präfecturen oder Unterpräfecturen von dem Ursprunge der Waare in einer der folgenden drei Arten zu vergewissern:

1. Entweder durch Zeugnis dreier vor der Ausstellungsbehörde protokollarisch einzuvernehmender vertrauenswürdiger Personen;

2. oder durch schriftliche Erklärung eines Weinmaklers, falls der Verkauf des Weines und die Uebergabe desselben in Fässern durch seine Vermittlung stattgefunden haben;

3. oder durch in den Kellern und am Einlagerungsorte der betreffenden Weine über deren Ursprung, Beschaffenheit und Menge direct zu pflegende Erhebungen durch die eigenen Organe der Ausstellungsbehörde.

Infolge des besonderen Charakters der mit Oesterreich-Ungarn getroffenen Vereinbarung ist unseren Weinen eine Zollbegünstigung eingeräumt worden; es erscheint daher von Wichtigkeit, dass diese Begünstigung nicht auch Anderen, zu unserem Schaden, zugute komme. Es ist somit erforderlich, dass die Behörden sich mit aller Sorgfalt davon vergewissern, dass weder eine Austauschung noch eine Vermischung mit ausländischem, wenngleich nationalisirtem Wein stattgefunden habe.

Da in dem Falle, wenn nationale Weine in einem und demselben Keller, Magazine oder einer anderen Oertlichkeit — wenn auch in verschiedenen Abtheilungen derselben — gleichzeitig mit ausländischen, wenngleich nationalisirten Weinen lagern, die Gewinnung der vorerwähnten Sicherheit sehr schwierig, wenn nicht gar unmöglich wäre, so darf für solche Weine ein Ursprungszeugnis nicht ausgestellt werden.

Ursprungszeugnisse für unsere Weine, welche in einen punto franco ausgetreten und hierdurch der italienischen Nationalität verlustig geworden sind, dürfen gleichfalls nicht ausgestellt werden.

Zu gleichem Behufe hat die Zollverwaltung verordnet, dass die Zollämter die Vermischung ausländischer mit nationalen Weinen, sei es auf den Zollamtsplätzen oder auf den in den Häfen verankerten Schiffen zurückweisen und dafür Sorge tragen, dass auf den Schiffen mit ausländischer Weinladung keine Vermischung oder Austauschung mit Umgehung der zollämtlichen Aufsicht stattfinde und dass schliesslich innerhalb der Zollamtsplätze oder auf den vor Anker liegenden

1895 Schiffen die Umfüllung der Weine in andere Behältnisse nicht gewährt werde.

§ 4. Gemäss dem mehrcitirten Circulare vom Jahre 1892 werden bei Weinsendungen, welchen ein Analysencertificat beigegeben ist, die Fässer von der das Muster entnehmenden Behörde versiegelt.

Die Siegelung der Fässer wird nunmehr auch für Sendungen ohne Analysencertificate vorgeschrieben.

Dieselbe hat durch die das Ursprungszeugnis ausstellende Behörde vorgenommen zu werden.

In Fällen, in welchen die Sendung, für welche ein Ursprungszeugnis begehrt wird, über Wunsch der Partei einer chemischen Analyse unterzogen werden soll, hat die ausstellende Behörde auch das Muster zu entnehmen und dasselbe dem mit der Analyse betrauten Institute zu übermitteln. Hinsichtlich der Entnahme der Muster und aller weiteren Amtshandlungen sind die im Circulare vom 1. December 1892 enthaltenen Bestimmungen maassgebend.

Die Siegelung der Fässer hat nach der in der Beilage *C* angegebenen Methode zu erfolgen, bis nicht leichtere Methoden gefunden werden, eine Frage, mit der sich die Regierungen bereits beschäftigen.

Falls bei einer Sendung ordnungsmässig versiegelter Fässer einzelne Fässer mit beschädigten oder unleserlichen Siegeln angetroffen werden, so kann das österreichische oder ungarische Zollamt das Ursprungszeugnis dennoch für die ganze Sendung als giltig anerkennen, soferne dasselbe die Ueberzeugung gewonnen hat, dass die Beschädigung oder Unleserlichkeit des Siegelabdruckes während des Transportes durch Zufall eingetreten ist.

Im gegentheiligen Falle werden bei einer Sendung ohne Analysencertificat die mit beschädigten oder unleserlichen Siegeln anlangenden Fässer zur zollbegünstigten Abfertigung nicht zugelassen werden, wogegen das Zollamt die Giltigkeit des Ursprungszeugnisses für die Fässer mit unverletzten Siegeln anerkennen wird; handelt es sich jedoch um eine Sendung, welcher ein Analysencertificat beigegeben ist, so ist von jenen Fässern, deren Siegel beschädigt oder unleserlich befunden werden, das Muster behufs Prüfung durch ein önologisches Institut im Sinne der Verordnung vom 1. December 1892 zu entnehmen und ist, falls die Analyse ein für den Importeur günstiges Ergebnis liefert, der Wein in den mit beschädigten oder unleserlichen Siegeln angelangten Fässern gleichfalls zum Zolle per 3 fl. 20 kr. abzufertigen. Die Fässer mit unverletzten Siegeln werden, woferne gegen das Analysencertificat kein Bedenken obwaltet, sofort der zollbegünstigten Abfertigung (3 fl. 20 kr.) theilhaftig.

Wenn der Importeur gleichzeitig mit dem Ursprungs- 1895
zeugnisse und dem Analysencertificate, wo ein solches vorliegt, eine Erklärung von Seite des Capitäns des Dampfers einer Schifffahrtsgesellschaft vorweist, aus welcher in Uebereinstimmung mit dem Bordjournale hervorgeht, dass das Schiff, seit dasselbe den Abfahrtshafen oder die Rhede verliess, weder in anderen Häfen oder Rheden angelegt hat, noch während der Fahrt mit anderen Schiffen in Verkehr getreten ist, oder dass in den von demselben angelaufenen Häfen an den im Ursprungszeugnisse angegebenen Fässern keinerlei Manipulation vorgenommen wurde, so wird die Verletzung der Siegel, ausgenommen den Fall eines Zweifels über die Richtigkeit der Erklärung des Schiffscapitäns, als eine zufällige betrachtet werden.

Diese Bestimmung gilt nur hinsichtlich jener Schiffe, welche auf ihren Fahrten bloss italienische oder österreichische oder ungarische Häfen oder Rheden anlaufen.

§ 5. Die Ursprungszeugnisse sind unter Anschluss der Documente, welche im Sinne des § 3 als Grundlage für deren Ausfertigung gedient haben, von der ausstellenden Behörde direct an das zur Ertheilung des Visums zuständige k. u. k. Consularamt einzusenden.

Die Ausstellungsbehörde hat die schriftliche Erklärung des Weinmaklers (§ 3, P. 2) mit dem Amtsstempel und der Zahl des betreffenden Ursprungszeugnisses zu versehen.

Die Ursprungszeugnisse werden unmittelbar nach Einlangen bei den k. u. k. Consularämtern von letzteren rücksichtlich der in denselben enthaltenen Angaben geprüft und, falls sich kein Bedenken ergibt, allsogleich vidirt. In Zweifelsfällen haben die Consularämter von der Ausstellungsbehörde Aufschlüsse zu verlangen und wenn sie dies für nöthig erachten, sich mit der competenten königlich italienischen Behörde wegen weiters nothwendig werdender Aufklärungen, gegebenenfalls auch wegen Besichtigung der Sendung ins Einvernehmen zu setzen.

Vor ertheiltem Visum ist die Abtransportirung der Weine unstatthaft. Nach erfolgter Vidirung übermittelt das Consularamt das vidirte Zeugnis ohne Verzug an die ihm von der Ausstellungsbehörde angegebene Adresse der Partei, indem es gleichzeitig das von der Ausstellungsbehörde eingesendete Beweisdocument an letztere zurücksendet.

Im Falle das Consularamt die Ertheilung des Visums verweigert, übermittelt dasselbe das Certificat, sowie das dazu gehörige Beweisdocument der zuständigen königlichen Behörde zu der von letzterer etwa für nöthig erachteten Einleitung des gerichtlichen oder administrativen Verfahrens gegen die Ausstellungsbehörde.

1895 Da die Ursprungszeugnisse von den Ausstellungsbehörden unmittelbar den österreichisch-ungarischen Consularämtern einzusenden sind, entfällt die Nothwendigkeit, die Unterschrift der Sindaci, wie dies bisher häufig der Fall gewesen ist, vor der Vorlage der Ursprungszeugnisse an die Consularämter durch die Unterpräfecten oder Präfecturen legalisiren zu lassen. Die österreichisch-ungarischen Consularämter sind daher angewiesen worden, von der Forderung einer solchen Legalisirung abzusehen und den von den Sindaci ausgestellten Zeugnissen das Visum zu ertheilen.

§ 6. Es ereignet sich häufig bei Sendungen zur See mittelst Dampfschiffes, sowie bisweilen auch bei Eisenbahnsendungen, dass die in dem Ursprungszeugnisse angegebene Weinmenge nicht ganz abtransportirt zu werden vermag; in diesem Falle hat der Schiffscapitän, beziehungsweise der Vorstand der Eisenbahnstation a tergo des Ursprungszeugnisses, wie aus den bezüglichen Formularien ersichtlich, die wirklich auf das Schiff oder die Eisenbahn verladene Menge anzumerken.

Für die zurückgebliebenen Fässer hat, soferne deren Siegel nicht verletzt sind, ein neues Ursprungszeugnis auf Grund derselben Documente ausgefertigt zu werden, welche für die Ausstellung des ursprünglichen Zeugnisses gedient hatten.

§ 7. Für Weine, welche in Tinenschiffen versendet werden und bestimmt sind, in den punti franchi von Triest oder Fiume unter zollämtlicher Controle umgefüllt zu werden, sind die Ursprungszeugnisse nach einem besonderen Formulare (Beilagen *D* und *E*) auszufertigen. In diesem Falle ist rücksichtlich der Siegelung der Fässer, der Ausstellung der Ursprungscertificate, sowie der Ertheilung des consularämtlichen Visums genau so vorzugehen, wie bei den in Fässern zu transportirenden Weinen.

Bei Sendungen in Tinenschiffen ist es jedoch zulässig, die Fässer unversiegelt zu den Schiffen zu bringen. In diesem Falle hat die ausstellende Behörde die Weinsendung vor Ausstellung des Ursprungszeugnisses dem italienischen Zollamte zu übergeben, welches dieselbe von dem Augenblicke der Uebergabe an in Ueberwachung nimmt. Diese Uebergabe hat am Orte der Lagerung des betreffenden Weines zu erfolgen. Die Ueberfüllung in die an Bord befindlichen Behältnisse hat stets unter zollämtlicher Aufsicht vor sich zu gehen. Nach erfolgter Ueberfüllung hat das Zollamt die Behältnisse mit Verschlüssen zu versehen und die erfolgte Vornahme aller vorstehenden Amtshandlungen durch die Anmerkung a tergo des Ursprungszeugnisses zu bestätigen.

Nach einer mit der österreichischen sowie mit der ungarischen Zollverwaltung getroffenen Vereinbarung können

die Verschlüsse sowohl an den einzelnen Behältnissen als 1895
auch an dem Laderaume des Schiffes angelegt werden.

Die Wahl der einen oder der anderen Verschlussart bleibt dem Ermessen des italienischen Zollamtes überlassen.

In beiden Fällen kommen folgende Normen zur Anwendung:

Der Verschluss der einzelnen Behältnisse — gemäss dem zwischen den Regierungen hiefür vereinbarten Systeme — wird dann erfolgen, wenn das Zollamt die Anwendung dieser Verschlussart für möglich hält.

Selbstverständlich hat sich jedoch das italienische Zollamt in diesem Falle gegenwärtig zu halten, dass in den Ankunftshäfen die Verschlüsse controlirt werden müssen, und dass infolgedessen diese Controlirung den österreichischen und ungarischen Zollämtern keine Schwierigkeiten verursachen, geschweige denn unmöglich gemacht werden dürfe.

Im Falle diese Rücksichtnahme unterlassen worden wäre, wird Oesterreich-Ungarn die Aufmerksamkeit der italienischen Regierung auf Fälle, wo dies constatirt wurde, lenken, damit dieselbe ihre Zollämter entsprechend anweise.

Der Verschluss der Luken (boccaporti) hat in Gemässheit der in der Beilage *F* enthaltenen Normen zu erfolgen; jedoch müssen die auf Deck befindlichen Behältnisse auch in diesem Falle versiegelt werden.

Sollte im Falle einer Havarie der Schiffscapitän, um den gänzlichen oder theilweisen Verlust der Ladung zu verhüten, gezwungen sein, behufs Oeffnung der Luken die Plomben zu entfernen, so hat er diesen Umstand im Bordjournal anzumerken und hiervon unmittelbar nach Einlangen in dem Bestimmungshafen der competenten Behörde die Anzeige zu erstatten. Wird die Havarie von der Behörde nicht anerkannt, so wird die betreffende Weinsendung der Zollbegünstigung von 3 fl. 20 kr. nicht theilhaftig werden.

Wenn während der Fahrt vom Abgangshafen oder von der Abgangsrhede bis zu den Bestimmungshäfen Triest oder Fiume die italienische Zollbehörde zum Zwecke der Controle die Oeffnung der plombirten Luken in einem Hafen des Königreiches verfügt, so hat sie nach Anlegung neuer Plomben dieses Vorkommnis im Ursprungszeugnisse ausdrücklich zu bemerken.

Der Capitän des Segelschiffes kann, falls die Entfernung der Plomben von den Luken sich im Interesse der Ladung als nothwendig herausstellen sollte, zu diesem Behufe in einem Hafen des Königreiches die Intervention des dortigen Zollamtes in Anspruch nehmen, welch letzteres die bezüglichen Vorgänge zu überwachen, die Plomben wieder anzulegen und sämmtliche Umstände im Ursprungszeugnisse anzumerken hat.

Nach Einlaufen des Segelschiffes in dem Bestimmungshafen hat der Capitän das Ursprungszeugnis dem österrei-

1895 chischen oder ungarischen Zollamte vorzulegen; nachdem letzteres sich sogleich von dem Vorhandensein und dem Zustande der Plomben und Siegel überzeugt hat, wird es dieselben von den Luken, sowie von den Behältnissen entfernen. Von diesem Augenblicke bis zur zollämtlichen Abfertigung der Ladung verbleibt das Segelschiff unter Zollcontrole.

§ 8. Jeder Sendung muss auch die bezügliche Zollausfuhrbollette beigegeben sein.

§ 9. Die Ausfertigung von Duplicaten von Ursprungszeugnissen ist nur über ein entsprechend zu rechtfertigendes Ansuchen der Partei zulässig. Falls die Ausstellungsbehörde ein solches Ansuchen gerechtfertigt findet, so stellt sie das Duplicat aus und versieht dasselbe, sowie die dazugehörigen Texte mit der deutlichen und klar ersichtlichen Bezeichnung „Duplicat des Certificates Nr. . . . . ."

§ 10. Es ergibt sich sonach, dass, abgesehen von den auch für jede sonstige Sendung nach Oesterreich-Ungarn erforderlichen gewöhnlichen Begleitpapieren, unsere Weinsendungen dahin von folgenden Documenten begleitet sein müssen: das Ursprungszeugnis, die Ausfuhrbollette und, falls die Weine vorher durch eines unserer wissenschaftlichen Institute analysirt worden sind, auch das Analysencertificat.

Es ist überflüssig hinzuzufügen, dass die österreichischen und ungarischen Zollämter nur solche Documente anzuerkennen in der Lage sind, welche den vorstehenden Bestimmungen in jeder Beziehung entsprechen. Die genaue Befolgung dieser Bestimmungen ist im Interesse unserer Exporteure gelegen.

Ebenso wenig braucht daran erinnert zu werden, dass es nothwendig ist, bei der Ausstellung der in Rede stehenden Documente mit der grössten Sorgfalt vorzugehen, zumal gegebenen Falls öffentliche Functionäre, welche unwahre Thatsachen als wahr bestätigen und der Wahrheit nicht entsprechende Declarationen ausstellen, sich der Anwendung der Art. 275 und 276 des geltenden Strafgesetzes aussetzen.

Die vorstehenden Bestimmungen sind auf alle jene Weinsendungen anzuwenden, welche mit Ursprungscertificaten abgehen, die *vom 1. Juli 1895* angefangen zur Ausstellung gelangen. Dagegen sind jene Weinsendungen, welche mit Ursprungszeugnissen abgehen, die vor diesem Zeitpunkte ausgestellt worden sind, nach den bisherigen Bestimmungen zu behandeln.

Im Anhange lasse ich die beiden Verordnungen folgen, welche gleichzeitig vom k. und k. österreichisch-ungarischen Ministerium des Aeussern an die k. und k. Consularämter in Italien, beziehungsweise von den zuständigen österreichischen und ungarischen Ministerien an die Zollämter gerichtet worden sind.

ITALIE.

Beilage A. 1895

Nr. . . . .

Ursprungszeugnis.

Der Unterzeichnete bestätigt auf Grund von gemäss der Circularverordnung des Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel vom 8. Juni 1895, Nr. 886 gehörig eingeholten Informationen, dass die Sendung Weiss-/Roth- Wein von Herrn Giovanni X., bestimmt zur Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn, bestehend aus 20 Fässern mit den Zeichen G X und den Nummern 250/269 im Gesammtbruttogewichte von 7000 Kilogramm ein Erzeugnis ist der Weingärten im Territorium der Gemeinde Bari (Apulien) und der Nachbargemeinden von . . . . . welche alle einen Theil des neapolitanischen Weinbaugebietes bilden.

Herr Giovanni X, versichert, dass die Versendung erfolgt zu Lande./zur See.

Die Fässer wurden gesiegelt.

Bari, am . . . . . .

L. S.
Visum des k. u. k. österr.-ungar. Consulates:

L. S.
Gemeindevorsteher.

1895 **Anmerkung** des $\frac{\text{Capitäns}}{\text{Stationschefs}}$ für den Fall, als nur ein Theil der Weinsendung zur Versendung gelangt.

$\frac{\text{Der Capitän des Schiffes X}}{\text{Der Vorstand der Eisenbahnstation in X}}$ bestätigt, dass anstatt der vorstehend angegebenen Anzahl Fässer, infolge höherer Gewalt, nur . . . . . Fässer, bezeichnet mit den Nummern . . . . . im Bruttogewichte von . . . . . Kilogramm verladen wurden.

. . . . . am . . . . . $\frac{\text{Der Capitän.}}{\text{Der Stationschef.}}$

Beilage B. 1895

Nr. . . . .

Ursprungszeugnis.

Die königliche Präfectur / Die königliche Unterpräfectur in Bari / Barletta bestätigt auf Grund von gemäss der Circularverordnung des Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel vom 8. Juni 1895, Nr. 886, gehörig eingeholten Informationen, dass die Sendung Weiss- / Roth- Wein des Herrn Giovanni X., bestimmt zur Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn, bestehend aus 20 Fässern mit den Zeichen G X und den Nummern 250/269 im Gesammtbruttogewichte von 7000 Kilogramm ein Erzeugnis ist der Weingärten Apuliens, welches einen Theil des neapolitanischen Weinbaugebietes bildet.

Herr Giovanni X. versichert, dass die Versendung erfolgt zu Lande. / zur See.

Die Fässer wurden gesiegelt.

Bari / Berletta, am . . . . . .

L. S.
Visum der k. u. k. österr.-ungar. Consulates:

L. S.
Präfect. / Unterpräfect.

Verte.

1895 Anmerkung des $\frac{\text{Capitäns}}{\text{Stationschefs}}$ für den Fall, als nur ein Theil der Weinsendung zur Versendung gelangt.

$\frac{\text{Der Capitän des Schiffes X}}{\text{Der Vorstand der Eisenbahnstation in X}}$ bestätigt, dass anstatt der vorstehend angegebenen Anzahl Fässer, infolge höherer Gewalt, nur . . . Fässer, bezeichnet mit den Nummern . . . . . im Bruttogewichte von . . . . . Kilogramm verladen wurden.

. . . . . am . . . . . $\frac{\text{Der Capitän.}}{\text{Der Stationschef.}}$

Beilage C. 1895

Siegelung der Fässer.

In eine zur Hälfte in den Spund, zur anderen Hälfte in die Daube gemachte Vertiefung wird das Siegellack gegeben und hierauf das Siegel in solcher Weise angebracht, dass dessen Aufschrift lesbar ist. Zum Schutze des Siegels vor von aussen kommenden Stössen wird auf die Oeffnung eingefettetes Werg, Baumwolle oder ein anderer geeigneter Stoff gelegt und sodann das Ganze mit einem Blechplättchen bedeckt. Ein grösserer Schutz ist dadurch zu erzielen, dass zu beiden Seiten der Oeffnung oder in geringer Entfernung davon zwei Reifenstücke angebracht werden, wenn nicht vorgezogen wird, diesen Schutz durch ganze Reifen herzustellen. Noch grösser ist der Schutz der Siegel, wenn das Blechplättchen in der Mitte ausgebaucht ist.

Es ist nicht ausgeschlossen, auch solche Compositionen zu verwenden, welche nach Dafürhalten der Interessenten für widerstandsfähiger gelten als Siegellack, woferne diese Art der Siegelung dem Zollamte die Möglichkeit der Ablesung des Siegelabdruckes bietet. Die Siegel sind an alle verspundeten Oeffnungen des Fasses anzubringen.

Beilage D. 1895
Tinenschiff-Certificat.

Nr. . . . .

Ursprungszeugnis.

Der Unterzeichnete bestätigt auf Grund von gemäss der Circularverordnung des Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel vom 8. Juni 1895, Nr. 886, gehörig eingeholten Informationen, dass die Sendung Weiss-/Roth- Wein von Herrn Giovanni X., bestimmt zur Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn, bestehend aus 20 Fässern mit den Zeichen **G X** und den Nummern 250/269 im Gesammtbruttogewichte von 7000 Kilogramm ein Erzeugnis ist der Weingärten im Territorium der Gemeinde Bari (Apulien) und der Nachbargemeinden von . . . . . welche alle einen Theil des neapolitanischen Weinbaugebietes bilden.

Herr Giovanni X. versichert, dass die Versendung erfolgt mit dem Segelschiffe X.

Die Fässer wurden vom Gemeindevorsteher gesiegelt. / dem Zollamte in . . . übergeben.

Bari, am . . . . . .

L. S.
Visum des k. u. k. österr.-ungar. Consulates:

L. S.
Gemeindevorsteher.

Verte.

1895 **Anmerkung des Zollamtes:**

Das Zollamt in . . . . . bestätigt, dass die vorstehend angegebenen Fässer demselben

{ vorschriftsmässig mit dem Siegel des Gemeindevorstehers in . . . . . versehen, übergeben wurden,
vor Ausstellung des Certificates ausgefolgt wurden und von da ab unter hierämtlicher Ueberwachung blieben,

und unter ämtlicher Aufsicht in die nachfolgend verzeichneten Behältnisse des Segelschiffes . . . . . überfüllt wurden:

Anzahl der Behältnisse unter Deck . . . . . / über Deck . . . . . .

Bestimmung: punto franco Triest. / Fiume.

Das Nettogewicht des umgefüllten Weines wurde erhoben mit . . . . . Kilogramm.

Die Behältnisse ober Deck wurden mit dem Siegel des Zollamtes versiegelt.

Die Behältnisse unter Deck wurden versiegelt. / durch Plombierung von . . Luken unter Verschluss genommen.

. . . . . am . . . . . .

L. S.

Der Vorstand des Zollamtes.

Beilage E. 1895
Tinenschiff-Certificat.

Nr. . . . .

Ursprungszeugnis.

Der Unterzeichnete bestätigt auf Grund von gemäss der Circularverordnung des Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel vom 8. Juni 1895, Nr. 886, gehörig eingeholten Informationen, dass die Sendung Weiss-/Roth- Wein von Herrn Giovanni X., bestimmt zur Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn, bestehend aus 20 Fässern mit den Zeichen G X und den Nummern 250/269 im Gesammtbruttogewichte von 7000 Kilogramm ein Erzeugnis ist der Weingärten Apuliens, welches einen Theil des neapolitanischen Weinbaugebietes bildet.

Herr Giovanni X. versichert, dass die Versendung erfolgt mit dem Segelschiffe X.

Die Fässer wurden gesiegelt/dem Zollamte in . . . . . übergeben von der Präfectur./Unterpräfectur.

Bari/Barletta, am . . . . . .

L. S.
Visum des k. u. k. österr.-ungar. Consulates:

L. S.
Präfect.
Unterpräfect.

Verte.

1895 **Anmerkung des Zollamtes:**

Das Zollamt in . . . . . bestätigt, dass die vorstehend angegebenen Fässer demselben

{ vorschriftsmässig mit dem Siegel der { Präfectur / Unterpräfectur } in . . . . . versehen, übergeben wurde
vor Ausstellung des Certificates ausgefolgt wurden und von da ab unter hierämtlicher Ueberwachung blieben }

und unter ämtlicher Aufsicht in die nachfolgend verzeichneten Behältnisse des Segelschiffes . . . . . überfüllt wurden.

Anzahl der Behältnisse unter Deck . . . . . / über Deck . . . . . .

Bestimmung: punto franco Triest. / Fiume.

Das Nettogewicht des umgefüllten Weines wurde erhoben m . . . . . Kilogramm.

Die Behältnisse ober Deck wurden mit dem Siegel des Zollamtes versiegelt.

Die Behältnisse unter Deck wurden versiegelt. / durch Plombirung von . . Luke / unter Verschluss genommen.

. . . . . am . . . . . .

L. S.

Der Vorstand des Zollamtes.

Beilage F. 1895

Zwischenwand- und Lukenverschluss

Die den Laderaum von den Cajüten trennenden Zwischenwände (Schoten) bestehen aus senkrecht gestellten Bohlen, welche vom Deck bis zur Spante und von da bis zum Kiel reichen.

Die einzelnen Bohlen sind mit in zwei wagrechten Reihen angebrachten und von innen vernieteten Nägeln mit Ringen versehen, derart, dass die Ringe lothrecht nicht weniger als 50 Centimeter voneinander abstehen.

Drei starke Ringe müssen an den inneren Schiffsspanten, und zwar am Ende jeder der beiden Reihen befestigt werden, und wird durch diese Ringe eine Schnur oder ein Metalldraht von einem Ende zum andern und von hier wieder zurück zum ersten Ring gezogen werden, woselbst dann die beiden Schnur- oder Drahtenden mit einer Plombe verschlossen werden.

Der Verschluss der Schiffsluken erfolgt derart, dass die Bretter der einzelnen Lukendeckel mit von innen eingeschraubten und von aussen vernieteten Ringen versehen werden. Durch diese wird die Schnur oder der Metalldraht gezogen und, wie bei den Bohlen, mit Plomben geschlossen, wodurch die Bretter lediglich unter einander versichert werden.

Die derart vorgerichteten Lukendeckel werden durch eine Eisenspange verschlusssicher gemacht. Diese Spange greift in zwei an den Deckbalken befestigte Oesen ein; das aufwärtsgebogene Ende dieser Stange wird durch die erste Oese gesteckt, während das andere gelochte Ende in die zweite Oese greift, an welcher sie mittelst eines durchlochten Keiles festgehalten wird, wo das Blei anzulegen kommt. Wenn es zur Sicherheit des zollämtlichen Verschlusses nothwendig erscheint, sind zwei oder mehrere ähnliche Eisenspangen anzubringen.

Gegenstände, welche zur Schiffsausrüstung gehören, dürfen im Falle des Lukenverschlusses im Laderaum nicht untergebracht werden.

1895 **Beilage 2.**

Circular-Erlass des k. und k. Ministeriums des Aeussern an die k. und k. Consularämter in Italien vom 8. Juni 1895, Z. 24373.

Die zollbegünstigte Abfertigung von Weinen aus bestimmten Weinbaugebieten Italiens ist nach den geltenden Normen (Verordnungen vom 10. August und 1. December 1892, sowie vom 1. Februar 1893), neben anderen Bedingungen insbesondere und in erster Linie an die Beibringung von Ursprungszeugnissen geknüpft. Die Ausstellung dieser Zeugnisse erfolgt im Sinne der bestehenden Bestimmungen entweder

a) durch italienische Behörden (Ortsbehörde des Erzeugungsortes oder die in den Verordnungen vom 1. December 1892, beziehungsweise 1. Februar 1893 genannten Präfecturen und Unterpräfecturen), in welchem Falle die Zeugnisse der Vidirung durch das zuständige k. und k. Consularamt bedürfen, oder

b) direct durch die zuständigen k. und k. Consularämter.

Um Unzukömmlichkeiten bei Ausstellung und Verwendung dieser Zeugnisse, sowie die Hinausgabe von nicht ganz regelrechten Documenten zu vermeiden, wird Nachstehendes festgesetzt:

I. ad *a)*. Was die Modalitäten der Ausstellung der Ursprungscertificate durch die italienischen Behörden betrifft, so hat die königlich italienische Regierung die aus der Beilage ersichtlichen Weisungen erlassen.

Bei der Ertheilung des Visums auf den von den italienischen Organen ausgestellten Ursprungszeugnissen haben sich die k. und k. Consularämter gegenwärtig zu halten, dass ihnen nicht nur eine formale Intervention obliegt, sondern dass sie verpflichtet sind, sich über die meritorische Richtigkeit des Falles zu vergewissern.

Diese Zeugnisse werden von der ausstellenden italienischen Behörde unter Anschluss des betreffenden, dazu gehörigen Beweisstückes (Zeugenprotokoll oder schriftliche Erklärung des Weinmaklers oder Bericht des Amtsorganes) direct an das zur Ertheilung des Visums zuständige k. und k. Consularamt eingesendet.

Die Ursprungszeugnisse sind unmittelbar nach Einlangen bei dem k. und k. Consularamte rücksichtlich der in denselben enthaltenen Angaben zu prüfen und, falls sich kein Bedenken ergibt, allsogleich zu vidiren. Nach erfolgter Vidirung hat das Consularamt das vidirte Zeugnis ohne Verzug an die ihm von der Ausstellungsbehörde angegebene Adresse der Partei zu übermitteln, das von der Ausstellungsbehörde

eingesendete Beweisdocument dagegen an letztere rückzu- 1895
senden. In Zweifelsfällen hat das Consularamt von der Ausstellungsbehörde Aufschlüsse zu verlangen und, wenn es dies für nöthig erachtet, sich mit der competenten königlich italienischen Behörde wegen weiters nothwendig werdender Aufklärungen, gegebenenfalls auch wegen Besichtigung der Sendung, ins Einvernehmen zu setzen. Werden dem Consularamte diese Aufklärungen nicht in ausreichendem Maasse gegeben, so hat dasselbe die Ertheilung des Visums zu verweigern. In diesem Falle hat das k. und k. Consularamt das Certificat, sowie das dazugehörige Beweisdocument der zuständigen königlich italienischen Behörde zu der etwa erforderlichen Einleitung des gerichtlichen oder administrativen Verfahrens gegen die Ausstellungsbehörde zu übermitteln.

Da die Ursprungszeugnisse nunmehr von den Ausstellungsbehörden unmittelbar den österreichisch-ungarischen Consulaten einzusenden sind, hat die bisher üblich gewesene Legalisirung der Unterschrift der Sindaci durch die Präfectur oder Subpräfectur zu entfallen. Die k. und k. Consulate erhalten demgemäss den Auftrag, bei der Ertheilung des Visums auf den Ursprungscertificaten für Wein, welche von den Sindaci ausgestellt sind, von der Forderung der Legalisirung durch die Präfectur oder Subpräfectur abzusehen.

Vor Ertheilung des Visums durch das Consularamt ist die Abtransportirung der Weine unstatthaft.

II. ad *b)*. Bei Ausstellung von Ursprungszeugnissen durch die k. und k. Consularämter selbst haben folgende Amtshandlungen platzzugreifen:

Die Zeugnisse sind auf mit Juxten und fortlaufenden Nummern versehenen Formularien auszustellen.

Der Text derselben muss genau der Anlage I entsprechen und rücksichtlich des Ursprunges die Bezeichnung des betreffenden Weinbaugebietes, sowie die Angabe erhalten, dass der Wein in dem engeren Amtsbezirke des Consularamtes erzeugt worden ist.

Die Angaben über den Ursprung der Weine müssen vom Consularamte in gewissenhafter Weise geprüft werden. Der Beweis für die Richtigkeit derselben ist in einer der folgenden drei Arten zu erbringen:

1. Entweder durch Zeugnis dreier vor dem Consularamte protokollarisch einzuvernehmender vertrauenswürdiger Personen,

2. oder durch schriftliche Erklärung eines Weinmaklers darüber, daß der Verkauf des Weines und die Uebergabe desselben in Fässern durch seine Vermittlung stattgefunden haben,

1895 3. oder durch am Einlagerungsorte der betreffenden Weine über deren Ursprung, Beschaffenheit und Menge direct zu pflegende Erhebungen seitens eines Vertreters des Consularamtes.

Damit diese Beweise wirksam controlirt werden können, ist es unbedingt erforderlich, dass die Weine sich zum Zeitpunkt der Ausstellung an einem Orte im engeren Amtsbezirke des Consularamtes befinden.

Die Consularämter haben sich bei ihren Constatirungen mit aller Sorgfalt dessen zu versichern, dass eine Austauschung oder Vermischung mit ausländischem, wenngleich verzolltem Wein nicht stattgefunden hat.

Wenn italienische Weine in Kellern, Magazinen oder Oertlichkeiten lagern, in welchen sich — wenn auch in verschiedenen Abtheilungen — gleichzeitig ausländische, wenngleich verzollte Weine befinden, so ist die Ausstellung des Certificates zu verweigern. Desgleichen ist die Ausstellung eines Ursprungscertificates für jene italienischen Weine unstatthaft, welche in einen italienischen punto franco ausgetreten sind.

Die Fässer sind in allen Fällen durch das Consularamt vor Ausstellung des Ursprungszeugnisses ämtlich zu versiegeln. Rücksichtlich der Anlegung der Siegel gelten die in § 4 der angeschlossenen italienischen Verordnung, sowie die in deren Beilage *C* ersichtlich gemachten Bestimmungen.

Handelt es sich um Sendungen, welchen Analysencertificate beigegeben werden sollen, so hat das Consularamt nach Anleitung der Bestimmungen in der Beilage die Muster zu entnehmen, zu siegeln und dem competenten, zur Vornahme der Analyse ermächtigten italienischen Institute zu senden.

Bevor das Consularamt das ausgestellte Ursprungscertificat sammt den etwa vorgelegten Beweisdocumenten der Partei übergibt, hat es diese Documente mit dem Amtsstempel und der Nummer des Ursprungszeugnisses zu versehen.

III. Die ausnahmsweise Versendung von Wein in Tinenschiffen ist nur für jene Weine zulässig, welche bestimmt sind, in den punti franchi von Triest oder Fiume unter ämtlicher Controle in Fässer umgefüllt zu werden. Für diese Versendungsart sind besondere Ursprungszeugnisse vorgesehen, und zwar für die von der Ortsbehörde des Erzeugungsortes, beziehungsweise von den hierzu befugten Präfecturen (Unterpräfecturen) auszustellenden Certificate die Formularien *D* und *E* der bezogenen italienischen Verordnung, für die durch die k. und k. Consularämter auszustellenden Certificate das beigeschlossene Formular II. Die italienischen Ausstellungsbehörden haben hierbei bezüglich der Versiegelung der Fässer,

der Ausstellung der Ursprungscertificate und der Vidirungs- 1895
veranlassung derselben, sowie auch die Consularämter bezüglich der Ertheilung des Visums, beziehungsweise der Ausstellung des Ursprungszeugnisses und der Siegelung der Fässer genau so vorzugehen, wie bei den in Fässern zu transportirenden Weinen.

Bei diesen Sendungen ist es auch zulässig, die Fässer unversiegelt zum Tinenschiffe behufs Ueberfülluug zu bringen. In diesem Falle muss aber die italienische Ausstellungsbehörde, beziehungsweise das Consularamt, die Weinsendung vor Ausstellung des Ursprungscertificates am Orte der Lagerung dem italienischen Zollamte übergeben, welch letzteres dieselbe von diesem Augenblicke ab in Ueberwachung nimmt.

Nach Ertheilung des Visums, beziehungsweise Ausstellung des Ursprungszeugnisses sendet das Consularamt das Ursprungszeugnis an das mit der Ueberwachung der Weinsendung und der Vornahme der weiteren Controlen betraute königlich italienische Austrittszollamt.

IV. Die Ausstellung und Vidirung der Ursprungscertificate erfolgt durch die k. und k. Consularämter gebührenfrei. Besondere Auslagen, welche aus Anlass der Ausstellung der Ursprungszeugnisse durch die k. und k. Consularämter denselben erwachsen, sind hingegen von den Parteien zu vergüten.

V. Wenn beim Abtransporte einer durch ein Ursprungszeugnis gedeckten Sendung von Wein in Fässern wegen Mangels an Laderaum einzelne Fässer zurückbleiben, so wird der Schiffscapitän oder der Vorstand der Eisenbahnstation a tergo des Ursprungscertificates die wirklich auf das Schiff oder die Eisenbahn verladene Menge anmerken. Für die zurückgebliebenen Fässer können neue Ursprungscertificate ohne weitere Erhebungen in dem Falle ausgestellt werden, als die Siegel der Fässer unverletzt sind.

VI. Die Ausfertigung von Duplicaten von Ursprungszeugnissen kann nur ausnahmsweise und über besonders zu motivirendes Ansuchen der Partei durch die Ausstellungsbehörde des Originales (Gemeindevorsteher, Präfectur, Unterpräfectur oder Consularamt) erfolgen und haben die Duplicate, welche ebenfalls aus dem Juxtenregister zu entnehmen sind, die deutliche Bezeichnung „Duplicat", sowie die Angabe der Nummer des Originalzeugnisses zu enthalten.

Derlei von einer italienischen Behörde ausgestellte Duplicate bedürfen ebenfalls der Vidirung des zuständigen Consularamtes.

VII. Zur Vidirung der Ursprungszeugnisse sind jene k. und k. Consularämter competent, in deren engerem Amtsbezirke die italienische Ausstellungsbehörde gelegen ist; zur

1895 Ausfertigung von Ursprungszeugnissen sind jene k. und k. Consularämter competent, zu deren engerem Amtsbezirk der Erzeugungsort des Weines gehört.

VIII. Die k. und k. Consularämter haben am ersten eines jeden Monates dem k. k. österreichischen und dem königlich ungarischen Handelsministerium unmittelbar Ausweise über die Anzahl der von ihnen im Vormonate

a) vidirten und

b) ausgefertigten Ursprungszeugnisse,

sowie über die Weinmengen, auf welche sich die Certificate beziehen, vorzulegen.

Ist eine derartige Amtshandlung nicht vorgekommen, so ist eine Fehlanzeige zu erstatten.

Ueber vorgekommene Ausstellung oder Vidirung von Duplicaten haben dieselben den k. k. österreichischen, beziehungsweise dem königlich ungarischen Finanzministerium umgehend Anzeige zu erstatten.

IX. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Circulares sind auf alle jene Sendungen italienischen Weines anzuwenden, welche mit Ursprungscertificaten abgehen, die *vom 1. Juli 1895* angefangen zur Ausstellung gelangen. Dagegen sind jene italienischen Weinsendungen, welche mit Ursprungszeugnissen abgehen, die vor diesem Zeitpunkte ausgestellt wurden, nach den bisherigen Bestimmungen zu behandeln.

Anlage I. 1895

Nr. . . . .

Ursprungszeugnis.

Der Unterzeichnete bestätigt auf Grund von gemäss des Circularerlasses des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 8. Juni 1895, Nr. 24373, gehörig eingeholten Informationen, dass die Sendung Weiss-/Roth- Wein von Herrn Giovanni X., bestimmt zur Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn, bestehend aus 20 Fässern mit den Zeichen G X und den Nummern 250/269 im Gesammtbruttogewichte von 7000 *kg* ein Erzeugnis der im Consularsprengel gelegenen Weingärten ist, welche einen Theil des neapolitanischen Weinbaugebietes bilden.

Herr Giovanni X. versichert, dass die Versendung erfolgt zu Lande. / zur See.

Die Fässer wurden gesiegelt.

. . . . . am . . . . . .

L. S.

Der k. u. k. österr.-ungar. . . . . Consul.

Verte.

1895 **Anmerkung des $\frac{\text{Capitäns}}{\text{Stationschefs}}$ für den Fall, als nur ein Theil der Weinsendung zur Versendung gelangt.**

$\frac{\text{Der Capitän des Schiffes X}}{\text{Der Vorstand der Eisenbahnstation in X}}$ bestätigt, dass anstatt der vorstehend angegebenen Anzahl Fässer, in Folge höherer Gewalt, nur . . . . . Fässer, bezeichnet mit den Nummern . . . . . im Bruttogewichte von . . . . . *kg* verladen wurden.

. . . . . am . . . . . .

$\frac{\text{Der Capitän.}}{\text{Der Stationschef.}}$

Bestimmungen über die Entnahme von Mustern italienischer Weine. 1895

Aus jedem einzelnen Fass, dessen Inhalt vorerst ausgiebig zu schütteln und durchzumischen ist, wird mittelst des Hebers oder der Pipette ein Weinmuster gezogen.

Die Menge der zu entnehmenden Probe soll im Verhältnis zum Rauminhalte eines jeden Fasses stehen. Die derartig entnommenen Proben aus allen jenen Fässern, welche Wein von ein und derselben Beschaffenheit enthalten, sind untereinander gut durchzumischen; von dieser Mischung sind zwei Flaschen von je einem Liter Fassungsgehalt zu füllen.

Die Flaschen müssen gut verschlossen und mit dem Siegel des Consularamtes, welches die Muster gezogen hat, sowie mit jenem des Exporteurs verschlossen werden.

Die zwei Probeflaschen sind an das mit der Vornahme der Analyse betraute italienische Institut zu senden.

Unmittelbar nach Entnahme der Muster hat das Consularamt die Fässer zu versiegeln. (Vergleiche Beilage *C* der Verordnung der italienischen Regierung.)

Das Begleitschreiben, mit welchem die Muster an das mit der Vornahme der Analyse betraute Institut einzusenden sind, hat alle Angaben*) zu enthalten, welche zur Ausstellung des Analysencertificates nothwendig sind.

---

*) Diese Angaben bestehen in Folgendem:

1. Name des Absenders: . . . . . .
2. Ort der Absendung: . . . . . .
3. Name und Wohnort des Empfängers: . . . . . (Diese Angabe kann auch entfallen.)
4. Bezeichnung des Productionsortes, eventuell der Weinsorte: . . . . . .
5. Aufschrift des Siegels der Probeflasche: . . . . . .
6. *a)* Bruttogewicht der Sendung: . . . . . .
   b) Zahl der Fässer: . . . . . .
   c) Zeichen und Siegel der Fässer: . . . . . .

Anlage II. 1895
Tiuenschiffcertificat.

Nr. . . . .

Ursprungszeugnis.

Der Unterzeichnete bestätigt auf Grund von gemäss des Circularerlasses des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 8. Juni 1895, Nr. 24373, gehörig eingeholten Informationen, dass die Sendung Weiss-/Roth- Wein von Herrn Giovanni X., bestimmt zur Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn, bestehend aus 20 Fässern mit den Zeichen G X und den Nummern 250/269 im Gesammtbruttogewicht von 7000 *kg* ein Erzeugnis der im Consularsprengel gelegenen Weingärten ist, welche einen Theil des neapolitanischen Weinbaugebietes bilden.

Herr Giovanni X. versichert, dass die Versendung erfolgt mit dem Segelschiffe X.

Die Fässer wurden vom k. u. k. . . . Consul gesiegelt/dem Zollamte in . . . . übergeben.

. . . . . am . . . . . .

L. S.

Der k. u. k. österr.-ungar. . . . . Consul.

Verte.

1895 **Anmerkung des Zollamtes:**

Das Zollamt in . . . . . bestätigt, dass die vorstehend angegebenen Fässer demselben $\frac{\text{vorschriftsmässig mit dem Siegel des k. u. k.}}{\text{vor Ausstellung des Certificates ausgefolgt wurden}}$ . . . . . Consulates in . . . . . versehen, übergeben wurden, und von da ab unter hieramtlicher Ueberwachung blieben, und unter ämtlicher Aufsicht in die nachfolgend verzeichneten Behältnisse des Segelschiffes . . . . . überfüllt wurden:

Anzahl der Behältnisse $\frac{\text{unter Deck . . . . . .}}{\text{über Deck . . . . . .}}$

Bestimmung: punto franco $\frac{\text{Triest.}}{\text{Fiume.}}$

Das Nettogewicht des ungefüllten Weines wurde erhoben mit . . . *kg.*

Die Behältnisse ober Deck wurden mit dem Siegel des Zollamtes versiegelt.

Die Behältnisse unter Deck wurden $\frac{\text{versiegelt.}}{\text{durch Plombirung von . . . . .}}$ Luken unter Verschluss genommen.

. . . . . am . . . . . .

L. S

Der Vorstand des Zollamtes.

2296. 1895

2 mars/18 février 1895.

Convention entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie pour la modification de certains articles de la convention du Pruth du 15/3 décembre 1866. Conclue à Bucarest. Ratifiée à Schönbrunn, le 13 septembre 1895, les ratifications échangées à Bucarest, le 3 octobre/21 septembre 1895.

R. G. Bl. 1895, Nr. 170.

Convention vom 2. März (18. Februar) 1895 zur Abänderung einzelner Bestimmungen der Stipulationen vom 3./15. December 1866 (R. G. Bl. Nr. 69 ex 1870) in Betreff der Schifffahrt auf dem Pruth.

(Geschlossen zu Bukarest am 2. März (18. Februar) 1895, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Schönbrunn am 13. September 1895, worüber die gegenseitige Auswechslung der Ratificationen am 3. October (21. September) 1895 zu Bukarest stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum ad commutandos aliquos articulos conventionis cum Russia et Romania initae navigationem in flumine Pruth tractantis, inter Austriam-Hungariam ab una parte et Russiam atque Romaniam, quorum regiminum plenipotentiarii consiliis desuper habitis intererant, ab altera parte conventio in urbe Bucarest die 2. Martii 1895 inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi de Roumanie, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant jugé nécessaire d'apporter certaines modifications à la Convention du 3/15 décembre 1866, concernant la navigation du Pruth, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

1895 Son Excellence Monsieur Rodolphe Comte Welsersheimb. Son Conseiller intime et Chambellan, Chevalier de Ses Ordres de Léopold et de Francois-Joseph, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence Monsieur Alexandre N. Lahovari, Grand' Croix de Son Ordre de la Couronne de Roumanie, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de Léopold d'Autriche, etc., etc., Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Son Excellence Monsieur Nicolas de Fonton, Son Conseiller intime et Maître de la Cour, Chevalier de Ses Ordres de St. Vladimir de 2me classe, de Ste. Anne et de Ste. Anne et de St. Stanislas de 1re classe, Grand' Croix de l'Ordre Royal de la Couronne de Roumanie, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

Lequels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article I.

Les articles 2, 17, 20, 29, 30, 31 et 32 de la Convention conclue à Bucarest, le 3/15 décembre 1866 concernant la navigation du Pruth, sont modifiés de la manière suivante:

Article 2. Dans le but exclusif de couvrir les frais des travaux d'amélioration du fleuve et ceux de l'entretien de la navigabilité en général, une taxe d'un taux convenable sera imposée à la navigation et perçue soit à l'embouchure du Pruth dans le Danube, soit à Ungheni-Russe. Outre cette taxe unique, aucun autre droit, quel que soit son nom et son origine, ne pourra être prélevé sur la navigation, sauf les cas prévus à l'article 18.

Article 17. Il ne sera construit, sur l'une ou sur l'autre des rives du fleuve, soit par une administration publique, soit par des compagnies de commerce, de navigation ou autres, soit enfin par des particuliers, aucun pont, débarcadère, quai, échelle ou autres établissements de même nature dont les plans n'auraient pas été communiqués à la Commission mixte et reconnus comme ne pouvant compromettre en rien les effets des travaux d'amélioration.

Article 20. Conformément aux articles 2 et 7 du présent acte, la Commission mixte du Pruth arrêtera un tarif des taxes de navigation qui doivent être prélevées soit à son embouchure, soit à Ungheni-Russe pour le remboursement des

frais d'amélioration. Ce tarif, après avoir reçu l'approbation 1895
des Gouvernements, sera joint à cet acte pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Article 29. Les bâtiments, radeaux, etc., naviguant sur le Pruth, ne seront soumis à aucune mesure sanitaire tant qu'il ne régnera dans les provinces riveraines du Pruth ou dans celles du Danube avoisinant le Pruth, ni choléra, ni peste, ni aucune autre maladie particulièrement dangereuse par son caractère épidémique.

Tout bâtiment, radeau, etc., s'arrêtant à une escale, est tenu de produire à l'autorité locale sa patente de santé.

Article 30. Dans le cas où l'une des maladies épidémiques mentionnées dans l'article précédent viendrait à éclater dans les provinces riveraines du Pruth ou dans celles du Danube avoisinant le Pruth, les Gouvernements des Etats riverains — outre les mesures générales que chacun d'eux jugerait nécessaire de prendre, conformément à ses lois, à l'intérieur du pays — s'engagent à établir, suivant la nécessité, une ou plusieurs stations sanitaires dans les escales du Pruth. Le nombre de ces stations ainsi que la localité où elles seront établies, sera communiqué à la Commission mixte par chaque Etat riverain.

Ces stations seront pourvues de tout le personnel et le matériel nécessaires:

1° Pour servir à la désinfection des bateaux contaminés, des voyageurs, des équipages et de leurs effets;

2° Pour isoler et soigner les malades atteints de maladies contagieuses et ceux qui présenteraient des symptômes suspects, que les bateaux devraient laisser en traitement.

Des mesures seront également prises à bord des bâtiments en vue de la constatation et de l'isolement des malades et à l'effet de prévenir la contamination des eaux de la rivière.

Un règlement spécial pour l'application de ces principes sera élaboré par la Commission mixte, sous réserve de l'approbation des Gouvernements respectifs. On recommande comme base les règlements allemands de 1892 concernant le régime sanitaire des voies fluviales.

Article 31. La perception des droits ne pourra s'effectuer qu'à l'embouchure du Pruth dans le Danube ou à Ungheni-Russe et elle ne devra gêner en rien le mouvement de la navigation.

Article 32. Un poste roumain sera placé à l'embouchure du Pruth et un poste russe sera placé à Ungheni-Russe pour prêter main-forte, en cas d'opposition, aux commissaires, à l'inspecteur de la navigation ainsi qu'aux agents chargés de la perception.

1895 Article II.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en triple expédition, à Bucarest, le deux mars (dix-huit février), mil huit cent quatre-vingt-quinze.

(L. S.) *Welsersheimb* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.
(L. S.) *N. de Fonton* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, Seine Majestät der König von Rumänien und Seine Majestät der Kaiser aller Reussen haben in der Erkenntnis der Nothwendigkeit, einzelne Abänderungen an der Convention vom 3./15. December 1866 in Betreff der Schifffahrt auf dem Pruth vorzunehmen, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc., Apostolischer König von Ungarn:

Seine Excellenz den Herrn Rudolf Grafen Welsersheimb, Seinen Geheimen Rath und Kämmerer, Ritter des Leopold- und des Franz Joseph-Ordens u. s. w., Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König von Rumänien;

Seine Majestät der König von Rumänien:

Seine Excellenz den Herrn Alexander N. Lahovari, Grosskreuz Seines Ordens der Krone von Rumänien, Grosskreuz des k. österreichischen Leopold-Ordens u. s. w., Seinen Minister und Staatssekretär im Ministerium des Aeussern;

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen:

Seine Excellenz den Herrn Nikolaus von Fonton, Seinen Geheimen Rath und Hofmeister, Ritter Seines Sct. Wladimir-Ordens zweiter Classe, Seines Sct. Annen- und Sct. Stanislaus-Ordens erster Classe, Grosskreuz des k. Ordens der Krone von Rumänien u. s. w., Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König von Rumänien;

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und geziemender Form befundenen Vollmachten über Folgendes übereingekommen sind:

Artikel I.

Die Artikel 2, 17, 20, 29, 30, 31 und 32 der zu Bukarest am 3./15. December 1866 abgeschlossenen Convention in Be-

treff der Schifffahrt auf dem Pruth werden in folgender Weise 1895
abgeändert:

Artikel 2. Ausschliesslich zum Zwecke der Kostenbedeckung für die Arbeiten zur Meliorirung des Flusses und zur Erhaltung der Schiffbarkeit im allgemeinen wird eine Taxe in einem entsprechenden Betrage auf die Schifffahrt gelegt und entweder an der Mündung des Pruth in die Donau oder in Russisch-Ugheni eingehoben werden. Ausser dieser einzigen Taxe wird keine andere Gebühr, welchen Namen oder Ursprung sie auch habe, von der Schifffahrt erhoben werden dürfen, mit Ausnahme der im Artikel 18 vorgesehenen Fälle.

Artikel 17. Es werden an keinem der beiden Flussufer, weder durch eine öffentliche Verwaltung, noch durch Handels-, Schifffahrts- oder andere Gesellschaften, noch endlich durch Private, Brücken, Ausladebrücken, Quais, Schiffsbrücken oder andere Herstellungen derselben Art errichtet werden, deren Pläne nicht früher der Gemischten Commission mitgetheilt und den Zwecken der Verbesserungsarbeiten in keiner Weise abträglich erkannt worden sind.

Artikel 20. Im Sinne der Artikel 2 und 7 der gegenwärtigen Acte wird die Gemischte Pruth-Commission einen Tarif der Schifffahrtstaxen festsetzen, welche entweder an dessen Mündung oder in Russisch-Ungheni zur Vergütung der Kosten der Verbesserungsarbeiten einzuheben sind. Dieser Tarif wird, nachdem er die Genehmigung der Regierungen erlangt hat, dieser Acte beigeschlossen werden, und dieselbe Kraft und Wirksamkeit haben, als wenn er einen integrirenden Theil derselben bilden würde.

Artikel 29. Die den Pruth befahrenden Schiffe, Flösse u. dgl. werden insolange keinerlei sanitärer Maassnahme unterworfen, als in den Uferprovinzen des Pruth, sowie in den dem Pruth zunächst liegenden Uferprovinzen der Donau weder Cholera, noch Pest, noch irgend eine andere speciell durch ihren epidemischen Charakter besonders gefährliche Krankheit herrscht.

Jedes Schiff, Floss u. dgl., welches an einem Landungsplatze anlegt, ist verpflichtet, der Ortsbehörde seinen Gesundheitspass vorzulegen.

Artikel 30. Für den Fall, dass eine der im vorstehenden Artikel erwähnten epidemischen Krankheiten in den Uferprovinzen des Pruth oder in den dem Pruth zunächst liegenden Uferprovinzen der Donau ausbräche, verpflichten sich die Regierungen der Uferstaaten — abgesehen von den allgemeinen Maassregeln, welche jede derselben den betreffenden Landesgesetzen gemäss im Innern des Landes zu ergreifen für nothwendig erachten sollte — je nach der sich ergebenden

1895 Nothwendigkeit eine oder mehrere Sanitätsstationen in d Landungsplätzen des Pruth zu errichten. Die Zahl dies Stationen, sowie deren Aufstellungsort wird von jedem Ufe staate der Gemischten Pruthcommission mitgetheilt.

Diese Stationen werden mit dem erforderlichen Persona und Materiale ausgestattet, um:

1. Zur Desinfection der verseuchten Schiffe, der Reisende der Schiffsmannschaften und ihrer Effecten zu dienen.

2. Jene Kranken zu isoliren und zu pflegen, welche vo ansteckenden Krankheiten ergriffen sind, oder an denen ve dächtige Symptome wahrzunehmen sind und die von de Schiffen zur Behandlung zurückgelassen werden müssten.

In gleicher Weise sind an Bord der Schiffe Maassrege zu ergreifen, um die Erkrankungen zu constatiren und d Isolirung der Kranken durchzuführen, sowie um der Ve seuchung des Flusswassers vorzubeugen.

Für die Anwendung dieser Grundsätze ist, vorbehaltli der Genehmigung seitens der betreffenden Regierungen, dur die Gemischte Commission ein besonderes Reglement ausz arbeiten. Als Grundlage hiefür werden die deutschen, d sanitätspolizeiliche Überwachung der Wasserstrassen betre fenden Reglements aus dem Jahre 1892 empfohlen.

Artikel 31. Die Einhebung der Gebühren darf nur an d Mündung des Pruth in die Donau oder in Russisch-Unghe stattfinden, und die Schifffahrtsbewegung in keiner Weis belästigen.

Artikel 32. Ein rumänischer Posten wird an der Mü dung des Pruth und ein russischer Posten in Russisch-Unghe aufgestellt werden, um im Falle einer Widersetzlichkeit de Commissären, dem Schifffahrtsinspector, sowie den mit de Einhebung betrauten Organen bewaffneten Beistand zu leiste

Artikel II.

Die gegenwärtige Convention wird ratificirt und die R tificationsurkunden werden sobald als möglich zu Bukare ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigte die Convention unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

Geschehen zu Bukarest in dreifacher Ausfertigung a 2. März (18. Februar) 1895.

(L. S.) *Welsersheimb* m. p. (L. S.) *Al. Lahovari* m. p.

(L. S.) *N. de Fonton* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis huius stipulationibu illas ratas gratasque habere profitemur, verbo Nostro Caes reo et Regio spondentes, Nos ea, quae in illis continentu

fideliter executioni mandaturos esse. In quarum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro appresso muniri jussimus. 1895

Dabantur in Schönbrunn, die tertio decimo mensis Septembris anno Domini Millesimo octingentesimo nonagesimo quinto, Regnorum Nostrorum quadragesimo septimo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium

Adolphus a Plason de la Woestyne m. p.

Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Die vorstehende Convention wird nach erfolgter Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Wien, am 7. November 1895.

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2297.

4 mai 1895.

Ordonnance du Ministère des finances et du commerce portant modification des dispositions de la position „graisse" de la liste alphabétique du tarif douanier.

R. G. Bl. 1895, Nr. 73.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 4. Mai 1895, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses beim Schlagworte „Fette".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird nachstehende Abänderung der Anmerkung 4 zum Schlagworte „Fette" des alphabetischen Waarenverzeichnisses verfügt:

An Stelle der Worte: „von mehr oder minder butterartiger Consistenz" ist zu setzen: „welche bei der Temperatur von 12° R. Consistenz behalten."

Am Schlusse der Anmerkungen 4 und 7 ist jedesmal der Beisatz zu machen: „Wegen Untersuchung auf den Aggregatzustand siehe die besondere Instruktion."

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

1895

2298.

25 mai 1895.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce portant modification de l'article 10 de l'ordonnance du 1 septembre 1883 et de l'ordonnance du 2 août 1890 relatives à certaines mesures de sureté introduites dans le transport des passagers sur mer.

R. G. Bl. 1895, Nr. 75.

Verordnung des Handelsministeriums vom 25. Mai 1895, womit der Artikel 10 der Verordnung vom 1. September 1883 (R. G. Bl. Nr. 143), betreffend Sicherheitsvorschriften für Seeschiffe, welche Reisende befördern, abgeändert und die Verordnung vom 2. August 1890 (R. G. Bl. Nr. 159), betreffend eine Abänderung dieses Artikels, aufgehoben wird.

Der Artikel 10 der Verordnung des Handelsministeriums vom 1. September 1883 (R. G. Bl. Nr. 143), womit Sicherheitsvorschriften für Seeschiffe, welche Reisende befördern, erlassen werden, hat nunmehr zu lauten, wie folgt:

Artikel 10.

„Auf Schiffen, welche Reisende befördern, dürfen Häute, Knochen, Hadern, Schwefelsäure, Sprite, Petroleum, Steinkohlen, Zündwaaren (Zündhölzchen und Zündkerzchen) nur in eigens hierzu bestimmten, von den Passagierräumen streng getrennten Magazinen geladen werden.

Petroleum wird auf Dampfern, welche längs der Küste verkehren, in kleineren Mengen zur Verladung auf Deck zugelassen, wenn die Sendungen mit Persenningen verdeckt, vom Passagierraume abgesondert und vom Kaminmantel, sowie von der Schiffsküche genügend weit entfernt untergebracht werden.

Unter denselben Bedingungen ist die Verladung auch einer im Verhältnisse zum verfügbaren Raume und zur Tragfähigkeit des Schiffes grösseren Menge von Petroleum auf Deck gestattet, wenn das Petroleum in Blechbehältern verwahrt ist; die in diesem Falle verladene Menge darf jedoch 1500 Kilogramm nicht übersteigen.

Zündwaaren müssen in der Regel in Blechbehältern, welche in Holzkisten liegen, verpackt sein; im Verkehre an den europäischen Küsten, dann innerhalb des Mittelländischen und Schwarzen Meeres ist jedoch deren Transport auch in starken, widerstandsfähigen Holzkisten mit gezahnten Stirn-

seiten oder in anderen festgefügten Behältern aus Holz 1895
zulässig.

Zündwaaren dürfen nicht mit Spriten, Petroleum und anderen leicht brennbaren Gütern in demselben Magazine geladen sein.

Lebende Thiere dürfen auf den erwähnten Schiffen nur in Räumen untergebracht werden, welche von jenen der Passagiere ganz abgesondert sind; deren Beförderung auf Deck ist unter der Bedingung gestattet, dass damit keine Belästigung der Reisenden und keine Einschränkung des für die letzteren bestimmten Raumes verbunden sei.

Schiesspulver, Patronen für Feuerwaffen, gefüllte Geschosse und gefüllte Zündhütchen, dann Zündstoffe (Blaufeuer, Raketen u. dgl.) sind beim Transporte in abgesonderten, die Hintanhaltung jeder Gefahr sichernden Räumen entsprechend zu verwahren und können in einer den Bedarf des Schiffes übersteigenden Menge nur mit von Fall zu Fall einzuholender behördlicher Bewilligung befördert werden.

Andere Stoffe und Gegenstände, welche gefährliche Explosionen herbeiführen können, namentlich Dynamit, Schwefelkohlenstoff, rohe Mineralöle u. dgl. sind von der Beförderung ausgeschlossen."

Diese Abänderung tritt mit dem Tage der Kundmachung der gegenwärtigen Verordnung in Wirksamkeit.

Die Verordnung vom 2. August 1890 (R. G. Bl. Nr. 159) wird hiermit ausser Kraft gesetzt.

Wurmbrand m. p.

2299.

6 juin 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture relative au traitement douanier des sels d'engrais.

R. G. Bl. 1895, Nr. 77.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 6. Juni 1895, betreffend die Einfuhr von Dungsalzen (Abraumsalzen und Abfallsalzen der Fabriken und Salzsudwerke und von künstlichen Düngungsmitteln aus Salzgemengen) zu landwirthschaftlichen Düngungszwecken.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird der im Abschnitte I der Ministerialverordnung vom 13. August 1892 (R. G. Bl. Nr. 138, V. Bl.

1895 Nr. 41), beziehungsweise der Durchführungsvorschrift zu derselben festgesetzte Maximalgehalt an Chlornatrium, welchen — von den Kali-Rohsalzen abgesehen — alle anderen Abfallsalze und künstlichen Düngungsmittel aus Salzgemengen bei der nach den Bestimmungen in den Abschnitten I bis III der vorerwähnten Durchführungsvorschrift, sowie der Ministerialverordnung vom 19. Juni 1894 (R. G. Bl. Nr. 134, V. Bl. Nr. 25) erfolgenden Einfuhr haben dürfen, von zwanzig auf fünfundzwanzig Procente erhöht.

Zugleich wird angeordnet, dass bei den nach den ebencitirten Bestimmungen zur Einfuhr gelangenden Dungsalzsendungen von der im Abschnitte I, Punkt 4 vorerwähnter Durchführungsvorschrift bisher vorgeschriebenen Anlegung des gefällsämtlichen Verschlusses bis auf Weiteres Umgang zu nehmen ist.

Infolge dessen entfällt diesfalls künftighin auch die unter Punkt 5 des Abschnittes I jener Durchführungsvorschrift sowie unter Alinea 10 der obcitirten Ministerialverordnung vom Jahre 1894 vorgesehene Amtshandlung der Abnahme des gefällsämtlichen Verschlusses an den Dungsalzsendungen durch die hierzu competenten Finanzorgane.

Dagegen bleiben diese letzteren auch fernerhin berechtigt, von dem richtigen Eintreffen einer zum Eintritte über die Zolllinie abgefertigten derartigen Dungsalzsendung am Verwendungs-, beziehungsweise Bestimmungsorte sich zu überzeugen. Zu diesem Behufe hat einerseits der Besteller einer solchen Dungsalzsendung sofort nach deren Eintreffen am Verwendungs-, beziehungsweise Bestimmungsorte hiervon stets das zuständige Finanzorgan (welches, ebenso wie der Verwendungs-, beziehungsweise Bestimmungsort im Bestellscheine anzugeben ist) schriftlich in Kenntnis zu setzen, und andererseits das Zollamt, über welches eine solche Dungsalzsendung eintritt, gleichzeitig mit der Eingangsabfertigung derselben den zugehörigen „Bestellschein" nach wie vor als Aviso an jenes Finanzorgan einzusenden.

Sollte binnen 48 Stunden nach erfolgter Anmeldung des Eintreffens einer Dungsalzsendung am Verwendungs-, beziehungsweise Bestimmungsorte kein Finanzorgan daselbst erscheinen, so kann der Besteller ohne Weiteres mit der gestatteten Verwendung, beziehungsweise Vertheilung der Sendung an die bezugsberechtigten Landwirthe vorgehen.

Die vorstehenden Bestimmungen treten mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p. *Falkenhayn* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

2300.

1895

8 juin 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture sur le traitement en douane des vins de San Severo et de Barletta.

R. G. Bl. 1895, Nr. 72.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 8. Juni 1895, betreffend die Zollbehandlung der mit Ursprungszeugnissen von San Severo und Barletta zur Einfuhr gelangenden Weine.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königl. ungarischen Ministerien wird die Ministerialverordnung vom 20. Januar 1895 (R. G. Bl. Nr. 16), wonach die Anerkennung der Giltigkeit der für Wein in Fässern in San Severo und Barletta ausgestellten Ursprungszeugnisse von Fall zu Fall der Entscheidung des Finanzministeriums vorbehalten wurde, hiemit aufgehoben. Für diese Ursprungszeugnisse haben nunmehr dieselben Bestimmungen, wie für alle anderen in Italien zur Ausstellung gelangenden derlei Ursprungszeugnisse zu gelten.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Plener m. p. *Wurmbrand* m. p. *Falkenhayn* m. p.

2301.

9 juin 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture sur les mesures contre le pneumo-entérite.

R. G. Bl. 1895, Nr. 79.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Justiz, des Handels und des Ackerbaues vom 9. Juni 1895, betreffend die Abwehr und Tilgung der Schweinepest (Schweineseuche).

Auf Grund der Bestimmung des § 1 des allgemeinen Thierseuchengesetzes vom 29. Februar 1880 (R. G. Bl. Nr. 35) findet das Ministerium des Innern im Einvernehmen mit den Ministerien der Justiz, des Handels und des Ackerbaues die Schweinepest (Schweineseuche) unter die im 1. Absatze des bezogenen Paragraphen dieses Gesetzes angeführten ansteckenden Thierkrankheiten aufzunehmen und haben auf

1895 diese Epizootie die Bestimmungen der Abschnitte I, II, III, V, VI, VII und VIII dieses Gesetzes und der dazu erlassenen Durchführungsverordnung (R. G. Bl. Nr. 36), sowie die Strafbestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 51) und die Ministerialverordnung vom 8. December 1886 (R. G. Bl. Nr. 172), insoferne durch dieselbe die Bestimmungen der Durchführungsverordnung vom 12. April 1880 (R. G. Bl. Nr. 36) zum § 18 des allgemeinen Thierseuchengesetzes vom 29. Februar 1880 (R. G. Bl. Nr. 35) abgeändert worden sind, Anwendung zu finden.

Ausserdem werden zur Abwehr und Tilgung dieser Krankheit, deren Erscheinungen unter Einem bekannt gegeben werden, insbesondere noch folgende Anordnungen getroffen.

§ 1.

Sobald über den Ausbruch oder Verdacht der Schweinepest (Schweineseuche) nach §§ 15 und 16 des Gesetzes vom 29. Februar 1880 (R. G. Bl. Nr. 35), betreffend die Abwehr und Tilgung ansteckender Thierkrankheiten, die pflichtgemässe Anzeige an den Gemeinde- (Gutsgebiets-) Vorsteher erstattet wird, oder derselbe von dem Auftreten dieser Seuche oder von den den Verdacht auf den Bestand derselben erregenden krankhaften Erscheinungen oder Todesfällen unter den Schweinen auf irgend eine Weise Kenntnis erlangt, hat derselbe unverzüglich an die politische Bezirksbehörde unter Angabe der bekannt gewordenen bezüglichen Verhältnisse die Anzeige zu erstatten, sofort die thunlichste Absonderung der noch gesunden von den bereits erkrankten Schweinen zu veranlassen, jeden Verkehr mit Schweinen aus oder nach dem betreffenden Gehöfte zu untersagen und somit die Stallsperre zu verfügen.

§ 2.

Die politische Bezirksbehörde hat nach erhaltener Anzeige ohne Verzug den beamteten Thierarzt und in dessen Verhinderung den der verseuchten Gemeinde zunächst domicilirenden Thierarzt zur Erhebung, insbesondere Ermittelung der Quelle der Seucheneinschleppung und zur Einleitung der veterinärpolizeilichen Massregeln abzuordnen.

§ 3.

Pestkranke oder der Pest verdächtige Schweine sind von den gesunden thunlichst infectionssicher abzusondern und die verseuchten Ställe und Standorte, bei Verbreitung der Seuche über mehrere Gehöfte einer Ortschaft oder Gemeinde auch die ganze Ortschaft oder Gemeinde, gegen die Ein- und Ausfuhr von Schweinen abzusperren.

Die gesperrten Gehöfte sind durch Tafeln, auf welchen 1895
die herrschende Seuche („Schweinepest") in deutlicher und auffällig grosser Schrift zu verzeichnen ist, zu kennzeichnen.

Ortschaften, über welche die Ortssperre verhängt wird, sind durch an deren Ein- und Ausgängen aufzustellende Warnungstafeln mit gleicher Aufschrift und dem Beisatz „Ortssperre gegen Ein- und Ausfuhr von Schweinen" als verseucht zu bezeichnen.

Beim Auftreten der Schweinepest in einer Ortschaft ist der gemeinschaftliche Weidegang und die gemeinschaftliche Schwemme auch für anscheinend gesunde Schweine zu verbieten.

Der Besitzer hat für die kranken Schweine eigene Wärter, welche mit gesunden Schweinen nicht in Berührung kommen dürfen, zu bestellen und besondere Futter- und Tränkgeschirre, sowie alle übrigen zur Wartung und Pflege nothwendigen Geräthe abgesondert für die verseuchten und die noch gesunden Schweine zu beschaffen und zu verwenden.

§ 4.

In von der Schweinepest (Schweineseuche) heimgesuchten Gegenden, die womöglich nach gegebenen natürlichen Begrenzungen (Flüssen, Gebirgen, Eisenbahndämmen) festzustellen und genau zu bezeichnen sind, ist der Schweineverkehr überhaupt, daher auch die gemeinschaftliche Weide mit Schweinen und die Abhaltung von Schweinemärkten, sowie auch die Ausführung des Schweineschnittes (Castration) für die Dauer der Seuche zu verbieten.

§ 5.

Kranke Schweine, an welchen ausser Appetitlosigkeit, Traurigkeit, Verkriechen in der Streu, insbesondere auch Erbrechen oder Durchfall (Abweichen) oder grosse Mattigkeit, Schwäche im Hinterteil des Körpers oder rothe Verfärbung auf der Haut, insbesondere um die Ohren, braunrothe oder blaue Flecken am Körper, insbesondere an der Brust, am Bauche, an der inneren Fläche der Füsse, Verklebung der Augen mit Schleim, oder Husten wahrzunehmen ist, dürfen nicht geschlachtet und nur unter ortspolizeilicher Ueberwachung zum Zwecke der unschädlichen Beseitigung getödtet werden.

Das Fleisch von solchen Thieren darf zum menschlichen Genusse unter keiner Bedingung verwendet werden.

§ 6.

Nur in Gemeinden, in welchen ein behördlich genehmigter „Kafill-Desinfector" oder „thermo-chemischer Apparat"

1895 Nicht selten finden ähnliche Zerstörungen wie auf der Dar
schleimhaut sich auch auf der Schleimhaut des Maules, d
Rachenhöhle, des Schlundes und der Luftröhre.

Je nachdem die Erkrankung der Lunge oder die d
Darmes, respective der ganzen Luftwege oder der Verda
ungsorgane vorwalten, sind die Krankheitserscheinungen ve
schieden ausgeprägt.

Die Krankheit beginnt mit mangelnder Fresslust und m
Durst, grosser Hinfälligkeit der Thiere und Schwäch
namentlich im Hintertheile; der Gang ist matt taumelnd
schwankend im Hintertheile, die Füsse sind wie steif, d
Schritte kurz. Die Schweine liegen viel, verkriechen sich unt
die Streu und stehen nur ungern und schwer auf, grunz
selten und merklich heiser, husten schwach, oft schwer v
nehmbar, kurz, athmen schnell mit auffallender Bewegung d
Bauchwandungen. Vielfach wird im Beginne der Krankh
und auch im weiteren Verlaufe Erbrechen oder auch blu
gefärbter Durchfall, mitunter der Abgang klein geballte
blutig gefärbten oder stark mit blutigem Schleim überzogen
Kothes beobachtet.

Die kranken Thiere fibern heftig, zittern am Körper, d
Haut fühlt sich zuweilen heiss, zuweilen kühl an und ist o
namentlich um die Ohren, am Rüssel, unter dem Halse, a
Bauche und an der inneren Fläche der Schenkel hochro
bis blau gefärbt; in den meisten Fällen stellt sich ein m
Schorf- (Krusten-) Bildung verbundener Ausschlag ein.

Anfangs thränen die Augen, bald jedoch werden sie durc
eine zähe eitrige Masse verklebt und halb geschlossen ge
halten.

Die Thiere magern schnell ab und verenden oft nac
wenigen Tagen; mitunter dauert jedoch die Krankheit mel
rere Wochen, in seltenen Fällen auch Monate.

Die Krankheitserscheinungen treten bei neu angekaufte
Schweinen in der Regel bald nach der Einstellung auf ur
sind so auffällig, dass sie bei nur einiger aufmerksamer B
obachtung dem Wartepersonale nicht entgehen können. Dere
Wahrnehmung verpflichtet die Schweinebesitzer zur unve
züglichen Anzeige bei der Gemeindevorstehung, damit -
weil wirksame Heilmittel für diese Krankheit noch nicht b
kannt sind und bei ihrem meist raschen Verlauf und de
ausgebreiteten Zerstörungen in lebenswichtigen Organen ein
Behandlung dieser Art erkrankter Thiere voraussichtlich e
folglos wäre — die zur Verhütung einer weiteren Ausbreitur
der Seuche erforderlichen Massnahmen so rasch als möglic
in Vollzug gesetzt werden können.

— — —

AUTRICHE-HONGRIE.

2302.

1895

28 juin 1895.

Loi sur le règlement provisoire des rapports commerciaux avec l'Espagne.

R. G. Bl. 1895, Nr. 84.

Gesetz vom 28. Juni 1895, womit die Regierung zur weiteren provisorischen Regelung der Handelsbeziehungen mit Spanien ermächtigt wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Regierung ist ermächtigt, die Handelsbeziehungen mit Spanien bis zur Ratification des am 8. December 1893 mit Spanien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrages in der mit der Verordnung des Gesammtministeriums vom 22. December 1894 (R. G. Bl. Nr. 241) auf Grund des Gesetzes vom 21. December 1894 (R. G. Bl. Nr. 240) angeordneten oder in anderer zweckentsprechender Weise zu regeln.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches am 1. Juli 1895 in Kraft tritt, ist Mein Gesammtministerium beauftragt.

Wien, am 28. Juni 1895.

Franz Joseph m. p.

Kielmansegg m. p.
Jaworski m. p.
Blumfeld m. p.
Rittner m. p.
Welsersheimb m. p.
Böhm-Bawerk m. p.
Wittek m. p.
Krall m. p.

2303.

29 juin 1895.

Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane des marchandises de provenance espagnole.

R. G. Bl. 1895, Nr. 85.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 29. Juni 1895, betreffend die Behandlung spanischer Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet.

Auf Grund des Gesetzes vom 28. Juni 1895 (R. G. Bl. Nr. 84) und der mit der königlich spanischen Regierung ge-

1895

2305.

12 juillet 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture concernant l'exportation des porcs de la Galicie et Bucovine.

R. G. Bl. 1895, Nr. 98.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Justiz, des Handels und des Ackerbaues vom 12. Juli 1895, betreffend die Ausfuhr von Schweinen aus dem Königreiche Galizien und Lodomerien mit dem Grossherzogthume Krakau und aus dem Herzogthume Bukowina.

Im Hinblicke auf den fortwährend günstigen Stand der Maul- und Klauenseuche in den Königreichen Galizien und Lodomerien mit dem Grossherzogthume Krakau und in dem Herzogthume Bukowina findet das Ministerium des Innern im Einvernehmen mit den Ministerien der Justiz, des Handels und des Ackerbaues zu verordnen, wie folgt:

§ 1.

Die mit der Ministerialverordnung vom 15. Mai 1893 (R. G. Bl. Nr. 83) erlassenen besonderen veterinärpolizeilichen Anordnungen zur Regelung der Ausfuhr von lebenden Schweinen aus dem Königreiche Galizien und Lodomerien mit dem Grossherzogthume Krakau und aus dem Herzogthume Bukowina in andere im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, in die Länder der ungarischen Krone und in das Ausland werden hiemit ausser Kraft gesetzt und wird die Ausfuhr von Schweinen aus diesen Ländern lediglich nach den allgemeinen in den übrigen Königreichen und Ländern in Kraft stehenden Gesetzen und Verordnungen zu behandeln sein.

§ 2.

Diese Verordnung tritt mit 31. Juli 1895 in Wirksamkeit.

Kielmansegg m. p. *Wittek* m. p.
Krall m. p. *Blumfeld* m. p.

2306.

12 juillet 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture concernant l'importation de moutons et porcs de provenance roumaine.

ROUMANIE.

R. G. Bl. 1895, Nr. 99. 1895

Verordnung der Ministerien des Innern, der Justiz, des Handels und des Ackerbaues vom 12. Juli 1895, betreffend eine Abänderung der in der Ministerialverordnung vom 21. Juni 1894 (R. G. Bl. Nr. 115) enthaltenen Bestimmungen zur Regelung der Einfuhr von Schafen und Schweinen aus dem Königreiche Rumänien in die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder.

Artikel I.

Die §§ 1, 4 und 6 der Ministerial-Verordnung vom 21. Juni 1894 (R. G. Bl. Nr. 115), betreffend die Regelung der Einfuhr von Schafen und Schweinen aus dem Königreiche Rumänien in die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, werden hiemit abgeändert und haben zu lauten, wie folgt:

§ 1.

Aus dem Königreiche Rumänien ist die Einfuhr von Schafen und Schweinen nur mittelst der Eisenbahn über das k. k. Hauptzollamt Itzkany-Bahnhof gestattet.

Diese Einfuhr darf täglich stattfinden.

§ 4.

Beim k. k. Hauptzollamte Itzkany-Bahnhof müssen die zur Einfuhr gelangenden Schafe und Schweine innerhalb des Amtsplatzes ausgeladen und Stück für Stück einer genauen thierärztlichen Untersuchung unterzogen werden.

Diese Ausladung hat während der Tages- und Amtsstunden in Anwesenheit des untersuchenden österreichischen Thierarztes stattzufinden.

Die Schafe und Schweine sind überdies einer zwölfstündigen Observation und während dieser Zeit auch der Beobachtung bei der Fütterung und Tränkung zu unterziehen.

Der amtirende österreichische Thierarzt ist verpflichtet, den ermittelten Untersuchungsbefund auf der Rückseite der betreffenden Viehpässe zu bescheinigen, im Beschauprotokoll einzutragen und dem Grenzzollamte sofort mitzutheilen.

§ 6.

Ergibt sich bei der Beschau, beziehungsweise während der zwölfstündigen Beobachtung der Schafe und Schweine kein Anstand, so können dieselben ins Inland abgetrieben oder verfrachtet werden.

1895 bezeichnungen (Beischläge) sind in den Waaren in derselben Weise wie die registrirte Fabricationsmarke aufzuschlagen oder aufzuprägen.

5. Neben der vorschriftsmässig aufgeschlagenen oder aufgeprägten Fabricationsmarke ist die Anbringung von Etiketten, Aufschriften und sonstigen Ausstattungen auf Sensen, Sicheln und Strohmessern nur dann gestattet, wenn hiedurch die Fabricationsmarke nicht verdeckt und die Herkunft der Waare aus ihrer Erzeugungsstätte für den Käufer nicht verschleiert wird.

6. Diese Verordnung tritt sechs Monate nach dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft.

Mit demselben Zeitpunkte tritt die Verordnung des Handelsministeriums vom 16. April 1890 (R. G. Bl. Nr. 67) ausser Wirksamkeit.

Wittek m. p.

2310.

30 juillet 1895.

Loi portant modification de la loi du 6 janvier 1895 sur la protection des marques de fabrique.

R. G. Bl. 1895, Nr. 108.

Gesetz vom 30. Juli 1895, womit das Gesetz vom 6. Januar 1890 (R. G. Bl. Nr. 19), betreffend den Markenschutz, ergänzt, beziehungsweise abgeändert wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Vorschrift des § 3, Punkt 2 des Gesetzes vom 6. Januar 1890, R. G. Bl. Nr. 19, kraft welcher die bloss in Worten bestehenden Waarenzeichen von der Registrirung ausgeschlossen sind, findet nur auf solche Worte Anwendung, welche ausschliesslich Angaben über Ort, Zeit oder Art der Herstellung, über die Beschaffenheit, über die Bestimmung, über Preis-, Mengen- oder Gewichtsverhältnisse der Waare enthalten.

§ 2.

Das Alleinrecht zum Gebrauche einer vorschriftsmässig hinterlegten Wortmarke erstreckt sich nicht bloss auf den Gebrauch dieser Marke in ihrer hinterlegten Bildform, sondern auch auf den Gebrauch in solchen Ausführungsformen, durch welche das geschützte Wort oder die geschützten

Worte in anderen Schriftzeichen, Farben oder Grössen zur 1895
Gänze oder theilweise wiedergegeben werden.

§ 3.

Auf Grund des § 21, lit. e des Gesetzes vom 6. Januar 1890, R. G. Bl. Nr. 19, kann die Löschung einer Marke auch deshalb erfolgen, weil dieselbe einer für die gleiche Waarengattung früher registrirten, noch zu recht bestehenden Marke derart ähnlich ist, dass die Unterschiede von dem gewöhnlichen Käufer der betreffenden Waare nur durch Anwendung besonderer Aufmerksamkeit wahrgenommen werden könnten.

Ueber das Begehren des Besitzers der älteren Marke auf Löschung entscheidet der Handelsminister nach Anhörung des Besitzers der angefochtenen Marke und erforderlichenfalls nach Einvernehmung von Sachverständigen.

§ 4.

Ausser in den im § 21 des Gesetzes vom 6. Januar 1890, R. G. Bl. Nr. 19, vorgesehenen Fällen kann die Löschung einer Marke von demjenigen begehrt werden, welcher nachweist, dass das von ihm für die gleiche Waarengattung geführte, nicht registrirte Waarenzeichen bereits zur Zeit der Registrirung der angefochtenen, mit seinem nicht registrirten Waarenzeichen gleichen oder verwechslungsfähigen Marke in den betheiligten Verkehrskreisen als Kennzeichen der Waare seines Unternehmens gegolten hat.

Die Löschungsklage ist auch gegen die Rechtsnachfolger im Besitze der angefochtenen Marke zulässig; sie hat jedoch dann nicht statt, wenn der Besitzer der registrirten Marke seinerseits nachweist, dass die Registrirung der Marke mit Zustimmung des Klägers stattgefunden oder dass das Unternehmen, für welches die Marke registrirt wurde, das angemeldete Waarenzeichen ebenso lange oder noch länger als der Kläger unregistrirt geführt hat.

Die Klage auf Löschung einer solchen Marke muss längstens binnen zwei Jahren nach der Registrirung der Marke bei dem Handelsministerium eingebracht werden.

Das Erkenntnis auf Löschung wirkt auf den Zeitpunkt der Einreichung der gelöschten Marke zurück.

§ 5.

Wer weder in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern, noch in den Ländern der ungarischen Krone oder in Bosnien und der Hercegovina seinen Wohnsitz oder eine Niederlassung hat, kann Rechte aus dem Gesetze vom 6. Januar 1890, R. G. Bl. Nr. 19, sowie aus dem vorliegenden Gesetze nur dann geltend machen, wenn er inner-

1895 halb der genannten Gebiete einen entsprechend bevollmächtigten Vertreter bestellt.

Der Name und Wohnort dieses Vertreters, sowie jede hinsichtlich der Vertretung eintretende Veränderung, kann unter Vorlage der für ihn ausgestellten Vollmacht behufs Eintragung in das Markenregister bei der Registrirungsstelle angemeldet werden.

Ist ein Vertreter nicht ordnungsmässig angemeldet, so kann über ein auf Löschung der Marke gerichtetes Begehren auch ohne Anhörung ihres Besitzers erkannt werden.

§ 6.

In Streitigkeiten über den Bestand eines Markenrechtes hat der Handelsminister nach freiem Ermessen zu bestimmen, zu welchem Antheile und Betrage die Kosten des Verfahrens und der Rechtsvertretung den Betheiligten zur Last fallen.

Der rechtskräftige Ausspruch über die Kosten geniesst gerichtliche Executionsfähigkeit. Um die Execution ist bei dem zuständigen Gerichte anzusuchen.

Die Rechtskraft des Ausspruches über die Kosten ist über Ansuchen eines Betheiligten durch das Handelsministerium auf dem Erkenntnisse zu bestätigen.

§ 7.

Marken, welche auf Grund des § 21 *a*, *b* oder *c* des Gesetzes vom 6. Januar 1890, R. G. Bl. Nr. 19, gelöscht sind, sowie Marken, die mit den gelöschten Marken verwechslungsfähig ähnlich sind, dürfen für die Waaren, für welche sie registrirt wurden, oder für gleichartige Waaren zu Gunsten eines anderen als des letzten Besitzers oder seines Rechtsnachfolgers erst nach Ablauf von zwei Jahren seit dem Tage der Löschung im Register der Handels- und Gewerbekammer von neuem registrirt werden.

In den Fällen der Löschung einer Marke im Sinne der Bestimmungen des § 4 dieses Gesetzes ist der Kläger berechtigt, die gelöschte Marke bereits nach Rechtskraft des Löschungserkenntnisses für sich registriren zu lassen.

§ 8.

Die §§ 1 bis 4 und 6 bis 9 dieses Gesetzes treten mit dem auf die Kundmachung folgenden Tage, § 5 jedoch erst sechs Monate nach dieser Kundmachung in Wirksamkeit.

Die Bestimmungen des § 4 finden nur gegenüber jenen Marken Anwendung, welche erst nach dem Zeitpunkte der Kundmachung dieses Gesetzes zur Registrirung gelangen, ebenso findet die Anordnung des § 6 nur auf diejenigen Strei-

tigkeiten Anwendung, welche erst nach diesem Zeitpunkte 1895
anhängig gemacht werden.

§ 9.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind Mein Handelsminister, Mein Minister des Innern und Mein Justizminister betraut.

Ischl, den 30. Juli 1895.

Franz Joseph m. p.

Kielmansegg m. p. *Wittek* m. p. *Krall* m. p.

2311.

1 août 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur le traitement de certaines espèces de soie artificielle.

R. G. Bl. 1895, Nr. 122.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 1. August 1895, betreffend die Zollbehandlung von Kunstseide aus Cellulose und von Waaren daraus.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden folgende Ergänzungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife verfügt:

Neu aufzunehmen sind die Schlagworte:

„Celluloseseide, s. Kunstseide."

„Holzseide, s. Kunstseide."

„Kunstseide (Holzseide aus Cellulose) und Waaren daraus, wie Seide und Seidenwaaren.

Die der Farbe nach der weissen Seide, beziehungsweise der gelben Rohseide ähnliche Kunstseide ist wie Seide weiss gemacht oder gefärbt (T.-Nr. 165 *b*) 50 fl. (vertragsmässig 35 fl.) zu verzollen."

Anmerkung: Kunstseide wird aus nitrirter Cellulose (Pyroxylin) erzeugt, welche in Aether oder Essigsäure gelöst, unter hohem Drucke durch haarfeine Siebe getrieben wird. Die dem Pyroxylin anhaftende Explosionsfähigkeit ist durch nachträgliche chemische Behandlung benommen.

Am Schlusse der Anmerkung 3 zum Schlagworte Seide und Seidenwaaren ist als dritte Alinea die Verweisung aufzunehmen: „S. auch Kunstseide".

Böhm m. p. *Wittek* m. p.

1895

2312.

25 août 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, des finances, du commerce et de l'agriculture complétant les dispositions de celle du 10 août 1892 relative à la défense d'entrée de vins colorés au moyen de couleurs de goudron.

R. G. Bl. 1895, Nr. 136.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 25. August 1895, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 10. August 1892 (R. G. Bl. Nr. 134) über das Verbot der Einfuhr von mit Theerfarbstoffen gefärbten Weinen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird die Verordnung vom 10. August 1892 (R. G. Bl. Nr. 134), betreffend das Verbot der Einfuhr von mit Theerfarbstoffen gefärbten Weinen dahin ergänzt, dass in dem Falle, wenn durch die im Sinne dieser Verordnung ausgeführte Untersuchung der Rothweine mittelst Bleiessig und Amyl-Alkohol eine Färbung mit Theerfarbstoffen nicht nachgewiesen wird, noch eine weitere Untersuchung der Rothweine mit gelbem Quecksilberoxyd nach Maassgabe der den Aemtern zugekommenen Instruktion vorzunehmen ist.

Nur wenn beide Untersuchungen ergeben, dass der Wein ungefärbt ist, dürfen die Zollämter denselben zur Einfuhr zulassen.

In Zweifelsfällen, beziehungsweise bei dem durch die Untersuchung bestätigten Verdachte einer Färbung mit Theerfarbstoffen ist jedenfalls vor der Zurückweisung des Weines das Gutachten einer der im Punkte 5 der Ministerialverordnung vom 10. August 1892 (R. G. Bl. Nr. 125) genannten österreichischen oder ungarischen Versuchsanstalten einzuholen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kielmansegg m. p. *Böhm* m. p.
Blumfeld m. p. *Wittek* m. p.

2313.

5 septembre 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des fermetures de flacons.

R. G. Bl. 1895, Nr. 146. 1895

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 5. September 1894, betreffend die Zollbehandlung von Flaconverschlüssen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden nachstehende Ergänzungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife verfügt:

Bei dem Schlagworte „Metalle, unedle und Metallwaaren" ist in der Anmerkung 5 nach dem Worte „Löffel" das Wort „Flaconverschlüsse" einzuschalten.

Nach dem Schlagworte „Flachsgarn, Flachswaaren" ist als neues Schlagwort einzufügen: „Flaconverschlüsse aus unedlen Metallen, auch mit Kork montirt . . . T. Nr. 280—50 fl."

Böhm m. p. *Wittek* m. p.

2314.

7 septembre 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux^ R^aux^ des finances et du commerce sur le traitement en douane des fûts vides, en bois, ayant servi au commerce de pétrole.

R. G. Bl. 1895, Nr. 145.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 7. September 1895, betreffend die Eingangsabfertigung von leeren, gebrauchten, hölzernen Petroleumfässern für im Zollgebiete gelegene Petroleumraffinerien.

Mit Beziehung auf das Gesetz vom 25. April 1888 (R. G. Bl. Nr. 54) wird einvernehmlich mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien bestimmt, dass ausländische, leere, gebrauchte Petroleumfässer aus Holz, welche für im Zollgebiete gelegene Petroleumraffinerien bestimmt sind, gleich vom Grenzzollamte zollfrei abzufertigen sind, wenn dieselben zum Bezuge durch eine im Zollgebiete gelegene Petroleumraffinerie erklärt werden und kein Zweifel über ihre Bestimmung zu diesem Zwecke obwaltet. Anderenfalls müssen derlei Fässer an das der Petroleumraffinerie nächst gelegene Zollamt zur Eingangsabfertigung angewiesen werden.

Böhm m. p. *Wittek* m. p.

1895

2315.

24 novembre 1895.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant les attributions augmentées du bureau de douane principal à Brassó.

R. G. Bl. 1895, Nr. 183.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 24. November 1895, betreffend die Ermächtigung des königlich ungarischen Hauptzollamtes in Brassó (Kronstadt) zur Abfertigung von hartem Kammgarn der Tarifnummer 154 b).

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums ist das königlich ungarische Hauptzollamt I. Classe in Brassó (Kronstadt) zur Abfertigung von einfachen und doublirten harten Kammgarnen der Tarifnummer 154 *b* ermächtigt worden.

Bilinski m. p.

2316.

4 décembre 1895.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la couleur des signes d'identité à apposer aux tissus introduits pour être brodés et jouissant du bénéfice du traitement par acquit-à-caution.

R. G. Bl. 1895, Nr. 186.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 4. December 1895, betreffend die Feststellung der Farbe der für die im Stickereiveredlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identitätsbezeichnungen.

Mit Beziehung auf die Verordnung vom 27. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 56), betreffend die zollämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres wird angeordnet, dass in der Zeit vom 1. Januar bis Ende December 1896 an den Geweben, welche im Stickereiveredlungsverkehre eingeführt werden, die Identitätsstempel in rother Farbe anzubringen sind.

Bilinski m. p.

2317. 1895

9 décembre 1895.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] des finances sur les lots turcs timbrés.

R. G. Bl. 1895, Nr. 189.

Verordnung des Finanzministeriums vom 9. December 1895, betreffend die abgestempelten ottomanischen Prämienschuldverschreibungen (Türkenlose).

In Folge der Entdeckung von Fälschungen der Stempelzeichen auf ottomanischen Prämienschuldverschreibungen (Türkenlosen) hat sich das Finanzministerium im Interesse des Verkehres der im Sinne des Gesetzes vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 32) abgestempelten Türkenlose veranlasst gesehen, auf Grundlage der Consignationen, welche die Parteien seinerzeit über die zur Abstempelung gebrachten Prämienschuldverschreibungen im Sinne der Verordnung vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) den Abstempelungsstellen übergeben haben, von amtswegen ein Verzeichnis der in diesen Consignationen angeführten Nummern von Türkenlosen zu verfassen und im Verlage der Hof- und Staatsdruckerei in Wien, I. Singerstrasse, erscheinen zu lassen.

Da aber Lücken in dem ämtlichen Nummernverzeichnisse nicht ausgeschlossen sind, findet das Finanzministerium folgendes Verfahren zur Ergänzung des Verzeichnisses einzuführen:

§ 1.

Besitzer von nach dem Gesetze vom 28. März 1889 (R. G. Bl. 32) abgestempelten, jedoch in dem Nummernverzeichnisse nicht aufgenommenen Türkenlosen können nach Maassgabe der nachstehenden Bestimmungen die Bestätigung der ordnungsmässigen Abstempelung erwirken.

§ 2.

Die Parteien haben zu diesem Zwecke ein Verzeichnis der Lose, über welche sie die im § 1 bezeichnete Bestätigung erlangen wollen, in dreifacher Ausfertigung unter Beigabe der Lose vom 2. Januar 1896 an bis längstens 31. März 1896 in Wien bei dem Centralstempelamte, in anderen Städten, wo Stempelämter aufgestellt sind, bei diesen Aemtern, sonst aber bei den Steuer-, beziehungsweise Hauptsteuerämtern einzureichen.

Die Einsendung der Lose durch die Post ist unzulässig, und ist daher die Annahme von Postsendungen von Seite der Stempel- und Steuerämter zu verweigern.

[illegible]

[illegible] Nach Ablauf der [illegible] Frist soll eine Bestandsaufnahme [illegible] Bewährung der Planzahlen [illegible] gegen Tragung der [illegible] werden.

§ [illegible]

Das [illegible] Verzeichnis [illegible]

[illegible]

[illegible] Stempelung [illegible] Stempelgeräten [illegible]

[illegible]

[illegible] Das zweite [illegible] Bestandsaufnahme [illegible] versehen [illegible] Das [illegible]

[illegible] mit 50 Stück [illegible]

§ [illegible]

[illegible] der Partei [illegible] §§ ver- [illegible] nern [illegible]

[illegible] die [illegible] sonst [illegible] der [illegible]

[illegible] Empfang [illegible] des Verzeichnisses [illegible]

[illegible] sohin [illegible] des [illegible] das Ver-[illegible]

§ [illegible]

[illegible] unmittelba [illegible] kei [illegible] aus [illegible] ihre [illegible] Leuchtun

u überprüfen, ob die überreichten Lose in dem ämtlichen 1895
Nummernverzeichnisse enthalten sind.

Ist dies auch nur bezüglich eines Theiles der in einem Verzeichnisse aufgenommenen Lose der Fall, so werden die etreffenden Verzeichnisse der weiteren Amtshandlung nicht nterzogen, sondern der Partei sammt den Losen gegen Einziehung des mit der ämtlichen Empfangsbestätigung versehenen Verzeichnisses spätestens in 8 Tagen zurückgestellt.

Ergibt sich kein solcher Anstand, so werden die Lose urch eine hierzu vom Finanzministerium bestellte Commission n Bezug auf die ordnungsmässige Abstempelung untersucht.

Ueber das Resultat der Untersuchung wird auf dem mit er Stempelmarke von 1 fl. versehenen Exemplare des Verzeichnisses eine Bestätigung angesetzt, welche nach Beisetzung des Datums und Beidrückung des Amtssiegels von em Leiter der Commission zu unterfertigen ist.

Die Lose sammt dem mit dieser Bestätigung versehenen xemplare des Verzeichnisses werden sodann der Partei egen Einziehung des mit der ämtlichen Empfangsbestätigung ersehenen Exemplares des Verzeichnisses ausgefolgt.

§ 6.

Sollte eine Partei das ihr ausgefolgte, mit der ämtlichen mpfangsbestätigung versehene Verzeichnis beizubringen nicht n der Lage sein, oder sich binnen 14 Tagen nach erhaltener erständigung zur Uebernahme der Lose nicht melden, so erden die betreffenden Lose nebst dem mit dem Stempel on 1 fl. versehenen Exemplare des Verzeichnisses für die artei zu Gerichtshanden erlegt.

§ 7.

Banken, Creditinstuten und Anstalten in Wien, welche ine grössere Anzahl von abgestempelten, nicht im ämtlichen Nummernverzeichnisse aufgenommenen Türkenlosen im Depot aben, kann der Leiter der Commission über besonderes, ingstens bis 31. Januar 1896 anzubringendes Ansuchen und egen Tragung der Kosten bewilligen, dass die Untersuchung er Lose in entsprechenden, vom Parteienverkehre abgesonerten Räumlichkeiten der Anstalt durch eine hierzu abgeordnete Commission vorgenommen werde. Das mit einer 50 kr.-empelmarke zu versehende Gesuch ist beim Centralstempelnte zu überreichen und sind diesem Gesuche im Sinne des 3 ausgefertigte Verzeichnisse über die zu untersuchenden ose in je einem, mit einer 50 kr.-Stempelmarke zu verhenden Exemplare beizulegen, widrigenfalls das gestellte suchen unberücksichtigt bleibt.

1895 Nach Ablauf der vorbezeichneten
stätigung im Sinne des § 1 nur über l
der Finanzlandesdirection in Wien und
auflaufenden Kosten ertheilt werden.

§ 3.

Das nach beiliegendem Muster ab
hat zu enthalten:

a) die Stückzahl und die Bezeichnun
b) die Nummern der Lose in arithme
c) die Bezeichnung des Amtes, welc
vorgenommen hat, soweit dies
bezeichnung zu entnehmen ist;
d) Name, Wohnort und Wohnung der

Das eine Exemplar des Verzeichnis
des Gesuches zu vertreten hat, ist mit
marke zu versehen und von der Partei
Exemplar, welches zur Ausfertigung
stätigung dient, ist mit einer 1 fl.-Stem
und darf weder Radirungen noch Corre
dritte Exemplar ist ungestempelt.

Unter Einer Consignation dürfen n
Lose überreicht werden.

§ 4.

Das Amt hat unverweilt noch in
zu prüfen, ob die Verzeichnisse nach V
fasst sind und die Richtigkeit der einge
mit den Originallosen zu vergleichen.

Consignationen über mehr als 25
erforderlichen Stempelmarken oder bez
ein Anstand ergibt, sind unter mündli
Gründe zurückzuweisen.

Ergibt sich kein solcher Anstan
der Lose auf dem ungestempelten Exem
zu bestätigen.

Die ausserhalb Wiens befindlichen
binnen längstens 24 Stunden die an
Verzeichnisses sammt den Losen im
tralstempelamt in Wien zu senden.

§ 5.

Das Centralstempelamt hat die bei
überreichten Verzeichnisse, gegen dere
Anstand im Sinne des § 4 ergeben ha
wärts einlangenden Verzeichnisse in
Einlangens fortlaufend zu protokolliren

lebt hat. Erlischt 1895
ht sein Urheber-
ber.

eratur und Kunst,
enen sind, endigt
Werkes.
mmung auch sein
alb dieser Frist den
ung in ein von dem
hes Urheberregister
der Schutzfrist nach

ng der Berechtigung
der angemeldeten
emacht.
ühr an den Staats-
ch Verordnung be-

baren Beiträgen ver-
en sich die für die
ten nach den §§ 43

Corporationen, Unter-
n, von Vereinen und
igt das Urheberrecht
nach dem Erscheinen.

rausgabe von Ueber-
echtmässigen Heraus-
§ 28); im Falle des
sgabe des Originales.

Photographie endigt
unmittelbar nach dem

erschienen, so endigt
Erscheinen.

E.

1895 Nach Ablauf der vorbezeichneten Frist kann eine Be stätigung im Sinne des § 1 nur über besondere Bewilligun der Finanzlandesdirection in Wien und gegen Tragung de auflaufenden Kosten ertheilt werden.

§ 3.

Das nach beiliegendem Muster abzufassende Verzeichni hat zu enthalten:

a) die Stückzahl und die Bezeichnung der Lose;
b) die Nummern der Lose in arithmetischer Reihenfolge;
c) die Bezeichnung des Amtes, welches die Abstempelun vorgenommen hat, soweit dies aus der Stampiglien bezeichnung zu entnehmen ist;
d) Name, Wohnort und Wohnung der Partei.

Das eine Exemplar des Verzeichnisses, welches die Stell des Gesuches zu vertreten hat, ist mit einer 50 kr.-Stempel marke zu versehen und von der Partei zu fertigen. Das zweit Exemplar, welches zur Ausfertigung der angesuchten Be stätigung dient, ist mit einer 1 fl.-Stempelmarke zu versehe und darf weder Radirungen noch Correcturen aufweisen. Da dritte Exemplar ist ungestempelt.

Unter Einer Consignation dürfen nicht mehr als 25 Stüc Lose überreicht werden.

§ 4.

Das Amt hat unverweilt noch in Gegenwart der Parte zu prüfen, ob die Verzeichnisse nach Vorschrift des § 3 ver fasst sind und die Richtigkeit der eingetragenen Losnummer mit den Originallosen zu vergleichen.

Consignationen über mehr als 25 Lose oder ohne di erforderlichen Stempelmarken oder bezüglich deren sich sons ein Anstand ergibt, sind unter mündlicher Bekanntgabe de Gründe zurückzuweisen.

Ergibt sich kein solcher Anstand, so ist der Empfan der Lose auf dem ungestempelten Exemplar des Verzeichnisse zu bestätigen.

Die ausserhalb Wiens befindlichen Aemter haben sohi binnen längstens 24 Stunden die anderen Exemplare de Verzeichnisses sammt den Losen im Postwege an das Cen tralstempelamt in Wien zu senden.

§ 5.

Das Centralstempelamt hat die bei demselben unmittelba überreichten Verzeichnisse, gegen deren Annahme sich kei Anstand im Sinne des § 4 ergeben hat, sowie die von aus wärts einlangenden Verzeichnisse in der Reihenfolge ihre Einlangens fortlaufend zu protokolliren und in der Richtun

zu überprüfen, ob die überreichten Lose in dem ämtlichen 1895
Nummernverzeichnisse enthalten sind.

Ist dies auch nur bezüglich eines Theiles der in einem Verzeichnisse aufgenommenen Lose der Fall, so werden die betreffenden Verzeichnisse der weiteren Amtshandlung nicht unterzogen, sondern der Partei sammt den Losen gegen Einziehung des mit der ämtlichen Empfangsbestätigung versehenen Verzeichnisses spätestens in 8 Tagen zurückgestellt.

Ergibt sich kein solcher Anstand, so werden die Lose durch eine hierzu vom Finanzministerium bestellte Commission in Bezug auf die ordnungsmässige Abstempelung untersucht.

Ueber das Resultat der Untersuchung wird auf dem mit der Stempelmarke von 1 fl. versehenen Exemplare des Verzeichnisses eine Bestätigung angesetzt, welche nach Beisetzung des Datums und Beidrückung des Amtssiegels von dem Leiter der Commission zu unterfertigen ist.

Die Lose sammt dem mit dieser Bestätigung versehenen Exemplare des Verzeichnisses werden sodann der Partei gegen Einziehung des mit der ämtlichen Empfangsbestätigung versehenen Exemplares des Verzeichnisses ausgefolgt.

§ 6.

Sollte eine Partei das ihr ausgefolgte, mit der ämtlichen Empfangsbestätigung versehene Verzeichnis beizubringen nicht in der Lage sein, oder sich binnen 14 Tagen nach erhaltener Verständigung zur Uebernahme der Lose nicht melden, so werden die betreffenden Lose nebst dem mit dem Stempel von 1 fl. versehenen Exemplare des Verzeichnisses für die Partei zu Gerichtshanden erlegt.

§ 7.

Banken, Creditinstuten und Anstalten in Wien, welche eine grössere Anzahl von abgestempelten, nicht im ämtlichen Nummernverzeichnisse aufgenommenen Türkenlosen im Depot haben, kann der Leiter der Commission über besonderes, längstens bis 31. Januar 1896 anzubringendes Ansuchen und gegen Tragung der Kosten bewilligen, dass die Untersuchung der Lose in entsprechenden, vom Parteienverkehre abgesonderten Räumlichkeiten der Anstalt durch eine hierzu abgeordnete Commission vorgenommen werde. Das mit einer 50 kr.-Stempelmarke zu versehende Gesuch ist beim Centralstempelamte zu überreichen und sind diesem Gesuche im Sinne des § 3 ausgefertigte Verzeichnisse über die zu untersuchenden Lose in je einem, mit einer 50 kr.-Stempelmarke zu versehenden Exemplare beizulegen, widrigenfalls das gestellte Ansuchen unberücksichtigt bleibt.

1895 Der Leiter der Commission bestimmt Tag und Stunde der vorzunehmenden Amtshandlung. Die Anstalt hat die zu untersuchenden Lose, entsprechend sortirt, sammt den zweiten, je mit einer Stempelmarke von 1 fl. versehenen Exemplaren der Verzeichnisse bereit zu halten. Die Commission hat unter sinngemässer Anwendung der in den vorstehenden Paragraphen gegebenen Bestimmungen vorzugehen und auf den letzterwähnten Verzeichnissen die Bestätigungen im Sinne des § 5 zu ertheilen.

§ 8.

Die Nummern der untersuchten Lose sammt den Resultaten der Untersuchungen werden nach Ablauf der im § 2 bestimmten Frist in besonderen Verzeichnissen als Nachtrag zu dem bereits aufgelegten ämtlichen Nummernverzeichnisse der abgestempelten Türkenlose veröffentlicht.

Bilinski m. p.

Muster. 1895

Stempel-
marke

Verzeichnis

der von de. Gefertigten zur Ueberprüfung der Abstempelung überreichten 10 Stück Türkenlose.

Nummer des Loses	Amt, welches die Abstempelung vorgenommen hat	Anmerkung
407	Centralstempelamt Wien	
5.848	Centralstempelamt Wien	
42.751	Hauptsteueramt Linz	
89.284	Steueramt Freudenthal	
226.953	Hauptsteueramt Trient	
862.796	nicht zu entnehmen	
1,208.910	Steueramt Freistadt	
1,367.329	Steueramt Freistadt	
1,665.308	Steueramt Freistadt	
1,948.215	Centralstempelamt Wien	

Linz, am 10. Januar 1896.

Edmund Müller m. p.
Linz, Landstrasse Nr. 14.

1895

2318.

12 décember 1895.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux du commerce et de l'intérieur sur le transport de certains articles dangereux, en dehors des matières explosibles, sur l'Elbe à partir de Melnik à la frontière allemande.

R. G. Bl. 1895, Nr. 190.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 12. December 1895, betreffend Bestimmungen über die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze.

Nachstehende, mit der kaiserlich deutschen Regierung vereinbarte Bestimmungen, betreffend die Beförderung von feuergefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe vom Zusammenflusse der kleinen Elbe und der Moldau bei Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze, werden mit dem Beifügen bekannt gemacht, dass dieselben am 1. Januar 1896 in Kraft treten.

§ 1.

Als feuergefährlich im Sinne dieser Verordnung gelten folgende Gegenstände:

a) Rohpetroleum und dessen Destillationsproducte (Petroleumäther, Gasolin, Neolin, Benzin, Ligroin, Naphtha, Petroleumessenz, gereinigtes Petroleum, Putzöl u. s. w.);
b) die aus Theer oder Theerölen (Steinkohlen- und Braunkohlentheer) bereiteten flüchtigen Stoffe;
c) Schwefeläther (Aethyläther), Collodium und Schwefelalkohol;
d) rothe rauchende Salpetersäure;
e) weisser und gelber, sowie rother (amorpher) Phosphor;
f) Bucher'sche Feuerlöschdosen.

Als ätzende Stoffe im Sinne dieser Verordnung gelten flüssige Mineralsäuren (Schwefelsäure, Salpetersäure und Salzsäure).

A. Feuergefährliche Gegenstände.

§ 2.

1. Petroleum, rohes und gereinigtes, sofern es bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von mindestens 0·780 hat, oder bei einem Barometerstande

von 760 Millimeter (auf die Meereshöhe reducirt) im 1895
Abel'schen Apparat nicht unter 21 Grad Celsius entzündliche Dämpfe gibt (Test-Petroleum);

2. die aus Braunkohlentheer bereiteten Oele, sofern dieselben mindestens das vorgenannte specifische Gewicht haben (Solaröl, Photogen etc.);

3. ferner Steinkohlentheeröle, die ein geringeres specifisches Gewicht als 1·0 haben (Benzol, Toluol, Xylol, Cumol etc.), sowie Mirbanöl (Nitrobenzol)

dürfen auf der Elbe, sofern nicht besonders dazu construirte Kastenschiffe zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

oder

b) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf bei Verwendung von Glasgefässen 60 Kilogramm und bei Verwendung von Gefässen aus Steinzeug 75 Kilogramm nicht übersteigen.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

§ 3.

Petroleum, rohes und gereinigtes, Petroleumnaphtha und Destillate aus Petroleum und Petroleumnaphtha, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger als 0·780 und mehr als 0·680 haben (Benzin, Ligroin und Putzöl), dürfen auf der Elbe, sofern nicht besonders dazu construirte Kastenschiffe zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

1895 oder

b) in dichten widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Kollo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten.

§ 4.

Petroleumäther (Gasolin, Neolin etc.) und ähnliche aus Petroleumnaphtha oder Braunkohlentheer bereitete, leicht entzündliche Producte, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von 0·680 oder weniger haben, dürfen auf der Elbe befördert werden:

entweder

a) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

b) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten

Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, 1895
falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten.

§ 5.

Schwefeläther (Aethyläther) darf auf der Elbe nur befördert werden:

entweder

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem oder geschweisstem Eisenblech mit höchstens 500 Kilogramm Inhalt,

oder

2. in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas von höchstens 60 Kilogramm Bruttogewicht, deren Verpackung nachstehenden Vorschriften entspricht:

a) werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen sie in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

b) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder ähnlichem Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

§ 6.

Collodium darf nur in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas versendet werden, deren Verpackung nachstehende Beschaffenheit haben muss:

1. werden mehrere Gefässe mit diesen Präparaten in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke

1895 Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

2. bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 60 Kilogramm nicht übersteigen.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

§ 7.

Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol) darf nur befördert werden:

entweder

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem Eisenblech bis zu 500 Kilogramm Inhalt,

oder

2. in Blechgefässen von höchstens 75 Kilogramm brutto, welche oben und unten durch eiserne Bänder verstärkt sind. Derartige Gefässe müssen entweder von geflochtenen Körben oder Kübeln umschlossen oder in Kisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen verpackt sein,

oder

3. in Glasgefässen, die in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen eingefüttert sind.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

§ 8.

Die Beförderung der rothen rauchenden Salpetersäure unterliegt folgenden Vorschriften:

Falls dieselbe in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt wird, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein. Die Ballons und Flaschen müssen in den Gefässen mit einem mindestens ihrem Inhalte gleichkommenden Volumen getrockneter Infusorienerde oder anderer geeigneter, trockenerdiger Substanzen umgeben sein.

Falls dieselbe in Metallbehältern versendet wird, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen 1895
vergleiche § 11.

§ 9.

Weisser und gelber Phosphor muss mit Wasser umgeben in Blechbüchsen, welche höchstens 30 Kilogramm fassen und verlöthet sind, in starke Kisten fest verpackt sein. Die Kisten müssen ausserdem zwei starke Handhaben besitzen, dürfen nicht mehr als 100 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „gewöhnlichen gelben (weissen) Phosphor enthaltend" und mit „oben" bezeichnet sein.

Rother (amorpher) Phosphor ist in gut verlöthete Blechbüchsen, welche in starke Kisten mit Sägespänen eingesetzt sind, zu verpacken. Diese Kisten dürfen nicht mehr als 90 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „rothen Phosphor enthaltend" bezeichnet sein.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

§ 10.

Bucher'sche Feuerlöschdosen dürfen nur in blechernen Hülsen befördert werden. Diese Hülsen müssen in Kisten eingestellt werden, welche höchstens 10 Kilogramm fassen und inwendig mit Papier verklebt sind. Diese Kisten müssen sodann in grössere, gleichfalls mit Papier ausgeklebte Kisten verpackt werden.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche § 11.

§ 11.

Falls die in den §§ 2 bis 6 aufgeführten Chemikalien in Mengen von nicht mehr als 10 Kilogramm zum Versandt kommen, ist es gestattet, sie sowohl miteinander als mit anderen, weder zu den Sprengstoffen, noch zu den ätzenden Stoffen (§ 1), noch auch zu den in §§ 7 bis 10 genannten feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück zu vereinigen. Sie müssen dabei in dicht verschlossenen Behältern der in den §§ 2 bis 6 genannten Art mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen in starke Kisten fest eingebettet sein.

Die rothe rauchende Salpetersäure darf in der gleichen Menge und in der gleichen Weise nur mit gleichen Mengen anderer Mineralsäuren, und mit anderen, weder zu den Sprengstoffen, noch zu den Aetzalkalien, noch zu den feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück vereiniget werden.

Schwefelkohlenstoff (§ 7) im Gewichte von höchstens 2 Kilogramm darf mit anderen, weder zu den Sprengstoffen,

1895 noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen zu einem Frachtstück vereinigt werden, wenn der Schwefelkohlenstoff sich in dicht verschlossenen Blechflaschen befindet und mit dem übrigen Inhalte des Frachtstückes in eine starke Kiste mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl oder anderen lockeren Substanzen fest eingebettet ist.

Die Vereinigung von Phosphor und Bucher'schen Feuerlöschdosen mit anderen Gegenständen zu einem Frachtstück ist auch in kleinen Mengen nicht statthaft.

§ 12.

Die in den §§ 2 bis 11 genannten Behälter (Gefässe aus Metall, Fässer, Kisten, Kübel und Körbe) müssen auf den Schiffen so verstaut sein, dass sie weder aneinander stossen noch herabfallen können.

§ 13.

Feuergefährliche Gegenstände dürfen auf Dampfschiffen nur auf dem Verdeck verladen werden; wenn das Schiff zur Personenbeförderung dient, ist der betreffende Theil des Verdecks für die Passagiere abzusperren.

Auf Flössen dürfen feuergefährliche Gegenstände nicht verladen werden.

§ 14.

Schiffsräume, in welchen feuergefährliche Gegenstände untergebracht sind, dürfen nur mit Sicherheitslampen betreten, und es darf in ihnen nicht geraucht werden. Liegen solche Räume unter Deck, so müssen sie in wirksamer Weise gelüftet werden.

Offenes Feuer darf auf Fahrzeugen, welche feuergefährliche Gegenstände geladen haben, nicht brennen.

Auf Deck verladene feuergefährliche Gegenstände sind mit dichtschliessenden Plantüchern bedeckt zu halten.

§ 15.

Fahrzeuge, welche feuergefährliche Stoffe geladen haben, sollen bei Tag eine blaue Flagge mit einem grossen weissen F (lateinische Druckschrift), bei Nacht eine blaue Laterne führen; dieselben müssen mindestens 4 Meter über Bord am Maste oder an einer Stange befestigt sein.

Solche Fahrzeuge dürfen nur in einer Entfernung von mindestens 150 Meter von anderen Fahrzeugen oder von bewohnten Gebäuden anlegen, sofern nicht von der Hafenbehörde, und ausserhalb der Häfen von der zuständigen Polizeibehörde das Anlegen in einer grösseren Entfernung vorgeschrieben oder in einer kleineren Entfernung gestattet wird.

Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf Fahr- 1895
zeuge, welche nur kleine Mengen (bis zu 10 Kilo, beziehungsweise bei Schwefelkohlenstoff bis zu 2 Kilo, vergleiche § 11) der einzelnen feuergefährlichen Stoffe, sei es in vorschriftsmässiger Einzelpackung, sei es in vorschriftsmässiger Zusammenpackung mit anderen Gegenständen (§ 11) mit sich führen, unter der Voraussetzung, dass das Gesammtgewicht der so mitgeführten kleinen Mengen feuergefährlicher Stoffe 40 Kilo nicht erreicht. Die Hafenbehörde ist befugt, für den Verkehr im Hafen weitere Ausnahmen zuzulassen.

§ 16.

Sobald ein mit feuergefährlichen Gegenständen beladenes Fahrzeug seinen Bestimmungsort erreicht hat, muss der Führer die geladenen feuergefährlichen Gegenstände ihrer Menge und Art nach der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde unverzüglich angeben und sein Fahrzeug sogleich auf die angewiesene Liegestelle legen.

Die Hafenbehörde ist befugt, Ausnahmen von diesen Vorschriften zuzulassen.

§ 17.

Soll ein Fahrzeug feuergefährliche Gegenstände laden oder solche löschen, so hat der Führer davon der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde vorher Anzeige zu machen.

Diese Behörde bezeichnet die Liegestelle, wo das Laden oder Löschen vorzunehmen und die Frist, binnen welcher es zu beginnen und zu beenden ist. Die Liegestelle soll von bewohnten Gebäuden möglichst entfernt sein. Ohne geschäftliche Veranlassung ist der Zutritt zur Liegestelle nicht gestattet.

Beim Laden und Löschen darf nicht geraucht, auf dem Fahrzeuge und in der Nähe des Liegeplatzes auch weder Feuer gemacht, noch offenes Licht gebraucht werden.

Bei Dunkelheit ist das Laden und Löschen nur mit besonderer Erlaubnis und nur unter Beleuchtung mit feststehenden Laternen, die mindestens zwei Meter über dem Arbeitsboden angebracht sind, gestattet.

Bei der Ladung wie beim Löschen dürfen die Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug, welche feuergefährliche Gegenstände enthalten, nicht auf Karren gefahren, noch auf Schulter oder auf dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

Die Hafenbehörde ist befugt, Ausnahmen von diesen Vorschriften zuzulassen.

1895

§ 18.

Der Ablader hat dem Führer des Fahrzeuges und dieser ausser der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde (vergleiche §§ 16 und 17) auch Allen, welche beim Laden oder Löschen der feuergefährlichen Gegenstände beschäftigt werden, von deren Feuergefährlichkeit Mittheilung zu machen, und zwar auch dann, wenn die Feuergfährlichkeit schon aus der Art der Verpackung und ihrer Bezeichnung zu entnehmen sein sollte.

Die gleiche Anzeige hat zu machen:

a) wer die Güter dem Ablader behufs der Verladung übersendet, dem Ablader;

b) wer die Güter einem anderen als dem Ablader zur Weiterbeförderung behufs der Verladung übersendet, seinem unmittelbaren Nachmann.

Die Vorschriften dieses Paragraphen finden bei Versendung von gereinigtem Petroleum keine Anwendung.

B. Aetzende Stoffe.

§ 19.

Flüssige Mineralsäuren, Schwefelsäure, Salzsäure, Salpetersäure — mit Ausnahme von rother, rauchender Salpetersäure (wegen dieser vergleiche § 8) — unterliegen nachstehenden Vorschriften:

1. Falls diese Producte in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt werden, so müssen die Behälter dicht verschlossen wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein.

2. Falls dieselben in Metall-, Holz- oder Gummibehältern versendet werden, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

§ 20.

Salpetersäure und Schwefelsäure sind möglichst weit, mindestens zehn Meter in horizontaler Richtung von einander entfernt, in getrennten Räumen zu verstauen; beide Säuren dürfen nicht unmittelbar neben leicht brennbaren Stoffen gelagert werden.

Die Säurebehälter müssen auf den Schiffen so verstaut sein, dass sie weder aneinander stossen, noch herabfallen können.

Gemische von Schwefel- und Salpetersäure sind von der Versendung ausgeschlossen.

Falls Schwefelsäure, Salpetersäure oder Salzsäure in 1895
Mengen von nicht mehr als zehn Kilogramm zum Versandt kommen, ist es gestattet, sie sowohl mit einander, als mit anderen, weder zu den Sprengstoffen, noch zu den Aetzalkalien, noch auch zu den feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück zu vereinigen. Sie müssen dabei in dichtverschlossenen Behältern mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl oder Infusorienerde oder anderen lockeren Massen fest eingebettet sein.

§ 21.

Beim Laden und Löschen von Säurebehältern sind Erschütterungen zu vermeiden; die Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug dürfen nicht auf Karren gefahren, noch auf Schulter oder auf dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

§ 22.

Der Ablader hat dem Führer des Fahrzeuges und dieser Allen, welche beim Laden oder Löschen der ätzenden Stoffe beschäftigt werden, von deren Gefährlichkeit Mittheilung zu machen, und zwar auch dann, wenn die Gefährlichkeit schon aus der Art der Verpackung und ihrer Bezeichnung zu entnehmen sein sollte.

Die gleiche Anzeige hat zu machen:

a) wer die Güter dem Ablader behufs der Verladung übersendet, dem Ablader,

b) wer die Güter einem anderen als dem Ablader zur Weiterbeförderung behufs der Verladung übersendet, seinem unmittelbaren Nachmann.

C. Schlussbestimmungen.

§ 23.

Zuwiderhandlungen gegen die vorstehenden Vorschriften werden, falls sie nicht nach den strafgesetzlichen Bestimmungen zu ahnden sind, im Deutschen Reich mit Geldstrafe bis zu 60 Mark oder mit Haft bis zu 14 Tagen, in Oesterreich nach den für die Uebertretung von polizeilichen Vorschriften geltenden Bestimmungen bestraft.

Gleichzeitig wird bestimmt, dass Zuwiderhandlungen gegen die vorstehenden Vorschriften, falls dieselben nicht nach den strafgesetzlichen Bestimmungen zu ahnden sind, in

1895 Oesterreich nach Maassgabe der Ministerialverordnung vom 30. September 1857 (R. G. Bl. Nr. 198) bestraft werden.

Mit der Handhabung und Ueberwachung dieser Vorschriften sind in Oesterreich, insoweit es sich nicht um Angelegenheiten handelt, die in Gemässheit der für einzelne Elbeplätze erlassenen Hafen- und Uferordnungen den Hafen- oder Ufermeistern zugewiesen, oder mit denen sonstige Stromaufsichtsorgane betraut sind, als Schifffahrtsbehörden erster Instanz die politischen Bezirksbehörden für den ihnen zugewiesenen Schifffahrtsbezirk betraut. Dieselben haben sich hiebei der Mitwirkung der Stromaufsichtsorgane, der Gendarmerie, sowie der Vorsteher der Ufergemeinden zu bedienen

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2319.

19 décembre 1895.

Publication des Ministères Iaux Raux du commerce et des finances concernant une modification de la statistique du commerce étranger.

R. G. Bl. 1895, Nr. 194.

Kundmachung der Minister des Handels und der Finanzen vom 19. December 1895, betreffend die theilweise Abänderung des statistischen Waarenverzeichnisses für den auswärtigen Handel.

Im Einvernehmen mit den königlich ungarischen Ministerien des Handels und der Finanzen sind auf Grund des § 1, Absatz 3 des Gesetzes vom 26. Juni 1890 (R. G. Bl. Nr. 132), betreffend die Statistik des auswärtigen Handels die Nummern: 74, 75, 77, 81, 103, 106, 117, 118, 138, 179, 213, 214, 252, 291, 294, 309, 320, 322, 338, 455, 460, 463, 804, 1026 (Anmerkung), 1055, 1189, 1248, 1255, 1272 und 1299 für die Einfuhr, die Nummern: 12, 13, 14, 51, 52, 54, 58, 59, 60, 61, 79, 82, 93, 94, 110, 148, 208, 247, 250, 265, 276, 278, 293, 321, 369, 374, 378, 423, 457, 467, 528, 529, 531, 532, 659, 894, 1025, 1084, 1091 und 1135 für die Ausfuhr des laut der Kundmachung der Minister des Handels und der Finanzen vom 31. Januar 1892 (R. G. Bl. Nr. 20) erlassenen „Statistischen Waarenverzeichnisses für den auswärtigen Handel des österreichisch-ungarischen Zollgebietes" abgeändert worden, welche Abänderung mit dem 1. Januar 189

in Wirksamkeit tritt. Von der Einschaltung des Inhaltes 1895
dieser Abänderung wird unter Berufung auf den § 1, Absatz 4 des obenbezogenen Gesetzes Umgang genommen.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2320.

26 décembre 1895.

Loi sur les droits d'auteurs d'oeuvres littéraires, artistiques et de photographie.

R. G. Bl. 1895, Nr. 197.

Gesetz vom 26. December 1895, betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

I. Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

§ 1.

Unter dem Schutze dieses Gesetzes stehen die Werke der Literatur, Kunst und Photographie, welche im Inlande erschienen sind; ferner solche, deren Urheber österreichische Staatsbürger sind, mag das Werk im In- oder Auslande oder gar nicht erschienen sein.

§ 2.

Auf Werke von Ausländern, wenn sie im Deutschen Reiche erschienen sind, und auf nicht erschienene Werke von deutschen Staatsangehörigen findet dieses Gesetz, daferne die Gegenseitigkeit gewährleistet ist, mit der Maassgabe Anwendung, dass der Schutz nicht länger dauert, als im Deutschen Reiche selbst.

Für andere Werke besteht der Schutz nach Inhalt der Staatsverträge.

§ 3.

Das Urheberrecht bezieht sich auf das Werk als Ganzes und auf die Theile desselben.

1895

§ 4.

Als Werke der Literatur oder Kunst im Sinne diese Gesetzes sind anzusehen:

1. Bücher, Broschüren, Zeitschriften, Briefsammlungen un alle sonstigen Schriftwerke aus dem Bereiche der Literatu

2. dramatische, dramatisch-musikalische und choreographische Werke (Bühnenwerke);

3. literarischen Zwecken dienende Zeichnungen, Abbidungen, Pläne, Karten, plastische Darstellungen und Skizze dieser Art, wenn sie ihrer Bestimung nach nicht als Kunstwerke zu betrachten sind;

4. Vorträge zum Zwecke der Erbauung, Belehrung ode Unterhaltung;

5. Werke der Tonkunst mit oder ohne Text;

6. Werke der bildenden Künste, als: Gemälde, Zeichnunge Pläne und Entwürfe für architektonische Arbeiten, dann Stich Holzschnitte und alle übrigen Erzeugnisse der graphische Kunst; Werke der Bildhauerei, der Graveur- und Medailleu kunst und andere plastische Kunstwerke. Die Werke de Baukunst sind jedoch ausgenommen.

Als Werke der Photographie im Sinne dieses Gesetze sind alle Erzeugnisse anzusehen, bei deren Herstellung ei photographischer Process als nothwendiges Hilfsmittel be nutzt worden ist.

§ 5.

Gesetze, Verordnungen und öffentliche Actenstücke, ferne Reden und Vorträge, welche bei Verhandlungen oder Ve sammlungen in öffentlichen Angelegenheiten gehalten wurde sind von dem Schutze des Urheberrechtes ausgeschlossen.

Dasselbe gilt von geschäftlichen Ankündigungen, vo Erklärungen und Gebrauchsanweisungen, welche Erzeugnisse der Industrie zur Belehrung der Abnehmer beigegeben werde und von Erzeugnissen der Presse, welche lediglich den Bedürfnissen des häuslichen Lebens zu dienen bestimmt sind

Ebenso sind die an Erzeugnissen der Industrie recht mässig angebrachten Nachbildungen von Werken der bildenden Künste gegen weitere Nachbildung an solchen Erzeugnissen durch das gegenwärtige Gesetz nicht geschützt

§ 6.

Als erschienen gilt ein Werk an dem Tage, an welche es rechtmässig herausgegeben, das ist mit Willen des Berechtigten zur Verbreitung gelangt ist.

Ein musikalisches und ein Bühnenwerk gilt schon a dem Tage als erschienen, an welchem es zuerst rechtmässi

öffentlich aufgeführt wurde; ein Werk der bildenden Künste 1895
oder der Photographie schon an dem Tage, an welchem das Werk selbst oder eine Nachbildung oder Vervielfältigung zuerst rechtmässig öffentlich ausgestellt wurde.

Der Ort des Erscheinens wird gleichfalls nach den vorstehenden Bestimmungen beurtheilt. Werke, welche gleichzeitig im Geltungsgebiete des gegenwärtigen Gesetzes und ausserhalb desselben erschienen sind, gelten als innerhalb dieses Gebietes erschienen.

§ 7.

An den von Mehreren gemeinsam hergestellten Werken steht das Urheberrecht allen Miturhebern gemeinschaftlich und ungetheilt zu. Sie können nur einverständlich über das Werk (insbesondere durch Herausgabe, Nachbildung, Aufführung) verfügen; jeder für sich ist aber befugt, Eingriffe in das gemeinsame Recht gerichtlich zu verfolgen.

Hinsichtlich der Uebertragung des jedem zustehenden Urheberrechtsantheiles gilt § 15 und § 16, Absatz 1.

§ 8.

An Werken aber, welche aus unterscheidbaren Beiträgen verschiedener Mitarbeiter gebildet, gleichwohl ein einheitliches Ganzes darstellen, besteht ein doppeltes Urheberrecht: am Ganzen kommt es dem Herausgeber, an den Einzelbeiträgen den Urhebern derselben zu.

Diese sind jedoch bei Veranstaltung von Einzelausgaben zur Angabe des Werkes, in welchem der Beitrag erschienen ist, verpflichtet.

§ 9.

Ueber Beiträge, welche unter dem Schutze des Urheberrechtes stehen, und in periodischen Werken, als: Zeitschriften, Taschenbüchern, Kalendern, erschienen sind, darf der Urheber, falls nichts anderes verabredet ist, ohne Einwilligung des Herausgebers, und wenn ein solcher nicht angegeben ist, des Verlegers erst nach Ablauf von zwei Jahren nach dem Erscheinen anderweitig verfügen.

§ 10.

Als Urheber eines erschienenen Werkes gilt bis zum Gegenbeweise derjenige, dessen wahrer Name bei dem Erscheinen als der des Urhebers angegeben worden ist.

Ist das Werk durch Verbreitung von Vervielfältigungen oder Nachbildungen erschienen, so muss die Angabe des

1895 Namens auf dem Titelblatte, unter der Zueignung oder der Vorrede oder am Schlusse des Werkes, bei Werken, welche durch Beiträge mehrerer Mitarbeiter gebildet sind, an der Spitze oder am Schlusse jedes Beitrages erfolgt sein. Bei Werken der bildenden Künste, sowie bei photographischen Werken genügt die Namensangabe auf dem Werke selbst oder auf dem Carton, auf welchem dasselbe befestigt ist.

Hat das Erscheinen des Werkes durch öffentliche Aufführung stattgefunden, so muss die Angabe des Namens bei der Ankündigung der ersten Aufführung geschehen sein.

Ist das Werk durch öffentliche Ausstellung erschienen, so muss die Namensangabe sich auf dem Werke selbst oder auf dem Carton, auf welchem es befestigt ist, befinden.

§ 11.

Werke, welche nicht unter Angabe des wahren Namens des Urhebers erschienen sind, gelten als anonyme oder pseudonyme Werke. Bei diesen ist der Herausgeber, und wenn ein solcher nicht angegeben ist, der Verleger berechtigt, die dem Urheber zustehenden Rechte wahrzunehmen.

§ 12.

Bei gewerbsmässig hergestellten Photographien stehen die Rechte des Urhebers dem Inhaber des Gewerbes zu.

§ 13.

Bei Porträts, welche gegen Entgelt bestellt wurden, sie mögen Werke der bildenden Künste oder der Photographie sein, stehen die Rechte des Urhebers dem Besteller zu.

Bei Photographieporträts ist die Ausübung des Urheberrechtes in allen Fällen an die Zustimmung der dargestellten Person oder ihrer Erben gebunden; ausgenommen sind Photographieporträts zu ämtlichen Zwecken.

§ 14.

Das Urheberrecht kann, insolange es dem Urheber oder seinen Erben zusteht, durch Executions- oder Sicherstellungsmaassregeln nicht getroffen werden.

Dagegen sind solche Massregeln auch gegen den Urheber und seine Erben zulässig in Bezug auf vorhandene Vervielfältigungen und Nachbildungen eines bereits veröffentlichten Werkes, auf zum Verkauf fertiggestellte Werke der bildenden Kunst, und auf alle kraft des Urheberrechtes erworbenen vermögensrechtlichen Ansprüche.

§ 15. 1895

Das Urheberrecht geht auf die Erben über; ein Heimfallsrecht findet daran nicht statt.

§ 16.

Der Urheber oder sein Erbe kann die Ausübung des Urheberrechtes beschränkt oder unbeschränkt durch Vertrag oder durch Verfügung von todeswegen anderen überlassen.

Auch hinsichtlich eines bestimmten erst zu schaffenden Werkes kann im voraus giltig verfügt werden.

Ein Vertrag aber, durch welchen jemand die Urheberrechte an seinen künftigen Werken überhaupt oder an einer ganzen Gattung derselben zu übertragen verspricht, ist kraft dieses Gesetzes jederzeit kündbar. Das Kündigungsrecht, auf welches nicht verzichtet werden kann, steht beiden Theilen zu; die Kündigungsfrist beträgt ein Jahr, es wäre denn eine kürzere vereinbart.

§ 17.

Wird das Eigenthum an einem Werke der Literatur oder Tonkunst einem anderen unentgeltlich überlassen, so ist darin ohne besondere Verabredung die Uebertragung des Urheberrechtes nicht enthalten. Die entgeltliche Ueberlassung aber gilt als Uebertragung des Urheberrechtes, sofern aus den Umständen nicht das Gegentheil hervorgeht.

§ 18.

Wird das Eigenthum eines Werkes der bildenden Künste oder der Photographie entgeltlich oder unentgeltlich einem anderen überlassen, so ist darin ohne besondere Verabredung die Uebertragung des Nachbildungs- oder Vervielfältigungsrechtes nicht enthalten.

Aber mit der Uebertragung des Vervielfältigungsmittels (Form, Platte, Holzstock) gilt auch das Vervielfältigungsrecht als übertragen.

§ 19.

Der Eigenthümer des Werkes ist nicht verpflichtet, dasselbe zur Ausübung der dem Urheber zustehenden Rechte herauszugeben.

§ 20.

Hat ein Urheber sein Werk zum Zwecke der Herausgabe oder öffentlichen Aufführung einem anderen überlassen, und ist innerhalb dreier Jahre die Herausgabe oder Aufführung ohne Willen und ohne Verschulden des Urhebers unterblieben, so tritt dieser in sein ursprüngliches Recht zur

1895 Verfügung über das Werk wieder ein. Es steht ihm alsdann frei, entweder nach Inhalt des Vertrages die Erfüllung, beziehungsweise den Schadenersatz zu begehren, oder — ohne Verpflichtung zum Rückersatze des bereits empfangenen Entgeltes — über sein Werk anderweitig zu verfügen.

Durch Verträge kann im voraus weder diesem Rückfall des Verfügungsrechtes entsagt, noch die Frist verlängert werden.

Die Bestimmungen des ersten Absatzes kommen auch dann zur Anwendung, wenn die Neuausgabe eines vergriffenen Werkes der Literatur oder Tonkunst ohne Willen und ohne Verschulden des Urhebers durch drei Jahre unterblieben ist, soferne nicht beim Abschlusse des Verlagsvertrages die Veranstaltung einer Neuausgabe ausgeschlossen wurde.

§ 21.

Wer unbefugt, das ist ohne Zustimmung des Urhebers, seines Rechtsnachfolgers (§§ 15—18) oder des zur Wahrnehmung der Rechte des Urhebers Berechtigten (§ 11), eine durch das gegenwärtige Gesetz dem Urheber ausschliesslich vorbehaltene Verfügung über das Werk trifft, begeht einen Eingriff und wird nach Maassgabe der bestehenden allgemeinen und der in diesem Gesetze enthaltenen besonderen Bestimmungen verantwortlich.

§ 22.

Wird ohne eine in der Sache liegende Nothwendigkeit einem Werke die Bezeichnung, namentlich der Titel, oder die äussere Erscheinung eines früher erschienenen Werkes gegeben, und ist dies zu einer Irreführung des Publicums über die Identität der Werke geeignet, so steht dem Urheber des früher erschienenen Werkes ein Anspruch auf Entschädigung zu.

Dasselbe gilt, wenn die Bezeichnung oder äussere Erscheinung des früher erschienenen Werkes mit so geringen oder so undeutlichen Abänderungen wiedergegeben wurde, dass der Unterschied von dem Publikum nur bei besonderer Aufmerksamkeit wahrgenommen werden kann.

Handelt es sich insbesondere um ein fortlaufendes oder periodisches Werk, so kann überdies das Verbot des Weitergebrauches der irreführenden Bezeichnung oder äusseren Erscheinung bei dem Strafgerichte (§ 54) begehrt werden.

II. Abschnitt. 1895

Inhalt des Urheberrechtes.

a) Bei Werken der Literatur.

§ 23.

Das Urheberrecht an Werken der Literatur umfasst das ausschliessliche Recht, das Werk zu veröffentlichen, zu vervielfältigen, zu vertreiben und zu übersetzen.

Bei Bühnenwerken tritt hinzu das ausschliessliche Recht zur öffentlichen Aufführung.

Bei Vorträgen, insolange sie noch nicht rechtmässig herausgegeben sind, begreift das Urheberrecht auch das ausschliessliche Recht der öffentlichen Abhaltung.

An rechtmässigen Uebersetzungen besteht das Urheberrecht wie an Originalwerken.

§ 24.

Als Eingriff in das Urheberrecht (Nachdruck) ist insbesondere anzusehen:

1. Die Veröffentlichung eines noch nicht erschienenen Werkes;

2. die Herausgabe einer Briefsammlung ohne Zustimmung des Urhebers der Briefe oder seiner Erben;

3. die Herausgabe eines Auszuges oder einer Bearbeitung, welche nur das fremde Werk oder dessen Bestandtheile wiedergibt, ohne die Eigenschaft eines Originalwerkes zu besitzen;

4. der neue Abdruck von Werken, welchen der Urheber oder der Verleger dem Verlagsvertrage zuwider veranstaltet;

5. die Anfertigung einer grösseren Anzahl von Exemplaren eines Werkes seitens des Verlegers, als demselben gestattet ist.

§ 25.

Als Nachdruck ist nicht anzusehen:

1. Das wörtliche Anführen einzelner Stellen oder kleinerer Theile eines erschienenen Werkes;

2. die Aufnahme einzelner erschienener Werke oder einzelner Skizzen und Zeichnungen aus einem solchen Werke in einem durch den Zweck gerechtfertigten Umfange in ein grösseres Ganzes, sofern dieses sich nach seinem Hauptinhalte als ein selbstständiges wissenschaftliches Werk darstellt, ferner in Sammlungen, welche aus Werken mehrerer Urheber zum Kirchen-, Schul- oder Unterrichtsgebrauche oder zu einem literarischen oder künstlerischen Zwecke veranstaltet werden,

1895 Es darf jedoch das entlehnte Stück den Umfang eines Druckbogens des Werkes, welchem es entnommen ist, nicht überschreiten. Der Entlehner ist verpflichtet, den Urheber oder die benützte Quelle anzugeben;

3. die blosse Inhaltsangabe eines erschienenen Werkes oder öffentlich gehaltenen Vortrages;

4. die Herstellung einzelner Vervielfältigungen, wenn deren Vertrieb nicht beabsichtigt wird;

5. der Abdruck des zu einem Tonwerke gehörenden, bereits früher veröffentlichten Textes, wenn er in Verbindung mit dem Tonwerke oder nur zum Behufe der Benützung bei der Aufführung des Tonwerkes mit Andeutung dieser Bestimmung erfolgt. Ausgenommen sind Texte zu Oratorien, Opern, Operetten und Singspielen.

§ 26.

Durch den Abdruck einzelner Artikel, Telegramme und Tagesneuigkeiten aus öffentlichen Blättern wird ein Eingriff nicht begangen.

An belletristischen, wissenschaftlichen und fachlichen Artikeln jedoch besteht auch nach ihrem Erscheinen in einem öffentlichen Blatte das Urheberrecht, wenn an ihrer Spitze die Untersagung des Nachdruckes ausgesprochen ist.

Auf wissenschaftliche und Fachzeitschriften finden die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung.

§ 27.

Die behufs Aufnahme in die Tagesblätter gesammelten und vervielfältigten Mittheilungen und Notizen werden so lange geschützt, bis ihre Veröffentlichung durch eines der hiezu befugten Blätter erfolgt ist.

§ 28.

Das ausschliessliche Recht zur Herausgabe einer Uebersetzung eines rechtmässig erschienenen Werkes steht dem Urheber in der Regel nur dann zu, wenn er sich dieses Recht hinsichtlich aller oder gewisser Sprachen ausdrücklich vorbehalten hat.

Der Vorbehalt muss auf dem Titelblatte, in der Vorrede oder an der Spitze aller Exemplare des Werkes ersichtlich sein; er wird nach Ablauf von drei Jahren von der Herausgabe des Werkes hinsichtlich jener Sprachen wirkungslos, in welchen die vorbehaltene Uebersetzung nicht vollständig herausgegeben ist.

Bei Werken, welche in Abtheilungen erscheinen, wird 1895
jede Abtheilung im Sinne dieses Paragraphen als ein besonderes Werk angesehen.

§ 29.

Ohne einen Vorbehalt hat der Urheber das ausschliessliche Recht zur Herausgabe von Uebersetzungen:

1. Insolange das Werk noch nicht rechtmässig herausgegeben ist;

2. wenn das Werk zuerst in einer todten Sprache rechtmässig herausgegeben ist, hinsichtlich der Uebersetzung in lebende Sprachen;

3. wenn das Werk gleichzeitig in verschiedenen Sprachen rechtmässig herausgegeben ist, hinsichtlich der Uebersetzung in eine dieser Sprachen.

§ 30.

Die öffentliche Aufführung eines Bühnenwerkes enthält einen Eingriff in das Urheberrecht, auch wenn ein Vorbehalt des Rechtes zur öffentlichen Aufführung bei dem Erscheinen des Werkes nicht ausgesprochen war; ferner wenn eine rechtswidrige Bearbeitung oder Uebersetzung aufgeführt wird.

b) Bei Werken der Tonkunst.

§ 31.

Das Urheberrecht an Werken der Tonkunst umfasst das ausschliessliche Recht, das Werk zu veröffentlichen, zu vervielfältigen, zu vertreiben und öffentlich aufzuführen.

§ 32.

Als Eingriff in das Urheberrecht ist insbesondere anzusehen:

1. Die Herausgabe von Auszügen, Potpourris und Arrangements;

2. die Veranstaltung unrechtmässiger Aufführungen, nach Maassgabe der §§ 34, 35.

Die Bestimmungen des § 24 finden auf Tonwerke sinngemässe Anwendung.

§ 33.

Als Eingriff in das Urheberrecht ist nicht anzusehen:

1. Die Herausgabe von Variationen, Transscriptionen, Phantasien, Etuden und Orchestrirungen, sofern sie als eigenthümliche Werke der Tonkunst sich darstellen;

1895 2. das Anführen einzelner Stellen eines erschienenen Tonwerkes;

3. die Aufnahme einzelner erschienener Compositionen in einem durch den Zweck gerechtfertigten Umfange in ein nach seinem Hauptinhalte selbstständiges wissenschaftliches Werk; ferner in Sammlungen von Werken verschiedener Tondichter zur Benützung in Schulen, ausgenommen die Sammlungen für Musikschulen. Es besteht jedoch die Verpflichtung, den Urheber oder die benützte Quelle anzugeben;

4. die Herstellung einzelner Vervielfältigungen, wenn deren Vertrieb nicht beabsichtigt wird.

§ 34.

Das ausschliessliche Recht, ein Bühnenwerk öffentlich aufzuführen, steht dem Urheber unbedingt zu.

Bei anderen Tonwerken steht dieses Recht dem Urheber unbedingt nur insolange zu, als das Werk nicht rechtmässig herausgegeben ist, nach diesem Zeitpunkte aber nur insoweit, als er sich bei der Herausgabe des Werkes das Aufführungsrecht ausdrücklich vorbehalten hat. Der Vorbehalt muss in allen ausgegebenen Exemplaren auf dem Titelblatt oder an der Spitze des Werkes ersichtlich sein.

§ 35.

Das Aufführungsrecht erstreckt sich auch auf alle dem Urheber zur Herausgabe vorbehaltenen Bearbeitungen eines Tonwerkes, welche von dem Urheber vorgenommen oder veranlasst worden, und falls die Bearbeitung rechtmässig herausgegeben wurde, mit dem Vorbehalte des Aufführungsrechtes erschienen sind.

Bearbeitungen, welche nicht vom Urheber vorgenommen oder veranlasst worden sind, können, wenn das Tonwerk oder eine rechtmässige Bearbeitung desselben erschienen ist, frei aufgeführt werden.

§ 36.

Anfertigung und öffentlicher Gebrauch von Instrumenten zur mechanischen Wiedergabe von Tonwerken bildet keinen Eingriff in das musikalische Urheberrecht.

c) Bei Werken der bildenden Künste.

§ 37.

Das Urheberrecht an Werken der bildenden Künste umfasst das ausschliessliche Recht, das Werk zu veröffentlichen, nachzubilden und Nachbildungen zu vertreiben.

Der Urheber eines Werkes, welches durch rechtmässige Nachbildung eines Werkes der bildenden Künste entstanden ist, hat daran das Urheberrecht wie an einem Originalwerke, sofern die Nachbildung mittelst eines anderen als des vom Urheber des Originalwerkes angewendeten Kunstverfahrens hergestellt wurde. Die Nachbildung der rechtmässigen Nachbildung bedarf jedoch auch der Genehmigung des Urhebers des Originalwerkes. 1895

§ 38.

Als Eingriff in das Urheberrecht ist insbesondere anzusehen die Nachbildung eines Originalwerkes, auch wenn sie:

1. Durch ein anderes als das vom Urheber angewendete Verfahren erfolgt;

2. nicht unmittelbar nach dem Originalwerke, sondern mittelbar nach einer Nachbildung desselben hergestellt wird;

3. wenn sie an einem Werke der Baukunst oder Industrie angebracht wird.

Die Bestimmungen des § 24 finden auf Werke der bildenden Künste sinngemässe Anwendung.

§ 39.

Als Eingriff in das Urheberrecht ist nicht anzusehen:

1. Die Hervorbringung eines neuen Werkes unter freier Benützung eines Werkes der bildenden Künste;

2. die Herstellung einzelner Nachbildungen, wenn deren gewerbsmässiger Vertrieb nicht beabsichtigt wird, also insbesondere von ohne solche Absicht angefertigten Einzelcopien eines Werkes der bildenden Künste. Es ist jedoch verboten, die Nachbildung mit dem Namen oder der Signatur des Urhebers des Originalwerkes zu bezeichnen;

3. die Nachbildung eines Werkes der malenden oder graphischen Kunst durch die plastische Kunst oder umgekehrt;

4. die Nachbildung von Werken der bildenden Künste, welche an dem öffentlichen Verkehr dienenden Orten bleibend sich befinden, ausgenommen die Nachbildung von Werken der Plastik durch die Plastik;

5. die Aufnahme von Nachbildungen einzelner erschienener Werke der bildenden Künste bloss zur Erläuterung des Textes in ein Schriftwerk, wenn das letztere als die Hauptsache erscheint. Es besteht jedoch die Verpflichtung, den Urheber des Originales oder die benützte Quelle anzugeben.

1895

d) Bei Werken der Photographie.

§ 40.

Das Urheberrecht an Werken der Photographie umfasst das ausschliessliche Recht, das Werk zu veröffentlichen, auf photographischem Wege (§ 4) zu vervielfältigen und Vervielfältigungen zu vertreiben.

An erschienenen Werken der Photographie, ausgenommen Porträts, besteht das Urheberrecht nur dann, wenn auf jeder rechtmässigen Vervielfältigung oder auf dem Carton, auf welchem dieselbe befestigt ist, ersichtlich gemacht ist:

1. Der Name, beziehungsweise die Firma, ferner der Wohnort des Urhebers oder des Verlegers;

2. das Kalenderjahr, in welchem das Werk erschienen ist.

§ 41.

Als Eingriff in das Urheberrecht ist nicht anzusehen:

1. Die Herstellung einzelner Vervielfältigungen, wenn deren Vertrieb nicht beabsichtigt wird;

2. die Aufnahme von Vervielfältigungen einzelner erschienener Photographien bloss zur Erläuterung des Textes in ein Schriftwerk, wenn das letztere als die Hauptsache erscheint. Es besteht jedoch die Verpflichtung, den Urheber des Originales oder die benützte Quelle anzugeben.

§ 42.

Die vorstehenden Bestimmungen finden hinsichtlich solcher Werke der Photographie keine Anwendung, welche als Vervielfältigungen oder Nachbildungen von noch geschützten Werken der Literatur oder Kunst oder als Bestandtheile noch geschützter literarischer Werke nach den hiefür geltenden Bestimmungen zu behandeln sind.

III. Abschnitt.

Dauer des Urheberrechtes.

§ 43.

Das Urheberrecht an Werken der Literatur und Kunst endigt in der Regel dreissig Jahre nach dem Tode des Urhebers.

Bei nachgelassenen Werken, welche innerhalb der letzten fünf Jahre der Schutzfrist erschienen sind, endigt das Urheberrecht fünf Jahre nach dem Erscheinen.

Bei einem von Mehreren gemeinsam hergestellten Werke (§ 7) endigt das Urheberrecht dreissig Jahre nach dem Tode

jenes Miturhebers, welcher die übrigen überlebt hat. Erlischt 1895
das Recht eines Miturhebers früher, so geht sein Urheberrechtsantheil auf die übrigen Miturheber über.

§ 44.

Das Urheberrecht an Werken der Literatur und Kunst, welche anonym oder pseudonym erschienen sind, endigt dreissig Jahre nach dem Erscheinen des Werkes.

Der Urheber und mit dessen Zustimmung auch sein Rechtsnachfolger ist jedoch befugt, innerhalb dieser Frist den wahren Namen des Urhebers zur Eintragung in ein von dem Handelsministerium zu führendes öffentliches Urheberregister anzumelden; dies bewirkt die Bemessung der Schutzfrist nach § 43.

Die Eintragungen erfolgen ohne Prüfung der Berechtigung des Anmeldenden und der Richtigkeit der angemeldeten Thatsachen; sie werden öffentlich kundgemacht.

Für jede Eintragung ist eine Gebühr an den Staatsschatz zu entrichten, deren Höhe durch Verordnung bestimmt wird.

§ 45.

Bei Werken, welche aus unterscheidbaren Beiträgen verschiedener Mitarbeiter bestehen, bemessen sich die für die einzelnen Beiträge geltenden Schutzfristen nach den §§ 43 und 44.

§ 46.

Bei Werken, welche von Behörden, Corporationen, Unterrichtsanstalten und öffentlichen Instituten, von Vereinen und Gesellschaften herausgegeben sind, endigt das Urheberrecht des Herausgebers (§ 8) dreissig Jahre nach dem Erscheinen.

§ 47.

Das ausschliessliche Recht zur Herausgabe von Uebersetzungen endigt fünf Jahre nach der rechtmässigen Herausgabe der vorbehaltenen Uebersetzung (§ 28); im Falle des § 29, Z. 3, fünf Jahre nach der Herausgabe des Originales.

§ 48.

Das Urheberrecht an Werken der Photographie endigt zehn Jahre nach dem Entstehen der unmittelbar nach dem Originale hergestellten Matrize.

Ist das Werk innerhalb dieser Frist erschienen, so endigt das Urheberrecht zehn Jahre nach dem Erscheinen.

1895

§ 49.

Bei Werken, die in mehreren Abtheilungen erscheinen, wird die Schutzfrist von dem Erscheinen einer jeden Abtheilung an berechnet.

Wenn sie jedoch eine einzige Aufgabe behandeln und mithin als in sich zusammenhängend zu betrachten sind, richtet sich die Dauer der Schutzfrist nach dem Erscheinen der letzten Abtheilung.

Ist aber zwischen dem Erscheinen einzelner aufeinander folgender Abtheilungen ein Zeitraum von mehr als drei Jahren verflossen, so sind die vorher und die nachher erschienenen Abtheilungen als gesonderte Werke zu behandeln.

§ 50.

Bei Berechnung der gesetzlichen Schutz- und Vorbehaltsfristen, insbesondere der Fristen der §§ 9, 43 bis 49, ist das Kalenderjahr, in welchem das für den Beginn der Frist maassgebende Ereignis eingetreten ist, nicht mitzuzählen.

IV. Abschnitt.

Schutz des Urheberrechtes.

§ 51.

Wer wissentlich einen Eingriff (§ 21) in ein Urheberrecht begeht, oder wissentlich Erzeugnisse eines solchen Eingriffes entgeltlich verbreitet, macht sich eines Vergehens schuldig und wird an Geld von 100 fl. bis 2000 fl. oder mit Arrest von einem bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 52.

Einer Uebertretung macht sich schuldig:

1. Wer entgegen der ihm durch dieses Gesetz auferlegten Verpflichtung es unterlässt, den Urheber oder die Quelle einer Entlehnung anzugeben;

2. wer die Einzelcopie eines Werkes der bildenden Kunst mit dem Namen oder der Signatur des Urhebers des Originales bezeichnet;

3. wer über ein Photographieporträt ohne Zustimmung der dargestellten Person oder ihrer Erben eine unter das Urheberrecht fallende Verfügung trifft;

4. wer die Bezeichnung, den Titel oder die äußere Erscheinung eines Werkes, nachdem das gerichtliche Verbot erfolgt war, weiter verwendet.

Die Strafe ist mit Geld von 5 bis zu 100 fl. bemessen.

§ 53. 1895

Wer in der Absicht, zu täuschen, ein fremdes Werk mit seinem eigenen Namen oder ein eigenes Werk mit dem Namen eines anderen versieht, um dasselbe in Verkehr zu setzen, oder wer wissentlich ein solches Werk in Verkehr setzt, macht sich, auch wenn kein Eingriff in ein Urheberrecht vorliegt, eines Vergehens schuldig, insofern nicht strengere Bestimmungen des Strafgesetzes eingreifen.

Dieses Vergehens macht sich auch schuldig, wer in gleicher Absicht eine falsche Anmeldung zum öffentlichen Urheberregister vornimmt.

Die Strafe des Vergehens ist 100 fl. bis 2000 fl. an Geld oder Arrest von einem bis zu sechs Monaten.

§ 54.

Zum Verfahren über die in § 52 bezeichneten Uebertretungen sind die in Presssachen zuständigen Gerichte berufen.

Das im § 22, Absatz 3 vorgesehene Verbot ist bei dem Bezirksgerichte in Presssachen zu begehren.

§ 55.

Die Verfolgung der in den §§ 51 und 52 bezeichneten strafbaren Handlungen findet nur auf Verlangen des Verletzten statt.

§ 56.

Bei der Verurtheilung wegen des Vergehens nach § 51 ist auf Verlangen des Verletzten auf den Verfall der bei wem immer vorhandenen zum Vertriebe bestimmten Vervielfältigungen und Nachbildungen und auf Zerlegung des Drucksatzes zu erkennen; ferner ist auszusprechen, dass die zur widerrechtlichen Vervielfältigung oder Nachbildung ausschliesslich bestimmten Vorrichtungen (Abdrücke, Abgüsse, Platten, Steine und Formen) für diesen Zweck unbrauchbar zu machen sind. Im Falle einer unbefugten Aufführung kann auch auf den Verfall der Manuscripte, Textbücher, Partituren und Rollen erkannt werden.

Dasselbe kann bei der Verurtheilung wegen Namensverfälschung (§ 53) von amtswegen verfügt werden.

Ist nur ein Theil des Werkes als widerrechtliche Vervielfältigung oder Nachbildung anzusehen, so beschränken sich die bezeichneten Maassregeln auf diesen Theil.

§ 57.

Bei der Verurtheilung wegen Vergehens nach § 51 hat das Strafgericht auf Verlangen des Verletzten neben der

1895 Strafe auch auf Entschädigung zu erkennen, soweit di gebnisse des Strafverfahrens eine verlässliche Beurtheilun privatrechtlichen Ansprüche ermöglichen. Die Entschäd: umfasst nicht bloss die eigentliche Schadloshaltung un Ersatz des entgangenen Gewinnes, sondern es soll übe nach freiem, durch die Würdigung aller Umstände gelei Ermessen des Gerichtes dem Verletzten für erlittene kungen oder anderweitige persönliche Nachtheile eine messene Geldsumme zugesprochen werden.

Gegen den Ausspruch über den Entschädigungsans steht beiden Theilen die Berufung zu.

§ 58.

Dem Verletzten ist auch die Befugnis zuzusprechen Verurtheilung auf Kosten des Schuldigen öffentlich bel zu machen. Die Art der Bekanntmachung und die Frist ist unter Bedachtnahme auf die Anträge des Verletzt dem Urtheile zu bestimmen.

§ 59.

Der Verletzte ist berechtigt, noch vor der Fällun Straferkenntnisses wegen des Vergehens nach § 51 di schlagnahme oder Verwahrung der im § 56 bezeich Gegenstände, sowie die erforderlichen Maassnahmen zu Zwecke zu begehren, damit die Begehung oder Wiederh der strafbaren Handlung verhindert werde.

Ueber dieses Begehren hat das Strafgericht sofo entscheiden; es bleibt ihm überlassen, die begehrten M nahmen nur gegen Caution zu bewilligen.

§ 60.

Unabhängig von der Einleitung eines strafgerichtl Verfahrens steht dem Urheber das Recht zu, beim Civilri Entschädigung im Sinne des 57 von jedermann zu bege dem ein schuldbarer Eingriff (§ 21) zur Last fällt, und e von allen Personen, welche in schuldbarer Weise unr mässige Vervielfältigungen oder Nachbildungen seines W entgeltlich verbreiten.

§ 61.

Er ist ferner befugt, beim Civilrichter auf Anerken seines Urheberrechtes, sowie auf Unterlassung eines Eingriffes zu klagen, und selbst wenn den Beklagten Verschulden trifft, von ihm die Herausgabe der erfolgte reicherung zu fordern; auch in diesem Falle kann er langen, dass auf die im § 56 bezeichneten Maassna erkannt werde.

§ 62. 1895

Werden Ersatzansprüche auf Grund dieses Gesetzes vor dem Civilrichter erhoben, so hat dieser sowohl über das Vorhandensein als auch über die Höhe des Schadens, desgleichen über den Bestand und die Höhe einer Bereicherung nach freiem, durch die Würdigung aller Umstände geleitetem Ermessen zu entscheiden.

§ 63.

Die Regierung ist ermächtigt, Sachverständigencollegien zu bilden, welche auf Verlangen der Gerichte Gutachten in Sachen des Urheberrechtes abzugeben verpflichtet sind.

Die Zusammensetzung der Sachverständigencollegien und deren Geschäftsordnung ist im Verordnungswege zu regeln.

V. Abschnitt.

Schlussbestimmungen.

§ 64.

Die den Gebrauch der Presse regelnden, dann die hinsichtlich der Presserzeugnisse, sowie betreffs der öffentlichen Aufführung, der Ausstellung und des Feilbietens von Werken bestehenden allgemeinen Gesetze und Vorschriften bleiben aufrecht.

§ 65.

Das gegenwärtige Gesetz tritt mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit. Es findet auch auf die vor Beginn seiner Wirksamkeit erschienenen Werke Anwendung; jedoch bleiben für solche Werke die bisherigen Schutzfristen, insoweit sie länger sind, aufrecht.

Ebenso bleiben die bisherigen kürzeren Schutzfristen für das ausschliessliche Recht der Aufführung eines Bühnenwerkes ausnahmsweise maassgebend in dem Verhältnisse des Urhebers zu solchen Bühnen, welchen er vor der Wirksamkeit dieses Gesetzes das Aufführungsrecht auf die ganze Schutzdauer entgeltlich überlassen hatte.

§ 66.

Die bei Beginn der Wirksamkeit dieses Gesetzes vorhandenen Vervielfältigungen und Nachbildungen, deren Herstellung bisher nicht verboten war, können auch fernerhin verbreitet werden.

Desgleichen können die in diesem Zeitpunkte vorhandenen Vorrichtungen zur Vervielfältigung oder Nachbildung (Ab-

1895 drücke, Abgüsse, Platten, Steine und Formen), wenn deren Herstellung bisher nicht verboten war, zu besagtem Zwecke noch während eines Zeitraumes von vier Jahren, vom Beginne der Wirksamkeit des gegenwärtigen Gesetzes an, benützt werden.

Die Verbreitung solcher Vervielfältigungen oder Nachbildungen und die fernere Benützung der bezeichneten Vorrichtungen ist aber nur dann gestattet, wenn diese Gegenstände in Folge eines von der betheiligten Partei binnen drei Monaten nach Beginn der Wirksamkeit des gegenwärtigen Gesetzes gestellten Ansuchens durch die politische Bezirksbehörde des Ortes, wo sie sich befinden, in ein Inventar aufgenommen und mit einem besonderen Stempel versehen worden sind.

§ 67.

Die vor Beginn der Wirksamkeit des gegenwärtigen Gesetzes rechtmässig zur Aufführung gebrachten musikalischen und Bühnenwerke können auch ferner frei aufgeführt werden.

§ 68.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes ist Mein Justizminister im Einvernehmen mit den übrigen betheiligten Ministerien beauftragt.

München, den 26. December 1895.

Franz Joseph m. p.

Badeni m. p. *Gautsch* m. p.
Gleispach m. p. *Glanz* m. p.

2321.

29 décembre 1895.

Ordonnance sur la mise à exécution de la loi sur les droits d'auteur du 26 décembre 1895.

R. G. Bl. 1895, Nr. 198.

Verordnung des Justizministeriums im Einvernehmen mit den Ministerien des Innern und des Handels vom 29. December 1895, zur Durchführung des Gesetzes vom 26. December 1895 (R. G. Bl. Nr. 197), betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie.

Zur Durchführung des Gesetzes vom 26. December 1895 (R. G. Bl. Nr. 197), betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie, wird im Einver-

nehmen mit den Ministerien des Innern und des Handels mit 1895
Wirksamkeit vom Kundmachungstage an verordnet, wie folgt:

A. Hinsichtlich des Urheberregisters für anonym oder pseudonym erschienene Werke der Literatur und Kunst.

§ 1.

Das im § 44 des Urheberrechtsgesetzes vorgeschriebene Urheberregister zur Ersichtlichmachung des wahren Namens des Urhebers eines anonym oder pseudonym erschienenen Werkes der Literatur und Kunst wird von dem Handelsministerium nach dem aus der Beilage ·/. ersichtlichen Formulare geführt.

§ 2.

Zur Eintragung geeignet sind die anonym oder pseudonym erschienenen Werke, wenn sie im Inlande oder im Deutschen Reiche erschienen sind, oder wenn deren Urheber österreichische Staatsbürger sind, oder wenn die Eintragung nach Inhalt der Staatsverträge begehrt werden kann.

§ 3.

Die Eintragungen in das Urheberregister erfolgen über schriftliches Ansuchen des Urhebers und mit dessen Zustimmung auch seines Rechtsnachfolgers, im übrigen ohne Prüfung der Berechtigung des Anmeldenden und der Richtigkeit der angemeldeten Thatsachen.

§ 4.

Die Anmeldungen zum Urheberregister haben folgende Daten zu enthalten:

1. den Namen, die Beschäftigung, den Wohnort und die Staatsbürgerschaft des Urhebers;
2. die genaue Bezeichnung des Werkes und der Gattung desselben; bei Verlagswerken insbesonders den vollen Titel, die Zahl der Abtheilungen (Bände, Hefte) und der Seiten;
3. die Art des Erscheinens des Werkes (§ 6 des Urheberrechtsgesetzes);
4. Jahr und Ort des Erscheinens;
5. das Pseudonym des Urhebers, beziehungsweise die Angabe, dass das Werk anonym erschienen ist;
6. falls die Anmeldung nicht durch den Urheber selbst erfolgt, den Namen, die Beschäftigung und den Wohnort des Anmelders.

1895

§ 5.

Die Eintragung erfolgt gegen Zahlung einer Gebühr von fünf Gulden für jedes einzelne, im Sinne des § 49 des Urheberrechtsgesetzes als ein gesondertes anzusehendes Werk. Die Gebühr ist beim Handelsministerium zugleich mit der Anmeldung zu erlegen.

§ 6.

Ueber den Vollzug der Eintragung wird dem Anmelder von dem Handelsministerium eine Bestätigung ertheilt, aus welcher der Inhalt der Eintragung ersichtlich ist.

Die Eintragungen werden ihrem Wortlaute nach periodisch in der Weise durch die „Wiener Zeitung" veröffentlicht, dass die in einem Kalenderjahre erfolgten Anmeldungen spätestens im Januar des folgenden Jahres zur Veröffentlichung gelangen.

§ 7.

Jedermann kann in das Urheberregister Einsicht nehmen und gegen Entrichtung der entfallenden Stempelgebühr die Ausfertigung amtlich beglaubigter Abschriften aus demselben, sowie ein Zeugnis verlangen, dass eine bestimmte Eintragung in dem Register nicht vorkomme.

§ 8.

Die Bestätigungen der Anmeldungen, sowie die beglaubigten Abschriften und Zeugnisse aus dem Urheberregister werden von dem Referenten und dem mit der Registerführung betrauten Beamten des Handelsministeriums unterfertigt und mit dem Amtssiegel versehen.

B. Hinsichtlich der Inventarisirung und Stempelung der Vervielfältigungen und Nachbildungen von Werken der Literatur, Kunst und Photographie, dann der Vorrichtungen zur Vervielfältigung oder Nachbildung solcher Werke.

§ 9.

Die Aufnahme des im § 66 des Urheberrechtsgesetzes vorgesehenen Inventars der Vervielfältigungen und Nachbildungen von Werken der Literatur, Kunst und Photographie, dann der Vorrichtungen zur Vervielfältigung oder Nachbildung solcher Werke, sowie die Stempelung dieser Gegenstände hat durch die politische Bezirksbehörde des Ortes, wo die betreffenden Gegenstände sich befinden, in Folge eines schriftlichen Ansuchens der betheiligten Partei zu erfolgen.

§ 10. 1895

Die Partei hat mit der Anmeldung ein zweifach ausgefertigtes Verzeichnis vorzulegen und in diesem die der Amtshandlung zu unterziehenden Gegenstände einzeln und genau mit den zur Identificirung dienenden Bezeichnungen anzuführen.

§ 11.

In das Verzeichnis können alle Vervielfältigungen und Nachbildungen, dann alle Vorrichtungen zur Vervielfältigung oder Nachbildung (Abdrücke, Abgüsse, Platten, Steine und Formen) aufgenommen werden, wenn sie am 31. December 1895 als dem Tage, an welchem das Urheberrechtsgesetz in Wirksamkeit tritt, bereits vorhanden waren und wenn deren Herstellung bisher nicht verboten war.

Den betheiligten Parteien ist es übrigens freigestellt, auch später hergestellte Vervielfältigungen und Nachbildungen anzumelden, jedoch nur dann, wenn die zu deren Herstellung benützten Vorrichtungen gemäss der Bestimmungen dieser Verordnung inventarisirt und gestempelt worden sind.

§ 12.

Die politische Bezirksbehörde, bei der die Anmeldung überreicht wird, hat sich von der Richtigkeit des vorgelegten Verzeichnisses zu überzeugen und zu prüfen, ob das Verzeichnis den Anordnungen des § 11 entspricht. Gegenstände, welche diesen Anordnungen zuwider angemeldet wurden, sind aus dem Verzeichnisse auszuscheiden.

§ 13.

Die rechtmässig angemeldeten Vervielfältigungen und Nachbildungen, dann Vorrichtungen zur Vervielfältigung oder Nachbildung sind von der Behörde einzeln mit dem in passender Weise anzubringenden Amtssiegel zu versehen. Ein Pare des vorgelegten und erforderlichenfalls richtiggestellten Verzeichnisses ist von der Behörde aufzubewahren, das andere unter Bestätigung des Tages der Ueberreichung der Partei zurückzustellen.

§ 14.

Die im ersten Absatze des § 11 bezeichneten Vervielfältigungen und Nachbildungen, dann Vorrichtungen zur Vervielfältigung oder Nachbildung, sind bei Vermeidung der im § 66 des Urheberrechtsgesetzes bestimmten Rechtsfolgen spätestens bis einschliesslich 30. März 1896 zur Anmeldung zu bringen.

1895 Die Anmeldung der im zweiten Absatze des § 1 zeichneten Vervielfältigungen und Nachbildungen ist auch diesem Zeitpunkte, jedoch nur mit der Beschränkung s haft, dass die Aufnahme des Inventars und die Stempe der angemeldeten Vervielfältigungen und Nachbildu spätestens am 30. December 1899 zu erfolgen hat.

§ 15.

Verspätete Anmeldungen sind nicht zu berücksich und den Parteien als zur Amtshandlung nicht geeignet rückzustellen.

C. Hinsichtlich der Sachverständigen-Collegi

§ 16.

Die Zusammensetzung der Sachverständigen-Coll und deren Geschäftsordnung wird abgesondert geregelt we

Badeni m. p. *Gleispach* m. p. *Glanz* m. p.

Beilage ·/. zu § 1.

Urheber-Register

für anonym oder pseudonym erschienene Werke der Literatur und K

Registernummer	Tag der Anmeldung	Name, Beschäftigung, Wohnort und Staatsbürgerschaft des Urhebers	Genaue Bezeichnung des Werkes und der Gattung desselben, bei Verlagswerken voller Titel, Zahl der Abtheilungen und der Seiten	Art des Erscheinens des Werkes (§ 6 des Urheberrechtsgesetzes)	Jahr und Ort des Erscheinens	Pseudonym des Urhebers oder Angabe der Anonymität des Werkes	Name, Beschäftigung und Wohnort des Anmelders	Anmerk
1	2	3	4	5	6	7	8	9

1896

2322.

6 janvier 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture sur quelques modifications du trafic à moudre.

R. G. Bl. 1896, Nr. 7.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 6. Januar 1896, womit einige Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 29. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 50) hinsichtlich des Mahlverkehres abgeändert werden.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden bis zur anderweitigen definitiven Regelung des Gegenstandes die Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 29. Mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 50, III A.) in Betreff des Mahlverkehres der Mühlen im Zollgebiete, welche ausländisches Getreide für den Export vermahlen, abgeändert, beziehungsweise ergänzt, wie folgt:

Im Punkt 1 der bezogenen Verordnung ist am Schlusse des ersten Absatzes beizufügen: „Diese Sicherstellung muss in Bargeld erlegt werden."

Im Punkt 2 der bezogenen Verordnung sind die Worte „unter Hinzurechnung der hievon entfallenden Kleie und Abfälle" zu streichen.

Punkt 4 der bezogenen Verordnung hat zu lauten: „Die Zollrückvergütung, beziehungsweise Abschreibung erfolgt bei der Austrittsbehandlung des Mahlproductes, welche innerhalb der einer Verlängerung nicht fähigen Frist von sechs Monaten vom Zeitpunkte des Bezuges des Getreides mit dem Vorbehalte der Zollrückvergütung stattzufinden hat, gegen Vorweisung des nach erfolgter Austrittsbestätigung einzusendenden Vormerkscheines nach dem Grundsatze, dass für je 100 Kilogramm exportirter Mahlproducte (wozu die Kleie und dergleichen Abfälle nicht gehören) der für 100 Kilogramm Getreide sicherstellungsweise erlegte Zoll rückvergütet wird."

Punkt 5 der bezogenen Verordnung entfällt.

Diese Verordnung tritt am 15. Januar 1896 in Kraft und sind die Bestimmungen derselben auf alles Getreide anzuwenden, welches von diesem Tage ab zum Vermahlen angemeldet wird. Getreide, welches vor dem 15. Januar 1896 zum Vermahlen angemeldet worden ist, ist nach den bisherigen Bestimmungen zu behandeln.

1896 Der auf Grund von Handelsverträgen bestehende Gegenseitigkeitsverkehr der Grenzbewohner mit Getreide zum Vermahlen bleibt nach wie vor den hiefür bestehenden besonderen Anordnungen unterworfen.

Bilinski m. p. *Ledebur* m. p. *Glanz* m. p.

2323.

19 janvier 1896.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant une augmentation des attributions du bureau douanier à Abbazia.

R. G. Bl. 1896, Nr. 20.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 19. Januar 1896 betreffend die Umwandlung der Zollexpositur in Abbazia in ein Nebenzollamt I. Classe.

An Stelle der Zollexpositur mit Hafendienst in Abbazia wurde mit 1. Januar 1896 ein mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes II. Classe ausgestattetes, mit dem Hafen- und Seesanitätsdienste vereinigtes Nebenzollamt I. Classe activirt

Bilinski m. p.

2324.

12 février 1896.

Publication du Ministère I[1] R[1] des chemins de fer concernant la liste des voies ferrées soumies aux dispositions de l'arrangement international du 14 octobre 1890.

R. G. Bl. 1895, Nr. 30.

Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 12. Februar 1896 betreffend die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

Die Liste jener Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet

hat unter Berücksichtigung der seit der Kundmachung vom 1896
18. Februar 1895 (R. G. Bl. Nr. 25) erfolgten Aenderungen
zu lauten wie folgt:

Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 Anwendung findet.

(III. Ausgabe vom 1. Januar 1896.)

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Belgische Staatsbahnverwaltung.
2. Belgische Nordbahn.
3. Grosse Belgische Centralbahn.
4. Lüttich—Maestricht.
5. Gent—Terneuzen.
6. Mecheln—Terneuzen.
7. Westflandrische Eisenbahn.
8. Eisenbahn von Chimay.
9. Gent—Eecloo—Brügge.
10. Termonde—St. Nicolas.
11. Hasselt—Maeseyck.
12. Antwerpen—Gent (Waes).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Niederländischer Verwaltungen.

13. Die von der Gesellschaft zum Betriebe der Niederländischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Achel bis Lüttich-Vivegnis, Ans (Etat) und Flémalle Grande.

II. Deutscher Verwaltungen.

14. Die von den königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Bleyberg bis Bleyberg.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der französischen Nordbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:
15. bei Comines bis Comines.
16. bei Halluin bis Menin.

1896 IV. Luxemburgischer Verwaltungen.

Die von der luxemburgischen Prinz Heinrich-Bahn betriebenen Strecken von der belgisch-luxemburgischen Grenze

17. bei Pétange bis Athus.
18. bei Clémency bis Autel-Bas.

Anmerkung: Betreffend die Bahnstrecken, welche von belgischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 112, 113.
Frankreich, Ziffer 15, 16, 17, 18, 19.
Niederlande, Ziffer 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsass-Lothringen.
2. Militäreisenbahn.
3. Königlich Preussische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden Preussischen Privateisenbahnen mit Ausschluss:
a) der oberschlesischen schmalspurigen Zweigbahn.
4. Königlich Bayerische Staatseisenbahnen mit Ausschluss der von ihnen betriebenen Localbahnen:
b) Augsburg-Göggingen;
c) Göggingen-Pfersee.
5. Königlich Sächsische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden sächsischen Privateisenbahnen.
6. Königlich Württembergische Staatseisenbahnen.
7. Grossherzoglich Badische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden Badischen Privateisenbahnen.
8. Main-Neckar-Eisenbahn nebst den von ihr betriebenen grossherzoglich hessischen Nebenbahnstrecken.
9. Grossherzoglich Oberhessische Eisenbahnen.
10. Grossherzoglich Mecklenburgische Staatseisenbahnen mit Ausschluss:
d) der Doberan—Heiligendammer Eisenbahn.
11. Grossherzoglich Oldenburgische Staatseisenbahnen mit Ausschluss:
e) der Ocholt—Westersteder Eisenbahn.

II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung.

12. Alt-Damm—Colberger Eisenbahn.
13. Altona—Kaltenkirchener Eisenbahn.

14. Arnstadt—Ichtershausener Eisenbahn. 1896
15. Braunschweigische Landeseisenbahn.
16. Bregthalbahn (Donaueschingen—Furtwangen).
17. Breslau—Warschauer Eisenbahn.
18. Broelthal-Eisenbahn.
19. Crefelder Eisenbahn.
20. Cronberger Eisenbahn.
21. Dahme—Uckroer Eisenbahn.
22. Deggendorf—Mettener Eisenbahn.
23. Dessau—Wörlitzer Eisenbahn.
24. Dortmund—Gronau—Enscheder Eisenbahn.
25. Eckernförde—Kappelner Schmalspurbahn.
26. Eisenberg-Crossener Eisenbahn.
27. Eisern—Siegener Eisenbahn.
28. Ermsthalbahn (Metzingen—Urach).
29. Eutin—Lübecker Eisenbahn.
30. Flensburg—Kappelner Eisenbahn.
31. Frankfurter Verbindungsbahn (Frankfurt a. M.).
32. Fürth-Zirndorf—Cadolzburger Eisenbahn.
33. Georgs-Marienhütte Eisenbahn.
34. Gernrode—Harzgeroder Eisenbahn.
35. Gotteszell—Viechtacher Eisenbahn.
36. Halberstadt—Blankenburger Eisenbahn.
37. Haltingen—Kanderner Nebenbahn.
38. Hansdorf—Priebuser Nebenbahn.
39. Hessische Ludwigs-Eisenbahn.
40. Hohenebra—Ebelebener Eisenbahn.
41. Hoyaer Eisenbahn (Hoya—Eystrup).
42. Ilmenau—Grossbreitenbacher Eisenbahn.
43. Kaiserstuhlbahn.
44. Kerkerbachbahn.
45. Kiel—Eckernförde—Flensburger Eisenbahn.
46. Kirchheimer Eisenbahn.
47. Königsberg—Cranzer Eisenbahn.
48. Kreis Altenaer Schmalspurbahnen.
49. Krozingen—Staufen—Sulzburger Nebenbahn.
50. Lübeck—Büchener und Lübeck—Hamburger Eisenbahn.
51. Ludwigs-Eisenbahn (Nürnberg—Fürth).
52. Mannheim — Weinheim — Heidelberg — Mannheimer Eisenbahn.
53. Marienburg—Mlawkaer Eisenbahn.
54. Mecklenburgische Friedrich Wilhelm-Eisenbahn.
55. Meppen—Haselünner Eisenbahn.
56. München—Wolfratshausener Eisenbahn.
57. Murnau—Garmisch—Partenkirchener Eisenbahn.
58. Neubrandenburg—Friedländer Eisenbahn.

1896 59. Neuhaldensleber Eisenbahn.
60. Oberdorf—Füssener Eisenbahn.
61. Osterwieck—Wasserlebener Eisenbahn.
62. Osthofen—Westhofener Eisenbahn.
63. Ostpreussische Südbahn, einschliesslich der Fisc hausen—Palmnickener Eisenbahn.
64. Paulinenaue—Neu-Ruppiner Eisenbahn.
65. Peine—Ilseder Eisenbahn.
66. Pfälzische Eisenbahnen.
67. Prignitzer Eisenbahn (Perleberg—Wittstock.)
68. Reinheim—Reichelsheimer Eisenbahn.
69. Rhein—Ettenheimmünsterer Localbahn.
70. Rhene—Diemelthal-Eisenbahn (Bredelar—Martenber
71. Ronsdorf—Müngstener Eisenbahn.
72. Röthenbach b. L.—Weiler Eisenbahn.
73. Ruhlaer Eisenbahn (Wutha—Ruhla).
74. Schaftlach-Gmunder Eisenbahn.
75. Schleswig — Angeler Eisenbahn (Schleswig — Süde brarup).
76. Sonthofen—Oberstdorfer Eisenbahn.
77. Sprendlingen—Wöllsteiner Eisenbahn.
78. Stargard — Cüstriner Eisenbahn, einschliesslich d Glasow—Berlinchener Eisenbahn.
79. Stendal—Tangermünder Eisenbahn.
80. Warstein—Lippstadter Eisenbahn.
81. Wermelskirchen—Burger Eisenbahn.
82. Wittenberge—Perleberger Eisenbahn.
83. Worms—Offsteiner Eisenbahn.
84. Zell-Todtnauer Eisenbahn.
85. Zschipkau—Finsterwalder Eisenbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe ausserdeutscher Bahnverwaltungen befinden.

I. Russischer Verwaltungen.

86. Die von der St. Petersburg—Warschauer Eisenbah betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze b Eydtkuhnen bis Eydtkuhnen.

87. Die von den Südwestbahnen betriebene Strecke vo der russisch-deutschen Grenze bei Prostken bis Prostken.

88. Die von der Weichselbahn betriebene Strecke vo der russisch-deutschen Grenze bei Illowo bis Illowo.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

89. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betrieber Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Myslowit bis Myslowitz.

90. Die von der Oesterreichischen Nordwestbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Wichtstadtl bis Mittelwalde. 1896

91. Die von der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Mittelsteine bis Mittelsteine.

Die von der Süd-norddeutschen Verbindungsbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

92. bei Liebau bis Liebau.
93. bei Seidenberg bis Seidenberg.
94. Die von der Böhmischen Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach bis Ebersbach.

Die von der Buschtěhrader Eisenbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

95. bei Reitzenhain bis Reitzenhain.
96. bei Klingenthal bis Klingenthal.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

97. bei Hennersdorf bis Ziegenhals.
98. bei Niklasdorf bis Ziegenhals.
99. bei Furth i. W. bis Furth i. W.
100. bei Passau bis Passau.
101. bei Braunau bis Simbach.
102. bei Lochau bis Lindau.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Schweizerischen Nordostbahn betriebenen Strecken von der schweizerisch-deutschen Grenze:

103. bei Konstanz bis Konstanz.
104. bei Rielasingen bis Singen.
105. bei Waldshut bis Waldshut.

IV. Französischer Verwaltungen.

Die den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen gehörigen, von der Französischen Ostbahn mitbetriebenen Strecken von der französisch-deutschen Grenze:

106. bei Altmünsterol bis Altmünsterol.
107. bei Avricourt bis Deutsch-Avricourt.
108. bei Chambrey bis Chambrey.
109. bei Novéant bis Novéant.
110. bei Amanweiler bis Amanweiler.
111. bei Fentsch bis Fentsch.

V. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der niederländisch-deutschen Grenze:

1896 112. bei Aachen bis Aachen.
113. bei Dalheim bis Dalheim.

VI. Niederländischer Verwaltungen.

114. Die von der Nordbrabant-Deutschen Bahn betriel Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gen bis Wesel.

115. Die von der Holländischen Eisenbahngesellsc betriebene und von der Gesellschaft zum Betrieb der Nie ländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von niederländisch-deutschen Grenze bei Cranenburg bis Cl

116. Die von der Gesellschaft zum Betrieb der Nie ländischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der derländisch-deutschen Grenze:

a) bei Emmerich bis Emmerich.
b) bei Elten bis Welle.

117. Die von der Gesellschaft zum Betrieb der Nie ländischen Staatseisenbahnen betriebene und von der Hol dischen Eisenbahngesellschaft mitbetriebene Strecke von niederländisch-deutschen Grenze bei Gronau bis Gronau.

118. Die von der Holländischen Eisenbahngesellsc betriebene und von der Gesellschaft zum Betrieb der Nie ländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von niederländisch-deutschen Grenze bei Gildehaus bis Salzber

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von deut Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Belgien, Ziffer 14.
Frankreich, Ziffer 20, 21, 22, 23, 24, 25.
Luxemburg, Ziffer 2, 3.
Niederlande, Ziffer 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Oesterreich, Ziffer 26 bis und mit 46.
Russland, Ziffer 28, 29, 30, 31, 32, 33.
Schweiz, Ziffer 16, 17, 18, 19, 20, 21.

Frankreich.

A. Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und B strecken.

Die Linien d'intérêt général:

1. Der Nordbahn.

2. Der Ostbahn, einschliesslich der für Rechnung Concessionäre betriebenen Linien von Monthermé nach M hermé, Vrigne-Meuse nach Vrigne-aux-Bois, Carignan 1 Messempré, Charmes nach Rambervillers, Avricourt 1 Blamont und Cirey, Saint-Dizier nach Vassy, Vassy 1 Doulevant-le-Château.

3. Der Westbahn.

4. Der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn, einschliesslich der für 1896
Rechnung der Concessionäre betriebenen Linie des alten Hafens in Marseille und derjenigen von Arles nach Saint-Louis.

5. Der Orléansbahn, einschliesslich der Localbahnen der Sarthe.

6. Der Südbahn.

7. Der Staatsbahnen, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Localbahnen von Ligré-Rivière nach Richelieu und von Barbezieux nach Châteauneuf.

8. Die beiden Ringbahnen von Paris, einschliesslich der strategischen Linie von Valenton nach Massy-Palaiseau.

9. Der Gesellschaft für Departementaleisenbahnen.

10. Der Eisenbahngesellschaft von Somin nach Anzin und bis zur belgischen Grenze.

11. Der Gesellschaft des Médoc.

Die Linien von localer Bedeutung:

12. Der Gesellschaft für Departementaleisenbahnen.

13. Der Eisenbahn von Marlieux nach Châtillon-sur-Chalaronne.

14. Von Castelnau nach Margaux und von Pauillac nach Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

15. bei Treignes bis Vireux.

16. bei Doissche bis Givet.

17. Die von der Belgischen Nordbahn betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Heer-Agimont bis Givet.

18. Die von der Westflandrischen Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Abeele bis Hazebrouck.

19. Die von der Eisenbahngesellschaft von Chimay betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Momignies bis Anor.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die der französischen Ostbahn gehörigen, von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen mitbetriebenen Strecken von der deutsch-französischen Grenze:

1896 20. bei Altmünsterol bis Petit-Croix.
21. bei Deutsch-Avricourt bis Igney-Avricourt.
22. bei Chambrey bis Moncel.
23. bei Novéant bis Pagny-sur-Moselle.
24. bei Amanweiler bis Batilly.
25. bei Fentsch bis Audun-le-Roman.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Jura-Simplonbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:
26. bei Delle bis Delle.
27. bei Vallorbes bis Pontarlier.
28. bei Verrières bis Pontarlier.

IV. Italienischer Verwaltungen.

29. Die von der Italienischen Gesellschaft der Mittelmeerbahnen betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Modane bis Modane.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von französischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 15, 16.
Deutschland, Ziffer 106, 107, 108, 109, 110, 111.
Italien, Ziffer 6.
Schweiz, Ziffer, 22, 23, 24, 25.

Italien.

A. Von italienischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Sämmtliche von der Gesellschaft des mittelländischen Netzes betriebenen Linien.

2. Sämmtliche von der Gesellschaft des adriatischen Netzes betriebenen Linien.

3. Sämmtliche von der Gesellschaft des sicilianischen Netzes betriebenen Linien einschliesslich der Strecke über die Meerenge von Messina.

4. Die von der Società Veneta per Imprese e Costruzioni pubbliche, mit Sitz in Padua, betriebenen Linien:
a) Padova—Bassano,
b) Vicenza—Treviso,
c) Vicenza—Schio,
d) Cividale—Portogruaro,
e) Parma—Suzzara,
f) Bologna S. V.—Portomaggiore,
g) Budrio—Massalombarda,
h) Arezzo—Stia und
i) Conegliano—Vittorio.

5. Die Nord—Milano-Eisenbahnen in Mailand, nämlich: 1896
k) Milano—Bovisa—Erba mit Abzweigungen von Bovisa nach Milano—Librera und von S. Pietro nach Camnago,
l) Milano—Bovisa—Sarrono,
m) Sarrono—Malnate—Varese—Laveno,
n) Como—Camerlata—Grandate—Malnate mit Abzweigung von Camerlata nach Albate—Camerlata,
o) Novara-Busto Arsizio—Saronno—Seregno und
p) Sarrono—Grandate.

B. Bahnstrecken, welche im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen sich befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

6. Die von der Französischen Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Ventimiglia bis Ventimiglia.

II. Schweizerischer Verwaltungen.

7. Die von der Gotthardbahn betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Pino bis Luino.

III. Oesterreichischer Verwaltungen.

8. Die von den k. k. Oesterreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Italien mitbetriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze bei Pontafel bis Pontebba.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von italienischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Frankreich, Ziffer 29.
Oesterreich, Ziffer 23, 24, 25.
Schweiz, Ziffer 26

Luxemburg.

A. Von luxemburgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Prinz Heinrich-Bahn, mit Einschluss der Linie von Wasserbillig nach Grevenmacher.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

2. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebenen sämmtlichen Linien der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn.

1896 3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-luxemburgischen Grenze bei Ulflingen bis Ulflingen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von luxemburgischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 17, 18.

Niederlande.

A. Von niederländischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Gesellschaft zum Betriebe der Niederländischen Staatseisenbahnen.
2. Holländische Eisenbahngesellschaft.
3. Niederländische Centraleisenbahngesellschaft.
4. Nord-Brabant-Deutsche Eisenbahngesellschaft.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den grossherzoglich Oldenburgischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-niederländischen Grenze bei Neuschanz bis Neuschanz.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-niederländischen Grenze:

6. bei Borken bis Winterswyk.
7. bei Bocholt bis Winterswyk.
8. bei Straelen bis Venloo.
9. bei Kaldenkirchen bis Venloo.
10. bei Dalheim bis Vlodrop.

II. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken:

11. von der belgisch-niederländischen Grenze bei Hamont bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Dalheim.
12. von der belgisch-niederländischen Grenze bei Lanaeken bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Aachen.
13. von der belgisch-niederländischen Grenze bei Weelde-Merxplas bis Tilburg.
14. Die von der Lüttich-Maestrichter Eisenbahn betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Visé bis Maestricht.
15. Die von der Mecheln-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei La Clinge bis Terneuzen.

16. Die von der Gent-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Selzaete bis Terneuzen. 1896

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von niederländischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 13.
Deutschland, Ziffer 114, 115, 116, 117, 118.

Oesterreich-Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder (einschliesslich Liechtenstein).

A. Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich-Ungarn betrieben werden.

1. K. k. Generaldirection der österreichischen Staatsbahnen, mit Einschluss der auf fürstlich Liechtenstein'schem Gebiete gelegenen Strecke der Linie Feldkirch-Buchs; — dagegen mit Ausschluss:
der Dalmatiner Staatsbahn:
a) Spalato—Siverić—Knin,
b) Perković—Slivno—Sebenico,
dann der Kolomeaer Localbahnen:
c) Kolomea—Sloboda rungurska nebst Abzweigung,
d) Nadwornianski przedmiescie—Szeparowce Kniażdwór,
sowie:
e) der schmalspurigen Localbahn Unzmarkt-Mauterndorf (Murthalbahn),
und endlich der Flügelbahnen:
f) Podloce—Niepolomice,
g) Wama—Russisch-Moldawitza,
h) Lititz-Nürschan und
i) Lemberg (Kleparów)—Janów.
2. Aussig—Teplitzer Eisenbahn.
3. Böhmische Commercialbahnen.
4. Böhmische Nordbahn.
5. Bozen—Meraner Eisenbahn.
6. Buschtěhrader Eisenbahn.
7. Kaiser Ferdinands-Nordbahn.
8. Kaschau-Oderberger Bahn (auf österreichischem Gebiete betriebene Linien).
9. Kremsthalbahn.
10. Localbahn Mori—Arco-Riva am Gardasee.
11. Neutitscheiner Localbahn.
12. Oesterreichische Nordwestbahn.
13. Oesterreichisch-Ungarische Staatseisenbahngesellschaft.

1896 14. Přivos—Mährisch-Ostrau—Witkowitzer Localbal
15. Salzburger Eisenbahn- und Tramwaygesellschaf
16. Salzkammergut-Localbahn.
17. Südbahn-Gesellschaft (auf österreichischem Ge betriebene Linien), mit Ausschluss der schmalspurigen I bahnen:
k) Mödling—Hinterbrühl nächst Wien (mit elektrischer triebe),
l) Preding—Wieselsdorf—Stainz,
m) Pöltschach—Gonobitz,
n) Kapfenberg—Seebach—Au.
18. Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn.
19. Stauding—Stramberger Localbahn.
20. Eisenbahn Wien-Aspang.
21. Wiener Verbindungsbahn.
22. Die von den königlich Ungarischen Staatseisenb betriebenen Strecken der k. k. Staatsbahnen von Law bis zur ungarischen Landesgrenze und von Fehring bi ungarischen Landesgrenze, sowie der österreichisch-ungari Staatseisenbahngesellschaft von Marchegg bis zur ungari Landesgrenze, endlich die von der Raab—Oedenburg— further Bahn betriebene Strecke der im Betriebe der bahngesellschaft stehenden Wien—Pottendorf—Wiener städter Bahn von Ebenfurth bis zur ungarischen La grenze.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetrieb wärtiger Verwaltungen befinden.

I. Italienischer Verwaltungen.

Die durch die Italienische Adria-Eisenbahn-Gesell betriebenen Strecken von der italienisch-österreich Grenze:

23. bei Cormons bis Cormons.
24. bei Pontebba bis Pontafel in der Richtung aus I
25. bei Peri bis Ala.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die durch die Königlich Bayerischen Staatseisenb betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen G

26. bei Kiefersfelden bis Kufstein.
27. bei Salzburg bis Salzburg.
28. bei Waldsassen bis Eger.
29. bei Schirnding bis Eger.
30. bei Asch bis Eger.

Die durch die Königlich Sächsischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze: 1896

31. bei Brambach bis Eger.
32. bei Bärenstein bis Weipert.
33. bei Moldau bis Moldau.
34. bei Schöna bis Bodenbach.
35. bei Schöna bis Tetschen.
36. bei Neusalza-Spremberg bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Taubenheim.
37. bei Alt- und Neu-Gersdorf bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach.
38. bei Seifhennersdorf bis Warnsdorf.
39. bei Gross-Schönau bis Warnsdorf.
40. bei Zittau bis Reichenberg.

Die durch die Königlich Preussischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

41. bei Neusorge bis Halbstadt.
42. bei Troppau bis Troppau.
43. bei Jägerndorf bis Jägerndorf.
44. bei Oderberg bis Oderberg.
45. bei Goczalkowitz bis Dzieditz.
46. bei Neuberun bis Oswięcim.

III. Russischer Verwaltungen.

Die durch die Verwaltung der Russischen Südwestbahnen in der Richtung aus Russland betriebenen Strecken von der russisch-österreichischen Grenze:

47. bei Radziwilow bis Brody.
48. bei Woloczysk bis Podwoloczyska.
49. bis österreichisch Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von österreichischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 89 bis und mit 102.
Italien, Ziffer 8.
Russland, Ziffer 34, 35, 36, 37.
Schweiz, Ziffer 14, 15.

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Ungarn oder in Oesterreich betrieben werden.

1. Ungarische Staatsbahnen, mit Ausnahme:
der schmalspurigen Linie Gran—Bresnitz—Schemnitz,
der normalspurigen Localbahn Soroksár—Szt.-Lörincz
und
der schmalspurigen Localbahn im Taraczthal;
dagegen mit Einschluss folgender von der Staatsbahnverwaltung betriebenen Linien:

1896 *a)* von der rumänischen Grenze bis Predeál.
b) von der Grenze bei Semlin bis Belgrad.
c) von Bród bis Bosna-Bród.
d) der Localbahn Békés—Földvár—Békés.
e) „ „ Debreczin—Hajdúnánás.
f) „ „ Grosswardein—Belényes—Vaskoh.
g) „ „ Puszta-Tenyö—Kun-Szt.-Márton.
h) „ „ Kun-Szt.-Márton—Szentes.
i) „ „ Ujszász—Jász-Apáti.
j) „ „ Mezö-Tur—Turkeve.
k) „ „ Csakathurn—Agram (von Zagorien)
l) „ „ Vinkovce—Brčka.
m) „ „ Maros-Vásárhely—Szász-Régen.
n) „ „ von Mátra.
o) „ Eisenbahn Bánréve—Ozd.
p) „ Localbahnen von Bihar.
q) „ Localbahn Teufelsdorf — Székelyudvarhely (S Eisenbahn).
r) der Localbahn Maros-Ludas—Bistritz.
s) „ „ Ruma — Vrdnik.
t) „ „ Steinamanger—Pinkafeld.
u) „ „ Szatmár—Nagybánya.
v) „ „ von Szilágyság.
w) „ „ Nyiregyháza—Mátészalka.
x) „ „ Budapest—Lajosmizse.
y) „ „ Kisujszállás—Dévaványa—Gyoma.
z) „ Localbahnen in Bács—Bodrogh.
a¹) „ Eisenbahn Fünfkirchen—Barcs.
b¹) „ Localbahn Gran—Almás-Füzitö.
c¹) „ Localbahnen jenseits der Donau.
d¹) „ Localbahn Kaschau—Torna.
e¹) „ „ Debreczin—Füzes-Abony—Ohat—Pol
f¹) „ „ des Békéser Comitates.
g¹) „ „ Marmaros—Szigetkamara—Gross-Bo Klein-Bocskó und Szigetkamara—Szlatina.
h¹) die Linie Hermannstadt—Felek der Localbahn Her stadt—Rothenthurmpass.
i¹) der Localbahn Felek—Fogaras.
j¹) „ „ Kronstadt—Háromszék.
k¹) „ „ Somogy-Szobb—Barcs.
l¹) „ „ Warasdin—Golubovecz.
m¹) „ „ Gross-Kikinda—Gross-Becskerek.
n¹) „ „ von Torontál.
o¹) „ „ Szentes—Hódmezövásárhely.
p¹) „ „ Balaton-Szent-György—Somogy-Szob
q¹) „ „ Zsebely—Csákovár.
r¹) „ „ im Muránythal.

s¹) der Localbahn Békés—Csanád. 1896
t¹) „ „ Hidegkút—Gyönk-Tamási.
u¹) „ Slavonischen Localbahn.
v¹) „ Localbahn im Csetnekthal.
w¹) „ „ Neusohl—Altsohl—Brezó.
x¹) „ „ Piski—Vajda-Hunyad.
y¹) „ „ Petrosény—Livazény—Lupény.
z¹) „ „ Kaposvár-Mocsolád.
a²) „ „ Hermannstadt—Gross-Disznód.
b²) „ „ Kreutz—Belovár.
c²) „ „ im Zsitvathale.
d²) „ „ Debreczin-Derecske—Gross-Léta.
e²) „ „ Steinamanger—Rum.
f²) „ „ Versecz-Kubin.
g²) „ „ Szt.-Lörincz—Slatina—Našic.
h²) „ „ Pressburg—Dunaszerdahely.
i²) „ „ Baja—Zombor—Neusatz.
j²) „ schmalspurigen Localbahn Karlsburg—Zalathna.
k²) „ Localbahn Temesvár—Gross-Szent-Miklós.
l²) „ „ Kecskemét—Füllöpszállás.
m²) „ „ Budapest—Gran.
n²) „ „ im Zalathal.
o²) „ „ Altsohl—Brezó—Breznóbánya—Theissholz.
p²) „ „ Raab—Veszprim—Dombovár.

2. Südbahngesellschaft (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien), mit Einschluss folgender von derselben betriebenen Localbahnen:

a) Güns—Steinamanger,
b) Barcs—Pakracz.

3. Kaschau-Oderberger Bahn (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien), einschliesslich der von ihr betriebenen Strecke Csácza—Zwardon der königlich ungarischen Staatsbahnen; ferner der Strecke Margitfalu—Gölniczbánya der Localbahn im Gölniczthal, aber ausschliesslich der schmalspurigen Strecke Gölniczbánya—Schmölnitz derselben Linie und endlich einschliesslich

a) der Localbahn im Leutschauthale,
b) „ „ „ Popradthale,
c) „ „ Késmárk—Szepesbéla,
d) „ „ Szepesbéla—Podolin und
e) „ „ Szepes—Váralja.

4. Raab—Oedenburg—Ebenfurther Eisenbahngesellschaft.
5. Vereinigte Arader und Csanáder Eisenbahn.
6. Eisenbahn im Szamosthal.
7. Localbahn Keszthely—Balaton-Szt.-György.
8. Eisenbahn Mohács-Fünfkirchen.
9. Die schmalspurige Localbahn Nagy-Károly—Somkut.

1896 10. Localbahn Eperies—Bartfeld.

11. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatsbahnen von Mezö—Laborcz bis zur österreichischen Landesgrenze, von Körösmezö bis zur österreichischen Landesgrenze, und die der Kaschau—Oderberger Bahn von Orló bis zur österreichischen Landesgrenze.

12. Die von der österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft betriebene Strecken der königlich ungarischen Staatsbahnen von Trencsin—Teplitz bis zur österreichischen Landesgrenze am Vlarapass, von Bruck a. L. bis zur österreichischen Landesgrenze und von Skolitz bis zur österreichischen Landesgrenze.

13. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke der Holics—Gödinger Localbahn von Holics bis zur österreichischen Landesgrenze.

III. Occupationsgebiet.

1. K. u. k. Militärbahn Banjaluka—Doberlin.

Russland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Nicolaibahn (mit Zweigbahn nach dem Hafen und den Eisenbahnen von Nowotorsschok und Rjew—Wjasma).
2. St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn.
3. Baltische Eisenbahn (mit Ausnahme der II. Section) und Pskow—Riga.
4. Moskau—Kursk, Moskau—Nijninowgorod und Muromer Eisenbahn (unter einheitlicher Verwaltung vom Staate betrieben).
5. Sysran—Wjasma Eisenbahn.
6. Katherine Eisenbahn.
7. Riga—Orel (gebildet aus den Mitauer, Boldéraa, Riga—Tuckumer, Riga—Dwinsker, Dwinsk—Witebsker und Orel—Witebsker Eisenbahnen).
8. Libau—Romny Eisenbahn.
9. Warschau Terespoler Eisenbahn.
10. Kharkow—Nicolajew Eisenbahn.
11. Kursk—Kharkow—Asower Eisenbahn (mit den Losowo—Sebastopoler und Djankoï—Theodosie Eisenbahnen).
12. Samara—Zlatoousk, und Orenburger Eisenbahnen.
13. Polessier Eisenbahn.
14. Südwestbahnen.

B. Von Privatverwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken. 1896

15. Rybinsker Eisenbahn (mit der schmalspurigen Eisenbahn von Nowgorod).
16. Moskau—Jaroslawl—Archangel Eisenbahn (mit den Schmalspurbahnen von Schuja—Ivanowo und Jaroslawl—Wologda).
17. Moskau—Brester Eisenbahn.
18. Moskau—Kasan Eisenbahn.
19. Rjasan—Uralsk Eisenbahn.
20. Südostbahnen.
21. Warschau—Wiener Eisenbahn.
22. Lodser Eisenbahn.
23. Moskau—Kiew—Woronesch Eisenbahn.
24. Weichselbahn.
25. Ivangorod—Dombrowo Eisenbahn.
26. Wladikaukaser Eisenbahn.
27. Fastower Eisenbahn.

C. Grenzstrecken, welche sich im Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

28. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.
29. bei Ottloschin bis Alexandrowo.
30. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oderufer-Eisenbahn).
31. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).
32. Die von der Ostpreussischen Südbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Prostken bis Grajewo.
33. Die von der Marienburg-Mlawkaer Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Illowo bis Mlawa.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

34. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze bei Szczakowa bis Granica.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Russland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

35. bei Brody bis Radziwilow.

1896 36. bei Podwoloczyska bis Woloczysk.
37. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 86, 87, 88.
Oesterreich, Ziffer 47, 48, 49.

Schweiz.

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Centralbahn.
2. Gotthardbahn.
3. Jura-Simplonbahn.
4. Schweizerische Nordostbahn.
5. Vereinigte Schweizerbahnen.
6. Neuenburger Jurabahn.
7. Emmenthalbahn.
8. Langenthal—Huttwylbahn.
9. Tössthalbahn.
10. Schweizerische Seethalbahn.
11. Schweizerische Südostbahn.
12. Rorschach-Heidenbahn.
13. Sihlthalbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Oesterreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. Oesterreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-schweizerischen Grenze:

14. bei Buchs bis Buchs.
15. bei St. Margarethen bis St. Margarethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Grossherzoglich Badischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-schweizerischen Grenze:

16. bei Gottmadingen bis zur schweizerisch-deutschen Grenze bei Wilchingen.
17. bei Stetten bis Basel.
18. bei Leopoldshöhe bis Basel.
19. bei Grenzach bis Basel.
20. Die von den grossherzoglich Badischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Verbindungsbahn vom badischen Bahnhof bis zum Centralbahnhof in Basel.

21. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebene Strecke von der deutsch-schweizerischen Grenze bei St. Ludwig bis Basel. 1896

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:

22. bei St. Gingolph bis Bouveret.
23. bei Chêne-Bourg bis Genf-Eaux-Vives.
24. bei La Plaine bis Genf-Cornavin.
25. bei Col-des-Roches bis Locle.

IV. Italienischer Verwaltungen.

26. Die von den italienischen Gesellschaften des Mittelmeer- und des Adriatischen Netzes betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Chiasso bis Chiasso.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von schweizerischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland. Ziffer 103, 104, 105.
Frankreich. Ziffer 26, 27, 28.
Italien, Ziffer 7.

Guttenberg m. p.

2325.

25 février 1896.

Publication du Ministère I^1 R^1 des finances autorisant les bureaux douaniers principaux de deuxième classe à Oswięcim et Jaegerndorf à traiter à la sortie le sucre.

R. G. Bl. 1896, Nr. 36.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 25. Februar 1896, betreffend die Ermächtigung der Hauptzollämter II. Classe in Oswięcim und Jägerndorf zur Austrittsbehandlung von Zucker.

Die Hauptzollämter II. Classe in Oswięcim und Jägerndorf werden zur Austrittsbehandlung von mit dem Anspruche auf Ausfuhrbonification über die Zolllinie austretenden Zucker im Sinne der bestehenden Vorschriften ermächtigt.

Bilinski m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

1896

2326.

26 février 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances étendant les attributions du bureau douanier secondaire de première classe à Risano.

R. G. Bl. 1896, Nr. 37.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 26. Februar 1896, betreffend die Befugniserweiterung des k. k. Nebenzollamtes I. Classe in Risano.

Im Einvernehmen mit dem k. k. Handelsministerium wird das k. k. Nebenzollamt I. Classe Risano in Dalmatien zur Austrittsbehandlung der mit dem Vorbehalte der Steuerrückvergütung oder Ausfuhrbonification über die Zolllinie austretenden gebrannten geistigen Flüssigkeiten ermächtigt.

Bilinski m. p.

2327.

5 mars 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant la modification de la liste alphabétique du tarif douanier aux positions Magnésia et Magnésite.

R. G. Bl. 1896, Nr. 40.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 5. März 1896, betreffend die Aenderung der Bestimmungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife bei den Schlagworten „Magnesia und Magnesit".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden nachstehende Abänderungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses verfügt:

Die Schlagworte „**Magnesia**" und „**Magnesit**" in ihrer dermaligen Fassung sind zu streichen; dieselben haben in neuer Fassung zu lauten:

Magnesia (Bittererde, Talkerde), natürliche, kohlensaure, s. Magnesit.
— salzsaure, s. Chlormagnesium.
— schwefelsaure, s. Bittersalz.
— künstliche kohlensaure (Magnesia carbonica oder alba) . . . . . 331 10 fl.

Magnesia, gebrannte, künstliches, chemisch reines Magnesiumoxyd (Magnesia usta)	331	10 fl.	1896
— — chemisch nicht reines Magnesiumoxyd (künstliches oder aus natürlicher kohlensaurer Magnesia [gebrannter Magnesit]) auf Grund des Art. IV des Zollgesetzes	320	— „ 50 kr.	

Anmerkung. Die zur Nr. 331 gehörige chemisch reine, künstliche, kohlensaure Magnesia und das chemisch reine, künstliche Magnesiumoxyd bilden ein schneeweisses, ausserordentlich leichtes und voluminöses Pulver. In reiner verdünnter Salzsäure löst sich die erstere unter starkem Brausen, letzteres ohne Brausen, jedoch mit starker Erwärmung, ohne den geringsten Rückstand zu einer vollkommen wasserklaren farblosen Lösung, welche durch Zusatz von gelber Blutlaugensalzlösung (Ferrocyankalium) keinerlei Färbung annimmt und in welcher Chlorbariumlösung keine Färbung und keinen Niederschlag hervorruft.

Der zur Nr. 103 b_2 gehörige gemahlene, geschlemmte Magnesit (natürliche kohlensaure Magnesia) und das zur Nr. 320 gehörige, chemisch nicht reine, in der Regel aus dem ersteren durch Erhitzung dargestellte Magnesiumoxyd (gebrannter Magnesit) kommt als weisses, ins Röthliche oder Gelblichbraune spielendes Pulver, mitunter auch in derben Stücken oder Brocken vor.

Beide unterscheiden sich auffallend von den oben erwähnten, chemisch reinen Magnesiumverbindungen, und zwar schon durch ihre dichtere Structur, durch ihr relativ bedeutend höheres Gewicht und durch das rauhere Anfühlen.

Mit reiner verdünnter Salzsäure behandelt, löst sich Magnesit unter starkem Brausen, gebrannter Magnesit ohne Brausen, jedoch unter starker Erwärmung, unter Rücklassung von mehr oder weniger unlöslicher Kieselsäure (feinem Sande) zu einer gelblichen, niemals vollkommen reinen Flüssigkeit, welche durch gelbes Blutlaugensalz blau gefärbt wird und in welcher Chlorbariumlösung oft eine Trübung oder einen Niederschlag ergibt.

Kali- oder Natronlauge ruft in den Lösungen der Magnesiumverbindungen einen reichlichen weissen, gallertartigen Niederschlag hervor.

— Kalimagnesia-Doppelsalz (künstliches Düngmittel) s. Dungsalze.		
Magnesit (natürliche kohlensaure Magnesia, Bittererde, Talkerde) in rohem Zustande	103 *a*	frei
— gemahlen, geschlemmt	103 b_2	frei
S. die Anmerkung bei „Magnesia".		
— gebrannt, s. Magnesita gebrannte.		

Die Verordnung vom 21. Juni 1892 (R. G. Bl. Nr. 102), betreffend die Zollbehandlung von gebrannter Magnesia zur industriellen Verwendung, wird aufgehoben.

Die gegenwärtige Verordnung tritt sofort in Kraft.

Glanz m. p. *Bilinski* m. p.

1896

2328.

5 mars 1896.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances sur l'établissement d'une dépendance à Schwaderbach du bureau secondaire de Graslitz.

R. G. Bl. 1896, Nr. 41.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 5. März 1896, betreffend die Errichtung einer Expositur des Nebenzollamtes Graslitz in Schwaderbach.

In Schwaderbach in Böhmen wurde eine Expositur des Nebenzollamtes I. Classe Graslitz errichtet. Dieselbe ist mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet und hat ihre Thätigkeit am 1. März 1896 begonnen.

Bilinski m. p.

2329.

13 mars 1896.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] des finances sur le mode admis en douane de réunir certaines espèces de sucres pour l'exportation à l'étranger.

R. G. Bl. 1896, Nr. 42.

Erlass des Finanzministeriums vom 13. März 1896, betreffend die Vereinigung mehrerer Consumzucker zu einer Sendung bei der unter Raumverschluss erfolgenden Ausfuhr von Consumzucker aus Zuckererzeugungsstätten über die Zolllinie.

Im Einvernehmen mit dem königlich ungarischen Finanzministerium wird in Abänderung der Bestimmung des Abschnittes II, Z. 2 der Anlage *A* der Zuckersteuer-Vollzugsvorschrift vom Jahre 1888 (R. G. Bl. Nr. 111) gestattet, dass bei der Ausfuhr von Consumzucker aus Zuckererzeugungsstätten über die Zolllinie unter ein und demselben Raumverschlusse in einer Sendung auch verschiedene Consumzuckersorten vorkommen dürfen.

In diesem Falle müssen folgende Anordnungen genau eingehalten werden:

1. Die Einlagerung der einzelnen Zuckersorten in den Verschlussraum hat derart zu geschehen, dass die zu je einer Zuckersorte gehörigen Colli vereinigt bleiben;

2. zugleich mit der betreffenden Ausfuhrerklärung hat die Partei einen einfachen Grundriss des Eisenbahnwaggons

beizubringen, aus welchem die Lagerung der zu jeder einzelnen Zuckersorte gehörigen Colli im Verschlussraum ersichtlich sein muss. 1896

Das Versendungsamt hat den Grundriss zu prüfen und im Falle derselbe richtig befunden wurde, diesen Umstand auf demselben zu bestätigen.

Der Grundriss hat die Sendung bis zum Austrittsamte zu begleiten.

3. In der Ausfuhrerklärung sind die Angaben bezüglich einer jeden einzelnen Zuckersorte zusammenzuziehen. Wenn daher beispielsweise eine Ausfuhrsendung aus 100 Zuckerbroden und aus 100 Kisten Würfelzucker bestehen würde, so wäre in den Rubriken 1, 3 und 9 der betreffenden Ausfuhrerklärung anzuführen: 100, 1—100, Zucker in Broden, 100, 101—200, Würfelzucker. Wird von der obigen Gestattung Gebrauch gemacht, so können selbstverständlich die einzelnen zu einer mindestens 500 Kilogramm Zucker umfassenden Sendung gehörigen Zuckersorten auch ein geringeres Gewicht als 500 Kilogramm haben.

Werden bei der Ausfuhr von Consumzucker aus Zuckererzeugungsstätten über die Zolllinie unter einem und demselben Raumverschlusse mehrere Zuckersendungen vereinigt, so haben auch weiterhin die Bestimmungen des Punktes 4 des Finanzministerialerlasses vom 12. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 38) mit Ausnahme der Bestimmung des letzten Absatzes Anwendung zu finden.

Bilinski m. p.

2330.

19 mars 1896.

Ordonnance du Ministère I^1 R^1 du commerce concernant le passage sous le pont du Danube à Stein.

R. G. Bl. 1896, Nr. 44.

Verordnung des Handelsministeriums vom 18. März 1896, womit die im II. Abschnitte B II der provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau enthaltenen, mit der Verordnung des Handelsministeriums vom 29. April 1885 (R. G. Bl. Nr. 62) erlassenen Bestimmungen für die Durchfahrt der Ruderfahrzeuge und Dampfschiffe durch die Steiner Donaubrücke ausser Kraft gesetzt werden.

Im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Innern und des Ackerbaues werden die im II. Abschnitte, lit. *B* II der provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau enthaltenen, mit der Verordnung des Handels-

1896 ministeriums vom 29. April 1885 (R. G. Bl. Nr. 62) erlassene Bestimmungen für die Durchfahrt der Ruderfahrzeuge u Dampfschiffe durch die Steiner Donaubrücke ausser Kra gesetzt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachu in Wirksamkeit.

Glanz m. p.

2331.

19 mars 1896.

Ordonnance du Ministère I¹ R¹ du culte et de l'instru tion publique sur la nostrification des diplomes acqu par les femmes aux universités étrangères.

R. G. Bl. 1896, Nr. 45.

Verordnung des Ministers für Cultus und Unterricht v 19. März 1896, betreffend die Nostrification der von Frauen Auslande erworbenen medicinischen Doctordiplome.

In Ergänzung des Erlasses des Ministeriums für Cult und Unterricht vom 6. Juni 1850, Z. 4513, womit provi rische Bestimmungen über die Nostrification ausländisch medicinischer Doctordiplome getroffen wurden, finde ich an ordnen, dass künftig auch Frauen zur Nostrification solch ausländischer Doctordiplome zuzulassen sind.

Hierbei sind jedoch nachstehende Bestimmungen zu b obachten:

§ 1.

Die Candidatin hat behufs Zulassung zur Nostrificati nachzuweisen:

a) die österreichische Staatsbürgerschaft,

b) das zurückgelegte 24. Lebensjahr oder dessen Vollendu in jenem Kalenderjahre, in welchem die Nostrificati angesucht wird,

c) die erfolgreiche Ablegung der in der Ministerialv ordnung vom 21. September 1878, Z. 15551 (Ministeri Verordnungsblatt Nr. 34), respective der Ministeri verordnung vom 9. März 1896, Z. 1966, näher bezeichnet Prüfung (Reifeprüfung) an einem inländischen Staa gymnasium,

d) eine Studienzeit von 10 Semestern an der medicinisch Facultät einer ausländischen Universität, deren Studie einrichtungen jenen der österreichischen Universität im Wesentlichen gleichkommen.

Ausserdem hat die Candidatin nachzuweisen, dass gegen 1896
ihr Verhalten während der Studienzeit im Auslande kein Anstand erhoben wurde.

§ 2.

Ueber die Zulassung oder Nichtzulassung, sowie über etwaige ausnahmsweise Gewährung von Erleichterungen oder Begünstigungen hat das Professorencollegium der medicinischen Facultät derjenigen Universität, an welcher die Betreffende die Nostrification anstrebt, Beschluss zu fassen.

Der Beschluss des Professorencollegiums auf Zulassung zur Nostrification ist in jedem einzelnen Falle dem Ministerium für Cultus und Unterricht zur Genehmigung vorzulegen, wobei die etwa zu gewährenden Erleichterungen oder Begünstigungen näher zu motiviren sind.

Gegen den Beschluss auf Nichtzulassung steht der Recurs an das Ministerium für Cultus und Unterricht offen.

§ 3.

Im Falle der Zulassung hat sich die Canditatin sämmtlichen (praktischen, wie theoretischen) strengen Prüfungen mit Ausschluss der naturhistorischen Vorprüfungen zu unterziehen.

Die Anforderungen, welche bei jedem einzelnen Prüfungsacte zu stellen sind, haben jenen an männliche Candidaten vollkommen gleich zu sein.

§ 4.

Hat die Candidatin diesen Anforderungen entsprochen, so ist dieselbe zu promoviren und ihr das Diplom auszufolgen.

§ 5.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Gautsch m. p.

2332.

23 mars 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier à Szurduk.

R. G. Bl. 1896, Nr. 46.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 23. März 1896, betreffend die Errichtung einer Zollamtsexpositur in Szurduk.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums ist in Szurduk eine mit den Befugnissen eines

1896 Nebenzollamtes II. Classe ausgestattete Zollamtsexpositur des Nebenzollamtes I. Classe in Vulkán errichtet worden, welche ihre Thätigkeit bereits begonnen hat.

Bilinski m. p.

2333.

25 mars 1896.

Ordonnance du Ministère I^1 R^1 des finances sur le timbre de certains lots russes.

R. G. Bl. 1896, Nr. 47.

Verordnung des Finanzministeriums vom 25. März 1895, betreffend die Abstempelung von Obligationen (Losen) der russischen zweiten Staats-Prämien-Anleihe vom Jahre 1866 aus Anlass des Umtausches der alten Obligationen gegen neue Stücke.

Auf Grund des Gesetzes vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 32), betreffend die Schuldverschreibungen mit Prämien wird Nachstehendes verordnet:

1. Die Abstempelung der neuen Obligationen (Lose) der russischen zweiten Staats-Prämien-Anleihe vom Jahre 1866 im Nominalbetrage zu 100 Rubel in Silber, welche von der kaiserlich russischen Regierung durch Vermittlung des St. Petersburger Comptoirs der Staatsbank an Stelle der bisher im Verkehre gewesenen gleichartigen Obligationen mit gleicher Serien- und Nummernbezeichnung ausgefolgt werden, wird mit der im § 3 des Gesetzes vom 28. März 1889 vorgesehenen Rechtswirkung unter den folgenden Bedingungen bewilligt.

2. Die Abstempelung ist nur bezüglich jener Stücke zulässig, welche an Stelle von Losen der im Punkte 1 bezeichneten Prämien-Anleihe, die der im § 5 des Gesetzes vom 28. März 1889 angeordneten Abstempelung seinerzeit nachweisbar unterzogen worden sind, mit der gleichen Serien- und Nummernbezeichnung ausgefolgt werden.

Stücke, welche an Stelle nicht abgestempelter Lose ausgegeben werden, bleiben von der Abstempelung ausgeschlossen.

3. Für die Abstempelung ist zufolge § 5 Absatz 4 des Gesetzes vom 28. März 1889 und Postnummer 14 des Verzeichnisses *A* zur Verordnung des Finanzministeriums vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) eine Stempelgebühr von 1 fl. 25 kr. für jedes auf einen Nominalbetrag von 100 Rubel in Silber lautende Los zu entrichten.

4. Als Abstempelungsstelle für die nach den Punkten 1 und 2 abzustempelnden neuen Lose wird das k. k. Central-Stempelamt in Wien, I. Riemergasse Nr. 7, bestimmt. 1896

5. Die Parteien, welche die Abstempelung in Anspruch zu nehmen beabsichtigen, haben die in ihrem Besitze befindlichen alten, nach dem Gesetze vom 28. März 1889 gestempelten Lose der im Punkte 1 bezeichneten Prämien-Anleihe, unter Anschluss eines deutlichen Serien- und Nummernverzeichnisses in zweifacher Ausfertigung, welches von der Partei mit ihrem Vor- und Zunamen unter Angabe ihres Standes, Wohnortes und ihrer Wohnung zu unterfertigen ist, bis längstens 31. August 1896 in Wien dem k. k. Central-Stempelamte, in anderen Städten, wo Stempelämter aufgestellt sind, diesen Aemtern, sonst aber den Steuer-, beziehungsweise Hauptsteuerämtern vorzulegen.

Die Einsendung der Lose durch die Post ist unzulässig und ist daher die Annahme von Postsendungen mit solchen Losen von Seite der Stempel- und Steuerämter zu verweigern.

6. Das Amt hat bei strenger Verantwortung unverweilt noch in Gegenwart der Partei die Serien- und Nummernverzeichnisse auf ihre Richtigkeit und Deutlichkeit durch Vergleichung mit den Originallosen zu prüfen, ferner genau zu untersuchen, ob jedes der vorgelegten Lose mit Stempelmarken der mit der Finanz-Ministerialverordnung vom 6. Januar 1888 (R. G. Bl. Nr. 5) angeordneten Emission im Betrage von 1 fl. 25 kr. gestempelt ist, ob die Marken von einem hierzu berechtigten Amte vorschriftsmässig überstempelt erscheinen und ob kein Verdacht einer Gesetzesübertretung vorliegt.

7. Liegt ein solcher Verdacht vor, so ist das betreffende Los unter Angabe der Verdachtsgründe mit aller Beschleunigung der Finanzbehörde I. Instanz zur weiteren Amtshandlung vorzulegen; bei sonstigen Anständen sind die Lose unter Bekanntgabe der Gründe ohne Amtshandlung zurückzuweisen.

Ergibt sich kein Anstand, so hat das Amt auf beiden Exemplaren des Serien- und Nummernverzeichnisses die Bestätigung anzusetzen, dass die darin verzeichneten Lose der russischen zweiten Staats-Prämien-Anleihe vom Jahre 1866 untersucht und nach Vorschrift des Gesetzes vom 28. März 1889 gestempelt befunden wurden. Dieser Bestätigung ist die Bemerkung, dass die entsprechenden neuen Stücke bis längstens 31. December 1896 zur Abstempelung zu überreichen sind, ferner das Datum beizusetzen, worauf die Bestätigung von zwei Oberbeamten unter Beidrückung des Amtssiegels zu unterfertigen ist.

1896 Sohin sind die Lose mit dem einen Exemplare des be stätigten Verzeichnisses der Partei zurückzustellen, welche es obliegt, den Umtausch der alten gegen die neuen Stück termingemäss zu erwirken.

Das zweite Exemplar des Verzeichnisses ist von de Amte sorgfältig zu verwahren.

Die ämtliche Bestätigung der Verzeichnisse ist nac Tarifpost 117, lit. *m* Geb.-Ges. bedingt gebührenfrei.

8. Bis längstens 31. December 1896 sind die neuen Stück bei demselben Amte, welchem die alten Stücke in Gemässhei des Punktes 5 vorgelegt worden sind, von der Partei samm dem in ihren Händen befindlichen Exemplare des ämtlic bestätigten Verzeichnisses zur Abstempelung einzureiche nachdem die der gesetzmässigen Gebühr (Punkt 4) entspre chenden Stempelmarken auf denselben nach Vorschrift de Punktes 5 der Verordnung des Finanzministeriums vo 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) befestigt worden sind.

In Postsendungen einlangende Lose werden zur Abstem pelung nicht zugelassen (Punkt 5, Schlussabsatz).

9. Das Amt prüft die Uebereinstimmung der Serien- un Nummernbezeichnung der neuen Stücke mit den beiden Exem plaren des Verzeichnisses, dann die Beschaffenheit der be festigten Stempelmarken und bestätigt, wenn sich hierbei kei Anstand ergibt, der Partei auf dem von ihr überbrachte Exemplare des Verzeichnisses den Empfang der Lose.

Das andere Exemplar des Verzeichnisses, dann die Los sendet das Amt sohin binnen längstens 24 Stunden im Post wege an das k. k. Central-Stempelamt in Wien.

Werden die Lose von der Partei beim k. k. Central Stempelamte selbst eingereicht, so hat, wenn die Absten pelung sofort vollzogen werden kann, eine Empfangs bestätigung über die eingereichten Lose zu unterbleiben.

10. Das Central-Stempelamt vollzieht die Abstempelun auf die im Punkte 16 der Verordnung des Finanzministerium vom 28. März 1889 (R. G. Bl. Nr. 33) vorgeschriebene A und sendet die von anderen Aemtern eingeschickten Lo unter Zurückbehaltung der Original-Verzeichnisse, jedo unter Anschluss einer Abschrift derselben als Consignatio an die betreffenden Aemter zurück.

11. Die abgestempelten Lose sind der Partei gegen Rück stellung des in ihren Händen befindlichen und von ihr z quittirenden Verzeichnisses auszufolgen.

12. Sollte aber eine Partei das ihr ausgefolgte, mit de ämtlichen Empfangsbestätigung versehene Verzeichnis be zubringen nicht in der Lage sein oder sich binnen 14 Tage nach erhaltener Verständigung zur Uebernahme der Los

nicht melden, so werden die betreffenden Lose nebst einer 1896
Abschrift des zweiten Verzeichnisexemplares für diese Partei zu Gerichtshanden erlegt.

Bilinski m. p.

2334.

27 mars 1896.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du bureau secondaire à Pirano à traiter en franchise de douane certains effets des voyageurs.

R. G. Bl. 1896, Nr. 53.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 27. März 1896, betreffend die Ermächtigung des Nebenzollamtes in Pirano zur zollfreien Behandlung von voraus- oder nachgesendeten Reiseeffecten.

Das k. k. Nebenzollamt I. Classe in Pirano wird zur zollfreien Behandlung von voraus- oder nachgesendeten Reiseeffecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Zollgesetzes vom 25. Mai 1882 ermächtigt.

Bilinski m. p.

2335.

2 avril 1896.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances sur l'établissement d'un bureau douanier dans le gare du chemin de fer de l'Etat à Troppau.

R. G. Bl. 1896, Nr. 55.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 2. April 1896, betreffend die Errichtung einer Hauptzollamtsexpositur auf dem Staatsbahnhofe in Troppau.

Auf dem Staatsbahnhofe in Troppau wurde eine mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes I. Classe ausgestattete Expositur des Hauptzollamtes I. Classe in Troppau errichtet, welche ihre Thätigkeit bereits begonnen hat.

Bilinski m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

1896

2336.

2 avril 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant une réduction des attributions du bureau douanier dans la gare du chemin de fer de l'Etat à Budepest.

R. G. Bl. 1896, Nr. 56.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 2. April 1896, betreffend die Einschränkung der Befugnisse der Zollamtsexpositur auf dem Ostbahnhofe (vormals Centralbahnhof) der königlich ungarischen Staatsbahnen in Budapest.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums wurde der Wirkungskreis der auf dem Budapester Ostbahnhofe (vormals Centralbahnhof) der königlich ungarischen Staatsbahnen aufgestellten Expositur des königlich ungarischen Hauptzollamtes in Budapest dahin modificirt, dass diese Expositur vom 1. Mai d. J. angefangen ausschliesslich nur zur Zollbehandlung des Reisegepäckes der aus dem Auslande kommenden Reisenden ermächtigt sein wird.

Bilinski m. p.

2337.

20 avril 1896.

Publication des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur et du commerce concernant l'arrangement entre l'Autriche-Hongrie et la Russie sur le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémies au trafic frontière. Signé à Vienne, le 21 juin 1895 et y ratifié par notes identiques datées du 25 janvier 1896 et échangées entre le Ministre I^l & R^l des affaires étrangères et l'Ambassadeur I^l de Russie.

R. G. Bl. 1896, Nr. 72.

Kundmachung der Ministerien des Innern und des Handels vom 20. April 1896, betreffend das Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Russland bezüglich der Anwendung sanitärer Vorkehrungen auf den Verkehr in den Grenzgebieten zur Zeit der Cholera.

(Ratificirt zu Wien am 25. Januar 1896.)

(Urtext.)

Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémie au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Disposition générale. 1896

§ 1. Les principes adoptés par la Conférence sanitaire de Dresde seront en règle générale appliqués également dans le domaine du trafic-frontière. Ce n'est que dans le cas où le système de prophylaxie ne pourra, à cause des difficultés toutes particulières qui peuvent se présenter aux frontières, être considéré comme garantie suffisante, qu'on pourra avoir recours à des mesures de prévention plus rigoureuses d'après les règles suivantes.

Délimitation de la zône-frontière et devoirs qui incombent aux autorités des districts-frontière.

§ 2. Les dispositions du présent Arrangement s'appliquent aux territoires limitrophes des deux pays sur une zône d'une largeur ne dépassant pas dix kilomètres de chaque coté de la frontière.

§ 3. Seront appelées à veiller sur l'exécution des dispositions ci-dessus indiquées: en Russie, les Chefs des districts pour les territoires qui ne s'éloignent pas plus de 10 kilomètres de la frontière, et les Gouverneurs des Provinces limitrophes sous l'autorité supérieure desquels ces districts sont placés; en Autriche-Hongrie, toutes les autorités administratives de première instance dont la compétence s'étend sur un district qui ne s'éloigne pas plus de 10 kilomètres de la frontière, ainsi que les autorités de deuxième instance dont la compétence s'étend jusqu'à la frontière de l'Etat.

§ 4. Les autorités indiquées dans le paragraphe précédent s'informeront réciproquement sur l'apparition du choléra et sur les mesures prises contre la propagation de la maladie.

Afin de garantir l'efficacité des mesures de prévention prises aux frontières pour obvier à l'invasion du cholera d'un district contaminé, rentrant dans le sens du § 2 ainsi que pour restreindre la propagation du choléra dans le district-frontière même, il est indispensable que les autorités des districts-frontière des deux Etats limitrophes s'entr'aident autant qu'elles pourront.

En dehors des informations réciproques qu'aux termes des stipulations de la Conférence de Dresde, les Gouvernements sont tenus de se faire parvenir sur la première constatation cholérique et des mesures prises pour assainir le foyer contaminé, les Chefs des districts en Russie et les Chefs des autorités administratives de Ière instance en Autriche-Hongrie de deux territoires limitrophes s'aviseront réciproquement, avec le moins de délai possible, c. a. d. immédiatement, sur l'apparition du choléra, et simultanément avec leurs

1896 rapports officiels adressés à leur Gouvernement, sur le progrès de l'épidémie, les mesures prises pour étouffer la maladie et les restrictions appliquées au commerce et au mouvement de la population. Ces dernières doivent être aussi communiquées par la voie régulière aux Consuls qui se trouvent dans les rayons des territoires limitrophes.

Les autorités promulgueront, en outre, dans leur propre district, le texte des ordonnances importantes émanant des autorités de l'Etat voisin, pour préserver la population indigène des conséquences fâcheuses que pourrait entraîner l'ignorance des mesures sanitaires en vigueur au delà de la frontière.

§ 5. Il est à désirer que les autorités des districts intéressés soient informées, à temps, par les autorités compétentes de l'Etat voisin, dans le cas où une troupe d'individus venant d'un territoire contaminé et par conséquent devant être placée sous contrôle sanitaire, doit être transportée dans le territoire de l'Etat voisin. v. aussi § 13.

Information sur les lieux par des fonctionnaires délégués dans le territoire de l'Etat limitrophe.

§ 6. Pour faciliter l'information réciproque des autorités-frontière, celles-ci seront tenues d'aider, autant que faire se pourra, les fonctionnaires de l'administration sanitaire du pays limitrophe, délégués en cas de nécessité par leur Gouvernement pour se renseigner sur les lieux sur l'état de santé du district voisin.

Ces fonctionnaires produiront, pour recueillir les renseignements voulus, leurs papiers de légitimation aux autorités de 1ère instance en Autriche-Hongrie, et aux personnes, désignées par les Chefs de districts en Russie, dont on fera connaître les noms et lieux de résidence au préalable.

Contrôle sanitaire dans le service de chemins de fer et de navigation fluviale.

§ 7. Les mesures sanitaires introduites dans le service des chemins de fer et de la navigation fluviale pour surveiller la circulation des voyageurs et le mouvement des marchandises, pourront être adoptées également dans le service de chemins de fer et de navigation locale pour les stations situées en proximité d'un district contaminé, ainsi que pour les stations situées à l'embranchement de routes fréquentées.

Pour les procédés à suivre dans le service de navigation fluviale, on s'en rapporte aux dispositions du règlement recommandé par la Conférence de Dresde du 15 avril 1893.

Prohibition partielle du passage de la frontière. 1896

§ 8. Pour assurer le fonctionnement de ces stations de révision et pour garantir en même temps, sauf le contrôle sanitaire dans l'étendue admise par la dite Conférence, le passage de ces points-frontière, on pourra avoir recours à la prohibition du passage de la frontière aux points intermédiaires.

De même on pourra fermer les stations de chemins de fer et de navigation fluviale, dans lesquelles l'établissement de l'inspection sanitaire rencontrerait des difficultés.

Toutefois ces mesures prohibitives à l'égard des points-frontière et des stations ne seront prises qu'en cas de nécessité absolue.

Les Gouvernements contractants échangeront la liste des points-frontière, dont la fermeture et où l'établissement de stations de révision pourraient être prévus.

Organisation des stations sanitaires de frontière.

§ 9. Dans chacune des stations sanitaires la visite médicale se fera par un médecin.

La station sera munie des appareils de désinfection nécessaires. Les deux Pays limitrophes se feront connaître les appareils et les moyens de désinfection qui seront employés sur des points sanitaires respectifs.

On portera dans ces stations les premiers secours aux individus atteints du choléra dans une localité isolée et spécialement affectée à ce service.

Chaque station disposera, en outre, d'un emplacement convenablement organisé destiné à recevoir les personnes devant rester sous contrôle sanitaire.

Tout malade y trouvera, sans retard, les secours indispensables.

La station ne pourra refuser ces soins non plus à un ressortissant de l'Etat limitrophe devant être secouru, avant qu'elle se soit mise en rapport avec l'autorité locale compétente du district-frontère.

Interdiction du passage de la frontière.

§ 10. Le passage de la frontière ne pourra être refusé qu'aux vagabonds, émigrants, indigents et pélerins, lorsqu'ils viennent d'une zône-frontière contaminée et, dans ces conditions, aux personnes exerçant un commerce prohibé par ordonnance de l'autorité compétente, tels que: chiffoniers, marchands ambulants etc.

1896 Cette défense ne peut entrer en vigueur qu'à partir du jour de la promulgation et notification simultanée prévue au § 4, par l'autorité compétente, de l'ordonnance respective.

Ces dispositions ne doivent nullement entraver la procédure d'extradition soit des vagabonds, des contrebandiers ou autres malfaiteurs.

Nécessité d'empêcher autant que possible le rassemblement d'hommes en temps d'épidémies.

§ 11. De même l'autorité compétente pourra, conformément aux ordonnances sur le mouvement des ses nationaux, restreindre ou interdire l'entrée en masse des individus venant non seulement d'un district-frontière infecté mais même indemne pour se rendre aux marchés, foires, aux lieux de pélerinage, à des assemblées etc. Toutefois pareille interdiction ne pourra avoir lieu que dans des cas tout exceptionnels et par ordonnance des Gouvernements à communiquer réciproquement, à l'avance et à temps.

Contrôle sanitaire à la frontière.

§ 12. D'autres personnes ne seront soumises qu'a une révision médicale, au contrôle de leurs effets et éventuellement, à un traitement spécial de prévention conformément aux dispositions adoptées par la Conférence internationale de Dresde.

Mesures de révision plus rigoureuses pour des cas particuliers.

§ 13. Une surveillance plus rigoureuse et plus étendue pourra être appliquée aux ouvriers sans travail (Handwerksburschen auf Wanderung, Masterovoi bez déla) et en masse, bateliers et personnes vagantes venant d'un endroit infecté, en faisant passer ces individus plusieurs fois la visite médicale et le contrôle de leurs effets.

Les objets reconnus spécialement suspects pourront même, après échange contre des effets nouveaux, être brûlés. Afin de faciliter la surveillance sanitaire, les transports en masse de ces personnes seront effectués, autant que possible, dans des wagons ou compartiments exclusivement affectés à l'usage de ces voyageurs. Il sera désirable d'indiquer, à l'avance, aux stations-frontière, l'arrivée de ces masses.

Facilités à apporter à la révision sanitaire.

§ 14. Les employés en fonction, y compris le personnel du service sanitaire, afin de ne pas entraver l'exercice de leurs devoirs, ne seront, au sens de la Convention de Dresde, soumis à aucun traitement de prévention.

La circulation nécessaire pour l'exploitation ou l'administration d'une terre s'étendant au delà de la frontière sera facilitée autant que faire se pourra et réglée à l'avance par les autorités compétentes. Toutefois les propriétaires mixtes feront leurs demandes à ces autorités en temps opportun, et doivent les faire même sans attendre l'apparition de l'épidémie pour que les autorités puissent régler d'avance les formalités nécessaires pour le passage d'un territoire à l'autre, en cas d'épidémies. 1896

Surveillance de la circulation des ouvriers à la frontière.

§ 15. En cas d'apparition du choléra dans un district-frontière on se réserve de restreindre, autant que possible, l'aller et le retour des ouvriers, employés dans des établissements, usines, chantiers, mines etc. situés dans la zône-frontière.

Dans ce cas on se réserve également le droit de faire cesser complétement la circulation des ouvriers et d'insister à ce que les ouvriers, qui ont leur domicile dans un endroit contaminé au delá de la frontière, soient logés là oú ils travaillent. Toutefois le passage de la frontière pourra, mais sous des précautions particulières, être accordé à ces personnes un jour par semaine, p. ex. les dimanches et dans des cas spéciaux à décider par les autorités compétentes.

Restrictions du commerce par rapport à certains objets provenant d'un district-frontière contaminé.

§ 16. Indépendemment des produits, dont l'importation est interdite par les dispositions de la Conférence de Dresde, les autorités de l'état limitrophe ont droit d'exiger, en temps d'épidémie cholérique, des importeurs de lait, de produits de laitage, de légumes et de fruits provenant d'un district-frontière contaminé, la production d'un certificat de l'autorité compétente du lieu de provenance attestant l'inocuité de ces produits quant à la contagion.

Afin d'empêcher une restriction par trop rigoureuse du trafic-frontière et pour obvier à la contravention des ordonnances respectives qui sans doute en résulterait, on est convenu d'appliquer les prohibitions d'exportation prises en vue par la Conférence de Dresde pour les marchandises et articles de provenance suspecte dont l'entrée a été interdite par les Etats limitrophes, également dans le domaine du trafic-frontière.

(Uebersetzung.)

Uebereinkommen bezüglich der Anwendung sanitärer Vorkehrungen auf den Grenzverkehr zwischen Russland und Oesterreich-Ungarn zur Zeit der Epidemie.

1896

Allgemeine Bestimmung.

§ 1. Die von der Dresdener Sanitätsconferenz angenommenen Grundsätze haben im Allgemeinen in gleicher Weise auch auf den Verkehr in den Grenzgebieten Anwendung zu finden. Nur in dem Falle, wenn das System der Vorkehrungen wegen ganz besonderer Schwierigkeiten, welche sich an den Grenzen bieten können, nicht als hinreichend wirksam anzusehen wäre, sollen strengere Maassnahmen im Sinne der folgenden Bestimmungen in Wirksamkeit gesetzt werden können.

Festsetzung des Grenzgebietes und der Verpflichtungen, welche den Behörden in den Grenzbezirken obliegen.

§ 2. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens finden grundsätzlich hinsichtlich der aneinander grenzenden Gebiete beider Staaten innerhalb einer Zone, deren Breite auf jeder Seite der Grenze 10 Kilometer nicht überschreitet, gleichmässige Anwendung.

§ 3. Zur Ueberwachung der Durchführung der vorerwähnten Bestimmungen sind berufen: in Russland die Vorstände der Bezirke für die nicht mehr als 10 Kilometer von der Grenze entfernten Gebiete und die Gouverneure der Grenzprovinzen, denen diese Bezirke unterstehen; in Oesterreich-Ungarn alle Verwaltungsbehörden I. Instanz, deren Amtsbereich einen nicht über 10 Kilometer von der Grenze entfernten Bezirk umfasst, ferner die Behörden II. Instanz, deren Wirkungskreis bis an die Grenze des Staates reicht.

§ 4. Die im vorstehenden Paragraphe bezeichneten Behörden werden sich über das Auftreten der Cholera und über die gegen die Weiterverbreitung der Krankheit ergriffenen Maassnahmen gegenseitig in Kenntnis setzen.

Um die Wirksamkeit der Maassnahmen, welche zur Abwehr der Einschleppung der Cholera aus einem im Sinne des § 2 in Betracht kommenden verseuchten Bezirke an den Grenzen ergriffen wurden, zu sichern, sowie um die Verbreitung der Cholera selbst hintanzuhalten, ist es unerlässlich, dass die Behörden der Grenzbezirke der beiden Nachbarstaaten sich gegenseitig möglichst unterstützen.

Abgesehen von den wechselseitigen Mittheilungen, welche sich gemäss den Bestimmungen der Dresdener Conferenz die Regierungen über die Feststellung des ersten Cholerafalles und über die zur Beseitigung des Seuchenherdes getroffenen Maassnahmen zu machen haben, werden sich die Vorstände der Bezirke in Russland und die Vorstände der Verwaltungsbehörden I. Instanz in Oesterreich-Ungarn hinsichtlich der beiden Nachbargebiete so schnell als möglich, und zwar sofort

iber das Auftreten der Cholera und gleichzeig mit den an 1896
hre Regierung erstatteten ämtlichen Berichten über den
Gang der Epidemie, über die zur Tilgung der Krankheit er-
riffenen Maassnahmen, sowie über die dem Handel und Verkehr
er Bevölkerung auferlegten Beschränkungen gegenseitig in
Kenntnis setzen. Hinsichtlich der letzteren ist überdies den
n Bereiche der aneinander grenzenden Gebiete befindlichen
Consuln auf dem ordnungsmässigen Wege Mittheilung zu
iachen.

Ausserdem haben die Behörden in ihrem eigenen Be-
irke den Wortlaut der von den Behörden des Nachbar-
taates erlassenen Anordnungen von Belang kundzumachen,
m die einheimische Bevölkerung vor den Nachtheilen, welche
men aus der Unkenntnis der jenseits der Grenze in Kraft
tehenden sanitären Vorschriften erwachsen könnten, zu be-
ahren.

§ 5. Es ist wünschenswerth, dass die Behörden der be-
heiligten Bezirke im Falle, wenn aus einem verseuchten Ge-
iete kommende und deshalb der sanitären Ueberwachung
n unterstellende Personen truppweise in das Gebiet des
Nachbarstaates befördert werden sollen, die zuständigen Be-
örden des Nachbarstaates rechtzeitig in Kenntnis setzen.
. auch § 13.

nformationen, welche von den in das Gebiet des Nachbarstaates entsendeten Beamten an Ort und Stelle eingeholt werden.

§ 6. Um die gegenseitige Information der Behörden im
Grenzgebiete zu erleichtern, sollen diese gehalten sein, den
Beamten der Sanitätsverwaltung des angrenzenden Staates,
welche nöthigenfalls von ihrer Regierung entsendet wurden,
um sich vom Gesundheitszustande im Nachbarbezirke an Ort
und Stelle die Ueberzeugung zu verschaffen, möglichst an die
Hand zu gehen.

Behufs Erlangung der gewünschten Auskünfte haben
diese Beamten ihre Legitimationspapiere in Oesterreich-Ungarn
den Behörden I. Instanz und in Russland den von den Be-
zirksvorständen bezeichneten Persönlichkeiten, deren Namen
und Wohnorte ihnen vorher bekanntgegeben werden, vorzu-
weisen.

Sanitäre Ueberwachung im Eisenbahn- und Flussschifffahrtsdienste.

§ 7. Die Maassnahmen, welche im Eisenbahn- und Fluss-
chiffahrtsdienste zur Ueberwachung des Verkehres der
Reisenden und Waarenbewegung eingeführt werden, sollen in
gleicher Weise auf den localen Eisenbahn- und Schiffsdienst
für die in der Nähe eines verseuchten Bezirkes, sowie an

1896 der Kreuzung frequenter Routen gelegenen Stationen Anwendung finden können.

Hinsichtlich des im Flussschifffahrtsdienste einzuhaltenden Vorgehens wird sich auf die Bestimmungen der von der Dresdener Conferenz vom 15. April 1893 empfohlenen Vorschriften bezogen.

Theilweise Behinderung des Grenzübertrittes.

§ 8. Um die Durchführung der Revision in diesen Stationen zu sichern und zugleich den Verkehr unbeschadet der sanitären Ueberwachung in dem von der genannten Conferenz bestimmten Umfange über diese Grenzpunkte aufrecht zu erhalten, kann der Grenzübertritt in den zwischengelegenen Grenzstationen untersagt werden.

Ebenso können Flussschifffahrtsstationen, in welchen die Einführung der sanitären Ueberwachung auf Schwierigkeiten stossen würde, geschlossen werden.

Jedenfalls sollen diese Sperrmaassregeln bezüglich der Grenzpunkte und Stationen nur im Falle der unabweisbaren Nothwendigkeit ergriffen werden.

Die vertragschliessenden Regierungen werden das Verzeichnis der Grenzpunkte, deren Schliessung oder in welchen die Errichtung von Revisionsstationen in Aussicht genommen werden könnte, austauschen.

Einrichtung der Sanitätsstationen an der Grenze.

§ 9. Die ärztliche Untersuchung hat in jeder Sanitätsstation durch einen Arzt zu geschehen.

Die Station ist mit nothwendigen Desinfectionsapparaten auszustatten. Die beiden Nachbarländer werden sich von den in den betreffenden Sanitätsstationen aufgestellten Apparaten und Hilfsmitteln zur Desinfection gegenseitig in Kenntnis setzen.

In diesen Stationen wird den von der Cholera befallenen Individuen in einem abgesonderten und eigens für diesen Zweck bestimmten Raume die erste Hilfe geleistet werden.

Ausserdem muss jede Station über ein entsprechend eingerichtetes Locale verfügen, welches zur Annahme von Personen, die unter sanitärer Ueberwachung bleiben müssen, bestimmt ist.

Jeder Kranke soll daselbst ohne Verzug den nothwendigen Beistand finden.

Die Station darf diese Fürsorge auch nicht einem hilfsbedürftigen Angehörigen des Nachbarstaates verweigern, insolange sie sich nicht mit der zuständigen Ortsbehörde des Grenzbezirkes in das Einvernehmen gesetzt hat.

Verbot des Grenzübertrittes. 1896

§ 10. Der Grenzübertritt kann nur Vagabunden, Aus-
vanderern, Bettlern und Wallfahrern untersagt werden, wenn
ieselben aus einem verseuchten Grenzgebiete kommen,
erner im gleichen Falle Personen, welche einen durch Ver-
igung der zuständigen Behörde untersagten Handel be-
eiben, wie Hadernsammler, Hausirer etc.

Dieses Verbot darf nicht vor Ablauf des Tages in
Virksamkeit gesetzt werden, an welchem die Kundmachung
nd die im § 4 vorgesehene gleichzeitige Mittheilung der be-
iglichen Anordnung durch die zuständige Behörde statt-
efunden hat.

Diese Bestimmungen dürfen keinesfalls den Vollzug der
usweisung von Landstreichern, Schmugglern oder anderen
ebelthätern aufhalten.

on der Nothwendigkeit, zur Zeit der Epidemie die Ansammlung von Menschen soviel als möglich hintanzuhalten.

§ 11. Ebenso kann die zuständige Behörde in Uebereinstimmung mit den bezüglich des Verkehres der eigenen andesangehörigen bestehenden Anordnungen den Masseneintritt von Individuen nicht bloss wenn sie aus einem verseuchten, sondern auch wenn sie aus einem seuchenfreien Bezirke kommen, um Märkte, Messen, Wallfahrtsorte, Versammlungen zu besuchen, einschränken oder untersagen. Ein solches Verbot darf jedoch nur in ganz ausnahmsweisen Fällen und über Auftrag der Regierungen, worüber sie sich vorher rechtzeitig Mittheilung machen müssen, platzgreifen.

Sanitäre Ueberwachung an der Grenze.

§ 12. Andere Personen werden nur einer ärztlichen Revision, ihre Effekten einer Besichtigung und allenfalls einer besonderen Präventivbehandlung gemäss den von der Dresdener internationalen Sanitätsconferenz angenommenen Bestimmungen unterworfen.

Strengere Revisionsmaassregeln in besonderen Fällen.

§ 13. Eine stengere und ausgedehntere Ueberwachung kann hinsichtlich der beschäftigungslosen Arbeiter (Handwerksburschen auf Wanderung, Masterovoi bez déla) und in Trupps, Schiffer und Landstreicher, wenn sie aus einem verseuchten Orte kommen, in der Weise eintreten, dass diese Leute der ärztlichen Untersuchung und deren Effecten der Besichtigung mehreremale unterzogen werden.

Die als besonders verdächtig erkannten Gegenstände dürfen auch verbrannt werden, nachdem sie gegen neue aus-

1896 getauscht wurden. Um die sanitäre Ueberwachung zu erleichtern, sollen Massentransporte solcher Personen thunlichst in Wägen oder Abtheilungen, welche ausschliesslich für die Benützung seitens dieser Reisenden bestimmt sind, erfolgen. Wünschenswerth ist, dass den Grenzstationen von dem Eintreffen dieser Trupps vorher Mittheilung gemacht wird.

Erleichterungen hinsichtlich der sanitären Revision.

§ 14. Die im Dienste stehenden Beamten, einschliesslich des Sanitätspersonales, sollen, um in der Erfüllung ihrer Pflichten nicht gehindert zu sein, im Sinne der Dresdener Convention einer Präventivmaassregel nicht unterworfen werden.

Der behufs Bearbeitung und Bestellung eines jenseits der Grenze gelegenen Grundstückes nothwendige Verkehr soll, so weit als möglich, erleichtert und vorher von den zuständigen Behörden geregelt werden. Stets haben die beiderseits begüterten Besitzer ihre Ansuchen bei Zeiten, und zwar ohne erst das Auftreten der Epidemie abzuwarten, an diese Behörden zu richten, damit dieselben in die Lage kommen, die Art und Weise des Verkehrs von einem nach dem anderen Gebiete im Epidemiefalle vorher festzusetzen.

Ueberwachung des Arbeiterverkehres an der Grenze.

§ 15. Für den Fall des Auftretens der Cholera in einem Grenzbezirke bleibt vorbehalten, dass die Heim- und Rückkehr von Arbeitern, welche in Fabriken, Hütten, auf Bauplätzen, in Bergwerken, die innerhalb des Grenzgebietes liegen, beschäftigt sind, möglichst beschränkt werde.

Ebenso bleibt für diesen Fall die Berechtigung vorbehalten, den Uebertritt der Arbeiter gänzlich einzustellen und darauf zu bestehen, dass die in einem Seuchenorte jenseits der Grenze wohnhaften Arbeiter in dem Orte, wo sie arbeiten, untergebracht werden. Es kann aber diesen Personen, jedoch nur unter besonderen Vorsichten, der Grenzübertritt an einem Tage in der Woche und in besonderen Fällen, worüber die zuständigen Behörden zu entscheiden haben, gestattet werden.

Beschränkungen des Handels mit gewissen aus einem verseuchten Grenzbezirke kommenden Gegenständen.

§ 16. Zur Zeit der Choleraepidemie sind die Behörden des angrenzenden Staates berechtigt, abgesehen von jenen Gegenständen, deren Einfuhr durch die Bestimmungen der Dresdener Conferenz untersagt ist, von Jenen, welche Milch, Milchproducte, Gemüse und Früchte aus einem verseuchten Grenzbezirke zur Einfuhr bringen, die Vorweisung einer von

der competenten Behörde des Ursprungsortes ausgestellten 1896
Bescheinigung zu verlangen, mit welcher bestätigt wird, dass diese Producte der Infection nicht verdächtig sind.

Um eine allzu strenge Einschränkung im Grenzgebiete hintanzuhalten und den durch eine solche zweifellos hervorgerufenen Uebertretungen der bezüglichen Vorschriften vorzubeugen, wurde vereinbart, dass hinsichtlich der im Sinne der Dresdener Conferenz zu erlassenden Ausfuhrverbote bezüglich der Waaren und Gegenstände verdächtiger Herkunft, deren Einfuhr von den Nachbarstaaten untersagt wurde, in gleicher Weise auch in dem Verkehre innerhalb des Grenzgebietes vorzugehen ist.

Das vorstehende Uebereinkommen, welches am 15. April 1896 in Kraft getreten ist, wird hiermit kundgemacht.

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2338.

25 avril 1896.

Publication des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur et du commerce concernant l'arrangement entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour l'application d'un régime sanitaire spécial au trafic des zones-frontière et au trafic par mer en temps de choléra. Signé à Vienne, le 10 décembre 1895 et y ratifié, le 29 janvier 1896.

R. G. Bl. 1896, Nr. 73.

Kundmachung der Ministerien des Innern und des Handels vom 25. April 1896, betreffend das Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien bezüglich der Anwendung besonderer sanitärer Maassnahmen auf den Verkehr innerhalb der Grenzgebiete und zur See zur Zeit des Auftretens der Cholera.

(Ratificirt zu Wien am 29. Januar 1896.)

(Urtext.)

Arrangement entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour l'application d'un régime sanitaire spécial au trafic des zones-frontière et au trafic par mer en temps de choléra.

Disposition générale.

Le présent arrangement conclu en exécution des dispositions contenues aux titres V, VI et VIII, annexe I, de la Convention sanitaire de Dresde du 15 avril 1893 concerne les mesures à appliquer dans les districts limitrophes des deux

1896 pays en cas de choléra, soit pour le trafic des zones-frontière, soit pour le trafic par mer.

Ière Partie.

Trafic des zones-frontière.

§ 1. Les dispositions contenues dans cette partie de l'arrangement s'appliquent aux territoires limitrophes des deux pays (y compris les fleuves et les lacs) sur une zone d'une largeur de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

§ 2. Seront appelées à veiller directement sur l'exécution de ces dispositions les autorités gouvernementales compétentes dans les zones-frontière des deux pays.

§ 3. Les autorités indiquées dans le paragraphe précédent s'informeront réciproquement sur l'apparition du choléra, constatée par voie gouvernementale, sur la marche de la maladie et sur les mesures prises pour la combattre.

§ 4. Les autorités du territoire où l'apparition du choléra a été constatée publieront, en outre, dans leur propre district, les ordonnances importantes émanant des autorités de l'Etat voisin, pour préserver les habitants du district-frontière des inconvénients que pourrait entraîner l'ignorance des mesures sanitaires en vigueur dans la zone-frontière du pays voisin.

§ 5. Pour faciliter l'information réciproque des autorités-frontière, celles-ci seront tenues d'aider, autant que faire se pourra, les fonctionaires sanitaires du pays limitrophe, délégués en cas de nécessité par leur Gouvernement pour constater sur place l'état de santé du district voisin.

Ces fonctionnaires produiront, pour recueillir les renseignements voulus, leurs papiers de légitimation, en Autriche-Hongrie aux autorités de 1ère instance et en Italie, aux syndics des communes.

§ 6. Les mesures qui pourront être adoptées pour le trafic-frontière sont les suivantes:

a) Défense d'introduction de toute espèce de linge et d'effets d'usage sales. Cependant ces objets pourront être admis après avoir été soumis à une désinfection selon la manière prescrite par le Gouvernement intéressé. Les personnes voulant introduire de pareils objets par un point de la frontière qui n'est pas muni de l'outillage de désinfection nécessaire, seront renvoyées au passage le plus proche pourvu de ces moyens.

Les administrations intéressées des deux pays échangeront la liste des points-frontière où se trouvent les moyens de désinfection voulus.

b) Défense absolue d'introduction de hardes, de linge de corps et vêtements portés destinés au commerce, de

même des matelats, couvertures et autres effets de 1896
literie ayant servi.

Il est cependant entendu, qu'aux termes du titre VI, N° I de la Convention de Dresde ne pourront être refusés les chiffons comprimés par la force hydraulique qui sont transportés comme marchandises en gros, par ballots cerclés de fer et portant des marques et des numéros d'origine acceptés par l'autorité du pays de destination; les déchets neufs, provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection et de blanchiment; les laines artificielles (Kunstwolle, shoddy) et les rognures de papier neuf.

c) Défense éventuelle du passage de la frontière aux bohémiens (zingari) et pèlerins venant en masse d'une circonscription contaminée de la zone-frontière, de même qu'aux vagabonds, mendiants et aux personnes exerçant un commerce prohibé pour cause de choléra par ordonnance de l'autorité compétente.

Cette disposition ne doit nullement entraver l'exécution des mesures d'extradition, d'expulsion ou de rapatriement.

d) Tout individu venant d'un endroit contaminé, situé dans la zone-frontière, pour passer dans la zone-frontière de l'autre Etat, pourra être tenu à indiquer l'endroit où il se rend, afin d'être soumis à une surveillance médicale pendant cinq jours.

e) Les employés en fonction, y compris le personnel du service sanitaire, afin de ne pas entraver l'exercice de leurs devoirs, ne seront, au sens de la Convention de Dresde, soumis à aucun traitement de prévention.

f) Seront de même exemptées du traitement de prévention toutes les personnes ayant besoin de passer régulièrement la frontière pour leurs affaires de commerce ou pour la cultivation des terres. Cependant ces personnes devront se soumettre aux règles spécifiées aux alinéas *a)*, *b)* et *c)* de ce paragraphe.

g) Le passage de la frontière pourra être interdit aux individus présentant des symptomes suspects de choléra. Les autorités de frontière dénonceront ces cas aux autorités administratives de la zone-frontière voisine, afin qu'elles prennent les mesures nécessaires. En attendant elles prêteront tous les secours possibles à ces personnes.

§ 7. Les autorités de chaque Etat préviendront à temps es autorités-frontière de l'Etat voisin dans le cas où une roupe d'individus venant d'un territoire contaminé devrait e rendre sur le territoire de l'Etat voisin. Elles tâcheront utant que possible de les faire voyager dans des voitures

1896 spéciales et séparées et s'informeront des cas de maladie cholérique survenus en route.

§ 8. Dix jours après le dernier cas constaté de choléra les défenses ci-dessus indiquées, sauf celle contenue dans l'alinéa *b)* du § 6, devront être supprimées, à condition que les mesures de désinfection nécessaires aient été exécutées.

IIème Partie.

Trafic par mer.

§ 1. Les dispositions établies dans la première partie de cet arrangement seront appliquées aussi aux navires indemnes et en bonnes conditions hygiéniques qui font le trafic par mer le long des côtes faisant partie des zones-frontière.

§ 2. Lorsque les navires exerçant ce trafic seront reconnus infectés ou suspects ou bien en mauvaises conditions hygiéniques on leur appliquera les mesures établies au titre VIII, annexe I, de la Convention de Dresde.

§ 3. Dans tous les cas les autorités compétentes des deux pays prendront les mesures nécessaires afin que le service des navires desservant une ligne régulière soit entravé le moins possible par l'application des mesures sanitaires. Elles veilleront en même temps à ce que les bateaux de pêche puissent exercer leur industrie et leur commerce avec toutes les facilités possibles.

§ 4. Une patente spéciale de santé sera exigée pour tous les navires lorsque l'existence du choléra aura été officiellement constatée dans la province à laquelle appartient le port de départ du navire.

En tout autre cas les navires exerçant le trafic entre les deux pays seront exemptés de l'obligation de produire une patente spéciale de santé. Il suffira d'une simple déclaration apposée sur les papiers de bord par l'autorité maritime compétente, constatant les conditions normales du lieu de départ et du navire.

§ 5. Les deux Gouvernements se communiqueront les listes des stations sanitaires et des points de révision et de désinfection, ainsi que les modifications qu'ils y apporteraient.

Le présent arrangement entera en vigueur dès qu'il aura été sanctionné par échange de notes entre les deux Gouvernements et cessera ses effets six mois après dénonciation faite par l'une des deux Parties contractantes.

Fait à Vienne, en double expedition, le 10 décembre 1895.

(Uebersetzung.)

Uebereinkommmen zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien bezüglich der Anwendung besonderer sanitärer Maass-

nahmen auf den Verkehr innerhalb der Grenzgebiete und zur 1896
See zur Zeit des Auftretens der Cholera.

Allgemeine Bestimmung.

Das gegenwärtige Uebereinkommen, beschlossen in Durchführung der in den Titeln V, VI und VIII des Annex I zur Dresdener Sanitätsconvention vom 15. April 1893 enthaltenen Bestimmungen, betrifft die Maassnahmen, welche in den aneinander grenzenden Bezirken beider Staaten sowohl im Landverkehre innerhalb der Grenzgebiete, als auch im Seeverkehre zur Zeit des Auftretens der Cholera in Anwendung zu kommen haben.

I. Theil.

Verkehr in den Grenzgebieten.

§ 1. Die in diesem Theile des Uebereinkommens enthaltenen Bestimmungen finden auf die aneinander grenzenden Gebiete beider Staaten (einschliesslich der Flüsse und Seen) innerhalb einer auf beiden Seiten der Grenze 10 Kilometer breiten Zone Anwendung.

§ 2. Zur unmittelbaren Ueberwachung der Durchführung dieser Bestimmungen sind die im Grenzgebiete beider Staaten competenten staatlichen Behörden berufen.

§ 3. Die im vorhergehenden Paragraphe bezeichneten Behörden werden sich über das Auftreten der Cholera, sobald sie ämtlich festgestellt wurde, über den Gang der Krankheit und über die zu deren Bekämpfung ergriffenen Maassnahmen gegenseitig in Kenntnis erhalten.

§ 4. Die Behörden des Gebietes, in welchem das Auftreten der Cholera festgestellt wurde, haben überdies in ihrem eigenen Bereiche die von den Behörden des Nachbarstaates erlassenen Anordnungen von Belang kundzumachen, damit die Bewohner des Grenzgebietes vor Nachtheilen bewahrt werden, welche ihnen aus der Unkenntnis der im Grenzgebiete des Nachbarstaates in Kraft stehenden sanitären Maassnahmen erwachsen könnten.

§ 5. Um die wechselseitige Information der Behörden im Grenzgebiete zu erleichtern, sollen diese gehalten sein, den Sanitätsbeamten des Nachbarstaates, welche nöthigenfalls von ihrer Regierung entsendet werden, um an Ort und Stelle sich von den Gesundheitsverhältnissen im Nachbarbezirke die Ueberzeugung zu verschaffen, so viel als möglich an die Hand zu gehen.

Diese Beamten haben, um die gewünschten Aufschlüsse zu erlangen, ihre Legitimationspapiere in Oesterreich-Ungarn den Behörden I. Instanz, in Italien den Gemeindebehörden (Gemeinde-Syndicus) vorzuweisen.

1896 § 6. Die Maassnahmen, welche im Grenzverkehre in Anwendung gebracht werden können, sind folgende:

a) Verbot der Einfuhr jeder Art von Wäsche und beschmutzter Gebrauchseffecten. Diese Gegenstände können jedoch zugelassen werden, wenn sie vorher einer Desinfection nach dem von der betheiligten Regierung vorgeschriebenen Verfahren unterworfen wurden. Die Personen, welche solche Gegenstände über einen nicht mit den nothwendigen Desinfectionseinrichtungen ausgestatteten Grenzpunkt einführen wollen, sind nach der nächsten, mit derartigen Einrichtungen versehenen Eintrittsstation zu weisen.

Die betheiligten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden Verzeichnisse der Grenzpunkte, wo sich die erforderlichen Desinfectionseinrichtungen vorfinden, austauschen.

b) Unbedingtes Verbot der Einfuhr von Hadern, Leibwäsche und getragenen Kleidern, soferne diese Gegenstände für den Handel bestimmt sind, desgleichen von Matratzen, Decken und anderem gebrauchten Bettzeug.

Hierbei wird indes daran festgehalten, dass gemäss den Bestimmungen des Titels IV, Nr. I der Dresdener Convention Hadern, welche in Ballen mittelst hydraulischer Kraft zusammengepresst, mit Eisenreifen gebunden, sowie mit den von der Behörde des Bestimmungslandes anerkannten Ursprungsmarken und Nummern versehen sind, und als Waaren für den Grosshandel zur Versendung kommen, dann neue Abfälle, welche unmittelbar aus Spinnereien, Webereien, Confectionsanstalten und Bleichereien stammen, Kunstwolle (Shoddy) und Abfälle neuen Papieres nicht zurückgewiesen werden dürfen.

c) Allfälliges Verbot des Grenzübertrittes für Zigeuner und Wallfahrer, welche truppweise aus einer verseuchten Circumscription des Grenzgebietes kommen, desgleichen von Vagabunden, Bettlern und von Personen, welche einen durch Verfügung der zuständigen Behörde wegen Cholera untersagten Handelsverkehr ausüben.

Diese Bestimmung darf keinesfalls den Vollzug von Auslieferungs-, Ausweisungs- und Heimsendungs-Maassnahmen hindern.

d) Jede aus einem im Grenzgebiete gelegenen Seuchenorte kommende Person wird beim Uebertritte in das Grenzgebiet des anderen Staates verhalten, den Ort, wohin sie sich begibt, anzugeben, damit sie einer fünftätigen ärztlichen Ueberwachung unterworfen werden könne.

e) Die dienstthuenden Beamten, einschliesslich das Personal für den Sanitätsdienst, dürfen, um in der Erfüllung ihrer

Verpflichtungen keine Behinderung zu erfahren, im Sinne 1896
der Dresdener Convention keiner Vorbeugungsmaassregel unterworfen werden.

f) Ebenso bleiben alle jene Personen, welche wegen ihrer Handelsgeschäfte oder wegen Bestellung von Grundstücken regelmässig die Grenze überschreiten müssen, von allen Vorbeugungsmaassnahmen befreit. Jedoch müssen sich diese Personen den in den Absätzen *a)*, *b)* und *c)* dieses Paragraphen angeführten Bestimmungen unterwerfen.

g) Das Ueberschreiten der Grenze kann jenen Personen, welche choleraverdächtige Erscheinungen darbieten, untersagt werden. Die Grenzbehörden haben diese Fälle den Verwaltungsbehörden des benachbarten Grenzgebietes anzuzeigen, damit dieselben die notwendigen Maassnahmen treffen. Selbstverständlich haben dieselben diesen Personen alle mögliche Hilfe zu leisten.

§ 7. Die Behörden jenes Staates werden in dem Falle, wenn ein aus einem verseuchten Gebiete kommender Trupp von Individuen sich in das Gebiet des Nachbarstaates begeben will, rechtzeitig die Behörden im Grenzgebiete des Nachbarstaates in Kenntnis setzen. Dieselben werden nach Möglichkeit dafür Sorge tragen, dass die Fahrt in eigenen und separirten Wagen erfolge und sich über Choleraerkrankungen, welche während der Fahrt auftreten, Mittheilung zu machen.

§ 8. Die vorbezeichneten Vorbeugungsmaassnahmen sollen mit Ausnahme jener, welche im Absatze *b)* des § 6 angeführt sind, 10 Tage nach Feststellung des letzten Cholerafalles ausser Kraft gesetzt werden, vorausgesetzt, dass die nothwendigen Desinfectionsmaassnahmen durchgeführt wurden.

II. Theil.

Seeverkehr.

§ 1. Die im ersten Theile des Uebereinkommens enthaltenen Bestimmungen sollen auch auf unverdächtige und günstige sanitäre Verhältnisse aufweisende Schiffe, welche längs der zu den Grenzgebieten gehörigen Küstenstrecken zur See verkehren, Anwendung finden.

§ 2. Wenn die Schiffe, welche diesen Verkehr vermitteln, als verseucht oder verdächtig, oder aber wenn die hygienischen Verhältnisse derselben als ungünstige erkannt werden, so haben auf dieselben die im Titel VIII Annex I der Dresdener Convention bezeichneten Maassnahmen Anwendung zu finden.

1896 § 3. In allen diesen Fällen haben die competenten Behörden in beiden Staaten die nothwendigen Vorkehrungen zu treffen, damit der Dienst der in regelmässiger Fahrt eingestellten Schiffe durch die Anwendung der sanitären Maassnahmen so wenig als möglich behindert werde. Dieselben werden zugleich darüber wachen, dass den Fischerbooten bei Ausübung ihres Erwerbes und ihres Handels die thunlichsten Erleichterungen zutheil werden.

§ 4. Ein besonderer Gesundheitspass wird von allen Schiffen gefordert, wenn der Bestand der Cholera in der Provinz, welcher der Abfahrtshafen des Schiffes angehört, ämtlich festgestellt ist.

In allen anderen Fällen sollen Schiffe, welche den Verkehr zwischen den beiden Ländergebieten vermitteln, der Verpflichtung, einen besonderen Gesundheitspass beizubringen, enthoben sein. Es genügt hierbei die einfache, von der zuständigen Seebehörde auf den Bordpapieren beigefügte Bescheinigung, dass im Abfahrtsorte und auf dem Schiffe normale Verhältnisse bestehen.

§ 5. Die beiden Regierungen werden sich die Verzeichnisse der Sanitätsstationen, der Revisions- und Desinfectionsorte, sowie die Veränderungen, welche hinsichtlich derselben sich ergeben, gegenseitig mittheilen.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird in Kraft treten, wenn es durch den zwischen beiden Regierungen erfolgten Notenaustausch angenommen wurde und wird seine Wirksamkeit 6 Monate nach der von einem der beiden vertragschliessenden Theile ausgegangenen Kündigung verlieren.

Geschehen zu Wien, in doppelter Ausfertigung am 10. December 1895.

Das vorstehende Uebereinkommen wird hiermit kundgemacht.

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2339.

12 mai 1896.

Ordonnance du Ministère I^r R^l des finances sur les sommes affectées au paiement intégral de la bonification à restituer à la sortie du sucre pour la période 1896/7.

R. G. Bl. 1896, Nr. 71.

Erlass des Finanzministeriums vom 12. Mai 1896, betreffend das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung des

onificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betriebs- 1896
periode 1896/97.

Auf Grund des § 3 des Zuckersteuergesetzes vom). Juni 1888 (R. G. Bl. Nr. 97) wird im Einvernehmen mit m königlich ungarischen Finanzministerium die Sicher-ellung der richtigen Einzahlung des allfälligen Bonifications-ckersatzes in der Zuckererzeugungsperiode 1896/97 für jede rzeugungsstätte für Zucker der im § 1, Z. 1 des Zucker-euergesetzes bezeichneten Art mit jenem, um 30% erhöhten trage festgesetzt, welchen dieselbe als Ausfuhrbonifications-ckersatz bezüglich der Zuckerausfuhr in der Erzeugungs-riode 1894/95 zu leisten hatte.

Der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag derart abzurunden, dass Beträge unter 50 fl. auf 50 fl., eträge über 50 fl. auf 100 fl. erhöht werden.

Für jene der oberwähnten Zuckererzeugungsstätten, elche in der Erzeugungsperiode 1894/95 noch nicht im Be-iebe waren, wird die Sicherstellung mit je 23.000 fl. (Zwanzig-eitausend Gulden) festgesetzt.

Bilinski m. p.

2340.

10 juin 1896.

)rdonnance des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur, du ommerce et des finances sur la défense à l'entrée et lu transit de certaines marchandises et objets d'Egypte.

R. G. Bl. 1896, Nr. 85.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 10. Juni 1896, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr bestimmter Gegenstände und Waaren aus Aegypten.

Wegen Gefahr der Einschleppung der Cholera aus Aegypten wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Verordnung vom 31. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 3 ex 1894) erlassene Verbot der Ein- und Durch-fuhr der in der Verordnung vom 3. Juni 1893 (R. G. Bl. Nr. 88) sub 1 und 2 bezeichneten Gegenstände und Waaren aus der europäischen und asiatischen Türkei auch auf Ägypten ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie en betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitäts-behörden bekannt wird, in Kraft.

Badeni m. p. *Bilinski* m. p. *Glanz* m. p.

EGYPTE.

1896

2341.

24 juin 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances, du commerce et de l'agriculture autorisant la station I^eR^e d'essais chimiques agricoles à Spalato à l'analyse des vins italiens.

R. G. Bl. 1896, Nr. 97.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 24. Juni 1896, betreffend die Ermächtigung der k. k. landwirthschaftlich-chemischen Versuchsstation in Spalato zur Vornahme von Analysen italienischer Weine.

Mit Beziehung auf die Verordnungen vom 10. August und 1. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 125 und 201) wird bekannt gegeben, dass die k. k. landwirthschaftlich-chemische Versuchsstation in Spalato in die Reihe der in der Verordnung vom 10. April 1892 (R. G. Bl. Nr. 125) aufgezählten, zur chemischen Untersuchung italienischer Weine ermächtigten önologischen Versuchsstationen aufgenommen wurde.

Glanz m. p. *Bilinski* m. p. *Ledebur* m. p.

2342.

6 juillet 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant une augmentation des attributions douanières du bureau secondaire à Schönwald.

R. G. Bl. 1896, Nr. 123.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 6. Juli 1896, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k. k. Nebenzollamtes in Schönwald.

Das k. k. Nebenzollamt II. Classe in Schönwald wird zur Verzollung von „Spanferkeln, nicht über 10 Kilogramm" der T.-Nr. 47 bis zu 40 Stück bei jedem einzelnen Transporte ermächtigt.

Bilinski m p.

2343.

1896

8 juillet 1896.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] des finances sur les sommes exigées pour la période d'exploitation 1896/7 pour garantir le paiement intégral de la restitution de la bonification à l'exportation du sucre.

R. G. Bl. 1896, Nr. 112.

Erlass des Finanzministeriums vom 8. Juli 1896, betreffend das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung des Bonificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betriebsperiode 1896/97.

Im Einvernehmen mit dem königlich ungarischen Finanzministerium wird auf Grund § 3 des Zuckersteuergesetzes vom 20. Juni 1888 (R. G. Bl. Nr. 97) und in Abänderung des Finanzministerialerlasses vom 12. Mai 1896 (R. G. Bl. Nr. 71) die Sicherstellung für die richtige Einzahlung des kraft § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1896 (R. G. Bl. Nr. 111) allfällig zu leistenden Bonificationsrückersatzes in der Zuckererzeugungsperiode 1896/97 für jede Erzeugungsstätte mit 30 Procent (30%) desjenigen Betrages festgesetzt, welchen diese Erzeugungsstätte als Ausfuhrbonificationsrückersatz bezüglich der Zuckerausfuhr in der Erzeugungsperiode 1894/95 zu leisten hatte.

Der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag ist derart abzurunden, dass Beträge unter 50 fl. auf 50 fl., Beträge über 50 fl. auf 100 fl. erhöht werden.

Für jene Zuckererzeugungsstätten, welche in der Erzeugungsperiode 1894/95 noch nicht im Betriebe waren, wird die fragliche Sicherstellung mit je 5000 fl. (fünftausend Gulden) festgesetzt.

Bilinski m. p.

2344.

16 juillet 1896.

Ordonnance des Ministères I[aux] R[aux] de l'intérieur, du commerce et des finances sur la levée des défenses sanitaires d'entrée et de transit émises dans le trafic avec la Russie.

R. G. Bl. 1896, Nr. 117.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 16. Juli 1896, betreffend die Aufhebung der mit

1896 *der Verordnung vom 3. Juni 1893 (R. G. Bl. Nr. 88) erlassenen Ein- und Durchfuhrverbote gegenüber Russland.*

Mit Rücksicht auf die derzeitigen Gesundheitsverhältnisse in Russland werden im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die mit der Verordnung vom 3. Juni 1893 (R. G. Bl. Nr. 88) erlassenen Verbote der Ein- und Durchfuhr bestimmter Waaren aus Russland aufgehoben.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft.

Badeni m. p. *Bilinski* m. p. *Glanz* m. p.

2345.

18 juillet 1896.

Publication du Ministère I^1 R^1 des finances concernant le changement du bureau principal douanier de IIème classe à Raguse en un tel bureau de Ière classe.

R. G. Bl. 1896, Nr. 171.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 18. Juli 1896, betreffend die Umwandlung des Hauptzollamtes II. Classe in Ragusa in ein Hauptzollamt I. Classe.

Das Hauptzollamt II. Classe in Ragusa wird in ein Hauptzollamt I. Classe umgewandelt und hat seine Wirksamkeit in dieser Eigenschaft sogleich zu beginnen.

Bilinski m. p.

2346.

24 juillet 1896.

Publication du Ministère I^1 R^1 des finances concernant l'établissement d'un bureau de douane principal de deuxième classe à Heinersdorf prussien.

R. G. Bl. 1896, Nr. 136.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 24. Juli 1896, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes II. Classe in Preussisch-Heinersdorf und Auflassung des Nebenzollamtes I. Classe in Barzdorf.

Mit Beziehung auf das mit der Ministerialverordnung vom 1. August 1891, R. G. Bl. Nr. 154, verlautbarte Verzeichnis der im österreichisch-ungarischen Zollgebiete auf-

gestellten Zollstellen wird kundgemacht, dass am Bahnhofe in 1896
Preussisch-Heinersdorf ein Hauptzollamt II. Classe errichtet wurde, welches nebst den kategoriemässigen Verzollungsbefugnissen zur Vornahme des Ansageverfahrens im Eisenbahnverkehre, dann zur zollfreien Abfertigung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten und zur Austrittsbehandlung von mit dem Anspruche auf Ausfuhrbonification austretenden Zucker ermächtigt ist.

Das Nebenzollamt I. Classe in Barzdorf wurde aufgelassen.

Bilinski m. p.

2347.

30 juillet 1896.

Publication des Ministères I^aux^ R^aux^ de l'intérieur et du commerce concernant l'arrangement signé à Vienne, le 20 mars 1896, entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse pour l'application d'un régime sanitaire spécial au trafic des zones-frontières et sur le lac de Constance, en temps de choléra.

R. G. Bl. 1896, Nr. 154.

Kundmachung der Ministerien des Innern und des Handels vom 30. Juli 1896, betreffend das Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz bezüglich der Anwendung besonderer Sanitätsmaassnahmen für den Grenzverkehr und für den Verkehr über den Bodensee bei Choleragefahr.

(Urtext.)

Arrangement entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse pour l'application d'un régime sanitaire spécial au trafic des zones frontières et sur le lac de Constance, en temps de choléra.

I. Dispositions générales.

Le présent arrangement conclu en exécution des dispositions contenues aux titres I, V. VI et VII, annexe I, de la Convention sanitaire de Dresde du 15 avril 1893 concerne les mesures à appliquer, en cas de choléra, dans les districts limitrophes des deux pays pour le trafic des zones frontières, par terre, de même que pour le trafic par eau.

II. Délimitation de la zone frontière et devoirs qui incombent aux autorités des districts frontières.

Article 1er.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux territoires limitrophes des deux pays (y compris les fleu-

1896 ves et les lacs) sur une zone d'une largeur de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Article 2.

Seront appelés à veiller sur l'exécution de ces dispositions: en Autriche-Hongrie, les autorités gouvernementales des districts, en Suisse, les gouvernements des cantons dont la zone frontière emprunte le territoire.

Article 3.

Les autorités mentionnées à l'article 2 s'informeront réciproquement de l'apparition du choléra, dès que celui-ci aura été officiellement constaté, de la marche de la maladie, des mesures prises pour la combattre et des restrictions apportées au trafic des marchandises et à la circulation des personnes.

Article 4.

Les autorités publieront dans leur propre territoire les ordonnances importantes émanant des autorités de l'Etat voisin, pour préserver les habitants des inconvénients que pourrait entraîner pour eux l'ignorance des mesures de police sanitaire en vigueur dans la zone frontière du pays voisin.

Article 5.

Pour faciliter l'information réciproque des autorités frontières, celles-ci seront tenues d'aider, autant que faire se pourra, les fonctionnaires sanitaires du pays limitrophe délégués par leur gouvernement pour constater sur place l'état de santé du district voisin. Ces fonctionnaires, pour recueillir les reneseignements voulus, n'auront qu'à présenter leurs papiers de légitimation, en Autriche-Hongrie aux autorités gouvernementales des districts, en Suisse aux autorités sanitaires cantonales (y compris „les médecins délégués").

III. Mesures concernant le trafic des zones frontières.

Article 6.

Dans le cas où par suite de difficultés toutes particulières, le système de prophylaxie prévu par la Convention de Dresde, pourrait paraître insuffisant, il pourra encore être appliqué vis-à-vis du district contaminé les mesures suivantes:

A. Trafic des marchandises et des bagages.

1. Peut être interdite pour une durée plus longue que celle prévue plus bas à l'article 10, mais limitée au plus strict nécessaire, l'introduction

a) de vieux habits, de linge usagé ou de pièces de literie 1896
ayant déjà servi, si ces effets sont destinés au commerce;
b) de hadres et de chiffons qui ne rentrent pas dans les exceptions prévues aux titres IV, 1, 2 *a* et *b*, Annexe I, de la Convention sanitaire de Dresde.

2. L'introduction d'objets mobiliers transportés par suite d'un changement de domicile, de paquets et de bagages (gros bagages et bagages portés à la main) peut être restreinte à certains points de la frontière, pourvus de moyens de désinfection nécessaires.

En outre, on pourra, avant d'autoriser l'introduction du linge sale, des vêtements usagés et des pièces de literie ayant déjà servi, exiger, tans tous les cas, la désinfection des ces effets selon la méthode prescrite par le gouvernement intéressé.

Les autorités frontières des deux pays se communiqueront la liste des points frontières ci-dessus visés.

B. Circulation des personnes.

1. Toutes les personnes, qui passent la frontière, pourront être soumises à la visite médicale prévue par la Convention sanitaire de Dresde.

Pour rendre possible ce contrôle et pour garantir en même temps la circulation aux points les plus importants de la frontière, il pourra devenir nécessaire, selon le cas, de limiter, aux points les plus fréquentés le passage des voyageurs et de prohiber le passage aux points intermédiaires.

Toutefois cette dernière mesure ne pourra être prise qu'en cas de nécessité absolue.

2. Toute personne venant d'un point contaminé pourra être tenue d'indiquer l'endroit où elle se rend, afin d'y être soumise à une surveillance médicale de 5 jours.

3. Des mesures plus sévères pourront être prises à l'égard des individus voyageant en troupes, tels que bohémiens, émigrants, pélerins, ouvriers; il en sera de même pour les vagabonds, les mendiants et pour les personnes qui exercent un métier interdit en temps de choléra.

Si l'on a quelque raison de présumer que ces individus arrivent d'un district contaminé, on ne les laissera passer qu'après une visite médicale minutieuse et après désinfection nécessaire. En même temps on avertira les autorités du lieu où ils se rendent.

Le passage de ces catégories de voyageurs pourra être limité à certaines stations de la frontière et, si les circonstances l'exigent, il pourra même être entièrement prohibé.

Toutefois cette mesure ne doit nullement entraver l'exécution des mesures d'extradition, d'expulsion ou de rapatriement

1896 4. Le passage de la frontière pourra être interdit à toute personne atteinte de choléra ou présentant seulement des symptômes suspects. Les autorités frontières signaleront ces cas aux autorités de la zone frontière voisine, afin que ces dernières puissent prendre les mesures voulues. En attendant elles donneront aux malades tous les soins nécessaires.

Artiticle 7.

Les dispositions de l'article 6 *B* (circulation des voyageurs) ne sont pas applicables, au sens de la Convention de Dresde, aux fonctionnaires publics, aux employés des chemins de fer et de postes ainsi qu'au personnel sanitaire, en service, afin de ne pas les entraver dans l'exercice de leurs fonctions.

Seront de même exemptées de tout traitement préventif toutes les personnes qui ont besoin de passer régulièrement la frontière pour leurs affaires ou pour cultiver leurs terres. Toutefois elles ne devront exercer aucun métier interdit en temps de choléra et devront se soumettre aux règles spécifiées à l'article 6 *A* (Trafic des marchandises et des bagages).

Article 8.

Les autorités de chaque Etat préviendront en temps utile les autorités frontières de l'Etat voisin dans le cas où une troupe d'individus venant d'un territoire contaminé devrait se rendre sur le territoire de l'Etat voisin. Elles prendront les mesures nécessaires pour qu'annonce soit faite, sans délai, aux autorités frontières du pays voisin de cas de choléra survenus en route. Pour le transport de ces troupes en chemin de fer elles tâcheront de les faire voyager dans des voitures spéciales et séparées.

Article 9.

Les dispositions des articles 6, 7 et 8 s'appliquent également au trafic par bateaux sur le lac de Constance.

Il est aussi entendu que les obligations résultant des dispositions des articles 1 à 5 du présent arrangement seront également applicables aux ports du lac de Constance situés à une distance de plus de 10 kilomètres de la frontière, d'où partent et où arrivent des navires faisant un service régulier avec les ports du pays voisin.

Article 10.

Dix jours après la constatation du dernier cas de choléra les mesures prohibitives ci-dessus indiquées sauf celle contenue à l'article 6, lettre *A*, 1, devront être rapportées, à condition,

toutefois, que les mesures de désinfection nécessaires aient 1896
été exécutées.

Accession de la Principauté de Liechtenstein.

Il est réservé au Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein le droit d'accéder par note au présent arrangement qui lui sera communiqué par les soins du Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.

Le présent arrangement entrera en vigueur quatre semaines après qu'il aura été sanctionné par échange de notes entre les Gouvernements intéressés et cessera ses effets six mois après dénonciation faite par l'une des Parties contractantes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 20 mars 1896.

(Uebersetzung.)

Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz, betreffend die Anwendung besonderer Sanitätsmaassnahmen für den Grenzverkehr und für den Verkehr über den Bodensee bei Choleragefahr.

I. Allgemeine Bestimmung.

Das vorliegende, in Anwendung der Bestimmungen von Titel I, V, VI und VII der Anlage I zu der Dresdener Sanitätsconvention vom 15. April 1893 abgeschlossene Uebereinkommen bezieht sich auf die Maassnahmen, welche in den Grenzbezirken der beiden Länder bei Ausbruch der Cholera zur Ausführung gelangen sollen, in Bezug auf den Grenzverkehr zu Land, sowie in Bezug auf den Verkehr zu Wasser.

II. Umschreibung des Grenzgebietes und Pflichten der Behörden desselben.

Artikel 1.

Das vorliegende Uebereinkommen betrifft die beiderseitigen Grenzgebiete (mit Inbegriff der Flüsse und Seen) bis auf eine Breite von 10 Kilometern, von der Grenze an gerechnet.

Artikel 2.

Zur Ausführung der nachfolgenden Bestimmungen sind berufen: in Oesterreich-Ungarn die Bezirkshauptmannschaften, in der Schweiz die Regierungen derjenigen Cantone, in deren Gebiet die Grenzzone fällt.

Artikel 3.

Die in Artikel 2 genannten Behörden geben sich gegenseitig Nachricht von dem Auftreten der Cholera, sobald die-

1896 selbe in ihrem Gebiete ämtlich constatirt worden ist, von der weiteren Ausbreitung der Krankheit, von den zu deren Bekämpfung ergriffenen Maassnahmen und von den Beschränkungen, welche in Betreff des Handels und des Personenverkehres aufgestellt worden sind.

Artikel 4.

Die Behörden veröffentlichen im ferneren in ihrem Gebiete die wichtigeren Verordnungen der Behörden des Nachbarstaates, um dadurch die Bevölkerung vor den Unannehmlichkeiten zu bewahren, welche aus der Nichtkenntnis der in der Grenzzone des benachbarten Landes angeordneten sanitätspolizeilichen Maassnahmen entstehen könnten.

Artikel 5.

Im Interesse der gegenseitigen Information sollen die Grenzbehörden den Sanitätsbeamten des Nachbarstaates, welche von der Regierung abgesandt worden sind, um sich an Ort und Stelle von dem Gesundheitszustande des benachbarten Bezirkes zu überzeugen, so viel als möglich an die Hand gehen. Diese Beamten haben, um die gewünschte Auskunft zu erhalten, bloss ihre Legitimationspapiere vorzuweisen, und zwar in Oesterreich-Ungarn den Bezirkshauptmannschaften, in der Schweiz den cantonalen Sanitätsbehörden (mit Einschluss der „Amtsärzte").

III. Maassnahmen hinsichtlich des Grenzverkehres.

Artikel 6.

In den Fällen, in welchen die an der Grenze sich bietenden, ganz besonderen Schwierigkeiten das in der Dresdener Sanitätsconvention vorgesehene System von Vorkehrungen nicht als eine genügende Garantie für den Schutz der öffentlichen Gesundheit erscheinen lassen, können gegenüber dem verseuchten Bezirke folgende weitergehende Maassnahmen ergriffen werden:

A. In Bezug auf den Waaren- und Gepäckverkehr.

1. Das Verbot der Einfuhr

a) von alten Kleidern, gebrauchten Wäschestücken und benutztem, sonstigem Bettzeug, sofern diese Gegenstände für den Handel bestimmt sind,

b) von Lumpen und Hadern, welche nicht unter die in Titel IV, 1, 2, *a* und *b*, der Anlage I der Dresdener Sanitätsconvention vorgesehenen Ausnahmen fallen

kann auf eine längere Dauer ausgedehnt werden, als weiter unten im Artikel 10 angegeben ist; immerhin soll sich diese Ausdehnung auf das unbedingt Nothwendigste beschränken

2. Die Einfuhr von Uebersiedlungseffecten (Umzugsgut), 1896
welche in Folge eines Wohnungswechsels befördert werden, und von Gepäcksendungen, eventuell auch von Reisegepäck (Passagiergut und Handgepäck) kann auf bestimmte Eingangspunkte, welche mit den nöthigen Desinfectionseinrichtungen versehen sind, beschränkt werden.

Ferner kann verlangt werden, dass die schmutzige Wäsche, die getragenen Kleider und das benützte Bettzeug unter allen Umständen vor der Zulassung zur Einfuhr nach der von der Regierung des Bestimmungslandes aufgestellten Vorschrift desinficirt werden.

Die Grenzbehörden beider Staaten werden sich gegenseitig ein Verzeichnis der obenerwähnten Eingangspunkte mittheilen.

B. In Bezug auf den Personenverkehr.

1. Sämmtliche, die Grenze passirenden Personen können der in der Dresdener Sanitätsconvention vorgesehenen ärztlichen Besichtigung unterstellt werden.

Um die Durchführung einer derartigen Controle zu ermöglichen und hierdurch die Verkehrsfreiheit an den wichtigsten Punkten zu wahren, kann es nöthig werden, den Personenverkehr auf einzelne frequentirtere Grenzübergänge zu beschränken und die zwischenliegenden abzusperren.

Doch soll diese letztere Maassregel nur im äussersten Nothfalle ergriffen werden.

2. Die aus einem verseuchten Orte kommenden Personen können angehalten werden, das Ziel ihrer Reise anzugeben, damit sie am Ankunftsorte einer fünftägigen ärztlichen Ueberwachung unterstellt werden.

3. Gegen gewisse Kategorien von Personen, welche truppweise reisen, wie Zigeuner, Auswanderer, Wallfahrer, Arbeiter, können strengere Maassregeln ergriffen werden; ebenso gegen Vagabunden, Bettler und Personen, welche ein aus Anlass der Cholera verbotenes Gewerbe betreiben.

Wenn auch nur der Verdacht vorliegt, dass dieselben aus einem inficirten Bezirke kommen, so sind sie erst nach einer genauen ärztlichen Inspection und nach Durchführung der nothwendigen Desinfectionsmaassnahmen, sowie unter Benachrichtigung der Polizeibehörde des Bestimmungsortes einzulassen.

Der Eintritt solcher Personen kann auf bestimmte Eingangsstationen beschränkt oder unter Umständen ganz untersagt werden.

Durch diese Bestimmung soll aber die Ausführung von Maassnahmen der Auslieferung, der Ausweisung oder der Heimtransportirung in keiner Weise beeinträchtigt werden.

1896 4. Personen, welche cholerakrank sind oder choleraähnliche Erscheinungen darbieten, kann das Ueberschreiten der Grenze untersagt werden. Die Grenzbehörden zeigen derartige Fälle den Verwaltungsbehörden des nachbarlichen Grenzbezirkes an, damit diese die nothwendigen Maassregeln ergreifen. Inzwischen leisten erstere den erkrankten Personen die nothwendige Hilfe.

Artikel 7.

Die Bestimmungen des Artikels 6 *B* (Personenverkehr) beziehen sich entsprechend dem Sinne der Dresdener Convention nicht auf die im Dienst befindlichen öffentlichen Beamten, Bahn- und Postbeamten und Sanitätspersonen, damit dieselben ungehindert ihren Pflichten nachkommen können.

Auch die Personen, welche zur Besorgung ihres Geschäftes oder zur Bewirthschaftung von Grundstücken regelmässig die Grenze überschreiten müssen, sind jeglicher Präventivbehandlung enthoben, vorausgesetzt, dass sie kein wegen der Cholera verbotenes Gewerbe treiben und sich auch nicht gegen die Vorschriften des Artikels 6 *A* (Waaren- und Gepäckverkehr) verstossen.

Artikel 8.

In dem Falle, wo aus einer inficirten Gegend des einen ein Massentransport nach dem Gebiete des anderen Staates in Aussicht genommen ist, werden die Behörden des ersteren die Grenzbehörden des letzteren rechtzeitig in Kenntnis setzen. Auch werden sie dafür Sorge tragen, dass von allfällig unterwegs vorkommenden Choleraerkrankungen den Grenzbehörden des Nachbarlandes ohne Verzug Kenntnis gegeben wird. In den Fällen, in denen der Transport mittelst Eisenbahn stattfindet, sollen hierzu nach Möglichkeit eigene und abgesonderte Wagen benützt werden.

Artikel 9.

Die Bestimmungen der Artikel 6, 7 und 8 gelten auch für den Schiffsverkehr über den Bodensee.

Es wird ferner vereinbart, dass die in Artikel 1 bis 5 dieses Abkommens enthaltenen Vorschriften ebenfalls für diejenigen Bodenseehäfen Geltung haben sollen, welche weiter als 10 Kilometer von der Grenze entfernt sind, welche aber mit Häfen des anderen Landes im regelmässigen Schiffsverkehr stehen.

Artikel 10.

Zehn Tage nach Constatirung des letzen Cholerafalles sollen die oben angegebenen Schutzmaassregeln, mit Aus-

nahme der im Artikel 6, lit. A, Ziffer 1, enthaltenen, aufgehoben werden, immerhin unter der Voraussetzung, dass die erforderlichen Desinfectionen ausgeführt worden seien. 1896

IV. Beitritt des Fürstenthums Liechtenstein.

Dem Fürstenthum Liechtenstein wird das Recht eingeräumt, mittelst Notification seinen Beitritt zu dem gegenwärtigen Uebereinkommen, welches ihm von dem k. und k. Ministerium des Aeusseren mitgetheilt werden wird, zu erklären.

Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt 4 Wochen, nachdem dasselbe mittelst Notenaustausches zwischen den betheiligten Regierungen ratificirt worden ist, in Kraft und erlischt 6 Monate nach erfolgter Kündigung seitens eines der vertragschliessenden Staaten.

Geschehen in Wien, in doppelter Ausfertigung am 20. März 1896.

Das vorstehende, seitens der betheiligten Regierungen ratificirte Uebereinkommen, zu welchem auch die Regierung des Fürstenthums Liechtenstein den Beitritt erklärt hat, wird mit der Wirksamkeit vom 7. August 1896 hiermit kundgemacht.

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2348.

31 juillet 1896.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] de la justice sur les collèges d'experts prévus par le loi du 26 décembre 1895 sur les droits d'auteurs.

R. G. Bl. 1896, Nr. 151.

Verordnung des Justizministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium für Cultus und Unterricht vom 31. Juli 1896 über die im Gesetze vom 26. December 1895 (R. G. Bl. Nr. 197), betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie, vorgesehenen Sachverständigencollegien.

Auf Grund der §§ 68 und 63 des Gesetzes vom 26. December 1895 (R. G. Bl. Nr. 197), betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie, wird im Einvernehmen mit dem Ministerium für Cultus und Unterricht mit Wirksamkeit vom Kundmachungstage an verordnet, wie folgt:

1896

§ 1.

Es werden Sachverständigencollegien für den Bereich Literatur, der Tonkunst, der bildenden Künste und der tographie gebildet, welche die Aufgabe haben, in Sachen Urheberrechtes an Werken des betreffenden Bereiches zweifelhafte oder streitige Fragen technischer Natur, w für eine richterliche Entscheidung von Bedeutung sind, Verlangen der Gerichte Gutachten abzugeben.

§ 2.

Sachverständigencollegien werden errichtet:

für den Bereich der Literatur: in Wien, Prag, Lem und Triest;

für den Bereich der Tonkunst: in Wien, Prag Lemberg;

für den Bereich der bildenden Künste: in Wien, und Krakau;

für den Bereich der Photographie: in Wien.

Die Bildung von Sachverständigencollegien an an Orten ist für den Bedarfsfall vorbehalten.

§ 3.

Jedes Sachverständigencollegium besteht aus einem sitzenden und sechs bis zehn Mitgliedern.

§ 4.

Die Ernennung des Vorsitzenden und der Mitg erfolgt durch das Ministerium für Cultus und Unter welchem auch die Bezeichnung des mit der Stellvertr des Vorsitzenden betrauten Mitgliedes zusteht, auf die I von sechs Jahren.

Der Vorsitzende und die Mitglieder haben nach Ernennung bei dem Landesgerichte am Sitze des Sac ständigencollegiums den Sachverständigeneid zu leisten.

§ 5.

Zur Abgabe eines Gutachtens sind die Sachverstän collegien nur dann verpflichtet, wenn das ersuchende Ge

1. die zu begutachtenden Fragen einzeln aufgeführ

2. die zu vergleichenden Gegenstände, sowie di Abgabe des Gutachtens erforderlichen gerichtlichen dem Sachverständigencollegium zugesendet hat.

§ 6.

Vor der Beschlussfassung des Sachverständiger giums über ein abzugebendes Gutachten hat der Vorsit

zwei Berichterstatter zu bestellen, welchen es obliegt, ihre 1896
Anträge unabhängig voneinander schriftlich auszuarbeiten.

§ 7.

Die Anträge der Berichterstatter gelangen in einer Sitzung zum Vortrage, zu der sämmtliche Mitglieder des Sachverständigencollegiums unter Bezeichnung des Gegenstandes der Berathung vom Vorsitzenden einzuladen sind.

Zur Beschlussfassung ist die Anwesenheit des Vorsitzenden oder seines Stellvertreters und von mindestens vier Mitgliedern erforderlich. Die Beschlussfassung erfolgt durch Stimmenmehrheit, und wenn sich unter den Mitgliedern Stimmengleichheit ergibt, durch die Stimme des Vorsitzenden.

§ 8.

Das Gutachten ist unter Angabe der Namen der an der Beschlussfassung Betheiligten von dem Vorsitzenden nach dem gefassten Beschlusse auszufertigen. Jedem in der Minderheit gebliebenen Mitgliede steht es jedoch frei, zu verlangen, dass sein Votum dem Gutachten des Collegiums angeschlossen und mit diesem dem Gerichte mitgetheilt werde.

§ 9.

Das Sachverständigencollegium ist befugt, für das Gutachten Gebühren anzusprechen.

Hinsichtlich dieser Gebühren haben die für Sachverständigengebühren geltenden Bestimmungen zur Anwendung zu kommen.

Gautsch m. p. *Gleispach* m. p.

2349.

23 août 1896.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant la liste des stations italiennes qui sont autorisées à délivrer des certificats d'analyses de vins italiens.

R. G. Bl. 1896, Nr. 184.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 23. August 1896, betreffend die Ergänzung, beziehungsweise Abänderung des Verzeichnisses jener italienischen Versuchsanstalten, welche zur Ausstellung von Analysencertificaten für italienischen Wein ermächtigt sind.

Das in der Verordnung vom 1. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 201) unter *c)* enthaltene Verzeichnis jener italienischen

1896 Versuchsanstalten, welche zur Ausstellung von Analysencertificaten für die zur Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet bestimmten Weine ermächtigt sind, wird dahin ergänzt, beziehungsweise abgeändert, dass an die Stelle der „Reale stationе agraria" in Mailand, welche durch königliches Decret aufgehoben worden ist, die „Scuola superiore d'agricoltura" in Mailand zu treten hat.

Bilinski m. p.

2350.

27 août 1896.

Publication des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant l'établissement d'un bureau douanier à Crkvice.

R. G. Bl. 1896, Nr. 161.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. August 1896, betreffend die Errichtung einer Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst in Crkvice (auf der Halbinsel Sabioncello).

In Crkvice auf der Halbinsel Sabioncello ist eine Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst errichtet worden, welche ihre Wirksamkeit mit 1. September 1896 beginnt.

Diese Expositur ist mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet und überdies ermächtigt:

1. zur zollfreien Abfertigung von alten, gebrauchten, mit den Zeichen einer inländischen Firma signirten Fässern, wenn sich dieselben als retourgehende Emballagen von inländischen Exportsendungen darstellen;

2. zur Abfertigung inländischer, dem dazio consumo unterliegender Gegenstände (Ausstellung und Annahme der bezüglichen Circulationsboletten);

3. zur Beamtshandlung der Anmeldungen für die Branntweinerzeugung (Annahme der Anmeldungen, Ausstellung der Boletten und Einhebung der Productionsabgabe);

4. zur Vornahme der Amtshandlungen der bestehenden Waarencontrole im Grenzbezirke;

5. zur selbstständigen Verrechnung der statistischen Werthzeichen.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

2351.

1896

25 juin 1887.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et la République Orientale de l'Uruguay sur l'extradition réciproque des criminels. Signé à Montévidéo, le 25 juin 1887. Ratifié à Lainz, le 18 mai 1896, les ratifications échangées à Montévidéo, le 29 août 1896.

R. G. Bl. 1896, Nr. 221.

Staatsvertrag vom 25. Juni 1887 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der Republik Oriental von Uruguay wegen gegenseitiger Auslieferung von Verbrechern.

(Abgeschlossen in Montevideo am 25. Juni 1887, von Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 18. Mai 1896, in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt zu Montevideo am 29. August 1896.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, Superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiario Nostro atque illo reipublicae Orientalis Uruguay Praesidis, praevie collatis consiliis mutuisque deliberationibus, conventio de mutua maleficorum extraditione in urbe Montevideo die vigesima quinta mensis Junii anni millesimi octingentesimi octogesimi septimi inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Urtext.)

Su Magestad el Emperador de Austria, Rey de Bohemia etc. y Rey Apostólico de Hungria y Su Excelencia el Presidente Constitucional de la República Oriental del Uruguay, habiendo resuelto de comun acuerdo celebrar una Convencion para la extradicion de malhechores, han nombrado con este objeto por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Magestad el Emperador de Austria y Rey Apostólico de Hungria:

al Señor Baron Manuel de Salzberg su Ministro Residente en la República Oriental del Uruguay;

Su Excelencia el Señor Presidente de la República Oriental del Uruguay:

1896 al Señor Doctor Don Julio Herrera y Obes, su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Gobierno é Interino en el de Relaciones Exteriores;

Los cuales despues de haberse comunicado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1º.

Las Altas Partes Contratantes se obligan á entregarse recíprocamente de conformidad con las estipulaciones de esta Convencion los individuos acusados, perseguidos ó condenados por las autoridades judiciales de una de las Altas Partes Contratantes por uno de los actos punibles mencionados en el Artículo 3º de este Convenio, siempre que esos actos punibles hayan sido cometidos fuera del territorio del Estado de quien se solicita la extradicion.

Cuando el acto punible que motiva el pedido de extradicion hubiere sido cometido fuera del territorio del Estado reclamante se podrá dar curso á este pedido siempre que la legislacion del Estado que lo requiera y la del Estado requerido autorice en ese caso la persecucion de los mismos hechos cometidos en el Extrangero.

Artículo 2°.

No serán entregados ni un súbdito Austriaco ó Húngaro por el Austria ó la Hungria al Gobierno de la República Oriental del Uruguay, ni un ciudadano de la República Oriental del Uruguay por el Gobierno de la República Oriental del Uruguay á el Austria ó á la Hungria.

Cuando el acto punible que motiva el pedido de extradicion hubiese sido cometido fuera del territorio de las Partes Contratantes y la extradicion fuese igualmente solicitada por el Gobierno del País en el cual se cometió la infraccion se podrá dar curso á la extradicion del perseguido y efectuar su entrega al Gobierno de este último País.

Artículo 3°.

Se acorderá le extradicion por los actos punibles á continuacion enumerados:

1°. Asesinato y todo otro homicidio voluntario.

2°. Golpes y heridas voluntarias que hubieren causado la muerte sin intencion de darla, ó una enfermedad probablemente incurable ó incapacidad permanente de trabajo personal; la destruccion o privacion del uso absoluto de un miembro ó de un órgano ó una mutilacion grave.

3°. Estupro ú otros atentados al pudor si han sido cometidos con violencia.

4°. Poligamia y bigamia. 1896

5°. Ocultacion, supresion, sustitucion ó suposicion de niños.

6°. Incendio voluntario, destruccion voluntaria de un camino de hierro que hubiese causado lesiones ó la muerte de los empleados ó pasageros.

7°. Falsificacion (imitacion, alteracion) de monedas, de billetes ú obligaciones del Estado, de billetes de Banco ú otros billetes de crédito público que tuviesen curso como moneda; introduccion, emision y uso con conocimiento de causa de esos valores falsificados; falsificacion de documentos oficiales de timbres postales, sellos, troqueles y toda marca del Estado; uso con conocimiento de causa de esos objetos falsificados.

8°. Robo con violencia contra las personas.

9°. Robo sin violencia contra las personas, estafa y fraude, sustraccion y ocultacion; falsificacion de escrituras públicas y privadas ó de letras de cambio y de otros papeles de comercio; uso con conocimiento de causa de esas escrituras falsas; siempre que en los casos indicados anteriormente la suma del perjuicio exceda si el País reclamante es el Austria ó la Hungria al valor de mil florines y si el País reclamante es la República Oriental del Uruguay al valor de quinientos pesos nacionales.

10°. Falso juramento en materia criminal en perjuicio del acusado.

11°. Actos voluntarios y culpables de los que hubiere resultado la pérdida, naufragio, destruccion ó perjuicios graves de los buques ú otras embarcaciones (Barateria).

12°. Motin y rebelion de la tripulacion á bordo de un buque contra el Capitan ó contra sus superiores.

13°. Bancarrota fraudulenta.

En todos estos casos las tentativas así como los hechos de complicidad y participacion, serán suficientes para obtener la extradicion, cuando esas tentativas y esos hechos de complicidad y participacion sean punibles segun la legislacion del Estado reclamante y del Estado requerido.

Artículo 4°.

La extradicion será solicitada por via diplomática.

En defecto de una representacion diplomática, el pedido de extradicion será dirijido por el Ministerio de Relaciones Exteriores de un Estado directamente al Ministerio de Relaciones Exteriores del otro Estado.

La extradicion será solamente acordada cuando se presente sea original ó en cópia auténtica la sentencia ó un auto de acusacion ó una órden de prision ó bien todo otro documento que tuviese la misma fuerza de esa órden ó sentencia.

1896 Esos documentos que serán espedidos con las formas scriptas por la legislacion del Estado reclamante conten la designacion del hecho punible de que se trata, la indica de la pena que le es aplicable y se acompañarán, si f posible, las señales del individuo reclamado ú otros datos pudieren servir para verificar su identidad.

Artículo 5°.

En caso de urgencia cada uno de los Gobiernos Co tantes podrá prévio aviso de la existencia de un mandat prision pedir y obtener por la via mas directa, el arr provisorio del acusado ó condenado á condicion, sin embs de que el documento que sirve de fundamento al pedido presentado en el término de dos meses á contar del di que el arresto tuviese lugar.

Artículo 6°.

Si en los tres meses contados desde el dia en qu acusado ó condenado hubiere sido puesto á su disposicio Gobierno que lo ha reclamado, no se hubiese hecho carg él, será puesto en libertad y no podrá ser nuevamente p por la misma causa. En este caso, los gastos serán á c del Gobierno reclamante.

Artículo 7°.

Si el individuo cuya extradicion se solicita por un las Altas Partes Contratantes, en virtud de la pres Convencion, fuese igualmente reclamado por una ó v otras Potencias, en virtud de actos punibles, será entre al Gobierno del Estado en cuyo territorio hubiese come el delito mas grave, y en caso de igual gravedad, será e gado al Gobierno del Estado cuya demanda fuese de f anterior.

Artículo 8°.

En ningun caso se concederá la extradicion por crím ó delitos políticos, ni por hechos que tengan conexion ellos.

No se considerará delito político ni hecho conexo él el atentado contra la persona del Gefe superior de Estado ó contra los miembros de sus respectivas fami cuando ese atentado constituyese el crímen de homic asesinato ó envenenamiento.

Artículo 9°.

El individuo que hubiese sido entregado no podr ningun caso, ser juzgado ó castigado en el estado á q

ha sido entregado por un crímen ó delito político anterior à 1896
la extradicion, ni por actos conexos con él, ni por ningun acto punible que no esté previsto en la presente Convencion.

Artículo 10°.

La extradicion no será acordada cuando segun las leyes del País á quien se pide la extradicion, se hallare prescripta la pena ó la accion criminal.

La extradicion tampoco tendrá lugar cuando el individuo cuya extradicion se solicita ha sido ya encausado y absuelto en el País requerido, en razon del mismo delito que motiva la demanda de extradicion ó bien si la causa continúa aún, ó si ha sufrido ya la pena correspondiente.

Artículo 11°.

La extradicion tendrá tambien lugar aun cuando el individuo reclamado se hallase comprometido en un proceso, ó retenido por razon de obligaciones contraidas por él con particulares, dejando á salvo las acciones de los damnificados, para hacer valer sus derechos ante la autoridad competente.

Artículo 12°.

Si el individuo reclamado fuese perseguido ó se hallase detenido en el Estado requerido por un acto punible distinto del que motivó la demanda de extradicion esta deberá ser diferida hasta que la causa haya terminado, y en caso de condenacion, hasta que haya sufrido la pena ó se le haya perdonado.

Artículo 13°.

Todos los objetos que hayan servido para la perpetracion del acto punible, ó que hayan sido obtenidos por medio de ese acto, así como los que puedan servir de pieza de conviccion, serán remitidos al mismo tiempo que el individuo reclamado.

Esta remesa tendrá lugar aun en el caso de que la extradicion no pudiera efectuarse por razon de la muerte ó de la fuga del culpable.

Ella comprenderá todos los objetos de la misma naturaleza que el acusado hubiera ocultado ó depositado en el país donde se refugió, y que fueren descubiertos ulteriormente. Quedan sin embargo reservados los derechos de terceros sobre los objetos mencionados, que deben serles entregados sin ningun gasto una vez terminado el proceso.

1896

Artículo 14°.

Los gastos ocasionados por el arresto, la detencion, la manutencion, y el transporte del individuo cuya extradicion hubiese sido acordada, así como el transporte de los objetos mencionados en el artículo precedente quedarán á cargo de los dos Gobiernos en los límites de sus respectivos territorios. Los gastos de transporte por mar serán sufragados por el Gobierno reclamante.

Artículo 15°.

Cuando en el curso de una causa penal, no política, uno de los Gobiernos contratantes juzgase necesaria la declaracion de testigos domiciliados en el otro Estado, ó cualquier otro acto de instruccion, será enviada para ese fin, por la via indicada en el Artículo 4°, carta rogatoria, á la cual se dará ejecucion observándose las leyes del País requerido.

Los dos Gobiernos contratantes renuncian recíprocamente á la reclamacion de gastos resultantes del cumplimiento de la Comision rogatoria, á no ser que se trate de informes de peritos en materias comerciales ó médico-legales.

Artículo 16°.

Las Partes contratantes declaran que los tres textos de esta Convencion, á saber: el texto Aleman, el texto Húngaro y el texto Español, deben ser considerados igualmente auténticos y en el caso de que se encontrase alguna diferencia en los tres textos ó bien que surgiere alguna duda en la interpretacion de alguno de sus Artículos que no pudiera ser aclarada por la comparacion de un texto con los otros dos, deberá prevalecer la interpretacion mas favorable para la extradicion del acusado.

Artículo 17°.

La presente Convencion se pondrá en vigencia á contar del dia de su promulgacion que tendrá lugar en las formas prescriptas por las leyes vigentes en los territorios de las Altas Partes Contratantes.

Esta promulgacion tendrá lugar en el plazo de seis meses á mas tardar después del cange de las ratificaciones.

La convencion podrá ses denunciada por cualquiera de las Altas Partes Contratantes; entretanto continuará en vigor hasta la espiracion de un año á contar del dia en que hubiere sido denunciada.

Ella será ratificada y las ratificaciones serán cangeadas en Montevideo tan pronto como fuere posible.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado la presente Convencion y le han puesto sus sellos

Hecho en Montevideo á los 25 dias del mes de Junio del 1896 año mil ochocientos ochenta y siete.

(L. S.) *Manuel Freiherr v. Salzberg* m. p.
(L. S.) *Julio Herrera y Obes* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn und Seine Excellenz der constitutionelle Präsident der Republik Oriental von Uruguay, sind übereingekommen, einen Vertrag wegen Auslieferung von Verbrechern zu schliessen, und haben zu diesem Behufe zu Ihren Bevollmächligten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, Apostolischer König von Ungarn:

Herrn Manuel Freiherrn von Salzberg, Seinen bei der Republik Oriental von Uruguay accreditirten Ministerresidenten, und

Seine Excellenz der constitutionelle Präsident der Republik Oriental von Uruguay:

Herrn Dr. Julius Herrera y Obes, Seinen Staatssecretär, Minister des Innern und interimistischen Minister des Aeussern;

welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden, die nachfolgenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich in Gemässheit der Bestimmungen dieses Vertrages, sich gegenseitig jene Individuen auszuliefern, welche von den Gerichten eines der vertragschliessenden Theile wegen einer der im Artikel 3 bezeichneten strafbaren Handlungen beschuldigt, verfolgt werden oder verurtheilt sind, wenn die strafbare Handlung ausserhalb des Gebietes jenes Staates begangen wurde, der um die Auslieferung ersucht wird.

Wenn die strafbare Handlung, wegen welcher die Auslieferung begehrt wird, ausserhalb des Gebietes des die Auslieferung begehrenden Staates begangen worden ist, so kann die Auslieferung zugestanden werden, wenn die Gesetzgebungen des die Auslieferung begehrenden und des um die Auslieferung angegangenen Staates die Verfolgung von strafbaren Handlungen solcher Art auch dann zulassen, wenn sie im Auslande begangen wurden.

1896

Artikel 2.

Ein österreichischer oder ungarischer Staatsangehöriger wird von Oesterreich oder Ungarn nie an die Regierung von Uruguay und ein Angehöriger der Republik Oriental von Uruguay von dieser nie an Oesterreich oder Ungarn ausgeliefert werden.

Wenn die strafbare Handlung, wegen welcher die Auslieferung begehrt wird, ausserhalb des Gebietes der vertragschliessenden Theile begangen worden ist und die Auslieferung auch von dem Staate, in dessen Gebiete die strafbare Handlung begangen wurde, begehrt wird, so kann die Auslieferung und Uebergabe an die Regierung dieses letzteren Staates erfolgen.

Artikel 3.

Die Auslieferung wird wegen der folgenden strafbaren Handlungen zugestanden:

1. Mord und jede andere mit Vorsatz begangene Tödtung.
2. Vorsätzliche Verletzungen und Beschädigungen von Personen, welche den nicht beabsichtigten Tod herbeiführten oder eine wahrscheinlich unheilbare Krankheit oder eine immerwährende Arbeitsunfähigkeit, die Zerstörung oder gänzliche Unbrauchbarmachung eines Gliedes oder Organes oder eine schwere Verstümmlung.
3. Nothzucht oder andere gewaltthätige Angriffe auf die Schamhaftigkeit.
4. Polygamie, zweifache Ehe.
5. Verheimlichung, Beseitigung, Verwechslung oder Unterschiebung eines Kindes.
6. Vorsätzliche Brandlegung, vorsätzliche Schädigung einer Eisenbahn, welche den Tod oder die Beschädigung eines Bediensteten oder eines Reisenden herbeigeführt hat.
7. Fälschung (Nachmachung, Verfälschung) von Geld, von Assignationen und Schuldverschreibungen des Staates, von Bankbillets oder anderen Wertheffecten des öffentlichen Credites, welche gleich dem Gelde gangbar sind, die Ausgabe, Inverkehrsetzung und der Gebrauch in Kenntnis der Fälschung dieser Gegenstände; die Fälschung von öffentlichen Urkunden, Poststempeln, Siegeln, Punzen und Marken des Staates; der Gebrauch dieser Gegenstände in Kenntnis ihrer Fälschung.
8. Raub (Sachentziehung unter Gewaltanwendung gegen eine Person).
9. Diebstahl (Sachentziehung ohne Gewaltanwendung gegen eine Person), Betrug, Untreue und Unterschlagung, Fälschung von öffentlichen und Privaturkunden, von Wechseln und anderen Handelspapieren, Gebrauch solcher Urkunden

in Kenntnis der Fälschung, wenn in diesen Fällen der zu- 1896
gefügte Schaden den Betrag von 1000 fl. ö. W., falls Oesterreich oder Ungarn die Auslieferung begehrt und den Betrag von 500 Nationalthaler (pesos nacionales) der Republik Oriental von Uruguay, falls diese die Auslieferung begehrt, übersteigt.

10. Meineid in Strafsachen zum Nachtheile des Beschuldigten.

11. Vorsätzliche und schuldbare Handlungen, welche den Untergang, die Strandung, die Zerstörung, die Beschädigung von Schiffen und Fahrzeugen herbeiführen (Baraterie).

12. Meuterei und Widersetzlichkeit der Schiffsmannschaft an Bord des Schiffes gegen den Capitän oder gegen Vorgesetzte.

13. Betrügerischer Bankerott.

In allen diesen Fällen wird die Auslieferung auch wegen Versuch, Mitschuld und Theilnahme erfolgen, wenn diese Handlungen nach den Gesetzgebungen des die Auslieferung begehrenden und des um die Auslieferung ersuchten Staates strafbar sind.

Artikel 4.

Die Auslieferung wird auf diplomatischem Wege begehrt werden.

In Ermanglung einer diplomatischen Vertretung wird das Auslieferungsbegehren vom Auswärtigen Amte des einen Staates unmittelbar an das Auswärtige Amt des anderen Staates gerichtet werden.

Die Auslieferung wird nur zugestanden werden, wenn ein Urtheil, ein Anklageact, ein Haftbefehl oder ein dem Urtheile oder Haftbefehl gleichwerthiger Act im Originale oder beglaubigter Abschrift beigebracht wird.

Diese Acte, welche in der Form ausgefertigt sein werden, die durch die Gesetzgebung des die Auslieferung begehrenden Staates vorgeschrieben ist, werden die Bezeichnung der strafbaren Handlung, um welche es sich handelt, sowie der Strafe, mit welcher dieselbe bedroht ist, enthalten und werden nach Möglichkeit von einer Personsbeschreibung des auszuliefernden Individuums oder anderen, seine Identität beurkundenden Belegen begleitet sein.

Artikel 5.

In dringenden Fällen kann jeder der vertragschliessenden Staaten unter Bekanntgabe des Vorhandenseins eines Haftbefehles auf dem unmittelbarsten Wege die provisorische Verhaftung des Verfolgten oder Verurtheilten verlangen und erhalten, jedoch unter der Bedingung, dass der Act, auf den

1896 sich das Auslieferungsbegehren stützt, innerhalb zweier Monate vom Tage der geschehenen Verhaftung beigebracht wird.

Artikel 6.

Wenn der Verfolgte oder Verurtheilte von der Regierung des Staates, welcher die Auslieferung begehrt hat, innerhalb dreier Monate von dem Tage, als derselbe ihr zur Verfügung gestellt wurde, nicht übernommen worden ist, so wird der Verhaftete in Freiheit gesetzt und kann aus demselben Grunde nicht mehr in Haft genommen werden. In diesem Falle trägt der die Auslieferung begehrende Staat die Kosten.

Artikel 7.

Wenn die Auslieferung eines Individuums, dessen Auslieferung auf Grund dieses Uebereinkommens von einem der vertragschliessenden Theile begehrt worden ist, auch von einem oder mehreren anderen Staaten wegen anderer strafbaren Handlungen begehrt worden ist, so wird er jenem Staate ausgeliefert, in dessen Gebiet er die schwerste strafbare Handlung begangen hat, und wenn die Strafen gleich schwer sind, der Regierung jenes Staates, dessen Ansuchen ein früheres Datum trägt.

Artikel 8.

In keinem Falle wird die Auslieferung wegen politischem Verbrechen oder Vergehen, oder wegen Handlungen oder Unterlassungen, welche mit solchen Verbrechen und Vergehen in Zusammenhang stehen, stattfinden.

Als politisches Delict oder als eine mit einem solchen Delicte zusammenhängende Handlung wird ein gegen die Person eines Staatsoberhauptes oder gegen die Mitglieder der Familie eines Staatsoberhauptes verübtes Attentat nicht angesehen, wenn es den Thatbestand des Mordes, des Meuchelmordes oder der Vergiftung begründet.

Artikel 9.

Der Ausgelieferte kann in keinem Falle in dem Staate, an welchen er ausgeliefert wurde, wegen eines politischen Verbrechens oder Vergehens, das der Auslieferung vorausging, verfolgt oder gestraft werden, desgleichen nicht wegen einer Handlung oder Unterlassung, die mit einem solchen Delict in Zusammenhang steht, auch nicht wegen einer in diesem Uebereinkommen nicht aufgenommenen strafbaren Handlung.

Artikel 10.

Die Auslieferung wird nicht zugestanden, wenn die Verjährung der Verfolgung oder der Strafe nach den Gesetzen

m die Auslieferung angegangenen Staates einge- 1896
ist.

e Auslieferung wird auch nicht zugestanden, wenn der
iefernde in dem Staate, welcher um die Auslieferung
wurde, wegen derselben strafbaren Handlung, die das
erungsbegehren begründet, bereits verfolgt und ausser
gung gesetzt wurde, oder wenn die Verfolgung noch
oder die Strafe bereits abgebüsst ist.

Artikel 11.

e Auslieferung findet auch dann statt, wenn der Aus-
nde in einen Rechtsstreit verwickelt ist, oder wenn
en Verpflichtungen, die er gegen Private eingegangen
rückgehalten wird, unbeschadet des Rechtes des Be-
ten, sein Recht vor dem competenten Gerichte geltend
hen.

Artikel 12.

enn der Auszuliefernde in dem Staate, welcher um die
erung angegangen wurde, wegen einer anderen straf-
Handlung, als die, wegen welcher die Auslieferung
t wurde, verfolgt oder zurückbehalten wird, so wird
slieferung verschoben, bis die Verfolgung ihr Ende
nen hat, und im Falle der Verurtheilung, bis die Strafe
ckt oder nachgelassen ist.

Artikel 13.

le Gegenstände, welche zur Verübung der strafbaren
ung gedient haben oder welche durch dieselbe erlangt
sind, ferner welche zur Ueberweisung dienen können,
zugleich mit dem Ausgelieferten überschickt werden.
ese Ueberschickung findet auch statt, wenn die Aus-
g wegen des Todes oder der Flucht des Auszu-
en nicht eintreten kann.

s sind hierbei alle Gegenstände solcher Art inbegriffen,
der Verfolgte in dem Staate, in den er sich geflüchtet
rsteckt oder hinterlegt hat, sowie diejenigen, welche
der Folgezeit aufgefunden werden. Es werden jedoch
die Rechte Dritter auf diese Gegenstände nicht be-
und es müssen ihnen dieselben, wenn das Strafver-
beendet ist, kostenfrei zurückgestellt werden.

Artikel 14.

e Kosten, welche durch die Anhaltung, Verhaftung,
gung und den Transport des Individuums, dessen Aus-
g zugestanden wurde, entstehen, sowie die Kosten für
ransport der im vorstehenden Artikel bezeichneten

1896 Gegenstände, werden von den vertragschliessenden Theilen getragen, insoweit sie innerhalb ihres Gebietes auflaufen. Die Kosten des Transportes zur See werden von dem Staate getragen, welcher die Auslieferung begehrt hat.

Artikel 15.

Wenn in einer, jedoch nicht politischen, strafgerichtlichen Untersuchung einer der vertragschliessenden Theile die Abhörung von Zeugen oder die Vornahme anderer Untersuchungshandlungen im anderen Staate für nöthig erachtet, so wird zu diesem Ende ein Ersuchschreiben auf dem im Artikel 4 vorgezeichneten Wege gestellt werden, dem in Gemässheit der Gesetze des Staates, dessen Rechtshilfe beansprucht wird, Folge gegeben werden wird.

Die vertragschliessenden Theile verzichten auf den Ersatz der Kosten, welche durch solche Ersuchschreiben veranlasst werden, mit Ausnahme für die Gutachten der Sachverständigen in Handelssachen und in Sachen der gerichtlichen Medicin.

Artikel 16.

Die vertragschliessenden Theile erklären, dass die drei Texte des Uebereinkommens, nämlich der deutsche, der ungarische und der spanische Text, als gleichmässig authentisch betrachtet werden müssen, und dass, falls sich eine Verschiedenheit zwischen diesen drei Texten vorfinden oder ein Zweifel über die Auslegung irgend einer Stelle vorkommen sollte, der nicht durch die Vergleichung des einen Textes mit den beiden übrigen behoben werden kann, die für die Auslieferung des Beschuldigten günstigere Auslegung Geltung haben soll.

Artikel 17.

Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt mit dem Tage seiner Kundmachung, welche nach den in den vertragschliessenden Staaten geltenden Gesetzen stattfinden wird, in Wirksamkeit.

Die Kundmachung wird spätestens sechs Monate nach dem Austausche der Ratificationen erfolgen.

Jeder der vertragschliessenden Theile hat das Recht, dieses Uebereinkommen zu künden, es bleibt jedoch in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres vom Tage der Kündigung.

Dieses Uebereinkommen wird ratificirt, die Ratificationen werden sobald als möglich in Montevideo ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten 1896
das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet und demselben ihr Siegel beigedruckt.

So geschehen in Montevideo, am 25. Juni Ein Tausend Acht Hundert Sieben und Achtzig.

(L. S.) *Manuel Freih. v. Salzberg* m. p.
(L. S.) *Julio Herrera y Obes* m. p.

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce confirmatosque habere profitemur ac declaramus Verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes Nos omnia quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpresso firmari jussimus.

Dabantur Lainz die decimo octavo mensis Maji anno Domini Millesimo octingentesimo nonagesimo sexto Regnorum Nostrorum quadragesimo octavo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Franciscus Eques Riedl a Riedenau m. p.
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

(Urtext.)

Acta de Cange.

Reunidos en el Despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Oriental del Uruguay, S. Sª el Señor Antonio Grubissich de Keresztur, Encargado de Negocios interino de la Monarquía Austro-Húngara y S. E. el Señor Doctor Jayme Estrázulas, Ministro del Ramo, con el objeto de proceder al Cange de las Ratificaciones de la Convención de Extradición de Criminales ajustada y firmada por los respectivos Plenipotenciarios en esta Ciudad, el día 25 de Junio del año de 1887, después de haberse comunicado sus Poderes que hallaron en buena y debido forma, leídos como corresponde los instrumentos de Ratificación de la referida Convención y habiendo manifestado su conformidad en todo lo estipulado, se verificó en seguida su cange en la forma de estilo, declarando previamente:

El Señor Encargado de Negocios interino de la Monarquía Austro-Húngara en virtud de órdenes de su Gobierno y

1896 el Señor Ministro de Relaciones Exteriores, de acuerdo con la ley de 11 de Mayo de 1895 aprobatoria de la referida Convención, que: las Autoridades Judiciales Superiores del Estado requerido, decidirán, en cada caso los pedidos de extradición fundándose en el procedimiento seguido per sus propios Tribunales, con arreglo à las leyes internas del País.

En fé de lo cual, los Señores Plenipotenciarios hicieron levantar la presente Acta per duplicado, y cuyos ejemplares firmaron y sellaron con sus sellos en Montevideo à los veinte y nueve días del mes de Agosto del año mil ochocientos noventa y seis.

(L. S.) *Antoine de Grubissich-Keresztúr* m. p.,
Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie.

(L. S.) *Jayme Estrázulas* m. p.

(Uebersetzung.)

Austauschprotokoll.

In den Amtsräumen des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten der Republik Oriental von Uruguay traten zusammen die Herren: der hochwohlgeborene Herr Anton Grubissich de Keresztúr, interimistischer Geschäftsträger der österreichisch-ungarischen Monarchie, und Seine Excellenz Herr Dr. Jayme Estrázulas, Ressortminister, zu dem Zwecke des Austausches der Ratificationen der in dieser Stadt am 25. Juli 1887 abgeschlossenen und durch die beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichneten Convention über die Auslieferung von Verbrechern und nahmen nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sowie nach ordnungsmässiger Verlesung der Ratificationsurkunden der gedachten Convention und nach Constatirung ihrer Uebereinstimmung in allen Vertragspunkten, deren Austausch hiernach in schriftlicher Form vor, welchem die Erklärung vorausging:

seitens des Herrn interimistischen Geschäftsträgers der österreichisch-ungarischen Monarchie auf Grund der Weisungen seiner Regierung und seitens des Herrn Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten zufolge des Gesetzes vom 11. Mai 1895, durch welches die gedachte Convention genehmigt wird, dass die höheren Gerichtsbehörden des ersuchten Staates in jedem Falle über die Auslieferungsbegehren nach dem für ihre eigenen Gerichte mit Rücksicht auf die Landesgesetze geltenden Verfahren entscheiden würden.

Urkund dessen haben die Herren Bevollmächtigten das gegenwärtige Protokoll in doppelter Ausfertigung aufnehmen lassen und die Parien desselben gefertigt und mit ihren

Siegeln gesiegelt in Montevideo am zwanzig neunten Tage des Monates August des Jahres Ein Tausend Acht Hundert Neunzig und Sechs. 1896

(L. S.) *Anton de Grubissich-Keresztúr* m. p.,
österreichisch-ungarischer Geschäftsträger.

(L. S.) *Jayme Estrázulas* m. p.

Der vorstehende Verbrecher-Auslieferungsvertrag sammt dem Austauschprotokolle wird mit Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, am 8. November 1896.

Badeni m. p. *Gleispach* m. p.

2352.

1 septembre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur la révocation de la disposition du 31 juillet 1883 concernant le traitement en douane du fourrage destiné aux bêtes de somme ou de trait de voyageurs.

R. G. Bl. 1896, Nr. 162.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 1. September 1896, womit die Verordnung vom 31. Juli 1883, betreffend die Zollbehandlung von Futtergetreide für die von Reisenden mitgeführten Zug- und Lastthiere aufgehoben wird.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird die Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 31. Juli 1883 (R. G. Bl. Nr. 138), betreffend die Zollbehandlung von Futtergetreide für die von Reisenden mitgeführten Zug- und Lastthiere, aufgehoben.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

1896

2353.

5 septembre 1896.

Publication du Ministère I^r R^l des finances augmentant les attributions douanières du bureau secondaire de deuxième classe à Moos (Tyrol).

R. G. Bl. 1896, Nr. 174.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 5. September 1896, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k. k. Nebenzollamtes II. Classe in Moos (Tirol).

Das k. k. Nebenzollamt II. Classe in Moos (Tirol) wird zur Verzollung von Vieh der Tarifnummer 39 in 43 ohne Beschränkung auf die Stückzahl ermächtigt.

Bilinski m. p.

2354.

16 juillet 1895.

Arrangement additionnel à la Convention internationale du 14 octobre 1890 concernant l'adjonction de stipulations complémentaires au § 1 des dispositions réglementaires et la revision de l'annexe 1 des dites dispositions. Conclu à Berne entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse. Ratifié à Vienne, le 28 août 1896, les ratifications déposées à Berne, le 1 octobre 1896.

R. G. Bl. 1896, Nr. 210.

Zusatzvereinbarung zum internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892), betreffend die Beifügung zusätzlicher Vorschriften zu § 1 der Ausführungsbestimmungen und die Aenderung der Anlage 1 zu diesen Bestimmungen.

(Geschlossen zu Bern am 16. Juli 1895, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 28. August 1896, die Hinterlegung der Ratificationen hat seitens Oesterreich-Ungarns am 1. October 1896, seitens Belgiens, Deutschlands, Frankreichs, Italiens, Luxemburgs, Russlands und der Schweiz am 18. December 1895 und seitens der Niederlande am 21. September 1896 zu Bern stattgefunden.)

Nos Franciscus Josephus Primus, 1896

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum ad retractandum pactum ius mercium viis ferreis vehendarum commune, Bernae die decima quarta mensis octobris anno millesimo octingentesimo nonagesimo confectum, inter Imperium Austro-Hungaricum et reliqua Regimina, quorum Plenipotentiarii consiliis desuper habitis intererant, conventio addictionalis Bernae die decima sexta mensis iulii anno millesimo octingentesimo nonagesimo quinto inita et signata fuit, tenoris in lingua gallica et germanica sequentis:

Arrangement additionnel à la convention internationale du 14 octobre 1890 concernant l'adjonction de stipulations complémentaires au § 1 des dispositions réglementaires et la revision de l'annexe 1 des dites dispositions.

Les Gouvernements de l'AUTRICHE et de la HONGRIE, de l'ALLEMAGNE, de la BELGIQUE, de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, de l'ITALIE, du LUXEMBOURG, des PAYS-BAS, de la RUSSIE et de la SUISSE, ont reconnu l'utilité d'adopter, d'un commun accord, des dispositions moins rigoureuses que celles fixées pour le transport des objets mentionnés au § 1 des dispositions réglementaires de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer, et à l'annexe 1 des dites dispositions.

En conséquence, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Le § 1 des dispositions réglementaires de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sera complété par les prescriptions suivantes, qui seront intercalées entre le 3° et le 4° du dit paragraphe:

Toutefois, l'*or* et l'*argent en lingots*, le *platine*, les *valeurs monnayées* ou en *papier*, les *papiers importants*, les *pierres précieuses*, les *perles fines*, les *bijoux* et *autres objets précieux*, les *objets d'art*, tels que *tableaux*, *bronzes d'art*, *antiquités*, seront admis au transport international avec la lettre de

1896 voiture internationale de la Convention de Berne, sur base, soit d'une entente entre les Gouvernements des Etats intéressés, soit de tarifs élaborés par les Administrations de chemins de fer, à ce dûment autorisées, et approuvés par toutes les Autorités compétentes.

Dans les objets précieux sont compris, par exemple, les *dentelles* et *broderies de grande valeur*.

De même, les *transports funèbres* sont admis au transport international avec la lettre de voiture internationale, sous les conditions suivantes:

a) Le transport est effectué en grande vitesse.

b) Les frais de transport doivent obligatoirement être payés au départ.

c) Le transport ne peut s'effectuer que sous la garde d'une personne chargée de l'accompagner.

d) Les transports funèbres sont soumis aux lois et règlements de police spéciaux de chaque Etat, en tant que ces transports ne sont pas réglés par des conventions spéciales entre Etats.

Art. 2

L'annexe 1 des dispositions réglementaires aura dorénavant la teneur suivante:

Annexe I.

Prescriptions relatives aux objets admis au transport sous certaines conditions.

I.

Les *pétards pour signaux d'arrêt sur les chemins de fer* doivent être solidement emballés dans des rognures de papier, de la sciure de bois ou du plâtre, ou enfin de toute autre manière, de façon à être assez espacés et assez solidement fixés, pour que les boîtes en fer-blanc ne puissent pas se toucher l'une l'autre, ni toucher un autre corps étranger. Les caisses dans lesquelles l'emballage est fait doivent être en fortes planches, épaisses de 26 millimètres au moins, assemblées avec rainures et tenues par des vis à bois; ces caisses seront placées dans une seconde caisse aussi solide que la première; la caisse extérieure n'aura pas un volume de plus de 0,06 mètre cube.

Les pétards ne sont admis au transport que si les lettres de voiture sont revêtues d'un certificat de l'autorité constatant qu'ils sont emballés suivant les prescriptions.

II.

Les *capsules pour armes à feu, pastilles fulminantes pour munitions d'armes portatives,* les *amorces non détonantes pour*

projectiles et les *douilles amorcées* doivent être emballées avec 1896
soin dans des caisses ou des tonneaux solides; sur chaque colis doit se trouver une étiquette portant, suivant son contenu, la désignation de „capsules", „pastillles fulminantes", etc.

III.

Les *allumettes chimiques* et *autres allumettes à friction* (telles que allumettes-bougies, allumettes d'amadou, etc.) doivent être emballées avec soin dans des récipients de forte tôle ou de bois très solide, de 1,2 mètre cube au plus, de manière qu'il ne reste aucun vide dans les récipients; les récipients en bois porteront distinctement à l'extérieur la marque de leur contenu.

La *masse inflammable des allumettes chimiques de phosphore jaune et de chlorate de potasse* ne doit pas contenir, à l'état sec, plus de 10% de phosphore et de 40% de chlorate de potasse. Les envois doivent être accompagnés d'une déclaration du fabricant certifiant que ces limites n'ont pas été dépassées.

IV.

Les *mèches de sûreté*, c'est-à-dire les mèches qui consistent en un boyau mince et serré, dans lequel est contenue une quantité relativement faible de poudre à tirer, sont soumises aux prescriptions données sous le n° III (alinéa 1).

V.

Les *boîtes extincteurs Bucher* dans des douilles en fer-blanc ne sont admises au transport que dans des caisses contenant 10 kilogrammes au plus, revêtues à l'intérieur de papier collé contre les parois et renfermées elles-mêmes dans des caisses plus grandes revêtues également de papier collé.

VI.

Le *phosphore ordinaire* (blanc ou jaune) doit être entouré d'eau dans des boîtes en fer-blanc soudées, contenant 30 kilogrammes au plus et solidement emballées dans de fortes caisses. En outre, il faut que les caisses soient munies de deux poignées solides, qu'elles ne pèsent pas plus de 100 kilogrammes et qu'elles portent à l'extérieur l'indication de „phosphore jaune (blanc) ordinaire" et celle de „haut".

Le *phosphore amorphe* (rouge) doit être emballé dans des boîtes en fer-blanc bien soudées et placées avec de la sciure de bois dans de fortes caisses. Ces caisses ne pèseront pas plus de 90 kilogrammes et elles porteront à l'extérieur l'indication „phospore rouge".

1896

VII.

Le *sulfure de sodium brut, non cristallisé,* n'est admis à l'expédition qu'emballé dans des récipients en tôle hermétiquement clos; le sulfure de *sodium raffiné, cristallisé,* n'est admis qu'emballé en tonneaux ou autres récipients impénétrables à l'eau.

La *matière ayant servi à nettoyer le gaz d'éclairage* et contenant du *fer* ou du *manganèse* n'est expediée que dans des wagons de tôle, à moins que cet article ne soit emballé dans d'épaisses caisses de tôle. Si lesdits wagons ne sont pas munis de couvercles en tôle, fermant bien, le chargement devra être parfeitement couvert avec des bâches préparées de telle manière qu'elles ne soient pas inflammables par le contact direct de la flamme. Le chargement et le déchargement se feront par l'expéditeur et le destinataire; c'est à l'expéditeur que, à la demande de l'administration du chemin de fer, incombe également le soin de fournir les bâches.

Sont acceptés au transport, aux mêmes conditions que le sulfure de sodium brut non cristallisé, les *cokes à base de soude* (produit accessoire obtenu dans la fabrication des huiles de goudron).

VIII.

La *celloïdine,* produit de l'évaporation imparfaite de l'alcool contenu dans le collodion, ayant l'apparence de savon et consistant essentiellement en coton à collodion, n'est pas admise au transport à moins que les lames insolées de celloïdine ne soient emballées de façon à empêcher complètement toute dessiccation.

VIII*a*.

L'*éther sulfurique* ne peut être expédié que:

1. dans des vases étanches de forte tôle de fer, bien rivés ou soudés et contenant au maximum 500 kilogrammes, ou

2. dans des vases hermétiquement fermés en métal ou en verre, d'un poids brut de 60 kilogrammes au maximum et emballés conformément aux prescriptions suivantes:

a) quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses en bois garnis de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou d'autres substances meubles;

b) quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matière d'emballage; le couvercle consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble.

Pour les vases en tôle ou en métal, le maximum de con- 1896
nance ne doit pas dépasser 1 kilogramme de liquide par
55 litre de capacité du récipient; par exemple, un récipient en
étal de la capacité de 15,50 litres ne pourra contenir plus
10 kilogrammes d'éther sulfurique.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets voir
n° XXXV.

IX.

Les *liquides qui contiennent de l'éther sulfurique* en grande
uantité (les gouttes d'Hoffmann et le collodion) ne peuvent
re expédiés que dans des récipients en métal ou en verre
rmétiquement clos, et dont l'emballage remplira les con-
tions suivantes:

1. Quand plusieurs vases contenant de ces préparations
nt réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement
ns de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de
n, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres sub-
ances meubles.

2. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est
mis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles
en assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffi-
nte de matière d'emballage; le couvercle consistant en paile,
nc, roseau ou matières analogues doit être imprégné de lait
argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente,
élangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé
doit pas dépasser 60 kilogrammes.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir
XXXV.

X.

Le *sulfure de carbone* est transporté exclusivement dans
s wagons découverts et sans bâches, et seulement dans les
nditions suivantes:

soit

1. en vases étanches de forte tôle bien rivée ne con-
nant pas plus de 500 kilogrammes,

ou

2. en vases de tôle de 75 kilogrammes brut ou plus, ren-
rcés, à la partie supérieure et à la partie inférieure, avec
s cercles de fer. Ces vases seront, soit renfermés dans des
niers ou cuveaux, soit emballés dans des caisses garnies
paille, foin, son, sciure de bois, terre d'infusoires ou autres
stances meubles.

ou

3. en vases de verre renfermés dans de fortes caisses
nies de paille, foin, son, sciure de bois, terre d'infusoires
autres substances meubles.

1896 Pour les vases en tôle, la contenance ne doit pas dépasser 1 kilogramme de liquide par 0,825 litre de capacité du récipient.

Le sulfure de carbone, livré au transport par quantité de 2 kilogrammes au plus, peut être réuni en un colis avec d'autres objets admis au transport sans conditions, pourvu qu'il soit renfermé dans des récipients en tôle hermétiquement fermés, emballés avec les autres objets dans une caisse solide garnie de paille, de foin, de son, de sciure de bois ou de toute autre substance meuble. Les colis doivent être transportés exclusivement dans des wagons découverts, sans bâches, et la lettre de voiture doit indiquer qu'ils contiennent du sulfure de carbone.

XI.

L'*esprit de bois* à l'état brut ou rectifié et l'*acétone* — à moins qu'ils ne soient dans des wagons spécialement construits à cet effet (wagons-citernes) ou en tonneaux — ne sont admis au transport que dans des vases de métal ou de verre. Ces vases doivent être emballés de la manière indiquée au n° IX.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XII.

La *chaux vive* n'est transportée que dans des wagons découverts.

XIII.

Le *chlorate de potasse* et les *autres chlorates* doivent être emballés soigneusement dans des caisses ou tonneaux hermétiquement clos, revêtus intérieurement de papier collé contre les parois.

XIV.

L'*acide picrique* n'est expédié que sur l'attestation d'un chimiste connu de l'administration du chemin de fer, apposée sur la lettre de voiture, constatant que l'acide picrique peut être transporté sans danger.

Le plomb devra être exclu de l'emballage de l'acide picrique et ne pas être transporté réuni avec cet acide dans le même wagon. Les wagons doublés ou couverts de plomb ne devront pas être employés à ce transport.

XV.

Les *acides minéraux liquides de toute nature* (particulièrement l'acide sulfurique, l'esprit de vitriol, l'acide muriatique, l'acide nitriqe, l'eau-forte), ainsi que le *chlorure de soufre*, sont soumis aux prescriptions suivantes:

1. Quand ces produits sont expédiés en touries, bou- 1896
teilles ou cruches, les récipients doivent être hermétiquement fermés, bien emballés et renfermés dans des caisses spéciales ou des bannettes munies de poignées solides pour en faciliter le maniement.

Quand ils sont expédiés dans des récipients de métal, de bois ou de caoutchouc, ces récipients doivent être hermétiquement joints et pourvus de bonnes fermetures.

2. Ces produits doivent, sous la réserve des dispositions du n° XXXV, toujours être chargés séparément et ne peuvent notamment pas être placés dans le même wagon avec d'autres produits chimiques.

3. Les prescriptions 1 et 2 s'appliquent aussi aux vases dans lesquels lesdits objets ont été transportés. Ces vases doivent toujours être déclarés comme tels.

XVI.

La *lessive caustique* (lessive de soude caustique, lessive de soude, lessive de potasse caustique, lessive de potasse), le *résidu d'huile* (de raffinerie d'huile) et le *brome* sont soumis aux prescriptions spécifiées sous n° XV, 1 et 3 (à l'exception de la disposition du 2 citée au 3).

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XVII.

Sont applicables au transport d'*acide nitrique rouge fumant* les prescriptions donnés sous le n° XV, en ce sens que les touries et bouteilles doivent être entourées dans les récipients d'un volume au moins égal à leur contenu de terre d'infusoires séchée ou d'autres substances terreuses sèches.

XVIII.

L'*acide sulfurique anhydre* (anhydrite, huile fixe) ne peut être transporté que

1. dans des boîtes en tôle, fortes, étamées et bien soudées,

ou

2. dans de fortes bouteilles de fer ou de cuivre dont l'ouverture est hermétiquement bouchée, mastiquée et revêtue d'une enveloppe d'argile.

Les boîtes et bouteilles doivent être entourées d'une substance inorganique fine, telle que laine minérale, terre d'infusoires, cendre ou autres, et solidement emballées dans de fortes caisses de bois.

Pour le reste, les dispositions du n° XV, 2 et 3, sont applicables.

1896

XIX.

Pour les *vernis*, les *couleurs préparées avec du vernis*, les *huiles éthérées et grasses*, ainsi que pour *toutes les espèces d'essence*, à l'exception de l'éther sulfurique (voir n° VIII*a*) et de l'essence de pétrole (voir n° XII), pour l'*alcool absolu*, l'*esprit de vin* (spiritus), l'*esprit* et les *autres spiritueux non dénommés sous le n°* XI, on appliquera, en tant qu'ils sont transportés en touries, bouteilles ou cruches, les prescriptions du n° XV, 1, alinéa 1.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XX.

Le *pétrole à l'état brut et rectifié*, s'il a un poids spécifique d'au moins 0,780 à une température de 17,5° du thermomètre centigrade (Celsius), ou s'ils n'émet pas de vapeurs inflammables à une température de moins de 21° du thermomètre centigrade (Celsius) de l'appareil Abel et à une hauteur du baromètre de 760 millimètres rapportée au niveau de la mer (pétrole de test);

les *huiles préparées avec le goudron de lignite*, si elles ont au moins le poids spécifique ci-dessus indiqué (solaröl, photogène etc.);

les *huiles préparées avec le goudron de houille* (benzol, toluol, xylol, cumol, etc.), ainsi que l'*essence de mirbane* (nitro-benzine)

sont soumis aux dispositions suivantes:

1. Ces objets, à moins que des wagons spécialement construits à cet effet (wagons-citernes) ne soient employés, ne peuvent être transportés que

a) dans des tonneaux particulièrement bons et solides, ou

b) dans des vases en métal étanches et capables de résister, ou

c) dans des vases en verre ou en grès; en ce cas toutefois en observant les prescriptions ci-dessous indiquées:

aa) Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres substances meubles;

bb) Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage; le couvercle, consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'ar-

gile ou de chaux ou d'une autre substance équi- 1896
valente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 60 kilogrammes pour les vases en verre et 75 kilogrammes pour les vases en grès.

2. Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3. Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4. Les dispositions du n° 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lequels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5. En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

6. Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés aux alinéas 1 et 2 du présent numéro ont un poids spécifique d'au moins 0,780, ou que le pétrole a la qualité indiquée dans le premier alinéa du présent numéro à l'égard du point d'inflammation. Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, on appliquera les conditions de transport du n° XXII, concernant l'essence de pétrole, etc.

XXI.

Le *pétrole à l'état brut et rectifié, le pétrole-naphte* et *les produits de la déstillation du pétrole et du pétrole-naphte*, lorsque ces matières ont un poids spécifique de moins de 0,780 et de plus de 0,680 à une température de 17,5° du thermomètre centigrade (benzine, ligroïne et essences pour nettoyage), sont soumis aux dispositions suivantes:

1. Ces objets, à moins que des wagons spécialement construits à cet effet (wagons-citernes) ne soient employés, ne peuvent être transportés que

a) dans des tonneaux particulièrement bons et solides,
ou

b) dans des vases en métal étanches et capables de résister,
ou

c) dans des vases en verre ou en grès, en ce cas toutefois en observant les prescriptions ci-dessous indiquées:

aa) Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de

1896 sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres sub stances meubles.

bb) Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi es admis dans des paniers ou cuveaux solides muni de couvercles bien assujettis et de poignées, e garnis d'une quantité suffisante de matières d'emba lage; le couvercle consistant en paille, jonc, rosea ou matières analogues doit être imprégné de la d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équ valente, mélangé avec du verre soluble. Le poi brut du colis isolé ne doit pas dépasser 40 kil grammes.

2. Les vases qui se détérioreront pendant le transpo seront immédiatement déchargés et vendus, avec le conte qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3. Le transport n'a lieu que sur des wagons découver Si les opérations du passage en douane exigeaient des wago munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accep

4. Les dispositions du chiffre 3 qui précèdent sont au applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesque ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent to jours être déclarés comme tels.

5. En ce qui concerne l'emballage avec d'autres obje voir n° XXXV.

6. Au chargement et au déchargement, les paniers cuveaux contenant des ballons en verre ne doivent pas êt transportés sur des camions, ni portés sur les épaules ou dos, mais seulement par les poignées.

Dans les wagons, les paniers et cuveaux doivent ét solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. L colis ne doivent pas être chargés l'un sur l'autre, mais l' à côté de l'autre et sans superposition.

8. Chaque colis isolé doit porter sur une étiquette a parente le mot „inflammable" imprimé sur fond rouge. L paniers ou cuveaux renfermant des vases en verre ou grès doivent en outre être munis de l'inscription „à port à la main". Les wagons doivent être munis d'une étiquet rouge portant l'inscription: „à manoeuvrer avec précautio

9. Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que objets désignés dans le premier alinéa du présent numéro un poids spécifique de moins de 0,780 et de plus de 0,6 à une température de 17,5 centigrades. Quand cette in cation ne se trouve pas dans la lettre de voiture, l'on ap quera les conditions de transport du n° XXII concern l'essence de pétrole, etc.

XXII. 1896

L'*essence de pétrole* (gazoline, néoline, etc.) et *les autres produits facilement inflammables préparés avec du pétrole-naphte ou du goudron de lignite,* lorsque ces matières ont un poids spécifique de 0,680 ou moins à une température de 17,5° centigrades, sont soumis aux conditions suivantes:

1. Ces objets ne peuvent être transportés que

a) dans des vases en métal étanches et capables de résister, ou

b) dans des vases en verre ou en grès, en ce cas toutefois en observant les prescriptions ci-dessous indiquées:

aa) Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre d'infusoires ou autres substances meubles.

bb) Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides, munis de couvercles bien assujettis et de poignées, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage; le couvercle consistant en paille, jonc, roseau ou matières analogues doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 40 kilogrammes.

c) dans des wagons-réservoirs hermétiquement fermés (wagons-citernes parfaitement étanches).

2. Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3. Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4. Les dispositions du chiffre 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5. En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

6. Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des ballons en verre ne doivent pas être transportés sur des camions, ni portés sur les épaules ou sur le dos, mais seulement par les poignées.

1896 7. Dans les wagons, les paniers et cuveaux doivent être solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés les uns sur les autres, mais l'un à côté de l'autre et sans superposition.

8. Chaque colis isolé doit porter sur une étiquette apparente le mot „inflammable" imprimé sur fond rouge. Les paniers ou cuveaux renfermant des vases en verre ou en grès doivent en outre porter l'inscription: „à porter à la main". Les wagons doivent être munis d'une étiquette rouge portant l'inscription: „à manoeuvrer avec précaution".

XXIII.

Le transport d'*huile de térébenthine* et *autres huiles de mauvaise odeur,* ainsi que de *l'ammoniaque,* n'est fait que dans des wagons découverts.

Cette disposition s'applique aussi aux tonneaux et aux autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

En ce qui concerne l'emballage avec d'autres objets, voir n° XXXV.

XXIV.

Les *substances arsénicales non liquides,* notamment l'*acide arsénieux* (fumée arsénicale coagulée), l'*arsenic jaune* (sulfure d'arsenic, orpiment), l'*arsenic rouge* (réalgar), l'*arsenic natif* (cobalt arsénical écailleux ou pierre à mouches) etc., ne sont admis au transport que

1. si sur chaque colis se trouve en caractères lisibles, et avec de la couleur noire à l'huile, l'inscription: „arsenic (poison)", et

2. si l'emballage est fait de la manière suivante:

soit

a) en tonneaux ou caisses doubles, les fonds des tonneaux consolidés au moyen de cercles, et les couvercles des caisses au moyen de cercles ou de bandes de fer, les tonneaux ou caisses intérieurs étant faits de bois fort et sec et garnis au dedans de toile serrée ou autre tissu serré de même genre,

ou

b) en sacs de toile goudronnée, emballés dans des tonneaux simples de bois fort et sec,

ou

c) en cylindres de fer-blanc soudés, revêtus d'un manteau de bois solide, dont les fonds sont consolidés au moyen de cercles.

XXV.

1896

Les *substances arsénicales liquides*, particulièrement les *ides arsénieux*, sont soumis aux dispositions spécifiées sous XIV, 1, et sous XV, 1 et 3 (à l'exception de la disposition 2 citée au 3).

XXVI.

Les *autres produits métalliques vénéneux* (couleurs et sels base métallique, etc.), particulièrement les *produits mercuriels*, ls que *sublimé, calomel, précipité blanc* et *rouge, cinabre;* les *ls* et *couleurs de cuivre*, tels que *sulfate de cuivre, vert-de-is, pigments de cuivre, cuivres verts* et *bleus;* les *préparations plomb*, tels que *litharge (massicot), minium, sucre de Saturne autres sels de plomb, céruse* et *autras couleurs à base plomb;* la *poussière de zinc*, les *cendres de zinc* et *d'an-moine*, ne peuvent être remis au chemin de fer pour le ansport que dans des tonneaux ou caisses bien joints, its de bois sec et solide, consolidés au moyen de cercles u de bandes de fer. Ces cercles ou bandes doivent être ls que, malgré les secousses et chocs inévitables lors du ansport, ces matières ne fuient pas par les fentes.

XXVII.

La *levure, liquide* ou *solide*, devra être transportée dans es vases non fermés hermétiquement. Si le chemin de fer onsent néanmoins à accepter ce produit dans des récipients ntièrement clos, il peut exiger de l'expéditeur l'engagement:

1. de renoncer à toute réclamation dans le cas où les nvois de l'espèce ne seraient pas acceptés sur les lignes des hemins de fer correspondants;

2. de prendre à sa charge tous dommages occasionnés d'autres marchandises ou au matériel du chemin de fer par uite de ce mode de transport, et ce, sur la simple présen-tion de la note des frais, note dont l'exactitude aura été connue une fois pour toutes et préalablement par l'expé-teur;

3. de renoncer à toute indemnité pour avaries et pertes it des récipients soit de leur contenu, résultant du trans-rt dans des récipients non fermés hermétiquement.

Ces restrictions ne sont pas applicables au transport de *levure comprimée.*

XXVIII.

Le *noir de fumée* et *autres espèces de suie* ne sont admis 'expédition que dans des emballages offrant toute garantie ntre le tamisage (sacs, tonneaux, caisses, etc.)

1896 Si la suie est fraîchement calcinée, on emploiera pour l'emballage des vases ou de petits tonneaux placés dans de solides paniers et garnis intérieurement de papier, de toile ou d'une autre matière analogue collée solidement sur les parois.

La lettre de voiture doit mentionner si la suie est fraîchement calcinée ou non. A défaut de cette indication dans la lettre de voiture, la suie sera considérée comme fraîchement calcinée.

XXIX.

Le *charbon de bois en poudre*, ou *en grains*, n'est admis au transport que s'il est emballé.

S'il est fraîchement éteint, on emploiera pour l'emballage soit

a) des boîtes de forte tôle hermétiquement fermées,

ou

b) des tonneaux (dits tonneaux américains) hermétiquement fermés, construits de plusieurs épaisseurs de carton verni, très fort et très ferme, tonneaux dont les deux extrémités sont munies de cercles de fer, dont les fonds en bois fort, coupés au moyen du tour, sont vissés aux cercles de fer au moyen de vis à bois en fer, et dont les joints sont soigneusement collés avec des bandes de papier ou de toile.

Quand du charbon de bois en poudre ou en grains est remis au chemin de fer pour être transporté, il doit être indiqué sur la lettre de voiture si le charbon est fraîchement éteint ou non. A défaut de cette indication dans la lettre de voiture, le charbon sera considéré comme fraîchement éteint et ne sera accepté pour le transport que dans l'emballage ci-dessus prescrit.

XXX.

Le *cordonnet de soie*, la *soie souple*, la *bourre de soie* et la *soie chape*, fortement chargés et en écheveaux, ne sont admis au transport qu'en caisses. Quand les caisses ont plus de 12 centimètres de hauteur intérieure, les couches de soie qui y sont placées seront séparées entre elles par des espaces vides de 2 centimètres de hauteur. Ces espaces vides sont formés au moyen de grilles de bois composées de lattes carrées de 2 centimètres de côté, espacées entre elles de 2 centimètres et reliées aux extrémités par deux minces baguettes. Des trous d'un centimètre d'ouverture au moins seront pratiqués dans les parois latérales des caisses; ces trous s'ouvriront sur les espaces vides entre les lattes, de manière qu'il soit possible de traverser la caisse avec une

tringle. Afin que ces trous des caisses ne puissent être cou- 1896
verts et devenir inefficaces, on clouera extérieurement deux baguettes au bord de chaque paroi latérale.

Quand de la soie est remise au chemin de fer pour être expédiée, la lettre de voiture doit indiquer si cette soie appartient ou non aux espèces désignées ci-dessus. A défaut de cette indication dans la lettre de voiture la marchandise sera considérée comme se trouvant dans les conditions de l'un de ces articles et sera assujettie aux mêmes prescriptions d'emballage.

XXXI.

La *laine*, les *poils*, la *laine artificielle*, le *coton*, la *soie*, le *lin*, le *chanvre*, le *jute*, à l'état brut, sous forme de déchets provenant de la filature ou du tissage, à l'état de chiffons ou d'étoupes; les *cordages*, les *courroies de coton et de chanvre*, les *cordelettes* et *ficelles diverses* (pour la laine ayant servi au nettoyage, voir alinéa 3) ne doivent être transportés, s'ils sont imprégnés de graisse et de vernis, que dans des wagons couverts, ou dans des wagons découverts munis de bâches.

La lettre de voiture doit indiquer si lesdits objets ne sont pas imprégnés de graisse ou de vernis; en cas de non-indication, ils seront considérés comme imprégnés de graisse ou de vernis.

La *laine ayant servi au nettoyage* n'est admise au transport que dans des fûts, caisses ou autres récipients solides et hermétiquement fermés.

XXXII.

Les *déchets d'animaux sujets à putréfaction*, tels que les *peaux fraîches non salées*, les *graisses*, les *tendons*, les *os*, les *cornes*, les *onglons* ou *sabots*, les *rognures de peaux fraîches* servant à fabriquer la colle non passées à la chaux, ainsi que *tous autres objets nauséabonds* et *répugnants*, à l'exception toutefois de ceux qui sont mentionnés aux n°s LII et LIII, sont acceptés aux conditions suivantes:

1. Les os suffisamment nettoyés et séchés, le suif comprimé, les cornes sans l'appendice corné de l'os frontal à l'état sec, les onglons, c'est-à-dire les sabots des ruminants et des porcs, sans os ni matières molles, sont admis au transport par expéditions partielles lorsqu'ils sont remis emballés dans des sacs solides.

2. Les expéditions partielles des objets de cette catégorie non dénommés ci-dessus au chiffre 1 ne sont admises qu'emballées dans des tonneaux, cuveaux ou caisses solides et hermétiquement clos. Les lettres de voiture doivent indiquer la dénomination exacte des objets emballés dans les fûts,

1896 cuveaux ou caisses. Le transport doit être effectué par wagons découverts.

3. Les tendons frais, les rognures des peaux fraîches servant à la fabrication de la colle non passées à la chaux ainsi que les déchets de ces deux sortes de matières, en outre les peaux fraîches non salées et les os non nettoyés, garnis encore de fibres musculaires et de peau remis par wagons complets, ne peuvent être transportés qu'aux conditions suivantes:

a) Du 1er mars au 31 octobre, ces matières doivent être emballées dans des sacs solides en bon état. Ces sacs devront être passés à l'acide phénique, de telle sorte que l'odeur méphitique des matières qui'ls contiennent ne puisse se faire sentir. Tout envoi de ce genre doit être recouvert d'une couverture d'un tissu très fort (appelé toile à houblon) imprégné d'une solution d'acide phénique. Cette couverture doit elle-même être entièrement recouverte d'une grande bâche imperméable, non goudronnée. Les couvertures doivent être fournies par l'expéditeur.

b) Pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, l'emballage en sacs n'est pas nécessaire. Cependant, les envois doivent être couverts également d'une couverture de tissu très fort (toile à houblon) et cette couverture doit être elle-même entièrement recouverte d'une grande bâche imperméable non goudronnée. La première couverture doit au besoin être passée à l'acide phénique, de telle sorte qu'aucune odeur méphitique ne puisse se faire sentir. Les couvertures doivent être fournies par l'expéditeur.

c) Si l'acide phénique ne suffit pas pour empêcher les odeurs méphitiques, les envois doivent être emballés dans des tonneaux ou cuveaux solides et bien clos, de telle sorte que l'odeur du contenu du récipient ne puisse se faire sentir.

4. Le transport par charge complète des matières non dénommées au chiffre 3 ci-dessus, mais analogues à celles qui sont indiquées dans ce numéro, doit être effectué par wagons découverts munis de bâches. L'expéditeur doit fournir les bâches.

5. Le chemin de fer peut se faire payer d'avance le prix de transport.

6. Les sacs, récipients et bâches dans lesquels et sous lesquelles des matières de ce genre ont été transportées, ne sont admis au transport que sous condition d'avoir été absolument désinfectés par l'acide phénique.

es frais de désinfection, s'il y a lieu, sont à la charge 1896
diteur ou du destinataire.

XXXIII.

oufre n'est transporté que par wagons couverts ou
ns découverts bâchés.

XXXIV.

objets auxquels le feu peut facilement être communiqué étincelles de la locomotive, tels que *foin*, *paille* (y
a paille de maïs, de riz et de lin), *joncs* (à l'exclusion
l'Espagne), *écorce d'arbres*, *tourbe* (à l'exception de
mécanique ou comprimée), *charbon de bois entier*
lu) (voir n° XXIX), *matières à filer végétales* et leurs
es *rognures de papier*, la *sciure de bois*, les *pâtes de copeaux de bois*, etc., ainsi que les *marchandises* au moyen *d'un mélange de résidus de pétrole*, de
d'*autres objets semblables* avec des *corps poreux in-s;* de même le *plâtre*, les *cendres lessivées de chaux ss*, dans le cas où ils ne seraient pas emballés, ne
ıs que s'ils sont complètement couverts et à la con-
e l'expéditeur et le destinataire opèrent eux-mêmes
ment et le déchargement. A la demande de l'admini-
l'expéditeur doit aussi fournir lui-même les bâches
es pour couvrir ces objets.

XXXV.

ıd les *produits chimiques spécifiés sous les n°s VIII^a, XV, XVI, XIX à XXIII inclus, ainsi que n° L*, sont
transport en quantité ne dépassant pas 10 kilo-
par espèce, il est permis de réunir en un colis, tant
ı qu'avec d'autres objets admis au transport sans
s, les corps spécifiés sous les n°s VIII^a, IX, XI, XVI
ption du brome), XIX à XXIII inclus, ainsi que le
ne part, et ceux qui sont spécifiés sous le n° XV
is le brome jusqu'au poids de 10 gr.), d'autre part.
s doivent être renfermès dans des récipients de verre
-blanc étanches hermétiquement clos, emballés soli-
ar couches au moyen de paille, foin, son, sciure de
e d'infusoires ou autres substances meubles, et être
nominativement dans la lettre de voiture

XXXVI.

cartouches pour armes à feu chargées de poudre noire
es poudres de tir, en tant que ces dernières sont
dans les Etats participant au transport par chemins
it:

1896 1. *Les cartouches métalliques dont les douilles sont entièrement en métal,*

et

2. *Les cartouches en carton garnies d'un revêtement métallique,*

sont transportées aux conditions suivantes:

a) Pour les cartouches métalliques, les projectiles doivent être adaptés à la douille métallique de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher ni permettre le tamisage de la poudre. Pour les cartouches en carton munies d'un renfort métallique intérieur ou extérieur, la charge entière de poudre contenue dans le renfort métallique doit être fermée hermétiquement par une bourre serrante. Le carton de la douille doit être de qualité suffisante pour qu'elle ne puisse se briser en cours de transport.

b) Les cartouches doivent être parfaitement assujetties dans des récipients en fer-blanc, dans de petites caisses en bois ou dans des cartons solides, de façon qu'aucun déplacement ne puisse se produire. Ces récipients, etc. doivent être placés les uns à côté des autres et par rangées superposées dans des caisses en bois solide et bien conditionnées dont les parois devront avoir au moins 0,015 mètre d'épaisseur; les espaces vides doivent, le cas échéant, être remplis de carton, de déchets de papier, d'étoupe ou de tontisse ligneuse — le tout absolument sec — de manière à éviter un déplacement ou un mouvement des récipients durant le transport. Pour les caisses garnies de fer-blanc intérieurement, l'épaisseur des parois de bois peut être de 0,010 mètre.

c) Le poids d'une caisse remplie de cartouches ne peut dépasser 100 kilogrammes.

Les caisses pesant brut plus de 10 kilogrammes seront munies de poignées ou de liteaux pour en faciliter la manutention.

d) Les caisses ne peuvent être fermées au moyen de clous en fer; elles doivent porter une inscription indiquant d'une manière apparante la nature du contenu, et être munies de plombs, ou d'un cachet apposé sur la tête de deux vis du couvercle, ou de la marque de fabrique collée à la fois sur le couvercle et sur les côtés de la caisse.

e) Les lettres de voiture doivent être accompagnées d'une attestation signée de l'expéditeur et reproduisant la marque des plombs, les cachets ou la marque de fabrique apposés sur les caisses. Cette attestation doit être conçue ainsi qu'il suit

Le soussigné certifie que l'envoi mentionné dans 1896
la lettre de voiture ci-jointe, envoi cacheté avec la marque . . . ., est conforme, en ce qui concerne le conditionnement et l'emballage aux dispositions arrêtées sous le n° XXXVI de l'annexe 1 de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer.

XXXVII.

Cartouches Flobert à balles et à petits plombs.

1. Les cartouches à balles doivent être emballées dans des boîtes en carton, des boîtes en fer-blanc, des petites caisses en bois, ou des sacs de toile forte.

2. Les cartouches à petits plombs doivent être emballées dans des récipients en fer-blanc, des petites caisses en bois, ou dans des cartons solides de manière qu'aucun déplacement ne puisse avoir lieu.

Tout récipient contenant des cartouches Flobert doit être soigneusement emballé dans une forte caisse ou dans un tonneau solide et chaque colis doit porter, suivant son contenu, l'inscription „cartouches Flobert à balles" ou „cartouches Flobert à petits plombs". Le poids de la caisse ou du tonneau ne peut pas dépasser 100 kilogrammes.

Les amorces Flobert sont soumises aux mêmes conditions d'emballage que les cartouches Flobert à petits plombs.

XXXVIII.

Les *pièces d'artifice fabriquées avec de la poudre en poussière comprimée et d'autres matières analogues* sont transportées aux conditions suivantes:

1. Elles ne doivent contenir ni mélanges de chlorate, de soufre et de nitrate, ni mélanges de chlorate de potasse et de ferro-cyanure de potassium; elles ne doivent, également contenir ni sublimé corrosif, ni sels ammoniacaux de quelque espèce que ce soit, ni poussière de zinc, ni poudre de magnésium, ni en général aucune matière capable de s'enflammer aisément par friction, compression ou percussion, ou dont l'inflammation spontanée pourrait être à craindre. Elles doivent se composer exclusivement de poudre en poussière comprimée ou de matières analogues, telles que mélange de salpêtre, de soufre et de charbon, également à l'état comprimé. Chaque pièce isolée ne peut contenir plus de 30 grammes de poudre en grains.

2. Le poids total des matières inflammables contenues dans les pièces d'artifice réunies en un même colis peut dépasser 20 kilogrammes, et celui de la poudre en grains qui entre dans leur composition: 2,5 kilogrammes.

1896 3. Les pièces d'artifice doivent être emballées, chacune isolément, soit dans des cartons entourés de fort papier, soit dans du carton ou dans du papier d'emballage solide; l'amorce de chaque pièce doit être revêtue de papier ou d'étoffe, de telle sorte que le tamisage ne puisse se produire. Les caisses servant au transport doivent être complètement remplies et les espaces vides, s'il y en a, soigneusement comblés avec de la paille, du foin, de l'étoupe, des déchets de papier ou des matières analogues, de telle sorte que, même en cas de secousse, aucun déplacement des paquets ne puisse avoir lieu. Les matières employées pour combler les espaces vides doivent être très propres et absolument sèches; pour cette raison, l'emploi de foin frais ou d'étoupe grasse, par exemple, est prohibé. Il est également interdit d'emballer dans la même caisse des pièces d'artifice et d'autres objets.

4. Les caisses doivent être faites avec de fortes planches d'une épaisseur de 22 millimètres au moins; leurs côtés doivent être ajustés au moyen de dents s'engrenant les unes dans les autres et le fond et le couvercle avec des vis d'une longeur suffisante. L'intérieur des caisses doit être entièrement tapissée de papier fort et résistant. Il ne doit rester sur l'extérieur des caisses ni trace ni résidu des matières contenues dans les pièces d'artifice. Le volume de la caisse ne doit pas dépasser 1,2 mètre cube, son poids brut ne peut être supérieur à 75 kilogrammes. Les caisses doivent porter, d'une manière apparente, l'inscription: „Pièces d'artifice de poudre en poussière" ainsi que le nom de l'expéditeur. Chaque envoi doit, en outre, être accompagné d'une déclaration indiquant l'espèce des pièces d'artifice qu'il contient, les spécifiant, notamment, si ce sont des fusées, des roues, des pièces d'artifice pour salon, etc.

5. Chaque envoi doit être accompagné d'une déclaration de l'expéditeur attestant que les prescriptions énoncées aux chiffres 1 à 4 ont été observées; la signature devra être dûment certifiée.

XXXIX.

Le *fulmi-coton comprimé contenant au moins 15% d'eau* est admis au transport aux conditions suivantes:

1. Il doit être soigneusement emballé dans des récipients étanches, résistants aux parois solides. Ces récipients doivent porter, d'une manière apparente, l'inscription: „Fulmi-coton mouillé, comprimé." Le poids maximum de chaque colis isolé ne peut être de plus de 90 kilogrammes.

2. Cette matière ne doit être admise ni au transport par grande vitesse, ni au transport par trains de voyageurs; le

ansport par trains mixtes n'est autorisé que pour les lignes 1896
ur lesquelles ne circulent pas de trains de marchandises.

3. L'expéditeur doit déclarer dans la lettre de voiture ue la nature du fulmi-coton et l'emballage sont conformes ux prescriptions ci-dessus énoncées; sa signature doit être ûment certifiée.

4. Le fulmi-coton ne peut être transporté avec d'autres narchandises, dans un même wagon, que si celles-ci ne sont as facilement inflammables.

5. La réunion dans le même wagon de cartouches pour rmes à feu, pièces d'artifice, mèches ou amorces explosives t de fulmi-coton est interdite.

6. Les wagons découverts employés au transport du fulmi-coton doivent être bâchés.

XL.

Le *fulmi-coton sous forme d'ouate* et le *fulmi-coton* (coton nitré) *pour collodion* sont acceptés au transport dans des récipients parfaitement étanches solidement emballés dans de fortes caisses en bois, à la condition qu'ls contiendront au moins 35% d'eau.

La lettre de voiture doit contenir une déclaration revêtue de la signature de l'expéditeur et de celle d'un chimiste connu du chemin de fer, attestant que la nature de la marchandise et l'emballage sont conformes aux prescriptions ci-dessus énoncées. Les signatures doivent être dûment certifiées.

XLI.

Les *bonbons* dits *bonbons fulminants* sont admis au transport à la condition qu'ils soient renfermés par nombre de 6 à 12 dans des cartons et que ces cartons soient emballés dans des caisses en bois.

XLII.

Les *feux de Bengale préparés à la laque (feux de Bengale de salon) sans amorces*, les *papiers nitrés, bougies fulminantes, lances fulminantes, allumettes munies d'un feu de Bengale* et *autres objets anologues* doivent être emballés dans des récipients en forte tôle ou en bois solidement assemblé, dont le volume ne devra pas dépasser 1,2 mètre cube. L'emballage doit être fait solidement et de telle sorte que les récipients ne contiennent pas d'espaces vides. Les caisses doivent porter une inscription indiquant leur contenu.

XLIII.

Les *pois fulminants* sont admis aux conditions suivantes:

1. Ils doivent être emballés, par nombre de 1000 pièces plus, dans des boîtes de carton garnies de sciure de bois

1896 et enveloppées elles-mêmes dans du papier. Ces pois fulminants ne doivent pas contenir, en totalité, plus de 0,5 gramme de fulminate d'argent.

2. Les boîtes doivent être placées dans des récipients en forte tôle ou de solides caisses en bois, d'un volume de 0,5 mètre cube au plus; un espace vide de 30 millimètres au moins doit exister entre les parois de la caisse et son contenu. Cet espace vide doit être rempli de sciure de bois, de paille, d'étoupe, ou de toute autre matière analogue, de telle sorte que, même en cas de secousses, aucun mouvement ou déplacement des paquets ne puisse se produire; ces paquets ne peuvent être emballés avec d'autres objets.

3. Les récipients et caisses doivent porter, d'une manière apparente, l'indication du contenu, le nom de l'expéditeur et celui de la fabrique.

4. Chaque envoi doit être accompagné d'une déclaration revêtue de la signature du fabricant et de celle d'un chimiste connu du chemin de fer, attestant que les prescriptions énumérées ci-dessus aux chiffres 1 à 3 ont été observées.

XLIV.

Les *gas liquéfiés* (acide carbonique, protoxyde d'azote, ammoniaque, chlore, acide sulfureux, anhydre et phosgène [oxychlorure de carbone]) ne sont admis au transport qu'aux conditions suivantes:

1. Ces produits doivent être renfermés dans des récipients de fer forgé, de fer fondu ou d'acier fondu; toutefois le phosgène peut aussi être renfermé dans des récipients en cuivre. Ces récipients doivent:

a) avoir supporté à l'épreuve officielle une pression dont la valeur est indiquée ci-après au chiffre 2, sans avoir subi une déformation persistante ou des fissures. Cette épreuve doit être renouvelée tous les trois ans pour les récipients destinés au transport de l'acide carbonique du protoxyde d'azote et de l'ammoniaque, et tous les ans pour ceux qui servent au transport du chlore, de l'acide sulfureux et de phosgène;

b) porter une marque officielle, placée solidement à un endroit bien apparent, indiquant le poids du récipient vide (y compris la soupape avec la chape ou le bouchon), la charge en kilogrammes qu'il peut contenir aux termes des prescriptions du chiffre 2, ainsi que la date de la dernière épreuve;

c) être munis de soupapes protégées par des chapes du même métal que les récipients et vissées aux récipients.

Les récipients de cuivre pour le transport du phosgène peuvent être pourvus de chapes en fer forgé.

Les récipients doivent être pourvus d'une garniture ex- 1896
térieure qui les empêche de rouler.

Les récipients destinés au transport du phosgène peuvent être fermés aussi au moyen de bouchons à pas de vis sans chape, au lieu de soupapes. Ces bouchons doivent fermer le récipient de telle sorte que l'odeur du contenu ne puisse se faire sentir.

Si les récipients sont emballés solidement dans des caisses, il n'est pas nécessaire de protéger les soupapes par des chapes, ni de pourvoir les récipients d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler.

2. La pression intérieure à faire supporter par les récipients à chaque épreuve et le maximum de charge admissible sont fixés ainsi qu'il suit:

a) Pour l'acide carbonique et le protoxyde d'azote: à 250 atmosphères et 1 kilogramme de liquide par 1,34 litre de capacité du récipient, Par exemple, un récipient de la capacité de 13,40 litres ne peut contenir plus de 10 kilogrammes d'acide carbonique ou de protoxyde d'azote liquides.

b) Pour l'ammoniaque, à 100 atmosphères et 1 kilogramme de liquide par 1,86 litre de capacité du récipient.

c) Pour le chlore, à 50 atmosphères et 1 kilogramme de liquide par 0,9 litre de capacité.

d) Pour l'acide sulfureux et le phosgène, à 30 atmosphères et 1 kilogramme de liquide par 0,8 litre de capacité.

3. Les récipients contenant des gaz liquéfiés ne peuvent être jetés, ni exposés aux rayons du soleil ou à la chaleur du feu.

4. Le transport de ces produits ne peut avoir lieu que dans des wagons fermés ou bien dans des wagons-réservoirs spécialement aménagés à cet effet et dont le récipient doit être revêtu, le cas échéant, d'une caisse en bois.

XLV.

L'oxygène, *l'hydrogène* et le *gaz d'éclairage comprimés* sont transportés aux conditions suivantes:

1. Ces produits ne peuvent être soumis à une pression supérieure à 200 atmosphères; ils doivent être transportés dans des cylindres d'une seule pièce en acier ou en fer forgé, d'une longueur maximum de 2 mètres et d'un diamètre intérieur maximum de 21 centimètres. Ces récipients doivent:

a) avoir supporté à l'épreuve officielle une pression égale au double de celle des gaz qu'ils contiennent au moment de la remise au chemin de fer, sans avoir subi une déformation persistante ou des fissures. Cette épreuve doit être renouvelée tous les trois ans;

1896 *b)* porter une marque officielle placée solidement à un endroi bien apparent, indiquant la valeur de la pression autorisé et la date de la dernière épreuve;

c) être munis de soupapes qui doivent être protégées:

si ces soupapes se trouvent dans l'intérieur du goulot par un bouchon en métal, d'une hauteur d'au moin 25 millimètres, vissé dans le goulot mais n'en dépassan pas latéralement l'orifice;

si les soupapes se trouvent en dehors du goulot et s les récipients sont livrés au transport sans emballage par des chapes d'acier, de fer forgé ou de fonte forgé vissées solidement au récipient;

d) s'ils sont livrés par wagons complets sans emballage, être chargés de manière qu'ils ne puissent pas rouler. Les récipients livrés par charges partielles doivent être pourvus d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler.

Si la remise a lieu en caisses, celles-ci doivent porter l'inscription suivante énoncée clairement „oxygène comprimé", ou „hydrogène comprimé", ou „gaz d'éclairage comprimé".

2. Les envois ne peuvent être remis que par des per sonnes possédant un manomètre réglé et en connaissant l maniement. Ces personnes doivent, chaque fois qu'elles e seront requises, adapter le manomètre au récipient, pour qu l'agent qui accepte la remise puisse vérifier si la plus haut pression prescrite n'est pas dépassée. Le résultat de la véri fication doit être mentionné brièvement dans la lettre de voi ture par ledit agent.

3. Les récipients contenant des gaz comprimés ne doiven pas être jetés ni exposés aux rayons du soleil ou à la chaleu du feu.

4. Le transport de ces produits ne peut avoir lieu qu par wagons fermés. Le chargement dans des wagons décou verts n'est autorisé qu'à la condition que la remise ait lie par voitures spécialement aménagées pour le transport pa terre et que ces voitures soient couvertes de bâches.

XLVI.

Le *chlorure de méthyle* ne peut être transporté que dan des récipients en métal solides, parfaitement étanches hermétiquement fermés, timbrés par l'autorité compéten à 12 atmosphères et chargés sur des wagons découvert Pendant les mois d'avril à octobre inclusivement, les envo doivent être recouverts de bâches fournies par l'expéditeu à moins que les récipients ne soient renfermés dans d caisses en bois.

1896

XLVII.

Le *trichlorure de phosphore,* l'*oxychlorure de phosphore* et le *chlorure d'acétyle* ne sont admis que s'ils sont présentés au transport:

1. dans des récipients en plomb ou en cuivre absolument étanches et hermétiquement clos;

ou

2. dans des récipients en verre; en ce dernier cas, les prescriptions suivantes doivent être observées:

a) L'expédition ne peut avoir lieu qu'en bouteilles de verre solide, bouchées à l'émeri. Les bouchons de verre doivent être enduits de paraffine, et pour protéger cet enduit, le goulot des bouteilles doit être recouvert d'une enveloppe en parchemin.

b) Les bouteilles dont le contenu pèse plus de 2 kilogrammes doivent être placées dans des récipients en métal pourvus de poignées; un espace vide de 30 millimètres doit exister entre les bouteilles et les parois des récipients; les espaces vides doivent être soigneusement comblés avec de la terre d'infusoires bien séchée, de façon qu'aucun mouvement des bouteilles ne puisse se produire.

c) Les bouteilles contenant 2 kilogrammes au plus doivent être admises au transport dans des caisses en bois solides, pourvues de poignées et divisées intérieurement en autant de compartiments qu'il y aura de bouteilles à expédier. Chaque caisse ne peut renfermer plus de quatre bouteilles. Celles-ci doivent être placées de telle sorte qu'il subsiste un espace vide de 30 millimètres entre elles et les parois de la caisse; cet espace vide sera soigneusement comblé avec de la terre d'infusoires bien séchée, de façon qu'aucun mouvement des bouteilles ne puisse se produire.

d) Le couvercle des récipients dont il est parlé aux lettres *b* et *c* doit porter, à côté de la mention du contenu, les signes convenus pour le transport du verre.

XLVIII.

Le *pentachlorure de phosphore (superchlorure de phosphore)* est soumis aux prescriptions du n° XLVII; toutefois, l'emballage prescrit au chiffre 2 *b* n'est exigé, pour ce produit, que lorsque les bouteilles contiennent plus de 5 kilogrammes. Pour les bouteilles de 5 kilogrammes et au-dessous, l'emballage indiqué au chiffre 2 *c* est suffisant.

1896

XLIX.

Le *bioxyde d'hydrogène* doit être remis au transport dans des récipients non hermétiquement fermés et ne peut être transporté qu'en wagons fermés ou en wagons découverts revêtues de bâches.

Si l'expédition a lieu en touries, bouteilles ou cruchons, ces récipients doivent être bien emballés et placés dans des caisses en bois ou dans des paniers solides, pourvus, les uns et les autres, de poignées.

L.

Les *préparations* formées d'un *mélange d'huile de térébenthine* ou d'*alcool* avec de la *résine*, telles que les *vernis à l'alcool* et les *siccatifs*, sont soumises aux prescriptions suivantes:

1. Lorsque ces préparations sont expédiées en touries, bouteilles ou cruchons, les récipients doivent être fermés hermétiquement et bien emballés dans des caisses ou des paniers munis les uns et les autres de poignées solides et commodes.

Si les récipients sont en métal, en bois ou en caoutchouc, ils doivent être parfaitement étanches et hermétiquement clos.

2. Les préparations composées d'huile de térébenthine et de résine qui répandent une mauvaise odeur ne peuvent être transportées que sur wagons découverts.

3. Voir, en ce qui concerne l'emballage avec d'autres marchandises, le n° XXXV.

LI.

Le *papier graissé* ou *huilé* et les *fuseaux faits de ce papier* ne peuvent être expédiés qu'en wagons fermés ou en wagons découverts revêtus de bâches.

LII.

Le *fumier* et les *matières fécales*, y compris celles *qui proviennent des fosses d'aisance*, ne sont admis que par wagons complets et aux conditions suivantes:

1. Le chargement et le déchargement sont opérés par l'expéditeur et par le destinataire qui doivent, en outre, procéder au nettoyage prescrit par les règlements de l'administration.

2. Le fumier sec non comprimé est expédié dans des wagons découverts, revêtus de bâches à fournir par l'expéditeur.

3. Les autres matières fécales, y compris celles qui proviennent des fosses d'aissance, dans le cas où il n'existe pas d'autres moyens de transport appropriés, ne peuvent être expédiées que dans des récipients très solides, hermetiquemen

rmés, bien étanches et chargés sur des wagons découverts, 1896
insi que dans des wagons-réservoirs. Dans tous les cas, les
esures nécessaires doivent être prises pour éviter, en cours
e transport et lors du chargement et du déchargement,
échappement des matières et des liquides, ainsi que le dé-
agement d'odeur méphitique.

4. Ces matières ne peuvent être chargées avec d'autres
archandises.

5. Le chemin de fer est en droit d'exiger le paiement du
rix de transport au moment de la remise à lexpédition.

6. Les frais de désinfection éventuelle sont à la charge
e l'expéditeur ou du destinataire.

7. Ces transports restent d'ailleurs soumis aux pre-
criptions de police de chaque Etat.

LIII.

Les *caillettes de veau fraîches* ne sont admises au trans-
ort que dans des récipients étanches et aux conditions sui-
vantes:

1. Elles doivent être débarrassées de tout reste d'aliments
t salées de telle sorte qu'il soit employé de 15 à 20 gram-
mes de sel de cuisine par caillette.

2. Une couche de sel d'environ un centimètre d'épaisseur
doit être répandue, en outre, au fond des récipients servant
d'emballage, ainsi que sur la couche supérieure des caillettes.

3. La lettre de voiture doit contenir une déclaration de
l'expéditeur spécifiant que les prescriptions des chiffres 1 et
2 ont été observées.

4. Le chemin de fer peut exiger le paiement du prix de
transport au moment de la remise à l'expédition.

5. Les frais de désinfection éventuelle du wagon sont à
la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

Disposition finale.

Par application du dernier alinéa du § 1 des dispositions
réglementaires, l'admission au transport, sous certaines con-
ditions, de marchandises exclues du transport par le 4° dudit
paragraphe, ou la concession de conditions moins rigoureuses
que celles qui sont stipulées pour les marchandises admises
onditionnellement au transport par l'annexe 1, pourront,
ans les relations de deux ou plusieurs Etats contractants,
ire l'objet:

1. soit d'une entente entre les gouvernements des Etats
téressés;

2. soit de tarifs des administrations de chemins de fer
téressées à la condition que

1896 *a)* les règlements intérieurs admettent le transport (objets en question ou les conditions à appliquer à transport;

b) les tarifs élaborés par les administrations de chemins fer à ce dûment autorisées soient approuvés par tout les autorités compétentes.

Art. 8.

Le présent arrangement sera considéré comme faisa partie intégrante de la convention internationale du 14 c tobre 1890 et aura la même durée que la convention. Il se ratifié; les ratifications en seront échangées à Berne, dans forme adoptée pour la convention, au plus tard le 15 d cembre 1895 et il entrera en vigueur un mois après le dép des dites ratifications.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent a rangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, le seize juillet 1895.

Pour l'Autriche-Hongrie:
(L. S.) *Prince Raoul Wrede.*

Pour l'Italie:
(L. S.) *A. Peiroleri.*

Pour l'Allemagne:
(L. S.) *Busch.*

Pour le Luxembourg:
(L. S.) *J. Franck.*

Pour la Belgique:
(L. S.) *Garnier-Heldewier.*

Pour les Pays-Bas:
(L. S.) *Gevers.*

Pour la France:
(L. S.) *Camille Barrère.*

Pour la Russie:
(L. S.) *A. Hamburger.*

Pour la Suisse:
(L. S.) *A. Lachenal.*

Protocole.

Après avoir procédé à la signature de l'arrangement (date de ce jour concernant les dispositions réglementair de la convention internationale du 14 octobre 1890, l soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont déclaré que, l'urgence et les intérêts importants qui sont en jeu, ils se d'accord pour que, si quelques-uns seulement des Etats si nataires ont déposé, à la date du 15 décembre 1895, leu ratifications, l'arrangement dont il s'agit soit, néanmoins, r en vigueur entre ces Etats, dès le 1er janvier 1896 à titre convention spéciale (§ 1, dernier alinéa, des dispositi réglementaires).

Le Conseil fédéral transmettra aux Etats signataires de 1896
la convention, avant le 20 décembre 1895, une copie conforme du procès-verbal de dépôt des ratifications des Puissances qui auront accompli cette formalité. Il demeure également chargé de notifier aux Etats signataires de la convention du 14 octobre 1890 la remise ultérieure des dites ratifications par les Etats qui en auront effectué le dépôt après le 15 décembre 1895. Les stipulations de la convention signée à la date de ce jour s'appliqueront à chacun de ces derniers Etats, un mois après la date de la notification adressée par le Gouvernement suisse.

Il est, d'ailleurs, entendu que, lorsque tous les Etats signataires de la convention du 14 octobre 1890 auront ratifié l'arrangement signé à la date de ce jour, l'annexe 1 actuelle des dispositions réglementaires de la dite convention demeurera définitivement annulée et sera définitivement remplacée par les dispositions insérées dans l'art. 2 de l'arrangement qui fait l'objet du présent protocole.

Fait à Berne, le seize juillet 1895, en neuf exemplaires.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Prince Raoul Wrede.

Pour l'Italie:
A. Peiroleri.

Pour l'Allemagne:
Busch.

Pour le Luxembourg:
J. Franck.

Pour la Belgique:
Garnier-Heldewier.

Pour les Pays-Bas:
Gevers.

Pour la France:
Camille Barrère.

Pour la Russie:
A. Hamburger.

Pour la Suisse:
A. Lachenal.

Procès-verbal de signature.

Les soussignés, dûment autorisés, représentant les Etats signataires de la convention internationale du 14 octobre 1890, se sont réunis le 16 juillet 1895, à 3 heures, au palais fédéral, en vue de procéder à la signature de l'arrangement additionnel concernant l'adjonction des stipulations complémentaires au § 1 des dispositions réglementaires de la convention précitée et la revision de l'annexe 1 des dites dispositions.

Après avoir collationné les instruments diplomatiques de l'arrangement et du protocole y annexé, qui ont été préparés en nombre égal à celui des Etats contractants, et ces actes

1896 ayant été trouvés en bonne et due forme, il y ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

L'arrangement additionnel à été conclu et signé en langue française, selon l'usage diplomatique établi.

Un texte allemand est annexé au présent procès-verbal de signature et il est entendu que ce texte aura la même valeur que le texte français en tant qu'il s'agit de transports par chemins de fer intéressant un Pays où l'allemand est employé exclusivement ou à côté d'autres langues, comme langue d'affaires.

Il est également entendu que les dispositions qui précèdent s'étendent tant à l'ensemble de la convention internationale du 14 octobre 1890, qu'aux déclarations et arrangements additionnels à cette convention.

S. Exc. M. A. des Barons *Peiroleri*, Ministre d'Italie, exprime ensuite, au nom de son Gouvernement, le voeu:

„1°. Que les prescriptions communes, relatives au transport des objets précieux et des objects d'art, soient au plus tôt déterminées d'une manière complète, en indiquant les conditions d'emballage qui devront être observées par les expéditeurs, ainsi que les limites de la responsabilité qui pourra incomber aux administrations du fait de l'acceptation de ces transports.

„2°. Que, pour les transports funèbres, des dispositions analogues soient de même établies sur la base de l'unification des lois et règlements de police en vigueur dans les Etats signataires de la convention internationale, pour ce qui concerne l'exécution de ces transports.

„3°. Que, pour faciliter l'application des prescriptions relatives aux objets admis au transport sous certaines conditions, il soit institué une commission permanente de spécialistes conformément à ce qui à été proposé par l'office central de Berne, dans son rapport au conseil fédéral du 19 avril 1893. Cette commission devrait être chargée:

„*a)* de rédiger sous une nouvelle forme l'annexe 1, de façon que toutes les marchandises ayant des caractères égaux ou similaires, en raison des inconvénients ou des dangers qu'elles peuvent présenter dans la manipulation et dans le transport, soient groupées par catégories, en fixant pour chaque catégorie les conditions d'emballage et autres;

„*b)* de ranger, au fur et à mesure des besoins, les matières non encore dénommées dans celles des catégories dont les conditions de transport leur sont applicables."

Sur la proposition de M. le directeur de l'office central, qui assiste à la séance, les soussignés donnent acte de cette

déclaration à M. *Peiroleri* et décident de la renvoyer à l'exa- 1896
men de l'office central, conformément à l'article 57, 4°, de la convention du 14 octobre 1890, pour qu'il y soit donné les suites qu'elle comporte.

Fait à Berne, le seize juillet 1895, en neuf exemplaires.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Prince Raoul Wrede.

Pour l'Italie:
A. Peiroleri.

Pour l'Allemagne:
Busch.

Pour le Luxembourg:
J. Franck.

Pour la Belgique:
Garnier-Heldewier.

Pour les Pays-Bas:
Gevers.

Pour la France:
Camille Barrère.

Pour la Russie:
A. Hamburger.

Pour la Suisse:
A. Lachenal.

Annexe au Procès-verbal de signature de 16 juillet 1895.

(Deutscher Text.)

Zusatzvereinbarung zum internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890, betreffend die Beifügung zusätzlicher Vorschriften zu § 1 der Ausführungsbestimmungen und die Aenderung der Anlage 1 zu diesen Bestimmungen.

Die Regierungen Oesterreichs und Ungarns, Deutschlands, Belgiens, Frankreichs, Italiens, Luxemburgs, der Niederlande, Russlands und der Schweiz haben für nützlich erachtet, im gemeinsamen Einverständnis leichtere Bestimmungen zu vereinbaren, als die für die Beförderung der im § 1 der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890 über den Eisenbahnfrachtverkehr und in der Anlage 1 zu den genannten Bestimmungen erwähnten.

Demzufolge haben die gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten Nachstehendes vereinbart:

Artikel 1.

Der § 1 der Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890 wird durch die folgenden, zwischen Nummer 3 und 4 des erwähnten Paragraphen einzuschiebenden Vorschriften ergänzt:

Indes werden Gold- und Silberbarren, Platina, Geld, geldwerthe Münzen und Papiere, Documente, Edelsteine, echte

1896 Perlen, Pretiosen und andere Kostbarkeiten, ferner Kunstgegenstände, wie Gemälde, Gegenstände aus Erzguss, Antiquitäten, im internationalen Verkehr auf Grund des im Berner Uebereinkommen vorgesehenen internationalen Frachtbriefes, und zwar entweder nach Maassgabe von Vereinbarungen zwischen den Regierungen der betheiligten Staaten, oder von Tarifbestimmungen, welche von den dazu ermächtigten Bahnverwaltungen aufgestellt und von allen zuständigen Aufsichtsbehörden genehmigt sind, zugelassen.

Zu den Kostbarkeiten sind beispielsweise auch besonders werthvolle Spitzen und besonders werthvolle Stickereien zu rechnen.

Ebenso werden Leichentransporte zum internationalen Transport mit dem internationalen Frachtbriefe unter folgenden Bedingungen zugelassen:

a) Die Beförderung erfolgt als Eilgut.

b) Die Transportgebühren sind bei der Aufgabe zu entrichten.

c) Die Leiche muss während der Beförderung von einer dazu beauftragten Person begleitet sein.

d) Die Beförderung unterliegt im Gebiete jedes einzelnen Staates den daselbst in polizeilicher Beziehung geltenden Gesetzen und Verordnungen, soweit nicht unter den betheiligten Staaten besondere Abmachungen getroffen sind.

Artikel 2.

Die Anlage 1 der Ausführungsbestimmungen erhält folgende Fassung:

Anlage I.

Vorschriften über bedingungsweise zur Beförderung zugelassene Gegenstände.

I.

Petarden für Knallhaltesignale auf den Eisenbahnen müssen fest in Papierschnitzel, Sägemehl oder Gyps verpackt oder auf andere Weise so fest und getrennt gelegt sein, dass die Blechkapseln sich weder selbst untereinander, noch einen anderen Körper berühren können. Die Kisten, in denen die Verpackung geschieht, müssen von mindestens 26 Millimeter starken gespundeten Brettern angefertigt, durch Holzschrauben zusammengehalten, vollständig dicht gemacht und mit einer zweiten dichten Kiste umgeben sein, dabei darf die äussere Kiste keinen grösseren Raum als 0·06 Kubikmeter haben.

Die Annahme zur Beförderung erfolgt nur dann, wenn die Frachtbriefe mit einer ämtlichen Bescheinigung über die vorschriftsmässig ausgeführte Verpackung versehen sind.

II. 1896

Zündhütchen für Schusswaffen und für Geschosse, ndspiegel, nicht sprengkräftige Zündungen und tronenhülsen mit Zündvorrichtungen müssen sorgtig in feste Kisten oder Fässer verpackt und jedes Collo ıss mit einem besonderen, je nach dem Inhalte die Beichnung „Zündhütchen" oder „Zündspiegel" etc. tragenden ttel beklebt sein.

III.

Streichhölzer und andere Reib- und Streichzünder ls Zündlichtchen, Zündschwämme etc.) müssen in Behältisse aus starkem Eisenblech oder aus festgefügtem Holz on nicht über 1·2 Kubikmeter Grösse sorgfältig und derestalt fest verpackt sein, dass der Raum der Behältnisse völlig ısgefüllt ist. Die hölzernen Behältnisse sind äusserlich eutlich mit dem Inhalte zu bezeichnen.

Bei Streichhölzern, deren Zündköpfe ein Gemisch on gelbem Phoshpor und chlorsaurem Kali enthalten, arf der Gehalt der chemisch trockenen Zündmasse an Phoshor 10%, derjenige an chorsaurem Kali 40% nicht überteigen. Jeder derartigen Sendung muss eine vom Fabrikanten ısgestellte Bescheinigung, dass diese Grenzen eingehalten ind, beigefügt werden.

IV.

Sicherheitszünder, das heisst solche Zündschnüre, welche aus einem dünnen, dichten Schlauche bestehen, in lessen Innerem eine verhältnismässig geringe Menge Schiesspulver enthalten ist, unterliegen den unter Nr. III Absatz 1) gegebenen Vorschriften.

V.

Bucher'sche Feuerlöschdosen in blechernen Hülsen werden nur in höchstens 10 Kilogramm enthaltenden Kistchen, welche inwendig mit Papier verklebt und ausserdem in gleichfalls ausgeklebten, grösseren Kisten eingeschlossen sind, zum Transporte zugelassen.

VI.

Gewöhnlicher (weisser oder gelber) Phosphor muss nit Wasser umgeben, in Blechbüchsen, welche höchstens 0 Kilogramm fassen und verlöthet sind, in starke Kisten est verpackt sein. Die Kisten müssen ausserdem zwei starke landhaben besitzen, dürfen nicht mehr als 100 Kilogramm iegen und müssen äusserlich als „gewöhnlichen gelben eissen) Phosphor enthaltend" und mit „Oben" bezeichnet sein.

1896 Amorpher (rother) Phoshor ist in gut verl
Blechbüchsen, welche in starke Kisten mit Sägespänen
gesetzt sind, zu verpacken. Diese Kisten dürfen nicht
als 90 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „r
Phosphor enthaltend" bezeichnet sein.

VII.

Rohes, unkrystallisirtes Schwefelnatrium
nur in dichten Blechbehältern, raffinirtes, krys
sirtes Schwefelnatrium nur in wasserdichte Fässer
andere wasserdichte Behälter verpackt zur Beförd
übernommen.

Gebrauchte eisen- oder manganhaltige
reinigungsmasse wird — soforn sie nicht in dichte F
behälter verpackt zur Aufgabe gelangt — nur in eis
Wagen zur Beförderung übernommen. Falls diese W
nicht mit festschliessenden eisernen Deckeln versehen sin
die Ladung mit Wagendecken, welche so präparirt sind, da
durch directe Berührung mit Flammen nicht entzi
werden, vollständig einzudecken. Der Absender und der
pfänger hat das Auf-, beziehungsweise Abladen selbst z
sorgen. Auch hat der Absender auf Verlangen der Bah
waltung die Wagendecken selbst zu beschaffen.

Unter gleichen Bedingungen, wie rohes unkrystalli
Schwefelnatrium, werden Natroncoaks (ein bei der
reitung der Theeröle erhaltenes Nebenproduct) zur Beförd
übernommen.

VIII.

Celloidin, ein durch unvollständiges Verdunsten d
Collodium enthaltenen Alkohols hergestelltes seifenartig
sehendes, im Wesentlichen aus Collodiumwolle besteh
Präparat, wird nur zur Beförderung angenommen, wen
einzelnen Celloidinplatten so verpackt sind, dass das
trocknen derselben vollständig verhindert wird.

VIIIa.

Schwefeläther wird nur befördert
entweder:

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernie
oder geschweisstem Eisenblech mit höchstens 500 Kilog
Inhalt,

oder

2. in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen au
tall oder Glas von höchstens 60 Kilogramm Bruttoge
deren Verpackung nachstehenden Vorschriften entspric

a) werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, 1896
so müssen sie in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

b) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder ähnlichem Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein.

Bei Blech- und Metallgefässen beträgt die höchste zulässige Füllung 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 1·55 Liter Fassungsraum des Behälters. Beispielsweise darf also ein Metallbehälter, der 15·50 Liter fasst, nicht mehr als 10 Kilogramm Schwefeläther enthalten.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

IX.

Flüssigkeiten, welche Schwefeläther in grösseren Quantitäten enthalten (Hofmannstropfen und Collodium), dürfen nur in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas versendet werden, deren Verpackung nachstehende Beschaffenheit haben muss:

1. Werden mehrere Gefässe mit diesen Präparaten in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

2. bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 60 Kilogramm nicht übersteigen.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

X.

Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol) wird ausschliesslich auf offenen Wagen ohne Decken befördert und nur entweder

1896 1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem Eisenblech bis zu 500 Kilogramm Inhalt,

oder

2. in Blechgefässen von höchstens 75 Kilogramm brutto welche oben und unten durch eiserne Bänder verstärkt sind Derartige Gefässe müssen entweder von geflochtenen Körben oder Kübeln umschlossen oder in Kisten mit Stroh, Heu Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen verpackt sein,

oder

3. in Glasgefässen, die in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen eingefüttert sind.

Bei Blechgefässen beträgt die höchste zulässige Fassung 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 0·825 Liter Fassungsraum des Behälters.

Schwefelkohlenstoff im Gewichte von höchstens 2 Kilogramm darf mit anderen bedingungslos zur Eisenbahnbeförderung zugelassenen Gegenständen zu einem Frachtstück vereinigt werden, wenn der Schwefelkohlenstoff sich in dicht verschlossenen Blechflaschen befindet und mit dem übrigen Inhalte des Frachtstückes in eine starke Kiste mit Stroh, Heu, Kleie Sägemehl oder anderen lockeren Stoffen fest eingebettet ist. Das Frachtstück darf nur in offenen Wagen ohne Decken befördert werden und auf dem Frachtbriefe muss besonders bemerkt sein, dass das Frachtstück Schwefelkohlenstoff enthält.

XI.

Holzgeist in rohem und rectificirtem Zustande und Aceton werden — sofern sie nicht in besonders dazu construirten Wagen (Bassinwagen) oder in Fässern zur Aufgabe gelangen — nur in Metall- oder Glasgefässen zur Beförderung zugelassen. Diese Gefässe müssen in der unter Nr. IX vorgeschriebenen Weise verpackt sein.

Wegen der Zusammenpackung mit andenen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

XII.

Grünkalk wird nur auf offenen Wagen befördert.

XIII.

Chlorsaures Kali und andere chlorsaure Salze müssen sorgfältig in dichte, mit Papier ausgeklebte Fässe oder Kisten verpackt sein.

XIV. 1896

Pikrinsäure wird nur gegen eine von einem der Bahn bekannten Chemiker auf dem Frachtbriefe auszustellende Bescheinigung über die Ungefährlichkeit der aufgegebenen Pikrinsäure befördert.

Blei darf zur Verpackung von Pikrinsäure nicht verwendet und nicht mit Pikrinsäure zusammen in demselben Wagen verladen werden. Mit Blei ausgekleidete oder mit Blei gedeckte Wagen dürfen zur Beförderung nicht verwendet werden.

XV.

Flüssige Mineralsäuren aller Art (insbesondere Schwefelsäure, Vitriolöl, Salzsäure, Salpetersäure, Scheidewasser), sowie Chlorschwefel unterliegen nachstehenden Vorschriften:

1. Falls diese Producte in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt werden, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein.

Falls dieselben in Metall-, Holz- oder Gummibehältern versendet werden, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

2. Vorbehaltlich der Bestimmungen unter Nr. XXXV müssen diese Stoffe stets getrennt verladen und dürfen namentlich mit anderen Chemikalien nicht in einen und denselben Wagen gebracht werden.

3. Die Vorschriften unter Ziffer 1 und 2 gelten auch für die Gefässe, in welchen die genannten Gegenstände transportirt worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

XVI.

Aetzlauge (Aetznatronlauge, Sodalauge, Aetzkalilauge, Pottaschenlauge), ferner Oelsatz (Rückstände von der Oelraffinerie) und Brom unterliegen den Vorschriften unter Nr. XV, 1 und 3 (mit Ausnahme der bei 3 angezogenen Bestimmung unter 2).

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

XVII.

Auf den Transport von rother, rauchender Salpetersäure finden die unter Nr. XV gegebenen Vorschriften mit der Maassgabe Anwendung, dass die Ballons und Flaschen in den Gefässen mit einem mindestens ihrem Inhalte gleichkommenden

1896 Volumen getrockneter Infusorienerde oder anderer geeigneter trockenerdiger Stoffe umgeben sein müssen.

XVIII.

Wasserfreie Schwefelsäure (Anhydrit, sogenanntes festes Oleum) darf nur befördert werden:

entweder

1. in gut verlötheten, starken, verzinnten Eisenblechbüchsen,

oder

2. in starken Eisen- oder Kupferflaschen, deren Güsse luftdicht verschlossen, verkittet und überdies mit einer Hülle von Thon versehen sind.

Die Büchsen und Flaschen müssen von einem fein zertheilten anorganischen Stoffe, wie Schlackenwolle, Infusorienerde, Asche oder dergleichen umgeben und in starke Holzkisten fest verpackt sein.

Im Uebrigen finden die Bestimmungen unter Nr. XV, 2 und 3 Anwendung.

XIX.

Für Firnisse und mit Firnis versetzte Farben, ferner ätherische und fette Oele, sowie für sämmtliche Aetherarten mit Ausnahme von Schwefeläther (vergleiche Nr. VIII*a*) und dann von Petroleumäther (vergleiche Nr. XXII), für absoluten Alkohol, Weingeist (Spiritus), Sprit und andere unter Nr. XI nicht genannte Spirituosen, sind, sofern sie in Ballons, Flaschen oder Kruken zur Beförderung gelangen, die Vorschriften unter Nr. XV, Absatz 1, maassgebend.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

XX.

Petroleum, rohes und gereinigtes, sofern es bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von mindestens 0·780 hat oder bei einem Barometerstande von 760 Millimeter (auf die Meereshöhe reducirt) im Abel'schen Apparat nicht unter 21 Grad Celsius entzündliche Dämpfe gibt (Testpetroleum);

die aus Braunkohlentheer bereiteten Oele, so ferne dieselben mindestens das vorgenannte specifische Gewicht haben (Solaröl, Photogen etc.);

ferner Steinkohlentheeröle (Benzol, Toluol, Xylol, Cumol etc.), sowie Mirbanöl (Nitrobenzol);

unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen, soforn nicht besonders dazu 1896
construirte Wagen (Bassinwagen) zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

oder

b) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf bei Verwendung von Glasgefässen 60 Kilogramm und bei Verwendung von Gefässen aus Steinzeug 75 Kilogramm nicht übersteigen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

6. Aus dem Frachtbriefe muss zu ersehen sein, dass die im Absatz 1 und 2 dieser Nummer aufgeführten Gegenstände ein specifisches Gewicht von mindestens 0·780 haben, oder dass das Petroleum der im Eingang angeführten Bestimmung betreffend den Entflammungspunkt entspricht. Fehlt im Frachtbriefe eine solche Angabe, so finden die Beför-

1896 derungsbedingungen unter Nr. XXII (betreffend Petroleumäther etc.) Anwendung.

XXI.

Petroleum, rohes und gereinigtes, Petroleumnaphtha und Destillate aus Petroleum und Petroleumnaphtha, sofern die Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger 0·780 und mehr als 0·680 haben (Benzin, Ligroin und Putzöl),

unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen, soferne nicht besonders dazu construirte Wagen (Bassinwagen) zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

oder

b) in dichten widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegen- 1896
ständen vergleiche Nr. XXXV.

6. Bei der Verladung und Entladung dürfen die Körbe oder Kübel mit Glasballons nicht auf Karren gefahren, noch auf der Schulter oder dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

7. Die Körbe und die Kübel sind im Eisenbahnwagen sicher zu lagern und entsprechend zu befestigen. Die Verladung darf nicht übereinander, sondern nur in einer einfachen Schicht nebeneinander erfolgen.

8. Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten. An den Wagen ist ein rother Zettel mit der Aufschrift „Vorsichtig rangiren" anzubringen.

9. Aus dem Frachtbriefe muss zu ersehen sein, dass die im Absatz 1 dieser Nummer aufgeführten Gegenstände bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger als 0·780 und mehr als 0·680 haben. Fehlt im Frachtbrief eine solche Angabe, so finden die Beförderungsbedingungen unter Nr. XXII (betreffend Petroleumäther etc.) Anwendung.

XXII.

Petroleumäther (Gasolin, Neolin etc.) und ähnliche aus Petroleumnaphtha oder Braunkohlentheer bereitete, leicht entzündliche Producte, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von 0·680 oder weniger haben, unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen nur befördert werden:
entweder

a) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen,
oder

b) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem

1896 derungsbedingungen unter Nr. XXII (betreffend Petroleumäther etc.) Anwendung.

XXI.

Petroleum, rohes und gereinigtes, Petroleumnaphtha und Destillate aus Petroleum und Petroleumnaphtha, sofern die Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger 0·780 und mehr als 0·680 haben (Benzin, Ligroin und Putzöl),

unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen, soferne nicht besonders dazu construirte Wagen (Bassinwagen) zur Verwendung kommen, nur befördert werden:

entweder

a) in besonders guten, dauerhaften Fässern,

oder

b) in dichten widerstandsfähigen Metallgefässen,

oder

c) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:

aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen fest verpackt sein;

bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV. 1896

6. Bei der Verladung und Entladung dürfen die Körbe oder Kübel mit Glasballons nicht auf Karren gefahren, noch auf der Schulter oder dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

7. Die Körbe und die Kübel sind im Eisenbahnwagen sicher zu lagern und entsprechend zu befestigen. Die Verladung darf nicht übereinander, sondern nur in einer einfachen Schicht nebeneinander erfolgen.

8. Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten. An den Wagen ist ein rother Zettel mit der Aufschrift „Vorsichtig rangiren" anzubringen.

9. Aus dem Frachtbriefe muss zu ersehen sein, dass die im Absatz 1 dieser Nummer aufgeführten Gegenstände bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger als 0·780 und mehr als 0·680 haben. Fehlt im Frachtbrief eine solche Angabe, so finden die Beförderungsbedingungen unter Nr. XXII (betreffend Petroleumäther etc.) Anwendung.

XXII.

Petroleumäther (Gasolin, Neolin etc.) und ähnliche aus Petroleumnaphtha oder Braunkohlentheer bereitete, leicht entzündliche Producte, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von 0·680 oder weniger haben, unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Gegenstände dürfen nur befördert werden:
   entweder
   a) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen,
   oder
   b) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug; in diesem Falle jedoch unter Beachtung folgender Vorschriften:
      aa) Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstück vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein;
      bb) bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer gut befestigten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einem

1896 gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wassergla getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnei Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen;

c) in luftdicht verschlossenen Kessel-(Bassin-)Wagen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

6. Bei der Verladung und Entladung dürfen die Körbe oder Kübel mit Glasballons nicht auf Karren gefahren, noch auf der Schulter oder dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

7. Die Körbe und die Kübel sind im Eisenbahnwagen sicher zu lagern und entsprechend zu befestigen. Die Verladung darf nicht übereinander, sondern nur in einer einfachen Schicht nebeneinander erfolgen.

8. Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen; Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten. An den Wagen ist ein rother Zettel mit der Aufschrift „Vorsichtig rangiren" anzubringen.

XXIII.

Die Beförderung von Terpentinöl und sonstigen übelriechenden Oelen, desgleichen von Salmiakgeist, findet nur in offenen Wagen statt.

Diese Bestimmung gilt auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

XXIV.

Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säure (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rothes Arsenik (Realgar), Scherbenkobal

(Fliegenstein) etc. werden nur dann zum Transport angenommen, wenn: 1896

1. auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte: „Arsenik (Gift)" angebracht sind, und

2. die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a) in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem, trockenem Holze gefertigt und inwendig mit dichter Leinwand oder ähnlichen dichten Geweben verklebt sein müssen,

oder

b) in Säcken von getheerter Leinwand, welche in einfache Fässer von starkem, trockenem Holze verpackt sind,

oder

c) in verlötheten Blechcylindern, welche mit festen Holzmänteln (Ueberfässern) bekleidet sind, deren Böden mit Einlagereifen gesichert sind.

XXV.

Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure, unterliegen den Bestimmungen unter XXIV, 1 und unter XV, 1 und 3 (mit Ausnahme der bei 3 angezogenen Bestimmungen unter 2).

XXVI.

Andere giftige Metallpräparate (giftige Metallfarben, Metallsalze etc.), wohin insbesondere Quecksilberpräparate, als Sublimat, Kalomel, weisses und rothes Präcipitat, Zinnober, ferner Kupfersalze und Kupferfarben, als Kupfervitriol, Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente, desgleichen Bleipräparate, als Bleiglätte (Massikot), Mennige, Bleizucker und andere Bleisalze, Bleiweiss und andere Bleifarben, auch Zinkstaub, sowie Zink- und Antimonasche, gehören, dürfen nur in dichten, von festem, trockenem Holze gefertigten, mit Einlagereifen, beziehungsweise Umfassungsbändern versehenen Fässern oder Kisten zum Transporte aufgegeben werden. Die Umschliessungen müssen so beschaffen sein, dass durch die beim Transporte unvermeidlichen Erschütterungen, Stösse etc. ein Verstauben der Stoffe durch die Fugen nicht eintritt.

XXVII.

Hefe, sowohl flüssige als feste, ist in Gefässen, welche nicht luftdicht geschlossen sind, zur Beförderung auf-

1896 gleichartigen Stoffe unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf 40 Kilogramm nicht übersteigen;

c) in luftdicht verschlossenen Kessel-(Bassin-)Wagen.

2. Während des Transportes etwa schadhaft gewordene Gefässe werden sofort ausgeladen und mit dem noch vorhandenen Inhalte für Rechnung des Absenders bestmöglich verkauft.

3. Die Beförderung geschieht nur auf offenen Wagen. Auf eine Abfertigung im Zollansageverfahren, welche eine feste Bedeckung und Plombirung der Wagendecke erforderlich machen würde, wird die Beförderung nicht übernommen.

4. Die Bestimmungen der vorstehenden Ziffer 3 gelten auch für die Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

5. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

6. Bei der Verladung und Entladung dürfen die Körbe oder Kübel mit Glasballons nicht auf Karren gefahren, noch auf der Schulter oder dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

7. Die Körbe und die Kübel sind im Eisenbahnwagen sicher zu lagern und entsprechend zu befestigen. Die Verladung darf nicht übereinander, sondern nur in einer einfachen Schicht nebeneinander erfolgen.

8. Jedes einzelne Collo ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen; Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug haben ausserdem noch die Aufschrift „Mit der Hand zu tragen" zu erhalten. An den Wagen ist ein rother Zettel mit der Aufschrift „Vorsichtig rangiren" anzubringen.

XXIII.

Die Beförderung von Terpentinöl und sonstigen übelriechenden Oelen, desgleichen von Salmiakgeist, findet nur in offenen Wagen statt.

Diese Bestimmung gilt auch für die Fässer und sonstigen Gefässe, in welchen diese Stoffe befördert worden sind. Derartige Gefässe sind stets als solche zu declariren.

Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

XXIV.

Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säure (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rothes Arsenik (Realgar), Scherbenkobalt

Fliegenstein) etc. werden nur dann zum Transport ange- 1896
nommen, wenn:

1. auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte: „Arsenik (Gift)" angebracht sind, und

2. die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a) in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem, trockenem Holze gefertigt und inwendig mit dichter Leinwand oder ähnlichen dichten Geweben verklebt sein müssen,

oder

b) in Säcken von getheerter Leinwand, welche in einfache Fässer von starkem, trockenem Holze verpackt sind,

oder

c) in verlötheten Blechcylindern, welche mit festen Holzmänteln (Ueberfässern) bekleidet sind, deren Böden mit Einlagereifen gesichert sind.

XXV.

Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure, unterliegen den Bestimmungen unter XXIV, 1 und unter XV, 1 und 3 (mit Ausnahme der bei 3 angezogenen Bestimmungen unter 2).

XXVI.

Andere giftige Metallpräparate (giftige Metallfarben, Metallsalze etc.), wohin insbesondere Quecksilberpräparate, als Sublimat, Kalomel, weisses und rothes Präcipitat, Zinnober, ferner Kupfersalze und Kupferfarben, als Kupfervitriol, Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente, desgleichen Bleipräparate, als Bleiglätte (Massikot), Mennige, Bleizucker und andere Bleisalze, Bleiweiss und andere Bleifarben, auch Zinkstaub, sowie Zink- und Antimonasche, gehören, dürfen nur in dichten, von festem, trockenem Holze gefertigten, mit Einlagereifen, beziehungsweise Umfassungsbändern versehenen Fässern oder Kisten zum Transporte aufgegeben werden. Die Umschliessungen müssen so beschaffen sein, dass durch die beim Transporte unvermeidlichen Erschütterungen, Stösse etc. ein Verstauben der Stoffe durch die Fugen nicht eintritt.

XXVII.

Hefe, sowohl flüssige als feste, ist in Gefässen, welche nicht luftdicht geschlossen sind, zur Beförderung auf-

1896 zugeben. Falls die Eisenbahnverwaltung die Aufgabe in anderen Gefässen gestattet, ist dieselbe berechtigt, von dem Absender zu verlangen, dass er sich verpflichtet:

1. keinerlei Ansprüche zu erheben, falls derartige Sendungen von den Anschlussbahnen zurückgewiesen werden;

2. für allen Schaden aufzukommen, der anderen Gütern oder dem Material in Folge dieser Transportart erwächst, und zwar gegen Vorlage einer einfachen Kostenrechnung, deren Richtigkeit in jeder Beziehung ein- für allemal zum voraus anerkannt wird;

3. keinerlei Ansprüche wegen der in Folge der fraglichen Transportart an den Gefässen oder an deren Inhalt entstehenden Beschädigungen oder Abgänge zu erheben.

Auf Presshefe finden obige Transportbeschränkungen keine Anwendung.

XXVIII.

Kienruss und andere pulverförmige Arten von Russ werden nur in dichten, gegen Durchstäuben Sicherheit gewährenden Umhüllungen (Säcken, Fässern, Kisten u. dgl.) verpackt zur Beförderung zugelassen.

Befindet sich der Russ in frisch geglühtem Zustande, so sind zur Verpackung kleine in dauerhafte Körbe verpackte Tönnchen oder Gefässe zu verwenden, welche im Innern mit Papier, Leinwand oder ähnlichen Stoffen dicht verklebt sind.

Aus dem Frachtbriefe muss ersichtlich sein, ob der Russ sich in frisch geglühtem Zustande befindet oder nicht, anderenfalls wird er als frisch geglüht behandelt.

XXIX.

Gemahlene oder körnige Holzkohle wird nur verpackt zur Beförderung zugelassen.

Befindet sie sich in frisch geglühtem Zustande, so sind zur Verpackung zu verwenden:

entweder

a) luftdicht verschlossene Behälter aus starkem Eisenblech,

oder

b) luftdichte, aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen, gefirnisten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer), deren beide Enden mit eisernen Reifen versehen, deren Bodenstücke aus starkem, abgedrehtem Holze mittelst eiserner Holzschrauben an die eisernen Reife geschraubt und deren Fugen mit Papier- oder Leinwandstreifen sorgfältig verklebt sind.

Wird gemahlene oder körnige Holzkohle zum Transport aufgegeben, so muss aus dem Frachtbriefe zu ersehen sein, ob sie sich in frisch geglühtem Zustande befindet oder nicht.

Fehlt im Frachtbriefe eine solche Angabe, so wird ersteres 1896
angenommen und die Beförderung nur in der vorgeschriebenen Verpackung zugelassen.

XXX.

Die hochbeschwerten Cordonnet-, Souple-, Bourre de soie- und Chappe-Seiden in Strängen werden nur in Kisten zum Transport zugelassen. Bei Kisten von mehr als 12 Centimeter innerer Höhe müssen die darin befindlichen einzelnen Lagen Seide durch 2 Centimeter hohe Hohlräume voneinander getrennt werden. Diese Hohlräume werden gebildet durch Holzroste, welche aus quadratischen Latten von 2 Centimeter Seite im Abstand von 2 Centimeter bestehen und durch zwei dünne Querleisten an den Enden verbunden sind. In den Seitenwänden der Kisten sind mindestens ein Centimeter breite Löcher anzubringen, welche auf die Hohlräume zwischen den Latten gehen, so dass man mit einer Stange durch die Kiste hindurchfahren kann. Damit die Kistenlöcher nicht zugedeckt und dadurch unwirksam werden können, sind aussen an den Rand jeder Seite zwei Leisten anzunageln.

Wird Seide zum Transport aufgegeben, so muss aus dem Frachtbriefe zu ersehen sein, ob sie zu den vorbezeichneten Arten gehört oder nicht. Fehlt im Frachtbriefe eine solche Angabe, so wird ersteres angenommen und die Beförderung nur in der vorgeschriebenen Verpackung zugelassen.

XXXI.

Wolle, Haare, Kunstwolle, Baumwolle, Seide, Flachs, Hanf, Jute, im rohen Zustande, in Form von Abfällen vom Verspinnen und Verweben, als Lumpen oder Putzlappen; ferner Seilerwaaren, Treibriemen aus Baumwolle und Hanf, Weber-, Harnisch- und Geschirrlitzen (wegen gebrauchter Putzwolle vergleiche Absatz 3) werden, wenn sie gefettet oder gefirnist sind, nur in bedeckt gebauten oder in offenen Wagen unter Deckenverschluss befördert.

Die genannten Gegenstände werden stets als gefettet oder gefirnist behandelt, wenn nicht das Gegentheil aus dem Frachtbriefe hervorgeht.

Gebrauchte Putzwolle wird nur in festen, dichtverschlossenen Fässern, Kisten oder sonstigen Gefässen zum Transporte zugelassen.

XXXII.

Fäulnisfähige tierische Abfälle wie ungesalzene frische Häute, Fette, Flechsen, Knochen, Hörner,

1896 Klauen, nicht gekalktes frisches Leimleder, sowie andere in besonderem Grade übelriechende, ekelerregende Gegenstände, jedoch mit Ausschluss der unter Nr. LII und LIII aufgeführten, werden nur unter nachstehenden Bedingungen angenommen und befördert:

1. Genügend gereinigte und trockene Knochen, abgepresster Talg, Hörner ohne Schlauch, das heisst ohne den Hornfortsatz des Stirnbeines, in trockenem Zustande, Klauen, das heisst die Hornschuhe der Wiederkäuer und Schweine ohne Knochen und Weichtheile, werden in Einzelsendungen, in gute Säcke verpackt, zugelassen.

2. Einzelsendungen der vorstehend unter Ziffer 1 nicht genannten Gegenstände dieser Kategorie werden nur in feste, dicht verschlossene Fässer, Kübel oder Kisten verpackt zugelassen. Die Frachtbriefe müssen die genaue Bezeichnung der in den Fässern, Kübeln oder Kisten verpackten Gegenstände enthalten. Die Beförderung hat nur in offenen Wagen zu erfolgen.

3. Frische Flechsen, nicht gekalktes frisches Leimleder, sowie die Abfälle von beiden, desgleichen ungesalzene frische Häute, sowie ungereinigte, mit Haut- und Fleischfasern behaftete Knochen unterliegen bei der Aufgabe in Wagenladungen folgenden Bestimmungen:

a) In der Zeit vom 1. März bis zum 31. October müssen diese Gegenstände in starke, nicht schadhafte Säcke verpackt sein, die derart mit verdünnter Carbolsäure angefeuchtet sind, dass der faulige Geruch des Inhaltes nicht wahrnehmbar ist. Jede Sendung muss mit einer Decke aus starkem Gewebe (sogenanntem Hopfentuche), die mit verdünnter Carbolsäure getränkt ist, und diese wieder mit einer grossen, wasserdichten, nicht getheerten Wagenplane vollständig bedeckt sein. Die Bedeckung hat der Absender zu stellen.

b) In den Monaten November, December, Januar und Februar ist eine Verpackung in Säcke nicht erforderlich. Die Sendung muss jedoch ebenfalls mit einer Decke aus starkem Gewebe (Hopfentuch) und diese wieder mit einer grossen, wasserdichten, nicht getheerten Wagenplane vollständig bedeckt sein. Die untere Decke ist nöthigenfalls derart mit verdünnter Carbolsäure anzufeuchten, dass ein fauliger Geruch nicht wahrnehmbar ist. Die Bedeckung hat der Absender zu stellen.

c) Solche Sendungen, bei denen der faulige Geruch durch Anwendung von Carbolsäure nicht beseitigt werden kann, müssen in feste, dicht verschlossene Fässer oder Kübel derart verpackt verden, dass sich der Inhalt des Gefässes nicht durch Geruch bemerklich macht.

Die Beförderung der vorstehend unter Ziffer 3 nicht 1896
nten Gegenstände dieser Art in Wagenladungen findet
enen Wagen unter Deckenverschluss statt. Die Be-
ng hat der Absender zu stellen.

Die Eisenbahn kann Vorausbezahlung der Fracht ver-
.

Die Säcke, Gefässe und Decken, in und unter denen
stände dieser Art befördert worden sind, werden nur
um Transporte zugelassen, wenn sie durch entsprechende
dlung mit Carbolsäure den fauligen Geruch verloren

Die Kosten etwa nöthiger Desinfection fallen dem Ab-
, beziehungsweise dem Empfänger zur Last.

XXXIII.

chwefel wird nur in bedeckt gebauten oder in offenen
n unter Deckenverschluss befördert.

XXXIV.

egenstände, welche durch Funken der Locomo-
eicht entzündet werden können, wie Heu, Stroh
Mais-, Reis- und Flachsstroh), Rohr (ausschliesslich
ches Rohr), Borke, Torf (mit Ausnahme von sogenanntem
inen- oder Presstorf), ganze (unzerkleinerte) Holzkohlen
eiche Nr. XXIX), vegetabilische Spinnstoffe und deren
e, Papierspäne, Holzmehl, Holzzeugmasse, Holzspäne etc.,
durch Vermischung von Petroleumrückständen, Harzen
ergleichen Stoffen mit lockeren, brennbaren Körpern
tellte Waaren, desgleichen Gyps, Kalkäscher und
, werden in unverpacktem Zustande nur vollständig
t und unter der weiteren Bedingung zum Transport
ssen, dass der Absender und der Empfänger das Auf-
bladen selbst besorgen. Auch hat der Absender auf
gen der Verwaltung die Bedeckung dieser Gegenstände
zu beschaffen.

XXXV.

alls die unter VIII*a*, IX, XI, XV, XVI, XIX bis XXIII
liesslich, sowie unter L aufgeführten Chemikalien in
n von nicht mehr als 10 Kilogramm zum Versandt
n, ist es gestattet, die unter VIII*a*, IX, XI, XVI (mit
hme von Brom), XIX bis XXIII einschliesslich, sowie
L aufgeführten Körper einerseits und die unter XV
inschluss von Brom bis zum Gewicht von 100 Gramm)
eits sowohl miteinander als mit anderen, bedingungs-
m Eisenbahntransport zugelassenen Gegenständen in
achtstück zu vereinigen. Jene Körper müssen in dicht

1896 verschlossenen Glas- oder Blechflaschen mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Stoffen in starke Kisten fest eingebettet und im Frachtbriefe namentlich aufgeführt sein.

XXXVI.

Fertige Patronen für Handfeuerwaffen, welche entweder Schwarzpulver oder andere Schiessmittel enthalten, sofern letztere in den am Eisenbahntransporte betheiligten Staaten zugelassen werden, und zwar:

1. Metallpatronen mit ausschliesslich aus Metall bestehenden Hülsen, und

2. Patronen, deren Hülsen nur zum Theil aus Metall bestehen, werden unter folgenden Bedingungen befördert:

a) Bei den Metallpatronen müssen die Geschosse mit den Metallhülsen so fest verbunden sein, dass ein Ablösen der Geschosse und ein Ausstreuen der Schiessmittel nicht stattfinden kann. Patronen, deren Hülsen aus Pappe und einem metallenen äusseren oder inneren Mantel hergestellt sind, müssen derart beschaffen sein, dass die ganze Menge des Schiessmittels sich in dem metallenen Patronenuntertheil befindet und durch einen Pfropfen oder Spiegel abgeschlossen ist. Die Pappe der Patrone muss von solcher Beschaffenheit sein, dass ein Brechen beim Transporte ausgeschlossen ist.

b) Die Patronen sind zunächst in Blechbehälter, Holzkistchen oder steife Cartons derart fest zu verpacken, dass sie sich nicht darin verschieben können. Die einzelnen Behälter u. s. w. sind sodann dicht neben- und übereinander in gut gearbeitete feste Holzkisten von 15 Millimeter Wandstärke zu verpacken und etwa leer bleibende Räume mit Pappe, Papierabfällen, Werg oder Holzwolle — alles völlig trocken — derart fest auszufüllen, dass ein Schlottern in der Kiste während des Transportes ausgeschlossen ist. Bei Kisten mit Blecheinsatz darf die Wandstärke der Holzkiste 10 Millimeter betragen.

c) Das Gewicht einer mit Patronen gefüllten Kiste darf 100 Kilogramm nicht übersteigen. Kisten, deren Gewicht 10 Kilogrammm übersteigt, müssen mit Handhaben oder Leisten zur leichteren Handhabung versehen sein.

d) Der Verschluss der Kisten darf nicht mittelst eiserner Nägel erfolgen. Die Kisten sind mit einer den Inhalt deutlich kennzeichnenden Aufschrift zu versehen. Ausser dem sind sie mit einem Plombenverschlusse, oder mit einem auf zwei Schraubenköpfen des Deckels angebrachten

Siegel (Abdruck oder Marke), oder mit einem über Deckel 1896
und Seitenwände der Kiste geklebten, die Schutzmarke enthaltenden Zeichen zu versehen.

e) Der Absender hat im Frachtbriefe eine von ihm unterzeichnete Erklärung abzugeben, worin auch das Zeichen der Plombe, des Siegels, der Siegelmarke oder der Schutzmarke angegeben ist. Die Erklärung hat zu lauten:

„Der Unterzeichnete erklärt, dass die in diesem Frachtbriefe angegebene, mit dem Zeichen . . . . verschlossene Sendung in Bezug auf Beschaffenheit und Verpackung den Bestimmungen der Anlage 1 des internationalen Uebereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr unter Nr. XXXVI entspricht."

XXXVII.

Kugelzündhütchen und Schrotzündhütchen (Flobert-Munition).

1. Kugelzündhütchen sind in Pappschachteln, Blechschachteln, Holzkästchen oder starken Leinensäckchen zu verpacken.

2. Schrotzündhütchen sind in Blechbehälter, Holzkistchen oder steife Cartons derart fest zu verpacken, dass sie sich darin nicht verschieben können.

Die einzelnen Behälter für Kugelzündhütchen und für Schrotzündhütchen müssen sorgfältig in feste Kisten oder Fässer verpackt und jedes Collo muss mit einem besonderen, je nach dem Inhalte die Bezeichnung „Kugelzündhütchen" oder „Schrotzündhütchen" tragenden Zettel beklebt sein. Das Gewicht einer Kiste oder eines Fasses darf 100 Kilogramm nicht übersteigen.

Für Flobertzündhütchen ohne Kugel und Schrot gelten dieselben Verpackungsbedingungen wie für Schrotzündhütchen.

XXXVIII.

Feuerwehrkskörper, welche aus gepresstem Mehlpulver und ähnlichen Gemischen bestehen, werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselben dürfen keine Mischungen von chlorsauren Salzen mit Schwefel und salpetersauren Salzen, ferner von chlorsaurem Kali und Blutlaugensalz, sowie kein Quecksilbersublimat, keine Ammonsalze jeder Art, keinen Zinkstaub und kein Magnesiumpulver, überhaupt keine Stoffe enthalten, welche durch Reibung, Druck oder Schlag leicht zur Entzündung gebracht werden können oder gar der Selbstentzündung unterliegen. Sie sollen vielmehr nur aus gepresstem Mehlpulver oder aus ähnlichen, wesentlich aus Salpeter, Schwefel und Kohle bestehenden Mischungen, ebenfalls in ge-

1896 presstem Zustande, hergestellt sein. Gekörntes Pulver darf der einzelne Feuerwerkskörper nur höchstens 30 Gramm enthalten.

2. Das Gesammtgewicht des Satzgemenges der Feuerwerkskörper, welche zu einem Frachtstück verpackt sind, darf 20 Kilogramm, das gekörnte Pulver, welches sie enthalten, 2·5 Kilogramm nicht übersteigen.

3. Die einzelnen Feuerwerkskörper müssen jeder für sich, in mit festem Papier umhüllte Cartons, oder in Pappe oder starkes Packpapier verpackt und die Zündstellen jedes einzelnen Körpers mit Papier oder Cattun überklebt sein, und zwar derart, dass jedes Stauben der Feuerwerkssätze ausgeschlossen erscheint. Die zur Verpackung dienenden Kisten müssen vollständig ausgefüllt und etwaige Lücken mit Stroh, Heu, Werg, Papierspänen oder dergleichen so ausgestopft sein, dass eine Bewegung der Pakete auch bei Erschütterungen ausgeschlossen ist. Diese Ausfüllmaterialien müssen vollkommen rein und trocken sein, es darf daher zum Beispiel frisches Heu oder fettes Werg zur Festlagerung der Feuerwerkskörper nicht verwendet werden. In Kisten, welche Feuerwerkskörper enthalten, dürfen andere Gegenstände nicht verpackt werden.

4. Die Kisten müssen aus mindestens 22 Millimeter starken Brettern gefertigt, die Seitenwände durch Zinken miteinander verbunden, Boden und Deckel aber durch genügend lange Schrauben befestigt sein; im Innern sind die Kisten mit zähem, festem Papier vollständig auszukleben. Die Aussenwände der Kisten müssen vollständig frei von anhaftenden Sätzen oder Satzkrusten der Feuerwerkskörper sein. Der Fassungsraum einer Kiste darf 1·2 Kubikmeter, das Bruttogewicht 75 Kilogramm nicht übersteigen. Aeusserlich sind die Kisten mit der deutlichen Aufschrift „Feuerwerkskörper aus Mehlpulver" und dem Namen des Absenders zu versehen. Auch sind die Sendungen mit der Declaration der einzelnen Arten von Feuerwerkskörpern zu versehen, wie Raketen, Feuerräder, Salonfeuerwerk u. s. w.

5. Jeder Sendung muss eine vom Absender ausgestellte, ämtlich beglaubigte Bescheinigung über die Beachtung der oben unter 1 bis 4 getroffenen Vorschriften beigegeben werden.

XXXIX.

Gepresste Schiessbaumwolle mit mindestens 15 Procent Wassergehalt wird unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselbe ist in wasserdichte, haltbare, starkwandige Behälter fest zu verpacken. Diese Behälter müssen mit der

deutlichen Aufschrift „Nasse, gepresste Schiessbaumwolle" 1896
versehen sein. Das Bruttogewicht eines Collo darf 90 Kilogramm nicht überschreiten.

2. Die Aufgabe und Beförderung als Eilgut ist ausgeschlossen. Die Beförderung darf niemals mit Personenzügen, mit gemischten Zügen aber nur auf solchen Strecken erfolgen, auf welchen keine Güterzüge verkehren.

3. Auf dem Frachtbriefe muss vom Absender unter ämtlicher Beglaubigung der Unterschrift bescheinigt sein, dass die Beschaffenheit und die Verpackung der zu versendenden Schiessbaumwolle den oben getroffenen Bestimmungen entspricht.

4. Die Schiessbaumwolle darf nur mit solchen Gütern in demselben Wagen verladen werden, welche nicht leicht entzündlich sind.

5. Eine Unterbringung von Patronen für Handfeuerwaffen, Feuerwerkskörpern, Zündschnüren oder Zündungen mit Schiessbaumwolle in demselben Wagen ist untersagt.

6. Zur Beförderung von Schiessbaumwolle verwendete offene Wagen sind mit Decken zu versehen.

XL.

Schiessbaumwolle in Flockenform und Collodiumwolle werden, sofern sie mit mindestens 35 Procent Wasser angefeuchtet sind, in luftdichten Gefässen, die in dauerhafte Holzkisten fest verpackt sind, zur Beförderung angenommen.

Auf dem Frachtbriefe muss vom Absender und von einem der Bahn bekannten Chemiker unter ämtlicher Beglaubigung der Unterschriften bescheinigt sein, dass die Beschaffenheit der Waare und die Verpackung obigen Vorschriften entspricht.

XLI.

Knallbonbons werden zum Transporte zugelassen, wenn dieselben zu 6 bis 12 Stück in Cartons liegen, welche dann in Holzkisten zusammengepackt sind.

XLII.

Bengalische Schellackpräparate ohne Zünder (Flammenbücher, Salonkerzen, Fackeln, Belustigungshölzchen, Leuchtstangen, bengalische Streichhölzer und dergleichen) müssen in Behälter aus starkem Eisenblech oder aus festgefügtem Holze von nicht über 1·2 Kubikmeter Grösse sorgfältig und dergestalt fest verpackt sein, dass der Raum der Behälter völlig ausgefüllt ist. Die Behälter sind äusserlich mit dem Inhalte zu bezeichnen.

1896

XLIII.

Knallerbsen werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Dieselben sind höchstens zu je 1000 Stück, welche im Ganzen nicht mehr als 0·5 Gramm Knallsilber enthalten dürfen, in mit Papier umhüllte Pappschachteln zwischen Sägemehl zu verpacken.

2. Die Schachteln sind in Behälter von starkem Eisenblech oder in feste hölzerne Kisten, beide von nicht über 0·5 Kubikmeter Inhalt, ohne Beilegung anderer Gegenstände dergestalt zu verpacken, dass zwischen den Wänden des Behälters und seinem Inhalte ein Raum von mindestens 30 Millimeter mit Sägemehl, Stroh, Werg oder ähnlichem Material ausgefüllt und eine Bewegung oder Verschiebung der Schachteln bei Erschütterungen ausgeschlossen ist.

3. Die Behälter müssen neben der Angabe des Inhaltes die deutliche Bezeichnung des Absenders und der Fabrik tragen.

4. Jeder Sendung muss eine vom Fabrikanten und einen der Bahn bekannten Chemiker ausgestellte Bescheinigung über die Beachtung der vorstehend unter 1 bis 3 getroffenen Vorschriften beigegeben werden.

XLIV.

Verflüssigte Gase — Kohlensäure, Stickoxydul, Ammoniak, Chlor, wasserfreie schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd (Phosgen) — unterliegen nachstehenden Bestimmungen:

1. Diese Stoffe dürfen nur in Behältern aus Schweisseisen, Flusseisen oder Gussstahl, Chlorkohlenoxyd (Phosgen) ausserdem auch in kupfernen Behältern zur Beförderung aufgeliefert werden. Die Behälter müssen:

a) bei ämtlicher, für Kohlensäure, Stickoxydul und Ammoniak alle drei Jahre, für Chlor, schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd jedes Jahr zu wiederholender Prüfung einen inneren Druck, dessen Höhe unter 2 näher angegeben ist, ohne bleibende Veränderung ihrer Form und ohne Undichtigkeit zu zeigen, ausgehalten haben;

b) einen ämtlichen, in dauerhafter Weise an leicht sichtbarer Stelle angebrachten Vermerk tragen, welcher das Gewicht des leeren Behälters, einschliesslich des Ventils nebst Schutzkappe oder des Stopfens, sowie die zulässige Füllung in Kilogramm nach Maassgabe der Bestimmungen unter 2 und den Tag der letzten Druckprobe angibt;

c) aus dem gleichen Stoffe, wie die Behälter selbst, hergestellte und fest aufgeschraubte Kappen zum Schutze der Ventile tragen. 1896

Bei den kupfernen Versandtgefässen für Chlorkohlenoxyd (Phosgen) können jedoch auch schmiedeiserne Schutzkappen verwendet werden.

Die Behälter müssen mit einer Vorrichtung versehen sein, welche das Rollen derselben verhindert.

Ferner dürfen die Behälter für Chlorkohlenoxyd (Phosgen) anstatt mit Ventilen auch mit eingeschraubten Stopfen ohne Schutzkappe verschlossen werden. Diese Stopfen müssen so dicht schliessen, dass sich der Inhalt des Gefässes nicht durch Geruch merklich macht.

Sofern die Behälter fest in Kisten verpackt sind, ist das Anbringen von Kappen zum Schutze der Ventile, sowie von Rollkränzen nicht erforderlich.

2. Der bei jeder Prüfung der Behälter anzuwendende innere Druck und die höchste zulässige Füllung betragen:

a) für Kohlensäure und Stickoxydul: 250 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 1·34 Liter Fassungsraum des Behälters. Beispielsweise darf also ein Behälter, welcher 13·40 Liter fasst, nicht mehr als 10 Kilogramm flüssiger Kohlensäure oder Stickoxydul enthalten;

b) für Ammoniak: 100 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 1·86 Liter Fassungsraum des Behälters;

c) für Chlor: 50 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 0·9 Liter Fassungsraum;

d) für schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd (Phosgen): 30 Atmosphären und 1 Kilogramm Flüssigkeit für je 0·8 Liter Fassungsraum.

3. Die mit verflüssigten Gasen gefüllten Behälter dürfen nicht geworfen werden und sind weder der Einwirkung der Sonnenstrahlen noch der Ofenwärme auszusetzen.

4. Zur Beförderung sind nur bedeckt gebaute Wagen oder besonders dazu eingerichtete Kesselwagen, welche mit einem hölzernen Ueberkasten versehen sein müssen, zu verwenden.

XLV.

Verdichteter Sauerstoff, verdichteter Wasserstoff und verdichtetes Leuchtgas werden unter folgenden Bedingungen befördert:

1. Diese Stoffe dürfen höchstens auf 200 Atmosphären verdichtet sein und müssen in nahtlosen Cylindern aus Stahl oder Schmiedeisen von höchstens 2 Meter Länge und 21 Centi-

1896 meter innerem Durchmesser zur Beförderung aufgeliefert werden. Die Behälter müssen:

a) bei ämtlicher, alle 3 Jahre zu wiederholender Prüfung ohne bleibende Aenderung der Form und ohne Undichtigkeit zu zeigen, das Doppelte des Druckes ausgehalten haben, unter dem die Gase bei der Auflieferung zur Beförderung stehen;

b) einen ämtlichen, an leicht sichtbarer Stelle dauerhaft angebrachten Vermerk tragen, der die Höhe des zulässigen Druckes und den Tag der letzten Druckprobe angibt;

c) mit Ventilen versehen sein, die, wenn sie im Innern des Flaschenhalses angebracht sind, durch einen aufgeschraubten, nicht über den Rand des Flaschenhalses seitlich hervorragenden Metallstöpsel von mindestens 25 Millimeter Höhe, oder, wenn sie sich ausserhalb des Flaschenhalses befinden, und wenn die Behälter unverpackt aufgeliefert werden, durch fest aufgeschaubte, aus Stahl, Schmiedeisen oder schmiedbarem Gusse hergestellte Kappen zu schützen sind;

d) falls sie in Wagenladungen unverpackt aufgeliefert werden, so verladen sein, dass ein Rollen unmöglich ist. Nicht in Wagenladungen aufgegebene Behälter müssen mit einer das Rollen wirksam verhindernden Vorrichtung versehen sein.

Erfolgt die Auflieferung in Kisten, so müssen diese die deutliche Aufschrift „Verdichteter Sauerstoff", „Verdichteter Wasserstoff" oder „Verdichtetes Leuchtgas" tragen.

2. Jede Sendung muss durch eine mit einem rechtzeitig zeigenden Manometer ausgerüstete und mit dessen Handhabung vertraute Person aufgeliefert werden. Diese Person hat auf Verlangen das Manometer an jedem aufgelieferten Behälter anzubringen, so dass der annehmende Beamte durch Ablesen an dem Manometer sich davon überzeugen kann, dass der vorgeschriebene höchste Druck nicht überschritten ist. Ueber die vorgenommene Probe ist von dem Abfertigungsbeamten ein kurzer Vermerk in dem Frachtbriefe zu machen.

3. Die mit verdichteten Gasen gefüllten Behälter dürfen nicht geworfen, auch der Einwirkung der Sonnenstrahlen oder der Ofenwärme nicht ausgesetzt werden.

4. Zur Beförderung sind bedeckt gebaute Wagen zu verwenden; die Verladung in offene Wagen ist nur dann zulässig, wenn die Auflieferung in zur Beförderung auf Landwegen besonders eingerichteten, mit Planen bedeckten Fahrzeugen erfolgt.

XLVI.

Chlormethyl wird nur in luftdicht verschlossenen, ämtlich auf 12 Atmosphären geaichten Metallgefässen und auf

offenen Wagen befördert. In den Monaten April bis October 1896 einschliesslich sind derartige Sendungen von dem Absender mit Decken zu versehen, falls nicht die Gefässe in Holzkisten verpackt sind.

XLVII.

Phosphortrichlorid, Phosphoroxichlorid und Acetylchlorid dürfen nur befördert werden:

entweder

1. in Gefässen aus Blei oder Kupfer, welche vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sind;

oder

2. in Gefässen aus Glas; in diesem Falle jedoch unter Beobachtung folgender Vorschriften:

a) Zur Beförderung dürfen nur starkwandige Glasflaschen verwendet werden, welche mit gut eingeschliffenen Glasstöpseln verschlossen sind. Die Glasstöpsel sind mit Paraffin zu umgiessen; auch ist zum Schutze dieser Verkittung ein Hut von Pergamentpapier über den Flaschenhals zu binden.

b) Die Glasflaschen sind, falls sie mehr als 2 Kilogramm haben, in metallene, mit Handhaben versehene Behälter zu verpacken und darin so einzusetzen, dass sie 30 Millimeter von den Wänden abstehen; die Zwischenräume sind mit getrockneter Infusorienerde dergestalt vollständig auszustopfen, dass jede Bewegung der Flaschen ausgeschlossen ist.

c) Glasflaschen bis zu 2 Kilogramm Inhalt werden auch in starken, mit Handhaben versehenen Holzkisten zur Beförderung zugelassen, welche durch Zwischenwände in so viele Abtheilungen getheilt sind, als Flaschen versandt werden. Nicht mehr als vier Flaschen dürfen in eine Kiste verpackt werden. Die Flaschen sind so einzusetzen, dass sie 30 Millimeter von den Wänden abstehen; die Zwischenräume sind mit getrockneter Infusorienerde dergestalt vollständig auszustopfen, dass jede Bewegung der Flaschen ausgeschlossen ist.

d) Auf dem Deckel der unter *b)* und *c)* erwähnten Behälter ist neben der Angabe des Inhaltes das Glaszeichen anzubringen.

XLVIII.

Phosphorpentachlorid (Phosphorsuperchlorid) unterliegt den vorstehend unter Nr. XLVII gegebenen Vorschriften mit der Maassgabe, dass die unter 2 *b)* angeordnete Verpackung erst bei Glasflaschen von mehr als 5 Kilogramm Inhalt erforderlich ist. Bei Flaschen bis zu 5 Kilogramm Inhalt genügt die Verpackung nach 2 *c)*.

1896

XLIX.

Waserstoffsuperoxyd ist in Gefässen, welche nicht luftdicht verschlossen sind, aufzugeben und wird nur in gedeckt gebauten oder in offenen Wagen mit Deckenverschluss befördert.

Falls dieser Stoff in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt wird, so müssen die Behälter wohl verpackt und in besondere, mit Handhaben versehene starke Kisten oder Körbe eingeschlossen sein.

L.

Präparate, welche aus Terpentinöl oder Spiritus einerseits und Harz anderseits bereitet sind, wie Spritslacke und Siccative, unterliegen den nachstehenden Vorschriften:

1. Wenn diese Präparate in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt werden, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein.

Wenn die Versendung in Metall-, Holz- oder Gummibehältern erfolgt, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

2. Die aus Terpentinöl und Harz bereiteten, übel riechenden Präparate dürfen nur in offenen Wagen befördert werden.

3. Wegen der Zusammenpackung mit anderen Gegenständen vergleiche Nr. XXXV.

LI.

Mit Fett oder Oel getränktes Papier, sowie Hülsen aus solchem werden nur in bedeckt gebauten oder in offenen Wagen unter Deckenverschluss befördert.

LII.

Stalldünger, sowie andere Fäcalien und Latrinenstoffe werden nur in Wagenladungen und unter nachstehenden weiteren Bedingungen zur Beförderung angenommen:

1. Die Beladung und Entladung haben Absender und Empfänger zu bewirken, welchen auch die jedesmalige Reinigung der Ladestellen nach Maassgabe der von der Verwaltung getroffenen Anordnung obliegt.

2. Trockener Stalldünger in losem Zustande wird in offenen Wagen mit Deckenverschluss befördert, welchen der Absender zu beschaffen hat.

3. Andere Fäcalien und Latrinenstoffe dürfen, sofern 1896
icht besondere Einrichtungen für deren Transport bestehen, ur in ganz festen, dicht verschlossenen Gefässen und auf ffenen Wagen, sowie in Kesselwagen befördert werden. In edem Falle sind Vorkehrungen zu treffen, welche das Herausringen der Masse und der Flüssigkeit verhindern und die Verbreitung des Geruches thunlichst verhüten. Auf letzteres st auch für die Art der Beladung und Entladung Bedacht u nehmen.

4. Das Zusammenladen mit anderen Gütern ist unstatthaft.

5. Die Eisenbahn kann die Vorausbezahlung der Fracht bei der Aufgabe verlangen.

6. Die Kosten etwa nöthiger Desinfection fallen dem Absender, beziehungsweise dem Empfänger zur Last.

7. Diese Transporte unterliegen im Uebrigen den in jedem Staate geltenden polizeilichen Vorschriften.

LIII.

Frische Kälbermagen werden nur in wasserdichte Behälter verpackt und unter folgenden Bedingungen zur Beförderung angenommen:

1. Sie müssen von allen Speiseresten gereinigt und derart gesalzen sein, dass auf jeden Magen 15 bis 20 Gramm Kochsalz verwendet ist.

2. Bei der Verpackung ist auf dem Boden des Gefässes, sowie auf die oberste Magenschicht je eine etwa ein Centimeter hohe Schicht Salz zu streuen.

3. Im Frachtbriefe ist von dem Absender zu bescheinigen, dass die Vorschriften unter 1 und 2 beobachtet sind.

4. Die Eisenbahn kann die Vorausbezahlung der Fracht bei der Aufgabe verlangen.

5. Kosten etwa nöthiger Desinfection fallen dem Absender, beziehungsweise dem Empfänger zur Last.

Schlussbestimmung.

In Anwendung des § 1, letzter Absatz, der Ausführungsbestimmungen kann die bedingungsweise Beförderung von Gütern, welche nach Ziffer 4 des gedachten Paragraphen vom Transporte ausgeschlossen sind, oder die Bewilligung leichterer Bedingungen als der in Anlage 1 vorgeschriebenen, für den Verkehr zweier oder mehrerer Vertragsstaaten festgesetzt werden, entweder:

1. durch Vereinbarung der Regierungen der betheiligten Staaten, oder

2. durch Tarifbestimmungen der betheiligten Eisenbahnen, vorausgesetzt, dass

1896 *a)* die Beförderung der betreffenden Gegenstände oder die hiefür in Aussicht genommenen Bedingungen nach den internen Reglements zulässig sind, und

b) die von den dazu ermächtigten Bahnen aufzustellenden Tarifbestimmungen von allen zuständigen Aufsichtsbehörden genehmigt werden.

Artikel 3.

Die gegenwärtige Vereinbarung wird als integrirender Bestandtheil des internationalen Uebereinkommens vom 14. October 1890 betrachtet und hat dieselbe Dauer wie dieses. Die Ratification bleibt vorbehalten; die Urkunden darüber sollen zu Bern in der für das Uebereinkommen befolgten Form spätestens am 15. December 1895 ausgetauscht werden; ihre Wirksamkeit beginnt einen Monat nach der Hinterlegung der Ratificationsurkunden.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten die gegenwärtige Vereinbarung aufgesetzt und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Bern, am 16. Juli 1895 in neun Exemplaren.

Protokoll.

Nach Abschluss der Zusatzvereinbarung vom heutigen Tage, betreffend die Ausführungsbestimmungen zum internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890, haben die dazu gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten erklärt, dass sie, im Hinblick auf die Dringlichkeit und die wichtigen auf dem Spiele stehenden Interessen, darüber einverstanden sind, dass, wenn nur einige der Vertragsstaaten am 15. December 1895 ihre Ratificationen hinterlegt haben, die in Rede stehende Vereinbarung gleichwohl unter diesen Staaten vom 1. Januar 1896 ab als Sonderabkommen (§ 1, letzter Absatz, der Ausführungsbestimmungen) in Kraft treten soll.

Der schweizerische Bundesrath wird den Vertragsstaaten vor dem 20. December 1895 eine übereinstimmende Abschrift des Protokolles über die erfolgte Hinterlegung von seiten derjenigen Mächte, welche diese Formalität erfüllt haben, zufertigen. Er bleibt ingleichen beauftragt, den am Uebereinkommen vom 14. October 1890 betheiligten Staaten den weiteren Eingang der erwähnten Ratificationen von seiten derjenigen Staaten, welche deren Hinterlegung nach dem 15. December 1895 bewirkt haben, bekannt zu geben. Die Bestimmungen des heutigen Abkommens finden auf jeden dieser letzteren Staaten einen Monat nach dem Datum der von der schweizerischen Regierung erlassenen Benachrichtigungsschreibens Anwendung.

Im Uebrigen ist verstanden, dass von dem Tage an, wo 1896
alle bei dem Uebereinkommen vom 14. October 1890 betheiligten Staaten die Vereinbarung ratificirt haben werden, die gegenwärtige Anlage 1 der Ausführungsbestimmungen zu dem bezeichneten Uebereinkommen endgiltig ausser Kraft treten und durch die im Artikel 2 der den Gegenstand des gegenwärtigen Protokolles bildenden Vereinbarung enthaltenen Bestimmungen ausschliesslich ersetzt sein soll.

So geschehen zu Bern, am 16. Juli 1895 in neun Exemplaren.

Vollziehungsprotokoll.

Die Unterzeichneten, mit gehörigen Vollmachten versehenen Vertreter der an dem internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890 betheiligten Staaten sind heute, am 16. Juli 1895, um 3 Uhr, zum Zwecke der Unterzeichnung der Zusatzvereinbarung, betreffend die Beifügung ergänzender Bestimmungen zum § 1 der Ausführungsbestimmungen zu dem vorgenannten Uebereinkommen und die Revision der Anlage 1 zu diesen Ausführungsbestimmungen, im Bundesrathshause zusammengetreten.

Sie haben nach Vergleichung der in ebenso vielen Exemplaren, als Vertragsstaaten sind, vorbereiteten diplomatischen Instrumente der Vereinbarung und des diesen angefügten Protokolles, und nachdem diese Acten in guter und richtiger Form befunden worden sind, denselben ihre Unterschriften und Siegel beigefügt.

Die Zusatzvereinbarung ist, dem diplomatischen Gebrauche entsprechend, in französischer Sprache abgeschlossen und gezeichnet.

Dem gegenwärtigen Protokolle ist ein deutscher Text beigefügt. Man ist darüber einverstanden, dass dieser Text den gleichen Werth haben soll wie der französische Text, sofern es sich um den Eisenbahnverkehr handelt, bei welchem ein Staat, wo das Deutsche ausschliesslich oder neben anderen Sprachen als Geschäftssprache gilt, betheiligt ist.

Ebenso ist man einverstanden, dass die vorstehende Bestimmung sich auf das ganze internationale Uebereinkommen vom 14. October 1890, wie auch auf alle Erklärungen und Nachträge zu diesem Uebereinkommen erstrecken soll.

Seine Excellenz Herr A. des Barons Peiroleri, Minister von Italien, hat hierbei im Namen seiner Regierung den folgenden Wünschen Ausdruck gegeben:

1896 „1. Dass die gemeinsamen Vorschriften, betreffend den Transport von Kostbarkeiten und Kunstgegenständen, sobald als möglich vollständig festgestellt werden, unter Mitberücksichtigung der Bedingungen, welche bezüglich der Verpackung von den Absendern beachtet werden sollen, und der Umschreibung der Verantwortlichkeit, die bei Annahme solcher Sendungen zum Transporte die Eisenbahnen zu übernehmen haben.

2. Dass hinsichtlich der Beförderung der Leichentransporte ähnliche gemeinsame Bestimmungen zum Zwecke der Vereinheitlichung der in den vertragschliessenden Staaten in Kraft stehenden bezüglichen Gesetze und Polizeiverordnungen vereinbart werden möchten.

3. Dass, um die Anwendung der Vorschriften, betreffend die bedingungsweise zum Transport zugelassenen Gegenstände zu erleichtern, eine permanente fachmännische Commission eingesetzt werde, wie dies in den am 19. April 1893 vom Centralamte an den Bundesrath erstatteten Bericht in Anregung gebracht wurde. Diese Commission hätte zur Aufgabe:

a) der Anlage 1 eine neue Form zu geben, in dem Sinne, dass alle Gegenstände gleichen oder ähnlichen Charakters nach den Schwierigkeiten oder den Gefahren, welche sie bei dem Transporte bieten können, in Gruppen vereinigt und für jede dieser Gruppen übereinstimmende Vorschriften, betreffend die Verpackung u. dgl. festgestellt würden;

b) die noch nicht genannten Gegenstände bei eintretendem Bedürfnisse in diejenigen Gruppen einzuordnen, deren Transportbedingungen auf sie angewendet werden können."

Auf den Antrag des Herrn Directors des Centralamtes, welcher der Sitzung beiwohnt, haben die Unterzeichneten von dieser Erklärung des Herrn Peiroleri Kenntnis genommen und beschlossen, sie, gemäss dem Artikel 57, Ziffer 4, des Uebereinkommens vom 14. October 1890, und zum Zwecke einer sachlichen Erledigung, dem Centralamte zur Prüfung zu überweisen.

So geschehen zu Bern, am 16. Juli 1895 in neun Exemplaren.

Nos visis et perpensis conventionis huius articulis illos omnes ratos gratosque habere profitemur, verbo Nostro Caesareo et Regio spondentes, Nos ea omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentis ratihabitioni Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpresso muniri jussimus.

1896

Dabantur Viennae die vigesimo octavo mensis augusti anno millesimo octingentesimo nonagesimo sexto, Regnorum Nostrorum quadragesimo octavo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium.

Alexander Eques *a Suzzara* m. p.
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Die vorstehende Zusatzvereinbarung sammt Protokoll und Vollziehungsprotokoll wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht und tritt am 23. November 1896 in Wirksamkeit.

Wien, am 20. November 1896.

Badeni m. p. *Guttenberg* m. p. *Gleispach* m. p.

2355.

3 octobre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement en douane de l'ammoniaque liquide.

R. G. Bl. 1896, Nr. 185.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 3. October 1896, betreffend die Zollbehandlung von flüssigem Ammoniak.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird das ämtliche alphabetische Waarenverzeichnis zum allgemeinen Zolltarife für das österreichisch-ungarische Zollgebiet ergänzt, beziehungsweise abgeändert, wie folgt:

Als neues Schlagwort ist nach dem Schlagworte „Amidon" aufzunehmen:

„Ammoniak, flüssiges (durch hohen Druck oder starke Abkühlung in den tropfbar flüssigen Zustand gebrachtes Ammoniakgas) in schweren eisernen Behältnissen im Grunde des Artikels IV des Zollgesetzes T.-Nr. 324 . . . . 4 fl.

„— wässerige Lösungen davon, s. Salmiakgeist."

„Anmerkung. Bei der Einfuhr von flüssigem Ammoniakgas in eisernen Behältnissen ist derselbe Vorgang zu be-

1896 obachten, welcher laut Anmerkung 2 zum Schlagworte „Kohlensäure" für die Zollbehandlung von flüssiger Kohlensäure in derlei Umschliessungen vorgezeichnet ist."

Das Schlagwort „Ammonium" hat zu lauten: „Flüssiges, s. Ammoniak und Salmiakgeist".

Beim Schlagworte „Salmiakgeist" ist zum Schlusse die Verweisung aufzunehmen: „s. auch Ammoniak".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p.

2356.

21 octobre 1896.

Circulaire du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères aux offices consulaires à l'égard des épidémies de petite vérole.

Archives du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères.

Im Hinblicke auf die ständige, insbesondere Triest bedrohende Gefahr einer Einschleppung von Blatternepidemien zur See, fanden zwischen den Fachministerien Verhandlungen statt, welche Maassregeln zur Abwendung dieser Gefahr zum Gegenstande hatten.

Als Resultat dieser Verhandlungen kam zum Ausdrucke, dass die im Allgemeinen erreichbare Gewähr gegen Einschleppung der Blattern in der strengen Durchführung der bestehenden seesanitären Vorschriften und insbesondere in einem sehr genauen Vorgehen bei Constatirung der sanitären Verhältnisse der in den österreichischen und ungarischen Häfen einlangenden Schiffe zu finden sei, wobei jedoch ein strenger Nachrichtendienst der Consularämter in ausländischen Hafenstationen dringend gefordert werden müsse.

Demgemäss wird das k. und k. Consularamt eingeladen, über das Vorkommen von Blattern in ihrem Jurisdictionsbereiche genaueste Evidenz zu führen und von dem Auftreten dieser Krankheit in Seestädten, mit denen wir einen Schiffsverkehr unterhalten, unverzüglich den Seebehörden in Triest und Fiume Meldung zu erstatten.

Wien, am 21. October 1896.

Für den Minister:
Szécsen.

1896

2357.

22 octobre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur le traitement douanier du „Sulfate".

R. G. Bl. 1896, Nr. 207.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. October 1896, betreffend die Zollbehandlung von sodahältigem Glaubersalz.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird die Anmerkung zum Schlagworte „Glaubersalz" des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife wie folgt ergänzt:

Das vielfach im Handel unter der Bezeichnung „Sulfat" (calcinirtes Glaubersalz) vorkommende, bei der Darstellung von kohlensaurem Strontian (Strontianit) aus Cölestin als Abfallsproduct gewonnene Glaubersalz, welches namentlich für Glashütten bezogen wird, weist in der Regel einen gewissen Sodagehalt auf, welcher davon herrührt, dass das erwähnte Mineral mit einem Ueberschusse von Soda aufgeschlossen werden muss.

Derartiges erwiesenermaassen sodahältiges Glaubersalz darf nur dann nach T.-Nr. 319*b* zum Zollsatze von 20 kr. per 100 Kilogramm abgefertigt werden, wenn durch die zu veranlassende chemische Analyse eines ämtlich zu entnehmenden Musters constatirt wird, dass der fragliche Sodagehalt sich offenbar nicht als absichtliche Beimengung darstellt und 10 Procent nicht überschreitet.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2358.

24 octobre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur le traitement douanier du fourrage destiné aux bêtes de trait et de somme de voyageurs.

R. G. Bl. 1896, Nr. 197.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 24. October 1896, betreffend die Zollbehandlung von Futtergetreide für die von Reisenden mitgeführten Zug- und Lastthiere.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird die Verordnung der Ministerien der

1896 Finanzen und des Handels vom 1. September 1896 (R. G. Bl. Nr. 162), womit die Verordnung vom 31. Juli 1883, betreffend die Zollbehandlung von Futtergetreide für die von Reisenden mitgeführten Zug- und Lastthiere aufgehoben wurde, ausser Kraft gesetzt und sind demnach auf diesen Verkehr wieder die Bestimmungen der letzterwähnten Verordnung vom 31. Juli 1883 (R. G. Bl. Nr. 138) anzuwenden.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2359.

24 octobre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur un complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „ouvrages de cordier".

R. G. Bl. 1896, Nr. 198.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 24. October 1896, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte: „Seilerwaaren".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerkung 2 zum Schlagworte „Seilerwaaren" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife in nachstehender Weise ergänzt:

Nach dem ersten Absatze dieser Anmerkung 2 ist als neuer Absatz einzufügen:

In Zweifelsfällen, ob Stricke (Nr. 151 *a*) oder Packfäden, Peitschenschnüre u. dgl. (Nr. 151 *b*) vorliegen, ist die Dicke der Fabrikate als maassgebend zu erachten und sind hiernach jene von 5 Millimeter Dicke und mehr nach Nr. 151 *a*, jene unter 5 Millimeter Dicke nach Nr. 151 *b* abzufertigen.

Nach dem zweiten (nunmehr dritten) Absatze ist als neuer Absatz einzuschalten:

In Zweifelsfällen, ob Bindfaden der Nr. 151 *b* oder für den Detailverkauf adjustirte gezwirnte Leinengarne der Nr. 137 *d* 2 vorliegen, ist die Anzahl der Meter, welche auf 100 Gramm gehen, in der Weise maassgebend, dass bei zweidrähtigen Fabrikaten jene, wovon 240 Meter oder mehr auf 100 Gramm gehen, bei drei- oder mehrdrähtigen jene, wovon

160 Meter oder mehr auf 100 Gramm gehen, nach 1896 Nr. 137 *d* 2, derlei schwerere hingegen nach Nr. 151 *b* abzufertigen sind.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2360.

25 octobre 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la suppression de la dépendance du bureau principal de douane Budepest établie au chantier de Neupest.

R. G. Bl. 1896, Nr. 199.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 25. October 1896, betreffend die Auflassung der Expositur des königlich ungarischen Hauptzollamtes Budapest in der Neupester Schiffswerfte.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums wird die Expositur des königlich ungarischen Hauptzollamtes Budapest in der Neupester Schiffswerfte der ungarischen Escompte- und Wechselbank mit 31. Januar 1897 aufgelassen werden.

Bilinski m. p.

2361.

8 novembre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'agriculture, de l'intérieur, du commerce et des finances sur l'importation de certains raisins en fûts.

R. G. Bl. 1896, Nr. 203.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen, vom 8. November 1896, betreffend die Einfuhr von Tafeltrauben in Fässern.

Im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung werden die unter Postnummer 3 des Anhanges der auf Grund der internationalen Convention vom 3. November 1881, R. G. Bl. Nr. 105 ex 1882, und des Gesetzes vom 3. April 1875, R. G. Bl. Nr. 61, erlassenen Ministerialverordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, enthaltenen Bestimmungen, betreffend die Behandlung von Tafeltrauben, dahin abgeändert, dass Tafeltrauben in Hinkunft auch in Fässern — ohne Rücksicht auf die Grösse der letzteren —

1896 eingeführt werden können, wenn die Fässer weder Weinreben noch Weinlaub enthalten.

Die gegenwärtige Verordnung tritt mit dem Tage in Wirksamkeit, an welchem sie den Zoll-(Eingangs-)Aemtern bekannt wird.

Badeni m. p. *Bilinski* m. p. *Ledebur* m. p. *Glanz* m. p.

2362.

10 novembre 1896.

Publication de la déclaration additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer. Signée à Berne, le 20 septembre 1893. Ratifiée à Ischl, le 29 juillet 1894 et les ratifications déposées à Berne, le 16 juillet 1895.

R. G. Bl. 1896, Nr. 204.

Zusatzerklärung zum internationalen Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892), betreffend den Beitritt weiterer Staaten.

(Abgeschlossen zu Bern am 20. September 1893, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Ischl am 29. Juli 1894. Die Hinterlegung der Ratificationen hat seitens Oesterreich-Ungarns, Belgiens, Frankreichs, Italiens, Luxemburgs, Russlands und der Schweiz am 16. Juli 1895, seitens Deutschlands und der Niederlande am 21. September 1896 zu Bern stattgefunden.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniay; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum ad conventionem, quae eo fine, ut jus mercium viis ferreis vehendarum commune constitueretur, Bernae die decimo quarto mensis octrobris anno millesimo octingentesimo nonagesimo conclusa fuerat, supplendam declaratio additicia in eadem urbe die vigesimo mensis septembris anno millesimo octingentesimo nonagesimo tertio inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.) 1896

ɔclaration additionnelle a la Convention internationale du octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer.

Les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie, de Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du uxembourg, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suisse, ant jugé opportun de déterminer avec précision la procédure accession à la convention signée à Berne, le 14 octobre 90, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs ouvernements, sont convenus de ce qui suit:

Les Etats qui n'ont pas pris part à la convention du octobre 1890, sur le transport de marchandises par cheins de fer, peuvent demander à y adhérer.

Ils s'adresseront, à cet effet, au Gouvernement suisse.

Ledit Gouvernement transmettra cette demande à l'office ntral, pour examen, et il communiquera ensuite ses propotions aux Etats signataires.

Si l'accord s'établit, le Gouvernement suisse donnera acte l'Etat intéressé de l'acceptation de l'accession, quil notifiera galement aux Gouvernements signataires.

L'adhésion produira ses effets un mois après la date de la otification faite par le Gouvernement suisse. Elle emporte plein droit acceptation de toutes les clauses de la conention.

La présente déclaration sera ratifiée et l'échange des atifications aura lieu à Berne, aussitôt que faire se pourra, ans la forme adoptée pour la convention elle-même.

Elle entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des atifications et auro la même durée que la convention.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent acte u'ils on revêtu de leurs cachets.

Fait à Berne, en neuf exemplaires, le 20 septembre 1893.

Pour l'Autriche et la Hongrie:
(L. S.) *Seiller* m. p.

Pour l'Italie:
(L. S.) *A. Peiroleri* m. p.

Pour l'Allemagne:
(L. S.) *Busch* m. p.

Pour le Luxembourg:
(L. S.) *I. Frank* m. p.

Pour la Belgique:
(L. S.) *J. Jooris* m. p.

Pour les Pays-Bas:
(L. S.) *Jan Scholten* m. p.

Pour la France:
(L. S.) *Emm. Arago* m. p.

Pour la Russie:
(L. S.) *A. Hamburger* m. p.

Pour la Suisse:
(L. S.) *Lachenal* m. p.

1896 (Uebersetzung.)

Zusatzerklärung zum internationalen Uebereinkommen vom 14. October 1890 über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Nachdem die Regierungen von Oesterreich und Ungarn, von Deutschland, von Belgien, von Frankreich, von Italien, von Luxemburg, der Niederlande, von Russland und der Schweiz es als angezeigt erachtet haben, den Vorgang bei dem Beitritte zu dem in Bern am 14. October 1890 unterfertigten Uebereinkommen genau festzustellen, so haben die Unterzeichneten auf Grund der ihnen zu diesem Zwecke seitens ihrer Regierungen gehörig ertheilten Vollmachten die nachstehende Vereinbarung getroffen:

Die Staaten, welche an dem Uebereinkommen vom 14. October 1890 über den Eisenbahnfrachtverkehr nicht theilgenommen haben, können verlangen, demselben beizutreten.

Dieselben werden sich zu diesem Behufe an die schweizerische Regierung zu wenden haben.

Diese Regierung wird das Verlangen dem Centralamte zur Prüfung übermitteln und sodann ihre Vorschläge den Vertragsstaaten mittheilen.

Im Falle, als ein Einverständnis zu Stande kommt, wird die schweizerische Regierung dem betreffenden Staate die Annahme des Beitrittes beurkunden und dies gleichzeitig den Vertragsstaaten zur Kenntnis bringen.

Der Beitritt äussert seine Wirkung einen Monat nach dem Datum des Benachrichtigungsschreibens der schweizerischen Regierung. Derselbe hat von rechtswegen die vollinhaltliche Annahme aller Bestimmungen des Uebereinkommens zur Folge.

Die gegenwärtige Erklärung soll ratificirt werden, und wird der Austausch der Ratificationen zu Bern sobald als möglich in jener Form stattfinden, welche für das Uebereinkommen selbst angenommen worden ist.

Dieselbe tritt mit dem Tage des Austausches der Ratificationen in Kraft und wird die gleiche Dauer haben wie das Uebereinkommen selbst.

Urkund dessen haben die Unterzeichneten das vorliegende Document vollzogen und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen zu Bern in neunfacher Ausfertigung am 20. September 1893.

Für Oesterreich-Ungarn:
(L. S.) *Seiller* m. p.

Für Belgien:
(L. S.) *J. Jooris* m. p.

Für Deutschland:
(L. S.) *Busch* m. p.

Für Frankreich:
(L. S.) *Emm. Arago* m. p.

1896

Für Italien:
(L. S.) *A. Peiroleri* m. p.

Für die Niederlande:
(L. S.) *Jan Scholten* m. p.

Für Luxemburg:
(L. S.) *I. Frank* m. p.

Für Russland:
(L. S.) *A. Hamburger* m. p.

Für die Schweiz:
(L. S.) *Lachenal* m. p.

Nos visis et perpensis declarationis hujus stipulationibus as omnes ratas gratasque habere profitemur, verbo Nostro ıesareo et Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis ntinentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis ɔstrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro ıesareo et Regio adpresso muniri jussimus.

Dabantur in Ischl die vigesimo nono mensis Julii anno omini millesimo octingentesimo nonagesimo quarto, Regnorum ɔstrorum quadragesimo sexto.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Gustavus Comes *Kálnoky* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Hugo liber Baro a *Glanz* m. p.,
Caput sectionis.

Die vorstehende Zusatzerklärung wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes kundgemacht.

Wien, am 10. November 1896.

Badeni m. p. *Guttenberg* m. p. *Gleispach* m. p.

2363.

18 novembre 1896.

'ublication du Ministère I^l R^l des finances concernant autorisation du bureau douanier principal de première classe à Troppau à traiter le sucre à la sortie.

R. G. Bl. 1896, Nr. 227.

undmachung des Finanzministeriums vom 18. November 1896, 'reffend die Ermächtigung des Hauptzollamtes I. Classe in Troppau zur Austrittsbehandlung von Zucker.

Das Hauptzollamt I. Classe in Troppau wird zur Austtsbehandlung von mit dem Anspruche auf Ausfuhrboni-

1896 fication über die Zolllinie austretenden Zucker im Sinne der bestehenden Vorschriften ermächtigt.

Bilinski m. p.

2364.

19 novembre 1896.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur une modification de l'ordonnance du 31 juillet 1890 concernant le traitement en douane de certaines machines à filer.

R. G. Bl. 1896, Nr. 215.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 19. November 1896, betreffend Abänderung der Verordnung vom 31. Juli 1890 (R. G. Bl. Nr. 155) in Absicht auf die Zollbehandlung von Spinnmaschinen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Verordnung vom 31. Juli 1890 (R. G. Bl. Nr. 155, Absatz 4 bis 7), wie folgt, abgeändert:

„Selfactoren und feststehende Spinnmaschinen ohne Wagen" (Metier fixe, Flügel- und Ringspinnmaschinen, Ringthoostles) gehören dann zur Tarifnummer 284 *a* (4 fl. 25 kr.), wenn sie ein horizontal angeordnetes Abtreibzeug für Florthеilerspulen besitzen, also das Vorgarn direct von der Vorspinnkrempel mit Florthеiler (ohne Dazwischenliegen von Flyers u. dgl.) spinnen.

Dagegen fallen diese Maschinen unter Tarifnummer 284 *b* (3 fl.), wenn sie kein horizontales Abtreibzeug, sondern ein vertical angeordnetes Aufsteckzeug für Vorgarn-Bobbinen von Flyers u. dgl. besitzen und zugleich mit einem aus mehreren hintereinander angeordneten Reihen von Cylindern bestehenden Streckwerk versehen sind.

Mule-Jenny (Halbselfactoren) gehören stets zu Tarifnummer 284 *a* (4 fl. 25 kr.).

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2365. 1896

23 novembre 1896.

›nnance des Ministères I^aux R^aux des finances et ommerce sur le traitement en douane de certaines solutions de sucre.

R. G. Bl. 1896, Nr. 213.

dnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom Iovember 1896, betreffend die Zollbehandlung von Zuckerlösungen.

m Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungan Ministerien werden nachstehende Aenderungen des ›etischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife vorgeen:

›yrup. Alinea 1 und 2 und die Anmerkung zum Schlag- „Syrup" in der bisherigen, mit der Verordnung vom i 1890 (R. G. Bl. Nr. 153) angeordneten Fassung ist ›eichen.

.n die Stelle derselben tritt folgende neue Fassung:

(Zuckerlösung), welche Rohr- (Rüben-) Zucker oder anre Zuckerarten (Invertzucker, Traubenzucker, Stärkecker, Kartoffelzucker, Maltose und dergleichen Zucker er Art) enthält, Stärke-, Kartoffel-, Maissyrup, Maltoserup, Stärkezucker im flüssigen Zustande, Invertzuckerrup und dergleichen

	T.-Nr.	fl.
zum menschlichen Genusse geeignet . . .	19	15
„ „ „ nicht „ . . .	20	6

ınmerkung: Als zum menschlichen Genusse nicht get sind anzusehen:

) Rohrzuckerhaltiger Syrup, welcher auf 75° Balling en, nicht über 56% Rohrzucker und Zucker anderer ınd mindestens 7% Asche enthält;

) Rohrzuckerfreie Syrupe, Lösungen anderer Zucker- (Invertzucker, Stärkezucker, Maltose und dergleichen, e in der Trockensubstanz nicht über 33% Zucker aller ınd mindestens 3·3% Asche enthalten.

›yrup, Stärkezucker Traubenzucker in flüssigem Zustande arifnummer 20 dürfen nur seitens der mit den Befugnissen Hauptzollamtes ausgestatteten Zollämter nach vorheriger ›lung eines chemisch-analytischen Befundes abgefertigt ›n. Für die chemische Untersuchung sind zwei Muster e ½ Kilogramm zu entnehmen, von welchen das eine e k. k. landwirthschaftlich-chemische Versuchsstation in einzusenden ist.

1896 **Stärkezucker.** Alinea 2 des Schlagwortes „Stärkezucker" hat in neuer Fassung zu lauten:

— im flüssigen Zustande (Glykose, Stärkesyrup), siehe Syrup.

Traubenzucker. Alinea 2 des Schlagwortes „Traubenzucker" hat in neuer Fassung zu lauten:

— flüssiger (Kartoffelsyrup, Stärkesyrup, Glykose) siehe Syrup.

Zucker. Anmerkung 2 zum Schlagworte „Zucker" ist zu streichen und tritt an deren Stelle folgende Fassung:

2. Stärkezucker (Glykose, Krümelzucker, Traubenzucker) aus Stärke durch Behandlung mit Säuren oder mit Malzabsud erzeugt, gehört im festen Zustande (Krümelzucker in amorphen, seifenähnlichen, klebrigen Massen oder krystallinisch, in kleinen warzigen Brocken, als weisses Pulver und auch in Hutform) zu Nr. 19.

Hinsichtlich des Stärkezuckers im flüssigen Zustande siehe Syrup.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1897 in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2366.

5 décembre 1896.

Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice sur la mise à exécution de l'article IV du traité de légalisation conclu avec l'Empire allemand le 25 février 1880.

R. G. Bl. 1896, Nr. 229.

Verordnung des Justizministeriums vom 5. December 1896, betreffend die Ausführung des Artikels IV des mit dem Deutschen Reiche geschlossenen Legalisirungsvertrages vom 25. Februar 1880 (R. G. Bl. Nr. 85).

Mit Rücksicht auf die Aenderungen, welche seit der Publication der hierortigen Verordnungen vom 12. Februar 1881 (R. G. Bl. Nr. 13) und vom 29. August 1881 (R. G. Bl. Nr. 93) in dem Stande der in diesen Verordnungen verzeichneten obersten und höheren Verwaltungsbehörden des Deutschen Reiches und derjenigen, welche der österreichisch-ungarischen Monarchie gemeinsam sind und welche für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder bestehen eingetreten sind, werden nachstehende Berichtigungen zu den verlautbarten Verzeichnissen derjenigen höheren Verwaltungsbehörden kundgemacht, deren Urkunden nach Artikel IV des zwischen dem Deutschen Reiche und der öster

eichisch-ungarischen Monarchie geschlossenen Legalisirungs- 1896
ertrages vom 25. Februar 1880 eine Beglaubigung nicht
edürfen.

1. Zu dem Verzeichnisse I.*

In demselben hat an Stelle der *sub A, b, II.*, 5. ange-
führten Generaldirection der königlich bayerischen Verkehrs-
nstalten zu treten:

5. *α*) Die Generaldirection der königlichen Staatsbahnen und

5. *β*) Die Direction der königlichen Posten und Tele-
graphen.

2. Zu dem Verzeichnisse II.*

In demselben hat Punkt III zu lauten:

III. K. und k. Reichs-Kriegsministerium, demselben un-
erstehen:

a) Die mit fortlaufenden Zahlen von 1 bis 15 bezeichneten Corps-Commanden in Krakau, Wien, Graz, Budapest, Pressburg, Kaschau, Temesvár, Prag, Josefstadt, Przemyśl, Lemberg, Hermannstadt, Agram, Innsbruck und Serajevo;

b) Das Militär-Commando in Zara;

c) Das Hafen-Admiralat in Pola.

3. Zu dem Verzeichnisse III.*

In demselben hat zu lauten:

a) Der Punkt V:

V. *α*) K. k. Handelsministerium, demselben unterstehen:
Die k. k. Seebehörde in Triest;
„ k. k. Post- und Telegraphen-Directionen;
„ k. k. Normal-Aichungs-Commission;
„ k. k. Aich-Inspectorate.

V. *β*) K. k. Eisenbahnministerium, demselben unterstehen:
Die k. k. General-Inspection der österreichischen Eisen-
bahnen;
Das k. k. Central-Wagendirigirungsamt;
Die k. k. Staatsbahn-Directionen.

b) der Punkt VII:

K. k. Ministerium für Landesvertheidigung, demselben
nterstehen:
Das k. k. Landwehr-Obercommando in Wien;
Die k. k. Landesvertheidigungs-Oberbehörde für Tirol
nd Vorarlberg in Innsbruck;
Die k. k. Landwehr-Commanden in Wien, Graz, Prag,
sefstadt, Krakau, Przemyśl, Lemberg und Zara;
Das k. k. Landesvertheidigungs-Commando in Innsbruck;

1896 Die k. k. Landes-Gendarmerie-Commanden Nr. 1 in Wien, Nr. 2 in Prag, Nr. 3 in Innsbruck, Nr. 4 in Brünn, Nr. 5 in Lemberg, Nr. 6 in Graz, Nr. 7 in Triest, Nr. 8 in Linz, Nr. 9 in Zara, Nr. 10 in Troppau, Nr. 11 in Salzburg, Nr. 12 in Laibach, Nr. 13 in Czernowitz und Nr. 14 in Klagenfurt.

Gleispach m. p.

2367.

6 décembre 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances sur la couleur à donner aux preuves d'identité requises pour les tissus introduits pour être brodés sous le régime du traitement douanier de l'acquit à caution.

R. G. Bl. 1896, Nr. 230.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 6. December 1896, betreffend die Feststellung der Farbe für die im Stickereiveredlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identitätsbezeichnungen.

Mit Beziehung auf die Verordnung vom 27. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 56), betreffend die zoliämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres wird angeordnet, dass in der Zeit vom 1. Januar bis Ende December 1896 an den Geweben, welche im Stickereiveredlungsverkehre eingeführt werden, die Identitätsstempel in grüner Farbe anzubringen sind.

Bilinski m. p.

2368.

9 décembre 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le pavillon à arborer par les batiments gardes-côtes de finance.

R. G. Bl. 1896, Nr. 233.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 9. December 1896 betreffend die Einführung der Flagge für die Seehandelsschiff der österreichisch-ungarischen Monarchie bei den k. k. Finanzwachschiffen.

Mit Allerhöchster Genehmigung Seiner kaiserlichen u königlichen Apostolischen Majestät findet das k. k. Finan ministerium Folgendes anzuordnen:

Von den Schiffen und Fahrzeugen der k. k. Finanzwache 1896
st fortan als Heckflagge an Stelle der k. und k. Flagge (Kriegsflagge) die Flagge der Seehandelsschiffe zu führen, welche mit der Allerhöchst genehmigten Kundmachung des k. k. Handelsministeriums vom 6. März 1869 (R. G. Bl. Nr. 28) näher festgesetzt ist.

Als besonderes Abzeichen (Dienstzeichen) für die äussere Kennzeichnung des dienstlichen Charakters der Schiffe und Fahrzeuge der k. k. Finanzwache hat ein dreieckiger Wimpel in weiss-roth-weisser Farbe in wagrechten Streifen mit dem österreichischen Wappen (erzherzogliches Wappen unter der königlichen Krone) in der Mitte zu dienen, welcher in der Regel von Schiffen mit zwei Masten am Grosstop, von Schiffen mit einem Maste an diesem, dagegen von Fahrzeugen ohne Mast auf einem Flaggenstocke am Bug zu führen ist.

Diese Verordnung tritt mit dem 1. Januar 1897 in Kraft.

Bilinski m. p.

2369.

11 décembre 1896.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce concernant les nacelles de sauvetage (prescrits par l'ordonnance du 30 juin 1893 pour la navigation sur le Danube).

R. G. Bl. 1896, Nr. 236.

Verordnung des Handelsministeriums vom 11. December 1896, womit die im § 9 des I. Abschnittes der provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau enthaltenen, mit der Verordnung des Handelsministeriums vom 30. Juni 1883 (R. G. Bl. Nr. 127) erlassenen Bestimmungen über die Mitführung von Waidzillen seitens grösserer Fahrzeuge abgeändert werden.

Im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Innern und des Ackerbaues werden die im § 9 des I. Abschnittes der provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau enthaltenen, mit der Verordnung des Handelsministeriums vom 30. Juni 1883 (R. G. Bl. Nr. 127) erlassenen Bestimmungen über die Mitführung von Waidzillen seitens grösserer Fahrzeuge abgeändert, und haben fortan zu lauten:

„§ 9. Jedes Floss und Ruderschiff, zu dessen Bedienung mehr als zwei Personen erforderlich sind, hat eine entsprechende Rettungszille mitzuführen.

Dasselbe gilt für Dampfschiffe, mit Ausnahme von kleinen Dampfschiffen, welche lediglich für Ueberfuhrszwecke benützt

1896 werden oder innerhalb kurzer Stromstrecken, wie im Wiener Donaucanale, den localen Personenverkehr vermitteln und mit Ausnahme der Motorenboote und Dampfbarkassen."

Glanz m. p.

2370.

10 mars 1896.

Traité d'extradition de criminels. Conclu avec la Suisse à Berne; ratifié par Sa Maj. I[1] et R[1] Ap. le 16 novembre 1896, les ratifications échangées à Berne, le 28 novembre 1896.

R. G. Bl. 1897, Nr. 1.

Staatsvertrag vom 10. März 1896 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der Schweiz wegen gegenseitiger Auslieferung von Verbrechern.

(Abgeschlossen in Bern am 10. März 1896, von k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt am 16. November 1896, in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt in Bern am 28. November 1896.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae: Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiario Nostro atque illo Helvetiae foederatae, praevie collatis consiliis mutuisque deliberationibus, conventio de mutua maleficorum extraditione cum protocollo finali die decimo mensis Martii anno millesimi octingentesimi nonagesimi sexti Bernae inita et signata fuit, tenoris sequentis.

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. etc., et Roi Apostolique de Hongrie

et

La Confédération suisse,

ayant jugé à propos de conclure un Traité sur l'extradition réciproque des malfaiteurs ont nommé dans ce but pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Comte Charles de Kuefstein, Son Conseiller Intime 1896
hambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipoten-
: auprès de la Confédération suisse, Chevalier de l'Ordre
Couronne de fer de 1ère classe, etc.,
Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:
M. Edouard Müller, Conseiller fédéral, Chef du départe-
fédéral de justice et police,
ıels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs,
vés en bonne et due forme, sont convenus des articles
ants:

Article Ier.

Les Gouvernements des Hautes Parties contractantes
gagent à se livrer réciproquement, à la seule exception
eurs nationaux, les individus contre lesquels une enquête
ouverte ou qui ont été condamnés par les autorités judi-
es de l'une des Parties contractantes pour un des actes
issables mentionnés à l'article II ci-après, et qui se trou-
sur le territoire de l'autre Partie.
L'extradition n'aura lieu que pour une action punissable
d'après la législation de l'Etat requérant et de l'Etat
is, peut entraîner une peine d'un an d'emprisonnement
ıne peine plus grave.
Lorsque l'action punissable, motivant la demande d'ex-
ition, aura été commise dans un Etat tiers, l'extradition
lieu si les législations des Parties contractantes autori-
la poursuite des faits de ce genre, même lorsqu'ils ont
commis à l'étranger, et qu'il n'y ait lieu pour l'Etat
is, de traduire le criminel devant ses propres tribunaux,
e le livrer au Gouvernement de l'Etat où l'action punnis-
e à été commise.

Article II.

Les actes punnissables à raison desquels l'extradition
accordée, s'ils constituent une infraction de droit commun,
les suivants:
1. L'homicide, le meurtre, l'assassinat, le parricide, l'in-
icide, l'empoisonnement.
2. L'avortement.
8. Les coups et blessures, l'administration de substances
gereuses ou de poisons, ainsi que tout autre acte, lorsque
ces faits, le délinquant aura occasionné volontairement,
sans intention de donner la mort, une maladie ou une
pacité de travail de plus de vingt jours, ou une mutilation,
utation ou privation de l'usage de membres, cécité, perte
œil ou autre infirmité permanente.
4. L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution
a supposition d'enfant.

1896 5. L'exposition ou l'abandon d'enfant.

6. L'enlèvement de mineurs.

7. Le viol.

8. L'attentat à la pudeur commis sur une personne ave ou sans violence.

9. L'attentat aux mœurs, excitant, pour satisfaire le passions d'autrui, à la débauche ou à la corruption de mineur de l'un et de l'autre sexe; de même l'attentat aux mœur commis pour satisfaire ses propres passions, en excitant à l débauche les mineurs de l'un ou de l'autre sexe, lorsqu celui qui se rend coupable de cet attentat est le père ou l mère, le tuteur ou l'instituteur ou toute autre personn chargée de la surveillance de la personne débauchée.

10. La polygamie.

11. Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviola bilité du domicile.

12. Les menaces d'attentat contre les personnes o contre les propriétés, si ces menaces ont été faites avec ordr ou sous condition.

13. La contrefaçon ou falsification de documents public et privés, et l'usage de ces documents; la destruction, déte rioration ou suppression illégale d'un document, avec intentio de porter préjudice à une tierce personne; l'abus d blancseing.

14. La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon e l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circu lation de la monnaie, contrefaite ou altérée; la contre façon ou falsification de billets de banque, d'obligations o d'autres titres et valeurs, émis par l'Etat ou, avec l'autor sation de l'Etat, par des corporations, des sociétés ou de particuliers; l'émission ou la mise en circulation de ces billet de banque, obligations ou autres titres et valeurs contrefait ou falsifiés.

15. La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbre poinçons et marques destinés à un service public; l'usage d pareils sceaux, timbres poinçons et marques contrefaits o falsifiés, ainsi que l'abus de vrais sceaux, timbres poinçon et marques destinés à un service public.

16. Le faux témoignage, la fausse expertise, le fau serment, l'excitaton au faux serment, la subornation d témoins, d'experts et d'interprètes.

17. La dénonciation calomnieuse.

18. L'abus d'autorité, le détournement et la malversatio de la part de fonctionnaires publics.

19. La corruption de fonctionnaires publics, de juges de jurés et d'experts.

20. L'incendie et l'emploi abusif de matières explosible

21. Le vol et brigandage. 1896
22. L'extorsion.
23. L'escroquerie et la fraude.
24. Les soustractions frauduleuses ou détournements et l'abus de confiance.
25. La banqueroute frauduleuse et les fraudes commises dans les faillites au préjudice des créanciers.
26. Les actes intentionnellement attentatoires à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer; la destruction ou la détérioration de chemins de fer, de leur matériel d'exploitation, de machines à vapeur, de télégraphes et téléphones, ayant un caractère d'utilité publique.
27. Les actes intentionnels, propres à amener une inondation, s'il en résulte un danger pour la vie des personnes ou pour la propriété d'autrui.
28. La destruction ou dégradation intentionelle de la propriété mobilière ou immobilière, publique ou privée, y compris l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux.
29. Le mélange intentionnel aux denrées de matières pouvant donner la mort ou altérer la santé, ainsi que la mise en vente ou la distribution de pareilles denrées, en cachant leur caractère nuisible.
30. Les actions causant la destruction, l'échouement, la détérioration ou la perte de navires.
31. Le recèlement des objets provenant de vol, de brigandage, ou de soustraction frauduleuse.
32. L'assistance prêtée pour la suppression des traces d'une action punissable.

L'extradition sera accordée de même dans les cas de tentative et de participation, lorsqu'ils sont prévus par la législation des Parties contractantes.

Article III.

L'extradition ne sera pas accordée pour des infractions politiques.

Elle sera accordée alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée, constitue principalement un délit commun. L'Etat requis appréciera librement, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction, selon les faits de la cause; il pourra exiger de l'Etat requérant la production de tous les renseignements et justifications nécessaires sur l'état de fait.

Lorsque l'extradition sera accordée, la personne dont l'extradition est demandée, ne pourra être, dans l'Etat requérant, ni poursuivie ni punie pour un crime politique non plus que pour son motif ou son but politique.

1896

Article IV.

L'extradition ne sera pas accordée pour les infraction aux lois fiscales ni pour les délits purements militaires.

Lorsqu'une personne poursuivie pour une infraction mo tivant l'extradition a contrevenu, en outre, à une loi fiscal ou à une loi militaire, cette contravention ne pourra ni en traîner une condamnation ni constituer une circonstanc aggravante.

Article V.

Si la peine édictée par la loi de l'Etat requérant pou l'infraction qui motive la demande d'extradition, est une pein corporelle, cette peine sera, le cas échéant, commuée e prison ou en amende.

Article VI.

Aucune personne extradée en vertu du présent traité n pourra être jugée, dans le pays requérant, par un tribun d'exception.

Article VII.

Les individus poursuivis pour des actes mentionn à l'article II devront être mis en état d'arrestation prov soire sur la demande qui en sera faite par une autorité con pétente en vue de leur extradition et moyennant la productio soit du jugement de condamnation, soit d'un acte d'accusatio soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la mêm force.

En cas d'urgence l'arrestation provisoire aura lieu égal lement sur tout autre avis, qu'il soit transmis par la post ou par le télégraphe, attestant qu'il existe un des document ci-dessus énumérés.

Dans l'un et l'autre cas la demande d'arrestation pro visoire sera adressée par voie diplomatique au Président d la Confédération si l'inculpé s'est réfugié en Suisse, et a Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères à Vienn si l'inculpé s'est réfugié en Autriche ou en Hongrie.

En cas d'extrême urgence l'arrestation provisoire aur lieu également sur la demande d'une autorité de l'une de Parties contractantes adressée directement à une autorité d l'autre Partie.

Article VIII.

Dans le cas du dernier alinéa de l'article VII l'individ arrêté sera mis en liberté si dans les huit jours dès celui d l'arrestation, avis de l'existence d'un mandat d'arrêt éman d'une autorité judiciaire n'a pas été donné à l'autorit requise.

Dans tous les cas l'individu arrêté en application de 1896
l'une des dispositions de l'article VII sera mis en liberté, si dans les vingt jours dès le jour de l'arrestation le Gouvernement auquel l'extradition devra être demandée, n'a pas reçu communication par voie diplomatique de l'un des documents mentionnés au 1 alinéa de l'article VII.

Article IX.

La demande d'extradition devra être faite par voie diplomatique.

Article X.

Elle sera accompagnée de l'un des documents mentionnés à l'article VII, expédié en original ou en copie légalisée.

Ce document indiquera la nature et la gravité du fait incriminé, la date et le lieu auxquels il a été commis, ainsi que le texte de la loi pénale en vigueur dans le pays requérant qui est applicable à ce fait et qui énonce la pénalité que ce fait entraîne.

Lorsqu'il s'agit de délits contre la propriété il y aura toujours lieu d'indiquer le montant du dommage que le délinquant a causé ou voulu causer.

La demande d'extradition sera accompagnée autant que possible du signalement de l'individu réclamé ou d'autres données pouvant servir à vérifier son identité.

Dès qu'il aura reçu les documents ci-dessus mentionnés le Gouvernement requis ordonnera l'arrestation de l'individu poursuivi.

Dans le cas de doute sur la question de savoir si l'infraction qui fait l'objet de la poursuite, rentre dans les cas prévus par la présente Convention, des explications pourront être demandées à l'Etat requérant, et l'extradition ne sera accordée que si les explications fournies sont de nature à écarter ces doutes.

Dans le cas où des explications auraient été demandées comme il vient d'être dit, l'individu arrêté pourra être élargi, si les explications demandées n'ont pas été fournies au Gouvernement requis dans les trente jours dès celui où la demande en sera parvenue au Gouvernement requérant.

Article XI.

Les objets dans la possession desquels l'inculpé se trouve par suite de l'action punissable, ou ceux qui ont été saisis sur lui, les moyens et instruments ayant servi à commettre l'acte coupable, ainsi que toute autre pièce à conviction, seront remis au Gouvernement réclamant l'extradition, même

1896 dans le cas où celle-ci, déjà accordée, ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du copable.

Cette remise comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lequels devront être rendus aux ayants-droit sans frais, après la conclusion du procès.

L'Etat auquel la remise de ces objets aura été demandée, peut les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle.

Article XII.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour quelque autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées ou jusqu'à ce qu'il ait subi la peine ou que celle-ci lui ait été remise.

Toutefois les Gouvernements des Parties contractantes pourront s'accorder mutuellement la remise temporaire de l'individu réclamé pour comparaître devant les tribunaux de l'Etat requérant, sous la condition qu'il sera renvoyé aux autorités de l'Etat requis dès que la justice de l'Etat requérant aura statué. Dans les cas de ce genre les frais d'aller et de retour seront supportés par l'Etat requérant.

Dans le cas où l'individu réclamé serait empêché par l'extradition de remplir les obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition n'en sera pas moins effectuée; mais ses adversaires conserveront le droit de faire valoir leurs réclamations devant l'autorité compétente.

Article XIII.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition aura été accordée, ni extradé à un pays tiers pour un crime ou un délit quelconque antérieur à l'extradition et non prévu par la présente Convention, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre cas, la faculté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié, ou qu'il n'y soit retourné par la suite.

Il ne pourra non plus être poursuivi ni puni du chef d'un acte punissable prévu par la présente Convention, antérieur à l'extradition, mais autre que celui qui a motivé l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a

ré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger 1896
production de l'un des documents mentionnés à l'article VII.
consentement de ce Gouvernement sera de même requis
ur permettre l'extradition de l'inculpé à un pays tiers.
utefois ce consentement ne sera pas nécessaire, lorsque
iculpé assisté, le cas échéant, de son défenseur ou conseil,
ra demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine
lorsqu'il n'aura quitté, dans le délai fixé plus haut, le terri-
re du pays auquel il a été livré.

Article XIV.

L'extradition ne sera pas accordée lorsque l'infraction
ir laquelle elle est demandée, a été commise sur le terri-
re de l'Etat requis, ni lorsque cette infraction, bien que
nmise hors du territoire, a cependant été définitivement
;ée dans l'Etat requis ou y est l'objet de poursuites
iales.

L'extradition n'aura pas lieu non plus si, d'après les
s du pays requis ou d'après celles du pays requérant, la
scription de la poursuite ou de la peine est acquise avant
restation ou l'assignation de l'individu réclamé, ou si, d'après
législation de l'Etat requis, l'infraction qui a motivé la de-
nde en extradition ne peut être poursuivie que sur la
inte ou la proposition de la partie lésée, à moins qu'il ne
t vérifié que la partie lésée a demandé la poursuite.

Article XV.

Si l'inculpé dont l'extradition est demandée par l'une des
rties contractantes est réclamé également par un ou
sieurs autres Gouvernements en raison d'autres infractions,
sera livré au Gouvernement sur le territore duquel a été
nmise l'infraction la plus grave et, en cas de gravité égale,
Gouvernement dont la demande est parvenue la première
Gouvernement requis.

Article XVI.

S'il s'agit de transporter par le territoire d'une des
rties contractantes un individu dont l'extradition aurait
accordée à l'autre Partie contractante par un Gouverne-
nt tiers, la première ne s'y opposera pas, à moins que
dividu en question ne lui appartienne par sa nationalité
bien entendu à la condition que l'infraction donnant lieu
'extradition soit comprise dans les articles I et II de la
sente Convention, et ne rentre pas dans les prévisions des
cles III, IV et XIV.

Pour que, conformément au présent article, le transport
) criminel soit accordé, il suffira que la demande en soit

1896 faite par voie diplomatique avec production, en original ou en copie authentique, d'un des actes de procédure mentionnés à l'article VII.

Le transit aura lieu sous escorte d'agents du pays qui a autorisé le transport sur son territoire, et aux frais de l'Etat requérant.

Article XVII.

Sera de même accordé dans les conditions énoncées à l'article précédent, le transport, — aller et retour, — par le territoire de l'une des Parties contractantes, des malfaiteurs détenus dans un pays tiers, que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi.

Article XVIII.

Lorsque, dans une affaire pénale non politique, un des Gouvernements contractants jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays sur le territoire duquel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Article XIX.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est jugée nécessaire où désirable, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel se trouve ce dernier, l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet de la part des autorités de l'autre Etat.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin seront toujours supportés par l'Etat requérant, et l'invitation qui sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique indiquera la somme qui sera allouée au témoin à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra, sauf remboursement par l'Etat requérant, faire au témoin sur la somme intégrale. Cette avance lui sera faite aussitôt qu'il aura déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans les pays de l'une des Parties contractantes, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre Partie ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits formant l'objet du procès où il figurera comme témoin.

Article XX. 1896

Lorsque dans une cause pénale non politique, pendante auprès des tribunaux de l'une des Parties contractantes, la confrontation de l'inculpé avec des individus détenus le territoire de l'autre Partie ou la production de pièces à conviction ou d'actes judiciaires est jugée nécessaire, la demande en sera faite par voie diplomatique et il y sera donné suite en tant que des considérations spéciales ne s'y opposent. Les détenus, les pièces à conviction et les actes seront toutefois restitués aussitôt que possible.

Article XXI.

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire qu'un acte de la procédure pénale soit communiqué à une personne qui se trouve sur le territoire de l'autre Partie, cette communication se fera par la voie diplomatique à l'autorité compétente de l'Etat requis, laquelle renverra par la même voie le document constatant la remise ou fera connaître les motifs qui s'y opposent. Les jugements de condamnation rendus par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. L'Etat requis n'assume aucune responsabilité du fait de la notification d'actes judiciaires.

Article XXII.

Les Parties contractantes renoncent réciproquement à toute réclamation ayant pour effet le remboursement des frais occasionnés sur leurs territoires respectifs par l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que par la remise des objets indiqués à l'article XI de la présente Convention, par l'exécution des commissions rogatoires, l'envoi ou la restitution des pièces à conviction et des documents.

Les frais du transport et de l'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition aura été accordée, demeurent à la charge du Gouvernement requérant. Seront de même à la charge du Gouvernement requérant les frais de l'entretien et du transit à travers le territoire de l'autre Partie contractante d'un individu dont l'extradition aurait été accordée au Gouvernement requérant par un tiers Etat.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique du Gouvernement requérant, à la condition toutefois que le port désigné se trouve dans les limites de l'Etat requis. Les frais du transport par mer seront toujours à la charge du Gouvernement requérant.

1896 L'Etat requérant remboursera de même les indemni accordées aux experts dont l'intervention aura été jug nécessaire dans une cause pénale.

Article XXIII.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiqu réciproquement tous les arrêts de condamnation pour crim ou délits de toute sorte, prononcés par les tribunaux de l' des Etats contractants contre les ressortissants de l'aut Cette communication aura lieu moyennant l'envoi, par v diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif.

Article XXIV.

Les documents soumis ou communiqués en application présent Traité aux autorités de l'autre Etat devront toujo être accompagnés d'une traduction officielle en langue a mande, française ou italienne lorsqu'ils ne sont pas rédi dans une de ces langues.

Article XXV.

La présente Convention sera exécutoire trois mois ap l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'au notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intent d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusc l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'au des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article XXVI.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratificati en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont si la présente Convention et y ont apposé le cachet de le armes.

Fait, à Berne, en double expédition, le dix mars mil l cent quatre-vingt seize (10 mars 1896).

(L. S.) *Kuefstein* m. p. (L. S.) *Müller* m. p.

Protocole final.

Au moment de procéder à la conclusion du prés Traité d'extradition, les Soussignés sont convenus de décla au nom des Parties contractantes qu'il est bien entendu en Elles:

1°) Qu'en cas de connexité de délits politiques menti- 1896
onnés à l'article III du présent Traité, avec d'autres de droit commun, les tribunaux des Parties contractantes prendront exclusivement pour base de leur jugement et de la pénalité à prononcer contre des individus extradés, les délits de droit commun, pour lesquels l'extradition aura été demandée et accordée, et dont ils auront été appelés à connaître. En conséquence la peine à prononcer par lesdits tribunaux ne saurait être influencée, en quoi que ce soit, par des actes punissables dont ils n'auront pas été saisis.

2°) Que, dans tous les cas d'extradition prévus par le présent Traité, les individus extradés par l'une des Parties contractantes à l'autre, seront jugés par devant les tribunaux compétents en audience publique, à moins toutefois que, pour des raisons de morale ou d'ordre public, la publicité ne dût être exclue en conformité des lois existantes dans l'Etat respectif.

3°) Que la peine de mort n'est pas comprise dans les „peines corporelles" dont il est fait mention à l'article V du présent Traité; les dispositions dudit article n'excluent point l'application de la peine de mort.

4°) Que le présent Traité n'êmpeche en rien d'accorder aussi de part et d'autre soit sous réserve de réciprocité, soit sans réserve, l'extradition pour des actions punissables non prévues par le Traité, pourvu que la législation de l'Etat requis ne s'y oppose pas.

Fait à Berne, en double expedition, le dix mars mil huit cent quatre-vingt seize (10 mars 1896).

(L. S.) *Kuefstein* m. p. (L. S.) *Müller* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

die schweizerische Eidgenossenschaft,

nachdem sie es für zweckmässig befunden, einen Vertrag über die gegenseitige Auslieferung von Verbrechern abzuschliessen, haben zu diesem Behufe als Ihre Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Carl Grafen v. Kuefstein, Allerchöchst Ihren Kämmerer und Geheimen Rath, Ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, Ritter des Ordens der eisernen Krone erster Klasse u. s. w.,

1896 der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossen
den Herrn Bundesrath Eduard Müller, Vorstel
eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements,
welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in gut
gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende
vereinbart haben:

Artikel I.

Die Regierungen der hohen vertragschliessenden
verpflichten sich, gegenseitig diejenigen Personen m
nahme der eigenen Staatsangehörigen, sich auszu
welche wegen einer der im Artikel II angegebenen str
Handlungen in Untersuchung stehen oder von den G
behörden des einen der vertragschliessenden Theile ver
worden sind und sich auf dem Gebiete des anderen
befinden.

Die Auslieferung findet nur wegen solcher str
Handlungen statt, welche nach der Gesetzgebung
Auslieferung begehrenden, sowie des um die Ausli
ersuchten Staates mit einer einjährigen Freiheitsstra
mit einer schwereren Strafe bedroht sind.

Wurde die strafbare Handlung, auf welche sich d
lieferungsbegehren gründet, in einem dritten Staate be
so wird die Auslieferung zugestanden, wenn die
gebungen der vertragschliessenden Theile die geri
Verfolgung solcher Handlungen, auch wenn sie im A
verübt worden sind, gestatten und es dem um die Ausli
ersuchten Staate nicht obliegt, den Verbrecher vo
eigenen Gerichte zu stellen oder an die Regierung des
Staates auszuliefern, auf dessen Gebiet die strafbare H
begangen worden ist.

Artikel II.

Die strafbaren Handlungen, wegen welcher, w
den Thatbestand eines gemeinen Verbrechens oder Ve
begründen, Auslieferung gewährt wird, sind:

1. Todtschlag und Mord (Meuchel-, Gift-, Eltern-,
mord).

2. Abtreibung der Leibesfrucht.

3. Körperverletzung oder Verwundung, Beibringu
Gift oder anderen gefährlichen Stoffen, sowie jede
Handlung, durch welche der Thäter vorsätzlich, jedoc
die Absicht, den Tod herbeizuführen, eine Gesundheits
oder Arbeitsunfähigkeit von mehr als zwanzigtägiger
eine Verstümmelung, Amputation oder Unbrauchbarke
Gliedes, Erblindung, Verlust eines Auges oder ein
bleibendes Gebrechen verursacht hat.

4. Kindesraub, Verheimlichung, Beseitigung, Verwechslung 1896
oder Unterschiebung von Kindern.

5. Aussetzen oder bösliches Verlassen von Kindern.

6. Entführung von Minderjährigen.

7. Nothzucht.

8. Mit oder ohne Gewalt verübter Angriff auf die Schamhaftigkeit einer Person.

9. Verletzungen der Sittlichkeit durch Verleitung von Minderjährigen des einen oder anderen Geschlechtes zur Ausschweifung oder Unsittlichkeit, um die Lüste anderer Personen zu befriedigen; ebenso die Verletzung der Sittlichkeit, begangen zur Befriedigung der eigenen Lüste durch Verleitung von Minderjährigen des einen oder anderen Geschlechtes zur Ausschweifung, falls derjenige, der sich dieser Verleitung schuldig macht, der Vater oder die Mutter, der Vormund oder der Lehrer der verleiteten Person oder irgend eine andere mit der Aufsicht über dieselbe betraute Person ist.

10. Mehrfache Ehe.

11. Verletzung der persönlichen Freiheit oder des Hausrechtes.

12. Mit einem Auftrage oder einer Bedingung verbundene Drohung eines Angriffes auf die Person oder das Eigenthum.

13. Nachahmung oder Verfälschung von öffentlichen oder Privaturkunden und der Gebrauch falscher oder gefälschter Urkunden; rechtswidrige Vernichtung, Beschädigung oder Unterdrückung einer Urkunde in der Absicht, jemanden zu schädigen; Missbrauch eines Blankettes.

14. Münzfälschung, inbegriffen das Nachahmen und Verändern von Münzen, das Ausgeben und Inverkehrsetzen von nachgemachten oder veränderten Münzen; Nachahmung oder Verfälschung von Banknoten, Schuldverschreibungen und anderen Titeln und Wertheffecten, welche vom Staate oder mit staatlicher Genehmigung von Körperschaften, Gesellschaften oder Privaten ausgegeben wurden; Ausgabe oder Inverkehrsetzung solcher falschen oder gefälschten Banknoten, Schuldverschreibungen oder anderen Titeln und Wertheffecten.

15. Nachahmung oder Verfälschung von ämtlichen Siegeln, Stempeln, Controlstempeln (Punzen) und Marken; Gebrauch von derartigen nachgeahmten oder verfälschten Siegeln, Stempeln, Controlstempeln und Marken, sowie Missbrauch echter, zu ämtlichem Gebrauche bestimmter Siegel, Stempel, Controlstempel und Marken.

16. Falsches Zeugnis, falsche Befunde und Gutachten von Sachverständigen; Meineid, Anstiftung zum Meineid, Verleitung von Zeugen, Sachverständigen und Dolmetschern zu falschen Angaben.

1896 17. Falsche Anschuldigung.

18. Amtsmissbrauch, Unterschlagung und Veruntreuung durch öffentliche Beamte.

19. Bestechung von öffentlichen Beamten, Richtern, Geschworenen und Sachverständigen.

20. Brandstiftung und Missbrauch von Sprengstoffen.

21. Diebstahl und Raub.

22. Erpressung.

23. Prellerei und Betrug.

24. Unterschlagung oder Veruntreuung und Vertrauensmissbrauch.

25. Betrügerischer Bankerott und betrügerische Benachtheiligung der Gläubiger im Concurse.

26. Vorsätzlicher Angriff auf die Sicherheit des Eisenbahnbetriebes; Zerstörung oder Beschädigung von Eisenbahnen sowie von deren Betriebsmitteln, von Dampfmaschinen, Telegraphen und Telephonen, welche öffentlichen Zwecken dienen.

27. Absichtliche Handlungen, welche zur Herbeiführung einer Ueberschwemmung geeignet sind, wenn dadurch Gefahr für Menschenleben oder fremdes Eigenthum entsteht.

28. Absichtliche Zerstörung oder Beschädigung von beweglichem oder unbeweglichem, öffentlichem oder privaten Eigenthum, einschliesslich die Vergiftung von Nutzvieh oder anderen Thieren.

29. Absichtliche Beimischung von lebensgefährlichen oder gesundheitsschädlichen Stoffen zu Lebensmitteln, ebenso das Feilhalten oder die Austheilung solcher Lebensmittel unter Verschweigung ihrer schädlichen Eigenschaft.

30. Handlungen, welche die Zerstörung, Strandung, Beschädigung oder den Untergang von Schiffen verursachen.

31. Verheimlichung von Gegenständen, welche durch Diebstahl, Raub oder Unterschlagung erlangt worden sind.

32. Hilfeleistung zur Unterdrückung der Spuren einer strafbaren Handlung.

Die Auslieferung wird auch wegen des Versuches und der Theilnahme, insofern die betreffenden Handlungen nach den Gesetzgebungen der vertragschliessenden Theile strafbar sind, zugestanden.

Artikel III.

Wegen politischer strafbaren Handlungen wird die Auslieferung nicht bewilligt.

Die Auslieferung wird indessen bewilligt, obgleich der Thäter einen politischen Beweggrund oder Zweck vorschützt wenn die Handlung, um deren Willen die Auslieferung verlangt wird, vorwiegend den Charakter eines gemeinen Verbrechens oder Vergehens hat. Der um die Auslieferung er-

suchte Staat entscheidet im einzelnen Falle nach freiem Ermessen über die Natur der strafbaren Handlung auf Grund des Thatbestandes; er ist berechtigt, von dem die Auslieferung nachsuchenden Staate die Beibringung aller hiefür erforderlichen Aufklärungen und Nachweise über den Thatbestand zu verlangen. 1896

Wenn die Auslieferung bewilligt wird, so darf der Ausgelieferte in dem Staate, welcher die Auslieferung begehrt hat, wegen eines politischen Verbrechens und ebenso wegen seines politischen Beweggrundes oder Zweckes weder verfolgt noch bestraft werden.

Artikel IV.

Wegen Uebertretung fiscalischer Gesetze und wegen reiner Militärdelicte wird die Auslieferung nicht bewilligt.

Hat eine Person, die wegen einer die Auslieferung begründeten strafbaren Handlung verfolgt wird, ausserdem ein fiscalisches oder ein militärisches Gesetz übertreten, so darf diese Uebertretung weder bestraft werden, noch einen Strafverschärfungsgrund bilden.

Artikel V.

Wenn des Strafgesetz des ersuchenden Staates für die strafbare Handlung, um deren Willen die Auslieferung begehrt wird, eine körperliche Strafe androht, so soll diese Strafe gegebenen Falles in eine Freiheits- oder Geldstrafe umgewandelt werden.

Artikel VI.

Der auf Grund des gegenwärtigen Vertrages Ausgelieferte darf im Staate, der die Auslieferung begehrt hat, nicht vor ein Ausnahmegericht gestellt werden.

Artikel VII.

Personen, die wegen einer der im Artikel II angeführten Handlungen verfolgt sind, müssen vorläufig verhaftet werden, wenn von einer zuständigen Behörde zum Zwecke der Auslieferung ein bezügliches Begehren gestellt und ein verurtheilendes Erkenntnis, ein Anklageact oder ein Verhaftsbefehl oder eine andere gleich wirksame Urkunde vorgelegt wird.

In dringenden Fällen soll die vorläufige Verhaftung auch vollzogen werden auf jede andere, durch die Post oder den Telegraphen gemachte Anzeige, dass eine der oberwähnten Urkunden bestehe.

In beiden Fällen ist das Begehren um die verläufige Verhaftung auf diplomatischem Wege zu stellen, und zwar an den Bundespräsidenten, wenn der Beschuldigte nach der

1896 Schweiz, und an das k. und k. Ministerium des Aeussern in Wien, wenn er sich nach Oesterreich oder Ungarn geflüchtet hat.

Im Falle äusserster Dringlichkeit soll die vorläufige Verhaftung auch dann vorgenommen werden, wenn das Begehren von einer Behörde des einen der vertragschliessenden Theile unmittelbar an eine Behörde des anderen gerichtet wird.

Artikel VIII.

Der nach Maassgabe des letzten Absatzes von Artikel VII in Haft Genommene wird auf freien Fuss gestellt, wenn innerhalb acht Tagen, von dem Tage der Verhaftung an gerechnet, der angesprochenen Behörde nicht angezeigt wird, dass ein von einer Gerichtsbehörde ausgestellter Verhaftsbefehl vorliegt.

In allen Fällen wird der in Anwendung einer der Bestimmungen des Artikels VII in Haft Genommene auf freien Fuss gestellt, wenn innerhalb 20 Tagen, vom Tage der Verhaftung an gerechnet, der Regierung, bei welcher die Auslieferung nachgesucht werden muss, nicht eine der im ersten Absatze des Artikels VII erwähten Urkunden auf diplomatischem Wege zugekommen ist.

Artikel IX.

Das Auslieferungsbegehren ist auf dem diplomatischen Wege zu stellen.

Artikel X.

Dem Auslieferungsbegehren muss eine Ausfertigung oder eine beglaubigte Abschrift einer der im Artikel VII erwähnten Urkunden beigegeben sein.

In dieser Urkunde soll die Beschaffenheit und Schwere der zur Last gelegten That, Ort und Zeit der Begehung, weiters auch aus dem Strafgesetze, welches in dem die Auslieferung begehrenden Lande gilt, der Wortlaut derjenigen Stellen angegeben sein, welche auf diese That anwendbar sind und welche den auf dieselbe anwendbaren Strafsatz bestimmen.

Bei Delicten gegen das Eigenthum soll auch immer der Betrag des von dem Beschuldigten verursachten oder beabsichtigten Schadens angegeben werden.

Dem Auslieferungsbegehren sind womöglich auch die Personsbeschreibung des Auszuliefernden oder andere, zur Feststellung seiner Identität geeignete Angaben beizufügen.

Die um die Auslieferung ersuchte Regierung wird die Verhaftung des Verfolgten veranlassen, sobald sie die oben erwähnten Behelfe erhalten hat.

Ergeben sich Zweifel über die Frage, ob die strafbare 1896
Handlung, welche den Gegenstand der Verfolgung bildet, unter die Fälle gehöre, welche in dem gegenwärtigen Vertrage vorgesehen sind, so können bei dem die Auslieferung nachsuchenden Staate nähere Aufklärungen verlangt werden, und es wird die Auslieferung nur gewährt, wenn die ertheilten Aufschlüsse die Zweifel zu heben vermögen.

Im Falle über das Auslieferungsbegehren Aufklärungen im obigen Sinne verlangt worden sind, kann der Verhaftete auf freien Fuss gestellt werden, wenn die gewünschten Aufschlüsse nicht innerhalb 30 Tagen, gerechnet von dem Tage, an welchem die Anfrage bei der die Auslieferung begehrenden Regierung eingelangt ist, der um die Auslieferung angesprochenen Regierung zugekommen sind.

Artikel IX.

Gegenstände, in deren Besitz der Beschuldigte durch die strafbare Handlung gekommen ist, oder welche bei ihm in Beschlag genommen wurden, sowie die zur Verübung der strafbaren Handlung benützten Hilfsmittel und Werkzeuge und überhaupt alle Beweisstücke sollen der die Auslieferung begehrenden Regierung übergeben werden, und zwar selbst dann, wenn die bereits zugestandene Auslieferung in Folge des Todes oder der Flucht des Beschuldigten nicht erfolgen könnte.

Diese Uebergabe erstreckt sich auch auf alle Gegenstände dieser Art, welche von dem Beschuldigten in dem Lande, welches die Auslieferung gewährt hat, verborgen oder in Verwahrnng gegeben worden sind und später aufgefunden werden.

Es bleiben jedoch die Rechte dritter Personen auf die fraglichen Gegenstände vorbehalten und sind dieselben den Berechtigten nach Beendigung des Strafverfahrens kostenfrei zurückzustellen.

Der Staat, an welchem das Begehren um Ueberführung dieser Gegenstände gestellt wird, kann sie vorläufig zurückbehalten, wenn er derselben zur Durchführung eines strafgerichtlichen Verfahrens zu bedürfen erachtet.

Artikel XII.

Ist die Person, deren Auslieferung begehrt wird, in dem um die Auslieferung angegangenen Staate wegen einer anderen strafbaren Handlung als derjenigen, auf welche das Auslieferungsverfahren sich gründet, strafrechtlich verfolgt oder verurtheilt, so kann ihre Auslieferung bis nach Beendigung des Strafverfahrens oder bis nach Verbüssung der Strafe oder Erlass derselben verschoben werden.

1896 Die Regierungen der vertragschliessenden Theile können indessen gegenseitig die vorübergehende Uebergabe des Auszuliefernden zum Erscheinen vor den Gerichten des ersuchenden Staates unter der Bedingung gewähren, dass sofort nach beendigtem Processe die Rückstellung an die Behörden des ersuchten Staates stattfinde. Die in solchen Fällen durch die Ueberstellung und Rückstellung entstehenden Kosten hat der ersuchende Staat zu tragen.

Ist ein solches Individuum infolge der Auslieferung an der Erfüllung der von ihm gegenüber Privatpersonen eingegangenen Verbindlichkeiten gehindert, so soll seine Auslieferung dennoch erfolgen; es bleibt aber den Gegenparteien das Recht vorbehalten, ihre Ansprüche vor der zuständigen Behörde geltend zu machen.

Artikel XIII.

Der Ausgelieferte darf in dem Lande, dem die Auslieferung zugestanden wurde, wegen eines vor der Auslieferung verübten und in dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht vorgesehenen Verbrechens oder Vergehens weder verfolgt, noch bestraft, noch an ein drittes Land ausgeliefert werden, es sei denn, dass er im einen wie im anderen Falle während eines Monates nach Beendigung des Strafverfahrens und, im Falle der Verurtheilung, nach Verbüssung der Strafe oder nach seiner Begnadigung Gelegenheit gehabt hat, das Land wiederum zu verlassen, oder dass er in der Folge dorthin zurückgekehrt ist.

Er darf auch nicht wegen einer in dem gegenwärtigen Uebereinkommen vorgesehenen und vor der Auslieferung begangenen anderen strafbaren Handlung als derjenigen welche der Auslieferung zugrunde gelegen, ohne die Zustimmung der Regierung, welche ihn ausgeliefert hat, verfolgt oder bestraft werden, und die letztere Regierung kann wenn sie es für angemessen erachtet, die Beibringung einer der im Artikel VII erwähnten Urkunden verlangen. Die Einwilligung dieser Regierung ist ebenso für die Gestattung der Auslieferung des Beschuldigten an ein drittes Land erforderlich. Es bedarf indessen dieser Zustimmung nicht, wenn der Beschuldigte, unterstützt von seinem allfälligen Vertheidiger oder Rechtsbeistand, von sich aus begehrt, vor Gericht gestellt zu werden oder seine Strafe zu verbüssen, oder wenn er innerhalb der oben erwähnten Frist das Gebiet des Landes welchem er ausgeliefert worden ist, nicht verlassen hat.

Artikel XIV.

Die Auslieferung wird nicht bewilligt, wenn die strafbare Handlung, wegen deren sie verlangt wird, auf dem Gebiete

les ersuchten Staates begangen, oder zwar ausserhalb dieses 1896
Gebietes begangen, aber im ersuchten Staate endgiltig be-
urtheilt worden ist oder daselbst strafrechtlich verfolgt wird.

Die Auslieferung findet auch nicht statt, wenn nach der Gesetzgebung des ersuchten Staates oder nach der des ersuchenden Staates die Verjährung der Strafverfolgung oder der verhängten Strafe vor der Verhaftung oder Vorladung des zur Auslieferung Begehrten eingetreten ist, oder wenn nach der Gesetzgebung des ersuchten Staates die strafbare Handlung, welche dem Auslieferungsbegehren zugrunde liegt, nur auf Grund einer Privatanklage oder auf Antrag eines in einem Rechte Verletzten strafrechtlich verfolgt werden darf, sofern nicht beglaubigt ist, dass der in seinen Rechten Verletzte die Verfolgung begehrt hat.

Artikel XV.

Wird der Beschuldigte, dessen Auslieferung von einem der vertragschliessenden Theile begehrt ist, auch von einer der mehreren anderen Regierungen wegen anderer strafbaren Handlungen reclamirt, so ist er derjenigen Regierung auszuliefern, auf deren Gebiet die schwerste Gesetzverletzung begangen wurde, und bei gleich schwerer Gesetzverletzung derjenigen, deren Begehren zuerst der angesprochenen Regierung zugekommen ist.

Artikel XVI.

Wenn eine Person, deren Auslieferung einem der vertragschliessenden Theile von einer dritten Regierung zugestanden worden ist, durch das Gebiet des anderen vertragschliessenden Theiles durchgeführt werden soll, so wird der letztere dagegen keinen Einwand erheben, soferne die betreffende Person nicht ein Staatsangehöriger desselben ist, und vorausgesetzt, dass die strafbare Handlung, wegen deren die Auslieferung erfolgt, in den Artikeln I und II des gegenwärtigen Uebereinkommens inbegriffen ist und nicht unter die Bestimmungen der Artikel III, IV und XIV fällt.

Zur Erwirkung der Bewilligung der Durchlieferung eines Verbrechers in Gemässheit dieses Artikels genügt es, dass das Begehren auf dem diplomatischen Wege gestellt wird, unter Vorlage einer der im Artikel VII erwähnten Urkunden in Urschrift oder beglaubigter Abschrift.

Die Durchlieferung erfolgt in Begleitung von Agenten des Landes, welches dieselbe gestattet hat, und auf Kosten des ersuchenden Staates.

1896

Artikel XVII.

Ebenso wird unter den im vorstehenden Artikel angegebenen Bedingungen die Durchlieferung (Hin- und Rückgeleitung) über das Gebiet des einen der vertragschliessenden Theile gewährt werden, wenn es sich um einen in einem dritten Lande in Haft befindlichen Uebelthäter handelt, dessen Gegenüberstellung mit einer in Verfolgung gezogenen Person von dem anderen vertragschliessenden Theile als nützlich erachtet wird.

Artikel XVIII.

Wenn in einer nicht politischen Strafsache eine der vertragsschliesenden Regierungen die Vernehmung von Zeugen, welche im Staatsgebiete des anderen Theiles wohnen, oder die Vornahme irgend einer anderen Untersuchungshandlung für nothwendig erachtet, so ist zu diesem Zwecke ein Ersuchschreiben auf dem diplomatischen Wege einzusenden und es soll diesem unter Beobachtung der Gesetze des Landes, auf dessen Gebiet die Zeugenvernehmung oder Untersuchungshandlung stattzufinden hat, Folge gegeben werden.

Artikel XIX.

Wird in einer nicht politischen Strafsache das persönliche Erscheinen eines Zeugen als nothwendig oder wünschenswerth erachtet, so soll die Regierung des Staates, auf dessen Gebiet der Zeuge sich befindet, diesen anhalten, der von den Behörden des anderen Staates an ihn erlassenen Vorladung Folge zu leisten.

Die Kosten des persönlichen Erscheinens eines Zeugen sind immer von dem ersuchenden Staate zu tragen, und es ist in der zu diesem Zwecke auf diplomatischem Wege eingesandten Aufforderung die Geldsumme anzugeben, welche dem Zeugen für Reise- und Aufenthaltskosten vergütet wird, sowie auch der Geldbetrag, welchen der angesprochene Staat dem Zeugen als Vorschuss auf diese Vergütung, unter Vorbehalt der Rückzahlung durch den ersuchenden Staat, gewähren kann. Dieser Vorschuss soll dem Zeugen, sobald er sich bereit erklärt hat, der Vorladung Folge zu leisten, ausbezahlt werden.

Kein Zeuge, welcher Staatsangehörigkeit er auch sein mag, der aus dem Gebiete des einen vertragschliessenden Theiles berufen worden ist und freiwillig vor den Richtern des anderen Theiles erscheint, darf daselbst wegen früherer Handlungen oder Verurtheilungen oder unter dem Vorwande der Mitschuld an den Handlungen, welche den Gegenstand des Processes bilden, in welchem er als Zeuge erscheinen soll, verfolgt oder verhaftet werden.

Artikel XX. 1896

in einer nicht politischen Strafsache, welche bei
en des einen der vertragschliessenden Theile an-
die Gegenüberstellung des Beschuldigten mit Per-
im Staatsgebiete des anderen Theiles verhaftet
lie Vorlage von Beweisstücken oder gerichtlichen
nothwendig erachtet wird, so ist das bezügliche
uf dem diplomatischen Wege zu stellen, und es
en, sofern keine besonderen Bedenken entgegen-
sprochen werden. Die Verhafteten, sowie die
e und die Acten sind indessen sobald wie möglich
llen.

Artikel XXI.

t einer der vertragschliessenden Theile die Zu-
es strafprocessualen Actes an eine Person, welche
m Gebiete des anderen Theiles befindet, für noth-
soll Uebermittlung auf diplomatischem Wege an
ige Behörde des angesprochenen Staates geschehen,
rseits gleichfalls auf dem diplomatischen Wege
ndung über die erfolgte Zustellung zurücksendet
ründe angibt, welche der Zustellung im Wege
Strafurtheile, welche von den Gerichten des einen
schliessenden Theile gegen Staatsangehörige des
eiles ergangen sind, werden indes den letzteren
tellt. Durch die Vornahme der Zustellung von
n Acten übernimmt der ersuchte Staat keine Ver-
keit.

Artikel XXII.

rtragschliessenden Theile verzichten gegenseitig
satzforderung in Ansehung der Kosten, die inner-
renzen ihres Staatsgebietes durch die Auslieferung
ten, Angeklagten oder Verurtheilten, sowie durch
abe der im Artikel XI des gegenwärtigen Ueber-
bezeichneten Gegenstände, sowie durch den Voll-
ogatorien, durch die Uebersendung oder Rück-
n Beweisstücken und Acten entstehen.
osten, welche aus dem Transport und der Ver-
n Personen, deren Auslieferung bewilligt worden
Gebieten zwischenliegender Staaten erwachsen,
rsuchenden Regierung zur Last. Ebenso hat die
Kosten zu tragen, welche im Falle der Aus-
n die ersuchende Regierung einer Person seitens
n Staates durch die Verpflegung und den Trans-
Person auf dem Gebiete des anderen vertrag-
n Theiles entstehen.

1896 Im Falle der Transport zur See vorgezoge der Auszuliefernde nach dem Hafen gebracht werd der diplomatische Agent der ersuchenden Regierun vorausgesetzt, dass dieser Hafen im Gebiete de Staates liegt. Die Kosten des Transportes zu immer dem ersuchenden Staate zur Last.

Ebenso hat der ersuchende Staat die d ständigen, deren Beiziehung in einer Strafsac wendig erachtet worden ist, zugesprochenen zu ersetzen.

Artikel XXIII.

Die vertragschliessenden Theile verpflichte Strafurtheile wegen Verbrechen oder Vergeh welche von den Gerichten des einen der vertra Staaten gegen Staatsangehörige des anderen werden, einander mitzutheilen. Diese Mittheil diplomatischem Wege durch Uebersendung ei aus dem rechtskräftig gewordenen Urtheile zu

Artikel XXIV.

Die in Anwendung des gegenwärtigen Behörden des anderen Staates vorgelegten od Urkunden müssen immer von einer ämtlichen U deutscher, französischer oder italienischer Spr sein, wenn sie nicht in einer dieser Sprachen

Artikel XXV.

Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt nach Austausch der Ratificationen in Wirksamk während zehn Jahren von diesem Tage an in

Im Falle, dass keiner der vertragschlie zwölf Monate vor dem Ablaufe dieser Frist die Wirksamkeit dieser Uebereinkunft aufhör notificirt haben sollte, bleibt dieselbe in Gelt Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, an wel oder der andere der vertragschliessenden Theil kündigt haben wird.

Artikel XXVI.

Das gegenwärtige Uebereinkommen ist zu r die Ratificationsurkunden sollen, sobald als mög ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bev das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichn selben ihre Siegel beigedrückt.

sollen ferner 1896
onen, in deren
t Verwendung
von Mustern,
eine besondere

versehenen Ge-
wohl Waaren-

nach dem in der

sich gegenseitig
den zur Ausfer-
fugt sein sollen
dieser Karten bei
hten sind.

Anwendung auf
nschliesslich des
ellungen bei Per-
reiben.

die Handlungs-
liessenden Theile
erden, geniessen
rien und die Bul-
rchie die Behand-

Waaren, die als
nten, Kaufleuten
ichisch-ungarische
ngarischen Fabri-
den in Bulgarien
den zur Sicherung
ein Entrepôt nö-
ngelassen werden.
setzen oder Vor-
ffenden Gebieten
n werden.

lichten sich, den
oder Durchfuhr-

ien:
oder in Zukunft

1896 Im Falle der Transport zur See vorgezogen wird, soll der Auszuliefernde nach dem Hafen gebracht werden, welchen der diplomatische Agent der ersuchenden Regierung bezeichnet, vorausgesetzt, dass dieser Hafen im Gebiete des ersuchten Staates liegt. Die Kosten des Transportes zur See fallen immer dem ersuchenden Staate zur Last.

Ebenso hat der ersuchende Staat die den Sachverständigen, deren Beiziehung in einer Strafsache als nothwendig erachtet worden ist, zugesprochenen Entlohnungen zu ersetzen.

Artikel XXIII.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, alle Strafurtheile wegen Verbrechen oder Vergehen jeder Art, welche von den Gerichten des einen der vertragschliessenden Staaten gegen Staatsangehörige des anderen ausgesprochen werden, einander mitzutheilen. Diese Mittheilung hat auf diplomatischem Wege durch Uebersendung eines Auszuges aus dem rechtskräftig gewordenen Urtheile zu erfolgen.

Artikel XXIV.

Die in Anwendung des gegenwärtigen Vertrages den Behörden des anderen Staates vorgelegten oder übersandten Urkunden müssen immer von einer ämtlichen Uebersetzung in deutscher, französischer oder italienischer Sprache begleitet sein, wenn sie nicht in einer dieser Sprachen abgefasst sind.

Artikel XXV.

Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt drei Monate nach Austausch der Ratificationen in Wirksamkeit und bleibt während zehn Jahren von diesem Tage an in Kraft.

Im Falle, dass keiner der vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor dem Ablaufe dieser Frist seine Absicht, die Wirksamkeit dieser Uebereinkunft aufhören zu lassen, notificirt haben sollte, bleibt dieselbe in Geltung bis nach Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der eine oder der andere der vertragschliessenden Theile dieselbe gekündigt haben wird.

Artikel XXVI.

Das gegenwärtige Uebereinkommen ist zu ratificiren und die Ratificationsurkunden sollen, sobald als möglich, in Bern ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, 1896
den zehnten März eintausendachthundertsechsundneunzig
(10. März 1896).

(L. S.) *Kuefstein* m. p. (L. S.) *Müller* m. p.

Schlussprotokoll.

Bei dem Abschlusse des gegenwärtigen Auslieferungsvertrages sind die Unterzeichneten übereingekommen, im Namen der vertragschliessenden Theile zu erklären, dass gegenseitiges Einverständnis darüber besteht:

1. dass, so oft politische Delicte, deren im Artikel III des gegenwärtigen Vertrages Erwähnung geschieht, mit gemeinen Delicten in Verbindung stehen, die Gerichte der vertragschliessenden Theile bei der Beurtheilung und Bestrafung der Ausgelieferten ausschliesslich die gemeinen Delicte in Betracht ziehen dürfen, für welche die Auslieferung begehrt und gewährt worden und deren Aburtheilung ihnen zugewiesen ist. Es sollen demgemäss strafbare Handlungen, deren Beurtheilung diesen Gerichten nicht übertragen ist, auf die von ihnen zu erkennende Strafe in keiner Weise einen Einfluss ausüben;

2. dass in allen im gegenwärtigen Vertrage vorgesehenen Auslieferungsfällen die von dem einen der vertragschliessenden Theile an den anderen ausgelieferten Personen von den zuständigen Gerichten in öffentlicher Hauptverhandlung beurtheilt werden, insoweit nicht aus Gründen der Sittlichkeit oder der öffentlichen Ordnung nach Maassgabe der in dem betreffenden Staate geltenden Gesetze die Oeffentlichkeit ausgeschlossen werden muss;

3. dass die Todesstrafe unter den „körperlichen Strafen", von welchen der Artikel V des gegenwärtigen Vertrages erwähnt, nicht inbegriffen ist und daher die Anwendung der Todesstrafe durch die Bestimmungen jenes Artikels nicht ausgeschlossen wird;

4. dass der gegenwärtige Vertrag nicht hindert, dass von dem einen und dem anderen Theile mit oder ohne Vorbehalt des Gegenrechtes auch wegen einer im Vertrage nicht vorgesehenen strafbaren Handlung die Auslieferung gewährt werden kann, sofern dies nach den Gesetzen des ersuchten Staates zulässig ist.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, den zehnten März eintausendachthundertsechsundneunzig (10. März 1896).

(L. S.) *Kuefstein* m. p. (L. S.) *Müller* m. p.

1896 Nos visis et perpensis conventionis hujus nec non protocolli finalis stipulationibus, illas omnes et singulas ratas hisce confirmatasque habere profitemur, ac declaramus, Verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes Nos omnia quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpresso firmari jussimus.

Dabantur Viennae, die decimo sexto mensis Novembris anno Domini millesimo octingesimo sexto. Regnorum Nostrorum quadragesimo octavo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Franciscus liber baro *Riedl* a *Riedenau* m. p.,
Caes. et Reg. Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Der vorstehende Verbrecher-Auslieferungsvertrag sammt dem Schlussprotokolle wird mit Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, am 19. December 1896.

Badeni m. p. *Gleispach* m. p.

2371.

21/9 décembre 1896.

Convention de commerce avec la Bulgarie. Conclue à Vienne, ratifiée par le Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères le 13 mai 1897: les ratifications échangées à Vienne, le 13 mai 1897.

R. G. Bl. 1897, Nr. 120.

Handelsconvention vom 21. (9.) December 1896 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Bulgarien.

(Geschlossen zu Wien am 21. (9.) December 1896, ratificirt vom k. und k. Minister des Aeussern am 13. Mai 1897 und in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt zu Wien am 13. Mai 1897.)

(Urtext.)

Afin de régler les relations commerciales entre la Monarchie austro-hongroise et la Bulgarie par une Convention de commerce,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. 1896
et Roi Apostolique de Hongrie
et
Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie
ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:
Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.
et Roi Apostolique de Hongrie
le Sieur Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1ère classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,
et
Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie
le Sieur Dimitri J. Stancioff, docteur en droit, Son Agent diplomatiqué, Grand-officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, Grand-Cordon de l'Ordre du Médjidie,
et
le Sieur Constatin G. Séraphimoff, Membre à la Haute Cour de Cassation de Bulgarie, Officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil,
lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit:

Article Ier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. En ce qui concerne l'établissement et l'exercice d'un commerce, d'une entreprise de navigation ou d'une industrie, ainsi que par rapport à l'acquisition, la transmission, l'exercice et la poursuite des droits de toute nature les sujets des Parties contractantes seront traités réciproquement sur le pied d'une parfaite égalité. De même les sujets des Parties contractantes ne seront soumis par rapport à leur commerce et à leur industrie dans les ports, villes et lieux des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Parties contractantes, seront communes à ceux de l'autre.

Il est bien entendu que les sujets de chacune des Parties contractantes auront à se conformer à l'égard des matières dont il est fait mention dans cet article, uniquement aux lois et règlements généraux du pays applicables aux nationaux et

1896 aux sujets de la nation la plus favorisée, toutefois sans soient astreints, en ce qui concerne l'exercice des dro leur sont conférés dans cet article, à demander une sation ou approbation spéciale des autorités du pays.

Les fondations, corporations, associations et en g toutes les personnes morales qui existent dans les ter d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des tés commerciales, de transport et d'assurance, exclues faculté d'acquérir, soit à titre onéreux, des biens imm sur les territoires de l'autre Partie.

Article II.

Les sujets de chacune des Parties contractantes exempts sur les territoires de l'autre, de tout servic taire et de toute prestation militaire, ainsi que de réquisitions extraordinaires qui seraient établies par s circonstances exceptionnelles. Sont toutefois excepté charges qui sont attachées à la possession à titre quel d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réqu militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être a à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou loc d'immeubles.

Ils seront dispensés également de toute fonction o obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quel

Article III.

Les Parties contractantes s'engagent à régler les qu qui se rapportent à la navigation aussitôt que faire se par la conclusion d'une convention spéciale.

De même on procédera à la conclusion d'une con spéciale, visant à la protection des marques de fabri des modèles. Jusqu'à la signature de cette Convent sujets des Parties contractantes seront traités réciproq sur le pied de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement bulgare présentera au Sobra tâchera de faire sanctionner dans le plus bref délai sur les brevets d'invention conforme aux principes nationaux adoptés à cet égard.

Article IV.

Les négociants, fabricants et autres industriels qu vent, par l'exhibition d'une carte de légitimation indu délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'E ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leu merce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et légaux, auront le droit, personnellement ou par des voy à leur service, de faire des achats dans les territoi

e Partie contractante, chez les négociants ou dans les 1896
x de vente publics, ou chez les personnes qui produisent
narchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes,
sur échantillons, chez les négociants ou autres per-
s qui emploient dans leur industrie des marchandises du
offert. Dans aucun cas ils ne seront astreints à ac-
er pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une
de légitimation industrielle, ont le droit d'avoir avec
les échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être dé-
s conformément au modèle ci-annexé.

Les Parties contractantes se feront réciproquement con-
quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes
gitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent
observées par les titulaires de ces cartes pour l'exer-
de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux
tries ambulantes, au colportage et à la recherche de
andes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni
trie.

En ce qui concerne les formalités auxquelles les voya-
de commerce sont ou seront soumis dans les territoires
Parties contractantes, les Autrichiens et les Hongrois en
arie et les Bulgares dans la Monarchie austro-hongroise
nt du traitement de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent
antillons et qui sont importés dans le territoire douanier
o-hongrois par des fabricants, des marchands ou des
geurs de commerce bulgares, et en Bulgarie par des
ants, des marchands ou des voyageurs de commerce
chiens ou hongrois seront, de part et d'autre, admis en
hise temporaire, moyennant les formalités de douane né-
ires pour en assurer la réexportation ou la réintégration
ntrepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou
ments qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Article VI.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver
mmerce réciproque par des prohibitions quelconques
ortation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que:
our les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou
ui pourraient être établis à l'avenir;
ar égard à la police sanitaire et vétérinaire;

1896 *c)* dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

La réserve exprimée sous *b)* s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

Article VII.

Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit et de taxes de consommation de tout sorte, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées ou rechargées.

Article VIII.

Les marchandises d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, acquitteront, à leur entrée en Bulgarie, les droits fixés dans l'annexe *A* de la présente Convention.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, sera traitée, à l'entrée en Bulgarie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les marchandises d'origine ou de manufacture bulgare seront traitées, à l'entrée dans le territoire douanier austro hongrois, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Si, par suite de lois ou de conventions conclues avec des tiers Etats, il était appliqué en Bulgarie à l'importation des marchandises un autre traitement douanier ou d'autres droits que ceux concertés en vertu de l'annexe *A*, l'importateur des marchandises autrichiennes ou hongroises aura le choix entre ce dernier traitement et ces droits, et ceux convenus dans l'annexe *A*.

Dans tous les cas l'importateur sera libre de choisir d'après sa propre convenance, entre ces différents traitements et droits et n'en pourra être empêché ni directement ni indirectement.

L'annexe *B* contient les dispositions détaillées sur le procédé établi pour le traitement douanier des marchandises soumises à un droit ad valorem.

Article IX.

Chacune des Parties contractantes s'engage, non seulement quant au montant des droits et taxes accessoires à percevoir à l'entrée et à la sortie, mais aussi quant à la perception et à la garantie de ces droits et taxes accessoires, comme, en général, quant au traitement douanier à l'importation, au transit et à l'exportation, à faire profiter les produits du sol

et de l'industrie de l'autre Partie de toute faveur, immunité 1896
ou facilité qui serait déjà accordée ou qui pourrait être à l'avenir accordée à une tierce Puissance, de manière que toute faveur pareille sera étendue immédiatement, par ce fait même, et sans compensation, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Article X.

Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, d'un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse les produits similaires provenant des territoires de l'autre Partie contractante.

Article XI.

Les marchandises d'origine et de manufacture bulgare étant traitées dans la Monarchie austro-hongroise, quant à l'acquittement des droits et taxes accessoires, d'après les dispositions en vigueur à l'égard de la nation la plus favorisée, les marchandises d'origine et de manufacture autrichienne ou hongroise ne seront également soumises en Bulgarie à aucun droit additionnel de douane, local ou de tout autre genre, à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'egard des nations les plus favorisées, savoir:

1° Le droit de plombage, à savoir:

a) 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise: et

b) 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2° Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane:

a) manifeste ou extrait de manifeste;

b) déclarations en douane;

c) feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare;

d) feuilles de transit;

e) feuilles de transport délivrées par le bureau de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3° Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivré par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour tous les autres imprimés fournis par la douane.

1896 4° Le droit de timbre est perçu conformément à la lo sur le timbre en vigueur.

5° La taxe pour l'inspection des bestiaux; les taxe (beglik) sur les moutons.

6° Le droit de quaiage, conformément à la circulaire d $\frac{15}{3}$ avril 1885.

7° Les droits de magasinage sont perçus conformémen à l'article 64 de la loi des douanes.

8° Droit de statistique:

a) 10 centimes par colis à l'exception des envois postaux

b) 15 centimes les 1000 *kg* des marchandises chargées e vrac;

c) 10 centimes par tête de bétail.

Le droit de statistique est perçu tant à l'importatio qu'à l'exportation.

Il est entendu que les taxes accessoires ne peuvent étr perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes son affectées ont été rendus effectivement et conformément au prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution d ces taxes additionnelles ou accessoires qui serait accordé aux marchandises d'un tiers Etat sera également appliqué sans délai aux articles similaires d'origine autrichienne o hongroise.

Article XII.

En ce qui concerne les modes de transport, les frai les facilités et autres avantages y afférents, le Gouvernemen bulgare s'engage à traiter les marchandises, produits du sc et de l'industrie de la Monarchie austro-hongroise, transporté par voie ferrée dans la Bulgarie, exactement de la mên manière que les marchandises de la nation la plus favorisé ou les marchandises indigènes.

Article XIII.

Sans préjudice des arrangements spéciaux sur le traitemen douanier du trafic sur les chemins de fer, il est convenu qu les marchandises qui sont soumises sur les territoires de l'un des Parties contractantes au traitement de l'acquit-à cautio et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déj été mises sous scellés, ne seront point déballées dans le territoires de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvé intacts ne seront pas remplacés pourvu que l'on ait satisfai aux exigences du contrôle.

Article XIV. 1896

La Bulgarie aura le droit de nommer des agents commerciaux dans toutes les places autrichiennes et hongroises qui ont une importance pour son commerce.

Le droit de nommer des fonctionnaires consulaires en Bulgarie, exercé jusqu'à présent par l'Autriche-Hongrie, reste maintenu.

Article XV.

La présente Convention s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Article XVI.

La présente Convention entrera en vigueur 8 jours après l'échange des ratifications qui aura lieu au plus tard le $\frac{\text{13 mai}}{\text{1er mai}}$ 1897; elle restera exécutoire jusqu'au $\frac{\text{31 décembre}}{\text{18 décembre}}$ 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ladite Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans la présente Convention d'un commun accord toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par expérience.

Article XVII.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait, à Vienne, en double expédition, le $\frac{\text{21 décembre}}{\text{9 décembre}}$ mil huit cent quatre-vingt-seize.

(L. S.) *Gołuchowski* m. p. (L. S.) *Dr. Stancioff* m. p.
(L. S.) *C. Séraphimoff* m. p.

1896 (Modèle.)

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

Pour l'année . . . No. de la carte. . . .

(Armoiries.)

Valable dans la Monarchie austro-hongroise et en Bulgarie.

Porteur.

(Prénom et nom de famille.)

Fait à . . . . . le (jour, mois, année.)

(Sceau.) (Autorité compétente.)

Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte

{ possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . . .
{ sous la raison . . . . . .

{ est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison . . . . .
{ . . . . . à . . . . . qui y possède un (désignation de
{ la fabrique ou du commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que $\frac{\text{de la maison suivante}}{\text{des maisons suivantes}}$ (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . . . il est certifié, en outre, que $\frac{\text{ladite maison est tenue}}{\text{les dites maisons sont tenues}}$ d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de $\frac{\text{son}}{\text{leur}}$ commerce (industrie).

Signalement du porteur:

Signes particuliers:
Age:
Taille:
Cheveux:

Signature.

. . . . . .

Avis.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte $\frac{\text{de la maison susmentionnée.}}{\text{des maisons susmentionnées.}}$ Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque État.

Nota. Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

Annexe *A*. 1896

Droits d'entrée en Bulgarie.

Dénomination des marchandises.

Droits d'entrée

1. Sucre non raffiné, raffiné, candis; sucre-ies: dragées, bonbons, lokoum, halwa, pekmez jus de raisins cuits) et fruits glacés avec sucre . ad val. 20%.

2. Boissons spiritueuses: alcool, eau-de-vie le raisins et de prunes, arak, rhum, cognac, iqueurs et autres eaux de-vie de toute sorte . d'après une estimation spéciale appliquée également à toutes les provenances 18%.

3. Bougies et savons ordinaires (savons de essive) . . . . . ad val. 18%.

4. Cuirs de toute sorte . . . . . ad val. 16%.

5. Articles de cuir . . . . . ad val. 16%.

6. Cordes et articles de corderie de toute orte à l'exception des ficelles . . . . . ad val. 25%.

7. Chaussures de toute sorte avec semelles e cuir . . . . . les 100 *kg* nets 280 frs.

8. Vêtements confectionnés dont la matière ominante à la superficie consiste en tissu de aine pure ou mélangée . . . . . les 100 *kg* nets 300 frs.

Observation. Les chaussures et vêtements confectionnés ui n'entrent pas dans les Nos. 7 et 8, de même que la ingerie de toute sorte, les chapeaux et les diverses con-ections pour un usage immédiat suivent le régime du No. 22.

9. Draps et étoffes en laine, le mètre carré pesant plus le 400 grammes . . . . . ad val. 18%.

10. Verres à vitres . . . . . ad val. 20%.

11. Verreries en général . . . . . ad val. 12%.

12. Porcelaines et faïences . . . . . ad val. 12%.

13. Articles de mercerie, de quincaillerie et le brosserie . . . . . ad val. 12%.

Observation. Rentrent ici les marchandises mentionnées ous les Nos. 413, 414, 517, 531, 534—537 inclusivement, 741—760 inclusivement de la statistique bulgare de l'année 1894, y compris les boutons et les peignes de toute sorte. Il est cependant entendu que les articles de vraie bijouterie c'est à dire les articles en or et les articles en pierres précieuses, même en combinaison avec des métaux sont exclus de cette catégorie.

14. Fils de lin . . . . . ad val. 10%.

15. Tissus de lin . . . . . ad val. 10%.

16. Farine de blé . . . . . ad val. 10%.

1896 17. Bois à brûler, bois de construction, bois sciés (y compris les planches sciées) et douves . ad val. 8%.
18. Eaux minérales . . . . . ad val. 10%.
19. Machines et instruments agricoles, ustensiles de toute sorte pour arts et métiers, poëles et fourneaux pour l'industrie, ateliers, fabriques etc. . . . . ad val. 8%.
20. Ouvrages ordinaires en fonte non polis, non vernis, non peints . . . . . ad val. 10%.
21. Vis . . . . . ad val. 8%.
22. Tous les autres articles non spécialement dénommés . . . . . ad val. 14%.

Annexe *B*.

Dispositions spéciales concernant la perception des droits ad valorem des marchandises importées en Bulgarie.[1])

Article 1.

L'importateur est tenu d'indiquer par écrit dans la déclaration la valeur et la dénomination commerciale de la marchandise importée.

Les droits ad valorem seront calculés sur la valeur déclarée qui se constituera du prix réel de vente des marchandises au lieu d'origine ou d'expédition, des frais de transport jusqu'à la frontière et des frais d'emballage, d'assurance et de commission réellement occasionnés jusqu'au lieu de destination.

L'importateur devra joindre à sa déclaration la facture de vente et la lettre de voiture ou le connaissement.

La valeur de la marchandise sera portée sur la déclaration en levs (francs) et fractions. Si le prix et les frais d'emballage sont indiqués dans la facture en florins v. a., ils seront pour le traitement douanier, réduits en francs d'après le cours du florin v. a. en francs, publié par la banque nationale de Sophia. Les frais de transport, d'assurance et de commission seront réduits sur la même base.

Article 2.

La visite douanière des marchandises aura lieu dans les 48 heures qui suivent la déclaration.

La douane ne pourra refuser de calculer le droit d'entrée d'après la valeur déclarée par l'importateur que dans le cas

[1]) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux boissons spiritueuses dénommées au No. 2 de l'annexe *A*.

où, par suite d'une appréciation rigoureuse de la qualité et 1896
de la nature des marchandises présentées, elle a des doutes fondés sur l'exactitude de la valeur.

Si la douane, en conformité de cette disposition, juge que la valeur déclarée est inférieure à la valeur réelle, elle a, dans les 24 heures après la visite douanière, le droit d'augmenter la valeur déclarée.

Si l'importateur ne consent pas à cette augmentation, la douane aura le droit d'exercer la préemption ou de recourir à l'expertise.

En cas de préemption la douane aura à payer à l'importateur dans un délai de 15 jours la valeur déclarée, augmentée de 5 pour cent; il est entendu qu'il ne sera perçu ni le droit d'entrée ni une taxe quelconque.

Dans le cas d'une expertise laquelle aura lieu dans un terme de 15 jours, la douane sera tenue de remettre à la libre disposition de l'importateur, s'il le demande, la marchandise, en retenant des échantillons, à condition toutefois que l'importateur fournisse caution suffisante à garantir le droit d'entrée, les taxes additionnelles et les suppléments dudit droit qui pourraient résulter de l'expertise; l'importateur aura la faculté de présenter aux experts, à titre de renseignement, un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie compétente sur le prix réel de la marchandise introduite.

Article 3.

Le droit de préemption de la douane est déchu dès que l'expertise est demandée.

Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de plus de 10 pour cent celle qui a été déclarée par l'importateur, le droit d'entrée sera perçu sur la valeur déterminée par les experts.

Si la valeur déterminée par les experts dépasse de 10 pour cent celle qui a été déclarée, le déclarant sera passible d'une amende qui sera fixée par le Ministre des Finances et qui pourra s'élever jusqu'au décuple des droits fraudés.

Il a été constaté que sous l'expression „droits fraudés" sera comprise la différence entre les droits calculés sur la valeur déclarée et les droits calculés sur la valeur fixée par les experts.

Les frais d'expertise seront supportés à moitié par l'importateur et la douane, si la valeur déterminée par l'expertise n'excède pas de plus de 5 pour cent la valeur déclarée; dans les autres cas ils seront supportés par la partie succombante.

Aussitôt que le droit, les taxes additionnelles et l'amende résultant éventuellement de l'expertise auront été perçus par

1896 la douane, la marchandise sera délivrée à l'importateur, ou le reste du montant du cautionnement lui sera rendu sans délai, si la marchandise avait déjà été retirée.

Article 4.

En cas d'expertise le chef de la douane et l'importateu nommeront chacun un expert dans les huit jours qui suiven la demande de l'expertise. En cas de partage de voix ou, s l'importateur le requiert, an moment même de la constitutio de l'arbitrage, les experts choisiront dans un délai de 8 jour un tiers arbitre. S'il y a désaccord entre eux, le tiers arbitr sera nommé par le président du tribunal de départemen compétent ou, aux endroits où il n'existe pas de tribunal d département, par le juge local (Mirowii sadia) compétent.

La décision arbitrale devra être rendue dans les 5 jour qui suivront la nomination des arbitres.

Article 5.

En cas de non-paiement des droits d'entrée, des droit supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dar les cinq jours de la notification de la décision des expert les marchandises, sauf le cas prévu par le dernier alinéa d l'article 2 concernant la délivrance de la marchandise contr cautionnement, pourront être vendues par la douane.

Le produit da la vente ou le cautionnement, après d duction des droits d'entrée, des droits supplémentaires, d l'amende et des frais, sera tenu à la disposition de l'ayar droit, en cas de vente, pendant une année à partir du jou de la vente, en cas de cautionnement, pendant une année partir du jour de la notification de la décision définitive.

Si la somme disponible n'est pas réclamée dans le dél fixé, elle restera définitivement acquise au Trésor.

(Uebersetzung.)

Zum Zwecke der Regelung der Handelsbeziehunge zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Bu garien durch eine Handelsconvention haben

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König vo Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien

zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König v Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

den Herrn Grafen Agenor Goluchowski von Goluchow Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Rath und Kämmer Minister des Kaiserlichen und Königlichen Hauses und d

Aeussern, Ritter des Ordens vom Goldenen Vliesse und 1896
Ritter des Kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone erster Classe

und

Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien

den Herrn Demeter J. Stancioff, Doctor der Rechte, Seinen diplomatischen Agenten, Grossofficier des nationalen bulgarischen Civilverdienstordens, Grosscordon des Medschidje-Ordens, und

den Herrn Constantin G. Seraphimoff, Mitglied des bulgarischen Obersten Cassationshofes, Officier des nationalen bulgarischen Civildienstordens,

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über Folgendes übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen Oesterreich-Ungarn und Bulgarien wird volle und gänzliche Freiheit des Handels und der Schifffahrt bestehen. In Betreff der Errichtung und Ausübung von Handels-, Schifffahrts- oder Industrieunternehmungen, sowie in Bezug auf den Erwerb, die Uebertragung, die Ausübung und die Verfolgung der Rechte aller Art sollen die Angehörigen der vertragschliessenden Theile gegenseitig auf dem Fusse vollständiger Gleichheit behandelt werden. Ebenso sollen die Angehörigen der vertragschliessenden Theile in Beziehung auf ihren Handel und ihre Industrie in den Häfen, Städten und Orten der betreffenden Staatsgebiete, sei es, dass sie sich hier niederlassen oder nur vorübergehend aufhalten, weder andere, noch höhere Gebühren, Taxen, Steuern oder Abgaben unter welcher Bezeichnung immer entrichten als jene, welche von den Einheimischen erhoben werden, und die Privilegien, Immunitäten und anderen Begünstigungen irgend welcher Art, welche in Ansehung des Handels oder der Industrie die Angehörigen eines der vertragschliessenden Theile geniessen sollten, werden auch jenen des anderen Theiles zukommen.

Es ist selbstverständlich, dass die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile in Betreff der in diesem Artikel erwähnten Angelegenheiten lediglich die auf die Einheimischen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation anwendbaren, allgemeinen Gesetze und Verordnungen des Landes zu beobachten haben, ohne dass sie jedoch verhalten sind, in Betreff der Ausübung der ihnen in diesem Artikel übertragenen Rechte um eine besondere Ermächtigung oder Genehmigung der Landesbehörden einzuschreiten.

Die in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Theile bestehenden Stiftungen, Corporationen, Vereine und überhaupt alle juristischen Personen, mit Ausnahme der

1896 Handels-, Transport- und Versicherungsgesellschaften, können auf dem Gebiete des anderen Theiles unbewegliches Vermögen, sei es in entgeltlicher oder unentgeltlicher Weise nicht erwerben.

Artikel II.

Die Unterthanen jedes der vertragschliessenden Theile werden auf dem Gebiete des anderen von jedem Militärdienste und jeder militärischen Leistung, sowie auch von allen ausserordentlichen Requisitionen befreit sein, welche zufolge ausnahmsweiser Verhältnisse angeordnet werden. Hiervon sind jedoch ausgenommen die Lasten, welche an den aus was immer für einem Titel stattfindenden Besitz eines unbeweglichen Gutes geknüpft sind, sowie die militärischen Leistungen und Requisitionen, zu welchen alle Einheimischen in ihrer Eigenschaft als Besitzer, Pächter oder Miether unbeweglicher Güter herangezogen werden können.

Ebenso werden sie von jedem zwangsweisen Amtsdienste gerichtlicher, administrativer oder municipaler Art befreit sein.

Artikel III.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, die auf die Schifffahrt bezüglichen Fragen sobald als thunlich durch den Abschluss einer eigenen Convention zu regeln.

In gleicher Weise wird an den Abschluss einer eigenen Convention über den Marken- und Musterschutz geschritten werden. Bis zur Unterzeichnung dieser Convention werden die Angehörigen der vertragschliessenden Theile gegenseitig auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Die bulgarische Regierung wird ein den geltenden internationalen Grundsätzen angepasstes Gesetz über Erfindungspatente dem Sobranje vorlegen und auf die ehebaldigste Sanctionirung desselben hinzuwirken bestrebt sein.

Artikel IV.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch Vorlegung einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Handels- oder Gewerbebetriebe berechtigt sind und die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Theiles bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waaren

produciren, Waareneinkäufe zu machen. Sie sollen ferner 1896
befugt sein, bei Kaufleuten oder anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waaren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen, auch unter Mitführung von Mustern, aufzusuchen. In keinem Falle sollen sie hiefür eine besondere Abgabe entrichten müssen.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen wohl Waarenmuster, aber keine Waaren mit sich führen.

Die Gewerbelegitimationskarten sind nach dem in der Anlage enthaltenen Muster auszufertigen.

Die vertragschliessenden Theile werden sich gegenseitig Mittheilung darüber machen, welche Behörden zur Ausfertigung der Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karten bei Ausübung ihres Gewerbebetriebes zu beobachten sind.

Die obigen Bestimmungen finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, einschliesslich des Hausirhandels und des Aufsuchens von Bestellungen bei Personen, welche nicht Handel oder Gewerbe treiben.

Hinsichtlich der Formalitären, denen die Handlungsreisenden in den Gebieten der vertragschliessenden Theile unterworfen sind oder unterworfen sein werden, geniessen die Oesterreicher und die Ungarn in Bulgarien und die Bulgaren in der österreichisch ungarischen Monarchie die Behandlung der meistbegünstigten Nation.

Artikel V.

Die einem Einfuhrzolle unterliegenden Waaren, die als Muster dienen und von bulgarischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handlungsreisenden in das österreichisch-ungarische Zollgebiet oder von österreichischen oder ungarischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handlungsreisenden in Bulgarien eingeführt werden, sollen gegenseitig, unter den zur Sicherung ihrer Wiederausfuhr oder Niederlegung in ein Entrepôt nöthigen Zollformalitäten, zeitweilig zollfrei zugelassen werden. Diese Formalitäten sollen gemäss den Gesetzen oder Vorschriften erfüllt werden, die in den betreffenden Gebieten entweder schon bestehen oder noch erlassen werden.

Artikel VI.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch kein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot zu hindern.

Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) Bei den gegenwärtig in Kraft stehenden oder in Zukunft etwa einzuführenden Staatsmonopolen;

1896 *b)* aus Rücksichten der Gesundheits- und Veterinärpolizei;
c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Der unter *b)* bezeichnete Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmaassregeln, welche zum Schutze der Landwirthschaft gegen die Einschleppung und Verbreitung schädlicher Insecten und anderer schädlicher Organismen ergriffen werden.

Artikel VII.

Die Waaren aller Art, welche von dem Gebiete des einen vertragschliessenden Theiles kommen oder dahin gehen, werden wechselseitig im Gebiete des anderen von jedem Durchfuhrzolle, sowie von Consumabgaben jeder Art frei sein, sei es, dass sie direct transitiren, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert und wieder aufgeladen werden müssen.

Artikel VIII.

Die aus Oesterreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren sollen in Bulgarien bei ihrer Einfuhr zu den in der Anlage *A* der gegenwärtigen Convention festgesetzten Werthzöllen zugelassen werden.

Alle aus Oesterreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren werden bei der Einfuhr in Bulgarien auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Alle aus Bulgarien herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren werden bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Insoferne in Bulgarien in Folge von Gesetzen oder Conventionen mit dritten Staaten für die Einfuhr von Waaren andere Verzollungsarten oder Zölle als die gemäss der Anlage *A* vereinbarten in Anwendung kommen, hat der Importeur von österreichischen oder ungarischen Waaren die Wahl, dieselben nach diesen letzteren Verzollungsarten und Zollsätzen oder nach den in der Anlage *A* vereinbarten Zöllen verzollen zu lassen.

In jedem Falle kann der Importeur zwischen diesen verschiedenen Verzollungsarten und Zollsätzen nach eigener Convenienz wählen und darf in der Ausübung dieses Rechtes weder unmittelbar noch mittelbar gehindert werden.

Die näheren Bestimmungen über das Verfahren bei der Verzollung von Waaren nach ihrem Werthe sind in der Anlage *B* enthalten.

Artikel IX.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich nicht nur, was das Ausmaass der Zölle und Nebengebühren bei der Ein-

und Ausfuhr, sondern auch die Einhebung und Sicherstellung 1896
derselben, wie überhaupt die Zollbehandlung in der Ein-, Aus- und Durchfuhr betrifft, die Boden- und Industrieerzeugnisse des anderen Theiles an jeder Begünstigung, Befreiung oder Erleichterung theilnehmen zu lassen, welche einer von ihnen einer dritten Macht jetzt oder in Zukunft gewähren würde, so dass jede solche Begünstigung ipso facto sofort und ohne irgend eine Gegenleistung auf die Boden- und Industrieerzeugnisse des anderen vertragschliessenden Theiles ausgedehnt wird.

Artikel X.

Innere Abgaben, welche in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen oder Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel XI.

Sowie in der österreichisch-ungarischen Monarchie rücksichtlich der Zahlungen der Zölle und Nebengebühren die gegenüber der meistbegünstigten Nation anwendbaren Bestimmungen auch für Waaren bulgarischen Ursprunges und bulgarischer Erzeugung gelten, so werden auch in Bulgarien Waaren österreichischen oder ungarischen Ursprunges keinen localen oder anderweitigen Zollzuschlägen, keinen neuen oder höheren Nebengebühren als den derzeit gegenüber den meistbegünstigten Nationen bestehenden unterworfen werden, nämlich:

1. Der Plombengebühr, und zwar:

a) von 30 Centimes für jede grosse Plombe, einschliesslich der Schnur; und

b) von 5 Centimes für jede kleine Plombe oder Siegel, einschliesslich der Schnur.

2. Eine Taxe von 10 Centimes wird erhoben für jedes Exemplar der nachstehenden, vom Zollamte zu beziehenden Drucksachen:

a) der Manifeste oder Auszüge aus denselben;

b) der Zollerklärungen;

c) der Geleitscheine für jene Waaren, welche von einem bulgarischen Hafen nach einem anderen bulgarischen Hafen befördert werden;

d) der Transitscheine;

1896 *a)* der Begleitscheine, welche von dem Eingangszollamte
jene Waaren ausgefertigt werden, deren Verzollung d
ein anderes Zollamt stattfinden soll.

3. Eine Taxe von 5 Centimes kommt zur Einhebung
jedes Exemplar der von dem Zollamte ausgefertigten
gedruckten Quittungen.

Ebenso wird eine Taxe von 5 Centimes für alle and
vom Zollamte ausgegebenen Drucksachen eingehoben.

4. Der Stempelgebühr, welche nach dem in Gel
stehenden Stempelgesetze eingehoben wird.

5. Der Viehbeschaugebühr; der Triebgebühr für S
(beglik).

6. Der Quaigebühr in dem durch das Circular
$\frac{15. \text{ April}}{3. \text{ April}}$ 1885 festgestellten Ausmaasse.

7. Den Magazinsgebühren gemäss Artikels 64 des
gesetzes.

8. Der statistischen Gebühr von:

a) 10 Centimes für jedes Collo mit Ausnahme der
sendungen;

b) 15 Centimes für je 1000 *kg* bei unverpackt verlad
Waaren;

c) 10 Centimes für jedes Stück Vieh.

Die statistische Gebühr wird sowohl bei der Einfuh
bei der Ausfuhr eingehoben.

Es versteht sich, dass die Nebengebühren nur dann
nur insoweit erhoben werden können, als die Leistungen
welche sie bezahlt werden sollen, thatsächlich und auf G
der Zollvorschriften oder Gesetze erfolgt sind.

Es bleibt übrigens vereinbart, dass jede Verminde
dieser Zuschlags- oder Nebengebühren, welche den Wa
eines dritten Staates zugestanden würde, ohne Verzug
auf die gleichartigen Artikel österreichischen oder ungaris
Ursprunges Anwendung finden soll.

Artikel XII.

In Betreff der Beförderungsarten, der Kosten, der
leichterungen und der anderen hierauf bezüglichen Vort
verpflichtet sich die bulgarische Regierung, die Waaren, B
und Industrieproducte der österreichisch-ungarischen Mona
welche in Bulgarien mit der Eisenbahn befördert we
ganz in der gleichen Weise zu behandeln, wie die Wa
der meistbegünstigten Nation oder die einheimischen Wa

Artikel XIII.

Unbeschadet der besonderen Vereinbarungen über
Zollverfahren im Eisenbahnverkehre wird festgesetzt, das

Waaren, welche in dem Gebiete eines der vertragschliessenden 1896
Theile dem Zollsicherstellungsverfahren unterzogen werden und aus gleichem oder anderem Grunde bereits unter Raum- und Colloverschluss gelegt worden sind, wenn sonst den Anforderungen der Controle Genüge geschehen, in dem anderen Gebiete nicht ansgepackt und die vorhandenen unverletzten Siegel und Plomben nicht durch andere ersetzt werden sollen.

Artikel XIV.

Bulgarien wird das Recht haben, commercielle Agenten in allen österreichischen und ungarischen Plätzen, welche für seinen Handel von Bedeutung sind, zu bestellen.

Das seitens Oesterreich-Ungarns bisher in Bulgarien ausgeübte Recht der Ernennung von Consularfunctionären bleibt aufrecht.

Artikel XV.

Die gegenwärtige Convention erstreckt sich auch auf diejenigen Länder und Gebiete, welche gegenwärtig oder in der Zukunft durch eine Zollunion mit einem der vertragschliessenden Theile verbunden sind.

Artikel XVI.

Die gegenwärtige Convention wird acht Tage nach dem Austausche der Ratificationen, welche spätestens am $\frac{\text{13. Mai}}{\text{1. Mai}}$ 1897 erfolgen wird, in Kraft treten und bis zum $\frac{\text{31. December}}{\text{18. December}}$ 1903 in Geltung bleiben.

Für den Fall, als keiner der vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des genannten Zeitraumes seine Absicht, die Wirkungen dieser Convention aufhören zu lassen, kundgegeben haben wird, wird dieselbe bis zum Ablaufe eines Jahres, vom Tage, wo einer oder der andere der vertragschliessenden Theile sie gekündigt haben wird, in Kraft bleiben.

Die vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, an dieser Convention, im gemeinsamen Einvernehmen, jede Modification vorzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundsätzen derselben nicht im Widerspruche stehen und deren Nützlichkeit die Erfahrung dargethan haben wird.

Artikel XVII.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die Convention unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

1896 So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung am $\frac{\text{21. December}}{\text{9. December}}$ 1896.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *Dr. Stancioff* m. p.

(L. S.) *C. Seraphimoff* m. p.

Muster. 1896

Gewerbe-Legitimationskarte für Handlungsreisende.

Für das Jahr . . . Nr. der Karte . . .

(Wappen.)

Giltig in der österreichisch-ungarischen Monarchie und in Bulgarien.

Inhaber:

(Vor- und Zuname.)

(Ortsname), den . . . . . (Tag, Monat, Jahr).

(Siegel.) (Behörde.)

Unterschrift.

Es wird hiermit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte

{ eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) in . . . . . unter der Firma . . . . . besitzt,

{ als Handlungsreisender im Dienste der Firma . . . . . in . . . . . steht, welche eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) daselbst besitzt.

Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem nachfolgender $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) in . . . . . Waarenbestellungen aufzusuchen und Waareneinkäufe zu machen beabsichtigt, bescheinigt, dass für den Gewerbebetrieb vorgedachter $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben entrichtet werden.

Bezeichnung der Person des Inhabers:

Besondere Kennzeichen:
Alter:
Gestalt:
Haare:

Unterschrift.

. . . . . .

Zur Beachtung.

Inhaber dieser Karte ist ausschliesslich im Umherziehen und ausschliesslich für Rechnung der vorgedachten $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ berechtigt, Waarenbestellungen aufzusuchen und Waareneinkäufe zu machen. Er darf nur Waarenmuster, aber keine Waaren mit sich führen. Ausserdem hat er die in jedem Staate giltigen Vorschriften zu beachten.

Anmerkung: Von den Doppelzeilen wird in das Formular, welches dafür den entsprechenden Raum zu gewähren hat, die obere oder untere Zeile eingetragen, je nachdem es den Verhältnissen des einzelnen Falles entspricht.

Anlage A.

Zölle beim Eintritte nach Bulgarien.

Bezeichnung der Waaren. Ein

Zucker nicht raffinirt, raffinirt, Candis-
Zuckerwaaren: Dragees, Bonbons, Lokum,
Pekmez (Saft von gesottenen Trauben)
Zucker glacirte Früchte . . . . vom Wert

2. Gebrannte geistige Getränke: Alkohol, Trauben- und Zwetschkenbranntwein, Arak, Rum, Cognac, Liqueure und andere Branntweine jeder Art . . . . . 1 Nach e Pro gleich wende cialb

3. Kerzen und ordinäre Seifen (Waschseifen) . . . . . vom Wert

4. Leder aller Art . . . . . vom Wert

5. Lederwaaren . . . . . vom Wert

6. Stricke und Seilerwaaren jeder Art mit Ausnahme von Bindfäden . . . . . vom Wert

7. Schuhwaaren jeder Art mit Ledersohlen . . . . . 100 *kg* netto 2

8. Confectionirte Kleidungen, deren überwiegendes Materiale auf der Schauseite aus Geweben von reiner oder gemischter Wolle besteht . . . . . 100 *kg* netto 3

Anmerkung. Schuhwaaren und confectionirte Klei welche nicht unter die Nummern 7 und 8 fallen, ebe Wäschwaaren jeder Art, Hüte und verschiedene Conf für den unmittelbaren Gebrauch werden nach Nun behandelt.

9. Tuche und Stoffe aus Wolle im Gewichte von mehr als 400 Gramm per Quadratmeter vom Wert

10. Fensterglas . . . . . vom Wert

11. Glaswaaren aller Art . . . . . vom Wert

12. Porzellan- und Fayencewaaren . . vom Wert

13. Kurz- und Quincailleriewaaren sowie Bürstenbinderwaaren . . . . . vom Wert

Anmerkung. Hierher gehören die unter den N 413, 414, 517, 531, 534 bis 537 inclusive, sowie 741 inclusive der bulgarischen Statistik für das Jahr 1 geführten Waaren mit Einschluss der Knöpfe und der aller Art. Dagegen sind die echten Bijouteriewaar sind die Gegenstände aus Gold und die Gegenstä Edelsteinen, auch in Verbindung mit Metallen, von Kategorie ausgeschlossen.

14. Leinegarne . . . . . vom Werthe 10%. 1896
15. Leinegewebe . . . . . vom Werthe 10%.
16. Mehl . . . . . vom Werthe 10%.
17. Brennholz, Bauholz, Sägewaaren (mit Einschluss der gesägten Bretter) und Fassdauben . . . . . vom Werthe 8%.
18. Mineralwässer . . . . . vom Werthe 10%.
19. Landwirthschaftliche Maschinen und Instrumente, Geräthschaften aller Art für Kunst und Gewerbe, Oefen und Herde für die Industrie, Werkstätten, Fabriken etc. . . . . vom Werthe 8%.
20. Gewöhnliche Gusseisenwaaren, nicht polirt, nicht gefirnisst, nicht bemalt . . . . vom Werthe 10%.
21. Schrauben . . . . . vom Werthe 8%.
22. Alle anderen nicht besonders benannten Artikel . . . . . vom Werthe 14%.

Anlage *B*.

Besondere Bestimmungen, betreffend die Erhebung von den in Bulgarien eingeführten Waaren.[1])

Artikel 1.

Der Importeur hat schriftlich in der Declaration den Werth und die handelsübliche Benennung der eingeführten Waare anzugeben.

Die Werthzölle werden nach dem declarirten Werthe berechnet, welcher sich zusammensetzt aus dem wirklichen Verkaufspreise der Waaren am Ursprungs- oder Absendungsorte, den Kosten des Transportes bis zur Grenze und den bis zur Ankunft im Bestimmungsorte thatsächlich erwachsenen Spesen für Emballage, Versicherung und Commission.

Der Importeur soll seiner Declaration die Verkaufsfactura nebst Frachtbrief oder Connossament beilegen.

Der Waarenwerth ist in der Declaration in Levs (Francs) und deren Bruchtheilen auszudrücken. Sind in der Factura der Preis und die Emballagekosten auf Gulden österreichischer Währung gestellt, so sind diese Beträge zum Behufe der Verzollung nach dem von der Nationalbank in Sofia veröffentlichten Course des österreichischen Guldens in Francs umzurechnen. Derselbe Maassstab ist auch der Umrechnung der Transport-, Versicherungs- und Commissionsspesen zu Grunde zu legen.

[1]) Diese Bestimmungen beziehen sich nicht auf die in Nr. 2 der Anlage *A* bezeichneten gebrannten geistigen Getränke.

1896

Artikel 2.

Die zollämtliche Waarenbeschau hat binnen 48 Stunden nach Abgabe der Declaration zu erfolgen.

Das Zollamt kann die Berechnung des Eingangszolles nach dem vom Importeur declarirten Werthe nur in dem Falle verweigern, in welchem es auf Grund einer gewissenhaften Prüfung der Beschaffenheit und der Natur der vorgewiesenen Waaren begründete Zweifel in die Richtigkeit der Werthangabe setzt.

Wenn das Zollamt im Sinne dieser Bestimmung erkennt, dass der declarirte Werth geringer ist als der wirkliche Werth, hat es binnen 24 Stunden nach Vornahme der zollämtlichen Waarenbeschau das Recht, den declarirten Werth zu erhöhen.

Falls der Importeur dieser Erhöhung nicht zustimmt, hat das Zollamt das Recht, das Vorkaufsrecht auszuüben oder die Expertise in Anspruch zu nehmen.

Im Falle der Ausübung des Vorkaufsrechtes wird das Zollamt dem Importeur binnen einer Frist von vierzehn Tagen den um fünf Procent erhöhten declarirten Werth ausbezahlen; in diesem Falle wird weder die Eintrittszollgebühr noch irgend eine andere Gebühr entrichtet.

Im Falle der Einleitung einer Expertise, welche binnen vierzehn Tagen stattfinden soll, hat das Zollamt die Waare dem Importeur über dessen Verlangen zur freien Verfügung unter Zurückhaltung von Waarenmustern und gegen angemessene Sicherstellung des Eingangszolles, der Nebengebühren und der aus Anlass der Expertise eventuell zu gewärtigenden Zollzuschläge auszufolgen; dem Importeur steht das Recht zu, den Experten als Informationsbehelf ein von der zuständigen Handels- und Gewerbekammer ausgestelltes Certificat über den wirklichen Preis der eingeführten Waare vorzulegen.

Artikel 3.

Das Vorkaufsrecht des Zollamtes erlischt, sobald die Expertise in Anspruch genommen wird.

Wenn die Expertise ergibt, dass der Werth der Waare den vom Importeur declarirten Wert nicht um mehr als 10 Procent übersteigt, wird der Eingangszoll gemäss dem durch die Experten bestimmten Werthe erhoben.

Uebersteigt der durch die Expertise ermittelte Werth den in der Declaration angegebenen um mehr als 10 Procent, so verfällt der Declarant einer vom Finanzminister festzusetzenden Geldstrafe, welche bis zum Zehnfachen der hinterzogenen Zollgebühren bemessen werden kann.

Unter dem Ausdrucke „hinterzogene Zollgebühren" wird 1896
die Differenz zwischen der nach dem declarirten Werthe berechneten Zollgebühr und jener verstanden, welche nach dem von den Experten festgestellten Werthe berechnet wird.

Die Kosten der Expertise werden vom Importeur und dem Zollamte zu gleichen Theilen bestritten, wenn der durch die Expertise festgestellte Werth den declarirten Werth um nicht mehr als 5 Procent übersteigt; in anderen Fällen werden diese Kosten vom unterliegenden Theile getragen.

Sobald vom Zollamte die Zollgebühr, die Nebengebühren und die etwa in Folge der Expertise sich ergebenden Strafen eingehoben sind, ist dem Importeur die Waare auszufolgen oder, falls er dieselbe bereits bezogen hatte, der Rest der Sicherstellung ohne Verzug zurückzustellen.

Artikel 4.

Die Expertise wird in der Weise veranstaltet, dass der Vorstand des Zollamtes und der Importeur binnen acht Tagen, nachdem dieselbe in Anspruch genommen wurde, je einen sachverständigen Schiedsrichter ernennen. Bei Stimmengleichheit oder auf Verlangen des Importeurs sofort bei Constituirung des Schiedsgerichtes werden die beiden Sachverständigen binnen acht Tagen einen dritten Schiedsrichter erwählen. Wenn über diese Wahl unter ihnen keine Verständigung erzielt wird, so wird der dritte Schiedsrichter vom Präsidenten des competenten Departementgerichtes oder, wo ein solches nicht besteht, von dem zuständigen Ortsrichter (Mirowii sadia) ernannt.

Der Schiedsspruch muss innerhalb der auf die Ernennung der Schiedsrichter folgenden fünf Tage gefällt werden.

Artikel 5.

Wenn die Zollgebühren, die Zollzuschläge, die Geldstrafen und sonstigen Kosten nicht spätestens binnen fünf Tagen nach erfolgter Verständigung der Partei von der Entscheidung der Expertise entrichtet werden, können die Waaren, den im letzten Absatze des Artikels 2 vorgesehenen Fall der Ausfolgung der Waare gegen Sicherstellung ausgenommen, durch das Zollamt veräussert werden.

Der Erlös des Verkaufes oder die Sicherstellungssumme wird nach Abzug der Eingangszollgebühren, der Zuschläge, der Geldstrafe und sonstigen Kosten zur Verfügung des Berechtigten bereitgehalten werden, und zwar im Falle des Verkaufes durch ein Jahr, vom Tage des Verkaufes an gerechnet, und im Falle der Sicherstellung durch ein Jahr vom Tage der Zustellung der endgiltigen Entscheidung.

1896 Wenn der zur Verfügung bereit gehaltene Betrag während des bezeichneten Zeitraumes nicht reclamirt worden ist, verfällt derselbe endgiltig dem Staatsschatze.

En vertu des ordres de Sa Majesté l'Empereur et Roi, le soussigné, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, ratifie le contenu de la Convention de commerce conclue entre la Monarchie austro-hongroise et la Principauté de Bulgarie à Vienne, le 21 (9) Décembre 1896 et déclare que les stipulations de cette convention seront fidèlement observées et exécutées dans toute leur teneur.

En foi de quoi le soussigné a signé le présent document de sa propre main et lui a fait apposer le sceau du Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.

Fait à Vienne, le 13 Mai 1897.

Gołuchowski m. p.

(Urtext.)

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante de la Convention même:

Ad article I de la Convention.

1. Les dispositions de l'article I relatives à l'établissement et l'exercice des professions ne seront pas appliquées:

a) dans la Monarchie austro-hongroise aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercés exclusivement en ambulant;

b) en Bulgarie aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions excercés exclusivement en ambulant.

Il est convenu que la disposition indiquée sous *b)* ne pourra être appliquée aux pharmaciens autrichiens ou hongrois qui exercent actuellement cette profession en Bulgarie.

2. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions, ainsi que les sociétés d'assurance de tout genre, existant sur les territoires de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront, réciproquement exercer sur les territoires de l'autre tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur sur cette matière et qui sont applicables aux sociétés de toute autre nation.

3. Les sujets de l'une des Parties contractantes qui 1896
exercent le métier d'expéditeur entre les divers points des territoires respectifs ou qui se livrent à la navigation ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier et de ces industries, à aucune taxe industrielle ou spéciale sur les territoires de l'autre, pourvu qu'ils aient leur résidence dans les territoires de leur propre pays. Toutefois, leurs agents en Bulgarie, en leur qualité de personnes exerçant un métier dans le pays, devront acquitter le droit de patente (impôt sur le revenu) proportionnellement à leurs revenus. De même, les expéditeurs qui s'occuperaient d'expéditions de marchandises entre deux points dans l'intérieur du pays seront soumis aux droits de patente, quant au revenu résultant de ces affaires.

Ad article VI.

La Bulgarie aura la faculté d'introduire pendant la durée de la présente Convention des monopoles sur le sel, le tabac, la poudre et le pétrole. Elle pourra de même introduire des monopoles sur les articles qui, pendant la durée de la présente Convention, seraient monopolisés en Autriche-Hongrie.

Ad article VIII.

Pour faire jouir les marchandises du traitement conventionnel, la déclaration des marchandises devra indiquer leur origine.

Les importateurs de marchandises bulgares, autrichiennes ou hongroises seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droits douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'un tiers Etat qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un fonctionnaire consulaire, ou d'un agent commercial; enfin ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture si les gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement et seront rédigés d'après le formulaire annexé. Il en est de même du visa consulaire ou du visa d'un agent commercial,

1896 lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales ou par les bureaux de douane.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger la présentation d'une traduction des certificats d'origine qui ne seraient pas dressés dans la langue employée dans son service douanier. Cette traduction pourra aussi être délivrée par un fonctionnaire du pays exportateur autorisé à se servir d'un sceau officiel.

Quant aux denrées coloniales, aux épices, aux huiles, aux fruits du midi, aux drogues, aux matières tinctoriales et à tanner, aux gommes et aux résines, il est entendu que ces articles importés de l'Autriche-Hongrie jouiront en Bulgarie du traitement conventionnel, même s'ils ne sont pas accompagnés de certificats d'origine.

Ad article IX.

1. Les dispositions de l'article IX ne s'appliquent point:

a) aux faveurs qui sont accordées à des Etats limitrophes pour faciliter le commerce des frontières;

b) aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les dispositions d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

2. Le taux des droits de sortie n'est pas limité par cette Convention; mais il est bien entendu que ces droits seront les mêmes pour toutes les directions dans lesquelles l'exportation se fait.

3. Seront observées conformément aux principes en vigueur en Autriche-Hongrie, quant au traitement douanier en Bulgarie, les règles suivantes:

L'intéressé sera libre de renvoyer à l'étranger, sans acquitter les droits d'entrée ou de sortie, ou une taxe quelconque de consommation, les marchandises, même après les avoir examinées, qui auraient été déclarées à l'entrée, mais qui n'auraient pas encore passé dans le libre trafic, pourvu toutefois qu'il ne se soit pas, dans sa déclaration, rendu coupable d'une irrégularité qui justifierait une procédure pénale en matière de douane.

Dans ce cas on procèdera, quant à la marchandise importée, conformément aux dispositions des lois des finances. La marchandise pourra de nouveau être réexportée, si la procédure pénale en matière de douane relative à la constatation aura prouvé la justesse de la déclaration.

Dans tous les cas l'importateur aura à acquitter les taxes accessoires dues en vertu de l'article XI.

Les marchandises pourront être entreposées dans les magasins de douane, ou placées dans des entrepôts réels ou fictifs, pour les réexporter, les faire transiter ou les mettre

en consommation. Les droits d'entrée, accises et octrois, 1896
admis par la Convention, seront perçus des marchandises destinées à être dédouanées en raison des quantités retirées successivement des entrepôts. Les marchandises destinées au transit ou à la réexportation ne ponrront être grevées à ce titre d'une taxe quelconque.

Ad article X.

Les marchandises autrichiennes et hongroises ne pourront être grevées sous quelle dénomination que ce soit de taxes perçues au profit de l'Etat ou des communes (administrations municipales et corporations), autres que des droits de douane, des taxes accessoires prévues à l'article XI, des accises et des octrois.

Il est convenu que les accises et les octrois ne pourront grever, sous quelque dénomination que ce soit, les provenances autrichiennes ou hongroises ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse que les produits similaires bulgares. Ne seront, par conséquent perçus les accises et les octrois des marchandises autrichiennes et hongroises dans une autre valeur monétaire que des marchandises bulgares et ne seront pas accordées aux produits bulgares, en ce qui concerne les droits d'accises et d'octrois, des faveurs quelconques telles qu'elles pourraint par exemple résulter du système d'abonnement etc.

Les accises et les octrois pourront être perçus sur les marchandises autrichiennes ou hongroises même dans le cas où les articles similaires ne seraient pas produits dans la Bulgarie.

Les dispositions précédentes sur les accises et les octrois ne sont applicables aux marchandises autrichiennes ou hongroises que dans le cas où les provenances de tout autre pays sont soumises au même traitement.

Les accises et les octrois seront perçus conformément aux dispositions suivantes:

A. Les articles de consommation sur lesquels des accises pourront être prélevées à l'importation pour le compte de l'Etat sont les suivants: les boissons et les comestibles, le fourrage, les combustibles et les matières d'éclairage, ainsi que les matériaux de construction. Toutes les autres marchandises seront exemptes en Bulgarie du paiement d'accise.

Pour les articles dénommés ci-après les accises ne dépasseront pas en Bulgarie les taux suivants:

	l'hectolitre
Alcool, pour chaque degré de l'alcoolomètre de Gay Lussac	0·75 frs.
Rhum, liqueur, cognac, bitter, absinthe etc. . . .	30·— „

1896 Formulaire.

Certificat d'origine.

M. . . . . [1]) certifie que d'après les documents exhibés, M. . . . . [2]) a $\frac{\text{facturé}}{\text{embarqué}}$ le . . . . . 189 . [3]) dans $\frac{\text{cette gare}}{\text{ce port}}$ de . . . . . [4]), ... [5]) colis . . . . . [6]) marque . . . . . numéros . . . . . avec poids brut de . . . . . kilogrammes, contenant . . . . . [7]) lesquelles marchandises sont produites dans ce pays et sont destinées à suivre jusqu'à la douane $\frac{\text{autrichienne ou hongroise}}{\text{bulgare}}$ de . . . . . [8]) pour être expédiées à M. . . . . [9]) à . . . . . [10]).

(Date, signature et sceau.)

[1]) Nom de l'autorité qui expédie le document.
[2]) Nom du producteur ou négociant.
[3]) Date.
[4]) Nom de la gare du chemin de fer ou du port.
[5]) Numéro des colis.
[6]) Sorte des colis.
[7]) Description générique des marchandises.
[8]) Nom de la douane.
[9]) Nom du destinataire.
[10]) Nom du lieu de destination.

(Uebersetzung.) 1896

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung der Handelsconvention, welche m heutigen Tage zwischen Oesterreich-Ungarn und Bulgarien bgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollächtigten die nachstehenden Vorbehalte und Erklärungen bgegeben, welche einen integrirenden Theil der Convention elbst bilden sollen:

Zu Artikel I der Convention.

1. Die Bestimmungen im Artikel I, betreffend den Antritt nd die Ausübung von Gewerben, finden keine Anwendung:

a) in der österreichisch-ungarischen Monarchie auf das Apotheker- und Handelsmäklergewerbe, dann das Hausirgewerbe und andere ausschliesslich im Herumwandern ausgeübte gewerbliche Verrichtungen;

b) in Bulgarien auf das Dorfschankgewerbe, das Apotheker- und Handelsmäklergewerbe, dann das Hausirgewerbe und andere ausschliesslich im Herumwandern ausgeübte gewerbliche Verrichtungen.

Es wird jedoch vereinbart, dass die unter *b)* angeführte estimmung auf die österreichischen oder ungarischen Apoheker, welche gegenwärtig ihr Gewerbe in Bulgarien ausben, nicht anwendbar ist.

2. Die Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften uf Actien, sowie die Versicherungsgesellschaften jeder Art, elche in dem Gebiete des einen vertragenden Theiles echtlich bestehen, werden gegen Befolgung der diesbezüglich m anderen Gebiete geltenden und auf die Gesellschaften eder anderen Nation anwendbaren Gesetze und Vorschriften uch dort alle ihre Rechte, auch dasjenige der Verfolgung hrer Rechte vor Gericht ausüben können.

3. Die Angehörigen eines der vertragschliessenden Theile, elche das Speditionsgewerbe zwischen einzelnen Punkten er betreffenden Gebiete ausüben oder die Schifffahrt beeiben, werden rücksichtlich der Ausübung dieses Gewerbes der dieser Unternehmung in dem Gebiete des anderen heiles keiner gewerblichen oder anderen besonderen Abgabe nterworfen sein, woferne sie ihren Wohnsitz im Gebiete hres eigenen Landes haben. Jedoch werden deren Agenten n ihrer Eigenschaft als im Lande ein Gewerbe ausübende ersonen in Bulgarien die Patentsteuer (Einkommensteuer) ach Maassgabe ihres Einkommens entrichten. Ebenso werden ie Spediteure, welche die Waarenspedition zwischen zwei unkten im Innern des Landes betreiben, der Patentsteuer

1896 hinsichtlich des aus diesen Geschäften erzielten Einkommens unterliegen.

Zu Artikel VI.

Bulgarien kann während der Dauer der gegenwärtigen Convention Monopole auf Salz, Tabak, Schiesspulver und Petroleum einführen. Auch wird es Monopole auf jene Artikel einführen können, welche während der Dauer der gegenwärtigen Convention in Oesterreich-Ungarn monopolisirt werden sollten.

Zu Artikel VIII.

Damit eine Waare der vertragsmässigen Behandlung theilhaftig werde, muss in der Waarenerklärung die Angabe des Ursprungs enthalten sein.

Die Importeure bulgarischer, sowie österreichischer oder ungarischer Waaren sollen in der Regel von der Verpflichtung, Ursprungszeugnisse vorzuweisen, gegenseitig enthoben sein. Soferne jedoch einer der vertragschliessenden Theile verschiedene Zollsätze je nach dem Ursprunge der Waaren aufgestellt hätte, kann derselbe ausnahmsweise Ursprungszeugnisse dann verlangen, wenn nach den allgemeinen Verhältnissen, sowohl mit Rücksicht auf die Zollsätze, als auf die Transportbedingungen die Wahrscheinlichkeit vorliegen würde, dass Waaren von der Provenienz eines dritten Staates, welcher in dem betreffenden Falle von der Meistbegünstigung ausgeschlossen sein sollte, aus den Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles eingeführt würden.

Diese Zeugnisse können von der Ortsbehörde des Ortes der Versendung oder dem Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von einem Consularfunctionär oder commerciellen Agenten ausgestellt sein und können erforderlichenfalls auch durch die Factura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

Die Ursprungszeugnisse sind gebührenfrei auszustellen und nach dem anliegenden Formular abzufassen. Das Gleiche gilt bezüglich des Consularvisums oder des Visums eines commerciellen Agenten, wenn dieses Visum für die von den Ortsbehörden oder den Zollämtern ausgefertigten Ursprungszeugnisse verlangt wird.

Es soll jeder Theil berechtigt sein, bei Ursprungszeugnissen, welche nicht in der Sprache seines Zolldienstes ausgestellt sind, die Beibringung einer Uebersetzung zu fordern. Eine solche Uebersetzung kann auch von einem zur Führung eines Dienstsiegels befugten Organe des exportirenden Landes ausgestellt werden.

1896

Zu Artikel X.

Die österreichischen und ungarischen Waaren dürfen ausser mit den Zöllen, den im Artikel XI vorgesehenen Nebengebühren, den Accisen und Octrois, mit keinen anderen wie immer Namen habenden, für Rechnung des Staates oder der Gemeinden (Municipalverwaltungen und Körperschaften) einzuhebenden Gebühren belastet werden.

Es wird vereinbart, dass die österreichischen oder ungarischen Provenienzen von den Accisen und Octrois unter keiner wie immer gearteten Bezeichnung weder mit einem höheren Satze noch in einer beschwerlicheren Weise als die gleichartigen bulgarischen Producte getroffen werden können. Es werden daher auch die Accisen und Octrois von den österreichischen und ungarischen Waaren in keiner anderen Geldvaluta erhoben werden als die bulgarischen Waaren, und werden den bulgarischen Waaren in Hinsicht auf die Accise- und Octroi-Abgaben keinerlei Begünstigungen, wie solche beispielsweise aus dem Abonnementsystem etc. sich ergeben können, eingeräumt werden.

Die Accisen und Octrois können von den österreichischen oder ungarischen Waaren auch in dem Falle erhoben werden, wenn gleichartige Artikel in Bulgarien nicht erzeugt werden sollten.

Die vorstehenden Bestimmungen über die Accisen und Octrois finden aber auf die österreichischen oder ungarischen Waaren nur dann Anwendung, wenn denselben die Provenienzen aller anderen Länder gleichmässig unterworfen werden.

Die Accisen und Octrois werden in Gemässheit der nachfolgenden Bestimmungen eingehoben werden.

A. Verzehrungsgegenstände, von welchen bei der Einfuhr Accisen für Rechnung des Staates erhoben werden können, sind: Getränke und Nahrungsmittel, Viehfutter, Brennstoffe und Beleuchtungsmaterialien, sowie Baumaterialien. Von anderen Waaren als diesen Verzehrungsgegenständen werden in Bulgarien Accisen nicht erhoben werden.

Für nachbenannte Artikel werden in Bulgarien die Accisen nachstehende Sätze nicht überschreiten:

	per Hektoliter
Alkohol für jeden Grad nach dem Alkoholometer von Gay Lussac	0·75 Frs.
Rum, Liqueur, Cognac, Bitter, Absinth etc. . . .	30·— „

Anmerkung: Rum, Liqueur etc. in Fässern, mit mehr als 40 Alkoholgraden nach dem Alkoholometer von Gay Lussac sind wie Alkohol zu behandeln.

	per 100 *kg* netto
Zucker	20·— Frs.
Bonbons, Halwa und Zuckerwaaren	40·— „
Kaffeesurrogate mit Einschluss des sogenannten Franck-Kaffees	20·— „
	per Hektoliter
Bier	5·— Frs.
	per 100 *kg* netto
Keren aus Stearin, Spermacet (Walrath) und Luxuskerzen	20·— Frs.
Conservirte Fische: Sardinen etc.	50·— „
Andere Conserven	100·— „
Olivenöle und andere Speiseöle	10·— „

Ausnahmsweise darf eine Accise von Zündhölzchen und Wachszündkerzchen, parfümirten Fetten und wohlriechenden Wässern, parfümirten Seifen und Spielkarten eingehoben werden.

Diese Taxe darf bei:

	per 100 *kg* netto
Zündhölzchen	30·— Frs.
Parfümirten Seifen	50·— „
	per Dtzd. Spiele
Spielkarten	12·— Frs.

nicht übersteigen.

B. Die Octrois, welche in Gemässheit der Bestimmungen des bulgarischen Gesetzes vom 30./18. December 1895 für Rechnung der Gemeinden (Municipalverwaltungen, Körperschaften) zur Einhebung gelangen, werden für die nachstehend aufgezählten Artikel die folgende Sätze nicht überschreiten:

	Frcs.	Cts.
	per Liter	
Wein und Essig in Gebinden	—	4
Alkohol, Branntwein, Rum und Cognac: per Liter und Grad nach dem Alkoholometer von Gay Lussac	—	1/2
Bier in Fässern	—	4
	per 3/4-L. Flasche	
Wein verschiedener Gattung in versiegelten Flaschen	—	50
Liqueure verschiedener Gattung in versiegelten Flaschen, wie: Rum, Absinth, Wermuth, Bitter, Curaçao, Vanille, Russischer Vodka	—	30
	per *kg* netto	
Kaffeesurrogate, mit Einschluss des sogenannten Franck-Kaffees	—·16	
Zucker	—· 4	
Zuckerwaaren, wie: Lokum, eingemachtes Obst, Bonbons und andere Zuckerwaaren	—·10	
Olivenöl und andere Speiseöle	—· 8	
Marinirte Fische, getrocknet und geräuchert . . .	—·16	
Schweizer-, Holländer- und andere Käse	—·32	

1896 per

Bauholz; rohe Bretter . . . . . .

Kalk . . . . . .

Ziegel . . . . . .

Stearinkerzen . . . . . .

Waschseife . . . . . .

Schuhwaaren aller Art mit Ledersohlen . . . . .

Confectionirte Kleider, deren überwiegendes Materiale auf der Schauseite aus Geweben von reiner oder gemischter Wolle besteht . . . . . .

Alle anderen Artikel, welche weder in der vorst Liste noch in dem vorerwähnten Gesetze vom 30. cember 1895 speciell angeführt sind, unterliegen, s nicht zollfrei eingehen, einer Octroigebühr von 2 vom Werthe.

Die Entrichtung der Octrois hinsichtlich der öst schen und ungarischen Waaren hat gleichzeitig Zahlung der Eingangszollgebühren zu erfolgen. So Octroigebühr einmal entrichtet ist, kann die Waare in Lande frei verkehren und wird unter keinerlei Tit weitigen Taxen unterworfen werden können.

Soweit in Gemässheit der vorstehenden Bestin die Erhebung der Octrois nach dem Werthe der Waar findet, werden die Octrois ohne weiteres Schätzungsv nach dem für die Erhebung der Zollgebühren festg Werthe berechnet werden.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne b Ratification, durch die blosse Thatsache der Ausw der Ratificationen, der Convention, auf welche es zieht, als von den vertragschliessenden Theilen gebil bestätigt anzusehen ist, wurde in doppelter Ausferti Wien am 21./9. December 1896 unterzeichnet.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *Dr. Stanci*

(L. S.) *C. Seraphimoff* m. p.

Die vorstehende Handelsconvention sammt Schluss und Anlagen wird nach erfolgter Zustimmung de Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Wien, am 13. Mai 1897.

Badeni m. p. *Bilinski*

Lebedur m. p. *Glanz* m

Ursprungszeugnis.

. . . . . [1]) bestätigt, dass nach den vorgelegten Schriftstücken Herr . . . . . [2]) am . . . . . 189 . [3]) im $\frac{\text{Bahnhof}}{\text{Hafen}}$ von . . . . . [4]) . . . . [5]) Frachtstücke . . . . . [6]) Zeichen . . . . . Nummer . . . . . im Bruttogewichte von . . . . . Kilogramm, enthaltend . . . . . [7]) $\frac{\text{facturirt}}{\text{verladen}}$ hat, welche Waaren in diesem Lande erzeugt worden und bestimmt sind, an das $\frac{\text{österreichische oder ungarische}}{\text{bulgarische}}$ Zollamt in . . . . . [8]) zu gehen, um an Herrn . . . . . [9]) in . . . . . [10]) weiterbefördert zu werden.

(Datum, Unterschrift und Siegel.)

[1]) Name der Behörde, die das Zeugnis ausstellt.
[2]) Name des Erzeugers oder Händlers.
[3]) Datum.
[4]) Name des Bahnhofes oder Hafens.
[5]) Zahl der Frachtstücke.
[6]) Art der Frachtstücke.
[7]) Angabe der Waarengattung.
[8]) Name des Zollamtes.
[9]) Name des Empfängers.
[10]) Name des Bestimmungsortes.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU DIX-SEPTIÈME VOLUM

P

1893. 18 décembre. Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce supprimant l'ordonnance des Ministres du commerce et des finances du 10 décembre 1890 (R. G. Bl. Nr. 213) et modifiant les mesures d'exécution de la loi du 26 juin 1890 (R. G. Bl. Nr. 132) concernant la statistique du commerce avec l'étranger . . . . . .

— **21/9 décembre.** Convention de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. Conclue à Bucarest; ratifiée à Budapest, le 9 juin 1894; ratifications échangées à Bucarest, le 14/2 juin 1894 . . . . . .

— **27 décembre.** Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce concernant l'augmentation des frais d'entretien alimentaire pour les personnes indigentes à rapatrier sur des navires marchands nationaux . . . . . .

— **27 décembre.** Loi sur la protection de la marine marchande .

— **27 décembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant l'exécution de la loi sur la protection de la marine marchande . . . . . .

— **27 décembre.** Loi autorisant le Ministère des royaumes et pays représentés au Reichsrat à supprimer l'article XVI de l'union commerciale et douanière conclue avec le Ministère des pays de la couronne hongroise (Loi du 27 juin 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] et du 21 mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48]), et à le remplacer par l'article XVI contenu dans le § 1 de la présente loi

— **27 décembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux concernant l'exécution de la loi du 27 décembre 1893 (R. G. Bl. Nr. 1891) relative à l'article XVI de l'union douanière et commerciale conclue avec le Ministère des pays de la couronne hongroise. (Lois des 27 juin 1878 [R. G. Bl. Nr. 62] et 21 mai 1887 [R. G. Bl. Nr. 48]) . . . . . .

— **27 décembre.** Loi autorisant le gouvernement Il Rl à régler, d'une manière provisoire, les relations commerciales avec l'Espagne . . . . . .

— **31 décembre.** Publication du président du conseil Il Rl par laquelle l'article XVI de l'union douanière et commerciale conclue entre le Ministère des royaumes et pays représentés au Reichsrat et le Ministère des pays de la couronne hongroise est remplacé par l'article XVI contenu dans le § 1 de la loi du 27 décembre 1893 (R. G. Bl. Nr. 191) . . . . . .

— **31 décembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux concernant le traitement douanier des provenances espagnoles à leur entrée sur le territoire douanier d'Autriche-Hongrie . . . . . .

— **31 décembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, du commerce et des finances concernant la révocation des défenses d'entrée et de transit de certaines marchandises pro-

Page

venant des ports français du golfe de Lyon et des départements limitrophes Hérault et Gard ainsi que de la Roumanie (les ordonnances du 21 juillet 1893 [R. G. Bl. Nr. 120] et du 27 septembre 1893 [R. G. Bl. Nr. 147]) et concernant quelques mesures prohibitives à l'égard de la Turquie 79

894. **20 janvier.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce apportant quelques facilités au traitement douanier dans le commerce de perfectionnement des broderies 80

— **22 janvier.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des billes de billard dégrossies 81

— **31 janvier.** Ordonnance IIe par laquelle les restrictions apportées à la juridiction des tribunaux consulaires d'Autriche-Hongrie ainsi que le transfert partiel de cette juridiction aux nouveaux tribunaux mixtes érigés en Egypte sont prolongées sur la base de la loi du 16 décembre 1890 (R. G. Bl. Nr. 218) 81

— **31 janvier.** Publication des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant la convention entre le Gouvernement Il Rl autrichien et le Gouvernement Il russe au sujet du règlement du service douanier sur la voie ferrée entre les stations autrichienne et russe de Nowosielitza 82

— **1 février.** Publication du Ministère Il Rl du commerce apportant quelques facilités au commerce réciproque des chemins de fer d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suisse, relativement aux objets admis conditionnellement au transport par la convention internationale sur le transport par chemins de fer du 14 octobre 1890 (R. G. Bl. No. 186 ex 1892) 90

— **15 février.** Publication des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant la liste des État les plus favorisés; en forme d'annexe au tarif douanier général pour le territoire douanier d'Autriche-Hongrie du 25 mai 1882 (R. G. Bl. Nr. 49) 117

— **9 mars.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des appareils magnétiques servant à dépurer le blé de la farine 117

— **15 mars.** Publication du Ministère Il Rl des finances autorisant le bureau de douane de Ière classe à Bozen à traiter en franchise de vieux meubles 118

— **19 mars.** Loi autorisant le Gouvernement Il Rl à régler, d'une manière provisoire, les relations commerciales avec la Russie . 118

— **25 mars.** Publication du Ministère Il Rl du commerce apportant quelques modifications à la liste des chemins de fer visés par la convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890 (R. G. Bl. Nr. 186) 119

— **31 mars.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux concernant le traitement douanier des provenances russes à leur entrée sur le territoire douanier d'Autriche-Hongrie 122

— **1 mai.** Publication du Ministère Il Rl du commerce, concernant l'accession du Luxembourg et de la Belgique à la convention internationale de Berne du 13 juin 1893, relative au commerce réciproque par chemins de fer 122

— **18/6 mai.** Convention commerciale entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Conclue à St. Pétersbourg; ratifiée à Vienne, le 25 juin 1894; ratifications échangées à Czarskoeselo, le 6 juillet/24 juin 1894 123

— **17 mai.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier du riz mondé et bris 130

— **20 mai.** Ordonnance du Ministère Il Rl de la justice, de concert avec les Ministères Iaux Raux de l'intérieur et du commerce,

Page

concernant le traité entre l'Autriche-Hongrie et la Grande Bretagne sur la protection réciproque de la propriété artistique et littéraire 130

1894. **27 mai.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier de certains carbonates de soude 132

— **30 mai.** Publication des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant l'établissement d'une succursale douanière à Aquiléja avec service de port et de santé 13

— **1 juin.** Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce, de concert avec les Ministères Iaux Raux de l'intérieur et des finances, concernant le règlement pour le port Il Rl de Brigance sur le lac de Constance, et les atterrissages publics de Hard, Fussach et Lochau . . . . . .

— **14 juin.** Publicaton des Ministères Iaux Raux de finances et du commerce formant annexe à l'ordonnance ministérielle du 23 juin 1891—VI (R. G. Bl. Nr. 78) sur les facilités de commerce accordées aux bateaux à vapeur desservant périodiquement le littoral . . . . . .

— **19 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture concernant l'entrée de certains engrais chimiques à l'usage de l'agriculture . . . . . .

— **20 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture concernant le règlement de l'importation de brebis et de porcs provenant de Roumanie dans les royaumes et pays représentés au Reichsrath . .

— **24 juin.** Ordonnance du Ministère Il Rl des finances concernant le cautionnement à fournir pour le payement exact de la restitution éventuelle des bonifications à l'occasion de l'exportation du sucre de la campagne 1894—95 . . . . . .

— **27 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture concernant le traitement douanier de vieux bouchons de liège, destinés à l'amélioration des vignes

— **3 juillet.** Publication du Ministère Il Rl des finances autorisant le bureau principal de douane de IIème classe à Meran à traiter en franchise de vieux meubles . . . . . .

— **10 juillet.** Publication des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant la liste des États les plus favorisés, ainsi que le traitement douanier des oeufs de volaille . . . .

— **15 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant les tares du tarif douanier général d'Autriche-Hongrie . . . . . .

— **1 août.** Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce apportant quelques modifications à l'ordonnance du 1 août 1893 (R. G. Bl. Nr. 126) sur le transport de matières explosibles par chemins de fer . . . . . .

— **7 août.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des pelleteries . .

— **15 août.** Publication du Ministère Il Rl du commerce apportant des modifications à la liste des chemins de fer visés par la convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892)

— **27 août.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier de certaines huiles destinées à la fabrication de savons . . . . . .

— **30 août.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier de tablettes en papier . . . . . .

Page

ptembre. Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances ccommerce concernant le traitement douanier d'ornements rcueils 197

tobre. Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce ap- t des modifications à l'ordonnance du 15 décembre 1875 . Bl. Nr. 152) sur les droguiers à bord des navires mar- s, et supprimant l'ordonnance du 15 avril 1887 (R. G. Bl.) sur la même matière 197

tobre. Publication des Ministères Iaux Raux des finances mmerce concernant l'établissement d'une succursale doua- à Téodo avec service de port et de santé 199

embre. Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances commerce concernant la position „crosses de fusils" du louanier 200

vembre. Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances commerce sur la position „acide phénique" du tarif ier 201

vembre. Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'inté- des finances et du commerce concernant prohibition de e, de la fabrication et du trafic de certains liquides des- à l'augmentation des degrés des boissons spiritueuses . . 203

vembre. Publication du Ministre Président Il Rl à l'égard ité austro-hongrois-anglais du 24 avril 1894 sur la pro- des droits d'auteurs 204

cembre. Publication du Ministère Il Rl des finances à l de la couleur des marques d'identité à appliquer aux dans le trafic d'amélioration 204

cembre. Loi sur le règlement provisoire des rapports com- ux avec l'Espagne 205

cembre. Ordonnance ministérielle sur le traitement dou- des provenances espagnoles 206

vier. Publication du Ministre Président Il Rl sur l'ac- n de la colonie de l'Australie du Sud au traité conclu a Grande-Bretagne à l'égard de la protection des droits urs d'oeuvres littéraires et artistiques 206

vier. Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce sur nsport sur le lac Constance de matières explosibles . . . 207

vier. Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce, por- omplètement et abrogation de quelques dispositions du ment international de navigation et des ports sur le Lac du 22 septembre 1867 et de l'ordonnance ministérielle octobre 1892 à l'égard du même sujet 220

vier. Ordonnance du Ministère Il Rl des finances, du erce et de l'agriculture concernant le traitement en douane ins importés de San-Sévéro et Barletta avec certificats ne 222

rier. Publication du Ministère Il Rl du commerce con- t l'arrangement relatif à certaines facilités à introduire e trafic par chemins de fer entre l'Autriche-Hongrie et nagne par rapport aux marchandises exclues du transport nditionnellement admises en vertu de la convention inter- ale du 14 octobre 1890 223

rier. Publication du Ministère Il Rl du commerce con- t la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la con- n internationale sur le transport par chemins de fer . . 235

rier. Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, térieur et du commerce sur les conditions auxquelles est e l'importation de l'étranger du sérum-antidiphthérique . 253

Page

1895. 25 février. Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances concernant le timbre à apposer aux obligations (lots) du premier emprunt d'état russe 254

— **23 mars.** Ordonnance du Ministre Il Rl des finances concernant la levée de la défense d'exportation des mulets . . . 257

— **4 avril.** Ordonnance du Ministre Il Rl du commerce concernant la modification des dispositions du § 11 chiffre 9 de l'ordonnance ministérielle du 29 octobre 1892 à l'égard de la navigation sur le lac Léman 257

— **11 avril.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce sur un complètement de la position „acide carbonique" du tarif douanier 258

— **1 mai.** Ordonnance du Ministre Il Rl du commerce portant modification et complètement de quelques dispositions de l'ordonnance du 1 aout 1893 relatives au règlement du transport par chemins de fer de matières explosibles 259

— **27 mai.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce sur la tare fixée pour les acides de palmitine et de stéarine . . . . . 26[illegible]

— **8 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture sur les conditions auxquelles est subordonné le traitement favorisé en douane de certains vins italiens en fûts . . . . . 26[illegible]

— **2 mars/18 février.** Convention entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie pour la modification de certains articles de la convention du Pruth du 15/3 décembre 1866. Conclue à Bucarest. Ratifiée à Schönbrunn, le 13 septembre 1895, les ratifications échangées à Bucarest, le 3 octobre/21 septembre 1895 . . . . 2[illegible]

— **4 mai.** Ordonnance du Ministère des finances et du commerce portant modification des dispositions de la position „graisse" de la liste alphabétique du tarif douanier . . . . . 3[illegible]

— **25 mai.** Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce portant modification de l'article 10 de l'ordonnance du 1 septembre 1883 et de l'ordonnance du 2 août 1890 relatives à certaines mesures de sureté introduites dans le transport des passagers sur mer . . . . . 3[illegible]

— **6 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture relative au traitement douanier des sels d'engrais . . . . . 3[illegible]

— **8 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture sur le traitement en douane des vins de San Severo et de Barletta . . . . . 3[illegible]

— **9 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture sur les mesures contre le pneumo-entérite . . . . . 3[illegible]

— **28 juin.** Loi sur le règlement provisoire des rapports commerciaux avec l'Espagne . . . . . 3[illegible]

— **29 juin.** Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane des marchandises de provenance espagnole . . . . . 3[illegible]

— **10 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce portant modification parteille de l'ordonnance du 27 mars 1890 sur le commerce de perfection des broderies . . 3[illegible]

— **12 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture concernant l'exportation des porcs de la Galicie et Bucovine . . . . . 3[illegible]

— **12 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, de la justice, du commerce et de l'agriculture concernant l'importation de moutons et porcs de provenance roumaine . . . . 3[illegible]

Page

95. **12 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce sur le traitement en douane de la lessive gagnée dans la fabrication de la célulose 316

— **13 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, de l'intérieur et du commerce concernant l'importation du bacille des souris dit de „Löffler" 316

— **15 juillet.** Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce sur les marques à apposer aux faux, faucilles et similaires 317

— **30 juillet.** Loi portant modification de la loi du 6 janvier 1895 sur la protection des marques de fabrique 318

— **1 août.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce sur le traitement de certaines espèces de soie artificielle 321

— **25 août.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, des finances, du commerce et de l'agriculture complétant les dispositions de celle du 10 août 1892 relative à la défense d'entrée de vins colorés au moyen de couleurs de goudron . . 322

— **5 septembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce concernant le traitement douanier des fermetures de flacons 322

— **7 septembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances et du commerce sur le traitement en douane des fûts vides, en bois, ayant servi au commerce de pétrole 323

— **24 novembre.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant les attributions augmentées du bureau de douane principal à Brassó 324

— **4 décembre.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant la couleur des signes d'indentité à apposer aux tissus introduits pour être brodés et jouissant du bénéfice du traitement par acquit-à-caution 324

— **9 décembre.** Ordonance du Ministère Il Rl des finances sur les lots turcs timbrés 325

— **12 décembre.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux du commerce et de l'intérieur sur le transport de certains articles dangereux, en dehors des matières explosibles, sur l'Elbe à partir de Melnik à la frontière allemande 330

— **19 décembre.** Publication des Ministères Iaux Raux du commerce et des finances concernant une modification de la statistique du commerce étranger 340

— **26 décembre.** Loi sur les droits d'auteurs d'oeuvres littéraires, artistiques et de photographie 341

— **29 décembre.** Ordonnance sur la mise à exécution de la loi sur les droits d'auteur du 26 décembre 1895 358

96. **6 janvier.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture sur quelques modifications du trafic à moudre 363

— **19 janvier.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant une augmentation des attributions du bureau douanier à Abbazia 364

— **12 février.** Publication du Ministère Il Rl des chemins de fer concernant la liste des voies ferrées soumises aux dispositions de l'arrangement international du 14 octobre 1890 364

— **25 février.** Publication du Ministère Il Rl des finances autorisant les bureaux douaniers principaux de deuxième classe à Oswiecim et Jaegerndorf à traiter à la sortie le sucre . . . 383

— **26 février.** Publication du Ministère Il Rl des finances étendant les attributions du bureau douanier secondaire de première classe à Risano 384

Pag

1896. **5 mars.** Ordonnance des Minstères Iaux Raux des finances et du commerce concernant la modification de la liste alphabétique du tarif douanier aux positions Magnésia et Magnésite 38

— **5 mars.** Publication du Ministère Il Rl des finances sur l'établissement d'une dépendance à Schwaderbach du bureau secondaire de Graslitz 38

— **13 mars.** Ordonnance du Ministère Il Rl des finances sur le mode admis en douane de réunir certaines espèces de sucres pour l'exportation à l'étranger 3

— **19 mars.** Ordonnance du Ministère Il Rl du commerce concernant le passage sous le pont du Danube à Stein 3

— **19 mars.** Ordonnance du Ministère Il Rl du culte et de l'instruction publique sur la nostrification des diplomes acquis par les femmes aux universités étrangères . . . . . .

— **23 mars.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier à Szurduk . . .

— **25 mars.** Ordonnance du Ministère Il Rl des finances sur le timbre de certains lots russes . . . . . .

— **27 mars.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant l'autorisation du bureau secondaire à Pirano à traiter en franchise de douane certains effets des voyageurs . . . . . .

— **2 avril.** Publication du Ministère Il Rl des finances sur l'établissement d'un bureau douanier dans le gare du chemin de fer de l'Etat à Troppau . . . . . .

— **2 avril.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant une réduction des attributions du bureau douanier dans la gare du chemin de fer de l'Etat à Budepest . . . . . .

— **20 avril.** Publication des Ministères Iaux Raux de l'intérieur et du commerce concernant l'arrangement entre l'Autriche-Hongrie et la Russie sur le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémies au trafic frontière. Signé à Vienne, le 21 juin 1895 et y ratifié par notes identiques datées du 25 janvier 1896 et échangées entre le Ministre Il & Rl des affaires étrangères et l'Ambassadeur Il de Russie . . . . . .

— **25 avril.** Publication des Ministères Iaux Raux de l'intérieur et du commerce concernant l'arrangement entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour l'application d'un régime sanitaire spécial au trafic des zones-frontière et au trafic par mer en temps de choléra. Signé à Vienne, le 10 décembre 1895 et y ratifié, le 29 janvier 1896 . . . . . .

— **12 mai.** Ordonnance du Ministère Il Rl des finances sur les sommes affectées au paiement intégral de la bonification à restituer à la sortie du sucre pour la période 1896/7 . . . . . .

— **10 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, du commerce et des finances sur la défense à l'entrée et du transit de certaines marchandises et objets d'Egypte . . . . . .

— **24 juin.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux des finances, du commerce et de l'agriculture autorisant la station Ile Rle d'essais chimiques agricoles à Spalato à l'analyse des vins italiens . .

— **6 juillet.** Publication du Ministère Il Rl des finances concernant une augmentation des attributions douanières du bureau secondaire à Schönwald . . . . . .

— **8 juillet.** Ordonnance du Ministère Il Rl des finances sur les sommes exigées pour la période d'exploitation 1896/7 pour garantir le paiement intégral de la restitution de la bonification à l'exportation du sucre . . . . . .

— **16 juillet.** Ordonnance des Ministères Iaux Raux de l'intérieur, du commerce et des finances sur la levée des défenses sanitaires d'entrée et de transit émises dans le trafic avec la Russie . .

Page

96. **18 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le changement du bureau principal douanier de IIème classe à Raguse en un tel bureau de Ière classe 416
— **24 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau de douane principal de deuxième classe à Heinersdorf prussien 416
— **30 juillet.** Publication des Ministères I^aux R^aux de l'intérieur et du commerce concernant l'arrangement signé à Vienne, le 20 mars 1896, entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse pour l'application d'un régime sanitaire spécial au trafic des zones-frontières et sur le lac de Constance, en temps de choléra 417
— **31 juillet.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice sur les collèges d'experts prévus par la loi du 26 décembre 1895 sur les droits d'auteurs 425
— **23 août.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la liste des stations italiennes qui sont autorisées à délivrer des certificats d'analyses de vins italiens 427
— **27 août.** Publication des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant l'établissement d'un bureau douanier à Crkvice 428
— **29 août.** Traité entré l'Autriche-Hongrie et la République Orientale de l'Uruguay sur l'extradition réciproque des criminels. Signé à Montévidéo, le 25 juin 1887. Ratifié à Lainz, le 18 mai 1896, les ratifications échangées à Montévidéo, le 29 août 1896 429
— **1 septembre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur la révocation de la disposition du 31 juillet 1883 concernant le traitement en douane du fourrage destiné aux bêtes de somme ou de trait de voyageurs 443
— **5 septembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances augmentant les attributions douanières du bureau secondaire de deuxième classe à Moos (Tyrol) 444
— **1 octobre.** Arrangement additionnel à la Convention internationale du 14 octobre 1890 concernant l'adjonction de stipulations complémentaires au § 1 des dispositions réglementaires et la révision de l'annexe 1 des dites dispositions. Conclu à Berne entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse. Ratifié à Vienne, le 28 août 1896, les ratifications déposées à Berne, le 1 octobre 1896 444
— **3 octobre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement en douane de l'ammoniaque liquide 505
— **21 octobre.** Circulaire du Ministère I^l et R^l des affaires étrangères aux offices consulaires à l'égard des épidémies de petite vérole 506
— **22 octobre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur le traitement douanier du „Sulfate" . . . 507
— **24 octobre.** Ordonnance sur le traitement douanier du fourrage destiné aux bêtes de trait et de somme de voyageurs 507
— **24 octobre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur un complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „ouvrages de cordier" 508
— **25 octobre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la suppression de la dépendance du bureau principal de douane Budepest établie au chantier de Neupest 509
— **8 novembre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l'agriculture, de l'intérieur, du commerce et des finances sur l'importation de certains raisins en fûts 509

les femmes aux universités étrangères . . . . . .

— **23 mars.** Publication du Ministère I^l R^l des finances cernant l'établissement d'un bureau douanier à Szurduk

— **25 mars.** Ordonnance du Ministère I^l R^l des finances timbre de certains lots russes . . . . . .

— **27 mars.** Publication du Ministère I^l R^l des finances nant l'autorisation du bureau secondaire à Pirano à tr franchise de douane certains effets des voyageurs . .

— **2 avril.** Publication du Ministère I^l R^l des finances a blissement d'un bureau douanier dans le gare du ch fer de l'Etat à Troppau . . . . . .

— **2 avril.** Publication du Ministère I^l R^l des finances co une réduction des attributions du bureau douanier dans du chemin de fer de l'Etat à Budepest . . . . . .

— **20 avril.** Publication des Ministères I^aux R^aux de l'in du commerce concernant l'arrangement entre l'Autriche et la Russie sur le régime prophylactique à appliquer d'épidémies au trafic frontière. Signé à Vienne, le 21 et y ratifié par notes identiques datées du 25 janvi échangées entre le Ministre I^l & R^l des affaires étra l'Ambassadeur I^l de Russie . . . . . .

— **25 avril.** Publication des Ministères I^aux R^aux de l'i du commerce concernant l'arrangement entre l'Autric et l'Italie pour l'application d'un régime sanitaire trafic des zones-frontière et au trafic par mer en choléra. Signé à Vienne, le 10 décembre 1895 et 29 janvier 1896 . . . . . .

— **12 mai.** Ordonnance du Ministère I^l R^l des fina sommes affectées au paiement intégral de la bonifi tituer à la sortie du sucre pour la période 1896/7

— **10 juin.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de l commerce et des finances sur la défense à l'entrée sit de certaines marchandises et objets d'Egypte

— **24 juin.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux de commerce et de l'agriculture autorisant la station I chimiques agricoles à Spalato à l'analyse des vin

— **6 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des fin nant une augmentation des attributions douanie

Page

1896. **10 novembre.** Publication de la déclaration additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer. Signée à Berne, le 20 septembre 1893. Ratifiée à Ischl, le 29 juillet 1894 et les ratifications déposées à Berne, le 16 juillet 1895 510

— **18 novembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau douanier principal de première classe à Troppau à traiter le sucre à la sortie 513

— **19 novembre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur une modification de l'ordonnance du 31 juillet 1890 concernant le traitement en douane de certaines machines à filer 514

— **23 novembre.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce sur le traitement en douane de certaines solutions de sucre 515

— **5 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice sur la mise à exécution de l'article IV du traité de légalisation conclu avec l'Empire allemand le 25 février 1880 516

— **6 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances sur la couleur à donner aux preuves d'identité requises pour les tissus introduits pour être brodés sous le régime du traitement douanier de l'acquit à caution 518

— **9 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le pavillon à arborer par les batiments gardes-côtes de finance 518

— **11 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce concernant les nacelles de sauvetage (prescrits par l'ordonnance du 30 juin 1893 pour la navigation sur le Danube) 519

— **10 mars.** Traité d'extradition de criminels. Conclu avec la Suisse à Berne; ratifié par Sa Maj. I^le et R^le Ap. le 16 novembre 1896, les ratifications échangées à Berne, le 28 novembre 1896 520

— **21/9 décembre.** Convention de commerce avec la Bulgarie. Conclue à Vienne, ratifiée par le Ministère I^l et R^l des affaires étrangères le 13 mai 1897; les ratifications échangées à Vienne, le 13 mai 1897 544

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

PAR

ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE

CONSEILLER AULIQUE AU MINISTÈRE I^R et R^U DE LA MAISON IMPÉRIALE ET ROYALE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TOME VINGT-QUATRIÈME

DE LA SÉRIE COMPLÈTE DU RECUEIL ÉDITÉ JUSQU'ICI PAR LÉOPOLD BARON DE NEUMANN ET ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE

VIENNE

IMPRIMERIE DE LA COUR I^LE ET R^LE DE CARL FROMME ÉDITEUR

1905

Austria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

PAR

ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE
CONSEILLER AULIQUE AU MINISTÈRE I^R et R^I DE LA MAISON IMPÉRIALE ET ROYALE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

NOUVELLE SUITE

TOME DIX-HUITIÈME

VIENNE
IMPRIMERIE DE LA COUR I^LE ET R^LE DE CARL FROMME ÉDITEUR
1905

THE UNIVERSITY

2372.

20 décembre 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau secondaire à Parenzo de traiter en douane les effets des voyageurs qui les devancent ou les suivent.

R. G. Bl. 1897, Nr. 2.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 20. December 1896, betreffend die Ermächtigung des Nebenzollamtes in Parenzo zur zollfreien Behandlung von voraus- oder nachgesendeten Reiseeffecten.

Das Nebenzollamt I. Classe in Parenzo wird zur zollfreien Behandlung von voraus- oder nachgesendeten Reiseeffecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Zollgesetzes vom 25. Mai 1882 ermächtigt.

Bilinski m. p.

2373.

23 décembre 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau de douane principal à Heinersdorf prussian à traiter en douane certaines marchandises voyagant par chemins de fer.

R. G. Bl. 1897, Nr. 3.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 23. December 1896, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes preuss. Heinersdorf zur Abfertigung von Eisenbahngütern im Streckenzugsverkehre über preussisches Gebiet.

Das auf dem Bahnhofe in preuss. Heinersdorf aufgestellte k. k. Hauptzollamt II. Classe wird zur Abfertigung von Eisen-

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Publication du M
l'autorisation d
en douane les

Kundmachung
betreffend
zollfreien

Das N
freien Bel
effecten
gesetzes

Publicati
le bureau
à traiter

Kundmac
betreffen
Hein

Das a
k. k. Haupt
Recueil

1896 bahngütern im Streckenzugsverkehre über preussisches Gebiet ermächtigt.

Bilinski m. p.

2374.

30 décembre 1896.

Loi sur l'octroi d'un crédit pour la participation officielle à l'exposition Universelle de 1900 à Paris.

R. G. Bl. 1897, Nr. 7.

Gesetz vom 30. December 1896, betreffend die Bewilligung eines Credites für die officielle Betheiligung an der Weltausstellung 1900 in Paris.

Mit Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel I.

Zur Bestreitung sämmtlicher mit der officiellen Betheiligung der im Reichsrathe vertretenen Länder an der internationalen Ausstellung des Jahres 1900 in Paris bis zur gänzlichen Abwicklung der Geschäfte verbundenen Auslagen wird ein unüberschreitbarer Credit im Maximalbetrage von 1,200.000 fl. österreichischer Währung bewilligt.

Die Verwendungsdauer dieses Credites läuft bis Ende 1901.

Artikel II.

Von dem im Artikel I bestimmten Credite kann im Jahre 1897 ein Betrag von 100.000 fl. verwendet werden; der restirende Betrag ist nach Erfordernis in den Staatsvoranschlägen der Jahre 1898 bis 1901 einzustellen.

Artikel III.

Den die in Rede stehende Ausstellung betreffenden Eingaben an die Verwaltungsbehörden, sowie allen Protokollen dieser Behörden, welche sich auf die Ausstellung beziehen, kommt die Befreiung von den Eingaben- und Protokollstempeln zu.

Rechtsgeschäfte, welche von den mit der Vorbereitung, Leitung und Abwicklung dieser Ausstellung betrauten Behörden und Organen in dieser Eigenschaft über die für die Ausstellung erforderlichen Herstellungen, Transporte und andere Vorkehrungen abgeschlossen werden, sind von dem

empel und den unmittelbaren Gebühren für so lange, als 1896
ervon kein gerichtlicher Gebrauch gemacht wird, befreit.

Die saldirten Verdienstrechnungen und Conti, gegen elche Lieferanten und sonstige Geschäftsleute ihre Verenstsummen aus dem Ausstellungscredite beheben, unteregen, wenn nicht deren gänzliche Gebührenfreiheit nach 19 des Gesetzes vom 8. März 1876, R. G. Bl. Nr. 26, einitt, nur der fixen Stempelgebühr von 5 kr. rücksichtlich kr. von jedem Bogen.

Artikel IV.

Mein Handels- und Mein Finanzminister sind mit der urchführung dieses Gesetzes betraut.

Wien, den 30. December 1896.

Franz Joseph m. p.

Badeni m. p. *Glanz* m. p. *Bilinski* m. p.

2375.

4 janvier 1897.

Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier du charbon servant à la fabrication d'engrais artificiel.

R. G. Bl. 1897, Nr. 6.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 4. Januar 1897, betreffend die Zollbehandlung von Knochenkohle zur Kunstdüngererzeugung.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird verordnet, wie folgt:

In Zweifelsfällen, ob eine nach T. Nr. 353 als todte Knochenkohle, nur zu Dungzwecken verwendbar, erklärte Sendung nach dieser T. Nr. zollfrei oder nach T. Nr. 320 (Zollsatz 50 kr.) abzufertigen ist, findet die Abfertigung nach ersterer Tarifnummer zollfrei dann statt, wenn die Sendung n einer Kunstdüngerfabrik zur Verarbeitung auf Kunstdünger gelangt und dieser Umstand durch ein Certificat der Handelsund Gewerbekammer, in deren Bezirk die betreffende Fabrik elegen ist, bescheinigt wird.

In dem fraglichen Certificate ist auch anzugeben, ob es ch um den Bezug für ein Etablissement handelt, welches ch ausschliesslich mit Kunstdüngererzeugung befasst, oder daselbst ausser Kunstdünger noch andere Fabrikate er-

1897 zeugt werden, bei deren Herstellung Knochenkohle Verwendung findet. Im letzteren Falle obliegt der beziehenden Fabrik die besondere Verpflichtung, den Organen der Finanzverwaltung die Controle einzuräumen, sich durch Nachschau in den Fabriksräumen, sowie Einsichtnahme in die Fabrikations-Aufschreibungen die Ueberzeugung von der thatsächlichen Verarbeitung der zollfrei bezogenen Knochenkohle auf Kunstdünger zu verschaffen.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2376.

17 janvier 1897.

Circulaire du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères à l'égard des rapports consulaires sur la peste.

Archives du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères.

Im Hinblick auf die Ausbreitung, welche die Pestepidemie in Indien genommen hat, erscheint es für die Sanitäts-Verwaltungen der Monarchie von grösster Bedeutung, über alle die Pestkrankheit sowohl in sanitäts-polizeilicher als curativer Hinsicht betreffenden Vorkommnisse und neuer Erfahrungen auf raschestem Wege möglichst gründliche Informationen zu erhalten.

Die k. und k. Mission wird demnach ergebenst ersucht über die in das obige Gebiet einschlagenden Vorfälle mit aller Beschleunigung an das Ministerium des Aeussern zu berichten.

Wien, am 17. Januar 1897.

Für den Minister:
Szécsen.

2377.

21 janvier 1897.

Loi frappant d'amende ou de prison tout individu qui livrant sans autorisation de l'Etat, ou en usant de moyens frauduleux, à des actes en faveur de l'émigration.

R. G. Bl. 1897, Nr. 27.

Gesetz vom 21. Januar 1897, womit strafrechtliche Bestimmungen in Bezug auf das Betreiben der Auswanderungsgeschäfte erlassen werden.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Wer ohne behördliche Bewilligung Auswanderungsgeschäfte betreibt oder vermittelt, oder bei dem, wenn auch gestatteten Betriebe solcher Geschäfte den hiefür bestehenden Verordnungen zuwiderhandelt, macht sich einer Uebertretung schuldig und wird mit Arrest von acht Tagen bis zu sechs Monaten bestraft.

Das Verfahren und die Urtheilsfällung steht den Bezirksgerichten zu.

§ 2.

Wer Andere unter Vorspiegelung falscher Thatsachen oder durch andere auf Täuschung berechnete Mittel zur Auswanderung verleitet, macht sich eines Vergehens schuldig und wird mit strengem Arrest von sechs Monaten bis zu zwei Jahren, womit Geldstrafe bis zu 2000 fl. verbunden werden kann, bestraft.

Im Falle erschwerender Umstände ist auf strengen Arrest bis zu drei Jahren zu erkennen, womit Geldstrafe bis zu 4000 fl. verbunden werden kann.

§ 3.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind die Minister der Justiz und des Innern beauftragt.

Wien, am 21. Januar 1897.

Franz Joseph m. p.

Badeni m. p. *Gleispach* m. p.

2378.

23 janvier 1897.

Ordonnance ministérielle complétant les dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „papier et papéteries".

1897 R. G. Bl. 1897, Nr. 38.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 23. Januar 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Papier und Papierwaaren".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerkung 1 zum Schlagworte „Papier und Papierwaaren" des alphabetischen Waarenverzeichnisses durch nachstehende, nach dem zweiten Absatze dieser Anmerkung 1 als neuer (dritter) Absatz einzufügende Bestimmung ergänzt:

„Cellulosepapier von unreinem Aussehen und derberer Beschaffenheit fällt ebenfalls als Packpapier unter Nr. 187, andere Cellulosepapiere, insbesondere solche, wovon 1 Quadratmeter 30 Gramm oder weniger wiegt, gehören zum n. b. b. Papier (Nr. 190).

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2379.

24 janvier 1897.

Ordonnance ministérielle concernant la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et de certains objets d'Asie provenant de la Russie asiatique.

R. G. Bl. 1897, Nr. 29.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 24. Januar 1897, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Asien, mit Ausnahme des asiatischen Russland.

Aus Anlass der zunehmenden Ausbreitung der Beulenpest in Ostindien und anderen südasiatischen Gebieten, sowie des Bestandes von Cholera- und Blatternepidemien in zahlreichen Gegenden Asiens, wird mit Rücksicht auf das vom Obersten Sanitätsrathe erstattete Fachgutachten, im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung, die Ein- und Durchfuhr der nachbezeichneten Waaren und Gegenstände aus Asien, mit Ausnahme des asiatischen Russland, verboten:

1. Von Hadern und Lumpen;

2. von Leibwäsche im gebrauchten, ungereinigten Zustande, von getragenen Kleidungsstücken mit Inbegriff von getragenem Schuhwerk, ferner von benütztem Bettzeug mit Einschluss

benützter Teppiche, Decken, Matratzen, Pölster und anderer 1897
Gegenstände, welche als Lagerrequisiten dienen können.

Vom Verbote sind, unbeschadet der sanitätspolizeilichen Centrole, ausgenommen:

a) Hadern, mittels hydraulischer Kraft gepresst, desgleichen Teppiche, welche als Waaren für den Grosshandel in geschlossenen Ballen, fest verschnürt, in Originalverpackung zur Beförderung kommen, wenn sie mit Ursprungsmarken anerkannter Grosshandlungsfirmen versehen sind;

b) neue Abfälle, welche direct aus Industrie-Etablissements, wie Spinnereien, Webereien, Schneidereien oder Bleichereien in den Grosshandelsverkehr kommen, inbegriffen Kunstwolle (Shoddy) und neue Papierabfälle;

c) die sub 2 bezeichneten Gegenstände, wenn dieselben als eigenes Reisegepäck von Ankömmlingen aus den genannten Gegenden befördert werden.

In diesem Falle unterliegen dieselben der sanitätspolizeilichen Revision und der vorgeschriebenen sanitätspolizeilichen Behandlung beim Grenzübertritte.

Die Durchfuhr der von der Einfuhr ausgeschlossenen Gegenstände ist zulässig nur gegen Beibringung der ämtlichen Bestätigung, dass die Ein-, beziehungsweise die Du chfuhr in den benachbarten Auslandsstaat, in welchen sie eintreten sollen, gestattet ist, und bei vollkommen isolirtem Transporte unter Raumverschluss, wodurch jede Manipulation während der Durchfuhr ausgeschlossen wird.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsämtern bekannt wird, in Kraft.

Badeni m. p. *Bilinski* m. p. *Glanz* m. p.

2380.

31 janvier 1897.

Ordonnance ministérielle concernant le complément aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier concernant la position „couteaux et ciseaux".

R. G. Bl. 1897, Nr. 44.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 31. Januar 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife bei den Schlagworten „Messer" und „Scheren".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen

1897 Waarenverzeichnisses zum Zolltarife bei den Schlagworten „Messer" und „Scheren" in nachstehender Weise ergänzt:

Nach Alinea 1 der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses beim Schlagworte „Messer" ist als Anmerkung einzuschalten:

Hackmesser, welche auf der Schneideseite eine Länge von und unter 20 Centimeter besitzen, ferner Wiegemesser mit zwei oder mehreren Klingen, deren Sehnenlänge 25 Centimeter oder weniger beträgt, sowie Wiegemesser aller Art mit einer Klinge unterliegen als Küchenmesser der Verzollung nach Nr. 272. Bei den Wiegemessern mit zwei oder mehreren Klingen wird die Sehnenlänge der Klingen durch Ermittlung der Distanz zwischen den beiden Endpunkten der Rückenlinie der Klingen bestimmt.

Nach Alinea 1 der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses beim Schlagworte „Scheren" ist folgende Anmerkung einzuschalten:

Schaf-(Vieh-)Scheren, welche aus zwei durch einen federnden Streifen verbundenen Armen bestehen, deren einer mehrere fingerartig angeordnete Messer trägt, über welche beim Zusammendrücken der Schere ein am zweiten Arm befestigtes Messer hinweggleitet und dadurch das Abschneiden der Haare bewirkt, sind, sofern sie im übrigen den obenstehenden Bestimmungen für eiserne grobe Scheren für den landwirthschaftlichen Gebrauch entsprechen, nach T. Nr. 269 *(bis)* abzufertigen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2381.

31 janvier 1897.

Ordonnance ministérielle concernant le traitement en douane de certains bouchons de liège servant à la culture des vignes.

R. G. Bl. 1897, Nr. 45.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 31. Januar 1897, betreffend die Zollbehandlung von neuen, der Länge nach entzweigeschnittenen Korkstöpseln zur Rebenveredlung.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird mit Beziehung auf die Verordnung vom 27. Juni 1894 (R. G. Bl. Nr. 160) gestattet, dass auch neue

(ungebrauchte), der Länge nach entzweigeschnittene Kork- 1897
stöpsel zur Rebenveredlung unter den in der berufenen Verordnung angegebenen Bedingungen nach T. Nr. 95a zollfrei abgefertigt werden dürfen.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p. *Ledebur* m. p.

2382.

18 février 1897.

Ordonnance ministérielle interdisant l'entrée et le transit de certains produits bruts d'animaux des ports indo-britaniques ainsigne de ceux situés à l'ouest jusqu'à la Mer Rouge.

R. G. Bl. 1897, Nr. 54.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 18. Februar 1897, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser thierischer Rohproducte und Abfälle aus den Häfen Britisch-Indiens, sowie der westlich gelegenen Häfen bis zum Rothen Meere.

Im Nachhange zu der Verordnung vom 24. Januar 1897 (R. G. Bl. Nr. 29) wird aus Anlass des Bestandes der Beulenpest in einzelnen südasiatischen Gebieten mit Rücksicht auf das eingeholte Fachgutachten des Obersten Sanitätsrathes im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die Einfuhr und Durchfuhr von frischen, thierischen Rohproducten, wie grünen, ungekalkten, nicht präparirten, rohen Häuten und Fellen, dann von Knochen, Hörnern, Hufen, Klauen, Blasen und Därmen, soferne sich die genannten Artikel als thierische Abfälle darstellen, weiters von Haaren und Borsten aus den Häfen Britisch-Indiens, sowie den westlich gelegenen Häfen bis zum Rothen Meere, verboten.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise See-Sanitätsämtern bekannt wird, in Kraft.

Badeni m. p. *Glanz* m. p. *Bilinski* m. p.

ANGLETERRE.

1897

2383.

21 février 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances portant complètement et modification de la liste des stations italiennes d'essai qui sont autorisées à délivrer des certificats d'analyse des vins italiens.

R. G. Bl. 1897, Nr. 70.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 21. Februar 1897, betreffend die Ergänzung, beziehungsweise Abänderung des Verzeichnisses jener italienischen Versuchsanstalten, welche zur Ausstellung von Analysencertificaten für italienische Weine ermächtigt sind.

Das in der Verordnung vom 1. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 201) unter *e* enthaltene Verzeichnis jener italienischen Versuchsanstalten, welche zur Ausstellung von Analysencertificaten für die zur Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet bestimmten Weine ermächtigt sind, wird dahin ergänzt, beziehungsweise abgeändert, dass an die Stelle der aufgehobenen Reale stazione agraria in Florenz das chemische Laboratorium des königlich technischen Institutes in Florenz zu treten hat.

Bilinski m. p.

2384.

27 février 1897.

Loi sur les droits de port.

R. G. Bl. 1897, Nr. 71.

Gesetz vom 27. Februar 1897, betreffend die Hafengebühr.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Jedes Schiff, welches einen inländischen Seehafen, eine Rhede oder einen anderen Punkt der Seeküste anläuft und dort eine Handelsoperation vollzieht, hat die Hafengebühr nach den Bestimmungen dieses Gesetzes an das zuständige Hafenamt zu entrichten.

§ 2.

Die Pflicht zur Entrichtung der Hafengebühr tritt in dem Augenblicke ein, in welchem das Schiff die Handelsoperation beginnt.

Die Zahlung muss vor Abfahrt des Schiffes erfolgen. 1897
Die Seebehörde kann jedoch in besonderen Fällen andere Zahlungsbedingungen zugestehen.

Von einem Schiffe, welches nach Beendigung der Handelsoperation in einem Hafen abgerüstet wird oder aus demselben anderer Gründe halber binnen drei Monaten nicht wieder abreist, ist die Hafengebühr spätestens nach Ablauf von drei Monaten, vom Ankunftstage an gerechnet, zu berichtigen.

Ein solches Schiff ist von der Entrichtung der Hafengebühr insolange befreit, bis es wieder zum Zwecke der Ein- oder Ausschiffung von Waaren und Reisenden einen anderen inländischen Hafen, eine Rhede oder einen anderen Punkt der Seeküste anläuft.

Für die Entrichtung der Hafengebühr haftet das Schiff.

§ 3.

Handelsoperationen im Sinne dieses Gesetzes sind die Ein- oder Ausschiffung von Reisenden oder Waaren.

Als Handelsoperationen werden nicht angesehen:

a) Die Aufnahme oder Abgabe der Post;
b) das Senden von Booten an Land;
c) die Uebergabe oder Uebernahme von Briefen und einfachen Mustern;
d) die Ergänzung der ausschliesslich für den Gebrauch des Schiffes dienenden Nahrungsmittel, des Kohlenvorrathes und der Schiffsausrüstung und Verbrauchsgegenstände, insoferne dieselben zur Fortsetzung der Reise des Schiffes nothwendig sind, worüber das zuständige Hafenamt entscheidet;
e) die Ein- oder Ausschiffung von Lotsen, von Ladepersonal, von Häftlingen und von unbemittelten Heimbeförderten, die Ausschiffung unterwegs erkrankter Personen oder der Leichname während der Reise Verstorbener, endlich die Ausschiffung derjenigen Schiffbrüchigen, die während der Reise aufgenommen wurden;
f) die Aufnahme oder Abgabe von gebrauchten leeren Fässern oder anderen gebrauchten leeren Behältern;
g) das Schleppen von Schiffen;
h) das Löschen der Waaren eines Schiffes, welches infolge erlittener Beschädigungen einläuft, woferne die gelöschten Waaren nach erfolgter Ausbesserung auf dasselbe Schiff wieder verladen werden;
i) die Ein- oder Ausschiffung von Waaren und Reisenden über behördliche Anordnung oder im Falle höherer Gewalt, wobei im letzteren Falle das zuständige Hafenamt entscheidet.

1897

§ 4.

Von der Entrichtung der Hafengebühr sind befreit:

a) Die Kriegsschiffe, sowie die zu ausschliesslich militärischen Zwecken gemietheten Schiffe;

b) die Aerarialfahrzeuge;

c) alle einheimischen und diesen gleichgestellten fremden Schiffe, deren Nettoraumgehalt 25 Tonnen nicht übersteigt;

d) die Yachten jeder Flagge, falls sie seitens der betreffenden Staaten als solche anerkannt sind und Handelsoperationen nicht vollziehen;

e) die zur Ausübung der Fischerei bestimmten Fahrzeuge auch in dem Falle, wenn sie frische Fische oder Köder transportiren;

f) die das Löschen oder die Ladung vermittelnden Lichterfahrzeuge;

g) einheimische Schiffe und andere Fahrzeuge, welche ausschliesslich die zu öffentlichen Hafenarbeiten bestimmten Materialien transportiren;

h) die ausschliesslich in den Binnenlandcanälen und Flüssen verkehrenden Fahrzeuge;

i) neuerbaute Schiffe, welche von einer inländischen Schiffswerfte vom Stapel gelassen, in einen inländischen Hafen gehen, um dort die erste Ladung zu beginnen:

k) Schiffe, die mit dem Legen, Heben oder Ausbessern von submarinen Telegraphenkabeln beschäftigt sind, woferne dieselben sich jeder Handelsoperation enthalten;

l) Schiffe, welche Reisen ausschliesslich zu Zwecken der Wissenschaft oder Belehrung unternehmen, woferne von der Seebehörde das Eintreffen dieses Umstandes anerkannt wird.

§ 5.

Die Bemessung der Hafengebühr geschieht auf Grund des Nettotonnengehaltes, welcher sich nach den über die Aichung der Seeschiffe bestehenden Vorschriften ergibt; Bruchtheile von über 50 Procent werden für eine ganze Tonne berechnet, solche von 50 Procent oder kleinere Bruchtheile bleiben unberücksichtigt.

§ 6.

Einheimische und diesen gleichgestellte fremde Dampfer zahlen für jede Nettotonne die folgende Gebühr:

a) wenn sie aus dem Auslande kommen und in demselben Kalenderjahre

von der ersten und zweiten Reise einlaufen	40 kr.;
von der dritten und vierten Reise einlaufen	30 kr.;

von der fünften und jeder ferneren Reise 1897
einlaufen . . . . . 20 kr.;
b) wenn sie aus dem Inlande kommen ohne Unterschied der Reihenfolge des Einlaufens . . . . . 15 kr.;

Dampfer, welche eine der im gegenwärtigen Paragraphen bestimmten Gebühren bezahlt haben, sind 20 Tage, vom Tage des ersten Einlaufes an gerechnet, für welches die Gebühr entrichtet wurde, in allen inländischen Häfen, Rheden und an allen anderen Punkten der Seeküste gebührenfrei, vorausgesetzt:

1. Dass dieselben während dieser Zeit keinen ausländischen Hafen berühren — ausgenommen infolge höherer Gewalt — und auch im letzteren Falle keine Handelsoperation bewerkstelligen;

2. dass die unter *a)* erwähnten Dampfer zwischen inländischen Häfen, Rheden und anderen Punkten der Seeküste keinen Verkehr vermitteln, woferne es sich nicht bloss um die Ueberschiffung von Waaren und Reisenden von einer auf die andere regelmässige Linie derselben Gesellschaft handelt.

Dampfer, die dieser Bestimmung zuwiderhandeln, haben in allen den von ihnen innerhalb der erwähnten 20 Tage zum Zwecke der Vermittlung inländischen Verkehres berührten Häfen, Rheden oder anderen Punkten der Seeküste jedesmal die Gebühr von 15 kr. für jede Nettotonne zu entrichten.

§ 7.

Einheimische und diesen gleichgestellte fremde Dampfer, welche auf Grund ihres Registerbriefes ausschliesslich zur Schiffahrt auf dem Adriatischen Meere — und zwar westlich bis zum Vorgebirge von Santa Maria di Leuca, östlich bis zum Cap Clarenza, inbegriffen die Bucht von Lepanto, die jonischen Inseln, den Hafen und den Canal Zante und die in diese Gewässer einmündenden Flüsse — berechtigt sind, können für das laufende Kalenderjahr von der Entrichtung der im § 6 festgesetzten Hafengebühren befreit werden, falls dieselben für jede Nettotonne den Betrag von vier Gulden bezahlen.

§ 8.

Einheimische und diesen gleichgestellte fremde Dampfer, welche ausschliesslich zwischen inländischen Häfen, Rheden und anderen Punkten der Seeküste verkehren und — abgesehen von Fällen höherer Gewalt und auch in diesen, ohne Handelsoperationen zu vollziehen — ausländische Häfen nicht berühren, können für ein Kalenderjahr von der Entrichtung der im § 6 festgesetzten Hafengebühren befreit werden, falls dieselben für jede Nettotonne bei einem Raumgehalt bis 100

1897 Nettotonnen den Betrag von 50 kr., bei einem solchen über 100 Nettotonnen den Betrag von zwei Gulden bezahlen.

§ 9.

Einheimische und diesen gleichgestellte fremde Segelschiffe zahlen für jede Nettotonne die folgende Gebühr:

a) wenn sie aus dem Auslande kommen:
bei einem Raumgehalte bis zu 100 Nettotonnen 4 kr.,
bei einem solchen über 100 Nettotonnen 10 kr.;

b) wenn sie aus dem Inlande kommen:
bei einem Raumgehalte bis zu 100 Nettotonnen 2 kr.,
bei einem solchen über 100 Nettotonnen 5 kr.

Segelschiffe, welche eine der im gegenwärtigen Paragraphen bestimmten Gebühren bezahlt haben, sind 60 Tage, vom Tage des ersten Einlaufens an gerechnet, für welches die Gebühr entrichtet wurde, in allen inländischen Häfen, Rheden und an allen anderen Punkten der Seeküste gebührenfrei, wenn sie während dieser Zeit keinen ausländischen Hafen berühren, ausgenommen infolge höherer Gewalt, und vorausgesetzt, dass sie auch im letzteren Falle keinerlei Handelsoperationen bewerkstelligen.

Segelschiffe können sich für das laufende Kalenderjahr von der Entrichtung obiger Hafengebühren befreien, wenn sie je nach der in- oder ausländischen Navigation für jede Nettotonne den doppelten Betrag der betreffenden Hafengebühr bezahlen.

§ 10.

Für fremde, den einheimischen nicht gleichgestellte Schiffe ist bei jedesmaligem Einlaufen für jede Nettotonne ein Gulden an Hafengebühr zu entrichten.

§ 11.

Das Recht des Staates, Beträge, welche zufolge einer unrichtigen Anwendung des Gesetzes gar nicht oder in zu geringem Ausmaasse eingehoben wurden, zu bemessen, verjährt innerhalb eines Jahres von dem Tage an, bis zu welchem die Gebühr abzustatten war.

Innerhalb der gleichen Frist können Ansprüche der Parteien auf Rückerstattung ungebührlich geleisteter Zahlungen geltend gemacht werden.

Die Hafengebühr wird durch das zuständige Hafenamt bemessen.

Ueber streitige Fragen, welche sich aus der Bemessung ergeben, entscheidet in zweiter Instanz die Seebehörde, in dritter Instanz das Handelsministerium.

§ 12. 1897

Von der auf Grund des gegenwärtigen Gesetzes sich ergebenden Gesammteinnahme an Hafengebühren fliessen 8·5 Procent in den Marine-Unterstützungsfond.

§ 13.

Das gegenwärtige Gesetz tritt mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit und wird durch das Gesetz vom 10. Juni 1883 (R. G. Bl. Nr. 108), betreffend die in den Häfen der österreichischen Seeküste zu zahlende Hafengebühr, ausser Kraft gesetzt.

§ 14.

Mit dem Vollzug des gegenwärtigen Gesetzes ist Mein Handelsminister betraut.

Wien, den 27. Februar 1897.

Franz Joseph m. p.

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2385.

27 février 1897.

Loi sur une modification partielle de l'article VI de l'union douanière et commerciale d'avec les pays de la Couronne hongroise.

R. G. Bl. 1897, Nr. 72.

Gesetz vom 27. Februar 1897, betreffend die theilweise Abänderung des Artikels VI des Zoll- und Handelsbündnisses mit den Ländern der ungarischen Krone.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Das Ministerium der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder wird ermächtigt, den sechsten Absatz des Artikels VI des mit dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone abgeschlossenen Zoll- und Handelsbündnisses (Gesetze vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 62, und vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 48) einvernehmlich mit der königlich ungarischen Regierung ausser Kraft zu setzen und durch folgende Bestimmungen zu ersetzen:

In Bezug auf die Entrichtung der Hafengebühr sind die beiderseitigen Schiffe, Häfen, Rheden und anderen Punkte der Seeküste gleichgestellt.

1897 Sämmtliche Schiffahrtsgebühren kommen grundsätzlich dem einhebenden Theile zugute.

Die Schiffe beider Theile, welche die Begünstigung der einmaligen Entrichtung der Hafengebühr für das laufende Kalenderjahr in Anspruch nehmen, haben die betreffende Gebühr in jenem Hafen zu entrichten, in welchem sie registrirt sind.

Den Schiffen der beiden Theile gleichgestellte fremde Schiffe, welche dieselbe Begünstigung in Anspruch nehmen, können die Hafengebühr in jedem Hafen des einen oder des anderen Staatsgebietes nach ihrer Wahl entrichten. Die Hälfte der in Häfen des einen Staatsgebietes derart eingehobenen Gebühr wird im Restitutionswege an die Seeverwaltung des anderen Theiles abgeführt.

Derselbe Vorgang findet bezüglich der Gebühren jener Schiffe statt, welche nach Entrichtung der Gebühr, während der Dauer der für 20, beziehungsweise 60 Tage zugestandenen Gebührenfreiheit einen Hafen, eine Rhede oder einen anderen Punkt der Seeküste des anderen Staatsgebietes anlaufen und dort Handelsoperationen vollziehen.

§ 9.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit tritt, ist Mein Gesammtministerium beauftragt.

Wien, den 27. Februar 1897.

Franz Joseph m. p.

Badeni m. p.	*Gautsch* m. p.	*Ledebur* m. p.
Glanz m. p.	*Welsersheimb* m. p.	*Bilinski* m. p.
Gleispach m. p.	*Rittner* m. p.	*Guttenberg* m. p.

2386.

8 mars 1897.

Ordonnance ministerielle sur l'admission facultative de la fermeture „Système Mengarini" des fûts pratiqué des vins italiens à destination (pour le transport) de l'Autriche-Hongrie.

R. G. Bl. 1897, Nr. 82.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 8. März 1897, betreffend die facultative Zulassung des Fassverschlusses nach dem Systeme Mengarini

ITALIE

r die zum Transporte italienischer Weine nach Oesterreich-Ungarn verwendeten Weinfässer. 1897

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungaschen Ministerien wird bekanntgegeben, dass neben der in er Beilage C zu der Circularverordnung des königlich itaenischen Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel n die königlichen Präfecturen vom 8. Juni 1895, Z. 886 Beilage 1 zur Verordnung vom 8. Juni 1895, R. G. Bl. Nr. 71) ngegebenen Methode der Siegelung der zum Transporte alienischer Weine nach Oesterreich-Ungaru dienenden Fässer facultativ der im Nachstehenden beschriebene Verchluss nach dem verbesserten Systeme Mengarini zugeassen wird.

Derselbe besteht aus zwei kleinen geschmiedeten, verzinnten Klammern, welche in ihrem Mittelstücke an zwei Stellen durchlocht sind. Diese Klammern sind mit ihren Spitzen möglichst nahe neben dem Spunde, parallel mit den Reifen in die Dauben einzuschlagen.

Die durch die Dauben durchgetriebenen Spitzen der Klammern sind auf der Innenseite der Dauben in der Richtung gegen den Mittelpunkt der Klammern umzuschlagen und mit etwas geschmolzenem Schwefel zu bedecken.

Durch die beiden Löcher der Klammern wird quer über den Spund eine Drahtschnur gezogen, deren Enden zwischen den beiden Klammern, und zwar möglichst nahe an einer derselben, durch ein Bleisiegel verbunden werden. Dieses Bleisiegel hat in einer Vertiefung des Spundes zu ruhen.

Zum grösseren Schutze des Bleisiegels wird zwischen den beiden Eisenklammern ein Blechplättchen aufgenagelt.

Als Verletzung dieses Verschlusses ist nicht nur das Zerreissen der Drahtschnur und die Verletzung der Plombe selbst, sondern auch das Fehlen der Umbiegung einer der vier Klammernspitzen anzusehen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p. *Ledebur* m. p.

2387.

13 mars 1897.

donnance ministérielle modifiant les dispositions de liste officielle alphabétique du tarif douanier concernant la position „ambre".

1897 R. G. Bl. 1897, Nr. 74.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 13. März 1897, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Bernsteinöl".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerkung zum Schlagworte „Bernsteinöl" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife durch nachstehende neue Bestimmungen ersetzt:

„Unter dem zu T.-Nr. 107 *a* gehörigen Bernsteinöl ist das ätherische Bernsteinöl zu verstehen. Dasselbe ist farblos, allmählich weingelb bis bräunlich werdend, dünnflüssig, von durchdringendem, lange anhaftendem unangenehmen Geruch und neutraler Reaction. Es findet als Arznei und Parfumeriestoff Verwendung. — Hingegen ist rohes Bernsteinöl, aus welchem durch Destillation das gereinigte Bernsteinöl gewonnen wird, als Harzöl der T.-Nr. 117 zu verzollen. Dasselbe charakterisirt sich als eine dunkelbraunrothe, dickliche Flüssigkeit von unangenehmem brenzlichen Geruch und saurer Reaction und findet in der Lack- und Farbenfabrikation vielfache Verwendung."

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2388.

14 mars 1897.

Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce sur la révocation des dispositions du règlement provisoire de navigation et de police fluviale sur le Danube du 31 août 1874 concernant l'atterrissage à Stein.

R. G. Bl. 1897, Nr. 73.

Verordnung des Handelsministers vom 14. März 1895, womit die im II. Abschnitte unter B. I. der provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau vom 31. August 1874 (R. G. Bl. Nr. 122) enthaltenen Bestimmungen für die Anländ. bei der Stadt Stein ausser Kraft gesetzt werden.

Im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Innern und des Ackerbaues werden die im II. Abschnitte unter B. I. der provisorischen Schifffahrts- und Strempolizeiordnung für die Donau vom 31. August 1874 (R. G. Bl. Nr. 122) enthal-

tenen Bestimmungen für die Anlände bei der Stadt Stein 1897
ausser Kraft gesetzt.

Die neuen Bestimmungen für diese Anlände werden von der k. k. niederösterreichischen Statthalterei im Einvernehmen mit der k. k. Finanz-Landesdirection in Wien erlassen und im Landesgesetz- und Verordnungsblatte für das Erzherzogthum Oesterreich unter der Enns kundgemacht.

Glanz m. p.

2389.

15 mars 1897.

Publication du Ministère I[1] R[1] des chemins de fer concernant la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale du 14 octobre 1890.

R. G. Bl. 1897, Nr. 79.

Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 15. März 1897, betreffend die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

Die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet, hat unter Berücksichtigung der seit der Kundmachung vom 12. Februar 1896 (R. G. Bl. Nr. 30) erfolgten Aenderungen und Ergänzungen zu lauten, wie folgt:

Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 Anwendung findet.

Oesterreich und Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder (einschliesslich Liechtenstein).

A. Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich oder in Ungarn betrieben werden.

1. K. k. österreichische Staatsbahnen, mit Einschluss der auf fürstlich Liechtenstein'schem Gebiete gelegenen Strecke der Linie Feldkirch—Buchs; — dagegen mit Ausschluss:

der Dalmatiner Staatsbahn:

1897 *a)* Spalato—Siverić—Knin,
b) Perković—Slivno—Sebenico,
dann der Kolomeaer Localbahnen:
c) Kolomea—Sloboda rungurska nebst Abzweigung:
d) Nadwornianski przedmiescie—Szeparowce Kniaždwór,
sowie:
e) der schmalspurigen Localbahn Unzmarkt—Mauterndor (Murthalbahn),
f) der Localbahn Lemberg (Kleporów)—Janów,
g) der schmalspurigen Ybbsthalbahn,
und der Flügelbahnen:
h) Podleze—Niepolomice,
i) Wama—Russ.-Moldawitza.
k) Lititz - Nürschan.
2. Aussig—Teplitzer Eisenbahn.
3. Böhmische Commercialbahnen.
4. Böhmische Nordbahn.
5. Bozen—Meraner Eisenbahn.
6. Buschtěhrader Eisenbahn.
7. Kaiser Ferdinands-Nordbahn.
8. Kaschau—Oderberger Bahn (auf österreichischem G biete betriebene Linien).
9. Kremsthalbahn.
10. Localbahn Mori—Arco—Riva am Gardasee.
11. Neutitscheiner Localbahn.
12. Oesterreichische Nordwestbahn.
13. Oesterreichisch-Ungarische Staatseisenbahngesellscha
14. Přivoz- Mährisch-Ostrau Witkowitzer Localbahn.
15. Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaft.
16. Salzkammergut-Localbahn.
17. Südbahngesellschaft (auf österreichischem Gebiete b triebene Linien), mit Ausschluss der schmalspurigen Loca bahnen:
l) Mödling Hinterbrühl nächst Wien (mit elektrischem B triebe),
m) Preding—Wieselsdorf—Stainz,
n) Pöltschach -Gonobitz,
o) Kapfenberg -Seebach -Au.
18. Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn.
19. Stauding -Stramberger Localbahn.
20. Eisenbahn Wien - Aspang.
21. Wiener Verbindungsbahn.
22. Die von den königlich ungarischen Staatseisenbahne betriebenen Strecken der k. k. österreichischen Staatsbahne von Lawoczne bis zur ungarischen Landesgrenze und v Fehring bis zur ungarischen Landesgrenze, sowie der Oeste reichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft von Marc

egg bis zur ungarischen Landesgrenze, endlich die von der 1897
Raab (Györ)— Oedenburg (Sopron) — Ebenfurther Bahn betriebene Strecke der im Betriebe der Südbahn-Gesellschaft stehenden Wien—Pottendorf—Wiener-Neustädter Bahn von Ebenfurth bis zur ungarischen Landesgrenze.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Italienischer Verwaltungen.

Die durch die Italienische Adria-Eisenbahn-Gesellschaft triebenen Strecken von der italienisch-österreichischen enze:

23. bei Cormons bis Cormons.
24. bei Pontebba bis Pontafel in der Richtung aus ien.
25. bei Peri bis Ala.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die durch die Königlich Bayerischen Staatseisenbahnen iebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

26. bei Kiefersfelden bis Kufstein.
27 bei Salzburg bis Salzburg.
28. bei Waldsassen bis Eger.
29. bei Schirnding bis Eger.
30. bei Asch bis Eger.

Die durch die Königlich Sächsischen Staatseisenbahnen etriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

31. bei Brambach bis Eger.
32. bei Bärenstein bis Weipert.
33. bei Moldau bis Moldau.
34. bei Schöna bis Bodenbach.
35. bei Schöna bis Tetschen.
36. bei Neusalza - Spremberg bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Taubenheim.
37. bei Alt- und Neu-Gersdorf bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach.
38. bei Seifhennersdorf bis Warnsdorf.
39. bei Gross-Schönau bis Warnsdorf.
40. bei Zittau bis Reichenberg.

Die durch die Königlich Preussischen Staatseisenbahnen etriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

41. bei Neusorge bis Halbstadt.
42. bei Troppau bis Troppau.
43. bei Jägerndorf bis Jägerndorf.
44. bei Oderberg bis Oderberg.

1897 45. bei Goczalkowitz bis Dzieditz.
46. bei Neuberun bis Oswięcim.

III. Russischer Verwaltungen.

Die durch die Verwaltung der Russischen Südwest in der Richtung aus Russland betriebenen Strecken russisch-österreichischen Grenze:

47. bei Radziwilow bis Brody.
48. bei Woloczysk bis Podwoloczyska.
49. bis österreichisch Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von österre Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 96 bis und mit 110.
Italien, Ziffer 8.
Russland, Ziffer 34, 35, 36, 37.
Schweiz, Ziffer 15, 16.

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverv und Gesellschaften mit dem Sitze in Ungarn oder in Oesterreich werden.

1. Königlich ungarische Staatsbahnen, mit Ausnal
der schmalspurigen Linie Gran—Bresnitz—Scl
der normalspurigen Localbahn Soroksár—Szt.-
und
der schmalspurigen Localbahn im Taraczthal
dagegen mit Einschluss folgender von der Staa verwaltung betriebener Linien:

a) von der rumänischen Grenze bis Predeál.
b) von der Grenze bei Semlin bis Belgrad.
c) von Bród bis Bosnisch-Bród.
d) der Localbahn Békés-Földvár—Békés.
e) „ „ Debreczin—Hajdúnánás.
f) „ „ Grosswardein—Belényes—Vaskoh.
g) „ „ Puszta-Tenyö—Kun-Szt.-Márton.
h) „ „ Kun-Szt.-Márton—Szentes.
i) „ „ Ujszász—Jász-Apáti.
j) „ „ Mezö-Tur—Turkeve.
k) „ „ Csakathurn—Agram (von Zagorier
l) „ „ Vinkovce—Brčka.
m) „ „ Maros-Vásárhely—Szász-Régen.
n) „ „ von Mátra.
o) „ Eisenbahn Bánréve—Ozd.
p) „ Localbahnen von Bihar.
q) „ Localbahn Teufelsdorf—Székelyudvarhely (Eisenbahn).
r) „ „ Maros-Ludas—Bistritz.

s) der Localbahn Ruma—Vrdnik. 1897
t) „ „ Steinamanger—Pinkafeld.
u) „ „ Szatmár—Nagybánya.
v) „ „ von Szilágyság.
w) „ „ Nyiregyháza—Mátészalka.
x) „ „ Budapest—Lajosmizse.
y) „ „ Kisujszállás—Dévaványa—Gyoma.
z) „ Localbahnen in Bács—Bodrogh.
a^1) „ Eisenbahn Fünfkirchen—Barcs.
und der weiteren Localbahnen:
b^1) Gran—Almás-Füzitő.
c^1) jenseits der Donau.
d^1) Kaschau—Torna.
e^1) Debreczin—Füzes-Abony—Ohat—Polgár.
f^1) des Békéser Comitates.
g^1) Marmaros — Szigetkamara — Gross-Bocskó — Klein-Bocskó und Szigetkamara—Szlatina.
h^1) Hermannstadt—Felek, Linie der Localbahn Hermannstadt—Rothenthurmpass.
i^1) Felek—Fogaras.
j^1) Kronstadt—Háromszék.
k^1) Somogy-Szobb—Barcs.
l^1) Warasdin—Golubovecz.
m^1) Gross-Kikinda—Gross-Becskerek.
n^1) Szentes—Hódmezövásárhely.
o^1) Balaton-Szent-György—Somogy-Szobb.
p^1) Zsebely—Csákovár—Bóka.
q^1) im Muránythal.
r^1) Békés—Csanád.
s^1) Hidegkút—Gyönk-Tamási.
t^1) von Slavonien (Slavonische Localbahnen).
u^1) im Csetnekthal.
v^1) Neusohl—Altsohl - Brezó.
w^1) Piski—Vajda—Hunyad.
x^1) Petrosény—Livazény—Lupény.
y^1) Kaposvár-Mocsolád.
z^1) Hermannstadt—Gross-Disznód.
a^2) Kreutz—Belovár.
b^2) im Zsitvathale.
c^2) Debreczin—Derecske—Gross-Léta.
d^2) Steinamanger—Rum.
e^2) Versecz—Kubin.
f^2) Szt.-Lörincz—Slatina—Našic.
g^2) Pressburg—Dunaszerdahely.
h^2) Baja—Zombor—Neusatz.
i^2) Karlsburg—Zalathna (schmalspurig).
j^2) Temesvár—Gross-Szent-Miklós.

1897 *k*[2]) Kecskemét—Fülöpszállás.
l[2]) Budapest—Gran.
m[2]) im Zalathal.
n[2]) Altsohl—Brezó—Breznóbánya—Theissholz.
o[2]) Raab—Veszprim—Dombovár.
p[2]) Gross-Bélicz—Privitz.
q[2]) Kandczag—Tiszafüred.
r[2]) Ungarische Südost-Localbahn.
s[2]) Kaposvár—Fonyód.
t[2]) Pápa—Csorna.
u[2]) im Boldvathal.
v[2]) Pancsova—Petrovoszello.
w[2]) des Nográder Comitates.
x[2]) der Stuhlweissenburger und Tolnaer Comitate.
y[2]) Kecskemét—Tisza-Ugh.
z[2]) Tiszapolgár—Nyiregyháza.
a[3]) Gran-Bresnitz—Léva.
b[3]) Hegyes—Feketehegy—Palánka.
c[3]) Komorn—Dunaszerdahely.
d[3]) Temesvar—Buziás.

2. Südbahngesellschaft (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien), mit Einschluss folgender von derselben betriebenen Localbahnen:
a) Güns—Steinamanger,
b) Barcs—Pakracz.

3. Kaschau-Oderberger Bahn (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien), einschliesslich der von ihr betriebenen Strecke Csácza—Zwardoń der königlich ungarischen Staatsbahnen; ferner der Strecke Margitfalu—Gölniczbánya der Localbahn im Gölniczthal, aber ausschliesslich der schmalspurigen Strecke Gölniczbánya — Schmölnitz derselben Linie und endlich einschliesslich
der Localbahnen:
a) im Leutschauthale,
b) im Popradthale,
c) Késmárk—Ssepesbéla,
d) Szepesbéla—Podolin und
e) Szepes—Váralja.

4. Raab—Oedenburg—Ebenfurther Eisenbahn-Gesellschaft.
5. Vereinigte Arader und Csanáder Eisenbahnen.
6. Eisenbahn im Szamosthal.
7. Localbahn Keszthely—Balaton—Szt.-György.
8. Eisenbahn Mohács—Fünfkirchen.
9. Die schmalspurige Localbahn Nagy-Károly—Somkut.
10. Localbahn Eperies—Bartfeld.
11. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatsbahnen

on Mezö-Laborcz bis zur österreichischen Landesgrenze, 1897
on Körösmezö bis zur österreichischen Landesgrenze, und die
er Kaschau—Oderberger Bahn von Orló bis zur österreichi-
chen Landesgrenze.

12. Die von der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisen-
ahn-Gesellschaft betriebenen Strecken der königlich unga-
schen Staatsbahnen von Trencsin-Teplitz bis zur österrei-
nischen Landesgrenze am Vlarapass, von Bruck a. L. bis zur
sterreichischen Landesgrenze und von Skalitz bis zur öster-
eichischen Landesgrenze.

13. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene
trecke der Holics—Gödinger Localbahn von Holics bis zur
sterreichischen Landesgrenze.

14. Die Torontáler Localbahnen.

III. Occupationsgebiet.

1. K. und k. Militärbahn Banjaluka—Doberlin.

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsass-Lothringen.
2. Militär-Eisenbahn.
3. Königlich Preussische Staatseisenbahnen und die unter
taatsverwaltung stehenden preussischen Privat-Eisenbahnen,
it Ausschluss:

a) der oberschlesischen schmalspurigen Zweigbahn.

4. Königlich Bayerische Staatseisenbahnen mit Ausschluss
er von ihnen betriebenen Localbahnen:

b) Augsburg—Göggingen;
c) Göggingen—Pfersee.

5. Königlich Sächsische Staatseisenbahnen und die unter
taatsverwaltung stehenden sächsischen Privat-Eisenbahnen.
6. Königlich Württembergische Staatseisenbahnen.
7. Grossherzoglich Badische Staatseisenbahnen und die
nter Staatsverwaltung stehenden badischen Privat-Eisen-
ahnen.
8. Main-Neckar-Eisenbahn nebst den von ihr betriebenen
rossherzoglich Hessischen Nebenbahnstrecken.
9. Grossherzoglich Oberhessische Eisenbahnen.
10. Grossherzoglich Mecklenburgische Staatseisenbahnen,
it Ausschluss:

d) der Doberan—Heiligendammer Eisenbahn.

1897 11. Grossherzoglich Oldenburgische Staatseisenbahnen mit Ausschluss:

e) der Ocholt—Westersteder Eisenbahn.

II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung.

12. Alt-Damm—Colberger Eisenbahn.
13. Altona—Kaltenkirchener Eisenbahn.
14. Arnstadt—Ichtershausener Eisenbahn.
15. Bentheimer Kreisbahn.
16. Braunschweigische Landeseisenbahn.
17. Bregthalbahn (Donaueschingen—Furtwangen).
18. Breslau—Warschauer Eisenbahn.
19. Brölthal-Eisenbahn.
20. Bruchsal—Odenheim—Menzingener Nebenbahn.
21. Crefelder Eisenbahn.
22. Cronberger Eisenbahn.
23. Dahme—Uckroer Eisenbahn.
24. Deggendorf—Mettener Eisenbahn.
25. Dessau—Wörlitzer Eisenbahn.
26. Dortmund—Gronau—Enscheder Eisenbahn.
27. Eckernförde—Kappelner Schmalspurbahn.
28. Eisenberg—Crossener Eisenbahn.
29. Eisern—Siegener Eisenbahn.
30. Ermsthalbahn (Metzingen—Urach).
31. Eutin—Lübecker Eisenbahn.
32. Flensburg—Kappelner Eisenbahn.
33. Frankfurter Verbindungsbahn (Frankfurt a. M.).
34. Fürth—Zirndorf—Cadolzburger Eisenbahn.
35. Georgs-Marienhütte-Eisenbahn.
36. Gernrode—Harzgeroder Eisenbahn.
37. Gotteszell—Viechtacher Eisenbahn.
*) 38. Greifswald—Grimmener Eisenbahn.
39. Halberstadt—Blankenburger Eisenbahn.
40. Haltingen—Kanderner Nebenbahn.
41. Hansdorf—Priebuser Nebenbahn.
42. Hessische Ludwigs-Eisenbahn.
*) 43. Hildesheim—Peiner Kreiseisenbahn.
44. Hohenebra—Ebelebener Eisenbahn.
45. Hoyaer Eisenbahn (Hoya—Eystrup).
46. Ilmenau—Grossbreitenbacher Eisenbahn.
47. Kaiserstuhlbahn.
48. Kerkerbachbahn.
49. Kiel—Eckernförde—Flensburger Eisenbahn.
50. Kirchheimer Eisenbahn.
51. Königsberg—Cranzer Eisenbahn.

*) Mit Wirkung vom 21. Januar 1897.

52. Kreis Altenaer Schmalspurbahnen. 1897
53. Krozingen—Staufen—Sulzburger Nebenbahn.
*) 54. Lausitzer Eisenbahn.
55. Lübeck—Büchener und Lübeck—Hamburger Eisenbahn.
56. Ludwigs-Eisenbahn (Nürnberg—Fürth).
57. Mannheim — Weinheim — Heidelberg — Mannheimer isenbahn.
58. Marienburg—Mlawkaer Eisenbahn.
59. Mecklenburgische Friedrich-Wilhelm-Eisenbahn.
60. Meppen—Haselünner Eisenbahn.
61. München—Wolfratshausener Eisenbahn.
62. Murnau—Garmisch—Partenkirchener Eisenbahn.
63. Neubrandenburg—Friedlander Eisenbahn.
64. Neuhaldenslebener Eisenbahn.
*) 65. Neustadt—Gogoliner Eisenbahn.
66. Oberdorf—Füssener Eisenbahn.
67. Osterwieck—Wasserlebener Eisenbahn.
68. Osthofen—Westhofener Eisenbahn.
69. Ostpreussische Südbahn, einschliesslich der Fischausen—Palmnickener Eisenbahn.
70. Ostrowo—Skalmierzycer Kreiseisenbahn.
71. Paulinenaue—Neu-Ruppiner Eisenbahn.
72. Peine—Ilseder Eisenbahn.
73. Pfälzische Eisenbahnen.
74. Prignitzer Eisenbahn.
75. Reinheim—Reichelsheimer Eisenbahn.
76. Rhein—Ettenheimmünsterer Localbahn.
77. Rhene—Diemelthal-Eisenbahn (Bredelar—Martenberg).
78. Ronsdorf—Müngstener Eisenbahn.
79. Röthenbach b. L.—Weiler Eisenbahn.
80. Ruhlaer Eisenbahn (Wutha—Ruhla).
81. Schaftlach—Gmunder Eisenbahn.
82. Schleswig—Angeler Eisenbahn (Schleswig—Süderrarup).
83. Sonthofen—Oberstdorfer Eisenbahn.
84. Sprendlingen—Wöllsteiner Eisenbahn.
85. Stargard—Cüstriner Eisenbahn, einschliesslich der Glasow—Berlinchener Eisenbahn.
86. Stendal—Tangermünder Eisenbahn.
87. Warstein—Lippstadter Eisenbahn.
88. Wermelskirchen—Burger Eisenbahn.
89. Wittenberge—Perleberger Eisenbahn.
90. Worms—Offsteiner Eisenbahn.
91. Zell—Todtnauer Eisenbahn.
92. Zschipkau—Finsterwalder Eisenbahn.

---

*) Mit Wirkung vom 21. Januar 1897.

1897 **B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe ausserdeutscher Eisenbahnverwaltungen befinden.**

I. Russischer Verwaltungen.

93. Die von der St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Eydtkuhnen bis Eydtkuhnen.

94. Die von den Süd-Westbahnen betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Prostken bis Prostken.

95. Die von der Weichselbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Illowo bis Illowo.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

96. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Myslowitz bis Myslowitz.

97. Die von der Oesterreichischen Nordwestbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Wichtstadtl bis Mittelwalde.

98. Die von der Oesterreichisch - ungarischen Staats-Eisenbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Mittelsteine bis Mittelsteine.

Die von der Süd-Norddeutschen Verbindungsbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

99. bei Liebau bis Liebau.

100. bei Seidenberg bis Seidenberg.

101. Die von der Böhmischen Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach bis Ebersbach.

Die von der Buschtěhrader Eisenbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

102. bei Reitzenhain bis Reitzenhain.

103. bei Klingenthal bis Klingenthal.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

104. bei Hennersdorf bis Ziegenhals.

105. bei Niklasdorf bis Ziegenhals.

106. bei Heinersdorf bis Heinersdorf.

107. bei Furth i. W. bis Furth i. W.

108. bei Passau bis Passau.

109. bei Braunau bis Simbach.

110. bei Lochau bis Lindau.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der schweizerischen Nordostbahn betriebenen Strecken von der schweizerisch-deutschen Grenze:

111. bei Konstanz bis Konstanz. 1897
112. bei Rielasingen bis Singen.
113. bei Waldshut bis Waldshut.

IV. Französischer Verwaltungen.

Die den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen gehö-
gen, von der Französischen Ostbahn mitbetriebenen Strecken
n der französisch-deutschen Grenze:
114. bei Altmünsterol bis Altmünsterol.
115. bei Avricourt bis Deutsch-Avricourt.
116. bei Chambrey bis Chambrey.
117. bei Novéant bis Novéant.
118. bei Amanweiler bis Amanweiler.
119. bei Fentsch bis Fentsch.

V. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen
trecken von der niederländisch-deutschen Grenze:
120. bei Aachen bis Aachen.
121. bei Dalheim bis Dalheim.

VI. Niederländischer Verwaltungen.

122. Die von der Nordbrabant-Deutschen Bahn betriebene
trecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gennep
is Wesel.
123. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft
etriebene und von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-
ändischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der
iederländisch-deutschen Grenze bei Cranenburg bis Cleve.
124. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-
ändischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der
iederländisch-deutschen Grenze:
a) bei Elten bis Welle.
b) bei Herzogenrath bis Herzogenrath.
125. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-
ändischen Staatseisenbahnen betriebenen und von der Hol-
ändischen Eisenbahn-Gesellschaft mitbetriebenen Strecken von
er niederländisch-deutschen Grenze:
a) bei Elten bis Emmerich.
b) Gronau bis Gronau.
126. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft
etriebene und von der Gesellschaft zum Betrieb von Nieder-
ändischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der
iederländisch-deutschen Grenze bei Gildehaus bis Salzbergen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von deutschen
erwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Oesterreich, Ziffer 26 bis und mit 46.

1897 **Frankreich, Ziffer 20, 21, 22, 23, 24, 25.**
Luxemburg, Ziffer 2, 3.
Niederlande, Ziffer 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Russland, Ziffer 28, 29, 30, 31, 32, 33.
Schweiz, Ziffer 17, 18, 19, 20, 21, 22.

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Belgische Staatsbahnverwaltung.
2. Belgische Nordbahn.
3. Grosse Belgische Centralbahn.
4. Lüttich—Maestricht.
5. Gent—Terneuzen.
6. Mecheln—Terneuzen.
7. Westflandrische Eisenbahn.
8. Eisenbahn von Chimay.
9. Gent—Eecloo—Brügge.
10. Termonde—St. Nicolas.
11. Hasselt—Maeseyck.
12. Anwerpen—Gent (Waes).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Niederländischer Verwaltungen.

13. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Niederländischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Achel bis Lüttich-Vivegnis, Ans (Etat) und Flémalle-Grande.

II. Französischer Verwaltungen.

Die von der Französischen Nordbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

14. bei Comines bis Comines.
15. bei Halluin bis Menin.

III. Luxemburgischer Verwaltungen.

Die von der Luxemburgischen Prinz Heinrich-Bahn betriebenen Strecken von der belgisch-luxemburgischen Grenze:

16. bei Pétange bis Athus.
17. bei Clémency bis Autel-Bas.

Anmerkung: Betreffend die Bahnstrecken, welche von belgischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 120, 121.
Frankreich, Ziffer 15, 16, 17, 18, 19.
Niederlande, Ziffer 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Frankreich. 1897

Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

Die Linien von allgemeiner Bedeutung.

1. Der Nordbahn.
2. Der Ostbahn, einschliesslich der für Rechnung der oncessionäre betriebenen Linien von Monthermé nach Mont-ermé, Vrigne-Meuse nach Vrigne-aux-Bois, Carignan nach Iessempré; Charmes nach Rambervillers, Avricourt nach lamont und Cirey, Saint-Dizier nach Vassy, Vassy nach oulevant-le-Château.
3. Der Westbahn.
4. Der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn, einschliesslich der für Iechnung der Concessionäre betriebenen Linie des alten Iafens in Marseille und derjenigen von Arles nach Saint-Louis.
5. Der Orléansbahn, einschliesslich der unter den gleichen Iedingungen wie das Hauptnetz betriebenen Localbahnen er Sarthe.
6. Der Südbahn.
7. Der Staatsbahnen, einschliesslich der für Rechnung er Concessionäre betriebenen Localbahnen von Ligré-Rivière ach Richelieu und von Barbezieux nach Châteauneuf.
8. Die beiden Ringbahnen von Paris, einschliesslich der trategischen Linie von Valenton nach Massy-Palaiseau.
9. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.
10. Der Eisenbahngesellschaft von Somain nach Anzin und bis zur belgischen Grenze.
11. Der Gesellschaft des Médoc.

Die Linien von localer Bedeutung.

12. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.
13. Von Marlieux nach Châtillon-sur-Chalaronne.
14. Von Castelnau nach Margaux und von Pauillac nach Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

15. bei Treignes bis Vireux.
16. bei Doissche bis Givet.
17. Die von der Belgischen Nordbahn betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Heer-Agimont bis Givet.

1897 18. Die von der Westflandrischen Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Abeele bis Hazebrouck.

19. Die von der Eisenbahngesellschaft von Chimay betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Momignies bis Anor.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die der Französischen Ostbahn gehörigen, von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen mitbetriebenen Strecken von der deutsch-französischen Grenze:

20. bei Altmünsterol bis Petit-Croix.
21. bei Deutsch-Avricourt bis Igney-Avricourt.
22. bei Chambrey bis Moncel.
23. bei Novéant bis Pagny-sur-Moselle.
24. bei Amanweiler bis Batilly.
25. bei Fentsch bis Audun-le-Roman.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Jura-Simplonbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:

26. bei Delle bis Delle.
27. bei Vallorbes bis Pontarlier.
28. bei Verrières bis Pontarlier.

IV. Italienischer Verwaltungen.

29. Die von der Italienischen Gesellschaft der Mittelmeerbahnen betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Modane bis Modane.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von französischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 114, 115, 116, 117, 118, 119.
Belgien, Ziffer 14, 15.
Italien, Ziffer 6.
Schweiz, Ziffer 23, 24, 25, 26.

Italien.

A. Von italienischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Sämmtliche von der Gesellschaft des mittelländischen Netzes betriebenen Linien.

2. Sämmtliche von der Gesellschaft des adriatischen Netzes betriebenen Linien.

3. Sämmtliche von der Gesellschaft des sicilianischen Netzes betriebenen Linien, einschliesslich der Strecke über die Meerenge von Messina.

4. Die von der Società Veneta per Imprese e Costruzioni pubbliche, mit Sitz in Padua, betriebenen Linien:

a) Padua—Bassano, 1897
b) Vicenza—Treviso,
c) Vicenza—Schio,
d) Cividale—Portogruaro,
e) Parma—Suzzara,
f) Bologna S. V.—Portomaggiore,
g) Budrio—Massalombarda,
h) Arezzo—Stia und
i) Conegliano—Vittorio.

5. Die Nord-Mailänder Eisenbahnen in Mailand, nämlich:
k) Mailand—Bovisa—Erba mit Abzweigungen von Bovisa nach Mailand—Librera und von S. Pietro nach Camnago,
l) Mailand—Bovisa—Saronno,
m) Saronno—Malnate—Varese—Laveno,
n) Como—Camerlata—Grandate—Malnate mit Abzweigung von Camerlata nach Albate—Camerlata,
o) Novara—Busto—Arsizio—Saronno—Seregno und
p) Saronno—Grandate.

B. Bahnstrecken, welche im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen sich befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

6. Die von der Französischen Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Ventimiglia bis Ventimiglia.

II. Schweizerischer Verwaltungen.

7. Die von der Gotthardbahn betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Pino bis Luino.

III. Oesterreichischer Verwaltungen.

8. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Italien mitbetriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze bei Pontafel bis Pontebba.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von italienischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Oesterreich, Ziffer 23, 24, 25.
Frankreich, Ziffer 29.
Schweiz, Ziffer 27.

Luxemburg.

A. Von luxemburgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Prinz Heinrich-Bahn, mit Einschluss der Linie von Wasserbillig nach Grevenmacher.

1897 **B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.**

I. Deutscher Verwaltungen.

2. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebenen sämmtlichen Linien der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn.

3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-luxemburgischen Grenze bei Ulflingen bis Ulflingen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von luxemburgischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 16, 17.

Niederlande.

A. Von niederländischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Gesellschaft zum Betrieb von Niederländischen Staatseisenbahnen.
2. Holländische Eisenbahn-Gesellschaft.
3. Niederländische Central-Eisenbahn-Gesellschaft.
4. Nord-Brabant-Deutsche Eisenbahn-Gesellschaft.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den Grossherzoglich Oldenburgischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-niederländischen Grenze bei Neuschanz bis Neuschanz.

Die von den königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-niederländischen Grenze:

6. bei Borken bis Winterswyk.
7. bei Bocholt bis Winterswyk.
8. bei Straelen bis Venlo.
9. bei Kaldenkirchen bis Venlo.
10. bei Dalheim bis Vlodrop.

II. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken:

11. Von der belgisch-niederländischen Grenze bei Hamont bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Dalheim.

12. Von der belgisch-niederländischen Grenze bei Lanaeken bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Aachen.

13. Von der belgisch-niederländischen Grenze bei Weelde-Merxplas bis Tilburg.

14. Die von der Lüttich-Maestrichter Eisenbahn betrie- 1897
ne Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei
sé bis Maestricht.

15. Die von der Mecheln-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft
triebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze
i La Clinge bis Terneuzen.

16. Die von der Gent-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft
triebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze
i Selzaete bis Terneuzen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von niederländischen
rwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 122, 123, 124, 125, 126.
Belgien, Ziffer 13.

Russland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Nikolaibahn (mit Zweigbahn nach dem Hafen und den
isenbahnen von Nowotorschok und Rjew—Wjasma).
2. St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn.
3. Baltische Eisenbahn (mit Ausnahme der 2. Section)
nd Pskow—Riga.
4. Moskau—Brester Eisenbahn.
5. Moskau—Kursk, Moskau—Nijninowgorod und Muromer
Eisenbahn (unter einheitlicher Verwaltung vom Staate be-
rieben).
6. Sysran—Wjasma-Eisenbahn.
7. Katherine-Eisenbahn.
8. Riga—Orel Eisenbahn (gebildet aus den Mittauer,
Boldéraa, Riga—Tuckumer, Riga—Dwinsker, Dwinsk—
Witebsker und Orel—Witebsker Eisenbahnen).
9. Libau—Romny-Eisenbahn.
10. Warschau—Terespoler Eisenbahn.
11. Kharkow—Nikolajew-Eisenbahn.
12. Kursk—Kharkow—Asower Eisenbahn (mit den Lo-
sowo—Sebastopoler und Djankoï—Theodosie-Eisenbahnen).
13. Samara—Zlatoousk und Orenburger Eisenbahnen.
14. Polessier Eisenbahn.
15. Süd-West-Bahnen.

B. Von Privat-Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

16. Rybinsker Eisenbahn (mit der schmalspurigen Eisen-
bahn von Nowgorod).
17. Moskau—Jaroslaw—Archangel-Eisenbahn (mit den
Schmalspurbahnen von Schuja—Ivanowo und Jaroslaw—
Wologda).
18. Moskau—Kasan-Eisenbahn.

1897 19. Rjasan—Uralsk-Eisenbahn.
20. Süd-Ost-Bahnen.
21. Warschau—Wien-Eisenbahn.
22. Lodser Eisenbahn.
23. Moskau—Kiew—Woronesch-Eisenbahn.
24. Weichselbahn.
25. Ivangorod—Dombrowo-Eisenbahn.
26. Wladikaukaser Eisenbahn.
27. Fastower Eisenbahn.

C. Grenzstrecken, welche sich im Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

28. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.
29. bei Ottloschin bis Alexandrowo.
30. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oder-Ufer-Eisenbahn).
31. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).
32. Die von der Ostpreussischen Südbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Prostken bis Grajewo.
33. Die von der Marienburg-Mlawkaer Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Illowo bis Mlawa.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

34. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze bei Szczakowa bis Granica.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Russland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

35. bei Brody bis Radziwilow.
36. bei Podwoloczyska bis Woloczysk.
37. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 93, 94, 95.
Oesterreich, Ziffer 47, 48, 49.

Schweiz. 1897

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Centralbahn.
2. Gotthardbahn.
3. Jura-Simplonbahn.
4. Schweizerische Nordostbahn.
5. Vereinigte Schweizerbahnen.
6. Neuenburger Jurabahn.
7. Emmenthalbahn.
8. Langenthal—Huttwilbahn.
9. Tössthalbahn.
10. Schweizerische Seethalbahn.
11. Schweizerische Südostbahn.
12. Rorschach-Heidenbahn.
13. Sihlthalbahn.
14. Schmalspurige Eisenbahn Yverdon—St. Croix.

. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Oesterreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betrie-
enen Strecken von der deutsch schweizerischen Grenze:

15. bei Buchs bis Buchs.
16. bei St. Margrethen bis St. Margrethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Grossherzoglich Badischen Staatsbahnen betrie-
enen Strecken von der österreichisch-schweizerischen Grenze:

17. bei Gottmadingen bis zur schweizerisch-deutschen
renze bei Wilchingen.
18. bei Stetten bis Basel.
bei Leopoldshöhe bis Basel.
20. bei Grenzach bis Basel.
21. Die von den Grossherzoglich Badischen Staatseisen-
ahnen mitbetriebene Verbindungsbahn vom badischen Bahn-
of bis zum Centralbahnhof in Basel.
22. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen
etriebene Strecke von der deutsch-schweizerischen Grenze
ei St. Ludwig bis Basel.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn
etriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen
renze:

1897 19. Rjasan—Uralsk-Eisenbahn.
20. Süd-Ost-Bahnen.
21. Warschau—Wien-Eisenbahn.
22. Lodser Eisenbahn.
23. Moskau—Kiew—Woronesch-Eisenbahn.
24. Weichselbahn.
25. Ivangorod—Dombrowo-Eisenbahn.
26. Wladikaukaser Eisenbahn.
27. Fastower Eisenbahn.

C. Grenzstrecken, welche sich im Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

28. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.
29. bei Ottloschin bis Alexandrowo.
30. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oder-Ufer-Eisenbahn).
31. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).
32. Die von der Ostpreussischen Südbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Prostken bis Grajewo.
33. Die von der Marienburg-Mlawkaer Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Illowo bis Mlawa.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

34. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze bei Szczakowa bis Granica.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Russland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

35. bei Brody bis Radziwilow.
36. bei Podwołoczyska bis Woloczysk.
37. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 93, 94, 95.
Oesterreich, Ziffer 47, 48, 49.

Schweiz. 1897

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Centralbahn.
2. Gotthardbahn.
3. Jura-Simplonbahn.
4. Schweizerische Nordostbahn.
5. Vereinigte Schweizerbahnen.
6. Neuenburger Jurabahn.
7. Emmenthalbahn.
8. Langenthal—Huttwilbahn.
9. Tössthalbahn.
10. Schweizerische Seethalbahn.
11. Schweizerische Südostbahn.
12. Rorschach-Heidenbahn.
13. Sihlthalbahn.
14. Schmalspurige Eisenbahn Yverdon—St. Croix.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Oesterreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betrieenen Strecken von der deutsch schweizerischen Grenze:

15. bei Buchs bis Buchs.
16. bei St. Margrethen bis St. Margrethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Grossherzoglich Badischen Staatsbahnen betrieenen Strecken von der österreichisch-schweizerischen Grenze:

17. bei Gottmadingen bis zur schweizerisch-deutschen renze bei Wilchingen.
18. bei Stetten bis Basel.
bei Leopoldshöhe bis Basel.
20. bei Grenzach bis Basel.
21. Die von den Grossherzoglich Badischen Staatseisenhnen mitbetriebene Verbindungsbahn vom badischen Bahnof bis zum Centralbahnhof in Basel.
22. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen etriebene Strecke von der deutsch-schweizerischen Grenze ei St. Ludwig bis Basel.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn etriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen renze:

1897 23. bei St. Gingolph bis Bouveret.
24. bei Chêne Bourg bis Genf-Eaux-Vives.
25. bei La Plaine bis Genf-Cornavin.
26. bei Col-des-Roches bis Locle.

IV. Italienischer Verwaltungen.

27. Die von den italienischen Gesellschaften des Mittelmeer- und des Adriatischen Netzes betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Chiasso bis Chiasso.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von schweizerischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 111, 112, 113.
Frankreich, Ziffer 26, 27, 28.
Italien, Ziffer 7.

Guttenberg m. p.

2390.

17 avril 1897.

Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce portant dispositions destinées à prévenir les collisions sur mer.

R. G. Bl. 1897, Nr. 95.

Verordnung des Handelsministeriums vom 17. April 1897, betreffend die Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstößen auf See.

Einleitende Bestimmungen.

Alle Schiffe auf hoher See und auf den mit ihr verbundenen, für Seeschiffe befahrbaren Gewässern haben die nachstehenden Vorschriften zu befolgen.

Im Sinne dieser Vorschriften ist jedes Schiff, welches mit Segel und nicht mit Dampf fährt, als „Segelschiff", und jedes mit Dampf fahrende Schiff, mag es zugleich Segel führen oder nicht, als „Dampfschiff" anzusehen.

Das Wort „Dampfschiff" umfasst jedes Schiff, welches durch Maschinenkraft fortbewegt wird.

Im Sinne dieser Vorschriften ist ein Schiff „in Fahrt", wenn es weder vor Anker liegt, noch am Lande festgemacht ist, noch am Grunde festsitzt.

Lichter und Signale.

In diesen Vorschriften bedeutet das Wort „sichtbar", wenn es auf die Lichter angewendet ist, sichtbar in dunkler Nacht bei reiner Atmosphäre.

Artikel 1. 1897

Die Vorschriften, betreffend die Lichter, sind bei jedem etter von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang zu befolgen; ährend dieser Zeit dürfen keine anderen Lichter gezeigt erden, welche mit den vorgeschriebenen verwechselt werden nnen.

Artikel 2.

Ein Dampfschiff in Fahrt muss führen:

a) Am Fockmast oder vor demselben, oder wenn es ein Schiff ohne Fockmast ist, am vorderen Theile des Schiffes ein helles, weisses Licht, in einer Höhe von mindestens sechs Meter über dem Schiffsrumpfe — und wenn die Breite des Schiffes sechs Meter übersteigt, in einer Höhe über dem Schiffsrumpfe von nicht weniger als der Schiffsbreite — ohne dass es jedoch in einer grösseren Höhe als zwölf Meter über dem Rumpfe geführt zu werden braucht. Dieses Licht muss derart eingerichtet und angebracht sein, dass es ein ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizontes von zwanzig Compassstrichen, und zwar von gerade vorne zehn Striche nach jeder Seite des Schiffes, das ist zwei Striche über die Dwarsrichtung nach achter an jeder Seite wirft, und muss eine solche Lichtstärke haben, dass es auf eine Entfernung von mindestens fünf Seemeilen sichtbar ist.

b) An der Steuerbordseite ein grünes Licht so eingerichtet und angebracht, dass es ein ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizontes von zehn Compassstrichen von gerade vorne nach Steuerbord, mithin zwei Striche über die Dwarsrichtung Steuerbord nach achter wirft, und von solcher Lichtstärke, dass es auf eine Entfernung von mindestens zwei Seemeilen sichtbar ist.

c) An der Backbordseite ein rothes Licht so eingerichtet und angebracht, dass es ein ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizontes von zehn Compassstrichen von gerade vorne nach Backbord, mithin zwei Striche über die Dwarsrichtung Backbord nach achter wirft, und von solcher Lichtstärke, dass es auf eine Entfernung von mindestens zwei Seemeilen sichtbar ist.

d) Die besagten grünen und rothen Seitenlichter müssen an der Innenbordseite mit Schirmen versehen sein, welche mindestens einundneunzig Centimeter vor den Lichtern hervorragen, so dass die Lichter nicht über den Bug von der anderen Seite her gesehen werden können.

e) Ein Dampfschiff in Fahrt kann ein zweites Licht von gleichartiger Beschaffenheit wie das unter *a)* beschriebene führen. Diese beiden Lichter müssen in der Kielrichtung

1897 so angebracht werden, dass das eine wenigstens fünf Meter höher als das andere sich befindet und dass in Bezug auf die gegenseitige Anordnung das untere Licht dem höheren voransteht. Die senkrechte Entfernung zwischen diesen Lichtern soll geringer sein, als ihre wagrechte Entfernung.

Artikel 3.

Ein Dampfschiff, welches ein anderes Schiff schleppt, muss, nebst den Seitenlichtern zwei helle, weisse Lichter senkrecht übereinander, wenigstens zwei Meter voneinander entfernt führen; wenn es mehr als ein Schiff schleppt, muss es ein weiteres helles, weisses Licht zwei Meter über oder unter den beiden genannten Lichtern dann führen, wenn die Länge des Schleppzuges vom Heck des schleppenden bis zum Heck des letzten geschleppten Schiffes mehr als hundertachtzig Meter beträgt. Jedes dieser Lichter muss von derselben Lichtstärke, an derselben Stelle angebracht und ebenso eingerichtet sein, wie das weisse im Artikel 2 *a)* erwähnte Licht, mit Ausnahme des dritten Lichtes, welches in der Höhe von mindestens vier Meter über dem Schiffsrumpfe geführt werden kann.

Ein solches Dampfschiff darf ein kleines, weisses Licht hinter dem Maschinenschlot oder Achtermast führen, damit das geschleppte Schiff nach demselben steuern kann, doch darf ein solches Licht nicht vor der Dwarsrichtung sichtbar sein.

Artikel 4.

a) Ein Schiff, welches wegen irgend eines Zufalles manövrirunfähig ist, muss in derselben Höhe, welche für das im Artikel 2 *a)* erwähnte, weisse Licht bestimmt ist — und wenn es ein Dampfschiff ist, anstatt des weissen Lichtes — zwei rothe Lichter an einer Stelle, wo sie am besten sichtbar sind, senkrecht übereinander und wenigstens zwei Meter voneinander von solcher Lichtstärke führen, dass sie rund um den ganzen Horizont auf eine Entfernung von mindestens zwei Seemeilen sichtbar sind. Bei Tage muss ein solches Schiff zwei schwarze Bälle oder Signalkörper von je sechzig Centimeter Durchmesser senkrecht übereinander und nicht weniger als zwei Meter voneinander entfernt an einer Stelle führen, wo sie am besten sichtbar sind.

b) Ein Schiff, welches mit dem Legen oder Lichten eines Telegraphenkabels beschäftigt ist, muss an der Stelle, welche für das im Artikel 2 *a)* erwähnte weisse Licht bestimmt ist, — und wenn es ein Dampfschiff ist, an-

statt des weissen Lichtes — drei Lichter senkrecht 1897
übereinander und mindestens zwei Meter voneinander entfernt führen. Das oberste und das unterste dieser Lichter müssen roth, das mittlere muss weiss sein und haben dieselben von solcher Lichtstärke zu sein, dass sie rund um den ganzen Horizont auf eine Entfernung von wenigstens zwei Seemeilen sichtbar sind. Bei Tag muss das Schiff — senkrecht übereinander und wenigstens zwei Meter voneinander an einer Stelle, wo sie am besten sichtbar sind — drei Signalkörper von mindestens sechzig Centimeter im Durchmesser führen, von denen der oberste und unterste kugelförmig und von rother Farbe, der mittlere rautenförmig und von weisser Farbe zu sein hat.

) Die in diesem Artikel erwähnten Schiffe dürfen, wenn sie keine Fahrt haben, die Seitenlichter nicht führen, wenn sie aber Fahrt haben, müssen sie dieselben führen.

) Die Lichter und Signalkörper, welche nach diesem Artikel zu führen sind, sollen für die anderen Schiffe als Zeichen gelten, dass das Schiff, welches dieselben führt, nicht manövrirfähig ist und deshalb nicht aus dem Wege gehen kann.

Diese Signale sind nicht Signale von Schiffen in Noth d von solchen, welche Hilfe verlangen.

Die Nothsignale sind im Artikel 31 enthalten.

Artikel 5.

Ein Segelschiff in Fahrt und jedes Schiff, das geschleppt rd, muss dieselben Lichter führen, welche durch Artikel 2 r ein Dampfschiff in Fahrt vorgeschrieben sind, mit Ausahme der darin erwähnten weissen Lichter, die es niemals hren darf.

Artikel 6.

Wann immer, wie auf kleinen Schiffen in Fahrt bei hlechtem Wetter, die grünen und rothen Seitenlichter nicht t angebracht werden können, müssen diese Lichter angendet und zum sofortigen Gebrauche bereit gehalten werden. i Annäherung von oder zu anderen Schiffen müssen diese chter an den bezüglichen Seiten rechtzeitig ausgesetzt rden, um einen Zusammenstoss zu verhüten, und zwar art, dass sie möglichst gut sichtbar seien, dass jedoch das ne Licht nicht von der Backbordseite her, das rothe Licht ht von der Steuerbordseite her, und wenn thunlich, nicht ır als zwei Striche über die Dwarsrichtung nach achter der betreffenden Seite gesehen werde.

1897 Um den Gebrauch dieser tragbaren Lichter sicherer und leichter zu machen, müssen die Laternen aussen mit der Farbe des Lichtes, welches sie zeigen, angestrichen und mit geeigneten Schirmen versehen sein.

Artikel 7.

Dampfschiffe von weniger als vierzig, dann Fahrzeuge unter Riemen oder Segel von weniger als zwanzig Tonnen Brutto-Raumgehalt sowie Ruderboote sind, wenn in Fahrt nicht gehalten, die im Artikel 2 *a)*, *b)* und *c)* erwähnten Lichter zu führen, müssen aber, wenn sie dieselben nicht führen, mit folgenden Lichtern versehen sein:

1. Dampfschiffe von weniger als vierzig Tonnen müssen führen:

a) Am Vordertheile des Schiffes, oder am, oder vor dem Maschinenschlote, wo es am besten zu sehen ist, und in mindestens drei Meter Höhe über dem Schandecke ein helles weisses Licht, so eingerichtet und angebracht, wie im Artikel 2 *a)* vorgeschrieben, und von solcher Lichtstärke, dass es auf eine Entfernung von mindestens zwei Seemeilen sichtbar ist.

b) Grüne und rothe Seitenlichter, so eingerichtet und angebracht, wie im Artikel 2 *b)* und *c)* vorgeschrieben, und von solcher Lichtstärke, dass sie auf eine Entfernung von mindestens einer Seemeile sichtbar sind; oder eine doppelfarbige Laterne, welche grünes und rothes Licht von gerade vorne bis zwei Striche über die Dwarsrichtung nach achter an der betreffenden Seite zeigt. Solche Laternen sollen in einer Höhe von nicht weniger als einem Meter unter dem weissen Lichte geführt werden.

2. Kleine Dampfboote, wie solche von Seeschiffen geführt werden, dürfen das weisse Licht in geringerer Höhe als drei Meter über dem Schandecke, müssen dasselbe aber jedenfalls oberhalb der im Punkte 1 *b)* erwähnten Laterne führen.

3. Fahrzeuge unter Riemen oder Segel von weniger als zwanzig Tonnen müssen eine Laterne mit einem grünen Glase an der einen und einem rothen Glase an der anderen Seite zum sofortigen Gebrauche bereit halten, welche bei Annäherung von oder zu anderen Schiffen rechtzeitig zur Vermeidung eines Zusammenstosses so zu zeigen ist, dass das grüne Licht nicht von der Backbordseite her und das rothe Licht nicht von der Steuerbordseite her gesehen werde.

4. Ruderboote unter Riemen oder Segel müssen ein weisses Licht zum sofortigen Gebrauche bereit halten, welches zeitweilig und rechtzeitig auszusetzen ist, um Zusammenstöße zu verhüten.

Die in diesem Artikel erwähnten Schiffe sind nicht verpflichtet, die im Artikel 4 *a)* und Artikel 11 (letzter Absatz) vorgeschriebenen Lichter zu führen. 1897

Artikel 8.

Lotsenfahrzeuge, die in ihrer Station im Lotsendienste beschäftigt sind, führen nicht die für andere Schiffe vorgeschriebenen Lichter, sondern haben ein um den ganzen Horizont sichtbares weisses Licht am Masttopp zu führen und überdies in kurzen Zwischenräumen, deren Dauer fünfzehn Minuten niemals überschreiten darf, ein oder mehrere Flackerfeuer zu zeigen.

Bei grosser Annäherung von oder zu anderen Schiffen müssen sie ihre Seitenlichter angezündet zum sofortigen Gebrauche bereit halten und sie in kurzen Zwischenräumen aufblinken lassen oder zeigen, um die Richtung anzugeben, nach welcher sie steuern, doch darf das grüne Licht nicht an Backbord und das rothe Licht nicht an Steuerbord gezeigt werden.

Ein Lotsenboot von solcher Gattung, dass es zum Absetzen eines Lotsen an das Schiff anlegen muss, darf ein weisses Licht zeigen, statt es am Topp zu führen, und kann anstatt der oben erwähnten farbigen Lichter eine Laterne mit einem grünen Glase an der einen und einem rothen Glase an der anderen Seite zum sofortigen Gebrauche in der oben beschriebenen Weise bereit halten.

Lotsenfahrzeuge, welche nicht in ihrer Station im Lotsendienste beschäftigt sind, haben die gleichen Lichter zu führen wie die anderen Schiffe ihres Tonnengehaltes.

Artikel 9.

Hinsichtlich der Lichterführung der Fischerfahrzeuge gelten bis auf weiteres die in dieser Beziehung bestehenden besonderen Vorschriften.

Dieselben sind im Anhange zur gegenwärtigen Verordnung enthalten.

Artikel 10.

Ein Schiff, welches von einem anderen überholt wird, muss von seinem Heck dem letzteren Schiffe ein weisses Licht oder ein Flackerfeuer zeigen.

Das weisse Licht, welches nach diesem Artikel gezeigt werden muss, kann in einer Laterne angebracht, geführt werden, doch muss in diesem Falle die Laterne so eingerichtet und mit Schirmen versehen sein, dass sie ein ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizontes von zwölf

1897 Compassstrichen, und zwar von gerade achter aus sechs Striche nach jeder Seite des Schiffes wirft, und dass das Licht auf eine Entfernung von mindestens einer Seemeile sichtbar ist. Ein solches Licht soll thunlichst in derselben Höhe wie die Seitenlichter geführt werden.

Artikel 11.

Ein Schiff von weniger als sechsundvierzig Meter Länge muss, wenn es vor Anker liegt, vorne an einer Stelle, wo es am besten zu sehen ist, aber nicht höher als sechs Meter über dem Rumpfe, ein weisses Licht in einer Laterne führen, welche derart eingerichtet ist, dass sie ein helles, gleichmässiges, ununterbrochenes Licht rund um den ganzen Horizont wirft, welches auf eine Entfernung von mindestens einer Seemeile sichtbar ist.

Ein Schiff von sechsundvierzig und mehr Meter Länge muss, wenn es vor Anker liegt, am Vordertheile in einer Höhe von nicht weniger als sechs Meter und nicht mehr als zwölf Meter über dem Rumpfe ein eben solches Licht und am Heck oder nahe am Heck in einer Höhe von nicht weniger als fünf Meter unter dem vorderen Lichte ein anderes solches Licht führen.

Als Länge des Schiffes ist die Länge anzusehen, wie sie im Registerbriefe angegeben ist.

Ein im Fahrwasser oder in der Nähe desselben auf den Grund gerathenes Schiff muss das oben erwähnte Licht, beziehungsweise die oben erwähnten Lichter und die zwei rothen, im Artikel 4 *a)* vorgeschriebenen Lichter führen.

Artikel 12.

Jedes Schiff kann, wenn es nothwendig ist, um die Aufmerksamkeit auf sich zu lenken, nebst den von diesen Vorschriften verlangten Lichtern noch ein Flackerfeuer zeigen oder irgend ein Knallsignal geben, aber derart, dass es nicht mit einem Nothsignale verwechselt werden kann.

Artikel 13.

Keine dieser Vorschriften soll die Wirksamkeit von besonderen Vorschriften beeinträchtigen, welche bezüglich der Führung von weiteren ständigen oder Signallichtern für zwei oder mehrere Kriegsschiffe oder für unter Bedeckung (Convoi) fahrende Schiffe von irgend einer Regierung erlassen sind, oder das Zeigen von Erkennungssignalen beschränken, welche von Rhedern eingeführt und von deren Regierungen genehmigt, gehörig eingetragen und bekannt gemacht sind.

Artikel 14. 1897

Ein Dampfschiff, welches nur mit Segeln fährt, aber einen Maschinenschlot stehen hat, muss bei Tage vorne einen schwarzen Ball oder Signalkörper von sechzig Centimeter Durchmesser da, wo derselbe am besten gesehen werden kann, führen.

Schallsignale bei dickem Wetter.

Artikel 15.

Alle in diesem Artikel für in Fahrt befindliche Schiffe vorgeschriebenen Signale müssen gegeben werden:

1. Von „Dampfschiffen" mit der Dampfpfeife oder Sirene.
2. Von „Segelschiffen und geschleppten Schiffen" mit dem Nebelhorne.

Die in diesem Artikel vorkommenden Worte „ein langgezogener Ton" bedeuten einen Ton von vier bis sechs Secunden Dauer.

Ein Dampfschiff muss mit einer kräftigen Pfeife oder Sirene versehen sein, welche durch Dampf oder ein anderes Mittel anstatt desselben ertönen gemacht wird und so aufgestellt ist, dass ihr Schall durch kein Hindernis gehemmt wird; ferner muss es mit einem wirksamen, durch mechanische Mittel getriebenen Nebelhorne und ausserdem mit einer laut tönenden Glocke ausgerüstet sein.

(In allen Fällen, wo diese Vorschriften eine Glocke vorschreiben, kann dieselbe an Bord türkischer Schiffe durch eine Trommel ersetzt sein oder auch durch einen Gong, wo derartige Instrumente an Bord kleiner Seeschiffe gebräuchlich sind.)

Ein Segelschiff von zwanzig Tonnen und mehr Brutto-Raumgehalt muss mit einem ähnlichen Nebelhorne und mit einer ähnlichen Glocke versehen sein.

Bei Nebel, mistigem Wetter, Schneefall oder schweren Regenböen, sei es bei Tag oder bei Nacht, müssen die in diesem Artikel beschriebenen Signale folgendermaassen angewendet werden:

a) Ein Dampfschiff, welches Fahrt hat, muss in Zwischenräumen von nicht mehr als zwei Minuten einen langgezogenen Ton geben.

b) Ein Dampfschiff in Fahrt, das aber gestoppt und keine Fahrt hat, muss in Zwischenräumen von nicht mehr als zwei Minuten zwei langgezogene Töne mit einem Zwischenraum von ungefähr einer Secunde zwischen denselben geben.

c) Ein Segelschiff in Fahrt muss in Zwischenräumen von nicht mehr als einer Minute, wenn es mit Steuerbord-

1897 halsen segelt, einen Ton, wenn es mit Backbordhalsen segelt, zwei aufeinanderfolgende Töne, und wenn es mit einem Winde aus einer Richtung von dwars bis achter segelt, drei aufeinanderfolgende Töne geben.

d) Ein vor Anker liegendes Schiff muss in Zwischenräumen von nicht mehr als einer Minute durch beiläufig fünf Secunden die Glocke rasch läuten.

e) Ein Schiff, welches schleppt, dann ein Schiff, welches mit dem Legen oder Lichten eines Telegraphenkabels beschäftigt ist, sowie ein Schiff in Fahrt, welches nicht in der Lage ist, einem sich nähernden Schiffe aus dem Wege zu gehen, weil es nicht manövrirfähig oder unfähig ist, zu manövriren wie durch diese Regeln gefordert wird, muss anstatt der in den Punkten *a)* und *c)* dieses Artikels vorgeschriebenen Signale in Zwischenräumen von nicht mehr als zwei Minuten drei aufeinanderfolgende Töne geben, und zwar einen langgezogenen Ton, gefolgt von zwei kurzen Tönen. Ein geschlepptes Schiff kann dieses Signal geben, darf aber keinerlei anderes Signal geben.

Segelfahrzeuge und Boote von weniger als zwanzig Tonnen Brutto-Raumgehalt sind nicht verpflichtet, die vorstehend erwähnten Signale zu geben, müssen aber, im Falle sie das nicht thun, irgend ein anderes wirksames Schallsignal in Zwischenräumen von nicht mehr als einer Minute geben.

Verringerung der Geschwindigkeit der Schiffe bei dickem Wetter.

Artikel 16.

Jedes Schiff muss bei Nebel, mistigem Wetter, Schneefall oder schweren Regenböen mit mässiger Geschwindigkeit fahren, unter sorgfältiger Berücksichtigung der obwaltenden Umstände und Verhältnisse.

Ein Dampfschiff, welches anscheinend aus einer Richtung von dwars bis vorne das Nebelsignal eines Schiffes hört, dessen Position ungewiss ist, muss, soweit es die Umstände des Falles zulassen, seine Maschine stoppen und dann vorsichtig fahren, bis die Gefahr des Zusammenstosses vorüber ist.

Steuer- und Segelregeln.

Einleitung.

Die Gefahr des Zusammenstosses kann, wenn die Umstände es gestatten, durch sorgfältige Beobachtung der Compasspeilung eines sich nähernden Schiffes festgestellt werden. Wenn die Peilung sich nicht erheblich ändert, so ist eine solche Gefahr als vorhanden anzusehen.

Artikel 17. 1897

Wenn zwei Segelschiffe sich einander nähern, so dass
efahr des Zusammenstosses besteht, so muss eines von ihnen
em anderen folgendermaassen aus dem Wege gehen, nämlich:

a) Ein Schiff mit raumem Winde muss einem dicht am Winde segelnden Schiffe aus dem Wege gehen.

b) Ein Schiff, das mit Backbordhalsen dicht am Winde segelt, muss einem mit Steuerbordhalsen dicht am Winde segelnden Schiffe aus dem Wege gehen.

c) Wenn beide Schiffe raum segeln, den Wind jedoch von verschiedener Seite haben, so muss dasjenige Schiff, welches den Wind von Backbord hat, dem anderen aus dem Wege gehen.

d) Wenn beide Schiffe raumsegelnd den Wind von derselben Seite haben, so muss das luvwärts segelnde Schiff dem leewärts befindlichen aus dem Wege gehen.

e) Ein Schiff, welches vor dem Winde segelt, muss einem anderen aus dem Wege gehen.

Artikel 18.

Wenn zwei Dampfschiffe in gerade entgegengesetzter
der nahezu entgegengesetzter Richtung sich begegnen, so
ass Gefahr des Zusammenstosses besteht, so muss jedes der
eiden Schiffe seinen Curs nach Steuerbord ändern, damit sie
inander an Backbord frei passiren.

Dieser Artikel findet nur auf Fälle Anwendung, in
elchen die Schiffe sich in gerade entgegengesetzter oder
ahezu entgegengesetzter Richtung derart begegnen, dass
efahr des Zusammenstosses besteht, und findet keine An-
endung auf Schiffe, welche, wenn beide ihre Curse beibe-
alten, frei voneinander passiren.

Die einzigen Fälle, worauf sich dieser Artikel bezieht,
ind jene, in welchen jedes der beiden Schiffe gerade oder
einahe gerade auf das andere zusteuert, in anderen Worten,
iejenigen Fälle, in welchen bei Tage jedes Schiff die Masten
es anderen in einer Linie oder beinahe in einer Linie mit
en seinigen sieht; und bei Nacht diejenigen Fälle, in denen
edes Schiff in solcher Stellung sich befindet, dass es beide
eitenlichter des anderen Schiffes sieht.

Dieser Artikel findet keine Anwendung bei Tage auf
älle, in welchen ein Schiff ein anderes vor dem Buge seinen
genen Curs kreuzend sieht; oder bei Nacht auf Fälle, wo
s rothe Licht des einen Schiffes dem rothen Lichte des
deren entgegensteht oder wo das grüne Licht des einen
hiffes dem grünen Lichte des anderen entgegensteht, oder
ein rothes Licht ohne ein grünes oder ein grünes Licht

1897 ohne ein rothes vorne in Sicht ist, oder wo beide Lich das grüne und das rothe Licht, in irgend einer ande Richtung als gegen vorne gesehen werden.

Artikel 19.

Wenn die Curse zweier Dampfschiffe sich kreuzen, dass Gefahr des Zusammenstosses besteht, muss dasjen Dampfschiff aus dem Wege gehen, welches das andere seiner eigenen Steuerbordseite hat.

Artikel 20.

Wenn ein Dampfschiff und ein Segelschiff in solch Richtungen fahren, dass Gefahr des Zusammenstosses beste so muss das Dampfschiff dem Segelschiffe aus dem We gehen.

Artikel 21.

Wenn nach irgend einer dieser Regeln das eine v zwei Schiffen dem anderen aus dem Wege zu gehen h muss das andere seinen Curs und seine Geschwindigkeit b behalten.

[Wenn in Folge von dickem Wetter oder aus ander Ursachen sich ein solches Schiff so nahe dem anderen befind dass ein Zusammenstoss durch das Manöver des zum A weichen verpflichteten Schiffes allein nicht vermieden werd kann, so soll auch ersteres ein solches Manöver vornehm wie es am besten geeignet ist, zur Verhütung eines Z sammenstosses beizutragen. (Siehe Artikel 27 und 29).]

Artikel 22.

Jedes Schiff, welches nach diesen Vorschriften verpflich ist, einem anderen Schiffe aus dem Wege zu gehen, mu wenn es die Umstände des Falles gestatten, vermeid vor dem Buge des anderen Schiffes den Curs desselben kreuzen.

Artikel 23.

Jedes Dampfschiff, welches nach diesen Vorschriften v pflichtet ist, einem anderen Schiffe aus dem Wege zu geh muss bei Annäherung an dasselbe, wenn nothwendig, se Geschwindigkeit vermindern, oder stoppen oder rückwä gehen.

Artikel 24.

Ungeachtet irgend welcher in diesen Vorschriften e haltenen Bestimmungen muss jedes Schiff, welches ein ande überholt, dem überholten Schiffe aus dem Wege gehen.

Jedes Schiff, welches sich einem anderen Schiffe aus 1897
ner Richtung nähert, welche mehr als zwei Striche achter
er Dwarslinie des letzteren liegt, — das heisst aus solcher
'osition zu dem Schiffe, welches es zu überholen im Begriffe
teht, dass es bei Nacht keines der beiden Seitenlichter des
etzteren sehen kann, ist als ein überholendes anzusehen.
Keine nachfolgende Veränderung der Peilung zwischen den
eiden Schiffen kann das überholende Schiff zu einem kreu-
enden im Sinne dieser Vorschriften machen oder das über-
olende Schiff von der Pflicht befreien, dem überholten Schiffe
us dem Wege zu gehen, bis es endgiltig vorbei und frei ist.

Da bei Tage das überholende Schiff nicht immer mit
Sicherheit wissen kann, ob es sich mehr gegen vorne oder
nehr gegen achter der erwähnten Richtung vom anderen
Schiffe befindet, so muss es im Zweifelfalle sich als über-
olendes Schiff ansehen und aus dem Wege halten.

Artikel 25.

In engem Fahrwasser (Canälen) muss jedes Dampfschiff,
wenn dies sicher und thunlich ist, sich an jener Seite des
Fahrwassers oder der Canalmitte halten, welche vom Schiffe
aus steuerbord liegt.

Artikel 26.

Segelschiffe in Fahrt müssen jenen Segelfahrzeugen oder
Booten, welche mit Netzen oder Leinen fischen, aus dem
Wege gehen. Diese Bestimmung gibt keinem mit Fischen be-
schäftigten Fahrzeuge oder Boote das Recht, ein von anderen
Schiffen als Fischerfahrzeugen und Booten benütztes Fahr-
wasser zu verlegen.

Artikel 27.

Bei Beobachtung und Auslegung der vorstehenden Regeln
muss auf alle Gefahren der Schifffahrt und des Zusammen-
stosses, und auf solche besonderen Umstände gehörige Rück-
sicht genommen werden, welche ein Abgehen von obigen
Regeln nothwendig machen könnten, um eine unmittelbare
Gefahr abzuwenden.

Schallsignale für Schiffe in gegenseitiger Sicht.

Artikel 28.

Die Worte: „Kurzer Ton", welche in diesem Artikel ge-
braucht sind, bedeuten einen Ton in der Dauer von ungefähr
einer Secunde.

Wenn Schiffe gegenseitig in Sicht sind, so muss ein
Dampfschiff in Fahrt, welches nach den hier angegebenen

1897 Vorschriften einen anderen Curs zu nehmen berechtigt oder verpflichtet ist, diesen Curswechsel durch die folgenden Signale mit seiner Dampfpfeife oder Sirene anzeigen, und zwar:

Ein kurzer Ton bedeutet: „Ich richte meinen Curs nach Steuerbord".

Zwei kurze Töne bedeuten: „Ich richte meinen Curs nach Backbord."

Drei kurze Töne bedeuten: „Meine Maschine geht mit voller Kraft rückwärts".

Verpflichtung zur Beobachtung der entsprechenden Vorsichten.

Artikel 29.

Keine dieser Vorschriften befreit ein Schiff, dessen Eigenthümer, Führer oder Mannschaft von den Folgen einer Nachlässigkeit bei der Lichterführung und beim Gebrauche von Signalen, oder von den Folgen der Vernachlässigung irgend einer nach der gewöhnlichen seemännischen Gepflogenheit oder durch die besonderen Umstände des Falles geforderten Sicherheitsmassregel.

Vorbehalt in Betreff der Vorschriften für Häfen und für die Schifffahrt auf Binnengewässern.

Artikel 30.

Keine dieser Vorschriften kann die Wirksamkeit von solchen Specialvorschriften beeinträchtigen, welche bezüglich der Schifffahrt in was immer für einem Hafen, Flusse oder in Binnengewässern von der Localbehörde in gehöriger Form erlassen werden.

Nothsignale.

Artikel 31.

Wenn ein Schiff in Noth ist und von anderen Schiffen oder von der Küste Hilfe verlangt, so sollen von ihm die folgenden Signale zusammen oder einzeln angewendet oder gezeigt werden, und zwar:

Bei Tage:

1. Kanonenschüsse oder andere Knallsignale in Zwischenräumen von ungefähr einer Minute.
2. Das Nothsignal N. C. des internationalen Signalbuches.
3. Das Fernsignal, bestehend aus einer viereckigen Flagge nebst einem Balle oder einem Gegenstande, der einem Balle ähnlich sieht, darüber oder darunter.
4. Fortgesetztes Ertönen irgend eines Nebelsignalapparates.

Bei Nacht: 1897

1. Kanonenschüsse oder andere Knallsignale in Zwischenräumen von ungefähr einer Minute.

2. Flammen auf dem Schiffe (wie von einer brennenden Theertonne oder Oeltonne u. s. w.)

3. Raketen oder Leuchtkugeln, welche Sterne von beliebiger Farbe oder Art werfen, einzeln in kurzen Zwischenräumen abgefeuert.

4. Fortgesetztes Ertönen irgend eines Nebelsignalapparates.

Vollzugsbestimmungen.

Artikel 32.

Auf jedem Schiffe von über fünf Tonnen Brutto-Raumgehalt muss ein Exemplar der gegenwärtigen Verordnung vorhanden sein, welches über Verlangen des Seemannsamtes (Hafen- oder Consularamtes) vorzuweisen ist.

Artikel 33.

Uebertretungen der Bestimmungen dieser Verordnung werden, insoferne die betreffenden Handlungen nicht nach den allgemeinen Strafgesetzen zu ahnden sind, mit Geld bis einhundert Gulden oder mit Arrest von 6 Stunden bis 14 Tagen bestraft.

Artikel 34.

Ueber das Strafverfahren gelten im allgemeinen jene Bestimmungen, welche bezüglich der Bestrafung von Seepolizeiübertretungen überhaupt in Kraft stehen.

In den in dieser Verordnung behandelten Angelegenheiten bilden die Seemannsämter (Hafenämter, Consularämter) die I., die Seebehörde die II. und das Handelsministerium die oberste Instanz.

Falls die II. Instanz das Erkenntnis der I. Instanz, wenn auch unter Milderung des Strafausmasses bestätigt, findet eine weitere Berufung nicht statt.

Die eingehenden Geldstrafen fliessen in den Marine-Unterstützungsfond.

Artikel 35.

Diese Verordnung tritt mit 1. Juli 1897 in Wirksamkeit.

Von diesem Tage angefangen treten die Verordnungen des Handelsministeriums vom 20. Januar 1880 (R. G. Bl. Nr. 10), vom 15. Januar 1882 (R. G. Bl. Nr. 7) und vom 15. Mai 1875 (R. G. Bl. Nr. 77), letztere insoweit sie sich auf die Nothsignale bezieht, ausser Kraft.

Glanz m. p.

1897

Anhang.

Besondere Vorschriften, betreffend die Lichterführung der Fischerfahrzeuge.

I.

Fischerfahrzeuge unter Riemen oder Segel in Fahrt und ohne Netze oder Leinen im Wasser müssen von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang eine Laterne mit einem grünen Glase an der einen und einem rothen Glase an der anderen Seite zum sofortigen Gebrauche bereit halten, welche bei Annäherung von oder zu anderen Schiffen rechtzeitig zur Vermeidung eines Zusammenstosses so zu zeigen ist, dass das grüne Licht nicht von der Backbord- und das rothe Licht nicht von der Steuerbordseite her gesehen werde. Ein solches Fahrzeug muss, wenn es von einem Schiffe überholt wird, von seinem Heck ein weisses Licht oder Flackerfeuer zeigen.

II.

Zum Fischfange verwendete Ruderboote unter Riemen oder Segel müssen in Fahrt und ohne Netze oder Leinen im Wasser von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang ein weisses Licht zum sofortigen Gebrauche bereit halten, welches zeitweilig und rechtzeitig auszusetzen ist, um Zusammenstösse zu verhüten.

III.

Fischerfahrzeuge unter Riemen oder Segel und zum Fischfange verwendete Ruderboote unter Riemen oder Segel müssen, sowohl wenn sie mit ausgelegten Netzen oder Leinen in Fahrt sind, als auch, wenn sie an denselben fest liegen, von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang ein helles weisses Licht führen, welches von jedem eine Seemeile in der Runde entfernten Punkte gesehen werden kann. Es ist denselben ausserdem, wenn sie es für zweckdienlich erachten, gestattet, zeitweise Flackerfeuer zu zeigen.

IV.

Alle zum Fischfange verwendeten Fahrzeuge und Boote müssen vor Anker von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang ein helles weisses Licht führen, welches von jedem, eine Seemeile in der Runde entfernten Punkte gesehen werden kann.

Glanz m. p.

1897

2391.

22 avril 1897.

Ordonnance ministérielle attribuant au bureau secondaire de douane à Mittelwalde les mêmes fonctions que celles dont jouissent les bureaux désignés par l'ordonnance du 15 juillet 1882.

R. G. Bl. 1897, Nr. 100.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 22. April 1897, betreffend die Einbeziehung des k. k. Nebenzollamtes in Mittelwalde unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882 (R. G. Bl. Nr. 107) bezeichneten Zoll- (Eingangs-) Aemter.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882 (R. G. Bl. Nr. 107), betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix), wird unter die im Anhange zu der eben bezogenen Verordnung, Anmerkung *a)* angeführten Zollämter auch das k. k. Nebenzollamt Mittelwalde einbezogen.

Ledebur m. p. *Badeni* m. p.
Bilinski m. p. *Glanz* m. p.
Guttenburg m. p.

2392.

26 avril 1897.

Ordonnance ministérielle concernant le traitement douanier de la potasse d'acide sulphurique.

R. G. Bl. 1897, Nr. 104.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. April 1897, betreffend die Zollbehandlung von Selenschlamm.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife durch nachstehendes neu aufzunehmendes Schlagwort ergänzt:

1897 **Selenschlamm (Selenstaub), Rückstand von der Verarbeitung selenhaltiger Kiese in der Schwefelsäurefabrication, wie Bleiasche**

Nummer des Zolltarifes	Zollsatz für 100 Kilogramm
322	1 fl. 50 kr.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2393.

26 avril 1897.

Ordonnance ministérielle sur la modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „chappeaux et bonnets".

R. G. Bl. 1897, Nr. 105.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. April 1897, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Hüte und Kappen".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerkung 3, Alinea 4 zum Schlagworte „Hüte und Kappen" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife in nachstehender Weise abgeändert:

„Der Umstand, dass Hüte aus Stroh, Bast, Binsen etc. aus in Farbe oder Form verschiedenen Geflechten hergestellt sind, schliesst sie im allgemeinen von der Behandlung als ungarnirte nicht aus; das Aufnähen von Draht zur Verstärkung der Krempe oder zur Formgebung, das Vorhandensein von Krempen aus doppelten Geflechtslagen, sowie eine etwa vorhandere Pressung oder das Vorkommen von eingeklebtem Papier oder Papierbauschen im Innern des Hutes bleibt ausser Betracht.

Wenn jedoch derlei Hüte nebst den sonstigen zur Herstellung des Hutes verwendeten Geflechten noch besondere Ziergeflechte aufweisen oder durch schleifenartige, ruschenförmige etc. Anordnung eines Geflechtes eine solche Ausstattung erfahren haben, welche augenfällig die gleiche äussere Wirkung wie eine durch Confectionirung hergestellte Garnitur hervorbringt, so sind dieselben als garnirte zu behandeln."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

1897

2394.

26 avril 1897.

lonnance ministérielle concernant la tarification du hypéroxyde de barium.

R. G. Bl. 1897, Nr. 106.

'ordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom April 1897, betreffend die Zollbehandlung von Bariumsuperoxyd.

Im Grunde des Artikels IV des Zollgesetzes vom 25. Mai 2 wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ;arischen Ministerien Bariumsuperoxyd der T.-Nr. 325 *bis* dem Zollsatze von 5 fl. per 100 Kilogramm zugewiesen. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2395.

26 avril 1897.

donnance ministérielle concernant le complètement s dispositions douanières sur la position „toile d'architecture".

R. G. Bl. 1897, Nr. 107.

'ordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels 1 26. April 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen m Schlagworte „Architektenleinwand" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungachen Ministerien werden die Bestimmungen beim Schlagrte „Architektenleinwand" des alphabetischen Waarenzeichnisses zum Zolltarife durch nachstehende Anmerkung ;änzt:

„Anmerkung: Architektenleinwand, welche nicht die Beıaffenheit wasserdichter Stoffe, wie Wachsmusselin, zeigt, ıdern durch blosses Glasieren appretirter Gewebe hergestellt und beim Einlegen in Wasser die Appreturmasse abgibt, nicht nach Nr. 211, sondern nach näherer Beschaffenheit Webewaare zu verzollen.

Siehe Anmerkung 4 bei „Wachstuch und Wachstaffet".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

1897

2396.

10 mai 1897.

Ordonnance ministérielle portant modification des dispositions pour la mise à exécution de la loi du 26 juin 1890 sur la statistique du commerce extérieur.

R. G. Bl. 1897, Nr. 119.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels, sowie des Eisenbahnministeriums vom 10. Mai 1897, durch welche die mit der Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 18. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 177) erlassenen Durchführungsbestimmungen zu dem Gesetze vom 26. Juni 1890 (R. G. Bl. Nr. 132), betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, theilweise abgeändert und ergänzt werden.

Die mit der Verordnung der k. k. Ministerien der Finanzen und des Handels vom 18. December 1893 (R. G. Bl. Nr. 177) zu dem Gesetze vom 26. Juni 1890 (R. G. Bl. Nr. 132) erlassenen Durchführungsbestimmungen werden mit dem Geltungsbeginne vom 15. Mai 1897 hinsichtlich der nachstehend angeführten Paragraphen, beziehungsweise einzelnen Absätze der letzteren in nachfolgender Weise theilweise abgeändert und ergänzt und lauten nunmehr, wie folgt:

§ 2, Z. 2, lit. l, lautet: Umschliessungen und Behältnisse, in denen Waaren verpackt sind (Emballagen), jedoch nur insoweit, als dieselben für das Zollverfahren nicht abgesondert von der Waare zu erklären sind.

§ 2, Z. 2; lit. q, lautet: In dem nach den Zollvorschriften oder auf Grund von Verträgen zollfrei zulässigen Verkehre das zur Weide, Stallfütterung oder zur Arbeit über die Grenze ein- und austretende, beziehungsweise wiederein- und wiederaustretende Vieh, einschliesslich der während der Weide, Stallfütterung oder Arbeit von demselben gewonnenen Erzeugnisse und des in der Zwischenzeit zugewachsenen jungen Viehes, ferner die Aussaat zum Anbaue und die zur vorübergehenden Benützung dienenden landwirthschaftlichen Maschinen und Arbeitsgeräthschaften.

Im § 2 ist nach Z. 9 anzuführen: 10. Die sonst der mündlichen statistischen Anmeldung gemäss § 13, Z. 1, der Verordnung unterliegenden Waaren und Gegenstände, wenn sie in Mengen unter 0·500 Kilogramm vorkommen.

Diese Befreiung findet jedoch auf cumulative Anmeldungen mittelst gebührenfreier Verzeichnisse oder Vormerke (§ 22, dritter und achter Absatz der Verordnung) keine Anwendung.

§ 6, zweiter Absatz, lautet: Die Anmeldescheine für die 1897
Wiederausfuhr enthalten überdies die Rubriken: „Menge der in den wiederausgeführten, veredelten oder reparirten Waaren enthaltenen ausländischen Stoffe" und „inländischen Zuthaten", ferner „Nummer und Jahrgang der Eingangsvormerkregisterpost, unter welcher, sowie Name jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Eingangszollamtshandlung stattgefunden hat"; die Anmeldescheine für die Wiedereinfuhr enthalten in analoger Weise die Rubriken: „Menge der in den wiedereingeführten, veredelten oder reparirten Waaren enthaltenen inländischen Stoffe" und „ausländischen Zuthaten", ferner „Nummer und Jahrgang der Ausgangsvormerkregisterpost, unter welcher, sowie Name jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Ausgangszollamtshandlung stattgefunden hat".

§ 7, lit. *a*, Z. 4, lautet: Die Menge (gemäss § 17 der Verordnung) in den entsprechenden Subrubriken, überdies bei der Wiederausfuhr im Veredlungs- und Reparatursverkehre auch die Menge der in den wiederausgeführten Waaren enthaltenen ausländischen Stoffe und inländischen Zuthaten, sowie bei der Wiederausfuhr im Vormerkverkehre überhaupt die Nummer und den Jahrgang der Eingangsvormerkregisterpost, unter welcher, endlich den Namen jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Eingangszollamtshandlung stattgefunden hat, bei der Wiedereinfuhr im Veredlungs- und Reparatursverkehre auch die Menge der in den wiedereingeführten Waaren enthaltenen inländischen Stoffe und ausländischen Zuthaten, sowie bei der Wiedereinfuhr im Vormerkverkehre überhaupt die Nummer und den Jahrgang der Ausgangsvormerkregisterpost, unter welcher, endlich den Namen jenes Zollamtes, bei welchem seinerzeit die Ausgangszollamtshandlung stattgefunden hat.

Im Falle beim Veredlungsverkehre unter einer Vormerkregisterpost mehreren Nummern des statistischen Waarenverzeichnisses angehörige Waaren vorkommen, ist in Rubrik 6 der Anmeldescheine für die Wiederausfuhr oder Wiedereinfuhr auf Grund der Abschreibungen im Vormerkscheine die Menge für jede zu einem und demselben Vormerkscheine gehörige, je einer Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses angehörige Waare abgesondert anzugeben und in Rubrik 8 unter der Vormerkregisterpostnummer in derselben Querspalte, in welcher die Menge eingetragen erscheint, die diesbezügliche statistische Nummer anzusetzen, damit ersichtlich wird, von welcher Waarengattung eine Wiederausfuhr oder Wiedereinfuhr erfolgte.

1897 Als inländische, beziehungsweise ausländische Zuthaten sind nicht nur jene Stoffe in-, beziehungsweise ausländischen Ursprunges zu verstehen, welche mit den dem Veredlungs- oder Reparatursverkehre unterzogenen Gegenständen verarbeitet erscheinen, sondern auch solche Waaren und Gegenstände, die, wenn sie auch kein untrennbares Ganze mit den zur Wiederaus-, beziehungsweise Wiedereinfuhr gelangenden veredelten oder reparirten Waaren bilden, doch ausschliesslich zum Gebrauche in Verbindung mit diesen letzteren dienen und denselben in keiner grösseren Quantität beigegeben erscheinen, als dies die einmalige Completirung der veredelten oder reparirten Waaren erfordert.

§ 11, erster Absatz, lautet: Waaren, welche einer und derselben Nummer des statistischen Waarenverzeichnisses, beziehungsweise demselben Alinea einer Nummer angehören, jedoch verschiedener Provenienz oder Destination sind oder verschiedenen Zollsätzen unterliegen (z. B. Kleidungen), dürfen nicht in einer Querspalte angemeldet werden, sondern ist für jedes Herkunfts- oder Bestimmungsland (beziehungsweise für jede einem verschiedenen Zollsatze unterliegende Waare) eine eigene Querspalte zu benützen und eventuell zum Zwecke der getrennten Nachweisung eine Untertheilung der Querspalten vorzunehmen.

In keinem Falle wird jedoch hierdurch die nach den obigen Vorschriften zu bemessende statistische Gebühr berührt: nur hat in solchen Fällen die Partei auf dem Anmeldescheine die Anmerkung zu machen, dass diese Waaren zu einer Stammerklärung (einem Frachtbriefe) gehören.

§ 13, Z. 1, zweiter Absatz, lautet: Die mündliche Anmeldung als Grenzverkehr ist jedoch in allen obigen Fällen nur unter der weiteren Voraussetzung zulässig, dass der Transport der Waaren nicht mittelst der Post oder (im Frachten-, Personengut- oder Handgepäcksverkehre) der Eisenbahnen oder Schifffahrtsunternehmungen stattfindet und dass diese Anmeldung bei dem dem Wohnorte der Partei zunächstliegenden Grenzzollamte (Expositur, Finanzwachabtheilung) oder bei einem diesem Zollamte unmittelbar benachbarten Zollamte abgegeben wird.

Im § 13 ist am Schlusse anzufügen: Die mündliche statistische Anmeldung ist gleichzeitig mit der Zollerklärung abzugeben.

Im § 17 ist nach dem ersten Absatze einzuschalten: Werden zu einer Zollerklärung mehrere Anmeldescheine abgegeben, so sind dieselben von den Zoll-

ämtern (Expositurен, Finanzwachabtheilungen) am 1897
oberen Rande durch fortlaufende römische Ziffern (I, II, III u. s. w.) zu bezeichnen.

Im § 17 ist ferner nach dem vierten Absatze einzuschalten: Wenn in einer Nummer, beziehungsweise einem Alinea des statistischen Waarenverzeichnisses mehrere Waarengattungen aufgeführt erscheinen, in der zur Anmeldung gelangenden Sendung jedoch nicht alle diese Waarengattungen thatsächlich vertreten sind, so ist im Anmeldescheine nicht der ganze Text der betreffenden Nummer, beziehungsweise des betreffenden Alinea, sondern nur die Benennung der wirklich vorliegenden Waare oder Waaren einzusetzen.

§ 17, drittletzter Absatz, lautet: Die Menge der Waaren und Gegenstände ist in der Regel in Kilogramm und Gramm, ausnahmsweise, wo dies im statistischen Waarenverzeichnisse besonders bemerkt ist (entweder nebstbei oder allein), nach der Stückzahl oder nach Tonnentragfähigkeit anzumelden, das Gewicht ist bei der Einfuhr je nach den für das Zollverfahren geltenden Bestimmungen des Zolltarifes entweder in Brutto oder in (wirklich erhobenem oder durch Abzug der Tara berechnetem) Netto, dagegen im gesammten Vormerkverkehre stets in Netto, bei der Aus- und Durchfuhr immer in Brutto anzumelden, mit der Ausnahme jedoch, dass bei der Ausfuhr von Zucker und Branntwein gegen Ausfuhrbonification (Steuerrestitution), ferner bei der Ausfuhr von Flüssigkeiten in Cisternenwaggons stets das Nettogewicht anzugeben ist. Bei nach obiger Vorschrift in Brutto anzumeldenden Waaren ist, wenn dieselben ledig verladen vorkommen, in der hierzu bestimmten Subrubrik der Anmeldescheine für die Ein- und Ausfuhr im freien Verkehre (§ 5, Z. 4 der Verordnung) das Wort „ledig" einzusetzen.

§ 18, sechster Absatz, lautet: Die Zollämter haben die ihnen von den Finanzwachabtheilungen zugekommenen Anmeldescheine hinsichtlich der richtigen Ausfertigung und Vergebührung zu überprüfen, zum Zeichen, dass dies geschehen ist, mit dem Amtsstempel zu versehen und spätestens am 6. jeden Monates an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) abzusenden.

§ 18, letzter Absatz, lautet: Die von den leitenden Finanzbehörden hinsichtlich der statistischen Erfassung des Verkehres auf Nebenwegen getroffenen obigen Vorkehrungen sind ehestens zur Kenntnis des k. k. Handelsministeriums (Statistisches Departement H. St.) zu bringen.

Im § 20 ist dem ersten Absatze am Schlusse anzufügen: Langen hierlands aufgegebene anmeldepflichtige Ausfuhrsendungen zur zollämtlichen Abfertigung bei

1897 einem Grenzzollamte ohne Anmeldescheine an, so ist von der Einleitung einer Strafamtshandlung Umgang zu nehmen, sobald aus den Begleitpapieren erhellt, dass den Sendungen bei der Aufgabe Anmeldescheine beigegeben worden waren. Zum Ersatze der sohin in Verlust gerathenen, ursprünglichen Anmeldescheine sind neue solche in den Grenzstationen — jedoch vor dem Austritte der Sendungen — auszufertigen, und die hiezu erforderlichen Daten den Begleitpapieren zu entnehmen.

§ 20, vorletzter Absatz, lautet: Wenn die Aufgabe der Ausfuhrgüter bei einer Station in den Ländern der ungarischen Krone, in Bosnien oder der Hercegovina stattfand, und diese Güter über ein k. k. Zollamt austreten sollen, so ist, falls dieselben bereits bei einem königlich ungarischen oder bosnisch-hercegovinischen Zollamte zollamtlich behandelt und statistisch erfasst wurden, ein statistischer Anmeldeschein überhaupt nicht zu fordern (§ 1 des Gesetzes und § 2, Z. 8 der Verordnung); falls diese letzteren Amtshandlungen von einem königlich ungarischen oder bosnisch-hercegovinischen Zollamte nicht vorgenommen wurden, ist ein gebührenfreier Anmeldeschein erforderlich (§ 11, Z. 3 des Gesetzes und § 25, Z. 2 der Verordnung). Die Pflicht zur Abverlangung und Uebernahme oder zur Selbstausfertigung dieser gebührenfreien Anmeldescheine obliegt der die zollämtliche Abfertigung veranlassenden hierländischen Grenzstation, beziehungsweise, wenn diese Abfertigung bei einem k. k. Innerlandszollamte erfolgt, der in Betracht kommenden hierländischen Innerlandsstation. Wenn jedoch derartige anmeldepflichtige, in den genannten Ländern ursprünglich aufgegebene Sendungen erst hierlands mittelst neuer Frachtbriefe in das Ausland weiter aufgegeben werden, so hat die betreffende hierländische neue Aufgabsstation die statistischen Anmeldescheine zu verlangen, beziehungsweise selbst auszufertigen, welche Anmeldescheine jedoch in diesem Falle bei der zollämtlichen Abfertigung gebührenpflichtig sind.

Im § 20 ist ferner im letzten Absatze vor dem letzten Satze desselben nach den Worten „erkennbar ist" und vor den Worten „diese Erklärung" einzuschalten: Die öffentlichen Transportanstalten haben bei Entgegennahme der obenerwähnten abändernden Verfügung, jedenfalls aber vor Ausfolgung der betreffenden Waaren an die Parteien, von denselben die Abgabe der bezüglichen schriftlichen berichtigenden Erklärung zu verlangen.

Schliesslich ist am Schlusse des § 20 folgender neuer 1897
Absatz anzureihen: Den öffentlichen Transportansalten ist es gestattet, die statistischen Gebührenmarken, die auf jenen Anmeldescheinen angebracht sind, welche die Sendungen vor deren thatsächlicher zollämtlicher Abfertigung und statistischer Anmeldung auf dem Transporte begleiten, behufs Verhinderung ihrer nochmaligen Verwendung mit dem Tagesstempel an einer Ecke, jedoch nur in der Weise abzustempeln, dass genügender Raum für den Amtsstempel des Zollamtes übrig bleibt und dass hierdurch die etwa bereits früher erfolgte Verwendung der Gebührenmarken nicht verdeckt werden kann (§ 26, siebenter und achter Absatz der Verordnung).

§ 21 lautet: Die Zollämter haben die statistischen Anmeldescheine (mit Ausnahme jener, welche ihnen von den Finanzwachabtheilungen im Sinne des § 18 der Verordnung zukommen) am 8., 16., 24. und letzten Tage jedes Monats und wenn an diesen Tagen keine Postverbindung besteht, an den diesen Vorlageterminen unmittelbar vorhergehenden jeweiligen Posttagen nach den fortlaufenden Nummern der betreffenden Zollregister geordnet, an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) abzusenden.

§ 22, zweiter Absatz lautet: Auf Grund dieser Parteienangaben und amtlichen Erhebungen, sowie der Eintragungen in das Zollregister und der etwaigen schriftlichen zollämtlichen Erklärungen der Parteien haben die Zollämter und die Expositurен monatlich Auszugsbogen zu verfassen und dieselben längstens am 6. des darauffolgenden Monates an das k. k. Handelsministerium (Statistisches Departement H. St.) abzusenden.

In die Auszugsbogen für die Wiederaus-, beziehungsweise Wiedereinfuhr sind auch jene beim Amte im Vormerkverfahren in der Ein- beziehungsweise Ausfuhr behandelten Waaren auf Grund der Ausschreibungen im Vormerkregister aufzunehmen, welche in der Wiederaus-, beziehungsweise Wiedereinfuhr der mündlichen Anmeldung bei einem anderen Amte unterzogen wurden, welches letztere Amt daher diese Waaren in die Auszugsbogen nicht aufzunehmen hat.

Die in den Zollregistern eingetragenen statistisch mündlich angemeldeten Waaren sind daselbst mit einem „m" als solche zu kennzeichnen, um deren Uebertragung in die Auszugsbogen, sowie die Ausscheidung der in die Auszugsbogen nicht zu über-

1897 tragenden statistisch schriftlich angemeldeten Waaren zu erleichtern.

§ 22, vierter Absatz, lautet: Die Finanzwachorgane haben die aus den mündlichen statistischen Anmeldungen erhobenen Daten in die Notizregister einzutragen und letztere, sowie die im vorigen Absatze erwähnten Vormerke demjenigen Zollamte am 1. eines jeden Monates zur Benützung für die Auszugsbogen vorzulegen, welchem sie in zollämtlicher Beziehung zugewiesen sind, oder zu diesem Zwecke von der leitenden Finanzbehörde zugewiesen werden.

Im § 22 ist dem siebenten Absatze am Schlusse anzufügen: Dieser Vorgang empfiehlt sich insbesondere für die mit fremden Zollämtern zusammengelegten hierländischen Zollämter behufs Ergänzung der Daten über den Reisendenverkehr in der Ausfuhr, insoweit derselbe von den fremdländischen Zollämtern der Einfuhrzollamtshandlung unterzogen wurde.

§ 22, achter Absatz, lautet: Den leitenden Finanzbehörden steht es ferner zu, vertrauenswürdige Geschäftsleute, welche nahe der Landesgrenze im Inlande Verkaufsstellen besitzen, über ihr Ansuchen oder von amtswegen zu ermächtigen, an Stelle ihrer Consumenten (Kunden) die statistischen mündlichen Anmeldungen über die von ihnen im Grenzverkehre (§ 13, Z. 1 der Verordnung) abgesetzten Waarenmengen täglich oder wöchentlich den Zollämtern oder Finanzwachabtheilungen oder den bei ihnen erscheinenden Finanzwachangestellten durch Abgabe eines gebührenfreien (§ 25, Z. 3 der Verordnung) Verzeichnisses zu erstatten, in welch letzterem die an je einem Tage abgesetzten Gesammtmengen jeder einzelnen Waarengattung getrennt anzuführen sind. Der Inhalt dieser Verzeichnisse ist in die Auszugsbogen aufzunehmen, und sind diese Verzeichnisse beim Amte ein Jahr lang aufzubewahren.

§ 22, letzter Absatz, lautet: Die von den leitenden Finanzbehörden hinsichtlich der statistischen Erfassung des Verkehres auf Nebenwegen oder bezüglich der statistischen Anmeldung mittelst der angeführten gebührenfreien Verzeichnisse getroffenen obenerwähnten Vorkehrungen sind ehestens zur Kenntnis des k. k. Handelsministeriums (Statistisches Departement H. St.) zu bringen.

§ 26, sechster Absatz, lautet: Bei der schriftlichen Anmeldung geschieht die Entrichtung der statistischen Gebühr durch Aufkleben der erforderlichen Anzahl von Gebührenmarken seitens der Parteien an der hierzu bestimmten Stelle (nöthigenfalls auch auf der Rückseite) der Anmeldeschein

vor deren Abgabe; bei der mündlichen Anmeldung hingegen 1897
werden die von den Parteien beizubringenden Gebührenmarken von den Zollämtern oder Finanzwachorganen in das für die zollamtliche Verbuchung der Waaren oder Gegenstände im betreffenden Falle vorgeschriebene und zu benützende Register neben der Verbuchungsstelle eingeklebt. Falls jedoch eine Verbuchung überhaupt nicht stattfindet (wie zum Beispiel im Vormerkverkehre, wenn die Wiederaus-, beziehungsweise Wiedereinfuhr bei einem anderen Zollamte als jenem, wo die Ein-, beziehungsweise Ausfuhr stattfand, erfolgt), so sind die Gebührenmarken auf dem Zolldocumente (Vormerkscheine) selbst anzubringen.

§ 27, letzter Absatz, lautet: Die zur statistischen Vergebührung dienenden, aufgeklebten Marken sind zum Zeichen ihrer Verwendung während oder unmittelbar nach der betreffenden statistischen Amtshandlung von den Zollämtern zu überstempeln, von den mit einem hierzu geeigneten Stempel nicht versehenen Finanzwachabtheilungen jedoch mit Tinte zu durchkreuzen.

Im § 28 ist nach dem ersten Absatze einzuschalten:

Zur Erleichterung dieser Controle und zum Ausweise für die Parteien ist den letzteren beim Verkehre auf Nebenwegen in der Ausfuhr mit Waaren, welche bereits vorher der statistischen Anmeldung unterzogen wurden, eine Bestätigung hierüber durch Legitimationsschein oder Adlerzettel zu ertheilen, welcher während des Transportes der streifenden k. k. Finanzwache über Verlangen vorzuweisen ist.

Diese mit dem Amtsstempel zu versehende Bestätigung hat den Namen und Wohnort der Partei, die Gattung und Menge der Waaren, sowie die Notizregisterpost, unter welcher die zollämtliche Abfertigung erfolgte, zu enthalten.

Die auf der Rückseite der statistischen Anmeldescheine abgedruckte Anleitung zur Ausfüllung und Vergebührung derselben wird bei deren Neuauflage den obigen Anordnungen entsprechende Abänderungen und Ergänzungen erhalten.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p. *Guttenberg* m. p.

1897

2397.

12 mai 1897.

Ordonnance ministérielle sur l'interprétation des dispositions de l'instruction sur l'examen en douane des fils de coton.

R. G. Bl. 1897, Nr. 123.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 12. Mai 1897, betreffend Erläuterung der Bestimmungen der Instruction zur zollämtlichen Untersuchung der Baumwollgarne (Verordnung vom 21. Mai 1897—I, R. G. Bl. Nr. 57).

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die k. k. Zollämter behufs Sicherstellung eines einheitlichen Vorganges bei Tarifirung von doublirten Baumwollgarnen aufmerksam gemacht, dass die in Folge der Drellirung eintretende Fadenkürzung, beziehungsweise das dadurch bewirkte Mehrgewicht gegenüber einfachem Garn mit der Aufmachung des Garnes in keinem Zusammenhang steht und bei regelmässig geweiften doublirten Bündelgarnen daher ebenso in Betracht zu ziehen kommt, wie dies bei derlei unregelmässig geweiften oder Copsgarnen instructionsmässig bereits vorgesehen ist. Demgemäss ist bei doublirten Garnen, sowohl für die Feststellung gegenüber den tarifarischen Grenznummern (mittelst der Typengewichte) als für die Berechnung der wirklichen Garnnummern (Vorgang in zweifelhaften Fällen) immer nach dem für Bündelgarne unregelmässiger Weife, beziehungsweise Copsgarne angeordneten Verfahren vorzugehen.

Bezüglich der Tarifirung von baumwollenen Effectzwirnen haben die für wollene Effectzwirne aufgestellten Bestimmungen der Instruction zur zollamtlichen Untersuchung der Wollengarne sinngemässe Anwendung zu finden.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2398.

20 mai 1896.

Publication du Ministère I^l R^l des finances sur une augmentation des attributions du bureau douanier principal de 2ième classe à Wels.

R. G. Bl. 1897, Nr. 136. 1897

Kundmachung des Finanzministeriums vom 20. Mai 1897, betreffend die Befugniserweiterung des k. k. Hauptzollamtes II. Classe in Wels.

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe in Wels wurde zur Vornahme des Ansageverfahrens im Eisenbahnverkehre ermächtigt.

Bilinski m. p.

2399.

21 mai 1897.

Ordonnance ministérielle sur le complétement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier concernant la tarification de l'asphalte.

R. G. Bl. 1897, Nr. 127.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 21. Mai 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife hinsichtlich der Zollbehandlung von Asphalt.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des amtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife wie folgt ergänzt:

Am Schlusse der Anmerkung 3 zum Schlagworte „Gummen und Harze" sind vor der Berufung „Siehe auch Harzcemente" folgende neue Absätze aufzunehmen:

„In Zweifelsfällen, ob ein Asphalt nach T.-Nr. 103 *a* oder aber nach T.-Nr. 116 zu behandeln ist, gilt als Regel, dass die Abfertigung nach ersterer Tarifnummer nur dann stattzufinden hat, wenn durch die zu veranlassende chemische Analyse ein Aschengehalt von mehr als 10% constatirt wird.

Asphalt in regelmässig geformten Stücken (Kuchen, Prismen etc.), für die weitere Verarbeitung bestimmt, ist stets nach T.-Nr. 116 zu verzollen".

Beim Schlagworte „Asphalterde, Asphaltsteine" ist nach der Anmerkung der Beisatz aufzunehmen: „Siehe auch die Anmerkung 3 bei „Gummen und Harze".

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

1897

2400.

22 mai 1895.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la nouvelle dénomination du bureau principal douanier de deuxième classe à Nouveau-Itzkany.

R. G. Bl. 1897, Nr. 131.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 22. Mai 1897, betreffend die Aenderung der Bezeichnung des Hauptzollamtes II. Classe in Neu-Itzkany (Bahnhof Suczawa-Itzkany).

Die Bezeichnung des k. k. Hauptzollamtes II. Classe in Neu-Itzkany (Bahnhof Suczawa-Itzkany) wird in „k. k. Hauptzollamt II. Classe in Itzkany" geändert.

Bilinski m. p.

2401.

28 mai 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant une modification de la liste des stations italiennes autorisées à délivrer des certificats d'analyse des vins italiens.

R. G. Bl. 1897, Nr. 143.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 28. Mai 1897, betreffend die Ermächtigung, beziehungsweise Abänderung des Verzeichnisses jener italienischen Versuchsanstalten, welche zur Ausstellung von Analysencertificaten für italienische Weine ermächtigt sind.

Das in der Verordnung vom 1. December 1892 (R. G. Bl. Nr. 201) unter *e)* enthaltene Verzeichnis jener italienischen Versuchsanstalten, welche zur Ausstellung von Analysencertificaten für die zur Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet bestimmten Weine ermächtigt sind, wird dahin ergänzt, beziehungsweise abgeändert, dass an die Stelle der Reale Scuola enologica in Conegliana, deren Probestation in ein landwirthschaftlich-chemisches Laboratorium umgewandelt worden ist, das Laboratorio di chimica agraria presso la R. Scuola enologica in Conegliano zu treten hat.

Bilinski m. p.

ITALIE.

2402.

1897

6 juin 1897.

Ordonnance ministérielle autorisant quelques bureaux douaniers situés à l'intérieur à traiter en douane les envois de plantes arrivant par la poste de l'étranger.

R. G. Bl. 1897, Nr. 140.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 6. Juni 1897, betreffend die Ermächtigung einiger k. k. Innerlandszollämter zur Abfertigung der mit der Post aus dem Auslande einlangenden Pflanzensendungen.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Verhütung der Einschleppung der Reblaus, werden die k. k. Hauptzollämter in Wien, Linz, Graz, Klagenfurt, Laibach, Prag, Brünn, Lemberg und Czernowitz ermächtigt, die mit der Post aus dem Auslande einlangenden Sendungen, welche die unter Nr. 2 des Anhanges zur obigen Verordnung bezeichneten Gegenstände enthalten, nach den für die Abfertigung solcher Sendungen — durch die ermächtigten Grenzzollämter — bestehenden Vorschriften abzufertigen.

Badeni m. p. *Bilinski* m. p.
Ledebur m. p. *Glanz* m. p.
Guttenberg m. p.

2403.

17 juin 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'une succursale du bureau douanier secondaire Weigsdorf à Engelsdorf.

R. G. Bl. 1897, Nr. 145.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 17. Juni 1897, betreffend die Errichtung einer Expositur des Nebenzollamtes Weigsdorf in Engelsdorf.

In Engelsdorf in Böhmen ist eine mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattete Expositur des Nebenzollamtes Weigsdorf errichtet worden.

Dieselbe hat ihre Thätigkeit bereits begonnen.

Bilinski m. p.

1897

2404.

20 juin 1897.

Ordonnance ministérielle portant complétement des dispositions de la liste alphabétique du tarif de douane à la position „tissus de laine très grossiers".

R. G. Bl. 1897, Nr. 149.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 20. Juni 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Presstücher".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Alinea 3 zum Schlagworte „Presstücher" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife durch nachstehende, als Anmerkung einzufügende Bestimmung ergänzt:

In Zweifelfällen, ob Presstücher, d. i. grobe, sehr starke Gewebe aus Wolle der Nr. 155, oder Wollenwaaren der Nr. 158 vorliegen, ist das Gewicht der Gewebe als maassgebend zu erachten, und sind hiernach jene im Gewichte von und über 2000 Gramm per Quadratmeter als Presstücher der Nr. 155, jene im Gewichte von weniger als 2000 Gramm per Quadratmeter nach ihrer sonstigen Beschaffenheit abzufertigen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2405.

25 juin 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances sur la réforme des bureaux douaniers Rosega, Duino et Mernico et de l'établissement de simples stations douanières à Trieste.

R. G. Bl. 1897, Nr. 154.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 25. Juni 1897, betreffend die Umwandlung der Nebenzollämter I. Classe Canal Rosega und Duino, sowie des Nebenzollamtes II. Classe Mernico in Zollexposituren, dann betreffend die Neuaufstellung der Zollabfertigungsstellen in Triest.

Die Nebenzollämter I. Classe Canal Rosega und Duino sowie das Nebenzollamt II. Classe Mernico werden mit 1. August 1897 in mit den Befugnissen von Nebenzollämtern

II. Classe ausgestattete Zollexposituren — und zwar jene in 1897
Canal Rosega und Duino mit Hafen- und Seesanitätsdienst —
umgewandelt.

Die Zollexposituren des Hauptzollamtes Triest sind in
änderung der Aufstellung derselben im Jahre 1891, R. G.
I. Nr. 154, Verzeichnis VIII, Z. 16, seither in nachstehende
vei Gruppen getheilt worden:

I. Gruppe.

1. Centrale (in der Nähe des Einganges),
2. Expositur am Rangierbahnhofe,
3. „ für die Magazine 6, 7 und 8 und für die Lloyd-Hangars,
4. „ für die Magazine 9, 10, 11, 12, 12*a*, 13, 13*a*, 14, 15 und 16,
5. „ für die Magazine 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25 und 26,
6. „ am Haupteingange,
7. „ Staatsbahn (Magazin 5),
8. „ Südbahnmagazine,

} im Punto franco

9. „ Frachtenbahnhof der Südbahn (mit den provisorischen Spiritusmagazinen).

II. Gruppe.

1. Expositur „Sanität",
2. „ „Post",
3. „ am Molo IV,
4. „ bei Molo S. Carlo,
5. „ bei Molo Giuseppino,
6. „ Bahnhof S. Andrea,
7. „ S. Sabba (Petroleumhafen),
8. „ Lloyd Panatiche,
9. „ Lloyd Arsenal.

Bilinski m. p.

2406.

10 juillet 1897.

Ordonnance ministérielle sur un complétement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier touchant la position „objets de terre cuite, fayence" et „briques".

R. G. Bl. 1897, Nr. 164.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom . Juli 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen zu

1897 *den Schlagworten „Thonwaaren" und „Ziegel" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife.*

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen zu den Schlagworten „Thonwaaren" und „Ziegel" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife in nachstehender Weise ergänzt:

Nach Alinea 1 der Anmerkung 2 zum Schlagworte „Thonwaaren" ist einzufügen:

„S. auch Ziegel".

Nach Alinea 2 der Bestimmungen beim Schlagworte „Ziegel" des alphabetischen Waarenverzeichnisses ist folgende Anmerkung aufzunehmen:

Unter Ziegel der Nr. 250 fallen nicht nur die aus chamottirtem Material erzeugten feuerfesten Ziegel, sondern auch solche, welche mit einem Zusatz von Quarzkörnern allein unter Zusatz eines kaum erkennbaren Bindemittels erzeugt sind.

Feuerfeste Ziegel aus chamottirtem Material, sowie solche mit einem Zusatze von Quarzkörnern haben gewöhnlich eine helle (weisslich-gelbe bis blass-röthliche, oft bräunlich angeflogene) Farbe, keinen besonders hellen Klang, sind stets porös (stark Wasser ansaugend) und zeigen auf ihrer Bruchfläche einen gleichförmig durch die ganze Masse vertheilten Zusatz eines mehr oder weniger groben Magerungsmittels (Chamotte- oder Quarzzusatz).

Ausnahmsweise kommen auch ganz weisse oder dunkelfarbige (dann braunrothe oder schwarze) derlei Ziegel vor.

Ihre Oberfläche ist stets rauh, oft runzelig, ungleichförmig oder fleckig. Sie sind nie scharfkantig.

Hierdurch unterscheiden sich dieselben von feineren, nicht feuerfesten, oft ebenfalls gemagerten Ziegeln von exacter Form, glatter Oberfläche und egaler Färbung (z. B. Verblendsteine, Verkleidungsziegel etc.), welche nach Nr. 240 abzufertigen sind.

Die aus Quarzkörnern allein unter Zusatz eines Bindemittels (Kalk etc.) hergestellten feuerfesten Ziegel (Dinassteine) haben leicht runzelige Aussenseite von schmutzig weisser Farbe, auch zuweilen mit schwärzlichen Flecken oder Adern durchsetzt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Glanz m. p. *Bilinski* m. p.

1897

2407.

10 juillet 1897.

Ordonnance ministérielle portant complément aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier à la position „mesures et instruments ou objets servant à mesures".

R. G. Bl. 1897, Nr. 165.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. Juli 1897, betreffend Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Maasse und Maassstäbe".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Maasse und Maassstäbe" in nachstehender Weise ergänzt:

Nach Alinea 5 (aus feinem Leder etc.) ist als Unterabsatz einzufügen:

„. . . . . aus Geweben (Bändern) in Verbindung mit Metallfäden, mit Oelfarbe etc. angestrichen, ohne oder mit Kapseln aus Holz, Messing u. dgl. nach Beschaffenheit des betreffenden Gewebes in Verbindung mit Metallfäden."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Glanz m. p. *Bilinski* m. p.

2408.

29 juillet 1897.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du bureau douanier secondaire royal hongrois à Tölgyes de traiter en franchise les effets de voyageurs qui les devancent ou suivent.

R. G. Bl. 1897, Nr. 183.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. Juli 1897, betreffend die Ermächtigung des königlich ungarischen Nebenzollamtes in Tölgyes zur zollfreien Abfertigung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums wurde das königlich ungarische Nebenzollamt

1897 I. Classe in Tölgyes ermächtigt, voraus- und nachgesendete Reiseeffecten auf Grund des Artikels IX, P. 1 des Zolltarifgesetzes im eigenen Wirkungskreise zollfrei abfertigen zu dürfen.

Bilinski m. p.

2409.

30 juillet 1897.

Ordonnance du Ministère I^l R^l fixant le terme de la mise à exécution de la loi du 30 août 1891 sur l'exercise de la jurisdiction consulaire.

R. G. Bl. 1897, Nr. 178.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 30. Juli 1897, womit der Tag bestimmt wird, an welchem das Gesetz vom 30. August 1891 über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit (R. G. Bl. Nr. 136) in Wirksamkeit tritt.

Das Gesetz vom 30. August 1891, womit Bestimmungen über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit getroffen werden (R. G. Bl. Nr. 136), tritt am 1. Januar 1898 in Wirksamkeit.

Badeni m. p.
Gautsch m. p.
Ledebur m. p.
Glanz m. p.
Welsersheimb m. p.
Bilinski m. p.
Gleispach m. p.
Rittner m. p.
Guttenberg m. p.

2410.

30 juillet 1897.

Ordonnance du Ministère de la justice sur la mise à exécution de la loi du 30 août 1891 concernant l'exercise de la jurisdiction consulaire.

R. G. Bl. 1897, Nr. 179.

Verordnung des Justizministers vom 30. Juli 1897, betreffend den Vollzug des Gesetzes vom 30. August 1891 über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit (R. G. Bl. Nr. 136).

§ 1.

Am 1. Januar 1898 tritt gemäss der Verordnung des des Gesammtministeriums vom 30. Juli 1897 (R. G. Bl. Nr. 178)

das Gesetz vom 30. August 1891, womit Bestimmungen über 1897
die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit erlassen werden
R. G. Bl. Nr. 136), in Wirksamkeit, — erhält die vom gemein-
samen Minister des Aeussern im Einverständnisse mit den
Regierungen der beiden Staatsgebiete erlassene und im An-
hange verlautbarte Verordnung vom 30. Juli 1897, betreffend
ie organisatorischen Bestimmungen und die Geschäftsordnung
er Consulargerichte, Geltung — und beginnt die Amtsthä-
gkeit des Consular-Obergerichtes in Constantinopel.

§ 2.

Von diesem Tage an ist nach § 22 des Gesetzes vom
). August 1891 (R. G. Bl. Nr. 136) der bisherige Wirkungs-
reis des obersten Gerichtshofes und der Oberlandesgerichte
Wien, Triest, Zara und Lemberg als dritter, beziehungs-
eise zweiter Instanz der Consulargerichtsbarkeit in Civil-
chtsangelegenheiten, und der k. und k. Missionen, die als
weite und letzte Instanz der Consulargerichtsbarkeit in Straf-
chen wegen Uebertretungen bestellt sind, eingeschränkt auf
ie Entscheidung über Rechtsmittel gegen richterliche Ver-
igungen, welche vor dem Inkrafttreten des in Rede ste-
enden Gesetzes bei Gericht ordnungsmässig überreicht wurden
nd eine richterliche Erledigung erfordern.

Gleispach m. p.

Anhang.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Aeussern vom 30. Juli 1897, betreffend die organisatorischen Bestimmungen und die Geschäftsordnung der Consulargerichte.

I. Theil.

Consulargerichte erster Instanz.

§ 1.

Die derzeit bestehende Organisation und Geschäftsord-
nung der Consularämter als Consulargerichte erster Instanz
bleibt, insoferne das Gesetz vom 30. August 1891 (R. G. Bl.
Nr. 136), beziehungsweise der ungarische Gesetzartikel XXXI
vom Jahre 1891 und diese Verordnung hierüber keine ab-
weichende Verfügung enthalten, bis auf weitere Anordnung
unverändert.

1897

§ 2.

Die Haupt-Geschäftsausweise und die besonderen Ausweise, welche die Consularämter als Consulargerichte erster Instanz bisher an das betreffende Oberlandesgericht, welchem sie untergeordnet waren, vorzulegen hatten, sind von nun an dem Consular-Obergerichte in Constantinopel vorzulegen.

§ 3.

Recurse und Berufungen (Appellationen und Revisionen), welche in den bei den Consulargerichten anhängigen Angelegenheiten gegen richterliche Entscheidungen und Verfügungen bis zum 1. Januar 1898 eingebracht werden und eine richterliche Erledigung erfordern, haben die Consularämter als Consulargerichte erster Instanz dem betreffenden Oberlandesgerichte, welchem sie untergeordnet waren, und in Uebertretungsfällen der in zweiter und letzter Instanz bisher berufenen k. und k. Mission zu unterbreiten; Rechtsmittel, welche am 1. Januar 1898 oder später überreicht werden, sind ohne Unterschied dem Consular-Obergerichte in Constantinopel ordnungsmässig vorzulegen.

II. Theil.

Das Consular-Obergericht.

I. Hauptstück.

Organisirung des Consular-Obergerichtes.

§ 4.

Zur Ausübung der auf die Erkenntnisse und Verfügungen der Consularämter Bezug habenden Consulargerichtsbarkeit in zweiter und letzter Instanz wird ein Consular-Obergericht in Constantinopel errichtet, welches seine Amtsthätigkeit am 1. Januar 1898 zu beginnen hat.

Dasselbe tagt und hat seine Kanzleien in den ihm von der k. und k. Botschaft in Constantinopel angewiesenen Räumen.

§ 5.

Sein Titel ist: Kaiserlich königliches österreichisches und königlich ungarisches Consular-Obergericht; sein Siegel zeigt die Zeichnung (Formular Nr. 1).

§ 6.

Das Consular-Obergericht besteht aus einem Präsidenten, einem österreichischen und einem ungarischen Oberrichter,

terreichischen und zwei ungarischen Oberrichter-Stell- 1897
ern, einem Secretär, zwei Kanzlisten und zwei Dienern.

§ 7.

e Besetzung der Stellen erfolgt durch Zutheilung nach
stimmungen des § 5 des Gesetzes vom 30. August 1891
Bl. Nr. 136), beziehungsweise § 5 des Gesetzartikels
vom Jahre 1891.

e Besetzung der Stellen der Oberrichter-Stellvertreter
ht auf dieselbe Weise und nach denselben Regeln,
hinsichtlich der Besetzung der Oberrichterstellen mass-
sind. Zum Oberrichter-Stellvertreter kann auch der
richtssecretär bestimmt werden, falls derselbe die vor-
mässige Richterbefähigung besitzt.

e zugetheilten Personen behalten ihren bisherigen Titel,
nd Charakter bei; doch hat für die Dauer der Zu-
g der Präsident den Titel: Präsident des k. k. öster-
hen und k. ungarischen Consular-Obergerichtes, —
erreichische Oberrichter den Titel: k. k. österreichischer
r-Oberrichter, und der ungarische Oberrichter den
. ungarischer Consular-Oberrichter zu führen.

§ 8.

r Präsident, die Consular-Oberrichter und der Secretär,
das Kanzlei- und Dienerpersonal haben für die Zeit
utheilung zum Consular-Obergerichte ihren dauernden
alt in Constantinopel zu nehmen.

Oberrichter-Stellvertreter verbleiben in der dienst-
Verwendung, aus welcher sie entnommen werden, und
nur zur Supplirung der Consular-Oberrichter über Ein-
g durch den Präsidenten auf die Dauer ihrer Ver-
g als Ersatzrichter Aufenthalt in Constantinopel zu
.

Verhinderungsfalle des österreichischen Oberrichters
ur ein österreichischer Oberrichter-Stellvertreter, und
hinderungsfalle des ungarischen Oberrichters nur ein
cher Oberrichter-Stellvertreter einberufen werden.

r Präsident, die Consular-Oberrichter, sowie die Ersatz-
werden für die Zeit ihrer Amtsführung der k. und k.
ft in Constantinopel attachirt, ohne dadurch zu der
n dienstlich in ein Abhängigkeitsverhältnis zu treten,
rden als der k. und k. Botschaft zugehörig nach aussen-
ührt.

§ 9.

e Personalbezüge werden bestimmt:
für den Präsidenten mit jährlichen . . 12.000 fl. Gold,
für die beiden Oberrichter je mit jährl. 8.000 „ „

1897 3. für den Secretär mit jährlichen . . . 5.000 fl. Gold,
4. für die beiden Kanzlisten je mit jährl. 2.000 „ „
5. für die beiden Diener je mit jährlichen 720 „ „

Die Oberrichter-Stellvertreter erhalten, wenn sie aus Beamten entnommen werden, die in Constantinopel in amtlicher Verwendung stehen, für die Dauer ihrer Stellvertretung eine tägliche Remuneration im Ausmasse der Hälfte der ihnen rangmässig zukommenden Diäten; Stellvertreter, welche nach ihrer dienstlichen Verwendung nicht in Constantinopel Aufenthalt haben, erhalten so oft der Fall der Stellvertretung eintritt, und auf die Dauer derselben, die nach den Normen des Dienstzweiges, dem sie als Beamte angehören, für Dienstreisen sich ergebenden Diäten.

Die Uebersiedlungskosten anlässlich der Zutheilung zum Consular-Obergerichte und der Enthebung von der Zutheilung und die Auslagen für Dienstreisen werden vergütet.

Andere Emolumente sind mit den Stellen beim Consular-Obergerichte nicht verbunden.

§ 10.

Die Personalbezüge vertreten jene systemmässigen Dienstesbezüge (Gehalt, Functions- oder Activitätszulage), welche dem Zugetheilten aus der ihm gewahrt bleibenden Beamtenstellung gebühren, jedoch für die Dauer der Zutheilung zurückzulassen sind, beziehungsweise eingestellt werden; der Betrag, um welchen die Personalbezüge jene systemmässigen Dienstesbezüge übersteigen, bildet eine Dienstes-zulage.

Hinsichtlich der als Präsident oder Oberrichter zugetheilten ungarischen Staatsbeamten ist der § 6 des ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891 massgebend.

Der Genuss der Personalbezüge beginnt vom ersten Tage des dem Dienstantritte bei dem Consular-Obergerichte nächstfolgenden Monats und erlischt mit dem Ende des Monats, in welchem die Zutheilung bei dem Consular-Obergerichte auf was immer für eine Art aufhört.

Für diejenigen, die bei Gelegenheit der ersten Organisirung des Obergerichtes demselben zugetheilt werden, beginnt der Genuss der Personalbezüge an dem Tage, an welchem dieselben den Dienst bei dem Consular-Obergerichte angetreten haben.

Die Personalbezüge werden monatlich im vorhinein erfolgt.

§ 11.

Die Vergütung von Uebersiedlungs- und Reiseauslagen erfolgt nach den bezüglichen, für österreichische oder ungarische Staatsbeamte oder für Beamte des gemeinsamen Mini-

eriums des Aeussernund der demselben unterstehenden Aemter 1897
eltenden Normen je nach der Beamteneigenschaft der dem onsular-Obergerichte Zugetheilten.

§ 12.

Die Anweisung und Flüssigmachung der Personalbezüge, er Reisediäten, sowie der Remunerationen und der Ver-itung von Reiseauslagen wird vom gemeinsamen Minister es Aeussern beim Zahlamte des Ministeriums des Aeussern eranlasst.

§ 13.

Das Consular-Obergericht entscheidet in zweiter und tzter Instanz in allen Rechtsangelegenheiten, in welchen e Consularämter als Consulargerichte in erster Instanz kannt haben, insoferne nach den Gesetzen ein Rechtszug egen die Erkenntnisse der Consulargerichte zulässig ist.

Das Consular-Obergericht entscheidet auch

1. Streitigkeiten zwischen den ihm untergeordneten Con-ulargerichten über die Gerichtszuständigkeit, und

2. auf Anzeige eines Consulargerichtes, das seine Ge-chtsbarkeit auszuüben gehindert ist, oder auf Ansuchen der nen oder der anderen Partei über die Delegirung eines onsulargerichtes anstatt des sonst zuständigen Consular-erichtes; auch ausser dem Falle einer Anzeige oder eines nsuchens ist es dem Consular-Obergerichte überlassen, aus ründen der Zweckmässigkeit anstatt des sonst zuständigen onsulargerichtes ein anderes zu delegiren.

§ 14.

Dem Consular-Obergericht liegt auch ob:

1. Die Geschäftsführung der Consulargerichte erster In-tanz zu überwachen, wahrgenommene Gebrechen in der usübung der Consulargerichtsbarkeit zu rügen, die öthigen Zurechtweisungen darüber zu erlassen und, wenn s sich um Beseitigung wahrgenommener Mängel handelt, eren Abstellung ausser den Grenzen seines eigenen Wir-ungskreises liegt, dem gemeinsamen Minister des Aeussern ie Anzeige zu erstatten;

2. in Beziehung auf die Einrichtung der Consulargerichts-arkeit und auf Erlassung oder Abänderung von einschlägigen esetzen oder Verordnungen auf Verlangen des gemeinsamen inisters des Aeussern Gutachten zu erstatten und an den-elben Anträge auch selbständig zu stellen;

3. die Vorlage der von den Consulargerichten erster nstanz jährlich zu erstattenden Haupt-Geschäftsausweise und esonderen Ausweise zu überwachen; diese Ausweise zu prüfen,

1897 nöthigenfalls Aufklärung abzufordern und, wo Mängel oder Verzögerungen in der Geschäftsführung bemerkt werden, die entsprechenden Verfügungen zu treffen; aus den Haupt-Geschäftsausweisen der einzelnen Gerichte einen Gesammtausweis über die Geschäfte aller Consulargerichte erster Instanz nach dem Formulare Nr. 2 zusammenzustellen und denselben dem gemeinsamen Minister des Aeussern vorzulegen, wobei die darüber bereits getroffenen Verfügungen anzuzeigen und diejenigen, welche den eigenen Wirkungskreis überschreiten, in Antrag zu bringen sind;

4. über die bei dem Consular-Obergerichte innerhalb eines Kalenderjahres vorgekommenen Geschäfte einen Haupt-Geschäftsausweis nach dem Formulare Nr. 3 unter Einem mit dem Gesammt-Geschäftsausweise der Consulargerichte erster Instanz dem gemeinsamen Minister des Aeussern vorzulegen und ein Gutachten über Stand und Gang der Consularrechtspflege und über wahrgenommene Gebrechen in der Gesetzgebung zu erstatten.

§ 15.

Das Consular-Obergericht fasst seine Beschlüsse, fällt seine Entscheidungen und trifft seine Verfügungen in voller Rathsversammlung.

Die Rathsversammlung besteht aus dem Präsidenten, aus dem österreichischen und dem ungarischen Oberrichter und dem Schriftführer.

§ 16.

Die Urtheile des Consular-Obergerichtes sind mit den Worten einzuleiten: „Im Namen Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und Apostolischen Königs von Ungarn".

§ 17.

Alle Ausfertigungen des Consular-Obergerichtes sind mit dem Amtssiegel (Fig. *A*, Formular Nr. 1) und mit der Unterschrift des Präsidenten oder seines Stellvertreters zu versehen.

Erkenntnisse und Verfügungen werden den Consulargerichten erster Instanz zugefertigt und durch diese den Parteien bekannt gegeben.

Ein unmittelbarer schriftlicher Verkehr ist für das Consular-Obergericht nur mit den k. und k. gemeinsamen Behörden und den Behörden der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, dann der Länder der ungarischen Krone und auch Bosniens und der Hercegovina eröffnet.

Die Form des Verkehres ist mit dem k. und k. Ministerium des Aeussern der Bericht, mit den k. und k. Con-

larämtern als Consulargerichten erster Instanz der Erlass 1897
ıd mit den übrigen Behörden die Note.

Mit den Behörden des osmanischen Reiches und mit Be-
ɔrden fremder Staaten ist jeder unmittelbare Verkehr aus-
eschlossen, und es ist sich in bezüglichen Angelegenheiten
ı die k. und k. Botschaft in Constantinopel, wenn es sich
ı Einleitungen im osmanischen Reiche handelt, sonst aber
ı das gemeinsame Ministerium des Aeussern zu wenden.

Erledigungen, die für Parteien bestimmt sind, darf das
onsular-Obergericht nicht unmittelbar bestellen, sondern es
ıt wegen der Zustellung die Rechtshilfe auf dem aus dem
orstehenden sich ergebenden Wege der Correspondenz in
ıspruch zu nehmen.

§ 18.

Die Geschäftssprache des Consular-Obergerichtes ist in
ebereinstimmung mit der Geschäftssprache des gemeinsamen
linisteriums des Aeussern die deutsche Sprache.

Bei im Instanzenzuge an das Consular-Obergericht gelan-
enden Angelegenheiten ist die Erledigung in der Sprache
ıszufertigen, in welcher die Angelegenheit in erster Instanz
rledigt wurde; für Angehörige der Länder der ungarischen
rone ist auf deren ausdrückliches Verlangen die Erledigung
ıch in der dortigen Staats- beziehungsweise Amtssprache
inauszugeben.

Ueber dem Consular-Obergerichte unmittelbar zukommende
ingaben von Angehörigen der Länder der ungarischen Krone
ıt die Ausfertigung der für die Partei bestimmten Erle-
igung, wenn die Eingabe in der Staats- beziehungsweise
ıtssprache der Länder der ungarischen Krone abgefasst ist,
ı der gleichen Sprache zu erfolgen.

In der Correspondenz mit den Behörden der Länder der
ngarischen Krone hat sich das Consular-Obergericht der
ortigen Staats- beziehungsweise Amtssprache zu bedienen.

§ 19.

Der gemeinsame Minister des Aeussern überwacht im
invernehmen mit dem österreichischen und dem ungarischen
ıstizminister die Geschäftsführung des Consular-Ober-
erichtes, welches seine in der Handhabung des Aufsichts-
chtes erlassenen Weisungen zu befolgen und ihm auf Ver-
ngen über alle Amtsgeschäfte Auskunft und Rechenschaft
geben hat.

§ 20.

Dem gemeinsamen Minister des Aeussern ist es vorbe-
lten, im Einvernehmen mit dem österreichischen und dem

1897 ungarischen Justizminister das Consular-Obergericht einen abgeordneten Commissär untersuchen zu lassen.

Der abgeordnete Commissär hat genau zu erforsch in allen Zweigen der Justizpflege den Gesetzen gemäs gegangen werde, ob und inwieferne dem Gerichte od zelnen Personen Vernachlässigung ihrer Amtspflicht zu falle und wie den etwa bestehenden Missständen gegnen sei.

Er hat sich mit den Fähigkeiten und persönlichen schaften der Richter und Beamten soviel möglich vertr machen.

Zu diesem Ende hat er einigen Gerichtssitzunge zuwohnen, sich Process-, Concurs-, Abhandlungs-, Vor schaft- und andere Gerichtsacten, Ausarbeitungen der renten, die Einreichungs-, Raths- und Registraturs-Prot vorlegen zu lassen und zu prüfen. Er hat sich ferner v Richtigkeit der in den letzten Jahren vorgelegten Ges ausweise soviel möglich und wenigstens durch Vergle einiger Angaben mit den betreffenden Acten zu überz Ueber die wahrgenommenen Gebrechen hat er den denten und nach Beschaffenheit der Umstände auch Gerichtsbeamte zu vernehmen; übrigens aber bei Amtshandlungen alles zu vermeiden, wodurch der Ehr dem Ansehen des Gerichtes nahegetreten oder eine zögerung in der Geschäftsbehandlung verursacht könnte.

Aller eigenen Anordnungen hat er sich zu enthalt soferne nicht ein offenbar gesetzwidriges Verfahren drin Abhilfe nothwendig macht.

Ueber den Erfolg der Untersuchung hat er dem g samen Minister des Aeussern mit Beifügung seines achtens zu berichten.

§ 21.

Bezüglich der Ausübung der Disciplinargewalt üb Hilfs- und Manipulationspersonal des Consular-Oberge werden die betreffenden Vorschriften später erlassen w

Ebenso bleibt es später zu erlassenden Vorschrifte behalten, diejenigen Vorkehrungen zu bestimmen, welc forderlich sind, dass in vorkommendem Falle gegen de sidenten oder gegen die Oberrichter das Disciplinarver von Seite der gesetzlichen heimischen Disciplinarbehörd geleitet werden könne.

§ 22.

Die Kosten des Consular-Obergerichtes werden vo gemeinsamen Ministerium des Aeussern auf Rechnun

österreichischen und des ungarischen Justizetats vorschuss- 1897
weise bestritten und sind nach dem jeweiligen Ergebnisse der Abrechnung von beiden Justizetats zu gleichen Theilen in effektivem Golde halbjährig zu refundiren.

II. Hauptstück.

Geschäftsordnung des Consular-Obergerichtes.

I. Abschnitt.

Von den Amtspflichten und den Amtsverrichtungen der Gerichtspersonen.

§ 23.

Die dem Consular-Obergerichte zugetheilten Beamten und Diener haben die Normen, welche über das ämtliche und ausserämtliche Verhalten und über Amtspflichten im allgemeinen in demjenigen Dienstzweige bestehen, aus dem der betreffende Beamte oder Diener dem Consular-Obergerichte zugetheilt ist auch in ihrer Verwendung beim Consular-Obergerichte zu beobachten.

§ 24.

Ein Richter darf in Rechtsangelegenheiten an der Verwaltung der Gerechtigkeitspflege nicht theilnehmen, insbesondere weder auf die Entscheidung der Angelegenheit Einfluss nehmen, noch der Berathschlagung beiwohnen:

1. in seinen eigenen und allen denjenigen Angelegenheiten, bei welchen er unmittelbar Schaden oder Vortheil zu erwarten hat;

2. in Angelegenheiten seiner Gattin, seiner Blutsverwandten in auf- und absteigender Linie, seiner Geschwisterkinder und derjenigen, die ihm noch näher verwandt oder bis zu eben diesem Grade verschwägert sind;

3. in Angelegenheiten seiner Wahl- oder Pflegeeltern, Wahl- oder Pflegekinder;

4. in Angelegenheiten seiner Mündel und Pflegebefohlenen;

5. in Angelegenheiten, in welchen er früher als Zeuge, Sachwalter, Rathgeber, Unterhändler oder Mittelsmann eingeschritten ist;

6. auch kann er in Angelegenheiten, worüber er schon bei einem untergeordneten Gerichte seine Stimme abgegeben hat, an der Entscheidung nicht theilnehmen;

7. endlich ist er von der Führung des Referates und des Vorsitzes ausgeschlossen, wenn der Richter, von welchem in der ersten Instanz entschieden wurde, mit ihm in einem der unter Z. 2 bezeichneten Verwandtschafts- oder Schwägerschaftverhältnisse steht.

1897

§ 25.

Ein Richter, dem nicht eines der aufgezählten Hinder nisse entgegensteht, darf sich der ihm obliegenden Amts pflichten nicht entschlagen.

§ 26.

Der Präsident des Consular-Obergerichtes führt de Vorsitz in der Rathsversammlung, hat die ihm untergeor neten Beamten und Diener nach ihren Fähigkeiten zu ve wenden, die Arbeiten zweckmässig zu vertheilen, über al Geschäfte die Oberaufsicht zu führen, auf Ordnung und G nauigkeit in der Behandlung derselben, auf die Beobachtu der Gesetze und die Hintanhaltung aller Missbräuche u unterbrochene Aufmerksamkeit zu verwenden, Beschwerd gegen Beamte und Diener zu untersuchen und, soweit A hilfe nöthig ist, die der Sache angemessenen Verfügung zu treffen.

Wenn der Präsident Wahrnehmungen macht, welche Einleitung eines Disciplinarverfahrens erforderlich mach hat er dem gemeinsamen Minister des Aeussern es anzuzeig

Ihm liegt die Aufbewahrung und die Evidenzhaltu der Personalstands-Ausweise der zugetheilten Beamten u Diener ob.

Er hat mit den ihm vom gemeinsamen Minister d Aeussern von Vierteljahr zu Vierteljahr auf Rechnung ang wiesenen Geldern die laufenden Auslagen für das Consul Obergericht zu bestreiten und dem gemeinsamen Minister d Aeussern von Vierteljahr zu Vierteljahr Rechnung zu lege

§ 27.

Die Amtsverrichtungen der Consular-Oberrichter und d Oberrichter-Stellvertreter werden im zweiten Abschnitte d Geschäftsordnung bestimmt.

§ 28.

Der Secretär führt das Rathsprotokoll und hat alle ih vom Präsidenten zugewiesenen Geschäfte zu besorgen.

Er ist Vorstand der Kanzlei, hat die Kanzleibeamte und Diener zur Erfüllung ihrer Pflicht anzuhalten, den G schäftsgang der Kanzlei zu überwachen, Gebrechen abz stellen, Nachlässigkeit und Unordnungen im Dienste, wen Ermahnungen und Verweise erfolglos bleiben, unter eigene Verantwortung dem Präsidenten anzuzeigen.

§ 29.

Die Amtsverrichtungen des Kanzleipersonales ergebe sich aus dem zweiten Abschnitte der Geschäftsordnung.

e Zuweisung der Kanzleigeschäfte an die einzelnen 1897
n und Diener ist dem Ermessen des Präsidenten
sen.

§ 30.

e Kanzleibeamten und Diener sind verpflichtet, täglich
te zu erscheinen und während der vom Präsidenten
nten Amtsstunden und, wenn es der Dienst erfordert,
nger zu arbeiten.
m Präsidenten ist überlassen, diejenigen Kanzlei-
n zu bestimmen, die auch an Sonn- und Feiertagen
te zu erscheinen haben.

§ 31.

r Präsident und die Oberrichter des Consular-Ober-
es haben jährlich auf einen mindestens achtwöchent-
Urlaub Anspruch.
r Präsident kann dem Secretär, den Kanzleibeamten
enern aus rücksichtswürdigen Gründen und, insoweit
Dienstverhältnissen unnachtheilig ist, in einem Ka-
ahre bis einschliesslich vier Wochen Urlaub ertheilen.
e Beurlaubung des Präsidenten und der Oberrichter
Ertheilung eines längeren Urlaubes für den Secretär,
nzleibeamten und die Diener ist dem gemeinsamen
r des Aeussern vorbehalten.

§ 32.

n durch Krankheit oder einen anderen unvermeidlichen
eingetretenes Hindernis, den Dienst zu versehen, ist
äsidenten und, wenn es bei diesem eintritt, dem ge-
nen Minister des Aeussern anzuzeigen.

§ 33.

Fällen der Beurlaubung, Verhinderung oder Abwesen-
er der Erledigung von Dienstplätzen ist die nöthige
ung zunächst aus den eigenen Arbeitskräften des Ge-
zu verfügen.
r Präsident wird von einem der beiden Oberrichter
en, und zwar ist, wenn der Präsident ein österrei-
r Staatsangehöriger ist, der österreichische Consular-
hter und, wenn er ein ungarischer Staatsangehöriger
r ungarische Consular-Oberrichter hierzu zunächst
.
r die Consular-Oberrichter haben die Oberrichter-
treter einzutreten, und zwar ist, falls der Secretär
errichter-Stellvertreter bestellt ist, zunächst dieser,
venn ein anderer Stellvertreter zu Gebote steht, der

1897 nach seiner sonstigen dienstlichen Verwendung in Constantinopel oder in einem Orte mit geringerer Entfernung von Constantinopel sich aufhält, dieser und erst in letzter Linie einer der anderen ernannten Oberrichter-Stellvertreter durch den Präsidenten einzuberufen.

Es muss jedoch stets der Grundsatz beobachtet werden, dass anstatt eines österreichischen Oberrichters nur ein österreichischer Oberrichter-Stellvertreter und anstatt eines ungarischen Oberrichters nur ein ungarischer Oberrichter-Stellvertreter einberufen werden kann.

Die Supplirung des Secretärs hat ein hierzu sich eignender Conceptsbeamter des k. und k. Consulates in Constantinopel zu übernehmen, und es hat der Vorstand des k. und k. Consulates über Verlangen des Präsidenten einen solchen zur Verfügung zu stellen.

§ 34.

Tritt der Fall einer Supplirung auf mehr als achttägige Dauer ein, oder wird zu Supplirungen ein Oberrichter-Stellvertreter einberufen, der nicht in Constantinopel Aufenthalt hat, so ist dem gemeinsamen Minister des Aeussern sogleich Anzeige zu machen.

Ueberdies hat der Präsident mittelst eines nach dem Formulare Nr. 4 eingerichteten Verzeichnisses dem gemeinsamen Minister des Aeussern mit Schluss des Jahres anzuzeigen, welche Beamten während des Jahres abwesend oder in ihren Amtsverrichtungen verhindert waren.

II. Abschnitt.

Von dem Geschäftsgange bei dem Gerichte.

§ 35.

Beim Consular-Obergerichte ist ein Einreichungsprotokoll nach dem Formulare Nr. 5 zu führen.

Der Protokollist hat täglich bei Eröffnung des Protokolles den Tag der Ueberreichung anzumerken und dann die überreichten Eingaben nach der Zahlenreihe einzutragen.

In die erste Längenrubrik ist die Zahl der Eingabe und nach erfolgter Zutheilung derselben, oder bei Gegenständen, deren Referent bereits bestimmt ist, dieser Bestimmung gemäss der Name des Referenten; in die zweite Behörde, von welcher die Schrift einlangt, oder der Vor- und Geschlechtsname der Partei, welche sie überreicht, und der Gegenpartei, wo eine solche vorkommt, mit kurzer Beziehung des Gegenstandes der Eingabe; in die dritte der Tag der Erledigung einzutragen.

§ 36. 1897

Von dem Einreichungsprotokolle darf keine mit der Aufschrift an das Consular-Obergericht versehene Schrift zurückgewiesen oder dem Ueberbringer wieder ausgehändigt werden.

Ausser dem Amtsorte darf der Einreichungsprotokollist keine Eingabe annehmen.

Mündlich kann in dem Einreichungsprotokolle nichts angebracht werden.

Dem Einreichungsprotokollisten ist auch nicht erlaubt, eine Eingabe mit dem Auftrage zu übernehmen, sie nicht sogleich, sondern erst zu einer bestimmten Zeit oder unter gewissen Bedingungen in das Einreichungsprotokoll einzutragen.

§ 37.

Bei dem Einreichungsprotokolle darf den Parteien nur darüber Auskunft ertheilt werden, ob und zu welcher Zeit eine Eingabe überreicht und mit welcher Nummer sie bezeichnet worden sei.

§ 38.

Das Einreichungsprotokoll muss täglich, und zwar an Werktagen genau durch fünf Stunden, an Sonn- und Feiertagen durch drei Stunden offen gehalten werden, welche der Präsident zu bestimmen hat.

Ausser diesen Stunden darf keine Eingabe angenommen werden. Die mittelst der Post ankommenden Stücke sind ohne Zeitverlust durch einen Diener abzuholen und dem Einreichungsprotokollisten zu übergeben.

Die für das Einreichungsprotokoll festgesetzten Amtsstunden sind mittelst Anschlages im Amtsgebäude ersichtlich zu machen.

§ 39.

Der Einreichungsprotokollist darf den Amtsort nicht verlassen, solange nicht alle, den Tag hindurch eingelangten Eingaben in die zweite Rubrik des Einreichungsprotokolles eingetragen und in der ersten Rubrik wenigstens die Protokollszahl angemerkt ist.

Ist an einem Tage nichts eingereicht worden, so ist dieses ausdrücklich zu bemerken.

§ 40.

Jede Eingabe ist gleich nach der Uebernahme genau mit dem Tage, Monate und Jahre und mit der ihr nach der Zeitordnung der Ueberreichung gebührenden Protokollszahl und zwar, wenn es die Partei verlangt, in deren Gegenwart zu bezeichnen.

1897 Die Zahlen haben vom 1. Januar bis letzten December eines jeden Jahres fortzulaufen und jede Bruchzahl, jede Ueberspringung oder Wiederholung der Zahlen ist dabei sorgfältig zu vermeiden.

Die Protokollsnummer und der Tag, der Monat und das Jahr der Ueberreichung ist auch auf die zu einer Eingabe gehörigen Duplicate und Rubriken derselben zu setzen.

§ 41.

Die Beilagen der Eingabe hat der Einreichungsprotokollist durchzusehen, mit der Protokollszahl der Eingabe zu bezeichnen und die Anzahl derselben auf der Eingabe unter der Protokollszahl anzumerken.

Fehlt eine der in der Eingabe berufenen Beilagen, so ist dieses auf der Eingabe unter der Protokollszahl anzumerken.

§ 42.

Wenn eine Partei über die Zeit der Ueberreichung ihrer Eingabe einen Beweis zu erhalten wünscht, so ist eine Rubrik derselben beizubringen, auf welche der Einreichungsprotokollist die Protokollszahl und den Tag der Ueberreichung anzumerken hat.

§ 43.

Versiegelte Eingaben hat der Protokollist ohne Verletzung des Siegels zu eröffnen und, wenn sie in einem besonderen Umschlage liegen, die Protokollszahl auf der Eingabe und dem Umschlage, den Tag der Ueberreichung aber nur auf der ersteren anzumerken.

Befinden sich in dem nämlichen Umschlage mehrere Eingaben, so müssen sie mit fortlaufenden Zahlen bezeichnet und alle diese Nummern auch auf den Umschlag gesetzt werden.

Die Umschläge sind nach der Zahlenreihe zu sammeln, sechs Monate lang im Einreichungsprotokolle aufzubehalten und dann zu vertilgen.

§ 44.

Die an den Präsidenten gerichteten und verschlossen eingelangten Eingaben sind demselben uneröffnet zu übergeben.

Sobald eine dem Präsidenten zur Eröffnung übergebene Eingabe an den Einreichungsprotokollisten zurückgelangt, ist sie unter der vorläufig auf dem Umschlage angemerkten Zahl in das Einreichungsprotokoll einzutragen.

Zeigt sich später, dass in einem solchen Umschlage mehrere Stücke enthalten waren, so hat der Einreichungsprotokollist das erste mit der auf dem Umschlage vorläufig vorgemerkten Zahl, die übrigen mit den ihnen zur Zeit der Zurückstellung zukommenden Protokollszahlen zu versehen

und die letzteren nachträglich auf dem Umschlagbogen anzu- 1897
merken.

Werden von dem Präsidenten einzelne Stücke zurückbehalten, so ist dieses bei der betreffenden Protokollszahl in der zweiten Rubrik anzumerken.

§ 45.

Jeden Tag hat der Einreichungsprotokollist das Einreichungsprotokoll mit Ablauf der festgesetzten Zeit abzuschliessen und die Protokollsbogen sammt den Stücken über neu anhängig gewordene Angelegenheiten und denjenigen Stücken, welche entweder wichtigerer Art sind oder deren Einsicht sich der Präsident vorbehalten hat, demselben vorzulegen.

Der Präsident hat die Bogen durchzusehen, in die Eingaben die nöthige Einsicht zu nehmen, für neu anhängig gewordene Angelegenheiten den Referenten zu bezeichnen, hierauf den Protokollsbogen am Schlusse sein „Gesehen" beizusetzen und dieselben sammt den Acten zurückzustellen.

Wird eine Eingabe vom Präsidenten zurückbehalten, so hat er dieses in dem Protokolle anzumerken.

§ 46.

Hierauf hat der Einreichungsprotokollist die allenfalls noch ausständigen Eintragungen zu besorgen und die Eingaben noch am nämlichen Tage dem Referenten zuzusenden.

Dringende Eingaben müssen dem Referenten sogleich übersendet werden.

§ 47.

Ueber das Einreichungsprotokoll ist ein alphabetisch geordnetes Register nach dem Formulare Nr. 6 zu führen, in dessen erster Rubrik die Namen der Parteien und in Kürze die Angelegenheit, in dessen zweiter Rubrik die Nummern der in der nämlichen Angelegenheit eingelangten Eingaben und in dessen dritter Rubrik der Name des Referenten ersichtlich zu machen ist.

§ 48.

Das Einreichungsprotokoll und das Register sind von Zeit zu Zeit einzubinden und in dem Amtszimmer aufzubewahren.

§ 49.

Der Präsident hat über die Eingaben in Präsidialangelegenheiten und über die bei der Vorlage des Einreichungsprotokolles aus wichtigen Gründen von ihm zurückbehaltenen Eingaben eine Vormerkung nach Art des Einreichungsproto-

1897 kolles zu führen und die Eingaben mit einer eigenen Präsidialreihenzahl versehen zu lassen.

§ 50.

Die Benennung des Referenten steht dem Präsidenten zu.

Jeder Oberrichter ist, die Fälle gesetzlicher Hindernisse ausgenommen, verpflichtet, die ihm zugetheilten Arbeiten zu übernehmen.

Vor Beendigung einer Angelegenheit ist in der Person des Referenten ohne wichtige Ursache keine Aenderung vorzunehmen.

Zusammenhängende Gegenstände sind dem nämlichen Referenten zuzutheilen.

§ 51.

Für jeden Referenten ist im Einreichungsprotokolle ein Referentenbuch nach dem Formulare Nr. 7 zu führen. In der ersten Längenrubrik desselben, welche die Anzahl der einem Referenten zugetheilten Eingaben ausweisen soll, haben die Zahlen vom 1. Januar bis letzten December fortzulaufen; in der zweiten Rubrik ist die Einreichungsprotokollszahl des Geschäftsstückes nebst Monat und Tag der Ueberreichung einzutragen; in der dritten Rubrik ist der Tag der Erledigung des Geschäftsstückes anzumerken.

§ 52.

Der Referent hat über jede ihm zugekommene Eingabe seinen Antrag schriftlich zu stellen.

Auf die Eingabe selbst darf der Antrag nur geschrieben werden, wenn dieselbe unzweifelhaft in den Gerichtsacten zurückzubehalten ist. Ausserdem ist stets abgesondert ein schriftliches Referat zu entwerfen.

Bei Eingaben, deren Erledigung sich aus dem klaren Wortlaute des Gesetzes ergibt, genügt es, auf die eine Spalte des halbgebrochenen Referatsbogens die Rubrik der Eingabe mit dem Wesentlichen der Bitte oder des Ersuchens anzuführen und auf die andere Spalte des Bogens den Entwurf der angetragenen Erledigung zu setzen.

Ueber wichtigere oder verwickelte Angelegenheiten ist aber auch ein kurzer Actenauszug zu verfassen und der Antrag durch ein Gutachten zu begründen.

§ 53.

Geschäftsstücke, welche bloss die Leitung des Verfahrens einer Rechtsangelegenheit betreffen, deren Erledigung keinen entscheidenden Einfluss auf die Rechte der Parteien nimmt und nach den Bestimmungen des Gesetzes zweifellos ist,

ferner Geschäftsstücke, welche bloss anderen Behörden zu 1897
ertheilende Auskünfte oder andere untergeordnete Acte zum Gegenstande haben, unterliegen keiner Berathung, sondern sind vom Referenten sammt den entworfenen Ausfertigungen längstens von einem Sitzungstage zum anderen dem Präsidenten mit einem Verzeichnisse vorzulegen.

Ist der Präsident mit einem auf diese Art gestellten Antrage nicht einverstanden oder hält er dafür, dass die Eingabe einer vorläufigen Berathung zu unterziehen ist, so hat er den Referenten anzuweisen, das Geschäftsstück in der Sitzung vorzutragen.

Alle übrigen Geschäftsstücke sind in der Rathsversammlung vorzutragen.

§ 54.

Der Präsident leitet die Berathung und die Abstimmung.

Der Referent gibt seine Stimme zuerst, der Präsident gibt die seinige zuletzt ab.

Zu jedem Beschlusse wird absolute Stimmenmehrheit erfordert. Ergeben sich hierbei Schwierigkeiten, welche durch Theilung der Fragen und Wiederholung der Umfrage nicht behoben werden, so hat der Präsident die Frage, über welche Beschluss zu fassen ist, in die einzelnen, für die Entscheidung erheblichen Punkte aufzulösen und durch Einleitung besonderer Abstimmungen über dieselben in geeigneter Weise die Vereinigung der Stimmen zu einem Mehrheitsbeschluss über den zur Verhandlung stehenden Gegenstand herbeizuführen.

§ 55.

Von der bereits abgegebenen Meinung zurückzutreten und eine neue abzugeben, oder einer anderen schon abgegebenen Meinung beizupflichten, ist jeder Stimmführer nur im Laufe der nämlichen Sitzung befugt, nach Beendigung der Sitzung darf der Beschluss nicht mehr geändert werden.

§ 56.

Die entworfenen Bescheide, Erkenntnisse, Entscheidungsgründe und andere Ausfertigungen sind von dem Referenten nach dem Beschlusse zu berichtigen, beziehungsweise umzuarbeiten.

§ 57.

Ueber jede Sitzung ist ein Protokoll aufzunehmen. Im Eingange desselben ist der Tag der Sitzung, und sind die anwesenden Gerichtspersonen anzugeben.

In die Mitte des Bogens kommt der Name des Referenten. Dann sind auf der linken Columne die durch den Referenten vorgetragenen Geschäftsstücke, lediglich mit den

1897 Einreichungsprotokollszahlen bezeichnet, in der Ordn
zumerken, in welcher sie vorgetragen wurden. Die Abst
selbst ist auf der rechten Columne zu verzeichnen.

Bei einhellig gefassten Beschlüssen geschieht
durch die Beifügung des Wortes: „Einhellig".

Bei nicht einhellig gefassten Beschlüssen ist ob
derholung der von dem Referenten in dem Referate
angeführten Gründe und ohne unnütze Weitläufigkeit
klar und bestimmt darzustellen, welcher Meinung jede
führer war, mit welchen Gründen er dieselbe unte
und wie die Mehrheit der Stimmen berechnet wurde.

Die etwa vorgenommene wiederholte Umfra
Abstimmung und der ganze Vorgang bei der Be
Abstimmung und Schlussfassung überhaupt ist genau
ander zu setzen.

Das Separatvotum desjenigen Richters, der sei
nung gegenüber dem Mehrheitsbeschlusse geäussert
sammt der Begründung desselben in das Sitzungsp
einzutragen.

Auch sind wichtigere Vorfälle, welche nicht die Be
über die in Vortrag gebrachten Gegenstände betre
Sitzungsprotokolle ersichtlich zu machen.

§ 58.

Dem Sitzungsprotokolle darf nichts beigelegt

Das Sitzungsprotokoll ist mit der Unterschrift d
tokollführers und des Präsidenten zu versehen.

Die Sitzungsprotokolle sind unter Verschluss
wahren und in angemessenen Zeitabschnitten einz

§ 59.

Der Protokollführer hat diejenigen Geschäftssti
welchen die Erledigungsentwürfe von dem Referenten
verfasst und unterfertigt sind, sammt dem Sitzungspr
dem Präsidenten womöglich binnen 24 Stunden vor
die übrigen aber dem Referenten zur Entwerfung d
fertigung zurückzustellen; übrigens hat er gleich nac
digter Sitzung ein Verzeichnis der erledigten Geschäf
an das Expedit abzugeben.

§ 60.

Der Präsident hat das Sitzungsprotokoll genau z
und, wenn er dasselbe unrichtig oder unvollständig
nöthigenfalls nach Rücksprache mit den Stimmführern
tigen zu lassen.

§ 61. 1897

Alle Erledigungsentwürfe sind kurz und deutlich zu schreiben, Abkürzungen, die zu einem Irrthume in der Ausfertigung Anlass geben könnten, sind zu vermeiden.

Die Beweggründe sind mit der Entscheidung hinauszugeben, sie können mit der Entscheidung selbst vereinigt werden.

Der Referent hat jedem Erledigungsentwurfe die nöthigen Bemerkungen in Betreff der Einrichtung der Ausfertigung und des Anschlusses von Acten und Urkunden beizufügen.

§ 62.

Die Erledigungsentwürfe sind dem Präsidenten vorzulegen. Dieser ist verpflichtet, sie genau durchzusehen und, wenn er sie mit dem gefassten Beschlusse in Uebereinstimmung findet, das Expediatur und seine Unterschrift beizusetzen. Bemerkt er darin Sprachfehler, Undeutlichkeiten im Ausdrucke oder offenbare Versehen, so kann er gleich selbst die nöthige Verbesserung vornehmen. Wenn ihm aber eine das Wesen des Beschlusses berührende Abänderung nothwendig erscheint, so hat er sein Bedenken in der nächsten Sitzung zu eröffnen und nach dem darüber gefassten Beschlusse die Ausfertigung anzuordnen.

Die mit dem Expediatur des Präsidenten versehenen Entwürfe sind in das Expedit abzugeben. Ohne die Genehmigung des Präsidenten darf von dem Expedite nichts ausgefertigt werden.

§ 63.

Der Expeditor hat die an ihn gelangten Geschäftsstücke in dem vom Protokollführer übergebenen Verzeichnisse (§ 59) zu löschen und, wenn binnen acht Tagen nach der Sitzung nicht alle in diesem Verzeichnisse enthaltenen Stücke an ihn gelangen sollten, rücksichtlich der noch abgängigen dem Präsidenten die Anzeige zu machen.

Er hat alle eingelangten Stücke sogleich in das Expeditsbuch (Formular Nr. 8) einzutragen und den Tag des Einlangens auf dem Entwurfe der Ausfertigung anzumerken.

Das Expeditsbuch hat die Bestimmung, die richtige Ablieferung aller dem Gerichte überreichten Eingaben zu versichern und die Nachforschung, ob und wann ein Actenstück in das Expedit gekommen ist und wann es in die Registratur abgegeben wurde, zu erleichtern.

In die erste Rubrik sind im vorhinein die Zahlen des Einreichungsprotokolles in arithmetischer Ordnung, in die zweite bei jedem Stücke, sobald es dem Expedite zukommt, der Tag, an welchem dieses geschehen ist, in die dritte der

1897 Tag der Ausfertigung und in die vierte der Tag der Abgabe an die Registratur einzutragen.

§ 64.

Der Expeditsleiter hat die Reinschrift der Erledigungen zu veranlassen.

Erledigungen, deren Beschleunigung von dem Präsidenten besonders angeordnet wird, sind sogleich, die übrigen in der Ordnung auszufertigen, in welcher sie an das Expedit gelangten. Rückstände sind sorgfältig zu vermeiden.

§ 65.

In der Kanzlei ist rein, leserlich und richtig abzuschreiben. Abkürzungen von Namen und Worten sind nicht gestattet. Auf jeder Ausfertigung muss die Geschäftszahl der Eingabe angemerkt werden, über welche sie erfolgt.

Jede Ausfertigung muss mit dem Entwurfe der Erledigung übereinstimmen und, um sich dessen zu versichern, collationirt werden. Die Namen derjenigen, welche abgeschrieben und welche collationirt haben, sind auf dem Entwurfe anzumerken.

§ 66.

Die Ausfertigungen sind mit dem Amtssiegel zu versehen, dem Präsidenten zur Unterschrift vorzulegen und nach gegebener Unterschrift ordnungsmässig zu bestellen.

§ 67.

Die Bestellungen haben in der Regel im Postwege zu geschehen. Bestellungen an die k. und k. Botschaft und das k. und k. Consulat in Constantinopel erfolgen durch die Uebergabe der an dieselben gerichteten Geschäftsstücke bei dem Einreichungsprotokolle dieser Stellen.

§ 68.

Es sind im Expedite eigene Bestellbücher (Formular Nr. 9) für das Postamt, für die k. und k. Botschaft und für das k. und k. Consulat zu führen, in welchen die Einreichungsprotokollszahl, die Anzahl oder die Gewichtszahl der Beilagen und bei Poststücken auch die Adresse eines jeden Geschäftsstückes einzutragen sind.

Der Expeditor hat dem Kanzleibeamten oder Diener, welcher die Bestellung der Geschäftsstücke auszuführen hat, das betreffende Bestellbuch mit den Geschäftsstücken zu übergeben.

Letzterer hat die Bestellung ungesäumt vorzunehmen, sich die Uebergabe der Bestellstücke im Bestellbuche bestä-

gen zu lassen und das Bestellbuch spätestens am folgenden 1897
age dem Expeditor zurückzustellen.

Der Expeditor hat das Bestellbuch zu prüfen, wenn er ängel bemerkt, die Verbesserung anzuordnen und schliesslich ie Nummer des Bestellbuches und den Tag der erfolgten estellung auf dem Concepte der Erledigung anzumerken.

§ 69.

Die Concepte sammt allen Schriften, welche vom Gerichte icht zur Bestellung bestimmt wurden, sind vom Expedite in ie Registratur zur Aufbewahrung zu übergeben.

§ 70.

In der Registratur sind die Gerichtsacten in mehrere, nit Nummern oder Buchstaben bezeichnete Hauptabtheilungen, ler Regel nach auf folgende Art abzusondern:

I. Gesetze und Verordnungen;
II. Dienstsachen;
III. Streitsachen;
IV. Verlassenschaftsabhandlungen, Pflegschafts-, Vormundschafts-, Curatelsangelegenheiten;
V. Concursacten;
VI. Strafacten;
VII. Vermischte Gegenstände.

Dem Ermessen des Präsidenten bleibt es überlassen, die Zahl der Hauptabtheilungen allenfalls zu vermehren, insbesondere den Acten in Handels- und Wechselangelegenheiten und in Eherechtsangelegenheiten eigene Abtheilungen zu widmen.

§ 71.

Alle über den nämlichen Gegenstand verhandelten Actenstücke sind, wenn sie auch in verschiedenen Jahren in die Registratur kommen, in einen Actenbund nach der Zeitordnung zusammen zu legen.

Für jede Angelegenheit ist daher, sobald das erste sich darauf beziehende Actenstück der Registratur zukommt, ein eigener Actenbund anzulegen. Die in jedem Jahre angelegten Actenbünde sind mit der Jahreszahl, dem Zeichen der Hauptabtheilung und mit einer Registraturszahl zu bezeichnen. Die Registraturszahlen haben in jeder Hauptabtheilung vom 1. Januar bis letzten December des Jahres fortzulaufen.

Jedes in einen Actenbund gehörige Actenstück muss mit dem Zeichen des Actenbundes versehen sein.

Besteht zwischen zwei abgesondert registrirten Angelegenheiten ein Zusammenhang, so ist derselbe auf den Um-

sc en der zusammenhängenden Actenbünde mit Bert
au e Registratursbezeichnung anzumerken.

§ 72.

Ueber jeden Actenbund, worin sich mehrere Actenst
befinden, ist ein Verzeichnis nach dem Formulare Nr. 1
führen und stets bei dem Actenbunde zu belassen.

Das Verzeichnis hat in der Aufschrift die Bezeich
des Gegenstandes und des Actenbundes zu enthalten und
vier Rubriken zu bestehen, deren erste für die Reihe
des Actenstückes, die zweite für das Datum, die dritte
Bezeichnung der Art des Actenstückes und die vierte
die Einreichungsprotokollszahl desselben bestimmt ist.

Gelangen mit Referatsbögen auch Eingaben oder
lagen zur Registratur, so sind alle Stücke unter einer
der nämlichen Reihenzahl einzutragen.

Die Reihenzahl ist auf der Rückseite jedes Actensti
anzumerken.

§ 73.

Die Actenbünde sind in mässigen Fascikeln zwis
steifen Deckeln zusammenzulegen und in den Fächern
Registratur aufzustellen.

Der vordere Deckel eines Fascikels ist mit der Nu
der Hauptabtheilung, der Jahreszahl und mit der ersten
der letzten Registraturszahl der darunter befindlichen A
bünde zu bezeichnen.

§ 74.

Jedes an die Registratur gelangende Actenstück ist
erst im Registratursbuche (Formular Nr. 11) einzutr
Das Registratursbuch besteht aus zwei Rubriken; in
ersten sind die Einreichungs-Protokollszahlen in arithmeti
Ordnung im voraus zu verzeichnen, in der zweiten is
jeder Zahl die Bezeichnung des Actenbundes, in welchem
Actenstück eingelegt wird, anzumerken.

Das Registratursbuch hat die richtige Ablieferung
Actenstücke in die Registratur zu versichern und die
findung des Actenbundes zu erleichtern, worin jedes Gesch
stück zu finden ist.

§ 75.

In der Registratur sind ferner alphabetisch geord
Nachschlageregister (Formular Nr. 12) zu führen, und
je eines für jede Hauptabtheilung.

Die Eintragung in diese Register hat in der e
Rubrik nach den geeigneten Schlagwörtern, insbesondere
Namen der Parteien und, wo es thunlich ist, auch nach

ıde zu geschehen; in die zweite Rubrik ist die Re- 1897
bezeichnung des Actenbundes, in welchem der Act
det, einzutragen.

§ 76.

Registratur muss über jedes Actenstück sogleich
ıaft geben können. Es sind daher einerseits in der
ır keine Rückstände hinsichtlich der Actenstücke
, andererseits keine Acten ohne die vorgeschriebenen
ı auszufolgen.

§ 77.

Einsichtnahme und die Aushebung von Acten ist nur
ıten des Gerichtes zum Gebrauche bei ihren Amts-
ı gestattet.
ren Personen darf die Einsicht nur mit Einwilligung
denten gewährt werden; zur Ausfolgung von Acten
Ertheilung von Abschriften an dieselben oder an
ehörden bedarf es eines besonderen gerichtlichen
.

§ 78.

Actenstück ist ohne Empfangschein auszufolgen.
npfangschein wird dem nämlichen Actenbunde, in
sich die erhobenen Actenstücke befunden haben, an
rigen Orte beigelegt.
ı Acten drei Monate nach deren Behebung nicht
tellt werden, so hat der Leiter der Registratur die
llung zu betreiben und nach Umständen dem Präsi-
e Anzeige zu machen.
'alle des Ausscheidens eines Rathes oder anderen
ist ein Verzeichnis der von ihm etwa noch nicht
tellten Actenstücke zu verfertigen, um deren Zurück-
ıewirken zu können.

§ 79.

welchem Zeitraume die entbehrlich gewordenen
ırsacten zu vertilgen sind, und wie hinsichtlich der
ung dieser Acten zu verfahren ist, wird durch be-
'orschriften bestimmt werden.

§ 80.

r alle gerichtlichen Verfügungen, über deren Befol-
amtswegen zu wachen ist, hat die Registratur eine
ng (Betreibungsprotokoll, Formular Nr. 13) zu führen.
n Concepte einer Verfügung, über deren Vollzug zu
t, hat der Referent die Bemerkung, dass dieselbe

1897 in das Betreibungsprotokoll einzutragen sei, durch die Worte: „Zum Betreibungsprotokolle" beizufügen.

§ 81.

Nach Ablauf der Frist hat der Beamte, welcher das Betreibungsprotokoll führt, dem Referenten über jeden unbefolgt gebliebenen Auftrag eine Erinnerung auf einem besonderen Bogen zuzusenden, damit sogleich die weitere Verfügung erlassen werden könne, im Falle aber binnen acht Tagen darüber nichts verfügt werden sollte, dem Präsidenten die Anzeige zu erstatten.

§ 82.

Jede Verfügung, durch welche ein in das Betreibungsprotokoll eingetragener Auftrag eine Abänderung erleidet, ist dem Beamten, welcher das Protokoll zu führen hat, zur Anmerkung in demselben mitzutheilen.

§ 83.

Ueber die in Präsidialgeschäften verhandelten Acten ist eine besondere Präsidialregistratur zu führen.

Goluchowski m. p.

Zum § 5. Formular Nr. 1.

Siegel des kaiserlich königlichen österreichischen und königlich ungarischen Consular-Obergerichtes in Constantinopel.

Figur A (Hochdruck und Farbenstampiglie).

Figur B (nur zur Siegelung von aussen).

Geschäftsausweis des Consular-Obergerichtes für das Jahr 18 . .

Fortlaufende Zahl	Referent	Bei dem Einreichungsprotokolle eingegangen				Gutachten und Berichte an den gemeinsamen Minister des Aeussern	Entscheidungen über Rechtsstreite			Erledigungen über Recurse in bürgerlichen Rechtsangelegenheiten	Erkenntnisse in Strafsachen wegen Uebertretungen			Anmerkung
		vom Jahre 18 . . rückständig geblieben	im Jahre 18 . . zugewachsen	Mit Schluss des Jahres 18 . .			bestätigende	abändernde	aufhebende		bestätigende	abändernde	aufhebende	
				erledigt	im Rückstande verblieben									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	Oesterr. Oberrichter													
2	Ungar. Oberrichter													
3	Im Ganzen . .													

14.

Gesammtausweis über die civilrechtlichen Geschäfte d

Fortlaufende Zahl	Consulargericht erster Instanz in	Bei dem Einreichungsprotokolle eingegangene Eingaben				Rechtsstreite nach geschlossenem Verfahren									Concur		
		vom Jahre 18 . . rückständig verblieben	im Jahre 18 . . zugewachsen	Mit Schluss des Jahres 18 . .		vom Jahre 18 . . rückständig verblieben	im Jahre 18 . . zugewachsen	Zahl der gefällten Urtheile				Zahl der Rechtsstreite, welche durch Bescheid oder auf andere Art, als durch Urtheil erledigt wurden	im Rückstande verblieben	Zahl der geschlossenen Vergleiche	aus früheren Jahren anhängig	im Jahre 18 . . zugewachsen	hievon sind beendigt
				erledigt	im Rückstande verblieben			über schriftliches Verfahren	über mündliches Verfahren	über summarisches Verfahren	über Contumatialverfahren oder Geständnis						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
	Summe . .																

Formular Nr. 2. 1897

ıgerichte erster Instanz für das Jahr 18 . .

en- - 1- n	Vormundschaften				Curatelen				Rechnungen				Entscheidungen d. Consular-Obergerichtes über vorgelegte Urtheile			Stand des	
																Concepts-	Kanzlei-
																Personales (Es sind blos diejenigen Beamten, welche zu Justizgeschäften verwendet werden, zu bezeichnen)	
anhängig verblieben	aus früheren Jahren anhängig	im Jahre 18 . . zugewachsen	hievon sind beendigt	anhängig verblieben	aus früheren Jahren anhängig	im Jahre 18 . . zugewachsen	hievon sind beendigt	anhängig verblieben	aus früheren Jahren anhängig	im Jahre 18 . . zugewachsen	durch Absolutorium erledigt	anhängig verblieben	bestätigende	abändernde	das Urtheil aufhebende		
23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40

Zum § 34.

Formular Nr. 4.

Absenztabelle für das Jahr 18 . .

Fortlaufende Zahl	Name des Beamten	Dauer der Abwesenheit		Grund der Abwesenheit	Dauer der Urlaubs-überschreitung	Grund der Rechtfertigung der Urlaubs-überschreitung	Anmerkung (Urlaubsbewilligung, Krankheitszeugnis)
		von	bis				
1	2	3	4	5	6	7	8

Zum § 35. Formular Nr. 5. 1897

Einreichungsprotokoll.

Protokollszahl Name des Referenten	Name der Partei oder Behörde und Gegenstand der Eingabe	Tag der Erledigung
1	2	3

1897 Zum § 47. Formular Nr. 6.

Register zum Einreichungsprotokoll.

Jahrgang 18 . .

Name der Partei und Gegenstand	Protokollszahlen der in dieser Angelegenheit überreichten Eingaben	Name des Referenten
1	2	3

Zum § 51. Formular Nr. 7. 1897

Referentenbuch.

Referent: N. N.

Fortlaufende Zahl	Einreichungsprotokollszahl des Geschäftsstückes Monat und Tag der Einreichung	Tag der Erledigung		Fortlaufende Zahl	Einreichungsprotokollszahl des Geschäftsstückes Monat und Tag der Einreichung	Tag der Erledigung	
		ausser der Sitzung	in der Sitzung vorgetragen			ausser der Sitzung	in der Sitzung vorgetragen
1	2	3	4	1	2	3	4

1897 Zum § 63. Formular

Expeditsbuch.

Protokollszahl	Eingelangt im Expedit am	Ausgefertigt am	An die Regis abgegeber
1	2	3	4

68. Formular Nr. 9. 1897

I.

Bestellbuch für die k. u. k. Botschaft.

de	Einreichungs-protokollszahl	Anzahl der Beilagen oder Gewicht derselben	Tag der Bestellung	Empfangsbestätigung
	2	3	4	5

II.

Bestellbuch für das k. u. k. Consulat.

(Wie oben.)

III.

Postbestellbuch.

Ein-reichungs-protokolls-zahl	Gewichts-angabe	Adresse	Tag der Bestellung	Empfangsbestätigung
2	3	4	5	6

1897 Zum § 72. Formular Nr. 10.

Actenverzeichnis.

Gegenstand:
z. B. Streitsache des N. N. gegen X wegen Zahlung der Summe von 2000 fl.

Registratursact III $\frac{1894}{80}$

Reihenzahl des Actenstückes	Datum des Actenstückes	Beschaffenheit des Actenstückes	Einreichungs-protokollszahl
1	2	3	4

74. Formular Nr. 11. 1897

Registratursbuch.

Jahrgang 18 . .

ichungs-kollszahl	Liegt in der Registratur im Actenbunde	Einreichungs-protokollszahl	Liegt in der Registratur im Actenbunde
1	2	1	2
400	I $\frac{1894}{5}$		
401			
402	III $\frac{1894}{15}$		

§ 75. Formular N

Von aussen:

schlageregister (Index) zu der Hauptabtheilung (z. B
vom Jahre 18 . . bis . . . .

Gegenstand	Registratursact
1	2

Zum § 80. Formular N

Betreibungsprotokoll.

Tag der abgelaufenen Frist:

z. B. 30. Januar 18 . .

Name des Referenten	Zahl des Einreichungs-protokolles	Name der Behörde, des Beamten oder der Partei, Gegenstand und Datum der Verordnung	Anmerk
1	2	3	4

1897

2411.

31 juillet 1897.

Ordonnance ministérielle concernant l'application de l'ordonnance du 18 février 1897 aux provenances similaires des côtes orientales de la mer rouge et y compris le golfe de Suez à l'entrée du canal de Suez.

R. G. Bl. 1897, Nr. 180.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 31. Juli 1897, betreffend die Ausdehnung des mit der Verordnung vom 18. Februar 1897 (R. G. Bl. Nr. 54) erlassenen Verbotes der Ein- und Durchfuhr gewisser thierischer Rohproducte und Abfälle aus den Häfen Britisch-Indiens, sowie der westlich gelegenen Häfen bis zum Rothen Meere auf die Ostküste des Rothen Meeres bis zur Mündung des Suezkanales in den Golf von Suez.

Aus Anlass des Auftretens der Beulenpest in Djeddah wird nach Anhörung des Obersten Sanitätsrathes im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 18. Februar 1897 (R. G. Bl. Nr. 54), betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser thierischer Rohproducte und Abfälle aus den Häfen Britisch-Indiens, sowie den westlich gelegenen Häfen bis zum Rothen Meere auf das Gebiet der Ostküste des Rothen Meeres bis zur Mündung des Suezcanales in den Golf von Suez ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsämtern bekannt wird, in Kraft.

Badeni m. p. *Glanz* m. p. *Bilinski* m. p.

2412.

10 août 1897.

Publication ministérielle concernant l'établissement d'une succursale de port et sanitaire maritime avec attributions douanières à Racisce sur l'île de Curzola.

R. G. Bl. 1897, Nr. 190.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. August 1897, betreffend die Errichtung einer Hafen-

1897 *und Seesanitätsexpositur mit Zolldienst in Račišće auf der Insel Curzola.*

In Račišće auf der Insel Curzola wurde mit 1. Juli 1897 eine Hafen- und Seesanitätsexpositur mit Zolldienst errichtet. Diese Expositur besitzt den gleichen zollämtlichen Wirkungskreis wie die in Dalmatien bereits bestehenden derartigen Expositurен (Ministerialverordnung vom 1. August 1891, R. G. Bl. Nr. 154), wird jedoch überdies mit der Ausfertigung der Circulationsbollete für die dem Dazio consumo unterliegenden Gegenstände betraut.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2413.

14 août 1897.

Ordonnance ministérielle sur un complément à ajouter aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier à la position „graisses".

R. G. Bl. 1897, Nr. 197.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 14. August 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Fette".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird das Schluss-Alinea der Anmerkung 6 beim Schlagworte „Fette" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife ergänzt, wie folgt:

Bei Walkfetten wird ein Gehalt an unverseiften Bestandtheilen bis zu 20% die Tarifirung derselben nach Nr. 71 *bis* dann nicht ausschliessen, wenn diese Beimengung nicht absichtlich erfolgte und lediglich in den Mineralfetten ähnlichen Kohlenwasserstoffen besteht, welche bei der Destillation des Wollfettes entstehen. Das Zutreffen dieser Bedingungen ist jedoch in jedem einzelnen Falle durch Vornahme der chemischen Analyse seitens einer Versuchsanstalt zu constatiren.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2414.

1897

16 août 1897.

)rdonnance ministérielle sur la trafication de l'ammonium acétique.

R. G. Bl. 1897, Nr. 198.

'erordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels om 16. August 1897, betreffend die Zollbehandlung von essigsaurem Ammoniak.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungaischen Ministerien wird das essigsaure Ammoniak auf Grund es Artikels IV des Zollgesetzes vom 25. Mai 1882 (R. G. Bl. ir. 47) aus der Tar.-Nr. 331 des allgemeinen Zolltarifes aseschieden und der Tar.-Nr. 324 *bis* mit dem Zollsatze von fl. per 100 Kilogramm (ohne vertragsmässige Begünstigung) ugewiesen.

Das Schlagwort „**Ammoniaksalze**" des ämtlichen alphaetischen Waarenverzeichnisses ist hiernach wie folgt zu rgänzen:

Vor der Anmerkung ist als neues Alinea aufzunehmen: — essigsaures Ammoniak . . . . . 324 *bis* 6 fl."

In die Anmerkung daselbst ist als vierter Absatz aufunehmen:

„Das essigsaure Ammoniak (ammonium acetat.) kommt ntweder als krystallinisches Salz oder als Lösung vor."

Mit gelöschtem Kalk vereint oder verrieben, entwickelt s Ammoniakgeruch, mit concentrirter Schwefelsäure überossen, zeigt es den Geruch der Essigsäure. Die neutrale der nur wenig saure Lösung gibt mit Eisenchloridlösung ine tief blutrothe Färbung.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2415.

18 août 1897.

rdonnance ministérielle portant modification des dispositions arrêtées par l'ordonnance du 12 décembre 95 pour le transport sur l'Elbe de Melnik à la frontre allemande de certains objets dangereux mais ne rangeant pas parmi les matières explosibles.

R. G. Bl. 1897, Nr. 191.

ALLEMAGNE.

1897 *Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 18. August 1897, enthaltend eine Abänderung der mit Verordnung vom 12. December 1895 (R. G. Bl. Nr. 190) erlassenen Bestimmungen über die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze.*

Auf Grund einer mit der kaiserlich deutschen Regierung getroffenen Abmachung wird hiermit unter Aufhebung des dritten Absatzes des § 20 der Verordnung vom 12. December 1895 (R. G. Bl. Nr. 190), betreffend die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze, verordnet wie folgt:

Gemische von Schwefelsäure und Salpetersäure dürfen nur in luftdicht geschlossenen schmiedeisernen Gefässen und nur dann befördert werden, wenn

1. in den Gemischen

a) bei einem Gehalte von 80 Procent und darüber Schwefelsäure-Monohydrat mindestens auch 1 Procent Salpetersäure-Monohydrat,

b) bei einem Gehalte von 67 Procent und darüber Schwefelsäure-Monohydrat mindestens auch 5 Procent Salpetersäure-Monohydrat,

c) bei einem Gehalte von 62·5 Procent und darüber Schwefelsäure-Monohydrat mindestens auch 30 Procent Salpetersäure-Monohydrat enthalten sind;

2. kein Nitroglycerin oder Glycerin vorhanden ist.

Ausgeschlossen von der Beförderung in schmiedeisernen Gefässen ist reine Schwefelsäure jedweder Concentration.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft.

Badeni m. p. *Glanz* m. p.

2416.

20 août 1897.

Ordonnance ministérielle sur la tarification de la soie artificielle, blanche, crue.

R. G. Bl. 1897, Nr. 199.

AUTRICHE-HONGRIE.

erordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels 1897
m 20. August 1897, betreffend die Zollbehandlung von ungefärbter weisser Kunstseide.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungaschen Ministerien werden die Bestimmungen des Schlagortes „Kunstseide" des ämtlich alphabetischen Waarenverichnisses zum Zolltarife (Verordnung vom 1. August 1895, . G. Bl. Nr. 122) in nachstehender Weise abgeändert:

Alinea 2 zu diesem Schlagworte ist zu streichen und an ren Stelle zu setzen:

„Die der Farbe nach der weissen Seide ähnliche Kunstide ist als Seide der Tar.-Nr. 165 *a* zollfrei abzufertigen, sie weder in der Masse noch in Fadenform gefärbt worden ; die der gelben Rohseide ähnliche und anders gefärbte unstseide unterliegt der Zollbehandlung wie Seide gefärbt r Tar.-Nr. 165 *b* (50 fl., vertragsmässig 35 fl.)"

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2417.

22 août 1897.

rdonnance ministérielle sur la traitement en douane de certains sels d'engrais destinés à l'agriculture.

R. G. Bl. 1897, Nr. 215.

erordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und s Ackerbaues vom 22. August 1897, betreffend die Einfuhr m Dungsalzen (Abraumsalzen und Abfallsalzen der Fabriken nd Salzsudwerke und von künstlichen Düngungsmitteln aus Salzgemengen) zu landwirthschaftlichen Düngungszwecken.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungaschen Ministerien wird der in der Ministerialverordnung vom Juni 1895 (R. G. Bl. Nr. 77) für Abfallsalze und künstliche ingungsmittel aus Salzgemengen der T.-P. 319 *a* des allgeinen Zolltarifes — ausschliesslich der Kali-Rohsalze — stgesetzte Maximalgehalt an Chlornatrium von fünfundanzig auf dreissig Procente erhöht.

Zugleich wird gestattet, dass unter Beobachtung der in n Ministerialverordnungen vom 19. Juni 1894 und 6. Juni 95 (R. G. Bl. Nr. 134 bezw. 77) angeordneten Bedingungen r im Absatze 2 der ersten dieser beiden Verordnungen beichnete gemeinschaftliche (cumulative) Bezug von Dung-

1897 salzen aus dem Auslande seitens mehrerer wirklicher Landwirthe nicht nur — wie bisher — durch den Obmann eines landwirthschaftlichen Vereines, sondern auch durch einen der bestellenden Landwirthe erfolgen könne.

Zuwiderhandlungen gegen die für die Einfuhr ausländischer Dungsalze geltenden Vorschriften sind — insoferne sie sich nicht als Schleichhandel oder als missbräuchliche Verwendung dieser Dungsalze qualificiren —, in welchen Fällen, wie bisher, die Bestrafung nach dem Gefälls-Strafgesetze vom Jahre 1835 einzutreten hat — mit Ordnungsstrafen von zwei bis fünfzig Gulden zu ahnden, ohne dass hierbei der im Punkt 6 des Abschnittes II der Durchführungsvorschrift zur Ministerialverordnung vom 13. August 1892 (R. G. Bl. Nr. 138) ausgesprochene Verlust der Bezugsbewilligung einzutreten hat.

Endlich werden die demnach für den Bezug von Dungsalzen der T.-P. 319 *a* des allgemeinen Zolltarifes zur ausschliesslichen Verwendung für Düngungszwecke seitens wirklicher Landwirthe vorgeschriebenen Bedingungen auch auf den Bezug solcher Dungsalze durch Garten-, beziehungsweise Weinbautreibende zum Behufe der Verwendung in ihrem Garten-, beziehungsweise Weinbaubetriebe ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Bilinski m. p. *Ledebur* m. p. *Glanz* m. p.

2418.

1 septembre 1897.

Publication ministérielle augmentant les attributions de la succursale douanière à Castel Venier.

R. G. Bl. 1897, Nr. 223.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 1. September 1897, betreffend die Befugniserweiterung der Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst in Castel Venier.

Die Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst in Castel Venier (Dalmatien) wird mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2419. 1897

2 septembre 1897.

ion du Ministère I^1 R^1 des chemins de fer à de l'accession du Danemarc à la convention ionale sur le transport de marchandises par chemins de fer.

R. G. Bl. 1897, Nr. 204.

hung des Eisenbahnministeriums vom 2. September 1897, den Beitritt des Königreiches Dänemark zum inter- en Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Erfüllung der Bedingungen, welche in der den weiterer Staaten betreffenden Zusatzerklärung vom mber 1893 (R. G. Bl. Nr. 204 ex 1896) zum inter- n Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) vorgesehen der schweizerische Bundesrath mit dem Benach- gsschreiben vom 5. August d. J. den betheiligten staaten die erfolgte Annahme der Beitrittserklärung greiches Dänemark zu dem obigen internationalen kommen zur Kenntnis gebracht.

Sinne der einschlägigen Bestimmung der bezogenen klärung gelangt der Beitritt des Königreiches Dänenen Monat nach dem Datum des citirten Benachgschreibens zur Wirksamkeit.

die Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das onale Uebereinkommen über den Eisenbahnfracht- Anwendung findet, sind aus diesem Anlasse die nach- n dänischen Eisenbahnen aufgenommen worden:

Dänemark.

A. Von dänischen Verwaltungen betriebene Strecken.

ie Dänischen Staatseisenbahnen, einschliesslich der elben betriebenen Trajectanstalten über:

Limfjord (Oddesund Nord – Oddesund Süd und Nykg M.-Glyngöre);

Kleinen Belt (Fredericia—Strib);

Grossen Belt (Nyborg—Korsör);

Sund (Elseneur—Helsingborg);

Masnedsund (Mansnedö—Orehoved);

gen mit Ausschluss:

von der Eisenbahngesellschaft des südlichen Fühnen en Strecke Ringe—Faaborg der dänischen Staatsnen, und

1897 der Paquetbootlinie von Korsör nach Kiel.

Die von den Dänischen Staatseisenbahnen auf Rechnung der Concessionäre betriebenen Eisenbahnstrecken:

2. Orehoved—Gedser.
3. Ribe—Vedsted.
4. Aalestrup—Viborg.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den königlich preussischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der dänisch-deutschen Grenze bei Farris bis Vamdrup.

Guttenberg m. p.

2420.

15 septembre 1897.

Publication ministérielle touchant une augmentation des attributions du bureau douanier secondaire de première classe à Rossbach.

R. G. Bl. 1897, Nr. 231.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 15. September 1897, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des Nebenzollamtes I. Classe in Rossbach.

Das Nebenzollamt I. Classe in Rossbach wird zur Verzollung von Wollengarnen der T.-Nr. 154/*b* ermächtigt.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2421.

20 septembre 1897.

Ordonnance ministérielle sur la constatation du poids en douane de certaines catégories de marchandises chargeant des wagons entiers.

R. G. Bl. 1897, Nr. 232.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 20. September 1897, betreffend die zollämtliche Erhebung des

ewichtes bei einigen in ganzen Waggonladungen aus dem Aus- lande einlangenden Waarengattungen. 1897

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungaschen Ministerien wird gestattet, dass das Gewicht von etreide, Reis, Glas und Glaswaaren, Stein und Steinwaaren, laschinen und Mineralölen in Fässern, wenn diese Artikel der für sich in ganzen Waggonladungen zur Einfuhrverollung oder Anweisung unter Begleitscheincontrole gelangen, der Art ermittelt werde, dass von dem zollämtlich zu erebenden Bruttogewichte des beladenen Waggons die an demelben angemerkte Waggontara in Abzug gebracht werde.

Zugleich wird in theilweiser Abänderung des § 10 der urchführungsvorschrift zum Gesetze vom 25. Mai 1882, beeffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarichen Zollgebietes, gestattet, dass sich auch bei den den ollsätzen von 10 fl. und 5 fl. pro 100 Kilogramm Netto unrliegenden, in Fässern vorkommenden Mineralölen der . Nr. 120 und der T. Nr. 121 *b* und *c* behufs Constatirung des ruttogewichtes der Sendung in folgenden Fällen mit der robeverwiegung begnügt werden kann:

1. Bei der Verzollung oder Anweisung von in ganzen aggonladungen eingehenden, dem gleichen Zollsatze unteregenden Mineralölen in Fässern dann, wenn die Partei egen die Erhebung des Gewichtes durch Abzug der Waggonra Einwendungen erhebt.

2. Bei der Verzollung oder Anweisung von in ganzen aggonladungen eingehenden, verschiedenen Zollsätzen unrliegenden Mineralölen in Fässern dann, wenn das Gewicht des einzelnen Fasses declarirt wurde.

Sollte aber in einem der vorerwähnten Fälle der Verdacht ner Unrichtigkeit der Erklärung obwalten, so ist zur speellen Abwage zu schreiten.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bilinski m. p. *Glanz* m. p.

2422.

28 octobre 1897.

ublication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant établissement d'un bureau douanier principal de deuxième classe dans la gare de Cervignano.

R. G. Bl. 1897, Nr. 225.

1897 *Kundmachung des Finanzministeriums vom 28. October 1897, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes II. Classe auf dem Bahnhofe in Cervignano.*

Auf dem Bahnhofe in Cervignano wurde ein Hauptzollamt mit der Bezeichnung „k. k. Hauptzollamt II. Classe Cervignano (Bahnhof)" und mit der Ermächtigung zur Vernahme des abgekürzten Ansageverfahrens, dann zur gegenseitigen Ueberweisung der Durchfuhrwaaren errichtet.

Dasselbe hat seine Thätigkeit am 17. October 1897 begonnen.

Das dermalen an der Seeküste aufgestellte Nebenzollamt Cervignano hat in Hinkunft die Bezeichnung „k. k. Nebenzollamt I. Classe Cervignano (Hafen)" zu führen.

Bilinski m. p.

2423.

31 octobre 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'augmentation des attributions du bureau douanier secondaire d'Altwarnsdorf.

R. G. Bl. 1897, Nr. 262.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 31. October 1897, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k. k. Nebenzollamtes Altwarnsdorf.

Das Nebenzollamt II. Classe Altwarnsdorf wird zur Eingangsverzollung von Baumwollgarnen der T.-Nr. 124 *a*, *b*, *c*, 124 *(bis)* *a*, *b*, *c*, *d* und 125 *a*, *b*, *c*, von Baumwollwaaren der T.-Nr. 128 in 131 sowie von wollenen Webewaaren der T.-Nr. 158 *a*, *b* und *c* (ohne Anmerkung), und zwar aller dieser Waaren in Mengen bis 5 Kilogramm, ferner von Salzsäure der T.-Nr. 320 bis 500 Kilogramm ermächtigt.

Bilinski m. p.

2424.

23 novembre 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier secondaire de première classe à Hammerau en Bavière.

R. G. Bl. 1897, Nr. 266.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 23. November 1897, betreffend die Errichtung eines österreichischen Nebenzollamtes I. Classe in Hammerau in Bayern. 1897

In Hammerau in Bayern wurde ein österreichisches Nebenzollamt I. Classe errichtet und mit dem dortigen königlich bayerischen Nebenzollamt vereinigt.

Dieses Amt hat seine Thätigkeit am 1. November 1867 begonnen.

Bilinski m. p.

2425.

3 décembre 1897.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la couleur à donner aux signes d'identité à apposer aux tissus soumis au traitement douanier par acquit-à-caution.

R. G. Bl. 1897, Nr. 275.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 3. December 1897, betreffend die Festsetzung der Farbe für die im Stickereiveredlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identitätsbezeichnungen.

Mit Beziehung auf die Ministerialverordnungen vom 7. März 1890 (R. G. Bl. Nr. 56) und vom 20. Januar 1894 (R. G. Bl. Nr. 29), betreffend die zollämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres wird angeordnet, dass in der Zeit vom 1. Januar bis Ende December 1898 an den im Stickereiveredlungsverkehre zur Einfuhr gelangenden Geweben die Identitätsstempel in schwarzer Farbe anzubringen sind.

Böhm m. p.

2426.

5 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère I^l R des chemins de fer portant quelques modifications à l'ordonnance du 1 août 1893 pour le transport des matières explosibles par chemins de fer.

R. G. Bl. 1897, Nr. 274.

1897 *Verordnung des Eisenbahnministers vom 5. December 1897, womit einige Bestimmungen der Verordnung vom 1. August 1883 (R. G. Bl. Nr. 126), betreffend die Regelung des Transportes explosiver Gegenstände auf Eisenbahnen, abgeändert und ergänzt werden.*

In der Verordnung vom 1. August 1893 (R. G. Bl. Nr. 126), betreffend die Regelung des Transportes explosiver Gegenstände auf Eisenbahnen, werden mit Giltigkeit vom 15. December 1897 die nachstehend bezeichneten Bestimmungen abgeändert und ergänzt, wie folgt:

1. In § 6, Ziffer 7 *a*, 3., Absatz 1, sind nach den Worten: „über das Oeffnen" einzuschalten die Worte: „und Schliessen".

2. § 6, Ziffer 7 *a*, 5. hat zu lauten:

„Die einzelne Kiste darf an Sprengsatz nicht mehr als 20 Kilogramm enthalten und das Bruttogewicht einer Kiste 100 Kilogramm nicht übersteigen. — Kisten, deren Gewicht mehr als 25 Kilogramm beträgt, sind mit zwei Handhaben von solcher Anordnung und so solider Beschaffenheit zu versehen, dass das sichere Manipuliren mit den Kisten durch mehrere Arbeiter — und zwar für nicht mehr als 25 Kilogramm an Theilgewicht eines Frachtstückes je ein Mann — gewährleistet erscheint. — Hiernach ist auch das Bruttogewicht jeder Sprengkapselkiste auf dem Deckel in augenfälliger Weise zu verzeichnen."

3. Im ersten Satze der Anmerkung zu § 6 sind nach den Worten: „über das Oeffnen" einzuschalten die Worte: „und Schliessen".

4. Im letzten Absatze derselben Anmerkung sind die Worte: „Ein anderes Werkzeug als der Schraubenzieher (Brustleier) darf zum Oeffnen der Kiste nicht verwendet werden" zu streichen und ist an deren Stelle zu setzen:

„Ein anderes Werkzeug als der Schraubenzieher (Brustleier), womit die Schrauben ausschliesslich durch Heraus- und Hineindrehen zu entfernen oder zu befestigen sind, darf zum Oeffnen und auch zum Schliessen der Kisten nicht verwendet werden, ... "

Der königlich ungarische Handelsminister, mit welchem ich diesfalls das Einvernehmen gepflogen habe, trifft die gleiche Anordnung für die Eisenbahnen der Länder der ungarischen Krone.

Wittek m. p.

2427.

1897

5 décembre 1897.

Ordonnance ministérielle sur la tarification des papiers-cartons pour toitures.

R. G. Bl. 1897, Nr. 277.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 5 December 1897, betreffend die Zollabfertigung von Rohpappen zur Dachpappenerzeugung.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird bezüglich der Zollabfertigung von Rohpappen zur Dachpappenerzeugung Folgendes angeordnet:

Rohpappen zur Dachpappenerzeugung im Gewichte von weniger als 300 Gramm pro 1 m^2 können als ordinäre Pappendeckel der T.-Nr. 186 unter analoger Beobachtung der mit Verordnung vom 12. December 1883 (R. G. Bl. Nr. 176) für die Abfertigung von Kratzenleder in zweifelhaften Fällen vorgesehenen besonderen Bestimmungen und Controlen im Eingange abgefertigt werden.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Koerber* m. p.

2428.

5 décembre 1897.

Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier des voitures automobiles.

R. G. Bl. 1897, Nr. 278.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 5. December 1897, betreffend die Zollbehandlung von automobilen Personenwagen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses bei den Schlagworten „Fahrzeuge" und „Velocipedes" wie folgt ergänzt:

In die Anmerkung 1 zum Schlagworte „Fahrzeuge" ist als dritter Absatz aufzunehmen:

„Bei Motor-Velocipedes und anderen automobilen Strassenfahrzeugen der T.-Nr. 289 und 290 ist neben dem Stückzolle für das Fahrzeug der Gewichtszoll für den Motor einzuheben. Sollte hierbei die Trennung des Motors von dem Fahrzeuge behufs Ermittlung des wirklichen Nettogewichtes des Motors

1897 nicht leicht möglich sein, so kann die Berechnung des Gewichtszolles auf Grund der von den Parteien beizubringenden Gewichtsspecificationen erfolgen. Im Falle des Abganges solcher Specificationen, oder wenn gegen die Glaubwürdigkeit derselben begründete Bedenken obwalten, hat subsidiär die schätzungsweise Ermittlung des Gewichtes der Motoren durch das Zollamt einzutreten".

Die Verweisung nach der ersten Alinea zum Schlagworte „Velocipedes" hat nunmehr zu lauten:

„Siehe auch die Anmerkungen 1 und 4 bei Fahrzeuge".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Koerber* m. p.

2429.

5 décembre 1897.

Ordonnance ministérielle complétant les dispositions de la liste alphabétique du tarif de douane sur la position „ouvrages en bois".

R. G. Bl. 1897, Nr. 279.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 5. December 1897, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Holzwaaren".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerkung 2, Absatz 2 beim Schlagworte „Holzwaaren" in nachstehender Weise ergänzt:

„Zwischen die Worte „Eiben-" und „Nuss-" bei der in Klammer enthaltenen Aufführung der edleren Hölzer ist einzuschalten:

„Eichen-, Eschen-".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Koerber* m. p.

2430.

10 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère I^1 R^1 de la justice publiant la disposition du code de procédure civil allemand sur l'exécution des jugements étrangers.

R. G. Bl. 1897, Nr. 287.

ALLEMAGNE.

rordnung des Justizministers vom 10. December 1897, womit 1897
: Vorschriften der deutschen Civilprocessordnung über die vangsvollstreckung aus ausländischen Urtheilen und das Maass r durch diese Bestimmungen verbürgten Gegenseitigkeit bekannt gemacht werden.

Die im Deutschen Reiche geltende Civilprocessordnung om 30. Januar 1877 (Reichsgesetzblatt Seite 83) enthält ber die Zwangsvollstreckung aus ausländischen Urtheilen ie nachstehenden, von der kaiserlich deutschen Regierung rem Wortlaute nach mitgetheilten Vorschriften:

§ 660.

„Aus dem Urtheil eines ausländischen Gerichtes findet die wangsvollstreckung nur statt, wenn ihre Zulässigkeit durch n Vollstreckungsurtheil ausgesprochen ist.

Für die Klage auf Erlassung desselben ist das Amtsericht oder Landgericht, bei welchem der Schuldner seinen llgemeinen Gerichtsstand hat, und in Ermanglung eines olchen das Amtsgericht oder Landgericht zuständig, bei elchem in Gemässheit des § 24 gegen den Schuldner Klage rhoben werden kann".

§ 661.

„Das Vollstreckungsurtheil ist ohne Prüfung der Gesetzmässigkeit der Entscheidung zu erlassen.

Dasselbe ist nicht zu erlassen:

1. wenn das Urtheil des ausländischen Gerichtes nach dem ir dieses Gericht geltenden Rechte die Rechtskraft noch icht erlangt hat;

2. wenn durch die Vollstreckung eine Handlung erwungen werden würde, welche nach dem Rechte des über ie Zulässigkeit der Zwangsvollstreckung urtheilenden eutschen Richters nicht erzwungen werden darf;

3. wenn nach dem Rechte des über die Zulässigkeit der wangsvollstreckung urtheilenden deutschen Richters die erichte desjenigen Staates nicht zuständig waren, welchem as ausländische Gericht angehört;

4. wenn der verurtheilte Schuldner ein Deutscher ist und nd sich auf den Process nicht eingelassen hat, sofern die en Process einleitende Ladung oder Verfügung ihm weder n dem Staate des Processgerichtes in Person, noch durch Gewährung der Rechtshilfe im Deutschen Reiche zugestellt ist;

5. wenn die Gegenseitigkeit nicht verbürgt ist".

Die kaiserlich deutsche Regierung hat erklärt, dass ei der Anwendung dieser gesetzlichen Bestimmungen im

1897 Deutschen Reiche, soweit die bisherige Praxis der dortigen Gerichte einen Schluss gestattet, alle jene Beschlüsse und Bescheide österreichischer Gerichte die Zwangsvollstreckung begründen können, welche einen Rechtsstreit zwischen Parteien auf Grund eines beiden Parteien Gehör gewährenden, ordentlichen oder summarischen processualen Verfahrens erledigen, wobei es nicht darauf ankomme, ob die Beschlüsse und Bescheide auch in den äusseren Formen eines Urtheiles ergangen sind und ob auch thatsächlich beide Parteien verhandelt haben.

Für die Zwangsvollstreckung im Deutschen Reiche kommen sonach die im § 1 der Executionsordnung vom 27. Mai 1896 (R. G. Bl. Nr. 79) unter Z. 1, 2, 3 angeführten Executionstitel, einschliesslich der Entscheidungen über die Kosten des Verfahrens, dann die mit der Wirkung der Vollstreckbarkeit ausgestatteten amtlichen Auszüge aus dem während des Concursverfahrens aufgenommenen Liquidirungsprotokolle (§ 1, Z. 7 der Executionsordnung) und die Urtheile der Gewerbegerichte (§ 1, Z. 11 der Executionsordnung) in Betracht.

In diesem Maasse ist auch die Gegenseitigkeit als verbürgt anzusehen, wenn es sich gemäss § 79 der Executionsordnung um Executionen auf Grund von Acten und Urkunden handelt, die im Deutschen Reiche errichtet wurden.

Ruber m. p.

2431.

10 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice publiant les dispositions du code de procédure civile italien sur l'exécution des jugements étrangers.

R. G. Bl. 1897, Nr. 288.

Verordnung des Justizministers vom 10. December 1897, womit die Vorschriften der italienischen Civilprocessordnung über die Zwangsvollstreckung aus ausländischen Urtheilen und das Maass der durch diese Bestimmungen verbürgten Gegenseitigkeit bekannt gemacht werden.

Mit der Verordnung des Justizministeriums vom 29. September 1879, R. G. Bl. Nr. 120, wurde auf Grund einer Mittheilung der königlich italienischen Regierung bekannt gemacht, dass die im Delibationsverfahren vorzunehmende Untersuchung sich nicht mehr auf die Prüfung, ob ein zu vollstreckendes fremdes Urtheil nicht offenbar ungerecht sei, zu erstrecken, sondern nach Artikel 941 der italienischen

Civilprocessordnung auf die Prüfung folgender Punkte zu 1897
beschränken habe:

1. ob das Urtheil von einem competenten Gerichte gefällt wurde;

2. ob der Fällung des Urtheils die vorschriftsmässige Ladung der Parteien vorausging;

3. ob die Parteien gesetzmässigerweise contumacirt worden sind;

4. ob das Urtheil Bestimmungen enthält, welche der öffentlichen Ordnung oder dem öffentlichen Rechte des Inlandes widerstreiten.

Nach einer neuerlichen Mittheilung der königlich italienischen Regierung entspricht diese Bekanntmachung auch gegenwärtig dem Stande der italienischen Gesetzgebung, und es ist nach den bezüglichen Bestimmungen der italienischen Gesetze und nach den allgemeinen Grundsätzen des in Italien geltenden internationalen Privatrechtes jeder Act, welcher nach den Gesetzen des Landes der Errichtung als Executionstitel gilt, auch in Italien als solcher anzusehen, unbeschadet der im Vorstehenden bezeichneten Prüfung im Delibationsverfahren.

In diesem Maasse ist auch die Gegenseitigkeit als verbürgt anzusehen, wenn es sich gemäss § 79 der Executionsordnung um Executionen auf Grund von Acten und Urkunden handelt, die im Königreiche Italien errichtet wurden.

Ruber m. p.

2432.

10 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice publiant les dispositions en vigueur dans la Principauté de Liechtenstein sur l'exécution des jugements et autres titres exécutoires autrichiens.

R. G. Bl. 1897, Nr. 289.

Verordnung des Justizministers vom 10. December 1897, womit die im Fürstenthume Liechtenstein für die Execution österreichischer Executionstitel geltenden Vorschriften und das Maass der dadurch verbürgten Gegenseitigkeit bekannt gemacht werden.

Das im Fürstenthume Liechtenstein in Wirksamkeit stehende, von der fürstlich Liechtensteinischen Hofkanzlei seinem Wortlaute nach bekannt gegebene Gesetz vom 13. Juli 1897, betreffend die im Fürstenthume Liechtenstein

1897 vollstreckbaren österreichischen Executionstitel (Liechtensteinsches Landesgesetzblatt Nr. 4), bestimmt:

Artikel 1.

„Von dem Zeitpunkte der Wirksamkeit der Executionsordnung vom 27. Mai 1896 (R. G. Bl. Nr. 79) in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern der österreichisch-ungarischen Monarchie wird von den Gerichten des Fürstenthumes Liechtenstein die Execution in Gemässheit der Vorschriften der im Fürstenthume geltenden Gesetze auf Grund nachstehender, von den dortigen Gerichten ausgegangener Executionstitel bewilligt werden:

1. auf Grund von Endurtheilen auch Theilurtheilen der dortländigen Gerichte, wenn ein weiterer Rechtszug gegen dieselben ausgeschlosssen oder doch ein die Execution hemmendes Rechtsmittel nicht gewährt ist;

2. auf Grund dortgerichtlicher Zahlungsaufträge, welche im Mandats- und Wechselverfahren erlassen wurden, wenn wider dieselben nicht rechtzeitig Einwendungen erhoben worden sind.

3. auf Grund von im Mahnverfahren erlassenen bedingten Zahlungsbefehlen, welche einem Widerspruche (Einwande) nicht mehr unterliegen;

4. auf Grund von Vergleichen, welche über privatrechtliche Ansprüche vor einem Civilgerichte abgeschlossen worden sind.

Artikel 2.

Diese Executionsbewilligung kann nur ertheilt werden, wenn die Rechtssache nach den im Fürstenthume geltenden Bestimmungen in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern der österreichisch-ungarischen Monarchie gerichtlich entschieden werden konnte, die Rechtskraft des Executionstitels nachgewiesen ist und insolange die jenseitige gleiche Behandlung diesseitiger wie der eigenen Unterthanen zugesichert ist.

Artikel 3.

Der Gerichtsstand des Vertrages wird nur in dem Falle der ausdrücklichen Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit des k. k. österreichischen Gerichtes oder in dem Falle anerkannt, wenn der Ort, an welchem Zahlung geleistet oder eine andere Verbindlichkeit erfüllt werden soll, sowie die Klagbarkeit an diesem Orte durch eine ausdrückliche Erklärung des Verpflichteten festgestellt worden ist.

Artikel 4. 1897

Im übrigen finden die Bestimmungen des Gesetzes vom 6. December 1891, Nr. 9 des Liechtenstein'schen Landesesetzblattes, betreffend die Vollstreckung auswärtiger civilerichtlicher Urtheile im Fürstenthume Liechtenstein, insoeit dieselben durch die vorstehenden Bestimmungen nicht usgeschlossen werden, subsidiäre Anwendung."

In diesem Maasse ist auch die Gegenseitigkeit als verürgt anzusehen, wenn es sich gemäss § 79 der Executionsrdnung um die Execution auf Grund von Acten und Urkunden andelt, die im Fürstenthume Liechtenstein errichtet wurden.

Das Liechtensteinische Landesgesetz vom 16. December 1891 wurde mit der Verordnung des Justizministeriums vom 15. Januar 1892 (R. G. Bl. Nr. 12) bekannt gemacht.

Ruber m. p.

2433.

10 décembre 1897.

Publication du Ministère I[1] R[1] de la justice publiant les dispositions en vigúeur au Canton de Vaud par rapport à l'exécution des jugements étrangers.

R. G. Bl. 1897, Nr. 290.

Verordnung des Justizministers vom 10. December 1897, womit die im Canton Waadt für die Execution aus ausländischen Urtheilen geltenden Vorschriften und das Maass der dadurch verbürgten Gegenseitigkeit bekanntgemacht werden.

Nach den Erklärungen des Staatsrathes des Cantons Waadt vom 9. März 1897 kann gemäss den Vorschriften des Bundesgesetzes über die Schuldbetreibung und den Concurs vom 11. April 1889 jedermann auf Grund der blossen Behauptung, Gläubiger einer anderen im Canton Waadt wohnhaften Person zu sein, ohne irgend einen Titel zu besitzen, die Schuldbetreibung gegen diese Person einleiten.

In dieser Hinsicht haben umsomehr alle auf Geldzahlung oder Sicherheitsleistung lautenden, von österreichischen Gerichten gefällten Urtheile, sowie auch alle öffentlichen oder Privaturkunden den Charakter der Vollstreckbarkeit im Canton Waadt, unbeschadet des Rechtes des Verpflichteten und dritter Personen Widerspruch („Rechtsvorschlag") zu erheben.

Wenn das in Oesterreich gefällte Urtheil mit dem „Exequatur" des Staatsrathes versehen ist, wird zufolge der Erklärung dieser Behörde der gerichtliche Act des Vorzuges

1897 theilhaft, dass unter Berufung auf das Urtheil die definit Aufhebung eines vom Verpflichteten erhobenen, nicht begr deten Widerspruches („Rechtsöffnung") verlangt werden ka Das Gleiche gilt von in Oesterreich zustande gekommen gerichtlichen Vergleichen und gerichtlichen Anerkenntniss

Nach Artikel 519 der waadtländischen Civilprocessordnu wird das Exequatur unter folgenden Bedingungen erthei

1. das Urtheil muss mit der Bestätigung der competent Behörde des Landes, wo es ergangen ist, über seine Recht kraft und Vollstreckbarkeit versehen sein;

2. die Gegenseitigkeit muss hinsichtlich analoger E kenntnisse der waadtländischen Gerichte verbürgt sein.

Das Exequatur wird versagt:

1. wenn das Erkenntnis nicht rechtskräftig ist;

2. wenn das urtheilende Gericht nicht zuständig wa

3. wenn durch die Vollstreckung die öffentliche Ordnun gestört werden würde.

Hiernach ist die Gegenseitigkeit als verbürgt anzusehen wenn es sich gemäss § 79 der Executionsordnung um Exe cutionen auf Grund von Urtheilen waadtländischer Gerichte die auf Geldzahlung oder Sicherheitsleistung lauten, oder au Grund dort geschlossener gerichtlicher Vergleiche handelt

Ruber m. p.

2434.

13 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] de la justice sur l'af franchissement des sujets hongrois de tout gage o caution pour coût de procédure.

R. G. Bl. 1897, Nr. 284.

Verordnung des Justizministers vom 13. December 1897, be treffend die Befreiung der ungarischen Staatsangehörigen vo der Sicherheitsleistung für Processkosten.

Nach Inhalt der Erklärung des königlich ungarische Justizministers vom 19. April 1897, Z. 6854, sind infolge de §§ 9 und 220 des ungarischen Gesetzartikels XVIII, vo Jahre 1893 über das summarische Verfahren, österreichisch Staatsangehörige, die vor ungarischen Gerichten als Kläge auftreten, unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit nic verpflichtet, zur Deckung der Processkosten und der Urtheil gebühr eine Caution zu leisten.

Desgleichen können in Fiume die königlichen Gerich im Sinne der daselbst in Wirksamkeit stehenden Proces

rdnung vom 16. September 1852 von österreichischen Staats- 1897
ngehörigen zur Deckung von Processkosten und Urtheils-
gebühren eine Sicherheit nicht fordern.

Mit Rücksicht auf diese Bestimmungen der citirten Gesetze sind für die Dauer ihrer Geltung kraft der Vorschrift des § 57, Z. 1 der Civilprocessordnung (Gesetz vom 1. August 1895, R. G. Bl. Nr. 112) ungarische Staatsangehörige, wenn sie vor einem im Geltungsgebiete der Civilprocessordnung gelegenen Gerichte in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten als Kläger auftreten, von der Verpflichtung befreit, auf Verlangen des Beklagten für die Processkosten und die Urtheilsgebühren Sicherheit zu leisten.

Da ferner laut der vom königlich ungarischen Ministerpräsidenten auf Grund der Erklärung des Banus von Croatien-Slavonien abgegebenen Erklärung vom 11. December 1897, Z. 18955, nach den Bestimmungen der in Croatien-Slavonien geltenden provisorischen Civilprocessordnung vom 16. September 1852 österreichische Staatsangehörige, die vor croatisch-slavonischen Gerichten als Kläger auftreten, zur Sicherleistung für die Processkosten nicht verpflichtet sind, so sind auch ungarische Staatsbürger, welche nach ihrer Gemeindezuständigkeit Croatien und Slavonien angehören, wenn sie vor einem im Geltungsgebiete der Civilprocessordnung gelegenen Gerichte in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten als Kläger auftreten, von der Sicherheitsleistung für die Processkosten befreit.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1898 in Wirksamkeit.

Ruber m. p.

2435.

15 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère de la justice sur l'exécution des actes et documents passés en Bosnie et dans l'Hercégovine.

R. G. Bl. 1897, Nr. 286.

Verordnung des Justizministers vom 15. December 1897, betreffend die Execution auf Grund von Acten und Urkunden, die in Bosnien und der Hercegovina errichtet wurden.

Auf Grund des Artikels XLI des Einführungsgesetzes zur Executionsordnung (Gesetz vom 27. Mai 1896, R. G. Bl. Nr. 78) wird verordnet:

I. Die in Bosnien und der Hercegovina geltende Civilprocessordnung vom 14. April 1883 enthält über die Exe-

1897 cution auswärtiger Urtheile und diesen gleichstehender Erkenntnisse nachfolgende Bestimmungen:

§ 464. Die Execution zur Befriedigung wird ertheilt auf Grund von Urkunden, welche das Gesetz als zur Execution geeignet bezeichnet und denen, soweit das Gesetz nicht eine Ausnahme zulässt, die Vollstreckungsclausel beigesetzt ist.

§ 466. Auf Urtheile und andere diesen gleichstehende Erkenntnisse der Gerichte ausserhalb des Geltungsgebietes dieses Gesetzes ist die Vollstreckungsclausel beizusetzen, wenn sie mit der Bestätigung versehen sind, dass sie einem die Vollstreckbarkeit hemmenden Rechtszuge nicht unterliegen, insoferne die allgemeinen Voraussetzungen der Gewährung der Rechtshilfe eintreten und nicht durch Staatsverträge oder durch die in Ansehung einzelner Staatsgebiete bestehenden besonderen Vorschriften etwas anderes festgesetzt ist.

Auf Urtheile und diesen gleichstehende Erkenntnisse der Gerichte in der österreichisch-ungarischen Monarchie, dann auf die vor diesen Gerichten zustandegekommenen Vergleiche ist die Vollstreckungsclausel unter der Voraussetzung der Reciprocität beizusetzen, ausgenommen den Fall, dass die Leistung, auf welche die Execution gerichtet ist, nach den im Geltungsgebiete dieses Gesetzes bestehenden Gesetzen unzulässig ist.

§ 467. Enthält das zu vollstreckende Erkenntnis eines Gerichtes ausserhalb des Geltungsgebietes dieses Gesetzes eine Entscheidung über Statusfragen eines Angehörigen des Geltungsgebietes dieses Gesetzes, so ist die Vollstreckungsclausel insoweit nicht beizusetzen, als die Entscheidung gegen die Person eines solchen Angehörigen vollzogen werden soll.

II. Auf Grund dieser Bestimmungen hat das k. und k. gemeinsame Ministerium in Angelegenheiten Bosniens und der Hercegovina am 11. December 1897 unter Z. 13304 namens der bosnisch-hercegovinischen Landesverwaltung die Erklärung abgegeben, dass die Gerichte in Bosnien und der Hercegovina die Vollstreckungsclausel auf nachstehende, im Geltungsgebiete der Executionsordnung errichtete Acte und Urkunden beisetzen werden:

1. auf Urtheile der Civilgerichte und auf Beschlüsse und Bescheide der Civilgerichte, wodurch die Streitsache erledigt wird, wenn ein weiterer Rechtszug dawider ausgeschlossen oder doch ein die Execution hemmendes Rechtsmittel nicht gewährt ist;

2. auf Beschlüsse und Bescheide der Civilgerichte, welche zwar nicht die Streitsache erledigen, aber einen Ausspruch über den Kostenersatz enthalten, wenn gegen letzteren Ausspruch ein weiterer Rechtszug ausgeschlossen oder doch ein die Execution hemmendes Rechtsmittel nicht gewährt ist

lediglich die Entscheidung über die Kosten vollstreckt 1897
en soll;
3. auf Vergleiche, welche vor Civilgerichten über privat-
liche Ansprüche abgeschlossen wurden;
4. auf gerichtlich bestätigte Vergleiche, die im Concurs-
hren abgeschlossen wurden, auf die während eines
en Verfahrens ergangenen rechtskräftigen gerichtlichen
hlüsse und auf die ämtlichen Auszüge aus dem während
Concursverfahrens aufgenommenen Liquidirungsprotokolle,
n auf Grund eines solchen Auszuges wie auf Grund eines
htlichen Vergleiches gegen den Verpflichteten Execution
hrt werden kann;
5. auf nicht oder nicht mehr anfechtbare Urtheile der
erbegerichte und vor denselben abgeschlossene Vergleiche;
6. auf Erkenntnisse derjenigen Schiedsgerichte, welche
behördlich genehmigten Statuten beruhen, wenn das Er-
tnis (Schiedsspruch) einer Anfechtung vor einer höheren
dsgerichtlichen Instanz nicht mehr unterliegt, sowie auf
leiche, welche vor solchen Schiedsgerichten abgeschlossen
len, falls ein gerichtliches Zeugnis darüber beigebracht
, dass das schiedsgerichtliche Erkenntnis innerhalb der
zen der Zuständigkeit des Schiedsgerichtes ergangen ist
im Vergleich ebenfalls diese Grenzen eingehalten sind.
Der Nachweis, dass gegen die zu vollstreckenden Urtheile,
hlüsse und Bescheide ein weiterer Rechtszug ausge-
ssen oder doch ein die Execution hemmendes Rechts-
el nicht gewährt ist oder dass das schiedsgerichtliche
nntnis (Schiedsspruch) einer Anfechtung vor einer höheren
dsgerichtlichen Instanz nicht mehr unterliegt, muss durch
gerichtliches Zeugnis erbracht werden.
Den unter 1 bis 6 bezeichneten Acten und Urkunden
jedoch die Vollstreckungsclausel nicht beigesetzt werden:
wenn die Leistung, auf welche die Execution gerichtet
ist, nach den in Bosnien und der Hercegovina bestehenden
Gesetzen unzulässig ist, oder
wenn der Executionstitel den Status eines bosnisch-her-
cegovinischen Landesangehörigen betrifft und gegen letz-
teren vollzogen werden soll.
III. Im Hinblicke auf die im Vorstehenden angeführten
tzlichen Bestimmungen und Erklärungen darf in Aus-
g der Gegenseitigkeit gemäss § 79 der Executions-
ung (Gesetz vom 27. Mai 1896, R. G. Bl. Nr. 79) von den
dischen Gerichten auf Grund der unter II, Z. 1 bis 6 an-
hrten, in Bosnien-Hercegovina errichteten Acten und
nden, welche den unter § 1, Z. 1, 5, 7, 11 und 16 der
utionsordnung angeführten gleichartigen Executionstiteln
prechen, die Execution bewilligt werden, soferne die im

1897 § 86, Z. 1 und 2 der Executionsordnung bezeichneten Voraussetzungen vorliegen (Artikel XIX des Einführungsgesetzes zur Executionsordnung).

Den in Bosnien-Hercegovina vor Civilgerichten errichteten Vergleichen sind gleichzuachten Klagen, auf welchen die Erklärung des Beklagten angemerkt ist, dass er den Klageanspruch vorbehaltlos anerkenne (§ 67 der Civilprocessordnung für Bosnien und die Hercegovina), falls mit dem Antrage auf Execution das mit der Anerkennungsclausel und mit der gerichtlichen Bestätigung der Vollstreckbarkeit versehene Exemplar der Klage beigebracht wird.

IV. Zur Bewilligung der Execution auf Grund von Acten und Urkunden, die in Bosnien-Hercegovina errichtet wurden, ist der im § 82 der Executionsordnung bezeichnete Gerichtshof erster Instanz zuständig.

Der Antrag kann von dem betreibenden Gläubiger unmittelbar gestellt oder es kann von den bosnisch-hercegovinischen Gerichten um den Vollzug der Execution ersucht werden.

Bei Erledigung eines ämtlichen Ersuchens, das den Vorschriften der Executionsordnung nicht hinreichend Rechnung trägt, ist dem Ersuchen ohne Rücksicht auf diesen Mangel soweit zu entsprechen, als nach Lage der Sache im einzelnen Falle ein Executionsvollzug statthaben kann.

Wenn ein ämtliches Ersuchen um Bewilligung der Execution oder um Executionsvollzug an ein zur Executionsbewilligung nicht zuständiges Gericht einlangt, so ist dieses Ersuchen von amtswegen an das zuständige Gericht zu leiten.

Ruber m. p.

2436.

16 décembre 1897.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du bureau douanier principal de deuxième classe à Bruck a/M. de traiter en franchise les effets des voyageurs qui les devancent ou suivent.

R. G. Bl. 1898, Nr. 3.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. December 1897, betreffend die Ermächtigung des mit einem Hauptsteueramte verbundenen k. k. Hauptzollamtes II. Classe in Bruck a. d. Mur

r *zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten.* 1897

Das mit einem Hauptsteueramte verbundene k. k. Hauptollamt II. Classe in Bruck a. d. Mur wird zur zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Zolltarifgesetzes vom 5. Mai 1882 ermächtigt.

Böhm m. p.

2437.

21 décembre 1897.

Décret du Ministère des finances concernant certaines facilités douanières pour l'exportation du sucre avec primes de bonification.

R. G. Bl. 1898, Nr. 4.

Erlass des Finanzministeriums vom 21. December 1897, mit welchem Erleichterungen in den bestehenden Vorschriften über die Zuckerausfuhr gegen Ausfuhrbonification zugestanden werden.

Auf Grund des § 63 des Zuckersteuergesetzes vom 20. Juni 1888, R. G. Bl. Nr. 97, werden im Einvernehmen mit dem königlich ungarischen Finanzministerium die Bestimmungen des zweiten Absatzes des Abschnittes IV und des ersten Absatzes des Abschnittes VI der Anlage *A* der Zuckersteuer-Vollzugsvorschrift vom Jahre 1888, R. G. Bl. Nr. 111, betreffend die Zuckerausfuhr gegen Ausfuhrbonification, abgeändert und haben zu lauten:

Abschnitt IV, zweiter Absatz:

„Die als Versendungsamt fungirenden Finanzorgane vollziehen die äussere und innere Untersuchung der Sendung, vergleichen dieselbe mit den Angaben der Ausfuhrerklärung, erheben bei Rohzucker das Polarisationsmuster, untersuchen bei anderen Zuckersorten als Rohzucker deren Beschaffenheit zu dem Zwecke, um den Zucker nach äusseren Merkmalen zu classificiren, eventuell Polarisationsmuster zu erheben, und stellen den Befund in die eingebrachten Exemplare dieser Erklärung ein."

Abschnitt VI, erster Absatz:

„Ist die Sendung innerhalb der vom Versendungsamte vorgezeichneten Frist bei dem Austrittsamte eingetroffen, wurden auf dem Transporte die unter V erwähnten Vorschriften beachtet und befindet sich der ämtliche Verschluss in unverletztem Zustande, so schreitet das Austrittsamt zur

1897 äusseren und inneren Untersuchung und erhebt, insofern es für die Classificirung des Zuckers oder die Controle noch nöthig sein sollte, Polarisationsmuster.

Die innere Untersuchung der Zuckerausfuhrsendungen beim Austrittsamte hat zu unterbleiben, wenn sich der ämtliche Verschluss sowie der äussere Zustand der Sendung vollkommen in Ordnung befindet und auch sonst keinerlei Bedenken obwalten."

Böhm m. p.

2438.

26 décembre 1897.

Ordonnance du Ministère de la justice sur l'arrangement pris avec l'Allemagne pour l'affranchissement du cautionnement pour frais des procès.

R. G. Bl. 1897, Nr. 303.

Verordnung des Justizministers vom 26. December 1897, betreffend das Uebereinkommen zwischen der k. k. österreichischen und der kaiserlich deutschen Regierung über die Befreiung von der Sicherheitsleistung für Processkosten.

Die k. k. österreichische und die kaiserlich deutsche Regierung haben, um den beiderseitigen Staatsangehörigen die Befreiung von der Verpflichtung zur Sicherheitsleistung für die Processkosten in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten nach dem Inkrafttreten der Civilprocessordnung (Gesetz vom 1. August 1895, R. G. Bl. Nr. 113) zu sichern, im gegenseitigen Einvernehmen festgestellt, dass mit Rücksicht auf die Bestimmungen der österreichischen Civilprocessordnung (§ 57, Z. 1) und der deutschen Civilprocessordnung vom 30. Januar 1877, R. G. Bl. S. 83 (§ 102, Absatz 2, Nr. 1) die Voraussetzungen erfüllt sind, unter denen für Angehörige des einen Theiles die Befreiung von der Sicherheitsleistung wegen der Processkosten im Gebiete des anderen Theiles eintritt.

Ruber m. p.

2439.

27 décembre 1897.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'un bureau de douane principal à Saaz.

R. G. Bl. 1898, Nr. 8.

ALLEMAGNE.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 27. December 1897, 1897
betreffend die Errichtung eines k. k. Hauptzollamtes in Saaz.

In Saaz wurde ein k. k. Hauptzollamt II. Classe errichtet, welches seine Wirksamkeit mit 1. Januar 1898 beginnen wird.

Böhm m. p.

2440.

30 décembre 1897.

Rescript Impérial concernant la quote-part des dépenses communes afférente, pour l'exercice de 1898, aux Royaumes et Pays représentés au Reichsrath.

R. G. Bl. 1897, Nr. 310.

Allerhöchstes Handschreiben vom 30. December 1897, betreffend das Verhältnis, in welchem die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder im Jahre 1898 zu den Kosten der gemeinsamen Angelegenheiten beizutragen haben.

Seine k. und k. Apostolische Majestät haben nachstehendes Allerhöchstes Handschreiben allergnädigst zu erlassen geruht:

Lieber Freiherr von Gautsch!

Da zwischen den gesetzlichen Vertretungen der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder und der Länder der ungarischen Krone hinsichtlich des Verhältnisses, in welchem dieselben im Jahre 1898 zu den Kosten der gemeinsamen Angelegenheiten beizutragen haben, ein Uebereinkommen im Sinne des § 3 des Gesetzes vom 21. December 1867 R. G. Bl Nr. 146 (§§ 19, 20 und 21 des ungarischen Gesetzartikels XII vom Jahre 1867) nicht erzielt worden ist, so finde Ich auf Grund des § 3 des citirten Gesetzes (§ 21 des citirten Gesetzartikels) zu bestimmen, dass das Verhältnis, in welchem die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder und die Länder der ungarischen Krone zu den Kosten der gemeinsamen Angelegenheiten auf Grund des Gesetzes vom 21. Mai 1887 R. G. Bl. Nr. 47 (ungarischer Gesetzartikel XXIII vom Jahre 1887) für den Zeitraum von 1888 bis 1897 beizutragen hatten, für die Dauer des Jahres 1898 unverändert aufrechterhalten bleibt.

Ich beauftrage Sie, dies zur allgemeinen Kenntnis zu bringen.

Wien, 30. December 1897.

Franz Joseph m. p.

Gautsch m. p.

1897

2441.

31 décembre 1897.

Convention sur la prolongation au 31 décembre 1898 du privilège de la banque austro-hongroise.

R. G. Bl. 1898, Nr. I.

Uebereinkommen vom 31. December 1897, betreffend die Verlängerung des Privilegiums der Oesterreichisch-ungarischen Bank bis 31. December 1898, abgeschlossen zwischen dem k. k. Finanzminister und der Oesterreichisch-ungarischen Bank auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 308.

Auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 308, betreffend die provisorische Aufrechterhaltung der Wirksamkeit der Bestimmungen des bisherigen Zoll- und Handelsbündnisses mit den Ländern der ungarischen Krone, die Verwendung der Zolleinnahmen und das Verhältnis zur Oesterreichisch-ungarischen Bank, wird zwischen dem k. k. Finanzminister und der Oesterreichisch-ungarischen Bank folgendes Uebereinkommen abgeschlossen:

Artikel 1.

Die Bestimmungen der zwei nach Artikel 2 des Gesetzes vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 51, einen integrirenden Bestandtheil dieses Gesetzes bildenden, zwischen dem k. k. und dem königlich ungarischen Finanzminister einerseits und der Oesterreichisch-ungarischen Bank anderseits im Juli 1887 abgeschlossenen Uebereinkommen haben in Betreff der den ungarischen Bankplätzen von der Oesterreichisch-ungarischen Bank zuzuwendenden Geldmittel und in Betreff der Ausdehnung des Privilegiums und der Thätigkeit der Oesterreichisch-ungarischen Bank auf die occupirten Länder Bosnien und Hercegovina für die Dauer des verlängerten Privilegiums, d. i. bis 31. December 1898, unverändert in Geltung zu bleiben.

Zugleich wird einverständlich festgestellt, dass es mit Rücksicht auf das von der Oesterreichisch-ungarischen Bank rechtzeitig, am 4. October 1895 gestellte Ansuchen um weitere Verlängerung des Privilegiums (Art. 105 der Bankstatuten) einer Wiederholung dieses Ansuchens während der einjährigen Verlängerung des Privilegiums nicht mehr bedarf.

Artikel 2.

Das auf Grund des Gesetzes vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 50, von dem k. k. Finanzminister mit der Oesterreichisch-

ngarischen Bank in Betreff der Schuld des Staates von ur- 1897
prünglich 80 Millionen Gulden österreichischer Währung
bgeschlossene Uebereinkommen vom 29. Juli 1887 bleibt für
ie Dauer des verlängerten Privilegiums, d. i. bis 31. De-
ember 1898, seinem ganzen Inhalte nach, bis auf die der
erlängerten Dauer des Privilegiums entsprechende Hinaus-
chiebung der in dem bezeichneten Uebereinkommen festge-
etzten Termine unverändert in Geltung.

Von der Uebergabe einer neuen Schuldverschreibung des
. k. Finanzministers an die Oesterreichisch-ungarische Bank
ird einverständlich Umgang genommen.

Artikel 3.

Das auf Grund des Gesetzes vom 9. Juli 1894, R. G. Bl. Nr. 154, betreffend die Einlösung von Staatsnoten im Gesammtbetrage von 200 Millionen Gulden österreichischer Währung, zwischen dem k. k. Finanzminister und der Oesterreichisch-ungarischen Bank am 24. Juli 1894 abgeschlossene Uebereinkommen bleibt für die Dauer des verlängerten Privilegiums, das ist bis 31. December 1898, unverändert in Geltung.

Der Inhalt des Uebereinkommens vom 24. Juli 1894 ist demnach im Falle der Erneuerung des Privilegiums (Artikel 1, Alinea 2 des gegenwärtigen Uebereinkommens) endgiltig zu ordnen.

Artikel 4.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens treten im Sinne des § 3 der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 308, auch vor dem 31. December 1898 mit dem Zeitpunkte ausser Wirksamkeit, in welchem die definitive Regelung der im gegenwärtigen Uebereinkommen provisorisch geordneten Angelegenheiten in Kraft tritt, desgleichen dann, wenn hinsichtlich dieser Angelegenheiten der in den Ländern der ungarischen Krone heute bestehende Zustand eine Aenderung erleidet.

Wien, 31. December 1897.

Der k. k. Finanzminister:
(L. S.) *Böhm* m. p.

Oesterreichisch-ungarische Bank:
Kautz m. p.
Gouverneur.

Schoeller m. p.
Generalrath.

Mecenseffy m. p.
Generalsecretär.

AUTRICHE-HONGRIE.

1898

2442.

1 janvier 1898.

Ordonnance ministérielle concernant un complément à la liste des marchandises étrangères dont le dépôt n'est admis dans le port franc de Trieste que dans des magasins spéciaux.

R. G. Bl. 1898, Nr. 11.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 1. Januar 1898, betreffend die Ergänzung des Verzeichnisses jener ausländischen Waaren, deren Lagerung im Freigebiete von Triest nur in Specialmagazinen gestattet ist.

Mit Beziehung auf § 20, Alinea 3 des Zollregulativs für das Freigebiet beim neuen Hafen in Triest vom 23. Juni 1891 I wird einvernehmlich mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien das Verzeichnis jener ausländischen Waaren, deren Lagerung im Freigebiete nur in Specialmagazinen gestattet ist (Anlage *A*), durch die Aufnahme folgender Waaren ergänzt:

Aus T. Nr. 336: Arzneiwaaren, zubereitete;

Aus T. Nr. 337: Parfümeriewaaren, kosmetische Mittel.

Diese Verordnung tritt sofort in Wirksamkeit.

Böhm m. p. *Koerber* m. p.

2443.

5 janvier 1898.

Publication du Ministère I^t R^t des finances à l'égard de l'établissement d'une succursale du bureau douanier principal à Bozen.

R. G. Bl. 1898, Nr. 8.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 5. Januar 1898, betreffend die Errichtung einer Expositur des Hauptzollamtes Bozen im dortigen Post- und Telegraphenamtsgebäude.

Im neuen Post- und Telegraphenamtsgebäude in Bozen wurde eine Expositur des Hauptzollamtes Bozen errichtet, welche ihre Thätigkeit am 1. December 1897 begonnen hat.

Böhm m. p.

1898

2444.

9 janvier 1898.

Publication du Ministère I¹ R¹ des finances augmentant les attributions du bureau douanier secondaire à Budua.

R. G. Bl. 1898, Nr. 20.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 9. Januar 1898, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k. k. Nebenzollamtes in Budua.

Das Nebenzollamt I. Classe Budua wird zur Eingangsverzollung von Baumwollwaaren der T.-Nr. 128 in 131 und von wollenen Webewaaren der T.-Nr. 158 *a)* und *b)*, und zwar aller dieser Waaren in Mengen bis 10 Kilogramm ermächtigt.

Böhm m. p.

2445.

10 janvier 1898.

Publication du Ministère I¹ R¹ des finances augmentant les attributions du bureau douanier secondaire à Lodrone.

R. G. Bl. 1898, Nr. 21.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 10. Januar 1898, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k. k. Nebenzollamtes Lodrone.

Das Nebenzollamt I. Classe Lodrone wird zur Eingangsverzollung von Baumwollwaaren der T.-Nr. 128 in 131 und von wollenen Webewaaren der T.-Nr. 158 *a)* und *b)*, und zwar aller dieser Waaren bis 10 Kilogramm ermächtigt.

Böhm m. p.

2446.

14 janvier 1898.

Publication du Ministère I¹ R¹ des finances concernant le transport du bureau principal de douane de Stein à Krems.

R. G. Bl. 1898, Nr. 14.

1898 *Kundmachung des Finanzministeriums vom 14. Januar 1898, betreffend die Verlegung des Hauptzollamtes in Stein an der Donau nach Krems.*

Das in Stein an der Donau bestandene Hauptzollamt II. Classe wurde nach Krems verlegt und mit dem k. k. Hauptsteueramte daselbst verbunden.

Böhm m. p.

2447.

14 janvier 1898.

Publication ministérielle concernant l'établissement d'une succursale d'un bureau de port et de police sanitaire avec attributions douanières à Verbosca dans l'île de Lesina.

R. G. Bl. 1898, Nr. 26.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 14. Januar 1898, betreffend die Errichtung einer Hafen- und Seesanitätsexpositur mit Zolldienst in Verbosca auf der Insel Lesina.

In Verbosca auf der Insel Lesina ist eine Hafen- und Seesanitätsexpositur mit Zolldienst errichtet worden, welche ihre Wirksamkeit mit 1. Januar 1898 begonnen hat.

Dieser Expositur ist der gleiche zollämtliche Wirkungskreis wie den bereits bestehenden Hafen- und Seesanitätsexposituren mit Zolldienst (Verzeichnis der Zollämter in Dalmatien P. IX der Ministerialverordnung vom 1. August 1891, R. G. Bl. Nr. 154 ex 1891) eingeräumt und wird dieselbe überdies mit der Ausfertigung der Circulationsbolleten für die dem dazio consumo unterliegenden Gegenstände betraut.

Ruber m. p. *Koerber* m. p.

2448.

14 janvier 1898.

Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant plusieurs bureaux douaniers hongrois non-frontière à traiter en douane les envois postaux de plantes importées de l'étranger.

R. G. Bl. 1898, Nr. 36.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 14. Januar 1898, betreffend die Ermächtigung mehrerer ungarischer Innerlandszollämter zur Abfertigung von mit der Post aus dem Auslande eingehenden Pflanzensendungen. 1898

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums wurden die königlich ungarischen Hauptzollämter in Budapest, Poczony (Pressburg), Sopron (Oedenburg), Györ (Raab), Kassa (Kaschau), Nagyvárad (Grosswardein), Debreczen, Kolozsvár (Klausenburg), Nagyszeben (Hermannstadt), Arad, Temesvár, Szeged und die königlichen Hauptzollämter in Zágráb (Agram) und Eszék (Esseg) ermächtigt, die mit der Post aus dem Auslande einlangenden Sendungen, welche die unter Nr. 2 des Anhanges zur Ministerialverordnung vom Jahre 1882, betreffend die Maassregeln zur Verhütung der Einschleppung der Reblaus, R. G. Bl. Nr. 107, bezeichneten Gegenstände enthalten, nach den für die Abfertigung solcher Sendungen durch die ermächtigten Grenzzollämter bestehenden Vorschriften abzufertigen.

Böhm m. p.

2449.

22 janvier 1898.

Ordonnance ministérielle rangeant le bureau douanier secondaire à Furth (Bavière) parmi ceux qui sont, au sens de l'annexe à l'ordonnance du 15 juillet 1882, autorisés à traiter, en douane, les envois de plantes.

R. G. Bl. 1898. Nr. 23.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen und des Handels vom 22. Januar 1898, betreffend die Einbeziehung des k. k. Nebenzollamtes I. Classe Furth (in Bayern) unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882 (R. G. Bl. Nr. 107) bezeichneten zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen und des Handels vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix) wird unter die im Anhange zu der bezogenen Verordnung, Anmerkung lit. *a)* angeführten zur Pflanzenabfertigung er-

1898 mächtigten Zollämter auch das k. k. Nebenzollamt I. Classe Furth (in Bayern) einbezogen.

Gautsch m. p. *Bylandt* m. p.
Böhm m. p. *Koerber* m. p.

2450.

29 janvier 1898.

Ordonnance ministérielle concernant l'échange des extraits de matricule entre les Pays autrichiens et hongrois à l'exception de la Croatie et de la Slavonie.

R. G. Bl. 1898, Nr. 15.

Verordnung der Ministerien des Innern und für Cultus und Unterricht vom 20. Januar 1898, betreffend den Austausch von Matrikenauszügen zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern einer- und den Ländern der ungarischen Krone — mit Ausnahme von Croatien und Slavonien — andererseits.

Auf Grund gepflogenen Einvernehmens mit dem königlich ungarischen Ministerium des Innern, wird in Abänderung der Ministerial-Verordnung vom 6. August 1896, R. G. Bl. Nr. 150, betreffend den vereinbarten Matrikenaustausch zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern einer- und den Ländern der ungarischen Krone — mit Ausnahme von Croatien und Slavonien — anderseits, verordnet, wie folgt:

Ad § 1, Absatz 1: Hinsichtlich der Ehen, welche von ungarischen Staatsangehörigen in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern geschlossen werden, sind seitens der mit der Matrikenführung betrauten Organe Trauungsregister-Auszüge in den vorgeschriebenen Zeitabschnitten nur in jenen Fällen vorzulegen, in welchen der Bräutigam ungarischer, in Ungarn (einschliesslich der Stadt und des Bezirkes von Fiume) die Gemeindezuständigkeit besitzender Staatsbürger ist.

Ad § 4: Die Bestimmung dieses Paragraphes wird aufgehoben.

Vorstehende Verordnung tritt sofort in Kraft.

Gautsch m. p. *Latour* m. p.

1898

2451.

31 janvier 1898.

onnance ministérielle portant amendement de deux ›ositions du règlement de navigation et de police sur l'Elbe promulgué le 3 mars 1894.

R. G. Bl. 1898, Nr. 31.

rdnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit den isterien des Innern und des Ackerbaues vom 31. Januar 8, womit zwei Bestimmungen der mit Verordnung vom lärz 1894, R. G. Bl. Nr. 39, erlassenen Polizeiordnung für Schifffahrt und Flösserei auf der Elbe abgeändert werden.

Auf Grund einer mit der kaiserlich deutschen Regierung offenen Abmachung wird verordnet, dass der Absatz 3 § 8 und der § 9 der mit Verordnung vom 3. März 1894, . Bl. Nr. 39, erlassenen Polizeiordnung für die Schifffahrt Flösserei auf der Elbe in ihrer gegenwärtigen Fassung er Kraft treten und fortan zu lauten haben, wie folgt:

§ 8, Absatz 3.

Jedes Floss muss in der Mitte seiner Länge und in einer e von mindestens 1·5 Meter über seiner Oberfläche zwei llel mit der Längenachse übereinander fest angebrachte se Tafeln oder zwei in der gleichen Weise zwischen zwei gen tafelförmig straff ausgespannte Flaggen aus Leinwand einem anderen dauerhaften Stoffe führen. Diese Tafeln, ehungsweise Flaggen dürfen in keiner Weise verdeckt den und haben auf beiden Seiten mit lateinischen Schrift- en von mindestens 15 Centimeter Höhe der kleinsten hstaben, deren Grundstrichbreite jedoch nicht unter einem ftel der Höhe betragen soll, die obere in roth die An- sbuchstaben der Vornamen und den Zunamen, sowie den chäftssitz des Eigenthümers, die untere in schwarz die hen Angaben in Betreff des Flossführers nachzuweisen. ürzungen der vorgeschriebenen Bezeichnungen sind nur Genehmigung der zuständigen Behörde insoweit gestattet, es sich um allgemein bekannte Namen und Firmen der seigenthümer handelt.

§ 9.

Die Besatzung eines Flosses muss ausschliesslich des rers mindestens betragen:

Auf der sächsischen Elbestrecke bei einem Bestande des ses bis zu 150 Festmetern zwei flossfahrkundige Männer, einem grösseren Bestande drei flossfahrkundige Männer,

1898 auf den übrigen Strecken bei einem Bestande des Flosses bis zu 200 Festmetern zwei flossfahrkundige Männer, bei einem grösseren Bestande drei flossahrkundige Männer.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft.

Gautsch m. p. *Koerber* m. p. *Bylandt* m. p.

2452.

4 février 1898.

Publication du Ministère I^l R^l des chemins de fer concernant la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale pour le transport des marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890.

R. G. Bl. 1898, Nr. 32.

Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 4. Februar 1898, betreffend die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

Die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet, hat unter Berücksichtigung der seit der Kundmachung vom 15. März 1896 (R. G. Bl. Nr. 30) erfolgten Aenderungen und Ergänzungen zu lauten, wie folgt:

Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 Anwendung findet.

Oesterreich und Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder (einschliesslich Liechtenstein).

A. Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich oder in Ungarn betrieben werden.

1. K. k. österreichische Staatsbahnen, mit Einschluss der auf fürstlich Liechtenstein'schem Gebiete gelegenen Strecke der Linie Feldkirch—Buchs; — dagegen mit Ausschluss:

a) der Dalmatiner Staatsbahn:

α) Spalato—Siverić—Knin, 1898
β) Perković—Slivno—Sebenico,
dann:
b) der Kolomeaer Localbahnen:
α) Kolomea—Sloboda rungurska nebst Abzweigung;
β) Nadwornianski przedmiescie—Szeparowce Kniaždwór,
sowie:
c) der Localbahn Lemberg (Kleparów)—Janów,
d) der schmalspurigen Kleinbahn Lupków—Cisna,
e) der Flügelbahn Podleze—Niepolomice,
f) der Flügelbahn Lititz—Nürschan,
g) der schmalspurigen Localbahn Unzmarkt—Mauterndorf (Murthalbahn),
h) der schmalspurigen Ybbsthalbahn,
i) der schmalspurigen Localbahn Zell am See—Krimml (Pinzgauer Localbahn).
2. Localbahn Auspitz.
3. Aussig—Teplitzer Eisenbahn.
4. Böhmische Commercialbahnen.
5. Böhmische Nordbahn.
6. Bozen—Meraner Eisenbahn.
7. Buschtěhrader Eisenbahn.
8. Kaiser Ferdinands-Nordbahn.
9. Kaschau—Oderberger Bahn (auf österreichischem Gebiete betriebene Linien).
10. Kremsthalbahn.
11. Localbahn Mori—Arco—Riva am Gardasee.
12. Neutitscheiner Localbahn.
13. Oesterreichische Nordwestbahn.
14. Oesterreichisch-ungarische Staatseisenbahngesellschaft.
15. Přivoz—Mährisch-Ostrau—Witkowitzer Localbahn.
16. Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaft.
17. Salzkammergut-Localbahn.
18. Schneebergbahn (Thalstrecke mit Adhäsionsbetrieb).
19. Südbahngesellschaft (auf österreichischem Gebiete betriebene Linien), mit Ausschluss der schmalspurigen Localbahnen:
k) Mödling—Hinterbrühl nächst Wien (mit elektrischem Betriebe),
l) Preding—Wieselsdorf—Stainz,
m) Pöltschach—Gonobitz,
n) Kapfenberg—Seebach—Au.
20. Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn.
21. Stauding—Stramberger Localbahn.
22. Eisenbahn Wien—Aspang.
23. Wiener Verbindungsbahn.

1898 24. Die von den königlich ungarischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken der k. k. österreichischen Staatsbahnen von Lawoczne bis zur ungarischen Landesgrenze und von Fehring bis zur ungarischen Landesgrenze, sowie der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft von Marchegg bis zur ungarischen Landesgrenze, endlich die von der Raab (Györ)— Oedenburg (Sopron) — Ebenfurther Bahn betriebene Strecke der im Betriebe der Südbahn-Gesellschaft stehenden Wien—Pottendorf—Wiener-Neustädter Bahn von Ebenfurth bis zur ungarischen Landesgrenze.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Italienischer Verwaltungen.

Die durch die Italienische Adria-Eisenbahn-Gesellschaft betriebenen Strecken von der italienisch-österreichischen Grenze:

25. bei Cormons bis Cormons.

26. bei Pontebba bis Pontafel in der Richtung aus Italien.

27. bei Peri bis Ala.

Die durch die italienische Eisenbahngesellschaft „Società Veneta per Imprese e Costruzioni pubbliche" betriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze:

28. bei Cervignano bis Cervignano.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die durch die Königlich Bayerischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

29. bei Kiefersfelden bis Kufstein.

30. bei Salzburg bis Salzburg.

31. bei Waldsassen bis Eger.

32. bei Schirnding bis Eger.

33. bei Asch bis Eger.

Die durch die Königlich Sächsischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

34. bei Brambach bis Eger.

35. bei Bärenstein bis Weipert.

36. bei Moldau bis Moldau.

37. bei Schöna bis Bodenbach.

38. bei Schöna bis Tetschen.

39. bei Neusalza - Spremberg bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Taubenheim.

40. bei Alt- und Neu-Gersdorf bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach.

41. bei Seifhennersdorf bis Warnsdorf. 1898
42. bei Gross-Schönau bis Warnsdorf.
43. bei Zittau bis Reichenberg.

Die durch die Königlich Preussischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

44. bei Neusorge bis Halbstadt.
45. bei Troppau bis Troppau.
46. bei Jägerndorf bis Jägerndorf.
47 bei Oderberg bis Oderberg.
48. bei Goczalkowitz bis Dzieditz.
49. bei Neuberun bis Oswięcim.

III. Russischer Verwaltungen.

Die durch die Verwaltung der Russischen Südwestbahnen in der Richtung aus Russland betriebenen Strecken von der russisch-österreichischen Grenze:

50. bei Radziwilow bis Brody.
51. bei Woloczysk bis Podwoloczyska.
52. bis Oesterreichisch-Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von österreichischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 99 bis und mit 113.
Italien, Ziffer 8.
Russland, Ziffer 34, 35, 36, 37.
Schweiz, Ziffer 15, 16.

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Ungarn oder in Oesterreich betrieben werden.

1. Königlich ungarische Staatsbahnen und die im Betriebe derselben stehenden Localbahnen und Linien anderer Bahnen, mit Ausnahme:

der schmalspurigen Linie Gran—Bresnitz—Schemnitz,
der normalspurigen Localbahn Soroksár—Szt.-Lörincz und
der schmalspurigen Localbahn im Taraczthal;

2. Südbahngesellschaft (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien) und die im Betriebe derselben stehenden Localbahnen.

3. Kaschau-Oderberger Bahn (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien) und die im Betriebe derselben stehenden Localbahnen anderer Bahnen, mit Ausnahme:

der schmalspurigen Strecke Gölniczbánya—Schmölnitz der Localbahn im Gölniczthal.

4. Raab—Oedenburg—Ebenfurther Eisenbahn-Gesellschaft.

1898 5. Vereinigte Arader und Csanáder Eisenbahnen mit Ausnahme:

der schmalspurigen Localbahn Borossebes—Menyháza.

6. Eisenbahn im Szamosthal.

7. Localbahn Keszthely—Balaton—Szt.-György.

8. Eisenbahn Mohács—Fünfkirchen.

9. Die schmalspurige Localbahn Nagy-Károly—Somkut.

10. Localbahn Eperies—Bartfeld.

11. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatsbahnen von Mező-Laborcz bis zur österreichischen Landesgrenze, von Körösmező bis zur österreichischen Landesgrenze, und die der Kaschau—Oderberger Bahn von Orló bis zur österreichischen Landesgrenze.

12. Die von der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatsbahnen von Trencsin-Teplitz bis zur österreichischen Landesgrenze am Vlarapass, von Bruck a. L. bis zur österreichischen Landesgrenze und von Skalitz bis zur österreichischen Landesgrenze.

13. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke der Holics—Gödinger Localbahn von Holics bis zur österreichischen Landesgrenze.

14. Die Torontáler Localbahnen.

15. Die schmalspurige Localbahn Belišce-Noskovci (Slavonische Drauthalbahn).

III. Occupationsgebiet.

1. K. und k. Militärbahn Banjaluka—Doberlin.

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsass-Lothringen.

2. Militär-Eisenbahn.

3. Königlich Preussische Staatseisenbahnen — einschliesslich der gemeinschaftlich mit ihnen betriebenen Grossherzoglich Hessischen Staatseisenbahnen — sowie die unter preussischer Staatsverwaltung stehenden Privatbahnen, mit Ausschluss:

a) der oberschlesischen schmalspurigen Zweigbahn.

4. Königlich Bayerische Staatseisenbahnen mit Ausschluss der von ihnen betriebenen Localbahnen:

b) Augsburg—Göggingen—Pfersee; 1898
c) Augsburger Localbahn.

5. Königlich Sächsische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden sächsischen Privat-Eisenbahnen.

6. Königlich Württembergische Staatseisenbahnen.

7. Grossherzoglich Badische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden badischen Privat-Eisenbahnen.

8. Main-Neckar-Eisenbahn nebst den von ihr betriebenen Grossherzoglich Hessischen Nebenbahnstrecken.

9. Grossherzoglich Mecklenburgische Staatseisenbahnen, mit Ausschluss:

d) der Doberan—Heiligendammer Eisenbahn.

10. Grossherzoglich Oldenburgische Staatseisenbahnen, mit Ausschluss:

e) der Ocholt—Westersteder Eisenbahn.

II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung.

11. Alt-Damm—Colberger Eisenbahn.
12. Altona—Kaltenkirchener Eisenbahn.
13. Arnstadt—Ichtershausener Eisenbahn.
14. Bentheimer Kreisbahn.
15. Braunschweigische Landeseisenbahn.
16. Bregthalbahn (Donaueschingen—Furtwangen).
17. Breslau—Warschauer Eisenbahn.
18. Brölthal-Eisenbahn.
19. Bruchsal—Odenheim—Menzingener Nebenbahn.
20. Bühlerthalbahn.
21. Cöln—Bonner Vorgebirgsbahn.
22. Crefelder Eisenbahn.
23. Cronberger Eisenbahn.
24. Dahme—Uckroer Eisenbahn.
25. Deggendorf—Mettener Eisenbahn.
26. Dessau—Wörlitzer Eisenbahn.
27. Dortmund—Gronau—Enscheder Eisenbahn.
28. Eckernförde—Kappelner Schmalspurbahn.
29. Eisenberg—Crossener Eisenbahn.
30. Eisern—Siegener Eisenbahn.
31. Ermsthalbahn (Metzingen—Urach).
32. Eutin—Lübecker Eisenbahn.
33. Flensburg—Kappelner Eisenbahn.
34. Frankfurter Verbindungsbahn (Frankfurt a. M.).
35. Fürth—Zirndorf—Cadolzburger Eisenbahn.
36. Georgs-Marienhütte-Eisenbahn.
37. Gernrode—Harzgeroder Eisenbahn.
38. Gotteszell—Viechtacher Eisenbahn.

5. Vereinigte Arader und Csanáder Eisen
nahme:
der schmalspurigen Localbahn Borossebe
6. Eisenbahn im Szamosthal.
7. Localbahn Keszthely—Balaton—Szt.-G
8. Eisenbahn Mohács—Fünfkirchen.
9. Die schmalspurige Localbahn Nagy-K
10. Localbahn Eperies—Bartfeld.
11. Die von den k. k. österreichischen
triebenen Strecken der königlich ungarisch
von Mező-Laborcz bis zur österreichische
von Körösmező bis zur österreichischen Land
der Kaschau—Oderberger Bahn von Orló bis
schen Landesgrenze.
12. Die von der Oesterreichisch-ungaris
bahn-Gesellschaft betriebenen Strecken de
rischen Staatsbahnen von Trencsin-Teplitz
chischen Landesgrenze am Vlarapass, von
österreichischen Landesgrenze und von Sk
reichischen Landesgrenze.
13. Die von der Kaiser Ferdinands-N
Strecke der Holics—Gödinger Localbahn
österreichischen Landesgrenze.
14. Die Torontáler Localbahnen.
15. Die schmalspurige Localbahn Be
vonische Drauthalbahn).

III. Occupationsgebiet.

1. K. und k. Militärbahn Banjaluka—

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bah

I. Staats- und unter Staatsverw Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsass-Lo
2. Militär-Eisenbahn.
3. Königlich Preussische Staat
schliesslich der gemeinschaftlich mit ih
herzoglich Hessischen Staatseisenbahn
preussischer Staatsverwaltung stehend
Ausschluss:
a) der oberschlesischen schmalspurig
4. Königlich Bayerische Staatseisen
der von ihnen betriebenen Localbahne

1898 39. Greifswald—Grimmener Eisenbahn.
40. Halberstadt—Blankenburger Eisenbahn.
41. Haltingen—Kanderner Nebenbahn.
42. Hansdorf—Priebuser Nebenbahn.
43. Hildesheim—Peiner Kreiseisenbahn.
44. Hohenebra—Ebelebener Eisenbahn.
45. Hoyaer Eisenbahn (Hoya—Eystrup).
46. Ilmenau—Grossbreitenbacher Eisenbahn.
47. Kaiserstuhlbahn.
48. Kerkerbachbahn.
49. Kiel—Eckernförde—Flensburger Eisenbahn.
50. Kirchheimer Eisenbahn.
51. Königsberg—Cranzer Eisenbahn.
52. Kreis Altenaer Schmalspurbahnen.
53. Krozingen—Staufen—Sulzburger Nebenbahn.
54. Lam—Kötztinger Localbahn.
55. Lausitzer Eisenbahn.
56. Lübeck—Büchener und Lübeck—Hamburger Eisenbah
57. Ludwigs-Eisenbahn (Nürnberg—Fürth).
58. Mannheim — Weinheim — Heidelberg — Mannheim Eisenbahn.
59. Marienburg—Mlawkaer Eisenbahn.
60. Meckenbeuren—Tettnanger Localbahn.
61. Mecklenburgische Friedrich-Wilhelm-Eisenbahn.
62. Meppen—Haselünner Eisenbahn.
63. Mühlhausen—Ebelebener Eisenbahn.
64. München—Wolfratshausener Eisenbahn.
65. Murnau—Garmisch—Partenkirchener Eisenbahn.
66. Neubrandenburg—Friedländer Eisenbahn.
67. Neuhaldenslebener Eisenbahn.
68. Neustadt—Gogoliner Eisenbahn.
69. Oberdorf—Füssener Eisenbahn.
70. Osterwieck—Wasserlebener Eisenbahn.
71. Osthofen—Westhofener Eisenbahn.
72. Ostpreussische Südbahn, einschliesslich der Fis hausen—Palmnickener Eisenbahn.
73. Ostrowo—Skalmierzycer Kreiseisenbahn.
74. Paulinenaue—Neu-Ruppiner Eisenbahn.
75. Peine—Ilseder Eisenbahn.
76. Pfälzische Eisenbahnen.
77. Prignitzer Eisenbahn.
78. Reinheim—Reichelsheimer Eisenbahn.
79. Rhein—Ettenheimmünsterer Localbahn.
80. Rhene—Diemelthal-Eisenbahn (Bredelar—Martenbe
81. Röthenbach b. L.—Weiler Eisenbahn.
82. Ruhlaer Eisenbahn (Wutha—Ruhla).
83. Schaftlach—Gmunder Eisenbahn.

84. Schleswig—Angeler Eisenbahn (Schleswig—Süderbrarup). 1898
85. Sonthofen—Oberstdorfer Eisenbahn.
86. Sprendlingen—Wöllsteiner Eisenbahn.
87. Stadtamhof—Donaustaufer Localbahn.
88. Stargard—Cüstriner Eisenbahn, einschliesslich der Glasow—Berlinchener Eisenbahn.
89. Stendal—Tangermünder Eisenbahn.
90. Türkheim—Wörishofener Localbahn.
91. Westfälische Landeseisenbahn.
92. Wittenberge—Perleberger Eisenbahn.
93. Worms—Offsteiner Eisenbahn.
94. Zell—Todtnauer Eisenbahn.
95. Zschipkau—Finsterwalder Eisenbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe ausserdeutscher Eisenbahnverwaltungen befinden.

I. Russischer Verwaltungen.

96. Die von der St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Eydtkuhnen bis Eydtkuhnen.

97. Die von den Süd-Westbahnen betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Prostken bis Prostken.

98. Die von der Weichselbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Illowo bis Illowo.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

99. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Myslowitz bis Myslowitz.

100. Die von der Oesterreichischen Nordwestbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Wichtstadtl bis Mittelwalde.

101. Die von der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Mittelsteine bis Mittelsteine.

Die von der Süd-Norddeutschen Verbindungsbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

102. bei Liebau bis Liebau.

103. bei Seidenberg bis Seidenberg.

104. Die von der Böhmischen Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach bis Ebersbach.

Die von der Buschtěhrader Eisenbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

1898 105. bei Reitzenhain bis Reitzenhain.
106. bei Klingenthal bis Klingenthal.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

107. bei Hennersdorf bis Ziegenhals.
108. bei Niklasdorf bis Ziegenhals.
109. bei Heinersdorf bis Heinersdorf.
110. bei Furth i. W. bis Furth i. W.
111. bei Passau bis Passau.
112. bei Braunau bis Simbach.
113. bei Lochau bis Lindau.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Schweizerischen Nordostbahn betriebenen Strecken von der schweizerisch-deutschen Grenze:

114. bei Konstanz bis Konstanz.
115. bei Rielasingen bis Singen.
116. bei Waldshut bis Waldshut.
117. bei Lottstetten bis zur deutsch-schweizerischen Grenze bei Altenburg-Rheinau.

IV. Französischer Verwaltungen.

Die den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen gehörigen, von der Französischen Ostbahn mitbetriebenen Strecken von der französisch-deutschen Grenze:

118. bei Altmünsterol bis Altmünsterol.
119. bei Avricourt bis Deutsch-Avricourt.
120. bei Chambrey bis Chambrey.
121. bei Novéant bis Novéant.
122. bei Amanweiler bis Amanweiler.
123. bei Fentsch bis Fentsch.

V. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der niederländisch-deutschen Grenze:

124. bei Aachen bis Aachen.
125. bei Dalheim bis Dalheim.

VI. Niederländischer Verwaltungen.

126. Die von der Nordbrabant-Deutschen Bahn betriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gennep bis Wesel.

127. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft betriebene und von der Gesellschaft zum Betriebe von Niederländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Cranenburg bis Cleve.

128. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder- 1898
ndischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der
ederländisch-deutschen Grenze:
a) bei Elten bis Welle.
b) bei Herzogenrath bis Herzogenrath.

129. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-
ndischen Staatseisenbahnen betriebenen und von der Hol-
ndischen Eisenbahn-Gesellschaft mitbetriebenen Strecken von
er niederländisch-deutschen Grenze:
a) bei Elten bis Emmerich.
b) bei Gronau bis Gronau.

130. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft
etriebene und von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-
ndischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der
ederländisch-deutschen Grenze bei Gildehaus bis Salzbergen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von deutschen
erwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Oesterreich, Ziffer 26 bis und mit 49.
Dänemark, Ziffer 3.
Frankreich, Ziffer 20, 21, 22, 23, 24, 25.
Luxemburg, Ziffer 2, 3.
Niederlande, Ziffer 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Russland, Ziffer 28, 29, 30, 31, 32, 33.
Schweiz, Ziffer 17, 18, 19, 20, 21, 22.

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Belgische Staatsbahnverwaltung.
2. Belgische Nordbahn.
3. Grosse Belgische Centralbahn.
4. Lüttich—Maestricht.
5. Gent—Terneuzen.
6. Mecheln—Terneuzen.
7. Westflandrische Eisenbahn.
8. Eisenbahn von Chimay.
9. Termonde—St. Nicolas.
10. Hasselt—Maeseyck.

Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Niederländischer Verwaltungen.

11. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-
ndischen Staatseisenbahnen betriebene Strecke von der
elgisch-niederländischen Grenze bei Achel bis Lüttich-
Vivegnis, Ans (Etat) und Flémalle-Grande.

1898 II. Französischer Verwaltungen.

Die von der Französischen Nordbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

12. bei Comines bis Comines.
13. bei Halluin bis Menin.

III. Luxemburgischer Verwaltungen.

Die von der Luxemburgischen Prinz Heinrich-Bahn betriebenen Strecken von der belgisch-luxemburgischen Grenze:

14. von Rodange, luxemburgische Grenze bis Athus.

Anmerkung: Betreffend die Bahnstrecken, welche von belgischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 124, 125.
Frankreich, Ziffer 15, 16, 17, 18, 19.
Niederlande, Ziffer 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Dänemark.

A. Von dänischen Verwaltungen betriebene Strecken.

1. Die Dänischen Staatsbahnen, einschliesslich die von denselben betriebenen Dampffährenverbindungen:

a) über den Limfjord (Oddesund Nord—Oddesund Süd und Nykjöbing Morsö—Glyngöre);
b) über den kleinen [ille] Belt (Fredericia—Strib);
c) über den grossen [store] Belt (Nyborg—Korsör);
d) über den Oeresund (Helsingör—Helsingborg und Kopenhagen [Kjöbenhavn]—Malmö);
e) über den Masnedsund (Masnedö—Orehoved);

aber mit Ausschluss:

der von der südfünenschen Eisenbahngesellschaft betriebenen Staatsbahnstrecke Nyborg—Faaborg und

der Dampfschiffstrecke Korsör—Kiel.

2. Folgende unter Staatsverwaltung stehende Privateisenbahnstrecken:

a) Orehoved—Gjedser,
b) Aalestrup—Viborg.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe auswärtiger Eisenbahnverwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-dänischen Grenze bei Farris bis Vamdrup.

Frankreich. 1898

A. Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

Die Linien von allgemeiner Bedeutung.

1. Der Nordbahn.

2. Der Ostbahn, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Linien von Monthermé nach Monthermé, Vrigne-Meuse nach Vrigne-aux-Bois, Carignan nach Messempré; Charmes nach Rambervillers, Avricourt nach Blamont und Cirey, Saint-Dizier nach Vassy, Vassy nach Doulevant-le-Château.

3. Der Westbahn.

4. Der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Linie des alten Hafens in Marseille und derjenigen von Arles nach Saint-Louis.

5. Der Orléansbahn, einschliesslich der unter den gleichen Bedingungen wie das Hauptnetz betriebenen Localbahnen der Sarthe.

6. Der Südbahn.

7. Der Staatsbahnen, einschliesslich der für Rechnung der Concessionäre betriebenen Localbahnen von Ligré-Rivière nach Richelieu und von Barbezieux nach Châteauneuf.

8. Der beiden Ringbahnen von Paris, einschliesslich der strategischen Linie von Valenton nach Massy-Palaiseau.

9. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.

10. Der Eisenbahngesellschaft von Somain nach Anzin und bis zur belgischen Grenze.

11. Der Gesellschaft des Médoc.

Die Linien von localer Bedeutung.

12. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.

13. Von Marlieux nach Châtillon-sur-Chalaronne.

14. Von Castelnau nach Margaux und von Pauillac nach Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Belgischer Verwaltungen.

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

15. bei Treignes bis Vireux.

16. bei Doische bis Givet.

17. Die von der Belgischen Nordbahn betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Heer-Agimont bis Givet.

1898 18. Die von der Westflandrischen Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Abeele bis Hazebrouck.

19. Die von der Eisenbahngesellschaft von Chimay betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Momignies bis Anor.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die der Französischen Ostbahn gehörigen, von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen mitbetriebenen Strecken von der deutsch-französischen Grenze:

20. bei Altmünsterol bis Petit-Croix.
21. bei Deutsch-Avricourt bis Igney-Avricourt.
22. bei Chambrey bis Moncel.
23. bei Novéant bis Pagny-sur-Moselle.
24. bei Amanweiler bis Batilly.
25. bei Fentsch bis Audun-le-Roman.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Jura-Simplonbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:

26. bei Delle bis Delle.
27. bei Vallorbes bis Pontarlier.
28. bei Verrières bis Pontarlier.

IV. Italienischer Verwaltungen.

29. Die von der Italienischen Gesellschaft der Mittelmeerbahnen betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Modane bis Modane.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von französischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 118, 119, 120, 121, 122, 123.
Belgien, Ziffer 12, 13.
Italien, Ziffer 6.
Schweiz, Ziffer 23, 24, 25, 26.

Italien.

A. Von italienischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Sämmtliche von der Gesellschaft des mittelländischen Netzes betriebenen Linien.

2. Sämmtliche von der Gesellschaft des adriatischen Netzes betriebenen Linien.

3. Sämmtliche von der Gesellschaft des sicilianischen Netzes betriebenen Linien, einschliesslich der Strecke über die Meerenge von Messina.

4. Die von der Società Veneta per Imprese e Costruzioni pubbliche, mit Sitz in Padua, betriebenen Linien:

a) Padua—Bassano, 1898
b) Vicenza—Treviso,
c) Vicenza—Schio,
d) Cividale—Portogruaro,
e) Parma—Suzzara,
f) Bologna S. V.—Portomaggiore,
g) Budrio—Massalombarda,
h) Arezzo—Stia,
i) Conegliano—Vittorio und
k) S. Giorgio di Nogaro bis zur italienisch-österreichischen Grenze bei Cervignano.

5. Die Nord-Mailänder Eisenbahnen in Mailand, nämlich:

l) Mailand—Bovisa—Erba mit Abzweigungen von Bovisa nach Mailand—Librera und von S. Pietro nach Camnago,
m) Mailand—Bovisa—Saronno,
n) Saronno—Malnate—Varese—Laveno,
o) Como—Camerlata—Grandate—Malnate mit Abzweigung von Camerlata nach Albate—Camerlata,
p) Novara—Busto—Arsizio—Saronno—Seregno und
q) Saronno—Grandate.

B. Bahnstrecken, welche im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen sich befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

6. Die von der Französischen Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Ventimiglia bis Ventimiglia.

II. Schweizerischer Verwaltungen.

7. Die von der Gotthardbahn betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Pino bis Luino.

III. Oesterreichischer Verwaltungen.

8. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Italien mitbetriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze bei Pontafel bis Pontebba.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von italienischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Oesterreich, Ziffer 25, 26, 27, 28.
Frankreich, Ziffer 29.
Schweiz, Ziffer 27.

1898

Luxemburg.

A. Von luxemburgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Prinz Heinrich-Bahn, mit Einschluss der Linie von Wasserbillig nach Grevenmacher.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

2. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebenen sämmtlichen Linien der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn.

3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-luxemburgischen Grenze bei Ulflingen bis Ulflingen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von luxemburgischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Belgien, Ziffer 14.

Niederlande.

A. Von niederländischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Gesellschaft zum Betriebe von Niederländischen Staatseisenbahnen.
2. Holländische Eisenbahn-Gesellschaft.
3. Niederländische Central-Eisenbahn-Gesellschaft.
4. Nord-Brabant-Deutsche Eisenbahn-Gesellschaft.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den Grossherzoglich Oldenburgischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-niederländischen Grenze bei Neuschanz bis Neuschanz.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-niederländischen Grenze:

6. bei Borken bis Winterswyk.
7. bei Bocholt bis Winterswyk.
8. bei Straelen bis Venlo.
9. bei Kaldenkirchen bis Venlo.
10. bei Dalheim bis Vlodrop.

II. Belgischer Verwaltungen. 1898

Die von der Grossen Belgischen Centralbahn betriebenen recken:

11. Von der belgisch-niederländischen Grenze bei Hamont s zur niederländisch-deutschen Grenze bei Dalheim.

12. Von der belgisch-niederländischen Grenze bei Lana-ken bis zur niederländisch-deutschen Grenze bei Aachen.

13. Von der belgisch-niederländischen Grenze bei Weelde-erxplas bis Tilburg.

14. Die von der Lüttich-Maestrichter Eisenbahn betrie-ene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei isé bis Maestricht.

15. Die von der Mecheln-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft triebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze i La Clinge bis Terneuzen.

16. Die von der Gent-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft triebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze i Selzaete bis Terneuzen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von niederländischen rwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 126, 127, 128, 129, 130.
Belgien, Ziffer 11.

Russland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Nikolaibahn (mit Zweigbahn nach dem Hafen und den senbahnen von Nowotorsschok und Rjew—Wjasma).

2. St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn.

3. Baltische Eisenbahn (mit Ausnahme der 2. Section) d Pskow—Riga.

4. Moskau—Brester Eisenbahn.

5. Moskau—Kursk, Moskau—Nijninowgorod und Muromer isenbahnen.

6. Sysran—Wjasma-Eisenbahn.

7. Katherine-Eisenbahn.

8. Riga—Orel Eisenbahn (mit der Riga—Tuckumer isenbahn).

9. Libau—Romny-Eisenbahn.

10. Weichsel-Bahnen (durch die Vereinigung der Warschau -Terespoler Eisenbahn und der Weichsel-Bahn gebildet).

11. Kharkow—Nikolajew-Eisenbahn.

12. Kursk—Kharkow—Sebastopoler Eisenbahn.

13. Samara—Zlatoouste-Eisenbahn (mit der Orenburger isenbahn).

14. Polessier Eisenbahn.

15. Süd-West-Bahnen.

1898 16. Perm—Tjumen-Eisenbahn (bisherige Uralbahn).
17. West-Sibirische Eisenbahn (Section Tscheljabinsk-Obi).

B. Von Privat-Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

18. Warschau—Wien-Eisenbahn.
19. Wladikaukaser Eisenbahn.
20. Ivangorod—Dombrowo-Eisenbahn.
21. Lodser Eisenbahn.
22. Moskau—Kiew—Woronesch-Eisenbahn.
23. Moskau—Kasan-Eisenbahn.
24. Moskau—Jaroslaw—Archangel-Eisenbahn.
25. Moskau—Windau—Rybinsker Eisenbahn.
26. Rjasan—Uralsk-Eisenbahn.
27. Süd-Ost-Bahnen.

C. Grenzstrecken, welche sich im Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

28. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.
29. bei Ottloschin bis Alexandrowo.
30. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oder-Ufer-Eisenbahn).
31. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).
32. Die von der Ostpreussischen Südbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Prostken bis Grajewo.
33. Die von der Marienburg-Mlawkaer Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Illowo bis Mlawa.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

34. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze bei Szczakowa bis Granica.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Russland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

35. bei Brody bis Radziwilow.
36. bei Podwołoczyska bis Woloczysk.
37. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 96, 97, 98.
Oesterreich, Ziffer 50, 51, 52.

Schweiz. 1898

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Centralbahn.
2. Gotthardbahn.
3. Jura-Simplonbahn, ausschliesslich der von ihr betrie-
enen Seilbahn Cossonay Bahnhof J.-S.—Cossonay Stadt.
4. Schweizerische Nordostbahn.
5. Vereinigte Schweizerbahnen.
6. Neuenburger Jurabahn.
7. Emmenthalbahn.
8. Langenthal—Huttwilbahn.
9. Tössthalbahn.
10. Schweizerische Seethalbahn.
11. Schweizerische Südostbahn.
12. Rorschach-Heidenbahn.
13. Sihlthalbahn.
14. Schmalspurige Eisenbahn Yverdon—St. Croix.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Oesterreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betrie-
enen Strecken von der österreichisch-schweizerischen Grenze:

15. bei Buchs bis Buchs.
16. bei St. Margrethen bis St. Margrethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Grossherzoglich Badischen Staatsbahnen betrie-
enen Strecken von der deutsch-schweizerischen Grenze:

17. bei Gottmadingen bis zur schweizerisch-deutschen
renze bei Wilchingen.
18. bei Stetten bis Basel.
19. bei Leopoldshöhe bis Basel.
20. bei Grenzach bis Basel.
21. Die von den Grossherzoglich Badischen Staatseisen-
ahnen mitbetriebene Verbindungsbahn vom badischen Bahn-
of bis zum Centralbahnhof in Basel.
22. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen
etriebene Strecke von der deutsch-schweizerischen Grenze
i St. Ludwig bis Basel.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn
triebenen Strecken von der französisch-schweizerischen
enze:

1898 23. bei St. Gingolph bis Bouveret.
24. bei Chêne-Bourg bis Genf-Eaux-Vives.
25. bei La Plaine bis Genf-Cornavin.
26. bei Col-des-Roches bis Locle.

IV. Italienischer Verwaltungen.

27. Die von den italienischen Gesellschaften des Mittelmeer- und des Adriatischen Netzes betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Chiasso bis Chiasso.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von schweizerischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 114, 115, 116, 117.
Frankreich, Ziffer 26, 27, 28.
Italien, Ziffer 7.

Wittek m. p.

2453.

15 mars 1898.

Publication du Ministère I^r R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal à Neutitschein.

R. G. Bl. 1898, Nr. 45.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. März 1898, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes in Neutitschein.

In Neutitschein (Mähren) wurde ein Hauptzollamt I. Classe errichtet, welches seine Wirksamkeit mit 1. April 1898 beginnen wird.

Das genannte Hauptzollamt wird auch zur Abfertigung von Waaren im abgekürzten Ansageverfahren ermächtigt.

Kaizl m. p.

2454.

24 mars 1898.

Ordonnance ministérielle concernant l'importation de l'étranger de médicaments, cosmétiques et similaires.

R. G. Bl. 1898, Nr. 62.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Innern und des Handels vom 24. März 1898, betreffend den Bezug von zube-

reiteten Arzneiwaaren und kosmetischen und diätetischen Artikeln aus dem Auslande. 1898

Mit Beziehung auf den 1. Absatz des Punktes 2 im § 16, lit. *a)* der Durchführungsvorschrift zum Zolltarifgesetze vom 25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 47, wird angeordnet, dass als aus Sanitätsrücksichten im Verkehre beschränkt nachstehende Artikel zu behandeln sind:

Arzneizubereitungen aller Art und als Heilmittel in Verkehr gebrachte kosmetische und diätetische Artikel (ohne Rücksicht auf ihre zolltarifmässige Einreihung), wenn sie nicht auf Grund einer besonderen Bewilligung der politischen Landesbehörde, oder für Apotheken, wissenschaftliche medicinische Institute, oder für zum Grosshandel mit Arzneiwaaren berechtigte Handelsgeschäfte (Gross-Droguerien) eingeführt werden.

Die Befugnis der Gross-Droguerien erstreckt sich jedoch nur auf solche Arzneizubereitungen und als Heilmittel in Verkehr gebrachte kosmetische und diätetische Artikel, welche nicht in eine zur unmittelbaren äusseren oder inneren Anwendung für Kranke bestimmte Arzneiform oder Arzneidosirung gebracht sind.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Thun m. p. *Kaizl* m. p. *Baernreither* m. p.

2455.

29 mars 1898.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un poste douanier dans la station Schloppenhof de la ligne bavaroise Waldsassen—Eger.

R. G. Bl. 1898, Nr. 53.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. März 1898, betreffend die Aufstellung eines Stellungspostens in der Haltestelle Schloppenhof der königlich bayerischen Staatsbahnlinie Waldsassen—Eger.

Anlässlich der am 1. März 1898 erfolgten Eröffnung der Haltestelle Schloppenhof im Zuge der königlich bayerischen Staatsbahnlinie Waldsassen—Eger ist daselbst ein Stellungsposten des k. k. Hauptzollamtes Eger zur Ueberwachung des Verkehres auf dieser lediglich dem Personenverkehre von und

1898 nach Eger, dann dem mittels Sonderzügen zu bedienenden Frachtentransporte von und nach Eger dienenden Haltestelle aufgestellt worden.

Kaizl m. p.

2456.

6 avril 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant une augmentation des attributions du bureau douanier principal à Podvoloczyska et de la succursale à Sieroslavice.

R. G. Bl. 1898, Nr. 47.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 6. April 1898, betreffend die Befugniserweiterung des k. k. Hauptzollamtes in Podwołoczyska, dann der k. k. Zollexpositur in Sieroslawice.

Das k. k. Hauptzollamt in Podwołoczyska wird zur zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten ohne höhere Bewilligung ermächtigt und die k. k. Zollexpositur in Sieroslawice des Nebenzollamtes Niepołomice mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet.

Kaizl m. p.

2457.

6 avril 1898.

Ordonnance ministérielle portant modification partielle du règlement sur le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer touchant les lignes-frontière.

R. G. Bl. 1898, Nr. 64.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und der Eisenbahnen vom 6. April 1898, betreffend die theilweise Abänderung der Vorschrift über das Zollverfahren für den Verkehr auf den die Zolllinie berührenden österreichischen Eisenbahnen.

Im Einvernehmen mit dem Eisenbahnministerium wird in theilweiser Abänderung des § 9, vorletztes Alinea, der Vorschrift vom 18. September 1857, R. G. Bl. Nr. 175 ex 1857, über das Zollverfahren für den Verkehr auf den die Zolllinie berührenden österreichischen Eisenbahnen angeordnet, dass den mit der ämtlichen Begleitung der Wagenzüge beauftragten Angestellten der Finanzwachmannschaft bei ihrer Rückkehr,

ferne bei dieser ein Waarentransport nicht zu über- 1898
hen wäre, ein Platz in einem Personenwagen der dritten
se unentgeltlich eingeräumt werden muss.

Kaizl m. p. *Wittek* m. p.

2458.

14 avril 1898.

blication du Ministère I^r R^t des finances concernant
franchissement des sujets bavarois de l'imposition
sur les rentes autrichiennes.

R. G. Bl. 1898, Nr. 65.

ndnachung des Finanzministeriums vom 14. April 1898, wo-
t im Grunde des § 285 des Gesetzes vom 25. October 1896,
. G. Bl. Nr. 220, eine Anordnung, betreffend die Behandlung
r der Rentensteuer nach dem III. Hauptstücke des citirten
Gesetzes grundsätzlich unterliegenden, den bayerischen, im Königreiche Bayern wohnhaften Staatsangehörigen aus Oesterreich zukommenden Bezüge getroffen wird.

Das k. k. Finanzministerium findet unter der Voraussetzung eines reciproken Vorgehens der königlich bayerischen Steuerverwaltung im Grunde des § 285 des Gesetzes vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, zu gestatten, dass die der Rentensteuer nach dem III. Hauptstücke des citirten Gesetzes grundsätzlich unterliegenden, den bayerischen, im Königreiche Bayern wohnhaften Staatsangehörigen aus den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern zukommenden Bezüge, soweit sie dem im § 133 des citirten Gesetzes normirten Steuerabzuge nicht unterliegen, oder insoferne sie nicht Forderungen, welche in den genannten Königreichen und Ländern grundbücherlich versichert sind, entstammen — von der obgenannten Rentensteuer freigelassen werden.

Kaizl m. p.

2459.

15 avril 1898.

Ordonnance du Ministère des chemins de fer concernant
la modification de quelques dispositions du règlement
d'exploitation des chemins de fer autrichiens introduit
par ordonnance du 10 décembre 1892.

R. G. Bl. 1898, Nr. 66.

1898 *Verordnung des Eisenbahnministers vom 15. April 1898, betreffend die Abänderung und Ergänzung einiger Bestimmungen des mit Verordnung vom 10. December 1892, R. G. Bl. Nr. 207, mit Wirksamkeit vom 1. Januar 1893 eingeführten Betriebsreglements für die Eisenbahnen der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder.*

Das laut Verordnung vom 10. December 1892, R. G. Bl. Nr. 207, mit Wirksamkeit vom 1. Januar 1893 eingeführte Betriebsreglement für die Eisenbahnen der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder wird mit Giltigkeit vom 1. Mai 1898 in der nachstehenden Weise abgeändert, beziehungsweise ergänzt:

§ 16.

Im Absatze 1 sind die Worte:

„oder durch ein aus zwei Schlägen der Stationsglocke bestehendes Signal" zu streichen.

§ 21.

In Absatz 2 ist zu setzen:

„6 Kronen" anstatt: „3 Gulden ö. W.".
„1 Krone" anstatt: „50 Kreuzer ö. W.".

§ 36.

Unter 1, *b* ist zu setzen:

„20 Heller" anstatt: „10 Kreuzer ö. W.".
„30 Kronen" anstatt: „15 Gulden ö. W.".

§ 42.

Im Schlusssatze des Absatzes 8 sind die Worte:

„unter Nr. I, II, XXXV *a*, XXXIX, XLI, XLII *a* und XLIII" zu streichen.

§ 44.

Im Absatze 4 ist hinter dem zweiten Satze einzuschalten:

„Wenn sich Stroh, Heu oder andere leicht brennbare Stoffe in den Wagen befinden, so ist das Rauchen darin verboten; auch dürfen brennende Cigarren oder Tabakspfeifen beim Einsteigen nicht mitgenommen werden."

§ 47.

Absatz 2 erhält folgende Fassung:

„(2) Sie beginnt mit der auf die Annahme der Sendung nebst Frachtbrief (§ 54, Absatz 1) oder auf die Aushändigung des Beförderungsscheines etc.

[illegible]

1898

Nr. XII.

Hat zu lauten:

„Grünkalk, d. h. der gebrannte Kalk, welcher in den Gaswerken zur Reinigung des Leuchtgases gedient hat, wird nur in offenen Wagen befördert."

Nr. XVI.

Im ersten Absatz sind die Worte: „und Brom" zu streichen und am Schlusse dieses Absatzes folgende Bestimmungen nachzutragen: „Die gleichen Vorschriften finden auch auf Brom, jedoch mit der Maassgabe Anwendung, dass seine Beförderung nur in offenen Wagen zu erfolgen hat, und dass die damit gefüllten Glasgefässe in festen Holz- oder Metallkisten bis zum Halse in Asche, Sand oder Kieselguhr eingebettet werden müssen."

Nr. XX.

Im Absatze 2 der Eingangsbestimmung ist hinter den Worten „die aus Braunkohlentheer bereiteten Oele" beizufügen: „Torf- und Schieferöle, Asphaltnaphtha und Destillate aus solchen."

Im Absatze 3 der Eingangsbestimmung ist nach den Worten „ferner Steinkohlentheeröle, die" einzuschalten: „bei 17·5 Grad Celsius."

In der Eingangsbestimmung ist endlich folgender vierter Absatz nachzutragen:

„(4) Kohlenwasserstoffe anderen Ursprunges, die bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von mindestens 0·830 haben."

Nr. XXI.

Die Eingangsbestimmung ist, wie folgt, zu fassen:

„(1) Petroleum, rohes und gereinigtes, Braunkohlentheeröle, ferner Torf- und Schieferöle, Asphaltnaphtha, sowie Destillate aus solchen, sofern diese Stoffe nicht unter die Bestimmungen von Nr. XX fallen und bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von weniger als 0·780 und mehr als 0·680 haben,

„(2) Petroleumnaphtha und Destillate aus Petroleum und Petroleumnaphtha (Benzin, Ligroin, Putzöl u. s. w.), sowie Lösungen von Kautschuk oder Guttapercha, die vorwiegend aus Petroleumnaphtha bestehen, sofern diese Stoffe bei 17·5 Grad Celsius ein specifisches Gewicht von mehr als 0·680 haben, unterliegen nachstehenden Bestimmungen:"

1898

Nr. XXXII.

Die Ziffer 2 ist, wie folgt, zu fassen:

„Einzelsendungen der vorstehend unter Ziffer 1 nicht nannten Gegenstände dieser Kategorie werden nur in feste, cht verschlossene Fässer, Kübel oder Kisten verpackt zulassen; Einzelnsendungen ungesalzener frischer Häute dürfen loch während der Monate November, December, Januar und ebruar auch in gut verschlossene, nicht schadhafte Säcke s dichtem, starkem Gewebe verpackt aufgeliefert werden, enn die Säcke derart mit Carbolsäure angefeuchtet sind, ass der üble Geruch des Inhaltes nicht wahrnehmbar wird.

Die Frachtbriefe müssen die genaue Bezeichnung der in en Fässern, Kübeln, Kisten oder Säcken verpackten Gegenstände enthalten. Die Beförderung hat nur in offenen Wagen u erfolgen."

Hinter Ziffer 3 ist folgende neue Bestimmung einzuschalten:

„4. Trockene oder ausgepresste feuchte Kesselückstände von der Lederleimfabrication (Leimkalk, eimkäse oder Leimdünger) müssen mit zwei übereinnder liegenden grossen, wasserdichten, nicht getheerten Vagenplanen vollständig bedeckt sein. Die untere Decke ist it verdünnter Carbolsäure derart zu tränken, dass ein fauiger Geruch nicht wahrnehmbar ist. Zwischen den beiden om Absender zu stellenden Decken ist eine Schicht von rockenem, gelöschtem Kalk, von Torfmull oder von geraucht er Lohe anzubringen.

Nicht ausgepresste, nasse derartige Rückstände üssen in feste, dicht verschlossene Fässer oder Kübel derart erpackt werden, dass sich der Inhalt der Gefässe nicht durch eruch bemerklich macht."

Die Ziffern 4 bis 8 sind in 5 bis 9 abzuändern.

In der neuen Ziffer 5 ist der Eingang wie folgt zu fassen:

„Die Beförderung der vorstehend unter Ziffer 3 und 4 icht genannten Gegenstände."

Nr. XXXV *a*.

Im Absatz 1 hat Ziffer 3 zu lauten:

„Fertige (d. h. mindestens mit dem Schiessmittel gelane) etc."

In Ziffer 3, zweiter Satz ist anstatt auf „Nr. XXXVII" d „Nr. XXXVII *a*" hinzuweisen „auf Nr. XXXVI" und r. XXXVII".

In Ziffer 6, zweiter Satz ist vor 35 Procent zu setzen: „mindestens".

1898

Nr. XLIX *b*.

Hinter Nr. XLIX *a* sind unter Nr. XLIX *b* folgende Bestimmungen einzuschalten:

„XLIX *b*"

Calcium-Carbid muss in luftdicht verschlossene eiserne Gefässe verpackt sein. Andere Stoffe dürfen in die Gefässe nicht beigepackt werden."

Nr. LIII.

Am Schlusse ist folgender zweiter Absatz hinzuzufügen:

„Während der Monate October, November, December, Januar, Februar und März werden auch ungesalzene frische Kälbermagen, sofern sie von allen Speiseresten gereinigt sind, in festen, dicht verschlossenen Fässern oder Kübeln und unter Beachtung der Bestimmungen im Absatz 1, Ziffer 4 und 5 zur Beförderung zugelassen. Die Deckel der Kübel müssen mit einem eisernen Unterwurfe befestigt sein."

Anlage C und D (Frachtbriefformulare).

Die Anlagen *C* und *D* sind durch die beiliegenden neuen Anlagen *C* und *D* zu ersetzen.*)

Der königlich ungarische Handelsminister, mit welchem diesfalls das Einvernehmen gepflogen wurde, trifft gleichzeitig dieselbe Anordnung für die Länder der ungarischen Krone.

Wittek m. p.

2460.

16 avril 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances en vertu de laquelle le port tyrolien de Tonale est, pour la durée de l'été, investi des fonctions d'un bureau douanier secondaire de deuxième classe.

R. G. Bl. 1898, Nr. 68.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. April 1898, betreffend die Betrauung des Ansagepostens in Tonale in Tirol

---

*) Für den Aufbruch der nach dem alten Formulare aufgelegten Frachtbriefe wurde ein Zeitraum von einem Jahre festgesetzt.

[illegible]

[illegible]

Der [illegible] inclusive [illegible] eines [illegible] Nebenzollamtes [illegible]

Die Ausfuhrzollamter [illegible] beschränkt [illegible] ischen [illegible] ge nach ihren Bestimmungsorten [illegible] ermiglic [illegible]

[illegible]

2461.

[illegible] 1895

rdonnance ministérielle [illegible] Importation de atières saccharines et similaires et des syrops saccharifiés

[illegible] 1896, Nr. 4[illegible]

Verordnung der Ministerien des Innern, [illegible] Finanzen [illegible] handels vom 20. April 1896, betreffend [illegible] Einfuhr von Saccharin [illegible] Handel kommenden [illegible] hiermit versetzten Syrupe

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird auf Grund des Artikels VI des Gesetzes vom 25. Mai 1892, R. G. Bl. 47, die Einfuhr von Saccharin und der unter anderen Namen (wie Methyl-Saccharin, Glucerol, Zuckerin, Dulcin, Crystallose etc.) in den Handel kommenden ähnlichen künstlichen Süssstoffe, ferner der hiermit versetzten Syrupe verboten. Als ähnliche künstliche Süssstoffe sind jene zum Versüssen bestimmten chemischen Präparate anzusehen, welche nicht der Gruppe der Kohlehydrate angehören.

Dieses Verbot erstreckt sich jedoch nicht auf die von Apothekern, sowie Droguen- und Materialwaaren-Grosshändlern unter den durch besondere Anordnungen festgesetzten Modalitäten bezogenen Quantitäten von Saccharin (Anhydro-ortho-Sulfamin-Benzoësäure oder Benzoësäure-Sulfinid) und ähnlichen chemische Verbindungen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Thun m. p. *Kaizl* m. p. *Buernreither* m. p.

1898 **2462.**

20 avril 1898.

Ordonnance ministérielle concernant le traitement en douane de la saccharine et la modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „syrop".

R. G. Bl. 1898, Nr. 50.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 20. April 1898, betreffend die Zollbehandlung von Saccharin, sowie Abänderung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Syrup".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird Nachstehendes verfügt:

Nach dem Schlagworte „Saccharate" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife ist folgendes Schlagwort neu aufzunehmen:

„**Saccharin** . . . . . T. Nr. 331 . . . . . 10 fl.

Anmerkung. Das Saccharin (Anhydro-Ortho-Sulfamin-Benzoësäure oder Benzoësäure-Sulfinid und dessen chemische Verbindungen) kommt theils als solches in Gestalt eines weissen oder gelblichweissen Pulvers, theils wegen seiner schweren Löslichkeit mit doppelt-kohlensaurem Natron gemengt oder auch in kleinen gepressten Tabletten (Saccharinpräparate) im Handel vor. Dasselbe kennzeichnet sich durch seinen sehr intensiven, lange nachwirkenden süssen Geschmack und durch die Löslichkeit in angesäuertem Aether.

Die Einfuhr von Saccharin (Saccharinpräparaten) ist mit Ausnahme der Quantitäten, welche von Apothekern, sowie Droguen- und Materialwaaren-Grosshändlern unter den in der Verordnung vom 20. April 1898 R. G. Bl. 51, V. Bl. Nr. 59, vorgezeichneten Modalitäten bezogen werden, laut R. G. Bl. Nr. 49, V. Bl. Nr. 57 ex 1898, verboten.

Alle unter anderen Namen (wie Methyl-Saccharin, Sucrol, Zuckerin, Dulcin, Crystallose etc.) in den Handel kommenden ähnlichen künstlichen Süssstoffe sind in der Einfuhr laut R. G. Bl. Nr. 49, V. Bl. Nr. 57 ex 1898, unbedingt verboten.

Als ähnliche künstliche Süssstoffe sind jene zum Versüssen bestimmten chemischen Präparate anzusehen, welche nicht der Gruppe der Kohlehydrate angehören.

— saccharinirte Syrupe, s. Syrup."

Vor der Anmerkung zu dem mit der Verordnung vom 23. November 1896, R. G. Bl. Nr. 213, abgeänderten Schlagworte „Syrup" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife ist als neue Alinea einzuschalten:

„ — — saccharinirt

in der Einfuhr laut R. G. Bl. Nr. 49, V. Bl. Nr. 57 ex 1898 1898 unbedingt verboten."

Nach Alinea *b)* dieser Anmerkung ist folgender Absatz neu aufzunehmen:

„Als saccharinirte Syrupe sind alle Saccharin oder andere ähnliche künstliche Süssstoffe enthaltenden Syrupe anzusehen."

Im zweiten Absatze dieser Anmerkung ist nach den Worten: „Syrup, Stärkezucker, Traubenzucker in flüssigem Zustande" anstatt „der T. Nr. 20" zu setzen: „der T. Nr. 19 und 20."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Baernreither* m. p.

2463.

20 avril 1898.

Ordonnance ministérielle sur les conditions d'importation licite de la saccharine à l'usage des pharmaciens et droguistes.

R. G. Bl. 1898, Nr. 51.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 20. April 1898, betreffend die Modalitäten für die Einfuhr von Saccharin durch Apotheker oder Droguen- und Materialwaaren-Grosshändler.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden mit Beziehung auf die Ministerialverordnung vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 49, für die Einfuhr von Saccharin (Anhydro-Ortho-Sulfamin-Benzoësäure oder Benzoësäure-Sulfinid) und dessen chemische Verbindungen durch Apotheker oder Droguen- und Materialwaaren-Grosshändler folgende Bestimmungen getroffen:

Apotheker oder Droguen- und Materialwaaren-Grosshändler, welche Saccharin aus dem Auslande zu beziehen beabsichtigen, haben bei der Einfuhr eine fallweise einzuholende Bewilligung der politischen Landesstelle beizubringen, welche folgende Angaben zu enthalten hat:

1. Name und Wohnort des Versenders, Anzahl, Benennung und Sporcogewicht der Collien, sowie das Nettogewicht des einzuführenden Saccharins, ferner Angabe der Form, in welcher dasselbe zur Einfuhr gelangt.

2. Bezeichnung des Zollamtes, über welches die Einfuhr zu erfolgen hat.

1898 3. Name, Wohnort und Beschäftigung des Empfängers.

Ohne eine derartige vorschriftsmässig ausgefertigte Bewilligung darf die Abfertigung nicht erfolgen. Die Bewilligung hat nur für das in derselben genannte Zollamt Giltigkeit, ist von diesem einzuziehen und als Registerbeleg zu verwenden.

Falls sich beim Zollamte Bedenken ergeben, ob nicht andere künstliche Süssstoffe als Saccharin vorliegen, ist vor der Abfertigung die Untersuchung eines Musters durch die k. k. landwirthschaftlich-chemische Versuchsanstalt in Wien zu veranlassen.

Sollten trotz der Beibringung einer vorschriftsmässig ausgestellten Bewilligung dennoch Zweifel über die Bezugsberechtigung des Adressaten entstehen, hat die Abfertigung zwar stattzufinden, es ist jedoch hierüber seitens des Zollamtes der politischen Landesstelle behufs Constatirung, dass kein Missbruch stattgefunden hat, die Anzeige zu erstatten.

Sofort nach dem Einlangen der Sendung ist dieselbe von dem beziehenden Apotheker, beziehungsweise Droguen- und Materialwaaren-Grosshändler unter genauer Angabe des Tages des Einlangens, des Versenders, der Art der Verpackung, des Nettogewichtes, sowie der Form, in welcher das Saccharin zur Einfuhr gelangte, in ein für Empfang und Ausgabe getrennt zu führendes Register als Empfang einzutragen.

Das Zolldocument ist dem Register als Beleg beizuschliessen. Die Apotheker haben ferner in diesem Register die von inländischen Droguen- und Materialwaaren-Grosshändlern erworbenen Saccharinmengen mit Angabe des Tages, an welchem, der Person, von welcher, und der Form, in welcher das Saccharin bezogen wurde, sowie dessen Nettogewicht in Empfang zu stellen.

Ausserdem sind sowohl von den Apothekern, als auch den Droguen- und Materialwaaren-Grosshändlern bis zum 1. Juli 1898, das ist dem Beginne der Wirksamkeit der Ministerialverordnung vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 52 (betreffend den Saccharinverkehr im Inlande), in dieses Register die bereits vorhandenen, sowie die bis zu diesem Zeitpunkte im Inlande erworbenen Saccharinmengen in Empfang, die zur Abgabe gelangenden Mengen dagegen in Ausgabe zu stellen. Am 1. Juli 1898, als dem Tage des Beginnes der Wirksamkeit der citirten Verordnung sind die Register abzuschliessen.

Von diesem Zeitpunkte angefangen sind von den Apothekern, sowie den Droguen- und Materialwaaren-Grosshändlern die an bezugsberechtigte Kunden, Institute oder Gewerbetreibende (beziehungsweise Apotheken) zur Verabfolgung gelangenden Saccharinmengen mit Angabe des Zeitpunktes der Abgabe, des Empfängers, des Nettogewichtes und der Form,

welcher das Saccharin abgegeben wurde, im Register in 1898
bschreibung zu bringen.

Apotheker haben ferner die zur Erzeugung der Arzneien nd diätetischen Mittel oder der im Handverkaufe abzu-ebenden saccharinhältigen Präparate verwendeten Saccharin-engen monatlich summarisch mit dem Nettogewichte im egister in Ausgabe su stellen.

Die k. k. Finanz-Landesbehörden haben vom 1. Januar 899 angefangen am 1. Januar und 1. Juli jedes Jahres einen usweis über die im letzten Semester bei den k. k. Zollämtern r Apotheker und Grossdroguisten abgefertigten Saccharin-engen dem k. k. Finanzministerium vorzulegen.

Dieser Ausweis hat für die einzelnen Sendungen die ngabe des Versenders, des Empfängers, des Sporco- und ettogewichtes, ferner der Form, in welcher das Saccharin ngeführt wurde, sowie die Daten der Bezugsbewilligung zu nthalten.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Thun m. p. *Kaizl* m. p. *Baernreither* m. p.

2464.

20 avril 1898.

Ordonnance ministérielle concernant la défense d'importation de plantes vivantes et de fruits crus trouvés infectés du pou San José.

R. G. Bl. 1898, Nr. 54.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen und des Handels vom 20. April 1898, betreffend das Verbot der Einfuhr von lebenden Pflanzen und von mit der San-José-Schildlaus behaftetem frischen Obste aus Amerika.

Zur Verhütung der Einschleppung der San-José-Schild-us (Aspidiotus perniciosus) aus Amerika wird im Einver-hmen mit der königlich ungarischen Regierung bis auf eiteres angeordnet, wie folgt:

§ 1. Die Einfuhr von lebenden Pflanzen, Edelreisern, lanznesterklingen und frischen Pflanzenabfällen jeder Art, rner der Fässer, Kisten und sonstiger Gegenstände, welche r Verpackung solcher Waaren oder Abfälle gedient haben, us Amerika ist verboten.

§ 2. Desgleichen ist die Einfuhr von frischem Obste und ischen Obstabfällen, sowie der dazu gehörigen Emballage us Amerika verboten, soferne durch die an der Eingangs-

1898 stelle erfolgte Untersuchung an der Waare oder an der Emballage das Vorhandensein der San-José-Schildlaus constatirt wird.

Die Eingangsabfertigung der im vorstehenden Absatze bezeichneten Gegenstände ist auf die Hauptzollämter Bodenbach-Tetschen, Triest und Fiume beschränkt.

§ 3. Die Bestimmungen der §§ 1 und 2 gelten auch für den Durchfuhrverkehr.

§ 4. Der Ackerbauminister ist ermächtigt, von dem im § 1 enthaltenen Verbote fallweise und unter den erforderlichen Vorsichtsmaassregeln Ausnahmen zu bewilligen.

§ 5. Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Thun m. p. *Kast* m. p. *Baernreither* m. p. *Kaizl* m. p.

2465.

26 avril 1898.

Ordonnance ministérielle concernant l'amendement de quelques dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier.

R. G. Bl. 1898, Nr. 70.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. April 1898, betreffend die Abänderung, beziehungsweise Ergänzung mehrerer Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die nachstehend bezeichneten Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife ergänzt, beziehungsweise abgeändert, wie folgt:

1. Der Text des Schlagwortes „Bister" hat in Hinkunft zu lauten:

„**Bister** (Russbister, Kohlenbister, Nussbraun, Nussbeize) eine der Sepia ähnliche Wasserfarbe aus Russ oder Braunkohle nicht weiter zubereitet Nr. 325 1 fl. 50 kr.

„— (Manganbister, mineralischer Bister) ein aus Mangansalzen dargestelltes Braun Nr. 331 10 fl.

„Anmerkung. Russbister und Kohlenbister lösen sich in Wasser mit brauner Farbe, Manganbister dagegen nicht; Bister aus Russ oder Kohle verbrennen beim andauernden Glühen an der Luft mit Hinterlassung einer wenig gefärbten Asche; Manganbister bleibt beim Glühen unverändert oder färbt sich nur etwas dunkler. Ein Körnchen Manganbister mit

Soda und etwas Salpeter (auf dem Platinbleche oder in der 1898
Oese eines Platindrahtes) zusammengeschmolzen, gibt eine blaugrüne oder blauviolette Schmelze, während Bister aus Russ oder Kohle unter gleichen Umständen eine graubraune, bei längerem Schmelzen farblos werdende Masse gibt.

„Siehe auch die Anmerkung 1 bei chemische Producte und die Anmerkung bei Umbra.

„— als Malerfarbe zubereitet in Bläschen, Pasten etc. Nr. 333 . . . . . 24 fl."

2. Vor dem ersten Absatz der Anmerkung 1 beim Schlagworte „chemische Producte, Farb-, Arznei- und Parfümeriewaaren" sind nachstehende Absätze einzuschalten:

„Zu den Kohlenpulvern der Nr. 325 gehören nur jene fein gepulverten kohlenhältigen Schwärzen, welche durch einen Glühprocess künstlich gewonnen wurden, während die natürlich vorkommenden Kohlen und kohlenhältigen Mineralien in feingepulvertem Zustande nach Nr. 103 *b* 1 zu verzollen sind. Hiernach fallen ausser den aus animalischen und vegetabilischen (z. B. aus Holzkohle) Stoffen gewonnenen Kohlenpulvern auch gepulverte Coaks unter Nr. 325, wogegen Steinkohlenpulver, Braunkohlenpulver, gepulverte schwarze Kreide zu Nr. 103 *b* 1 gehören. Die Schwärzen der Nr. 325 hinterlassen nach dem Verbrennen entweder fast gar keine Asche (z. B. Russ) oder es bleibt eine grössere Menge von Asche zurück, welche sich jedoch in verdünnter Salzsäure fast vollständig auflöst. Beim Glühen in einem an einem Ende zugeschmolzenen Glasröhrchen bleiben diese Schwärzen unverändert.

Die gepulverten Kohlen der Nr. 103 *b* 1 entzünden sich zwar gleichfalls bei ihrer Erhitzung, ja manchmal brennen sie nach ihrer Entfernung vom Feuer noch einige Zeit glimmend weiter, aber ihr Kohlengehalt verbrennt vollständig nur nach langer und starker Erhitzung, und dann lassen sie immer viel, ihrem früheren Volumen nahezu gleichkommende, in verdünnter Salzsäure zum grössten Theile unlösliche, erdige Asche zurück; sie geben beim Erhitzen im einseitig zugeschmolzenen Glasröhrchen einen dunkel gefärbten Theer, welcher sich an den kälteren Theilen des Röhrchens absetzt. — Bei den kohlenhältigen Mineralien treten diese Erscheinungen nach Maassgabe ihres Gehaltes an Kohle hervor.

Siehe auch Bister, Farben, Farberden, Knochenschwarz, Lackschwarz, Rückstände und Umbra."

3. Nach Alinea 1 beim Schlagworte „Rückstände" ist folgende Anmerkung einzuschalten:

„Die Rückstände von der Blutlaugensalzfabrication, gewöhnlich von grauschwarzer, nur ausnahmsweise tiefschwarzer Farbe, hinterlassen beim Verbrennen eine dem ursprünglichen

1898 Volumen nahezu gleichkommende Menge von Asche, die zum grössten Theile in verdünnter Salzsäure unlöslich ist. Dieselben enthalten immer in kleinen Mengen feine Partikelchen von metallischem Eisen, die sich durch den Magnet ausziehen lassen.

Siehe auch Anmerkung 1 bei chemische Producte.

Die zweite Alinea beim Schlagworte „Rückstände" hat zu lauten:

— als Entfärbungsmittel geeignet oder fein gepulvert, wie Spodium, siehe dieses".

4. Die Anmerkung beim Schlagworte „Umbra" ist zu streichen und durch folgende Anmerkung zu ersetzen:

„Umbra hat Aehnlichkeit mit anderen braunen Farbstoffen, insbesondere mit Bister (Russbister, Kohlenbister und Manganbister); Bister aus Russ oder Kohle ist im Wasser mit brauner Farbe löslich, was bei Umbra nicht der Fall ist. Umbra verbrennt, sowie Bister aus Russ oder Kohle, beim Glühen an der Luft unter Hinterlassung einer wenig gefärbten Asche, während Manganbister beim Glühen unverändert bleibt.

Siehe auch die Anmerkung bei Bister und Anmerkung 1 bei chemische Producte".

5. Bei den Schlagworten „Coaks" und „Rebenschwarz" ist aufzunehmen die Verweisung:

„Siehe auch Anmerkung 1 bei chemische Producte."

6. Nach der letzten Alinea bei den Schlagworten „Elfenbein" und „Rahm" ist anmerkungsweise einzufügen:

„Siehe auch Anmerkung 1 bei chemische Producte."

7. Die Verweisung nach dem ersten Absatze der Anmerkung 1 beim Schlagworte „Farberden" ist zu ergänzen durch die Worte:

„dann die Anmerkung 1 bei chemische Producte."

Als Anmerkung 2 ist aufzunehmen:

„2. Farberden, wie auch Kreide, weisse und schwarze, und Rothstein (Röthel oder rothe Kreide), nach der Schlemmung in Stäbchen oder Stifte geformt, gehören zu Nr. 333.

Siehe auch die Anmerkung im Schlagworte „Kreide" und „Bolus"."

8. Die Bestimmungen bei den Schlagworten „Flammruss", „Kienruss" und „Lampenruss" sind zu streichen und dafür zu setzen:

„Siehe Russ und Russbutten."

9. Alinea 2 beim Schlagworte „Hirschhorn" hat zu lauten:

„— gebranntes (Hirschhornschwarz, nicht zubereitete Schwärze) Nr. 325 . . . . . 1 fl. 50 kr.

Siehe auch Anmerkung 1 bei chemische Producte."

10. Das Schlagwort „Kesselbraun" hat zu lauten:

„**Kesselbraun** (eine Art Umbra) siehe Umbra."

11. Die Bestimmungen beim Schlagworte „Knochen- 1898
:hwarz" sind zu streichen und dafür einzusetzen:

„Knochenschwarz (Beinschwarz), fein gepulverte Knochen-
ohle, auch geformt, ohne Zusatz von Bindemitteln, nicht zu-
reitete Schwärze Nr. 325 . . . . . 1 fl. 50 kr.
Siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte und Spodium."

12. Im Schlagworte „Kölnererde" hat die zweite Alinea
ı lauten:
— eine Art Umbra, siehe diese."

13. Die Bestimmungen der letzten Alinea beim Schlag-
orte „Kohlen" sind folgenderweise abzuändern:
— gepulverte, siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte."

14. Die Bestimmungen beim Schlagworte „Kohlenpulver
nd Kohlenschwarz" sind zu streichen und dafür zu setzen:
„Siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte."

15. Nach Alinea 6 beim Schlagworte „Kreide (schwarze,
emahlen oder geschlemmt)" ist einzuschalten die Verweisung:
„Siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte." Die Schluss-
ımerkung bei diesem Schlagworte ist zu streichen.

16. Die Bestimmungen der Alinea 1 beim Schlagworte
Lackschwarz" sind zu ergänzen durch den Zusatz:
ıicht zubereitete Schwärze"
ıd durch die Aufnahme der Verweisung:
„Siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte."

17. Nach den Bestimmungen beim Schlagworte „Russ und
ıssbutten" ist die Verweisung aufzunehmen:
„Siehe Lackschwarz, Lampenruss und Anmerkung 1 bei
emische Producte."

18. In Alinea 2 beim Schlagworte „Spodium" sind die
orte „wie Kohlenpulver" zu streichen und dafür zu setzen:
ıicht zubereitete Schwärze."
Anmerkungsweise ist nach dieser Alinea aufzunehmen:
„Siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte."
Rücksichtlich des Bezuges von Knochenkohle zur Kunst-
ıngerfabrication siehe „Verordnung vom 4. Januar 1897,
. G. Bl. Nr. 6, V. Bl. Nr. 1".

19. Beim Schlagworte „Sprengkohle" sind die Worte
siehe Kohlenpulver" zu streichen, dafür einzusetzen:
Nr. 325 . . . . . 1 fl. 50 kr."
nd die Verweisung:
„Siehe Anmerkung 1 bei chemische Producte."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Bacrnreither m. p. *Kaizl* m. p.

1898

2466.

26 avril 1898.

Ordonnance ministérielle concernant le complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „magnésia".

R. G. Bl. 1898, Nr. 71.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. April 1898, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Magnesia".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerkung zum Schlagworte „Magnesia" (siehe Verordnung vom 5. März 1896, R. G. Bl. Nr. 40) in nachstehender Weise ergänzt:

Am Schlusse der Anmerkung ist als neuer Absatz einzuschalten:

„Sintermagnesit, d. i. gebrannter Magnesitspat ist hingegen nach Nr. 103 *b* 2 abzufertigen. — Derselbe unterscheidet sich durch seine dunkelbraune Farbe von dem zu Nr. 320 gehörigen Magnesit."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Baernreither m. p. *Kaizl* m. p.

2467.

29 avril 1898.

Publication ministérielle concernant le changement de dispositions de l'ordonnance du 11 décembre 1892 sur l'usage des lettres de voiture pour chemins de fer avec timbre apposé.

R. G. Bl. 1898, Nr. 72.

Kundmachung des Finanzministeriums im Einvernehmen mit dem Eisenbahnministerium vom 29. April 1898, betreffend die Abänderung der Verordnung vom 11. December 1892, R. G. Bl. Nr. 213, über die Verwendung von Eisenbahnfrachtbriefen mit aufgedrucktem Stempelzeichen.

Mit Rücksicht darauf, dass mit Verordnung des Eisenbahnministeriums vom 15. April 1898, R. G. Bl. Nr. 48, v

. Mai 1898 an für den internen Güterverkehr ein neues 1898
'rachtbrief-Formular eingeführt wurde, wird die Verordnung
om 11. December 1892, R. G. Bl. Nr. 213, hinsichtlich der
'erwendung dieser neuen internen Frachtbriefe in folgender
Veise abgeändert:

1. Im letzten Absatze des § 2 sind die Grössenverhältisse des für die internen Frachtbriefe zu verwendenden 'apieres von „38 *cm* Breite" und „30 *cm* Höhe" auf „39 *cm* 'reite" und 33 *cm* Höhe" richtigzustellen.

2. Im § 10 hat Z. 1 zu lauten:

„1. Für die internen Frachtbriefe:

$^1/_2$ Kreuzer per Stück; bei Bezug von wenigstens 20.000 Stück 'ird ein Preisnachlass von 40 Kreuzer für je 1000 Stück 'ewährt."

Für den Aufbruch der mit der Ministerialverordnung 'om 10. December 1892, R. G. Bl. Nr. 207, eingeführten ineren Frachtbrief-Formulare wird ein Zeitraum von einem Jahre, d. i. bis Ende April 1899 festgesetzt.

Wittek m. p. *Kaizl* m. p.

Anmerkung. Zugleich tritt der der Verordnung vom 20. August 1894, 3. G. Bl. Nr. 188, angeschlossene Preistarif *B* der gestempelten Eisenbahn-'rachtbriefe für den internen Verkehr hinsichtlich der laut Verordnung des 'isenbahnministeriums vom 15. April 1898, R. G. Bl. Nr. 48, ab 1. Mai 1898 ur Einführung gelangenden neuen Eisenbahn-Frachtbriefe ausser Kraft und at an seiner Stelle die folgende Anlage zu gelten.

Bezüglich der alten internen Frachtbriefe, sowie bezüglich der interationalen Frachtbriefe bleibt der bisherige Tarif aufrecht, bezüglich der 'steren so lange der Vorrath reicht.

'reistarif B. der gestempelten Eisenbahnfrachtbriefe für deren internen Verkehr.

Post-Nr.	Stück	Gattung	Preis fl.	Preis kr.	Anmerkung
I	1	Frachtbrief für Fracht- oder Eilgut ohne Firma	—	$^1/_2$	
II	1000	*a)* Frachtbriefe für Fracht- oder Eilgut mit Firma und Adresse des Absenders, einfachem Collizeichen	6	—	Einfache Collizeichen, z. B. AE. BD. STE. etc.
		b) dto. mit Zusätzen laut angeschlossenen Verzeichnisses .	6	50	

1898

Post-Nr.	Stück	Gattung	Preis fl.	Preis kr.	Anmerkung
III	1000	*a)* Frachtbrief für Fracht- oder Eilgut mit Firma, Adresse, beliebigem Collizeichen	6	50	Beliebige Collizeichen, z. B. ⚓ ⚒ ☆
		b) dto. mit Zusätzen wie Punkt II *b)*	7	—	
IV		Für Adressen oder sonstige (einfache) zulässige Zusätze auf der Rückseite der Frachtbriefe werden per 1000 Stück 50 kr. mehr als bei den Posten II *b* und III *b* angegeben, berechnet. Für complicirte Titel oder Tabellen wird ausserdem noch eine Satzvergütung von 1 fl. in Aufrechnung gebracht.			
V		Bei Bestellungen unter 1000 Stück Frachtbriefen Einer Sorte mit Firma wird für den Beidruck derselben 1 fl. mehr berechnet; es würden also beispielsweise 500 Frachtbriefe Nr. II *a)* 4 fl., bezw. II *b)* 4 fl. 25 kr. 500 Frachtbriefe Nr. III *a)* 4 fl. 25 kr. bezw. III *b)* 4 fl. 50 kr. kosten. Bestellungen auf weniger als 500 Stück Einer Sorte mit Firma werden nicht angenommen			
		Die Stempelgebühr von 1 kr., resp. 5 kr. pro Frachtbrief ist separat zu entrichten.			

Bei Bestellungen von mindestens 20.000 Stück Frachtbriefe für Fracht- oder Eilgut ohne Firma wird ein Preisnachlass von 40 kr. für je 1000 Stück gewährt.

Obige Preise verstehen sich für Frachtbriefe mit ein- oder zweisprachigem Texte.

Den Bestellungen von Frachtbriefen mit Firma, welche durch Vermittlung der Verschleissstellen oder direct an die Direction der k. k. Hof- und Staatsdruckerei in Wien franco zu senden sind, ist ein Musterfrachtbrief mit Angabe der gewünschten Zusätze und der für die verlangte Anzahl entfallende Geldbetrag beizulegen.

Frachtbriefe ohne Firmadruck werden von der k. k. Hof- und Staatsdruckerei nicht geliefert und sind beim nächstgelegenen Stempelmagazine, Steuer- oder Postamte zu beziehen.

1898

2468.

4 mai 1898.

Premier supplément à l'ordonnance pour la mise à exécution du IIIième chapitre de la loi du 25 octobre 1896 sur les impôts directs personnels.

R. G. Bl. 1898, Nr. 80.

Erster Nachtrag zu der Vollzugsvorschrift zum III. Hauptstücke des Gesetzes vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, betreffend die directen Personalsteuern.

(Kundgemacht mit Erlass des Finanzministers vom 4. Mai 1898 [betreffend die Rentensteuer von gewissen, aus dem Auslande fliessenden Bezügen, insbesondere von Zinsen und Dividenden ausländischer Werthpapiere].)

In Artikel 1 ist der Beginn des ersten Absatzes anstatt wie bisher mit „1.", mit „I, 1." zu bezeichnen.

Am Schlusse des bisherigen Artikels 1 ist Folgendes beizufügen:

II, 1. Die grundlegende Bestimmung des § 124, dass nur jene Bezüge rentensteuerpflichtig sind, welche nicht schon durch die Grund-, Gebäude-, Erwerb- oder Besoldungssteuer unmittelbar getroffen sind, gilt auch für die im § 127 erwähnten, aus dem Auslande fliessenden Bezüge.

Hierbei ist die Belastung mit einer ausländischen Ertragsteuer dann als Grund für die Ausschliessung der hierländigen Rentensteuerpflicht anzusehen, wenn diese ausländische Ertragsteuer ihrem Wesen nach der hierländigen Grund-, Gebäude-, Erwerb- und Besoldungssteuer gleich zu achten ist.

2. Demnach werden ausländische Realitätenerträge in aller Regel als rentensteuerfrei zu behandeln und weitere Erhebungen nach der vorangedeuteten Richtung nur in Ausnahmsfällen erforderlich sein.

3. Zinsen von Privatforderungen hingegen werden regelmässig als rentensteuerpflichtig anzusehen sein, es sei denn, dass eine directe Besteuerung dieser Zinsen durch eine specielle Ertragsteuer auf Capitalvermögen individuell nachgewiesen ist (vergleiche unten Artikel 6).

4. Bezüglich der ausländischen Werthpapiere wird auf die Ergänzung zu Artikel 6, II, verwiesen.

Artikel 6, II, Z. 2, in der bisherigen Fassung hat zu entfallen und hat zu lauten, wie folgt:

2. Zur Beurtheilung der thatsächlichen Besteuerung im Auslande ist Folgendes zu beachten:

1898 *a)* Insoferne von dem Steuerpflichtigen behauptet wird, dass er durch eine ihn betreffende individuelle Vorschreibung einer auswärtigen Rentensteuer u. dgl. hinsichtlich der aus dem Auslande fliessenden, an sich hierlands rentensteuerpflichtigen Bezüge getroffen sei, muss es natürlich ihm überlassen bleiben, den Beweis der erfolgten Besteuerung eben dieser Bezüge (zum Beispiel durch den ausländischen Zahlungsauftrag, die Steuerquittung u. dgl.) zu erbringen.

Ganz allgemein ist durch § 127 ausgeschlossen, dass die Einbeziehung ausländischer Bezüge in eine dort bestehende Personaleinkommensteuer ein Grund für die Befreiung von der hierortigen Rentensteuer sei.

Dagegen wird die Unterwerfung aus dem Auslande fliessender Bezüge unter eine dortige Rentensteuer, Capitalzins-, Capitalrentensteuer bis auf weiteres als eine „abgesehen von der Personaleinkommensteuer der Empfänger bestehende specielle directe Besteuerung" angesehen werden können. Das Gleiche gilt hinsichtlich der Imposta sui redditi di ricchezza mobile in Italien.

Hinsichtlich der in mehreren Ländern, insbesondere in Preussen bestehenden Vermögenssteuern wird eine Weisung nachfolgen und sind bis auf weiteres aus dem Auslande fliessende, einer solchen Vermögenssteuer unterworfene Bezüge vorläufig unter Vorbehalt allfälliger späterer Einbeziehung ausser Anschlag zu lassen.

b) Es kann aber auch die Frage der Befreiung von der hierländigen Rentensteuer — abgesehen von einer an den Steuerpflichtigen individuell ergangenen auswärtigen Steuervorschreibung — aus dem Grunde aufgeworfen werden, weil die betreffenden Bezüge im Auslande auf andere Weise, etwa durch Abzug bei der Auszahlung oder durch eine Besteuerung der Actiengesellschaft selbst, von einer speciellen directen Besteuerung getroffen sind. Derartige Fragen sind insbesondere bei ausländischen Werthpapieren von unmittelbarer praktischer Bedeutung.

Das Finanzministerium wird die Steuerbehörden von Zeit zu Zeit in Kenntnis setzen, bei welchen ausländischen Werthpapieren derartige, die hierländige Rentensteuerpflicht der Erträgnisse ausschliessende Verhältnisse erwiesen vorliegen und welche Bestätigungen von den Steuerpflichtigen diesfalls beizubringen sind.

In Fällen, deren Entscheidung sich aus diesen Bekanntmachungen des Finanzministeriums nicht ergibt, obliegt dem Steuerpflichtigen der vollständige Beweis der zur Begründung der behaupteten Befreiung angeführten Umstände. Nur hinsichtlich der rechtlichen Natur der in

Frage kommenden auswärtigen Steuer wird dem Steuer- 1898
pflichtigen in der Regel keine Beweislast aufzuerlegen, vielmehr wird bei vorkommenden Zweifeln diesfalls die Entscheidung des Finanzministeriums einzuholen sein.

Das Gleiche hat zu geschehen, wenn ein Steuerpflichtiger behauptet, dass die in den Bekanntmachungen des Finanzministeriums enthaltene Weisung, sei es wegen einer im auswärtigen Staate mittlerweile eingetretenen Gesetzesänderung, oder mit Rücksicht auf eine in Uebung stehende Reciprocität oder aus anderen Gründen, dem § 127, beziehungsweise § 285 des Gesetzes vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, nicht entspreche.

3. Die Zinsen und Dividenden von ausländischen Unternehmungen sind übrigens von der Rentensteuer befreit, wenn diese ausländischen Unternehmungen — wenngleich nur theilweise — der Erwerbsteuer nach dem II. Hauptstücke unterliegen.

Specielle Weisungen im Sinne des § 285 bleiben vorbehalten.

In Absatz III, Z. 1 des Artikels 6, ist in der ersten Zeile nach dem Worte „oben" einzuschalten „(I, Z. 3)".

Kaizl m. p.

2469.

16 mai 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant le changement du bureau douanier secondaire de première classe à Braunau s/l'I. en un bureau principal de deuxième classe.

R. G. Bl. 1898, Nr. 83.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. Mai 1898, betreffend Umwandlung des Nebenzollamtes I. Classe in Braunau am Inn in ein Hauptzollamt II. Classe.

Das mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes II. Classe ausgestattete k. k. Nebenzollamt in Braunau am Inn wird in ein Hauptzollamt II. Classe umgewandelt.

Kaizl m. p.

1898

2470.

16 mai 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'une succursale à Zabrzeg du bureau principal de douane d'Oswięcim.

R. G. Bl. 1898, Nr. 84.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. Mai 1898, betreffend die Errichtung einer Expositur des Hauptzollamtes Oswięcim in Zabrzeg.

In Zabrzeg ist eine mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattete Expositur des Hauptzollamtes II. Classe in Oswięcim errichtet worden.

Dieselbe hat ihre Thätigkeit bereits begonnen.

Kaizl m. p.

2471.

16 mai 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant le bureau principal de douane de Klagenfurt.

R. G. Bl. 1898, Nr. 87.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. Mai 1898, betreffend die Erhebung des Hauptzollamtes Klagenfurt zum Hauptzollamte I. Classe.

Das Hauptzollamt II. Classe in Klagenfurt wird mit dem 1. Juni 1898 in ein Hauptzollamt I. Classe umgewandelt.

Kaizl m. p.

2472.

27 mai 1898.

Ordonnance ministérielle concernant la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises ou objets provenant de l'ile Formose, puis des ports Amoy, Swaton, Hongkong, Canton et Macao ainsi que des côtes asiatiques des Indes britaniques à l'ouest jusquà l'entrée des eaux du canal de Suez dans le Golf de Suez.

R. G. Bl. 1898, Nr. 90.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 27. Mai 1898, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren oder Gegenstände von der Insel Formosa, dann aus den Häfen von Amoy, Swaton, Hongkong, Kanton und Macao, sowie des Küstengebietes in Asien von Britisch-Indien westwärts bis zur Mündung des Suezcanales in den Golf von Suez. 1898

Aus Anlass des Herrschens der Pest in Asien wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die Ein- und Durchfuhr nachbezeichneter Waaren oder Gegenstände von der Insel Formosa, dann aus den Häfen von Amoy, Swaton, Hongkong, Kanton und Macao, sowie des Küstengebietes von Britisch-Indien westwärts bis zur Einmündung des Suezcanales in den Golf von Suez verboten:

1. Gebrauchte Leibwäsche, abgenützte und getragene Bekleidungsstücke (Effecten zum persönlichen Gebrauche), benütztes Bettzeug.

Sofern diese Gegenstände als Reisegepäck oder infolge eines Domicilwechsels als Uebersiedlungseffecten befördert werden, unterliegen sie den besonderen Bestimmungen über sanitäts-polizeiliche Revision und Behandlung beim Grenzübertritte.

2. Hadern und Lumpen, mit Inbegriff der unter hydraulischem Drucke zusammengepressten Hadern, welche als Handelsartikel in Ballen befördert werden.

3. Gebrauchte Säcke, Teppiche und Stickereien in benütztem Zustande.

4. Grüne, ungekalkte, nicht präparirte rohe Häute und Felle.

5. Frische (rohe) thierische Rohprodukte, wie: Knochen, Hufe, Klauen, Blasen, Därme, soferne sich die genannten Artikel als thierische Abfälle darstellen, weiters Haare und Borsten.

6. Menschenhaare.

Die Durchfuhr der aufgezählten Waaren oder Gegenstände ist, falls die Bewilligung zur Einfuhr in das benachbarte ausländische Durchzugs-, beziehungsweise Einfuhrsgebiet nachgewiesen ist, nur zulässig, wenn sie unter Raumverschluss derartig verpackt sind, dass jede Manipulation mit denselben unterwegs unmöglich ist.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zoll-, beziehungsweise Seesanitätsämtern bekannt wird, in Kraft.

Zugleich werden die Verordnungen vom 24. Januar 1897, R. G. Bl. Nr. 29, vom 18. Februar 1897, R. G. Bl. Nr. 54, und

1898 vom 31. Juli 1897, R. G. Bl. Nr. 180, ausser Wirksamkeit gesetzt.

Thun m. p. *Kaizl* m. p. *Baernreither* m. p.

2473.

30 mai 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'augmentation des attributions du bureau douanier secondaire à Cormons.

R. G. Bl. 1898, Nr. 98.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 30. Mai 1898, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k. k. Nebenzollamtes in Cormons.

Dem k. k. Nebenzollamte in Cormons wird die Befugnis ertheilt, die nachstehend verzeichneten Waaren der Tarifclasse XLV:

Weinstein, roh	der	T.	Nr.	318	sämmtlich bis zu 500 *kg* bei einem einzelnen Transporte
Glaubersalz	„	„	„	319 *b*	
Salzsäure und Salpetersäure	„	„	„	320	
Schwefelsäure	„	„	„	320 *bis*	
Soda, roh, krystallisirt oder calcinirt	„	„	„	321 *a* und *b*	
Anilinöl und Chlorkalk . .	„	„	„	322	
Chromsaures Kali	„	„	„	324 *bis*	

und Kupfervitriol der T. Nr. 322 ohne Beschränkung im Eingange zollämtlich abzufertigen.

Gleichzeitig wird dasselbe Zollamt zur zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Zolltarifgesetzes vom 25. Mai 1882 ermächtigt.

Kaizl m. p.

2474.

4 juin 1898.

Publication ministérielle concernant l'augmentation des attributions de la succursale douanière à Schluderbach.

R. G. Bl. 1898, Nr. 105.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 4. Juni 1898, betreffend die Befugniserweiterung der Zollexpositur in Schluderbach. 1898

Die Zollexpositur in Schluderbach wird mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet und hat ihre Wirksamkeit in dieser Eigenschaft sogleich zu beginnen.

Baernreither m. p. *Kaizl* m. p.

2475.

16 juin 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du bureau douanier secondaire à Bajaschestie de traiter en franchise de droits les emballages renvoyés.

R. G. Bl. 1898, Nr. 107.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. Juni 1898, betreffend die Ermächtigung des k. k. Nebenzollamtes in Bajaschestie zur zollfreien Abfertigung von retourgehenden Emballagen.

Im Einvernehmen mit dem k. k. Handelsministerium wird das k. k. Nebenzollamt I. Classe in Bajaschestie ermächtigt, aus dem Auslande rücklangende, von inländischen Exportsendungen herrührende Emballagen im Sinne der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife, Anmerkung zum Schlagworte „Umschliessungen und Behältnisse" zollfrei abzufertigen.

Kaizl m. p. *Baernreither* m. p.

2476.

18 juin 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances élevant le bureau douanier secondaire à Nadbrzezie à un bureau sanitaire de première classe et y établissant une succursale de ce bureau dans la station du chemin de fer.

R. G. Bl. 1898, Nr. 108.

Kundmachung des Finanzminsteriums vom 18. Juni 1898, betreffend die Erhebung des Nebenzollamtes in Nadbrzezie zu

1898 *einem Nebenzollamte I. Classe und Activirung einer Expositur dieses Zollamtes auf dem Eisenbahnumschlagplatze.*

Das Nebenzollamt II. Classe in Nadbrzezie wurde zu einem Nebenzollamte I. Classe erhoben und zur Vornahme des abgekürzten Ansageverfahrens ermächtigt.

Gleichzeitig ist eine Expositur dieses Zollamtes auf dem Eisenbahnumschlageplatze errichtet worden, welche ihre Thätigkeit bereits begonnen hat.

Kaizl m. p.

2477.

20 juin 1898.

Ordonnance ministérielle concernant la rectification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „semences oléagineuses.

R. G. Bl. 1898, Nr. 111.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 20. Juni 1898, betreffend die Richtigstellung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife über die Zollbehandlung von „Oelsaat".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagwort „Oelsaat" wie folgt abgeändert:

In dem zweiten Alinea sind die Worte „Hederichsaat, Rettigsaat" zu streichen.

Bei dem Schlagworte: „Dotter" und „Madsamen" ist in der Rubrik: „Zollsatz" statt „1 fl." zu setzen „frei".

Kaizl m. p. *Baernreither* m. p.

2478.

20 juin 1898.

Convention conclue à Paris entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Belgique, le Danemarc, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal et la Russie en vue de régler les mesures à prendre pour la prophylaxie du pélerinage de la Mecque et la surveillance sanitaire

ıblir au Golfe Persique. Ratifiée par S. M. I. & R. A. 1898
'allsee, le 27 novembre 1897, les ratifications déposées à Paris, le 20 juin 1898.

R. G. Bl. 1898, Nr. 188.

nationales Uebereinkommen vom 3. April 1894, abgeschlossen hen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark, ien, Frankreich, Grossbritannien, Griechenland, Italien, den erlanden, Persien, Portugal und Russland, betreffend sani- Maassnahmen bei den Pilgerfahrten nach Mekka und sanitäre Vorkehrungen im Persischen Golfe.

schlossen zu Paris am 3. April 1894, von Seiner k. und k. Apostolischen ität ratificirt zu Wallsee am 27. November 1897, worüber die gegen- Auswechslung der Ratificationen am 20. Juni 1898 zu Paris stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

olicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, ae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Craco- Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, oris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, e praesentium facimus:

Quum ad res publicam sanitatem tempore morborum perlium concernentes regulandas cum pluribus regiminibus entio die tertia mensis Aprilis, anno millesimo octingen- o nonagesimo quarto et declaratio addititia die trigesima is Octobris anno millesimo octingentesimo nonagesimo mo Lutetiae Parisiorum tenoris sequentis initae et sig- fuissent:

ext.)

Convention.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., oi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté l'Empereur d'Alle- e, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Ma- le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; ajesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majesté la Régente du Royaume; le Président de la République çaise; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande- gne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le les Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine Ré- du Royaume; Sa Majesté le Schah de Perse; Sa Ma-

1898 jesté le Roi de Portugal et des Algarves, et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies,

Ayant décidé de se concerter en vue de régler les mesures à prendre pour la prophylaxie du pèlerinage de Mecque et la surveillance sanitaire à établir au golfe Persique, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

M. le Comte Charles de Kuefstein, Son Chambellan et Conseiller intime, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Seigneurs d'Autriche, Chevalier de 2e classe de l'Ordre de la Couronne de fer;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

M. de Schoen, Son Conseiller de la Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris;

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. le Baron Eugène Beyens, Conseiller de la Légation de Belgique à Paris, Chevalier de l'Ordre de Léopold;

M. le Docteur Alfred Devaux, Inspecteur général du Service de santé civile et de l'hygiène au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, Officier de l'Ordre de Léopold;

M. le Docteur E. van Ermengem, Professeur d'hygiène et de bactériologie à l'Université de Gand, Chevalier de l'Ordre de Léopold;

Sa Majesté le Roi de Danemark,

M. le Comte Gebhard Léon de Moltke-Hvitfeldt, Son Chambellan et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'Honneur du même Ordre;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume,

M. Fernand Jordan de Urries, Marquis de Novallas, Son Chambellan, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris, Commandeur de l'Ordre de Charles III;

M. Amalio Jimeno y Cabañas, Sénateur du Royaume, Professeur à la Faculté de médecine de Madrid, Commandeur avec plaque de l'Ordre d'Isabelle la Catholique;

Le Président de la République Française,

M. Camille Barrère, Ministre Plénipotentiaire de 1re classe, Chargé d'Affaires de la République Française à Munich, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

M. Gabriel Hanotaux, Ministre Plénipotentiaire de 1re classe, Directeur des Consulats et des Affaires commerciales, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

M. le Professeur Brouardel, Président du Comité consultatif d'hygiène publique de France, Doyen de la Faculté de médecine de Paris, Membre de l'Académie des sciences, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur; 1898

M. Henri Monod, Conseiller d'Etat, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie de médecine, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

M. le Professeur Proust, Inspecteur général des Services sanitaires, Professeur à la Faculté de médecine de Paris, Membre de l'Académie de médecine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes,

M. Phipps, Ministre Plénipotentiaire;

M. le Docteur Thorne Thorne, Chef du Département sanitaire au „Local Gouvernment Board", Compagnon de l'Ordre du Bain;

M. le Chirurgien général J. M. Cuningham, ancien Chef du Département médical au Gouvernement de l'Inde, Compagnon de l'Ordre de l'Étoile des Indes;

Sa Majesté le Roi des Hellènes,

M. Criésis, Chargé d'Affaires de Grèce à Paris;

M. le Docteur Vafiadès, Délégué grec au Conseil sanitaire de Constantinople;

Sa Majesté le Roi d'Italie.

M. le Marquis Malaspina di Carbonara, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris, Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume,

M. le Chevalier de Stuers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française, Commandeur de l'Ordre du Lion néerlandais;

M. le Docteur V.-P. Ruysch, Conseiller sanitaire au Ministère de l'Intérieur des Pays-Bas, Chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais;

M. J. A. Kruyt, Consul général des Pays-Bas à Pénang, Chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais;

Sa Majesté le Schah de Perse,

M. le Docteur Mirza Zeynel Abidine-Kahn Moïn-ol Atebba, Médecin spécial de S. A. I. le Prince héritier;

M. le Docteur Mirza Khalil-Kahn, Médecin du Ministère des Affaires étrangères de Perse;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

1898 M. Gabriel-José de Zogheb, Consul général, Agent diplomatique du Portugal en Égypte,

et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies,

M. Michel de Giers, Conseiller d'État, Chambellan de Sa Cour, Conseiller du Ministère des Affaires étrangères de Russie,

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

I. *En ce qui concerne la police sanitaire dans les ports de départ de l'Extrême-Orient (Indes britanniques, Possessions néerlandaises, etc., etc.):*

Sont adoptées les mesures indiquées et précisées dans l'Annexe I de la présente Convention.

II. *En ce qui touche la surveillance sanitaire des pèlerins dans la mer Rouge:*

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe II.

III. *En ce qui concerne la protection du golfe Persique:*

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe III.

IV. *En ce qui touche l'application des mesures contenues dans les précédentes annexes:*

Sont adoptées les mesures prescrites dans l'Annexe IV.

V. Les Annexes ci-dessus indiquées ont la même valeur que si elles étaient incorporées dans la présente Convention.

VI. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

VII. La présente Convention aura une durée de cinq ans, à compter de l'échange des ratifications. Elle sera renouvelée de cinq en cinq années par tacite réconduction, à moins que l'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié six mois avant l'expiration de ladite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets.

Dans le cas où l'une des Puissances dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

La présente Convention sera ratifiée; les ratifications en seront déposées à Paris le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en treize exemplaires, le trois avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) Signé: *Kuefstein.*
(L. S.) „ *Schoen.*
(L. S.) „ *Bon Eug. Beyens.*

1898

(L. S.) Signé: *Alf. Devaux.*
(L. S.) „ *Dr. van Ermengem.*
L. S.) Signé: *Moltke-Hvitfeldt.*
L. S.) „ Marquis *de Novallas.*
(L. S.) Signé: *Dr. Amalio Jimeno.*
L. S.) Signé: *Camille Barrère.*
(L. S.) Signé: *Gabriel Hanotaux.*
(L. S.) „ *A. Brouardel.*
(L. S.) „ *H. Monod.*
(L. S.) „ *A. Proust.*
L. S.) Signé: *Constantine Phipps.*
(L. S.) Signé: *R. Thorne Thorne.*
(L. S.) „ *J. M. Cuningham.*
L. S.) Signé: *Criésis.*
(L. S.) Signé: *Dr. Vafiadès.*
L. S.) Signé: *Malaspina.*
L. S.) „ *A. de Stuers.*
(L. S.) Signé: *Dr. Ruysch.*
(L. S.) „ *J. A. Kruyt.*
L. S.) Signé: *Moïn-ol Atebba.*
(L. S.) Signé: *Khalil Kahn.*
L. S.) Signé: *Cte. Gabriel de Zogheb.*
L. S.) „ *Michel de Giers.*

Annexe *I.*

. Police sanitaire dans les ports de départ des navires à pèlerins venant de l'Océan Indien et de l'Océanie.

1. Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin, délégué de l'autorité publique, de outes personnes prenant passage à bord d'un navire à pèlerins.

2. Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre sous surveillance du médecin, délégué de l'autorité publique, de out objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'arcle 5 du premier règlement inséré dans l'Annexe IV de la onvention sanitaire de Venise.

3. Interdiction d'embarquement de toute personne atteinte e choléra, d'affection cholériforme et de toute diarrhée suspecte.

4. Lorsqu'il existe des cas de choléra dans le port, l'emarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après ue les personnes réunies en groupes auront été soumises endant cinq jours à une observation permettant de s'assurer u'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

1898 Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales*).

5. Les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pélerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux Saints.

B. Mesures à prendre à bord des navires à pèlerins.

Règlement.

Titre I. Dispositions générales.

Article 1. Ce règlement est applicable aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins musulmans.

Article 2. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Article 3. Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le *Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz,* qui sera publié par le Conseil de Santé de Constantinople conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Article 4. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Les navires à pèlerins faisant le cabotage, destinés aux transport de courte durée, dits „voyages au cabotage", sont soumis aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial mentionné à l'article 3.

Titre II. Mesures à prendre avant le départ.

Article 5. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente**) du port de départ son in-

---

*) La Conférence a décidé par voie d'interprétation, d'une part, que l'observation de cinq jours pourrait être pratiquée à bord des navires entre l'inspection médicale effectuée au départ des Indes britanniques et la seconde visite passée à Aden, et, d'autre part, que dans les Indes néerlandaises cette observation pourrait avoir lieu à bord des navires en partance.

**) L'autorité compétente est actuellement: dans les Indes anglaises, un *officer* désigné à cet effet par le gouvernement local (*Native passenger ships Act,* 1887, art. 7); — dans les Indes néerlandaises, le maître du port; — en Turquie, l'autorité sanitaire; — en Autriche-Hongrie, l'autorité sanitaire; — en Italie, le capitaine de port; — en France, en Tunisie et en Espagne (îles Philippines), l'autorité sanitaire.

ntion d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant 1898
départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour
départ et la destination du navire.

Article 6. A la suite de cette déclaration, l'autorité com-
étente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'*inspection* et
u *mesurage* du navire. L'autorité consulaire dont relève le
avire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est
éjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité
ompétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le
ocument ne répond plus à l'état actuel du navire.

Article 7. L'autorité compétente ne permet le départ d'un
avire à pèlerins qu'après s'être assurée:

a) Que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté;

b) Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santè ou à la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer;

c) Qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pélerins et pour toute la durée déclarée du voyage;

d) Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination; qu'elle existe en quantité suffisante; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes;

e) Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de cinq litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage;

f) Que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité;

g) Que l'équipage comprend un médecin et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux articles 11 et 23;

h) Que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants;

i) Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le titre III pourront être exécutées.

1898 Article 8. Le capitaine est tenu de faire afficher à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant;

1° La destination du navire;

2° La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;

3° Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

Article 9. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en main:

1° Une liste, visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer;

2° Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées: équipages, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, l'état de la santé publique dans le lieu du départ.

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Article 10. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet supect*), suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

Titre III. Précautions à prendre pendant la traversée.

Article 11. Chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1.000.

Article 12. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment:

1° S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés;

2° S'assurer que les prescriptions de l'article relatives à la distribution de l'eau sont observées;

---

*) D'après la définition de l'Annexe V, I, 1°, de la Convention de Venise.

3° S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rap- 1898
peler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 21 ci-dessous;

4° S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 18 ci-dessous;

5° S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'article 19 ci-dessous;

6° Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Article 13. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres, avec une hauteur d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingts centimètres.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins deux mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Article 14. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Article 15. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

Article 16. Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Article 17. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Article 18. Le navire doit être pourvu outre les lieux d'aisance à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées,

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

1898 Aucuns lieux d'aisance ne doivent exister dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers aussi bien que celles affectées à l'équipage doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Article 19. La désinfection du navire doit être faite conformément aux prescriptions des paragraphes 5 et 6 de l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise.*)

Article 20. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins cinq litres.

Article 21. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de la meilleure.

Article 22. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs notamment sur le pont.

Article 23. Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement détermineront la nature et les quantités des médicaments. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Article 24. Une infirmerie régulièrement installée, et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée au logement des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 p. 100 des pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés par tête.

Article 25. Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

---

*) On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 p. 100 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale; on descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversé dans un port.

Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules pénétrer auprès d'elles et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées. 1898

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades, et qui ont pu être souillés. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément à l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise.

Article 26. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution de sublimé, sera jeté à la mer.*)

Article 27. La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit:

1° Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau;

2° Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées;

3° L'état sanitaire du port de relâche.

Article 28. Dans chaque port de relâche le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 9.

---

*) Convention de Venise, annexe V, titre II, 6°.

1898 Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement, en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 9 et préalablement au visa nouveau.

Article 29. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.*)

Article 30. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires qui doivent être comprises dans les prix du billet.

Titre IV. Pénalités.

Article 31. Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de 2 livres turques. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Article 32. Toute infraction à l'article 8 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Article 33. Tout capitaine qui aurait commis ou qui aurait sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 9 est passible d'une amende de 50 livres turques.

Article 34. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrment tenue suivant les articles 9, 27 et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Article 35. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de 100 pèlerins sans la présence d'un *médecin commissionné,* conformément aux prescriptions de l'article 11, est passible d'une amende de 300 livres turques.

Article 36. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'article 9 est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pè-

*) Convention de Venise, annexe V, titre II, 7°.

lerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur 1898
voyage jusqu'à destination.

Article 37. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Article 38. Toute infraction aux autres prescriptions du présent règlement est punie d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Article 39. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

Article 40. Dans les ports ottomans la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions de l'Annexe IV de la Convention.

Article 41. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans son application.

Article 42. Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité du navire et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

Annexe *II*.

Surveillance sanitaire des pèlerinages dans la mer Rouge.

Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins dans la station sanitaire (réorganisée) de Camaran.

Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz devront au préalable faire escale à la station sanitaire de Camaran et seront soumis au régime ci-après:

Les navires reconnus indemnes après visite médicale auront libre pratique, lorsque les opérations suivantes seront terminées:

Les pélerins seront débarqués; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

1898 Si aucun cas de choléra, de diarrhée ou accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis sept jours, seront traités de la façon suivante: les pèlerins seront débarqués; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures. Si aucun cas de choléra ou d'accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement débarqués.

Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes avaient été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira le régime des navires infectés.

Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes, ou bien en ayant présenté depuis sept jours, subiront le régime suivant:

Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront debarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran; lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite 1898
médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes s'étaient montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira de nouveau le régime des navires infectés.

Améliorations à apporter à la station sanitaire de Camaran.

A. Évacuation complète de l'île de Camaran par ses habitants.

B. Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran:

1° Installation de bouées et de balises en nombre suffisant:

2° Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis;

3° Un appontement différent pour embarquer séparément les pèlerins de chaque campement;

4° Des chalands en nombre suffisant avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins.

Le débarquement des pèlerins des navires infectés sera opéré par les moyens de bord.

C. Installation de la station sanitaire qui comprendra:

1° Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements;

2° Des locaux pour l'administration et pour le personnel des services sanitaires et autres;

3° Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets non portés et autres objets;

4° Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage;

5° Des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés:

a) pour l'observation des suspects; *b)* pour les cholériques; *c)* pour les malades atteints d'autres affections contagieuses; *d)* pour les maladies ordinaires;

6° Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible; les logements destinés aux pèlerins seront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que vingt-cinq personnes;

1898 7° Un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation sans contact avec une nappe d'eau souterraine, et drainé, à 0 *m* 50 au-dessous du plan des fosses.

D. Outillage sanitaire et accessoires:

1° Étuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurite, d'efficacité et de rapidité;

2° Pulvérisateurs, cuves à désinfection et moyens nécessaires pour la désinfection chimique, analogues à ceux qui ont été indiqués par la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892;

3° Machines à distiller: appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur; machines à fabriquer la glace.

Pour la distribution de l'eau potable, canalisations et réservoirs fermés, étanches et ne pouvant se vider que par des robinets ou par des pompes;

4° Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire;

5° Installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées. Épandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs, au point de vue de l'hygiène;

6° Les eaux sales seront éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux vannes qui sortent des hôpitaux seront désinfectées par le lait de chaux, suivant les indications contenues dans la Convention de Venise.

E. L'autorité sanitaire assurera dans chaque campement l'établissement de magasins de comestibles et de combustible.

Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre *E* sont applicables aux campements d'Abou-Saad, de Yasta et d'Abou-Ali.

Améliorations à apporter aux stations sanitaires d'Abou-Saad, de Yasta et d'Abou-Ali, ainsi qu'à Djeddah et à Yambo.

1° Création de deux hôpitaux pour cholériques, hommes et femmes, à Abou-Ali;

2° Création à Yasta d'un hôpital pour maladies ordinaires;

3° Installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en 1898
pierres capables de contenir 500 personnes, à raison de 25 personnes par logement;

4° Trois étuves à désinfestion placées à Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, avec buanderies et accessoires;

5° Établissement de douches-lavages à Abou-Saad et Vasta;

6° Dans chacune des îles d'Abou-Saad et Vasta des machines à distiller pouvant fournir ensemble quinze tonnes d'eau par jour;

7° Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé suivant les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans chacune des îles;

8° Installation d'étuves et autres moyens de désinfection à Djeddah et à Yambo pour les pèlerins quittant le Hedjaz.

Réorganisation de la station sanitaire de Djebel-Tor.

En ce qui concerne la réorganisation de la station de Djebel-Tor, les Hautes Parties contractantes, confirmant les recommandations et voeux formulés par la Conférence de Venise relativement à cette station, laissent au Conseil maritime sanitaire d'Alexandrie le soin de réaliser ces améliorations et estiment en outre:

1° Qu'il est nécessaire d'avoir également dans la station des machines à stériliser par la chaleur l'eau qu'on peut trouver sur place;

2° Qu'il importe que tous les vivres qui sont emportés par les pèlerins de Djeddah et de Yambo, quand il y a du choléra au Hedjaz, soient désinfectés comme objets suspects ou complètement détruits, s'ils se trouvent dans des conditions d'altération dangereuses;

3° Que des mesures doivent êtres prises pour empêcher les pèlerins d'emporter au départ de Djebel-Tor des outres qui seront remplacées par des vases en terre cuite ou des bidons métalliques;

4° Que chaque section doit y être pourvue d'un médecin;

5° Qu'un capitaine de port doit être nommé à El-Tor, pour y diriger les embarquements et les débarquements et pour faire observer les règlements par les capitaines des navires et les samboukdji.

Régime sanitaire à appliquer aux navires à pèlerins venant du Nord.

I. Voyage d'aller. Si la précence du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs et aucun accident cholérique ne s'étant produit pendant la traverseé, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

1898 Si la présence du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs ou si un accident cholérique s'est produit pendant la traversée, le navire sera soumis, à Djebel-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran.

II. Voyage de retour. Si la présence du choléra n'est pas constatée au Hedjaz et ne l'a pas été au cours du pèlerinage, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes:

Les pèlerins seront débarqués; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

Si la présence du choléra est constatée au Hedjaz ou l'a été au cours du pèlerinage, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés:

Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

Le ligne sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit subir la désinfection.

Tous les pèlerins sont soumis à une observation de sept jours pleins à partir de celui où ont été terminées les opérations de désinfection. Si un accident cholérique s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir de celui où le dernier cas a été constaté.

Mesures sanitaires à appliquer aux départs des pèlerins des ports du Hedjaz.

Les mesures à adopter pour le départ de Djeddah et Yambo des pèlerins qui vont vers le Sud sont les mêmes que celles édictées pour le départ des ports situés au delà du détroit de Bab-el-Mandeb, en ce qui concerne la visite médicale et la désinfection, soit:

1° Visite médicale obligatoire individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par des médecins délégués de l'autorité sanitaire, de toute personne prenant passage à bord d'un navire;

2° Désinfection obligatoire et rigoureuse faite à terre, 1898
sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

Pour les pèlerins qui s'embarquent sur des navires dirigés vers le Nord, la désinfection se fera à Djebel-Tor, sauf quand il y a du choléra au Hedjaz; en ce cas, les mesures ci-dessus sont appliquées aussi à ces navires à Djeddah et Yambo.

Annexe *III*.

I. Régime sanitaire applicable aux provenances maritimes dans le golfe Persique.

Est considéré comme *infecté* le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires *infectés* sont soumis au régime suivant:

1° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

2° Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours;

3° Le ligne sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Les navires *suspects* sont soumis aux mesures ci-après:

1° Visite médicale;

2° Désinfection: le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés;

1898 3° Évacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il est recommandé de soumettre l'équipage et les passagers à une observation de cinq jours à compter de la date à laquelle le navire a quitté le port de départ.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Les navires *indemnes* seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est recommandé de soumettre les passagers et l'équipage à une observation de cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au port de départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires à pèlerins ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine (voir *Annexes de la Convention sanitaire de Dresde*, titre IV).

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, savoir:

1° Isolement du navire, de l'équipage et des passagers;

2° Évacuation de l'eau de la cale, après desinfection;

3° Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les pas- 1898
ıgers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci
: soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

II. Postes sanitaires à établir.

1. A Faô ou à proximité de ce point: grand lazaret sur
rre ferme avec service sanitaire complet ayant sous sa di-
ıction les postes sanitaires du golfe Persique mentionnés
-dessous;

2° Petit lazaret dans l'un des deux îlots ottomans Séla-
yé ou Yilaniyé, situés près de Bassorah, pour surveiller les
dividus qui auraient échappé à la visite de Faô;

3. Maintien du poste sanitaire existant actuellement à
assorah;

4. Installation d'un poste sanitaire dans la baie de Koveit;

5. Poste sanitaire a Menama, chef-lieu des îles de Bahrein;

6. Poste sanitaire à Bender-Abbas;

7. Poste sanitaire à Bender-Bouchir;

8. Poste sanitaire à Mohammerah;

9. Poste sanitaire dans le port de Gwadar (Beloutchistan);

10. Poste sanitaire dans le port de Mascate (sur la côte
'Oman).

Annexe *IV*.

Surveillance et exécution.

1. La mise en pratique et la surveillance des mesures
concernant les pèlerinages arrêtées par la présente Convention
sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil
supérieur de santé de Constantinople, à un Comité pris dans
le sein du Conseil. Ce Comité est composé de trois des repré-
sentants de la Turquie dans ce Conseil, et de ceux des Puis-
sances qui ont adhéré ou qui adhéreront aux Conventions
sanitaires de Venise, de Dresde et de Paris. La présidence
du Comité est déférée à l'un de ses membres ottomans. En
cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

2. Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonc-
tionnement des divers établissements sanitaires énumérés dans
la présente Convention, il sera créé un corps de médecins
diplomés et compétents, de désinfecteurs et de mécaniciens
bien exercés et de gardes sanitaires recrutés parmi les per-
sonnes ayant fait le service militaire comme officiers ou
sous-officiers.

1898 3. En ce qui concerne les frais résultant du régime établi par la présente Convention, il y a lieu de maintenir l'état actuel au point de vue de la répartition des frais entre le Gouvernement ottoman et le Conseil supérieur de santé de Constantinople, répartition qui a été fixée à la suite d'une entente entre le Gouvernement ottoman et les Puissances représentées dans ce Conseil.

4. L'autorité sanitaire du port ottoman de relâche ou d'arrivée qui constate une contravention en dresse un procès-verbal sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée, conforme de ce procès-verbal est transmise, au port de relâche ou d'arrivée, à l'autorité consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un consul, l'autorité sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil supérieur de santé de Constantinople que lorsque la Commission consulaire indiquée à l'article suivant aura prononcé sur la validité de l'amende.

Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme devra être adressé par l'autorité sanitaire qui a constaté le délit au Président du Conseil de santé de Constantinople, qui communiquera cette pièce à la Commission consulaire.

Une annotation sera inscrite sur la patente par l'autorité sanitaire ou consulaire indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

5. Il est créé à Constantinople une Commission consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et du capitaine inculpé. Elle sera désignée chaque année par le corps consulaire. L'Administration sanitaire pourra être représentée par un agent remplissant les fonctions de ministère public.

Le Consul de la nation intéressée sera toujours convoqué. Il a droit de vote.

6. Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

Déclaration.

Les Gouvernements signataires de la Convention sanitaire internationale conclue à Paris, le 3 avril 1894, ayant jugé utile d'apporter certains amendements à l'instrument diplomatique de ladite Convention, avant l'échange des ratifications.

les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus des dis- 1898
positions suivantes:

I. L'alinéa 5 de la section *A* de l'annexe I de la Convention sera rédigé comme suit:

„5. Les pèlerins seront tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux-Saints."

II. L'article 13 du Règlement inséré à la section *B* de la même annexe I sera remplacé par l'article suivant:

„Article 13. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins 150 décimètres carrés, avec une hauteur d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingts centimètres.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins deux mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire."

III. Les Gouvernements signataires consentent à ce que les ratifications du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne contiennent pas l'annexe III de la Convention. Les dispositions de cette annexe ne seront pas appliquées, en conséquence, aux navires de guerre ou de commerce de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et de l'Inde anglaise.

IV. La présente Déclaration, qui restera annexée à la Convention sanitaire internationale de Paris du 3 avril 1894, sera insérée dans les ratifications des Hautes Parties contractantes et est substituée aux réserves inscrites dans le procès-verbal de signature de la Convention en date du 3 avril 1894.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en treize exemplaires, à Paris, le 30 octobre 1897.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:
l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie:
(L. S.) Signé: *A. Wolkenstein.*

Pour l'Allemagne:
(L. S.) Signé: *Münster.*

Pour la Belgique:
(L. S.) Signé: B^on^ *d'Anethan.*

Pour le Danemark:
(L. S.) Signé: *Hegermann-Lindencrone.*

1898

Pour l'Espagne:
(L. S.) Signé: *Duc de Mandas.*

Pour la République Française:
(L. S.) Signé: *G. Hanotaux.*

Pour la Grande Bretagne:
(L. S.) Signé: *Martin Gosselin.*

Pour la Grèce:
(L. S.) Signé: *C. A. Criésis.*

Pour l'Italie:
(L. S.) Signé: *Tornielli.*

Pour les Pays-Bas:
(L. S.) Signé: *A. de Stuers.*

Pour la Perse:
(L. S.) Signé: *Nazare Aga.*

Pour le Portugal:
(L. S.) Signé: *Antonio Maria Bartholomen Ferreira.*

Pour la Russie:
(L. S.) Signé: *Mohrenheim.*

Uebersetzung.

Uebereinkommen.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn; Seine Majestät der deutsche Kaiser, König von Preussen im Namen des Deutschen Reiches; Seine Majestät der König der Belgier; Seine Majestät der König von Dänemark; Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreiches; der Präsident der französischen Republik; Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien; Seine Majestät der König der Hellenen; Seine Majestät der König von Italien; Ihre Majestät die Königin der Niederlande und in Ihrem Namen die Königin-Regentin des Königreiches; Seine Majestät der Schah von Persien; Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien und Seine Majestät der Kaiser aller Reussen

entschlossen, sich über die Maassnahmen zu einigen, welche zum Zwecke der Prophylaxis bei der Mekka-Pilgerfahrt und zum Zwecke des im Persischen Golf einzuführenden sanitären Ueberwachungsdienstes zu treffen wären, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von 1898
öhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn:

Herrn Grafen Karl v. Kuefstein, Seinen Kämmerer und eheimen Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollächtigten Minister, Mitglied des österreichischen Herrenauses, Ritter des Ordens der Eisernen Krone II. Classe;

Seine Majestät der deutsche Kaiser, König von Preussen:

Herrn v. Schoen, Seinen Legationsrath bei der deutschen otschaft in Paris;

Seine Majestät der König der Belgier:

Herrn Freiherrn Eugen Beyens, Legationsrath Belgiens i Paris, Ritter des Leopold-Ordens;

Herrn Dr. Alfred Devaux, General-Inspector des Civilanitäts- und Hygienedienstes im Ministerium für Ackerbau, ndustrie und öffentliche Arbeiten, Officier des Leopoldrdens;

Herrn Dr. van Ermengem, Professor der Hygiene und akteriologie an der Universität in Gent, Ritter des Leopoldrdens;

Seine Majestät der König von Dänemark:

Herrn Grafen Gebhard Leon v. Moltke-Hvitfeldt, einen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollächtigten Minister bei der Regierung der französischen Reublik, Grosskreuz des Danebrog-Ordens und Besitzer des hrenkreuzes desselben Ordens;

Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem amen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreiches:

Herrn Fernand Jordan v. Urries, Marquis v. Novallas, einen Kämmerer, ersten Secretär der spanischen Botschaft i Paris, Commandeur des Ordens Karl III.;

Herrn Amalio Jimeno y Cabañas, Senator des Königeiches, Professor an der medicinischen Facultät in Madrid, ommandeur des Ordens Isabella der Katholischen mit dem tern;

Der Präsident der französischen Republik:

Herrn Camille Barrère, bevollmächtigten Minister . Classe, Geschäftsträger der französischen Republik in ünchen, Officier des Ordens der Ehrenlegion;

Herrn Gabriel Hanotaux, bevollmächtigten Minister . Classe, Director der Consulate und Handelsangelegenheiten, fficier des Ordens der Ehrenlegion;

Herrn Professor Brouardel, Präsidenten des französichen Comités für Gesundheitspflege, Decan der medicinischen acultät in Paris, Mitglied der Akademie der Wissenschaften, ommandeur des Ordens der Ehrenlegion;

Herrn Heinrich Monod, Staatsrath, Director des öffentchen Unterstützungs- und Gesundheitswesens im Ministerium

1898 des Innern, Mitglied der Akademie der Medicin, Officier der Ehrenlegion;

Herrn Professor Proust, General-Inspector des Sanitätsdienstes, Professor an der medicinischen Facultät in Paris, Mitglied der Akademie der Medicin, Commandeur des Ordens der Ehrenlegion;

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien:

Herrn Phipps, bevollmächtigten Minister;

Herrn Dr. Thorne Thorne, Vorstand des Sanitätsdepartements im „Local Government Board", Ritter des Bath-Ordens;

Herrn General-Chirurgen J. M. Cuningham, früheren Chef des Medicinaldepartements bei der Regierung von Indien, Ritter des Ordens des Sternes von Indien;

Seine Majestät der König der Hellenen:

Herrn Criésis, griechischen Geschäftsträger in Paris;

Herrn Dr. Vafiadès, Delegirten Griechenlands im Gesundheitsrathe zu Constantinopel;

Seine Majestät der König von Italien;

Herrn Marquis Malaspina di Carbonara, ersten Secretär der italienischen Botschaft in Paris, Officier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens;

Ihre Majestät die Königin der Niederlande und in Ihrem Namen die Königin-Regentin des Königreiches:

Herrn Ritter v. Stuers, Ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Regierung der französischen Republik, Commandeur des niederländischen Löwen-Ordens;

Herrn Dr. V.-P. Ruysch, Sanitätsrath im niederländischen Ministerium des Innern, Ritter des niederländischen Löwen-Ordens;

Herrn J.-A. Kruyt, niederländischen General-Consul in Pénang, Ritter des niederländischen Löwen-Ordens;

Seine Majestät der Schah von Persien:

Herrn Dr. Mirza Zeynel Abidine-Kahn Moïn-Ol Atebba, Leibarzt Seiner kaiserlichen Hoheit des Kronprinzen;

Herrn Dr. Mirza Khalil-Kahn, Arzt im persischen Ministerium des Aeussern;

Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien:

Herrn Gabriel-José de Zogheb, Generalconsul, diplomatischen Agenten Portugals in Ägypten;

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen:

Herrn Michael v. Giers, Staatsrath, Hofkämmerer, Ministerialrath im russischen Ministerium des Aeussern;

welche nach Austausch ihrer in guter und gehöriger 1898
orm befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen
ereinbart haben:

I. Hinsichtlich der sanitätspolizeilichen Maass-
ahmen im fernen Osten (Britisch-Indien, Nieder-
ndische Besitzungen etc. etc.):

Den im Annex I des gegenwärtigen Uebereinkommens
wähnten und näher bezeichneten Maassnahmen wird zuge-
immt.

II. In Betreff der sanitären Ueberwachung der
ilger im Rothen Meere:

Die im Annexe II angeführten Bestimmungen werden an-
nommen.

III. Bezüglich der Schutzmaassregeln im Per-
schen Golfe:

Wird dem im Annexe III enthaltenen Bestimmungen bei-
pflichtet.

IV. In Betreff der Durchführung der in den vor-
wähnten Annexen enthaltenen Maassnahmen:

wird den im Annexe IV enthaltenen Vorschriften bei-
estimmt.

V. Die oben bezeichneten Annexe haben die gleiche
eltung, als wenn dieselben in den Text des gegenwärtigen
ebereinkommens mit aufgenommen wären.

VI. Den Staaten, welche an dem gegenwärtigen Ueber-
inkommen sich nicht betheiligt haben, kann über deren An-
uchen der Beitritt bewilligt werden. Dieser Beitritt ist im
iplomatischen Wege der Regierung der französischen Re-
ublik und seitens dieser den übrigen Signatarmächten zur
enntnis zu bringen.

VII. Das gegenwärtige Uebereinkommen wird, vom Tage
er Auswechslung der Ratificationen an gerechnet, durch
ünf Jahre in Kraft bleiben. Dasselbe wird von fünf zu fünf
ahren stillschweigend erneuert werden, ausser es hätte einer
er hohen vertragschliessenden Theile sechs Monate vor Ab-
uf des erwähnten fünfjährigen Zeitraumes seine Absicht,
ie Wirksamkeit desselben ausser Kraft zu setzen, angezeigt.

In dem Falle, wenn eine der Mächte das Uebereinkommen
ündigen sollte, soll diese Kündigung nur für ihren Theil
elten.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird ratificirt und
ie Ratificationen desselben werden sobald als möglich und
pätestens nach Ablauf eines Jahres, vom Tage der Unter-
eichnung an gerechnet, zu Paris hinterlegt werden.

Zu Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten
as Uebereinkommen unterzeichnet und ihr Insiegel bei-
edruckt.

1898 **So geschehen zu Paris am dritten April Eintausend achthundert vier und neunzig in dreizehnfacher Ausfertigung.**

(L. S.) Gezeichnet: *Kuefstein.*
(L. S.) „ *Schoen.*
(L. S.) „ Bar. *Eug. Beyens.*
(L. S.) Gezeichnet: *Alf. Devaux.*
(L. S.) „ *Dr. van Ermengem.*
(L. S.) Gezeichnet: *Moltke-Hvitfeldt.*
(L. S.) „ Marquis *de Novallas.*
(L. S.) Gezeichnet: *Dr. Amalio Jimeno.*
(L. S.) Gezeichnet: *Camille Barrère.*
(L. S.) Gezeichnet: *Gabriel Hanotaux.*
(L. S.) „ *A. Brouardel.*
(L. S.) „ *H. Monod.*
(L. S.) „ *A. Proust.*
(L. S.) Gezeichnet: *Constantine Phipps.*
(L. S.) Gezeichnet: *R. Thorne Thorne.*
(L. S.) „ *J. M. Cuningham.*
(L. S.) Gezeichnet: *Criésis.*
(L. S.) Gezeichnet: *Dr. Vafiadès.*
(L. S.) Gezeichnet: *Malaspina.*
(L. S.) „ *A. de Stuers.*
(L. S.) Gezeichnet: *Dr. Ruysch.*
(L. S.) „ *J. A. Kruyt.*
(L. S.) Gezeichnet: *Moïn-Ol Atebba.*
(L. S.) Gezeichnet: *Khalil Khan.*
(L. S.) Gezeichnet: *Gabriel de Zogheb.*
(L. S.) „ *Michel de Giers.*

Annex I.

A. Sanitätspolizeiliche Vorkehrungen in den Abfahrtshäfen der Pilgerschiffe, die aus dem Indischen Ocean und aus Oceanien kommen.

1. Obligatorische, individuelle ärztliche Untersuchung, welche bei Tage am Lande zur Zeit der Einschiffung in der erforderlichen Dauer durch einen von der öffentlichen Behörde hierzu bestimmten Arzt bei allen Personen, die an Bord eines Pilgerschiffes die Reise antreten, auszuführen ist.

2. Obligatorische und genaueste, am Lande unter Aufsicht des von der öffentlichen Behörde bestimmten Arztes vorzunehmende Desinfection jedes inficirten oder verdächtigen Gegenstandes, unter den im Artikel 5 des ersten Reglements

ı Anhange IV zur internationalen Sanitätsconvention von 1898 enedig bezeichneten Bedingungen.

3. Verbot, Cholerakranke, mit choleraartigen Erkrankungen, wie verdächtigen Diarrhöen jeder Art behaftete Personen nzuschiffen.

4. Wenn es im Hafen Cholerafälle gibt, darf die Einhiffung an Bord der Pilgerschiffe erst dann stattfinden, achdem die Personen gruppenweise während fünf Tage einer eobachtung unterworfen waren, welche die Ueberzeugung hafft, dass keine von ihnen mit Cholera behaftet ist.

Es versteht sich, dass behufs Durchführung dieser Maassgel jede Regierung den örtlichen Verhältnissen und Mögkeiten Rechnung tragen kann.*)

5. Die Pilger sind verpflichtet, sich über den Besitz der r Hin- und Rückreise der Pilgerfahrt, sowie zum Aufentlte an den heiligen Stätten unbedingt nothwendigen Mittel szuweisen.

Vorkehrungen, welche an Bord der Pilgerschiffe zu treffen sind.

Reglement.

Titel I. Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 1. Dieses Reglement findet auf die Pilgerschiffe nwendung, welche muselmännische Pilger nach dem Hedjaz ler von dort zurückbefördern.

Artikel 2. Als Pilgerschiff ist jenes Schiff nicht anzuhen, welches ausser seinen gewöhnlichen Passagiesen, zu elchen die Pilger der oberen Classen gezählt werden können, ilger der letzten Classe in einem solchen Verhältnisse einhifft, dass weniger als ein Pilger auf 100 Tonnen Bruttoaumgehalt entfällt.

Artikel 3. Jedes Pilgerschiff hat sich bei seiner Einfahrt ı das Rothe Meer und bei der Ausfahrt aus demselben nach en Vorschriften zu benehmen, welche in dem vom Gesundeitsrathe in Constantinopel unter Beachtung der in dem egenwärtigen Uebereinkommen aufgestellten Grundsätze beannt zu machen den besonderen Reglement für die Pilgerfahrt ıch dem Hedjaz enthalten sind.

Artikel 4. Den Dampfschiffen allein ist die Beförderung on Pilgern in langer Fahrt gestattet. Allen anderen Schiffen leibt dieser Transport untersagt.

*) Dem erläuternden Beschlusse der Conferenz zufolge kann die fünfgige Beobachtung an Bord der Schiffe einerseits zwischen der ärztlichen ntersuchung bei der Abfahrt aus einem indo-britischen Hafen und der in len vorzunehmenden zweiten ärztlichen Nachschau, anderseits in Niederadisch-Indien an Bord der segelklaren Schiffe stattfinden.

1898 Die Pilgerschiffe, welche Küstenschifffahrt, sogenannte Küstenfahrten, betreiben und zu Transporten von kurzer Dauer bestimmt sind, unterliegen den Vorschriften, welche in dem im Artikel 3 erwähnten Specialreglement enthalten sind.

Titel II. Vorkehrungen, welche vor der Abreise zu treffen sind.

Artikel 5. Der Capitän oder in Ermanglung eines Capitäns der Eigenthümer oder Vertreter eines jeden Pilgerschiffes ist verpflichtet, der competenten Behörde *) des Abfahrtshafens seine Absicht, Pilger einzuschiffen, wenigstens drei Tage vor der Abreise bekannt zu geben. Diese Anzeige muss den in Aussicht genommenen Tag der Abfahrt und den Bestimmungsort des Schiffes angeben.

Artikel 6. Im Verfolge dieser Anzeige lässt die competente Behörde die Untersuchung und die Vermessung des Schiffes auf Kosten des Capitäns vornehmen. Die Consularbehörde, welcher das Schiff untersteht, kann an dieser Besichtigung theilnehmen.

Mit der blossen Besichtigung wird vorgegangen, wenn der Capitän bereits im Besitze eines von der competenten Behörde seines Landes ausgestellten Vermessungs-Certificates ist, und wofern kein Verdacht besteht, dass dieses Document dem gegenwärtigen Zustande des Schiffes nicht mehr entspricht.

Artikel 7. Die competente Behörde gestattet die Abfahrt eines Pilgerschiffes erst, nachdem sie sich überzeugt hat:

a) dass das Schiff vollständig gereinigt und, wenn nöthig, desinficirt wurde;

b) dass das Schiff in einem Zustande ist, um seine Reise ohne Gefahr antreten zu können, dass es wohl ausgerüstet, gut eingerichtet und gut gelüftet ist, eine genügende Zahl von Booten besitzt, dass es an Bord nichts enthält, was der Gesundheit und Sicherheit der Reisenden schädlich wäre oder werden könnte, dass das Deck und Zwischendeck aus Holz und nicht aus Eisen besteht;

c) dass an Bord ausser der Verpflegung für die Mannschaft gehörig bevorräthigte Lebensmittel und Brennmaterialien vorhanden sind, alles von guter Beschaffenheit und in einer für alle Pilger und für die Gesammtdauer der angezeigten Reise ausreichenden Menge;

*) Die competente Behörde ist gegenwärtig in Britisch-Indien ein hierzu von der Localregierung bestimmter Beamter (Native passenger ships Act, 1887, Artikel 7); — in Niederländisch-Indien der Hafenmeister; — in der Türkei die Sanitätsbehörde; — in Oesterreich-Ungarn die Sanitätsbehörde. — in Italien der Hafencapitän; — in Frankreich, in Tunis und in Spanien (Philippinische Inseln) die Sanitätsbehörde.

d) dass das eingeschiffte Trinkwasser von guter Beschaffen- 1898
heit ist und jede Verunreinigung ausschliessenden Ursprunges ist; dass eine genügende Menge desselben vorhanden ist; dass die Trinkwasserreservoirs an Bord vor jeder Verunreinigung geschützt und so verschlossen sind, dass die Wasserentnahme nur mittels Hähnen oder Pumpen erfolgen kann;

e) dass das Schiff einen Destillirapparat hat, welcher mindestens fünf Liter Wasser pro Kopf und Tag für jede eingeschiffte Person, die Mannschaft inbegriffen, liefern kann;

f) dass das Schiff einen auf seine Sicherheit und Wirksamkeit geprüften Desinfectionsapparat besitzt;

g) dass unter der Schiffsmannschaft ein Arzt und das Schiff mit Arzneimitteln, gemäss den in den Artikeln 11 und 23 enthaltenen Bestimmungen, versehen ist;

h) dass sich auf dem Decke weder Waaren noch den Verkehr hemmende Gegenstände befinden;

i) dass die Verhältnisse des Schiffes derartige sind, dass die im Titel III vorgeschriebenen Maassnahmen zur Ausführung gebracht werden können.

Artikel 8. Der Capitän ist verpflichtet, an Bord an einem en Interessenten sichtbaren und zugänglichen Platze in den prachen, welche in den Heimatländern der einzuschiffenden ilger die herrschenden sind, abgefasste Placate anzuschlagen, elche angeben:

1. Die Bestimmung des Schiffes;

2. die jedem Pilger täglich zukommende Ration an Wasser nd an Lebensmitteln;

3. den Tarif für die Lebensmittel, welche in die Tagesost nicht inbegriffen sind und separat bezahlt werden müssen.

Artikel 9. Der Capitän darf die Fahrt nicht antreten, lange er nicht im Besitze ist:

1. einer von der competenten Behörde vidirten Liste, elche Namen, Geschlecht und Gesammtzahl der Pilger, die einschiffen darf, nachweist;

2. eines Gesundheitspasses mit Angabe des Namens, der ationalität und des Tonnengehaltes des Schiffes, des Namens es Capitäns, jenes des Arztes, der genauen Zahl der eingeeschifften Personen: Mannschaft, Pilger und anderen Reienden; der Art der Ladung, des Ortes der Abfahrt und jenes es Reisezieles; des Zustandes der öffentlichen Gesundheit n Abfahrtshafen.

Die competente Behörde hat in dem Passe anzugeben, b die vorschriftsmässige Zahl der Pilger erreicht ist oder icht, und falls dies nicht der Fall wäre, die restliche Zahl r Reisenden, welche das Schiff in den später angelaufenen äfen aufzunehmen berechtigt ist, zu bezeichnen.

1898 **Artikel 10. Die competente Behörde ist verpflichtet, im Sinne der Vorschriften über die in den Häfen einzuleitenden Maassnahmen wirksame Vorkehrungen zu treffen, um die Einschiffung jeder verdächtigen*) Person und eines jeden verdächtigen Gegenstandes hintanzuhalten.**

Titel III. Während der Ueberfahrt zu treffende Vorkehrungen.

Artikel 11. Jedes Schiff, welches 100 oder mehr Pilger aufnimmt, muss einen rite diplomirten und von der Regierung des Landes, welchem das Schiff angehört, bestellten Arzt an Bord haben. Ein zweiter Arzt ist einzuschiffen, wenn die Zahl der mit dem Schiffe beförderten Pilger 1000 übersteigt.

Artikel 12. Der Arzt untersucht die Pilger, behandelt die Kranken und überwacht, dass an Bord die hygienischen Vorschriften beobachtet werden. Er muss insbesondere:

1. sich überzeugen, dass die den Pilgern verabreichten Nahrungsmittel von guter Beschaffenheit sind, ihre Menge den eingegangenen Verpflichtungen entspricht, dass dieselben entsprechend zubereitet wurden;

2. sich überzeugen, dass die Vorschriften des Artikels, betreffend die Abgabe von Wasser, beobachtet werden;

3. wenn er hinsichtlich der Beschaffenheit des Trinkwassers Zweifel hegt, dem Capitän die Bestimmung des unten folgenden Artikels 21 schriftlich in Erinnerung bringen;

4. sich überzeugen, dass das Schiff stets rein gehalten und besonders die Aborte den Bestimmungen des folgenden Artikels 18 entsprechend gereinigt werden;

5. sich überzeugen, dass die Lagerstätten der Pilger in gesundheitsgemässem Zustande erhalten, und dass im Falle einer übertragbaren Krankheit die Desinfection nach Vorschrift des folgenden Artikels 19 durchgeführt wird;

6. über alle sanitären Vorkommnisse während der Reise ein Tagebuch führen und dieses der competenten Behörde des Ankunftshafens vorlegen.

Artikel 13. Das Schiff muss für Unterbringung der Pilger im Zwischendeck eingerichtet sein.

Abgesehen von der Mannschaft muss das Schiff jeder Person, ohne Unterschied des Alters, eine Belagfläche von wenigstens zwei Quadratmeter, das ist ein Meter zu zwei Metern, bei einer Höhe des Zwischendeckes von wenigstens 1·8 Meter gewähren.

Auf Schiffen, welche Küstenfahrt betreiben, muss für jeden Pilger ein Raum von mindestens zwei Meter Breite längs der Schandeckel eingeräumt werden.

---

*) Nach der Definition im Anhang V, I, 1 der Venediger Convention.

Artikel 14. Das Deck ist während der Fahrt von Gegenstän- 1898
den, welche den Verkehr hemmen, freizuhalten; es muss bei Tag und bei Nacht für die eingeschifften Personen reservirt sein und denselben unentgeltlich zur Benützung stehen.

Artikel 15. Das Grossgepäck der Pilger ist einzuschreiben, zu numeriren und im Schiffsraum aufzubewahren. Die Pilger dürfen nur die unbedingt nöthigen Gegenstände bei sich behalten. Die von jeder Regierung für ihre Schiffe erlassenen Vorschriften haben Art, Menge und Umfang derselben zu bezeichnen.

Artikel 16. Die Zwischendecke sind jeden Tag, während die Pilger sich auf Deck befinden, sorgfältig zu reinigen und mit trockenem Sand, welchem entsprechende Desinfectionsmittel beigemischt wurden, abzureiben.

Artikel 17. Auf dem Deck muss zu beiden Seiten des Schiffes ein Raum vorhanden sein, welcher dem Anblick entzogen und mit einer Handpumpe versehen ist, um Meerwasser für den Bedarf der Pilger zu schöpfen. Ein gleicher Raum ist für die ausschliessliche Benützung der Frauen zu bestimmen.

Artikel 18. Ausser den Aborten für die Mannschaft muss das Schiff Latrinen mit Wasserspülung in dem Verhältnisse, dass wenigstens eine Latrine auf je 100 eingeschiffte Personen entfällt, haben.

Den Frauen sind ausschliesslich zu ihrer Benützung bestimmte Latrinen zuzuweisen.

In den Zwischendecks und im Schiffsraume dürfen keine Aborte sein.

Die für die Reisenden, sowie die für die Mannschaft bestimmten Latrinen müssen sauber gehalten und dreimal täglich gereinigt und desinficirt werden.

Artikel 19. Die Desinfection des Schiffes ist gemäss den Bestimmungen der §§ 5 und 6 des Artikels 5 im Anhange IV zur Venediger Convention *) vorzunehmen.

---

*) Die Cabinen und sonstigen Theile des Schiffes werden geräumt.

Die Wände werden in einer Sublimatlösung, der 10% Alkohol zugesetzt sind, desinficirt. Die Besprengung geschieht, indem man an der Wand oben anfängt und in horizontaler Richtung vorgeht; man fährt damit nach abwärts fort, bis die ganze Wandfläche nach und nach mit einer Schichte der in feine Tröpfchen vertheilten Flüssigkeit bedeckt ist.

Die Fussböden werden mit derselben Lösung gewaschen.

Zwei Stunden darnach werden die Wände und der Fussboden ausgiebig mit Wasser gewaschen.

Zur Desinfection des Kielraumes wird zuerst, um den Schwefelwasserstoff zu neutralisiren, eine hinreichende Menge schwefelsaures Eisen eingeschüttet, das im Kielraume befindliche Wasser entleert, der Raum mit Meerwasser ausgespült und dann eine bestimmte Menge Sublimatlösung eingegossen.

Das im Kielraume befindliche Wasser darf nicht in einem Hafen entleert werden.

1898 Artikel 20. Jedem Pilger, ohne Unterschied des Alters, müssen täglich mindestens fünf Liter Trinkwasser unentgeltlich verabreicht werden.

Artikel 21. Wenn bezüglich der Beschaffenheit des Trinkwassers oder wegen einer möglichen Verunreinigung desselben, sei es an seinem Bezugsorte oder während der Fahrt, Zweifel auftauchen, so muss das Wasser gekocht und sterilisirt werden, und der Capitän ist verpflichtet, dasselbe im ersten Zwischenhafen, wo es ihm möglich ist, besseres zu verschaffen, in das Meer zu entleeren.

Artikel 22. Das Schiff muss zwei Räume haben, welche den Pilgern für ihre Benützung als Küche dienen. Den Pilgern ist es untersagt, anderswo, insbesondere auf Deck, Feuer zu machen.

Artikel 23. Jedes Schiff muss die nöthigen Arzneistoffe und für Krankenbehandlung die erforderlichen Gegenstände an Bord haben. Die von den einzelnen Regierungen für ihre Schiffe erlassenen Vorschriften haben die Art und Menge der Arzneien zu bestimmen. Die Behandlung und die Heilmittel werden den Pilgern unentgeltlich geboten.

Artikel 24. Für Unterbringung der Kranken muss ein regelrecht eingerichteter, hinsichtlich Sicherheit und Gesundheit gute Verhältnisse bietender Raum reservirt sein.

In demselben müssen wenigstens fünf Procent der eingeschifften Pilger untergebracht werden können, wobei 3 Quadratmeter pro Kopf gerechnet werden.

Artikel 25. Das Schiff muss mit den nöthigen Einrichtungen zur Isolirung cholerakranker oder mit Cholera ähnlichen Erkrankungen behafteter Pilger ausgestattet sein.

Die mit der Pflege solcher Kranken betrauten Personen haben allein zu denselben Zutritt und dürfen mit den übrigen eingeschifften Personen in keine Berührung kommen.

Die Wäschestücke, die Teppiche, die Kleider, welche mit den Kranken in Berührung kamen, sind sofort zu desinficiren. Die Beobachtung dieser Vorschrift wird besonders hinsichtlich der möglicherweise beschmutzten Kleider jener Personen, die den Kranken in die Nähe kamen, empfohlen. Jene vorgenannten Gegenstände, welche werthlos sind, sollen in das Meer geworfen, wenn das Schiff sich nicht in einem Hafen oder Canal befindet, oder mit Feuer vernichtet werden. Die anderen müssen in undurchlässigen, mit einer Sublimatlösung getränkten Säcken in den Desinfectionsapparat gebracht werden.

Die Entleerungen der Kranken müssen in Gefässen, welche eine Desinfectionsflüssigkeit enthalten, gesammelt werden. Diese Gefässe sind in den Latrinen, welche nach jeder Beseitigung der Stoffe desinficirt werden müssen, zu entleeren.

Die von den Kranken besetzten Räume müssen sorg- 1898
fältigst desinficirt werden.

Die Desinfection ist entsprechend den Bestimmungen des Artikels 5 des Anhanges IV zur Venediger Convention auszuführen.

Artikel 26. Wenn sich während der Ueberfahrt ein Todesfall ereignet, muss der Capitän in der von der Behörde des Abfahrtshafens vidirten Liste diesen Todesfall verzeichnen und ausserdem in seinem Schiffstagebuche den Namen der verstorbenen Person, ihr Alter, ihre Heimat, die dem ärztlichen Zeugnisse entnommene Todesursache und das Datum des Todes eintragen.

Bei Todesfällen infolge von übertragbaren Krankheiten ist die Leiche nach Einhüllung in ein mit Sublimatlösung getränktes Leintuch in das Meer zu versenken.*)

Artikel 27. Der im Abfahrtshafen ausgestellte Pass darf während der Reise nicht geändert werden.

Derselbe wird in jedem Zwischenhafen von der Sanitätsbehörde vidirt. Diese trägt darin ein:

1. die Zahl der ausgeschifften und der neu eingeschifften Personen;

2. die auf See geschehenen Vorkommnisse, welche die Gesundheit oder das Leben der eingeschifften Personen betreffen;

3. den Gesundheitszustand im Zwischenhafen.

Artikel 28. In jedem Zwischenhafen muss der Capitän die in Befolgung des Artikels 9 verfasste Liste von der competenten Behörde vidiren lassen.

Wenn ein Pilger während der Reise sich ausschifft, hat der Capitän in der Liste die Ausschiffung bei dem Namen des Pilgers einzutragen.

Im Falle von Einschiffungen sind die eingeschifften Personen in der betreffenden Liste gemäss Artikel 9 und nach vorausgegangener neuerlicher Vidirung zu verzeichnen.

Artikel 29. Der Capitän hat darauf zu achten, dass alle während der Reise vollzogenen prophylaktischen Maassnahmen im Schiffstagebuche verzeichnet werden. Dieses Buch hat er der competenten Behörde des Ankunftshafens vorzulegen.**)

Artikel 30. Der Capitän ist zur Zahlung der gesammten Sanitätstaxen, welche im Preise des Billets inbegriffen sein müssen, verpflichtet.

Titel IV. Strafbestimmungen.

Artikel 31. Jeder Capitän, der überwiesen wird, dass er bei Abgabe des Wassers, der Lebensmittel, des Brennmaterials

*) Venediger Convention, Anhang V, Titel II, 6.
**) Venediger Convention, Anhang V, Titel II, 7.

1898 den von ihm eingegangenen Verpflichtungen nicht nachgekommen ist, verfällt einer Geldstrafe von 2 türkischen Pfund. Diese Geldstrafe kommt jedem Pilger zugute, welcher durch das incorrecte Vorgehen in Nachtheil gekommen ist und welcher nachweist, dass er ohne Erfolg die Erfüllung der Verpflichtungen begehrt hat.

Artikel 32. Jede Uebertretung des Artikels 8 wird mit einer Geldbusse von 30 türkischen Pfund bestraft.

Artikel 33. Jeder Capitän, welcher bezüglich der Pilgerliste oder des Sanitätspasses, wovon der Artikel 9 handelt, einen Betrug begangen hat oder wissentlich unterlaufen liess, verfällt einer Geldstrafe von 50 türkischen Pfund.

Artikel 34. Jeder Schiffscapitän, welcher ohne Sanitätspass des Abfahrtshafens oder ohne Visum in den Zwischenhäfen oder mit einer nicht vorschriftsgemäss oder ordentlich nach Artikel 9, 27 und 28 geführten Liste ankommt, in jedem Falle einer Geldstrafe von 12 türkischen Pfund.

Artikel 35. Jeder Capitän, dem nachgewiesen wird, dass er mehr als 100 Pilger an Bord hat oder gehabt hatte, ohne dass gemäss den Bestimmungen des Artikels 11 ein bevollmächtigter Arzt anwesend war, wird mit einer Geldstrafe von 300 türkischen Pfund belegt.

Artikel 36. Jeder Capitän, welcher überführt wird, dass er eine grössere Zahl von Pilgern, als ihm gemäss den Bestimmungen des Artikels 9 gestattet ist, an Bord hat oder gehabt hat, verfällt einer Geldstrafe von 5 türkischen Pfund für jeden überzähligen Pilger.

Die Ausschiffung der überzähligen Pilger erfolgt in der ersten Station, in welcher eine competente Behörde ihren Sitz hat, und der Capitän ist verpflichtet, den ausgeschifften Pilgern den für Fortsetzung ihrer Reise bis zum Bestimmungsorte nothwendigen Geldbetrag auszufolgen.

Artikel 37. Jeder Capitän, welcher nachweislich in einem anderen als dem Bestimmungsorte Pilger ohne ihre Einwilligung oder ohne zwingenden Nothfall ausgeschifft hat, wird mit einer Geldstrafe von 20 türkischen Pfund für jeden unrechtmässig ausgeschifften Pilger belegt.

Artikel 38. Jede Zuwiderhandlung gegen die anderen Vorschriften des gegenwärtigen Reglements wird mit einer Geldbusse von 10 bis 100 türkischen Pfund bestraft.

Artikel 39. Jede während der Reise nachgewiesene Uebertretung ist im Sanitätspasse und in der Pilgerliste zu verzeichnen. Die competente Behörde nimmt hierüber ein Protokoll auf, welches an die berufene Stelle weitergeleitet wird.

Artikel 40. In den türkischen Häfen stellt die competente Behörde die Uebertretung fest und bestimmt die Geldstrafe gemäss den Bestimmungen des Annex IV zum Uebereinkommen.

Artikel 41. Alle zur Durchführung dieses Reglements berufenen Beamten unterliegen im Falle einer Verabsäumung ihrer Pflichten bei Handhabung desselben den in den Gesetzen ihrer betreffenden Staaten bestimmten Strafen. 1898

Artikel 42. Das gegenwärtige Reglement ist in der Sprache der Nationalität des Schiffes und in den in den Heimatländern der einzuschiffenden Pilger vorherrschenden Sprachen an einem sichtbaren und zugänglichen Orte an Bord jedes Schiffes, welches Pilger befördert, anzuschlagen.

Annex *II.*

Sanitäre Ueberwachung der Pilgerfahrten im Rothen Meere.

Sanitäre Maassnahmen, welche in der (reorganisirten) Sanitätsstation Kamaran auf Pilgerschiffe Anwendung zu finden haben.

Die aus Süden kommenden Pilgerschiffe, welche nach dem Hedjaz fahren, müssen zunächst in der Sanitätsstation Kamaran vor Anker gehen und werden folgendem Verfahren unterworfen:

Die bei der ärztlichen Untersuchung als unverdächtig befundenen Schiffe werden zum freien Verkehre zugelassen, nachdem die folgenden Maassnahmen durchgeführt wurden:

Die Pilger werden ausgeschifft; dieselben nehmen ein Douchebad oder ein Seebad; ihre schmutzige Wäsche, der Theil ihrer Gebrauchseffecten und ihres Gepäckes, welcher nach Ansicht der Sanitätsbehörde verdächtig sein kann, ist zu desinficiren; dieses Verfahren darf einschliesslich der Aus- und Einschiffung mehr als 48 Stunden nicht in Anspruch nehmen.

Wenn während dieses Verfahrens ein Fall von Cholera, von Diarrhöe oder einer choleraartigen Erkrankung nicht constatirt worden ist, werden die Pilger sofort wieder eingeschifft und das Schiff begibt sich nach dem Hedjaz.

Die verdächtigen Schiffe, das heisst jene, an deren Bord Cholerafälle zur Zeit der Abfahrt vorkommen, aber innerhalb der letzten sieben Tage kein weiterer Fall sich ereignet, werden in nachstehender Weise behandelt: die Pilger sind auszuschiffen; dieselben haben ein Douche- oder Seebad zu nehmen; ihre schmutzige Wäsche, der Theil ihrer Gebrauchseffecten und ihres Gepäckes, welcher nach Ansicht der Sanitätsbehörde verdächtig sein kann, wird desinficirt. Die Dauer dieses Verfahrens, einschliesslich der Aus- und Einschiffung

1898 darf 48 Stunden nicht übersteigen. Wenn während dieses Verfahrens kein Fall von Cholera oder einer choleraähnlichen Erkrankung constatirt ist, sind die Pilger sofort wieder einzuschiffen, und ist das Schiff nach Djeddah zu dirigiren, wo eine zweite ärztliche Untersuchung an Bord stattfinden wird. Ist das Ergebnis derselben ein günstiges und bestätigt die schriftliche eidesstättige Erklärung des Schiffsarztes, dass während der Ueberfahrt kein Fall vorgekommen ist, so werden die Pilger sofort ausgeschifft.

Wenn dagegen Cholera oder choleraartige Erkrankungen während der Ueberfahrt oder bei der Ankunft constatirt wurden, so ist das Schiff nach Kamaran zurückzuweisen, wo es der für verseuchte Schiffe vorgeschriebenen Behandlung unterliegt.

Die verseuchten Schiffe, das heisst jene, welche Cholera oder choleraartige Erkrankungen an Bord haben oder aber während der letzten sieben Tage hatten, werden in folgender Weise behandelt.

Die mit Cholera oder choleraartigen Erkrankungen behafteten Personen werden ausgeschifft und in möglichst kleinen Gruppen abgesondert in der Weise, dass im Falle des Ausbruches der Cholera die Gesammtheit nicht durch eine einzelne Gruppe in Mitleidenschaft gezogen wird.

Die schmutzige Wäsche, die Gebrauchseffecten, die Kleider der Mannschaft und der Reisenden sind ebenso wie auch das Schiff zu desinficiren.

Die locale Sanitätsbehörde hat zu entscheiden, ob eine Ausladung des Grossgepäckes und der Waaren nothwendig ist, ob das Schiff in allen Theilen oder nur ein Theil desselben der Desinfection zu unterziehen ist.

Die Passagiere haben fünf Tage in der Anstalt zu Kamaran zu verbleiben; wenn seit den letzten Cholerafällen mehrere Tage verflossen sind, wird die Dauer der Isolirung abgekürzt. Diese Dauer der Isolirung ist je nach dem Zeitpunkte des Auftretens des letzten Falles und der Entscheidung der Sanitätsbehörde eine verschiedene.

Das Schiff wird dann nach Djeddah dirigirt, wo eine strenge ärztliche Untersuchung an Bord stattfindet. Bei befriedigendem Ergebnisse derselben werden die Pilger ausgeschifft. Wenn sich dagegen Cholera oder choleraartige Erkrankungen während der Fahrt oder bei der Ankunft gezeigt haben sollten, muss das Schiff wieder nach Kamaran zurückreisen und dort neuerdings dem für verseuchte Schiffe vorgeschriebenen Verfahren unterworfen werden.

Verbesserungen, welche in der Sanitätsstation Kamaran durchzuführen sind. 1898

A. Vollständige Räumung der Insel Kamaran von ihren Bewohnern.

B. Mittel zur Erzielung der Sicherheit und Erleichterung des Verkehres der Schiffe in der Bai der Insel Kamaran:

1. Anbringung einer genügenden Zahl von Bojen und Baken;

2. Herstellung eines Molo oder Hauptquais zur Ausschiffung der Reisenden und des Gepäckes;

3. verschiedene Landungsbrücken zu abgesonderter Einschiffung der Pilger jedes Lagers;

4. eine genügende Zahl von Booten nebst einem Dampfremorqueur für die Aus- und Einschiffung der Pilger.

Die Ausschiffung der Pilger aus verseuchten Schiffen ist mittels der an Bord befindlichen Einrichtungen zu bewerkstelligen.

C. Einrichtung der Sanitätsstation, welche zu umfassen hat:

1. Ein Netz von Eisenschienen, welches die Landungsbrücken mit den Verwaltungs- und Desinfectionsgebäuden, sowie mit den einzelnen Diensträumen und mit den Lagerabtheilungen verbindet;

2. Räume für die Verwaltung und für das Personal des Sanitätsdienstes und andere Dienstzweige;

3. Gebäude für Desinfection und zum Waschen der nicht getragenen Effecten und anderer Gegenstände;

4. Räume, in denen die Pilger während der Desinfection ihrer Gebrauchseffecten Douche- oder Seebäder zu nehmen haben;

5. für beide Geschlechter abgesonderte und vollständig isolirte Spitäler:

a) Für Beobachtung der Verdächtigen; *b)* für die Cholerakranken; *c)* für die mit anderen ansteckenden Krankheiten Behafteten; *d)* für gewöhnliche Kranke;

6. die einzelnen Lagerabtheilungen müssen voneinander in sicherer Weise abgeschlossen und der Zwischenraum zwischen denselben soll so gross wie nur möglich sein; die zu Wohnungen für die Pilger bestimmten Räume sind in hygienisch möglichst günstigen Verhältnissen herzustellen und dürfen höchstens 25 Personen aufnehmen;

7. ein günstig gelegener und von jeder Wohnung entfernter Friedhof ohne Zusammenhang mit einer Grundwasseransammlung und auf eine Tiefe von 0·5 Meter unter die Sohle der Gräber entwässert.

D. Sanitäre Ausrüstung und Nebeneinrichtungen.

1898 1. Eine genügende Zahl von Dampfdesinfectionsapparaten, welche hinsichtlich der Sicherheit, Leistungsfähigkeit und Schnelligkeit allen Anforderungen entsprechen;

2. Zerstäubungsapparate, Desinfectionskübel und die nöthigen Materialien zu chemischer Desinfection, gleich jenen, welche in der Venediger Sanitätsconvention vom 30. Januar 1892 angegeben sind;

3. Destillirapparate; Vorrichtungen zur Sterilisirung des Wassers mittelst Hitze; Eismaschinen.

Wasserdichte Röhren und geschlossene Reservoirs für die Vertheilung des Trinkwassers, welche nur mittelst Hähnen oder Pumpen zu öffnen sind;

4. ein bakteriologisches Laboratorium mit dem erforderlichen Personal;

5. Aufstellung transportabler Sammelgefässe zur Aufnahme der Fäcalmassen nach vorausgegangener Desinfection. Ausleerung dieser Abfallstoffe in einem vom Lager möglichst entlegenen Theile der Insel, wobei auf zweckmässigen Betrieb auf diesen Grundstücken in hygienischer Beziehung die nöthige Rücksicht zu nehmen ist;

6. die Schmutzwässer sind aus dem Lager abzuleiten, ohne dass dieselben stagniren oder zum Gebrauche verwendet werden können. Die aus den Spitälern kommenden Abwässer sind gemäss den in der Venediger Convention enthaltenen Bestimmungen mittelst Kalkmilch zu desinficiren.

E. Die Sanitätsbehörde hat in jedem Lager für die Errichtung von Lebensmittel- und Brennmaterial-Niederlagen vorzusorgen.

Die von der competenten Behörde festgestellten Preissätze sind an mehreren Orten des Lagers und in den in den Heimatländern der Pilger vorherrschenden Sprachen anzuschlagen.

Jeden Tag controlirt der Lagerarzt die Beschaffenheit der Lebensmittel und die genügende Approvisionirung.

Das Wasser ist unentgeltlich abzugeben.

Die in Bezug auf die Lebensmittel und das Wasser für Kamaran beschlossenen Bestimmungen unter *E* finden auch auf die Lager von Abou-Saad, Vasta und Abou-Ali Anwendung.

Verbesserungen, welche in den Sanitätsstationen von Abou-Ali sowie in Djeddah und Yambo durchzuführen sind.

1. Errichtung von zwei Spitälern für Cholerakranke, Männer und Frauen, in Abou-Ali;

2. Errichtung eines Spitales für gewöhnliche Krankheiten in Vasta;

3. Herstellung steinerner Gebäude, in denen 500 Pilger, 1898
im Verhältnisse von 25 Personen pro Wohnung, Unterkunft finden können, in Abou-Saad und in Vasta;

4. drei Desinfectionsöfen, welche in Abou-Saad, Vasta und Abou-Ali aufzustellen sind, nebst Waschhäusern und Nebenräumen;

5. Einrichtung von Douchebädern in Abou-Saad und Vasta;

6. Destillirapparate, welche im ganzen 15 Tonnen Wasser täglich zu liefern im Stande sind, auf jeder der beiden Inseln Abou-Saad und Vasta;

7. für die Friedhöfe, die Fäcalmassen und Schmutzwässer gelten dieselben Grundsätze, welche für Kamaran maassgebend sind. Auf jeder dieser Inseln ist ein Friedhof herzustellen;

8. Aufstellung von Oefen und anderen Vorrichtungen zur Desinfection in Djeddah und Yambo für die Pilger, welche den Hedjaz verlassen.

Reorganisation der Sanitätsstation in Djebel-Tor.

Hinsichtlich der Reorganisation der Station Djebel-Tor überlassen die hohen vertragschliessenden Theile, in Bekräftigung der von der Sanitätsconferenz in Venedig, in Bezug auf diese Station formulirten Rathschläge und Wünsche, dem See-Sanitätsconseil in Alexandrien, für Durchführung dieser Verbesserungen Sorge zu tragen und sind ausserdem des Erachtens:

1. dass es nöthig ist, auch in dieser Station Apparate zur Sterilisirung des an Ort und Stelle vorfindlichen Wassers mittelst Erhitzung zur Verfügung zu haben;

2. dass es wichtig ist, alle von den Pilgern aus Djeddah und Yambo eingeführten Lebensmittel, wenn in Hedjaz Cholera herrscht, wie verdächtige Gegenstände zu desinficiren oder ganz zu vernichten, sofern sie sich im Zustande einer schädlichen Veränderung befinden;

3. dass Vorkehrungen getroffen werden sollen, um die Pilger bei der Abreise von Djebel-Tor an der Mitführung von Wasserschläuchen, an deren Stelle Gefässe aus gebranntem Thon oder aus Metall zu treten haben, zu hindern;

4. dass sich in jeder Section ein Arzt befinde;

5. dass für El-Tor ein Hafencapitän ernannt werde, welcher die Einschiffung und Ausschiffung leitet, und darüber wacht, dass die Schiffscapitäne und Führer der Sambouks die bestehenden Vorschriften beobachten.

Sanitäre Behandlung der Pilgerschiffe, welche von Norden kommen.

I. Hinreise. Falls das Auftreten der Cholera weder im Abfahrtshafen noch in dessen Umgebung festgestellt und

1898 während der Ueberfahrt keine choleraähnliche Erkrankung vorgekommen ist, wird das Schiff sofort zum freien Verkehre zugelassen.

Wenn das Auftreten der Cholera im Abfahrtshafen oder in dessen Umgebung constatirt wurde, oder während der Ueberfahrt ein choleraartiger Fall auftritt, ist das Schiff in Djebel-Tor nach den für Schiffe, welche aus Süden kommen und sich in Kamaran aufhalten, vorgeschriebenen Bestimmungen zu behandeln.

II. Rückreise. Wenn das Auftreten der Cholera im Hedjaz nicht constatirt ist und Cholerafälle während der Pilgerfahrt nicht aufgetreten sind, unterliegen die Schiffe in Djebel-Tor den Vorschriften, welche in Kamaran für die unverdächtigen Schiffe gelten:

Die Pilger werden ausgeschifft; dieselben nehmen ein Douche- oder Seebad; ihre schmutzige Wäsche, jener Theil ihrer Gebrauchseffecten und ihres Gepäckes, welcher nach Ansicht der Sanitätsbehörde verdächtig sein kann, werden desinficirt; dieses Verfahren darf, einschliesslich der Aus- und Einschiffung mehr als 48 Stunden nicht in Anspruch nehmen.

Besteht die Cholera in Hedjaz oder ist sie während der Pilgerfahrt aufgetreten, so unterliegen die Schiffe in Djebel-Tor der in Kamaran für die verseuchten Schiffe vorgeschriebenen Behandlung:

Die mit Cholera oder choleraartigen Erkrankungen behafteten Personen werden ausgeschifft und im Spitale isolirt. Die Desinfection ist gründlich durchzuführen. Die übrigen Reisenden werden ausgeschifft und in möglichst kleinen Gruppen isolirt in der Weise, dass im Falle des Ausbruches der Cholera die Gesammtheit nicht durch eine einzelne Gruppe in Mitleidenschaft gezogen werde.

Die schmutzige Wäsche, die Gebrauchsgegenstände, die Kleider der Mannschaft und der Reisenden sind so wie das Schiff zu desinficiren.

Die locale Sanitätsbehörde entscheidet, ob die Ausschiffung des Grossgepäckes und der Waaren nothwendig ist, ob das Schiff in allen Theilen oder nur ein Theil desselben der Desinfection zu unterziehen ist.

Alle Pilger werden einer Beobachtung in der Dauer von vollen sieben Tagen, gerechnet von jenem, an welchem das Desinfectionsverfahren beendet wurde, unterzogen. Wenn in einer Abtheilung ein choleraverdächtiger Fall vorgekommen ist, beginnt die siebentägige Periode für diese Abtheilung mit Ablauf des Tages, an welchem der letzte Fall vorgekommen ist.

ınitäre Vorkehrungen bei der Abreise der Pilger aus den Häfen des Hedjaz. 1898

Die Maassnahmen, welche bei der Abreise der Pilger aus jeddah und Yambo gegen Süden in Anwendung zu kommen ıben, sind dieselben, wie sie bezüglich der ärztlichen Unter-chung und der Desinfection für die Abreise aus den Häfen nseits der Meerenge von Bab-el-Mandeb vorgeschrieben nd, nämlich:

1. Obligatorische individuelle ärztliche Untersuchung, elche bei Tage am Lande zur Zeit der Einschiffung in der forderlichen Dauer durch die von der Sanitätsbehörde be-immten Aerzte bei jeder Person, welche an Bord eines hiffes die Reise antritt, auszuführen ist;

2. obligatorische und genaueste, auf dem Lande unter eberwachung des von der öffentlichen Behörde bestimmten rztes vorzunehmende Desinfection jedes inficirten oder ver-ıchtigen Gegenstandes unter den im Artikel 5 des ersten eglements des im Anhange IV der Venediger Sanitätscon-ntion vorgeschriebenen Bedingungen.

Für die Pilger, welche sich auf Schiffen, die nach Norden hren, einschiffen, findet die Desinfection in Djebel-Tor statt, ısgenommen, wenn im Hedjaz Cholera herrscht; in diesem alle sind die oben aufgeführten Maassregeln bei diesen Schiffen ıch in Djeddah und Yambo in Anwendung zu bringen.

Annex *III.*

Sanitäre Behandlung der Seeprovenienzen im Persischen Golf.

Als verseucht ist ein Schiff anzusehen, welches Cholera Bord hat oder auf welchem seit sieben Tagen neue Cho-rafälle vorgekommen sind.

Als verdächtig ist ein Schiff anzusehen, wenn an dessen ord zur Zeit der Abfahrt oder während der Reise Cholera-lle vorgekommen sind, aber seit sieben Tagen kein weiterer all aufgetreten ist.

Als unverdächtig wird jenes Schiff, wenn es auch aus nem verseuchten Hafen kommt, angesehen, welches weder r der Abfahrt, noch während der Reise, noch bei der An-ınft einen Todes- oder Erkrankungsfall von Cholera an ord hatte.

Die verseuchten Schiffe unterliegen der nachstehenden ehandlung:

1. Die Kranken sind sofort auszuschiffen und zu isoliren;

1898 2. die übrigen Personen sind, wenn möglich, gleichfalls auszuschiffen und einer Beobachtung zu unterwerfen, deren Dauer nach den sanitären Verhältnissen des Schiffes und nach dem Datum des letzten Falles schwankt, jedoch fünf Tage nicht überschreiten darf;

3. die schmutzige Wäsche, die Gebrauchsgegenstände und Effecten der Mannschaft und der Reisenden sind, falls dieselben nach Ansicht der Sanitätsbehörde des Hafens inficirt sind, zu desinficiren, ebenso das Schiff oder nur der Theil des Schiffes, welcher inficirt ist.

Die verdächtigen Schiffe unterliegen folgenden Maassnahmen:

1. Sanitäre Untersuchung;

2. Desinfection: die schmutzige Wäsche, die Gebrauchsgegenstände, die Effecten der Mannschaft und der Reisenden, soferne diese Gegenstände nach Ansicht der localen Sanitätsbehörde als inficirt zu betrachten sind, müssen desinficirt werden;

3. Entleerung des Sodwassers nach vorausgegangener Desinfection und Ersatz des Trinkwasservorrathes an Bord durch gutes Trinkwasser.

Empfohlen wird, die Mannschaft und die Reisenden einer fünftägigen Beobachtung zu unterwerfen, welche von dem Tage an zu rechnen ist, an welchem das Schiff den Abfahrthafen verlassen hat.

In gleicher Weise wird empfohlen, den Landgang der Mannschaft, ausser wenn Dienstesrücksichten diesen nöthig machen, hintanzuhalten.

Die unverdächtigen Schiffe werden zum freien Verkehre sofort zugelassen, mag ihr Gesundheitspass wie immer lauten.

Das einzige Verfahren, welches die Behörde des Ankunfthafens hinsichtlich desselben vorschreiben kann, besteht in den auf verdächtige Schiffe anwendbaren Maassnahmen (ärztliche Untersuchung, Desinfection, Entleerung des Sodwassers, Ersatz des Trinkwasservorrathes an Bord durch gutes Trinkwasser).

Empfohlen wird, die Reisenden und die Mannschaft einer fünftägigen, vom Zeitpunkte der Abfahrt des Schiffes aus dem verseuchten Hafen zu rechnenden Beobachtung zu unterziehen.

In gleicher Weise wird empfohlen, den Landgang der Mannschaft, ausser wenn Dienstesrücksichten es erfordern, hintanzuhalten.

Es ist selbstverständlich, dass die competente Behörde des Ankunfthafens jederzeit einen Nachweis verlangen kann, welcher bestätigt, dass auf dem Schiffe im Abfahrthafen kein Cholerafall vorgekommen ist.

Die competente Hafenbehörde hat behufs Durchführung 1898
dieser Maassnahmen den Umstand in Rechnung zu ziehen, ob an Bord der Schiffe der erwähnten drei Kategorien ein Arzt und ein Desinfectionsapparat (Ofen) vorhanden ist.

Besondere Maassnahmen können in Bezug auf die überfüllten, besonders die Pilgerschiffe, sowie hinsichtlich jedes anderen Schiffes, welches ungünstige sanitäre Verhältnisse aufweist, vorgeschrieben werden.

Zur See anlangende Waaren dürfen in Bezug auf Desinfection, auf Ein- und Durchfuhrverbote, sowie auf Quarantaine nicht anders behandelt werden, wie die zu Land transportirten (siehe Anhang zur Dresdener Sanitätsconvention, Titel IV).

Jedem Schiffe, welches sich den von der Hafenbehörde vorgeschriebenen Maassregeln nicht unterwerfen will, soll es freistehen, wieder in See zu gehen.

Es kann demselben auch gestattet werden, seine Waaren auszuschiffen, nachdem die erforderlichen Vorsichtsmaassregeln getroffen sind, nämlich:

1. Isolirung des Schiffes, der Mannschaft und der Reisenden;

2. Entleerung des Sodwassers nach vorausgegangener Desinfection;

3. Ersatz des an Bord aufbewahrten Wasservorrathes durch gutes Trinkwasser.

Ebenso kann den Reisenden, welche darum ansuchen, die Ausschiffung gestattet werden, unter der Bedingung, dass diese sich den von der Localbehörde vorgeschriebenen Maassregeln unterwerfen.

II. Sanitätsposten, welche zu errichten sind.

1. In Faô oder in nächster Nähe dieses Punktes: ein grosses Lazareth auf dem Festlande mit vollständig eingerichtetem Sanitätsdienste, welchem die nachstehenden Sanitätsposten im Persischen Golf unterstellt sind;

2. ein kleines Lazareth auf einer der in der Nähe von Bassorah gelegenen ottomanischen Inseln Sélahiyé oder Ylaniyé zum Zwecke der Ueberwachung jener Individuen, welche sich vielleicht der Untersuchung in Faô entzogen haben;

3. Aufrechthaltung des gegenwärtig in Bassorah bestehenden Sanitätspostens;

4. Errichtung eines Sanitätspostens in der Bai von Koveit;

5. Sanitätsposten in Menama, Hauptort der Bahrein'schen Inseln;

6. Sanitätsposten in Bender-Abbas;

7. Sanitätsposten in Bender-Bouchir;

1898 8. Sanitätsposten in Mohamerah;
9. Sanitätsposten im Hafen von Gwadar (Beludschistan);
10. Sanitätsposten im Hafen von Mascate (an der Küste von Oman).

Annex *IV.*

Ueberwachung und Durchführung.

1. Die praktische Ausführung und Ueberwachung der in der gegenwärtigen Convention festgesetzten, die Pilgerfahrten betreffenden Maassnahmen wird im Rahmen des Wirkungskreises des obersten Gesundheitsrathes in Constantinopel einem aus Mitgliedern desselben gebildeten Comité übertragen. Dieses Comité besteht aus drei Vertretern der Türkei im Gesundheitsrathe und aus jenen der Mächte, welche den Sanitätsconventionen von Venedig, von Dresden und von Paris beigetreten sind oder beitreten werden. Der Vorsitz im Comité wird einem seiner ottomanischen Mitglieder übertragen. Im Falle der Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

2. Zur Sicherung einer befriedigenden Wirksamkeit der verschiedenen in der gegenwärtigen Convention aufgezählten Einrichtungen ist ein Corps diplomirter und sachverständiger Aerzte, von Desinfectionspersonal und Mechanikern mit guter Ausbildung, von Sanitätswächtern, welche den beim Militär ausgedienten Officieren und Unterofficieren entnommen werden, zu errichten.

3. Was die Auslagen für die in der gegenwärtigen Convention festgesetzten Einrichtungen betrifft, wird bezüglich der Auftheilung der Kosten zwischen der ottomanischen Regierung und dem Obersten Gesundheitsrathe in Constantinopel der gegenwärtige Vorgang beibehalten, welcher im gegenseitigen Einverständnisse der ottomanischen Regierung und der im Gesundheitsrathe vertretenen Mächte vereinbart wurde.

4. Die Sanitätsbehörde des ottomanischen Zwischen- oder Ankunfthafens, welche eine Uebertretung constatirt, nimmt hierüber ein Protokoll auf, in welchem der Capitän seine Bemerkungen eintragen kann. Eine beglaubigte Abschrift dieses Protokolles ist im Zwischen- oder Ankunfthafen der Consularbehörde des Landes, dessen Flagge das Schiff führt, zu übermitteln. Diese Behörde sorgt dafür, dass die Geldstrafe zu ihren Handen erlegt wird. Ist ein Consul nicht da, so nimmt die Sanitätsbehörde dieses Strafgeld in Verwahrung. Der Betrag fällt dem Obersten Gesundheitsrathe in Constantinopel erst dann definitiv zu, wenn die im folgenden Artikel

bezeichnete Consularcommission über die Rechtswirksamkeit 1898
der Strafe entschieden haben wird.

Eine zweite beglaubigte Abschrift des Protokolls muss von der Sanitätsbehörde, welche die Uebertretung constatirt hat, dem Präsidenten des Gesundheitsrathes in Constantinopel übersendet werden, welcher dieses Schriftstück der Consularcommission zu übergeben hat.

Die Sanitäts- oder Consularbehörde hat auf dem Gesundheitspasse eine Bemerkung beizufügen, welche die Uebertretung und die Erlegung der Geldstrafe nachweist.

5. In Constantinopel wird eine Consularcommission eingesetzt, welche über widersprechende Aussagen des Sanitätsbeamten und des beschuldigten Capitäns zu entscheiden hat. Dieselbe wird alljährlich vom Consularcorps gewählt. Die Sanitätsverwaltung kann in derselben durch einen Beamten, welcher die Functionen eines Staatsanwaltes versieht, vertreten sein.

Der Consul der betheiligten Macht ist jedesmal zuzuziehen. Derselbe hat Stimmrecht.

6. Das Erträgnis der Sanitätstaxen und Geldstrafen darf in keinem Falle für andere als in das Ressort des Sanitätsconseils fallende Zwecke verwendet werden.

Zusatzerklärung.

Da die Signatarmächte der am 3. April 1895 zu Paris abgeschlossenen internationalen Sanitätsconvention es für angezeigt erachteten, vor Austausch der Ratification im diplomatischen Instrumente des gedachten Uebereinkommens gewisse Amendements vorzunehmen, sind die gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten über folgende Bestimmungen übereingekommen:

I. Der fünfte Absatz des Abschnittes *A* im Annex I der Convention hat zu lauten, wie folgt:

„5. Die Pilger sind, wenn die localen Verhältnisse es gestatten, zu verhalten, den Nachweis zu erbringen, dass sie zur Durchführung der Pilgerfahrt die für die Hin- und Rückreise, sowie für den Aufenthalt in den heiligen Stätten unbedingt nothwendigen Mittel besitzen."

II. Der im Abschnitte *B* desselben Annex I enthaltene Artikel 13 des Reglements ist durch folgenden Artikel zu ersetzen:

„Artikel 13. Das Schiff muss für die Unterbringung der Pilger im Zwischendecke eingerichtet sein.

Abgesehen von der Schiffsmannschaft muss das Schiff jeder Person ohne Unterschied des Alters eine Belagfläche von we-

1898 nigstens 150 Quadratdecimeter bei einer Höhe des Zwisc
deckes von wenigstens 1 Meter und 80 Centimeter gewäl

Auf den Fahrzeugen, welche Küstenschifffahrt betre
muss für jeden Pilger ein Raum von wenigstens zwei M
Breite längs der Schandeckel eingeräumt werden."

III. Die Signatarmächte stimmen zu, dass die Ratifica
der Regierung Ihrer Britannischen Majestät den Annex
des Ueberkommens nicht enthält. Die Bestimmungen di
Annex finden daher auf die Kriegs- und Handelsschiffe
Grossbritannien und Irland und von Britisch-Indien k
Anwendung.

IV. Die vorliegende Erklärung, welche der Pariser in
nationalen Sanitätsconvention vom 3. April 1894 beige
werden wird, ist in die Ratificationen der hohen vert
schliessenden Theile aufzunehmen und hat an Stelle der
3. April 1894 bei Unterzeichnung des Uebereinkommens
die aufgenommenen Protokolle verzeichneten Vorbehalte
treten.

Zur Beglaubigung dessen haben die hierzu bevollmä
tigten Unterzeichneten die gegenwärtige Erklärung au
nommen und ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen in dreizehnfacher Ausfertigung zu Paris
30. October 1897.

Für Oesterreich und Ungarn:
der österreichisch-ungarische Botschafter
(L. S.) Gezeichnet: *A. Wolkenstein.*

Für das Deutsche Reich:
(L. S.) Gezeichnet: *Münster.*

Für Belgien:
(L. S.) Gezeichnet: Bar. *d'Anethan.*

Für Dänemark:
(L. S.) Gezeichnet: *J. Hegermann-Lindencrone.*

Für Spanien:
(L. S.) Gezeichnet: Herzog *von Mandas.*

Für die französische Republik:
(L. S.) Gezeichnet: *G. Hanotaux.*

Für Grossbritannien:
(L. S.) Gezeichnet: *Martin Gosselin.*

Für Griechenland:
(L. S.) Gezeichnet: *C. A. Criésis.*

Für Italien: 1898

(L. S.) Gezeichnet: *Tornielli.*

Für die Niederlande:

(L. S.) Gezeichnet: *A. de Stuers.*

Für Persien:

(L. S.) Gezeichnet: *Nazare Aga.*

Für Portugal:

L. S.) Gezeichnet: *Anton Maria Bartholomen Ferreira.*

Für Russland:

(L. S.) Gezeichnet: *Mohrenheim.*

Nos visis et perpensis conventionis hujus et declarationis ticulis illos omnes ratos gratosque habere profitemur, verbo ostro Caesareo et Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in is continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis ostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro aesareo et Regio adpresso muniri jussimus.

Dabantur Wallsee die vicesimo septimo mensis Novembris no millesimo octingentesimo nonagesimo septimo, Regnorum ostrorum quadragesimo nono.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

d mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Adolphus a Plason de la Woestyne m. p.

Consiliarius aulicus ac ministerialis m. p.

Das vorstehende Uebereinkommen sammt Annexen und usatzerklärungen wird mit der Wirksamkeit für die im eichsrathe vertretenen Königreiche und Länder hiermit undgemacht.

Wien, am 25. September 1898.

Thun m. p. *Baernreither* m. p.

1898

2479.

23 juin 1898.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'imposition en Autriche sur les rentes et dividendes françaises.

R. G. Bl. 1898, Nr. 123.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 23. Juni 1898, mit welcher auf Grund des § 285 des Gesetzes vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, eine Anordnung, betreffend die Rentensteuerbehandlung der Zinsen und Dividenden der französischen Werthpapiere getroffen wird.

Da in Frankreich Zinsen und Dividenden ausländischer Werthpapiere (mit Ausnahme von Staatswerthpapieren) ohne Rücksicht auf eine etwa bereits im Auslande erfolgte Besteuerung principiell einer Abgabe unterworfen sind, findet das Finanzministerium im Sinne des § 285 des Gesetzes vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, hiermit zu bestimmen, dass die Zinsen und Dividenden französischer Werthpapiere (mit Ausnahme der Staatswerthpapiere) hierlands bei Zutreffen der sonstigen allgemeinen gesetzlichen Voraussetzungen, ohne Rücksicht auf eine etwa in Frankreich erfolgte Besteuerung derselben der Rentensteuer nach dem III. Hauptstücke des citirten Gesetzes auf Grund von Bekenntnissen zu unterziehen sind.

Bezüglich der französischen Staatswerthpapiere hingegen bleiben die allgemeinen Bestimmungen des § 127 des P. St. G., nach welchen eine in Frankreich etwa stattfindende Besteuerung dieser Papiere die hierortige Rentensteuerpflicht ausschliesst, in uneingeschränkter Wirksamkeit.

Kaizl m. p.

2480.

26 juin 1898.

Ordonnance ministérielle concernant le jaugeage des bâtiments autrichiens à rames sur le Danube.

R. G. Bl. 1898, Nr. 126.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit den Ministerien des Innern und der Finanzen vom 26. Juni 1898,

womit eine Vorschrift über die Aichung der österreichischen hölzernen Ruderschiffe auf der Donau erlassen wird. 1898

Im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Innern und der Finanzen wird verordnet, wie folgt:

§ 1.

Alle jene auf der Donau verkehrenden österreichischen hölzernen Ruderschiffe einschliesslich der aus den Nebenflüssen in dieselbe übertretenden Fahrzeuge dieser Gattung, welche im Sinne des § 4 der Handelsministerialverordnung vom 29. Januar 1858, R. G. Bl. Nr. 22 *) (über die Erlangung der österreichischen Legitimationen zur Flussschifffahrt oder Flösserei auf der Donau) mit einem Schiffspatente versehen sein müssen, sind vor dem Antritte ihrer ersten Thal- oder Bergfahrt der behördlichen Aichung zu unterziehen.

Diese Aichung ist zu erneuern (Nachaichung):

a) wenn die Tragfähigkeit des Schiffes durch Vornahme von grösseren Reparatursarbeiten oder durch sonstige Veränderungen des Schiffskörpers geändert wird;

b) über behördliche Anordnung, im Falle gegen den Bauzustand oder gegen die festgesetzte Tragfähigkeit des Schiffes begründete Bedenken vorliegen;

c) über besonderes Verlangen des Schiffsinhabers.

§ 2.

Das Gesuch um Vornahme der Schiffsaichung oder einer Nachaichung ist von dem Schiffseigenthümer oder dessen Bevollmächtigten schriftlich oder protokollarisch bei einer der bestehenden Schiffs-Aichbehörden erster Instanz (§ 8) einzubringen.

Im Gesuche ist die Zahl der Bemannung anzugeben und ist demselben ein Verzeichnis der Schiffs-Ausrüstungsgegenstände beizuschliessen.

---

*) Der citirte § 4 lautet:

Jedes Schiff, welches auf der Donau fahren soll, muss mit dem ordnungsmässigen Schiffspatente versehen sein.

Ausgenommen sind:

a) die Schiffe von solcher Construction, dass sie nur zur einmaligen Thalfahrt geeignet und bestimmt sind;

b) die kleinen Fahrzeuge, welche lediglich Artikel des gewöhnlichen Marktverkehres zwischen naheliegenden Orten führen;

c) die Fahrzeuge, welche bloss zum inneren Verkehre zwischen den einzelnen Uferpunkten einer und derselben Ortschaft und deren nächster Umgebung dienen;

d) die Ueberfuhren oder Fähren nach § 11 derselben Verordnung vom 29. Januar 1858, R. G. Bl. Nr. 22.

1898

§ 3.

Die Aichung ist von einem der Schiffs-Aichbehörde zur Verfügung stehenden Sachverständigen vorzunehmen.

Für die Vornahme der Aichung ist das betreffende Fahrzeug an den von der Schiffs-Aichbehörde hierzu bestimmten nächsten geeigneten Ländeplatz durch den Eigenthümer oder dessen Bevollmächtigten zu bringen, und hat derselbe hierbei auch für die erforderliche Hilfeleistung nach Weisung des Aichorganes Sorge zu tragen.

Wird die Vornahme der Aichung an einem behördlicherseits hierfür im Allgemeinen nicht in Aussicht genommenen Ländeplatze gewünscht, so ist dies im Gesuche ausdrücklich zu bemerken.

§ 4.

Die Aichung des Schiffes hat nach Gewichtstonnen zu 1000 *kg* zu erfolgen. Hierbei kommt jener Raum des Schiffes in Betracht, welcher zwischen der Tauchungsebene bei unbeladenem und jener bei beladenem Zustande gelegen ist, und gibt der von diesem Schiffsraume verdrängte Wasserkörper, seinem Gewichte nach in Tonnen à 1000 *kg* ausgedrückt, die Tragfähigkeit des Fahrzeuges.

Die untere Tauchungsebene entspricht dem Eigengewichte des Schiffes sammt der im Aichscheine angegebenen Ausrüstung und Bemannung, während die obere Tauchungsebene durch das Maass der Freibordhöhe bestimmt ist, welche zwischen dem Wasserspiegel und der Oberkante des tiefsten Punktes (gewöhnlich mittschiffs) der Bordwand des vollbeladenen, ausgerüsteten und bemannten Schiffes zu verbleiben hat.

Die Freibordhöhe wird bei der Aichung mit 24 *cm* festgesetzt und ist durch den die Unterkante des Aichstempels bildenden Aichstrich leicht erkenntlich zu machen. Der letztere hat die Länge von mindestens 10 *cm* und ist auf beiden Schiffsseiten, an den beiden Enden und in der Mitte anzubringen.

Die Leerwasserlinie ist durch Klammern aus verzinktem Eisenblech in der Länge von 8 *cm*, in der Breite von 2 *cm* und in der Dicke von 3 *mm*, und zwar durch die Unterkante derselben, ebenfalls an sechs Stellen zu markiren.

Der Aichstempel hat zu enthalten: den kaiserlichen Adler, den der Freibordhöhe mittschiffs entsprechenden Aichstrich von mindestens 10 *cm* Länge, die abgekürzte Bezeichnung der Behörde, welche die Aichung vorgenommen hat, die Anfangs- und Endbuchstaben des Sitzes dieser Behörde, die Nummer des Aichscheines und die Jahreszahl der Aichung.

Die näheren Durchführungsbestimmungen sind in der An- 1898
ge *A* enthalten.

§ 5.

Ueber die vorgenommene Aichung wird seitens der
treffenden Schiffs-Aichbehörde ein Aichschein nach dem
uster I ausgefertigt, welcher Aichschein nebst dem Schiffs-
tente während der Fahrt stets mitzuführen ist.

§ 6.

Die Giltigkeit des Aichscheines erlischt:

) im Falle die nach § 1, Absatz 2 *a* und *b* erforderliche Nachaichung unterlassen wird;

) im Falle der Nachaichung, ausser wenn sich bei letzterer ergibt, dass weder die Hauptausmaasse des Fahrzeuges gegenüber den Angaben des Aichscheines Aenderungen erlitten haben, noch dass sich die Lage der Leermarken gegenüber der neuen Leerwasserlinie um mehr als 5 *cm* geändert hat.

In diesem Falle bleibt die Giltigkeit des Aichscheines aufrecht.

Wird auf Grund der Nachaichung ein neuer Aichschein
sgestellt, so sind auch die alten Aichzeichen zu tilgen.

Ungiltig gewordene Aichscheine sind von jener Schiffs-
ichbehörde, welche die Ungiltigkeit festgestellt hat, einzu-
ehen, und ist der Eigenthümer, beziehungsweise der Führer
s Schiffes verpflichtet, dem Einziehungsauftrage innerhalb
r bemessenen Frist zu entsprechen, widrigenfalls die Un-
ltigkeit des Aichscheines öffentlich bekannt gemacht wird.

Die Ungiltigkeitserklärung eines Aichscheines ist, wenn
eselbe durch eine andere Schiffs-Aichbehörde als diejenige,
elche den Aichschein ausgestellt hat, erfolgt, letzterer sofort
hufs Richtigstellung des Registers bekannt zu geben.

§ 7.

Die Schiffs-Aichbehörden haben nebst der Ausstellung von
ichscheinen über die vorgenommenen Aichungen und Nach-
chungen ein Register nach Muster II zu führen und nach
dem Jahresschlusse einen summarischen Ausweis über diese
ichungen und Nachaichungen unter Angabe der Gattungen
nd der Tragfähigkeit der geaichten Fahrzeuge dem Handels-
inisterium im Wege der vorgesetzten Landesstelle, welche
ieselben mit einer alle unterstehenden Schiffs-Aichbehörden
nfassenden Zusammenstellung einbegleiten wird, vorzulegen.

1898

§ 8.

Schiffs-Aichbehörden erster Instanz sind die als Schifffahrtsbehörden erster Instanz für den ihnen zugewiesenen Schifffahrtsbezirk fungirenden politischen Bezirksbehörden, die k. k. Donaustrom-Bauleitungen, wo solche bestehen, und die k. k. Donaucanal-Inspection in Wien.

§ 9.

Als Revisionsbehörden fungiren für die in ihrem Verwaltungsgebiete befindlichen Schiffs-Aichbehörden erster Instanz die politischen Landesstellen in Wien und Linz.

Denselben obliegt:

1. die wiederkehrende Prüfung der von den Schiffs-Aichbehörden erster Instanz angewendeten Messwerkzeuge;

2. die Entscheidungen über Berufungen gegen Verfügungen der unterstehenden Schiffs-Aichbehörden erster Instanz, insbesondere die Ueberprüfung der von denselben vorgenommenen Aichungen und Nachaichungen im Falle, als gegen den Vorgang oder dessen Ergebnis vom Schiffseigenthümer, beziehungsweise dessen Bevollmächtigten rechtzeitig Beschwerde geführt wurde.

Stimmt das Ergebnis der Ueberprüfung mit der angefochtenen Aichung, beziehungsweise Nachaichung überein, so findet diesbezüglich ein weiterer Rechtszug nicht mehr statt.

§ 10.

Für die Aichungen und Nachaichungen ist sofort nach deren Vornahme bei der Schiffs-Aichbehörde eine Taxe zu erlegen, deren Höhe sich nach der Tragfähigkeit des zu aichenden Schiffes richtet.

Diese Taxe beträgt für Schiffe bis zu einer Tragfähigkeit von:

50 Tonnen	2 fl.
von einer Tragfähigkeit	
über 50 Tonnen bis 100 Tonnen	3 „
„ 100 „ „ 200 „	5 „
„ 200 „ „ 300 „	7 „
„ 300 „	10 „

Wenn dem Ansuchen des Schiffseigners oder dessen Bevollmächtigten um Vornahme der Aichung an einem behördlicherseits hiefür im Allgemeinen nicht in Aussicht genommenen Ländeplatze entsprochen wird, so hat derselbe ausser der Aichtaxe auch die etwa auflaufenden Commissionskosten zu tragen.

Die Aushändigung des Aichscheines erfolgt nach Einzahlung der Taxe, beziehungsweise der etwaigen Commissionskosten.

§ 11. 1898

Uebertretungen dieser Vorschrift sind, soweit dieselben nicht etwa unter andere gesetzliche Strafbestimmungen fallen, von den als Schifffahrtsbehörden erster Instanz fungirenden zuständigen politischen Bezirksbehörden nach Maassgabe der Ministerialverordnung vom 30. September 1857, R. G. Bl. Nr. 198, mit einer Geldstrafe bis zu 100 fl. oder mit Arrest bis zu 14 Tagen zu ahnden.

§ 12.

Diese Verordnung tritt mit dem 1. Januar 1899 in Wirksamkeit.

Die bereits auf der Donau in Verkehr stehenden österreichischen hölzernen Ruderschiffe sind längstens bis zum Schlusse der Schifffahrtssaison 1899 der behördlichen Aichung im Sinne dieser Verordnung zu unterziehen.

Thun m. p. *Baernreither* m. p. *Kaizl* m. p.

Anlage *A*.

Durchführungsbestimmungen zu der mit der Verordnung des k. k. Handelsministeriums im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Innern und der Finanzen erlassenen Vorschrift über die Aichung der österreichischen hölzernen Ruderschiffe auf der Donau.

§ 1.

Das zu aichende Schiff ist mit den im Aichscheine anzuführenden Schiffsgeräthen vollständig ausgerüstet und bemannt an eine vom Wellenschlage nicht beeinflusste Ländestelle zu bringen und daselbst so aufzustellen, dass die Seitenwände um das gleiche Maass über den Wasserspiegel ragen, dass die horizontale Lage des Schiffes nicht durch Aufruhen des Schiffsbodens auf der Flusssohle oder auf der Uferböschung gestört wird und dass das Umfahren des Schiffes mit einer Waidzille möglich ist.

§ 2.

Die Aichung des Schiffes ist nach Gewichtstonnen vorzunehmen und ist das von dem Schiffskörper verdrängte Wasservolumen zwischen dem Horizonte der Leerlinie und jenem der oberen, durch die behördlich bestimmte Freibordhöhe von 24 *cm* gegebenen Tauchungsebene, mit Zuhilfenahme der mittleren Schwimmebene nach der Formel:

1898 $$T = \frac{1}{3} l \cdot H \left(b_0 + b_6 + 4 (b_1 + b_3 + b_5) + 2 (b_2 + b_4) \right)$$

zu bestimmen.

Hierbei bedeutet:

T die Tragfähigkeit des Schiffes in Tonnen zu 1000 *kg*;

$l = \frac{L}{6}$ den sechsten Theil der Länge der mittleren Schwimmebene;

b_0, b_1 . . . . b_6 die Breiten der mittleren Schwimmebene in den Theilungspunkten;

H den verticalen Abstand zwischen dem Horizonte der Leerlinie und der Tauchungsebene;

sämmtliche Maasse sind nach den Metern ausgedrückt mit mindestens zwei Decimalstellen in Rechnung zu stellen, wobei die zweite Decimalstelle in der üblichen Weise zu corrigiren ist.

Bei der Bestimmung der Maasse ist in nachstehender Weise vorzugehen:

Die Leerlinie ist durch den Wasseranschlag des unbeladenen Schiffes gegeben, während die Tauchungstiefe nach Abzug der im § 4 der Verordnung normirten Freibordhöhe von der Oberkante des tiefsten Punktes der Bordwand erhalten wird. Der Halbirungspunkt des verticalen Abstandes zwischen der Leerebene und der Tauchebene bestimmt die mittlere Schwimmebene, welche somit parallel zum Wasserspiegel liegt und deren Enden dadurch erhalten werden, dass **das Maass $\frac{H}{2}$ an den Schiffsenden vom Wasserspiegel aufwärts markirt wird.**

Jene Punkte, wo die mittlere Schwimmebene die beiderseitigen Ichsenladen des Schiffes schneidet, werden mittelst eines Senkels auf die Oberfläche der Rafern übertragen. Der senkrechte Abstand zwischen den Verbindungslinien der vorderen und rückwärtigen so erhaltenen Punkte gibt die Länge der mittleren Schwimmebene.

Diese Länge wird in 6 gleiche Theile getheilt, jeder Theilungspunkt auf die Bordwände übertragen und an diesen Stellen die jeweilige Breite des Schiffes erhoben.

Hierbei wird die obere Breite des Schiffes von Aussenkante zu Aussenkante gemessen und von diesem Maasse die Summe jener Abstände in Abzug gebracht, um welche die Schiffswände in der Höhe der mittleren Schwimmebene gegen die Oberkante eingezogen sind.

$L = 36{\cdot}6\ m$
$H = 1{\cdot}48$
$b_0 = 1{\cdot}62$

$b_1 = 5{\cdot}40$	$b_4 = 6{\cdot}15$
$b_2 = 6{\cdot}12$	$b_5 = 5{\cdot}65$
$b_3 = 6{\cdot}22$	$b_6 = 1{\cdot}86$

$$T = \frac{1}{3} 6{\cdot}1 \,.\, 1{\cdot}48 \Big(1{\cdot}62 + 1{\cdot}86 + 4\,(5{\cdot}40 + 6{\cdot}22 + 5{\cdot}65) + \qquad 1898$$

$$+ 2\,(6{\cdot}12 + 6{\cdot}15) \Big) = \frac{1}{3} 6{\cdot}1 \,.\, 1{\cdot}48 \,.\, 97{\cdot}10 = 292 \text{ Tonnen.}$$

§ 3.

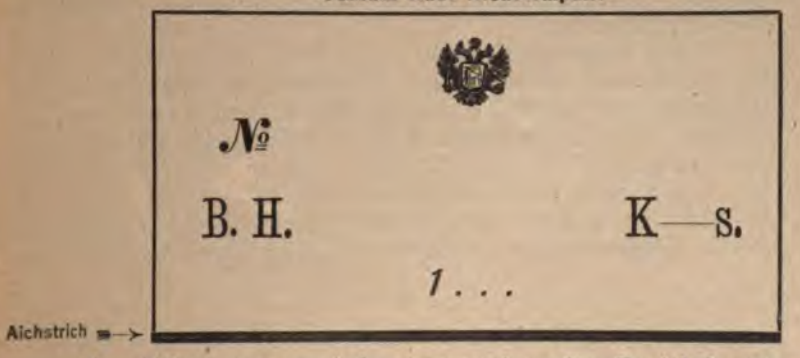
Die Markirung der Leerwasserlinie hat durch Klammern aus verzinntem Eisenblech von 8 *cm* Länge, 2 *cm* Breite und 3 *mm* Stärke mit entsprechend langen Angeln zu erfolgen.

Hierbei bestimmt die Unterkante der Klammern die Leerwasserlinie und sind derartige Klammern beiderseits in der Schiffsmitte und an den Schiffsenden anzubringen.

Die Tauchwasserlinie ist in analoger Weise ebenfalls an 6 Stellen zu markiren, und zwar durch den Aichstrich der an diesen Stellen anzubringenden Brennmarken des Aichstempels.

Der Aichstempel, dessen untere Kante der horizontale mindestens 10 *cm* lange Aichstrich bildet, hat überdies zu enthalten: den kaiserlichen Adler, die abgekürzte Bezeichnung der Behörde, welche die Aichung vorgenommen hat, den Anfangs- und Endbuchstaben des Sitzes dieser Behörde, die Nummer des Aichscheines und die Ziffer der betreffenden Jahreszahl.

Schema eines Aichstempels.



Als Abkürzungen sind anzuwenden für Bezirkshauptmannschaft die Buchstaben B. H.,
für Strombauleitung die Buchstaben St. B. L.,
für Wiener Donau-Canal-Inspection W. D. C. I.
für Wiener Magistrat M. W—n,
für Bürgermeister von Linz B. M. L—z.

§ 4.

Bei vorkommenden Nachaichungen ist in gleicher Weise wie bei der ersten Aichung vorzugehen. Hierbei sind die Leermarken, wenn eine Veränderung von mehr als 5 *cm* constatirt wird, neu zu schlagen, die alten Brände abzuhobeln,

1898 neue Brände für die Freibordhöhe anzubringen und ist ein neuer Aichschein auszustellen.

Hat sich die Lage der Leerlinie um weniger als 5 *cm* und haben sich auch die Hauptausmaasse des Schiffes nicht geändert, so kann von der neuerlichen Ermittlung der Tragfähigkeit Umgang genommen werden, und bleibt der vorhandene Aichschein giltig; in diesem Falle entfällt, wenn die Vornahme der Nachaichung über ämtlichen Auftrag erfolgte (§ 1, Absatz 2, Alinea *b* der Ministerialverordnung), auch die Entrichtung der Aichtaxe.

§ 5.

Für die Aichung der hölzernen Ruderschiffe sind nachbenannte Utensilien erforderlich:

1. für das Messen der Längen ein Stahlmessband von 20 *m* Länge;

2. für das Messen der Breiten und der Höhen Messlatten von 4 und 2 *m* mit einer Theilung nach Centimetern;

3. ein Senkel für die Uebertragung der Theilungspunkte auf die Aussenwände und für die Bestimmung der Schiffslehnung;

4. ein Winkelmaass von 90° mit verschiebbarem Maassstab auf dem einen Schenkel des Winkels für die Bestimmung der Schiffslehnung;

5. ein Brenneisen, enthaltend den kaiserlichen Adler, den mindestens 10 *cm* langen Aichstrich, die abgekürzte Bezeichnung der Behörde, welche die Aichung vornimmt, die Anfangs- und Endbuchstaben des Sitzes dieser Behörde und das Zeichen „V";

6. ein Satz Brenneisen mit arabischen Ziffern für die Angabe der Nummer des Aichscheines und der Jahreszahl;

7. Klammern für die Markirung der Leerwasserlinie.

§ 6.

Der Aichschein ist nach dem Muster I auszufertigen, und hat für die Stempelung desselben der Eigenthümer des Schiffes, beziehungsweise dessen Bevollmächtigter eine Stempelmarke im Werthe von 1 fl. beizubringen.

§ 7.

Die für das betreffende Schiff entfallende Aichtaxe ist nach vorgenommener Aichung dem Schiffseigenthümer oder dessen Bevollmächtigten von dem mit der Aichung betrauten Organe bekannt zu geben und alsbald bei der Schiffs-Aichbehörde zu erlegen. Der Erlag der Taxe erfolgt gegen Empfangsschein der Schiffs-Aichbehörde, welcher dafür vom Erleger ein Gegenschein gegeben wird.

Anlage *B*. Muster I. 1898

Aichschein

für das $\frac{\text{dem}}{\text{der}}$ . . . . . zu . . . . . gehörige, mit der Nr. . . . versehene und unter letzterer im Aichregister der (Name der Registerbehörde) eingetragene, von (Name des Erbauers) in (Wohnort des Erbauers) im Jahre . . . . erbaute hölzerne Ruderschiff.

Bei der am . . . . . 1 . . . vorgenommenen Aichung wurde bei einer Freibordhöhe von 24 *cm* mittschiffs der senkrechte Abstand zwischen der Leergangstiefe und der zulässigen Tauchungstiefe mit . . . . *m*, die Länge der mittleren Schwimmebene mit . . . . *m* und die Breite derselben in Abständen von $\frac{\quad}{6}$ *m*,

und zwar: b_0 mit . . . . *m*, b_2 mit . . . . *m*, b_4 mit . . . . *m*, b_6 mit . . . . *m*,
b_1 mit . . . . *m*, b_3 mit . . . . *m*, b_5 mit . . . . *m*,

erhoben.

Aus diesen Maassen berechnet sich die Tragfähigkeit des Schiffes nach der Formel

$$T = \frac{1}{3} l . H \left(b_0 + b_6 + 4 (b_1 + b_3 + b_5) + 2 (b_2 + b_4) \right)$$

mit . . . . . , d. i. . . . . (in Buchstaben) . . . . . Tonnen, wobei die Ausrüstung des Schiffes, bestehend aus . . . . . , sowie dessen Bemannung, bestehend aus . . . . . in Betracht gezogen wurde.

. . . . . am . . . . . 1 . . .

Siegel! k. k. . . . . .

1898 Anlage C.

Post-Nummer	Name und Wohnort des Schiffseigenthümers	Gattung des Schiffes	Bezeichnung des Schiffes, Nummer und Firma	Freibordhöhe cm	Länge der mittleren Schwimm- m

Muster II für die Führung des Aichregisters. 1898

Breiten der mittleren Schwimmebene						Senkrechte Entfernung der Leerwasserlinie von der zulässigen Tauchungslinie	Tragfähigkeit des Schiffes	Tag der Vornahme der Aichung	Datum und Zahl des ausgestellten Aichscheines	Anmerkung
b_0	b_1	b_2	b_3	b_4	b_5					
m							Tonnen			

1898

2481.

7 juillet 1898.

Publication du Ministère I¹ R¹ des finances concernant le transfert et la désignation de la succursale douanière à Winkl-Gargella.

R. G. Bl. 1898, Nr. 129.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 7. Juli 1898, betreffend die Aenderung des Standortes und der Bezeichnung der Expositur des Hauptzollamtes II. Classe Feldkirch in Winkl-Gargella.

Die Expositur des Hauptzollamtes II. Classe Feldkirch in Winkl-Gargella, welche bisher im Winter in St. Gallenkirch und im Sommer in Gargella ihren Standort hatte, wird nunmehr ständig in Gargella bleiben.

Unter Einem wird die bisherige Bezeichnung der gedachten Expositur in „Expositur des Hauptzollamtes II. Classe Feldkirch in Gargella" geändert.

Kaizl m. p.

2482.

8 juillet 1898.

Publication du Ministère I¹ R¹ des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Drenkova.

R. G. Bl. 1898, Nr. 118.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 8. Juli 1898, betreffend die Errichtung einer Zollamtsexpositur in Drenkova.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums ist in Drenkova (Krassó-Szörényer Comitat) eine mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes 2. Classe ausgestattete Expositur des Hauptzollamtes in Orsova errichtet worden, welche ihre Thätigkeit mit 1. Juni 1898 begonnen hat.

Kaizl m. p.

2483.

14 juillet 1898.

Publication du Ministère I¹ R¹ des finances concernant le transfert du bureau secondaire douanier de Nona à Brevilacqua.

R. G. Bl. 1898, Nr. 130.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 14. Juli 1898, betreffend die Verlegung des mit einer Hafen- und Seesanitätsagentie verbundenen Nebenzollamtes von Nona nach Brevilacqua. 1898

Das mit einer Hafen- und Seesanitätsagentie verbundene k. k. Nebenzollamt II. Classe in Nona wurde mit 25. Juni 1898 nach Brevilacqua verlegt.

Kaizl m. p.

2484.

30 août 1898.

Ordonnance ministérielle concernant les conditions de l'admission réciproque des médecins et sages-femmes à l'éxercise de leur métier en Autriche et en Hongrie.

R. G. Bl. 1898, Nr. 150.

Verordnung der Ministerien des Innern und für Cultus und Unterricht vom 30. August 1898, betreffend die Bedingungen der gegenseitigen Zulassung der an österreichischen, beziehungsweise ungarischen oder croatisch-slavonischen Universitäten graduirten Aerzte und diplomirten Hebammen zur Ausübung der Praxis in den Ländern der ungarischen Krone, beziehungsweise in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern.

Auf Grund eines Uebereinkommens, welches einerseits zwischen der Regierung der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, andererseits der Regierung der Länder der ungarischen Krone — hinsichtlich Croatien-Slavonien auf Grund der zustimmenden Erklärung des Banus — getroffen wurde, werden nachstehende Verfügungen erlassen.

§ 1.

Jene Aerzte und Wundärzte, welche in einem der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie vor dem 1. Januar 1899 die Berechtigung zur Ausübung der Praxis in vorschriftsmässiger Weise erlangt haben, sind nach wie vor im Gebiete des anderen Staates gleich den inländischen Aerzten und Wundärzten zur Ausübung der ärztlichen Praxis zugelassen.

Die vorstehende Bestimmung findet auch Anwendung auf solche Aerzte, welche mit Schluss des Studienjahres 1897/98 ihre medicinischen Studien vollendet oder wenigstens ein medicinisches Rigorosum abgelegt, das Diplom jedoch erst nach dem 1. Januar 1899 erworben haben, insoferne dieselben für die Praxis in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und

1898 Ländern die Bewilligung des k. k. Ministeriums für Cultus und Unterricht im Einvernehmen mit dem k. k. Ministerium des Innern und in den Ländern der ungarischen Krone die Bewilligung des königlich ungarischen Unterrichtsministeriums, für Croatien-Slavonien aber die Bewilligung des Banus von Croatien-Slavonien und Dalmatien erlangen.

§ 2.

Andere, als die im § 1 bezeichneten, zur Ausübung der ärztlichen Praxis befugten Aerzte, nämlich solche, welche in der Grenzzone des einen Staatsgebietes ansässig sind, sind berechtigt, ihre Berufsthätigkeit auch in der Grenzzone des anderen Staates auszuüben und auf privatem Uebereinkommen beruhende ärztliche Leistungen, wie zum Beispiel bei Industrieunternehmungen und dergleichen zu übernehmen.

§ 3.

Als beiderseitige Grenzzone im Sinne des § 2 ist in jedem der benachbarten Staaten jenes Gebiet anzusehen, innerhalb dessen die bis zur Grenze reichenden Amtsbezirke der politischen Behörden I. Instanz (Bezirkshauptmannschaften, Stuhlrichterämter, Bezirksbehörden), beziehungsweise dazwischen liegende Theile benachbarter politischer Amtsbezirke gelegen sind.

§ 4.

Die in § 2 bezeichneten zur Führung einer Hausapotheke, beziehungsweise Handapotheke befugten Aerzte sind berechtigt, bei Ausübung ihres Berufes in der Grenzzone des anderen Staatsgebietes Medicamente aus ihren Hausapotheken, beziehungsweise Handapotheken unter Ausfolgung eines Receptes an die in ihrer ärztlichen Behandlung stehenden Parteien abzugeben, insoferne sie sich genau an die bezüglich der Abgabe von Medicamenten durch Aerzte giltigen Vorschriften jenes Staatsgebietes halten, in welchem die Behandlung des betreffenden Kranken stattfindet.

§ 5.

Aerzte, welche ihre Praxis in der Grenzzone des anderen Staatsgebietes ausüben, haben sich hierbei nach den dortselbst in Beziehung auf die Ausübung der ärztlichen Thätigkeit geltenden Vorschriften, wie insbesondere nach den Vorschriften über die Anzeige von infectiösen Erkrankungen, von strafgerichtlichen Fällen u. dgl. zu richten.

§ 6. 1898

politischen Behörden unmittelbar benachbarter Be-
beiderseitigen Grenzgebiete haben einander Ver-
über die in ihrem Amtsbezirke zur ärztlichen
erechtigten Aerzte, sowie Aenderungen derselben
en.

in der Grenzzone, jedoch in einem nicht bis zur
eichenden politischen Bezirke ansässiger Arzt hat die
der ärztlichen Praxis im jenseitigen Grenzgebiete
seiner vorgesetzten politischen Behörde dem Amts-
des jenseitigen politischen Bezirkes, in welchen sich
ung seiner ärztlichen Praxis erstreckt, zur Anzeige
n.

§ 7.

urorten, welche von Angehörigen beider Staaten der
isch-ungarischen Monarchie besucht werden, ist es
dass von der betreffenden Regierung im Interesse
anderen Staate der österreichisch-ungarischen Mon-
ngehörenden Curpublicums, Aerzten des anderen
ietes über deren Ansuchen die zeitweilige Ausübung
raxis im Curorte selbst während der Saison ge-
erde.

§ 8.

Ausübung der Consiliarpraxis der in bestimmten
s dem anderen Staatsgebiete berufenen Aerzte bleibt
rt.

§ 9.

Bestimmungen des § 1, Absatz 1 und der §§ 2 und 3
die gegenseitige Zulassung diplomirter Hebammen
bung der Praxis im anderen Staatsgebiete analoge
ng.

§ 10.

Bestimmung dieser Verordnung, durch welche die
der ärztlichen Praxis beschränkt wird, haben für
u. k. Militär-Aerzte nicht in Geltung zu treten.

§ 11.

Verordnung tritt mit 1. Januar 1899 in Wirksamkeit.

§ 12.

hmässige Verfügungen werden gleichzeitig von der
ungarischen Regierung wie auch vom Banus von
Slavonien und Dalmatien erlassen.

m. p. *Bylandt* m. p.

1898

2485.

1 septembre 1898.

Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau douanier secondaire à Moos à certifier en transit la sortie des marchandises.

R. G. Bl. 1898, Nr. 155.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 1. September 1898, betreffend die Ermächtigung des Nebenzollamtes in Moos zur Bestätigung des Austrittes von Durchfuhrwaaren.

Das k. k. Nebenzollamt II. Classe in Moos wird zur Bestätigung des Austrittes von Durchfuhrwaaren ermächtigt.

Kaizl m. p.

2486.

19 septembre 1898.

Ordonnance ministérielle autorisant le bureau secondaire douanier de première classe à Seidenberg (Prusse) à traiter en douane les envois de plantes.

R. G. Bl. 1898, Nr. 171.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen und des Handels vom 19. September 1898, betreffend die Einbeziehung des k. k. Nebenzollamtes I. Classe Seidenberg (in Preussen) unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882 (R. G. Bl. Nr. 107) bezeichneten, zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix) wird unter die im Anhange zu der bezogenen Verordnung, Anmerkung lit. *a* angeführten, zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter auch das k. k. Nebenzollamt I. Classe Seidenberg (in Preussen) einbezogen.

Thun m. p. *Kast* m. p. *Kaizl* m. p. *Bacrnreither* m. p.

2487.

10 novembre 1898.

Ordonnance ministérielle autorisant la douane principale de Trieste à traiter en douane les envois étrangers de plantes.

R. G. Bl. 1898, Nr. 200.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 10. November 1898, betreffend die Einbeziehung des k. k. Hauptzollamtes Triest unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, bezeichneten Zoll-(Eingangs-)Aemter und Aufhebung der dem k. k. Hafen- und Seesanitäts-Capitanate in Triest zukommenden Befugnis zur Pflanzenabfertigung.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix) wird unter die im Anhange zu der bezogenen Verordnung, Anmerkung *a)* angeführten Zoll- (Eingangs-) Aemter das k. k. Hauptzollamt in Triest einbezogen, beziehungsweise dasselbe zur Ein- und Durchfuhr jener in Post-Nr. 2 des Anhanges der citirten Ministeralverordnung bezeichneten Pflanzensendungen, welche mittels Eisenbahn, Fahrpost oder zur See einlangen, ermächtigt. Gleichzeitig wird die dem k. k. Hafen- und Seesanitäts-Capitanate in Triest auf Grund der bezogenen Ministerialverordnung (Anhang, Anmerkung *a)* hinsichtlich der zur See in das Freigebiet von Triest zur Einfuhr gelangenden Pflanzensendungen zukommende Befugnis aufgehoben.

Thun m. p. *Wittek* m. p. *Kast* m. p. *Kaizl* m. p.
Di Pauli m. p.

2488.

22 octobre 1898.

Ordonnance ministérielle concernant la tare sur le café brut en doubles „fardis".

R. G. Bl. 1898, Nr. 196.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. October 1898, betreffend den Tarasatz für Kaffee roh in doppelten Fardi.

1898 Mit Beziehung auf die Verordnung vom 8. November 1895, R. G. Bl. Nr. 171, wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien angeordnet, dass der $3^1/_2$%ige Tarasatz für Kaffee roh der T. Nr. 2 *a)* in doppelten Fardi auch auf derlei doppelte Umschliessungen, bestehend aus einem inneren Palmblattgeflecht und einem äusseren groben Manillahanfgewebe in Anwendung zu bringen ist.

Diese Verordnung tritt sofort in Wirksamkeit.

Kast m. p. *Di Pauli* m. p.

2489.

25 octobre 1898.

Publication ministérielle à l'égard de l'établissement d'une succursale de port, de police sanitaire maritime et de douane à Silo dans l'île de Veglia.

R. G. Bl. 1898, Nr. 197.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 25. October 1898, betreffend die Errichtung einer Hafen- und Seesanitätsexpositur mit Zolldienst in Silo auf der Insel Veglia.

In Silo auf der Insel Veglia wurde eine Hafen- und Seesanitätsexpositur mit Zolldienst errichtet, welche ihre Thätigkeit bereits begonnen hat.

Diese Expositur ist mit den, den Zollexposituren Istriens im Allgemeinen zukommenden Verzollungsbefugnissen ausgestattet. (Ministerialverordnung vom 1. August 1891, R. G. Bl. Nr. 154.)

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2490.

14 novembre 1898.

Publication du Ministère des finances concernant le transfert du bureau douanier secondaire de Cajnica à Metaljka-Sattel.

R. G. Bl. 1898, Nr. 211.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 14. November 1898, betreffend die Trennung des Nebenzollamtes in Čajnica von dem dortigen Steueramte und Verlegung des gedachten Zollamtes auf den Metaljka-Sattel.

Nach einer Mittheilung des k. und k. gemeinsamen Mini- 1898
eriums in Angelegenheiten Bosniens und der Hercegovina
ird das gegenwärtig in Čajnica befindliche Nebenzollamt
Classe mit 1. Januar 1899 vom dortigen Steueramte ge-
ennt und als selbstständiges Nebenzollamt I. Classe an die
andesgrenze auf den Metaljka-Sattel, unter gleichzeitiger
uflassung des dort aufgestellten Ansagepostens verlegt
erden. Auf dieses neue Nebenzollamt I. Classe, welches den
amen Metaljka führen wird, übergehen auch die im Ver-
eichnisse der Zollämter und Zollstellen des österreichisch-
ngarischen Zollgebietes ex 1891 aufgezählten speciellen Be-
ignisse des bisherigen Zollsteueramtes Čajnica.

Kaizl m. p.

2491.

25 novembre 1898.

rdonnance ministérielle concernant la tarification du blanc de baryte et similaire.

R. G. Bl. 1898, Nr. 212.

erordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels m 25. November 1898, betreffend die Zollbehandlung von Glanzweiss.

Im Grunde des Artikels IV des Zolltarifgesetzes vom 5. Mai 1882 wird einvernehmlich mit den betheiligten kö-iglich ungarischen Ministerien Glanzweiss der T. Nr. 323 Zollsatz 3 fl., vertragsmässig 2 fl. per 100 *kg*) zugewiesen.

Im alphabetischen Waarenverzeichnisse ist infolge dessen ach dem Schlagworte „Glanzstärke" folgendes neues chlagwort aufzunehmen:

Glanzweiss, ein Gemenge von basisch-schwefelsaurer Thonerde mit künstlichem Gyps, durch Fällen von schwefelsaurer Thonerde mit Kalkhydrat erzeugt, auch in Teigform wie Barytweiss . . . T. Nr. 323 — 3 fl., s. auch „Satinweiss".

Beim Schlagworte „Satinweiss" ist die Verweisung aufnehmen: „s. auch ‚Glanzweiss'."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

1898 **2492.**

25 novembre 1898.

Publication ministérielle concernant la tarification de l'huile sulfurique (huile de noyaux d'olives).

R. G. Bl. 1898, Nr. 213.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 25. November 1898, betreffend die Zollbehandlung von Sulfur-Oel.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife wie folgt abgeändert, beziehungsweise ergänzt:

Das Schlagwort „Olivenkern-Oel" hat zu lauten:

„Olivenkern-Oel

— aus den Kernen oder Trestern der Oliven gepresst, wie Olivenöl

— aus den Kernen oder Trestern der Oliven durch Extraction mit Schwefelkohlenstoff gewonnenes Oel von grünlicher oder gelblicher Farbe, welches wegen seines widerlichen Geruches und unangenehmen Geschmackes zum menschlichen Genusse nicht geeignet erscheint (ohne Denaturirung) T. Nr. 72 Anmerkung 80 kr. per 100 *kg*."

Anmerkung. Die Abfertigung dieses Oeles ist nicht auf die zur begünstigten Verzollung von denaturirtem Olivenöl ermächtigten Aemter beschränkt, sondern kann nach Maassgabe der allgemeinen Befugnisse der Aemter zur Verzollung von Oelen der T. Nr. 72 erfolgen.

Beim Schlagworte „Olivenöl" ist folgende neue Alinea aufzunehmen:

„— Siehe auch Olivenkern-Oel".

Ferner ist vor dem Schlagworte „Sulzen" folgendes neues Schlagwort aufzunehmen:

„Sulfur-Oel, s. Olivenkern-Oel".

Hierdurch werden die Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 27. August 1894, R. G. Bl. Nr. 184, Vdg. Bl. Nr. 35, insoweit sie sich auf die Verzollung von Sulfur-Oel beziehen, aufgehoben.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di. Pauli* m. p.

2493. 1898

28 novembre 1898.

Publication ministérielle concernant le changement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position huiles (résidus, noir, levure, morchia et similaires).

R. G. Bl. 1898, Nr. 213.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 28. November 1898, betreffend die Abänderung, beziehungsweise Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Oelgeläger".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife abgeändert, beziehungsweise ergänzt wie folgt:

Das Schlagwort „Oelgeläger" hat zu lauten:

„**Oelgeläger** (Oelhefe, Oelsatz, Oeldrass, Morchia etc.) nach Maassgabe des in demselben fallweise constatirten wirklichen Oelgehaltes wie die Oele, von denen es abstammt.

Anmerkung. Behufs Constatirung des wirklichen Oelgehaltes ist folgendes Verfahren zu beobachten:

25 cm^3 Oelgeläger werden mit 50 cm^3 verdünnter Schwefelsäure (von einem Gehalte von 50% Schwefelsäurehydrat H_2SO_4) in einer passenden Porzellanschale unter Umrühren (mit einem Glasstäbchen) eine viertel Stunde lang gekocht, hierauf rasch abgekühlt und sofort in einen genau calibrirten Messcylinder von 200 cm^3 Fassungsraum, der eng und hoch sein soll, gegossen. Die Reste in der Schale werden wiederholt mit je 5 cm^3 der obigen Schwefelsäure nachgespült, bis die Flüssigkeit im Messcylinder genau auf die Marke 100 einspielt. Nun gibt man noch 100 cm^3 Petroleumäther in den Cylinder, so dass also genau 200 cm^3 Gesammtflüssigkeit vorhanden sind. Man verschliesst nun den Cylinder mit dem dazu passenden Glasstöpsel und schüttelt hierauf 5 Minuten lang tüchtig durch. Alsdann lässt man 24 Stunden ruhig stehen. Nach dieser Zeit hat sich der Petroleumäther, der jetzt das Oel gelöst enthält, wieder als oberste Schicht abgeschieden. Man liest nun die Menge der ölhältigen Petroleumäther-Schicht in cm^3 an der Theilung des Cylinders ab; zieht man hiervon die früher zugesetzte Petroleumäther-Menge, also 100 cm^3 ab, so erhält man die Menge Oel, die in den ursprünglich verwendeten 25 cm^3 Geläger enthalten war. Durch Multiplication mit 4 erhält man dann direct die Volum-Procente Oel, welche in 100 Raumtheilen Oelgeläger vor-

1898 handen waren. Die Ablesung muss bei gutem Tageslichte vorgenommen werden, weil bei manchen Oelen infolge der dunklen Färbung die Trennungslinie der entstandenen zwei Flüssigkeitsschichten nicht ganz leicht zu sehen ist. Hie und da entstehen auch drei getrennte Schichten und somit zwei Trennungslinien in der Flüssigkeit. In diesem Falle ist die untere Trennungslinie nicht zu beachten und nur die obere Trennungslinie, beziehungsweise die über der oberen Trennungslinie stehende Flüssigkeitsschicht, als maassgebend abzulesen und die Rechnung wieder genau wie vorhin anzustellen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2494.

5 décembre 1897.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec le Japon; ratifié par S. M. J. et R. Ap. à Vienne et les ratifications y échangées, le 30 novembre 1898.

R. G. Bl. 1898, Nr. 218.

Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 5. December 1897 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Japan.

(Geschlossen zu Wien am 5. December 1897, von Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 30. November 1898, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 30. November 1898 zu Wien stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae, Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Japaniae Imperatoris ad promovendas et dilatandas commercii relationes inter Utriusque Nostrum ditiones et subditos existentes conventio die quinto mensis Decembris anni elapsi Vindobonae inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.) 1898

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon,

animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision du Traité jusqu'ici en vigueur entre leurs Pays ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1ère classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Le Sieur Takahira Kogoro, Shoshii 2ème classe de l'Ordre Impérial du Soleil levant, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu le présent Traité de commerce et de navigation.

Article I.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque des territoires de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits; ils seront, sur le même pied que les nationaux, libres de choisir et d'employer des avoués, avocats et mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux. Quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les nationaux.

Pour tout ce qui concerne le droit de résider et de voyager, de posséder des biens et effets mobiliers quelconques, de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, et transmettre par

1898 handen waren. Die Ablesung muss bei gutem Tageslichte vorgenommen werden, weil bei manchen Oelen infolge der dunklen Färbung die Trennungslinie der entstandenen zwei Flüssigkeitsschichten nicht ganz leicht zu sehen ist. Hie und da entstehen auch drei getrennte Schichten und somit zwei Trennungslinien in der Flüssigkeit. In diesem Falle ist die untere Trennungslinie nicht zu beachten und nur die obere Trennungslinie, beziehungsweise die über der oberen Trennungslinie stehende Flüssigkeitsschicht, als maassgebend abzulesen und die Rechnung wieder genau wie vorhin anzustellen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2494.

5 décembre 1897.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec le Japon; ratifié par S. M. J. et R. Ap. à Vienne et les ratifications y échangées, le 30 novembre 1898.

R. G. Bl. 1898, Nr. 218.

Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 5. December 1897 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Japan.

(Geschlossen zu Wien am 5. December 1897, von Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 30. November 1898, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 30. November 1898 zu Wien stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Japaniae Imperatoris ad promovendas et dilatandas commercii relationes inter Utriusque Nostrum ditiones et subditos existentes conventio die quinto mensis Decembris anni elapsi Vindobonae inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.) 1898

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon,

animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision du Traité jusqu'ici en vigueur entre leurs Pays ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1ère classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Le Sieur Takahira Kogoro, Shoshii 2ème classe de l'Ordre Impérial du Soleil levant, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu le présent Traité de commerce et de navigation.

Article I.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque des territoires de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits; ils seront, sur le même pied que les nationaux, libres de choisir et d'employer des avoués, avocats et mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux. Quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les nationaux.

Pour tout ce qui concerne le droit de résider et de voyager, de posséder des biens et effets mobiliers quelconques, de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, et transmettre par

1898 handen waren. Die Ablesung muss bei gutem Tageslichte vorgenommen werden, weil bei manchen Oelen infolge der dunklen Färbung die Trennungslinie der entstandenen zwei Flüssigkeitsschichten nicht ganz leicht zu sehen ist. Hie und da entstehen auch drei getrennte Schichten und somit zwei Trennungslinien in der Flüssigkeit. In diesem Falle ist die untere Trennungslinie nicht zu beachten und nur die obere Trennungslinie, beziehungsweise die über der oberen Trennungslinie stehende Flüssigkeitsschicht, als maassgebend abzulesen und die Rechnung wieder genau wie vorhin anzustellen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2494.

5 décembre 1897.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec le Japon; ratifié par S. M. J. et R. Ap. à Vienne et les ratifications y échangées, le 30 novembre 1898.

R. G. Bl. 1898, Nr. 218.

Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 5. December 1897 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Japan.

(Geschlossen zu Wien am 5. December 1897, von Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 30. November 1898, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 30. November 1898 zu Wien stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae, Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Japaniae Imperatoris ad promovendas et dilatandas commercii relationes inter Utriusque Nostrum ditiones et subditos existentes conventio die quinto mensis Decembris anni elapsi Vindobonae inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.) 1898

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon,

animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision du Traité jusqu'ici en vigueur entre leurs Pays ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1ère classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Le Sieur Takahira Kogoro, Shoshii 2ème classe de l'Ordre Impérial du Soleil levant, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu le présent Traité de commerce et de navigation.

Article I.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque des territoires de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits; ils seront, sur le même pied que les nationaux, libres de choisir et d'employer des avoués, avocats et mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux. Quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les nationaux.

Pour tout ce qui concerne le droit de résider et de voyager, de posséder des biens et effets mobiliers quelconques, de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, et transmettre par

1898 handen waren. Die Ablesung muss bei gutem Tageslichte vorgenommen werden, weil bei manchen Oelen infolge der dunklen Färbung die Trennungslinie der entstandenen zwei Flüssigkeitsschichten nicht ganz leicht zu sehen ist. Hie und da entstehen auch drei getrennte Schichten und somit zwei Trennungslinien in der Flüssigkeit. In diesem Falle ist die untere Trennungslinie nicht zu beachten und nur die obere Trennungslinie, beziehungsweise die über der oberen Trennungslinie stehende Flüssigkeitsschicht, als maassgebend abzulesen und die Rechnung wieder genau wie vorhin anzustellen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2494.

5 décembre 1897.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec le Japon; ratifié par S. M. J. et R. Ap. à Vienne et les ratifications y échangées, le 30 novembre 1898.

R. G. Bl. 1898, Nr. 218.

Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 5. December 1897 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Japan.

(Geschlossen zu Wien am 5. December 1897, von Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 30. November 1898, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 30. November 1898 zu Wien stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Japaniae Imperatoris ad promovendas et dilatandas commercii relationes inter Utriusque Nostrum ditiones et subditos existentes conventio die quinto mensis Decembris anni elapsi Vindobonae inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.) 1898

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon,

animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision du Traité jusqu'ici en vigueur entre leurs Pays ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1ère classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,

et

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Le Sieur Takahira Kogoro, Shoshii 2ème classe de l'Ordre Impérial du Soleil levant, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu le présent Traité de commerce et de navigation.

Article I.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque des territoires de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits; ils seront, sur le même pied que les nationaux, libres de choisir et d'employer des avoués, avocats et mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux. Quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les nationaux.

Pour tout ce qui concerne le droit de résider et de voyager, de posséder des biens et effets mobiliers quelconques, de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, et transmettre par

1898 succession, par testament ou autre manière, les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou taxes autres ou plus élevés. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, d'une entière liberté de conscience et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte; ils jouiront aussi du droit d'inhumer leurs nationaux respectifs, suivant leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés qui seront établis et entretenus à cet effet.

Ils ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront perçues sur les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les sujets de chacune des Parties contractantes qui résident dans les territoires de l'autre, ne seront astreints à aucun service militaire obligatoire, soit dans l'armée ou la marine, soit dans la garde nationale ou la milice; ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel et de tous emprunts forcés de toutes exactions ou de contributions militaires.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles en tant que la possession d'un bien-fonds ou d'immeubles sera permise.

Article III.

Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des territoires de l'autre, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués, tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y posséder, louer et occuper des maisons et boutiques, des fabriques, des magasins, louer des terres à l'effet d'y résider ou d'y exercer une industrie ou faire le commerce, le tout en se conformant comme les nationaux eux-mêmes aux lois aux règlements de police et de douane du pays.

Ils auront pleine liberté d'entrer avec leurs navires et 1898
leurs cargaisons dans tous les ports et rivières de leurs territoires respectifs, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur, et jouiront, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, du même traitement que les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée, sans avoir à payer aucun impôt, taxe ou droit de quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux ou aux sujets de la nation la plus favorisée; le tout en se conformant aux lois, ordonnances et règlements des pays respectifs.

Article IV.

Les habitations, fabriques, magasins et boutiques des sujets de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que leurs dépendances, servant soit à la demeure, soit à l'industrie ou au commerce, seront respectés.

Il ne sera point permis d'y procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux ou aux sujets de la nation la plus favorisée.

Article V.

Il ne sera imposé à l'importation dans la Monarchie austro-hongroise de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, de quelque endroit qu'ils viennent, et à l'importation dans le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon de tous articles produits ou fabriqués dans la Monarchie austro-hongroise, de quelque endroit qu'ils viennent, aucun droit autre ou plus élevé que celui imposé aux articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition d'importation ne sera établie dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes sur un article quelconque produit ou fabriqué dans les territoires de l'autre, de quelque endroit qu'il vienne, à moins que cette prohibition ne soit appliquée en même temps à l'importation des articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays. Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la sécurité des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

1898

Article VI.

Il ne sera imposé dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, aucun droit ou charge autre ou plus élevé que ceux qui sont ou seront payables à l'exportation des articles similaires à destination d'un autre pays étranger quel qu'il soit; de même, aucune prohibition ne sera imposée à l'exportation d'aucun article des territoires de l'une des Parties contractantes à destination des territoires de l'autre sans que cette prohibition soit également étendue à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays.

Article VII.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, de l'exemption de tous droits de transit et d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne la magasinage, les primes, les facilités et les drawbacks.

Article VIII.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui sont importés comme échantillons par des marchands, des industriels ou des commis-voyageurs seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie à la condition que ces objets soient réexportés, sans avoir été vendus, dans le délai fixé par les lois du pays respectif et sous réserve de l'accomplissement des formalités de douane pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. La réexportation des échantillons devra être garantie dans les territoires des Hautes Parties contractantes immédiatement au premier lieu d'entrée soit par dépôt du montant des droits de douane respectifs soit par cautionnement.

Seront de même exempts de part et d'autre des droits d'entrée, les cartes d'échantillons, les échantillons en morceaux coupés de la pièce ou les échantillons représentant les marchandises en tant qu'ils ne peuvent servir à aucun autre usage, même lorsqu'ils seront importés d'une manière autre que celle prévue dans l'alinéa précédent.

Article IX.

S'il est prélevé dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes dans le pays entier ou dans une circonscription restreinte un droit interne, soit pour le compte de l'Etat, soit pour celui d'une commune ou d'une corporation, de la production, de la fabrication ou de la c

sommation d'un article, l'article similaire qui serait importé 1898
des territoires de l'autre Partie contractante ne pourra, dans ce pays ou dans cette circonscription, être grevé que du droit égal et non d'un droit plus élevé, ni plus onéreux.

Il ne pourra être prélevé des droits internes quelconques dans le cas où les articles de même nature ne seraient pas produits ou fabriqués ou ne seraient pas frappés des mêmes droits dans ce pays ou dans cette circonscription.

Article X.

Tous les articles qui sont ou pourront être également importés dans les ports du territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon sur des navires japonais pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires autrichiens ou hongrois; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucun droit ou charge, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires japonais. Réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports autrichiens ou hongrois sur des navires autrichiens ou hongrois pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires japonais; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucun droit ou charge de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires autrichiens ou hongrois. Cette égalité réciproque de traitement sera accordée indistinctement, soit que ces articles viennent directement des pays d'origine, soit qu'ils viennent de tout autre lieu.

De même, il y aura parfaite égalité de traitement relativement à l'exportation; ainsi, les mêmes droits d'exportation seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, sur l'exportation de tout article qui est ou pourra être légalement exporté, que cette exportation ait lieu sur des navires japonais ou sur des navires autrichiens ou hongrois et quel que soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des Hautes Parties contractantes ou un des ports d'une Puissance tierce.

Article XI.

Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés en pareil cas sur les navires nationaux

1898 ou sur les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, sur les navires de l'autre. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Article XII.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des territoires des Hautes Parties contractantes il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Partie, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XIII.

Il est fait exception aux dispositions du présent Traité pour le cabotage dans les territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, dont le régime reste soumis aux lois, ordonnances et règlements des pays respectifs. Il est entendu toutefois que les sujets japonais dans la Monarchie austro-hongroise, et les sujets autrichiens ou hongrois dans le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon jouiront, pour tout ce qui concerne le cabotage, des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par ces mêmes lois, ordonnances et règlements aux sujets de tout autre pays.

Tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports de l'Autriche ou de la Hongrie et tout navire autrichien ou hongrois chargé à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports du territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon pourra, en se conformant aux lois et aux règlements de douane du pays, décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination où le commerce étranger est admis, dans le but d'y décharger une autre partie ou le reste de sa cargaison d'origine.

Le Gouvernement japonais concède en outre aux navires autrichiens et hongrois de continuer, comme par le passé, et pour toute la durée du présent Traité, à transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'Empire, à l'exception des ports d'Osaka, de Niigata et d'Ebisu-Minato.

Article XIV.

Tout vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes qui

serait forcé par le mauvais temps ou pour toute autre raison 1898
de se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y pourvoir de tous les approvisionnements dont il aura besoin et de reprendre la mer sans payer d'autres taxes que celles qui seraient acquittés en pareille circonstance par les navires nationaux. Dans le cas cependant où le capitaine d'un navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

S'il arrive qu'un vaisseau de guerre ou un navire de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes échoue ou fasse naufrage sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront sans retard le Consul-Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent consulaire le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de l'Autriche ou de la Hongrie auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements de l'Autriche et de la Hongrie et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires autrichiens ou hongrois naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de Sa Majesté l'Empereur du Japon, auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés desdits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou les produits desdits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants quand ils les réclameront. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, lesdits produits ou objets seront remis aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants paieront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation desdits objets ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils paieront les droits ordinaires.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets d'une des Hautes Parties contractantes ferait naufrage ou échoue-

1898 rait sur les territoires de l'autre, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs seront autorisés, en l'absence du propriétaire, à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets des Etats respectifs. Il en sera de même dans le cas où le propriètaire, capitaine ou autre représentant serait présent, et demanderait une telle assistance.

Article XV.

Tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais et tous les navires qui, conformément aux lois autrichiennes ou hongroises, sont considérés comme navires autrichiens ou hongrois seront respectivement considérés comme navires japonais et autrichiens ou hongrois pour l'application du présent Traité.

Article XVI.

Si un marin déserte d'un vaisseau de guerre ou d'un navire de commerce appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes sur les territoires de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter toute assistance en leur pouvoir pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée par le Consul du pays auquel appartient le navire ou vaisseau du déserteur ou par le représentant dudit Consul.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux sujets du pays où la désertion a eu lieu.

Article XVII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, dans toutes les matières relatives au commerce et à la navigation, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'Elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir au Gouvernement, aux navires ou aux sujets de tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans condition à l'autre Partie contractante, leur intention étant que, pour ce qui concerne le commerce et la navigation, les Hautes Parties contractantes jouissent, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XVIII.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre, de la même protection que les nationaux relativement aux patentes, aux dessins et modèles, aux marques de fabrique ou de commerce, aux raisons sociales et aux noms, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Article XIX. 1898

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires.

Cette exception ne sera cependant pas faite à l'égard de l'une des Parties contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls et Agents consulaires exerceront toutes leurs fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XX.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives japonaises et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations municipales qui résultent de ce nouvel état de choses et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront, de plein droit, transférés aux dites autorités japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité, en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les dits quartiers seront confirmés et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. Il est entendu toutefois qu'aux autorités consulaires dont il y est fait mention, seront substituées les autorités japonaises.

Les droits de possession sur les dits biens fonciers pourront être librement aliénés à l'avenir par leurs possesseurs à des indigènes ou étrangers sans qu'ils soient tenus de demander comme à présent pour certains cas l'approbation des autorités consulaires ou japonaises.

Les terrains que le gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

1898

Article XXI.

Les dispositions du présent Traité sont applicables aux pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article XXII.

A dater de la mise en vigueur du présent Traité dans toutes ses parties, seront abrogés le Traité du 18 octobre 1869 correspondant au quatorzième jour du neuvième mois de la deuxième année de Meiji et tous les Arrangements et Conventions conclus entre les Hautes Parties contractantes existant antérieurement à cette date. En conséquence, la juridiction exercée par les tribunaux consulaires austro-hongrois au Japon et les priviléges, exemptions et immunités exceptionnels dont les sujets autrichiens ou hongrois jouissaient en matière juridictionnelle seront supprimés de plein droit et sans qu'il soit besoin de notification du jour de la mise en vigueur du présent Traité; et les Autrichiens et les Hongrois seront dès lors soumis à la juridiction des tribunaux japonais.

Article XXIII.

Le présent Traité, à l'exception de l'article XVIII, n'entrera en vigueur qu'une année après que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon aura notifié à la Monarchie austro-hongroise son intention de le voir mis à exécution, mais en aucun cas avant le 17 juillet 1899. Le présent Traité restera obligatoire pendant une période de douze ans à partir du jour où il aura été mis à exécution.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze années se seront écoulées depuis l'entrée en vigueur du présent Traité, de notifier à l'autre Partie son intention d'y mettre fin, et à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, le Traité cessera et expirera entièrement.

L'article XVIII du présent Traité sera mis en vigueur au moment de l'échange des ratifications dudit Traité et restera valable — à moins que les Hautes Parties contractantes ne conviennent pas d'une disposition contraire — jusqu'à ce que les autres articles du Traité cesseront d'être obligatoires.

Toutefois l'alinéa 1 de l'article V du Traité pourra être dénoncé à toute époque par l'Autriche-Hongrie et dans ce cas ladite disposition de cet article cessera d'être en vigueur douze mois après sa dénonciation.

Article XXIV. 1898

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Vienne ou à Tokio aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait en double expédition, à Vienne, le cinq décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept correspondant au cinquième jour du douzième mois de la trentième année de Meiji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der Kaiser von Japan,

von dem gleichen Wunsche beseelt, das gute Einvernehmen, welches erfreulicherweise zwischen Ihnen besteht, durch Ausdehnung und Hebung des Verkehres zwischen Ihren Staaten zu erhalten, und überzeugt, dass dieses Ziel nicht besser als durch die Revision des zur Zeit zwischen Ihren Ländern in Kraft stehenden Vertrages erfüllt werden kann, haben beschlossen, eine solche Revision auf Grundlage der wechselseitigen Billigkeit und des wechselseitigen Vortheiles vorzunehmen, und zu diesem Zwecke zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Grafen Agenor Goluchowski von Goluchowo, Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Rath und Kämmerer, Minister des Kaiserlichen und Königlichen Hauses und des Aeussern, Ritter des Ordens vom Goldenen Vliesse und Ritter des Kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone erster Classe,

und

Seine Majestät der Kaiser von Japan:

den Herrn Takahira Kogoro, Shoshii, Besitzer des Kaiserlichen Ordens der aufgehenden Sonne zweiter Classe, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien,

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten den gegenwärtigen Handels- und Schifffahrtsvertrag vereinbart haben:

Artikel I.

Die Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile sollen volle Freiheit geniessen, überall die Ge-

1898 biete des anderen vertragschliessenden Theiles zu betreten, zu bereisen oder sich daselbst niederzulassen, und sollen vollen und uneingeschränkten Schutz für ihre Person und ihr Eigenthum geniessen.

Sie sollen freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten haben zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte; sie sollen in gleicher Weise wie die Inländer das Recht haben, Anwälte, Advocaten und Vertreter zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte vor diesen Gerichten frei zu wählen und zu verwenden und in allen anderen auf die Rechtspflege bezüglichen Angelegenheiten alle Rechte und Begünstigungen der Inländer geniessen.

Die Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen in Bezug auf die Niederlassung und das Reisen, auf den Besitz von Waaren und beweglichen Sachen aller Art, auf Verfügungen jeder Art hinsichtlich aller Güter, welche sie gesetzlich erwerben können, und in Bezug auf die, sei es kraft letzten Willens oder in anderer Weise erfolgende Uebertragung von todeswegen, die nämlichen Begünstigungen, Freiheiten und Rechte geniessen und in diesen Beziehungen keinen höheren Abgaben und Lasten unterworfen sein, als die Inländer oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation. Die Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen vollkommene Gewissensfreiheit, sowie in Gemässheit der Gesetze, Verordnungen und Reglements das Recht privater oder öffentlicher Abhaltung ihres Gottesdienstes und auch das Recht geniessen, ihre betreffenden Landsleute nach ihren religiösen Gebräuchen auf den geeigneten und passend befundenen, zu diesem Zwecke angelegten und unterhaltenen Plätzen zu bestatten.

Sie sollen unter keinem Vorwande gezwungen werden, andere oder höhere Abgaben oder Steuern zu entrichten als diejenigen, welche jetzt oder künftig von Inländern oder Angehörigen der meistbegünstigten Nation gezahlt werden.

Artikel II.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile, welche in den Gebieten des anderen wohnen, sollen von jedem zwangsweisen Militärdienst irgendwelcher Art, sei es im Heere, in der Flotte, der Bürgerwehr oder der Miliz, von allen an Stelle persönlicher Dienstleistung auferlegten Abgaben und von allen Zwangsanleihen oder militärischen Leistungen oder Abgaben befreit sein.

Hiervon sind jedoch ausgenommen die Lasten, welche an den Besitz eines unbeweglichen Gutes geknüpft sind, sowie die militärischen Leistungen und Requisitionen, zu welchen

insoweit überhaupt der Besitz von liegenden Gütern oder 1898
Immobilien gestattet ist, alle Einheimischen in ihrer Eigenschaft als Besitzer, Pächter oder Miether unbeweglicher Güter herangezogen werden können.

Artikel III.

Es soll gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt zwischen den Gebieten der beiden hohen vertragschliessenden Theile bestehen.

Die Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile dürfen überall in den Gebieten des anderen Gross- oder Kleinhandel mit allen Arten von Erzeugnissen des Bodens und des Gewerbefleisses und von Waaren, soweit sie in den Verkehr gebracht werden dürfen, sei es persönlich oder durch Beauftragte, einzeln oder in Vereinigung mit Fremden oder Inländern betreiben; sie dürfen Wohnhäuser und Läden, Fabriksgebäude und Waarenhäuser besitzen oder miethen und bewohnen, auch dürfen sie für Niederlassungs-, Industrie- und Handelszwecke Ländereien pachten, wobei sie, wie die Inländer, den Gesetzen, den Polizei- und Zollvorschriften des Landes unterworfen sind.

Sie sollen befugt sein, frei und sicher mit ihren Schiffen und deren Ladungen alle Häfen und Flüsse in den bezüglichen Gebieten zu besuchen, welche dem auswärtigen Handel geöffnet sind oder künftighin geöffnet sein werden, und sollen gegenseitig in Angelegenheiten des Handels, der Industrie und der Schifffahrt dieselbe Behandlung wie die Inländer oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation geniessen, ohne andere oder höhere Steuern, Auflagen oder Zölle irgendwelcher Art oder Bezeichnung, mögen dieselben im Namen oder zum Vortheil der Regierung, öffentlicher Beamter, Privater oder irgendwelcher Corporationen oder Anstalten erhoben werden, zu entrichten, als diejenigen, welche von Inländern oder Angehörigen der meistbegünstigten Nation gezahlt werden; all dies immer in Gemässheit der Gesetze, Verordnungen und Reglements des betreffenden Landes.

Artikel IV.

Die Wohngebäude, Fabriken, Waarenhäuser und Läden der Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile in den Gebieten des anderen, sowie alle dazu gehörigen Räumlichkeiten, welche zu Niederlassungs-, Industrie- und Handelszwecken bestimmt sind, sollen unverletzlich sein.

Es ist unzulässig, dortselbst Hausdurchsuchungen abzuhalten, oder Bücher, Papiere und Rechnungen zu durchsuchen oder zu überprüfen, ausgenommen in denjenigen Fällen und in denjenigen Formen, in welchen derartige Maassnahmen

1898 nach den Gesetzen, Verordnungen und Reglements auch Inländern oder Angehörigen der meistbegünstigten Nation gegenüber anwendbar sind.

Artikel V.

Bei der Einfuhr in die österreichisch-ungarische Monarchie sollen auf alle Gegenstände, welche im Gebiete Seiner Majestät des Kaisers von Japan erzeugt oder verfertigt sind, von welchem Platze sie auch kommen mögen, und bei der Einfuhr in das Gebiet Seiner Majestät des Kaisers von Japan sollen auf alle Gegenstände, welche in der österreichisch-ungarischen Monarchie erzeugt oder verfertigt sind, von welchem Platze sie auch kommen mögen, keine anderen oder höheren Zölle gelegt werden als auf die gleichartigen Gegenstände, welche in irgend einem fremden Lande erzeugt oder verfertigt sind.

Auch soll bezüglich eines in den Gebieten des einen der hohen vertragschliessenden Theile erzeugten oder verfertigten Gegenstandes, von welchem Platze derselbe auch kommen möge, kein Verbot der Einfuhr in die Gebiete des anderen erlassen werden, welches nicht ebenso die Einfuhr des gleichartigen Gegenstandes aus irgend einem dritten Lande trifft. Diese letztere Vorschrift findet keine Anwendung auf die sanitären und anderen Verbote, welche durch die Nothwendigkeit veranlasst werden, die öffentliche Gesundheit, die Erhaltung des Viehes oder der der Landwirthschaft nützlichen Pflanzen zu sichern.

Artikel VI.

In den Gebieten eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile sollen bei der Ausfuhr nach den Gebieten des anderen auf keinen Gegenstand andere oder höhere Zölle oder Abgaben gelegt werden als diejenigen, welche bei der Ausfuhr der gleichartigen Gegenstände nach irgendeinem anderen fremden Lande jetzt oder in Zukunft entrichtet werden; auch darf nicht die Ausfuhr eines Gegenstandes aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Theile in die Gebiete des anderen mit einem Verbote belegt werden, welches sich nicht gleichmässig auf die Ausfuhr der gleichartigen Gegenstände nach irgend einem anderen Lande erstreckt.

Artikel VII.

Die Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen von der Entrichtung von Durchfuhrzöllen befreit sein und in allem, was sich auf Niederlagen, Ausfuhrvergütungen, Erleichterungen und Rückzölle bezieht, völlige Gleichstellung mit den Inländern geniessen.

Artikel VIII. 1898

Für eingangszollpflichtige Gegenstände, welche als Muster von Kaufleuten, Gewerbetreibenden und Handlungsreisenden eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden, unter der Voraussetzung, dass diese Gegenstände binnen der durch die Landesgesetze bestimmten Frist unverkauft wieder ausgeführt werden, und vorbehaltlich der Erfüllung der für die Wiederausfuhr oder für die Zurücklieferung in die Niederlage nothwendigen Zollförmlichkeiten. Die Wiederausfuhr der Muster muss in den Gebieten der hohen vertragschliessenden Theile unmittelbar am ersten Eintrittsorte durch Niederlegung des Betrages der bezüglichen Zollgebühren oder durch Sicherheitsstellung gewährleistet werden.

Ferner werden Musterkarten und Muster in Abschnitten, sowie Proben, sofern sie nur zum Gebrauche als solche geeignet sind, wechselseitig frei von Eingangsabgaben zugelassen, auch wenn ihre Einbringung auf anderem als dem im vorausgehenden Absatze bezeichneten Wege erfolgt.

Artikel IX.

Wird innerhalb der Gebiete eines der hohen vertragschliessenden Theile im ganzen Lande oder in einem beschränkten Umkreise, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung einer Gemeinde oder Corporation, von der Hervorbringung, der Herstellung oder dem Verbrauche eines Artikels eine innere Abgabe erhoben, so darf der gleiche Artikel, wenn er aus den Gebieten des anderen Theiles eingeführt wird, in diesem Lande oder diesem Umkreise nur mit einer gleichen und mit keiner höheren oder lästigeren Abgabe belegt werden.

Keinerlei innere Abgaben dürfen erhoben werden, falls in diesem Lande oder in diesem Umkreise Artikel derselben Art nicht erzeugt oder hergestellt werden, oder, wenn sie auch daselbst erzeugt oder hergestellt werden, nicht von derselben Abgabe getroffen sind.

Artikel X.

Alle Gegenstände, welche in japanische Häfen auf japanischen Schiffen gesetzmässig eingeführt werden oder eingeführt werden dürfen, können in diese Häfen auch auf österreichischen oder ungarischen Schiffen eingeführt werden, ohne anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben, gleichviel welcher Benennung, unterworfen zu sein, als wenn diese Gegenstände auf japanischen Schiffen eingeführt würden; und umgekehrt können alle Gegenstände, welche in österreichischen

1898 oder ungarischen Häfen auf österreichischen oder ungarischen Schiffen gesetzlich eingeführt werden oder eingeführt werden dürfen, in diese Häfen auch auf japanischen Schiffen eingeführt werden, ohne anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben, gleichviel welcher Benennung, unterworfen zu sein, als wenn diese Gegenstände auf österreichischen oder ungarischen Schiffen eingeführt würden. Diese gegenseitige gleiche Behandlung erfolgt ohne Unterschied, ob die betreffenden Gegenstände unmittelbar von dem Ursprungsorte oder von einem anderen Platze kommen.

Ebenso soll eine völlig gleiche Behandlung auch hinsichtlich der Ausfuhr herrschen, so dass in den Gebieten eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile bei der Ausfuhr eines Gegenstandes, welcher jetzt oder künftig gesetzmässig aus demselben ausgeführt werden kann, dieselben Ausfuhrzölle gezahlt und dieselben Ausfuhrvergütungen und Rückzölle gewährt werden sollen, gleichviel, ob die Ausfuhr auf japanischen oder auf österreichischen oder ungarischen Schiffen erfolgt, und ohne Rücksicht auf den Bestimmungsort, mag dieser ein Hafen eines der hohen vertragschliessenden Theile oder einer dritten Macht sein.

Artikel XI.

Keine Tonnen-, Hafen-, Lootsen-, Leuchtthurm-, Quarantäne- oder ähnlichen Gebühren irgendwelcher Art oder Bezeichnung, die, sei es im Namen oder im Interesse der Regierung, sei es in demjenigen von öffentlichen Beamten, von Privaten, von Corporationen oder von Instituten irgend welcher Art erhoben werden, dürfen in den Häfen der Gebiete eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile den Schiffen des anderen auferlegt werden, sofern dieselben nicht in den gleichen Fällen ebenso und unter denselben Bedingungen den inländischen Schiffen und den Schiffen der meistbegünstigten Nation auferlegt werden. Diese Gleichförmigkeit in der Behandlung soll wechselseitig auf die bezüglichen Schiffe Anwendung finden, ohne Rücksicht darauf, von welchem Hafen oder Platze dieselben ankommen und wohin sie bestimmt sind.

Artikel XII.

Rücksichtlich des Ankerplatzes, des Ladens und Löschens der Schiffe in den Häfen, Bassins, Docks, Rheden und Flüssen der Gebiete der hohen vertragschliessenden Theile soll den inländischen Schiffen weder ein Vorrecht noch eine Begünstigung gewährt werden, die nicht in gleicher Weise den Schiffen des anderen Theiles zustehen; die Absicht der hohen vertragschliessenden Theile geht dahin, dass auch in dieser Hinsicht die wechselseitigen Schiffe auf dem Fusse völliger Gleichheit behandelt werden sollen.

Artikel XIII. 1898

Die Küstenschifffahrt in den Gebieten des einen oder des anderen der hohen vertragschliessenden Theile wird durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht berührt; dieselbe soll den Gesetzen, Verordnungen und Reglements der betreffenden Länder unterworfen bleiben. Es ist jedoch vereinbart, dass japanische Staatsangehörige in der österreichisch-ungarischen Monarchie und österreichische oder ungarische Staatsangehörige im Gebiete Seiner Majestät des Kaisers von Japan in dieser Beziehung die Rechte und Begünstigungen geniessen sollen, welche in Gemässheit jener Gesetze, Verordnungen und Reglements den Angehörigen irgend eines anderen Landes bewilligt sind oder künftig bewilligt werden.

Jedes japanische Schiff, welches in einem fremden Lande ganz oder zum Theile mit Gütern für zwei oder mehr österreichische oder ungarische Häfen befrachtet ist, und jedes österreichische oder ungarische Schiff, welches in einem fremden Lande ganz oder zum Theile mit Gütern für zwei oder mehr japanische Häfen befrachtet ist, darf einen Theil seiner Ladung in einem der Bestimmungshäfen löschen und seine Reise nach dem anderen oder nach den anderen Häfen, sofern daselbst der fremde Handel gestattet ist, behufs Löschung eines anderen Theiles oder des Restes seiner ursprünglichen Ladung fortsetzen, in allen Fällen unter Beachtung der Gesetze und Zollvorschriften des betreffenden Landes.

Die japanische Regierung willigt überdies darein, dass österreichische und ungarische Schiffe nach wie vor für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages Ladung zwischen den offenen Häfen des Kaiserreiches befördern dürfen, ausgenommen nach oder von den Häfen von Osaka, Niigata und Ebisu-Minato.

Artikel XIV.

Alle Kriegs- oder Kauffahrteischiffe des einen oder anderen der hohen vertragschliessenden Theile, welche durch stürmisches Wetter oder aus irgend einem anderen Grunde genöthigt werden, in einem Hafen des anderen Theiles Zuflucht zu suchen, sollen die Befugnis haben, daselbst Ausbesserungen vorzunehmen, sich alle nöthigen Vorräthe zu verschaffen und wieder in See zu gehen, ohne irgend andere Gebühren zu bezahlen, als diejenigen, welche in solchen Fällen von inländischen Schiffen zu entrichten sind. Falls jedoch der Führer eines Kauffahrteischiffes sich genöthigt sehen sollte, einen Theil seiner Ladung zu veräussern, um Ausgaben zu bestreiten, so soll er verpflichtet sein, sich nach

1898 den Verordnungen und Tarifen des Ortes, wohin er gekommen ist, zu richten.

Wenn ein Kriegs- oder Kauffahrteischiff des einen der hohen vertragschliessenden Theile an den Küsten des anderen strandet oder Schiffbruch leidet, so sollen die Ortsbehörden hiervon ohne Verzug den nächst residirenden Generalconsul, Consul, Viceconsul oder Consularagenten benachrichtigen.

Alle Rettungsmaassregeln bezüglich japanischer, in den Küstengewässern Oesterreichs oder Ungarns verunglückter oder gestrandeter Schiffe sollen nach Maassgabe der österreichischen und ungarischen Gesetze, Verordnungen und Reglements platzgreifen, und umgekehrt sollen alle Rettungsmaassregeln hinsichtlich österreichischer oder ungarischer, in den Küstengewässern Seiner Majestät des Kaisers von Japan verunglückter oder gestrandeter Schiffe in Gemässheit der japanischen Gesetze, Verordnungen und Reglements erfolgen.

Alle derart gestrandeten oder verunglückten Schiffe oder Fahrzeuge, alle Schiffstrümmer und alles Schiffszugehör, sowie alle ihre Ausrüstungsgegenstände, ferner alle Güter und Waaren, welche von diesen Schiffen und Fahrzeugen gerettet worden sind, einschliesslich derer, welche in die See geworfen wurden, oder der Erlös dieser Gegenstände, falls sie verkauft worden sind, ebenso alle an Bord dieser gestrandeten oder verunglückten Schiffe oder Fahrzeuge vorgefundenen Papiere sind den Eigenthümern oder deren Stellvertretern auszuhändigen, sobald sie von denselben beansprucht werden. Wenn diese Eigenthümer oder Stellvertreter sich nicht an Ort und Stelle befinden, so sind der bezeichnete Erlös, sowie die gedachten Gegenstände den betreffenden Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consularagenten, sofern die Herausgabe von denselben innerhalb der durch die Landesgesetze festgesetzten Frist verlangt wird, auszuhändigen, und diese Consularbeamten, Eigenthümer oder Stellvertreter sollen nur die durch die Erhaltung der bezeichneten Güter erwachsenen Kosten, sowie den Bergelohn und andere Auslagen bezahlen, wie sie im Falle des Scheiterns eines inländischen Schiffes zu entrichten gewesen wären.

Die aus dem Schiffbruche geretteten Güter und Waaren sollen von allen Zöllen befreit sein, sofern sie nicht in den inneren Verbrauch übergehen, in welchem Falle sie die gewöhnlichen Abgaben zu entrichten haben.

Wenn ein Schiff, welches im Eigenthum von Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Theile steht, in den Gebieten des anderen strandet oder verunglückt, so sollen die betreffenden Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consularagenten, falls der Eigenthümer oder der Schiffs-

führer oder ein anderer Stellvertreter des Eigenthümers nicht 1898
anwesend ist, ermächtigt sein, ämtlichen Beistand zu leisten, damit den Angehörigen des betreffenden Landes die erforderliche Unterstützung gewährt wird. Derselbe Grundsatz soll in dem Falle Anwendung finden, wenn der Eigenthümer, Schiffsführer oder sonstige Stellvertreter zugegen ist und solchen Beistand nachsucht.

Artikel XV.

Alle Schiffe, welche in Gemässheit der japanischen Gesetze als japanische Schiffe, und alle Schiffe, welche in Gemässheit der österreichischen oder ungarischen Gesetze als österreichische oder ungarische Schiffe anzusehen sind, sollen als japanische, beziehungsweise österreichische oder ungarische Schiffe im Sinne dieses Vertrages gelten.

Artikel XVI.

Wenn ein Seemann von einem Kriegs- oder Kauffahrteischiffe eines der hohen vertragschliessenden Theile auf dem Gebiete des anderen desertirt, so sollen die Ortsbehörden über Ersuchen des Consuls jenes Landes, welchem das Schiff oder Fahrzeug des Deserteurs angehört, oder seines Stellvertreters verpflichtet sein, behufs Wiederergreifung und Uebergabe des Deserteurs jeden möglichen Beistand zu leisten.

Man ist darüber einverstanden, dass diese Bestimmung auf Angehörige des Landes, in welchem die Desertion erfolgt, keine Anwendung findet.

Artikel XVII.

Die hohen vertragschliessenden Theile kommen darin überein, dass in allen auf Handel und Schiffahrt bezüglichen Angelegenheiten jede Art von Vorrecht, Begünstigung oder Befreiung, welche der eine vertragschliessende Theil der Regierung den Schiffen oder den Angehörigen irgend eines anderen Staates gegenwärtig eingeräumt hat oder in Zukunft einräumen wird, sofort und bedingungslos auf den anderen vertragschliessenden Theil ausgedehnt werden soll, da es ihre Absicht ist, dass sie in Betreff des Handels und der Schiffahrt in allen Beziehungen die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation geniessen.

Artikel XVIII.

Die Angehörigen eines jeden der hohen vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen in Bezug auf Erfindungen, Muster und Modelle, Handels- uud Fabriksmarken, Firmen und Namen denselben Schutz, wie die eigenen Angehörigen unter der Voraussetzung geniessen, dass sie die hierfür gesetzlich vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

1898

Artikel XIX.

Ein jeder der hohen vertragschliessenden Theile kann Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln, Proconsuln und Consularagenten in allen Häfen, Städten und Plätzen des anderen Theiles, abgesehen von jenen Oertlichkeiten ernennen, in welchen es nicht angängig erscheinen sollte, derartige Consularbeamte zuzulassen.

Diese Ausnahme soll jedoch bezüglich des einen der vertragschliessenden Theile nicht gemacht werden, wenn sie nicht in gleicher Weise hinsichtlich aller anderen Mächte platzgreift.

Die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln, Proconsuln und Consularagenten sollten alle ihre Befugnisse ausüben und alle jene Sonderrechte, Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche den Consularbeamten der meistbegünstigten Nation gegenwärtig zustehen oder in Zukunft zustehen werden.

Artikel XX.

Die hohen vertragschliessenden Theile sind über Folgendes einverstanden:

Die einzelnen Fremdenniederlassungen in Japan sollen den betreffenden japanischen Gemeinden einverleibt werden und fortan Bestandtheile der japanischen Gemeinden bilden.

Die zuständigen japanischen Behörden werden demnach mit Bezug auf dieselben alle aus dieser Neuordnung der Dinge sich ergebenden Verpflichtungen übernehmen, welche ihnen hinsichtlich der Gemeinden obliegen, und gleichzeitig werden die öffentlichen Gelder und Vermögensgegenstände, welche diesen Niederlassungen gehören, den genannten japanischen Behörden übergeben werden.

Sobald die obbezeichneten Veränderungen erfolgt sind, sollen die bestehenden, zeitlich unbegrenzten Ueberlassungsverträge, auf Grund deren die Fremden gegenwärtig in den gedachten Niederlassungen Grundstücke besitzen, bestätigt und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keinerlei andere Steuern, Abgaben, Lasten, Auflagen oder Bedingnisse auferlegt werden, als sie in den bestehenden Ueberlassungsverträgen enthalten sind. Es versteht sich indessen, dass die Consularbehörden, welche in den Ueberlassungsverträgen erwähnt sind, durch die japanischen Behörden zu ersetzen sind.

Die Besitzrechte an diesen Niederlassungsgrundstücken können in Zukunft von ihren Besitzern frei, und ohne dass es dazu wie bisher in gewissen Fällen der Genehmigung der consularischen oder japanischen Behörden bedarf, an Inländer oder Ausländer veräussert werden.

Alle Ländereien, welche von der japanischen Regierung im Hinblicke auf den öffentlichen Gebrauch, welchem die-

selben zugewendet wurden, bisher zinsfrei überlassen worden 1898
sind, sollen unbeschadet der aus der Gebietshoheit sich ergebenden Rechte, frei von allen Steuern, Abgaben und Lasten den öffentlichen Zwecken, für welche sie ursprünglich bestimmt worden, dauernd erhalten bleiben.

Artikel XXI.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die mit dem Zollgebiete eines der hohen vertragschliessenden Theile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder.

Artikel XXII.

Der gegenwärtige Vertrag tritt vom Tage seines vollen Inkrafttretens an die Stelle des Vertrages vom 18. October 1869, das ist vom vierzehnten Tage des neunten Monates im zweiten Jahre von Meji, sowie an die Stelle aller zwischen den hohen vertragschliessenden Theilen vorher geschlossenen Verträge und Abkommen. Demgemäss hört sodann die von den österreichisch-ungarischen Consulargerichten in Japan bisher ausgeübte Gerichtsbarkeit auf und erreichen alle ausnahmsweisen Privilegien, Befreiungen und Immunitäten, welche die österreichischen und ungarischen Staatsangehörigen hinsichtlich der Jurisdiction bisher genossen, ohneweiters und ohne dass es einer Notification des Tages des Inkrafttretens des gegenwärtigen Vertrages bedürfte, ihr Ende; von da ab werden die Oesterreicher und Ungarn der japanischen Gerichtsbarkeit unterworfen sein.

Artikel XXIII.

Der gegenwärtige Vertrag mit Ausnahme des Artikels XVIII soll erst nach Ablauf eines Jahres, nachdem die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Japan der österreichisch-ungarischen Monarchie von ihrer Absicht, den Vertrag in Wirksamkeit zu setzen, Anzeige gemacht hat — jedoch keinesfalls vor dem 17. Juli 1899 — in Kraft treten. Der Vertrag soll vom Tage seines Inkrafttretens an zwölf Jahre in Geltung bleiben.

Jeder der hohen vertragschliessenden Theile soll das Recht haben, zu irgend einer Zeit, nachdem eilf Jahre vom Tage des Inkrafttretens des Vertrages verflossen sind, dem anderen Theile seine Absicht, diesen Vertrag aufhören zu lassen, anzukündigen, und mit Ablauf von zwölf Monaten nach erfolgter Kündigung soll der gegenwärtige Vertrag gänzlich aufhören und endigen.

Der Artikel XVIII des gegenwärtigen Vertrages wird mit dem Zeitpunkte des Austausches der Ratificationen dieses Vertrages in Kraft treten und, falls die hohen vertragschlies-

1898 senden Theile nicht eine andere Vereinbarung treffen, bis zu dem Zeitpunkte in Geltung bleiben, in welchem die übrigen Vertragsartikel zu gelten aufhören.

Alinea 1 des Artikels V des Vertrages kann jedoch seitens Oesterreich-Ungarns jederzeit gekündigt werden, und tritt in diesem Falle die erwähnte Bestimmung dieses Artikels zwölf Monate nach erfolgter Kündigung ausser Kraft.

Artikel XXIV.

Der gegenwärtige Vertrag soll von den hohen vertragschliessenden Theilen ratificirt und die Ratificationsurkunden sollen in Wien oder in Tokio sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in Wien am fünften December eintausend achthundertsiebenundneunzig, das ist am fünften Tage des zwölften Monates im dreissigsten Jahre von Meji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis, quae in hac conventione eiusque adnexis continentur, ea rata grataque habere profitemur, verbo Nostro Caesareo et Regio spondentes, Nos illa omnia fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro adpresso muniri jussimus.

Dabantur Vindobonae die tricesimo mensis Novembris anno millesimo octingentesimo nonagesimo octavo, Regnorum Nostrorum quadragesimo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Alexander Eques a Suzzara m. p.

caput sectionis.

(Urtext.)

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes:

1. Ad article I du Traité. 189

Le Gouvernement japonais consent, en attendant l'ouver-
ıre complète du pays aux sujets autrichiens et hongrois,
étendre le système existant des passeports de façon à per-
ettre auxdits sujets, sur la production d'un certificat favo-
ıble émanant de la Légation austro-hongroise à Tokio ou de
ın quelconque des Consulats austro-hongrois dans les ports
ponais ouverts, d'obtenir sur leur demande du Département
npérial des affaires étrangères à Tokio ou des autorités
rincipales de la Préfecture dans laquelle est situé un port
ıvert, des passeports valables pour toute l'étendue du pays
pour toute période n'excédant pas douze mois. Il est bien
ıtendu que, sous cette réserve, les lois et règlements
ıistants et applicables aux sujets autrichiens ou hongrois
ıi voyagent dans l'Empire du Japon, sont maintenus.

2. Ad article I et III.

Il est convenu que les sujets de l'une des Hautes Parties
ıntractantes seront admis dans les territoires de l'autre, de
même manière que les nationaux, à l'acquisition et à la pos-
ssion d'hypothèques sur des immeubles.

3. Ad article I et XIX.

En ce qui concerne la compétence des fonctionnaires con-
ılaires ainsi que l'assistance judiciaire en matière civile et
inale et l'extradition des criminels, les Hautes Parties con-
actantes accorderont, sous réserve de pleine réciprocité,
traitement de la nation la plus favorisée aussi longtemps
ı'elles n'auront pas réglé cette matière par un arrangement
écial.

4. Ad article V.

Un mois après l'échange des ratifications du Traité de
mmerce et de navigation signé ce jour, le tarif d'impor-
tion actuellement appliqué aux articles de la Monarchie
ıstro-hongroise au Japon cessera d'être en vigueur. A partir
ı même moment, le nouveau tarif de douane japonais ainsi
ıe les droits de faveur stipulés dans les autres Traités con-
ıs entre le Japon et les Etats étrangers seront applicables
ıx articles produits ou fabriqués en Autriche-Hongrie à leur
portation au Japon, tout en maintenant le traitement de
nation la plus favorisée garanti par les stipulations de
rticle XX du Traité existant entre les Hautes Parties con-
actantes aussi longtemps que lesdites stipulations resteront
vigueur, puis subséquemment des articles V et XVII du
aité signé ce jourd'hui.

1898 Toutefois il est entendu que les modifications qui seraient apportées ultérieurement au tarif douanier japonais devront être publiées six mois avant leur application aux articles produits ou fabriqués dans la Monarchie austro-hongroise.

Rien de ce qui est contenu dans le Traité, dans ce Protocole ou dans la Convention additionnelle signée ce jourd'hui ne pourra être tenu comme limitant ou déterminant le droit de l'Autriche-Hongrie et du Japon de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médicines, aliments ou breuvages falsifiés, d'imprimés, peintures, livres, cartes, lithographies, gravures indécentes ou obscènes, ou d'autres objets pouvant offrir quelque danger pour la sécurité ou la morale publique, d'articles fabriqués en violation des lois qui, en Autriche, en Hongrie et au Japon, réglementent les brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire. Ce droit réciproque s'étendra également aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la santé des personnes, ainsi que la conservation du bétail et de plantes utiles à l'agriculture.

Il est convenu que, dans le cas où l'application du principe de la nation la plus favorisée en matière des droits de douane garanti par le Traité signé ce jourd'hui et par le présent Protocole serait reconnue non satisfaisante dans la pratique, les Hautes Parties contractantes s'entendront sur des droits de faveur appicables aux articles ayant un intérêt spécial pour chacune d'Elles.

Tout en se réservant l'exécution ultérieure de cette clause les Hautes Parties contractantes sont convenues déjà actuellement d'une Convention additionnelle signée ce jourd'hui qui détermine jusqu'au 31 décembre 1903 le régime d'importation applicable à certains articles d'un pareil intérêt.

Sous tout autre rapport, les dispositions du Traité actuel ainsi que des Arrangements et Conventions subsidiairement conclus entre les Hautes Parties contractantes resteront obligatoires jusqu'a la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation signé ce jourd'hui.

5. Ad article XVIII.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de régler par une Convention spéciale la protection des patentes, dessins et modèles et entameront en son temps les négociations nécessaires.

Le Gouvernement japonais s'engage à adhérer, avant la cessation de la juridiction consulaire austro-hongroise au Japon, à l'Union internationale de Paris concernant la protection de la propriété industrielle.

6. Ad article XXII. 1898

Il est convenu que, malgré la cessation de la juridiction consulaire austro-hongroise au Japon, amenée ipso facto par l'entrée en vigueur entière du Traité de commerce et de navigation signé ce jourd'hui, cette juridiction sera maintenue par rapport à toutes les affaires déjà pendantes au moment de la mise en vigueur complète du Traité et restera obligatoire jusq'à leur décision définitive.

Le present protocole sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte.

Ce protocole prendra fin en même temps que ledit Traité cessera d'être obligatoire.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en double expedition, à Vienne, le cinq décembre 1897 correspondant au cinquième jour du douzième mois de la trentième année de Meiji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

Convention additionnelle.

Les Soussignés, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie, et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon à Vienne, en vertu de la disposition du Protocole final annexé au Traité de commerce et de navigation conclu ce jourd'hui, sont convenus de ce qui suit:

Article I.

En même temps que le nouveau tarif de douane japonais (alinéa 1 de la section 4 du Protocole final ad article V du Traité de commerce et de navigation ci-dessus mentionné) entrera en vigueur, les articles ci-après mentionnés, produits ou fabriqués dans la Monarchie austro-hongroise seront soumis à leur importation au Japon aux droits suivants:

Les ustensiles de cuisine ou vaisselles, ainsi que les autres ouvrages en tôle de fer ou d'acier, émaillés, décorés ou non; Les lampes, parties et accessoires de lampes en métal ou en verre; Les meubles de toute sorte en bois courbé; La bijouterie fausse;	10% *ad valorem*

1898 Les boutons de toute sorte; } 10% *ad valorem*
Les objets en verre, les cristaux et la vitrification, excepté le verre à vitres; } 10% *ad valorem*
La poudre insecticide . . . . . 5% *ad valorem*.
Les chevaux . . . . . exempts.

Les droits ad valorem seront calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication, augmenté des frais de transport et d'assurance dudit lieu jusqu'au port de déchargement, ainsi que des frais de commission, s'il en existe.

Article II.

A partir du jour où les articlés de l'Autriche-Hongrie seront traités au Japon de la manière stipulée ci-dessus, les articles produits ou fabriqués dans l'Empire du Japon jouiront à leur importation dans le territoire douanier austro-hongrois du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles produits ou fabriqués au Japon ci-dessous mentionnés seront soumis à leur importation dans le territoire douanier austro-hongrois aux droits d'entrée suivants:

	florins en or les 100 *kg*
Soie en cocons, déchets de soie non filés	exempts
Soie dévidée ou filée, écrue	exempte
Bourre de soie (déchets de soie filés), écrue . .	exempte
Tissus de soie pure, unis	200.—
Tresses de paille (en forme de rubans de toute sorte), non combinées avec d'autres matières	2.—
Papier de tenture	18.—
Porcelaine	
blanche	5.—
de couleur, lisérée, peinte, imprimée, argentée	10.—
Cuivre brut, même vieux en morceaux et débris	exempt

Article III.

Dans le cas où, pendant la durée de la présente Convention, il serait accordé par le Japon à un tiers Etat pour les marchandises dénommées dans l'article I de la présente Convention un traitement plus favorable, ce traitement profitera également, en vertu des dispositions contenues dans la section 4 ad article V du protocole final annexé au Traité de commerce et de navigation signé ce jourd'hui, aux marchandises similaires produites ou fabriquées dans la Monarchie austro-hongroise.

De même il est entendu que, dans le cas où l'Autriche-Hongrie accorderait pendant la durée de la présente Convention à un tiers Etat pour les marchandises dénommées

dans l'article II de la présente Convention des droits d'entrée 1898
plus réduits, ces droits seront appliqués également aux marchandises similaires produites ou fabriquées au Japon.

Article IV.

La présente Convention entrera en vigueur le jour où le nouveau tarif de douane japonais sera appliquée et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903.

Dans le cas où l'Autriche-Hongrie aurait notifié en vertu de la disposition contenue dans l'article XXIII du Traité de commerce et de navigation signé ce jourd'hui son intention de faire cesser les effets de l'alinéa 1 de l'article V dudit Traité, la présente Convention sera mise hors de vigueur douze mois après cette notification.

Elle sera considérée comme approuvée et sanctionnée par les Hautes Parties contractantes sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité signé ce jourd'hui.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition le cinq décembre 1897 correspondant au cinquième jour du douzième mois de la trentième année de Meiji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

Déclaration concernant l'interprétation des articles XVIII et XXIII du Traité de commerce et de navigation conclu ce jourd'hui.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu ce jourd'hui entre l'Autriche-Hongrie et le Japon, les Soussignés déclarent qu'il est bien entendu que le règlement des questions, tant au point de vue de l'action privée que sous rapport de l'action publique, qui surgiraient au Japon en matière de la propriété industrielle ou commerciale dans la période transitoire s'écoulant depuis le moment où l'article XVIII entrera en vigueur jusqu'à celui où ledit Traité recevra la pleine exécution, appartiendra à la juridiction japonaise, pourvu que cette juridiction soit appliquée également aux sujets des autres Etats ayant conclu des Traités avec le Japon.

Fait à Vienne en doub'e expédition le cinq décembre 1897 correspondant au cinquième jour du douzième mois de la trentième année de Meiji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

1898 Au moment de procéder à la signature du Traité d commerce et de navigation conclu, en date de ce jour, entr l'Autriche-Hongrie et le Japon, le soussigné Ministre Impéri et Royal des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, d sirant mettre hors de doute plusieurs questions traitées dan le courant des négociations, déclare qu'il a signé ledit Trait dans les suppositions suivantes, savoir que:

1° bien que la législation japonaise actuellement e vigueur n'admette pas encore les sujets étrangers à l'acqui sition de la propriété d'un immeuble au Japon, cette dispo sition ne déroge pas à la faculté des sujets autrichiens o hongrois d'acquérir, dans les buts visés par les articles I et III du Traité, aux mêmes conditions que les nationaux et en conformité des lois régissant cette matière, le droit d'emphytéose, de superficie et tout autre droit réel sur des immeubles et d'assurer aux droits personnels résultant des contrats de bail et de fermage le caractère d'un droit réel par l'inscription dans les régistres y affectés;

2° que le Gouvernement Impérial du Japon prendra en considération de faire construire selon l'exigence du commerce des magasins et des entrepôts réels dans toutes les places du pays qui ont une importance spéciale pour le commerce;

3° que, l'Etat japonais restant propriétaire des terrains concédés pour l'usage des quartiers étrangers visés dans l'article XX du Traité, leurs possesseurs ou leurs ayants cause n'auront à payer pour ces immeubles, à l'exception de la rente qu'ils ont à verser en vertu du contrat, aucune taxe ou imposition;

4° que les droits légalement acquis avant la mise en vigueur ou pendant la durée du Traité par les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, resteront valables sans qu'une modification y puisse être apportée après l'expiration du Traité.

Le Soussigné, en priant M. l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, M. Takahira, de vouloir bien prendre acte de ce qui précède, a l'honneur d'ajouter qu'il attacherait du prix à être informé sur l'époque que choisira le Gouvernement Impérial japonais pour la notification prévue dans l'alinéa 1 de l'article XXIII du Traité.

Le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à M. Takahira l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le cinq décembre 1897.

(L. S.) *Goluchowski* m. p.

JAPON.

Le Soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre pléni- 1898
potentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, a l'honneur d'informer Son Excellence Monsieur le Comte Goluchowski, Ministre Impérial et Royal des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, en réponse à Sa Note en date d'aujourdhui, que les suppositions y énoncées sous les Nos. 1—4 et qui ont pour objet l'acquisition des droits réels sur les biens-fonds, l'établissement de magasins et d'entrepôts réels, l'exemption des terrains dans les concessions étrangères et la conservation des droits acquis à l'expiration du Traité, sont exactes en tous les points.

Pour ce qui concerne la demande de Son Excellence Monsieur la Comte Goluchowski, énoncée à la fin de la dite Note, le Soussigné a l'honneur de faire la communication suivante:

Le Gouvernement Impérial japonais, jugeant désirable que les codes de l'Empire du Japon soient effectivement en vigueur au moment où le Traité existant entre le Japon et l'Autriche-Hongrie cessera d'être obligatoire, s'engage à ne pas faire la notification prévue dans le premier alinéa de l'article XXIII du Traité signé ce jourd'hui avant que les parties desdits codes qui sont soumises à un nouvel examen ne soient entièrement mises en vigueur.

Le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Comte Goluchowski les assurances de ses sentiments de la plus haute considération.

Vienne, le cinq décembre 1897.

(L. S.) *K. Takahira* m. p.

(Uebersetzung.)

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrages sind die unterzeichneten Bevollmächtigten über nachstehende Bestimmungen übereingekommen:

1. Zu Artikel I des Vertrages.

Die japanische Regierung ist damit einverstanden, noch vor vollständiger Eröffnung des Landes für österreichische und ungarische Staatsangehörige das bestehende Passsystem derart zu erweitern, dass die bezeichneten Staatsangehörigen, welche ein Empfehlungszeugnis der österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Tokio oder irgend eines der österreichisch-ungarischen Consulate in den geöffneten japanischen Häfen vorzeigen, über ihr Einschreiten von dem kaiserlich japani-

1898 schen Auswärtigen Amte in Tokio oder von den Oberbehörden des Bezirkes, in welchem ein offener Hafen liegt, für das ganze Landesgebiet und für die Dauer von längstens zwölf Monaten giltige Pässe erhalten. Es besteht Einverständnis darüber, dass, unter dem bezeichneten Vorbehalte, die bestehenden Gesetze und Verordnungen, welche für die das japanische Reich bereisenden österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen maassgebend sind, aufrecht erhalten bleiben sollen.

2. Zu Artikel I und III.

Es wird vereinbart, dass die Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Theile in den Gebieten des anderen Theiles zu dem Erwerbe und Besitze von Hypothekarrechten an unbeweglichen Gütern in gleicher Weise wie die Inländer zugelassen werden.

3. Zu Artikel I und XIX

In Betreff der Competenz der Consularfunctionäre, der gerichtlichen Assistenz in Civil- und Strafrechtsangelegenheiten, sowie in Betreff der Auslieferung von Verbrechern, gestehen sich die hohen vertragschliessenden Theile unter der Voraussetzung voller Reciprocität die meistbegünstigte Behandlung insolange zu, als sie dieses Gebiet nicht durch ein specielles Uebereinkommen geregelt haben werden.

4. Zu Artikel V.

Einen Monat nach dem Austausche der Ratificationen des heute unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrages wird der in Japan dermalen auf die Einfuhr von Waaren aus der österreichisch-ungarischen Monarchie angewendete Einfuhrzolltarif ausser Kraft treten. Von demselben Zeitpunkte ab werden der neue japanische Zolltarif, sowie die in den anderen Verträgen Japans mit fremden Staaten vereinbarten Begünstigungszölle auf die in Oesterreich-Ungarn erzeugten oder hergestellten Waaren bei deren Einfuhr nach Japan Anwendung finden. Die Behandlung auf dem Fusse der Meistbegünstigung gemäss den Bestimmungen des Artikels XX des zwischen den vertragschliessenden Theilen gegenwärtig bestehenden Handelsvertrages bleibt für die Dauer dieser Bestimmungen und nach Ablauf ihrer Giltigkeit gemäss den Artikeln V und XVII des heute unterzeichneten Vertrages voll aufrecht.

Es wird übrigens vereinbart, dass die Aenderungen, welche an dem japanischen Zolltarif späterhin vorgenommen würden, sechs Monate vor ihrer Anwendung auf die in Oesterreich-Ungarn erzeugten und hergestellten Waaren veröffentlicht werden müssen.

Keine Bestimmung des Vertrages, dieses Protokolles oder 1898
der am heutigen Tage abgeschlossenen Zusatzconvention soll Oesterreich-Ungarn oder Japan hindern, Beschränkungen oder Verbote zu erlassen hinsichtlich der Einfuhr von verfälschten Droguen, Medicamenten, Lebensmitteln oder Getränken, von unanständigen oder unzüchtigen Drucksachen, Bildern, Büchern, Karten, Lithographien und Stichen, oder von anderen Gegenständen, welche für die öffentliche Sicherheit oder Moral gefährlich sind, endlich von solchen Artikeln, welche im Widerspruche mit der in Oesterreich, in Ungarn und in Japan bestehenden Gesetzgebung über die Erfindungspatente, die Fabriksmarken oder das geistige Eigenthum hergestellt sind. Dieses wechselseitig anerkannte Recht erstreckt sich gleichmässig auch auf Sanitätsverbote oder andere Verbote, welche sich aus der Nothwendigkeit des Schutzes der Gesundheit der Personen, sowie aus Rücksichten der Erhaltung des Viehes und der der Landwirthschaft nützlichen Pflanzen ergeben.

Auch herrscht Einverständnis darüber, dass in dem Falle, als die Anwendung des Grundsatzes der meistbegünstigten Nation in Betreff der Zölle, welcher durch den heute unterzeichneten Vertrag, sowie durch das gegenwärtige Protokoll gewährleistet ist, sich in der Praxis als unzulänglich herausstellen sollte, die vertragschliessenden Theile Begünstigungszölle für jene Artikel vereinbaren werden, an welchen jeder von ihnen ein specielles Interesse besitzt.

Vorbehaltlich der späteren Durchführung dieser Clausel sind die hohen vertragschliessenden Theile schon gegenwärtig über eine am heutigen Tage unterzeichnete Zusatzconvention übereingekommen, in welcher bis zum 31. December 1903 die auf gewisse Artikel von solchem speciellen Interesse anwendbare Einfuhrzollbehandlung festgestellt wird.

In allen anderen Beziehungen sollen die Bestimmungen des gegenwärtig geltenden Vertrages, sowie der zwischen den hohen vertragschliessenden Theilen ausserdem abgeschlossenen Vereinbarungen und Conventionen bis zum Inkrafttreten des am heutigen Tage unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrages in Wirksamkeit bleiben.

5. Zu Artikel XVIII.

Die hohen vertragschliessenden Theile behalten sich den Abschluss eines besonderen Vertrages über Patent-, Muster- und Markenschutz vor und werden seinerzeit in entsprechende Verhandlungen eintreten.

Ferner verpflichtet sich die japanische Regierung, dass sie, bevor die österreichisch-ungarische Consulargerichtsbarkeit in Japan in Wegfall kommt, der internationalen Pariser Union,

1898 betreffend den Schutz des industriellen Eigenthumes, beitreten werde.

6. Zu Artikel XXII.

Es besteht Einverständnis darüber, dass trotz des mit dem vollen Inkrafttreten des heute unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrages an sich eintretenden Wegfalles der in Japan ausgeübten österreichisch-ungarischen Consulargerichtsbarkeit dennoch diese Gerichtsbarkeit bezüglich aller Angelegenheiten, welche zur Zeit des vollen Inkrafttretens des Vertrages bereits anhängig sind, bis zur endgiltigen Entscheidung derselben fortdauern soll.

Das gegenwärtige Protokoll wird ohne besondere Ratification, durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratificationen des Vertrages, auf welchen es sich bezieht, als von den hohen vertragschliessenden Theilen gebilligt und bestätigt angesehen.

Auch wird vereinbart, dass die Bestimmungen dieses Protokolles zu gleicher Zeit mit dem Aufhören der Wirksamkeit des genannten Vertrages ausser Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dasselbe unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung am fünften December 1897, das ist am fünften Tage im zwölften Monate des dreissigsten Jahres von Meji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

Zusatzconvention.

Die Unterzeichneten, und zwar der Minister der auswärtigen Angelegenheiten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Böhmen etc. und Apostolischen Königs von Ungarn und der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Seiner Majestät des Kaisers von Japan in Wien, haben auf Grund der Bestimmung des Schlussprotokolles zu dem am heutigen Tage abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrage Nachstehendes vereinbart:

Artikel I.

Vom Zeitpunkte des Inkrafttretens des neuen japanischen Zolltarifes an (Punkt 4, Alinea 1, des Schlussprotokolles zu Artikel V des oberwähnten Handels- und Schifffahrtsvertrages) werden die nachstehend aufgezählten, in der österreichisch-ungarischen Monarchie erzeugten oder verfertigten Artikel bei ihrer Einfuhr nach Japan folgende Zölle entrichten:

Küchengeräthschaften oder Geschirre, sowie andere Gegenstände aus Eisen- oder Stahlblech, auch emaillirt, decorirt;	10% vom Werthe.	1898
Lampen, Bestandtheile und Zubehör von Lampen aus Metall oder Glas;		
Möbel aller Art aus gebogenem Holze;		
Unechte Bijouterien;		
Knöpfe aller Art;		
Glaswaaren, Krystallglas und Vitrification, mit Ausnahme von Fensterglas;		
Insectenpulver	5% vom Werthe.	
Pferde	frei.	

Die Werthzölle werden nach dem wirklichen Werthe der Waaren am Einkaufs-, Erzeugungs- oder Fabricationsorte berechnet, unter Hinzufügung der Kosten des Transportes und der Versicherung vom genannten Orte bis zum Löschungshafen, sowie bezügllich der etwaigen Commissionsspesen.

Artikel II.

Von dem Tage ab, an welchem die Artikel Oesterreich-Ungarns in Japan auf die oben vereinbarte Weise behandelt werden, werden die im Kaiserthume Japan erzeugten oder verfertigten Artikel bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation geniessen.

Die unten angeführten, in Japan erzeugten oder angefertigten Gegenstände werden bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet nachstehenden Einfuhrzöllen unterliegen:

	Gulden Gold pro 100 *kg*
Seidengaletten (Cocons), Seidenabfälle, ungesponnen	frei
Seide, abgehaspelt oder filirt, roh	frei
Floretseide (Seidenabfälle, gesponnen), roh . . .	frei
Ganzseidene glatte Gewebe	200
Strohbänder (bandartige Strohgeflechte aller Art), nicht in Verbindung mit anderen Materialien	2
Tapeten	18
Porzellan:	
weiss	5
farbig, gerändert, bemalt, bedruckt, vergoldet, versilbert	10
Kupfer, roh, auch alt, gebrochen und in Abfällen	frei

Artikel III.

Für den Fall, als während der Dauer der gegenwärtigen Convention seitens Japans einem dritten Staate eine günstigere Behandlung hinsichtlich der im Artikel I dieser Con-

1898 vention angeführten Gegenstände zugestanden werden sollte, wird dieselbe im Sinne der Bestimmungen des Punktes 4 zu Artikel V des Schlussprotokolles zu dem am heutigen Tage unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrage in gleicher Weise auch den gleichartigen in der österreichisch-ungarischen Monarchie erzeugten oder angefertigten Waaren zukommen.

Ebenso wird vereinbart, dass für den Fall, als Oesterreich-Ungarn während der Dauer der gegenwärtigen Convention einem dritten Staate hinsichtlich der im Artikel II dieser Convention angeführten Gegenstände niedrigere Eingangszölle gewähren sollte, diese Zölle in gleicher Weise auch von den gleichartigen in Japan erzeugten oder angefertigten Waaren entrichtet werden sollen.

Artikel IV.

Die gegenwärtige Convention wird an jenem Tage in Kraft treten, an welchem der neue japanische Zolltarif zur Anwendung gelangt, und wird bis zum 31. December 1903 in Wirksamkeit bleiben.

Für den Fall als Oesterreich-Ungarn in Gemässheit der Bestimmung des Artikels XXIII des am heutigen Tage unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrages seine Absicht kundgeben würde, die Wirkungen des Alinea 1 des Artikels V des genannten Vertrages aufgehoben zu sehen, wird die gegenwärtige Convention zwölf Monate nach dieser Verständigung ausser Kraft gesetzt werden.

Dieselbe wird ohne besondere Ratification, durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratificationen des am heutigen Tage unterzeichneten Vertrages als von den hohen vertragschliessenden Theilen gebilligt und bestätigt angesehen werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen vertragschliessenden Theile die gegenwärtige Convention unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung am fünften December 1897, das ist am fünften Tage des zwölften Monates im dreissigsten Jahre von Meji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

Erklärung, betreffend die Auslegung der Artikel XVIII und XXIII des am heutigen Tage abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrages.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen Oesterreich-Ungarn und Japan abgeschlossenen Handels- und

Schifffahrtsvertrages geben die Unterzeichneten die einver- 1898
ständliche Erklärung ab, dass in der Uebergangszeit zwischen dem Inkrafttreten des Artikels XVIII bis zum Eintritte der vollen Wirksamkeit des Vertrages die Regelung aller Fragen, welche in Japan hinsichtlich des industriellen und commerciellen Eigenthumes, sowohl vom Gesichtspunkte des privatrechtlichen als auch des öffentlichrechtlichen Verfahrens auftauchen würden, der japanischen Gerichtsbarkeit unter der Voraussetzung zusteht, dass diese Gerichtsbarkeit gleichmässig auch gegenüber den Angehörigen aller anderen in einem Vertragsverhältnisse zu Japan stehenden Staaten ausgeübt wird.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung am fünften December 1897, das ist am fünften Tage im zwölften Monate des dreissigsten Jahres von Meji.

(L. S.) *Goluchowski* m. p. (L. S.) *K. Takahira* m. p.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen Oesterreich-Ungarn und Japan abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrages gibt der gefertigte kaiserliche und königliche Minister der auswärtigen Angelegenheiten Oesterreich-Ungarns, von dem Wunsche geleitet, noch einige im Laufe der Verhandlungen zur Erörterung gelangte Fragen ausser Zweifel zu stellen, die Erklärung ab, dass er diesen Vertrag unter nachstehenden Voraussetzungen unterzeichnet hat, nämlich:

1. dass den österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen, wiewohl den Fremden nach der dermalen geltenden japanischen Gesetzgebung der Erwerb des Eigenthumes an Liegenschaften in Japan noch versagt ist, die Befugnis verbleibt, dortselbst zur Erreichung der in den Artikeln I und III des Vertrages bezeichneten Zwecke unter den gleichen Bedingungen wie die Inländer und nach Maassgabe der diesen Gegenstand regelnden Gesetzgebung emphyteutische, superficiarische und andere dingliche Rechte an Liegenschaften zu erwerben und den persönlichen aus Pacht- und Miethverträgen sich ergebenden Rechten durch Eintragung in die hierzu bestimmten Register den Charakter dinglicher Rechte zu verleihen;

2. dass die kaiserlich japanische Regierung darauf Bedacht nehmen wird, in allen für den Handel besonders wichtigen Plätzen ihres Landes den Bedürfnissen des Verkehres entsprechend, Waarenhäuser und zollfreie Niederlagen zu errichten;

1898 3. dass, da das Eigenthum an den im Artikel XX des Vertrages erwähnten Niederlassungsgrundstücken dem japanischen Staate verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für diese Grundstücke ausser dem contractmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgendwelcher Art nicht zu entrichten haben werden;

4. dass die vor oder unter der Herrschaft des Vertrages wohlerworbenen Rechte der Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Theile in den Gebieten des anderen auch nach Ablauf des Vertrages unverändert bestehen bleiben.

Indem der Unterzeichnete den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Seiner Majestät des Kaisers von Japan, Herrn Takahira, von dem Vorstehenden Kenntnis zu nehmen bittet, beehrt er sich beizufügen, dass er Werth darauf legen würde, darüber unterrichtet zu werden, welchen Zeitpunkt die kaiserlich japanische Regierung für die im ersten Absatz des Artikels XXIII vorgesehene Anzeige in Aussicht genommen hat.

Der Unterzeichnete benutzt auch diesen Anlass, um Herrn Takahira die Versicherung seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Wien, am 5. December 1897.

(L. S.) *Goluchowski* m. p.

Der unterzeichnete ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Seiner Majestät des Kaisers von Japan beehrt sich Seiner Excellenz dem Herrn Grafen Goluchowski, kaiserlichen und königlichen Minister der auswärtigen Angelegenheiten Oesterreich-Ungarns, auf die Note vom heutigen Tage zu erwidern, dass die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdrucke gebrachten Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grundstücken, die Errichtung von Waarenhäusern und Zollniederlagen, die Steuerfreiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung wohlerworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegenstande haben, in allen Punkten zutreffend sind.

Was das am Schlusse des betreffenden Schreibens gestellte Ersuchen Seiner Exzellenz des Herrn Grafen Goluchowski betrifft, hat der Gefertigte die Ehre, nachfolgende Mitteilung zu machen:

Die kaiserlich japanische Regierung hält es für wünschenswerth, dass die Gesetzbücher des japanischen Reiches thatsächlich in Wirksamkeit sind, sobald das zwischen Japan und Oesterreich-Ungarn gegenwärtig bestehende Vertragsverhältnis seine Geltung verliert; sie verpflichtet sich deshalb, die im

ersten Absatze des Artikels XXIII des heute unterzeichneten 1898
Vertrages vorgesehene Anzeige nicht eher zu machen, als bis diejenigen Theile der genannten Gesetzbücher, welche sich jetzt noch in Vorbereitung befinden, vollständig in Kraft gesetzt sein werden.

Der Unterzeichnete benützt diesen Anlass, um Seiner Excellenz dem Herrn Grafen Goluchowski die Versicherung seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Wien, am 5. December 1897.

(L. S.) *K. Takahira* m. p.

Der vorstehende Handels und Schifffahrtsvertrag nebst Schlussprotokoll, Zusatzconvention und Annexen wird nach erfolgter Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Thun m. p. *Kast* m. p. *Kaizl* m. p. *Di Pauli* m. p.

2495.

6 décembre 1898.

Ordonnance ministérielle concernant la tare pour le „superoxyde de barium" en tonneaux.

R. G. Bl. 1898, Nr. 234.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 6. December 1898, betreffend die Festsetzung eines Tarasatzes für Bariumsuperoxyd in Fässern.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird mit Beziehung auf die Ministerialverordnungen vom 15. Juli 1894, R. G. Bl. Nr. 151, und vom 26. April 1897, R. G. Bl. Nr. 106, für Bariumsuperoxyd der T. Nr. 325 *bis* in Fässern ein Tarasatz von 4 Procent festgesetzt.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2496.

24 décembre 1898.

Publication du ministère des finances concernant la couleur à donner aux preuves et signes d'identité des tissus importés pour être brodés sous le bénéfice du traitement par acquit-à-caution.

R. G. Bl. 1898, Nr. 232.

AUTRICHE-HONGRIE.

1898 *Kundmachung des Finanzministeriums vom 24. December 1898, betreffend die Feststellung der Farbe für die im Stickereiveredlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identitätsbezeichnungen.*

Mit Beziehung auf die Verordnung vom 27. März 1890, R. G. Bl. Nr. 56, betreffend die zollämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres wird angeordnet, dass in der Zeit vom 1. Januar bis Ende December 1899 an den Geweben, welche im Stickereiveredlungsverkehre eingeführt werden, die Identitätsstempel in rother Farbe anzubringen sind.

Kaizl m. p.

2497.

27 décembre 1898.

Publication ministérielle concernant le traitement à l'entrée des marchandises japonaises sur le pied de la nation la plus favorisée.

R. G. Bl. 1898, Nr. 228.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. December 1898, betreffend die meistbegünstigte Behandlung der japanischen Provenienzen bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet.

In Gemässheit des Schlussprotokolles P. 4 zu Art. V des Handels- und Schifffahrtsvertrages vom 5. December 1897 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Japan, R. G. Bl. Nr. 218 ex 1898, sowie des Artikels II der zu diesem Vertrage gehörigen Zusatzconvention wird im Einvernehmen mit den betheiligten königlich-ungarischen Ministerien angeordnet, dass vom 1. Januar 1899 — als dem Tage des Inkrafttretens des neuen japanischen Zolltarifes — angefangen die im Kaiserthum Japan erzeugten oder verfertigten Artikel bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation geniessen.

Das mit den Kundmachungen vom 25. Mai 1892, R. G. Bl. Nr. 79, und vom 10. Juli 1894, R. G. Bl. Nr. 143, verlautbarte Verzeichnis der meistbegünstigten Staaten ist hiernach zu ergänzen.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1899 in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

JAPON.

2498.

1898

30 décembre 1898.

Ordonnance Impériale concernant la prorogation de la durée de l'union douanière et commerciale avec la Hongrie et des rapports avec la banque austro-hongroise.

R. G. Bl. 1898, Nr. 239.

Kaiserliche Verordnung vom 30. December 1898, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit der Bestimmungen des bisherigen Zoll- und Handelsbündnisses mit den Ländern der ungarischen Krone und das Verhältnis zur österreichisch-ungarischen Bank.

Auf Grund des § 14 des Staatsgrundgesetzes vom 21. December 1867, R. G. Bl. Nr. 141, finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die mit der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 308, bis 31. December 1898 aufrecht erhaltene Wirksamkeit der Bestimmungen des zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der ungarischen Krone kraft des Gesetzes vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 62, abgeschlossenen und mit dem Gesetze vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 48, verlängerten und modificirten Zoll- und Handelsbündnisses, sammt den durch die Gesetze vom 25. Juli 1891, R. G. Bl. Nr. 105, 2. August 1892, R. G. Bl. Nr. 127, 27. December 1893, R. G. Bl. Nr. 191 und vom 27. Februar 1897, R. G. Bl. Nr. 72, eingetretenen weiteren Modificationen wird bis 31. December 1899 verlängert.

Für dieselbe Zeitdauer bleibt es in Bezug auf die Verwendung der Einnahmen des Zollgefälles bei der im § 1 des Gesetzes vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 47, getroffenen Bestimmung.

§ 2.

Die mit der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 308, bis 31. December 1898 aufrecht erhaltene Wirksamkeit des Gesetzes vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 51, betreffend die Verlängerung des Privilegiums der österreichisch-ungarischen Bank, sowie der Gesetze vom 12. Juni 1890, R. G. Bl. Nr. 112, und vom 2. August 1892, R. G. Bl. Nr. 129, wird bis 31. December 1899 verlängert.

Im Zusammenhange hiermit wird die durch die citirte kaiserliche Verordnung aufrechterhaltene Wirksamkeit des Gesetzes vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 49, wodurch die Regierung der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder ermächtigt wurde, auf Grundlage des Gesetzes vom

1898 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 64, mit der ungarischen Regieru in Betreff der Schuld von ursprünglich 80 Millionen Guld an die österreichisch-ungarische Bank eine neue Vereinbaru abzuschliessen, in der Art verlängert, dass die Bestimmung des auf Grund dieses Gesetzes abgeschlossenen Ueberei kommens bis 31. December 1899 in Kraft zu bleiben habe beziehungsweise die Ausführung der Bestimmungen des A tikels III dieses Uebereinkommens auf ein Jahr hinausg schoben wird.

Demgemäss wird der Finanzminister ermächtigt, das i folge der Verlängerung des Privilegiums erforderliche Uebe einkommen mit der österreichisch-ungarischen Bank abz schliessen.

§ 3.

Sobald während der Dauer des Jahres 1899 Vereinb rungen zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Ländern und den Ländern der ungarischen Krone übe die in den §§ 1 und 2 bezeichneten Angelegenheiten in Wirk samkeit treten, wie auch in dem Falle, wenn hinsichtlic dieser Angelegenheiten in den Ländern der ungarische Krone der gegenwärtige Zustand oder die Reciprocität nich unverändert aufrechterhalten wird, verlieren die in den §§ und 2 getroffenen Anordnungen ihre Geltung.

§ 4.

Diese Verordnung tritt mit 1. Januar 1899 in Kraft.

Mit dem Vollzuge derselben ist Mein Gesammtministeriu beauftragt.

Wien, 30. December 1898.

Franz Joseph m. p.

Thun m. p.
Wittek m. p.
Bylandt m. p.
Kaizl m. p.
Welsersheimb m. p.
Ruber m. p.
Kast m. p.
Jedrzejowicz m. p.
Di Pauli m. p.

2499.

30 décembre 1898.

Rescript Impérial au sujet de la quote-part des pays représentés au Reichsrath pour les dépenses communes.

R. G. Bl. 1898, Nr. 240.

chstes Handschreiben vom 30. December 1898, betreffend 1898
rhältnis, in welchem die im Reichsrathe vertretenen König- und Länder im Jahre 1899 zu den Kosten der gemeinsamen Angelegenheiten beizutragen haben.

ine k. und k. Apostolische Majestät haben nach-
les Allerhöchstes Handschreiben allergnädigst zu er-
geruht:

Lieber Graf Thun!

ı zwischen den gesetzlichen Vertretungen der im
rathe vertretenen Königreiche und Länder und der
r der ungarischen Krone hinsichtlich des Verhältnisses,
chem dieselben im Jahre 1899 zu den Kosten der ge-
men Angelegenheiten beizutragen haben, ein Ueber-
mmen im Sinne des § 3 des Gesetzes vom 21. December
R. G. Bl. Nr. 146 (§§ 19, 20 und 21 des ungarischen
artikels XII vom Jahre 1867), nicht erzielt worden ist,
le Ich auf Grund des § 3 des citirten Gesetzes (§ 21
irten Gesetzartikels) zu bestimmen, dass das Verhält-
welchem die im Reichsrathe vertretenen Königreiche
änder der ungarischen Krone zu den Kosten der ge-
mmen Angelegenheiten auf Grund des Gesetzes vom
i 1887, R. G. Bl. Nr. 47 (ungarischer Gesetzartikel XXIII
ahre 1887), für den Zeitraum von 1888 bis 1887 und
rund Meines Handschreibens vom 30. December 1897,
Bl. Nr. 310, für das Jahr 1898 beizutragen hatten, für
uer des Jahres 1899 unverändert aufrechterhalten bleibt.
h beauftrage Sie, dies zur allgemeinen Kenntnis zu
n.

Vien, 30. December 1898.

Franz Joseph m. p.

Thun m. p.

2500.

31 décembre 1898.

nnance ministérielle en vertu de laquelle les
més dont le débit est interdit en Autriche, sont
ment exclus du transport par les chemins de fer
ou compagnies de navigation.

R. G. Bl. 1898, Nr. 241.

1898 *Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und d Eisenbahnen vom 31. December 1898, betreffend die Ausschliessu von Druckschriften, denen der Postdebit entzogen ist, von d Beförderung durch die Eisenbahn- und Dampfschifffahrt Unternehmungen.*

§ 1.

Druckschriften, denen der Postdebit für die im Reichs rathe vertretenen Königreiche und Länder entzogen ist, sin auf Grund der Bestimmungen im § 50 des Eisenbahn-Betriebs reglements vom 10. December 1892, R. G. Bl. Nr. 207, vo der Beförderung mit den Eisenbahnen ausgeschlossen.

Die gleiche Bestimmung findet auf die Beförderung mit tels der Dampfschifffahrt Anwendung.

§ 2.

Wird erst nach erfolgter Uebernahme einer Sendung zu Transporte festgestellt, dass dieselbe Druckschriften der in § 1 bezeichneten Art enthält, so hat die Transportunter nehmung die Sendung oder den zu beanständenden Theil der selben zurückzuhalten und hiervon der politischen Behörde oder am Sitze einer landesfürstlichen Polizeibehörde, diese letzteren die Anzeige zu erstatten.

Die genannten Behörden haben nach Aufnahme des Thatbestandes den Verfügungsberechtigten zu verständigen, dass die betreffende Sendung über seinen Wunsch auf seine Kosten nach dem Auslande rückgesendet, oder falls ein solches Begehren innerhalb 4 Wochen nicht gestellt werden sollte, vernichtet werden wird.

§ 3.

Die für die Behandlung derartiger Sendungen im Postverkehre bestehenden Vorschriften bleiben unberührt.

§ 4.

Die vorstehenden Bestimmungen treten mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Die königlich ungarische Regierung, mit welcher diesfalls das Einvernehmen gepflogen wurde, trifft gleichzeitig übereinstimmende Anordnungen für die Länder der ungarischen Krone.

Thun m. p. *Wittek* m. p. *Di Pauli* m. p.

2501.

24 décembre 1898.

Publication du Ministère R[1] des finances à l'égard de l'établissement d'un bureau douanier secondaire à Gyulafalva-Commando.

R. G. Bl. 1899, Nr. 1.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 24. December 1898, betreffend die Errichtung eines Nebenzollamtes in Gyulafalva-Commando.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums ist in Gyulafalva-Commando ein in Bezug auf die Anweisung der Waaren mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes I. Classe bekleidetes Nebenzollamt II. Classe errichtet worden, welches seine Wirksamkeit bereits begonnen hat.

Kaizl m. p.

2502.

31 décembre 1898.

Arrangement entre le Ministère I[1] R[1] des finances et la banque austro-hongroise pour une nouvelle prorogation du privilège de la banque au 31 décembre 1899.

R. G. Bl. 1899, Nr. 2.

Uebereinkommen vom 31. December 1898, betreffend die neuerliche Verlängerung des Privilegiums der Oesterreichisch-ungarischen Bank bis 31. December 1899, abgeschlossen zwischen dem k. k. Finanzminister auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1898, R. G. Bl. Nr. 239.

Auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1898, R. G. Bl. Nr. 239, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit des bisherigen Zoll- und Handelsbündnisses mit den Ländern der ungarischen Krone und das Verhältnis zur Oesterreichisch-ungarischen Bank', wird zwischen dem k. k. Finanzminister und der Oesterreichisch-ungarischen Bank ein Uebereinkommen dahin getroffen, dass das auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 308, zwischen dem k. k. Finanzminister und der Oesterreichisch-ungarischen Bank abgeschlossene Uebereinkommen vom 31. December 1897, R. G. Bl. Nr. 1 ex 1898, betreffend die Verlängerung des Privilegiums der Oesterreichisch-ungarischen Bank bis 31. December 1898, auch für die Dauer des

1898 neuerdings verlängerten Privilegiums, das ist bis 31. D cember 1899, seinem vollen Inhalte nach und, bis auf die a der neuerlichen Verlängerung des Privilegiums bis 31. D cember 1899 sich ergebende Hinausschiebung der mit 31. D cember 1898 festgesetzten Termine um ein Jahr, unverände in Geltung zu bleiben hat.

Die Bestimmungen des derart in Geltung bleibende Uebereinkommens treten im Sinne des § 3 der kaiserliche Verordnung vom 30. December 1898, R. G. Bl. Nr. 239, auc vor dem 31. December 1899 mit dem Zeitpunkte ausser Wirk samkeit, in welchem die definitive Regelung der hierdurc nur provisorisch geordneten Angelegenheiten in Kraft tritt desgleichen dann, wenn hinsichtlich dieser Angelegenheite der in den Ländern der ungarischen Krone heute bestehend Zustand eine Aenderung erleidet.

Wien, 31. December 1898.

Der k. k. Finanzminister:	Oesterreichisch-ungarische Bank:
Kaizl m. p.	*Kautz* m. p. Gouverneur.
Lieben m. p. Generalrath.	*Mecenseffy* m. p. Generalsecretär.

2503.

4 janvièr 1899.

Loi sur la régularisation du Danube dans la Basse Autriche.

R. G. Bl. 1899, Nr. 5.

Gesetz vom 4. Januar 1899, betreffend die Donauregulirung im Erzherzogthume Oesterreich unter der Enns.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Vollendung der mit den Gesetzen vom 8. Februar 1869, R. G. Bl. Nr. 120, vom 29. Juli 1877, R. G. Bl. Nr. 70, und vom 6. Juni 1882, R. G. Bl. Nr. 68, angeordneten Regulirung der Donau in Niederösterreich von der Einmündung der Isper in die Donau bis zur Landesgrenze bei Theben und die Ergänzung dieser Regulirung ist nach dem von der Donau-Regulirungscommission aufgestellten, einen integrirenden Bestandteil dieses Gesetzes bildenden Bauprogramme bis 31. December 1911 durchzuführen.

§ 2. 1899

Die Kosten dieser Regulirung, einschliesslich der Kosten ir die Erhaltung des Donaucanales und für die Erhaltung ämmtlicher übrigen Regulirungsbauten bis 31. December 1911 'erden, insoweit sie durch die auf Grund des Gesetzes vom . Juni 1882, R. G. Bl. Nr. 68, beziehungsweise vom 6. Juni 1882, . G. Bl. Nr. 52, noch einfliessenden Mittel nicht gedeckt nd, mit 20,700.000 fl. veranschlagt.

Insoweit sich bei der Ausführung einzelner, in das Proramm aufgenommenen Arbeiten gegenüber den hiefür einesetzten Beträgen Ersparungen ergeben sollten, können dieelben zur Bedeckung etwaiger Ueberschreitungen bei anderen, ı das Programm aufgenommenen Arbeiten herangezogen 'erden.

§ 3.

Zur Beschaffung des unbedeckten Erfordernisses von),000.000 fl. ist ein mit höchstens 4 Procent verzinsliches ıd innerhalb längstens 50 Jahren rückzahlbares Anlehen ıfzunehmen.

Die Donau-Regulirungscommission ist ermächtigt, dieses nlehen entweder selbst aufzunehmen, oder dessen Aufnahme ırch ein Creditinstitut mittelst Ueberweisung der Verısungs- und Tilgungsannuitäten an dieses letztere durchhren zu lassen.

§ 4.

Der Staatsschatz betheiligt sich vom 1. Januar 1902 anfangen an den Kosten für die Verzinsung und Tilgung eses Anlehens mit $66^2/_3$ Procent unter der Bedingung, dass

1. das Land Niederösterreich 25 Procent dieser Verısungs- und Tilgungskosten übernimmt und dass

2. die erzielten Reinerträgnisse des bestehenden, in Verıltung der Donau-Regulirungscommission in Wien zu besenden Donau-Regulirungsfondes und eines allfälligen Zuıchses zu diesem Fonde (§§ 6 und 7) vom 1. Januar 1902 gefangen alljährlich zu einem Drittel an den Staatsschatz geführt werden.

Die Donau-Regulirungscommission wird ermächtigt, das § 3 vorgesehene Anlehen ganz oder theilweise vor dem hre 1902 zu begeben. Für etwaige, bis 1. Januar 1902 aufıfende Passivzinsen hat die Donau-Regulirungscommission lbst Vorsorge zu treffen. Die Beiträge des Staates zur Verısung und Tilgung des Anlehens sind zum erstenmale in n Staatsvoranschlag für das Jahr 1902 einzustellen.

1899

§ 5.

Die im § 1 vorgesehenen Arbeiten sind als Staatsbau durch die bestehende Donau-Regulirungscommission in Wien auszuführen.

Bei dieser Ausführung wird dem Lande Niederösterreich und der Gemeinde Wien die gleiche Ingerenz mit der Staatsverwaltung eingeräumt.

Sollte eine Abänderung des aufgestellten Programmes für die Vollendung und Ergänzung der Donauregulirung beantragt werden, so kann die Durchführung solcher Aenderungen nur mit Zustimmung aller drei Interessenten (der Staatsverwaltung, des Landes Niederösterreich und der Gemeinde Wien) erfolgen.

Eine Aenderung dieses Programmes, welche eine Erhöhung des Gesammtaufwandes bedingen würde, bedarf der Genehmigung der Reichs- und Landesgesetzgebung und des Wiener Gemeinderathes.

§ 6.

Die zum Zwecke der Ausführung der im gegenwärtigen Gesetze bezeichneten Arbeiten zu erwerbenden und durch dieselben gewonnenen Grundflächen, beziehungsweise deren Erträgnisse, haben einen Zuwachs zu dem bestehenden Donau-Regulirungsfonde zu bilden, an welchem das Eigenthumsrecht dem Staate, dem Lande Niederösterreich und der Gemeinde Wien zu je einem Drittel zusteht.

§ 7.

Die Donau-Regulirungscommission wird ermächtigt, behufs Erfüllung der ihr übertragenen Aufgaben, insbesondere behufs besserer Ausgestaltung des Schiffumschlagsverkehres, an den ihr geeignet erscheinenden Punkten, vornehmlich innerhalb des Gemeindegebietes der Reichshaupt- und Residenzstadt Wien, Grundstücke zu erwerben, sowie die von ihr geschaffenen Häfen und Umschlagsplätze entsprechend auszurüsten und einzurichten. Die nöthigen Mittel für Grunderwerbungen zu dem letzterwähnten Zwecke dürfen nicht aus den zu reinen Bauzwecken bestimmten Anlehensgeldern entnommen werden, sondern hat sich die Donau-Regulirungscommission diese Mittel mit Hilfe ihres bereits vorhandenen Grundbesitzes auf möglichst ökonomische Weise selbst zu beschaffen.

Die dergestalt erworbenen Grundstücke haben ebenfalls einen Zuwachs zu dem bestehenden Donau-Regulirungsfonde zu bilden, bei dessen Verwaltung durch die Donau-Regulirungscommission dem Lande Niederösterreich und der Gemeinde Wien die gleiche Ingerenz mit der Staatsverwaltung zusteht.

§ 8. 1899

Die Auslagen für die Ausrüstung und Einrichtung der von der Donau-Regulirungscommission geschaffenen Häfen und Umschlagsplätze sind aus den eigenen Einnahmen des Donau-Regulirungsfondes zu bestreiten.

§ 9.

Die Einnahmen der in der Kuchelau und der Freudenau zu errichtenden öffentlichen Hafenanlagen, dann eventueller weiterer, von der Donau-Regulirungscommission auf Grund dieses Gesetzes innerhalb des Gemeindegebietes der Reichshaupt- und Residenzstadt Wien zu errichtenden öffentlichen Hafenanlagen und Umschlagsplätze haben, insolange das auf Grund dieses Gesetzes zur Vollendung und Ergänzung der Donauregulirung in Niederösterreich aufzunehmende Anlehen nicht in seiner Gänze getilgt ist, dem Donau-Regulirungsfonde zuzufliessen.

Dagegen ist der Donau-Regulirungsfond verpflichtet, diese Anlagen während der bezeichneten Zeit zu verwalten, in gutem, vollkommen betriebsfähigem Zustande zu erhalten und einen beim Betriebe derselben sich etwa herausstellenden Abgang zu tragen. Für den Fall, als der Donau-Regulirungsfond Verträge, welche die Benützung der Hafenanlagen und Umschlagsplätze oder eines Theiles derselben durch dritte Personen, Gesellschaften u. s. w. zum Gegenstande haben, abschliessen sollte, darf sich die Wirksamkeit solcher Verträge nicht über den Zeitpunkt der vollständigen Tilgung des nach § 3 aufzunehmenden Anlehens erstrecken.

§ 10.

Mit dem Zeitpunkte der vollständigen Tilgung des Anlehens gehen die in der Kuchelau und in der Freudenau auf Grund dieses Gesetzes errichteten öffentlichen Hafenanlagen, sowie die von der Donau-Regulirungscommission innerhalb des Gemeindegebietes der Reichshaupt- und Residenzstadt Wien auf Grund dieses Gesetzes etwa weiters errichteten Hafen- und Umschlagsanlagen, unbeschadet des Miteigenthumsrechtes der Gemeinde Wien an dem sonstigen Fondsvermögen (§ 6), unentgeltlich in das alleinige Eigenthum und damit auch in die Verwaltung und Erhaltung der Reichshaupt- und Residenzstadt Wien über.

Die Abtretung umfasst die Wasserflächen der Hafenanlagen und landeinwärts die zum Hafen- und Umschlagsbetriebe nothwendigen Grundstreifen, sowie die von der Donau-Regulirungscommission hergestellte und bestrittene Einrichtung und Ausrüstung dieser Anlagen.

1899

§ 11.

Falls sich zwischen den drei Curien hinsichtlich dieser Abtretung, insbesondere hinsichtlich des Umfanges derselben Meinungsverschiedenheiten ergeben sollten, so ist jene Curie, welche sich durch einen Majoritätsbeschluss der Donau-Regulirungscommission in ihren Interessen beeinträchtigt erachtet, berechtigt, gegen die Ausführung des betreffenden Beschlusses Einsprache zu erheben und längstens binnen acht Tagen die Einberufung eines Schiedsgerichtes zu verlangen.

Das Schiedsgericht besteht aus drei Mitgliedern, und werden von der dasselbe anrufenden Curie einerseits, sowie von den beiden anderen Curien andererseits je ein Mitglied ernannt, das dritte Mitglied aber wird von der vollen Rathsversammlung des Obersten Gerichtshofes aus seiner Mitte gewählt.

Das so zusammengesetzte Schiedsgericht entscheidet mit Ausschluss jedes weiteren Rechtsweges, ob der angefochtene Beschluss ausgeführt werden soll, zugleich aber auch über alle etwaigen Streitigkeiten über seine eigene Competenz in erster und letzter Instanz.

§ 12.

Der öffentliche Charakter der vorerwähnten Anlagen (§ 10) und deren Zugänglichkeit für jedermann, der dieselben unter den hiefür vorgeschriebenen Bedingungen benützen will, bleiben auch nach dem Uebergange in das Eigenthum der Gemeinde Wien aufrecht. Ebenso bleiben dieselben auch nach diesem Zeitpunkte der sicherheits- und schifffahrtspolizeilichen Hoheit und Aufsicht der Staatsverwaltung unterworfen.

§ 13.

Die Verwendung des im Bauprogramme in der Rubrik: „Dammbauten" lit. *l* für sonstige Dammbauten, beziehungsweise für Subventionirung solcher Bauten vorgesehenen Betrages per 1,000.000 fl. österr. Währ. darf nur nach Prüfung der für solche Bauten ausgearbeiteten, der Donau-Regulirungscommission fallweise zu unterbreitenden Projecte und nach Zustimmung aller drei Curien zu denselben erfolgen.

§ 14.

Vom 1. Januar 1911 angefangen hat der Staatsschatz die Kosten der Erhaltung der auf Grund der Donau-Regulirungsgesetze ganz oder theilweise ausgeführten Stromregulirungsbauten (Uferversicherungen, Leitwerke, Abschlussbauten, Verlandungstraversen u. dgl.) in der Strecke von der Einmündung der Isper in die Donau bis zur Landesgrenze bei Theben,

dann der Schutz- und Dammbauten in der Strecke von Nussdorf bis Fischamend allein zu tragen, und können daher von diesem Tage an das Land Niederösterreich und die Gemeinde Wien zu keinerlei weiteren Beiträgen für die Erhaltung dieser obbezeichneten Regulirungsarbeiten herangezogen werden. 1899

Sollte die Vollendung dieser Arbeiten vor dem 1. Januar 1912 erfolgen, so würde die Erhaltung der genannten Bauten bereits vom Vollendungstage an auf den Staatsschatz übergehen.

§ 15.

Ein besonderes Gesetz wird bestimmen, wem und in welcher Weise vom 1. Januar 1912 angefangen die Pflicht der Erhaltung der von der Isper bis Nussdorf und von Fischamend bis Theben ausgeführten Schutz- und Dammbauten obliege, jedoch darf die Gemeinde Wien zur Erhaltung dieser Bauten in keiner Weise herangezogen werden.

Die Erhaltung der im § 10 erwähnten, seinerzeit an die Gemeinde Wien zu übergebenden öffentlichen Hafenanlagen und Umschlagsplätze vom 1. Januar 1912 bis zum Zeitpunkte der vollständigen Tilgung des Anlehens wird gemäss der Bestimmungen des § 9 vom Donau-Regulirungsfonde übernommen werden.

§ 16.

Für die den Gegenstand dieses Gesetzes bildende Donauregulirung wird, insbesondere auch hinsichtlich der im § 7, Absatz 1, erwähnten Grunderwerbungen das Enteignungsrecht eingeräumt, wobei die Bestimmungen des Gesetzes vom 18. Februar 1878, R. G. Bl. Nr. 30, betreffend die Enteignung zum Zwecke der Herstellung und des Betriebes von Eisenbahnen, sinngemäss Anwendung zu finden haben.

§ 17.

Auf die den Gegenstand dieses Gesetzes bildende Donauregulirung findet die Bestimmung des § 1 des Gesetzes vom 19. Februar 1873, R. G. Bl. Nr. 32, keine Anwendung.

§ 18.

Das im § 3 bezeichnete Anlehen und die hierauf bezüglichen Interimsscheine, Schuldverschreibungen, deren Coupons und sonstigen Urkunden sind von der Entrichtung der Stempel und Gebühren befreit ohne Unterschied, ob die Aufnahme des Anlehens durch die Donau-Regulirungscommission selbst erfolgt oder nach Maassgabe des § 3, Absatz 2, durch ein Creditinstitut durchgeführt wird.

1899 Die Stempel- und Gebührenfreiheit wird auch eingeräumt für die zum Zwecke der Vollendung und Ergänzung der mit den Gesetzen vom 8. Februar 1869, R. G. Bl. Nr. 20, vom 29. Juli 1877, R. G. Bl. Nr. 70, und vom 6. Juni 1882, R. G. Bl. Nr. 68, angeordneten Regulirung der Donau in Niederösterreich von der Einmündung der Isper in die Donau bis zur Landesgrenze bei Theben, dann für die zum Zwecke der Errichtung von Hafen- und Umschlagsanlagen sich ergebenden Eingaben, Amtshandlungen, Verträge, sowie für die sonstigen Urkunden zur Beschaffung der nöthigen Geldmittel (§ 3), endlich für die Rechtsgeschäfte und Urkunden in Betreff der etwa erforderlichen Grundeinlösungen.

Bei Rechtsgeschäften anderer Art, die zwischen der Donau-Regulirungscommission und Privaten abgeschlossen werden, ist nach den Bestimmungen der §§ 20 und 69 Gebührengesetz mit der Maassgabe vorzugehen, dass dieser Commission die persönliche Gebührenfreiheit nach Tarifpost 75*a* des Gebührengesetzes zukommt.

§ 19.

Die im § 18 bezeichneten Schuldverschreibungen sind, wenn sie von der Donau-Regulirungscommission selbst ausgegeben werden, zur fruchtbringenden Anlegung von Capitalien der Stiftungen, der unter öffentlicher Aufsicht stehenden Anstalten, des Postsparcassenamtes, dann von Pupillar-, Fideicommiss- und Depositengeldern und zum Börsencourse, jedoch nicht über dem Nennwerthe, zu Dienst- und Geschäftscautionen verwendbar.

Durch eine im Reichsgesetzblatte kundzumachende Verordnung der mit der Durchführung des Gesetzes betrauten Ministerien können die Begünstigungen des ersten Absatzes auch den gemäss § 3, Absatz 2, von einem Creditinstitute auszugebenden Schuldverschreibungen zugestanden werden.

§ 20.

Mit der Durchführung dieses Gesetzes, welches mit dem Zeitpunkte seiner Kundmachung in Wirksamkeit tritt, sind Meine Minister des Innern, der Finanzen, des Handels und der Justiz beauftragt.

Wien, am 4. Januar 1899.

Franz Joseph m. p.

Thun m. p. *Ruber* m. p.
Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

1899

Programm

für die Vollendung und Ergänzung der Donauregulirung in der Zeit bis 31. December 1911.

Bauobject.

	Veranschlagte Summe
Strombauten zur Vollendung und Ergänzung des Projectes vom Jahre 1881	5,320.579 fl. 82 kr.
Dammbauten zur Vollendung und Ergänzung des Projectes vom Jahre 1881:	
a) Damm für den Winterhafen bei Rührsdorf, eventuell bei Krems	190.000 „ — „
b) Schutzdamm bei Palt gegenüber von Krems	17.000 „ — „
c) „ „ St. Johann-Trübensee	360.000 „ — „
d) Reconstruction des Nordwestbahndammes sammt Anlagen am Rohrbache und Brückenherstellung über den Donaugraben	30.000 „ — „
e) Verstärkung des rechtsseitigen Donaugrabendammes	10.000 „ — „
f) Erhöhung und Verstärkung des rechtsseitigen Ueberschwemmungsdammes unterhalb Wiens vom Rettungshügel bei der Wasenmeisterei am Wiener Donaucanale bis zur Einmündung des Zieglerwassers in die Donau bei Mannswörth	296.000 „ — „
g) Beendigung des Baues des Fischamender Dammes	163.500 „ — „
h) Herstellung des Entwässerungsgrabens von Orth bis Witzelsdorf	92.000 „ — „
i) Beendigung des Baues des Marchfeldschutzdammes	4,689.965 „ 70 „
k) Schutz- und Dammbauten in der Strecke Stockerau —Hubertusdamm bei Wien	400.000 „ — „
l) Für sonstige Dammbauten am Hauptstrome, sowie für Rückstaudämme an den einmündenden Seitenbächen, beziehungsweise für Subventionen zur Herstellung oder Erhaltung derartiger von Gemeinden, Concurrenzen u. dgl. ausgeführten oder noch auszuführenden Schutz- und Dammbauten	1,000.000 „ — „
Winterhafen in der Freudenau (2,000.000 fl.) und Herstellungen für einen Vorhafen in der Kuchelau (1,000.000 fl.)	3,000.000 „ — „
Abgrabung des sogenannten Aeugels in der Thalenge von Theben und Regulirung des Donaudurchstiches bei Wien auf Niedrigwasser	1,000.000 „ — „
Grundeinlösungen und Entschädigungen	1,500.000 „ — „
Erhaltung einschliesslich des Wiener Donaucanales, Behebung der Elementarschäden und Regie bis Ende 1911	8,048.900 „ — „
Reserve	1,040.000 „ — „
Gesammtkosten der Donauregulirung bis 31. December 1911	27,157.945 fl. 52 kr.
Hiervon ab die Dotationsreste nach dem Gesetze vom 6. Juni 1882, R. G. Bl. Nr. 68	6,462.000 „ — „
Es verbleibt demnach ein unbedecktes Erfordernis von	20,695.945 fl. 52 kr.
oder rund	20,700.000 fl. — kr.

1899

2504.

17 janvier 1899.

Ordonnance ministérielle à l'égard des certificats d'origine prescrits à la partie III points 18, 21, 27 et 28 du protocole final du traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 avec l'Italie.

R. G. Bl. 1899, Nr. 17.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 17. Januar 1899, betreffend die Ausstellung der im III. Theile, Punkt 18, 21, 27 und 28 des Schlussprotokolles zu dem Handels- und Schifffahrtsvertrage mit Italien vom 6. December 1891 erwähnten Ursprungszeugnisse.

Im Einvernehmen mit den betheiligten ungarischen Ministerien wird behufs Vermeidung von Missbräuchen angeordnet, dass die im III. Theile, Punkt 18, 21, 27 und 28 des Schlussprotokolles zu dem Handels- und Schifffahrtsvertrage mit Italien vom 6. December 1891 erwähnten Waaren bei ihrer Einfuhr nur in dem Falle nach dem besonderen Begünstigungszollsatze abzufertigen sind, wenn in dem bezüglichen Ursprungszeugnisse ausdrücklich bestätigt ist, dass der Ort, in dem die Waare erzeugt worden ist — je nach der Art der Waare — in der Provinz Venetien, beziehungsweise Brescia, beziehungsweise in Apulien (Puglie) gelegen ist.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2505.

23 janvier 1899.

Publication du Ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Bielitz.

R. G. Bl. 1899, Nr. 25.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 23. Januar 1899, betreffend die Errichtung einer Zollexpositur im Postgebäude zu Bielitz.

Im neuen Postgebäude zu Bielitz wurde eine Epositur des k. k. Hauptzollamtes Bielitz errichtet, welche ihre Wirksamkeit mit 1. Januar 1899 begonnen hat.

Kaizl m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

2506.

1899

28 janvier 1899.

Ordonnance Impériale à l'égard d'une nouvelle prorogation d'un an du transfert de la jurisdiction consulaire austro-hongroise en Egypte aux tribunaux mixtes y établis.

R. G. Bl. 1899, Nr. 16.

Kaiserliche Verordnung vom 28. Januar 1899, wodurch auf Grund des Gesetzes vom 16. December 1890, R. G. Bl. Nr. 218, sowie des § 19 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, die Einschränkung der Gerichtsbarkeit der österreichisch-ungarischen Consulargerichte in Aegypten und die theilweise Uebertragung dieser Gerichtsbarkeit auf die dort errichteten gemischten Tribunale auf ein weiteres Jahr verfügt wird.

§ 1.

Die mit der kaiserlichen Verordnung vom 18. December 1875, R. G. Bl. Nr. 153, über die Aenderungen in der Gerichtsbarkeit der österreichisch-ungarischen Consulargerichte in Aegypten erlassenen Bestimmungen bleiben in Verlängerung des mit der kaiserlichen Verordnung vom 31. Januar 1894, R. G. Bl. Nr. 30, zuletzt angesetzten Termines vorläufig auf ein weiteres Jahr, das ist bis 1. Februar 1900, in Geltung.

§. 2.

Mit dem Vollzuge dieser Verordnung ist mein Justizminister beauftragt.

Wien, am 28. Januar 1899.

Franz Joseph m. p.

Thun m. p. *Ruber* m. p.

2507.

3 février 1899.

Publication du Ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Borusowa.

R. G. Bl. 1899, Nr. 23.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 9. Februar 1897, betreffend die Errichtung einer Zollamtsexpositur in Borusowa.

Mit 1. Januar 1899 wurde an Stelle des Ansagepostens in Borusowa eine Zollexpositur des k. k. Nebenzollamtes Uščie jeznickie errichtet und mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet.

Kaizl m. p.

1899

2508.

13 février 1899.

Ordonnance ministérielle concernant un complément aux dispositions de la liste officielle alphabétique du tarif douanier à la position „rails de voies ferrées".

R. G. Bl. 1899, Nr. 34.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 13. Februar 1899, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Eisenbahnschienen".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Eisenbahnschienen" in nachstehender Weise ergänzt:

Nach Absatz 1 der Anmerkung ist ein neuer Absatz einzuschalten, welcher folgendermaassen zu lauten hat:

Hiernach können in der Regel nur solche Vignol- oder Stuhlschienen als Eisenbahnschienen der Nr. 260 abgefertigt werden, welche ein Gewicht von mindestens 15 Kilogramm per laufendes Meter aufweisen. Falls jedoch die Partei den Nachweis erbringt, dass die bezogenen Schienen der bezeichneten Gattungen zum Betriebe von öffentlichen Locomotivbahnen bestimmt sind, sind dieselben bis zum Gewichte von 12·5 Kilogramm per laufendes Meter noch als Eisenbahnschienen der Nr. 260 abzufertigen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2509.

13 février 1899.

Publication du Ministère I^l R^l des chemins de fer à l'égard de la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale sur le transport des marchandises pour chemins de fer du 14 octobre 1890.

R. G. Bl. 1899, Nr. 42.

Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 16. Februar 1899, betreffend die Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet.

Die mit Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 1899
4. Februar 1898 (R. G. Bl. Nr. 32) hinausgegebene Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwendung findet, wurde mit Rücksicht auf die seither erfolgten Neuanmeldungen von Eisenbahnen etc. in nachstehender Weise abgeändert, beziehungsweise ergänzt:

Oesterreich und Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder.

(Einschliesslich Liechtenstein.)

A. Sämmtliche Linien, welche durch die Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich oder in Ungarn betrieben werden.

Unter 1 (K. k. Oesterreichische Staatsbahnen) wurde, als vom internationalen Uebereinkommen ausgeschlossen, nachgetragen:

„*h)* der schmalspurigen Gurkthalbahn."

Die vorher unter *h* und *i* eingereihten Localbahnen erhielten die Buchstabenbezeichnung *i* und *k*, und in Verbindung damit sind die unter 19 (Südbahngesellschaft) unter *k*—*n* eingetragenen Localbahnen mit den Buchstaben *l*, *m*, *n*, *o* versehen worden.

Unter 19 (Südbahngesellschaft) wurde das Wort: „schmalspurigen" gestrichen und als weitere vom internationalen Uebereinkommen ausgeschlossene Localbahn nachgetragen:

„*p)* Ueberetscherbahn (Localbahn Bozen—Kaltern)."

Gestrichen wurde:

18. Schneebergbahn (Thalstrecke mit Adhäsionsbetrieb).

An 22 (Eisenbahn Wien—Aspang) wurde die nachstehende Ergänzung beigefügt:

„mit Ausschluss:

q) der Zahnradstrecke Puchberg—Hochschneeberg der Schneebergbahn."

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Ungarn oder in Oesterreich-Ungarn betrieben werden.

Bei 4 (Raab—Oedenburg—Ebenfurter Eisenbahngesellschaft) ist folgender Zusatz angebracht worden:

„und die im Betriebe derselben stehende Localbahn Fertövidék."

Die Eintragung unter 14 (Torontáler Localbahnen) wurde durch den Zusatz ergänzt:

„und die im Betriebe derselben stehenden Localbahnen."

Neu aufgenommen wurde:

16. Schmalspurige Localbahn Schässburg—Szentágota.

1899

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung.

Neu aufgenommen wurden:

10*a*. Albthalbahn.

10*a*[1]. Achern—Ottenhöfener Nebenbahn.

47*a*. Kaysersberger Thalbahn, einschliesslich der Bahn Colmar—Winzenheim.

53*a*. Lahrer Strassenbahn.

55*a*. Liegnitz—Rawitscher Eisenbahn.

68*a*. Niederlausitzer Eisenbahn.

68*b*. Nordhausen—Wernigeroder Eisenbahn.

89*a*. Strassburger Strassenbahnen.

Gestrichen wurden:

50. Kirchheimer Eisenbahn.

84. Schleswig—Angeler Eisenbahn (Schleswig—Süderbrarup).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe ausserdeutscher Eisenbahnverwaltungen befinden.

Abtheilung V (Belgischer Verwaltungen) Nr. 124, 125, wurde gestrichen.

Infolgedessen erhielt die Abtheilung VI (Niederländischer Verwaltungen) die Ziffer V.

In dieser Abtheilung sind unter Nr. 128 nachgetragen die Strecken:

c) bei Aachen bis Aachen.*)

d) bei Dalheim bis Dalheim.**)

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

Gestrichen wurden:

3. Grosse belgische Centralbahn.

4. Lüttich—Maestricht.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

Abtheilung I (Niederländischer Verwaltungen) Nr. 11 wurde gestrichen.

---

*) Die Gesellschaft zum Betrieb von Niederländischen Staatseisenbahnen besorgt nur den Zugsdienst in beiden Richtungen.

**) Auf dieser Strecke besorgt die Gesellschaft zum Betrieb von Niederländischen Staatsbahnen nur den Zugsdienst, in der Richtung von den Niederlanden nach Deutschland und umgekehrt, die Preussische Staatseisenbahn auf der niederländischen Strecke bei Dalheim bis Vlodrop (Liste: Niederlande B 11) in der Richtung von Dalheim nach den Niederlanden.

In der Anmerkung am Schlusse der Aufzählung der 1899
belgischen Eisenbahnen wurde gestrichen:
die Zeile „Deutschland, Nummern 124, 125",
in der Zeile Frankreich die Nummer „15",
und in der Zeile Niederlande die Nummern „11, 12, 13, 14".

Frankreich.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

Abtheilung I (Belgischer Verwaltungen) ist gestrichen:
15. bei Treignes bis Vireux
und der Eintrag Nr. 16, wie folgt abgeändert:
16. Die von der Belgischen Staatsbahnverwaltung betriebene Strecke von der belgisch-französischen Grenze bei Doische bis Givet.

Niederlande.

In der Abtheilung II (Belgischer Verwaltungen) sind die Nummern 11, 12, 13 und 14 gestrichen;
ebenso in der Anmerkung am Schlusse der Aufzählung der niederländischen Eisenbahnen die Zeile
„Belgien, Nummer 11."

Russland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

Nachzutragen ist:
17*a*. Mittel-Sibirische Eisenbahn (Section Obi—Innokentiewskaja, früher Irkutsk).

Schweiz.

A. Von schweizerischen Bahnen und Bahnverwaltungen.

Nachzutragen ist:
15. Schmalspurige Rhätische Bahn.

Wittek m. p.

2510.

20 février 1899.

Ordonnance ministérielle concernant la modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „toile".

R. G. Bl. 1899, Nr. 42.

1899 *Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 20. Februar 1899, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Leinenwaaren".*

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen das alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife in alinea 4, Anmerkung 1 zum Schlagworte „Leinenwaaren" durch nachstehende neue Bestimmungen ersetzt:

„Als Battiste (Nr. 44) sind mehr oder weniger dichte, halbdurchscheinende, aus den feinsten Leinengarnen erzeugte Gewebe anzusehen."

„S. auch die besondere Instruction zur zollämtlichen Unterscheidung von Battisten und anderen Leinenwaaren."

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2511.

20 fevrier 1899.

Ordonnance ministérielle déterminant au moyen d'une instruction aux douanes le mode de distinguer en douane les battistes des toiles en général.

R. G. Bl. 1899, Nr. 43.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 20. Februar 1899, womit eine Instruction zur zollämtlichen Unterscheidung von Battisten und anderen Leinenwaaren erlassen wird.

Im Einvernehmmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird die nachstehende Instruction zur zollämtlichen Unterscheidung von Battisten und anderen Leinenwaaren erlassen.

Für die Unterscheidung, ob in Zweifelsfällen ein Leinengewebe als Leinenwaare der T. Nr. 140—143 oder als Battist der T. N. 144 zu tarifiren ist, hat die Relation, welche zwischen der Kettenfadenanzahl auf 5 Millimeter und dem Gewichte per Quadratmeter zweifelloser Battiste besteht, zur Grundlage zu dienen.

Es ist daher zunächst die Anzahl der Kettenfäden auf 5 Millimeter und das Gewicht des fraglichen Gewebes per Quadratmeter zu erheben.

Gewebe, welche die in der nachstehenden Tabelle aufgeführte Anzahl von Kettenfäden auf 5 Millimeter aufweisen,

welches gleich oder geringer ist, als das in der Tabelle auf- 1899
geführte Gewicht, wobei noch weiters zwischen rohen (auch gekochten, geäscherten) einerseits und gebleichten, gefärbten, bedruckten etc. Geweben anderseits zu unterscheiden ist, sind als Battiste zu verzollen.

Anzahl der Kettenfäden auf 5 Millimeter	Gewicht per Quadratmeter in Gramm: bei rohem (auch gekocktem, geäschertem) Battiste	Gewicht per Quadratmeter in Gramm: bei gebleichten gefärbten, bedruckten etc. Battisten
15	136	118
16	132	114
17	127	110
18	122	106
19	118	102
20	113	98
21	109	84
22	104	90
23	99	86
24	95	82
25	90	78
26	85	70
27	80	70
28	75	66
29	70	62
30	65	58

Die Ermittlung der Anzahl von Kettenfäden auf 5 Millimeter hat mittels des Fadenzählers zu erfolgen. Wenn aus dem Gewebe nicht mit Sicherheit zu entnehmen ist, welche Fäden die Kette bilden, so sind jene als Kettenfäden anzusehen, bei welchen der Fadenzähler auf 25 Quadratmillimeter nach einer Seite hin die niedrigere Ziffer ergibt.

Die Erhebung des Gewebegewichtes hat folgendermaassen zu erfolgen:

Bei nicht abgepasster Stückwaare kann sich mit Ausschnitten von $^1/_{100}$ Quadratmeter (= 100 Quadratcentimeter) begnügt werden.

Diese Ausschnitte sind von den zu untersuchenden Geweben in analoger Weise zu entnehmen, wie es in der Instruction zur zollämtlichen Untersuchung der nicht besonders benannten wollenen Webewaaren (R. G. Bl. Nr. 57 ex 1887, Abschnitt III) bezüglich der Entnahme von Ausschnitten von wollenen Webewaaren vorgeschrieben ist.

Bei abgepasster oder gesäumter Waare ist das tatsächliche Gewicht des ganzen Stückes der Berechnung des auf einen Quadratmeter entfallenden Gewichtes der Waare zu-

1899 grunde zu legen, wobei vorhandene Säume sowohl nach dem Einschlage als auch nach dem etwa vorhandenen Hohlsaume in Anrechnung zu bringen sind.

Nach Berechnung des Flächenmasses der abgepassten Waare ist mittelst einer Proportion zu berechnen, wie viel ein Quadratmeter der zu verzollenden Waare wiegt.

Ergibt sich hiernach ein grösseres Gewicht als das in der vorstehenden Tabelle mit der Unterscheidung für rohe (auch gekochte, geäscherte) einerseits und gebleichte, gefärbte, bedruckte etc. Waare andererseits angeführte, so hat die Verzollung als Leinenwaare nach sonstiger näherer Beschaffenheit einzutreten. Ist jedoch das Gewicht gleich oder geringer, als jenes in der Tabelle, so liegen Battiste vor.

Leinenwaaren mit weniger als 15 Kettenfäden auf 5 Millimeter kommen als Battiste nicht in Betracht und sind daher nach Nr. 140, Nr. 141, beziehungsweise Nr. 142 zu verzollen, soferne sie nicht als Gaze, Linons etc. unter eine höher belegte Tarifnummer fallen.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2512.

25 février 1899.

Ordonnance ministérielle autorisant le bureau douanier principal à Villach à traiter en douane les envois postaux de plantes importées de l'étranger.

R. G. Bl. 1899, Nr. 48.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 25. Februar 1899, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes in Villach zur Abfertigung der mit der Post aus dem Auslande einlangenden Pflanzensendungen.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Verhütung der Einschleppung der Reblaus, wird das k. k. Hauptzollamt in Villach ermächtigt, die mit der Post aus dem Auslande einlangenden Sendungen, welche die unter Nr. 2 des Anhanges zur obigen Verordnung bezeichneten Gegenstände enthalten, nach den für die Abfertigung solcher Sendungen durch die ermächtigten Zollämter bestehenden Vorschriften abzufertigen.

Thun m. p. *Kast* m. p. *Wittek* m. p. *Kaizl* m. p. *Di Pauli* m. p.

2513.

1899

3 mars 1899.

Publication du ministère des finances concernant le changement du bureau secondaire de 2ème classe à Skala en un bureau similaire de 1ère classe.

R. G. Bl. 1899, Nr. 46.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 3. März 1899, betreffend die Umwandlung des Nebenzollamtes II. Classe in Skala in ein Nebenzollamt I. Classe.

Das k. k. Nebenzollamt II. Classe in Skala wurde in ein Nebenzollamt I. Classe umgewandelt.

Kaizl m. p.

2514.

29 mars 1899.

Publication du ministère des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal de 2ème classe à Csik-Gyimes et le changement du bureau secondaire de 1ère classe de cet endroit en un bureau similaire de 2ème classe.

R. G. Bl. 1899, Nr. 62.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. März 1899, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes II. Classe in Csik-Gyimes (Bahnhof) und Umwandlung des Nebenzollamtes I. Classe in Csik-Gyimes in ein Nebenzollamt II. Classe.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums ist in Csik-Gyimes am Bahnhofe ein Hauptzollamt II. Classe errichtet und gleichzeitig zum abgekürzten Ansageverfahren im Eisenbahnverkehre ermächtigt worden.

Das neu errichtete Hauptzollamt beginnt seine Thätigkeit am 1. April 1899.

Das Nebenzollamt I. Classe in Csik-Gyimes wurde gleichzeitig zu einem Nebenzollamte II. Classe umgewandelt.

Kaizl m. p.

2515.

5 avril 1899.

Ordonnance du ministère des finances à l'égard de la faculté d'exporter, sous certaines conditions, diverses sortes de sucres, à la fois, variant en poids net les unes des autres.

R. G. Bl. 1899, Nr. 70.

1899 *Erlass des Finanzministeriums vom 5. April 1899, betreffend die Zulassung von Colli mit ungleichem Nettogewichte bei der unter Raumverschluss erfolgenden Ausfuhr von Consumzucker aus Zuckererzeugungsstätten über die Zolllinie.*

Im Einvernehmen mit dem königlich ungarischen Finanzministerium wird in Abänderung der Bestimmung des Abschnittes II, Z. 5, Alinea 3 der Anlage *A* zur Zuckersteuervollzugsvorschrift vom Jahre 1888, R. G. Bl. Nr. 111, gestattet, dass bei der Zuckerausfuhr aus Zuckererzeugungsstätten über die Zolllinie unter einem und demselben Raumverschlusse in einer Sendung auch gestossener Zucker, Würfelzucker, Sand- und Krystallzucker in Colli von ungleichem Nettogewichte, z. B.:

		Brutto	Tara	netto	
10 Sack	à *kg*	50·00,	*kg* 0·20,	*kg* 49·80	Zuckermehl
300 Carton	à „	5·00,	„ 0·25,	„ 4·75	Würfelzucker
10 Kisten	à „	56·00,	„ 7·00,	„ 49·00	„
30 „	à „	14·23,	„ 1·98,	„ 12·25	„
20 Sack	à „	100·00,	„ 0·80,	„ 99·20	Sandzucker
15 „	à „	50·00,	„ 0·25,	„ 49·75	„

vorkommen darf.

Doch haben auch in diesem Falle die für die Vereinigung mehrerer Consumzuckersorten in einer Ausfuhrsendung mit dem hierortigen Erlasse vom 13. März 1896, R. G. Bl. Nr. 42, getroffenen Anordnungen sinngemässe Anwendung zu finden.

Kaizl m. p.

2516.

16 avril 1899.

Publication du ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale du bureau douanier secondaire près Grottau à Wetzwalde.

R. G. Bl. 1899, Nr. 78.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. April 1899, betreffend die Errichtung einer Expositur des Nebenzollamtes vor Grottau in Wetzwalde.

In Wetzwalde (Böhmen) wurde eine Expositur des Nebenzollamtes I. Classe vor Grottau errichtet. Dieselbe ist mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet und hat ihre Thätigkeit am 1. April 1899 begonnen.

Diese Expositur ist ausser den competenzmässigen Befugnissen zur Abfertigung des Streckenzugsverkehres von Wetzwalde über Oppelsdorf und Reichenau zu dem k. k. Neben-

zollamte II. Classe Kunersdorf, beziehungsweise auch von Wetzwalde über Oppelsdorf und Markersdorf zu dem k. k. Nebenzollamte I. Classe Hermsdorf ermächtigt. 1899

Kaizl m. p.

2517.

29 avril 1899.

Publication du ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale du bureau douanier secondaire dans la gare de Husiatyne.

R. G. Bl. 1899, Nr. 87.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 28. April 1899, betreffend die Errichtung einer Expositur des Nebenzollamtes in Husiatyn auf dem dortigen Bahnhofe.

Auf dem Bahnhofe in Husiatyn in Galizien wurde eine Expositur des Nebenzollamtes I. Classe in Husiatyn errichtet, welche ihre Thätigkeit bereits begonnen hat.

Kaizl m. p.

2518.

21 avril 1899.

Publication du ministère des finances concernant l'autorisation du bureau douanier principal hongrois à Fiume de traiter en douane les envois étrangers de plantes.

R. G. Bl. 1899, Nr. 97.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 21. April 1899, betreffend die Einbeziehung des königlich ungarischen Hauptzollamtes in Fiume unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, bezeichneten Zoll-(Eingangs-) Aemter und Aufhebung der dem königlich ungarischen Hafen- und Seesanitäts-Capitanate in Fiume zukommenden Befugnis zur Pflanzenabfertigung.

Das königlich ungarische Finanzministerium hat das königlich ungarische Hauptzollamt in Fiume unter die im Anhange, Anmerkung *a)* zur Verordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus, angeführten Zoll-(Eingangs-) Aemter einbezogen, beziehungsweise zur Ein- und Durchfuhr jener in Post Nr. 2 des Anhanges der citirten Verordnung

1899 bezeichneten Pflanzensendungen, welche mittelst Eisenbahn, Fahrpost oder zu See einlangen, ermächtigt.

Gleichzeitig wurde die dem königlich ungarischen Hafen- und Seesanitäts-Capitanate in Fiume auf Grund der bezogenen Verordnung (Anhang, Anmerkung *a)* zukommende diesfällige Befugnis aufgehoben.

Kaizl m. p.

2519.

29 avril 1899.

Ordonnance ministèrielle concernant une modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „ouvrages de pelletier".

R. G. Bl. 1899, Nr. 79.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 29. April 1899, betreffend die Abänderung, beziehungsweise Ergänzung der Bestimmung des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife bei dem Schlagworte „Kürschnerwaaren".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird angeordnet, dass in Anmerkung 1, Absatz *a)*, Alinea 1 beim Schlagworte „Kürschnerwaaren" hinter den Worten „Pelzstückchen (Pelzabschnitzel)" ein Punkt zu setzen und der weiters folgende Text dieses Absatzes zu streichen ist.

In der nächstfolgenden Alinea 2 ist nach den Worten „zugeschnittene Tafeln" in Klammern einzuschalten (Kreuze)" und hat es an Stelle der Worte „Tafeln aus Ziegen- oder Opossumfellen" zu lauten „Tafeln aus Schaf-, Ziegen- oder Opossumfellen". Die Schlussworte dieser Alinea: „aus gemeinen Fellen (Nr. 220 *a)*", desgleichen die im nachfolgenden Absatze *b)*, Alinea 1 vorkommenden Worte „Angora- und Schafdecken" sind zu streichen.

Ferner ist im ersten Absatze der Anmerkung 2 nach den Worten: „gewöhnliche Fuchs-" einzuschalten: „(auch japanische Seefuchs-)".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2520. 1899

14 novembre 1896.

Convention pour l'établissement des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé. Conclue entre la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse et étendue, en vertu du protocole d'adhésion des 1 février et 9 novembre 1897, à la Suède-Norvége, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Ratifiée par S. M. I. et R. Ap. le 19 avril 1899, les ratifications déposées à la Haye, le 1 mai 1899.

R. G. Bl. 1899, Nr. 85.

Uebereinkommen zur Regelung einiger Fragen des internationalen Privatrechtes, abgeschlossen am 14. November 1896 zwischen Belgien, Spanien, Frankreich, Italien, Luxemburg, den Niederlanden, Portugal und der Schweiz, ausgedehnt laut der Anschlussprotokolle vom 1. Februar und 9. November 1897 auf Schweden-Norwegen, Oesterreich-Ungarn und das Deutsche Reich.

(Von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt am 19. April 1899, die Ratificationsurkunde im Haag hinterlegt am 1. Mai 1899.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum Nobis aequum visum sit, ad pactionem inter status Belgii, Hispaniarum, Franciae, Italiae, Luxemburgi, Nerlandiae, Portugalliae atque Helvetiorum die decima quarta mensis Novembris anni millesimi octingentesimi nonagesimi sexti Hagae comitum initam, qua complures quaestiones juris civilis inter gentes vigentis determinantur, nec non ad protocollum die vigesima secunda mensis Maji anni millesimi octingentesimi nonagesimi septimi ibidem additum atque confirmatum accedere et postquam a Nostro Plenipotentiario notificatus et declaratus fuerat hicce accessus ad conventionem tenoris in lingua gallica sequentis:

(Urtext.)

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, le Président de la République Française, Sa Ma-

1899 jesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. et le Conseil Fédéral Suisse,

désirant établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Comte Degrelle-Rogier, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume:

M. Arturo de Baguer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

Le Président de la République Française:

le Comte de Ségur d'Aguesseau, Chargé d'affaires de France à la Haye, et M. Louis Renault, Professeur de droit des gens à l'université de Paris, Jurisconsulte Conseil au département des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Marquis Paul de Gregorio, Son Chargé d'affaires à la Haye;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

Le Comte de Villers, Son Chargé d'affaires à Berlin;

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas:

MM. Jonkheer J. Röell, Ministre des affaires étrangères, W. van der Kaay, Ministre de la justice, et T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat, Président des conférences de droit international privé, qui ont eu lieu à la Haye dans les années 1893 et 1894;

Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves etc. etc.:

Le Comte de Sélir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. Ferdinand Koch, Consul-Général de la Confédération Suisse à Rotterdam,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

a) Communication d'actes judiciaires ou extrajudiciaires.

Article premier.

En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront dans les Etats contrac-

tants sur la demande des officiers du Ministère public ou des 1899
tribunaux d'un de ces Etats, adressée à l'autorité compétente d'un autre de ces Etats.

La transmission se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Article 2.

La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 3.

Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double, qui aurait été transmis dans ce but.

Article 4.

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas:

1°. A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger;

2°. à la faculté pour les intéressés de faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination;

3°. à la faculté pour chaque Etat de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe, que si les lois des Etats intéressés ou les Conventions intervenues entre eux l'admettent.

b) Commissions Rogatoires.

Article 5.

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant pourra conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Article 6.

La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

1899 Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction, faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, et certifiée conforme.

Article 7.

L'autorité judicaire à laquelle la commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite:

1°. Si l'authenticité du document n'est pas établie;

2°. si dans l'Etat requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

En outre, cette exécution pourra être refusée, si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 8.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 9.

Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 7, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'article 8, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 10.

L'autorité judiciaire, qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'Etat requis, pourvu que la forme dont il s'agit, ne soit pas prohibée par cette législation.

c) Caution „judicatum solvi".

Article 11.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants, ayant leur

domicile dans l'un de ces Etats, qui seront demandeurs ou 1899
intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

Article 12.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution ou du dépôt, en vertu soit de l'article 11, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres Etats contractants par l'autorité compétente, d'après la loi du pays.

Article 13.

L'autorité compétente se bornera à examiner:

1°. Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité;

2°. si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

d) Assistance judiciaire gratuite.

Article 14.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Article 15.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou reçu par les autorités de la résidence actuelles.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Article 16.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

1899

e) Contrainte par corps.

Article 17.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays.

Dispositions finales.

I. La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à la Haye le plus tôt possible.

II. Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

III. Elle sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation, dans un délai de six mois avant l'expiration de ce terme par l'une des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auraient notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

IV. Le protocole d'adhésion à la présente Convention pour les Puissances qui ont pris part à la Conférence de la Haye de juin/juillet 1894, restera ouvert jusqu'au 1er janvier 1898.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 14 novembre 1896, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats signataires ou adhérents.

(L. S.) Comte *Degrelle-Rogier.*
(L. S.) *Ségur d'Aguesseau.*
(L. S.) *L. Renault.*
(L. S.) Comte *de Villers.*
(L. S.) Comte *de Sélir.*
(L. S.) *Arturo de Baguer.*
(L. S.) *P. de Gregorio.*
(L. S.) *J. Röell.*
(L. S.) *van der Kaay.*
(L. S.) *T. M. C. Asser.*
(L. S.) *F. Koch.*

Protocole d'Adhésion.

Pour la Suède et la Norvége (signé) *Aug. Gyldenstolpe,* le 1er février 1897.

Pour l'Empire d'Allemagne (signé) *Brincken,* le 9 novembre 1897.

Pour la Monarchie austro-hongroise (signé) *Okolicsányi,* le 9 novembre 1897.

Protocole additionnel. 1899

Les Gouvernements de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Luxembourg, des Pays-Bas, de Portugal, de Suisse, Etats signataires de la Convention de droit international privé du 14 novembre 1896, et de Suède et de Norvége, Etats adhérents à cette Convention, ayant jugé opportun de compléter ladite Convention, les Soussignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ad Article 11.

Il est bien entendu que les nationaux d'un des Etats contractants, qui aurait conclu avec un autre de ces Etats une Convention spéciale d'après laquelle la condition de domicile, contenue dans l'article 11, ne serait pas requise, seront, dans les cas prévus par cette Convention spéciale, dispensés, dans l'Etat avec lequel elle a été conclue, de la caution et du dépôt mentionnés à l'article 11, même s'ils n'ont pas leur domicile dans un des Etats contractants.

ad Articles I et II des dispositions finales.

Le dépôt des ratifications pourra avoir lieu dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire et il en sera dressé un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à tous les Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur quatre semaines après la date dudit procès-verbal.

Le terme de cinq ans visé à l'article II commencera à courir de cette date, même pour les Puissances qui auront fait le dépôt après cette date.

ad Article III des dispositions finales.

Les mots: „sauf dénonciation dans un délai de six mois avant l'expiration", etc. seront entendus dans ce sens, que la dénonciation doit avoir lieu au moins six mois avant l'expiration.

Le présent protocole additionnel fera partie intégrante de la Convention et sera ratifié en même temps que celle-ci.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 22 mai 1897, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats signataires ou adhérents.

1899	Pour la Belgique	(L. S.) Comte *Degrelle-Rogier.*
	Pour la France	(L. S.) *Ségur d'Aguesseau.*
	Pour le Luxembourg	(L. S.) Comte *de Villers.*
	Pour le Portugal	(L. S.) Comte *de Sélir.*
	Pour l'Espagne	(L. S.) *Arturo de Baguer.*
	Pour l'Italie	(L. S.) *P. de Gregorio.*
	Pour les Pays-Bas	(L. S.) *J. Röell.*
		(L. S.) *Van der Kaay.*
		(L. S.) *T. M. C. Asser.*
	Pour la Suède et la Norvége	(L. S.) *Aug. F. Gyldenstolpe.*
	Pour la Suisse	(L. S.) *F. Koch.*

Protocole d'Adhesion.

Pour l'Empire d'Allemagne (signé) *Brincken.*
le 9 novembre 1897.

Pour la Monarchie austro-hongroise (signé) *Okolicsányi.*
le 9 novembre 1897.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der König der Belgier, Seine Majestät der König von Spanien und in seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin, der Präsident der Französischen Republik, Seine Majestät der König von Italien, Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, Ihre Majestät die Königin der Niederlande und in ihrem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin, Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien, etc. etc. und der Schweizerische Bundesrath,

von dem Wunsche beseelt, mehrere auf den Civilprocess bezügliche Fragen des internationalen Privatrechtes gemeinsam zu regeln, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke einen Vertrag zu schliessen und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König der Belgier:

Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich Niederländischen Hofe Grafen Degrelle-Rogier;

Seine Majestät der König von Spanien und in seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin:

Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich Niederländischen Hofe Herrn Arturo de Baguer;

der Präsident der Französischen Republik:

den Französischen Geschäftsträger im Haag Grafen de Ségur d'Aguesseau und den Lehrer des Völkerrechtes an der

Universität von Paris, Rechtsbeistand des Auswärtigen Amts 1899
Herrn Louis Renault;

Seine Majestät der König von Italien:

Allerhöchstseinen Geschäftsträger im Haag Marquis Paul de Gregorio;

Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau:

Allerhöchstseinen Geschäftsträger in Berlin Grafen de Villers;

Ihre Majestät die Königin-Regentin der Niederlande:

Allerhöchstihren Minister der auswärtigen Angelegenheiten Herrn Jonkheer J. Röell, Allerhöchstihren Justizminister Herrn W. van der Kaay und das Mitglied des Staatsraths, Präsidenten der in den Jahren 1893 und 1894 im Haag stattgefundenen Conferenzen des internationalen Privatrechtes Herrn T. M. C. Asser;

Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien etc. etc.:

Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich Niederländischen Hofe Grafen de Sélir;

der Schweizerische Bundesrath:

den Schweizerischen Generalconsul in Rotterdam Herrn Ferdinand Koch,

die, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

a) Mittheilung gerichtlicher oder aussergerichtlicher Acten.

Artikel 1.

In Civil- oder Handelssachen erfolgen die aus einem der Vertragsstaaten nach einem anderen Vertragsstaate zu bewirkenden Zustellungen von Schriftstücken auf Grund eines an die zuständige Behörde des anderen Staates zu richtenden Ersuchens der Beamten der Staatsanwaltschaft oder der Gerichte.

Die Uebermittlung erfolgt auf diplomatischem Wege, es sei denn, dass der unmittelbare Geschäftsverkehr zwischen den Behörden der beiden Staaten zugelassen ist.

Artikel 2.

Die Zustellung liegt der ersuchten Behörde ob. Sie kann nur abgelehnt werden, wenn sie nach der Auffassung des Staates, auf dessen Gebiete sie erfolgen soll, geeignet erscheint, seine Hoheitsrechte zu verletzen oder seine Sicherheit zu gefährden.

1899

Artikel 3.

Zum Nachweise der Zustellung genügt ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis oder eine Bescheinigung der ersuchten Behörde, aus der sich die Thatsache und die Zeit der Zustellung ergibt.

Das Empfangsbekenntnis oder die Bescheinigung ist auf die zweite Ausfertigung des zuzustellenden Schriftstückes zu setzen oder der zweiten Ausfertigung anzuheften, sofern eine solche zu diesem Zwecke mit übersandt wurde.

Artikel 4.

Die Bestimmungen der vorausgehenden Artikel schliessen nicht aus:

1. dass Zustellungsacten den im Auslande befindlichen Betheiligten unmittelbar durch die Post zugesandt werden;

2. dass die Betheiligten die Zustellung unmittelbar durch die Gerichtsvollzieher oder sonstigen Beamten vornehmen lassen, die in dem Lande, wo die Zustellung erfolgen soll, hiefür zuständig sind;

3. dass jeder Staat die in einem anderen Staate zu bewirkenden Zustellungen durch seine diplomatischen oder consularischen Vertreter vornehmen lässt.

Die in diesen Fällen vorgesehenen Zustellungsarten sind jedoch nur insoweit statthaft, als es den Gesetzen der betheiligten Staaten oder den zwischen ihnen bestehenden Vereinbarungen entspricht.

b) Ersuchschreiben.

Artikel 5.

In Civil- oder Handelssachen können die Gerichtsbehörden eines Vertragsstaates, nach Maassgabe der Vorschriften seiner Gesetzgebung, sich durch Ersuchschreiben an die zuständige Behörde eines anderen Vertragsstaates wenden, um zu erwirken, dass sie innerhalb ihres Geschäftskreises eine richterliche Processhandlung oder andere gerichtliche Handlungen vornehme.

Artikel 6.

Die Uebermittlung der Ersuchschreiben erfolgt auf dem diplomatischen Wege, es sei denn, dass der unmittelbare Geschäftsverkehr zwischen den Behörden der beiden Staaten zugelassen ist.

Ist das Ersuchschreiben nicht in der Sprache der ersuchten Behörde abgefasst, so muss es, vorbehaltlich anderweitigen Uebereinkommens, von einer beglaubigten Uebersetzung in die zwischen den beiden betheiligten Staaten vereinbarte Sprache begleitet sein.

Artikel 7. 1899

Die Gerichtsbehörde, an die das Ersuchen gerichtet ist, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen. Sie kann jedoch ablehnen, dem Ersuchen Folge zu geben:

1. wenn die Echtheit der Urkunde nicht feststeht;

2. wenn im ersuchten Staate die Erledigung des Ersuchens nicht in den Bereich der Gerichtsgewalt fällt.

Ausserdem kann die Erledigung abgelehnt werden, wenn sie nach der Auffassung des Staates, auf dessen Gebiete sie erfolgen soll, geeignet erscheint, seinen Hoheitsrechten oder seiner Sicherheit Eintrag zu thun.

Artikel 8.

Im Falle der Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Ersuchschreiben von amtswegen an die zuständige Gerichtsbehörde desselben Staates unter Beobachtung der dafür in diesem Staate geltenden gesetzlichen Vorschriften abzutreten.

Artikel 9.

In allen Fällen, in denen das Ersuchen von der angegangenen Behörde nicht erledigt wird, hat diese die ersuchende Behörde unverzüglich hiervon zu benachrichtigen, und zwar im Falle des Artikels 7 unter Angabe der Gründe, aus denen die Erledigung des Ersuchens abgelehnt, und im Falle des Artikels 8 unter Bezeichnung der Behörde, an die das Ersuchen abgetreten worden ist.

Artikel 10.

Die Gerichtsbehörde hat bei der Erledigung des Ersuchens hinsichtlich der Formen des Verfahrens die Gesetze des eigenen Landes in Anwendung zu bringen.

Wünscht indessen die ersuchende Behörde, dass nach einer besonderen Form verfahren werde, so kann, auch wenn diese in der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht vorgesehen ist, dem Antrage entsprochen werden, sofern die Gesetzgebung dieses Staates das gewünschte Verfahren nicht verbietet.

c) Sicherheitsleistung für die Processkosten.

Artikel 11.

Treten Angehörige eines der Vertragsstaaten in einem anderen dieser Staaten als Kläger oder Intervenienten vor Gericht auf, so darf ihnen, sofern sie in irgend einem der Vertragsstaaten ihren Wohnsitz haben, wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder deswegen, weil sie keinen Wohnsitz oder Aufenthalt im Inlande haben, eine Sicherheitsleistung

1899 oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, nicht auferlegt werden.

Artikel 12.

Entscheidungen, wodurch der Kläger oder Intervenient, der nach Artikel 11 oder nach dem in dem Staate der Klagerhebung geltenden Rechte von der Sicherheitsleistung oder Hinterlegung befreit war, in die Processkosten verurtheilt wurde, sind in jedem der anderen Vertragsstaaten durch die zuständige Behörde nach Maassgabe der dortigen Gesetze vollstreckbar.

Artikel 13.

Die zuständige Behörde hat ihre Prüfung darauf zu beschränken:

1. ob nach den Gesetzen des Landes, wo die Verurtheilung erfolgt ist, die Ausfertigung der Entscheidung die für ihre Beweiskraft erforderlichen Voraussetzungen erfüllt;

2. ob nach denselben Gesetzen die Entscheidung die Rechtskraft erlangt hat.

d) Armenrecht.

Artikel 14.

Die Angehörigen eines jeden Vertragsstaates werden in jedem anderen Vertragsstaate nach Maassgabe der dortselbst geltenden Gesetze, gleich den Angehörigen dieses letzteren Staates, zum Armenrechte zugelassen.

Artikel 15.

Das Armuthszeugnis oder die Erklärung des Unvermögens zur Bestreitung der Processkosten muss in allen Fällen von den Behörden des gewöhnlichen Aufenthaltsortes oder, in Ermangelung eines solchen, von den Behörden des derzeitigen Aufenthaltsortes des Ausländers, ausgestellt oder entgegengenommen sein.

Hält der Antragsteller sich nicht in dem Lande auf, wo das Armenrecht nachgesucht wird, so ist das Zeugnis oder die Erklärung des Unvermögens kostenfrei von einem diplomatischen oder consularischen Vertreter des Landes zu beglaubigen, in dessen Gebiete die Urkunde vorgelegt werden soll.

Artikel 16.

Die zur Ertheilung des Armuthszeugnisses oder zur Entgegennahme der Erklärung über das Unvermögen zuständige Behörde kann bei den Behörden der anderen Vertragsstaaten über die Vermögensverhältnisse des Antragstellers Erkundigungen einziehen.

Der Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des 1899
Armenrechtes zu entscheiden hat, bleibt in den Grenzen ihrer Amtsbefugnisse das Recht gewahrt, die ihr vorgelegten Zeugnisse, Erklärungen und Auskünfte auf ihre Richtigkeit hin zu prüfen.

e) Personalhaft.

Artikel 17.

Die Personalhaft, als Mittel zur Zwangsvollstreckung oder blosses Sicherungsmittel, in Civil- oder Handelssachen, kann gegen Ausländer, die Angehörige eines der Vertragsstaaten sind, in jenen Fällen nicht verhängt werden, in denen sie gegen Inländer unanwendbar sein würde.

Schlussbestimmungen.

I. Vorstehendes Uebereinkommen soll ratificirt werden. Die Ratificationsurkunden sollen sobald als möglich im Haag hinterlegt werden.

II. Es gilt für die Dauer von fünf Jahren von dem Zeitpunkte der Hinterlegung der Ratificationsurkunden an gerechnet.

III. Es gilt als stillschweigend von fünf zu fünf Jahren erneuert, wenn es nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes von einem der hohen vertragschliessenden Theile gekündigt wird.

Die Kündigung äussert ihre Wirkung nur für das Land oder die Länder, wovon sie ausgegangen ist. Hinsichtlich der übrigen Staaten bleibt das Uebereinkommen in Kraft.

IV. Den Mächten, die an der im Juni und Juli 1894 im Haag abgehaltenen Conferenz theilgenommen haben, bleibt das Recht des Beitrittes zu diesem Uebereinkommen bis zum 1. Januar 1898 vorbehalten.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Uebereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen im Haag am 14. November 1896 in einem einzigen Exemplar, das in den Archiven der Niederländischen Regierung niedergelegt bleibt und wovon beglaubigte Abschriften den Staaten, die das Uebereinkommen unterzeichnet haben oder ihm später beitreten, auf diplomatischem Wege übermittelt werden sollen.

(L. S.) Comte *Degrelle-Rogier.*
(L. S.) *Ségur d'Aguesseau.*
(L. S.) *L. Renault.*
(L. S.) Comte *de Villers.*
(L. S.) Comte *de Sélir.*
(L. S.) *Arturo de Baguer.*
(L. S.) *P. de Gregorio.*
(L. S.) *J. Röell.*
(L. S.) *van der Kaay.*
(L. S.) *T. M. C. Asser.*
(L. S.) *F. Koch.*

1899 **Anschlussprotokoll.**

Für Schweden-Norwegen (gez.) *Aug. Gyldenstolpe*, den 1. Februar 1897.

Für das Deutsche Reich (gez.) *Brincken*, den 9. November 1897.

Für die Oesterreichisch-Ungarische Monarchie (gez.) *Okolicsányi*, den 9. November 1897.

Zusatzprotokoll.

Nachdem die Regierungen von Belgien, Spanien, Frankreich, Italien, Luxemburg, den Niederlanden, Portugal und der Schweiz, die das Uebereinkommen zur Regelung von Fragen des internationalen Privatrechtes am 14. November 1896 geschlossen haben, und die Regierung von Schweden-Norwegen, die diesem Uebereinkommen nachträglich beigetreten ist, eine Ergänzung des Uebereinkommens für wünschenswerth befunden haben, sind die Unterzeichneten nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über die nachstehenden Bestimmungen übereingekommen:

Zu Artikel 11.

Es gilt folgende Auslegung: Wenn einer der Vertragstaaten mit einem anderen dieser Staaten ein Sonderabkommen getroffen hätte, worin die Bedingung des Wohnsitzes (Artikel 11) nicht vorkommt, so sind die Angehörigen des ersteren Staates in dem letzteren Staate von der im Artikel 11 erwähnten Sicherheitsleistung und Hinterlegung selbst dann befreit, wenn sie nicht ihren Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten haben, und zwar in jedem Falle, auf den dieses Sonderabkommen Anwendung findet.

Zu Artikel I und II der Schlussbestimmungen.

Die Hinterlegung der Ratificationsurkunden kann erfolgen, sobald die Mehrzahl der hohen vertragschliessenden Theile hierzu in der Lage ist. Es soll darüber ein Protokoll aufgenommen werden und eine beglaubigte Abschrift davon auf diplomatischem Wege allen Vertragsstaaten zugestellt werden.

Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt vier Wochen nach dem Tage der Protokollsaufnahme in Kraft.

Der im Artikel II festgesetzte fünfjährige Zeitraum beginnt mit diesem Tage auch für die Mächte, die ihre Ratificationsurkunden erst später hinterlegen.

Zu Artikel III der Schlussbestimmungen. 1899

Die Worte: „wenn es nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes gekündigt wird," u. s. f. sind dahin auszulegen, dass die Kündigung wenigstens sechs Monate vor dessen Ablauf erfolgen muss.

Das vorliegende Zusatzprotokoll soll einen wesentlichen Bestandtheil des Uebereinkommens bilden und zu gleicher Zeit wie dieses ratificirt werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Uebereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen im Haag am 22. Mai 1897, in einem einzigen Exemplar, das in den Archiven der Niederländischen Regierung niedergelegt bleibt und wovon beglaubigte Abschriften den Staaten, die das Uebereinkommen unterzeichnet haben oder ihm später beitreten, auf diplomatischem Wege übermittelt werden sollen:

für Belgien	(L. S.) Comte *Degrelle-Rogier,*
für Frankreich	(L. S.) *Ségur d'Aguesseau,*
für Luxemburg	(L. S.) Comte *de Villers,*
für Portugal	(L. S.) Comte *de Sélir,*
für Spanien	(L. S.) *Arturo de Baquer,*
für Italien	(L. S.) *P. de Gregorio,*
für die Niederlande	(L. S.) *J. Röell,*
	(L. S.) *van der Kaay,*
	(L. S.) *T. M. C. Asser,*
für Schweden-Norwegen	
	(L. S.) *Aug. F. Gyldenstolpe,*
für die Schweiz	(L. S.) *F. Koch.*

Anschlussprotokoll.

Für das Deutsche Reich (gez.) *Brincken,*
den 9. November 1897.

Für die Oesterreichisch-Ungarische Monarchie
(gez.) *Okolicsányi,* den 9. November 1897.

Nos visis et perpensis conventionis huius articulis illos omnes ratos gratosque habere profitemur, verbo Nostro Caesareo et Regio spondentes Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpresso firmari jussimus.

1899 Dabantur Vindobonae die undevicesima mensis Aprilis anno Domini millesimo octingentesimo nonagesimo nono, Regnorum Nostrorum quinquagesimo primo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Franciscus liber baro *Riedl a Riedenau* m. p.,
Caes. et Reg. Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Das vorstehende Uebereinkommen sammt dem Zusatzprotokolle und den Anschlussprotokollen wird mit Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder mit dem Beifügen kundgemacht, dass nachträglich auch noch Dänemark (am 18. December 1897), Rumänien (am 19./31. December 1897) und Russland (am 19./31. December 1897) ihren Beitritt erklärt haben und dass von Seiten sämmtlicher Vertragsstaaten die Hinterlegung der Ratificationsurkunden (seitens der Mehrzahl am 27. April 1899) stattgefunden hat.

Wien, am 19. Mai 1899.

Thun m. p. *Ruber* m. p.

2521.

15 mai 1899.

Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce complétant le règlement provisoire de navigation et de police fluviale pour le Danube du 31 août 1874 par certaines dispositions relatives aux passes de Schlägen et au Windstoss.

R. G. Bl. 1899, Nr. 93.

Verordnung des Handelsministeriums vom 15. Mai 1899, womit in Ergänzung der provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau vom 31. August 1874, R. G. Bl. Nr. 122, Bestimmungen für die Regelung des Schifffahrtsverkehres in den Stromengen bei Schlägen und beim sogenannten Windstoss getroffen werden.

Im Einvernehmen mit dem k. k. Ministerium des Innern und des Ackerbaues wird verordnet, wie folgt:

Der Abschnitt II A (besondere Bestimmungen für Ober- 1899
österreich) der mit Verordnung des Handelsministeriums vom 31. August 1874, R. G. Bl. Nr. 122, erlassenen provisorischen Schifffahrts- und Strompolizeiordnung für die Donau wird durch nachstehende Bestimmungen ergänzt:

„Bei Schlägen (Kilometer 258 oberhalb Wien) und beim sogenannten Windstoss (Kilometer 241 oberhalb Wien) ist im Interesse der Sicherheit des Schifffahrtsverkehres durch die an diesen Stellen befindlichen Stromengen ein Signalisirungsdienst eingerichtet.

Die Vorschriften, welche in Bezug auf den Signalisirungsdienst an den bezeichneten zwei Oertlichkeiten erlassen werden, sind folgende:

a) Für die Stromenge bei Schlägen.

Jedes thalfahrende Dampfschiff hat beim Regensburgerhaufen Kilometer 259/260, jedes bergfahrende Dampfschiff beim Ortmann Kilometer 256 wiederholt langgedehnte Signale mit der Dampfpfeife zu geben. Hierdurch wird dem mit der Signalisirung in Schlägen betrauten Organe die Annäherung eines Dampfers angezeigt.

Der Signalposten hat auf diese Anzeige Umschau zu halten und in dem Falle, als gleichzeitig ein Dampfer beim Regensburgerhaufen thalwärts und beim Ortmann bergwärts fahren sollte, auf dem freien Platze vor dem Wirthshause in Schlägen eine roth-weisse Fahne zu schwingen, zum Zeichen, dass der bergfahrende Dampfer den thalfahrenden unterhalb der Stromenge abzuwarten hat.

Das Schwingen der roth-weissen Fahne erfolgt bei Anmeldung eines bergfahrenden Dampfers auch dann, wenn Ruderschiffe oder Flösse beim Regensburgerhaufen thalwärts treibend in Sicht sind. Der bergfahrende Dampfer hat diese zu Thal treibenden Fahrzeuge dann gleichfalls unterhalb Schlägen abzuwarten.

Wird das Dampfpfeifensignal durch ein bergfahrendes Schiff gegeben, ohne dass ein thalfahrendes in Sicht ist, oder umgekehrt durch ein thalfahrendes Schiff, ohne dass ein bergfahrendes in Sicht ist, so unterbleibt in diesem Falle das Ausstecken der roth-weissen Fahne und ist in diesem Falle die Durchfahrt frei.

Es hat somit bei ausgestecktem Flaggensignale der bergfahrende Dampfer die Durchfahrt der thalfahrenden Dampfer oder der zu Thal treibenden Ruderschiffe und Flösse unterhalb der Stromenge abzuwarten, bei nicht ausgestecktem Signale dagegen kann er die Stromenge ungehindert durchfahren.

1899 *b)* Für die Stromenge beim sogenannten Windstoss haben die gleichen Vorschriften wie für Schlägen mit der Maassgabe zu gelten, dass das Flaggensignal hier bei der Busenmühle am linken Donauufer (Kilometer 241) ausgesteckt wird, das Zeichen mit der Dampfpfeife von einem thalfahrenden Dampfer in der Oexelau (Kilometer 243), von einem bergfahrenden Dampfer in Sommerberg (unterhalb Kilometer 240) zu geben ist und dass der letztere unterhalb der Busenmühle die Durchfahrt der thalfahrenden Dampfer, Ruderschiffe oder Flösse durch die Stromenge abzuwarten hat.

Die vorstehenden neuen Bestimmungen bilden fortan den Punkt I im Abschnitte II A, dessen bisherige Punkte I und II die Bezeichnung II, beziehungsweise III erhalten.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Di Pauli m. p.

2522.

16 mai 1899.

Ordonnance ministérielle portant amendement à l'ordonnance du 18 août 1897 relative au transport de certains objets chimiques mais non explosibles sur l'Elbe de Melnik à la frontière allemande.

R. G. Bl. 1899, Nr. 94.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 16. Mai 1899, enthaltend eine Abänderung der mit Verordnung vom 18. August 1897, R. G. Bl. Nr. 191, erlassenen Bestimmungen, betreffend die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze.

Auf Grund einer mit der kaiserlich deutschen Regierung getroffenen Abmachung wird hiermit das im vorletzten Absatze der Ministerialverordnung vom 18. August 1897, R. G. Bl. Nr. 191, durch welche die mit Verordnung vom 12. December 1895, R. G. Bl. Nr. 190, erlassenen Bestimmungen über die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze abgeändert wurden, enthaltene Verbot der Beförderung reiner Schwefelsäure jedweder Concentration in schmiedeisernen Gefässen auf der Elbe ausser Kraft gesetzt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung 1899 in Kraft.

Thun m. p. *Di Pauli* m. p.

2523.

20 mai 1899.

Ordonnance du Ministère des finances concernant la garantie pour la restitution de la bonification à la sortie du sucre pour la campagne 1899/1900.

R. G. Bl. 1899, Nr. 92.

Erlass des Finanzministeriums vom 20. Mai 1899, betreffend das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung des Bonificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betriebsperiode 1899/1900.

Im Einvernehmen mit dem königl. ungarischen Finanzministerium wird auf Grund des § 3 des Zuckersteuergesetzes vom 20. Juni 1888, R. G. Bl. Nr. 97, die Sicherstellung für die richtige Einzahlung des allfällig zu leistenden Bonificationsrückersatzes in der Zuckererzeugungsperiode 1899/1900 für jede Erzeugungsstätte von Zucker der im § 1, Z. 1, des Zuckersteuergesetzes bezeichneten Art provisorisch mit 430 Prozent (430% desjenigen Betrages festgesetzt, welchen diese Erzeugungsstätte als Ausfuhrbonifications-Rückersatz bezüglich der Zuckerausfuhr in der Erzeugungsperiode 1897/98 zu leisten hatte.

Der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag ist derart abzurunden, dass Beträge unter 50 fl. auf 50 fl., Beträge über 50 fl. auf 100 fl. erhöht werden.

Für jene Zuckererzeugungsstätten, welche in der Erzeugungsperiode 1897/98 noch nicht im Betriebe waren, wird die fragliche Sicherstellung mit je 22.000 fl. (zwanzigzweitausend Gulden) festgesetzt.

Kaizl m. p.

2524.

22 mai 1899.

Ordonnance Impériale publiant la Convention conclue à Vienne, le 25 juin 1896, avec l'Italie pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.

R. G. Bl. 1899, Nr. 102 et 103.

ITALIE.

1899 *b)* Für die Stromenge beim sogenannten Windstoss haben die gleichen Vorschriften wie für Schlägen mit der Maassgabe zu gelten, dass das Flaggensignal hier bei der Busenmühle am linken Donauufer (Kilometer 241) ausgesteckt wird, das Zeichen mit der Dampfpfeife von einem thalfahrenden Dampfer in der Oexelau (Kilometer 243), von einem bergfahrenden Dampfer in Sommerberg (unterhalb Kilometer 240) zu geben ist und dass der letztere unterhalb der Busenmühle die Durchfahrt der thalfahrenden Dampfer, Ruderschiffe oder Flösse durch die Stromenge abzuwarten hat.

Die vorstehenden neuen Bestimmungen bilden fortan den Punkt I im Abschnitte II A, dessen bisherige Punkte I und II die Bezeichnung II, beziehungsweise III erhalten.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Di Pauli m. p.

2522.

16 mai 1899.

Ordonnance ministérielle portant amendement à l'ordonnance du 18 août 1897 relative au transport de certains objets chimiques mais non explosibles sur l'Elbe de Melnik à la frontière allemande.

R. G. Bl. 1899, Nr. 94.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 16. Mai 1899, enthaltend eine Abänderung der mit Verordnung vom 18. August 1897, R. G. Bl. Nr. 191, erlassenen Bestimmungen, betreffend die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze.

Auf Grund einer mit der kaiserlich deutschen Regierung getroffenen Abmachung wird hiermit das im vorletzten Absatze der Ministerialverordnung vom 18. August 1897, R. G. Bl. Nr. 191, durch welche die mit Verordnung vom 12. December 1895, R. G. Bl. Nr. 190, erlassenen Bestimmungen über die Beförderung von gefährlichen, nicht zu den Sprengstoffen gehörenden Gegenständen, sowie von ätzenden Stoffen auf der Elbe von Melnik bis zur österreichisch-deutschen Grenze abgeändert wurden, enthaltene Verbot der Beförderung reiner Schwefelsäure jedweder Concentration in schmiedeisernen Gefässen auf der Elbe ausser Kraft gesetzt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung 1899 in Kraft.

Thun m. p. *Di Pauli* m. p.

2523.

20 mai 1899.

Ordonnance du Ministère des finances concernant la garantie pour la restitution de la bonification à la sortie du sucre pour la campagne 1899/1900.

R. G. Bl. 1899, Nr. 92.

Erlass des Finanzministeriums vom 20. Mai 1899, betreffend das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung des Bonificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betriebsperiode 1899/1900.

Im Einvernehmen mit dem königl. ungarischen Finanzministerium wird auf Grund des § 3 des Zuckersteuergesetzes vom 20. Juni 1888, R. G. Bl. Nr. 97, die Sicherstellung für die richtige Einzahlung des allfällig zu leistenden Bonificationsrückersatzes in der Zuckererzeugungsperiode 1899/1900 für jede Erzeugungsstätte von Zucker der im § 1, Z. 1, des Zuckersteuergesetzes bezeichneten Art provisorisch mit 430 Prozent (430% desjenigen Betrages festgesetzt, welchen diese Erzeugungsstätte als Ausfuhrbonifications-Rückersatz bezüglich der Zuckerausfuhr in der Erzeugungsperiode 1897/98 zu leisten hatte.

Der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag ist derart abzurunden, dass Beträge unter 50 fl. auf 50 fl., Beträge über 50 fl. auf 100 fl. erhöht werden.

Für jene Zuckererzeugungsstätten, welche in der Erzeugungsperiode 1897/98 noch nicht im Betriebe waren, wird die fragliche Sicherstellung mit je 22.000 fl. (zwanzigzweitausend Gulden) festgesetzt.

Kaizl m. p.

2524.

22 mai 1899.

Ordonnance Impériale publiant la Convention conclue à Vienne, le 25 juin 1896, avec l'Italie pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.

R. G. Bl. 1899, Nr. 102 et 103.

ITALIE.

1899 *Kaiserliche Verordnung vom 22. Mai 1899, womit die Kundmachung des Uebereinkommens zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien, betreffend die wechselseitige unentgeltliche Unterstützung mittelloser Kranker vom 25. Juni 1896, angeordnet wird.*

Auf Grund des § 14 des Grundgesetzes über die Reichsvertretung vom 21. December 1867, R. G. Bl. Nr. 141, finde Ich zu verordnen, dass das Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien, betreffend die wechselseitige unentgeltliche Unterstützung mittelloser Kranker vom 25. Juni 1896 mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht werde.

Wien, am 22. Mai 1899.

Franz Joseph m. p.

Thun m. p. *Welsersheimb* m. p.
Wittek m. p. *Ruber* m. p.
Bylandt m. p. *Kast* m. p.
Kaizl m. p. *Jędrzejowicz* m. p.
Di Pauli m. p.

(Urtext.)

Convention entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie du 25 juin 1896 sur l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.

Afin de régler d'une manière plus précise l'assistance à prêter aux sujets autrichiens ou hongrois tombés malades en Italie et, réciproquement, aux sujets italiens tombés malades en Autriche ou en Hongrie et désirant, en particulier, étendre à tout le Royaume d'Italie les effets des déclarations échangées en 1861 entre l'Autriche et le Royaume de Sardaigne concernant le traitement gratuit réciproque des malades indigents, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit:

Article Ier.

Chacune des Parties contractantes s'engage à pourvoir à ce que, sur son territoire, les ressortissants indigents de l'autre qui, par suite de maladie physique ou mentale, ont besoin de secours et de soins médicaux, soient traités à l'égal de ses propres ressortissants, jusqu'à ce que leur rapatriement puisse être effectué sans danger pour leur santé ou celle d'autre personne.

Article II.

Les frais de ces secours et de ces soins ainsi que ceux de l'enterrement ne seront pas réclamés aux Caisses de l'Etat,

des Provinces ou des Communes, ni à quelque autre Caisse 1899
publique de l'Etat auquel la personne secourue appartient.

Article III.

Le remboursement des frais en question ne pourra être réclamé que dans le cas où la personne assistée elle-même ou d'autres personnes, obligées en son lieu et place en vertu des lois en vigueur, sont en état de répondre à ces frais.

A cet effet chacune des Parties contractantes s'engage, sur une demande faite par voie diplomatique, à prêter à l'autre Partie l'appui admissible aux termes de la législation du Pays, afin que ces frais, qui seront calculés d'après les taxes en usage, soient remboursés à qui de droit.

Article IV.

Les frais qui jusqu'à la date où le présent arrangement entrera en vigueur, auront été occasionnés aux hôpitaux autrichiens et hongrois par le traitement des individus indigents ressortissant des provinces vénitiennes et de Mantoue, ou aux hôpitaux des dites provinces italiennes par le traitement des malades indigents, sujets autrichiens ou hongrois, seront remboursés par les gouvernements respectifs d'après le système observé jusqu'à présent.

Article V.

Le terme de la mise à exécution du présent arrangement sera fixé de commun accord dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Parties contractantes auront été accomplies.

Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Parties contractantes aura annoncé — une année d'avance — son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 25 juin 1896.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

Le Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie:

Goluchowski m. p. (L. S.)

Pour l'Italie:

L'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie auprès de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique:

Nigra m. p. (L. S.)

ITALIE.

1899 **Protocole.**

Au moment de procedér à la signature de la présente Convention concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents, les Soussignés sont convenus de déclarer au nom des Parties contractantes, qu'il est bien entendu entre Elles que le remboursement réciproque des frais visés par l'article IV de la présente Convention, pourra s'effectuer à deux échéances distantes d'un an l'une de l'autre.

Fait à Vienne, en double expédition, le 25 juin 1896.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

Le Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie:

Goluchowski m. p. (L. S.)

Pour l'Italie:

L'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie auprès de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique:

Nigra m. p. (L. S.)

(Uebersetzung.)

Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien vom 25. Juni 1896, betreffend die wechselseitige unentgeltliche Unterstützung mittelloser Kranker.

In der Absicht, die Hilfeleistung, welche den österreichischen oder den ungarischen Staatsangehörigen im Falle ihrer Erkrankung in Italien, sowie jene, welche den italienischen Staatsangehörigen im Falle ihrer Erkrankung in Oesterreich oder Ungarn zu gewähren ist, in einer bestimmteren Weise zu regeln und insbesondere von dem Wunsche geleitet, die Wirksamkeit der im Jahre 1861 zwischen Oesterreich und dem Königreiche Sardinien in Betreff der wechselseitigen Behandlung mittelloser Kranker ausgetauschten Erklärungen auf das ganze Königreich Italien auszudehnen, sind die Unterzeichneten auf Grund der ihnen zu diesem Zwecke gehörig ertheilten Vollmachten über Folgendes übereingekommen:

Artikel I.

Jeder der vertragschliessenden Theile verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass auf seinem Gebiete mittellose Angehörige des anderen Theiles, welche infolge einer körperlichen oder geistigen Erkrankung Hilfe und ärztliche Behandlung benöthigen, ebenso behandelt werden wie die eigenen Staatsangehörigen, und zwar solange, bis ihre Rücksendung in die Heimat ohne Gefahr für ihre eigene Gesundheit und für die Gesundheit Dritter sich bewerkstelligen lässt.

Artikel II. 1899

Ein Rückersatz der durch diese Hilfeleistung und Behandlung, sowie durch die Beerdigung solcher Personen sich ergebenden Kosten kann weder aus Staats-, Provinzial- oder Gemeindemitteln, noch aus einem öffentlichen Fonde jenes Staates, welchem die unterstützte Person angehört, angesprochen werden.

Artikel III.

Ein Ersatz der fraglichen Kosten kann nur in dem Falle verlangt werden, wenn die unterstützte Person selbst oder andere Personen, welche auf Grund der bestehenden gesetzlichen Vorschriften an ihrer Stelle hierzu verpflichtet sind, die betreffenden Auslagen zu bestreiten vermögen.

Zu diesem Zwecke verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Theile, dem anderen Theile über ein im diplomatischen Wege gestelltes Verlangen den nach den Gesetzen des Landes zulässigen Beistand zu leisten, damit diese Kosten, welche auf Grund der üblichen Taxen zu berechnen sind, den hierzu Berechtigten ersetzt werden.

Artikel IV.

Die Kosten, welche bis zu dem Zeitpunkte, in welchem das gegenwärtige Uebereinkommen in Kraft treten wird, den österreichischen und ungarischen Krankenanstalten aus der Behandlung mittelloser Angehöriger der venetianischen Provinzen, sowie der Provinz Mantua, oder den Krankenanstalten der genannten italienischen Provinzen aus der Behandlung mittelloser österreichischer oder ungarischer Staatsangehöriger erwachsen, werden von den betreffenden Regierungen nach den bisher geltenden Grundsätzen ersetzt werden.

Artikel V.

Der Zeitpunkt, mit welchem die gegenwärtige Uebereinkunft in Kraft treten soll, wird einverständlich festgesetzt werden, sobald die durch die Verfassungsgesetze der contrahirenden Theile vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt sein werden.

Diese Uebereinkunft bleibt noch ein Jahr in Geltung, nachdem der eine oder der andere der vertragschliessenden Theile seine Absicht, dieselbe ausser Kraft treten zu lassen, mitgetheilt haben wird.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten die gegenwärtige Uebereinkunft gefertigt und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in zweifacher Ausfertigung zu Wien am 25. Juni 1896.

1899

Für Oesterreich und für Ungarn:

Der Minister des Aeussern von Oesterreich-Ungarn:

Goluchowski m. p. (L. S.)

Für Italien:

Der Botschafter Seiner Majestät des Königs von Italien bei Seiner k. und k. Apostolischen Majestät:

Nigra m. p. (L. S.)

Protokoll.

Bei Unterzeichnung der gegenwärtigen Convention, betreffend die wechselseitige unentgeltliche Unterstützung mittelloser Kranker sind die Gefertigten übereingekommen, namens der vertragschliessenden Theile zu erklären, dass als zwischen ihnen vereinbart zu betrachten sei, dass die wechselseitige Refundirung der im Artikel IV der gegenwärtigen Convention vorgesehenen Kosten in zwei, durch ein Jahr voneinander getrennten Fälligkeitsterminen vor sich gehen kann.

So geschehen zu Wien in zweifacher Ausfertigung am 25. Juni 1896.

Für Oesterreich und für Ungarn:

Der Minister des Aeussern von Oesterreich-Ungarn:

Goluchowski m. p. (L. S.)

Für Italien:

Der Botschafter Seiner Majestät des Königs von Italien bei Seiner k. und k. Apostolischen Majestät:

Nigra m. p. (L. S.)

Wird infolge vorstehender kaiserlicher Verordnung vom 22. Mai 1899, R. G. Bl. Nr. 102, mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder hiermit kundgemacht.

Wien, am 22. Mai 1899.

Thun m. p.

2525.

1899

26 mai 1899.

Ordonnance ministérielle concernant la tarification du „maltopeptone".

R. G. Bl. 1899, Nr. 104.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. Mai 1899, betreffend die Zollbehandlung von Maltopepton.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarif in nachstehender Weise ergänzt:

Nach dem Schlagworte Maltine ist als neues Schlagwort einzuschalten:

„Maltopepton", concentrirter wässeriger Auszug von Malzkeimen, ein Mittel zur Beförderung des Hefewachsthums und der Gährung in der Spiritusbrennerei (auf Grund Artikel IV des Zollgesetzes)

T. Nr. 324 . . . 4 fl.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2526.

30 mai 1899.

Ordonnance ministérielle concernant l'importation de l'étranger de sels d'engrais et d'engrais similaires artificiels.

R. G. Bl. 1899, Nr. 105.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 30. Mai 1899, betreffend die Einfuhr von Dungsalzen (Abraumsalzen und Abfallsalzen, sowie von künstlichen Düngungsmitteln aus Salzgemengen der T.-Nr. 319a des allgemeinen Zolltarifes) aus dem Auslande.

In theilweiser Abänderung der in den Ministerialverordnungen vom 13. August 1892, R. G. Bl. Nr. 138, 19. Juni 1894, R. G. Bl. Nr. 134, 6. Juni 1895, R. G. Bl. Nr. 77, und 22. August 1897, R. G. Bl. Nr. 215, enthaltenen Bestimmungen wird vorbehaltlich des jederzeitigen Widerrufes im Einver-

1899 nehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien gestattet, Kalirohsalze und künstliche Düngungsmittel aus Salzgemengen der T.-Nr. 319 *a* des allgemeinen Zolltarifes unter nachstehenden Bedingungen aus dem Auslande zu beziehen:

1. Der Chlornatriumgehalt der Kalirohsalze darf nicht mehr als 50 Procent, jener der übrigen vorerwähnten Düngemittel nicht mehr als 30 Procent betragen. Die letzteren dürfen neben den Kaliverbindungen und dem Chlornatrium nur solche Stoffe enthalten, welche ungefähr gleiche Wasserlöslichkeit wie die obenerwähnten Stoffe besitzen. Allen diesen Düngemitteln kann jedoch Torfmull bis zu 2 Procent des Gewichtes beigemengt werden.

2. Diese Düngemittel müssen in gehörig vermahlenem Zustande mit mindestens $^1/_2$ Prozent Universalschwarz (fein gepulverter Coaks) oder eines anderen schwarzen Färbestoffes von gleicher Intensität in einer Weise gefärbt sein, dass dieselben nicht lichter erscheinen als die vom k. k. Finanzministerium approbirte und den k. k. Zollämtern mitgetheilte Type.

3. Die einzelnen Sendungen müssen durch ein Ursprungscertificat des liefernden Werkes gedeckt sein, in welchem neben der Angabe der chemischen Zusammensetzung das Vorhandensein der unter Punkt 1 und 2 angeführten Erfordernisse bestätigt erscheint.

Die Eintrittszollämter haben die eingelangten Sendungen nach Constatirung der vorschriftsmässigen Färbung derselben auf Grund der erwähnten Ursprungscertificate abzufertigen, doch bleibt es denselben vorbehalten, einzelnen Sendungen — ohne Verzögerung der Abfertigung — Stichproben behufs Anfertigung chemischer Analysen zu entnehmen.

Der Bezug und Vertrieb dieser Dungsalze steht jedermann frei, jedoch dürfen dieselben nur ausschliesslich zu Düngungszwecken verwendet werden.

Für alle jene Dungsalzsendungen, welche den vorangeführten Bedingungen nicht entsprechen, bleiben die bisherigen Vorschriften in Geltung.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Kast m. p. *Kaizl* m. p. *Di Pauli* m. p.

1899

2527.

6 juin 1899.

Ordonnance ministérielle concernant la défense d'entrée ou de transit de certaines marchandises et de certains objets provenant d'Egypte.

R. G. Bl. 1899, Nr. 99.

Veorordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 6. Juni 1899, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten.

Aus Anlass der in Alexandrien vorgekommenen Pestfälle wird zum Zwecke der Verhütung der Einschleppung der Pest aus Aegypten im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die Ein- und Durchfuhr nachbezeichneter Waaren oder Gegenstände aus Aegypten verboten:

1. Gebrauchte Leibwäsche, abgenützte und getragene Kleidungsstücke (Effecten zum persönlichen Gebrauche), benütztes Bettzeug.

Soferne diese Gegenstände als Reisegepäck oder infolge eines Domicilwechsels als Uebersiedlungseffecten befördert werden, unterliegen sie den besonderen Bestimmungen über sanitätspolizeiliche Revision und Behandlung beim Grenzübertritte.

2. Hadern und Lumpen mit Inbegriff der unter hydraulischem Drucke zusammengepressten Hadern, welche als Handelsartikel in Ballen befördert werden.

3. Gebrauchte Säcke, Teppiche und Stickereien in benütztem Zustande.

4. Grüne, ferner nicht vollständig lufttrockene oder ungekalkte oder nicht mit Gyps, Arsen, oder anderweitig präparirte rohe Häute und Felle.

5. Frische (rohe) thierische Rohproducte, wie: Knochen, Klauen, Hufe, Blasen, Därme in frischem, nicht getrocknetem oder nicht gesalzenem Zustande, soferne sich die genannten Artikel als thierische Abfälle darstellen; weiters Haare und Borsten.

6. Menschenhaare.

Die Durchfuhr der aufgezählten Waaren oder Gegenstände ist, falls die Bewilligung zur Einfuhr in das benachbarte ausländische Durchzugs-, beziehungsweise Einfuhrsgebiet nachgewiesen ist, nur zulässig, wenn sie unter Raumverschluss derartig verpackt sind, dass jede Manipulation mit denselben unterwegs unmöglich ist.

1899 Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zoll-, beziehungsweise Seesanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Thun m. p. *Kaizl* m. p. *Di Pauli* m. p.

2528.

15 juin 1899.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau principal de douane à Mährisch-Schönberg.

R. G. Bl. 1899, Nr. 107.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. Juni 1899, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes in Mährisch-Schönberg.

Am 1. Juli 1899 wird in Mährisch-Schönberg ein Hauptzollamt I. Classe activirt werden, welches auch zur Abfertigung von Waaren im abgekürzten Ansageverfahren ermächtigt wird.

Kaizl m. p.

2529.

26 juin 1899.

Ordonnance ministérielle portant amendement à certaines dispositions de l'instruction du 27 mai 1887 sur le traitement douanier des machines et appareils.

R. G. Bl. 1899, Nr. 112.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. Juni 1899, betreffend Abänderung, beziehungsweise Ergänzung einiger Bestimmungen der Instruction über die Zollbehandlung von Maschinen und Apparaten vom 27. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 58.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen im Abschnitte I zu Nr. 284, Punkt 3 der Instruction über die Zollbehandlung von Maschinen und Apparaten in nachstehender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

Derby Doubler (das sind Vorrichtungen zur Vereinigung mehrerer Presstopfbänder in einen Bandwickel) besitzen

den Charakter completer Maschinen. Demgemäss sind die- 1899
selben, auch wenn sie einzeln (ohne die Krempeln) vorkommen, nach Nr. 284*a* zu behandeln.

Bezüglich der Streckapparate ist darauf zu achten, dass sich die Zuweisung zu Nr. 284*a* nur auf jene Apparate bezieht, welche als ein Bestandtheil der Krempel an dieser anmontirt werden, nicht aber auf jene selbstständigen Streckmaschinen (Frottoirmaschine, Banc à Broche, Zugmaschine, Werkstrecke etc.), wie sie in der Baumwoll-, Kammgarn-, Flachs- und Jutespinnerei verwendet werden. Derlei selbstständige Streckmaschinen gehören zu Nr. 284*b*.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2530.

26 juin 1899.

Ordonnance ministérielle concernant la modification de certaines dispositions des ordonnances des 24 juillet 1883 et 11 avril 1895 sur le traitement douanier de l'acide carbonique liquide.

R. G. Bl. 1899, Nr. 113.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. Juni 1899, betreffend Aufhebung, beziehungsweise Ergänzung einiger Bestimmungen der Verordnungen vom 24. Juli 1883, R. G. Bl. Nr. 134, und vom 11. April 1895, R. G. Bl. Nr. 57, hinsichtlich der Zollbehandlung flüssiger Kohlensäure.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird in Aufhebung der Bestimmungen der Verordnung vom 24. Juli 1883, R. G. Bl. Nr. 134, flüssige Kohlensäure in schweren eigenen Behältnissen der Tarifnummer 323 (3 fl. per 100 Kilogramm) zugewiesen.

Gleichzeitig wird die in der Verordnung vom 11. April 1895, R. G. Bl. Nr. 57, vorgesehene einjährige Frist für die Wiederausfuhr der entleerten eisernen Behältnisse, in welchen die flüssige Kohlensäure zur Einfuhr gelangte, auf sechs Monate herabgesetzt.

Diese Verordnung tritt am 1 August 1899 in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

1899

2531.

1 juillet 1899.

Ordonnance du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères sur les vacations de la cour d'appel consulaire autrichienne et hongroise.

R. G. Bl. 1899, Nr. 119.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Aeussern vom 1. Juli 1899, betreffend die Einführung von Gerichtsferien beim k. k. österreichischen und königl. ungarischen Consular-Obergerichte.

Auf Grund des § 6 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, und des § 7 des ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891, wird im Einvernehmen mit dem k. k. und dem königl. ungarischen Justizministerium verordnet:

Das k. k. österreichische und königl. ungarische Consular-Obergericht hält alljährlich vom 1. Juli bis 15. October Gerichtsferien.

Während dieser Zeit finden keine Rathsversammlungen statt.

Die Urlaubszeit des Personales (§ 31 Geschäftsordnung) hat grundsätzlich in die Ferienzeit zu fallen.

Dem k. und k. Minister des Aeussern bleibt vorbehalten, nöthigenfalls die Besorgung der in den §§ 44 und 45 der Geschäftsordnung des Consular-Obergerichtes aufgezählten Präsidial-Agenden während der Gerichtsferien dem Secretär oder dessen Stellvertreter (§ 33 Geschäftsordnung) zu übertragen.

Goluchowski m. p.

Diese Verordnung wird hiermit gemäss § 18 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, verlautbart.

Ruber m. p.

2532.

22 juillet 1899.

Ordonnance ministérielle concernant des dispositions supplémentaires à l'égard du traitement des fils cardés de laine (fils „Weft") dépassant le No. 30[m], simples, ou doublés, bruts.

R. G. Bl. 1899, Nr. 137.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. Juli 1899, betreffend eine Ergänzung der Bestimmungen über die Abfertigung harter Kammgarne aus Glanzwolle (Weftgarne) über Nr. 30 metrisch, einfach oder doublirt, roh. 1899

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird in Ergänzung der auf die Abfertigung von Weftgarn bezüglichen Bestimmungen der Instruction zur zollämtlichen Untersuchung der Wollengarne (Verordnung vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 57) unter II Nachstehendes angeordnet:

Die vorgeschriebene Einsendung von Mustern der zur Verzollung als zollbegünstigtes Weftgarn der Nr. 154 *b)* erklärten Garne an das k. k. Hauptzollamt in Wien ist noch am gleichen Tage zu bewerkstelligen, an welchem die zollämtliche Beschau der Garne erfolgt.

Der Partei ist die Wahl anheim zu stellen, ob bis zum Einlangen des Befundes vom k. k. Hauptzollamte in Wien die Abfertigung und Ausfolgung des Garnes gestundet bleiben soll oder nicht. Wünscht die Partei diese Sendung nicht, so darf das Garn nur dann zum Satze von 1 fl. 50 kr. abgelassen werden, wenn das Abfertigungsamt auf Grund einer gewissenhaften Prüfung zur Ueberzeugung gelangt ist, das Garn entspreche in allen Punkten den in der Instruction zur zollämtlichen Untersuchung der Wollengarne aufgestellten Erfordernissen eines zollbegünstigten Weftgarnes, wobei aber in Hinkunft der Umstand, ob das Garn gefettet versponnen ist oder nicht, ausser Betracht zu lassen ist; ist das Abfertigungsamt zu dieser Ueberzeugung nicht gelangt, so darf das Garn der Partei nur gegen Sicherstellung des nach Lage des Falles in Frage kommenden Zolles für nicht besonders benannte Garne ausgefolgt werden.

Die Untersuchung beim k. k. Hauptzollamte Wien ist mit aller Beschleunigung (längstens binnen 4 Tagen) vorzunehmen und deren Ergebnis in jedem einzelnen Falle umgehend dem Abfertigungsamte bekannt zu geben.

Für diese Untersuchung beim k. k. Hauptzollamte in Wien ist in Zweifelsfällen folgendes Verfahren maassgebend:

1. Zuvörderst ist durch sorgfältige Prüfung, eventuell unter Anwendung des Mikroskopes. festzustellen, ob dem Garne andere Spinnstoffe als Thierhaare beigemischt sind.

2. Ist dies nicht der Fall, so wird durch vorsichtiges Aufdrehen mehrerer Fadenabschnitte von etwa 30 Centimeter Länge geprüft, ob in dem Garne Wollhaare von der in der Wollengarninstruction angegebenen Länge (16—20 Centimeter) enthalten sind.

1899 3. Ergibt diese Prüfung kein ausreichend sicheres Resultat, so wird zur Feststellung der mittleren Dicke der in dem Garne enthaltenen Wollhaare mittelst eines mit Ocularmikrometer versehenen Mikroskopes geschritten. Die Vergrösserung hat hierbei circa 1:300 zu betragen.

4. Es ist deshalb zunächst von einem Garnkötzer oder Strähne ein Fadenstück von solcher Länge abzuwickeln, dass aus demselben an drei und je 50 Centimeter voneinander entfernten Stellen je ein Fadenstück von ungefähr 70 Millimeter Länge herausgeschnitten werden kann.

5. Die so erhaltenen kurzen Fadenstücke werden auf ein mit schwarzem Tuch oder Sammt überzogenes Holztäfelchen aufgelegt, an dem einen Ende mittelst eines Wachskügelchens befestigt und mit Hilfe zweier Präparirnadeln (eventuell unter Zuhilfenahme eines zur Beseitigung der Drehung im Garn bestimmten Apparates) in solcher Art vorsichtig aufgelöst, dass ein Ueberblick über alle einzelnen Haare gewonnen werden kann.

6. Aus jedem derartig vorbereiteten Fadenstücke werden drei Haare von mittlerer Stärke (also unter Vermeidung besonders schwacher und besonders starker Exemplare) mit der Pinzette entnommen und auf den Objectträger gebracht.

Bei der Auswahl der zur Messung bestimmten Haarstücke ist die Benützung einer Lupe zu empfehlen.

7. Nach Auflegung des Deckgläschens wird die Dickenmessung für jedes einzelne Haarstück mittelst des Ocularmikrometers unter Zuhilfenahme eines Objectmikrometers zur genauen Werthbestimmung des ersteren ausgeführt und der gewonnene Werth jeder Wollfaser in Tausendstelmillimeter notirt. Hierbei sind die ausgewählten Haarstücke ausgestreckt und parallel nebeneinander liegend mit Hilfe kleiner ausserhalb des Deckgläschens aufzudrückender Wachskügelchen auf dem Objectträger zu befestigen. Auch ist bei der Auswahl der zu messenden Stelle der einzelnen Haarstücke immer zu berücksichtigen, dass es sich um die Auffindung eines Mittelwerthes handelt. Die Klarheit des Bildes wird übrigens durch Einbringung eines Wassertropfens zwischen Objectträger und Deckglas erhöht werden.

8. Die auf diese Weise gewonnenen neun Zahlen werden addirt, die Summe durch 9 dividirt. Der erhaltene Quotient stellt die mittlere Dicke der Wollhaare der betreffenden Garnsorte dar. Beträgt dieselbe $^{34}/_{000}$ Millimeter (34 Mikron) oder mehr, so gehört das Garn unter die Tarifnummer 154 *b*), soferne auch die sonstigen Bedingungen für die Einreihung in diese Tarifposition erfüllt erscheinen.

9. Ergeben sich im Zuge der vorgenommenen Untersuchung Zweifel an ihrer Richtigkeit, so ist sie in gleicher

Weise an einem anderen Stücke des Musters zu wieder- 1899
holen.

Diese Verordnung tritt am 15. August in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2533.

22 juillet 1899.

Ordonnance ministérielle à l'égard d'un complément aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „toiles pour relieurs", toile cirée et taffetas ciré".

R. G. Bl. 1899, Nr. 138.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. Juli 1899, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Buchbinderleinwand" und „Wachstuch und Wachstaffet".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen beim Schlagworte „Buchbinderleinwand" des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife durch nachstehende Anmerkung ergänzt:

„Anmerkung" (nach dem ersten Alinea):

„Von der Behandlung nach Nr. 211 sind auch glatte (d. i. nicht chagrinirte u. dgl.) Baumwollgewebe in Rollenform nicht ausgeschlossen, sofern aus ihrer sonstigen Beschaffenheit die Verwendung als Buchbinderleinwand zweifellos hervorgeht."

In der Anmerkung 4 zum Schlagworte „Wachstuch und Wachstaffet" ist am Schlusse der Verweisungen beizufügen: „und bei Buchbinderleinwand".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2534.

22 juillet 1899.

Ordonnance ministérielle portant amendement à certaines dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „fer et ouvrages en fer".

R. G. Bl. 1899, Nr. 139.

1899 *Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. Juli 1899, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Eisen und Eisenwaaren".*

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird angeordnet, wie folgt:

An Stelle des ersten Absatzes der Anmerkung beim Schlagworte „Eisen und Eisenwaaren" des alphabetischen Waarenverzeichnisses hat nachstehende Bestimmung zu treten:

„Eisen und Stahl, gezogen oder gewalzt (Walzdraht) von und unter 6 Millimeter Stärke ist als Draht der Nr. 261 *bis* zu verzollen, ohne Rücksicht auf die Form des Querschnittes. Die Verzollung als Draht tritt im allgemeinen nicht ein, wenn eine der Dimensionen des Querschnittes (Durchmesser, beziehungsweise Basis und Höhe, wobei als Basis die längste Seitenkante anzusehen ist) mehr als 6 Millimeter beträgt; jedoch werden Producte, welche augenscheinlich aus Rundeisen von unter 6 Millimeter Stärke durch Plätten erzeugt sind, als Draht auch dann verzollt, wenn deren Breitendimension 6 Millimeter übersteigt.

Im Zusatz zu 6 und 7 sind die Worte „und 7", ferner „und Draht" sowie „beziehungsweise an der kürzesten Axe" zu streichen und ist dieser Zusatz als letztes Alinea der Anmerkung 6 anzufügen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2535.

26 juillet 1899.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant le changement de la dénomination des succursales du bureau douanier principal hongrois à Fiume.

R. G. Bl. 1899, Nr. 142.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 26. Juli 1899, betreffend die Abänderung des Namens der im punto franco und im Baross-Hafen befindlichen Expositurен des königlich ungarischen Hauptzollamtes in Fiume.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums wurde die im punto franco befindliche Expositur des königlich ungarischen Hauptzollamtes in Fiume, welche bisher den Namen „II. számú tárházi m. kir. fővám-

hivatali kirendeltség" (königl. ung. Hauptzollamts-Expositur 1899
im Lagerhause Nr. II) führte, mit der Benennung: „m. kir. fővámhivatali kirendeltség a Salvatore rakparton" (königl. ung. Hanptzollamts-Expositur an der Riva Salvatora) und die im Baross-Hafen befindliche Expositur desselben königlich ungarischen Hauptzollamtes, welche bisher die Bezeichnung: „fiumarai m. kir. fővámhivatali kirendeltség" (königl. ung. Hauptzollamts-Expositur an der Fiumara) führte, hinfort mit der Benennung: „m. kir. fővámhivatali kirendeltség a Baross kikötőben" (königl. ung. Hauptzollamts-Expositur im Baross-Hafen) bezeichnet.

Kaizl m. p.

2536.

27 juillet 1899.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances au sujet de l'établissement d'un bureau douanier secondaire de 1ème classe dans le gare de Johanngeorgenstadt (Saxe).

R. G. Bl. 1899, Nr. 144.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 27. Juli 1899, betreffend die Errichtung eines Nebenzollamtes I. Classe auf dem Bahnhofe in Johanngeorgenstadt (Sachsen).

Auf dem Bahnhofe in Johanngeorgenstadt (Sachsen) wurde ein Nebenzollamt mit der Bezeichnung „k. k. Nebenzollamt I. Classe Johanngeorgenstadt (Bahnhof)" errichtet und hat dasselbe seine Thätigkeit am 15. Mai 1899 begonnen.

Dieses Zollamt ist mit den allgemeinen Abfertigungsbefugnissen eines Hauptzollamtes II. Classe, ferner mit der Befugnis zur Anwendung des abgekürzten Ansageverfahrens im Eisenbahnverkehre, dann der Austrittsbestätigung von Durchfuhrwaaren ohne Beschränkung, ferner mit der besonderen Ermächtigung zur Einfuhrsbeamtshandlung von Tabakfabrikaten bis inclusive 7·5 Kilogramm für Reisende, sowie zur zollfreien Behandlung voraus- und nachgesendeter Reiseeffecten und schliesslich mit den ausnahmsweisen Befugnissen zur Austrittsbehandlung von Bier gegen Steuerrückvergütung und von mit dem Anspruche auf Ausfuhrbonification austretendem Zucker im Sinne der bestehenden Vorschriften ausgestattet.

Kaizl m. p.

SAXE.

1899

2537.

28 juillet 1899.

Ordonnance du Ministère I^l R^l des finances concernant le montant de la garantie pour le remboursement intégral de la bonification à la sortie du sucre pour la campagne 1899/1900.

R. G. Bl. 1899, Nr. 135.

Erlass des Finanzminsteriums vom 28. Juli 1899, betreffend das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung des Bonificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betriebsperiode 1899/1900.

Auf Grund des § 3 des V. Theiles der kaiserlichen Verordnung vom 17. Juli 1899, R. G. Bl. Nr. 120, wird angeordnet, dass die einzelnen Erzeugungsstätten von Zucker der im § 1, Z. 1, des Zuckersteuergesetzes bezeichneten Art als Sicherstellung für die richtige Einzahlung des allfällig zu leistenden Bonificationsrückersatzes in der Betriebsperiode 1899/1900 an Stelle des nach dem Finanzministerialerlasse vom 20. Mai 1899, R. G. Bl. Nr. 92, zu leistenden Sicherstellungsbetrages jenen Betrag zu leisten haben, welcher von den einzelnen Zuckererzeugungsstätten als Bonificationsrückersatz zu leisten wäre, wenn die individuelle Vertheilung des für die Betriebsperiode 1898/99 voraussichtlich auf die Zuckererzeugungsstätten in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern entfallenden Rückersatzes unter Zugrundelegung der Betriebsergebnisse dieser Betriebsperiode nach Maassgabe der Bestimmungen des V. Theiles der obbezogenen kaiserlichen Verordnung vorgenommen würde.

Der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag wird derart abgerundet, dass Beträge unter 50 fl. auf 50 fl., Beträge über 50 fl. auf 100 fl. erhöht werden.

Den einzelnen Zuckererzeugungsstätten werden die auf sie entfallenden Sicherstellungsbeträge von den zuständigen Finanzbehörden erster Instanz bekannt gegeben werden.

Für jene Zuckererzeugungsstätten, welche in der Betriebsperiode 1898/99 noch nicht im Betriebe waren, wird die fragliche Sicherstellung mit je 20.000 fl. (zwanzigtausend Gulden) festgesetzt.

Kaizl m. p.

2538.

1899

29 juillet 1899.

Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau principal douanier hongrois à Csik—Gyimes de traiter en douane les envois de plantes de l'étranger.

R. G. Bl. 1899, Nr. 145.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. Juli 1899, betreffend die Einbeziehung des königlich ungarischen Hauptzollamtes Csik—Gyimes unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882 bezeichneten Zollämter (Eingangsämter) und Aufhebung der dem königlich ungarischen Nebenzollamte Csik—Gyimes zukommenden Befugnis zur Pflanzenabfertigung.

Im Nachhange zu der Ministerialverordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix) wird kundgemacht, dass nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums unter die im Anhange zu der bezogenen Verordnung, Anmerkung *b* angeführten Zollämter das königlich ungarische Hauptzollamt in Csik—Gyimes einbezogen worden ist.

Unter Einem wurde die dem königlich ungarischen Nebenzollamte in Csik—Gyimes zukommende Befugnis zur Pflanzenabfertigung aufgehoben.

Kaizl m. p.

2539.

31 juillet 1899.

Publication du Ministère I^l R^l de l'Intérieur sur l'époque pour l'entrée en vigueur de la convention conclue entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.

R. G. Bl. 1899, Nr. 146.

Kundmachung des Ministeriums des Innern vom 31. Juli 1899, womit der Zeitpunkt des Inkrafttretens des Uebereinkommens zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien hinsichtlich der wechselseitigen unentgeltlichen Unterstützung mittelloser Kranker bekannt gegeben wird.

Das auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 22. Mai 1899, R. G. Bl. Nr. 102, verlautbarte Uebereinkommen zwischen

1899 Oesterreich-Ungarn und Italien hinsichtlich der wechselseitigen unentgeltlichen Unterstützung mittelloser Kranker vom 25. Juni 1896, R. G. Bl. Nr. 103 ex 1899, tritt infolge des zwischen den betheiligten Regierungen im Sinne des Artikels V des Uebereinkommens erzielten Einverständnisses am 1. October 1899 in Kraft.

Thun m. p.

2540.

8 août 1899.

Ordonnance ministérielle concernant une modification partielle de l'ordonnance du 27 mars 1890 sur le traitement en douane du commerce par acquit à caution pour broderies.

R. G. Bl. 1899, Nr. 151.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 8. August 1899, betreffend die theilweise Abänderung der Verordnung vom 27. März 1890 über die zollämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres.

Im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung wird der im § 33 der Verordnung vom 27. März 1890, R. G. Bl. Nr. 56, betreffend die zollämtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres angeordnete Modus der Contoabrechnung bei getrennter Erklärung von Gewebe und Garn, insofern es sich um sogenannte „Tüchli" (d. s. kleinere Stickstücke in der Grösse von circa 50 Centimeter im Quadrat) handelt, welche im Plattstichstickereiverkehre eingeführt werden, dahin abgeändert, dass das Einzelgewicht der fehlenden Stücke nicht mehr mit 800 Gramm, sondern mit jenem Gewichte anzunehmen ist, welches sich als Durchschnittsgewicht eines einzelnen Tüchli bei der Vergleichung des im Eingange vorgemerkten Nettogewichtes und der Stückzahl derselben ergibt.

Demgemäss ist nach Alinea 1 des § 33 der citirten Verordnung folgender Passus neu einzufügen:

„Im Plattstich-Stickereiveredlungsverkehre mit sogenannten „Tüchli" ist das Einzelgewicht der fehlenden Gewebestücke auf die Art zu ermitteln, dass das Gesammtnettogewicht der im Veredlungsverkehre eingeführten Gewebe durch die Stückzahl dividirt wird."

Diese Verordnung tritt sofort in Wirksamkeit.

Kaizl m. p. *Di Pauli* m. p.

2541.

1899

12 août 1899.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant la révocation de la succursale douanière dans la gare Budapest-Leopoldstadt.

R. G. Bl. 1899, Nr. 164.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 12. August 1899, betreffend die Auflassung der Zollamtsexpositur Bahnhof Budapest-Leopoldstadt.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums wird die Expositur des königlich ungarischen Hauptzollamtes in Budapest am Bahnhof Budapest-Leopoldstadt der königlich ungarischen Staatsbahnen mit dem 1. September l. J. aufgelassen.

Kaizl m. p.

2542.

29 août 1899.

Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'augmentation des attributions douanières de la succursale à Nowosielitza (route).

R. G. Bl. 1899, Nr. 180.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. August 1899, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse der Zollexpositur in Nowosielitza (Fahrstrasse).

Die laut Kundmachung vom 12. November 1892, R. G. Bl. Nr. 196, an der Fahrstrasse in Nowosielitza errichtete Zollexpositur des Hauptzollamtes Nowosielitza wird mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes II. Classe ausgestattet.

Kaizl m. p.

2543.

31 août 1899.

Ordonnance ministérielle concernant l'application au Portugal de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et de certains objets en vigueur pour les provenances égyptiennes.

R. G. Bl. 1899, Nr. 170.

PORTUGAL.

1899 *Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 31. August 1899, betreffend die Ausdehnung des Verbotes der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten, R. G. Bl. Nr. 99 ex 1899, auf Portugal.*

Aus Anlass der in Oporto vorgekommenen Pestfälle wird zum Zwecke der Verhütung der Einschleppung ansteckender Krankheiten im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Ministerialverordnung vom 6. Juni 1899, R. G. Bl. Nr. 99, erlassene Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten auf Portugal ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Sanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Thun m. p. *Kaizl* m. p. *Di Pauli* m. p.

2544.

22 septembre 1899.

Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau douanier principal de 1ère classe à Zara au traitement du sucre à la sortie.

R. G. Bl. 1899, Nr. 186.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 22. September 1899, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes I. Classe in Zara zur Austrittsbehandlung von Zucker.

Das k. k. Hauptzollamt I. Classe in Zara wird zur Austrittsbehandlung von mit dem Anspruche auf Ausfuhrbonification über die Zolllinie austretendem Zucker ermächtigt.

Kaizl m. p.

2545.

2 octobre 1899.

Ordonnance ministérielle concernant la défense d'importation de certains appareils hygiéniques.

R. G. Bl. 1899, Nr. 201.

Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 2. October 1899, betreffend das Verbot der Ein-

fuhr für den unter der Bezeichnung „Occlusivpessar" in den Handel gebrachten Apparat, sowie für das unter dem Namen „Tutelol" in den Verkehr gesetzte Frauenpräservativmittel. 1899

Im Grunde des Artikels VI des Gesetzes vom 25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 47, wird die Einfuhr des unter der Bezeichnung „Occlusivpessar" in den Handel gebrachten, die Empfängnis verhindernden Apparates, sowie des unter dem Namen „Tutelol" in den Verkehr gesetzten, die Conception verhindernden Frauenpräservativmittels aus sanitären Rücksichten verboten.

Dieses Verbot tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Koerber m. p. *Stibral* m. p. *Kniaziolucki* m. p.

2546.

5 octobre 1899.

Publication du Ministère I^r R^l des finances autorisant le bureau douanier principal de 2ème classe à Cervignano (gare) à traiter en franchise les effets des voyageurs qui les devancent ou suivent.

R. G. Bl. 1899, Nr. 202.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 5. October 1899, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. Classe in Cervignano (Bahnhof) zur zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten.

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe Cervignano (Bahnhof) wird zur zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Zolltarifgesetzes vom 25. Mai 1882 ermächtigt.

Kniaziolucki m. p.

2547.

9 novembre 1899.

Ordonnance ministérielle concernant l'application au Brésil et au Paraguay de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et de certains objets provenant de l'Egypte.

R. G. Bl. 1899, Nr. 213.

BRÉSIL. PARAGUAY.

1899 *Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 9. November 1899, betrffend die Ausdehnung des Verbotes der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten, R. G. Bl. Nr. 99 ex 1899, auf Brasilien und Paraguay.*

Aus Anlass der in Santos in Brasilien und in Paraguay vorgekommenen Pestfälle wird zum Zwecke der Verhütung der Einschleppung ansteckender Krankheiten im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Ministerialverordnung vom 6. Juni 1899, R. G. Bl. Nr. 99, erlassene Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten auf Brasilien und auf Paraguay ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Koerber m. p. *Stibral* m. p. *Kniaziolucki* m. p.

2548.

9 novembre 1899.

Publication ministeriélle concernant la modification partielle de la liste statistique des marchandises pour le commerce extérieur.

R. G. Bl. 1899, Nr. 223.

Kundmachung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 9. November 1899, betreffend die theilweise Abänderung des statistischen Waarenverzeichnisses für den auswärtigen Handel.

Im Einvernehmen mit den königlich ungarischen Ministerien des Handels und der Finanzen sind auf Grund des § 1, Absatz 3 des Gesetzes vom 26. Juni 1890, R. G. Bl. Nr. 132, betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, die Nummern 31, 32, 33, 34, 35, 36, 210, 211, 212, 213 *a*, 213 *b*, 214 *a*, 214 *b*, 215, 216, 381, 382, 383, 387, 388, 1185 und 1197 für die Einfuhr, dann die Nummern 12, 13, 14, 15, 16, 17, 169, 171, 1021 und 1033 für die Ausfuhr, endlich die Nummer 74 für die Durchfuhr des laut der Kundmachung der Minister des Handels und der Finanzen vom 31. Januar 1892, R. G. Bl. Nr. 20, erlassenen „Statistischen Waarenverzeichnisses für den auswärtigen Handel des österreichisch-ungarischen Zollgebietes" abgeändert worden.

Von diesen Abänderungen treten jene, welche die Nummern 31, 32, 33, 34, 35, 36, 212, 213*a*, 213*b*, 214*a*, 214*b*, 215, 216, 1185 und 1197 des statistischen Waarenverzeichnisses für die Einfuhr und die Nummern 12, 13, 14, 15, 16, 17, 1021 und 1033 des statistischen Waarenverzeichnisses für die Ausfuhr betreffen, mit dem Tage, an welchem die bezügliche Verordnung den k. k. Zollämtern zur Kenntnis kommt, alle übrigen jedoch mit dem 1. Januar 1900 in Wirksamkeit. 1899

Von der Einschaltung des Inhaltes dieser Abänderungen wird unter Berufung auf den § 1, Absatz 4 des oben bezogenen Gesetzes Umgang genommen.

Stibral m. p. *Kninziolucki* m. p.

2549.

12 novembre 1899.

Ordonnance ministérielle concernant la navigation sur le lac Léman.

R. G. Bl. 1899, Nr. 225.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit den Ministerien des Innern und der Eisenbahnen vom 12. November 1899, betreffend die Schifffahrt am Bodensee.

Zum Vollzuge der zwischen den Regierungen der Bodensee-Uferstaaten getroffenen Vereinbarungen wird verordnet, wie folgt:

I.

An Stelle der Artikel 2, Absatz 2—4, Artikel 8, 9, 13, Absatz 1 Satz 2, Absatz 2 und 3, dann Artikel 14, 16 und 17, Absatz 2, der Internationalen Schifffahrts- und Hafenfahrordnung für den Bodensee, vom 22. September 1867, R. G. Bl. Nr. 19 ex 1868, treten folgende Bestimmungen:

A. Belastung der Schiffe und Schiffsuntersuchung.

§ 1.

Kein Schiff darf derart belastet werden, dass es tiefer geht als die Linie, durch welche die grösste zulässige Eintauchung bezeichnet ist.

Offene, d. h. nicht mit festem Deck versehene Schiffe müssen in dem Falle, dass die Schiffswand nicht mindestens 50 Centimeter über die Wasserlinie hervorragt, mit sogenannten Windladen von solcher Höhe versehen werden,

1899 dass das Maass vom Wasserspiegel bis zur Oberkante der Windlade überall mindestens 50 Centimeter beträgt.

Sofern die Ladung eines offenen Schiffes aus regelmässig geschichtetem, geschnittenem oder gespaltenem Weichholz besteht, kann die Anwendung der Windladen unterbleiben.

§ 2.

Bei der nach Artikel 6 der Bodensee-Schifffahrts- und Hafenordnung vorzunehmenden Untersuchung der Schiffe ist protokollarisch festzustellen:

1. In allen Fällen, ob das Schiff für seinen Zweck genügend stark und dauerhaft gebaut, gut abgedichtet und seiner Bestimmung entsprechend eingerichtet ist;

2. bei eisernen Schiffen, insbesondere ob die Stärke der Quer- und Längsversteifungen, sowie der Beplattung genügend, ob die Vernietung und Verstemmung der Blechnähte sorgfältig ausgeführt und das Schiff hinreichend mit wasserdichten Schotten versehen ist;

3. bei Dampfschiffen ausserdem,

a) ob die Maschine in ihrem Bau, in ihrer Aufstellung und namentlich auch in ihrer Verbindung mit dem Schiffe derart beschaffen ist, dass sie eine andauernd sichere Thätigkeit erwarten lässt, sowie ob die Maschinenkammer hinreichend Raum bietet, damit der Dienst bei den Kesseln bequem verrichtet und alle Theile des Bewegungsapparates untersucht werden können;

b) ob die Maschinenkammer von den Cajüten und von den Laderäumen durch Schotten aus Eisenblech getrennt ist und ob alle nöthigen Vorsichtsmaassregeln zur Verhütung von Feuersgefahr getroffen sind;

c) ob die Dampfkessel in ihrer Aufstellung nach Maassgabe der polizeilichen Bestimmungen über Anlegung von Dampfkesseln ämtlich geprobt, beziehungsweise ob sie seit weniger als Jahresfrist ämtlich revidirt und vorschriftsmässig befunden sind;

d) ob — insbesondere bei zum Personenverkehr bestimmten Dampfschiffen — die Treppen und Geländer auf Deck aussenseits gehörig sicher, die Oeffnungen im Deck mit Vorrichtungen gegen unversehenes Hineinfallen verwahrt und — bei Raddampfern — die Thüren zu den Rädern gehörig verschliessbar eingerichtet, ob die Oeffnungen in der Schiffsschale, die tiefer liegen als die Linie der grössten zulässigen Eintauchung, mit zweckentsprechendem Abschluss versehen und ob Nothausgänge aus dem Kesselraum, aus der Maschinenkammer und aus den Cajüten in genügender Zahl und in zweckentsprechender Einrichtung angebracht sind.

Bei wiederholter Untersuchung eines Schiffes ist namentlich auch auf etwaige Abnutzung, begonnene Zerstörung der einzelnen Theile durch Fäulnis oder Rostbildung, sowie auf die Zweckmässigkeit der vorgenommenen Aenderungen oder Erneuerungen zu achten. 1899

4. Bei Motorschiffen (Schiffen, welche mittelst Petroleum-, Benzin-, Naphtha- oder dergleichen, auch Elektromotoren bewegt werden) ausser den in Ziffer 1, beziehungsweise Ziffer 2 vorgeschriebenen Feststellungen:

a) ob der Motor und der Treibapparat (Propeller) so beschaffen und angebracht sind, dass sie eine sichere Thätigkeit erwarten lassen, sowie ob die Motorkammer bequem zugänglich ist, gut gelüftet werden kann und hinreichend Raum bietet, damit die Bedienung des Apparates nicht behindert ist und derselbe in allen Theilen leicht untersucht werden kann;

b) ob die nöthigen Vorsichtsmaassregeln gegen Feuersgefahr getroffen sind, insbesondere ob die Behälter des Betriebsstoffes und die Rohrleitungen aus entsprechendem Material genügend stark hergestellt und die Löthstellen hart gelöthet sind, ob der Zufluss des Betriebsstoffes zum Motor auch von ausserhalb der Motorkammer abschliessbar, ob eine Rohrleitung mit Oelpumpe vorhanden ist, um das Arbeitsgefäss (Tank) aus dem ausserhalb der Motorkammer gut geschützt und leicht zugänglich anzubringenden Vorrathsgefäss mit dem Betriebsstoff zu füllen und ob der Boden der Motorkammer mit einer zum Auffangen von Tropföl geeigneten Blechverschalung versehen ist;

c) ob der Treibapparat so eingerichtet ist, dass rasch gestoppt und vom Vorwärts- in Rückwärtsgang umgesteuert werden kann;

d) ob für den Fall, dass Personen gewerbsmässig befördert werden sollen, die erforderlichen Sicherheitseinrichtungen vorhanden sind.

§ 3.

Bei der Untersuchung der Schiffsausrüstung ist zu prüfen, ob das Schiff mit allen zur sicheren Fahrt und zur Hilfe in Nothfällen erforderlichen Geräthen und Einrichtungen versehen ist.

Zur nothwendigen Ausrüstung gehören auch die zur raschen Entfernung von Wasser aus dem Schiffsraume, sowie die zur Abgabe der vorgeschriebenen Signale erforderlichen Vorkehrungen und Geräthschaften — Lichter, Nebelhorn, Dampfpfeife, Schiffsglocke, Signalflagge, Signalkanone.

1899 Der Ton eines Nebelhornes soll auf mindestens 500 Meter Entfernung deutlich hörbar und die Dampfpfeife so angebracht sein, dass der Schall möglichst nicht gedämpft wird.

Auf eisernen Schiffen muss Vorkehr getroffen und müssen die nöthigen Werkzeuge und Materialien vorhanden sein, um ein Leck ohne Zeitverlust bestmöglichst stopfen und dichten zu können.

Jedes Dampfschiff muss ferner folgenden Erfordernissen genügen:

a) Es müssen Einrichtungen und Geräthe vorhanden sein, um einen an Bord ausgebrochenen Brand wirksam zu bekämpfen;

b) das Dampfschiff muss versehen sein mit einer beweglichen Ueberbordleiter, sowie mit mindestens einem gehörig ausgerüsteten Rettungsnachen, welcher so anzubringen ist, dass er rasch ins Wasser gelassen und bemannt werden kann;

c) das Dampfschiff muss mit einer der Grösse des Schiffes und seiner Zweckbestimmung entsprechenden Anzahl von Rettungsgürteln oder Rettungsringen ausgerüstet sein. Auf den zum Personenverkehr verwendeten Dampfschiffen sind ausserdem die auf Deck aufgestellten Tische und Bänke so einzurichten, dass sie ins Wasser geworfen werden können und genügend Schwimmkraft besitzen, um ebenfalls zur Rettung von ins Wasser gerathenen Personen dienen zu können;

d) es muss ein compensirter Compass, dessen Windrose einen Durchmesser von mindestens 15 Centimeter hat, nebst der Einrichtung für desen feste Aufstellung und Beleuchtung bei Nacht vorhanden sein;

e) zwischen dem Schiffsführer und Maschinenleiter muss eine leichte Verständigung möglich sein; auch muss auf Schiffen mit Promenadedeck vom Commandoplatze, sowie vom Stande des Steuermannes aus eines der akustischen Signalmittel in Thätigkeit gesetzt werden können.

Bei kleinen Dampfbooten, insbesondere solchen, die lediglich zu Vergnügungsfahrten des Eigenthümers oder zum Verkehre zwischen nahe gelegenen Orten dienen, können die Erfordernisse nach lit. *a* und *b* ermässigt oder nachgesehen werden.

Motorschiffe müssen den Erfordernissen entsprechen, welche unter *d* und *e* für Dampfschiffe aufgestellt sind. Ueberdies ist auf jedem Motorschiffe eine Anleitung für den Gebrauch des Motors, sowie ein Abdruck des graphischen Fahrplanes und der Steuercurse für die Bodenseedampfschiffe mitzuführen; die erforderlichen Abdrücke werden von den Dampfschifffahrtsverwaltungen zur Verfügung gestellt.

Auf Motorschiffen, die mittelst Petroleum, Benzin, Naphtha 1899
oder dergleichen bewegt werden, muss, um einen ausgebrochenen Brand wirksam bekämpfen zu können, in unmittelbarer Nähe der Motorkammer das nöthige Löschmaterial (Sand oder dergleichen) vorhanden sein.

Motorschiffe, worauf Personen gewerbsmässig befördert werden, müssen mit einer entsprechenden Anzahl von Geräthen zur Rettung versehen sein.

Auf Schleppschiffen und Trajectkähnen müssen mindestens zwei Rettungsringe mit Leinen vorhanden sein; auf Schiffen ohne festes Deck genügt jedoch an deren Stelle die sogenannte Lade.

Die untersuchende Behörde hat auch zu bestimmen, welche Bemannung zur sicheren Fahrt des Schiffes mindestens erforderlich ist.

§. 4.

Wenn das Schiff durch die Untersuchung tauglich befunden ist, hat die Behörde die Linie der grössten zulässigen Eintauchung festzusetzen.

Der Mindestabstand dieser Linie vom Schiffsrand soll bei Lastschiffen betragen:

a) bei einer Ladefähigkeit von 30 Tonnen und mehr: 30 Centimeter,

b) bei einer Ladefähigkeit von weniger als 30 Tonnen: 24 Centimeter.

Bei Schiffen, welche dem Personenverkehre dienen, muss die Linie der grössten zulässigen Eintauchung wenigstens 40 Centimeter unter dem unteren Rand der Fenster und der Oeffnungen für die Radachsen und, wo keine Oeffnungen vorhanden sind, unter dem Schiffsrande liegen.

Im übrigen erfolgt die Bestimmung dieser Linie nach dem Ermessen der untersuchenden Behörde, beziehungsweise der beigezogenen Sachverständigen.

Die Bestimmung der der grössten zulässigen Eintauchung entsprechenden Ladefähigkeit geschieht entweder auf Grund eines auf Verlangen des Eigenthümers oder des Führers des Schiffes vorgenommenen Aichverfahrens oder auch nach einer Berechnung, welche von der untersuchenden Behörde auf Grund der Hauptabmessungen des Schiffes: Länge, Breitenmaasse und Höhe zwischen der Wasserlinie des leeren Schiffes und der Linie des grössten zulässigen Tiefganges vorgenommen wird.

Bei den für den Personenverkehr bestimmten Schiffen setzt die Behörde fest, welche grösste Zahl von Personen an Bord genommen werden darf. Diese Zahl ist an einer geeigneten Stelle des Schiffes anzuschreiben.

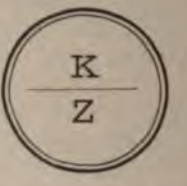
1899 § 5.

Zur Bezeichnung der Linie der grössten zulässigen Eintauchung sind eiserne Klammern von 25 Centimeter Länge und 4 Centimeter Höhe und von hervortretender Farbe (weiss oder hellroth auf dunklem, schwarz auf hellem Grunde) zu verwenden. An eisernen Schiffen, die im Eigenthume und Betriebe des Staates oder einer vom Staate concessionirten Schifffahrtsunternehmung stehen, kann an die Stelle der Klammer ein aufgemalter Strich von gleicher Länge und Höhe und von entsprechender Farbe treten.

Die Unterkante der Klammer oder des Striches muss mit der festgesetzten Linie der grössten zulässigen Eintauchung zusammenfallen.

Die Klammern, beziehungsweise die Freibordstriche sind an beiden Seiten in der Regel mittschiffs, bei Dampfschiffen am Vorder- und Hinterschiff, bei nicht mit festem Deck versehenen Schiffen da anzubringen, wo das Freibord die geringste Höhe hat. Auf der sichtbaren Oberfläche der Klammern sind einzuhauen:

innerhalb eines Ringes der Anfangs- und der Endbuchstabe des Sitzes der Behörde, welche die Prüfungsurkunde ausstellt, zum Beispiel



daneben die Tonnenzahl der Ladefähigkeit des Schiffes in arabischen Zahlen. Bei den Personenschiffen kann von dieser Abschreibung der Ladefähigkeit abgesehen werden.

§ 6.

Die Prüfungsurkunde wird nach den beigefügten Formularen (Anlage I und II) ausgefertigt.

§ 7.

Auf Motorboote (kleine, nicht dem Lastenverkehr dienende Fahrzeuge mit Petroleum-, Benzin-, Naphtha- und dergleichen, auch Elektromotoren) finden die vorstehenden, für die Motorschiffe gegebenen Bestimmungen sinngemässe Anwendung.

Ruderboote unterliegen den vorstehenden Bestimmungen nicht.

B. Vorschriften zur Verhütung von Gefahren in den Häfen und auf der Fahrt. 1899

§ 8.

Die Hafeneinfahrten sind während der Nacht, und zwar von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang zu beleuchten.

Zur Bezeichnung des rechtsseitigen Hafenkopfes (vom Lande aus gesehen) ist die Anwendung eines rothen Lichtes zulässig. Unter allen Umständen aber muss die Beleuchtung in einer Weise bewirkt werden, dass sich die Lichter auf den Hafenköpfen nicht nur von allen im Hintergrunde des Hafengebietes befindlichen, sondern auch von den für die Schiffe vorgeschriebenen Lichtern wesentlich unterscheiden.

Die Dampfschiffanlandestellen sind in der Nacht zu der Zeit, zu welcher das Anlaufen von Dampfschiffen zu erwarten ist, zu beleuchten.

Für die Abgabe der in der Signalordnung, Anlage III, näher bestimmten Signale müssen in den Häfen und an den Dampfschiffanlandestellen angebracht sein:

a) ein weithin hörbares, tieftönendes Nebelhorn,

b) eine helltönende Nebelglocke.

Ferner muss in jedem Haupthafen eine Signalkanone sich befinden und ein mit den nöthigen Geräthschaften ausgerüstetes Rettungsboot in Bereitschaft gehalten werden.

§ 9.

Die Errichtung von Kahnstationen für den regelmässigen Personenverkehr der Dampfschiffe ist nicht zulässig.

§ 10.

Die in den folgenden Ziffern 1 bis 6 erwähnten Lichter, und keine anderen, müssen bei jedem Wetter von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang geführt werden.

1. Ein Dampfschiff muss, wenn es in Fahrt ist, führen:

a) am Buge, und zwar mindestens 3·5 Meter über dem Hauptdeck, ein helles, weisses Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 20 Compassstrichen, und zwar 10 Striche von vorne nach rechts sichtbar ist;

b) an der rechten Seite ein grünes Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 10 Compassstrichen von vorne nach rechts sichtbar ist;

c) an der linken Seite ein rothes Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 10 Compassstrichen von vorne nach links sichtbar ist;

1899 *d)* am Heck ein blaues Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 16 Compassstrichen, und zwar 8 Striche von rückwärts nach jeder Seite sichtbar ist.

2. Ein Motorschiff, welches ohne beigesetztes Segel fährt, hat die unter Ziffer 1, lit. *a*, *b* und *c* vorgeschriebenen Lichter zu führen, mit der Maassgabe jedoch, dass das Bug-(Gras-)Licht mindestens 1·5 Meter hoch über dem Schiffsrand und die beiden Seitenlichter mindestens 1 Meter rückwärts vom Bug (Gras) anzubringen sind.

3. Motorschiffe mit beigesetztem Segel, Segelschiffe, Güterschleppschiffe und Trajectkähne haben zu führen:

a) wenn sie selbstständig fahren, die nach Ziffer 1 lit. *b* und *c* für Dampfschiffe vorgeschriebenen Seitenlichter;

b) wenn sie geschleppt werden, am Bug (Gras) das nach Ziffer 1 lit. *a* für Dampfschiffe vorgeschriebene weisse Licht und am Heck (an der Wanne) ein weisses Licht, welches über einen Bogen des Horizontes von 16 Compassstrichen, und zwar 8 Striche von rückwärts nach jeder Seite sichtbar ist.

Auf geschleppten Flössen ist ebenfalls am hinteren Ende ein weisses Licht aufzustellen.

4. Wenn ein Schiff, welches kein Hecklicht führt, bemerkt, dass ein anderes ihm vorfahren will, hat es diesem vom Heck (von der Wanne) aus ein helles weisses Licht, welches hin und her zu schwenken ist, zu zeigen. Ueberholende Dampf- oder Motorschiffe haben die Absicht des Vorfahrens durch das im § 11, Ziffer 9, Absatz 2, vorgeschriebene Signal rechtzeitig anzuzeigen.

5. Segelyachten, Fischerboote, Gondeln und Ruderboote haben bei Annäherung von oder zu Dampfschiffen rechtzeitig ein weisses Licht zu zeigen.

6. Jedes ausserhalb der Häfen und Landungsstellen vor Anker liegende Schiff muss ein helles weisses Licht zeigen, welches nach allen Richtungen sichtbar ist.

7. Die an den Anlandestellen der Häfen vertaut liegenden Fahrzeuge müssen nach Maassgabe der in der betreffenden Hafenordnung hierwegen enthaltenen Bestimmung oder auf Aufforderung der Hafenbehörde (des Hafenmeisters) jedem in der Zeit von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang einlaufenden Dampfschiffe und den von diesem geführten Schleppschiffen an den der Hafeneinfahrt zugekehrten Schiffsenden und an den am weitesten hervorragenden Schiffstheilen (Radkästen) helle weisse Lichter zeigen.

8. Die Lichter sollen in dunkler Nacht bei klarer Luft sichtbar sein:

a) bei Dampfschiffen: 1899
das Licht am Bug auf 5 Kilometer,
die Seitenlichter auf 3 Kilometer,
das Hecklicht auf 0·5 Kilometer;

b) bei Motorschiffen, Segelschiffen, Güterschleppschiffen und Trajectkähnen:
das Licht am Bug (Gras) auf 3 Kilometer,
die Seitenlichter und das Licht am Heck (an der Wanne) auf 2 Kilometer;

c) bei Segelyachten, Fischerbooten, Gondeln und Ruderbooten auf 1 Kilometer.

9. Die Seitenlichter der Dampfschiffe müssen so angebracht sein, dass sie annähernd die Breite des Schiffes darstellen; bei Raddampfern sind sie, soweit thunlich, gegen die Aussenkanten der Radkästen hin zu befestigen. Ausserdem müssen diese beiden Seitenlichter von der Innenbordseite mit Schirmen versehen sein, welche soweit vor den Lichtern herausragen, dass diese nicht über den Bug von der anderen Seite her gesehen werden können. Diese letztere Vorschrift gilt für alle Schiffe, die Seitenlichter führen.

§ 11.

1. Kein Schiff soll in den Curs eines anderen auf der Fahrt begriffenen Fahrzeuges einfahren, so dass es solches in seinem Laufe stört.

2. Wenn zwei Dampfschiffe sich in gerade entgegengesetzter oder beinahe entgegengesetzter Richtung einander nähern, so dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, muss jedes Schiff seinen Curs nach rechts ändern, damit sie einander links vorbeifahren.

Diese Bestimmung findet nur dann Anwendung, wenn Schiffe sich in solcher Weise in gerade entgegengesetzter oder beinahe gerade entgegengesetzter Richtung einander nähern, dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, nicht aber dann, wenn zwei Schiffe, sofern sie ihren Curs beibehalten, frei voneinander passiren müssen.

Dieselbe findet daher nur in solchen Fällen Anwendung, wenn bei Tag jedes der beiden Schiffe den Bug, Mast und Kamin des anderen mit seinem Bug, Mast oder Kamin in einer Linie oder nahezu in einer Linie sieht und wenn bei Nacht jedes der beiden Schiffe in solcher Stellung sich befindet, dass beide Seitenlichter des anderen Schiffes zu sehen sind.

3. Wenn die Curse zweier Dampfschiffe sich so kreuzen, dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss dasjenige Dampfschiff aus dem Wege gehen, welches das andere an seiner rechten Seite hat.

1899 4. Motorschiffe ohne beigesetztes Segel stehen hinsichtlich dieser Ausweichregel — Ziffer 2 und 3 — den Dampfschiffen gleich.

5. Wenn ein Dampfschiff und ein Segelschiff oder ein Motorschiff mit beigesetztem Segel in solcher Richtung fahren, dass für sie die Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss das Dampfschiff dem anderen Schiffe aus dem Wege gehen. Im gleichen Falle muss ein Motorschiff ohne beigesetztes Segel einem Siegelschiffe aus dem Wege gehen.

Dampfschiffe haben sich unter allen Umständen, namentlich bei stürmischer Witterung, von Schiffen ohne festes Deck und kleinen oder schwer beladenen Fahrzeugen derart entfernt zu halten und nöthigenfalls die Maschine abzustellen, dass für diese Fahrzeuge beim Vorüberfahren durch den Wellenschlag keine Gefahr entsteht.

Den in die Häfen, ein-, beziehungsweise aus denselben auslaufenden Dampfschiffen müssen Gondeln und andere kleine Schiffe auf entsprechende Entfernung aus dem Wege gehen.

6. Jedes Dampfschiff und jedes Motorschiff, welches einem sonstigen Fahrzeuge in gefahrdrohender Weise nahekommt, muss die Fahrt vermindern oder, wenn nöthig, stoppen und rückwärts gehen.

Dabei hat dasjenige Schiff, welches die Gefahr zuerst wahrnimmt, das andere Schiff oder sonstige Fahrzeug durch Abgabe des Alarmsignales mit der Dampfpfeife oder mit dem Nebelhorn auf die drohende Gefahr aufmerksam zu machen. Dieses Alarmsignal ist von dem anderen Schiffe sofort zu erwidern.

7. Wenn ein Dampfschiff oder ein Motorschiff ohne beigesetztes Segel während der Fahrt manövrirunfähig wird oder sonst ausser Stande ist, vorschriftsmässig auszuweichen, so hat dasselbe den in gefahrdrohender Weise sich nähernden Schiffen diesen Umstand durch das in der Signalordnung hierfür vorgesehene Signal bekanntzugeben.

8. Wenn zwei Segelschiffe sich einander nähern, so dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss eines von ihnen dem anderen, wie nachstehend angegeben, ausweichen, nämlich:

a) ein Segelschiff, welches mit vollem Winde (jedoch nicht in der Kielrichtung) fährt, muss einem mit Seitenwind (gestreckten Schnüren) fahrenden Schiffe aus dem Wege gehen;

b) von zwei Schiffen, die in entgegengesetzter Richtung mit Seitenwind (gestreckten Schnüren) auf einander zufahren, muss dasjenige Schiff aus dem Wege gehen, welches den Wind von der linken Seite hat;

c) wenn zwei Schiffe mit vollem Winde (jedoch nicht in der Kielrichtung) segeln und denselben von verschiedenen Seiten haben, so muss dasjenige Schiff, welches den Wind von der linken Seite hat, dem anderen aus dem Wege gehen; 1899

d) von zwei Schiffen, welche mit vollem Winde segeln und den Wind von derselben Seite haben, muss dasjenige Schiff ausweichen, welches auf der Windseite liegt;

e) ein Schiff, welches mit vollem Winde in der Kielrichtung fährt, muss jedem Schiffe aus dem Wege gehen.

Motorschiffe mit beigesetzten Segeln stehen hinsichtlich dieser Ausweichregeln den Segelschiffen gleich.

9. Ohne Rücksicht auf irgend eine der in den vorstehenden Ziffern enthaltenen Regeln ist jedes Schiff, gleichviel ob Dampfschiff, Motorschiff oder Segelschiff, wenn es ein anderes Schiff überholt, verpflichtet, dem letzteren aus dem Wege zu gehen.

Diese Absicht, einem anderen Schiffe vorzufahren, hat bei Nacht ein Dampfschiff durch fünf kurze Pfiffe mit der Dampfpfeife, ein Motorschiff durch fünf kurze Töne mit dem Nebelhorn kundzugeben.

10. Erscheint es veranlasst, die Art und Weise des Ausweichens bekannt zu geben, so sind hiefür die in der Signalordnung (Anlage III) vorgesehenen Cursänderungssignale anzuwenden.

11. In allen Fällen, in welchen nach den obigen Regeln das eine von zwei Schiffen aus dem Wege zu gehen hat, muss dieses letztere Schiff seinen Curs beibehalten.

§ 12.

1. Bei unsichtigem Wetter (Nebel, Schneegestöber u. s. w.) müssen die in der Signalordnung (Anlage III) beschriebenen Signale sowohl bei Tag als bei Nacht folgendermaassen angewendet werden:

a) jedes Dampfschiff in Fahrt muss mit seiner Dampfpfeife in der Minute drei langgezogene Pfiffe in gleichen Zwischenpausen abgeben;

b) jedes Motorschiff in Fahrt muss mit seinem Nebelhorn in der Minute mindestens einen langgezogenen Ton abgeben;

c) jedes Segelschiff, jeder Trajectkahn und jedes Güterschleppschiff in selbstständiger Fahrt muss das in lit. *b* vorgeschriebene Signal abgeben. Diese Fahrzeuge haben, solange die Nebelsignale der Dampfschiffe oder der Motorschiffe in Hörweite sind, kurze Töne mit dem Nebelhorn in rascher Aufeinanderfolge abzugeben. Das letztere hat

1899 auch von Motorschiffen mit beigesetztem Segel sowie von Fischerbooten zu geschehen;

d) Fahrzeuge, die geschleppt werden, haben, solange sie sich in der Hörweite der Nebelsignale kreuzender oder begegnender Schiffe befinden, und wenn sie sich einer anzulaufenden Hafeneinfahrt nähern, in der Minute mindestens einen langgezogenen Ton mit dem Nebelhorn abzugeben;

e) sobald die Nebelsignale eines Schiffes vernommen werden, hat jedes Dampfschiff oder Motorschiff ohne beigesetztes Segel statt des Nebelsignales die in der Signalordnung (Anlage III) festgesetzten Erkennungssignale solange abzugeben, bis jene Schiffssignale ausser Hörweite sind;

f) sobald das Nebelhorn oder das Glockenschlagwerk einer anzulaufenden Dampferstation vernommen wird, hat jedes Dampfschiff statt des Nebelsignales das in der Signalordnung (Anlage III) vorgeschriebene Hafeneinfahrtssignal I zu geben.

Sobald die Nebelglocke am Hafenkopf vernommen wird, ist von dem einlaufenden Dampfschiffe das Hafeneinfahrtssignal II solange abzugeben, bis das Glockensignal zur Hafeneinfahrt gegeben wird;

g) alle Schiffe, welche ausserhalb der Häfen oder Anlandestellen geankert sind, müssen, solange sie die Nebelsignale von anderen Schiffen wahrnehmen, in Zwischenpausen von nicht mehr als einer Minute die Glocke läuten, beziehungsweise mit dem Nebelhorn zwei kurze, rasch aufeinanderfolgende Töne abgeben.

2. Wenn ein Dampfschiff oder Motorschiff die Nebelsignale eines anderen Schiffes wahrnimmt und aus der Richtung und Stärke derselben, sowie aus der Art des Signales hervorgeht, dass sich das andere Schiff in solcher Stellung befindet, welche ein Ausweichen erfordert, so hat es vor allem die Fahrgeschwindigkeit zu mässigen und nöthigenfalls die Maschine ganz abzustellen.

Erst nach erlangter Kenntniss über die gegenseitige Stellung der beiden Schiffe zu einander darf unter vorsichtigster Anwendung des Steuers und der Maschinenkraft das Ausweichmanöver durchgeführt werden.

3. Bei Nebelwetter und Schneegestöber ist das Schleppen von Flössen untersagt.

Die Vornahme von Wasserbauarbeiten in den dem Dampferverkehr dienenden Theilen der Hafenbecken, in und vor den Hafeneinfahrten und auf den vorgeschriebenen Fahrcursen der Dampfschiffe hat bei Nebelwetter und Schneegestöber zu unterbleiben. Sollte sich die Durchführung derartiger Arbeiten nicht auf nebelfreies Wetter verschieben

lassen, so müssen Zeit und Ort der Vornahme derselben den 1899
fahrplanmässig verkehrenden Dampfschiffen rechtzeitig bekanntgegeben werden.

In diesem Falle haben die schwimmenden Baumaschinen und Arbeitsschiffe (Lauen) in gleicher Weise die Nebelsignale abzugeben, wie sie für die Fahrzeuge in Fahrt, Z. 1 lit. *a*, *b*, *c*, vorgeschrieben sind.

§ 13.

1. Die Einfahrt der Dampfschiffe in die Häfen, sowie die Ausfahrt soll womöglich mit verringerter Kraft geschehen.

2. Wenn zwei einen Hafen anlaufende Schiffe sich gleichzeitig der Hafenlucke nähern, so hat dasjenige Schiff, welches das andere an der rechten Seite hat, diesem letzteren den Vorrang für die Einfahrt zu lassen. Ein Dampfschiff geht hierbei aber jedem nicht unter Dampf gehenden Schiffe vor, es sei denn, dass ein mit kräftigem Wind segelndes Schiff augenscheinlich nicht in der Lage ist, ohne eigene Gefahr dem Dampfschiffe das Fahrwasser frei zu lassen.

3. Wenn zwei oder mehrere Dampfschiffe zu einer und derselben Zeit zur Ausfahrt aus dem Hafen bereit sind, so erhält dasjenige Dampfschiff den Vorrang, welches vermöge seiner Aufstellung am schnellsten und ohne Gefährdung anderer Schiffe die Ausfahrt zu bewirken vermag.

Das nachfolgende Schiff darf erst dann sich in Bewegung setzen, wenn das erstere die Hafenlucke verlassen hat.

Ist das vorhergehende Schiff rückwärts aus dem Hafen gefahren, so darf bei Nacht, Sturm, Nebel und Schneegestöber das folgende Schiff erst dann den Hafen verlassen, wenn ersteres abgeschwenkt und seinen vorgeschriebenen Curs eingeschlagen hat. Dasselbe hat das in der Signalordnung (Anlage III) hiefür vorgeschriebene Signal zu geben.

4. Bei Tage und in ruhiger Nacht ist es gestattet, die Abfahrt aus dem Hafen zu bewerkstelligen, wenn ein ankommendes Dampfschiff noch mindestens 500 Meter von der Hafenlucke entfernt ist.

Die Absicht der Ausfahrt muss jedoch schon früher, und zwar durch das in der Signalordnung (Anlage III) für diesen Fall vorgeschriebene Signal, kundgegeben werden, und die Abfahrt darf erst dann bewerkstelligt werden, wenn das ankommende Dampfschiff in genügender Entfernung von der Hafenlucke die Maschine abgestellt und dies durch Erwiderung des Signales bekanntgegeben hat.

Bei unsichtigem Wetter ist das gleiche Verfahren zu beobachten, sobald das einlaufende Schiff mit der Abgabe des Hafeneinfahrtssignales I begonnen hat.

1899 5. Wenn in stürmischer Nacht ein Dampfschiff sich bis auf 1 Kilometer dem Hafen genähert hat, ebenso wenn bei unsichtigem Wetter (Nebel, Schneegestöber u. s. w.) das Hafeneinfahrtssignal II eines ankommenden Schiffes gehört wird, darf kein Schiff mehr den Hafen verlassen oder die Hafenlucke verstellen.

6. Motorschiffe haben bei jeder Tageszeit und bei jedem Wetter, wenn sie in einen Hafen einlaufen oder aus einem Hafen auslaufen wollen, das in der Signalordnung hiefür vorgeschriebene Signal mit dem Nebelhorn abzugeben, und zwar beim Einlaufen, sobald sich das Motorschiff der Hafenlucke auf etwa 200 Meter genähert hat, beim Auslaufen, bevor das Motorschiff in das Fahrwasser der Hafenlucke einfährt.

Motorboote und kleine Dampfboote haben dieses Signal mit dem Nebelhorn, beziehungsweise mit der Dampfpfeife bei der Ein- und Ausfahrt ebenfalls abzugeben. Sie dürfen ausserdem die Hafenköpfe nicht nahe umfahren und müssen bei der Einfahrt die Geschwindigkeit rechtzeitig ermässigen.

§ 14.

Der Schiffsführer ist bei Eintreten eines Unglücksfalles verpflichtet, hiervon schleunigst benachbarte Orte und Schiffe zu benachrichtigen. Hierzu hat er die in der Signalordnung (Anlage III) vorgesehenen Nothsignale anzuwenden.

§ 15.

Motorboote (vgl. § 7) sind hinsichtlich der Lichterführung, der Ausweichregeln und der Signalgebung den Dampfschiffen gleichgestellt, mit der Maassgabe, dass zur Abgabe der Signale eines der vorgeschriebenen akustischen Signalmittel (Pfeife oder Horn) genügt.

Für kleine Dampfboote genügt eine einfache Dampfpfeife.

Bei Motorbooten und kleinen Dampfbooten kann das Buglicht niedriger, als im § 10 Ziffer 1 lit. *a* vorgeschrieben ist, angebracht und auch mit den Seitenlichtern in einem Gehäuse vereinigt werden.

C. Bestimmungen über die Beförderung gefährlicher Stoffe.

a) Die Beförderung von explosiven Gegenständen (Sprengstoffen).

I. Zum Verkehre auf dem Bodensee sind folgende explosive Gegenstände zugelassen:

1. Pulver — Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter — (ein sehr inniges Gemisch aus neutral reagirenden Salpeterarten

und Kohle oder Stoffen, deren wesentliche Bestandtheile 1899
Kohlenstoff, Wasserstoff und Sauerstoff sind, mit oder ohne Schwefel);

2. folgende Nitroglycerin enthaltende Präparate:

a) Dynamit I (ein bei mittlerer Temperatur plastisches, nicht abtropfbares Gemisch von Nitroglycerin mit pulverförmigen, an sich nicht sprengkräftigen und nicht selbstentzündlichen Stoffen),

b) Dynamit II und III (Kohlendynamit, ein Gemisch von Nitroglycerin mit schiesspulverähnlichen Gemengen),

c) Sprenggelatine (ein bei mittlerer Temperatur zähelastisches Gemisch, bestehend aus Nitroglycerin, welches durch Nitrocellulose gelatinirt ist, mit oder ohne kohlensauren Alkalien [beziehungsweise alkalischen Erden] oder neutral reagirenden Salpeterarten),

d) Gelatinedynamit (ein bei mittlerer Temperatur plastisches Gemisch, bestehend aus Nitroglycerin, welches durch Nitrocellulose gelatinirt ist, und Holzmehl, Salpeter und kohlensauren Alkalien [beziehungsweise alkalischen Erden]),

e) Carbonit (ein Gemisch von Nitroglycerin mit schiesspulverähnlichen Gemengen und mit flüssigen, an sich nicht sprengkräftigen oder nicht selbstentzündlichen Stoffen);

3. Nitrocellulose (lockere mit mindestens 20 Procent Wassergehalt, und gepresste, nicht gelatinirte), insbesondere Schiessbaumwolle und Collodiumwolle, sowie Gemische von Nitrocellulose mit neutral reagirenden Salpeterarten;

4. folgende Gemische, welche Nitroverbindungen von Stoffen der aromatischen Reihe enthalten:

a) Securit (ein Gemenge von Ammoniaksalpeter, Kalisalpeter und Dinitrobenzol oder ähnlichen Stoffen),

b) Roburit (ein Gemisch von Chlornitrobenzol, Chlornitronaphthalin oder Nitrochlorbenzol und Ammoniaksalpeter);

5. Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörper, sprengkräftige Zündungen, welche zum Entzünden von Ladungen dienen (z. B. Sprengkapseln), Zündplättchen (amorces);

6. alle jeweilig zur Versendung auf den Eisenbahnen und Wasserstrassen der Bodensee-Uferstaaten zugelassenen explosiven Gegenstände.

Schiffe, welche explosive Gegenstände führen, müssen beim Einlaufen in die Bestimmungsstation dieser Stoffe bereits mit den nach den Vorschriften des Uferstaates der Bestimmungsstation erforderlichen Begleitpapieren versehen sein.

II. Nachstehende Stoffe werden, insoferne dieselben in der für den Eisenbahnverkehr vorgeschriebenen Weise verpackt sind und insbesondere ein Schlottern oder Ausrinnen

1899 des Inhaltes ausgeschlossen ist, nicht als explosive Gegenstände behandelt:

1. die in dem Heere und der Marine eines der Uferstaaten vorgeschriebenen, nicht sprengkräftigen Zündungen;

3. die für die Feuerwaffen benützten Zündhütchen, Zündspiegel und Patronen für Feuerwaffen;

3. Zündschnüre.

III. Vom Verkehre auf dem Bodensee sind ausgeschlossen die nicht nach Ziffer I zugelassenen explosiven Gegenstände, insbesondere:

1. Nitroglycerin als solches und in Lösungen;

2. Knallgold, trocken in fester oder Pulverform, Knallquecksilber, Knallsilber und die damit dargestellten Präparate;

3. Nitrozuckerarten, Nitrostärkearten und die damit hergestellten Gemische;

4. Gemische, welche Nitroglycerin abtropfen lassen;

5. explosive Gegenstände, welche entweder

a) sauer reagiren [mit Ausnahme des Pulvers, Sprengsalpeters und brennbaren Salpeters (I, 1), des Securits (I, 4 *a*) und des Roburits (I, 4 *b*)], oder

b) bei einer Temperatur bis zu + 40° C. zur Selbstzersetzung neigen, oder

c) welche enthalten:

aa) chlorsaure Salze [mit Ausnahme der Sprengstoffkapseln und Zündplättchen (I, 5)] oder

bb) pikrinsaure Salze, oder

cc) Phosphor [mit Ausnahme der Zündplättchen (I, 5)], oder

dd) Schwefelkupfer;

6. explosive Gegenstände in Patronenhüllen, sofern diese äusserlich mit Nitroglycerin (Ziffer 1) oder mit anderer Sprengflüssigkeit benetzt oder äusserlich mit festen explosiven Gegenständen behaftet sind;

7. Sprengpräparate, bei welchen die einzelnen an und für sich nicht sprengkräftigen Bestandtheile in einem geschlossenen Behälter durch leicht brechbare Scheidewände oder Hahnvorrichtungen solange getrennt gehalten werden, bis die Explosion durch Zertrümmerung, Verschiebung der Scheidewände oder Oeffnen der Hahnvorrichtungen veranlasst, stattfinden soll;

8. geladene Schusswaffen.

IV. Auf Schiffen, welche Personen befördern, sowie auf Flössen dürfen explosive Gegenstände nicht transportirt, an Schiesspulver und Feuerwerkskörpern darf jedoch soviel mitgeführt werden, als zur Abgabe von Signalen nothwendig ist.

Eine Ausnahme findet nur statt, wenn in dringenden Fällen allgemeiner Gefahr, zum Beispiel bei Eisstopfungen,

die nöthigen Sprengbüchsen und das zu deren Füllung er- 1899
forderliche Material unter zuverlässiger Begleitung in kürzester Frist nach dem Bestimmungsorte geschafft werden soll.

Jedes zur Beförderung von explosiven Gegenständen verwendete Schiff muss einen Rettungsnachen mit sich führen.

V. Die explosiven Gegenstände sind in hölzerne, haltbare und dem Gewichte des Inhaltes entsprechend starke Kisten oder Tonnen, deren Fugen so gedichtet sind, dass ein Ausstreuen nicht stattfinden kann, und welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, fest zu verpacken. Statt der hölzernen Kisten oder Tonnen können auch aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen, gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer) verwendet werden. Die zum Transport von Pulver, Sprengsalpeter und brennbarem Salpeter (I, 1) verwendeten Behälter dürfen keine eisernen Nägel, Schrauben oder sonstige eiserne Befestigungsmittel haben.

Pulver, Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter (I, 1) und das aus gelatinirter Nitrocellulose mit oder ohne Salpeter hergestellte Pulver (I, 3) darf in metallene Behälter, ausgenommen solche von Eisen, verpackt werden. Vor der Verpackung in Tonnen oder Kisten müssen diese Stoffe entweder in Pakete (Blechbehälter) bis zu höchstens $2^1/_2$ Kilogramm Gewicht verpackt oder in dichte, aus haltbaren Stoffen gefertigte Säcke, Mehlpulver in Säcke aus Leder oder dichtem Kautschukstoff geschüttet werden.

Die in I, 2 und 4 aufgeführten explosiven Gegenstände dürfen nur in Patronen, nicht auch in loser Masse versendet werden. Diese Patronen, sowie Patronen aus gepresster Schiessbaumwolle mit oder ohne Paraffinüberzug (I, 3) sind durch eine Umhüllung von Papier in Pakete zu vereinigen. Das Gleiche gilt für die nach I, 6 zugelassenen explosiven Gegenstände, soweit die Versendung auf Eisenbahnen nur in Patronenform erfolgen darf. Die Patronen der in I, 2 aufgeführten Stoffe sind ausserdem mit einer das Eindringen von Wasser oder Feuchtigkeit verhindernden Umhüllung (zum Beispiel mit Gummilösung verklebtem Gummibeutel) zu versehen.

Gepresste Schiesswollkörper mit mindestens 15 Procent Wassergehalt, sowie Securit- und Roburitpatronen (I, 4) dürfen auch in dichtschliessende Blechbüchsen oder Pappschachteln verpackt werden.

Für die Versendung loser Nitrocellulose mit mindestens 20 Procent Wassergehalt ist feste Verpackung in starkwandige, luftdichte Behälter erforderlich.

Explosive Gegenstände jeder Art dürfen weder mit Zündungen oder Zündschnüren versehen, noch mit solchen oder

1899 mit Patronen für Feuerwaffen (II, 2) in dieselben Behälter verpackt werden.

Die zur Verpackung von explosiven Gegenständen dienenden Behälter müssen je nach ihrem Inhalte mit der Aufschrift: Pulver, Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter, Pulver aus Nitrocellulose und Salpeter, Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörper, Zündungen, Dynamitpatronen, Kohlendynamitpatronen, Sprenggelatinepatronen, Gelatinedynamitpatronen, Carbonitpatronen, Schiessbaumwolle u. s. w. versehen sein. Ausserdem müssen dieselben mit der Firma oder der Marke der Fabrik, aus welcher die explosiven Gegenstände herrühren, bezeichnet sein, oder eine von der Centralbehörde bewilligte und öffentlich bekannt gemachte Bezeichnung der Fabrik tragen.

Das Bruttogewicht der Versendungsstücke darf bei Pulver, Sprengsalpeter, brennbarem Salpeter (I, 1), bei Schiessbaumwolle (I, 3), bei Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörpern oder Zündungen (I, 5) 90 Kilogramm, bei sonstigen explosiven Gegenständen 35 Kilogramm nicht übersteigen. Auf prismatisches Geschützpulver in Kartuschen finden diese Gewichtsbestimmungen keine Anwendung.

Die für den Eisenbahnverkehr jeweilig vorgeschriebene Verpackung genügt auch für die Versendung auf dem Bodensee.

VI. Bei dem Verpacken und dem Verladen, sowie bei dem Abladen und Auspacken von explosiven Gegenständen darf Feuer oder offenes Licht nicht gehalten, Tabak nicht geraucht werden.

Das Verladen und Abladen hat unter sorgfältiger Vermeidung von Erschütterungen zu erfolgen. Die Versendungsstücke dürfen deshalb nie gerollt oder abgeworfen werden.

VII. Das Ein- und Ausladen darf nur an einer von der zuständigen Polizeibehörde dazu angewiesenen Stelle, welche mindestens 300 Meter von bewohnten Gebäuden entfernt sein muss, liegen. Ausserdem ist das Ein- und Ausladen der explosiven Gegenstände in den dazu bestimmten Räumen vor oder in einer Sprengstofffabrik oder einem polizeilich genehmigten Sprengstofflager, sowie in denjenigen Abtheilungen eines Hafens gestattet, welche von der Hafenbehörde dazu angewiesen sind.

Die Ladestelle darf während ihrer Benützung dem Publicum nicht zugänglich sein und ist, wenn ausnahmsweise das Aus- und Einladen bei Dunkelheit stattfindet, mit fest- und hochstehenden Laternen zu erleuchten. Die mit Explosivstoff gefüllten Behälter dürfen nicht eher auf die Ladestelle gebracht oder zugelassen werden, als bis die Verladung beginnen soll.

VIII. Die in I, 2 bis 4 aufgeführten Stoffe dürfen auf 1899
einem Fahrzeuge nicht mit Pulver, Sprengsalpeter, brennbarem Salpeter (I, 1), Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörpern, Zündungen (I, 5) oder mit Patronen für Feuerwaffen (II, 2) zusammen verladen werden. Ebenso sind sprengkräftige Zündungen stets abgesondert von Pulver und anderen explosiven Gegenständen unterzubringen.

IX. Die explosiven Gegenstände müssen auf dem Fahrzeuge in einem abgeschlossenen Raume, welcher bei Dampfschiffen möglichst weit von den Kesselräumen entfernt ist, unter Deck fest verstaut werden. Hierbei dürfen Tonnen nicht aufrecht gestellt werden, müssen vielmehr gelegt und durch Holzunterlagen gegen jede rollende Bewegung verwahrt werden. Ist ausnahmsweise das Anbinden einzelner Versendungsstücke nothwendig, so darf dies nur mittelst Seilen und nie mit Ketten geschehen. Alle Eisenbestandtheile, welche während der Fahrt mit den Versendungsstücken in Berührung kommen könnten, sind mit Werg, Stroh oder Lappen zu umwickeln.

Offene Boote, in denen explosive Gegenstände befördert werden, müssen mit einem dichtschliessenden Plantuche (zum Beispiel imprägnirte Leinwand) überspannt sein.

Weder in den so benützten, noch in den unmittelbar daranstossenden Räumen dürfen Zündhütchen und Zündschnüre (II, 2 und 3) verpackt sein.

Leicht entzündliche oder selbstentzündliche Stoffe, zu welchen Steinkohlen und Kokes nicht gerechnet werden, sind von der gleichzeitigen Beförderung überhaupt ausgeschlossen.

X. Die Beförderung von explosiven Gegenständen ist nur bei Tag und bei sichtigem Wetter gestattet.

Auf Schiffen, welche explosive Gegenstände führen, ist das Anzünden von Licht und Feuer nur dann, wenn das Schiff einen abgeschlossenen Feuerraum hat und nur in letzterem gestattet.

XI. Fahrzeuge, welche explosive Gegenstände in Mengen von mehr als 35 Kilogramm Bruttogewicht führen, haben bei der Fahrt, dem Aufenthalte und Anlanden Folgendes zu beobachten:

1. Die Fahrzeuge müssen als Warnungszeichen eine von weitem erkennbare, stets gespannt gehaltene schwarze Flagge mit einem weissen P führen;

2. sie dürfen niemals ohne Bewachung bleiben;

3. sie haben sich möglichst entfernt von anderen Fahrzeugen zu halten;

4. besteht ein Transport aus mehreren Fahrzeugen, so müssen diese während der Fahrt eine Entfernung von mindestens 50 Meter untereinander innehalten;

1899 5. wenn das Fahrzeug, welches explosive Gegenstände führt, unterwegs in der Nähe des Landes einen Aufenthalt von mehr als zwei Stunden macht, so ist eine Entfernung von mindestens 300 Metern von Fabriken, Werkstätten und bewohnten Gebäuden einzuhalten.

Die zuständige Polizeibehörde darf, falls eine geeignete Haltestelle in solcher Entfernung nicht zu finden ist, gestatten, dass eine Haltestelle in einer geringeren, wenn aber nicht ein anderer Schutz geboten ist, mindestens 200 Meter betragenden Entfernung von Fabriken, Werkstätten und bewohnten Gebäuden gewählt wird.

Bei einem Aufenthalte von mehr als zwei Stunden in der Nähe von Ortschaften ist überdies der zuständigen Polizeibehörde thunlichst schleunig Anzeige zu erstatten; die zuständige Polizeibehörde hat darauf die ihr nothwendig erscheinenden Vorsichtsmaassregeln zu treffen.

Soll das Anlegen in einem Hafen geschehen, so ist die Hafenbehörde vorher in Kenntnis zu setzen und sind von dieser die im Interesse der Sicherheit erforderlichen Anordnungen, geeignetenfalls im Benehmen mit der zuständigen Polizeibehörde zu treffen;

6. geräth eine Sendung mit explosiven Gegenständen unterwegs in einen Zustand, dass der weitere Versandt bedenklich erscheint, so hat die zuständige Polizeibehörde des nächsten Ortes, welcher von dem Transportführer thunlichst schleunig Anzeige zu erstatten ist, die zur gefahrlosen weiteren Behandlung der Sendung nöthigen Anordnungen zu treffen, und zwar je nach den Umständen unter Zuziehung eines auf ihre Aufforderung von dem Absender zu entsendenden Sachverständigen.

Ist Gefahr im Verzuge, so erfolgt die Vernichtung der explosiven Gegenstände durch die zuständige Polizeibehörde auf Kosten des Absenders ohne vorherige Benachtrichtigung desselben, wenn möglich nach der Angabe und unter Aufsicht eines Sachverständigen.

Ist an dem betreffenden Orte ein Hafen, so sind die erforderlichen Anordnungen, soweit das Hafengebiet in Betracht kommt, von der Hafenbehörde geeignetenfalls im Benehmen mit der zuständigen Polizeibehörde zu treffen.

XII. Fahrzeuge, welche an einem mit der Flagge nach Ziffer XI, Punkt 1 versehenen Schiffe in einer Entfernung von weniger als 300 Meter vorüberfahren, haben die Feuer zu bergen, Dampfschiffe überdies die Rauchregister entsprechend zu handhaben.

b) Die Beförderung von feuergefährlichen, nicht zu den explosiven Gegenständen gehörenden Stoffen. 1899

I. Als feuergefährlich gelten folgende Gegenstände:

a) Rohpetroleum und dessen Destillationsproducte (Petroleumäther, Gasolin, Neolin, Benzin, Ligroin, Naphtha, Petroleumessenz, gereinigtes Petroleum, Putzöle, Schmieröle u. s. w.);

b) alle aus Theer oder Theerölen (Harz-, Steinkohlen-, Braunkohlen-, Torf- und Schiefertheer bereiteten flüchtigen Stoffe;

c) Schwefeläther (Aethyläther), Collodium und Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol);

d) rothe rauchende Salpetersäure;

e) weisser und gelber, sowie rother (amorpher) Phosphor;

f) Bucher'sche Feuerlöschdosen.

Die in lit. *a* und *b* bezeichneten Gegenstände werden in drei Classen eingetheilt, je nachdem sie bei 17·5° C. ein specifisches Gewicht haben von:

(Classe I) mindestens 0·780 (sogenanntes Testpetroleum, Benzol, Toluol, Xylol, Cumol, Mirbanöl, Solaröl, Photogen u. s. w.),

(Classe II) weniger als 0·780 uud mehr als 0·680 (Benzin, Ligroin, Putzöl u. s. w.),

(Classe III) 0·680 oder weniger (Petroleumäther, Gasolin, Neolin u. s. w.).

II. Die in lit. *a* und *b* genannten Gegenstände dürfen auf dem Bodensee nur befördert werden entweder:

a) in dichten und widerstandsfähigen Metallgefässen, oder

b) in Gefässen aus Glas oder Steinzeug;

die Gegenstände der Classen I und II ausserdem

c) in besonders guten, dauerhaften Fässern.

Bei der Beförderung in Gefässen aus Glas oder Steinzeug sind noch folgende Vorschriften zu beachten:

1. Werden mehrere Gefässe in einem Frachtstücke vereinigt, so müssen dieselben in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen fest verpackt sein.

2. Bei Einzelverpackung ist die Versendung der Gefässe in soliden, mit einer guten Schutzdecke, sowie mit Handhaben versehenen und mit hinreichendem Verpackungsmaterial eingefütterten Körben oder Kübeln zulässig; die Schutzdecke muss, falls sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichem Material besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder einer gleichartigen Materie unter Zusatz von Wasserglas getränkt sein. Das Bruttogewicht des einzelnen Collo darf für die Stoffe der

1899 Classe I bei Verwendung von Glasgefässen 60 Kilogramm, bei Verwendung von Gefässen aus Steinzeug 75 Kilogramm und für die Stoffe der Classen II und III bei Verwendung beider Arten von Gefässen 40 Kilogramm nicht übersteigen.

Jedes Frachtstück, welches Gegenstände der II. und III. Classe enthält, ist mit einer deutlichen, auf rothem Grund gedruckten Aufschrift „Feuergefährlich" zu versehen. Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug, welche Gegenstände der Classen II und III enthalten, haben ausserdem die Aufschrift: „Muss getragen werden" zu erhalten.

III. Schwefeläther (Aethyläther) sowie Collodium (I, lit. *c*) dürfen nur in vollkommen dicht verschlossenen Gefässen aus Metall oder Glas versendet werden. Die Verpackung dieser Gefässe, und zwar sowohl der Metall- wie der Glasgefässe, muss bei Vereinigung mehrerer Gefässe in einem Frachtstücke den in II, Ziffer 2 gegebenen Vorschriften entsprechen, mit der Maassgabe, dass bei Einzelverpackung das Bruttogewicht des einzelnen Collo 60 Kilogramm nicht übersteigen darf.

IV. Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol) (I, lit. *c*) darf nur befördert werden entweder:

1. in dichten Gefässen aus starkem, gehörig vernietetem Eisenblech bis zu 500 Kilogramm Inhalt; oder

2. in Blechgefässen von höchstens 75 Kilogramm brutto, welche oben und unten durch eiserne Bänder verstärkt sind. Derartige Gefässe müssen entweder von geflochtenen Körben oder Kübeln umschlossen oder in Kisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen verpackt sein; oder

3. in Glasgefässen, die in starke Holzkisten mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen eingefüttert sind.

V. Die Beförderung der rothen rauchenden Salpetersäure (I, lit. *d*) unterliegt folgenden Vorschriften:

Falls dieselbe in Ballons, Flaschen oder Kruken verschickt wird, so müssen die Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sein. Die Ballons und Flaschen müssen in den Gefässen mit einem mindestens ihrem Inhalte gleichkommenden Volumen getrockneter Infusorienerde oder anderer geeigneter, trockenerdiger Substanzen umgeben sein.

Falls dieselbe in Metallbehältern versendet wird, so müssen die Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sein.

VI. Weisser und gelber Phosphor (I, lit. *e*) muss mit Wasser umgeben in Blechbüchsen, welche höchstens 30 Kilo-

gramm fassen und verlöthet sind, in starke Kisten fest ver- 1899
packt sein. Die Kisten müssen ausserdem zwei starke Handhaben besitzen, dürfen nicht mehr als 100 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „gewöhnlichen gelben (weissen) Phosphor enthaltend" und mit „oben" bezeichnet sein.

Rother (amorpher) Phosphor (I, lit. *e*) ist in gut verlötheten Blechbüchsen, weche in starke Kisten mit Sägespänen eingesetzt sind, zu verpacken. Diese Kisten dürfen nicht mehr als 90 Kilogramm wiegen und müssen äusserlich als „rothen Phosphor enthaltend" bezeichnet sein.

VII. Bucher'sche Feuerlöschdosen (I, lit. *f*) dürfen nur in blechernen Hülsen befördert werden. Diese Hülsen müssen in Kistchen eingestellt werden, welche höchstens 10 Kilogramm fassen und inwendig mit Papier verklebt sind. Diese Kisten müssen sodann in grössere, gleichfalls mit Papier ausgeklebte Kisten verpackt werden.

VIII. Falls die in Ziffer II und III aufgeführten Chemikalien in Mengen von nicht mehr als 10 Kilogramm zum Versandt kommen, ist es gestattet, sie sowohl miteinander als mit anderen, weder zu den Explosivstoffen noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück zu vereinigen. Sie müssen dabei in dicht verschlossenen Glas- oder Blechflaschen mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl, Infusorienerde oder anderen lockeren Substanzen in starke Kisten fest eingebettet sein.

Die rothe rauchende Salpetersäure darf in der gleichen Menge und in der gleichen Weise nur mit gleichen Mengen anderer Mineralsäuren mit Ausnahme von Brom, und mit anderen, weder zu den Explosivstoffen noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörigen Gegenständen in ein Frachtstück vereinigt werden.

Schwefelkohlenstoff im Gewichte von höchstens zwei Kilogramm darf mit anderen, weder zu den Explosivstoffen noch zu den ätzenden und feuergefährlichen Stoffen gehörenden Gegenständen zu einem Frachtstück vereinigt werden, wenn der Schwefelkohlenstoff sich in dicht verschlossenen Blechflaschen befindet und mit dem übrigen Inhalte des Frachtstückes in eine starke Kiste mit Stroh, Heu, Kleie, Sägemehl oder anderen lockeren Substanzen fest eingebettet ist.

Die Vereinigung von Phorsphor und Bucher'schen Feuerlöschdosen mit anderen Gegenständen zu einem Frachtstücke ist auch in kleinen Mengen nicht statthaft.

IX. Die in Ziffer II bis VIII genannten Behälter (Gefässe aus Metall, Fässer, Kisten, Kübel und Körbe) müssen auf den Schiffen so verstaut sein, dass sie weder aneinander stossen noch herabfallen können.

1899 X. Feuergefährliche Gegenstände dürfen auf Dampfschiffen nur auf dem Verdeck, auf Schiffen, welche zur Personenbeförderung dienen, überhaupt nicht verladen werden.

XI. Schiffsräume, in welchen feuergefährliche Gegenstände untergebracht sind, dürfen nur mit Sicherheitslampen betreten und es darf in ihnen nicht geraucht werden. Liegen solche Räume unter Deck, so müssen sie eine wirksame Oberflächenventilation haben.

Offenes Feuer darf auf Fahrzeugen, welche feuergefährliche Gegenstände geladen haben, nicht brennen.

Die Schornsteine der unter Deck befindlichen Feuerstätten solcher Fahrzeuge müssen mit Funkenfängern versehen sein.

Auf Deck verladene feuergefährliche Gegenstände sind mit dicht schliessenden Plantüchern bedeckt zu halten.

XII. Fahrzeuge, welche feuegefährliche Stoffe geladen haben, sollen bei Tag eine blaue Flagge mit einem grossen weissen F (lateinische Druckschrift), bei Nacht eine blaue Laterne führen; dieselben müssen mindestens 4 Meter über Bord am Maste oder an einer Stange befestigt sein.

Solche Fahrzeuge dürfen nur in einer Entfernung von mindestens 150 Meter von anderen Fahrzeugen oder von bewohnten Gebäuden anlegen, soferne nicht von der Hafenbehörde und ausserhalb der Häfen von der Ortspolizeibehörde das Anlegen in einer grösseren Entfernung vorgeschrieben oder in einer kleineren Entfernung gestattet wird.

Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf Fahrzeuge, welche nur kleine Mengen (bis zu 10 Kilogramm, beziehungsweise bei Schwefelkohlenstoff bis zu 2 Kilogramm, vgl. Ziffer VIII) der einzelnen feuergefährlichen Stoffe, sei es in vorschriftsmässiger Einzelpackung, sei es in vorschriftsmässiger Zusammenpackung mit anderen Gegenständen (Ziffer VIII) mit sich führen, unter der Voraussetzung, dass das Gesammtgewicht der so mitgeführten kleinen Mengen feuergefährlicher Stoffe 40 Kilogramm nicht erreicht.

XIII. Sobald ein mit feuergefährlichen Gegenständen beladenes Fahrzeug seinen Bestimmungsort erreicht hat, muss der Führer die geladenen feuergefährlichen Gegenstände ihrer Menge und Art nach der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde unverzüglich angeben und sein Fahrzeug sogleich auf die angewiesene Liegestelle legen.

XIV. Soll ein Fahrzeug feuergefährliche Gegenstände laden oder solche löschen, so hat der Führer davon der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde vorher Anzeige zu machen.

Diese Behörde bezeichnet die Liegestelle, wo das Laden oder Löschen vorzunehmen und die Frist, binnen welcher es zu beginnen und zu beenden ist. Die Liegestelle soll von be-

wohnten Gebäuden möglichst entfernt sein. Ohne geschäft- 1899
liche Veranlassung ist der Zutritt zur Liegestelle nicht gestattet.

Beim Laden und Löschen darf nicht geraucht, auf dem Fahrzeuge und in der Nähe des Liegeplatzes auch weder Feuer gemacht, noch offenes Licht gebraucht werden.

Bei Dunkelheit ist das Laden und Löschen nur mit besonderer Erlaubnis und nur unter Beleuchtung mit feststehenden Laternen, die mindestens 2 Meter über dem Arbeitsboden angebracht sind, gestattet.

Bei der Ladung wie beim Löschen dürfen die Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug, welche Stoffe enthalten, die zu den Classen II und III der in Ziffer I, lit. *a* und *b* bezeichneten Gegenstände gehören, nicht auf Karren gefahren, noch auf Schulter oder auf dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

c) Die Beförderung von ätzenden und giftigen Stoffen.

1. Sollen mit anderen Schiffen als denen der staatlichen oder staatlich concessionirten Dampfschifffahrtsunternehmungen ätzende Stoffe, wie Säuren u. s. w. transportirt werden, so hat im einzelnen Falle die Polizei- oder Hafenbehörde des Einladeortes zu bestimmen, ob diese Stoffe auf besonderen Fahrzeugen zu führen sind oder mit anderen Gütern verladen werden dürfen. Gestattet sie die Verladung mit anderen Gütern, so hat sie zugleich die erforderlichen Vorsichtsmaassregeln anzuordnen, denen sich der Schiffer unterwerfen muss. Ueber die von ihr getroffenen Anordnungen ertheilt sie dem Schiffer eine besondere Bescheinigung, welche dieser auf Erfordern der Polizei-, Hafen-, Zoll- und Wasserbaubeamten vorzeigen muss.

2. Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säuren (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rothes Arsenik (Realgar), Scherbenkobalt (Fliegenstein) dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte „Arsenik (Gift)" angebracht sind und die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a) in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem, trockenem Holze ge-

1899 X. Feuergefährliche Gegenstände dürfen auf Dampfschiffen nur auf dem Verdeck, auf Schiffen, welche zur Personenbeförderung dienen, überhaupt nicht verladen werden.

XI. Schiffsräume, in welchen feuergefährliche Gegenstände untergebracht sind, dürfen nur mit Sicherheitslampen betreten und es darf in ihnen nicht geraucht werden. Liegen solche Räume unter Deck, so müssen sie eine wirksame Oberflächenventilation haben.

Offenes Feuer darf auf Fahrzeugen, welche feuergefährliche Gegenstände geladen haben, nicht brennen.

Die Schornsteine der unter Deck befindlichen Feuerstätten solcher Fahrzeuge müssen mit Funkenfängern versehen sein.

Auf Deck verladene feuergefährliche Gegenstände sind mit dicht schliessenden Plantüchern bedeckt zu halten.

XII. Fahrzeuge, welche feuegefährliche Stoffe geladen haben, sollen bei Tag eine blaue Flagge mit einem grossen weissen F (lateinische Druckschrift), bei Nacht eine blaue Laterne führen; dieselben müssen mindestens 4 Meter über Bord am Maste oder an einer Stange befestigt sein.

Solche Fahrzeuge dürfen nur in einer Entfernung von mindestens 150 Meter von anderen Fahrzeugen oder von bewohnten Gebäuden anlegen, soferne nicht von der Hafenbehörde und ausserhalb der Häfen von der Ortspolizeibehörde das Anlegen in einer grösseren Entfernung vorgeschrieben oder in einer kleineren Entfernung gestattet wird.

Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf Fahrzeuge, welche nur kleine Mengen (bis zu 10 Kilogramm, beziehungsweise bei Schwefelkohlenstoff bis zu 2 Kilogramm, vgl. Ziffer VIII) der einzelnen feuergefährlichen Stoffe, sei es in vorschriftsmässiger Einzelpackung, sei es in vorschriftsmässiger Zusammenpackung mit anderen Gegenständen (Ziffer VIII) mit sich führen, unter der Voraussetzung, dass das Gesammtgewicht der so mitgeführten kleinen Mengen feuergefährlicher Stoffe 40 Kilogramm nicht erreicht.

XIII. Sobald ein mit feuergefährlichen Gegenständen beladenes Fahrzeug seinen Bestimmungsort erreicht hat, muss der Führer die geladenen feuergefährlichen Gegenstände ihrer Menge und Art nach der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde unverzüglich angeben und sein Fahrzeug sogleich auf die angewiesene Liegestelle legen.

XIV. Soll ein Fahrzeug feuergefährliche Gegenstände laden oder solche löschen, so hat der Führer davon der zuständigen Polizei- oder Hafenbehörde vorher Anzeige zu machen.

Diese Behörde bezeichnet die Liegestelle, wo das Laden oder Löschen vorzunehmen und die Frist, binnen welcher es zu beginnen und zu beenden ist. Die Liegestelle soll von be-

wohnten Gebäuden möglichst entfernt sein. Ohne geschäft- 1899
liche Veranlassung ist der Zutritt zur Liegestelle nicht gestattet.

Beim Laden und Löschen darf nicht geraucht, auf dem Fahrzeuge und in der Nähe des Liegeplatzes auch weder Feuer gemacht, noch offenes Licht gebraucht werden.

Bei Dunkelheit ist das Laden und Löschen nur mit besonderer Erlaubnis und nur unter Beleuchtung mit feststehenden Laternen, die mindestens 2 Meter über dem Arbeitsboden angebracht sind, gestattet.

Bei der Ladung wie beim Löschen dürfen die Körbe und Kübel mit Gefässen aus Glas oder Steinzeug, welche Stoffe enthalten, die zu den Classen II und III der in Ziffer I, lit. *a* und *b* bezeichneten Gegenstände gehören, nicht auf Karren gefahren, noch auf Schulter oder auf dem Rücken, sondern nur an den an den genannten Behältern angebrachten Handhaben getragen werden.

c) Die Beförderung von ätzenden und giftigen Stoffen.

1. Sollen mit anderen Schiffen als denen der staatlichen oder staatlich concessionirten Dampfschifffahrtsunternehmungen ätzende Stoffe, wie Säuren u. s. w. transportirt werden, so hat im einzelnen Falle die Polizei- oder Hafenbehörde des Einladeortes zu bestimmen, ob diese Stoffe auf besonderen Fahrzeugen zu führen sind oder mit anderen Gütern verladen werden dürfen. Gestattet sie die Verladung mit anderen Gütern, so hat sie zugleich die erforderlichen Vorsichtsmaassregeln anzuordnen, denen sich der Schiffer unterwerfen muss. Ueber die von ihr getroffenen Anordnungen ertheilt sie dem Schiffer eine besondere Bescheinigung, welche dieser auf Erfordern der Polizei-, Hafen-, Zoll- und Wasserbaubeamten vorzeigen muss.

2. Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säuren (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rothes Arsenik (Realgar), Scherbenkobalt (Fliegenstein) dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte „Arsenik (Gift)" angebracht sind und die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a) in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem, trockenem Holze ge-

1899 fertigt und inwendig mit dichter Leinwand oder ähnlichen dichten Geweben verklebt sein müssen;

oder

b) in Säcken von getheerter Leinwand, welche in einfache Fässer von starkem, trockenem Holze verpackt sind;

oder

c) in verlötheten Blechcylindern, welche mit festen Holzmänteln (Ueberfässern) bekleidet sind, deren Böden mit Einlagereifen gesichert sind.

3. Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure, dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn:

a) auf jedem Versandtstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte „Arsenik (Gift)" angebracht sind;

b) bei Verschickung in Ballons, Flaschen oder Kruken diese Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sind;

c) bei Verschickung in Metall-, Holz- oder Gummibehältern diese Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sind.

Diese Vorschriften gelten auch für die Gefässe, in welchen flüssige Arsenikalien transportirt worden sind.

4. Andere giftige Metallpräparate (giftige Metallfarben, Metallsalze u. s. w.), wohin insbesondere Quecksilberpräparate, als: Sublimat, Kalomel, weisses und rothes Präcipitat, Zinnober, ferner Kupfersalze und Kupferfarben, als: Kupfervitriol, Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente, desgleichen Bleipräparate, als: Bleiglätte (Massicot), Mennige, Bleizucker und andere Bleisalze, Bleiweiss und andere Bleifarben, auch Zinkstaub, sowie Zinn und Antimonasche gehören, dürfen nur in dichten, von festem, trockenem Holze gefertigen, mit Einlagereifen, beziehungsweise Umfassungsbändern versehenen Fässern oder Kisten versendet werden. Die Umschliessungen müssen so beschaffen sein, dass durch die beim Transport unvermeidlichen Erschütterungen, Stösse u. s. w. ein Verstauben der Stoffe durch die Fugen nicht eintritt.

5. Wenn solche Giftstoffe (nichtflüssige und flüssige Arsenikalien und andere giftige Metallpräparate) in Mengen von 5000 und mehr Kilogramm versendet werden sollen, so dürfen sie in Schiffen, welche andere Güter enthalten, nur in besonderen, wasserdicht abgeschlossenen Abtheilungen derselben verladen werden. Vor der Verladung muss der Schiffer der

Polizei- oder Hafenbehörde Anzeige erstatten. Diese hat sich 1899
davon zu überzeugen, dass die zur Aufnahme der Giftstoffe bestimmten Abtheilungen des Schiffes wirklich wasserdicht abgeschlossen sind.

Ingleichen ist, falls solche Giftstoffe in Mengen unter 5000 Kilogramm zusammen mit anderen Gegenständen transportirt werden sollen, darauf zu achten, dass die Giftstoffe abgesondert von Nahrungs- und Genussmitteln gestaut werden. Ueber die von der Polizei- oder Hafenbehörde getroffenen Anordnungen hat sie dem Schiffer eine Bescheinigung zu ertheilen.

6. Die Polizei- oder Hafenbehörde des Absendungsortes hat die Verladung zu untersagen, wenn die Colli Beschädigungen erlitten haben, welche ohne deren Eröffnung wahrzunehmen sind.

II.

Diese Verordnung tritt mit dem 1. Mai 1900 in Kraft.

Mit dem gleichen Termine treten die Verordnungen des Handelsministeriums im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 29. October 1892, R. G. Bl. Nr. 188, vom 14. Januar 1895, R. G. Bl. Nr. 12 und 13, und vom 4. April 1895, R. G. Bl. Nr. 53 ausser Wirksamkeit.

In den Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 5. Juni 1884, R. G. Bl. Nr. 90, haben gleichzeitig folgende Aenderungen platzzugreifen:

a) § 1 hat fortan zu lauten:

„Jedes den Bodensee befahrende, einem österreichischen Staatsangehörigen oder k. k. Trajectanstalt gehörende Dampfschiff, Motorschiff, Motorboot, Segelschiff, Güterschleppschiff, sowie jeder Trajectkahn muss mit dem ordnungsgemässen Schiffspatente (Prüfungsurkunde) versehen sein.

Die im Interesse der Sicherheit für den Verkehr mit Ruderbooten innerhalb des Bereiches der Häfen gebotenen Bestimmungen bleiben besonderen Verfügungen vorbehalten."

b) Die Bestimmung des § 4, Absatz 1, dass über die mit Schiffspatenten versehenen Schiffe ein Schiffsregister zu führen ist, hat auch auf Motorboote, Motorschiffe, Güterschleppschiffe und Trajectkähne Anwendung zu finden.

c) Das der Ministerialverordnung vom 5. Juni 1884, R. G. Bl. Nr. 90, beigefügte Muster eines Schiffspatentes hat fortan nicht mehr in Anwendung zu kommen.

1899 Mit der unmittelbaren Handhabung und Ueberwachung der gegenwärtigen Verordnung ist, insoweit es sich nicht um Angelegenheiten handelt, welche gemäss der Ministerialverordnung vom 1. Juni 1894, R. G. Bl. Nr. 114, dem als Hafencommissär im k. k. Bodenseehafen von Bregenz fungirenden k. k. Schifffahrtsinspector in Bregenz zugewiesen sind, die k. k. Bezirkshauptmannschaft in Bregenz betraut, welche in nautisch-technischer Beziehung stets im Einvernehmen mit dem genannten Hafencommissär vorzugehen hat.

Wittek m. p. *Koerber* m. p. *Stibral* m. p.

Anlage *I.* 1899

Schiffs-Patent.

Das { dem / der } . . . . . zu . . . . . .
gehörige { hölzerne / eiserne } . . . . . schiff, { genannt . . . . . / bezeichnet mit Nummer . . .
von einer Ladefähigkeit von . . . . . Tonnen ist in allen seinen Theilen und Zubehörungen untersucht, mit der grössten zulässigen Eintauchung in nachfolgend aufgeführter Weise bezeichnet und mit der im folgenden Verzeichnis angeführten Bemannung und Ausrüstung versehen für die Bodenseeschifffahrt tauglich befunden worden.

Auf Grund dieser Urkunde darf dieses Fahrzeug zur Bodenseeschifffahrt solange benützt werden, als es sich in dem erwähnten Zustande befindet und bis eine wesentliche Aenderung oder Erneuerung wichtiger Schiffstheile vorgenommen wird.

Urkundlich unter ämtlicher Vollziehung und Besiegelung.

. . . . . den . . ten . . . . .

. . . . . .

1899

Zulässige Eintauchung.

Die im beladenen Zustande zulässige Eintauchung des Schiffes ist an jeder Seite desselben { mitschiffs / vorn und hinten } mit { . . . eisernen Klammern / . . . aufgemalten Strichen } von 25 *cm* Länge und 4 *cm* Breite bezeichnet worden.

Die Linie der grössten zulässigen Eintauchung geht durch die Unterkante der { Klammern. / Striche. }

Das Freibord beträgt hiernach (Angabe des Maasses an den Stellen der Freibordzeichen):

Bemannung.

Zur sicheren Fahrt des Schiffes muss sich die nachverzeichnete Bemannung auf demselben befinden

. . . . . .

. . . . . .

Ausrüstung.

Wenn das Schiff in Fahrt ist, müssen auf demselben vorhanden sein:

(folgt Verzeichnis).

(Bei zum Personenverkehr bestimmten Dampf- und Motorschiffen)

Die grösste Zahl von Reisenden, welche an Bord genommen werden darf, beträgt:

. . . . . .

Anlage *II.* 1899

Urkunde über fernere Untersuchung.

Das vorstehend benannte Schiff ist heute nach vorgenommener

Aenderung . . . . . .
Erneuerung von . . . . . .} auf Antrag des . . . . . .

. . . . . zu . . . . . .

in allen seinen Theilen und Zubehörungen untersucht worden. Es hat sich ergeben, dass . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . den . . ten . . . . . .

(Bezeichnung der Behörde und Unterschrift.)

Signalordnung für die Bodenseeschifffahrt.

I. Nebelsignale.

Sind von den Dampfschiffen stets mit der Dreiklangpfeife zu geben.

Signal-Nr.	Name und Bedeutung des Signales	Art und Weise der Signalisirung	Beantwortung des Signales
1	**Nebelsignal** der Dampfschiffe im See (§ 12, Ziffer 1 *a*).	— — — In der Minute drei langgezogene Pfiffe in gleichen Zwischenpausen	Ist von jedem Schiffe mit seinem Erkennungssignal zu beantworten.
2a	**Erkennungssignal** der Dampfschiffe auf Cursfahrten mit geraden Cursnummern*) (§ 12, Ziffer 1 *e*).	UU UU UU Dreimal in der Minute zwei kurze rasch aufeinanderfolgende Pfiffe.	Ist von jedem Schiff mit seinem Erkennungssignal zu beantworten.
2b	**Desgleichen** mit ungeraden Cursnummern**) (§ 12, Ziffer 1 *e*).	UUU UUU UUU Dreimal in der Minute drei kurze rasch aufeinanderfolgende Pfiffe.	
3	**Nebelsignal** eines Dampfschiffes, welches ausserhalb eines Hafens geankert ist (§ 12, Ziffer 1 *g*).	UUUUUUUUU In der Minute mindestens einmal mit der Glocke zu läuten.	

*) Es haben gerade Nummern die Fahrten:
1. Bregenz—Konstanz direct,
2. Bregenz—Lindau—Friedrichshafen—Meersburg—Konstanz,
3. Konstanz—Romanshorn—Rorschach—Bregenz,
4. Ludwigshafen—Meersburg—Konstanz,
5. alle übrigen Fahrten vom schweizerischen und österreichischen nach dem gegenüberliegenden deutschen Ufer.

**) Es haben ungerade Nummern die Fahrten:
1. Konstanz—Bregenz direct,
2. Konstanz—Meersburg—Friedrichshafen—Lindau—Bregenz,
3. Bregenz—Rohrschach—Romanshorn—Konstanz,
4. Konstanz—Meersburg—Ludwigshafen,
5. alle übrigen Fahrten vom deutschen nach dem gegenüberliegenden schweizerischen und österreichischen Ufer.

1899

Signal-Nr.	Name und Bedeutung des Signales	Art und Weise der Signalisirung	Beantwortung des Signales
4	**Nebelsignal** der Motorschiffe, Segelschiffe, Güterschleppschiffe und Trajectkähne in selbstständiger Fahrt (§ 12, Ziffer 1 *b* und *c*)	——— In der Minute ein langgezogener Ton mit dem Nebelhorn.	Ist von den Dampfschiffen und den Motorschiffen ohne beigesetztes Segel mit ihrem Erkennungssignal zu beantworten.
5a	**Erkennungssignal** der Motorschiffe ohne beigesetztes Segel (§ 12, Ziffer 1 *e*).	——— ∪∪ ——— ∪∪ Zweimal in der Minute je ein langgezogener Ton mit darauffolgenden zwei kurzen Tönen mit dem Nebelhorn.	Ist von jedem Schiff mit seinem Erkennungssignal zu beantworten.
5b	**Erkennungssignal** der Motorschiffe mit beigesetztem Segel, der Segelschiffe, Güterschleppschiffe und Trajectkähne in selbstständiger Fahrt in Hörweite der Nebelsignale von Dampfschiffen, auch der Fischerboote in gleichem Fall (§ 12, Ziffer 1 *c*).	∪∪∪∪∪∪∪∪∪∪ In rascher Aufeinanderfolge kurze Töne mit dem Nebelhorn.	Ist von den Dampfschiffen und den Motorschiffen ohne beigesetztes Segel mit ihrem Erkennungssignal zu beantworten.
5c	**Erkennungssignal** geschleppter Schiffe, solange sie in Hörweite der Nebelsignale anderer Schiffe sind, sowie bei der Annäherung an den anzulaufenden Hafen (§ 12, Ziffer 1 *d*).	——— In der Minute mindestens ein langgezogener Ton.	
6	**Nebelsignal** der Motor- oder Segelschiffe, der Güterschleppschiffe und Trajectkähne, welche ausserhalb eines Hafens geankert sind (§ 12, Ziffer 1 *g*).	∪∪ In der Minute mindestens einmal zwei rasch aufeinanderfolgende Töne mit dem Nebelhorn.	

1899

Signal-Nr.	Name und Bedeutung des Signales	Art und Weise der Signalisirung	Beantwortung des Signales
7	**Nebelsignal** der Häfen und Dampfschifflandestellen für fahrplanmässig verkehrende oder vorher angemeldete Schiffe.	— — — In der Minute drei langgezogene Töne mit dem Nebelhorn oder Inbetriebnahme eines Glockenschlagwerkes. Anhaltendes Läuten mit der Nebelglocke am Hafenkopf mit entsprechenden Zwischenpausen. Diese Signalisirung hat sofort beim Wahrnehmen von Nebelsignalen der Schiffe zu beginnen und ist bis zur Einfahrt derselben fortzusetzen.	Wird von den Dampfschiffen mit dem Hafeneinfahrtssignal I beantwortet, sobald das Nebelhorn oder Glockenschlagwerk, und mit dem Hafeneinfahrtssignal II, sobald die Nebelglocke am Hafenkopf gehört wird (§ 12 Ziffer 1 *f*).
8	**Hafeneinfahrtssignal I** ist von den Dampfschiffen zu geben, sobald das Nebelhorn oder das Glockenschlagwerk eines anzulaufenden Hafens vernommen wird, und zwar solange, bis die Nebelglocke am Hafenkopf gehört wird (§ 12, Ziffer 1 *f*).	— — Zwei langgezogene Pfiffe mit einer kurzen Zwischenpause.	
9	**Hafeneinfahrtssignal II** ist von den Dampfschiffen zu geben, sobald die Nebelglocke am Hafenkopf eines anzulaufenden Hafens vernommen wird, und zwar solange, bis das Glockensignal zur Einfahrt vom Dampfschiff aus gegeben wird (§ 12, Ziffer 1 *f*).	— — — Drei langgezogene Pfiffe in gleichen Zwischenpausen.	

II. Manöversignale. 1899

Sind von den Dampfschiffen stets mit der einfachen Dampfpfeife zu geben.

Signal-Nr.	Name und Bedeutung des Signales	Art und Weise der Signalisirung	Beantwortung des Signales
10	**Abfahrtssignal** Durch dasselbe verlangt ein Dampfschiff, welches die Ausfahrt bewerkstelligen will, von einem im Einlaufen begriffenen Dampfschiffe, dass letzteres die Ausfahrt freilasse (§ 13, Ziffer 4).	**UUU** Drei kurze Pfiffe in gleichen Zwischenpausen.	Ist von dem anderen Dampfschiffe mit dem gleichen Signal zu beantworten.
11	**Hafen-Ein- und Ausfahrtssignal der Motorschiffe** ist von Metorschiffen abzugeben, wenn sie sich beim Einlaufen der Hafenlucke auf etwa 200 *m* genähert haben, beim Auslaufen, bevor sie in das Fahrwasser der Hafenlucke einfahren. Motorboote und kleine Dampfboote haben dieses Signal ebenfalls abzugeben (§ 13, Ziffer 6).	**UUU UUU UUU** Dreimal je 3 kurze rasch aufeinanderfolgende Töne mit Zwischenpausen von etwa 5 Secunden mit dem Nebelhorn, beziehungsweise mit der Dampfpfeife.	
12	**Abschwenkungssignal** ist bei unsichtigem Wetter zu geben, wenn ein von einer Dampferstation rückwärts abgefahrenes Dampfschiff abgeschwenkt und den vorgeschriebenen Curs eingeschlagen hat (§ 13, Ziffer 3).	**——** Ein langgezogener Pfiff.	

1899

Signal-Nr.	Name und Bedeutung des Signales	Art und Weise der Signalisirung	Beantwortung des Signales
13	**Ueberholungssignal bei Nacht** eines Dampfschiffes oder Motorschiffes, welches bei Nacht einem anderen Schiff vorfahren will (§ 11, Ziffer 9).	**UUUUU** Fünf kurze Pfiffe mit der Dampfpfeife, beziehungsweise fünf kurze Töne mit dem Nebelhorn.	Auf Schiffen, welche kein Hecklicht führen, ist am Heck (an der Wanne) ein weisses Licht hin und her zu schwenken. Dieses Signal ist auch schon zu geben, wenn das vordere Schiff das überholende Schiff früher wahrnimmt (§ 10, Ziffer 4).
14a	**Cursänderungssignal.** Ich richte meinen Curs nach rechts (§ 11, Ziffer 10).	**U** Ein kurzer Pfiff.	Ist von dem angerufenen Dampfschiff durch dasjenige Cursänderungssignal zu beantworten, welches dem von ihm beabsichtigten Ausweichmanöver entspricht. Will das angerufene Schiff seinen Curs nicht ändern, sondern geradeaus gehen, so hat es diese Absicht durch einen mindestens 6 Secunden langen Pfiff bekannt zu geben.
14b	**Cursänderungssignal.** Ich richte meinen Curs nach links (§ 11, Ziffer 10).	**UU** Zwei kurze Pfiffe.	
14c	**Cursänderungssignale.** Ich stoppe oder ich gehe zurück (§ 11, Ziffer 10).	**——— U ———** Ein langgezogener, ein kurzer und ein langgezogener Pfiff.	

1899

III. Alarm- und Nothsignale.

Signal-Nr.	Name und Bedeutung des Signales	Art und Weise der Signalisirung	Beantwortung des Signales
15	**Alarmsignal.** Dasselbe ist zu geben, um ein anderes Schiff auf eine drohende Gefahr aufmerksam zu machen, oder von einem Dampf- oder Motorschiff ohne beigesetztes Segel, wenn es manövrirunfähig oder sonst ausser Stande ist, vorschriftsmässig auszuweichen und sich ein anderes Schiff ihm in gefahrdrohender Weise nähert (§ 11, Ziffer 6 und 7).	**UUUUUUU** Kurze, rasch aufeinanderfolgende Glockenschläge in einfacher Reihenfolge (bei Dampfschiffen), beziehungsweise desgleichen Töne mit dem Nebelhorn (bei anderen Schiffen.	Ist mit dem gleichen Signale mit Dampfpfeife, beziehungsweise Nebelhorn zu beantworten.
16	**Nothsignal** ist zu geben, um Hilfe zu erlangen, wenn das eigene Schiff in Noth oder Gefahr ist. (§ 14).	**UUUUUUU** **UUUUUUU** Kurze, rasch aufeinanderfolgende Pfiffe oder Glockenschläge in mehrfacher Reihenfolge (bei Dampfschiffen), beziehungsweise desgleichen Töne mit dem Nebelhorn (bei anderen Schiffen), Hissen der Nothflagge (= eine grosse rothe Flagge), Abbrennen von Blickfeuern, Kanonenschüsse.	Ist von den Schiffen mit dem Alarmsignale und von den Häfen mit Kanonenschüssen zu beantworten.

1899

2550.

25 Novembre 1899.

Ordonnance du Ministère I'R'du commerce portant certaines modifications des taxes postales et autres.

R. G. Bl. 1899, Nr. 231.

Verordnung des Handelsministeriums vom 25. November 1899, betreffend die Aufhebung der Bestellgebühren für Briefsendungen auf dem Lande und des Zeitungsbestellgeldes, Hinausgabe einer Posttaxordnung für den Inlandsverkehr und Aenderung einiger Gebührensätze des Posttarifes im Auslandsverkehre, sowie einiger im Postverkehre vorkommender Vergütungssätze.

I. Die Bestellgebühren für die Abtragung von Briefpostsendungen in Postorten mit nichtärarischen Postanstalten und in den Landstellbezirken, ferner das Zeitungsbestellgeld werden mit 1. Januar 1900 abgeschafft. Der Umfang des Bestelldienstes ist durch besondere Anordnungen festgesetzt.

II. Gleichzeitig tritt eine neue Posttaxordnung für den Verkehr innerhalb des österreichischen Postgebietes in Kraft.

Die in derselben enthaltenen Taxsätze mit Ausnahme der in den §§ 10 und 17 angeführten, gelten auch im Verkehre mit Ungarn. Sie kommen auch im Verkehre mit Bosnien und der Hercegovina mit der Einschränkung zur Anwendung, dass für Postanweisungen, Briefe mit Werthangabe und Pakete die bisherigen Portosätze aufrecht bleiben.

III. Von dem genannten Zeitpunkte an treten im internationalen Postverkehre nachstehende Aenderungen der Porto- und Gebührensätze ein:

1. Die Briefposttaxe von 10, beziehungsweise 20 kr. für je 15 Gramm Briefgewicht wird auf 25, beziehungsweise 50 *h* erhöht; im Verkehre mit Serbien wird die für dasselbe Briefgewicht entfallende Brieftaxe von 7 und 14 kr. auf 15 und 30 *h* aufgerundet.

2. Im Verkehre mit Deutschland und Montenegro wird die Taxe für Correspondenzkarten von 2, beziehungsweise 4 kr. auf 5, beziehungsweise 10 *h* festgesetzt; im Verkehre mit Serbien wird die Taxe für Correspondenzkarten, welche derzeit 4 und 8 kr. beträgt, mit 10 und 20 *h* bestimmt.

3. Bei Drucksachen wird im Verkehre mit Deutschland die erste und zweite Taxstufe von 2, beziehungsweise 3 kr. auf 3, beziehungsweise 5 *h* herabgesetzt. Der bestehende Taxsatz für Drucksachen, Waarenproben und Geschäftspapiere wird im Verkehre mit Serbien und Montenegro von 2 kr., im übrigen Auslandsverkehre von 3 kr. für je 50 Gramm Gewicht

auf 5 *h* umgerechnet. Die Mindestgebühr für Geschäftspapiere 1899
wird künftig statt 10 kr. 25 *h* betragen.

4. Die Recommandationsgebühr, die Gebühr für Rückscheine, Auszahlungsbestätigungen über Postanweisungen, Nachfrageschreiben und Unbestellbarkeitsmeldungen wird auf 25 *h* erhöht.

5. Die Postanweisungsgebühr beträgt im internationalen Verkehre für die ersten 100 *K* des Anweisungsbetrages 25 *h* für je 25 *K* und für die 100 *K* übersteigenden Beträge 25 *h* für je 50 *K*, im Verkehre nach Grossbritannien und den Vereinigten Staaten von Amerika aber 25 *h* für je 25 *K* des ganzen Anweisungsbetrages. Die sonstigen im Verkehre mit einzelnen Ländern bestehenden, vom internationalen Tarif abweichenden Gebührensätze bleiben unverändert.

6. Bei Werthbriefen, Werthschachteln und Postpaketen wird die Versicherungsgebühr künftig von je 300 Franken (300 *K*) der Werthangabe bemessen. Die in diesen Verkehrszweigen vorkommenden Taxsätze von 13, beziehungsweise 3 kr. werden auf 25, beziehungsweise 5 *h* umgerechnet.

7. Die infolge der vorstehenden Taxänderungen sich ergebenden neuen Taxsätze im internationalen Postverkehre sind in den Auslandsposttarifen enthalten, welche von der Postverwaltung nach Bedarf herausgegeben werden.

IV. Der Vergütungsbetrag für eine während der Postbeförderung verlorene recommandirte Sendung wird im gesammten Postverkehre auf 50 *K* erhöht. Im inneren Postverkehre, sowie im Verkehre mit Ungarn und dem Occupationsgebiet wird der Höchstbetrag der Vergütung, welche die Postverwaltung bei Paketen ohne Werthangabe im Falle des Verlustes, Abganges und der Beschädigung zu leisten hat, bei Paketen bis 3 Kilogramm auf 15, bei Paketen über 3 bis 5 Kilogramm auf 25 *K* und für jedes weitere Kilogramm auf 5 *K* erhöht. Im internationalen Verkehre wird, soferne nicht durch Sonderverträge andere Entschädigungssätze bestimmt sind, der Höchstbetrag der zu zahlenden Vergütung bei Paketen ohne Werthangabe bis 5 Kilogramm einschliesslich künftig 25 *K* betragen.

Stibral m. p.

Posttaxordnung für den Verkehr innerhalb des österreichischen Postgebietes.

§ 1.

Gewöhnliche Briefe.

Das Porto für einen gewöhnlichen frankirten Brief beträgt:
bis zum Gewichte von 20 Gramm einschliesslich

1899 *a)* im Ortsverkehre und im Landbestellbezirke des Aufgabepostortes . . . . . 6 *h*
b) im Fernverkehre . . . . . 12 „
bei grösserem Gewichte
a) im Ortsverkehre und im Landbestellbezirke des Aufgabepostortes . . . . . 12 „
b) im Fernverkehre . . . . . 20 „.

Bei unfrankirten Briefen tritt ein Zuschlagporto hinzu, welches ohne Unterschied des Gewichtes des Briefes im Ortsverkehre und im Landbestellbezirke des Aufgabepostortes 6 *h*, im Fernverkehre 10 *h* beträgt.

Bei unzureichend frankirten Briefen wird dasselbe Zuschlagporto nebst dem Ergänzungsporto in Ansatz gebracht.

Portopflichtige Dienstschreiben werden mit dem Zuschlagporto nicht belegt.

Die durch besondere Verfügungen für den Verkehr zwischen einzelnen benachbarten Postorten und deren Landbestellbezirken ausnahmsweise zugestandenen Ortsbrieftaxen bleiben auch fernerhin aufrecht (Localtaxrayon).

§ 2.

Correspondenzkarten (Postkarten).

Die Gebühr für Correspondenzkarten beträgt auf alle Entfernungen im Frankirungsfalle 5 *h* für jede einzelne Correspondenzkarte oder für jeden der beiden Theile der Correspondenzkarte mit Antwort im Nichtfrankirungsfalle das Doppelte.

Für unzureichend frankirte Correspondenzkarten wird dem Empfänger der doppelte Betrag des fehlenden Portotheiles in Ansatz gebracht.

§ 3.

Drucksachen.

Drucksachen müssen frankirt sein.

Das Porto für Drucksachen beträgt auf alle Entfernungen:

	bis 50	Gramm	einschliesslich	. . . . .	3 *h*
über 50	„ 100	„	„	. . . . .	5 „
„ 100	„ 250	„	„	. . . . .	10 „
„ 250	„ 500	„	„	. . . . .	20 „
„ 500	Gramm bis 1	Kilogramm	einschliesslich	. .	30 „

Für unzureichend frankirte Drucksachen wird dem Empfänger der doppelte Betrag des fehlenden Portotheiles in Ansatz gebracht.

Drucksachen, welche unfrankirt sind, gelangen nicht zur Absendung.

Unter welchen Voraussetzungen die vorstehenden Tax- 1899
sätze auf die mittels des Hektographen, Chromographen oder mittelst eines ähnlichen Umdruckverfahrens auf mechanischem Wege hergestellten Schriftstücke Anwendung finden können, bestimmen die reglementären Postvorschriften.

In Betreff der Versendung der Drucksachen in Vereinigung mit Waarenproben siehe § 5.

Das Porto für Drucksachen, welche als aussergewöhnliche Zeitungsbeilagen zur Einlieferung gelangen, beträgt für je 100 Stück oder einen Theil von 100 Stück:

bei einem Einzelgewicht			bis 25 Gramm					1	*K*
„	„	„	über 25	bis	50	Gramm		2	„
„	„	„	„ 50	„	75	„		3	„
„	„	„	„ 75	„	100	„		4	„
„	„	„	„ 100	„	125	„		5	„
„	„	„	„ 125	„	150	„		6	„
„	„	„	„ 150	„	175	„		7	„
„	„	„	„ 175	„	200	„		8	„
„	„	„	„ 200	„	225	„		9	„
„	„	„	„ 225	„	250	„		10	„

Das Porto für Drucksachen ist bei ihrer Einlieferung baar zu entrichten.

§ 4.

Zeitungen und Zeitschriften.

Das Porto für inländische Zeitungen (Zeitschriften), welche von den Zeitungsunternehmungen zur Beförderung an die Abonnenten aufgeliefert werden, beträgt 2 *h* für jedes Exemplar einer wöchentlich mehrmals erscheinenden Zeitung ohne Unterschied des Gewichtes, sowie für jedes Exemplar einer zwar seltener, mindestens aber zweimal im Monate erscheinenden Zeitung (Zeitschrift) bis zum Gewichte von 250 Gramm einschliesslich. Uebersteigt das Gewicht einer Nummer einer derart erscheinenden Zeitung (Zeitschrift) 250 Gramm, oder erscheint die Zeitschrift seltener als zweimal im Monate, so beträgt das Porto für jedes Exemplar 2 *h* für je 100 Gramm. Ein überschiessender Theil von 100 Gramm wird für volle 100 Gramm gerechnet.

Abendblätter, welche mit den Morgenblättern derselben Zeitung von demselben oder dem nächstfolgenden Tage vereint, unter einer Schleife an einen Empfänger versendet werden, unterliegen keiner besonderen Gebühr. Desgleichen ist für Beiblätter der Zeitungen, wenn sie unter einer Schleife mit dem Hauptblatte versendet werden, eine besondere Gebühr auch dann nicht zu entrichten, wenn auf das Beiblatt abgesondert vom Hauptblatte pränumerirt werden kann. Prä-

1899 mien, wie Brochuren, Bilder, Kalender und dergleichen Dr
sachen, welche die Redactionen auf Grund ihres Program
oder der Pränumerationsankündigung allen Abonnenten
einzelnen derselben unter bestimmten Bedingungen lief
können gebührenfrei mit der Zeitung etc. versendet wer
wenn sie ihrem Formate und Volumen nach zur Beförder
mit der Briefpost sich eignen. Dasselbe gilt von Pränum
tionsankündigungen der eigenen Zeitung etc., welche
selben beigelegt werden.

Unter welchen Voraussetzungen die Zeitungsun
nehmungen Anspruch auf diese Taxsätze haben, ferner
welche sonstige Versendungen dieselben gewährt wer
können, bestimmen die reglementären Postvorschriften.

Die Gebühren für die im Postwege abonnirten Zeitun
(Zeitschriften) werden durch die einschlägigen Postregleme
festgesetzt.

§ 5.

Waarenproben.

Waarenproben müssen frankirt sein. Das Porto betr
gleichviel ob die Waarenproben für sich allein versa
werden, oder ob Drucksachen damit vereint sind, ohne Un
schied der Entfernung:

bis zum Gewicht von 250 Gramm einschliesslich . . . 1
bei grösserem Gewichte 2

Für unzureichend frankirte Waarenproben wird dem
pfänger der doppelte Betrag des fehlenden Portotheiles
Ansatz gebracht. Waarenproben, welche unfrankirt sind,
langen nicht zur Absendung.

§ 6.

Recommandirte Sendungen.

Für recommandirte Sendungen hat der Absender aus
dem Porto eine Einschreibegebühr zu entrichten. Diese
beträgt ohne Rücksicht auf das Gewicht der Sendung
die Entfernung 25

§ 7.

Postanweisungen.

Postanweisungen müssen frankirt werden.

Die Gebühr beträgt ohne Unterschied der Entfernu

	bis	20	*K*	. . . . .	10 *h*,
über	20 „	100	„	. . . . .	20 „
„	100 „	300	„	. . . . .	40 „
„	300 „	600	„	. . . . .	60 „
„	600 „	1000	„	. . . . .	1 *K*.

§ 8. 1899

Telegraphische Postanweisungen.

Für telegraphische Postanweisungen hat der Aufgeber zu entrichten:

1. die Postanweisungsgebühr,
2. die Gebühr für das Telegramm,
3. insoferne die Anweisung nicht mit dem Vermerk „Postlagernd" versehen ist, das Eilbestellgeld. Die allfällige Ergänzungsgebühr auf den Botenlohn wird vom Empfänger eingezogen (§ 22).

§ 9.

Postaufträge.

Für Postaufträge werden folgende Gebühren erhoben:

a) das Porto und die Recommandationsgebühr für den Postauftragsbrief, wie für einen gleichartigen recommandirten Brief; ferner im Falle der Einziehung des Betrages

b) eine Einzugsgebühr von 10 *h* für jedes eingelöste, im Postauftrage unter eigener Nummer eingetragene Document, und

c) die Gebühr für die Uebermittlung des eingezogenen Betrages an den Absender in demselben Ausmaasse wie für eine gewöhnliche Postanweisung.

Die Gebühren unter *a* sind vom Auftraggeber voraus zu bezahlen.

Die Einzugs- und Postanweisungsgebühren werden von dem eingezogenen Geldbetrage in Abzug gebracht.

Ist die Zahlung des Geldbetrages nicht erfolgt, so wird die Rücksendung der Auftragsdocumente und die Weitersendung derselben an einen anderen Empfänger ohne neuen Gebührenansatz bewirkt.

§ 10.

Bahnhofbriefe.

Bahnhofbriefe, das heisst solche gewöhnliche Brief, welche am Bahnhof unmittelbar nach Ankunft der Eisenbahnzüge in Empfang zu nehmen sind, müssen vom Absender frankirt zur Post geliefert werden.

Die neben dem sonstigen Porto zu entrichtende Gebühr für die Gestattung der täglichen Abholung je eines mit einem bestimmten Eisenbahnzuge beförderten Briefes von einem und demselben Absender an einen Empfänger beträgt 10 *K* für den Kalendermonat und ist von dem Empfänger mindestens für einen Monat im voraus zu zahlen.

Wenn die Versendung von Bahnhofbriefen erst im Laufe des Monats beginnt, so wird für die Zeit vom Beginn der

1899 Versendung bis zum letzten Tage des Monats die volle G
bühr von 10 *K* erhoben.

§ 11.

Pakete ohne Werthangabe.

Das Porto für Pakete ohne Werthangabe wird nach d
Entfernung und nach dem Gewichte der Sendung erhob

Das Porto beträgt für Pakete

I. bis zum Gewichte von 5 Kilogramm

a) auf Entfernungen bis 10 geographische Meilen einschliesslich (Zone 1) 30

b) auf alle weiteren Entfernungen 60

II. beim Gewichte über 5 Kilogramm

a) für die ersten 5 Kilogramm die Sätze, wie vorstehe unter I,

b) für jedes weitere Kilogramm oder den überschie senden Theil eines Kilogrammes

	bis	10	geogr.	Meilen	(Zone 1) . . .	6 *h*
über	10 „	20	„	„	(Zone 2) . . .	12 „
„	20 „	50	„	„	(Zone 3) . . .	24 „
„	50 „	100	„	„	(Zone 4) . . .	36 „
„	100 „	150	„	„	(Zone 5) . . .	48 „
„	150	geographische		Meilen	(Zone 6) . . .	60 „

Für Sperrgut wird das Porto um die Hälfte der vo stehenden Sätze erhöht.

Für unfrankirte Pakete bis zum Gewichte von 5 Kil gramm einschliesslich wird ausser dem Porto und zutreffende falls dem erhöhten Porto für Sperrgut ein Portozuschlag vo 12 *h* erhoben.

Bei portopflichtigen Dienstpaketen wird ein Portozuschl nicht erhoben.

§ 12.

Sendungen mit Werthangabe.

Für Sendungen mit Werthangabe werden Porto und Ve sicherungsgebühr (Werthporto) erhoben:

a) Porto:

1. Für Briefe ohne Unterschied des Gewichtes a Entfernungen bis 10 geographische Meilen einschliessli (I. Zone) 24
auf alle weiteren Entfernungen 48

Für unfrankirte Briefe wird ein Portozuschlag vo 12 *h* erhoben. Bei portopflichtigen Dienstbriefen komm dieser Zuschlag nicht in Ansatz.

2. Für Pakete mit Werthangabe der nach § 11 sich 1899 ergebende Betrag;

b) Versicherungsgebühr (Werthporto):

Dieselbe beträgt ohne Unterschied der Entfernung:

Bei einer Werthangabe bis 100 *K* einschliesslich 6 *h*, bei einer höheren Wertangabe für je 300 *K* oder einen Theil von 300 *K* 6 *h*, mindestens aber 12 *h*.

Bei offen aufgegebenen Geldbriefen ist die Versicherungsgebühr im anderthalbfachen Betrage zu entrichten. Offen aufgegebene Geldbriefe müssen frankirt werden.

§ 13.

Mehrere Stücke zu einer Begleitadresse.

Wenn mehrere Sendungen zu einer Begleitadresse gehören, so wird für jedes einzelne Stück die Taxe selbstständig berechnet, und zwar sowohl in Beziehung auf das Paketporto (§ 11), als auch auf die Versicherungsgebühr (§ 12).

§ 14.

Postnachnahmesendungen.

An Porto und Gebühren kommen zur Erhebung:

I. Für recommandirte Nachnahmesendungen:

a) Das Porto und die Recommandationsgebühr, wie für gleichartige Sendungen ohne Nachnahme;

ferner im Falle der Einlösung der Sendung

b) eine Einzugsgebühr von 10 *h* und

c) die Gebühr für die Uebermittlung des eingezogenen Betrages an den Absender in demselben Ausmaasse wie für eine gewöhnliche Postanweisung. Die Gebühren unter *a)* sind vom Absender vorauszubezahlen. Die Einzugs- und die Postanweisungsgebühren werden vom eingezogenen Geldbetrage in Abzug gebracht.

II. Für mit Nachnahme belastete Werth- und Paketsendungen:

a) Das Porto und zutreffendenfalls die Versicherungsgebühr im gleichen Betrage wie für gleichartige Sendungen ohne Nachnahme,

b) eine Provision, welche 2 *h* für je 4 *K* des Nachnahmebetrages, mindestens jedoch 12 *h* beträgt. Die Provision ist auch dann zu entrichten, wenn die Sendung nicht eingelöst worden ist. Bei Herabminderung oder Auflassung der Nachnahme findet eine Herabminderung oder Auflassung der nach dem ursprünglichen Nachnahmebetrage bemessenen Provision nicht statt. Die Zahlung der Provision hat stets mit der Zahlung des Portos zu erfolgen.

1899

§ 15.

Dringende Paketsendungen.

Dringende Paketsendungen müssen von dem Abse frankirt werden. Für dieselben ist ausser dem tarifmäss Porto (§ 11) und ausser dem etwaigen Eilbestellgelde (§ eine Gebühr von 1 *K* 20 *h* für jedes Stück bei der Ei ferung zu entrichten.

Inwieweit dringende Paketsendungen zur Beförde zugelassen werden, bestimmen die reglementären Post schriften.

§ 16.

Sendungen gegen Rückschein.

Sendungen gegen Rückschein, das heisst solche re mandirte Sendungen, Pakete ohne Werthangabe, Werth dungen oder gewöhnliche Postanweisungen, für welche Beschaffung einer vom Empfänger auszustellenden Empfa bescheinigung (Rückschein) verlangt ist, müssen vom sender frankirt werden. Für die Beschaffung des R scheines ist ausser dem Porto etc. eine Gebühr von 25 *h* Absender ebenfalls im voraus zu entrichten. Für die mittlung der Rückscheine, welche von Staatsbehörden i Dienstschreiben an Parteien beigegeben werden, wird Gebühr nicht erhoben.

§ 17.

Gerichtsschreiben mit Rückschein.

Für portopflichtige Gerichtsschreiben mit Rückschein der Empfänger zu bezahlen:

1. Im Ortsverkehre und im Landbestellbezirke des gabepostortes für jeden Brief ohne Unterschied des Gewichtes

2. Im Fernverkehre für jeden Brief bis
50 Gramm einschliesslich 1
bei höherem Gewicht 2

§ 18.

Auszahlungsbestätigung.

Die Gebühr für die vom Absender einer Postanweis gewünschte Ausfertigung einer Bestätigung über die t sächlich erfolgte Auszahlung des Anweisungsbetrages an Empfänger beträgt 25 *h* und ist vom Absender mit dem P im voraus zu entrichten.

§ 19.

Bahnavisi.

Die auf Grund getroffener Abkommen mit Eisenba verwaltungen und Dampfschifffahrtsunternehmungen von

Eisenbahnexpediten und Agentien zur Bestellung in den den 1899
Bahnstationen (Agentien) nächstgelegenen Postorten und deren Landbestellbezirken eingelieferten Bezugscheinavisi, Dispositionsnoten, Avisi über eingegangene Nachnahmen und über Plus- und Minusmängel müssen frankirt sein. Die Gebühr beträgt 6 *h* für jedes Stück.

§ 20.

Einsammlungsgebühren.

Für die von den Landbriefträgern auf ihren Bestellungsgängen eingesammelten recommandirten Sendungen, Postanweisungen, Briefe mit Werthangabe und Pakete kommt, wenn die Weiterbeförderung oder Bestellung dieser Gegenstände durch die Postanstalt des Amtsortes des Landbriefträgers erfolgt, ausser dem Porto und den sonstigen Gebühren eine Nebengebühr, welche für Pakete 15 *h*, für die sonstigen Sendungen 5 *h* beträgt und welche im voraus entrichtet werden muss, zur Erhebung.

Die für die Einsammlung von Einlagen im Postsparverkehre über 10 *K*, sowie von Einlagen auf Erlagscheine im Checkverkehre des Postsparcassenamtes dem Briefträger im voraus zu entrichtende Gebühr beträgt ebenfalls 5 *h*.

Für die von den Paketbestellern auf ihren Bestellfahrten eingesammelten Pakete kommt ausser dem Porto eine Nebengebühr von 10 *h* zur Erhebung, welche im voraus zu entrichten ist.

§ 21.

Bestellgeld für das Abtragen der Sendungen in die Wohnung der Empfänger.

Für die Bestellung der Postsendungen in die Wohnung der Empfänger sind folgende Bestellgebühren zu erheben:

a) im Ort der Postanstalt:

für eine Postanweisung (Zahlungsanweisung des Postsparcassenamtes) bis 10 *K* nebst dem Geldbetrage . . . . . 3 *h*,

für eine Postanweisung (Zahlungsanweisung des Postsparcassenamtes) über 10 *K* nebst dem Geldbetrage . . . . . 5 „

für einen Brief mit Werthangabe bis 1000 *K* . . . 5 „

für einen Brief mit Werthangabe über 1000 *K* . . 10 „

für Pakete

1. in Postorten, wo Pakete ohne Rücksicht auf das Gewicht bestellt werden, für ein Paket bis 5 Kilogramm einschliesslich . . . . . 10 „

für ein Paket über 5 Kilogramm . . . . . 20 „

1899 In Wien beträgt die Bestellgebühr für ein Paket bis $1^1/_2$ Kilogramm einschliesslich . . . . .
für ein Paket über $1^1/_2$ bis 5 Kilogramm einschliesslich
und für ein schwereres Paket . . . . . .

Gehören mehrere Pakete zu einer Postbegleitadresse, so wird für das schwerste Paket die ordnungsmässige Bestellgebühr, für jedes weitere Paket aber nur die Gebühr von . . . . . .
erhoben.

2. In Postorten, wo Pakete nur bis $1^1/_2$ Kilogramm einschliesslich bestellt werden:
für jedes Paket . . . . . .

Für die Bestellung der Benachrichtigung über ein eingelangtes Paket oder einen Brief mit Werthangabe ist eine Gebühr von . . . . . .
(Avisogebühr) zu entrichten. Für die Avisirung mehrerer zu einer Postbegleitadresse gehörigen Pakete wird die Avisogebühr nur einmal in Anrechnung gebracht.

Von portofreien Behörden und Aemtern wird in Postorten weder eine Avisogebühr, noch im Falle der Bestellung von Briefen mit Werthangabe eine Bestellgebühr erhoben;

b) im Landbestellbezirk:
für Postanweisungen (Zahlungsanweisungen des Postsparcassenamtes) nebst Geldbeträgen, sowie für Briefe mit Werthangabe 1
für Pakete 1

Für die Avisirung eines Briefes mit Werthangabe oder eines Paketes ist eine Avisogebühr von
zu entrichten.

§ 22.

Bestellgeld bei Bestellung (Avisirung) durch Eilboten (Expr sendungen).

Expresssendungen müssen frankirt sein.

Die gleichfalls im voraus zu entrichtende Gebühr fü Bestellung (Avisirung) einer Sendung durch Eilboten bet
bei Paketen . . . . . .
bei anderen Sendungen . . . . . .

Durch diese Gebühren werden jedoch nur die Ko der expressen Bestellung (Avisirung) im Postorte ged

Ist der Gegenstand ausserhalb des Postortes zu beste so wird vom Empfänger für die expresse Bestellung (sirung) der Botenlohn für den Eilboten, abzüglich der Absender bereits entrichteten Expressbestellgebühr, ei hoben. Der Botenlohn richtet sich nach der Entfernung

Bestimmungsortes vom Standorte der Abgabe-Postanstalt und 1899
beträgt 1 *K* für je 7·5 Kilometer oder für eine Entfernung unter 7·5 Kilometer.

In Fällen der gleichzeitigen Abtragung mehrerer Sendungen durch denselben Boten an denselben Empfänger wird der Botenlohn nur zum einfachen Betrage erhoben. Verweigert der Empfänger die Zahlung des Botenlohnes, so ist die Sendung als unbestellbar zu behandeln.

§ 23.

Verzollungsgebühr.

Für die postämtliche Vertretung des Empfängers einer zollpflichtigen Postsendung bei deren zollämtlichen Schlussabfertigung wird eine Verzollungsgebühr von 20 *h* für jedes Paket erhoben. Bei Postpaketen (colis postaux) beträgt die Verzollungsgebühr einschliesslich des etwaigen Bestellgeldes, beziehungsweise der Avisogebühr 25 *h*. Im Falle der Empfänger die Freimachung der Sendung selbst besorgt, hat derselbe, soferne nicht für einzelne Postorte durch besondere Verfügung ein anderes bestimmt ist, eine Traggebühr von 10 *h* für die Ueberstellung der Sendung zum Zollamte zu entrichten.

Für die postämtliche Besorgung der Freimachung einer verzehrungssteuerpflichtigen Postsendung hat der Empfänger eine Gebühr von 20 *h* für jedes Paket zu entrichten.

§ 24.

Postfach-, Magazins- und Lagerzinsgebühr.

1. Empfänger, welche sich die Abholung der für sie einlangenden Postsendungen bei der Postanstalt vorbehalten, zahlen für die Aufbewahrung der Briefsendungen (Briefe, Correspondenzkarten, Drucksachen, Waarenproben) in einem besonderen Brieffach und die Bereithaltung derselben zur Abholung eine Gebühr monatlicher 2 *K*. Wird lediglich die Abholung der im Pränumerationswege bezogenen Zeitungen (Zeitschriften) vorbehalten, so wird eine Fachgebühr nicht erhoben.

2. In Postorten, wo die Zustellung der Postanweisungsbeträge stattfindet, hat der Empfänger, der sich die Abholung der an ihn einlangenden Postanweisungen vorbehält, eine Fachgebühr monatlicher 2 *K* zu entrichten. Empfänger, welche ein Brieffach besitzen, sind von der Entrichtung der Fachgebühr für Postanweisungen enthoben.

3. In Postorten, wo die Paketbestellung eingeführt ist, hat der Empfänger, der sich die Abholung der an ihn ein-

1899 langenden Pakete vorbehält, eine Magazinsgebühr zu richten. Dieselbe beträgt in Wien 10 *K*, in anderen Pos 6 *K* für den Monat. Ueberdies hat der Empfänger für binnen 48 Stunden nach geschehener Avisirung nicht gene Sendung eine Lagerzinsgebühr, und zwar für Send bis 5 Kilogramm einschliesslich 3 *h*, für schwerere Send 5 *h* pro Tag und Stück zu entrichten.

In Fällen, wenn Empfänger sich die Abholung ein Pakete oder Postanweisungen vorbehalten, wird die gazins-, beziehungsweise Fachgebühr nicht erhoben. I chen Fällen diese Gebühren für poste restante einlan Pakete (Postanweisungen) zur Erhebung zu gelangen bestimmen die reglementären Postvorschriften.

Die Fach- und die Magazinsgebühr ist mindester einen Monat im voraus zu entrichten.

§ 25.

Nachsendung.

Für Pakete und für Briefe mit Werthangabe wi Falle der Nachsendung das Porto und die Versiche gebühr von Bestimmungsort zu Bestimmungsort zugesch der Portozuschlag von 12 *h* wird jedoch für die Nachse nicht erhoben. Für andere Sendungen findet ein neuer A von Porto nicht statt. Recommandations-, Postanweis und Postauftragsgebühren, sowie die Gebühr von 1 *K* für dringende Paketsendungen wird bei der Nachse nicht noch einmal angesetzt.

Nur bei Nachsendung von Briefen, welche ursprü nach dem Bestellbezirke (Localtaxrayon) des Aufgab ortes gerichtet waren, nach anderen ausserhalb des B bezirkes (Localtaxrayon) des Aufgabepostortes gelegenen wird im Falle, wenn sie nur mit der Ortsbrieftaxe fr waren, das Ergänzungsporto in Anrechnung gebracht frankirte oder nicht hinreichend frankirte derlei Briefe liegen bei dieser Nachsendung demselben Porto, als schon ursprünglich nach dem neuen Bestimmungsort richtet gewesen wären.

§ 26.

Rücksendung.

Für zurückzusendende Pakete und für Briefe mit W angabe ist das Porto und die Versicherungsgebühr fü Hin- und für die Rücksendung zu entrichten; der zuschlag von 12 *h* wird jedoch für die Rücksendung erhoben. Für andere Gegenstände findet ein neuer A nicht statt. Recommandations-, Postanweisungs- und Po

ragsgebühren werden bei der Rücksendung nicht noch ein- 1899
nal in Anrechnung gebracht.

§ 27.

Zurückziehung von Postsendungen und Abänderung von Aufschriften durch den Absender.

Wenn die zur Post eingelieferten Sendungen vom Absender vor der Zustellung an den Empfänger zurückgenommen werden, so findet eine Erstattung von Porto für frankirte Sendungen nicht statt. Nur für Briefe mit Werthangabe und für Pakete wird, falls die Sendung noch nicht abgegangen ist, von der Postanstalt das Franco bei Rückgabe des Briefumschlages oder der Postbegleitadresse rückerstattet. Der Kaufpreis der Begleitadresse wird nicht rückersetzt.

Ist eine derartige Sendung, welche zurückgezogen wird, bereits abgesandt, so hat der Absender das Porto etc. wie bei einer gewöhnlichen Rücksendung nach Maassgabe der wirklich zurückgelegten Beförderungsstrecke zu entrichten, beziehungsweise findet zutreffendenfalls ein entsprechender Rückersatz des bei der Einlieferung gezahlten Francos statt.

Für das von der Aufgabepostanstalt wegen Rücksendung oder Abänderung der Aufschrift auszufertigende und abzusendende Verlangschreiben oder Telegramm hat der Absender im voraus zu entrichten:

1. wenn die Uebermittlung brieflich erfolgt, die Taxe für einen einfachen recommandirten Brief;

2. wenn die Uebermittlung auf telegraphischem Wege geschieht, die Taxe des Telegrammes nach dem gewöhnlichen Tarife.

§ 28.

Unbestellbarkeitsmeldungen.

Wenn im Falle der Unbestellbarkeit einer Postsendung von der Bestimmungspostanstalt an die Aufgabepostanstalt eine Meldung erlassen wird, so hat der Absender für die Beförderung der Meldung und der darauf an die Bestimmungspostanstalt abzulassenden Antwort eine Gebühr von 25 *h* zu entrichten.

§ 29.

Lauf- (Nachfrage-) Schreiben.

Die Gebühr für den Erlass eines Lauf- (Nachfrage-) Schreibens bezüglich eines zur Post gelieferten Gegenstandes beträgt 25 *h*.

Für Laufschreiben wegen bescheinigter Sendungen ist die Gebühr vor dem Erlasse des Laufschreibens zu entrichten;

1899 die Rückerstattung erfolgt, wenn sich ergibt, dass die
frage durch Verschulden der Post herbeigeführt worde
Bei Sendungen gegen Rückschein erfolgt im Falle, wen
selbe binnen der gehörigen Frist nicht zurückgelangt is
Erlass des Laufschreibens unentgeltlich. Für Laufsch
wegen gewöhnlicher Briefsendungen soll diese Gebühr
nachträglich und nur in denjenigen Fällen erhoben w
in welchen die erfolgte Aushändigung der Sendung a
Empfänger festgestellt ist.

Für Laufschreiben, welche von portofreien Behörde
Aemtern aufgegebene Sendungen betreffen, wird eine G
nicht erhoben.

§ 30.

Portofreiheiten.

Die bestehenden Portobefreiungen und sonstigen Gebü
begünstigungen werden durch diese Taxordnung nicht be

2551.

25 novembre 18

**Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce sur l'i
duction de nouveaux timbres de poste, télégrap
téléphone.**

R. G. Bl. 1899, Nr.

*Verordnung des Handelsministeriums vom 25. November
betreffend die Hinausgabe neuer Post-, Telegraphen- und
phon-Werthzeichen.*

An Stelle der gegenwärtig im Gebrauche stehenden
franco-, Postporto- und Zeitungs-Francomarken werden
Marken mit der Werthbezeichnung in Kronenwährung i
genden Kategorien aufgelegt:

a) Postfrancomarken:

zu	1	Heller	in	violetter	Farbe
„	2	„	„	grauer	„
„	3	„	„	brauner	„
„	5	„	„	grüner	„
„	6	„	„	orangegelber	„
„	10	„	„	rosarother	„
„	20	„	„	rothbrauner	„
„	25	„	„	dunkelblauer	„
„	30	„	„	rothvioletter	„
„	40	„	„	hellgrüner	„

zu	50 Heller	in	blauer	Farbe	1899
„	60 „	„	brauner	„	
„	1 Krone	„	rosarother	„	
„	2 Kronen	„	grauvioletter	„	
„	4 „	„	hellgrüner	„	

b) Postportomarken:

zu 1, 2, 4, 6, 10, 12, 15, 20, 40 und 100 Heller in dunelbrauner Farbe.

c) Zeitungs-Francomarken:

zu	2 Heller	in	dunkelblauer,
„	6 „	„	orangegelber,
„	10 „	„	brauner und
„	20 „	„	rother Farbe.

d) Postfrancomarken für die österreichischen ostanstalten in der Levante:

zu 5, 10, 25, 50 Heller, 1 Krone, 2 und 4 Kronen mit em Ueberdrucke in türkischer Währung.

Die auf den postämtlichen Briefcouverts, auf den Correpondenzkarten, Kartenbriefen, Streifbändern, Blanketten für nter Stundung der Gebühr aufgegebene Telegramme, Telerammaufgabescheinen, Telephonsprechkarten eingeprägten larken enthalten die Werthbezeichnung ebenfalls in Kronenährung.

Die auf sonstigen Postwerthzeichen vorkommenden Anaben über Geld- und Werthbeträge sind in Kronenwährung usgedrückt.

Der Verkaufspreis der neuen Postanweisungs- und Postuftragsblankette wird mit 2 Heller pro Stück festgesetzt.

Die neuen Postfrancomarken sind in überhöhter rechtkiger Form mit ausgezackten Rändern ausgeführt und auf nem mit feinen braunschwarzen Fasern versehenen Papier edruckt.

Die auf Heller lautenden Postfrancomarken zeigen das opfbild Seiner Majestät des Kaisers nach links gewendet, on einem Schriftbande umrahmt, welches oben und unten as Wort „Heller", rechts und links die Worte „kais. königl. sterr. Post", und zwar bei den Postfrancomarken zu 1, 2, 3, , 6, 10, 20, 25 und 30 Heller farbig auf weissem Grunde, ei jenen zu 40, 50 und 60 Heller aber in weisser Schrift uf farbigem Grunde enthält.

Das Schriftband wird an den vier Ecken, und zwar bei en Postfrancomarken zu 1, 2, 3, 5 und 6 Heller durch kreisnde Guillochen, bei jenen zu 10, 20, 25 und 30 Heller durch uadrate, und bei den Postfrancomarken zu 40, 50 und 60 Heller urch längliche Sechsecke, in welchen die Werthziffer in chwarzdruck enthalten ist, unterbrochen.

1899 Sämmtliche vorbezeichneten Marken werden im B
drucke hergestellt.

Die Postfrancomarken zu 1 Krone, 2 und 4 Kronen ze
ebenfalls das Kopfbild Seiner Majestät des Kaisers, jedoc
Reliefmanier ausgeführt und nach rechts gewendet. Dass
ist zunächst von einer Perlenschnur und dann von ei
ovalen Schriftbande umrahmt, auf welchem auf farbi
Grunde die lichte Aufschrift: „Kais. Koenigl. österr. Post"
oben und unten ebenfalls auf farbigem Grunde die li
Werthbezeichnung „Krone", beziehungsweise „Kronen"
befindet. Dieses ovale Schriftband ist an den vier Ecken
Kreisen unterbrochen, welche auf farbiger Guilloche
weisse Werthziffer enthalten. Am Fusse dieser Marken
findet sich die weisse Werthbezeichnung „Eine Kro
beziehungsweise „Zwei Kronen" und „Vier Kronen" auf ei
horizontal schraffirten Grunde.

Diese Marken sind in Kupferdruck hergestellt.

In der Ausführung der neuen Postportomarken tritt geg
über den derzeit in Verwendung stehenden eine Aender
nur insoferne ein, als das mittlere weisse Feld das W
„Heller" enthält.

Die neuen Zeitungsfrancomarken werden in quadratisc
Form hergestellt. Sie enthalten den Mercurkopf und in
vier Ecken die Werthziffer in der Farbe des Markenbil
Diese Marken werden ebenfalls auf einem mit feinen bra
schwarzen Fasern versehenen Papier gedruckt.

Die auf den postämtlichen Briefcouverts, Kartenbrie
Correspondenzkarten, Streifbändern etc. eingeprägten P
werthstempel gleichen hinsichtlich der Farbe den betreffen
gleichwerthigen Postfrancomarken.

In Bezug auf die Form zeigen dieselben das Kopf
Seiner Majestät des Kaisers nach links gewendet, von ei
farbigen Schriftbande umrahmt, das unten rechteckig, o
von einem Halbkreise abgeschlossen ist, auf welchem rec
und links die weisse Aufschrift: „Kais. Koenigl. österr. Po
und unten die weisse Werthbezeichnung „Heller" sich
findet. Dieses mit einer Perlenschnur umgebene Schriftb
ist in jedem der beiden unteren Ecken, sowie in der Mi
oben durch ein rechteckiges, beziehungsweise ein trapez
miges Feld unterbrochen, auf welchem auf lichtem Gru
die farbige Werthziffer sich befindet.

Die oberen Ecken des Postwerthzeichenstempels zeig
eine ornamentale Ausfüllung und ist dieselbe oben und un
mit architektonischen Abschlüssen versehen.

Die für den Gebrauch der österreichischen Postanstal
in der Levante bestimmten neuen Postwerthzeichen werd

wie bisher mit einem den Werth der Marke in türkischer 1899
Währung darstellenden Ueberdrucke versehen.

Die Kartenbriefe der neuen Emission werden keinerlei textlichen Vordruck enthalten.

Die Postfrancomarken in den Werthbeträgen zu 1, 3, 5 und 25 Heller werden anfangs December 1899 in Verkehr gesetzt und können sofort zur Frankirung verwendet werden. Die Hinausgabe der übrigen Werthzeichen der Emission wird successive erfolgen.

Von den gegenwärtig in Verwendung stehenden Postwerthzeichen werden die Zeitungszustellungsmarken, die Postauftragsblankette, die Blankette zu den Postbegleitadressen, zu den Postanweisungen und zu den Postbegleitadressen mit Nachnahme-Postanweisung im internen und internationalen Verkehre, ferner die Blankette für unter Stundung der Gebühr aufgegebene Telegramme am 31. December 1899, die übrigen Marken und sonstigen Postwerthzeichen am 31. März 1900 gänzlich aus dem Verkehre gezogen und dürfen nach diesen Terminen nicht mehr im Postverkehre verwendet werden.

Die in den Händen des Publicums befindlichen Post-, Telegraphen- und Telephon-Werthzeichen der gegenwärtigen Emission können bis Ende December 1900 bei allen Postämtern gegen neue Postwerthzeichen im gleichen Werthbetrage umgetauscht werden.

Stibral m. p.

2552.

3 décembre 1899.

Ordonnance ministérielle interdisant l'entrée et le débit de certains appareils galvanisés et soi-disant hygiéniques.

R. G. Bl. 1899, Nr. 257.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 3. December 1899, mit welcher der Vertrieb und die Einfuhr von vorgeblich zu Heil- und Gesundheitszwecken bestimmten galvanischen Apparaten verboten wird.

Auf Grund eines Gutachtens und Antrages des Obersten Sanitätsrathes wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung der Vertrieb und die Einfuhr von Apparaten, welche aus galvanische Elemente bildenden Gliedern oxydirbarer Metalle, insbesondere Kupfer und Zink bestehen, und vorgeblich zu Heil- und Gesundheitszwecken am blossen

1899 menschlichen Körper getragen werden sollen, wie der
nannten galvanischen Kreuze, Ringe, Ketten, Gürtel, U
Sohleneinlagen und dergleichen aus sanitätspolizeilichen
sichten verboten, da die Verwendung, beziehungsweise
Tragen derartiger Apparate Hautkrankheiten und selbst
giftungen verursachen kann.

Auf Apparate, welche gemäss ärztlicher Anordnung
gefertigt und verwendet werden, findet diese Verord
keine Anwendung.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmac
in Kraft.

Koerber m. p. *Stibral* m. p. *Kniaziołucki* m. p.

2553.

16 décembre 18

Publication du Ministère I^l R^l des finances concer
la couleur à donner aux signes et preuves d'ide
des tissus introduits pour être brodés sous le bén
du traitement par acquit-à-caution.

R. G. Bl. 1899, Nr. 2

Kundmachung des Finanzministeriums vom 16. December 1
betreffend die Feststellung der Farbe für die im Stickere
edlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identi
bezeichnungen.

Mit Beziehung auf die Verordnung vom 27. März 1
R. G. Bl. Nr. 56, betreffend die zollämtliche Behandlung
Stickereiveredlungsverkehres, wird angeordnet, dass in
Zeit vom 1. Januar bis Ende December 1900 an den Gewe
welche im Stickereiveredlungsverkehre eingeführt wer
die Identitätsstempel in blauer Farbe anzubringen sind.

Kniaziołucki m. p.

2554.

20 décembre 189

Ordonnance du Ministère I^l R^l concernant l'introduct
des lois autrichiennes sur la protection des marques c
merciales près le tribunal consulaire à Tanger (Ma
avec faculté de juger, en 1ère instance, les délits co
cette loi.

R. G. Bl. 1899, Nr. 25

MAROC.

Verordnung des Gesammtministeriums vom 20. December 1899, betreffend die Einführung der österreichischen Markenschutzgesetze bei dem k. u. k. Consulargerichte in Tanger (Marocco) und die Ausdehnung der Gerichtsbarkeit des letzteren auf die selbstständige Judicatur über die Vergehen gegen die erwähnten Gesetze. 1899

Im Einverständnisse mit der königlich ungarischen Regierung und nach Einvernehmen mit dem gemeinsamen Minister des Aeussern wird auf Grund der §§ 9 und 10 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit, das Gesetz vom 6. Januar 1890, R. G. Bl. Nr. 19, betreffend den Markenschutz, sammt der Novelle vom 30. Juli 1895, R. G. Bl. Nr. 108, hiermit in Bezug auf die österreichischen Staatsangehörigen ausdrücklich als für das Consulargericht in Tanger geltend erklärt und wird gleichzeitig die Gerichtsbarkeit des letzteren, auf Grund des § 2 des Gesetzes über die Consulargerichtsbarkeit, in der Weise ausgedehnt, dass es ermächtigt wird, in Betreff der strafgerichtlichen Verfolgung und Ahndung von Vergehen gegen die Markenschutzgesetze ganz so vorzugehen, wie wenn es sich dabei um Uebertretungen handeln würde.

Das Consularobergericht in Constantinopel hat diesbezüglich die Gerichtsbarkeit in zweiter Instanz auszuüben.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1900 in Kraft.

Clary m. p.
Wittek m. p.
Kindinger m. p.
Hartel m. p.
Welsersheimb m. p.
Koerber m. p.
Chledowski m. p.
Stibral m. p.
Kniaziolucki m. p.

2555.

21 décembre 1899.

Ordonnance du Ministère I^1 R^1 de la Justice publiant les dispositions du code allemand de procédure civile, valables à partir du 1 janvier 1900, sur l'exécution des jugements étrangers.

R. G. Bl. 1899, Nr. 253.

Verordnung des Justizministers vom 21. December 1899, womit die vom 1. Januar 1900 an geltenden Vorschriften der deutschen Civilprocessordnung über die Zwangsvollstreckung aus ausländ-

1899 *dischen Urtheilen und das Maass der durch diese Bestimm*
verbürgten Gegenseitigkeit bekanntgemacht werden.

Die im Deutschen Reiche vom 1. Januar 1900 ar
tende Civilprocessordnung in der Fassung des Gesetzes
17. Mai 1898 (Reichsgesetzblatt Nr. 25, S. 410 ff.) er
über die Zwangsvollstreckung aus ausländischen Urtl
die nachstehenden Vorschriften:

§ 722.

„Aus dem Urtheil eines ausländischen Gerichtes
die Zwangsvollstreckung nur statt, wenn ihre Zulässi
durch ein Vollstreckungsurtheil ausgesprochen ist.

Für die Klage auf Erlassung desselben ist das
gericht oder Landgericht, bei welchem der Schuldner s
allgemeinen Gerichtsstand hat, und in Ermangelung
solchen das Amtsgericht oder Landgericht zuständig.
welchem in Gemässheit des § 23 gegen den Schuldner
erhoben werden kann."

§ 723.

„Das Vollstreckungsurtheil ist ohne Prüfung der Ge
mässigkeit der Entscheidung zu erlassen.

Das Vollstreckungsurtheil ist erst zu erlassen, wenn
Urtheil des ausländischen Gerichtes nach dem für d
Gericht geltenden Rechte die Rechtskraft erlangt hat. E
nicht zu erlassen, wenn die Anerkennung des Urtheiles
§ 328 ausgeschlossen ist."

§ 328.

„Die Anerkennung des Urtheiles eines ausländischen
richtes ist ausgeschlossen:

1. wenn die Gerichte des Staates, dem das ausländi
Gericht angehört, nach den deutschen Gesetzen nicht
ständig sind;

2. wenn der unterlegene Beklagte ein Deutscher ist
sich auf den Process nicht eingelassen hat, sofern die
Process einleitende Ladung oder Verfügung ihm wede
dem Staate des Processgerichtes in Person, noch durch
währung deutscher Rechtshilfe zugestellt ist;

3. wenn in dem Urtheile zum Nachtheil einer deuts
Partei von den Vorschriften des Artikels 13, Absatz 1, 3
der Artikel 17, 18, 22 des Einführungsgesetzes zum bür
lichen Gesetzbuche oder von der Vorschrift des auf den
tikel 13, Absatz 1 bezüglichen Theiles des Artikels 27
selben Gesetzes oder im Falle des Artikels 9, Absatz 3
Nachtheile der Ehefrau eines für todt erklärten Auslän
von der Vorschrift des Artikels 13, Absatz 2 abgewichen

4. wenn die Anerkennung des Urtheiles gegen die guten 1899
Sitten oder gegen den Zweck eines deutschen Gesetzes verstossen würde;

5. wenn die Gegenseitigkeit nicht verbürgt ist.

Die Vorschrift der Nr. 5 steht der Anerkennung des Urtheiles nicht entgegen, wenn das Urtheil einen nicht vermögensrechtlichen Anspruch betrifft und nach den deutschen Gesetzen ein Gerichtsstand im Inlande nicht begründet war."

Die kaiserlich deutsche Regierung hat erklärt, dass bei der Anwendung dieser gesetzlichen Bestimmungen im Deutschen Reiche, soweit die bisherige Praxis der dortigen Gerichte einen Schluss gestattet, alle jene Beschlüsse und Bescheide österreichischer Gerichte die Zwangsvollstreckung begründen können, welche einen Rechtsstreit zwischen Parteien auf Grund eines beiden Parteien Gehör gewährenden, ordentlichen oder summarischen processualen Verfahrens erledigen, wobei es nicht darauf ankomme, ob die Beschlüsse und Bescheide auch in den äusseren Formen eines Urtheiles ergangen sind und ob auch thatsächlich beide Parteien verhandelt haben.

Betreffs der Sprüche von Schiedsrichtern und Schiedsgerichten erklärte die deutsche Regierung, dass auf sie zwar nicht die §§ 722, 723, wohl aber die Vorschriften des zehnten Buches der deutschen Civilprocessordnung Anwendung finden. Nach der Rechtsprechung des Reichsgerichtes könne als Grundsatz gelten, dass aus einem ausländischen Schiedsspruche bei den deutschen Gerichten ein Vollstreckungsurtheil beantragt werden kann, soferne der Schiedsspruch gemäss den bezeichneten Vorschriften der deutschen Civilprocessordnung ergangen und nicht etwa nach dem für das fragliche Rechtsverhältnis maassgebenden ausländischen Rechte als unwirksam anzusehen ist.

Für die Zwangsvollstreckung im Deutschen Reiche kommen sonach die im § 1 der Executionsordnung vom 27. Mai 1896, R. G. Bl. Nr. 79, unter Z. 1, 2 und 3 angeführten Executionstitel, einschliesslich der Entscheidungen über die Kosten des Verfahrens, dann die mit der Wirkung der Vollstreckbarkeit ausgestatteten ämtlichen Auszüge aus dem während des Concursverfahrens aufgenommenen Liquidirungsprotokolle (§ 1, Z. 7 der Executionsordnung) und die Urtheile der Gewerbegerichte (§ 1, Z. 11 der Executionsordnung), endlich unter den im zehnten Buche der deutschen Civilprocessordnung, insbesondere in den §§ 1025, 1026, 1039, 1041, 1042, 1045 bis 1048 erwähnten Voraussetzungen, auch die einer Anfechtung vor einer höheren schiedsgerichtlichen Instanz nicht mehr unterliegenden Sprüche von Schiedsrichtern und Schiedsgerichten (§ 1, Z. 16 der Executionsordnung) in Betracht.

1899 In diesem Maasse ist auch die Gegenseitigkeit als bürgt anzusehen, wenn es sich gemäss § 79 der Execut ordnung um Executionen auf Grund von Acten und Urku handelt, die im Deutschen Reiche errichtet wurden.

Die Bewilligung der Execution oder der angesu Executionshandlung ist, gleichwie in den Fällen des § 81 bis 4 der Executionsordnung, dann zu versagen, wenn Anerkennung des deutschen Urtheiles gegen den Zweck hierzulande geltenden Gesetzes verstossen würde.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1900 an Stelle bisher geltenden vom 10. December 1897, R. G. Bl. Nr. in Wirksamkeit.

Kindinger m. p.

2556.

22 décembre 189

Circulaire du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrang aux missions I[les] et R[les] à l'égard de certaines mesu à prendre quant au rapatriement des sujets autrichi ou hongrois en temps de maladies contagieuses.

Archives du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangè

In der Anlage erhält die k. und k. Mission zu de Information den Abdruck eines an die k. und k. See-Consu ämter erlassenen Circulares, worin dieselben aufgefor werden, mit Rücksicht auf die Gefahr der Einschleppung ansteckenden Krankheiten, bei der Repatriirung uns Staatsangehörigen gewisse sanitäre Vorsichtsmaassregeln beobachten.

Wien, am 22. December 1899.

Für den Minister:
H. Lützow.

Auf dem österreichischen Lloyddampfer „Berenice" ein Individuum, welches seitens einer k. und k. Consu behörde in Brasilien behufs Zurückbeförderung aus Santo die Heimat auf den Dampfer überstellt worden war, der erlegen.

Es besteht der Verdacht, dass die Pest unter die Sch mannschaft durch dieses Individuum eingeschleppt wu Falls sich diese Vermuthung auch nicht bewahrheiten so erscheint es doch mit Rücksicht auf die gegenwärtige Ge der Einschleppung ansteckender Krankheiten aus überseeis Ländern dringendst geboten, dass dem Gesundheitszust

solcher Individuen, welche von Amtswegen behufs ihrer Re- 1899
patriirung einem in die Heimat zurückkehrenden Schiffe übergeben werden, vollste Aufmerksamkeit zugewendet und die Heimbeförderung solcher Personen erst dann veranlasst werde, wenn durch vorangegangene verlässliche ärztliche Untersuchung, eventuell durch zureichende Beobachtung des Gesundheitszustandes derselben und nach durchgeführter Desinfection ihrer Effecten der Gesundheitszustand als sanitär unbedenklich erachtet werden kann.

Im Einvernehmen mit den obersten Sanitätsverwaltungen beider Ländergebiete der Monarchie wird das k. und k. Consularamt demnach zur sorgfältigsten Beobachtung der gedachten Vorsichtsmaassregeln aufgefordert.

Wien, am 22. December 1899.

Für den Minister:
H. Lützow.

2557.

22 décembre 1899.

Circulaire du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères à l'égard de certaines précautions à prendre par les autorités consulaires avant l'embarquement, dans les ports infectés, d'individus à rapatrier.

Archives du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères.

Paragraph 18 des durch den ungarischen Gesetzartikel XXX vom Jahre 1891 inarticulirten, am 28. März v. J. zwischen der k. ung. Regierung und der ung. Seeschifffahrts-Actiengesellschaft „Adria" abgeschlossenen Vertrages lautet wie folgt:

„Die Gesellschaft ist verpflichtet, in den von ihren Schiffen „berührten Häfen des Auslandes über schriftliche Aufforde„rung der k. und k. Consularbehörden oder k. und k. Ge„sandtschaften die heimzusendenden Seeleute oder andere mit „der Seereisebewilligung (dem Seedienstbuche) versehenen In„dividuen zu übernehmen und selbe in den Fällen ganz un„entgeltlich, folglich auch ohne Anspruch auf die Vergütung „der Verpflegskosten, nach Fiume oder einen anderen auf der „Fahrt anzulaufenden ungarischen oder österreichischen Hafen „zu überschiffen, als nicht die allenfalls gesetzlich dem Rheder „oder dem Bergungserlös obliegende Kostenvergütung der „Heimsendung durch die betreffende Behörde hereingebracht „wird. Den obigen kostenfrei beförderten Individuen wird „Unterkunft und Verpflegung gleich den Passagieren dritter

1899 „Classe gewährt werden, und steht es dem Capitän
„Dampfers frei, sie eventuell während der Ueberfahr
„Schiffsdienste zu verwenden; die gesellschaftlichen Ag
„und Capitäne können aber in der Regel nicht verh
„werden, gegen ihre Zustimmung mehr als vier Indivi
„auf einem Schiffe zu gleicher Zeit zu übernehmen.

„Für sonstige, über schriftliche Aufforderung der k
„k. Consularämter oder k. und k. Gesandtschaften hei
„sendende mittellose ungarische oder österreichische St
„angehörige ist jedesmal die Passagiergebühr der dritten C
„nebst den Verpflegskosten mit täglich 50 kr. in Gol
„vergüten, welche Vergütung durch die k. ung. Seebel
„über den Nachweis der stattgefundenen Beförderung v
„lasst werden wird. Sind diese mittellosen Angehö
„Stellungspflichtige, so ist ihnen freie Fahrt zu gewähre

„In gleicher Art wird auch den im Alinea 1 dieses
„graphen ausgenommenen Fällen der Hereinbringung
„Ersatzes für den Transport von Seeleuten die nachträg
„Erfolgung der Vergütung an die Gesellschaft veran
„werden.

„Dieselben Bedingungen, wie für den Transport m
„loser ungarischer oder österreichischer Staatsangehör
„haben auch für die über Ansuchen einer Behörde der ö
„reichisch-ungarischen Monarchie in ihre Heimat abgescha
„Ausländer Anwendung zu finden."

Unter den in diesem Paragraph aufgestellten Bedingu
hat sich ferner die Adria-Gesellschaft in einer am 15.
cember v. J. rechtskräftig ausgestellten Erklärung verl
lich gemacht, auch den Transport von Häftlingen im
der Anwendbarkeit ihrer Schiffe für diesen Zweck zu
nehmen, mit der Maassgabe, dass die Einschiffung derse
durch die Consulatsbehörden im Einvernehmen mit
Agentien erfolgen, dass am Bord das Schiffspersonal der
sellschaft zugleich mit den behördlichen Organen die U
wachung dieser Individuen übernehmen werde, und
während des Aufenthaltes in den Häfen erforderlichenfall
Hilfe der Consulatsbehörden für die Beaufsichtigung der
linge in Anspruch genommen werden könne.

Schliesslich wird noch bemerkt, dass die ungarische
schifffahrts-Actiengesellschaft „Adria" im § 23 des oberwäh
Vertrages auch die Verpflichtung übernommen hat, im
teresse des Seedienstes, zu Amtszwecken, sowie auf Wu
des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern auch zu and
Zwecken reisenden Organen, auf ihren zum Personenver
eingerichteten Dampfern freie Fahrt zu gewähren.

Von Vorstehendem wird das k. und k. Consularam
seiner Darnachachtung in Kenntnis gesetzt, mit dem

suchen, soweit nothwendig, auch die unterstehenden Consular- 1899
ämter mit entsprechenden Instructionen zu versehen.

Wien, am 19. Mai 1892.

2558.

28 décembre 1899.

Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce concernant l'introduction d'un contrôle uniforme des feux et moyens de signalement prescrits par l'ordonnance du 17 avril 1897 en vue d'éviter les collisions sur mer.

R. G. Bl. 1899, Nr. 254.

Verordnung des Handelsministeriums vom 28. December 1899, betreffend die gleichförmige Einrichtung, Ueberwachung und Untersuchung der Lichter und Signalmittel auf Grund der Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstössen auf See (Verordnung des k. k. Handelsministeriums vom 17. April 1897, R. G. Bl. Nr. 95).

Einleitende Bestimmungen.

Schiffe und Fahrzeuge dürfen, die Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstössen auf See befolgend, keine anders eingerichteten Lichter und Signalmittel zeigen, verwenden und in keiner anderen Weise gebrauchen, als wie dies durch die nachstehenden Vorschriften bestimmt ist und ihnen ihrer Gattung und Grösse nach zukommt.

Die Anzahl und Gattung der Lichter und Signalkörper, welche an Bord vorräthig zu sein haben, ist aus der Tafel I zu entnehmen.

Bei jedem k. k. Hafen- und See-Sanitäts-Capitanate hat je ein Muster der verschiedenen Gattungen der vorgeschriebenen Laternen in vollkommen ausgerüstetem Zustande vorhanden zu sein, welches dort zur Ansicht aufzubewahren ist.

Lichter.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel I.

Alle Lichter, welche von Schiffen und Fahrzeugen im Sinne der Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstössen auf See zu führen oder zu zeigen sind, müssen den nach-

1899 stehenden Bestimmungen entsprechend eingerichtet und de
art angebracht oder aufgestellt werden, dass deren u
behinderte Sichtbarkeit unter allen Umständen und Verhä
nissen gewahrt erscheint. Bei Segelschiffen darf eine Aenderu
der Segellage oder eine Vermehrung der Segel die Sichtb
keit der Lichter in keiner Weise beeinträchtigen. Die Inne
bordbeleuchtung der Schiffe darf niemals Anlass geben, da
eine Verwechslung mit einem der vorschriftsmässig zu führ
den Lichter stattfinden kann.

Die elektrischen Leitungen sämmtlicher zu Lichtern v
wendeten Glühlampen müssen derart geschützt sein, dass B
schädigungen irgend welcher Art möglichst vermieden werd

Die Laternen und Lampen sämmtlicher zur Führung v
geschriebenen Lichter sind am Bord an einem hierzu möglich
geeigneten, entsprechend geschützten Orte, womöglich a
Deck, aufzubewahren. Die Ersatzlaternen und Lampen d
Seiten- und Focklichter sind auf Dampfern im Brückenhäu
chen oder auf Deck in einer eigenen Lichtkammer zu ve
wahren. Die Reinigung, Instandhaltung und Aufbewahru
sämmtlicher Lichter ist einer hierfür bestimmten, in d
Schiffsrolle in dieser Anstellung vorzumerkenden geeignet
Person der Schiffsbemannung anzuvertrauen, welche in dies
Eigenschaft seitens der hierzu berufenen Behörden neb
dem Schiffer zur Verantwortung gezogen werden kann. Hie
durch wird jedoch die Verantwortlichkeit anderer mit d
Behandlung der Lichter zeitweilig beauftragten oder dazu b
rufenen Personen nicht aufgehoben.

Seitenlichter.

Artikel II.

§ 1.

Aufstellung.

Schiffe haben ihre Seitenlichter womöglich vor der Mitte
section und thunlichst weit gegen vorne an der betreffend
Bordseite an solcher Stelle, in solcher Art und Höhe anz
bringen, dass deren vorgeschriebene Sichtbarkeit gewahrt i
und dieselben vor Beschädigung durch Wellenschlag na
Möglichkeit geschützt sind. Als solche Plätze eignen sich d
Seitenenden der Commandobrücken, das Vorcastell, die höchs
gelegenen, äussersten Theile der Radkästen, eigens hier
eingerichtete Krahne, Ausleger, Plattformen oder Lich
thürmchen.

Die Verwendung von Bootskrahnen für die Führung v
Seitenlichtern ist nicht gestattet.

§ 2. 1899

Schirme und Plattformen.

Die Schirme und Plattformen der Seitenlichter sind auf ıem der oberwähnten oder sonst entsprechenden Orte frei n jedwedem Hindernisse anzubringen und verlässlich zu be- ıtigen.

Sind solche Schirme auf eigens eingerichteten Krahnen, ıslegern oder Plattformen angebracht, so müssen dieselben rart aussenbords reichen, dass die Seitenlichter in der rgeschriebenen Richtung ohne Unterbrechung sichtbar sein nnen.

Segelschiffe und Segelfahrzeuge von weniger als 80 Tonnen utto-Raumgehalt, welche keine Quersegel führen und ohne hinderung der Handhabung der Segel und des laufenden ıtes die Lichter nicht auf Krahnen führen können, dürfen ıttform und Schirm an den Fockwanten befestigen; die- ben müssen jedoch derart angebracht sein, dass sie dem rgeschriebenen Zwecke vollkommen entsprechen.

Die Schirme der Seitenlichter müssen eine solche Länge sitzen, dass sie vom Mittelpunkte der Flamme gemessen ndestens 91 Centimeter vor den Lichtern hervorragen. Die- ben haben parallel zur Kielrichtung derart befestigt und t das Licht so abgeblendet zu sein, dass die von der sseren Kante der Kopfleiste des Schirmes (Tafel II, guren 1 und 2 *a)* zur inneren Kante des Dochtes oder des ktrischen Glühkörpers gezogene Linie, beziehungsweise die rch die äussere Fläche der Aussenleiste gebildete Ebene t der Kielrichtung parallel ist (Tafel II, Figuren 3 *b* und). Falls an den Laternen der Seitenlichter keine ent- echende Einrichtung besteht, damit das volle Licht der itenlichter wirklich nur bis auf zwei Striche über die varsrichtung nach achter sichtbar sei, so ist die achtere ıerwand des Schirmes derart zu verfertigen, dass der her- rragende Theil das Seitenlicht in der vorgeschriebenen chtung nach achter abblendet (siehe Tafel II, Figuren 5 *c* d 6 *c*). Die Höhe der Schirme muss der Höhe der Laternen ndestens gleichkommen. Der Schirm des Steuerbord-Seiten- ıtes hat grün, jener des Backbord-Seitenlichtes hat roth gestrichen zu sein.

Um einer Verwechslung des grünen und rothen Seiten- ıtes bei ihrer Aufstellung vorzubeugen, ist an den Platt- men, auf welchen die Lichter ruhen, an den Schirmen oder ı Laterngehäusen eine derartige Einrichtung anzubringen, ıs das grüne Licht nicht nur am Steuerbord, das rothe ht nur am Backbord ausgesetzt werden kann.

1899 Wenn auf kleinen Schiffen oder Lotsenfahrzeuge
tikel 6 und 8 der Vorschriften zur Verhütung von Zusa
stössen auf See) tragbare Seitenlichter angewendet
dürfen, sind die Schirme an den Laternen fix anzub
und können zum Umklappen eingerichtet sein.

Die Fläche der Plattform darf die Basis der Later
Seitenlichtes nur um Geringes überragen.

§ 3.

Lichtthürmchen.

Die zur Unterbringung der Seitenlichter dienende
möglichst weit gegen vorne aufzustellenden Lichtthür
müssen an ihrem vorderen Theile in entsprechender
eine Ausnehmung haben, um den Lichtstrahlen den A
in der vorgeschriebenen Richtung zu gestatten (Taf
Figuren 1 und 2).

Die Ausnehmungen müssen mit Glasfenstern aus
losem Glase bester Qualität, welche aus einem Stücke e
sind, abgeschlossen sein.

Wenn in der Lampe mehr als ein Docht verwendet
so ist die eben erwähnte Ausnehmung entsprechend g
zu halten. Ausserdem haben diese Lichtthürmchen mi
nungen oder mit einer Vorrichtung versehen zu sein,
es ermöglicht, zu prüfen, ob die Abblendung des Lich
der festgesetzten Weise erfolgt.

§ 4.

Oscillirende Schirme und kardanische Aufhän

Oscillirende Schirme (Tafel IV, Figuren 1, 2, 3
sind kardanisch aufgehängten Laternen im Allgemeine
zuziehen; nur bei Schiffen, welche einen häufiger
grossen Wechsel in der Trimm aufweisen, sind letzter
theilhafter.

Wenn die Seitenlichter kardanisch aufgehängt si
müssen die Punkte der Aufhängung mit dem Mittelpunk
Linsen in einer Horizontalebene liegen, damit der
unter dem sich die am meisten divergirenden Strahlen
einander kreuzen, möglichst constant bleibe. Sind jedo
Lichter und Schirme gemeinsam kardanisch aufgehän
fällt diese Vorsichtsmaassregel weg und kann die Ebe
Aufhängungspunkte unterhalb oder oberhalb des Linsen
punktes liegen.

Bei Seitenlichtern, welche mit oscillirenden Schirme
sehen oder kardanisch aufgehängt sind, können die
stärker konvex sein, als dies laut § 6, vorletzter Absa

fix angebrachten Lichtern mit Rücksicht auf eine eventuelle 1899
Neigung des Schiffes vorgeschrieben ist.

§ 5.

Laternen.

Die Laternen der Seitenlichter müssen aus Kupfer oder Weissblech erzeugt und innen durchaus gut verzinnt sein.

Sind die Laternen aus Kupfer erzeugt, so ist die Bordseite, auf welcher sie zu gebrauchen sind, durch eine metallene Aufschriftstafel auf denselben ersichtlich zu machen und überdies ist in der Thüre der Laterne eine mit einem gleichfarbigen Glase verdeckte kleine Oeffnung herzustellen.

Sind die Laternen aus Weissblech erzeugt, so müssen dieselben von aussen mit einer ihrem Glase und Schirme gleichen Farbe, daher die Seitenlichter der Steuerbordseite grün, jene der Backbordseite roth angestrichen werden.

Ueberdies sind die Laternen mit einer derartigen Einrichtung zu versehen, dass sie nur an der für sie bestimmten Bordseite aufgestellt werden können.

Die Luft- und Rauchöffnung der Laterne muss genügend gross und so eingerichtet sein, dass die Flamme durch den Luftzug nicht ausgelöscht werden kann und infolge starken Windes oder heftiger Bewegung des Schiffes nicht zu stark rauche. Diese Oeffnungen können bei Verwendung des elektrischen Lichtes geschlossen gehalten werden, um das Eindringen von Nässe zu verhindern und die Glühlampe gegen das Zerspringen zu sichern.

Die Laterne muss überdies derart verfertigt sein, dass Gischt oder Wasser nicht in solcher Menge eintreten kann, wodurch die Leuchtkraft des Lichtes auch nur im geringsten beeinträchtigt werde. Auch darf die Laterne zum Schutze der Linsen mit feinen, weitmaschigen, die Sichtbarkeit des Lichtes nicht beeinträchtigenden Metallgittern versehen sein.

Um sicherzustellen, dass das volle Licht der Seitenlichter wirklich bis auf zwei Striche über die Dwarsrichtung nach achter sichtbar sei, müssen die Laternen so eingerichtet sein, dass eine vom achteren Rande des Dochtes in der Richtung auf zwei Striche von der Dwarsrichtung nach achter gezogene Linie gerade noch den freien achteren Rand der Linse trifft.

Steht der Docht senkrecht auf die Kiellinie des Schiffes, so ist diese Linie von dem inneren Rande des Dochtes, und wenn mehrere Dochte angewendet sind, von dem inneren Rande des innersten Dochtes zu ziehen (siehe Tafel VI, Figuren 1, 2, 3).

Alle laut Tafel I vorgeschriebenen Laternen der Seitenlichter müssen von gleicher Beschaffenheit und Einrichtung sein.

1899 Die Form der Laternen der Seitenlichter ist aus Figuren 1 und 2 der Tafel V ersichtlich; die Dimensio sind aus der Tafel XIV, laut welcher die Schiffe in se Kategorien eingetheilt sind, zu entnehmen.

§ 6.

Linsen.

Die Verwendung von kreisbogenartig gekrümmten wöhnlichen Gläsern von gleichmässiger Dicke ist bei Seitenlichtern strenge untersagt und hiermit ausdrücklich geordnet, dass für die farbigen Seitenlichter ausschliess nur dioptrische (Tafel VII, Figur 1) oder planconvexe Lin (Tafel VII, Figur 2) zu gebrauchen sind.

Hiervon sind nur die Dampfschiffe mit weniger 40 Tonnen Brutto-Raumgehalt, die kleinen Dampfboote, Lots dampfer, Lotsen-Segelfahrzeuge mit weniger als 20 Ton Brutto-Raumgehalt ausgenommen, falls dieselben statt doppelfarbigen, statt der Laterne mit dem grünen und rot Schieber, Seitenlichter führen.

Die Linsen müssen aus Kron- oder Flintglas (Kryst erzeugt, vollkommen geschliffen, von Luftblasen oder ande sichtbaren Mängeln, wie Flecke oder verticale Risse, wel eine Streuung der Strahlen und Schwächung der Farbe wirken, gänzlich frei sein.

Um sicherzustellen, dass das austretende Licht von al in Betracht kommenden Punkten gleichmässig gesichtet w den kann, ist darauf zu achten:

1. dass die Krümmung der Linsen dem Sector ei Kreisbogens entspricht, und

2. dass der Halbmesser, welcher diesen Kreisbogen schreibt, vom Mittelpunkt der Flamme ausgeht, in welc Falle dann die Flamme von jedem in der nämlichen Horizon ebene liegenden Punkte der Linse gleichweit entfernt wird.

Der Umfang der Linsen der Seitenlichter muss, den die Laterne eingefassten Theil abgerechnet, hinreichend s um den vorgeschriebenen Winkel von 10 Strich einzuschlies deren Höhe darf in keinem Falle geringer sein als de Halbmesser.

Die Krümmung des äusseren Theiles der Planconv linsen und jene der betreffenden Theile der äusseren Fl der dioptrischen Linsen muss so angeordnet sein, dass h durch die gewünschte Vereinigung der Lichtstrahlen erre werde, wobei die Bedingung erfüllt sein muss, dass das L bei reiner Atmosphäre in dunkler Nacht auf eine Dist von nicht weniger als eine Seemeile gesichtet werden k

enn das Seitenlicht auch 20 Grade über oder unter der 1899
orizontalebene geneigt ist.

Die Dimensionen der vorgeschriebenen Linsen sind aus
r Tafel XIV zu entnehmen.

§ 7.

Farbe der Linsen.

Das Steuerbord-Seitenlicht muss von blau-grüner, das
ackbord-Seitenlicht von kirschrother Farbe sein, und beide
üssen eine solche Farbenstärke besitzen, dass die betreffen-
n Farben auf die vorgeschriebene Entfernung unter allen
mständen und Verhältnissen vollkommen deutlich unter-
hieden werden können.

Die Farbe der Seitenlichter darf nur erreicht werden
tweder mittelst gleichmässig gefärbter planconvexer Linsen
ler mittelst entsprechend gefärbter und gebogener Glas-
feln, welche zwischen der farblosen dioptrischen oder plan-
nvexen Linse und der Lichtquelle unmittelbar hinter der
steren fix eingesetzt oder eingeschoben werden. Da ge-
rbte Linsen viel Leuchtkraft absorbiren, so ist der letzt-
wähnten Art der Farbenerzeugung auch bei planconvexen
insen unbedingt der Vorzug zu geben. Wird die Färbung
s Lichtes in dieser Weise hervorgerufen, so müssen für die
ampe Glascylinder verwendet werden und ist die zum Ein-
hieben bestimmte Glastafel in einen metallenen Rahmen zu
ssen, um einem Bruche derselben möglichst vorzubeugen.
ieselbe muss von cylindrischer Form und solcher Ausdehnung
in, dass der Austritt von ausschliesslich farbigen Strahlen
sichert ist, und soll sich in der Krümmung der Innenfläche
r Linse anschmiegen. Im Laternengehäuse ist an ent-
rechender Stelle für das Einsetzen und unverrückbare Fest-
lten der farbigen Glastafel eine Führungsleiste anzubringen.

Um eine Verwechslung der verschieden gefärbten Glas-
feln und hierdurch die Anbringung derselben an falscher
telle zu verhindern, muss geeignete Vorsorge getroffen
in, dass die für das Steuerbord-Seitenlicht bestimmten Glas-
feln nicht in die Backbordlaterne und umgekehrt eingeführt
erden können, ebenso auch, dass die Thüre der Laterne nur
nn verschliessbar ist, wenn die farbige Glastafel am rich-
gen Aufstellungsplatze sich befindet.

Jedes Schiff hat eine genügende Anzahl von farbigen
lastafeln zum Auswechseln mitzuführen.

§ 8.

Einrichtung der Lampen.

Die für Seitenlichter verwendeten Laternen haben ent-
eder mit einer für Beleuchtung mit Mineral- oder vegeta-

1899 bilischem Oele eingerichteten Lampe oder mit elektrisc
Glühlichte versehen zu sein. Die Verwendung der nämlic
Lampe für Mineral- und vegetabilische Oelbeleuchtung
unzulässig. Das Lampengefäss hat derart construirt zu s
dass die Mitte des am stärksten leuchtenden Theiles
Flamme oder des elektrischen Glühlichtkörpers sich im Mi
punkte des horizontalen Kreisbogens der Linsen, und zwa
der Mitte der Höhe derselben befinde und der äussere R
die gegen den unteren Theil der Linse gerichteten Li
strahlen nicht abhalte. Die Lampengefässe dieser Later
müssen von solchem Fassungsraume sein, dass sie den
eine Brenndauer von mindestens 16 Stunden erforderlic
Brennstoff bequem aufnehmen können, und ist für deren
verrückbare Feststellung in der Laterne vorzusorgen. In
für den Gebrauch von Petroleum bestimmten Lampengef
kann ein kleines Stückchen gewöhnlichen Meerschwam
guter Qualität eingelegt werden, welches behufs Vermeid
des Verschüttens von Petroleum bei hohem Seegange die
der Lampe befindliche Flüssigkeit zum Theile eingesa
halten soll. In diesem Falle muss jedoch der Docht
solcher Länge sein, dass er am Boden des Lampengefäs
aufliegt.

Für jede Laterne ist ein doppelter Satz von vollkomm
gleichartig eingerichteten Lampen am Bord zu führen.

Jede Laterne, welche mit elektrischem Lichte versel
ist, soll so eingerichtet sein, dass das Licht unverweilt du
ein Licht für Mineral- oder vegetabilische Oelbeleuchtung
setzt werden kann; ist die mit elektrischem Lichte versehe
Laterne jedoch nicht auf solche Weise eingerichtet, so müss
für diese Beleuchtungsarten verwendbare Ersatzlampen
entsprechender Zahl vorhanden und zum sofortigen Gebrau
(Artikel I) bereit sein.

Die Leuchtkraft der Lampen der Seitenlichter muss
solcher Stärke sein, dass den Lichtern die vorgeschriebe
Sichtweite unter allen Verhältnissen gewahrt bleibt. Bei A
stellung in Lichtthürmchen müssen Lampen von grösse
Leuchtkraft zur Verwendung gelangen, als bei den auf
sonst gebräuchliche Weise ausgesetzten Seitenlichtern.

Bei den für elektrische Beleuchtung eingerichteten Lamp
der Seitenlichter darf nur je ein Glühlicht angebracht se
dessen Lichtstärke mindestens 16 Normalkerzen betrag
muss.

§ 9.

Dochte und Glühlichter.

Für die Lampen der Seitenlichter dürfen nur Banddoch
und zwar als Flach- und Runddochte verwendet werden. D

ebrauch von Dochten aus Baumwollsammt (corduroy) ist 1899
ıtersagt.

Die verschiedenen Anordnungen der Dochte sind aus den
guren 1, 2 und 3 der Tafel VIII, und deren Dimensionen
ıs der Tafel XIV ersichtlich.

Die Dochtbreite darf bei Mineralöl nicht weniger als
Millimeter, bei vegetabilischem Oele nicht weniger als
Millimeter betragen. Flachdochte von 25 Millimeter Breite
üssen stets senkrecht auf die Kielrichtung stehen, solche
össerer Breiten können jedoch unter einem beliebigen
inkel aufgestellt werden, aber immer so, dass die Breite in
r Senkrechten auf die Kielrichtung (gemessen Projection)
cht weniger als 25 Millimeter und nicht mehr als 50 Milli-
eter beträgt. Die Anwendung der Runddochte ist jener der
achdochte, wo nur thunlich, vorzuziehen.

Bei Benützung von elektrischem Lichte werden nur
lche Glühlampen zugelassen, welche einen die vorgeschriebene
ichtstärke verbürgenden Fabrikstempel tragen. Die leuch-
nden Theile der Glühlampe dürfen keine geringere Breite
s 25 Millimeter und keine grössere Breite als 50 Millimeter
ısitzen.

Um die Dochte oder die Glühlampen in der vorgeschrie-
nen oder gewünschten Stellung unverrückbar zu erhalten,
uss durch eine geeignete Vorrichtung die Drehung des
ocht- oder Glühlampenhalters unmöglich gemacht sein.

Da sich bei längerem Gebrauche der Glühlampen an den
neren Glaswandungen derselben häufig ein schwarzer, licht-
hwächender Belag bildet, und weil die Glühlampen nur eine
grenzte Brenndauer besitzen, überdies auch leicht dem
ruche oder Zerspringen ausgesetzt sind, muss stets eine
ösere Anzahl von Ersatz-Glühlampen an Bord vorräthig
ıd im Sinne des Artikels I zum sofortigen Gebrauche bereit sein.

§ 10.

Glascylinder.

Im Falle, dass für die Lampen der Seitenlichter Glas-
linder verwendet werden, müssen dieselben aus einfachem
artglase bester Qualität und bester Form sein. Für jede
aterne haben mindestens fünf Ersatzcylinder an Bord vor-
ıanden und zum Gebrauche bereit zu sein. Gefärbte Glas-
linder dürfen zur Erzielung der Färbung bei den Seiten-
chtern unter keiner Bedingung angewendet werden.

§ 11.

Reflectoren.

Jede Laterne, sei sie zur Beleuchtung mit Mineral- oder
it vegetabilischem Oele eingerichtet, soll mit einem aus

1899 Metall solid hergestellten, versilberten und tadellos pol
Reflector versehen sein, welcher den Lichteffect mögl
erhöht.

Der stets in vollkommen tadellosem Zustande zu e
tende Reflector hat so construirt und angebracht zu
dass seine Horizontalachse in der gleichen Ebene mit
Horizontalachse der Linse liegt und dass sein Krümmu
halbmesser vom Mittelpunkte der Flamme ausgeht, in wel
Falle der Krümmungsmittelpunkt der Linse und jene
Reflectors im Mittelpunkt der Flamme zusammenfallen.

Der Reflector darf einerseits nicht so klein sein,
eine Linie von irgend einem Punkte der Oberfläche
Linse aus und durch den Mittelpunkt der Flamme d
gehend, nicht auf seine Oberfläche auftreffen würde, and
seits aber nicht so gross sein, dass er irgend einen au
Linse fallenden Lichtstrahl unterbrechen könnte.

Es ist Vorsorge zu treffen, dass der Reflector nu
einem zweckentsprechenden Platze angebracht und die
dem Reflector versehene Lampe in die Laterne nur dann
gesetzt werden kann, wenn sich derselbe in richtiger Stel
befindet.

Die abnehmbaren Reflectoren der Seitenlichter kö
bei Verwendung des elektrischen Lichtes entfallen.

Focklichter.

Artikel III.

§ 12.

Aufstellung.

Das Focklicht ist am Fockmaste, vor demselben
aber am vorderen Theile des Schiffes unverrückbar in sol
Höhe anzubringen, wie dies durch die Vorschriften zur
hütung von Zusammenstössen auf See (Artikel 2 *a*) festges
ist, so dass dessen vorgeschriebene Sichtbarkeit gewahrt
Wird im Sinne des Artikels 2 *e* der genannten Vorschri
ein zweites Licht geführt, so ist dasselbe an zw
entsprechender Stelle derart anzubringen, dass die für
gegenseitige Anordnung der beiden Lichter im eben
wähnten Artikel festgesetzten Verfügungen strenge eingeha
werden.

Für das Hissen, Festhalten und Streichen des Focklic
müssen geeignete Vorrichtungen vorhanden sein.

§ 13.

Laterne.

Die Laterne des auf fünf Seemeilen zu sichtenden F
lichtes ist aus Kupfer zu erzeugen, jene des auf zwei

meilen zu sichtenden Focklichtes kann auch aus Weissblech 1899
verfertigt sein und muss zum Schutze mit weisser Farbe gut angestrichen sein. Beide Gattungen dieser Laterne sind innen gut zu verzinnen.

Hinsichtlich der Luft- und Rauchöffnungen und des Schutzgitters gelten die für die Laternen der Seitenlichter festgesetzten Bestimmungen.

Um sicherzustellen, dass das volle Focklicht wirklich über einen Bogen des Horizontes von 20 Strich fällt, muss die Laterne derartig eingerichtet sein, dass eine von dem Steuerbord-, beziehungsweise Backbordrande des Dochtes in der Richtung auf 10 Strich von gerade vorne nach Steuerbord, beziehungsweise Backbord gezogene Linie gerade noch auf den bezüglichen Rand der Linse trifft. Bei Verwendung mehrerer Dochte ist diese Linie vom äusseren Rande der äusseren Dochte zu ziehen.

Die Form der Laterne des Focklichtes ist aus den Figuren 1, 2 und 3 der Tafel IX,. ihre Dimensionen aus der Tafel XIV zu entnehmen.

§ 14.

Linsen.

Für das Focklicht dürfen ausschliesslich nur dioptrische Linsen zur Anwendung gelangen (Tafel VII, Figur 1).

Hiervon sind nur die Dampfer unter 40 Tonnen Brutto-Raumgehalt, die kleinen Dampfboote und Lotsendampfer ausgenommen, welche auch Focklichter mit planconvexen Linsen verwenden dürfen.

Der Umfang der Linse muss, den in die Laterne eingefassten Theil abgerechnet, hinreichend sein, um den vorgeschriebenen Winkel von 20 Strich einzuschliessen; die Höhe der Linse darf in keinem Falle geringer sein als deren Halbmesser.

Die für die Seitenlichter hinsichtlich Material, Construction und optische Eigenschaften geltenden Bestimmungen finden für das Focklicht analoge Anwendung, mit der Ausnahme, dass das Focklicht, wenn auch 20 Grade über oder unter der Horizontalebene geneigt, bei reiner Atmosphäre in dunkler Nacht mindestens auf eine Entfernung von drei, beziehungsweise bei Dampfern unter 40 Tonnen Brutto-Raumgehalt, bei kleinen Dampfbooten und Lotsendampfern des obigen Tonnengehaltes auf eine Seemeile gesichtet werden kann.

Die Dimensionen der vorgeschriebenen Linsen sind aus der Tafel XIV zu entnehmen.

1899

§ 15.

Farbe der Linsen.

Die Linse des Focklichtes muss vollkommen farblos s

§ 16.

Einrichtung der Lampen, Dochte, Glühlichter, Gl
cylinder und Reflectoren.

Die Bestimmungen, betreffend die Einrichtung der Lam
der Dochte und Glühlichter, sowie der Glascylinder bei
Seitenlichtern finden für das Focklicht vollinhaltlich
wendung, mit der Ausnahme, dass bei Benützung von
elektrische Beleuchtung eingerichteten Laternen das Gl
licht eine Lichtstärke von mindestens 32 Normalkerzen
sitzen muss. Für die Reflectoren gelten dieselben Best
mungen wie für die Seitenlichtreflectoren bis auf die im §
angeführte Bedingung, dass jeder von der Linse aus du
die Flamme gezogene Strahl den Reflector treffen muss.
Reflector muss hier, um keinen auf der Linse auffallen
Lichtstrahl zu unterbrechen, entsprechend kleiner gehal
sein. Bei Anwendung des elektrischen Lichtes kann der
flector entfallen.

Hecklichter.

Artikel IV.

§ 17.

Aufstellung.

Das im Sinne der Artikel 3 und 10 der Vorschriften
Verhütung von Zusammenstössen auf See für schleppe
Dampfschiffe gestattete, beziehungsweise für überholte Sch
vorgeschriebene weisse Licht muss im ersteren Falle hin
dem Maschinenschlote oder Achtermast, im letzteren Fa
am Heck geführt, oder vom Heck aus gezeigt werden.

§ 18.

Laterne.

Wenn dieses Licht in einer Laterne angebracht gefü
wird, so hat diese derart eingerichtet und mit Schirmen v
sehen zu sein, dass sie ein ununterbrochenes weisses Li
über einen Bogen des Horizontes von 12 Strich, und zw
von gerade achter aus 6 Strich nach jeder Seite des Schi
wirft. Anstatt einer solchen Laterne kann auch ein einfach
weisses Rundlicht benützt werden, welches in diesem Fa

jedoch entweder nur auf kurze Zeit gezeigt oder aber bei 1899
längerer Verwendung nur in einem mit entsprechenden Schirmen versehenen Behälter aufgestellt werden darf.

§ 19.

Linsen und Gläser, Farbe derselben.

Für die Laterne können entweder farblose planconvexe Linsen oder einfache kreisbogenartig gekrümmte farblose Gläser von gleichmässiger Dicke verwendet werden.

§ 20.

Einrichtung der Lampen, Dochte, Glühlichter, Glascylinder, Reflectoren.

Hinsichtlich der Lampen, Dochte, Glühlichter, Glascylinder und Reflectoren finden die für die Seitenlichter geltenden Bestimmungen sinngemässe Anwendung. Reflectoren können entfallen. Werden jedoch in Behältern eingestellte Rundlichter benützt, so sind die Behälter innen mit einem weissen Anstriche zu versehen.

Rundlichter.

Artikel V.

§ 21.

Gattung und Verwendung.

Rundlichter sind in weisser und rother Farbe den Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstössen auf See entsprechend zu verwenden.

§ 22.

Laterne.

Die Laterne der Rundlichter besteht aus einem kugelförmigen Glasgehäuse, welches oben durch eine Weissblechkuppe und unten durch einen für Aufnahme der Lampe eingerichteten Boden aus gleichem Materiale geschlossen ist.

Die Kappe ist mit Rauchöffnungen und einer Handhabe, der Boden nur mit letzterer versehen. Kappe und Boden, sowie das Schutzgitter sind in der Farbe des Glases anzustreichen. Die Laterne der Rundlichter muss derart eingerichtet sein, dass sie den Austritt des Lichtes nach allen Seiten rund um den ganzen Horizont gestattet. Die Gestalt dieser Laterne ist aus Tafel X, Figuren 1 und 2, ihre Dimensionen aus Tafel XIV zu entnehmen.

1899

§ 23.

Gläser und Farbe derselben.

Das Glas der Rundlichtlaterne hat kugelförmig, durc gleichmässig dick, farblos oder von kirschrother Farbe mit einem Schutzgitter aus dünnem Drahte versehen zu Die Maschen dieses Schutzgitters müssen von solcher W sein, dass das Licht so viel als thunlich ohne Unterbrec im Umkreise gesehen werden kann.

§ 24.

Einrichtung der Lampen, Dochte und Glühlicht

Die in der Mitte des Bodens der Rundlichtlaterne ei setzende Lampe muss mittelst einer geeigneten Vorrich festgehalten sein.

Hinsichtlich der Einrichtung der Lampe, der Dochte Glühlichter finden die für Seitenlichter geltenden Bes mungen sinngemässe Anwendung.

Doppelfarbige Laterne.

Artikel VI.

§ 25.

Verwendung und Aufstellung.

Die doppelfarbige Laterne kann von Dampfern mit niger als 40 Tonnen Brutto-Raumgehalt und von klei Dampfbooten an Stelle der Seitenlichter geführt wer Dieselbe ist entweder vor dem Fockmaste oder vor Maschinenschlote mindestens einen Meter unter dem F lichte anzubringen.

§ 26.

Laterne.

Die aus Kupfer oder Weissblech hergestellte Laterne mit einem entsprechenden Schirme versehen und so ein richtet zu sein, dass sie nach Steuerbord grünes und n Backbord rothes Licht von gerade vorne bis 2 Strich ü die Dwarsrichtung nach achter an der betreffenden S zeigt.

Der Schirm ist mit der Laterne fest verbunden, th diese in zwei gleiche Theile und reicht vom Innern der ihrem Aufstellungsorte angebrachten Laterne in der K richtung gerade nach vorne so weit, dass ein Ueberschei des grünen Lichtes nach Backbord und des rothen Lich

nach Steuerbord mit Sicherheit unter allen Umständen aus- 1899
geschlossen ist. Die Höhe desselben muss der Höhe der Laterne gleich sein.

Die Form dieser Laterne ist aus der Tafel XI, Figuren 1 und 2, zu entnehmen.

§ 27.

Linsen und Gläser, Farbe derselben.

Für diese Laterne können entweder planconvexe Linsen oder einfache kreisbogenartig gekrümmte Gläser von gleichmässiger Dicke verwendet werden.

Die Färbung des Lichtes kann entweder durch entsprechend gefärbte Linsen, in welchem Falle die Steuerbordlinse von blaugrüner, die Backbordlinse von kirschrother Farbe zu sein hat, oder aber, ähnlich wie es bei den Seitenlichtern vorgeschrieben ist, durch Einschieben von ebenso gefärbten Gläsern hinter farblose Linsen hervorgerufen werden.

§ 28.

Einrichtung der Lampen, Dochte u. s. w.

Hinsichtlich der Lampen, Dochte u. s. w. finden die für die Seitenlichter geltenden Bestimmungen sinngemässe Anwendung; Reflectoren können entfallen.

Schuberlaterne.

Artikel VII.

§ 29.

Verwendung.

Die Schuberlaterne ist von Segelschiffen mit weniger als 20 Tonnen Brutto-Raumgehalt und von Fischerfahrzeugen unter Riemen oder Segel in Fahrt und ohne Netze oder Leinen im Wasser, falls selbe nicht Lichter nach Art. II, § 6, Absatz 2, führen, im Bedarfsfalle statt der Seitenlichter zu zeigen. Diese Laterne kann an Stelle der Seitenlichter auch von jenen Lotsendampfern und Segelfahrzeugen angewendet werden, welche zum Absetzen eines Lotsen am Schiffe anlegen müssen.

§ 30.

Laterne.

Die aus Weissblech herzustellende Schuberlaterne muss vier- oder dreiseitig, mittelst Thüre verschliessbar, im oberen

1899 Theile mit Rauchöffnungen, und oben sowie rückwärts
Handhabe versehen und so eingerichtet sein, dass sie ric
gehalten nach Steuerbord grünes und nach Backbord ro
Licht zeigt. Die dreiseitige Laterne muss vorne einen 6
8 Centimeter langen und einen ihr an Höhe gleichen Sc
haben. Die beiden seitlichen Rahmen der Laterne müssen
Leisten versehen sein, in welche die grünen und rothen G
tafeln auswechselbar eingeschoben werden; doch ist
entsprechende Einrichtung zu treffen, dass die Gläser n
an der unrichtigen Seite verwendet werden können. Die F
dieser Laterne ist aus der Tafel XII, Figuren 1, 2, 3 un
zu entnehmen.

§ 31.

Gläser, Farbe derselben.

Für diese Laterne kommen einfache Glastafeln von
nügender Stärke in blaugrüner und kirschrother Färbung
Anwendung. Eine hinreichende Anzahl derartiger Glasta
muss zum Ersatze am Bord vorhanden sein.

§ 32.

Einrichtung der Lampen und Dochte.

Für diese Laterne können einfache, eindochtige, für
neral- oder vegetabilisches Oel eingerichtete Lampen
wendet werden.

Optische Signale.

Artikel VIII.

§ 33.

Bälle und Signalkörper.

Bälle und Signalkörper werden im Sinne der Artikel
b, d und 14 der Vorschriften zur Verhütung von Zusamm
stössen auf See bei Tage von Schiffen, welche manövrir
fähig oder mit dem Legen und Lichten eines Telegraph
kabels beschäftigt sind oder aber von Dampfschiffen gefü
welche nur mit Segeln fahren, aber ihren Maschinensc
stehen haben.

Die Bälle müssen runde, kugel- oder scheibenförm
Körper sein, deren Durchmesser 60 Centimeter zu betra
hat. Sie müssen aus leichtem, aber festem Material beste
und unter allen Verhältnissen, auch wenn sie scheibenförm
sind, aus grösserer Entfernung gesichtet, den Eindruck
Kugeln machen, weshalb bei Verwendung von scheiben
migen Körpern dieselben aus zwei aufeinander senkre

stehenden Scheiben gleichen Mittelpunktes und gleichen 1899
Durchmessers zu verfertigen sind (siehe Tafel XIII, Figuren 1, 2, 4 und 5). Der Anstrich der Bälle ist durch intensiv schwarze oder rothe Oelfarbe herzustellen.

Die schwarzen oder rothen Bälle sind dort zu führen, wo sie am besten gesichtet werden können.

Der laut Artikel 4*b* der vorerwähnten Vorschriften in der Mitte zwischen den rothen Bällen oder Signalkörpern zu führende Signalkörper ist gleichfalls aus leichtem, aber festem Material herzustellen, muss eine rautenförmige Gestalt haben und mit weisser Oelfarbe angestrichen sein (siehe Tafel XIII, Figur 3 und 6).

§ 34.

Flackerfeuer.

In allen Fällen, in welchen den Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstössen auf See entsprechend Flackerfeuer zu zeigen sind, müssen dieselben entweder durch besondere Feuerwerkskörper oder durch entsprechendes Zeigen von Flammen brennender Gegenstände hervorgebracht werden.

Schallsignale.

Artikel IX.

§ 35.

Dampf- oder Luftpfeife, Sirene.

Die für Dampfschiffe und Dampfboote jeder Kategorie vorgeschriebene kräftige Dampf- oder Luftpfeife oder Sirene ist vor dem Maschinenschlote und bei mehreren Maschinenschloten vor dem vordersten derselben so anzubringen, dass deren Schall durch kein Hindernis gehemmt wird. Der Ton der Dampf- oder Luftpfeife oder Sirene soll eher dumpf und nicht zu hoch sein, weil erfahrungsgemäss hohe Töne bei dickem Wetter nur abgeschwächt oder gar nicht hörbar sind. Bei Dampfschiffen sind die Schallerzeuger thunlichst hoch, mindestens jedoch 2·5 Meter, bei Dampfbooten mindestens 1 Meter über dem Decke oder dem Dollborde anzubringen.

§ 36.

Nebelhorn.

Schiffe aller Kategorien, welche mit einem Nebelhorne ausgerüstet zu sein haben (Tafel I), müssen ein solches von entsprechend kräftiger Wirkung und durchdringendem, aber nicht zu hohem Tone besitzen. Dieses Nebelhorn ist derart

1899 einzurichten, dass es entweder mit Dampf oder mit der H
aus betrieben werden kann. Falls das für Dampf eingerich
Nebelhorn nicht gleichzeitig auch durch andere mechanis
Mittel betrieben werden kann, so muss sich ein zweites
letzterwähnte Betriebsweise eingerichtetes Nebelhorn
Bord befinden.

§ 37.

Glocke.

Schiffe, welche mit einem Nebelhorn ausgerüstet zu
haben, müssen auch eine lauttönende metallene Glocke füh
welche einen Durchmesser von 20 Centimeter haben und
von Hindernissen aufgehängt sein muss.

§ 38.

Knallsignale.

Knallsignale können entweder durch eigene, mit K
explodirende Feuerwerkskörper oder durch Schüsse aus Fe
waffen gegeben und von allen Schiffen, welche die Aufme
samkeit auf sich lenken wollen, gebraucht werden.

Vollzugsbestimmungen.

Artikel X.

§ 39.

Nachweis des Besitzes der gegenwärtigen Verordnung.

Auf jedem Dampfschiffe von 40 oder mehr und auf je
Segelschiffe von 20 oder mehr Tonnen Brutto-Raumgeh
sowie auf allen Yachten muss ein Exemplar der gegenwärti
Verordnung vorhanden sein, welches über Verlangen des S
mannsamtes (Hafen- oder Consularamtes) vorzuweisen ist.

§ 40.

Ueberwachung und Untersuchung der Lichter un
Signalmittel.

Die Ueberwachung und Untersuchung der Lichter
Signalmittel der Seehandelsschiffe obliegt den Seemannsämte
und zwar im Inlande den k. k. Hafen- und Seesanitätsämte
im Auslande den k. und k. Consularämtern, welche die
Obliegenheit pflichtgemäss die grösste Aufmerksamkeit
Gewissenhaftigkeit zu widmen haben. Sie müssen jede s
ihnen darbietende Gelegenheit zur Beobachtung der Lich
und Signalmittel jener Schiffe benützen, welche sich

Bereiche ihres Amtsbezirkes befinden. Die Lichter und 1899
Signalmittel der Seehandelsschiffe sind womöglich alljährlich einmal zu untersuchen und ist das Ergebnis dieser Untersuchung in das Lichter-Certificat des Schiffes einzutragen. Hierbei ist auch darauf zu achten, dass die Innenbordbeleuchtung der Schiffe keinen Anlass zu Verwechslungen mit den vorgeschriebenen Lichtern geben kann. Eine mehrmalige Untersuchung hat nur zu erfolgen, wenn die Seemannsämter begründete Ursache zur Annahme haben, dass die vorstehenden Vorschriften ganz oder theilweise ausseracht gelassen werden, oder dass Einrichtung oder Aufstellungsort der Lichter nach stattgefundener Prüfung eigenmächtig geändert wurden.

Die k. k. Hafen- und Seesanitätsämter sind berechtigt, die Lichter und Signalmittel der im Bereiche ihres Amtsbezirkes befindlichen Handelsschiffe fremder Flagge zu besichtigen und sich zu überzeugen, ob diese Schiffe mit den in den internationalen Vorschriften zur Verhütung von Zusammenstössen auf See festgesetzten Lichtern und Signalmitteln versehen und ob diese letzteren den erwähnten Vorschriften entsprechend eingerichtet sind. Werden bei dieser Untersuchung Mängel irgend welcher Art vorgefunden, so ist der Schiffer aufzufordern, dieselben sofort zu beheben, und ist von dieser Maassnahme gleichzeitig das betreffende Consulat und der bevollmächtigte Vertreter des Eigenthümers, wenn dieselben am Orte anwesend, zu verständigen. Weigert sich der Schiffer, der Aufforderung des Hafenamtes nachzukommen, so ist von dem Vorfalle sofort der vorgesetzten Seebehörde Bericht zu erstatten, welche ihrerseits die weiteren Verfügungen trifft.

Die Untersuchungen der Lichter und Signalmittel haben stets an Bord zu erfolgen.

Die mit elektrischem Glühlichte versehenen Laternen sind stets bei brennendem Lichte zu untersuchen.

Alle für Seehandelsschiffe vorgeschriebenen Lichter und Signalmittel, welche nach der ersten Untersuchung als den gegenwärtigen Vorschriften vollkommen entsprechend befunden werden, sind mit einem hierzu bestimmten behördlichen Stempel zu versehen.

In allen Fällen, in welchen bei Untersuchungen die Lichter oder die Signalmittel den vorliegenden Vorschriften nicht vollkommen entsprechen, haben die mit der Ueberwachung und Untersuchung betrauten Seemannsämter den Schiffer, eventuell auch bei Verständigung des Rheders oder bevollmächtigten Vertreters des Eigenthümers zu verhalten, die erforderlichen Abänderungen zu treffen und das Schiff mit

1899 vollkommen vorschriftsmässigen Lichtern und Signalmi
zu versehen. Dieser behördlichen Weisung ist bestmö
Folge zu leisten.

Wenn die Durchführung der geforderten Abände
oder Anschaffung seitens des Schiffes trotz vorhandener
lichkeit, dies an Ort und Stelle zu thun, nicht geschieht
verweigert wird, so ist nach rechtzeitiger Verständigung
Schiffers das betreffende k. k. Hafen- und Seesanitätsam
wichtigen Fällen ermächtigt, einem solchen Schiffe die
folgung der Schiffsurkunden vorzuenthalten und dessen
fahrt zu untersagen, insolange nicht der ergangenen Wei
nachgekommen wird.

Ist einem solchen Schiffe aus irgend einem Grunde
Abfahrt dennoch gestattet worden, so sind die erhob
Anstände im Lichter-Certificate anzumerken und sofort
Seemannsamte des Bestimmungshafens behufs Veranlass
der Vornahme der geforderten Abänderungen oder Ans
fungen zur Kenntnis zu bringen.

§ 41.

Lichter-Certificat.

Ueber die stattgefundene erste Untersuchung der Lic
und Signalmittel ist von dem betreffenden k. k. Hafen
für Dampfschiffe von 40 oder mehr, sowie für Segelsc
von 20 oder mehr Tonnen Brutto-Raumgehalt und für Yac
ein eigenes Lichter-Certificat (Tafel XV) auszustellen.
diesem Certificat werden auch alle nachfolgenden U
suchungen und deren Ergebnis seitens der Seemannsä
vorgemerkt.

Ist ein solches Certificat durch die Vormerkung der n
folgenden Untersuchungen bis zum Schlusse ausgefüllt, so
das betreffende Seemannsamt auf Grund der Angaben
alten Certificates ein neues auszustellen. Bei Verlust
Certificates hat das Seemannsamt die Lichter und Sig
mittel zu untersuchen und mit Benützung der Tabelle
die Anzahl und Gattung der Lichter und Signalmittel (Taf
ein neues Lichter-Certificat auszufolgen, wobei in die Ru
Anmerkung die Veranlassung hierzu einzutragen ist.

Um Erneuerung des Lichter-Certificates hat der Sch
rechtzeitig bei dem nächsten Seemannsamte mündlich a
suchen.

Das Lichter-Certificat ist bei der Ankunft des Sch
im Hafen über Verlangen des Seemannsamtes jederzeit
zuweisen.

1899

§ 42.

Verantwortlichkeit.

Für die Reinigung, Instandhaltung und Aufbewahrung ämmtlicher Lichter ist der Schiffer, sein Stellvertreter und ie mit diesem Dienste am Bord eigens betraute Person der chiffsbemannung den Seemannsämtern gegenüber verant-ortlich.

Für jeden aus der Nichtbeachtung oder Uebertretung er gegenwärtigen Vorschriften entstehenden Schaden ist der chiffer oder sein Stellvertreter verantwortlich.

§ 43.

Strafbestimmungen.

Uebertretungen der Bestimmungen dieser Verordnung erden, insoferne die betreffenden Handlungen nicht nach en allgemeinen Strafgesetzen oder einem anderen Gesetze u ahnden sind, mit Geld bis 200 Kronen oder mit Arrest on 6 Stunden bis 14 Tagen bestraft.

Im Falle ein Handelsschiff fremder Flagge überhaupt icht mit den durch die internationalen Vorschriften vorge-chriebenen Lichtern und Signalmitteln versehen wäre, wird er Schiffer wegen Uebertretung der Vorschriften zur Ver-ütung von Zusammenstössen auf See von dem zuständigen . k. Hafen- und Seesanitätsamte auf Grund der Artikel 33 nd 34 der Verordnung des k. k. Handelsministeriums vom 7. April 1897 (R. G. Bl. Nr. 95) der Strafamtshandlung unter-ogen.

§ 44.

Strafverfahren.

Ueber das Strafverfahren gelten im Allgemeinen jene estimmungen, welche bezüglich der Bestrafung von See-olizeiübertretungen überhaupt in Kraft stehen.

In den in dieser Verordnung behandelten Angelegenheiten ilden die Seemannsämter (Hafenämter, Consularämter) die I., ie Seebehörde die II. und das Handelsministerium die berste Instanz.

Falls die II. Instanz das Erkenntnis der I. Instanz, wenn uch unter Milderung des Strafausmaasses bestätigt, findet ine weitere Berufung nicht statt.

Die eingehenden Geldstrafen fliessen in den Marine-nterstützungsfond.

1899 Tafel I.

Tabelle über die Anzahl und Gattung der Lic

Gattung der Schiffe und Fahrzeuge	Focklicht, weiss, auf fünf Seemeilen sichtbar	Focklicht, weiss, auf zwei Seemeilen sichtbar	Seitenlicht, grün, auf zwei Seemeilen sichtbar	Seitenlicht, roth, auf zwei Seemeilen sichtbar	Seitenlicht, grün, auf eine Seemeile sichtbar	Seitenlicht, roth, auf eine Seemeile sichtbar
Dampfer mit 46 *m* oder mehr als 46 *m* Länge	3	.	2	2	.	.
Dampfer mit weniger als 46 *m* Länge . .	3	.	2	2	.	.
Dampfer mit weniger als 40 *t* Bruttoraumgehalt	.	3	.	.	2 *)	2 *)
Segelschiffe mit 46 *m* oder mehr als 46 *m* Länge	.	.	2	2	.	.
Segelschiffe mit weniger als 46 *m* Länge	.	.	2	2	.	.
Segelschiffe mit weniger als 20 *t* Bruttoraumgehalt	.	.	.	.	.	.
Dampfer, welche für das Legen und Lichten von Telegraphenkabeln eingerichtet sind . .	3	.	2	2	.	.
Kleine Dampfboote .	.	2	.	.	1 *)	1 *)
Lotsendampfer **) (in Ausübung ihr. Dienstes)	.	1	.	.	1 *)	1 *)
Lotsensegelfahrzeuge **) (in Ausübung ihr. Dienstes) . .	.	.	.	.	1 *)	1 *)
Fischerfahrzeuge . .	.	.	.		.	.
Ruderboote . . .	.	.	.	.	.	.

*) Die Dampfer mit weniger als 40 *t* Bruttoraumgehalt
eine doppelfarbige Laterne, die Lotsendampfer und Lotsensegel
**) Lotsendampfer und Lotsensegelfahrzeuge, welche nich
führen, wie die anderen Schiffe ihres Tonnengehaltes.

1899

almittel, welche an Bord vorräthig zu sein haben.

Seemeilen sichtbar	Rundlicht, weiss, auf zwei Seemeilen sichtbar	Rundlicht, weiss, auf eine Seemeile sichtbar	Schuberlaterne	Doppelfarbige Laterne	Schwarze Bälle	Rothe Bälle	Rautenförmige Signalkörper	Dampf- oder Luftpfeife oder Sirene	Nebelhorn	Glocke	Flackerfeuer und Knallsignale
	.	3	.	.	2	.	.	1	1	1	In entsprechender Menge.
	.	2	.	.	2	.	.	1	1	1	
	.	2	.	1*)	.	.	.	1	1	1	
	.	3	.	.	2	.	.	.	1	1	
	.	2	.	.	2	.	.	.	1	1	
	.	1	1	.	.	.	.	.	.	.	
	2	3	.	.	2	2	1	1	1	1	
	.	1	.	1*)	.	.	.	1	.	.	
	.	1	1*)	.	.	.	.	1	.	.	
	.	1	1*)	.	.	.	.	.	.	.	
	.	1	1	.	.	.	.	.	.	.	
	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	

en Dampfboote können an Stelle der rothen und grünen Seitenlichter Laterne mit rothem und grünem Schuber führen.
on im Lotsendienste beschäftigt sind, haben die gleichen Lichter zu

1899 Tafel XIV.

**Tabelle über die Dimensionen der vorgeschriebenen Lichter u
Bestandtheile.**

Gattung der Lichter	Laternen und deren Bestandtheile		Dampfer: mit 46 oder mehr als 46 m Länge	Dampfer: mit weniger als 46 m Länge	Dampfer: mit weniger als 40 t Bruttoraumgehalt	Segelschiffe: mit 46 oder mehr als 46 m Länge	Segelschiffe: mit weniger als 46 m Länge	Segelschiffe: mit weniger als 20 t Bruttoraumgehalt
			Dimensionen in Millimetern					
Seitenlichter	**Gehäuse.**							
	Höhe von der Innenseite des Bodens der Laterne bis zum unteren Deckelrande	Minimaldimensionen	280	230	150	280	230	150
	Höhe vom unteren Deckelrande bis zum obersten Rande des Rauchfanges	Minimaldimensionen	130	110	70	130	110	70
	Durchmesser des Rauchfanges . .	Minimaldimensionen	120	100	60	120	100	60
	Breite je eines der beiden rechtwinkelig aneinanderstossenden Rückentheile	Minimaldimensionen	230	170	120	230	170	120
	Linsen und Gläser.							
	Sehne des horizontalen inneren Bogens der Linsen, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet .		180	130	100*)	180	120	100*)
	Sehne des horizonten inneren Bogens der gekrümmten Gläser von gleicher Dicke, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet		—	—	100	—	—	100
	Höhe vom oberen zum unteren Rande der Linsen, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet .		127	95	84*)	127	95	84*)

1899

ernen deren ndtheile	Dampfer: mit 46 oder mehr als 46 m Länge	Dampfer: mit weniger als 46 m Länge	Dampfer: mit weniger als 40 t Bruttoraumgehalt	Segelschiffe: mit 46 oder mehr als 46 m Länge	Segelschiffe: mit weniger als 46 m Länge	Segelschiffe: mit weniger als 20 t Bruttoraumgehalt	Anmerkung
	Dimensionen in Millimetern						
der Linsen Mitte ihrer	33	30	28*)	33	30	28*)	*) Diese Dimensionen sind für den Fall giltig, wenn statt der doppelfarbigen oder der Schuberlaterne Seitenlichter geführt werden.
senkrechten der Linsen, der Laterne ste Theil ab- et	150	100	88*)	150	100	88*)	
oberen zum Rande der nten Gläser icher Dicke, der Laterne ste Theil ab- et	—	—	75	—	—	75	
chte.							
Minimaldimensionen: s Band- bei den imlam- . . .	25	25	8	25	25	8	
Minimaldimensionen: s Band- bei den en . .	44	44	22	44	44	22	
en der La-	zum mindesten gleich jenen der Seitenlaternen				—	—	
ser der diop- Linsen . .	190	150	130	—	—	—	
ser der plan- n Linsen . .	—	—	150		—	—	
dioptrischen der in der eingefasste ogerechnet .	130	100	90	—	—		
planconvexen der in der eingefasste bgerechnet .		—	100		—		

899

Gattung der Lichter	Laternen und deren Bestandtheile	Dampfer: mit 46 oder mehr als 46 m Länge	Dampfer: mit weniger als 46 m Länge	Dampfer: mit weniger als 40 t Bruttoraumgehalt	Segelschiffe: mit 46 oder mehr als 46 m Länge	Segelschiffe: mit weniger als 46 m Länge	Segelschiffe: mit weniger als 20 t Bruttoraumgehalt	Anmerk
		Dimensionen in Millimetern						
[illegible]	Breite des Banddochtes bei den Petroleumlampen	25	17	8	—	—	—	
	Breite des Banddochtes bei den Oellampen (mindestens)	44	30	22	—	—	—	
Rundlichter	Minimaldimensionen: Höhe der Laterne einschliesslich des Rauchfanges . .	400	300	300	400	300	300	
	Minimaldimensionen: Horizontaler Durchmesser des kugelförmigen Glases .	200	150	150	200	150	150	
	Minimaldimensionen: Breite des Banddochtes bei den Petroleumlampen .	12	8	8	12	8	8	
	Minimaldimensionen: Breite des Banddochtes bei den Oellampen . . .	20	12	12	20	12	12	

Nr. . . . . .

Lichtercertificat

ausgestellt vom $\frac{\text{k. k.}}{\text{k. und k.}}$ . . . . . in . . . . . .

Name des Schiffes	Schifffahrtskategorie	Länge in Metern und Brutto-Tonnengehalt	Vorgeschriebene Lichter und Signalmittel																		Anmerkung (elektrisches Licht, Lotsenfahrzeuge u. s. w.)
			Focklicht, weiss, auf fünf Seemeilen sichtbar	Focklicht, weiss, auf zwei Seemeilen sichtbar	Seitenlicht, grün, auf zwei Seemeilen sichtbar	Seitenlicht, roth, auf zwei Seemeilen sichtbar	Seitenlicht, grün, auf eine Seemeile sichtbar	Seitenlicht, roth, auf eine Seemeile sichtbar	Hecklicht, weiss, auf eine Seemeile sichtbar	Rundlicht, roth, auf zwei Seemeilen sichtbar	Rundlicht, weiss, auf zwei Seemeilen sichtbar	Rundlicht, weiss, auf eine Seemeile sichtbar	Schuberlaterne	Doppelfarbige Laterne	Schwarze Bälle	Rothe Bälle	Rautenförmige Signalkörper	Dampf- oder Luftpfeife oder Sirene	Nebelhorn	Glocke	Flackerfeuer und Knallsignale	

Der Aufstellungs- und der Aufbewahrungsort der Lichter ist den Vorschriften . . . . . .
. . . . . , am . . . . . L. S.
Unterschrift.

Nachfolgende Untersuchungen.

Wurde vom $\frac{\text{k. k.}}{\text{k. und k.}}$ . . . . . in . . . . . am . . . . . .
der Untersuchung unterzogen und hierbei gefunden, dass: . . . . . .
. . . . . .
. . . . . , am . . . . . L. S.
Unterschrift.

1899

§ 45.

Eintritt der Wirksamkeit der gegenwärtigen Verordnung.

Diese Verordnung tritt mit 1. Januar 1900 in V samkeit. Von diesem Tage angefangen tritt die Verord des Handelsministeriums vom 7. März 1881 (R. G. Bl. Nr betreffend die gleichförmige Einrichtung und Ueberwac der Signalmittel auf Grund der Vorschriften zur Vermei von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen, a Kraft.

Es wird jedoch gestattet, dass die gegenwärtig am der Schiffe und Fahrzeuge in Gebrauch stehenden Li und Signalmittel, wenn sie auch nicht vollkommen den stimmungen dieser Verordnung, wohl aber den Vorschr zur Verhütung von Zusammenstössen auf See in jeder ziehung entsprechen, noch ein Jahr vom Inkrafttreten d Verordnung an gerechnet, verwendet werden.

Stibral m. p.

2559.

29 décembre 189

Ordonnance ministérielle rangeant l'île de Ceylan mi les pays d'origine tombant sous le coup des positions de l'ordonnance ministérielle du 18 décem 1893 en vue de la statistique du commerce étran

R. G. Bl. 1899, Nr. 27

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Han vom 29. December 1899, betreffend die Einreihung der I Ceylon unter die gemäss § 16 der Ministerialverordnung 18. December 1893, R. G. Bl. Nr. 177, für die Zwecke Statistik des auswärtigen Handels des österreichisch-ungaris Zollgebietes jedenfalls anzumeldenden Herkunfts- und Best mungsgebiete.

In Durchführung des Gesetzes vom 26. Juni 1890, R. G. Nr. 132, betreffend die Statistik des auswärtigen Hand und in theilweiser Abänderung der diesbezüglichen Dur führungsverordnung vom 18. December 1893, R. G. Bl. Nr. 1 wird die Einreihung der Insel Ceylon unter die gem § 16 der ebengenannten Verordnung für die Zwecke Statistik des auswärtigen Handels des österreichisch-ung

schen Zollgebietes jedenfalls anzumeldenden Herkunfts- und 1900
Bestimmungsgebiete hiermit angeordnet. Im § 16 der bezeichneten Verordnung ist daher statt der Worte: „25. Britisch-Indien" zu setzen „25 *a*. Britisch-Indien, 25 *b*. Insel Ceylon".

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem dieselbe den Zollämtern bekannt wird, in Kraft.

Jorkasch m. p. *Stibral* m. p.

2560.

6 janvier 1900.

Publication ministérielle portant interprétation et amendement des ordonnances ministérielles du 20 avril 1898 relatives à la saccharine.

R. G. Bl. 1900, Nr. 5.

Kundmachung der Ministerien des Innern, der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 6. Januar 1900, betreffend die Erläuterung der in den Ministerialverordnungen vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 49, 51 und 52, gebrauchten Bezeichnung „Saccharin" und betreffend die Abänderung der Ministerialverordnung vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 50.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird in Erläuterung der Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 49, betreffend das Verbot der Einfuhr von Saccharin und der unter anderen Namen in den Handel kommenden ähnlichen künstlichen Süssstoffe, ferner der hiermit versetzten Syrupe, sowie in Ergänzung der Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 51, betreffend die Modalitäten für die Einfuhr von Saccharin, dann der Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und des Ackerbaues vom 20. April 1898, R. G. Bl. Nr. 62, betreffend den Verkehr mit Saccharin, Saccharinpräparaten und anderen ähnlichen künstlichen Süssstoffen, sowie mit Lebensmitteln, die unter Verwendung solcher Stoffe hergestellt sind, Nachstehendes bekannt gegeben:

Unter „Saccharin" sind nicht bloss das mit dem geschützten Wortzeichen „Saccharin" als Handelsmarke bezeichnete Benzoesäuresulfinid (Anhydro-Ortho-Sulfamin-Benzoësäure) und dessen chemische Verbindungen, sondern auch die mit diesen Präparaten ihrer chemischen Zusammensetzung

1900 nach identischen, im Handelsverkehre unter den Bezeichnun „Chrystallose", „Zuckerin", sowie „Sycose" vorkommen Präparate zu verstehen.

Demgemäss hat in der zufolge Verordnung der Ministe der Finanzen und des Handels vom 20. April 1898, R. G. Nr. 50, beim Schlagworte „Saccharin" des alphabetisc Waarenverzeichnisses zum Zolltarife aufzunehmenden merkung der dritte Absatz derselben zu lauten:

„Alle vom Saccharin (Benzoësäuresulfinid oder Anhy Ortho-Sulfamin-Benzoësäure und deren chemische Verbindun ihrer chemischen Zusammensetzung nach verschiedenen ä lichen künstlichen Süssstoffe, welche nicht der Gruppe Kohlehydrate angehören, sind in der Einfuhr nach den stimmungen der Ministerialverordnung vom 20. April 1 R. G. Bl. Nr. 49, unbedingt verboten."

Blumfeld m. p. *Stummer* m. p.
Jorkasch m. p. *Stibral* m. p.

2561.

11 janvier 1900

Publication du ministère I^l R^l des finances relative à transformation du poste douanier Selber-Strasse p Asch en une succursale du bureau principal douan d'Asch.

R. G. Bl. 1900, Nr. 8

Kundmachung des Finanzministeriums vom 11. Januar 19 betreffend die Umwandlung des Ansagepostens Selber-Strasse Asch in eine Expositur des Hauptzollamtes Asch.

Der Ansageposten in Selber-Strasse bei Asch in Böhm ist in eine Expositur des Hauptzollamtes Asch mit den Beft nissen eines Nebenzollamtes II. Classe und unter Belassu der Befugnisse eines Ansagepostens für Asch umgewand worden.

Die Expositur hat ihre Thätigkeit am 1. Januar 19 begonnen.

Jorkasch m. p.

2562.

1900

11 janvier 1900.

Publication du ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un poste douanier le long de la ligne douanière à Kozaczówka.

R. G. Bl. 1900, Nr. 9.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 11. Januar 1900, betreffend die Errichtung des Ansagepostens an der Zolllinie bei Kozaczówka.

An der Zolllinie Kozaczówka wurde ein Ansageposten des Nebenzollamtes II. Classe Kozaczówka errichtet, welcher seine Thätigkeit bereits begonnen hat.

Jorkasch m. p.

2563.

13 janvier 1900.

Publication du ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Dolegna.

R. G. Bl. 1900, Nr. 10.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 13. Januar 1900, betreffend die Errichtung einer Zollexpositur in Dolegna.

In Dolegna (Küstenland) ist eine mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattete Zollexpositur errichtet worden.

Dieselbe hat ihre Thätigkeit bereits begonnen.

Jorkasch m. p.

2564.

13 janvier 1900.

Publication du ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du poste Lažek (Galicie) au traitement en douane.

R. G. Bl. 1900, Nr. 22.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 13. Januar 1900, betreffend die Betrauung des Ansagepostens Lažek in Galizien mit den Functionen eines Nebenzollamtes II. Classe.

Der Ansageposten Lažek in Galizien wird mit den Functionen eines Nebenzollamtes II. Classe betraut.

1900 Seine Verzollungsbefugnis beschränkt sich jedoch nur jene Waaren, welche zum eigenen Gebrauche der Bewoh von Lažek und Umgebung bestimmt sind und auf dem Z nach dem Bestimmungsorte das Nebenzollamt I. Classe Cb lowice nicht berühren.

Jorkasch m. p.

2565.

15 janvier 190

Publication du ministère I' R' des finances concern le changement de la succursale de la douane princip de Bielitz dans la gare de Dzieditz en un office pr cipal de deuxième classe.

R. G. Bl. 1900, Nr. 1

Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. Januar 19 betreffend die Umwandlung der Expositur des Hauptzollam Bielitz auf dem Bahnhofe in Dzieditz in ein selbstständi Hauptzollamt II. Classe.

Die Expositur des Hauptzollamtes Bielitz auf dem Bal hofe in Dzieditz wurde in ein selbstständiges Hauptzolla II. Classe umgewandelt, welches seine Wirksamkeit 1 1. Januar 1900 begonnen hat.

Ausser den Abfertigungsbefugnissen der früheren Z expositur wird dem neuen Hauptzollamte die Ermächtigu zur zollfreien Behandlung von voraus- und nachgesendet Reiseeffecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Z tarifgesetzes vom 25. Mai 1882 und zur Eingangsverzollu von Wollengarnen der T. Nr. 154 *b* ertheilt.

Jorkasch m. p.

2566.

19 janvier 1900.

Ordonnance ministérielle portant amendement au pr mier alinéa du § 11 de l'ordonnance du 5 décemb 1884 sur la pêche maritime.

R. G. Bl. 1900, Nr. 12

Verordnung der Ministerien des Handels und des Ackerbau im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern vom 19. Janu

1900, womit der erste Absatz des § 11 der Verordnung vom 5. December 1884, R. G. Bl. Nr. 188, betreffend die Seefischerei, abgeändert wird. 1900

§ 1.

Der erste Absatz des § 11 der Verordnung vom 5. December 1884, R. G. Bl. Nr. 188, betreffend die Seefischerei, tritt in seiner gegenwärtigen Fassung ausser Kraft und erhält dafür folgenden Wortlaut:

„Der Fang der Langusten (palinurus vulgaris) und der Hummern (humarus marinus) ist vom 15. August bis Ende November verboten."

§ 2.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft.

Blumfeld m. p. *Stibral* m. p.

2567.

24 janvier 1900.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie par rapport à la jonction des lignes ferrées Cervignano—S. Giorgio di Nogaro. Conclu à Rome; ratifié à Gödöllö, le 14 mai 1900; les ratifications échangées à Rome, le 12 juin 1900.

R. G. Bl. 1900, Nr. 146.

Staatsvertrag vom 24. Januar 1900 zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien, betreffend den Eisenbahnanschluss Cervignano—S. Giorgio di Nogaro.

(Abgeschlossen zu Rom am 24. Januar 1900, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Gödöllö am 14. Mai 1900, die Ratificationen ausgetauscht zu Rom am 12. Juni 1900.)

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté le Roi d'Italie,

animés du désir de compléter par un nouveau raccordement les voies ferrées reliant les réseaux de leurs Etats, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

1900 Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême
et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Excellence M. le baron Pasetti de Friedenbu
Son Ambassadeur près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. le Marquis Visconti Venosta,
Ministre des affaires étrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, tr
vés en bonne et due forme, sont convenus des articles
vants:

Article I.

Le Gouvernement impérial royal d'Autriche ayant au
risé la Compagnie des chemins de fer locaux du Frioul
prolonger la ligne existante de Monfalcone à Cervigna
exploitée par l'Etat autrichien, jusqu'à la frontière aust
italienne, et le Gouvernement royal d'Italie ayant fait c
struire par la Société Vénitienne d'entreprises et de trava
publics un embranchement, partant de S. Giorgio de Nog
et se dirigeant à la frontière, la jonction de ces deux lig
vient d'être achevée et le raccordement livré à l'exploitati

Les deux Gouvernements sont tombés d'accord d'admet
la libre circulation du trafic international aux termes de
présente convention moyennant la susdite ligne de jonct
et de lui accorder tous les avantages et toutes les facili
compatibles avec les lois et règlements en vigueur dans
territoires respectifs.

Article II.

Sur la ligne de jonction Cervignano—S. Giorgio de Nog
seront deux gares frontière distinctes, l'une à Cervigna
sur le territoire autrichien, l'autre à S. Giorgio de Nog
sur le territoire italien.

Le service d'exploitation entre ces deux gares sera ré
de sorte que l'entretien et la surveillance des deux tronç
aboutissant à la frontière incomberont dans les territoi
respectifs aux administrations des chemins de fer national
et que le service de traction entre les deux gares frontiè
sera confié à l'administration italienne.

Les conditions auxquelles le service ci-dessus mention
sera effectué et les dédommagements qui en résultent ser
réglés par une convention spéciale à conclure entre les
ministrations des deux lignes ferrées qui devra être soum
à l'approbation des Gouvernements respectifs.

Ceux-ci auront également à régler d'un commun acc
les points sur lesquels une entente entre les deux admi
strations n'aurait pas pu se faire.

ITALIE.

Article III. 1900

L'administration du chemin dé fer autrichien sera tenue, aux termes du cahier de charge respectif et des arrangements prévus à l'article II, à fournir dans la gare frontière de Cervignano les locaux nécessaires pour le séjour transitoire du personnel italien attaché au service des trains et de la poste, provenant de S. Giorgio de Nogaro ou y étant destinés.

Article IV.

La ligne de jonction visée aux articles I—III de la présente convention a été construite d'une simple voie, tout en réservant, en cas de besoin, l'établissement d'une voie double.

Il est entendu, que cette voie aura la largeur normale de 1·435 mètres et qu'elle sera entretenue d'après des principes uniformes de manière que le matériel roulant puisse passer sans obstacles d'un chemin de fer à l'autre.

Le matériel roulant qui à été soumis à un examen par l'une des Hautes Parties contractantes sera admis, sans nouvel examen, sur le territoire de l'autre selon les conditions de la convention spéciale dont il est question au troisième alinéa de l'article II de la présente convention. Il est entendu que ce passage s'effectuera conformément aux dispositions en vigueur pour le transit des wagons destinés à la circulation internationale.

Article V.

L'endroit, où le chemin de fer cité à l'article Ier devra passer la frontière ayant été fixé par les commissaires techniques délégués ad hoc sur la base des projets élaborés par les deux administrations des chemins de fer intéressées, les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes approuvent l'accord établi sur ce sujet.

Article VI.

Conformément aux dispositions contenues dans l'article II seront admis sur le tronçon entre la frontière et la station de Cervignano les règlements des signaux et du service du pays voisin.

Dans la dite station le personnel italien sera tenu de respecter les règlements des signaux et du service, en vigueur sur le territoire autrichien.

Article VII.

La pleine souveraineté y compris le droit de justice et de police dans les deux gares frontière ainsi que sur les tronçon de la ligne situés entre ces gares et la frontière

1900 restera exclusivement réservée à celle des Hautes P
contractantes sur le territoire de laquelle se trouvent la
et le tronçon de ligne respectif.

Article VIII.

Il est expressément réservé au Gouvernement im
royal d'Autriche le droit de souveraineté et de surveil
en ce qui concerne le tronçon situé sur le territoire
chien et son exploitation sans préjudice toutefois du
des Hautes Parties contractantes de surveiller les ad
strations des chemins de fer respectives.

Article IX.

La police du chemin de fer sera en première ligne
cée par les employés de l'administration chargée de l'e
tation ou de l'entretien du tronçon respectif. Ce se
s'exercera sous la surveillance des autorités compétent
conformément aux règlements et principes en vigueur
chacun des deux pays.

Le Gouvernement impérial royal d'Autriche prendr
pendant les dispositions nécessaires afin que les employ
l'administration italienne trouvent l'assistance nécessaire
l'exercice de leurs fonctions relatives à la sûreté de l'e
tation de la ligne de jonction.

Article X.

Le personnel chargé de l'entretien et de la surveil
du tronçon situé entre la station frontière de Cervignai
la frontière sera nommé par l'administration autrichi

Par contre le choix du personnel attaché au servic
trains circulant entre les deux stations frontière sera re
à l'administration italienne.

Les individus donnant par leur conduite lieu à
plaintes seront rappelés sur la demande des autorités
pétentes du territoire.

Article XI.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'o
à empêcher, sur la demande de l'autre Partie, qu' il ne
admis comme employés pour le service à faire sur le t
toire de l'autre Partie, des personnes qui auraient déjà
condamnées, soit pour crime ou délit contre le Gouverne
sur le territoire duquel se trouve la ligne, soit pour co
bande ou transgressions graves aux lois de finance.

Article XII. 1900

Les administrations fixeront d'un commun accord les itinéraires pour la circulation des trains de correspondance de manière que ni voyageurs, ni marchandises ne souffrent de retards autres que ceux nécessités par le service du chemin de fer, de la douane et de la police des passe-ports.

L'approbation de ces itinéraires est réservée à chaque Gouvernement pour la ligne située sur son territoire.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'entremettre auprès des administrations des chemins de fer pour assurer autant que possible une coïncidence de trains du même genre, savoir trains de grande vitesse avec trains de grande vitesse, trains de voyageurs avec trains de voyageurs et trains mixtes avec trains mixtes.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent en outre d'intervenir auprès des administrations des chemins de fer interessées afin qu'il soit établi des itinéraires facilitant autant que possible la communication entre Trieste et Venise au moyen des trains directs et de grande vitesse.

Article XIII.

En ce qui concerne le service de douane et de police frontière les deux Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord d'appliquer à la ligne de jonction de Cervignano à S. Giorgio de Nogaro les dispositions contenues aux articles XIII, XIV, XIX—XXII, XXIV et XXVII de la convention signée le 2 octobre 1879 concernant les jonctions de Cormons, Ala et Pontafel.

Il est entendu que les dispositions jointes à la convention signée le 23 avril 1867 concernant le traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et l'Italie et qui de même que cette convention ont été selon la déclaration du 27 décembre 1878 maintenues provisoirement par rapport aux opérations douanières, sur les chemins de fer reliant l'Autriche-Hongrie et l'Italie cités à l'article XXVII de la convention signée le 2 octobre 1879 seront substituées par les dispositions respectives du traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 ou s'il y a lieu par les arrangements ultérieurs qui lui seront substitués.

Article XIV.

En ce qui concerne la correspondance télégraphique privée ou officielle les deux Gouvernements sont convenus d'admettre à la présente jonction les dispositions contenues aux articles XV et XVI de la convention signée le 2 octobre 1879.

1900

Article XV.

Les dispositions en vigueur ou à concerter à l'égard la police des passe-ports et des étrangers voyageant sur lignes respectives des deux Etats devront également appliquées à la jonction qui forme l'objet de la prés convention.

Article XVI.

La présente convention sera ratifiée et les ratificat en seront échangées à Rome, le plus tôt possible, dan terme de quatre mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont si et y ont ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, ce 24 janvier 1

(L. S.) *M. Pasetti.* (L. S.) *Visconti Venosta.*

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König von Italien

von dem Wunsche geleitet, die Eisenbahnverbindun zwischen ihren Staaten durch einen neuen Anschluss zu weitern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke eine Ue einkunft abzuschliessen und haben zu Ihren Bevollmächti ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Excellenz Herrn Freiherrn Pasetti v. Fried burg, Allerhöchstihren Botschafter bei Seiner Majestät König von Italien,

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Excellenz Herrn Markgrafen Visconti Veno Allerhöchstihren Minister der auswärtigen Angelegenhei

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in Ordn befundenen Vollmachten über folgende Punkte übereingekom sind:

Artikel I.

Nachdem die kaiserlich-königlich österreichische Re rung die Friauler Eisenbahngesellschaft ermächtigt hat, bestehende Linie von Monfalcone nach Cervignano, wel von der österreichischen Staatseisenbahnverwaltung betrie wird, bis zur österreichisch-italienischen Grenze zu verl gern und die königlich italienische Regierung durch die netianische Gesellschaft für Verkehrsunternehmungen öffentliche Arbeiten eine Abzweigung von S. Giorgio di Nog

in der Richtung zur Grenze hat herstellen lassen, ist die Verbindung dieser beiden Linien bereits vollendet und dieselbe auch dem Betriebe übergeben. 1900

Die beiden Regierungen sind übereingekommen, den freien internationalen Verkehr auf der gedachten Anschlussverbindung nach Maassgabe der hierfür in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgesetzten Bedingungen zuzulassen und alle Vortheile und Erleichterungen zu gewähren, welche mit den in ihren Staaten geltenden Gesetzen und Verordnungen vereinbar sind.

Artikel II.

Auf der Verbindungslinie Cervignano—S. Giorgio di Nogaro werden zwei getrennte Grenzbahnhöfe, einer auf österreichischem Gebiete zu Cervignano, der andere auf italienischem Gebiete zu S. Giorgio di Nogaro bestehen.

Der Betrieb zwischen diesen beiden Bahnhöfen wird derart geregelt werden, dass die Erhaltung und die Ueberwachung der beiden Theilstrecken bis zur Grenze in den betreffenden Staatsgebieten der heimischen Eisenbahnverwaltung obliegen werden und die Traction der Züge zwischen den beiden Grenzbahnhöfen der italienischen Verwaltung überlassen wird.

Die Bedingungen, unter welchen der obige Dienst gehandhabt wird, und die hieraus sich ergebenden Entschädigungsfragen werden durch eine besondere Vereinbarung geregelt, welche zwischen den beiderseitigen Eisenbahnverwaltungen abzuschliessen und der Genehmigung der vertragschliessenden Regierungen zu unterziehen ist.

Die letzteren werden desgleichen jene Punkte einvernehmlich regeln, bezüglich deren ein Einverständnis zwischen den beiden Eisenbahnverwaltungen nicht erreicht werden sollte.

Artikel III.

Die österreichische Eisenbahnverwaltung wird verpflichtet sein, gemäss der bezüglichen Bedingnisse und der im Artikel II vorgesehenen Vereinbarungen in dem Grenzbahnhofe Cervignano die für den zeitweiligen Aufenthalt des italienischen Personals jener Züge, welche von S. Giorgio di Nogaro kommen oder dahin gehen, erforderlichen Räumlichkeiten, sowie Locale für die Post beizustellen.

Artikel IV.

Die in den Artikeln I bis III der gegenwärtigen Uebereinkunft bezeichnete Anschlussverbindung ist mit einem einfachen Geleise, jedoch mit Bedachtnahme auf die Anlage eines Doppelgeleises im Bedarfsfalle hergestellt.

1900 Es wird festgesetzt, dass dieses Geleise die no
Spurweite haben soll und derart übereinstimmend zu erh
ist, dass die Fahrbetriebsmittel anstandslos von einer
auf die andere übergehen können.

Fahrbetriebsmittel, welche einer Erprobung von
der hohen vertragschliessenden Theile unterzogen w
sind, sollen in das Gebiet des anderen ohne neuerliche
gegen Einhaltung der Bestimmungen der im Artikel II, 3
satz, vorgesehenen besonderen Vereinbarung und unte
für den Wagenübergang im internationalen Verkehr gelte
Voraussetzungen zugelassen werden.

Artikel V.

Nachdem die Feststellung des Punktes, wo die in
tikel I genannte Eisenbahn die Grenze überschreitet, b
durch technische, zu diesem Zwecke abgeordnete Commi
auf Grund der von den beiden betheiligten Bahnverwaltu
ausgearbeiteten Projecte erfolgt ist, genehmigen die b
hohen vertragschliessenden Regierungen die diesbezü
getroffene Vereinbarung.

Artikel VI.

Gemäss der im Artikel II enthaltenen Bestimmu
haben auf der Strecke zwischen der Grenze und der St
Cervignano die Instructionen und die Signalordnung
Nachbarstaates Anwendung zu finden.

In der obgenannten Station selbst aber wird das
sonal der italienischen Bahnverwaltung die auf öste
chischem Gebiete geltenden Instructionen, sowie die Si
ordnung zu beobachten haben.

Artikel VII.

Die volle Landeshoheit mit Einschluss der Justiz-
Polizeigewalt bleibt auf den beiden Grenzbahnhöfen s
auf den zwischen diesen Bahnhöfen und der Grenze geleg
Bahnstrecken ausschliesslich jenem der hohen vertragsch
senden Theile vorbehalten, auf dessen Gebiete der bezüg
Bahnhof und die bezügliche Bahnstrecke sich befinden.

Artikel VIII.

Unbeschadet des Aufsichtsrechtes der beiden hohen
tragschliessenden Theile über die beiderseitigen Bahnve
tungen wird der kaiserlich-königlich öserreichischen R
rung das Hoheits- und Aufsichtsrecht über die auf i
Gebiete gelegene Bahnstrecke und über deren Betriel
wahrt.

Artikel IX. 1900

Die Bahnpolizei wird in jedem der beiden Reichsgebiete unter Aufsicht der dazu competenten Behörden desselben, sowie in Gemässheit der für dieses Gebiet geltenden Vorschriften und Grundsätze zunächst durch die Bediensteten der den Betrieb und die Bahnaufsicht und Bahnerhaltung der betreffenden Bahnstrecke besorgenden Eisenbahnverwaltung gehandhabt werden.

Die österreichische Regierung wird jedoch dafür Sorge tragen, dass den Organen der italienischen Bahnverwaltung bei Handhabung der betriebspolizeilichen Aufsicht der Anschlussverbindung die nöthige Unterstützung geleistet werde.

Artikel X.

Die Ernennung des Personales, welches für die Beaufsichtigung und Erhaltung der zwischen der Grenzstation Cervignano und der Grenze gelegenen Bahnstrecke verwendet wird, steht der österreichischen Verwaltung zu.

Dagegen bleibt die Wahl des Personales der zwischen den beiden Grenzstationen verkehrenden Züge der italienischen Verwaltung vorbehalten.

Angestellte, welche durch ihre Aufführung Anlass zu Beschwerden geben, sind auf Verlangen der zuständigen Territorialbehörde zu entfernen.

Artikel XI.

Die beiden hohen vertragschliessenden Theile verpflichten sich, jeder auf Verlangen des anderen Theiles zu verhindern, dass man zur Verrichtung des Dienstes auf dem anderseitigen Gebiete solche Individuen verwende, welche wegen Verbrechen oder Vergehen gegen die Territorialregierung, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretung verurtheilt worden sind.

Artikel XII.

Die Eisenbahnverwaltungen werden die Fahrordnungen für den Verkehr der Anschlusszüge einverständlich derart festsetzen, dass weder die Reisenden noch die Waaren grössere Aufenthalte erleiden, als solche durch den Eisenbahn-, Zoll- und Passpolizeidienst bedingt sind.

Die Genehmigung dieser Fahrordnungen bleibt jeder der beiden Regierungen für die Eisenbahnen ihres Gebietes vorbehalten.

Die beiden hohen vertragschliessenden Theile verpflichten sich, bei den Eisenbahnverwaltungen dahin zu wirken, dass thunlichst die Influenz gleichartiger Züge, nämlich Eilzüge an

1900 Eilzüge, Personenzüge an Personenzüge und gemischte Z
an gemischte Züge gesichert werde.

Die beiden hohen vertragschliessenden Theile
pflichten sich ausserdem, bei den betheiligten Eisenb
verwaltungen dahin zu wirken, dass solche Fahrordnu
erstellt werden, welche einen raschen und directen Z
verkehr zwischen Triest und Venedig ermöglichen.

Artikel XIII.

Die beiden hohen vertragschliessenden Theile sind
eingekommen, dass hinsichtlich des Zoll- und Grenzpo
dienstes auf der Anschlussverbindung Cervignano—S. Gi
di Nogaro die in den Artikeln XIII, XIV, XIX bis X
der Uebereinkunft vom 2. October 1879, betreffend die E
bahnanschlüsse bei Cormons, Ala und Pontafel enthalt
Bedingungen sinngemäss Anwendung zu finden haben.

Es ist wohlverstanden, dass die dem Uebereinkom
vom 23. April 1867, betreffend den Handels- und Schifffa
vertrag zwischen Oesterreich und Italien, angeschloss
und ebenso wie dieses Uebereinkommen zufolge der Erklä
vom 27. December 1878 provisorisch in Wirksamkeit e
tenen Bestimmungen hinsichtlich der Zollabfertigung au
Oesterreich-Ungarn und Italien verbindenden Bahnen, w
in dem Artikel XXVII der Uebereinkunft vom 2. October
erwähnt erscheinen, nunmehr durch die bezüglichen Be
mungen des Handels- und Schifffahrtsvertrages vom 6
cember 1891 oder die künftig etwa an dessen Stelle trete
Vereinbarungen ersetzt werden.

Artikel XIV.

Anlangend die telegraphische Privat- und Staatsc
spondenz sind die beiden Regierungen übereingekommen
Bestimmungen der Artikel XV und XVI der Ueberein
vom 2. October 1879 auf den gegenwärtigen Bahnans
anzuwenden.

Artikel XV.

Die wegen der Handhabung der Pass- und Fre
polizei bei Reisen auf beiderseitigen Eisenbahnverbindu
schon bestehenden oder noch zu vereinbarenden Bestimm
sollen auch auf die den Gegenstand dieser Ueberein
bildende Eisenbahnverbindung Anwendung finden.

Artikel XVI.

Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und die Ausw
lung der darüber auszufertigenden Ratificationsurk
sobald als möglich, spätestens aber binnen vier Monat
Rom bewirkt werden.

Zu Url und dessen haben die beiderseitigen Bevoll- 1900
mächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unter Beifügung ihrer Siegel eigenhändig unterzeichnet.

So geschehen zu Rom, in doppelter Ausfertigung, den 24. Januar 1900.

(L. S.) *M. Pasetti.* (L. S.) *Visconti Venosta.*

Vorstehender Staatsvertrag wird mit Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, den 31. August 1900.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p. *Wittek* m. p.

2568.

31 janvier 1900.

Ordonnance du ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères sur la réduction de la jurisdiction consulaire en Egypte et le transfert d'une partie de cette jurisdiction aux tribunaux mixtes pour une époque ultérieure de cinq ans.

R. G. Bl. 1900, Nr. 29.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Aeussern vom 31. Januar 1900, betreffend die Einschränkung der Gerichtsbarkeit der k. und k. Consularämter in Aegypten und die theilweise Uebertragung dieser Gerichtsbarkeit an die dort bestehenden gemischten Tribunale auf weitere fünf Jahre.

Ueber Ermächtigung Seiner k. und k. Apostolischen Majestät und im Einverständnisse mit den Regierungen der beiden Staatsgebiete wird auf Grund des § 17 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, beziehungsweise des § 17 des ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891 angeordnet:

Die mit der kaiserlichen Verordnung vom 18. December 1875, R. G. Bl. Nr. 153, beziehungsweise der Verordnung des königlich ungarischen Justizministers vom 5. Januar 1876, Nr. 491, erlassenen, durch die kaiserliche Verordnung vom 28. Januar 1899, R. G. Bl. Nr. 16, beziehungsweise die königlich ungarische Justizministerialverordnung vom 1 Februar 1899, Nr. 7701 (Rendeletek Tára Nr. 42) bis zum 1. Februar 1900 aufrecht erhaltenen Bestimmungen über die Einschrän-

1900 kung der Gerichtsbarkeit der k. und k. Consularämt
Aegypten und die theilweise Uebertragung dieser Gericht
keit an die dort bestehenden gemischten Tribunale bl
auf weitere fünf Jahre, das ist bis 1. Februar 1905 in
tung.

Für die gleiche Dauer wird ferner vom 1. Februar
angefangen den in Aegypten errichteten gemischten Tribu
die Strafgerichtsbarkeit über die österreichischen und
die ungarischen Staatsangehörigen hinsichtlich der im
festgestellten Abschnitte IX (Artikel 293—301) des Tite
des ägyptischen Code pénal mixte bezeichneten Vergeher
trügerischer und einfacher Bankerott, sowie andere mit
cursen zusammenhängende Delicte) übertragen und w
somit diese strafbaren Handlungen aus der Wirksamkei
k. und k. Consularämter in Aegypten in Strafsachen
geschieden.

Soferne übrigens solche Strafsachen an dem Tag
welchem diese Verordnung in Wirksamkeit tritt, bereit
den k. und k. Consularämtern in Aegypten anhängig
bleibt die Gerichtsbarkeit derselben im bisherigen Um
aufrecht.

Die gegenwärtige Verordnung tritt am 1. Februar
in Kraft.

Wien, am 31. Januar 1900.

Goluchowski m. p.

Diese Verordnung wird hiermit gemäss § 18 des
setzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, verlaut

Spens m. p.

2569.

3 février 19

**Publication du ministère I^l R^l des chemins de fer
cernant les lignes auxquelles s'applique la conven
internationale du 14 octobre 1890.**

R. G. Bl. 1900, Nr.

*Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 3. Februar
betreffend die Liste der Eisenbahnen, auf welche das intern
nale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr
14. October 1890 (R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892) Anwen
findet.*

Die Liste der Eisenbahnen, auf welche das internati
Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14

tober 1890, R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892, Anwendung findet, 1900
hat unter Berücksichtigung der seit der Kundmachung vom 16. Februar 1899, R. G. Bl. Nr. 47, erfolgten Aenderungen und Ergänzungen zu lauten, wie folgt:

Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. October 1890 Anwendung findet.

Oesterreich und Ungarn.

I. Im Reichsrathe vertretene Königreiche und Länder (einschliesslich Liechtenstein).

A. Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Oesterreich oder in Ungarn betrieben werden.

1. K. k. österreichische Staatsbahnen, mit Einschluss der auf fürstlich Liechtenstein'schem Gebiete gelegenen Strecke der Linie Feldkirch—Buchs; — dagegen mit Ausschluss:

a) der Dalmatiner Staatsbahn:

α) Spalato—Siverić—Knin,

β) Perković—Slivno—Sebenico,

dann:

b) der Kolomeaer Localbahnen:

α) Kolomea—Sloboda rungurska nebst Abzweigung;

β) Nadwornianski przedmiescie—Szeparowce Kniaždwór,

sowie:

c) der Localbahn Lemberg (Kleparów)—Janów,
d) der schmalspurigen Kleinbahn Lupków—Cisna,
e) der Flügelbahn Podleze—Niepolomice,
f) der Flügelbahn Lititz—Nürschan,
g) der schmalspurigen Localbahn Unzmarkt — Mauterndorf (Murthalbahn),
h) der schmalspurigen Gurkthalbahn,
i) der schmalspurigen Ybbsthalbahn,
k) der schmalspurigen Localbahn Zell am See — Krimml (Pinzgauer Localbahn).

2. Localbahn Auspitz.
3. Aussig—Teplitzer Eisenbahn.
4. Böhmische Commercialbahnen.
5. Böhmische Nordbahn.
6. Bozen—Meraner Eisenbahn.
7. Buschtěhrader Eisenbahn.
8. Kaiser Ferdinands-Nordbahn.

1900 9. Kaschau—Oderberger Bahn (auf österreichischen biete betriebene Linien).

10. Kremsthalbahn.

11. Localbahn Mori—Arco—Riva am Gardasee.

12. Neutitscheiner Localbahn.

13. Oesterreichische Nordwestbahn.

14. Oesterreichisch-ungarische Staatseisenbahngesells

15. Přivoz—Mährisch-Ostrau—Witkowitzer Localbah

16. Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaf

17. Salzkammergut-Localbahn.

18. Südbahngesellschaft (auf österreichischem Gebiet triebene Linien), mit Ausschluss der schmalspurigen I bahnen:

l) Mödling—Hinterbrühl nächst Wien (mit elektrischen triebe),

m) Preding—Wieselsdorf—Stainz,

n) Pöltschach—Gonobitz,

o) Kapfenberg—Seebach—Au.

p) Ueberetscherbahn (Localbahn Bozen—Kaltern).

19. Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn.

20. Standing—Stramberger Localbahn.

21. Eisenbahn Wien—Aspang, mit Ausschluss:

q) der Zahnradstrecke Puchberg—Hochschneeberg der Sc bergbahn.

22. Die von den königlich ungarischen Staatseisenba betriebenen Strecken der k. k. österreichischen Staatsba von Lawoczne bis zur ungarischen Landesgrenze und Fehring bis zur ungarischen Landesgrenze, sowie der Oe reichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft von M egg bis zur ungarischen Landesgrenze, endlich die vo Raab (Györ)—Oedenburg (Sopron)—Ebenfurther Bahn triebene Strecke der im Betriebe der Südbahn-Gesells stehenden Wien—Pottendorf—Wiener-Neustädter Bahn Ebenfurth bis zur ungarischen Landesgrenze.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswä Verwaltungen befinden.

I. Italienischer Verwaltungen.

Die durch die Italienische Adria-Eisenbahn-Gesells betriebenen Strecken von der italienisch-österreichi Grenze:

23. bei Cormons bis Cormons.

24. bei Pontebba bis Pontafel in der Richtung Italien.

25. bei Peri bis Ala.

Die durch die italienische Eisenbahngesellschaft „Società 1900
Veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane" betriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze:

26. bei Cervignano bis Cervignano.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die durch die Königlich Bayerischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

27. bei Kiefersfelden bis Kufstein.
28. bei Salzburg bis Salzburg.
29. bei Waldsassen bis Eger.
30. bei Schirnding bis Eger.
31. bei Asch bis Eger.

Die durch die Königlich Sächsischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

32. bei Brambach bis Eger.
33. bei Bärenstein bis Weipert.
34. bei Moldau bis Moldau.
35. bei Schöna bis Bodenbach.
36. bei Schöna bis Tetschen.
37. bei Neusalza - Spremberg bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Taubenheim.
38. bei Alt- und Neu-Gersdorf bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach.
39. bei Seifhennersdorf bis Warnsdorf.
40. bei Gross-Schönau bis Warnsdorf.
41. bei Zittau bis Reichenberg.

Die durch die Königlich Preussischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

42. bei Neusorge bis Halbstadt.
43. bei Troppau bis Troppau.
44. bei Jägerndorf bis Jägerndorf.
45 bei Oderberg bis Oderberg.
46. bei Goczalkowitz bis Dzieditz.
47. bei Neuberun bis Oswięcim.

III. Russischer Verwaltungen.

Die durch die Verwaltung der Russischen Südwestbahnen in der Richtung aus Russland betriebenen Strecken von der russisch-österreichischen Grenze:

48. bei Radziwilow bis Brody.
49. bei Woloczysk bis Podwoloczyska.
50. bis Oesterreichisch-Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von österreichischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

1900 Deutschland, Ziffer 98 bis und mit 112.
Italien, Ziffer 8.
Russland, Ziffer 35, 36, 37, 38.
Schweiz, Ziffer 18, 19.

II. Ungarn.

Sämmtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwal und Gesellschaften mit dem Sitze in Ungarn oder in Oesterreich be werden.

1. Königlich ungarische Staatsbahnen und die im Be derselben stehenden Localbahnen und Linien anderer Ba mit Ausnahme:

der schmalspurigen Linie Gran—Bresnitz—Sche
der normalspurigen Localbahn Soroksár—Szt.-L
und
der schmalspurigen Localbahn im Taraczthal;

2. Südbahngesellschaft (auf ungarischem Gebiete b bene Linien) und die im Betriebe derselben stehenden L bahnen.

3. Kaschau-Oderberger Bahn (auf ungarischem Ge betriebene Linien) und die im Betriebe derselben steh Localbahnen anderer Bahnen und Linien, mit Ausnahme

der schmalspurigen Strecke Gölniczbánya—Schmölnit Localbahn im Gölniczthal.

4. Raab—Oedenburg—Ebenfurther Eisenbahn-Gesells und die im Betriebe derselben stehende Localbahn „F vidék".

5. Vereinigte Arader und Csanáder Eisenbahnen mit nahme:

der schmalspurigen Localbahn Borossebes—Menyháza
der Ersten Alföld er schmalspurigen landwirthschaftli Eisenbahn.

6. Eisenbahn im Szamosthal und die im Betriebe selben stehende Localbahn Zsibó—Nagybánya.

7. Localbahn Keszthely—Balaton—Szt.-György.
8. Eisenbahn Mohács—Fünfkirchen.
9. Schmalspurige Localbahn Nagy-Károly—Somkut.
10. Localbahn Eperies—Bartfeld.
11. Torontáler Localbahnen und die im Betriebe selben stehenden Localbahnen.
12. Schmalspurige Localbahn Belišce Noskovci (Slavoni Drauthalbahn).
13. Schmalspurige Localbahn Segesvár—Szentágota.
14. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen triebenen Strecken der königlich ungarischen Staatsba von Mező-Laborcz bis zur österreichischen Landesgr von Körösmező bis zur österreichischen Landesgrenze, un

der Kaschau—Oderberger Bahn von Orló bis zur österreichi- 1900
schen Landesgrenze.

15. Die von der Oesterreichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatsbahnen von Trencsin-Teplitz bis zur österreichischen Landesgrenze am Vlarapass, von Bruck a. L. bis zur österreichischen Landesgrenze und von Skalitz bis zur österreichischen Landesgrenze.

16. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke der Holics—Gödinger Localbahn von Holics bis zur österreichischen Landesgrenze.

III. Occupationsgebiet.

1. K. und k. Militärbahn Banjaluka—Doberlin.

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsass-Lothringen.

2. Militär-Eisenbahn.

3. Königlich Preussische Staatseisenbahnen — einschliesslich der gemeinschaftlich mit ihnen betriebenen Grossherzoglich Hessischen Staatseisenbahnen — sowie die unter preussischer Staatsverwaltung stehenden Privatbahnen, mit Ausschluss:

a) der Oberschlesischen schmalspurigen Zweigbahn.

4. Königlich Bayerische Staatseisenbahnen mit Ausschluss der von ihnen betriebenen Localbahnen:

b) Augsburg—Göggingen—Pfersee;

c) Augsburger Localbahn.

5. Königlich Sächsische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden sächsischen Privat-Eisenbahnen.

6. Königlich Württembergische Staatseisenbahnen.

7. Grossherzoglich Badische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden badischen Privat-Eisenbahnen.

8. Main-Neckar-Eisenbahn nebst den von ihr betriebenen Grossherzoglich Hessischen Nebenbahnstrecken.

9. Grossherzoglich Mecklenburgische Staatseisenbahnen, mit Ausschluss:

d) der Doberan—Heiligendammer Eisenbahn.

10. Grossherzoglich Oldenburgische Staatseisenbahnen, mit Ausschluss:

e) der Ocholt—Westersteder Eisenbahn.

1900 II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltu

11. Achern—Ottenhöfener Nebenbahn.
12. Alt-Damm—Colberger Eisenbahn.
13. Altona—Kaltenkirchener Eisenbahn.
14.*Bad Aibling—Feilnbacher Localbahn.
15. Die von der Badischen Local-Eisenbahn-Gesell betriebenen Nebenbahnen:

a) Albthalbahn;
b) Bruchsal—Odenheim—Menzingener Nebenbahn und
c) Bühlerthalbahn.

16. Bentheimer Kreisbahn.
17. Braunschweigische Landeseisenbahn.
18. Breslau—Warschauer Eisenbahn.
19. Brölthal-Eisenbahn.
20. Cöln—Bonner Kreisbahnen.
21. Cronberger Eisenbahn.
22. Dahme—Uckroer Eisenbahn.
23. Deggendorf—Mettener Eisenbahn.
24. Dessau—Wörlitzer Eisenbahn.
25. Dortmund—Gronau—Enscheder Eisenbahn.
26. Eckernförde—Kappelner Schmalspurbahn.
27. Eisern—Siegener Eisenbahn.
28. Ermsthalbahn (Metzingen—Urach).
29. Eutin—Lübecker Eisenbahn.
30. Flensburg—Kappelner Eisenbahn.
31. Frankfurter Verbindungsbahn (Frankfurt a. M.
32. Fürth—Zirndorf—Cadolzburger Eisenbahn.
33. Georgs-Marienhütte-Eisenbahn.
34. Gernrode—Harzgeroder Eisenbahn.
35. Gotteszell—Viechtacher Eisenbahn.
36. Greifswald—Grimmener Eisenbahn.
37. Halberstadt—Blankenburger Eisenbahn.
38. Haltingen—Kanderner Nebenbahn.
39. Hansdorf—Priebuser Nebenbahn.
40. Hildesheim—Peiner Kreiseisenbahn.
41. Hoyaer Eisenbahn (Hoya—Eystrup).
42.*Kahl—Schoelkrippener Localbahn.
43. Kaysersberger Thalbahn, einschliesslich der Colmar—Winzenheim.
44. Kerkerbachbahn.
45. Kiel—Eckernförde—Flensburger Eisenbahn.
46. Königsberg—Cranzer Eisenbahn.
47. Krefelder Eisenbahn.

---

*) Mit Wirkung vom 30. Januar 1900.

48. Kreis Altenaer Schmalspurbahn. 1900
49. Kremmen—Neu-Ruppin—Wittstocker Eisenbahn.
50. Krozingen—Staufen—Sulzburger Nebenbahn.
51. Lahrer Strassenbahn.
52. Lam—Kötztinger Localbahn.
53. Lausitzer Eisenbahn (Rauscha—Freiwaldau; Moskau —Teuplitz—Sommerfeld).
54. Liegnitz—Rawitscher Eisenbahn.
55. Lübeck—Büchener und Lübeck—Hamburger Eisenbahn.
56. Ludwigs-Eisenbahn (Nürnberg—Fürth).
57. Marienburg—Mlawkaer Eisenbahn.
58. Markt Oberdorf—Füssener Eisenbahn.
59. Meckenbeuren—Tettnanger Localbahn.
60. Mecklenburgische Friedrich Wilhelm-Eisenbahn.
61. Meppen—Haselünner Eisenbahn.
62. Mühlhausen—Ebelebener Eisenbahn.
63. München—Wolfratshausen—Bichler Eisenbahn.
64. Murnau—Garmisch-Partenkirchener Eisenbahn.
65. Neubrandenburg—Friedländer Eisenbahn.
66. Neuhaldenslebener Eisenbahn.
67. Neustadt—Gogoliner Eisenbahn.
68. Niederlausitzer Eisenbahn.
69. Nordhausen—Wernigeroder Eisenbahn.
70.*Oschersleben—Schöninger Eisenbahn.
71. Osterwieck—Wasserlebener Eisenbahn.
72. Ostpreussische Südbahn, einschlieslich der Fischhausen —Palmnickener Eisenbahn.
73. Ostrowo—Skalmierzycer Kreiseisenbahn.
74. Paulinenaue—Neu-Ruppiner Eisenbahn.
75. Peine—Ilseder Eisenbahn.
76. Pfälzische Eisenbahnen.
77. Prignitzer Eisenbahn.
78. Rhein—Ettenheimmünster Localbahn.
79. Rhene—Diemelthal-Eisenbahn (Bredelar—Martenberg).
80. Röthenbach b. L.—Weiler Eisenbahn.
81. Ruhlaer Eisenbahn (Wutha—Ruhla).
82. Schaftlach—Gmunder Eisenbahn.
83. Sonthofen—Oberstdorfer Eisenbahn.
84. Stadtamhof—Donaustaufer Localbahn.
85. Stargard—Cüstriner Eisenbahn, einschliesslich der Glasow—Berlinchener Eisenbahn.
86. Stendal—Tangermünder Eisenbahn.
87. Strassburger Strassenbahnen.

---

*) Mit Wirkung vom 30. Januar 1900.

1900 88. Die von der Süddeutschen Eisenbahngesellschaft betriebenen Nebenbahnen:

a) Bregthalbahn (Donaueschingen—Furtwangen);
b) Kaiserstuhlbahn;
c) Mannheim—Weinheim—Heidelberg—Mannheimer E bahn;
d) Osthofen—Westhofener Eisenbahn.
e) Reinheim—Reichelsheimer Eisenbahn;
f) Sprendlingen—Fürfelder Eisenbahn;
g) Worms—Offsteiner Eisenbahn und
h) Zell—Todtnauer Eisenbahn.

89.*Süd-Harz-Eisenbahn.

90. Die unter der Betriebsverwaltung thüringischer N bahnen stehenden Linien:

a) Arnstadt—Ichtershausener Eisenbahn;
b) Eisenberg—Crossener Eisenbahn;
c) Hohenebra—Ebelebener Eisenbahn und
d) Ilmenau—Grossbreitenbacher Eisenbahn.

91. Türkheim—Wörishofener Localbahn.
92. Westfälische Landeseisenbahn.
93. Wittenberge—Perleberger Eisenbahn.
94. Zschipkau—Finsterwalder Eisenbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe ausse deutscher Eisenbahnverwaltungen befinden.

I. Russischer Verwaltungen.

95. Die von der St. Petersburg—Warschauer Eisenb betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze Eydtkuhnen bis Eydtkuhnen.

96. Die von den Süd-Westbahnen betriebene Strecke der russisch-deutschen Grenze bei Prostken bis Prostken

97. Die von den Weichselbahnen betriebene Strecke der russisch-deutschen Grenze bei Illowo bis Illowo.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

98. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betrieb Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei M lowitz bis Myslowitz.

99. Die von der Oesterreichischen Nordwestbahn bet bene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze Wichtstadtl bis Mittelwalde.

100. Die von der Oesterreichisch - ungarischen Sta eisenbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der öste chisch-deutschen Grenze bei Mittelsteine bis Mittelsteine.

* Mit Wirkung vom 30. Januar 1900.

Die von der Süd-Norddeutschen Verbindungsbahn betrie- 1900
benen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

101. bei Liebau bis Liebau.
102. bei Seidenberg bis Seidenberg.
103. Die von der Böhmischen Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach bis Ebersbach.

Die von der Buschtěhrader Eisenbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

104. bei Reitzenhain bis Reitzenhain.
105. bei Klingenthal bis Klingenthal.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

106. bei Hennersdorf bis Ziegenhals.
107. bei Niklasdorf bis Ziegenhals.
108. bei Heinersdorf bis Heinersdorf.
109. bei Furth i. W. bis Furth i. W.
110. bei Passau bis Passau.
111. bei Braunau bis Simbach.
112. bei Lochau bis Lindau.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Schweizerischen Nordostbahn betriebenen Strecken von der schweizerisch-deutschen Grenze:

113. bei Konstanz bis Konstanz.
114. bei Rielasingen bis Singen.
115. bei Waldshut bis Waldshut.
116. bei Lottstetten bis zur deutsch-schweizerischen Grenze bei Altenburg-Rheinau.

IV. Französischer Verwaltungen.

Die den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen gehörigen, von der Französischen Ostbahn mitbetriebenen Strecken von der französisch-deutschen Grenze:

117. bei Altmünsterol bis Altmünsterol.
118. bei Avricourt bis Deutsch-Avricourt.
119. bei Chambrey bis Chambrey.
120. bei Novéant bis Novéant.
121. bei Amanweiler bis Amanweiler.
122. bei Fentsch bis Fentsch.

V. Niederländischer Verwaltungen.

123. Die von der Nordbrabant-Deutschen Bahn betriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gennep bis Wesel.

124. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft betriebene und von der Gesellschaft zum Betriebe von Nieder-

1900 ländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von niederländisch-deutschen Grenze bei Cranenburg bis C

125. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nie ländischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von niederländisch-deutschen Grenze:

a) bei Elten bis Welle;
b) bei Herzogenrath bis Herzogenrath;
c) bei Aachen bis Aachen;*)
d) bei Dalheim bis Dalheim.**)

126. Die von der Gesellschaft zum Betriebe von Nie ländischen Staatseisenbahnen betriebenen und von der ländischen Eisenbahn-Gesellschaft mitbetriebenen Strecken der niederländisch-deutschen Grenze:

a) bei Elten bis Emmerich;
b) bei Gronau bis Gronau.

127. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesells betriebene und von der Gesellschaft zum Betriebe von Nie ländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von niederländisch-deutschen Grenze bei Gildehaus bis Salzber

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von deut Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Oesterreich, Ziffer 27 bis und mit 47.
Dänemark, Ziffer 3.
Frankreich, Ziffer 19, 20, 21, 22, 23, 24.
Luxemburg, Ziffer 2, 3.
Niederlande, Ziffer 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Russland, Ziffer 29, 30, 31, 32, 33, 34.
Schweiz, Ziffer 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstreck

1. Belgische Staatsbahnverwaltung.
2. Belgische Nordbahn.
3. Gent—Terneuzen.
4. Mecheln—Terneuzen.
5. Westflandrische Eisenbahn.
6. Eisenbahn von Chimay.
7. Termonde—St. Nicolas.
8. Hasselt—Maeseyck.

---

*) Die Gesellschaft zum Betriebe von Niederländischen Staatse bahnen besorgt nur den Zugsdienst in beiden Richtungen.

**) Auf dieser Strecke besorgt die Gesellschaft zum Betriebe Niederländischen Staatseisenbahnen nur den Zugsdienst in der Richtung den Niederlanden nach Deutschland und umgekehrt, die Preussische St eisenbahn auf der niederländischen Strecke bei Dalheim bis Vlodrop (L Niederlande B 10) in der Richtung von Dalheim nach den Niederlarde

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden. 1900

I. Französischer Verwaltungen.

Die von der Französischen Nordbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:

9. bei Comines bis Comines.
10. bei Halluin bis Menin.

II. Luxemburgischer Verwaltungen.

Die von der Luxemburgischen Prinz Heinrich-Bahn betriebenen Strecken von der belgisch-luxemburgischen Grenze:

11. von Rodange, luxemburgische Grenze bis Athus.

Anmerkung: Betreffend die Bahnstrecken, welche von belgischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Frankreich, Ziffer 15, 16, 17, 18.
Niederlande, Ziffer 11, 12.

Dänemark.

A. Von dänischen Verwaltungen betriebene Strecken.

1. Die Dänischen Staatsbahnen, einschliesslich die von denselben betriebenen Dampffährenverbindungen:

a) über den Limfjord (Oddesund Nord—Oddesund Süd und Nykjöbing Morsö—Glyngöre);
b) über den kleinen [lille] Belt (Fredericia—Strib);
c) über den grossen [store] Belt (Nyborg—Korsör);
d) über den Oeresund (Helsingör—Helsingborg und Kopenhagen [Kjöbenhavn]—Malmö);
e) über den Masnedsund (Masnedö—Orehoved);

aber mit Ausschluss:

der von der südfünenschen Eisenbahngesellschaft betriebenen Staatsbahnstrecke Nyborg—Faaborg und
der Dampfschiffstrecke Korsör—Kiel.

2. Folgende unter Staatsverwaltung stehende Privateisenbahnstrecken:

a) Orehoved—Gjedser;
b) Aalestrup—Viborg.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe auswärtiger Eisenbahnverwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-dänischen Grenze bei Farris bis Vamdrup.

1900

Frankreich.

A. Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstre

Die Linien von allgemeiner Bedeutung:

1. Der Nordbahn.
2. Der Ostbahn, einschliesslich der für Rechnung Concessionäre betriebenen Linien von Monthermé nach M hermé, Vrigne-Meuse nach Vrigne-aux-Bois, Carignan Messempré; Charmes nach Rambervillers, Avricourt Blamont und Cirey, Saint-Dizier nach Vassy, Vassy Doulevant-le-Château.
3. Der Westbahn.
4. Der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn, einschliesslich de Rechnung der Concessionäre betriebenen Linie des Hafens in Marseille und derjenigen von Arles nach Saint-L
5. Der Orléansbahn, einschliesslich der unter den glei Bedingungen wie das Hauptnetz betriebenen Localba der Sarthe.
6. Der Südbahn.
7. Der Staatsbahnen, einschliesslich der für Rech der Concessionäre betriebenen Localbahnen von Ligré-Ri nach Richelieu und von Barbezieux nach Châteauneuf.
8. Der beiden Ringbahnen von Paris, einschliesslich strategischen Linie von Valenton nach Massy-Palaiseau.
9. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.
10. Der Eisenbahngesellschaft von Somain nach A und bis zur belgischen Grenze.
11. Der Gesellschaft des Médoc.

Die Linien von localer Bedeutung:

12. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.
13. Von Marlieux nach Châtillon-sur-Chalaronne.
14. Von Castelnau nach Margaux und von Pauillac Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswä Verwaltungen befinden.

I. Belgischer Verwaltungen.

15. Die von der Belgischen Staatsbahnverwaltung triebene Strecke von der belgisch-französischen Grenze Doische bis Givet.
16. Die von der Belgischen Nordbahn betriebene St von der französisch-belgischen Grenze bei Heer-Agimont Givet.

17. Die von der Westflandrischen Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Abeele bis Hazebrouck. 1900

18. Die von der Eisenbahngesellschaft von Chimay betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Momignies bis Anor.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die der Französischen Ostbahn gehörigen, von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen mitbetriebenen Strecken von der deutsch-französischen Grenze:

19. bei Altmünsterol bis Petit-Croix.
20. bei Deutsch-Avricourt bis Igney-Avricourt.
21. bei Chambrey bis Moncel.
22. bei Novéant bis Pagny-sur-Moselle.
23. bei Amanweiler bis Batilly.
24. bei Fentsch bis Audun-le-Roman.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von der Jura-Simplonbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:

25. bei Delle bis Delle.
26. bei Vallorbe bis Pontarlier.
27. bei Verrières bis Pontarlier.

IV. Italienischer Verwaltungen.

28. Die von der Italienischen Gesellschaft der Mittelmeerbahnen betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Modane bis Modane.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von französischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 117, 118, 119, 120, 121, 122.
Belgien, Ziffer 9, 10.
Italien, Ziffer 6.
Schweiz, Ziffer 26, 27, 28, 29.

Italien.

A. Von italienischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Sämmtliche von der Gesellschaft des mittelländischen Netzes betriebenen Linien.

2. Sämmtliche von der Gesellschaft des adriatischen Netzes betriebenen Linien.

3. Sämmtliche von der Gesellschaft des sicilianischen Netzes betriebenen Linien, einschliesslich der Strecke über die Meerenge von Messina.

4. Die von der Società Veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane betriebenen Linien;

1900 *a)* Padua—Bassano,
b) Vicenza—Treviso,
c) Vicenza—Schio,
d) Cividale—Portogruaro,
e) Parma—Suzzara,
f) Bologna S. V.—Portomaggiore,
g) Budrio—Massalombarda,
h) Arezzo—Stia,
i) Conegliano—Vittorio und
k) S. Giorgio di Nogaro bis zur italienisch-österreichis Grenze bei Cervignano.

5. Die Nord-Mailänder Eisenbahnen in Mailand, näm

l) Mailand—Bovisa—Erba mit Abzweigungen von B nach Mailand—Librera und von S. Pietro nach Cam
m) Mailand—Bovisa—Saronno,
n) Saronno—Malnate—Varese—Laveno,
o) Como—Camerlata—Grandate—Malnate mit Abzwei von Camerlata nach Albate—Camerlata,
p) Novara—Busto Arsizio—Saronno—Seregno und
q) Saronno—Grandate.

B. Bahnstrecken, welche im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtig Verwaltungen sich befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

6. Die von der Französischen Paris-Lyon-Mittelmeerl betriebene Strecke von der italienisch-französischen Gr bei Ventimiglia bis Ventimiglia.

II. Schweizerischer Verwaltungen.

7. Die von der Gotthardbahn betriebene Strecke der italienisch-schweizerischen Grenze bei Pino bis Luin

III. Oesterreichischer Verwaltungen.

8. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahne der Richtung nach Italien mitbetriebene Strecke von italienisch-österreichischen Grenze bei Pontafel bis Ponte

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von italieni Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Oesterreich, Ziffer 23, 24, 25, 26.
Frankreich, Ziffer 28.
Schweiz, Ziffer 30.

Luxemburg. 1900

A. Von luxemburgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Prinz Heinrich-Bahn, mit Einschluss der Linie von Wasserbillig nach Grevenmacher.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

2. Die von den Reichseisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebenen sämmtlichen Linien der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn.

3. Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-luxemburgischen Grenze bei Ulflingen bis Ulflingen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von luxemburgischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Belgien, Ziffer 11.

Niederlande.

A. Von niederländischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Gesellschaft zum Betriebe von Niederländischen Staatseisenbahnen.
2. Holländische Eisenbahn-Gesellschaft.
3. Niederländische Central-Eisenbahn-Gesellschaft.
4. Nord-Brabant-Deutsche Eisenbahn-Gesellschaft.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den Grossherzoglich Oldenburgischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-niederländischen Grenze bei Neuschanz bis Neuschanz.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-niederländischen Grenze:

6. bei Borken bis Winterswyk.
7. bei Bocholt bis Winterswyk.
8. bei Straelen bis Venlo.
9. bei Kaldenkirchen bis Venlo.
10. bei Dalheim bis Vlodrop.

II. Belgischer Verwaltungen.

11. Die von der Mecheln-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei La Clinge bis Terneuzen.

1900 12. Die von der Gent-Terneuzen-Eisenbahngesell
betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen G
bei Selzaete bis Terneuzen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von niederländ
Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 123, 124, 125, 126, 127.
Belgien, Ziffer 11.

Russland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Nikolaibahn (mit Zweigbahn nach dem Hafen un
Eisenbahnen von Nowotorsschok und Rjew—Wjasma).
2. St. Petersburg—Warschauer Eisenbahn.
3. Baltische Eisenbahn (mit Ausnahme der 2. Se
und Pskow—Riga.
4. Moskau—Brester Eisenbahn.
5. Moskau—Kursk, Moskau—Nijninowgorod und Mu
Eisenbahnen.
6. Sysran—Wjasma-Eisenbahn.
7. Katherine-Eisenbahn.
8. Riga—Orel Eisenbahn (mit der Riga — Tuck
Eisenbahn).
9. Libau—Romny-Eisenbahn.
10. Weichsel-Bahnen (durch die Vereinigung der War
—Terespoler Eisenbahn und der Weichsel-Bahn gebildet
11. Kharkow—Nikolajew-Eisenbahn.
12. Kursk—Kharkow—Sebastopoler Eisenbahn.
13. Samara—Zlatoouste-Eisenbahn (mit der Orenbu
Eisenbahn).
14. Polessier Eisenbahn.
15. Süd-West-Bahnen.
16. Perm-Eisenbahn (bisherige Perm—Tjumen-Eisen
vereinigt mit der Perm—Cotlass-Eisenbahn) Sektion Pe
Tjumen.
17. West-Sibirische Eisenbahn.
18. Mittel-Sibirische Eisenbahn.

B. Von Privat-Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecke

19. Warschau—Wien-Eisenbahn.
20. Wladikaukaser Eisenbahn.
21. Ivangorod—Dombrowo-Eisenbahn.
22. Lodser Eisenbahn.
23. Moskau—Kiew—Woronesch-Eisenbahn.
24. Moskau—Kasan-Eisenbahn.
25. Moskau—Jaroslaw—Archangel-Eisenbahn.
26. Moskau—Windau—Rybinsker Eisenbahn.
27. Rjasan—Uralsk-Eisenbahn.
28. Süd-Ost-Bahnen.

C. Grenzstrecken, welche sich im Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden. 1900

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich Preussischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

29. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.

30. bei Ottloschin bis Alexandrowo.

31. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oder-Ufer-Eisenbahn).

32. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).

33. Die von der Ostpreussischen Südbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Prostken bis Grajewo.

34. Die von der Marienburg-Mlawkaer Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der deutsch-russischen Grenze bei Illowo bis Mlawa.

II. Oesterreichischer Verwaltungen.

35. Die von der Kaiser Ferdinands-Nordbahn betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze bei Szczakowa bis Granica.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Russland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

36. bei Brody bis Radziwilow.

37. bei Podwołoczyska bis Woloczysk.

38. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 95, 96, 97.

Oesterreich, Ziffer 48, 49, 50.

Schweiz.

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Centralbahn.
2. Gotthardbahn.
3. Jura-Simplonbahn, ausschliesslich der von ihr betriebenen Seilbahn Cossonay Bahnhof J.-S.—Cossonay Stadt.
4. Schweizerische Nordostbahn.
5. Vereinigte Schweizerbahnen.
6. Neuenburger Jurabahn.
7. Emmenthalbahn.
8. Langenthal—Huttwilbahn.
9. Tössthalbahn.
10. Schweizerische Seethalbahn.

I. Oesterreichischer Verwaltunge

Die von den k. k. österreichischen Staatsba
benen Strecken von der österreichisch schweizeris

18. bei Buchs bis Buchs.
19. bei St. Margrethen bis St. Margrethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Grossherzoglich Badischen Staatsb
benen Strecken von der deutsch-schweizerischen

20. bei Gottmadingen bis zur schweizeris
Grenze bei Wilchingen.
21. bei Stetten bis Basel.
22. bei Leopoldshöhe bis Basel.
23. bei Grenzach bis Basel.
24. Die von den Grossherzoglich Badischen
bahnen mitbetriebene Verbindungsbahn vom badi
hof bis zum Centralbahnhof in Basel.
25. Die von den Reichseisenbahnen in Elsas
betriebene Strecke von der deutsch-schweizeris
bei St. Ludwig bis Basel.

III. Französischer Verwaltungen

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mit
betriebenen Strecken von der französisch-sch
Grenze:

26. bei St. Gingolph bis Bouveret.
27. bei Chêne-Bourg bis Genf-Eaux-Vivis.
28. bei La Plaine bis Genf-Cornavin.
29. bei Col-des-Roches bis Locle.

IV. Italienischer Verwaltungen.

30. Die von den italienischen Gesellschaften
meer- und des Adriatischen Netzes betriebene
der italienisch-schweizerischen Grenze bei Chiasso

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von scheizerischen 1900
erwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 113, 114, 115, 116.
Frankreich, Ziffer 25, 26, 27.
Italien, Ziffer 7.

Wittek m. p.

2570.

28 février 1900.

ublication du ministère I^l R^l des finances concernant le hangement de l'office douanier à Böhmisch-Leipa en n office principal de première classe et celui de Graslitz en un tel de deuxième classe.

R. G. Bl. 1900, Nr. 38.

undmachung des Finanzministeriums vom 28. Februar 1900, treffend die Umwandlung des Hauptzollamtes II. Classe in öhmisch-Leipa in ein Hauptzollamt I. Classe und des Neben-llamtes I. Classe in Graslitz in ein Hauptzollamt II. Classe.

Das Hauptzollamt II. Classe in Böhmisch-Leipa ist in n Hauptzollamt I. Classe und das Nebenzollamt I. Classe Graslitz in ein Hauptzollamt II. Classe umgewandelt orden.

Böhm m. p.

2571.

8 mars 1900.

ublication ministérielle portant amendement aux con-itions de l'admission aux droits de douane réduits de l'huile minérale de provenance roumaine.

R. G. Bl. 1900, Nr. 41.

erordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels m 8. März 1900, betreffend die Abänderung der Bedingungen s zollbegünstigten Bezuges von rohem, schwerem Mineralöl rumänischer Erzeugung.

Entsprechend den Bestimmungen des VI. Theiles der iserlichen Verordnung vom 17. Juli 1899, R. G. Bl. Nr. 120, er die Abänderungen des allgemeinen Zolltarifes für das terreichisch-ungarische Zollgebiet wird in Abänderung der erordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels

1900 vom 21. Mai 1887, R. G. Bl. Nr. 54, betreffend die
dingungen des zollbegünstigten Bezuges von rohem, schw
Mineralöl rumänischer Erzeugung, im Einvernehmen mi
königlich ungarischen Regierung angeordnet, dass be
Vertheilung des zur zollbegünstigten Einfuhr zugelas
Jahrescontingentes von rumänischem Oele das Jahr in
kunft immer vom Beginne bis zum Ende des Kalender
zu rechnen ist.

Gesuche um Ausstellung der Erlaubnisscheine sin
das Jahr 1900 bis Ende März 1900, für die folgenden
bis Ende October des vorhergehenden Jahres bei der Fi
behörde erster Instanz zu überreichen.

Das auf Grund von Bewilligungen für die Jahresp
vom 1. Juni 1899 bis Ende Mai 1900 bis zum 1. Januar
noch nicht bezogene Quantum wird in das Contingen
Jahres 1900 ein-, beziehungsweise davon abgerechnet w

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p

2572.

10 mars 19

Ordonnance ministérielle sur la tare à fixer en do pour certains envois d'esprit de sel ammoniac.

R. G. Bl. 1900, Nr.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels 10. März 1900, betreffend die Festsetzung des Tarasatzes Salmiakgeist in Cisternenwagen.

Mit Beziehung auf die Verordnung vom 15. Juli 1
betreffend die Regelung der Tarasätze zum allgemeinen
tarife des österreichisch-ungarischen Zollgebietes, R. G
Nr. 151, wird im Einvernehmen mit den betheiligten k
lich ungarischen Ministerien bestimmt, dass bei der
zollung von Salmiakgeist der T.-Nr. 322, welcher in ei
eingerichteten Cisternenwaggons ohne weitere Umschlies
eingeführt wird, dem ermittelten Nettogewichte eine Tara
zwanzig Prozent zuzuschlagen ist.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

1900

2573.

10 mars 1900.

Ordonnance ministérielle fixant le traitement en douane de l'huile de ricin jaune et verdâtre en fûts.

R. G. Bl. 1900, Nr. 50.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. März 1900, betreffend die Zollbehandlung von gelbem und grünlichem Ricinusöl in Fässern.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird gestattet, dass im vertragsmässigen Verkehre gelbes und grünliches Ricinusöl beim Eingange in Fässern ohne Denaturirung zum Begünstigungssatze von 80 kr. per 100 Kilogramm abgefertigt werde.

Diese Abfertigung ist nicht auf die zur begünstigten Verzollung von denaturirtem Ricinusöl ermächtigten Aemter beschränkt, sondern kann nach Maassgabe der allgemeinen Befugnisse der Aemter für die Verzollung von Oelen der T.-Nr. 73 erfolgen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2574.

10 mars 1900.

Ordonnance ministérielle concernant le traitement douanier des électrodes.

R. G. Bl. 1900, Nr. 51.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. März 1900, betreffend die Verzollung von Elektroden.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife in nachstehender Weise ergänzt.

Nach dem Worte „Elektrisirmaschinen" ist als neues Schlagwort einzufügen:

Elektroden zur Erzeugung des elektrischen Lichtbogens für elektrochemische Zwecke (aus künstlichen kohlenartigen Massen geformte Stäbe von rundem, quadratischem, hufeisenförmigem etc. Querschnitt) . T.-Nr. 331 — Zoll 10 fl. s. dagegen Platten (Bunsen'sche).

1900 Nach Alinea 3 beim Schlagworte „Kerzen" ist
merkungsweise einzuschalten: „Siehe auch Elektroden".
Nach Alinea 3 beim Schlagworte „Kohle" ist als
viertes Alinea einzuschieben:
— (Elektroden) zur Erzeugung des elektrischen Lichtbo
s. Elektroden.
Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2575.

10 mars 19

Ordonnance ministérielle portant modification à
position „linge" de la liste alphabétique du tarif
anier.

R. G. Bl. 1900, Nr.

*Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Ho
vom 10. März 1900, betreffend die Abänderung der Bestimmu
des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarif
Schlagworte „Wäsche".*

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich un
schen Ministerien werden die Bestimmungen beim Sc
worte „Wäsche" durch nachstehende neue Fassung ers
***Wäsche** (Bett-, Haus-, Tisch- und Leibwäsche), das
Gegenstände aus Webe- und Wirkwaaren aller
welche für eine, durch ihren Verwendungszweck bed
wiederholte Reinigung durch Waschen bestimmt sin
*— in zugeschnittenen, getheilten oder bereits abgepa
Stücken, auch gesäumt, oder aus bloss zusammengen
Stoffblättern (wie z. B. derlei Leintücher etc.), auch
den beim Gebrauche erforderlichen Zuthaten (Bän
Knöpfen, Hafteln, Zugschnüren u. dgl.), sofern sie
in Gegenständen des Putzwaarenhandels bestehen, je
ohne Verbindung mit anderen Materialien, wie die
verwendeten Stoffe.
*— zugeschnitten und genäht, s. Kleidungen etc. s. auch
Anm. 9 beim Schlagworte „Webe- und Wirkwaaren"
„Wirkwaaren".

Anmerkung. Zu der als Wäsche nach T.-Nr.
zu behandelnden Leibwäsche gehören insbesondere:
den, Unterhosen, Unterröcke, Jäger'sche und Kneipp
Wäsche, Nachtjacken, Nachthauben, Waschschü
Chemisetts etc., jedoch ohne Aufputz von Spitzen,

schen, Ziermaschen u. dgl. Hingegen sind Oberkleider, 1900
auch wenn dieselben für eine wiederholte Reinigung durch Waschen bestimmt sind, wie z. B. Piqué-Westen, weisse Sommerhosen, Zwilchhosen, Rohseidenkleider, sogenannte Waschkleider u. dgl. als Kleidungen zu verzollen.

— Putzwäsche, d. i. die in der Regel aus feineren Geweben hergestellte, mit Spitzen, Rüschen, Ziermaschen etc. ausgestattete Wäsche, bei welcher letztere Ausstattung nicht den Charakter einer nebensächlichen Randeinfassung, sondern den eines besonderen Aufputzes an sich trägt, wie Putzwaaren. Hierher gehören beispielsweise Damenhemden, Unterröcke, Nachtjacken, Polsterüberzüge u. dgl. mit Spitzenvolants, Rüschen, Maschen etc., sogenannte Spitzentaschentücher, Chemisetts mit Rüschen etc.

Wäsche, welche über den Umfang der nach Anm. 13, vorletztes Alinea, beim Schlagworte Webe- und Wirkwaaren zulässigen Ausstattungen (mit blossen Buchstaben, Nummern, geschlungenen Rändern etc.) mit Stickereien oder mit Ziersäumen (durchbrochenen à jour-Säumen, gesteppten Ziernähten etc.) versehen ist, fällt gleichfalls unter die Putzwäsche.

Hinsichtlich der Behandlung von Krägen und Manchetten als Putzwaaren, beziehungsweise Putzwäsche, s. die Zusatzbemerkung *b* beim Schlagworte „Kleidungen etc." und das Schlagwort „Halskrägen", beziehungsweise „Manchetten". S. auch die Anm. 2, lit. *b*, beim Schlagworte „Kleidungen etc.". Bezüglich des vertragsmässigen Verkehres, s. die Verordnung vom 31. Januar 1892, R. G. Bl. Nr. 19.

*— gebrauchte oder getragene, wie neue.

*— besondere Zollbefreiungen, s. unter dem Schlagworte „Kleidungen und Putzwaaren".

*— Papierwäsche, s. diese.

*— aus Celluloid, auch mit Zeugstoffen verbunden, soferne sie nicht zu höher belegten Kurzwaaren gehört, fällt unter T.-Nr. 312.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2576.

10 mars 1900.

Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane de certaines qualités de poix de pétrole.

R. G. Bl. 1900, Nr. 53.

1900 *Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels 10. März 1900, betreffend die Zollbehandlung von Braunko theerpech und Mineralölpech (Petroleumpech).*

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich un schen Ministerien werden die Bestimmungen des alpha schen Waarenverzeichnisses zum Zolltarif in nachstehe Weise abgeändert, beziehungsweise ergänzt:

In der Anmerkung 1 zum Schlagworte „Gummen Harze" sind in Zeile 4 die in der Klammer befindlichen W „butterartige bis feste Masse" zu ersetzen durch „dickfl bis butterartig".

Als neue Schlagworte sind aufzunehmen:

Nach dem Schlagworte „Braunkohlentheer und B kohlentheeröl" — Braunkohlentheerpech wie Steinko theerpech.

Nach dem Schlagworte „Mineralöle"
— Mineralölpech (Petroleumpech) wie Steinkohlentheer

Nach dem Schlagworte „Petroleumfett"
— Petroleumpech wie Steinkohlentheerpech.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2577.

10 mars 19

Ordonnance ministérielle portant complément à position „fourrures" de la liste alphabétique des r chandises du tarif douanier.

R. G. Bl. 1900, Nr.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels 10. März 1900, betreffend die Ergänzung der Bestimmungen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Sc worte „Kürschnerwaaren".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich un schen Ministerien werden die Bestimmungen der Anmerku Alinea 1 beim Schlagworte „Kürschnerwaaren" des alpha schen Waarenverzeichnisses in nachstehender Weise ergä

Nach den Worten „Ziegen-" (auch Angora-) ist ei schalten: „Guanako-".

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2578. 1900

10 mars 1900.

Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane de certains produits du barium.

R. G. Bl. 1900, Nr. 55.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. März 1900, betreffend die Zollbehandlung des künstlichen kohlensauren Baryts (Bariumkarbonats, kohlensauren Bariums), sowie des kaustischen Baryts (Aetzbaryts, Barythydrats, Bariumhydroxydes, Bariumoxydhydrates).

Auf Grund des Artikels IV des Zolltarifgesetzes vom 25. Mai 1882 werden einvernehmlich mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien künstlicher kohlensaurer Baryt (Bariumkarbonat, kohlensaures Barium) und kaustischer Baryt (Aetzbaryt, Barythydrat, Bariumhydroxyd, Bariumoxydhydrat) der T.-Nr. 320 (Zollsatz 50 kr.) zugewiesen.

Die Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses werden infolge dessen ergänzt, wie folgt:

Zwischen den Schlagworten „Aethylweinsäure" und „Aetzkali" ist als neues Schlagwort aufzunehmen:

„**Aetzbaryt**, s. Baryt, kaustischer".

Beim Schlagworte „Baryt" ist als dritter Absatz neu aufzunehmen.

„— künstlicher kohlensaurer (Bariumkarbonat, kohlensaures Barium) nach Artikel IV des Zollgesetzes . 320 . 50 kr.

Anmerkung. Der künstliche kohlensaure Baryt ist wie der natürliche in Salzsäure leicht und unter Aufbrausen löslich. Die Lösung gibt die Flammenreaction des Bariums. Während aber der natürliche kohlensaure Baryt unter dem Mikroskope zackige Krystalltrümmer zeigt, so ist der künstliche kohlensaure Baryt ähnlich wie der künstliche schwefelsaure Baryt aus äusserst feinen weissen Körnchen zusammengesetzt."

Am Schlusse des Schlagwortes „Baryt" ist als letzter Absatz neu aufzunehmen:

„— kaustischer (Aetzbaryt, Barythydrat, Bariumhydroxyd, Bariumoxydhydrat) nach Artikel IV des Zolltarifgesetzes 320 . . . . 50 kr.

Anmerkung. Der kaustische Baryt löst sich in kochendem Wasser leicht zu einer trüben Lösung mit weissem Bodensatz, die stark alkalisch reagirt, und wenn sie filtrirt und rasch abgekühlt wird, fast die ganze gelöste Substanz wieder als Krystallbrei abscheidet. Ein Körnchen kaustischer

1900 Baryt mit Salzsäure befeuchtet und in eine nichtleucht
Flamme gebracht, liefert die charakteristische gelblich-g
Flammenreaction des Bariums."

Beim Schlagworte „Barytsalze" sind die Worte „ka
scher, kohlensaurer" und beim Schlagworte „Strontians
das Wort „kaustische" zu streichen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2579.

11 mars 19

**Publication du ministère I^1 R^1 du commerce complé
les dispositions sur le jaugeage des balances de gr
système Richardson.**

R. G. Bl. 1900, Nr.

*Kundmachung des Handelsministeriums vom 11. März
womit nachträgliche Bestimmungen zu den Vorschriften, betre
die Aichung und Stempelung der von der Firma W. & T. A
Limited in Birmingham, construirten automatischen Getr
waage (System Richardson) veröffentlicht werden.*

Auf Grund der Verordnung des Handelsministeriums
17. Februar 1872, R. G. Bl. Nr. 17, wird nachstehender,
der k. k. Normal-Aichungscommission erlassener Nachtra
den Vorschriften, betreffend die Aichung und Stempelung
von der Firma W. & T. Avery, Limited in Birmingham,
struirten automatischen Getreidewaage, System Richar
(Kundmachung des Handelsministeriums vom 30. August 1
R. G. Bl. Nr. 154) zur öffentlichen Kenntnis gebracht.

Die Bestimmungen dieses Nachtrages treten mit
Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Call m. p.

Nachtrag

zu den Vorschriften, betreffend die Aichung und Stempel
der von der Firma W. & T. Avery, Limited in Birmingl
construirten automatischen Getreidewaage, System Richar
(Kundmachung des Handelsministeriums vom 30. August 1
R. G. Bl. Nr. 154).

Zur Aichung und Stempelung werden auch solche a
matische Getreidewaagen der Firma W. & T. Avery
gelassen, bei welchen, wie die beigegebene Skizze zeigt,

Stütze der Einlaufklappe in geöffnetem Zustande durch einen 1900
längeren Stift *a* erfolgt.

Dieser Stift stützt sich mittelst einer unten zugespitzten Hülse *b*, welche durch eine Spiralfeder mit dem durch sie hindurchgehenden Stift verbunden ist, auf die obere Fläche jenes Waagebalkenarmes, welcher den Getreidebehälter trägt.

Wien, am 24. Januar 1900.

Die k. k. Normal-Aichungscommission:
Tinter m. p.

2580.

29 mars 1900.

Ordonnance ministérielle portant révocation de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et effets vis-à-vis de l'Egypte et du Portugal.

R. G. Bl. 1900, Nr. 64.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 29. März 1900, betreffend die Aufhebung der mit den Verordnungen vom 6. Juni 1899, R. G. Bl. Nr. 99, und vom 31. August 1899, R. G. Bl. Nr. 170, erlassenen Ein- und Durchfuhrverbote gegenüber Aegypten und Portugal.

Mit Rücksicht auf die derzeitigen Gesundheitsverhältnisse in Alexandrien und Oporto werden im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die mit den Verordnungen vom 6. Juni 1899, R. G. Bl. Nr. 99, und vom 31. August 1899, R. G. Bl. Nr. 170, erlassenen Verbote der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten und Portugal aufgehoben.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Kundmachung in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

2581.

2 avril 1900.

Ordonnance ministérielle sur la distinction à faire en douane entre le son et la farine.

R. G. Bl. 1900, Nr. 68.

1900 *Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Ha vom 2. April 1900, betreffend die zolltarifarische Unterschei von Kleie und Mehl.*

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich un schen Ministerien wird für die zolltarifarische Unterschei von nach T.-Nr. 354 zollfreier Kleie und Mehl der T.-N nachstehendes Verfahren zur Darnachachtung in zweifelh Fällen angeordnet:

Die Untersuchung des Productes, für welches die freie Behandlung als Kleie beansprucht wird, hat mittels den Zollämtern zukommenden Siebgarnitur zu erfolgen.

Letztere besteht aus zwei beiderseits verschliessl Sieben, von denen das eine ein Blechsieb mit kreisru Oeffnungen von 1·5 Millimeter Durchmesser, das andere Seidengazesieb (Müllergaze Nr. 12, Type Wiesenburg) is

Mittels des Blechsiebes hat das Zollamt zunächst untersuchen, ob Grobkleie oder Feinkleie in Frage s Dies geschieht in der Weise, dass eine Probe von 100 Gr in dem beiderseits geschlossenen Blechsiebe unter fortwäl dem Schütteln und Anstossen an die Handflächen vollstä ausgesiebt wird, was in der in Regel in circa 3 Minuten Fall sein wird. Hierauf wird der Boden abgenommen sich zunächst durch weiteres Schütteln über einer dur Unterlage die Ueberzeugung verschafft, dass durch das nichts mehr hindurchgeht, widrigenfalls das Aussieben gesetzt werden muss.

Der auf diese Weise ausgesiebte Antheil ist zu w Beträgt das Gewicht desselben mehr als 80 Procent de sprünglichen Gewichtes, so steht Feinkleie, anderenfalls (kleie in Frage.

In der oben beschriebenen Weise ist sodann ein wei Waarenmuster von 100 Gramm mittelst des Gazesiebes a sieben und der procentuelle Antheil des Gesiebsels zu ermit

Beträgt dieser Antheil bei der Untersuchung von (kleie nicht mehr als 12 Prozent und bei der Untersuc von Feinkleie nicht mehr als 25 Prozent des ursprüngli Gewichtes, so ist, falls sonst keine Bedenken obwalten, Abfertigung als zollfreie Kleie der Nr. 354 vorzunehmen. Vornahme der Siebung ist jedoch zu beachten, dass das siebsel bei Feinkleie niemals reinweiss sein darf, son stets ein schmutzigweisses, chamois- oder drapfarbiges sehen haben muss.

Treffen diese Voraussetzungen nicht zu, so hat die fertigung als Mehl der T.-Nr. 27 zu erfolgen.

Zur grösseren Sicherheit empfiehlt es sich, insbeso dann, wenn die vorerwähnten Grenzziffern nahe er

werden, die Untersuchung mit einer zweiten Probe zu wieder- 1900
holen und stets sowohl das Gesiebsel als auch den im Siebe verbleibenden Rest zu verwiegen.

Sollte diese Untersuchungsmethode im concreten Fall kein zweifelloses Resultat ergeben, oder die Beschaffenheit der Waare aus anderen Gründen zu Bedenken Anlass geben, so darf die definitive Abfertigung als Kleie nur nach Maassgabe des Ergebnisses einer durch die k. k. landwirthschaftlich-chemische Versuchsstation in Wien zu veranlassenden Untersuchung einer ämtlich entnommenen Probe zu erfolgen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2582.

5 avril 1900.

Ordonnance ministérielle portant défense d'importation de la poudre antiasthmatique du Dr. Ch. Schiffmann.

R. G. Bl. 1900, Nr. 78.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Innern und des Handels vom 5. April 1900, betreffend das Verbot der Einfuhr des Dr. K. Schiffmann'schen Asthmapulvers.

Auf Grund des Artikels VI des Gesetzes vom 25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 47, wird die Einfuhr des Dr. K. Schiffmann'schen Asthmapulvers aus sanitären Rücksichten verboten.

Dieses Verbot tritt mit dem Tage seiner Kundmachung in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

2583.

10 avril 1900.

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'augmentation des attributions du bureau douanier à Vallarsa.

R. G. Bl. 1900, Nr. 76.

1900 *Kundmachung des Finanzministeriums vom 10. April 1900 treffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des Nebenzollamtes in Vallarsa.*

Das k. k. Nebenzollamt II. Classe in Vallarsa wird Eingangsverzollung von Baumwollwaaren der T.-Nr. 12 131 in Mengen bis zu 5 Kilogramm ermächtigt.

Böhm m. p.

2584.

21 avril 19

Publication du ministère I^1 R^1 des finances autorisa bureau principal douanier de deuxième classe à à traiter en franchise les effets de voyageurs qui précèdent ou suivent.

R. G. Bl. 1900, Nr.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 21. April 1900 treffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. C in Saaz zur zollfreien Abhandlung von voraus und nachgesen Reiseeffecten.

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe in Saaz wird zur freien Behandlung von voraus- und nachgesendeten R effecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1, des Zoll gesetzes vom 25. Mai 1882 ermächtigt.

Böhm m. p.

2585.

28 avril 19

Ordonnance ministérielle concernant une modifica des dispositions de la liste alphabétique des chandises douanières aux positions „fûts" et „c drons".

R. G. Bl. 1900, Nr.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Ha vom 28. April 1900, betreffend die Abänderung der Bestimm des ämtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses bei den Sc worten „Fässer" und „Kessel".

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich un schen Ministerien werden die Bestimmungen des ämtl

alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife bei den 1900
Schlagworten „Fässer" und „Kessel" wie folgt abgeändert:

Bei dem Schlagworte „Fässer" ist das Alinea „aus Eisen" in ihrer gegenwärtigen Fassung zu streichen und durch folgende neue Bestimmung zu ersetzen: „aus Eisen wie Kessel, s. diese".

Das zweite Alinea beim Schlagworte „Kessel" (— eiserne, geschmtedete etc.) hat fortab zu lauten: „eiserne, geschmiedete, genietete, gepresste, geschweisste oder gezogene, auch Dampfkessel aus schwarzem Eisen- oder Stahlblech, auch grob angestrichen . . . 265 *bis* 8 fl. 50 kr. — andere eiserne wie Blechwaaren.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2586.

4 mai 1900.

Ordonnance du ministère I[1] R[1] de la défense publique portant, dans l'intérêt de la marine marchande nationale, des facilitations à l'enrolement et au service militaire de certaines catégories de personnes.

R. G. Bl. 1900, Nr. 85.

Verordnung des Ministeriums für Landesvertheidigung vom 4. Mai 1900, betreffend Begünstigungen der Stellungspflichtigen, dann der nicht activen Personen des Heeres, der Kriegsmarine und der Landwehr, welche in aussereuropäischen Ländern — mit Ausnahme der Küstenländer des Mittelländischen und Schwarzen Meeres — im Interesse des heimischen Handels thätig sind, in der Erfüllung der Stellungspflicht und der militärischen Dienstpflicht.

Das Ministerium für Landesvertheidigung findet im Einvernehmen mit dem k. und k. Reichs-Kriegsministerium den Stellungspflichtigen, dann den nicht activen Personen des Heeres, der Kriegsmarine und der Landwehr, welche in aussereuropäischen Ländern — mit Ausnahme der Küstenländer des Mittelländischen und Schwarzen Meeres — im Interesse des heimischen Handels thätig sind, sei es, dass sie sich durch längere Zeit als Handlungsreisende dort aufhalten oder sich in Ausübung ihres kaufmännischen Berufes daselbst stabil niederlassen oder als Handelsexperten bei den k. und k. Vertretungsbehörden angestellt sind, und dies glaubwürdig nach-

1900 weisen, in der Erfüllung der Stellungspflicht und der
tärischen Dienstpflicht folgende Begünstigungen zu gewäl

1. Die Stellungspflichtigen werden auf ihr Ansuchen
lage V, § 2 der Wehrvorschriften I. Theil) vom Ersche
vor einer Stellungscommission vom Ministerium für La
vertheidigung im Einvernehmen mit dem Reichs-Kr
ministerium auch dann enthoben werden, wenn sie gele
lich ihrer ärztlichen Untersuchung bei der k. und k.
tretungsbehörde „Tauglich" oder „Mindertauglich" befu
werden.

Für den hierbei einzuhaltenden Vorgang, dann hins
lich der Beeidigung und Assentirung dieser Stellungsp
tigen durch die k. und k. Vertretungsbehörde hat der §
der Beilage V der Wehrvorschriften I. Theil Geltung.

Den auf diese Weise Assentirten wird über begründ
Antrag der k. und k. Vertretungsbehörde seitens des Re
Kriegsministeriums, wenn sie in die Landwehr einget
wurden, seitens des Ministeriums für Landesvertheidig
ausnahmsweise ein Aufschub des regelmässigen (oder
jährigen) Präsenzdienstes, beziehungsweise der achtwöch
lichen militärischen Ausbildung eventuell bis zum 1. Oct
jenes Jahres, in welchem sie das 24. Lebensjahr vollstrec
bewilligt werden, sie haben jedoch während dieses Ver
nisses in dem Jahre, in welchem sie das 22., eventuell
23. Lebensjahr vollstrecken, bis Ende April den von der
treffenden k. und k. Vertretungsbehörde bestätigten Nach
beizubringen, dass sie nach wie vor im Interesse des hei
lichen Handels in einer der vorerwähnten Eigenscha
thätig sind. Sollte dieser Nachweis gar nicht oder nicht re
zeitig beigebracht werden, so wird das Reichs-Kriegsminister
beziehungsweise das Ministerium für Landesvertheidig
die Einberufung des Betreffenden zu dem mit 1. October
laufenden Jahres beginnenden Präsenzdienste, beziehungsw
zu der nächsten militärischen Ausbildung anordnen.

2. Die nicht activen Personen des Heeres, der Kri
marine und der Landwehr, welchen eine Waffenübung obli
sind seitens der hierzu berechtigten Commanden von
Waffenübung unbedingt zu entheben und haben diese a
nicht nachzutragen. Das bezügliche Ansuchen ist von
gehörigen des Heeres und der Kriegsmarine bis Ende Ja
des Jahres, für das die Verpflichtung der Waffenübung
steht, von Angehörungen der Landwehr unverweilt zu je
Zeitpunkte, in welchem sie in Kenntnis der voraussichtli
Einberufung zur Waffenübung gelangt sind, im Wege
betreffenden k. und k. Vertretungsbehörde einzubringen.

3. Die nach Punkt 2 von der Waffenübung enthobenen n
activen Personen sind gleichzeitig vom Erscheinen bei

Controlversammlung (Hauptrapport) des betreffenden und des 1900 folgenden Jahres zu entheben.

Die übrigen nicht activen Personen sind auf ihr diesbezügliches, gleichfalls im Wege der k. und k. Vertretungsbehörden bis Ende Mai einzubringendes Ansuchen von der Controlversammlung (Hauptrapport) des betreffenden und, wenn sie im nächsten Jahre nicht waffenübungspflichtig sind, auch des folgenden Jahres zu entheben.

Von den vorerwähnten Begünstigungen sind diejenigen ausgeschlossen, welche bei fremdländischen Handelsunternehmungen (Firmen) etc. oder im Handelsinteresse fremder Staaten berufsthätig sind.

Welsersheimb m. p.

2587.

7 mai 1900.

Ordonnance ministérielle portant interdiction à l'entrée et au transit de certaines marchandises et effets provenant de l'Egypte.

R. G. Bl. 1900, Nr. 81.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 7. Mai 1900, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten.

Aus Anlass der in Port Saïd vorgekommenen Pestfälle wird zum Zwecke der Verhütung der Einschleppung der Pest aus Aegypten im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung die Ein- und Durchfuhr nachbezeichneter Waaren und Gegenstände aus Aegypten verboten:

1. Gebrauchte Leibwäsche, abgenützte und getragene Kleidungsstücke (Effecten zum persönlichen Gebrauche), benütztes Bettzeug.

Sofern diese Gegenstände als Reisegepäck oder infolge eines Domicilwechsels als Uebersiedlungseffecten befördert werden, unterliegen sie den besonderen Bestimmungen über sanitätspolizeiliche Revision und Behandlung beim Grenzübertritte.

2. Hadern und Lumpen, mit Inbegriff der unter hydraulischem Drucke zusammengepressten Hadern, welche als Handelsartikel in Ballen befördert werden.

3. Gebrauchte Säcke, Teppiche und Stickereien in benütztem Zustande.

1900 4. Grüne, ferner nicht vollständig lufttrockene oder gekalkte oder nicht mit Gyps, Arsen oder anderweitig parirte rohe Häute und Felle.

5. Frische (rohe) thierische Rohproducte, wie: Knoc Klauen, Hufe, Blasen, Därme in frischem, nicht getrockn oder nicht gesalzenem Zustande, soferne sich die genan Artikel als thierische Abfälle darstellen; weiter Haare Borsten.

6. Menschenhaare.

Die Durchfuhr der aufgezählten Waaren und Ge stände ist, falls die Bewilligung zur Einfuhr in das ber barte ausländische Durchzugs-, beziehungsweise Einfuhrsg nachgewiesen ist, nur zulässig, wenn sie unter Raumversch derartig verpackt sind, dass jede Manipulation mit dense unterwegs unmöglich ist.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem den betreffenden Zoll-, beziehungsweise Seesanitätsbehö bekannt wird, in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

2588.

22 mai 190

Ordonnance du ministère I^l R^l des finances sur garanties à donner pour la restitution intégrale de bonification sur le sucre exporté.

R. G. Bl. 1900, Nr. 1

Erlass des Finanzministeriums vom 22. Mai 1900, betref das Maass der Sicherstellung für die richtige Einzahlung Bonificationsrückersatzes bei der Zuckerausfuhr in der Betr periode 1900/1901.

Auf Grund des § 3 des V. Theiles der kaiserlichen ordnung vom 17. Juli 1899, R. G. Bl. Nr. 120, wird a ordnet, dass die einzelnen Erzeugungsstätten von Zucker im § 1, Z. 1 des Zuckersteuergesetzes bezeichneten Art Sicherstellung für die richtige Einzahlung des allfällig leistenden Bonificationsrückersatzes für die Betriebsper 1899/1901 jenen Betrag zu leisten haben, welcher von einzelnen Zuckererzeugungsstätten als Bonificationsrücker zu leisten wäre, wenn die individuelle Vertheilung des die Betriebsperiode 1899/1900 voraussichtlich auf die sammtheit der Zuckererzeugungsstätten in den im Reichsr

vertretenen Königreichen und Ländern entfallenden Rück- 1900
ersatzes unter Zugrundelegung der Betriebsergebnisse der Betriebsperiode 1898/1899 nach Maassgabe der Bestimmungen des V. Theiles der obbezogenen Verordnung vorgenommmen würde.

Der in solcher Weise ermittelte Sicherstellungsbetrag wird derart abgerundet, dass Beträge unter 50 *K* auf 50 *K*, Beträge über 50 *K* auf 100 *K* erhöht werden.

Den einzelnen Zuckererzeugungsstätten werden die auf sie entfallenden Sicherstelllungsbeträge von den zuständigen Finanzbehörden erster Instanz bekannt gegeben werden.

Für jene Zuckererzeugungsstätten, welche in der Betriebsperiode 1898/1899 nicht im Betriebe waren, wird die fragliche Sicherstellung mit je 40.000 *K* (Vierzigtausend Kronen) festgesetzt.

Böhm m. p.

2589.

22 mai 1900.

Ordonnance ministérielle sur l'autorisation du bureau principal douanier à Cervignano à traiter à l'importation les envois de plants.

R. G. Bl. 1900, Nr. 128.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 22. Mai 1900, betreffend die Einbeziehung des Hauptzollamtes Cervignano unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, V. Bl. Nr. 34, bezeichneten, zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, V. Bl. Nr. 34, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix), wird unter die im Anhange zu der bezogenen Verordnung, Anmerkung lit. a) angeführten, zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter auch das k. k. Hauptzollamt Cervignano einbezogen.

Koerber m. p. *Wittek* m. p.
Böhm m. p. *Call* m. p.
Giovanelli m. p.

1900

2590.

21 janvier 189

Convention entre l'Autriche-Hongrie et l'Espagne p la protection réciproque des inventions, marques modèles. Conclue à Madrid; ratifiée à Vienne, le 20 a 1900; les ratifications échangées à Madrid, le 11 j 1900.

R. G. Bl. 1900, Nr. 1

Uebereinkommen vom 21. Januar 1897 zwischen Oesterr Ungarn und Spanien zum gegenseitigen Schutze von Erfindu Marken und Mustern.

(Abgeschlossen zu Madrid am 21. Januar 1897, von Seiner k. und k. stolischen Majestät ratificirt zu Wien am 20. April 1900, worüber die wechslung der beiderseitigen Ratificationen am 11. Juni 1900 zu M stattgefunden hat.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slav Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Craco Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bueov superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Ma Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum inte tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis S Hispaniae Reginae regentis nomine Majestatis Suae Hispa Regis ad tuendas res recenter inventas et tesseras merc affixas atque ad tuenda mercium specimina conventio die v sima prima mensis januarii anni millesimi octingentesimi n gesimi septimi in urbe Madrid inita et signata fuit, ter sequentis:

(Urtext.)

Pour assurer aux ressortissants autrichiens ou hong en Espagne et, réciproquement, aux ressortissants espag dans la Monarchie austro-hongroise la protection de leur ventions, marques de fabrique et de commerce et mod les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté dispositions suivantes:

Article I.

Les ressortissansts autrichiens ou hongrois en Espa y compris ses possessions d'outremer et, réciproquement ressortissants espagnols dans la Monarchie austro-hong

uiront des mêmes droits que les nationaux pour tout ce 1900
ıi concerne la protection des inventions, dessins et modèles,
ɜs marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des
ıisons sociales et des noms et des autres désignations de
archandises.

Article II.

Sont assimilés sous ce rapport aux ressortissants les
ıtres personnes qui sont domicilées ou ont leur établisse-
ent industriel principal sur les territoires de l'une des Par-
es contractantes.

Article III.

Les ressortissants des Etats de l'une des Parties con-
ıntractantes qui auront déposé la demande d'un brevet d'in-
ɜntion dans les territoires de cette Partie, auront, pour
fectuer le dépôt dans les territoires de l'autre Partie, un
oit de priorité pendant 90 jours à compter de la date du
emier dépôt, et le dépôt postérieur aura, sous tous les
pports, le même effet, comme s'il avait été fait au moment
ı premier dépôt.

Il en sera de même pour les marques de commerce ou
fabrique, les dessins et les modèles, pourvu que 90 jours
ı plus tard, après la date de la demande d'enregistrement
ıns les territoires de l'une des Parties contractantes, l'en-
gistrement de ces marques, dessins et modèles ait été de-
andé dans les territoires de l'autre Partie contractante.

Seront assimilés aux inventions les modèles d'utilité qui
uissent de la protection légale dans les territoires des Par-
es contractantes.

Le délai de 90 jours accordé dans les paragraphes qui
récèdent sera porté à 120 jours pour le dépôt ou l'enregi-
rement des demandes provenant des provinces et possessions
pagnoles d'outremer.

Article IV.

La protection d'une marque de commerce ou de fabrique,
une désignation de marchandises d'un dessin ou d'un mo-
èle, enregistrés en conformité du paragraphe III dans les
rritoires de l'autre Partie contractante ne peut avoir dans
ɜs territoires une durée plus longue que celle, qu'elle a dans
s territoires du pays d'origine.

D'ailleurs le droit exclusif pour les ressortissants des
tats de l'une des Parties contractantes d'exploiter une mar-
ue ou une désignation de marchandises dans les territoires
l'autre ne peut être acquis que par ceux qui l'ont déjà
gitimement acquis dans leur propre pays.

1900

Article V.

L'importation d'une marchandise fabriquée dans les ritoires de l'une des Parties contractantes sur les territ de l'autre n'entraînera pas dans ces derniers territoires conséquences préjudiciables au droit de protection acco en vertu d'une invention, d'un dessin, ou d'un modèle.

Toutefois, l'ayant-droit restera soumis à l'obligation ploiter son invention, dessin ou modèle conformément lois du pays où il introduit les objets protégés.

Article VI.

L'enregistrement d'une marque enregistrée pour le priétaire dans le pays d'origine, ou d'une désignation marchandises dont il est constaté qu'elle jouit dans le d'origine d'une protection égale à celle acquise aux marq ne peut être refusé par l'autorité compétente, à moins cette marque ou cette désignation

a) ne porte illicitement le portrait du souverain ou membres de la famille régnante ou les armes de l' ou d'autres armes publiques, ou

b) qu'elle ne soit généralement usitée dans le comme pour désigner certaines catégories de marchandises

c) qu'elle ne soit contraire à la morale ou à l'ordre pu ou enfin

d) qu'elle ne soit en opposition par sa teneur avec les ditions effectives, de manière à induire le public en er

Les Parties contractantes se réservent le droit de fuser l'enregistrement de marques du pays d'origine, si cell sont reconnues égales ou ressemblantes au point à do lieu à des erreurs aux marques déjà enregistrées; de m pourront elles rayer les marques susmentionnées sur la mande des personnes préjudiciées par l'enregistrement.

Article VII.

Chacune des Parties contractantes prendra des mes nécessaires, si elles n'avaient pas été déjà prises antéri ment, contre la vente et la mise en vente de marchan qui, dans une intention frauduleuse, au préjudice du merce légitime, sont revêtues d'armoiries d'Etat de l'a Partie contractante ou portent, comme indication de venance, le nom ou les armes de localités ou de distr situés dans les territoires de l'autre Partie contractante.

Article VIII.

Les ressortissants des Etats de l'une des Parties tractantes qui veulent s'assurer la propriété d'une inven

l'une marque, d'un dessin ou d'un modèle dans les territoires 1900
le l'autre Partie contractante, auront à remplir les formalités
prescrites par la législation de cette dernière.

Ils devront en particulier faire déposer les descriptions
le leurs inventions, ainsi que leurs marques, dessins et
nodèles conformément aux prescriptions en vigueur, en Es-
pagne: au Conservatoire pour l'art et les métiers à Madrid,
dans la Monarchie austro-hongroise, pour l'Autriche: les
descriptions d'inventions: etl'autorité administrative d'une
province; les marques, dessins à modèles: à la chambre de
commerce et d'industrie à Vienne, et pour la Hongrie: les
descriptions d'inventions au bureau royal hongrois de bre-
vets à Budapest; les marques, dessins et modèles: à la
chambre de commerce et d'industrie à Budapest.

Article IX.

Le présent arrangement entrera en vigueur quinze jours
après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire
jusqu'à l'expiration de 6 mois à partir du jour où l'une ou
l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article X.

L'arrangement sera ratifié et les ratifications en seront
échangées à Madrid le plus tôt possible.

En foi de quoi les Soussignés l'ont signé et l'ont revêtu
du chachet de leurs armes.

Fait à Madrid, en double expédition, le vingt et un
Janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(L. S.) *V. Dubsky* m. p. (L. S.) *El Duque de Tetuan* m. p.

(Uebersetzung).

Um den österreichischen oder ungarischen Angehörigen
in Spanien und gleicherweise den spanischen Angehörigen in
der österreichisch-ungarischen Monarchie den Schutz ihrer
Erfindungen, Handels- und Fabriksmarken und Modelle zu
sichern, haben die hierzu gehörig bevollmächtigten Unter-
zeichneten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart:

Artikel I.

Die österreichischen oder ungarischen Angehörigen werden
in Spanien mit Einschluss seiner überseeischen Besitzungen
und gleicherweise die spanischen Angehörigen in der öster-
reichisch-ungarischen Monarchie in allem, was den Schutz der
Erfindungen, der Muster und Modelle, der Handels- oder
Fabriksmarken, sowie der Firmen, Namen und anderer

1900 Waarenbezeichnungen betrifft, dieselben Rechte wie die eig
Angehörigen geniessen.

Artikel II.

Den Angehörigen in dieser Beziehung sind gleichges
andere Personen, welche in den Gebieten des einen der
tragschliessenden Theile ihren Wohnsitz oder ihre H
niederlassung haben.

Artikel III.

Die Angehörigen der Staaten des einen der vert
schliessenden Theile, welche in den Gebieten dieses Th
ein Gesuch um ein Erfindungspatent hinterlegt haben we
sollen zum Zwecke der Hinterlegung in den Gebieten
anderen Theiles während 90 Tagen vom Zeitpunkte
ersten Hinterlegung an gerechnet ein Prioritätsrecht bes
und die nachfolgende Hinterlegung soll nach jeder Rich
dieselbe Wirkung haben, als wenn sie im Zeitpunkte
ersten Hinterlegung erfolgt wäre.

Das Gleiche gilt hinsichtlich der Handels- oder Fab
marken, Muster und Modelle, soferne spätestens bi
90 Tagen nach dem Tage des Ansuchens um Registrirun
den Gebieten des einen der vertragschliessenden Theil
die Registrirung dieser Marken, Muster und Modelle in
Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles anges
worden sein sollte.

Den Erfindungen werden die Gebrauchsmuster gl
gestellt, welche in den Gebieten der vertragschliesse
Theile gesetzlichen Schutz geniessen.

Die in den vorstehenden Paragraphen zugestandene
von 90 Tagen wird für die Hinterlegung oder Registri
von Anmeldungen aus überseeischen spanischen Provinzen
Besitzungen auf 120 Tage erweitert.

Artikel IV.

Der Schutz einer gemäss Artikel III in den Gebi
des anderen vertragschliessenden Theiles registrirten Han
oder Fabriksmarke einer Waarenbezeichnung, eines Mu
oder Modelles kann in diesen Gebieten keine längere D
besitzen, als jene, welche er in den Gebieten des Hei
landes hat.

Das Alleinrecht zum Gebrauche einer Marke oder
Waarenbezeichnung für Angehörige der Staaten des e
der vertragschliessenden Theile in den Gebieten des and
Theiles kann überdies nur von jenen erworben we
welche dasselbe bereits in ihrem eigenen Lande erwo
haben.

1900

Artikel V.

Die Einfuhr einer in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Theile hergestellten Waare in die Gebiete des anderen Theiles wird in den letzteren nachtheilige Folgen für das auf Grund einer Erfindung eines Musters oder Modelles gewährte Schutzrecht nicht nach sich ziehen.

Gleichwohl wird der Berechtigte der Verpflichtung unterworfen bleiben, seine Erfindung, sein Muster oder Modell nach Maassgabe der Gesetze des Landes, in welches er die geschützten Gegenstände einführt, auszuüben.

Artikel VI.

Die Registrirung einer Marke oder Waarenbezeichnung kann von der zuständigen Behörde nicht verweigert werden, wenn die Marke für den Besitzer im Heimatlande registrirt ist, oder wenn die Waarenbezeichnung im Heimatlande nachweislich einen den Marken gleichen Schutz geniesst, es wäre denn, dass diese Marke oder Waarenbezeichnung

a) unberechtigterweise das Bildnis des Staatsoberhauptes oder von Mitgliedern des Herrscherhauses, Staats- oder andere öffentliche Wappen führt, oder

b) zur Bezeichnung von bestimmten Waarengattungen im Verkehr allgemein gebräuchlich ist oder

c) gegen die Sittlichkeit oder gegen die öffentliche Ordnung verstosst oder endlich

d) durch ihren Inhalt mit den thatsächlichen Verhältnissen in einem das Publicum irreführenden Widerspruche steht.

Die vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, die Registrirung von Marken des Heimatslandes zu verweigern, wenn dieselben mit bereits registrirten Marken verwechslungsfähig, gleich oder ähnlich erkannt wurden; desgleichen werden sie die obgenannten Marken auf Antrag der durch die Registrirung beeinträchtigten Personen löschen können.

Artikel VII.

Jeder der vertragschliessenden Theile wird, soweit dies noch nicht geschehen sein sollte, die erforderlichen Maassnahmen gegen den Verkauf und das Feilhalten solcher Waaren treffen, welche zum Nachtheile des rechtmässigen Handels in der Absicht zu täuschen, mit Staatswappen des anderen vertragschliessenden Theiles versehen sind oder als Herkunftsbezeichnung den Namen oder Wappen von Orten oder Bezirken tragen, welche in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles gelegen sind.

1900

Artikel VIII.

Die Angehörigen der Staaten des einen der vert
schliessenden Theile, welche sich das Alleinrecht an e
Erfindung einer Marke, eines Musters oder eines Mode
in den Gebieten des anderen vertragschliessenden The
sichern wollen, werden die von der Gesetzgebung des l
teren vorgeschriebenen Förmlichkeiten zu erfüllen haben.

Insbesondere werden sie die Beschreibungen ihrer Er
dungen sowie ihre Marken, Muster und Modelle gemäss
bestehenden Vorschriften zu hinterlegen haben, und zwar

in Spanien beim Conservatorium für Kunst und Gewe
in Madrid;

in der österreichisch-ungarischen Monarchie, für Oes
reich: Die Erfindungsbeschreibungen bei einer politisc
Landesbehörde, die Marken, Muster und Modelle bei
Handels- und Gewerbekammer in Wien, und für Ung
Die Erfindungsbeschreibungen beim königlich ungarisc
Patentamte in Budapest, die Marken, Muster und Modelle
der Handels- und Gewerbekammer in Budapest.

Artikel IX.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird 15 Tage n
dem Austausche der Ratificationen in Kraft treten und
zum Ablaufe von sechs Monaten von dem Tage an in W
samkeit bleiben, wo der eine oder der andere der vert
schliessenden Theile es gekündigt haben wird.

Artikel X.

Das Uebereinkommen wird ratificirt und die Ratificatio
werden sobald als möglich in Madrid ausgetauscht wer

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dass
unterfertigt und mit ihrem Siegel versehen.

Geschehen zu Madrid in zweifacher Ausfertigung
einundzwanzigsten Januar eintausendachthundert und sie
undneunzig.

(L. S.) *V. Dubsky* m. p. (L. S.) *Herzog von Tetuan* m

Nos visis et perpensis conventionis huius stipulationi
illas ratas gratasque habere profitemur, Verbo Nostro
sareo et Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis
tinentur fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabiti
Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque No
Caesareo et Regio appresso muniri jussimus.

Dabantur Viennae die vigesimo mensis aprilis anno Domini 1900 millesimo nongentesimo, Regnorum Nostrorum quinquagesimo secundo.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Agenor Comes *Goluchowski* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Alexander Eques a Suzzara m. p.

caput sectionis.

Das vorstehende Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Spanien zum gegenseitigen Schutze von Erfindungen, Marken und Mustern wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Wien, am 14. Juli 1900.

Koerber m. p. *Call* m. p.

2591.

9 juin 1900.

Ordonnance ministérielle portant application de la défense établie par l'ordonnance du 7 mai 1900 aux provenances similaires de Smyrne et du vilajet d'Aidin en Asie mineure.

R. G. Bl. 1900, Nr. 94.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 9. Juni 1900, betreffend die Ausdehnung des Verbotes der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten vom 7. Mai 1900, R. G. Bl. Nr. 81, auf Smyrna und das Vilajet Aidin in Kleinasien.

Aus Anlass der in Smyrna vorgekommenen Pestfälle wird zum Zwecke der Verhütung der Einschleppung ansteckender Krankheiten im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Ministerialverordnung vom 7. Mai 1900, R. G. Bl. Nr. 81, erlassene Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten auf Smymrna und das Vilajet Aidin (Kleinasien) ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise See-Sanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

TURQUIE.

1900

2592.

9 juin 190

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concern
l'autorisation du bureau douanier principal de deuxiè
classe à Sebenico au traitement du sucre à la sor

R. G. Bl. 1900, Nr. 9

Kundmachung des Finanzministeriums vom 9. Juni 1900,
treffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. Cl
in Sebenico zur Austrittsbehandlung von Zucker.

Das Hauptzollamt II. Classe in Sebenico wird zur A
trittsbehandlung von mit dem Anspruche auf Ausfuhrb
fication über die Zolllinie austretenden Zucker ermächtigt

Böhm m. p.

2593.

22 juin 190

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concern
l'autorisation du bureau douanier secondaire de deuxiè
classe à Pinswang de traiter en douane les effets
voyageurs qui les précédent ou les suivent.

R. G. Bl. 1900, Nr. 10

Kundmachung des Finanzministeriums vom 22. Juni 1900,
treffend die Ermächtigung des k. k. Nebenzollamtes I. Cl
in Finswang zur Abfertigung von voraus- und nachgesend
Reiseeffecten.

Das Nebenzollamt I. Classe in Pinswang wird zur z
freien Behandlung von voraus- und nachgesendeten Re
effecten nach Maassgabe des Artikels IX, Z. 1 des Zollta
gesetzes vom 25. Mai 1882, ermächtigt.

Böhm m. p.

2594.

1900

15 juillet 1900.

Entrefilet du journal officiel „Wiener Zeitung" à l'égard de la note circulaire de la Sublime Porte relativement au passage des détroits.

Wiener Zeitung Nr. 160, juillet 1900.

Das in London verbreitet gewesene Gerücht, dass die Pforte die Erlaubnis zur Durchfahrt der für Ost-Asien bestimmten Schiffe der russischen Freiwilligen-Flotte durch die Meerengen verweigert habe, ist bereits in einem Telegramme aus Constantinopel als grundlos bezeichnet worden. Eine der „Pol. Corr." heute aus Constantinopel zugehende Mittheilung weist darauf hin, dass seit 1891 zwischen der Türkei und Russland ein Uebereinkommen bezüglich der Schiffe der Freiwilligen-Flotte besteht, welches den Mächten durch eine Note der Pforte vom 19. September 1892*) zur Kenntnis gebracht ist, dass somit das erwähnte Londoner Gerücht in dieser Form von vornherein keinen Anspruch auf Glaubwürdigkeit hatte. Bezüglich russischer Kriegsschiffe ist aber, wie russischer- und türkischerseits übereinstimmend versichert wird, bisher ein Ersuchen um Gestattung ihrer Durchfahrt nicht gestellt worden. Das Londoner Gerücht dürfte wohl dadurch entstanden sein, dass in diplomatischen Kreisen der türkischen Hauptstadt in den letzten Tagen gesprächsweise Muthmaassungen über die Haltung der Pforte aufgestellt wurden, falls an sie ein russisches Ersuchen um Durchfahrt russischer, nach Ostasien bestimmter Kriegsschiffe gelangen sollte.

2595.

26 juillet 1900.

Ordonnance ministérielle sur la modification des dispositions de la liste alphabétique douanière des marchandises à la position „préparés de caille-lait".

R. G. Bl. 1900, Nr. 130.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 26. Juli 1900, betreffend die Abänderung der Bestimmungen des alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zolltarife beim Schlagworte „Käselabpräparat".

*) v. au N° 2596 pr. vol.

1900 Im Einvernehmen mit den betheiligten k. ung. Minist
wird die 1. Alinea beim Schlagworte „Käselabpräparat"
amtlichen alphabetischen Waarenverzeichnisses zum Zollt
wie folgt, abgeändert:

Käselabpräparat [flüssige Essenz, Labextract, Labp
(sogenanntes Naturlab), auch kochsalzhältig] 331 bis 10

Die 3. Alinea daselbst ist zu streichen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2596.

19 septembre 189

Circulaire adressée par le Ministre I^r ottoman des faires étrangères au chargé d'affaires de Turqui Vienne.

Arch. du Ministère I^r et R^r des aff. é

Vous savez que, depuis plusieurs années, les paquebot la flotte volontaire font un service entre Odessa et les sessions russes de l'Extrême Orient. Ces bateaux, bat pavillon de commerce, ont libre passage par le Bosphor les Dardanelles, mais étant parfois employés au transpor soldats et de forçats, il est arrivé qu' ils ont été arrêtés erreur à l'entrée des détroits. Pour prévenir le renouveller de pareils malentendus, la Sublime Porte a dû munir commandants du Bosphore et des Dardanelles d'instruct précises. Ce sont ces instructions dont l'Ambassade de R a reçu communication, qui ont provoqué les commentaire la presse étrangère sur une prétendue violation des tra

Aux termes des ordres donnés, les bateaux de la f volontaire portant pavillon marchand traverseront libre les détroits à l'instar des autres navires de commerce; lo ils auront à leur bord des déportés ou des soldats, leur pass sur l'avis donné par l'Ambassade de Russie, sera permis Iradé Impérial; mais quant aux paquebots revenant de l'Ext Orient avec des licenciés du service militaire, l'Autorité des danelles les laissera passer et en informera la Sublime P

Vous voyez qu'il n'y a là rien de nouveau et que l'ancien régime qui continuera à être appliqué. Nous n'a fait que l'expliquer plus formellement à nos Autorités et je le répète, en vue d'empêcher tout malentendu à l'av J'ai tenu à vous mettre au courant de l'état réel des ch afin que vous ne laissies subsister autour de vous aucun d à et cégard.

Constantinople, 19 septembre 1891.

Signé: *Sa*

2597.

1900

3 août 1900.

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Trecroci.

R. G. Bl. 1900, Nr. 135.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 3. August 1900, betreffend die Errichtung einer Expositur des Nebenzollamtes Aquabona d'Ampezzo in Trecroci.

In Trecroci (Tirol) wurde eine Expositur des Nebenzollamtes II. Classe Aquabona d'Ampezzo errichtet. — Dieselbe wird nur während der Sommermonate Mai bis inclusive October fungiren und ist mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ausgestattet.

Böhm m. p.

2598.

8 août 1900.

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal à Kolin.

R. G. Bl. 1900, Nr. 136.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 8. August 1900, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes in Kolin.

Am 10. August 1900 wird in Kolin ein Hauptzollamt II. Classe activirt werden, welches auch zur Anwendung des abgekürzten Ansageverfahrens im Eisenbahnfrachtverkehre ermächtigt wird.

Böhm m. p.

2599.

10 août 1900.

Ordonnance du ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères sur l'abolition de la jurisdiction consulaire en Tunisie.

R. G. Bl. 1900, Nr. 137.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Aeussern vom 10. August 1900, wodurch die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit in Tunis aufgehoben wird.

TUNISIE.

1900 In Folge Ermächtigung Seiner k. und k. Apost
schen Majestät und im Einverständnisse mit den Re
rungen der beiden Staatsgebiete wird die Gerichtsbarl
der österreichisch-ungarischen Consuln in Tunis, insow
sie nach der kaiserlichen Verordnung vom 30. Mai 18
R. G. Bl. Nr. 83, beziehungsweise der Verordnung
königlich ungarischen Justizministeriums vom 12. J
1884, Z. 24044 (Rendeletek Tára Nr. 130), noch bestel
blieb, auf Grund des § 17 des Gesetzes vom 30. Aug
1891, R. G. Bl. Nr. 136, beziehungsweise des § 17
ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891 n
mehr vollständig aufgehoben.

Goluchowski m. p.

Diese Verordnung wird hiermit gemäß § 18 des Geset
vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, verlautbart.

Spens m. p.

2600.

14 août 1900.

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concerna
l'autorisation du bureau de douane à Kufstein au traiteme
du sucre à la sortie.

R. G. Bl. 1900, Nr. 13

*Kundmachung des Finanzministeriums vom 14. August 19
betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. Cla
in Kufstein zur Austrittsbehandlung von Zucker.*

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe in Kufstein wird
Austrittsbehandlung von mit dem Anspruche auf Ausfu
bonification über die Zolllinie austretenden Zucker ermächti

Böhm m. p.

2601.

22 août 1900.

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concern
la suspension de la succursale douanière au hang
5, gare de Trieste.

R. G. Bl. 1898, Nr. 14

Kundmachung des Finanzministeriums vom 22. August 1900, betreffend die Auflassung der Expositur des Hauptzollamtes Triest im Staatsbahnmagazine 5. 1900

Die Expositur Staatsbahn (Magazin 5 im Punto franco) des Hauptzollamtes Triest wurde aufgelassen.

Böhm m. p.

2602.

25 août 1900.

Ordonnance ministérielle autorisant le bureau principal douanier à Dzieditz au traitement douanier des plantes.

R. G. Bl. 1900, Nr. 159.

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, der Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 25. August 1900, betreffend die Einbeziehung des k. k. Hauptzollamtes Dzieditz unter die im Anhange zu der Verordnung vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, bezeichneten, zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen vom 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verkehre mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen Hintanhaltung der Einschleppung der Reblaus (Phylloxera vastatrix) wird unter die im Anhange zu der bezogenen Verordnung (Anmerkung lit. *a)* angeführten, zur Pflanzenabfertigung ermächtigten Zollämter auch das k. k. Hauptzollamt Dzieditz einbezogen.

Koerber m. p. *Wittek* m. p.
Böhm m. p. *Call* m. p.
Giovanelli m. p.

2603.

15 septembre 1900.

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant la suppression de la succursale douanière établie dans les halles principales à Vienne.

R. G. Bl. 1900, Nr. 157.

1900 *Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. September*
betreffend die Auflassung der hauptzollämtlichen Expositu
der Grossmarkthalle (für Hallenartikel) in Wien.

Die hauptzollämtliche Expositur in der Grossmarkt
(für Hallenartikel) in Wien wird mit 1. November 1900
gelassen.

Böhm m. p.

2604.

17 septembre 19

Publication du ministère I[1] R[1] des finances concer
l'autorisation de bureau de douane à Cattaro au traite
en douane du sucre à la sortie.

R. G. Bl. 1900, Nr.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 17. September
betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. C
in Cattaro zur Austrittsbehandlung von Zucker.

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe in Cattaro wird
Austrittsbehandlung von mit dem Anspruche auf Aus
bonification über die Zolllinie austretenden Zucker ermäch

Böhm m. p.

2605.

27 septembre 19

Ordonnance ministérielle portant application de la
fense d'entrée et de transit de certaines, marchan
et effets de provenance égyptienne aux objets simil
arrivant de Glasgow (Ecosse).

R. G. Bl. 1900, Nr.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und
Finanzen vom 27. September 1900, betreffend die Ausdeh
des Verbotes der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren
Gegenstände aus Aegypten vom 7. Mai 1900, R. G. Bl. N
auf Glasgow in Schottland.

Aus Anlass der in Glasgow in Schottland vorgekomm
Pestfälle wird zum Zwecke der Verhütung der Einschlep
ansteckender Krankheiten im Einvernehmen mit der kön
ungarischen Regierung das mit der Ministerialverordnung

7. Mai 1900, R. G. Bl. Nr. 81, erlassene Verbot der Ein- und 1900
Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Aegypten auf Glasgow ausgedehnt.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsbehörden bekannt gemacht wird, in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

2606.

29 septembre 1900.

Ordonnance du ministère I[1] R[1] de la justice portant publication des dispositions sur l'exécution des jugements étrangers du code de procédure civile roumain en vigueur depuis le 1 septembre 1900.

R. G. Bl. 1900, Nr. 169.

Verordnung des Justizministers vom 29. September 1900, womit die Vorschriften der vom 1. September 1900 an geltenden rumänischen Civilprocessordnung über die Execution aus ausländischen Urtheilen und das Maass der durch diese Bestimmungen verbürgten Gegenseitigkeit bekannt gemacht werden.

Die am 15. März 1900 kundgemachte und vom 1. September dieses Jahres an wirksame rumänische Civilprocessordnung enthält im ersten Capitel des fünften Buches, und zwar im ersten Abschnitte, der von den Executionstiteln handelt, über die Vollstreckung auswärtiger gerichtlicher Entscheidungen die folgende Bestimmung:

Artikel 374.

„Ein im Auslande gefälltes Erkenntnis kann in Rumänien nur vollstreckt werden, wenn von dem Gerichtshofe, in dessen Sprengel die Vollstreckung stattfinden soll, nach Vorladung der Parteien durch Urtheil angeordnet worden ist, dass jenes auswärtige Erkenntnis mit der Vollstreckungsclausel versehen werde.

Mit der Vollstreckungsclausel dürfen auswärtige Erkenntnisse nur dann versehen werden, wenn sie von competenten Gerichten gefällt wurden und keinem Rechtszuge mehr unterliegen, sowie keine gegen die öffentliche Ordnung verstossenden Bestimmungen enthalten, was nach den rumänischen Gesetzen zu beurtheilen ist, und wenn in Ansehung der Urtheilsvollstreckung zwischen den beiden Staaten Gegenseitigkeit besteht."

1900 Gemäss § 79 der Executionsordnung und zufolge
laut Verordnung des Justizministeriums vom 27. October
R. G. Bl. Nr. 131, ausgetauschten Ministerialerklärunge
die Gegenseitigkeit hinsichtlich der Execution auf Grund
vollstreckbaren Erkenntnissen und Entscheidungen der
petenten Gerichte in Civil-, Handels-, See- und Wechselsa
als verbürgt anzusehen.

Diese Verordnung tritt sofort an Stelle der bisher
tenden vom 30. December 1897, R. G. Bl. Nr. 309, in Wirksam

Spens m. p.

2607.

29 septembre 190

Publication du ministère I' R' des finances de la liste
bureaux douaniers autorisés à timbrer et traiter en dou
les cartes à jouer de provenance étrangère.

R. G. Bl. 1900, Nr. 1

Kundmachung des Finanzministeriums vom 30. September 1
betreffend die Abstempelung von Spielkarten und zur Verzol
von Spielkarten in der Einfuhr aus dem Auslande ermächti
Aemter.

Mit Beziehung auf die Punkte 2 und 12 der Ministe
verordnung vom 27. October 1881, R. G. Bl. Nr. 127,
Durchführung des Gesetzes über den Spielkartenstempel
die Anlage *B* zu § 21 der Durchführungsvorschrift
25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 49, zum Zolltarifgesetze
25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 47, enthaltend das Verzeic
über die Einfuhrverzollungsbefugnisse der Zollämter,
bekanntgegeben, dass die Abstempelung von Spielkarten
den Finanz-Landesdirectionsökonomaten in Graz und Br
beim Hauptzollamte in Linz und beim Hauptsteueramte
Pilsen, dann die Verzollung von Spielkarten in der Ein
aus dem Auslande bei den Hauptzollämtern in Graz, Br
Linz und Pilsen vom 1. November 1900 an nicht mehr st
findet.

Böhm m. p.

2608.

1 octobre 190

Ordonnance ministérielle concernant la non-valeur
monnaies d'or allemandes à 5 marcs pour paiem
en douane.

R. G. Bl. 1900, Nr. 1

ALLEMAGNE.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 1. October 1900, betreffend die Nichtannahme von Reichsgoldmünzen zu 5 Mark bei Zollzahlungen. 1900

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien wird in theilweiser Abänderung der Ministerialverordnung vom 27. December 1878, R. G. Bl. Nr. 142, angeordnet wie folgt:

Reichsgoldmünzen zu 5 Mark (Fünfmarkstücke) dürfen vom 1. October 1900 ab zu Zollzahlungen nicht verwendet werden.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2609.

13 octobre 1900.

Ordonnance ministérielle portant révocation de l'ordonnance du 9 juin 1900 sur la défense d'entrée et de transit de certaines provenances de Smyrne et du vilajet d'Aidin.

R. G. Bl. 1900, Nr. 173.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 13. October 1900, betreffend die Aufhebung des mit der Ministerialverordnung vom 9. Juni 1900, R. G. Bl. Nr. 94, erlassenen Ein- und Durchfuhrverbotes gegenüber Smyrna und dem Vilajet Aidin in Kleinasien.

Mit Rücksicht auf die derzeitigen Gesundheitsverhältnisse in Smyrna und im Vilajet Aidin in Kleinasien wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Verordnung vom 9. Juni 1900, R. G. Bl. Nr. 94, erlassene Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Smyrna und dem Vilajet Aidin aufgehoben.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

2610.

19 octobre 1900.

Publication du ministère I^l R^l des finances concernant l'augmentation des attributions douanières de la succursale Johanngeorgenstadt-gare.

R. G. Bl. 1900, Nr. 190.

AUTRICHE-HONGRIE.

1900 *Kundmachung des Finanzministeriums vom 19. October 19 betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des k Nebenzollamtes Johanngeorgenstadt (Bahnhof).*

Das mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes II. Cla ausgestattete Nebenzollamt I. Classe Johanngeorgenst (Bahnhof) wird zur Eingangsverzollung von Maschinen T.-Nr. 284, *a)*, *b)* und 284 *(bis)* ermächtigt.

Böhm m. p.

2611.

22 novembre 190

Ordonnance ministérielle autorisant la douane pri pale à Olmütz à traiter en douane les colis post avec plantes de provenance étrangère.

R. G. Bl. 1900, Nr. 20

Verordnung der Ministerien des Ackerbaues, des Innern, Finanzen, des Handels und der Eisenbahnen vom 22. Novem 1900, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes Olmütz zur Abfertigung der mit der Post aus dem Ausla einlangenden Pflanzensendungen.

Im Nachhange zu der Verordnung der Ministerien Ackerbaues, des Innern, des Handels und der Finanzen v 15. Juli 1882, R. G. Bl. Nr. 107, betreffend die im Verke mit dem Auslande zu beobachtenden Vorsichten wegen V hütung der Einschleppung der Reblaus, wird das k. k. Hau zollamt in Olmütz ermächtigt, die mit der Post aus dem A lande einlangenden Sendungen, welche die unter Nr. 2 Anhanges zur obigen Verordnung bezeichneten Gegenstä enthalten, nach den für die Abfertigung solcher Sendun durch die ermächtigten Zollämter bestehenden Vorschrif abzufertigen.

Koerber m. p. *Wittek* m. p.
Böhm m. p. *Call* m. p.
Giovanelli m. p.

2612.

22 novembre 190

Publication du ministère I^l R^l des finances concern l'augmentation des attributions du bureau douanier

Hermsdorf et l'établissement à la gare d'une succursale. 1900

R. G. Bl. 1900, Nr. 203.

Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 22. November 1900, betreffend die Erweiterung der Verzollungsbefugnisse des Nebenzollamtes in Hermsdorf und Errichtung einer Expositur desselben auf dem Bahnhofe daselbst.

Das k. k. Nebenzollamt I. Classe in Hermsdorf wird mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes II. Classe ausgestattet und zur Anwendung des summarischen Ansageverfahrens im Eisenbahnverkehre, zur Ausfuhrsbehandlung von Durchfuhrwaaren ohne Beschränkung, endlich zur Abfertigung von Waaren im Streckenzugsverfahren über königlich sächsisches Gebiet zum Wiedereintritte über die k. k. Zollämter in Zittau, Warnsdorf und Georgswalde—Ebersbach, dann zum Durchzugsverfahren über das k. k. Nebenzollamt in Seidenberg ermächtigt.

Auf dem Bahnhofe in Hermsdorf wird eine Expositur des Nebenzollamtes Hermsdorf errichtet.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2613.

29 novembre 1900.

Publication du ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation de la douane principale hongroise à Pressburg de traiter en douane les soieries unies au tarif réduit de 200 fl.

R. G. Bl. 1900, Nr. 206.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. November 1900, betreffend die Ermächtigung des königlich ungarischen Hauptzollamtes Pressburg zur Abfertigung glatter Ganzseidenwaaren zu dem Begünstigungszolle von 200 fl.

Nach einer Mittheilung des königlich ungarischen Finanzministeriums ist das königlich ungarische Hauptzollamt Pressburg zur Abfertigung glatter Ganzseidenwaaren zu dem Begünstigungszolle von 200 fl. ermächtigt worden.

Böhm m. p.

1900

2614.

29 novembre 19

Publication du ministère I^l R^l des finances concer l'autorisation de la douane principale de deux classe à Gablonz au traitement douanier sommai en franchise des effets des voyageurs qui les précè ou suivent.

R. G. Bl. 1900, Nr. 2

Kundmachung des Finanzministeriums vom 29. November 1 betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes II. C in Gablonz zur Anwendung des summarischen Ansageverfa im Eisenbahnverkehre, sowie zur zollfreien Behandlung voraus- und nachgesendeten Reiseeffecten.

Das k. k. Hauptzollamt II. Classe in Gablonz wird Anwendung des summarischen Ansageverfahrens im Ei bahnverkehre, sowie zur zollfreien Behandlung von vor und nachgesendeten Reiseeffecten, nach Maassgabe des tikels IX, Z. 1, des Zolltarifgesetzes vom 25. Mai 1882, mächtigt.

Böhm m. p.

2615.

29 novembre 190

Ordonnance ministérielle concernant l'établissem d'une succursale douanière à Faresina.

R. G. Bl. 1900, Nr. 2

Kundmachung des Finanzministeriums und des Handelsm steriums vom 29. November 1900, betreffend die Errich einer Zollexpositur mit Hafen- und Seesanitätsdienst zu Fare

Zu Faresina auf der Insel Cherso ist eine Zollexpos mit Hafen- und Seesanitätsdienst errichtet worden, wel bereits am 1. November 1900 ihre Wirksamkeit begonnen

Diese Expositur ist mit denselben Abfertigungsbefugnis ausgestattet, welche derlei Zollexposituren mit Hafendi im Küstenlande (Anmerkung zu Z. 23 VIII der Minister verordnung vom 1. August 1891, R. G. Bl. Nr. 154) ei räumt sind.

Böhm m. p.

2616.

1900

30 novembre 1900.

Ordonnance ministérielle concernant l'admission des assignats d'or de la banque austro-hongroise au paiement des droits de douane.

R. G. Bl. 1900, Nr. 198.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 30. November 1900, betreffend die Zulassung von Anweisungen der Oesterreichisch-ungarischen Bank auf Goldmünzen zur Entrichtung von Zöllen.

Im Einvernehmen mit den betheiligten königlich ungarischen Ministerien werden vom 15. December 1900 angefangen von der Oesterreichisch-ungarischen Bank ausgestellte Anweisungen auf bei Zollzahlungen verwendbare Goldmünzen (Zollgoldanweisungen) unter den nachfolgenden Modalitäten zu Zollzahlungen zugelassen:

1. Die Ausstellung und Ausgabe dieser Zollgoldanweisungen erfolgt bei der Hauptanstalt der Oesterreichisch-ungarischen Bank in Wien, sowie bei sämmtlichen Filialen dieser Bank in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern.

2. Die Zollgoldanweisungen tragen die statutenmässigen Unterschriften der ausgebenden Bankanstalt und sind mit dem Trockenstempel der Oesterreichisch-ungarischen Bank versehen. Sie lauten an die Ordre der Staats-Centralcassa.

3. Der Betrag, auf welchen die Zollgoldanweisungen ausgestellt werden, ist so auszumessen, dass er der Stückelung jener Goldmünzen entspricht, welche nach der Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. December 1878, R. G. Bl. Nr. 142, dem Gesetze vom 2. August 1892, R. G. Bl. Nr. 128, sowie der Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 1. October 1900, R. G. Bl. Nr. 166, zu Zollzahlungen verwendet werden können.

Die Zollgoldanweisungen haben auf keine höheren Beträge zu lauten, als dies mit Rücksicht auf die Höhe der entfallenden Zollgebühren und die Stückelung der Goldmünzen nothwendig erscheint.

Die hiernach sich eventuell ergebende Differenz zwischen den zu entrichtenden Zollgebühren und dem Betrage, auf welchen die Zollgoldanweisung lautet, ist von der Partei baar zu erlegen, beziehungsweise an dieselbe vom Amte im Sinne der bestehenden Vorschriften zurückzuerstatten.

4. Vor der Ueberreichung müssen die Zollgoldanweisungen bei dem Zollamte auf der Rückseite der Anweisung mit der

1900 Namensfertigung und der Adresse der zollpflichtigen Pa
versehen werden.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2617.

6 décembre 190

Publication du ministère I' R' des finances concern
la couleur à fixer pour les signes d'identité à appliq
aux tissus à broder et jouissant du traitement par
quit-à-caution.

R. G. Bl. 1900, Nr. 2

Kundmachung des Finanzministeriums vom 6. December 1
betreffend die Feststellung der Farbe für die im Stickerei
edlungsverkehre an den Geweben anzubringenden Identi
bezeichnungen.

Mit Beziehung auf die Ministerialverordnung vom 27. M
1890, R. G. Bl. Nr. 56, betreffend die zollämtliche Behandl
des Stickereiveredlungsverkehres, wird angeordnet, dass
der Zeit vom 1. Januar bis Ende December 1901 an den
weben, welche im Stickereiveredlungsverkehre eingef
werden, die Identitätsstempel in schwarzer Farbe a
bringen sind.

Böhm m. p.

2618.

27 décembre 190

Ordonnance Impériale concernant l'affranchissement d'
pôts des navires marchands de haute mer.

R. G. Bl. 1900, Nr. 22

Kaiserliche Verordnung vom 27. December 1900, betreffend
Steuerbefreiung der Seehandelsschiffe.

Auf Grund des § 14 des Staatsgrundgesetzes vom 21.
cember 1867, R. G. Bl. Nr. 141, finde Ich anzuordnen,
folgt:

Artikel I.

Für alle Seehandelsschiffe, welchen im Artikel IX
Gesetzes vom 27. December 1893, R. G. Bl. Nr. 189,

treffend die Unterstützung der Handelsmarine, die Befreiung 1900
von der Entrichtung der Erwerb- und Einkommensteuer auf die Dauer von fünf Jahren gewährt worden ist, wird unter Aufrechthaltung der Bestimmungen des Artikels X desselben Gesetzes die Befreiung von der Entrichtung der Erwerbsteuer nach dem Gesetze vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, betreffend die directen Personalsteuern, für die Zeit vom 1. Januar 1899 bis zum 31. December 1903 zugestanden.

Befinden sich steuerfreie und steuerpflichtige Schiffe im Besitze eines und desselben Unternehmers, so hat die Veranlagung der allgemeinen Erwerbsteuer nach der mittleren Ertragsfähigkeit nur der steuerpflichtigen Schiffe zu erfolgen. Bei Veranlagung der Erwerbsteuer der der öffentlichen Rechnungslegung unterworfenen Unternehmungen hingegen ist der aus der Verwendung der steuerfreien Schiffe (nach Abrechnung der auf diese Schiffe entfallenden Quote der gemeinsamen Auslagen) erzielte Reinertrag aus der Besteuerungsgrundlage auszuscheiden; ist jedoch diese unmittelbare Ermittlung des Reinertrages nicht möglich, so ist derselbe aus dem Gesammtreinertrage im Verhältnisse der von den steuerfreien zu den von allen Schiffen zurückgelegten Tonnenmeilen zu berechnen und mit diesem Betrage aus der Besteuerungsgrundlage auszuscheiden.

Verwendet endlich ein Unternehmen ein an sich steuerfreies Schiff gleichzeitig in steuerfreien und steuerpflichtigen Fahrten, so ist bei der Veranlagung der Erwerbsteuer nur auf die steuerpflichtigen Fahrten Bedacht zu nehmen und demgemäss die Erwerbsteuer unter Berücksichtigung aller obwaltenden Verhältnisse nach billigem Ermessen entsprechend niedriger zu veranlagen, als wenn das Unternehmen zur Gänze der Erwerbsteuer zu unterziehen wäre.

Artikel II.

Die den während der Geltungsdauer des vorcitirten Gesetzes auf inländischen Werften neu erbauten Seehandelsschiffen gewährte Steuerbefreiung bezieht sich fortan auf die Befreiung von der Entrichtung der mit dem Gesetze vom 25. October 1896, R. G. Bl. Nr. 220, betreffend die directen Personalsteuern, neu geregelten Erwerbsteuer.

Artikel III.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

1900

Artikel IV.

Mit dem Vollzuge dieser Verordnung sind Mein Hand minister und Mein Finanzminister beauftragt.

Eisenerz, 27. December 1900.

Franz Joseph m. p.

Koerber m. p.
Wittek m. p.
Spens m. p.
Rezek m. p.
Giovanelli m. p.
Welsersheimb m. p.
Böhm m. p.
Hartel m. p.
Call m. p.
Pietak m. p.

2619.

28 décembre 190

Publication ministérielle d'une liste statistique amen des marchandises de provenance étrangère.

R. G. Bl. 1900, Nr. 22

Kundmachung der Minister des Handels und der Finanzen 28. December 1900, betreffend die Hinausgabe eines abgeände statistischen Waarenverzeichnisses für den auswärtigen Ha des österreichisch-ungarischen Zollgebietes.

Im Einvernehmen mit den königlich ungarischen M sterien des Handels und der Finanzen ist auf Grund des Absatz 3 des Gesetzes vom 26. Juni 1890, R. G. Bl. Nr. betreffend die Statistik des auswärtigen Handels, für Zwecke der statistischen Anmeldung und ämtlichen N weisung der Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waaren und genständen ein theilweise abgeändertes „Statistisches Waa verzeichnis für den auswärtigen Handel des österreichi ungarischen Zollgebietes" festgestellt und hinausgege worden, welches vom 1. Januar 1901 angefangen, an St des laut der Kundmachung der Minister des Handels und Finanzen vom 31. Januar 1892, R. G. Bl. Nr. 20, erlasse und gleichzeitig hierdurch ausser Kraft gesetzten statistis Waarenverzeichnisses in Wirksamkeit tritt.

Von der Einschaltung des Textes dieses neuen Waa verzeichnisses in das Reichsgesetzblatt wird mit Rücks auf dessen Umfang unter Berufung auf den § 1, Absa des oben bezogenen Gesetzes Umgang genommen.

Böhm m. p. *Call* m. p.

2620. 1900

30 décembre 1900.

Ordonnance ministérielle portant révocation de la défense d'entrée et de transit de certains objets provenant de Glasgow.

R. G. Bl. 1900, Nr. 233.

Verordnung der Ministerien des Innern, des Handels und der Finanzen vom 30. December 1900, betreffend die Aufhebung des mit der Ministerialverordnung vom 27. September 1900, R. G. Bl. Nr. 163, erlassenen Ein- und Durchfuhrverbotes gegenüber Glasgow in Schottland.

Mit Rücksicht auf das ämtlich constatirte Erlöschen der Pest in Glasgow in Schottland wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung das mit der Verordnung vom 27. September 1900, R. G. Bl. Nr. 163, erlassene Verbot der Ein- und Durchfuhr gewisser Waaren und Gegenstände aus Glasgow aufgehoben.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern, beziehungsweise Seesanitätsbehörden bekannt wird, in Kraft.

Koerber m. p. *Böhm* m. p. *Call* m. p.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU DIX-HUITIÈME VOLUM

1896. **20 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau secondaire à Parenzo de traiter en douane les effets des voyageurs qui les devancent ou les suivent . . . . . .

— **23 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau de douane principal à Heinersdorf à traiter en douane certaines marchandises voyageant par chemins de fer . . . . . .

— **30 décembre.** Loi sur l'octroi d'un crédit pour la participation officielle à l'exposition Universelle de 1900 à Paris . . . . .

1897. **4 janvier.** Ordonnance des Ministères I^aux R^aux des finances et du commerce concernant le traitement douanier du charbon servant à la fabrication d'engrais artificiel . . . . . .

— **17 janvier.** Circulaire du Ministère I^l et R^l des affaires étrangères à l'égard des rapports consulaires sur la peste . . . . .

— **21 janvier.** Loi frappant d'amende ou de prison tout individu se livrant sans autorisation de l'Etat, ou en usant de moyens frauduleux, à des actes en faveur de l'émigration . . . . . .

— **23 janvier.** Ordonnance ministérielle complétant les dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „papier et papéteries" . . . . . .

— **24 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et de certains objets provenant de la Russie asiatique . . . . . .

— **31 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant le complément aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier concernant la position „couteaux et ciseaux" . . . . . .

— **31 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant le traitement en douane de certains bouchons de liège servant à la culture des vignes . . . . . .

— **18 février.** Ordonnance ministérielle interdisant l'entrée et le transit de certains produits bruts d'animaux des ports indobritanniques ainsiqne de ceux situés à l'ouest jusqu'à la Mer Rouge . . . . . .

— **21 février.** Publication du Ministère I^l R^l des finances portant complètement et modification de la liste des stations italiennes qui sont autorisées à délivrer des certificats d'analyse des vins italiens . . . . . .

— **27 février.** Loi sur les droits de port . . . . . .

— **27 février.** Loi sur une modification partielle de l'article VI de l'union douanière et commerciale d'avec les pays de la Couronne hongroise . . . . . .

Page

1897. 8 mars. Ordonnance ministérielle sur l'admission facultative de la fermeture „Systéme Mengarini" des fûts pratiqué pour le transport des vins italiens à destination de l'Autriche-Hongrie 16

— **13 mars.** Ordonnance ministérielle modifiant les dispositions de la liste officielle alphabétique du tarif douanier concernant la position „ambre" 17

— **14 mars.** Ordonnance du Ministère I[l] R[l] du commerce sur la révocation des dispositions du règlement provisoire de navigation et de police fluviale sur le Danube du 31 août 1874 concernant l'atterrissage à Stein 18

— **15 mars.** Publication du Ministère I[l] R[l] des chemins de fer concernant la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale du 14 octobre 1890 19

— **17 avril.** Ordonnance du Ministère I[l] R[l] du commerce portant dispositions destinées à prévenir les collisions sur mer 38

— **22 avril.** Ordonnance ministérielle attribuant au bureau secondaire de douane à Mittelwalde les mêmes fonctions que celles dont jouissent les bureaux désignés par l'ordonnance du 15 juillet 1882 53

— **26 avril.** Ordonnance ministérielle concernant le traitement douanier de la potasse d'acide sulphurique 53

— **26 avril.** Ordonnance ministérielle sur la modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „chappeaux et bonnets" 54

— **26 avril.** Ordonnance ministérielle concernant la tarification du hypéroxyde de barium 55

— **26 avril.** Ordonnance ministérielle concernant le complètement des dispositions douanières sur la position „toile d'architecture" 55

— **10 mai.** Ordonnance ministérielle portant modification des dispositions pour la mise à exécution de la loi du 26 juin 1890 sur la statistique du commerce extérieur 56

— **12 mai.** Ordonnance ministérielle sur l'interprétation des dispositions de l'instruction sur l'examen en douane des fils de coton 64

— **20 mai.** Publication du Ministère I[l] R[l] des finances sur une augmentation des attributions du bureau douanier principal de deuxième classe à Wels 64

— **21 mai.** Ordonnance ministérielle sur le complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier concernant la tarification de l'asphalte 65

— **22 mai.** Publication du Ministère I[l] R[l] des finances concernant la nouvelle dénomination du bureau principal douanier de deuxième classe à Nouveau-Itzkany 66

— **28 mai.** Publication du Ministère I[l] R[l] des finances concernant une modification de la liste des stations italiennes autorisées à délivrer des certificats d'analyse des vins italiens 66

— **6 juin.** Ordonnance ministérielle autorisant quelques bureaux douaniers situés à l'intérieur à traiter en douane les envois de plantes arrivant par la poste de l'étranger 67

— **17 juin.** Publication du Ministère I[l] R[l] des finances concernant l'établissement d'une succursale du bureau douanier secondaire Weigsdorf à Engelsdorf 67

— **20 juin.** Ordonnance ministérielle portant complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif de douane à la position „tissus de laine très grossiers" 68

— **25 juin.** Publication du Ministère I[l] R[l] des finances sur la réforme des bureaux douaniers Rosega, Duino et Mernico et l'établissement de simples stations douanières à Trieste 68

1897. **10 juillet.** Ordonnance ministérielle sur un complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier touchant la position „objets de terre cuite, fayence" et „briques" . . .
— **10 juillet.** Ordonnance ministérielle portant complément aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier à la position „mesures et instruments ou objets servant à mesures"
— **29 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau douanier secondaire royal hongrois à Tölgyes de traiter en franchise les effets de voyageurs qui les devancent ou suivent . . . . . .
— **30 juillet.** Ordonnance du Ministère I^l R^l fixant le terme de la mise à exécution de la loi du 30 août 1891 sur l'exercise de la jurisdiction consulaire . . . . . .
— **30 juillet.** Ordonnance du Ministère de la justice sur la mise à exécution de la loi du 30 août 1891 concernant l'exercise de la jurisdiction consulaire . . . . . .
— **31 juillet.** Ordonnance ministérielle concernant l'application de l'ordonnance du 18 février 1897 aux provenances similaires des côtes orientales de la mer rouge et y compris le golfe de Suez à l'entrée du canal de Suez . . . . . .
— **10 août.** Publication ministérielle concernant l'établissement d'une succursale de port et sanitaire maritime avec attributions douanières à Racisce sur l'île de Curzola . . . . . .
— **14 août.** Ordonnance ministérielle sur un complément à ajouter aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier à la position „graisses" . . . . . .
— **16 août.** Ordonnance ministérielle sur la tarification de l'ammonium acétique . . . . . .
— **18 août.** Ordonnance ministérielle portant modification des dispositions arrêtées par l'ordonnance du 12 décembre 1895 pour le transport sur l'Elbe de Melnik à la frontière allemande de certains objets dangereux mais ne rangeant pas parmi les matières explosibles . . . . . .
— **20 août.** Ordonnance ministérielle sur la tarification de la soie artificielle, blanche, crue . . . . . .
— **22 août.** Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane de certains sels d'engrais destinés à l'agriculture . . . . . .
— **1 septembre.** Publication ministérielle augmentant les attributions de la succursale douanière à Castel Venier . . . . .
— **2 septembre.** Publication du Ministère I^l R^l des chemins de fer à l'égard de l'accession du Danemarc à la convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer
— **15 septembre.** Publication ministérielle touchant une augmentation des attributions du bureau douanier secondaire de première classe à Rossbach . . . . . .
— **20 septembre.** Ordonnance ministérielle sur la constatation du poids en douane de certaines catégories de marchandises chargeant des wagons entiers . . . . . .
— **28 octobre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal de deuxième classe dans la gare de Cervignano . . . . . .
— **31 octobre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'augumentation des attributions du bureau douanier secondaire d'Altwarnsdorf . . . . . .
— **23 novembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier secondaire de première classe à Hammerau en Bavière . . . . . .
— **3 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la couleur à donner aux signes d'identité à apposer

Page

aux tissus soumis au traitement douanier par acquit-à-caution 119

1897. **5 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l des chemins de fer portant quelques modifications à l'ordonnance du 1 août 1893 pour le transport des matières explosibles par chemins de fer 119

— **5 décembre.** Ordonnance ministérielle sur la tarification des papier-cartons pour toitures 121

— **5 décembre.** Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier des voitures automobiles 121

— **5 décembre.** Ordonnance ministérielle complétant les dispositions de la liste alphabétique du tarif de douane sur la position „ouvrages en bois" 122

— **10 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice publiant la disposition du code de procédure civile allemand sur l'exécution des jugements étrangers 122

— **10 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice publiant les dispositions du code de procédure civile italien sur l'exécution des jugements étrangers 124

— **10 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice publiant les dispositions en vigueur dans la Principauté de Liechtenstein sur l'exécution des jugements et autres titres exécutoires autrichiens 125

— **10 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l de la justice publiant les dispositions en vigueur au Canton de Vaud par rapport à l'exécution des jugements étrangers 127

— **13 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la justice sur l'affranchissement des sujets hongrois de tout gage ou caution pour coût de procedure 128

— **15 décembre.** Ordonnance du Ministère de la justice sur l'exécution des actes et documents passés en Bosnie et dans l'Hercégovine 129

— **16 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau douanier principal de deuxième classe à Bruck s/M. de traiter en franchise les effets des voyageurs qui les devancent ou suivent 132

— **21 décembre.** Décret du Ministère des finances concernant certaines facilités douanières pour l'exportation du sucre avec primes de bonification 133

— **26 décembre.** Ordonnance du Ministère de la justice sur l'arrangement pris avec l'Allemagne pour l'affranchissement du cautionnement pour frais des procès 134

— **27 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau de douane principal à Saaz 134

— **30 décembre.** Rescript Imperial concernant la quote-part des dépenses communes afférente, pour l'exercice de 1898, aux Royaumes et Pays représentés au Reichsrath 135

— **31 décembre.** Convention sur la prolongation (au 31 décembre 1898) du privilège de la banque austro-hongroise 136

1898. **1 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant un complément à la liste des marchandises étrangères dont le dépôt n'est admis dans le port franc de Trieste que dans des magasins spéciaux 138

— **5 janvier.** Publication du Ministère I^l R^l des finances à l'égard de l'établissement d'une succursale du bureau douanier principal à Bozen 138

— **9 janvier.** Publication du Ministère I^l R^l des finances augmentant les attributions du bureau douanier secondaire à Budua 139

1898. **10 janvier.** Publication du Ministère I^l R^l des finances augmentant les attributions du bureau douanier secondaire à Lodrone . . . . . .
— **14 janvier.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le transfert du bureau principal de douane de Stein à Krems . . . . . .
— **14 janvier.** Publication ministérielle concernant l'établissement d'une succursale d'un bureau de port et de police sanitaire avec attributions douanières à Verbosca dans l'île de Lesina
— **14 janvier.** Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant plusieurs bureaux douaniers hongrois non-frontière à traiter en douane les envois postaux de plantes importées de l'étranger . . . . . .
— **22 janvier.** Ordonnance ministérielle rangeant le bureau douanier secondaire à Furth (Bavière) parmi ceux qui sont, au sens de l'annexe à l'ordonnance du 15 juillet 1882, autorisés à traiter, en douane, les envois de plantes . . . . . .
— **29 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant l'échange des extraits de matricule entre les Pays autrichiens et hongrois à l'exception de la Croatie et de la Slavonie . . . . . .
— **31 janvier.** Ordonnance ministérielle portant amendement de deux dispositions du règlement de navigation et de police sur l'Elbe promulgué le 3 mars 1894 . . . . . .
— **4 février.** Publication du Ministère I^l R^l des chemins de fer concernant la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale pour le transport des marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890 . . . . . .
— **15 mars.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal à Neutitschein .
— **24 mars.** Ordonnance ministérielle concernant l'importation de l'étranger de médicaments cosmétiques et similaires . . . . .
— **29 mars.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un poste douanier dans la station Schloppenhof de la ligne bavaroise Waldsassen—Eger . . . .
— **6 avril.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant augmentation des attributions du bureau douanier principal à Podvoloczyska et de la succursale à Sieroslavice
— **6 avril.** Ordonnance ministérielle portant modification partielle du règlement sur le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer touchant les lignes-frontière . . . . . .
— **14 avril.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'affranchissement des sujets bavarois de l'imposition sur les rentes autrichiennes . . . . . .
— **15 avril.** Ordonnance du Ministère des chemins de fer concernant la modification de quelques dispositions du règlement d'exploitation des chemins de fer autrichiens introduit par ordonnance du 10 décembre 1892 . . . . . .
— **16 avril.** Publication du Ministère I^l R^l des finances en vertu de laquelle le port tyrolien de Tenale est, pour la durée de l'été, investi des fonctions d'un bureau douanier secondaire de deuxième classe . . . . . .
— **20 avril.** Ordonnance ministérielle interdisant l'importation de matières saccharines et similaires et des syrops saccharinifères
— **20 avril.** Ordonnance ministérielle concernant le traitement en douane de la saccharine et la modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „syrop"
— **20 avril.** Ordonnance ministérielle sur les conditions d'importation licite de la saccharine à l'usage des pharmaciens et droguistes . . . . . .

Page

1898. **20 avril.** Ordonnance ministérielle concernant la défense d'importation de plantes vivantes et de fruits crus trouvés infectés du pou San José 175

— **26 avril.** Ordonnance ministérielle concernant l'amendement de quelques dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier

— **26 avril.** Ordonnance ministérielle concernant le complètement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „magnésia" 180

— **29 avril.** Publication ministérielle concernant le changement des dispositions de l'ordonnance du 11 décembre 1892 sur l'usage des lettres de voiture pour chemins de fer avec timbre apposé 180

— **4 mai.** Premier supplément à l'ordonnance pour la mise à exécution du IIIième chapitre de la loi du 25 octobre 1896 sur les impôts directs personnels 183

— **16 mai.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le changement du bureau douanier secondaire de première classe à Braunau s/l I. en un bureau principal de deuxième classe 185

— **16 mai.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'une succursale à Zabrzeg du bureau principal de douane d'Oswiecim 186

— **16 mai.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le bureau principal de douane de Klagenfurt 186

— **27 mai.** Ordonnance ministérielle concernant la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises ou objets provenant de l'île Formose, puis des ports Amoy, Swaton, Hong-kong, Canton et Macao ainsi que des côtes asiatiques des Indes britanniques à l'ouest jusqu'à l'entrée des eaux du canal de Suez dans le Golf de Suez 186

— **30 mai.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'augmentation des attributions du bureau douanier secondaire à Cormons 188

— **16 juin.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau douanier secondaire à Bajaschestie de traiter en franchise de droits les emballages renvoyés . . . 189

— **4 juin.** Publication ministérielle concernant l'augmentation des attributions de la succursale douanière à Schluderbach 188

— **16 juin.** Publication du Ministère I^l R^l des finances élevant le bureau douanier secondaire à Nadbrzezie à un bureau sanitaire de première classe et y établissant une succursale de ce bureau dans la station du chemin de fer 189

— **20 juin.** Ordonnance ministérielle concernant la rectification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „semences oléagineuses" 190

— **20 juin.** Convention conclue à Paris entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Belgique, le Danemarc, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal et la Russie en vue de régler les mesures à prendre pour la prophylaxie du pélerinage de la Mecque et la surveillance sanitaire à établir au Golfe Persique. Ratifiée par S. M. I & R. A. Wallsee, le 27 novembre 1897, les ratifications déposées à Paris, le 20 juin 1898 190

— **23 juin.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'imposition en Autriche sur les rentes et dividendes françaises 240

— **26 juin.** Ordonnance ministérielle concernant le jaugeage des bâtiments autrichiens à rames sur le Danube 240

Pag

1898. 7 juilet. Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le transfert et la désignation de la succursale douanière à Winkl-Gargella 25

— **8 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Drenkova 25

— **14 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le transfert du bureau secondaire douanier de Nona à Brevilacqua 25

— **30 août.** Ordonnance ministérielle concernant les conditions de l'admission réciproque des médecins et sages-femmes à l'exercise de leur métier en Autriche et en Hongrie 25

— **1 septembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau douanier secondaire à Moos à certifier en transit la sortie des marchandises 25

— **19 septembre.** Ordonnance ministérielle autorisant le bureau secondaire douanier de première classe à Seidenberg (Prusse) à traiter en douane les envois de plantes 25

— **22 octobre.** Ordonnance ministérielle concernant la tare sur le café brut en doubles „fardis" 25

— **25 octobre.** Publication ministérielle à l'égard de l'établissement d'une succursale de port, de police sanitaire maritime et de douane à Silo dans l'île de Veglia 25

— **10 novembre.** Ordonnance ministérielle autorisant la douane principale de Trieste à traiter en douane les envois étrangers de plantes 25

— **14 novembre.** Publication du Ministère des finances concernant le transfert du bureau douanier secondaire de Cajnica à Metaljka-Sattel 25

— **25 novembre.** Ordonnance ministérielle concernant la tarification du blanc de baryte et similaire 27

— **25 novembre.** Publication ministérielle concernant la tarification de l'huile sulfurique (huile de noyaux d'olives) 26

— **28 novembre.** Publication ministérielle concernant le changement des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position huiles (résidus, noir, levure, morchia et similaires) . 2

— **5 décembre.** Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec le Japon; ratifié par S. M. J. et R. Ap. à Vienne et les ratifications y échangées, le 30 novembre 1898 2

— **6 décembre.** Ordonnance ministérielle concernant la tare pour le „superoxyde de barium" en tonneaux 2

— **24 décembre.** Publication du ministère des finances concernant la couleur à donner aux preuves et signes d'identité des tissus importés pour être brodés sous le bénéfice du traitement par acquit-à-caution 2

— **24 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances à l'égard de l'établissement d'un bureau douanier secondaire à Gyulafalva-Commando 3

— **27 décembre.** Publication ministérielle concernant le traitement à l'entrée des marchandises japonaises sur le pied de la nation la plus favorisée 3

— **30 décembre.** Ordonnance Impériale concernant la prorogation de la durée de l'union douanière et commerciale avec la Hongrie et des rapports avec la banque austro-hongroise 3

— **30 décembre.** Rescript Impérial au sujet de la quote-part des pays représentés au Reichsrath pour les dépenses communes 3

— **31 décembre.** Ordonnance ministérielle en vertu de laquelle les imprimés dont le débit est interdit en Autriche, sont également exclus du transport par les chemins de fer ou compagnies de navigation 3

Page

1898. 31 décembre. Arrangement entre le Ministère I^l R^l des finances et la banque austro-hongroise pour une nouvelle prorogation du privilège de la banque au 31 décembre 1899 305

1899. 4 janvier. Loi sur la régularisation du Danube dans la Basse Autriche 306

— **17 janvier.** Ordonnance ministérielle à l'égard des certificats d'origine prescrits à la partie III points 18, 21, 27 et 28 du protocole final du traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 avec l'Italie 314

— **23 janvier.** Publication du Ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Bielitz 314

— **28 janvier.** Ordonnance Impériale à l'égard d'une nouvelle prorogation d'un an du transfert de la jurisdiction consulaire austro-hongroise en Egypte aux tribunaux mixtes y établis . . 315

— **3 février.** Publication du Ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Borusowa 315

— **13 février.** Ordonnance ministérielle concernant un complément aux dispositions de la liste officielle alphabétique du tarif douanier à la position „rails de voies ferrées" 316

— **13 février.** Publication du Ministère I^l R^l des chemins de fer à l'égard de la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer du 14 octobre 1890 316

— **20 février.** Ordonnance ministérielle concernant la modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „toile" 319

— **20 février.** Ordonnance ministérielle déterminant, au moyen d'une instruction aux douanes, le mode de distinguer en douane les battistes des toiles en général 320

— **25 février.** Ordonnance ministérielle autorisant le bureau douanier principal à Villach à traiter en douane les envois postaux de plantes importées de l'étranger 322

— **3 mars.** Publication du Ministère des finances concernant le changement du bureau secondaire de 2ème classe à Skala en un bureau similaire de 1ère classe 323

— **29 mars.** Publication du Ministère des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal de 2ème classe à Csik Gyimes et le changement du bureau secondaire de 1ère classe de cet endroit en un bureau similaire de 2ème classe 323

— **5 avril.** Ordonnance du Ministère des finances à l'égard de la faculté d'exporter, sous certaines conditions, diverses sortes de sucres, à la fois, variant en poids net les unes des autres . . 323

— **16 avril.** Publication du Ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale du bureau douanier secondaire près Grottau à Wetzwalde 324

— **21 avril.** Publication du Ministère des finances concernant l'autorisation du bureau douanier principal hongrois à Fiume de traiter en douane les envois étrangers de plantes 325

— **29 avril.** Publication du ministère des finances concernant l'établissement d'une succursale du bureau douanier secondaire dans la gare de Husiatyne 325

— **29 avril.** Ordonnance ministérielle concernant une modification des dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „ouvrages de pelletier" 326

— **1 mai** (14 novembre 1896). Convention pour l'établissement de règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé. Conclue entre la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse et étendue, en vertu du protocole d'adhésion des 1 février et

Pa

9 novembre 1897, à la Suède-Norvége, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Ratifiée par S. M. I. et R. Ap. le 19 avril 1899, les ratifications déposées à la Haye, le 1 mai 1899 3

1899. **15 mai.** Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce complétant le règlement provisoire de navigation et de police fluviale pour le Danube du 31 août 1874 par certaines dispositions relatives aux passes de Schlägen et au Windstoss 3

— **16 mai.** Ordonnance ministérielle portant amendement à l'ordonnance du 18 août 1897 relative au transport de certains objets chimiques mais non explosibles sur l'Elbe de Melnik à la frontière allemande 3

— **20 mai.** Ordonnance du Ministère des finances concernant la garantie pour la restitution de la bonification à la sortie du sucre pour la campagne 1899/1900 3

— **22 mai.** Ordonnance Impériale publiant la Convention conclue à Vienne, le 25 juin 1896, avec l'Italie pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents 3

— **26 mai.** Ordonnance ministérielle concernant la tarification du „maltopeptone" 3

— **30 mai.** Ordonnance ministérielle concernant l'importation de l'étranger de sels d'engrais et d'engrais similaires artificiels . . 3

— **6 juin.** Ordonnance ministérielle concernant la défense d'entrée ou de transit de certaines marchandises et de certains objets provenant d'Egypte 3

— **15 juin.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'établissement d'un bureau principal de douane à Mährisch-Schönberg 3

— **26 juin.** Ordonnance ministérielle portant amendement à certaines dispositions de l'instruction du 27 mai 1887 sur le traitement douanier des machines et appareils 3

— **26 juin.** Ordonnance ministérielle concernant la modification de certaines dispositions des ordonnances des 24 juillet 1883 et 11 avil 1895 sur le traitement douanier de l'acide carbonique liquide 3

— **1 juillet.** Ordonnance du Ministère I^l et R^l des affaires étrangères sur les vacations de la cour d'appel consulaire autrichienne et hongroise 3

— **22 juillet.** Ordonnance ministérielle concernant des dispositions supplémentaires à l'égard du traitement des fils cardés de laine (fils „Weft") dépassant le No. 30^m, simples, ou doublés, bruts

— **22 juillet.** Ordonnance ministérielle à l'égard d'un complément aux dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „toiles pour relieurs, toile cirée et taffetas ciré" . .

— **22 juillet.** Ordonnance ministérielle portant amendement à certaines dispositions de la liste alphabétique du tarif douanier sur la position „fer et ouvrages en fer" . . . . . .

— **26 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant le changement de la dénomination des succursales du bureau douanier principal hongrois à Fiume . . . . . .

— **27 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances au sujet de l'établissement d'un bureau douanier secondaire de 1ère classe dans la gare de Johanngeorgenstadt (Saxe) . . . . . .

— **28 juillet.** Ordonnance de Ministère I^l R^l des finances concernant le montant de la garantie pour le remboursement intégral de la bonification à la sortie du sucre pour la campagne 1899/1900.

— **29 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau principal douanier hongrois à Csik—Gyimes de traiter en douane les envois de plantes de l'étranger . . . . . .

Page

899. **31 juillet.** Publication du Ministère I^l R^l de l'Intérieur sur l'époque pour l'entrée en vigueur de la convention conclue entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents 363

— **8 août.** Ordonnance ministérielle concernant une modification partielle de l'ordonnance du 27 mars 1890 sur le traitement en douane du commerce par acquit-à-caution pour broderies . . . 364

— **12 août.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la révocation de la succursale douanière dans la gare Budapest-Leopoldstadt 365

— **29 août.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'augmentations des attribution douanières de la succursale à Nowosielitza (route) 365

— **31 août.** Ordonnance ministérielle concernant l'application au Portugal de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et de certains objets en vigueur pour les provenances égyptiennes 365

— **22 septembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau douanier principal de 1ère classe à Zara au traitement du sucre à la sortie 366

— **2 octobre.** Ordonnance ministérielle concernant la défense d'importation de certains appareils hygiéniques 366

— **5 octobre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau douanier principal de 2ème classe à Cervignano (gare) à traiter en franchise les effets des voyageurs qui les devancent ou suivent 367

— **9 novembre.** Ordonnance ministérielle concernant l'application au Brésil et au Paraguay de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et de certains objets provenant de l'Egypte 367

— **9 novembre.** Publication ministérielle concernant la modification partielle de la liste statistique des marchandises pour le commerce extérieur 368

— **12 novembre.** Ordonnance ministérielle concernant la navigation sur le lac Léman 369

— **25 novembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l du commerce portant certaines modifications des taxes postales et autres . . 406

— **25 novembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l ou commerce sur l'introduction de nouveaux timbres de poste, télégraphe et téléphone 420

— **3 décembre.** Ordonnance ministérielle interdisant l'entrée et le débit de certains appareils galvanisés et soi-disant hygiéniques. 423

— **16 décembre.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant la couleur à donner aux signes et preuves d'identité des tissus introduits pour être brodés sous le bénéfice du traitement par acquit-à-caution 424

— **20 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l concernant l'introduction des lois autrichiennes sur la protection des marques commerciales près le tribunal consulaire à Tanger (Maroc) avec faculté de juger en 1ère instance, les délits contre cette loi . . 424

— **21 décembre.** Ordonnance du Ministère I^l R^l de la Justice publiant les dispositions du code allemand de procédure civile, valables à partir du 1 janvier 1900, sur l'exécution des jugements étrangers 425

— **22 décembre.** Circulaire du Ministère I^l et R^l des affaires étrangères aux missions I^les et R^les à l'égard de certaines mesures à prendre quant au rapatriement des sujets autrichiens ou hongrois en temps de maladies contagieuses 428

Pa

1899. **22 décembre.** Circulaire du Ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères à l'égard de certaines précautions à prendre par les autorités consulaires avant l'embarquement, dans les ports infectés, d'individus à rapatrier 4

— **28 décembre.** Ordonnance du Ministère I[1] R[1] du commerce concernant un contrôle uniforme des feux et moyens de signalement prescrits par l'ordonnance du 17 avril 1897 en vue d'éviter les collisions sur mer 4

— **29 décembre.** Ordonnance ministérielle rangeant l'île de Ceylan parmi les pays d'origine tombant sous le coup des dispositions de l'ordonnance ministérielle du 18 décembre 1893 en vue de la statistique du commerce étranger 4

1900. **6 janvier.** Publication ministérielle portant interprétation et amendement des ordonnances ministérielles du 20 avril 1898 relatives à la saccharine 45

— **11 janvier.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances relative à la transformation du poste douanier Selber-Strasse près Asch en une succursale du bureau principal douanier d'Asch . . . 46

— **11 janvier.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'un poste douanier le long de la ligne douanière à Kozaczówka 46

— **13 janvier.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Dolegna . . 46

— **13 janvier.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du poste Lažek (Galice) au traitement en douane 46

— **15 janvier.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant le changement de la succursale de la douane principale de Bielitz dans la gare de Dzieditz et un office principal de deuxième classe 46

— **19 janvier.** Ordonnance ministérielle portant amendement au premier alinéa du § 11 de l'ordonnance du 5 décembre 1884 sur la pêche maritime 46

— **24 janvier.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie par rapport à la jonction des lignes ferrées Cervignano—S. Giorgio di Nogaro. Conclu à Rome; ratifié à Gödöllö, le 14 mai 1900; les ratifications échangées à Rome, le 12 juin 1900 46

— **31 janvier.** Ordonnance du ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères sur la réduction de la jurisdiction consulaire en Egypte et le transfert d'une partie de cette jurisdiction aux tribunaux mixtes pour une époque ultérieure de cinq ans 47

— **8 février.** Publication du ministère I[1] R[1] des chemins de fer concernant les lignes auxquelles s'applique la convention internationale du 14 octobre 1890 47

— **28 février.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant le changement de l'office douanier à Böhmisch-Leipa en un office principal de première classe et celui de Graslitz en un tel de deuxième classe 4

— **8 mars.** Publication ministérielle portant amendement aux conditions de l'admission aux droits de douane réduits de l'huile minérale de provenance roumaine 4

— **10 mars.** Ordonnance ministérielle sur la tare à fixer en douane pour certains envois d'esprit de sel ammoniac 4

— **10 mars.** Ordonnance ministérielle fixant le traitement en douane de l'huile de ricin jaune et verdâtre en fûts 4

— **10 mars.** Ordonnance ministérielle concernant le traitement douanier des électrodes 4

— **8 mars.** Ordonnance ministérielle portant modification à la position „linge" de la liste alphabétique du tarif douanier . . 4

Page

1900. **10 mars.** Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane de certaines qualités de poix de pétrole 497
— **10 mars.** Ordonnance ministérielle portant complément à la position „fourrures" de la liste alphabétique des marchandises du tarif douanier 498
— **10 mars.** Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane de certains produits du barium 499
— **11 mars.** Publication du ministère I^l R^l du commerce complétant les dispositions sur le jaugeage des balances de grains système Richardson 500
— **29 mars.** Ordonnance ministérielle portant révocation de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et effets vis-à-vis de l'Egypte et du Portugal 501
— **2 avril.** Ordonnance ministérielle sur la distinction à faire en douane entre le son et la farine 501
— **5 avril.** Ordonnance ministérielle portant défense d'importation de la poudre antiasthmatique du Dr. Ch. Schiffmann 503
— **10 avril.** Publication du ministère I^l R^l des finances concernant l'augmentation des attributions du bureau douanier à Vallarsa 503
— **21 avril.** Publication du ministère I^l R^l des finances autorisant le bureau principal douanier de deuxième classe à Saaz à traiter en franchise les effets de voyageurs qui les précèdent ou suivent 504
— **28 avril.** Ordonnance ministérielle concernant une modification des dispositions de la liste alphabétique des marchandises douanières aux positions „fûts" et „chaudrons" 505
— **4 mai.** Ordonnance du ministère I^l R^l de la défense publique portant, dans l'intérêt de la marine marchande nationale, des facilitations à l'enrolement et au service militaire de certaines catégories de personnes 505
— **7 mai.** Ordonnance ministérielle portant interdiction à l'entrée et au transit de certaines marchandises et effets provenant de l'Egypte 507
— **22 mai.** Ordonnance du ministère I^l R^l des finances sur les garanties a donner pour la restitution intégrale de la bonification sur le sucre exporté 508
— **22 mai.** Ordonnance ministérielle sur l'autorisation du bureau principal douanier à Cervignano à traiter à l'importation les envois de plants 509
— **9 juin.** Ordonnance ministérielle portant application de la défense établie par l'ordonnance du 7 mai 1900 aux provenances similaires de Smyrne et du vilajet d'Aidin en Asie mineure . 517
— **9 juin.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau douanier principal de deuxième classe à Sebenico au traitement du sucre à la sortie 518
— **11 juin** (21 janvier 1897). Convention entre l'Autriche-Hongrie et l'Espagne pour la protection réciproque des inventions, marques et modèles. Conclue à Madrid; ratifiée à Vienne, le 20 avril 1900; les ratifications échangées à Madrid, le 11 juin 1900 . . 510
— **22 juin.** Publication du Ministère I^l R^l des finances concernant l'autorisation du bureau douanier secondaire de deuxième classe à Pinswang de traiter en douane les effets des voyageurs qui les précédent ou les suivent 518
— **15 juillet.** Entrefilet du journal officiel „Wiener Zeitung" à l'égard de la note circulaire de la Sublime Porte relativement au passage des détroits 519
— **26 juillet.** Ordonnance ministérielle sur la modificaton des dispositions de la liste alphabétique douanière des marchandises à la position „préparés de caille-lait" 519

P.

1891. **19 septembre.** Circulaire adressée par le Ministre I[1] ottoman des affaires étrangères au chargé d'affaires de Turquie à Vienne 5

1900. **3 août.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'une succursale douanière à Trecroci 5

— **8 août.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'établissement d'un bureau douanier principal à Kolin 5

— **10 août.** Ordonnance du ministère I[1] et R[1] des affaires étrangères sur l'abolition de la jurisdiction consulaire en Tunisie . 5

— **14 août.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du bureau de douane à Kufstein au traitement du sucre à la sortie 5

— **22 août.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant la suspension de la succursale douanière au hangar 5, gare de Trieste 5

— **25 août.** Ordonnance ministérielle autorisant le bureau principal à Dzieditz au traitement douanier des plantes 5

— **15 septembre.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant la suppression de la succursale douanière établie dans les halles principales à Vienne 5

— **17 septembre.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation du bureau de douane à Cattaro au traitement en douane du sucre à la sortie 5

— **27 septembre.** Ordonnance ministérielle portant application de la défense d'entrée et de transit de certaines marchandises et effets de provenance égyptienne aux objets similaires arrivant de Glasgow (Ecosse) 5

— **29 septembre.** Ordonnance du Ministère I[1] R[1] de la justice portant publication des dispositions sur l'exécution des jugements étrangers du code de procédure civile roumain en vigueur depuis le 1 septembre 1900 5

— **29 septembre.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances de la liste des bureaux douaniers autorisés à timbrer et traiter en douane les cartes à jouer de provenance étrangère 5

— **1 octobre.** Ordonnance ministérielle concernant la non-valeur des monnaies d'or allemandes à 5 marcs pour paiement en douane 5

— **13 octobre.** Ordonnance ministérielle portant révocation de l'ordonnance du 9 juin 1900 sur la défense d'entrée et de transit de certaines provenances de Smyrne et du vilajet d'Aidin . . . 5

— **19 octobre.** Publication du Ministère I[1] R[1] des finances concernant l'augmentation des attributions douanières de la succursale Johanngeorgenstadt-gare 5

— **22 novembre.** Ordonnance ministérielle autorisant la douane principale à Olmütz à traiter en douane les colis postaux avec plantes de provenance étrangère 5

— **22 novembre.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'augmentat.on des attributions du bureau douanier à Hermsdorf et l'établissement à la gare d'une succursale . . . 5

— **29 novembre.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation de la douane principale hongroise à Pressburg de traiter en douane les soieries unies au tarif réduit de 200 fl. 5

— **29 novembre.** Publication du ministère I[1] R[1] des finances concernant l'autorisation de la douane principale de deuxième classe à Gablonz au traitement douanier sommaire et en franchise des effets des voyageurs qui les précèdent ou suivent 5

— **29 novembre.** Ordonnance ministérielle concernant l'établissement d'une succursale douanière à Faresina 5

Page

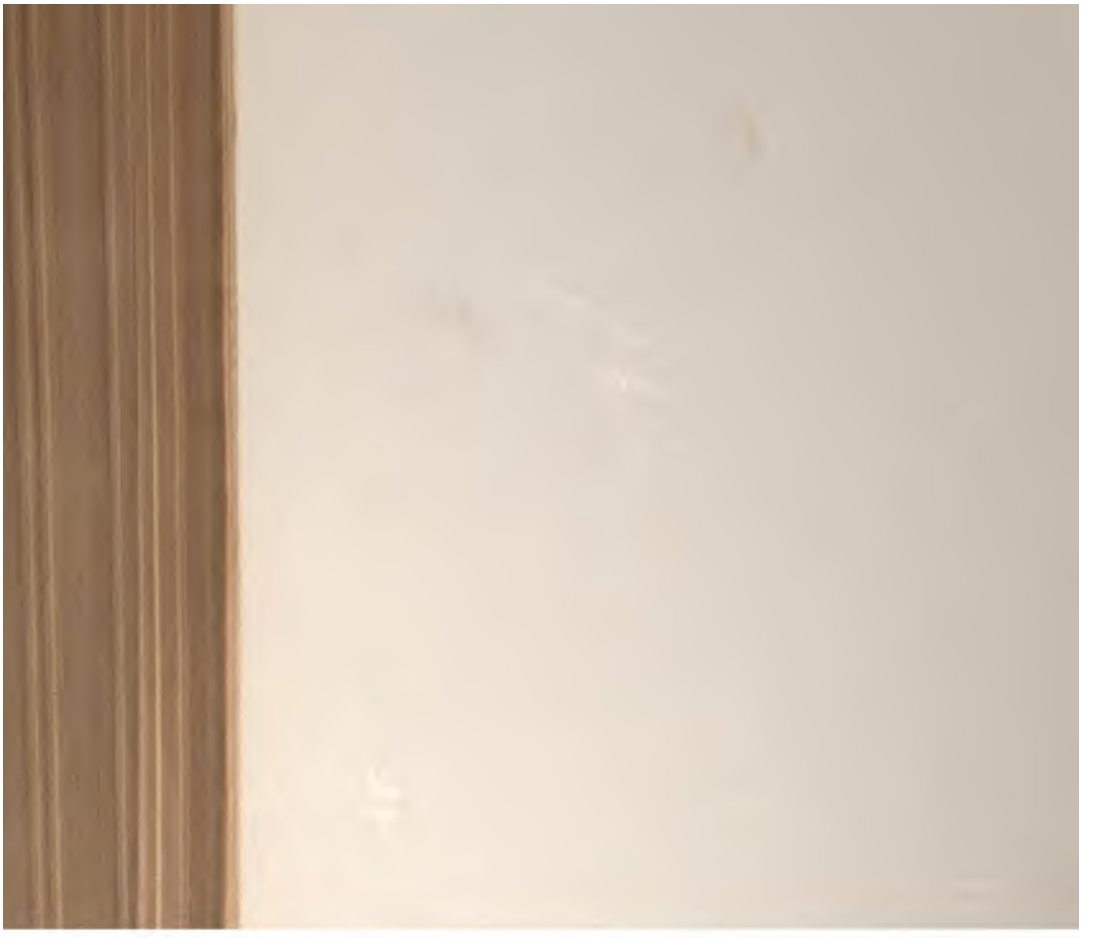
1900. **30 novembre.** Ordonnance ministérielle concernant l'admission des assignats d'or de la banque austro-hongroise au paiement des droits de douane 531

— **6 décembre.** Publication du ministère I^l R^l des finances concernant la couleur à fixer pour les signes d'identité à appliquer aux tissus à broder et jouissant du traitement par acquit-à-caution 532

— **27 décembre.** Ordonnance Impériale concernant l'affranchissement d'impôts des navires marchands de haute mer 532

— **28 décembre.** Publication ministérielle d'une liste statistique amendée des marchandises de provenance étrangère 534

— **30 décembre.** Ordonnance ministérielle portant révocation de la défense d'entrée et de transit de certains objets provenant de Glasgow 535



UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03579 3341